Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 14 septembre 2021
à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Demandes de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 2050, boulevard Saint-Laurent (La Place) (40.16)
- 509 à 527, avenue des Pins Ouest (40.21)

10.03 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Demandes d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 2050, boulevard Saint-Laurent (40.17)
- 1201-1215, rue de la Visitation (40.12)
- 987, rue de la Commune Ouest (40.11)

10.04 Ordre du jour

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 14 septembre 2021

10.05 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1212701007

Période de questions du public

10.06 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1212701041

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021

10.08 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1212701042

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues le 8 juillet et le 5 août 2021

10.09 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1212701044

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 août 2021

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social - 1210173004*

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec les YMCA du Québec dans le cadre du programme « Activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 6 798 $

District(s) : Peter-McGill

20.02 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports. des loisirs et du développement social* - 1218270005

Approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 43 000 $

20.03 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1213200003

Approuver la convention modifiée avec le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville -Marie

20.04 Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1218220004

Accorder un contrat de 1 874 507,56 $ à Bordures et trottoirs Alliance pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa et autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83 $ (appel d'offres public VMP-21-015 - 4 soumissionnaires)

District(s) : Saint-Jacques

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1219118005

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Société de développement touristique du Mille Carré doré pour la réalisation d'un projet de promotion du territoire dans le cadre du programme temporaire à la relance commerciale COVID-19 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 21 000 $

District(s) : Peter-McGill

20.06 Entente
CA *Direction des travaux publics* - 1196164002

Autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $, (taxes incluses) à Vlan paysages inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant ainsi la dépense maximale de 276 698,49 $ à 324 651,31 $

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

20.07 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1218323002

Accorder un contrat de 905 983,45 $, taxes incluses, d'une durée de 28 mois, à Innov-VAC inc. pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 905 983,45 $ (appel d'offres public 21-18813 lot 2 - 5 soumissionnaires)

20.08 Entente
CA *Direction d'arrondissement* - 1218220003

Approuver l'entente modifiée avec la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) afin de bonifier le système de barrières automatisées par l'ajout de barrières automatisées pour les pistes cyclables sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie à l'approche nord du pont Jacques-Cartier

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1215377002

Approuver la convention, se terminant le 15 septembre 2022, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $

District(s) : Saint-Jacques

20.10 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1218965003

Autoriser une affectation de surplus de 192 462,50 $, autoriser une dépense additionnelle de 232 703,75 $ afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-21-002 - 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 083 921,56 $

District(s) : Sainte-Marie

20.11 Contrat de construction

CA *Direction des travaux publics* - 1206937005

Autoriser une dépense additionnelle de 175 557,72 $ afin d'augmenter le budget de contingences (125 668,92 $, taxes incluses) et frais incidents (49 888,80 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-20-006 – 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 177 123,15 $

District(s) : Sainte-Marie

20.12 Autres affaires contractuelles

CA *Direction des travaux publics* - 1217135003

Approuver l'entente de commandite, se terminant le 30 septembre 2025, avec Énergir, s.e.c., pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Sainte-Hélène, située dans le Vieux-Montréal, d'une valeur approximative de 50 650 $, soit 10 130 $ annuellement

District(s) : Saint-Jacques

20.13 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1198028001

Prolonger d'une durée de 12 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $, taxes incluses, pour l'année 2021-2022 en majorant ainsi la dépense autorisée à 205 575,30 $

20.14 Immeuble - Location

CA *Direction des travaux publics* - 1217763006

Approuver l'addendum par lequel la Ville de Montréal et le Centre de services scolaires de Montréal modifient la durée du protocole d'entente initial de vingt ans signé le 2 septembre 2008 (CA08 240521) pour une durée de trente ans à partir de sa signature originale pour des réaménagements dans la cour de l'école Pierre-Dupuy située dans le quadrilatère compris entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais ainsi que la rue Larivière et la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer l'addendum

District(s) : Sainte-Marie

20.15 Affaires contractuelles

CA *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières -*1204435002

Approuver un projet d'acte et ses annexes par lequel la Ville vend à Demain Montréal s.e.c., à des fins de développement urbain et de construction de logements sociaux et communautaires et abordables, un terrain connu sous le numéro de lot 6 280 996 du cadastre du Québec, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 m², dans l'arrondissement Ville-Marie, pour la somme de 5 532 617 $, plus les taxes applicables. / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H05-005-7972-03 / Mandat : 18-0110-T

20.16 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1210175005

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 22 200 $

30 – Administration et finances

30.01 Reddition de comptes

CE *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1218327003

Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021

30.02 Reddition de comptes

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1218327002

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 30 juin 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2021 comparé au 30 juin 2020

30.03 Budget - Autorisation de dépense
CA *Direction des travaux publics* - 1206143001

Autoriser une dépense additionnelle de 79 881,53 $, taxes incluses, à VLAN Paysages inc., pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense autorisée à 217 925,96 $

District(s) : Saint-Jacques

30.04 Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1212701043

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet et du 1er au 31 août 2021

30.05 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1218964008

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge une partie de la coordination et de la réalisation des travaux pour la préparation des plans et devis des travaux de conduite d'eau, de voirie, de plantation, d'éclairage et de piétonisation permanente de la rue du square Amherst, de la rue Atateken à la rue Wolfe dans l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Saint-Jacques

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1218748002

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 et autoriser l'amnistie des frais de retard des abonné-e-s aux Bibliothèques de Montréal en date du 6 octobre 2021 - Adoption

40.02 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction des travaux publics* - 1215876005

Adopter un règlement modifiant le Règlement CA-24-194 sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) - Adoption

Projet : Abords du pont Jacques-Cartier

40.03 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1207199001

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire - Adoption

40.04 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1217303005

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs - Adoption

40.05 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1218398002

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain - Adoption

Projet : Plan stratégique de développement durable

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1217199005

Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet) - Adoption

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1217303004

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1218398003

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une enseigne au 1000, avenue Papineau - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1217400002

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant un café-terrasse sur le toit du cinquième étage du bâtiment situé au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest - 2e projet de résolution

40.10 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1216723003

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'usage résidentiel afin d'aménager un salon (réception et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury, ainsi qu'aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production - 2e projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.11 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1217400005

Autoriser l'usage « agriculture végétale » pour l'emplacement situé entre les rues de Nazareth, de la Commune et le viaduc de l'autoroute Bonaventure, en vertu de la procédure des usages conditionnels (projet lauréat - C40 - Réinventer Montréal)

District(s) : Peter-McGill

40.12 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1217400004

Autoriser les usages « activité communautaire ou socioculturelle » et « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour les bâtiments situés aux 1201-1215, rue de la Visitation, en vertu de la procédure des usages conditionnels (Carrefour St-Pierre)

District(s) : Saint-Jacques

40.13 Urbanisme - Autre sujet
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1216926002

Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec conditions non remplies par les demandeurs concernés

40.14 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1215914002

Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 985 A, boulevard Saint-Laurent

District(s) : Saint-Jacques

40.15 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1218214012

Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 2 juillet au 30 novembre 2021

40.16 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1216255007

Accorder une dérogation mineure relativement à la dimension d'une marge latérale pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent (La Place)

District(s) : Saint-Jacques

40.17 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1216255006

Autoriser l'usage « résidentiel » au rez-de-chaussée pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent, en vertu de la procédure des usages conditionnels (La Place)

District(s) : Saint-Jacques

40.18 Règlement - Autre sujet
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1217199006

Adopter un règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc d'arrondissement - Avis de motion et dépôt

40.19 Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1215275004

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant la manoeuvre de virage à gauche en tout temps à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables, à l'approche Ouest

District(s) : Sainte-Marie

40.20 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1215907008

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2021, 5e partie A) et édicter les ordonnances

40.21 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1219276001

Accorder une dérogation mineure relativement au pourcentage de superficie d'agrandissement permis pour les bâtiments situés aux 509 à 527, avenue des Pins Ouest (Sylvan Adams Sports Science Institute (SASSI))

District(s) : Peter-McGill

40.22 Règlement - Adoption

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1217135004

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier le libellé d'articles relatifs aux bien patrimoniaux cités, frais de parcs et garanties monétaires pour y apporter certaines précisions - Avis de motion et dépôt

40.23 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1216926003

Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser les certificats d'autorisation de démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian

40.24 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1211044001

Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé aux 1886 à 1892, rue Ontario Est

District(s) : Sainte-Marie

40.25 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1211044002

Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour les immeubles situés aux 955, rue Atateken et 1130, rue de la Gauchetière Est

District(s) : Saint-Jacques

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1212701007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (septembre)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-01-11 14:50

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1212701007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (septembre)

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 438 351-1433
Télécop. : n/a

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-01-10

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1212701041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 13:53

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1212701041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 438 351-1433
Télécop. : n/a

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2021-08-31

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 6 juillet 2021 à 18 h 30 en visioconférence avec webdiffusion

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée

ABSENCE :

Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement
M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des services administratifs
Mme Stéphanie Turcotte, directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 31. Elle souhaite la bienvenue aux participants, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne son mot d'ouverture.

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 2160, rue Laforce (40.19) : aucun commentaire n'a été reçu lors de la période de consultation écrite sur 15 jours tenue du 14 au 28 juin 2021, inclusivement.

CA21 240259

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021.

Adoptée à l'unanimité.

10.03

10.05 – Période de question du public

Nom du demandeur et objet de la question

3 questions interactives et 10 questions lues

Monsieur Robert Hajaly
- YMCA centre-ville et conseil d'arrondissement

Monsieur Frédérique Prudhomme
- travaux et stationnement rue Parthenais

Monsieur Simon Cloutier
- pianos publics

Madame Jocelyne Cantara-Desjardins
- propreté des rues et manque de poubelles publiques

Monsieur Nicolas Fevre
- itinérance

Madame Gabrielle Vaillancourt
- félicitations

Monsieur Stéphane Dubray
- propreté/poubelles (rats et mouches)

Madame Irène Mayer
- herbe à poux

Monsieur Karim Kamah
- case de stationnement et code de la sécurité routière

- -

CA21 240260

Période de questions du public - prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-135) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu qu'à 19 h 11, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

\- -

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Jean Logan
- église Saint-Eusèbe-de-Verceil et espaces publics

Monsieur Carl St-Denis
- réaménagement de la rue Fullum

Madame Tatiana Soto
- trafic provenant du pont Jacques-Cartier

Monsieur Rob Gordon
- Stationnement sur la rue Gordon

\- -

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 19 h 21. Toutes les personnes inscrites ayant été entendues

_____

10.06 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question

_____

CA21 240261

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.06 à 10.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA21 240262

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 8 juin 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 8 juin 2021.

Adoptée à l'unanimité.

10.06 1212701036

CA21 240263

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 22 juin 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 22 juin 2021.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1212701037

CA21 240264

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 juin 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 juin 2021.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1212701038

CA21 240265

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 22 juin 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 22 juin 2021.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1212701039

CA21 240266

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA21 240267

Approuver un projet d'acte par lequel Square Victoria Immobilier inc. donne à la Ville, à des fins de parc, un terrain connu et désigné comme étant le lot 6 099 954 du cadastre du Québec, situé au sud-est de l'intersection de la côte de la Place-d'Armes et de la rue Saint-Antoine Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie de 994,5 m², et désigner le trésorier de la Ville comme signataire pour l'émission d'un reçu officiel aux fins d'impôts à l'intention de Square Victoria Immobilier inc. - Verser le lot 6 099 954 du cadastre du Québec au registre domaine public comme parc. N/Réf. : 31H12-005-2857-01

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver un projet d'acte par lequel Square Victoria Immobilier inc. donne à la Ville, à des fins de parc, un terrain connu et désigné comme étant le lot 6 099 954 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 994,5 m², dans l'arrondissement de Ville-Marie, le tout sujet selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

De désigner le trésorier de la Ville comme signataire pour l'émission d'un reçu officiel aux fins d'impôts, dont le montant sera établi conformément aux règles fiscales en vigueur, à l'intention de Square Victoria Immobilier inc., lequel reçu devra être émis au plus tard le 31 décembre 2021;

De verser le lot 6 099 954 du cadastre du Québec au domaine public de la Ville.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1198190008

CA21 240268

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2022, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de réaliser les projets prévus dans la Revitalisation urbaine intégrée (RUI) dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder une contribution totale de 112 818 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2022, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de réaliser les projets prévus dans la Revitalisation urbaine intégrée (RUI) dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);

D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 112 818 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1215179003

CA21 240269

Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2021, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, la Corporation du Centre Jean-Claude Malépart et Go jeunesse, dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions totalisant 20 956 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2021, avec quatre organismes dans le cadre du « Programme Accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 20 956 $;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 5 500 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 2 955 $ à la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart;
- 10 000 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud;
- 2 501 $ à Go jeunesse;

D'imputer cette dépense totale de 20 956 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1210173003

CA21 240270

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 73 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 10 000 $ à Alchimies, créations et cultures;
- 25 000 $ à Artch - art contemporain émergent;
- 10 000 $ à La Fondation BBCM;
- 18 000 $ à Missions Exeko;
- 10 000 $ à L'Orchestre métropolitain;

D'imputer cette dépense totale de 73 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1218270004

CA21 240271

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation d'activités de médiation communautaire au square Cabot et ses environs et accorder une contribution totale de 32 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation d'activités de médiation communautaire au square Cabot et ses environs;

D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 32 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1219054001

CA21 240272

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 75 200 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 7 500 $ à Ensemble vocal Arts-Québec;
- 5 000 $ à MU;
- 5 000 $ à Pourpour inc.;
- 6 000 $ à Production chez nous;
- 15 000 $ à La Société pour les arts en milieu de sante (SAMS);
- 2 500 $ à Le concours international d'orgue du Canada (CIOC);
- 4 200 $ à Circuit-Est;
- 4 000 $ à Écomusée de la maison du fier monde;
- 8 500 $ à Festival des arts de ruelle;
- 5 000 $ au Théâtre de la botte trouée (TBT);
- 12 500 $ à Espace libre inc.;

D'imputer cette dépense totale de 75 200 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1218270003

CA21 240273

Approuver la convention, se terminant le 27 novembre 2021, avec la Société des arts technologiques (SAT) et accorder une contribution hors programme de 20 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 27 novembre 2021, avec la Société des arts technologiques;

D'accorder, à cette fin, une contribution hors programme de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1218270001

CA21 240274

Autoriser une affectation de surplus de 176 300 $, approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec deux sociétés de développement commercial de l'arrondissement et un organisme pour la réalisation de 5 projets dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder, à cette fin, une contribution totale de 211 300 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une affectation de surplus de 176 300 $ et d'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec deux sociétés de développement commerciales de l'arrondissement et un organisme pour la réalisation de 5 projets dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 15 300 $ à la SDC du Quartier latin;
- 161 000 $ à la SDC Montréal centre-ville;
- 35 000 $ à la Pépinière Espaces collectifs;

D'imputer cette dépense totale de 211 300 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1219118004

CA21 240275

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 10 500 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 3 000 $ à la Fondation Santé Urbaine;
- 3 000 $ à la Famille pour l'Entraide et l'éducation des Jeunes et des Adultes (FEEJAD);
- 3 000 $ au Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville;
- 1 000 $ au Comité Ha Ja Ca;
- 500 $ à l'Univers des chiens inc.;

D'imputer cette dépense totale de 10 500 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1210175004

CA21 240276

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.03.

Adoptée à l'unanimité.

CA21 240277

Adopter le Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie et autoriser une affectation de surplus de 825 000 $, à raison de 275 000 $ par année, pour les années 2022, 2023 et 2024 pour la mise en oeuvre du plan

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie;

D'autoriser une affectation de surplus de 825 000 $, à raison de 275 000 $ par année, pour les années 2022, 2023 et 2024 pour la mise en oeuvre du plan;

D'intégrer ce montant au budget de fonctionnement, à raison de 275 000 $ par année, et ce, à compter de l'année 2022;

D'imputer ce montant conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1211211001

CA21 240278

Prendre acte de la reddition de compte et du partage des excédents pour l'activité concernant le traitement des nids-de-poule avec une colmateuse mécanisée pour l'année 2020

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte de la reddition de compte et du partage des excédents pour l'activité concernant le traitement des nids-de-poule avec une colmateuse mécanisée pour l'année 2020.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1218958001

CA21 240279

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2021.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1212701040

CA21 240280

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA21 240281

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de procéder à des ajouts de nature technique - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de procéder à des ajouts de nature technique, lors de la séance du conseil d'arrondissement du 8 juin 2021 par sa résolution CA21 240248;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de procéder à des ajouts de nature technique » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 8 juin 2021 par sa résolution CA21 240248;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel:

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le règlement CA-24-337 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de procéder à des ajouts de nature technique ».

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-337
1218845002

CA21 240282

Adopter une résolution autorisant une densité maximale de 4 plutôt que de 3 sur une partie du site pour permettre l'ajout d'un bâtiment résidentiel et commercial de 10 étages avec 28 étages en surhauteur au complexe immobilier existant situé aux 900-1140, rue Guy et 1600-1616, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté, sans modification, à la séance du conseil d'arrondissement du 8 juin 2021 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

1) D'accorder, pour le bâtiment situé aux 900-1140, rue Guy et 1600-1616, boulevard René-Lévesque Ouest, sur les lots 1 851 297, 2 296 302, 2 296 303, 2 296 304 et 6 047 659 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 43 et 60 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'accorder une densité de 4 plutôt que de 3 pour la partie du site située dans la zone 0143;
c) de transformer le complexe immobilier existant par l'ajout d'un bâtiment résidentiel et commercial de 10 étages avec 28 étages en surhauteur, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 31 mars 2021.

2) De fixer un délai de 60 mois pour la délivrance d'un permis de transformation relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
pp 437
1217199003

CA21 240283

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 8 juin 2021 et l'a soumis, en vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, à une consultation écrite d'une durée de 15 jours, quant à son objet et aux conséquences de son adoption;

Attendu qu'un commentaire a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 14 au 28 juin 2021, inclusivement :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter, sans modification, le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre les rues Saint-Antoine, Berri, Saint-Hubert et Notre-Dame, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 9 et 10 réalisés par Fahey, modifiés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 mai 2021;

2) D'assortir cette autorisation de la condition d'aménager et d'occuper le café-terrasse de manière substantiellement conforme aux plans mentionnés précédemment;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux ou l'occupation visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

De poursuivre la procédure d'adoption du projet de résolution faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Adoptée à l'unanimité.

40.03
pp 441
1217303004

CA21 240284

Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA17 240225 pour le complexe de la Maison Alcan situé aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un projet de résolution le 8 juin 2021 et l'a soumis à une consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 14 au 28 juin 2021 inclusivement, quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De remplacer, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le dernier paragraphe de la résolution CA17 240225 par le suivant :

> « 3) Les travaux de démolition ou de construction relatifs à une première phase, visés par la résolution CA17 240225, doivent débuter dans les 36 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet. ».

Adoptée à l'unanimité.

40.04
pp 440
1216255004

CA21 240285

Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 8 juin 2021 et l'a soumis, en vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, à une consultation écrite d'une durée de 15 jours, quant à son objet et aux conséquences de son adoption;

Attendu qu'aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 14 au 28 juin 2021, inclusivement :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter, sans modification, le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour les immeubles situés notamment aux 250 à 280 et 259, boulevard De Maisonneuve Est et le tréfonds du boulevard De Maisonneuve, sur les lots 2 161 464, 2 161 591 et 2 162 507 du cadastre du Québec, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

   a) de déroger notamment aux articles 7, 10, 58, 81, 85, 134, 369.1 et 598 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et à l'article 12 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O-1);

   b) de diviser le lot 2 161 591 pour lotir un nouveau lot, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, afin d'y construire et occuper un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal, incluant en tréfonds de l'emprise de ce boulevard, de réaménager l'aire de stationnement impactée par ces travaux, puis de démolir le poste existant, situé au 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) grever les parties du lot 2 161 591 de toutes servitudes requises permettant notamment la présence d'ouvertures à moins de 1,5 m des limites de propriété du lot projeté pour le poste, le débattement du vantail des portes d'accès de la façade sud s'effectuant partiellement sur le lot correspondant à la partie résiduelle du lot 2 161 591 ainsi que l'accès à ces dernières depuis le boulevard De Maisonneuve;

   b) privilégier la réalisation de l'option 2 pour le réaménagement de l'aire de stationnement, si le financement nécessaire peut être réuni pour cette plus-value;

3) De fixer un délai de 60 mois pour la délivrance d'un permis de construction relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

De poursuivre la procédure d'adoption du projet de résolution faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance

d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp 439
1217199005

CA21 240286

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire - 2e projet de règlement

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 8 juin 2021 et l'a soumis à une consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 14 au 28 juin 2021 inclusivement, quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter, avec changements, le deuxième projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire »;

De poursuivre la procédure d'adoption du projet de règlement faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Adoptée à l'unanimité.

40.06
CA-24-282.127
1207199001

CA21 240287

Édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) une ordonnance modifiant l'ordonnance P-1, o. 600 afin d'apporter certaines modifications à l'annexe A

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

Édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), l'ordonnance P-1, o. 606, modifiant l'ordonnance P-1, o.600 afin d'apporter certaines modifications à l'annexe A.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1216255003

CA21 240288

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 28 espaces de stationnement tarifés sur la rue Montfort et sur la rue Jean-D'Estrée

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 28 espaces de stationnement tarifés sur la rue Montfort et sur la rue Jean-D'Estrée.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1215914001

CA21 240289

Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 juillet au 15 novembre

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public dans le cadre de la crise de la COVID-19, soit :

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 652 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282, o. 253 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiés à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 607 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 165 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 184 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1218214010

CA21 240290

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2021, 4e partie A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation diverses sur le domaine public (saison 2021, 4e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 309 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 653 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 254 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 608 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 185 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 166 permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1215907007

CA21 240291

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.11 1218748002

CA21 240292

Adopter un règlement autorisant l'occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de bornes « Montréal à Pied » sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie jusqu'en 2034 - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux bornes Montréal à Pied » sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.12 1217135002

CA21 240293

Adopter un règlement modifiant le Règlement CA-24-194 sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) (CA-24-194) », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.13 1215876005

CA21 240294

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.14 à 40.19.

Adoptée à l'unanimité.

CA21 240295

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), une ordonnance modifiant l'ordonnance C-4.1 o. 305 afin d'autoriser la livraison du lundi au vendredi de 7 h à 11 h dans le cadre de la piétonnisation de la rue Saint-Denis

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 310 modifiant l'ordonnance C-4.1 o. 305 afin d'autoriser la livraison du lundi au vendredi de 7 h à 11 h dans le cadre de la piétonnisation de la rue Saint-Denis.

Adoptée à l'unanimité.

40.14 1216220002

CA21 240296

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant un café-terrasse sur le toit du cinquième étage du bâtiment situé au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest - 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) d'aménager et d'occuper un café-terrasse sur une partie du toit du 5e étage conformément aux plans numérotés AP-01 réalisés par Kim Descôteaux Architecte paysagiste, modifiés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 23 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a) l'emplacement du café-terrasse doit être conforme aux plans mentionnés au paragraphe b) de l'article 1);
b) le café-terrasse doit être séparé du reste de la terrasse par un aménagement non franchissable, tel que des bacs de plantation;
c) lors de la demande de permis, en plus des documents requis, déposer une preuve écrite que le gestionnaire du café-terrasse a établi une communication avec la copropriété de l'immeuble Louis-Bohême, sis au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest, afin d'assurer une bonne cohabitation.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux ou l'occupation visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
pp 442
1217400002

CA21 240297

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1920-1922, 1926 et 1934-1940, rue Sainte-Catherine Ouest, et la construction d'un bâtiment résidentiel de 15 étages (45 m) avec rez-de-chaussée commercial sur le site sis aux 1920 à 1946, rue Sainte-Catherine Ouest - 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le site sis aux 1920 à 1946, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 9, 43 et 49 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à la hauteur maximale, la densité maximale et au taux d'implantation maximal;
b) de démolir les bâtiments situés sur les lots 1 064 641, 1 064 642, 1 064 643 (1920 à 1940, rue Sainte-Catherine Ouest), de démolir le bâtiment situé sur le lot 1 064 638 et de conserver le bâtiment d'origine (maison Young);
c) d'ériger et d'occuper un édifice sur l'ensemble du site intégrant la maison Young, conformément aux plans numérotés 1 à 17, réalisés par ACDF architecture et NEUF architectes, et aux plans numérotés 18 à 22 réalisés par Version Paysage, ACDF architecture et NEUF architectes, et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 23 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) la hauteur, les retraits des volumes en surhauteur, la volumétrie et la composition architecturale de l'enveloppe de la nouvelle construction doivent être substantiellement conformes aux plans numérotés 1 à 17;

b) un espace végétalisé sur un toit doit avoir une épaisseur minimale de substrat de croissance de 150 mm;

c) le volume d'origine de la maison Young doit être conservé et la restauration de sa façade doit comprendre la restauration de la maçonnerie et le remplacement des fenêtres selon la forme et l'apparence d'origine;

d) la composition architecturale de l'édifice doit être substantiellement conforme aux plans mentionnés à l'article 1);

e) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée des documents suivants :

i. une lettre de garantie monétaire d'un montant de 2 212 080 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

ii. une lettre de garantie monétaire supplémentaire d'un montant de 1 474 720 $ visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade de la maison Young soient exécutés; advenant que les travaux de restauration et de conservation ne soient pas réalisés à la fin des travaux de construction ou que ceux-ci ne soient pas conformes aux plans soumis pour révision, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

ii. un devis technique décrivant les mesures de protection de la maison Young prises au moment de la démolition jusqu'à la fin de la période de travaux;

f) préalablement à la délivrance d'un permis de construction ou de transformation, les travaux de construction ou de transformation des bâtiments doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

g) en plus des documents exigés par la réglementation, la demande de permis de construction ou de transformation doit être accompagnée d'un devis technique décrivant les mesures de conservation des caractéristiques architecturales de la maison Young, sise au 1944-1946, rue Sainte-Catherine Ouest;

h) En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. la proportion d'aires végétalisées sur les toits-terrasses doit tendre à être conforme aux plans numérotés 18 à 22;

ii. le choix des végétaux pour les toits végétalisés doit tenir compte de l'exposition au soleil et au vent;

iii. le traitement des dalles de balcons doit présenter une vue intéressante depuis l'échelle du piéton sur la rue Sainte-Catherine;

iv. le traitement architectural des façades latérales des volumes en surhauteur doit éviter l'effet de mur aveugle;

v. le traitement architectural du basilaire doit s'inscrire en continuité de la maison Young;

vi. les façades situées à l'alignement de la ruelle doivent privilégier des matériaux clairs;

3) D'exiger du propriétaire du terrain la mise en place d'un comité de bon voisinage avec les riverains durant toute la durée des travaux;

4) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.16
pp 443
1217400003

CA21 240298

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'usage résidentiel afin d'aménager un salon (réception et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury, ainsi qu'aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production - 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) d'occuper le rez-de-chaussée de l'immeuble à des fins résidentielles;
b) d'aménager un salon (lobby et réception) ainsi qu'un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble ayant front sur la rue De Bleury, substantiellement conforme aux plans préparés par Éric Huot, architecte, datés du 21 août 2020 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 26 avril 2021 (page A-101);

2) D'occuper le 3e, 4e, et 5e étage à des fins résidentielles;

3) D'aménager des logements au 3e, 4e, et 5e étage substantiellement conforme aux plans préparés par Éric Huot, architecte, datés du 21 août 2020 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 26 avril 2021 (pages A-103, A-104 et A-105);

4) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) L'aménagement du salon (lobby et réception) et du bureau de location devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer l'animation de la rue;
b) La composition du mur indépendant, tel que prescrit par le rapport acoustique, devra être indiquée dans le plan pour permis;
c) L'aménagement des pièces des logements proposés au 3e, 4e, et 5e étages devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer un confort maximal des locataires.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
pp 444
1216723003

CA21 240299

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une enseigne au 1000, avenue Papineau - Projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour la nouvelle Maison de Radio-Canada, situé au 1000, avenue Papineau, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) l'autorisation :

a) de déroger au paragraphe b) de l'article 1) de la résolution CA17 240490 du 12 septembre 2017 et à l'article 538 du Règlement d'urbanisme 01-282;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) les plans finaux devront être présentés en révision architecturale selon les critères de l'article 539 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur le 10 juin 2021;
b) la superficie maximale de l'enseigne ne pourra dépasser 17,1 m²;
c) la proposition devra limiter la pollution lumineuse vers le voisinage et vers le ciel étoilé;

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.18
pp 445
1218398003

CA21 240300

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement à l'installation d'un équipement mécanique dans une marge arrière et latérale, pour l'immeuble situé au 2160, rue Laforce

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, en vertu di Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 2160, rue Laforce, une dérogation permettant l'installation dans une marge d'un équipement mécanique destiné à l'aération du stationnement souterrain, et ce, en dérogation à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.19 1216255005

CA21 240301

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain.

40.20 1218398002

CA21 240302

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter un projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.20 1218398002

CA21 240303

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

40.21 1217303005

CA21 240304

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet d'un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.21 1217303005

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 14 septembre 2021 à 18 h 30.
L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 19 h 36.

70.01

_____

_____	_____
Valérie Plante	Katerine Rowan
Mairesse	secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA21 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 14 septembre 2021.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1212701042

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues le 8 juillet et le 5 août 2021

De prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues le 8 juillet et le 5 août 2021.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 14:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1212701042**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues le 8 juillet et le 5 août 2021

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues le 8 juillet et le 5 août 2021

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 438 351-1433
Télécop. : n/a

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2021-08-31

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

5 août 2021
8h30

Séance en vidéoconférence

Sont présents

M. Richard Ryan, vice-président

Mme Émilie Breault, membre suppléante
M. Antonin Labossière, membre
Mme Veronica Lalli, membre
M. Réjean Martineau, membre

M. Louis Routhier, chef de division – Urbanisme
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
Mme Christine Racine, conseillère en aménagement

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h33.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal du comité du 8 juillet 2021 a été transmis aux membres par courriel préalablement à la séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier
Aucun dossier

4.3 Modifications réglementaires
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3003042176 3003042182	2050, boulevard Saint-Laurent	Favorable avec commentaires

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3003042176 3003042182	2050, boulevard Saint-Laurent	Favorable avec commentaires

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3002787554	1200, boul. De Maisonneuve Ouest	Favorable avec conditions
4.6.2	3002700674	730, rue Wellington	Favorable
4.6.3	3002857514	2575-2585, rue Hogan	Favorable avec conditions
4.6.4	3002586214	1280, rue Saint-Marc	Favorable
4.6.5	3002669135	266, rue Saint-Paul Est	Favorable
4.6.6	3002752054	1412, avenue Overdale	Défavorable avec commentaires
4.6.7	3002708354	2751, rue Ontario Est	Défavorable avec commentaires
4.6.8	3002822016	1701, rue Parthenais	Favorable avec conditions
4.6.9	3002857115 3002870274	1425 et 1485, rue Jeanne-Mance	Favorable
4.6.10	3002836154	3015, chemin Barat	Favorable avec conditions
4.6.11	3002858634	1547, avenue des Pins Ouest	Favorable
4.6.12	3002584054	1353, rue Ontario Est	Favorable
4.6.13	3002901854	2333, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec commentaire
4.6.14	s. o.	1361, boulevard De Maisonneuve Est	Défavorable avec commentaires

4.7 Surhauteur
Aucun dossier

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3003039910	2507 à 2523, rue Frontenac	Favorable avec conditions
4.8.2	3002120455	2032-2036, rue Montgomery	Défavorable avec commentaires

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 7 septembre 2021 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 9 septembre 2021.

6. Varia
Aucun

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 11h10.

Richard Ryan 2021-08-30

Billy Chérubin 2021.08.31 11:42:29 -04'00'

Richard Ryan	date	Billy Chérubin	date
Vice-président		Secrétaire	

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002882314 et 3003042182
4.4.1 et 4.5.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE ET USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2050, boulevard Saint-Laurent
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser par usage conditionnel l'aménagement de logements au rez-de-chaussée de la rue Clark, ainsi que de permettre une dimension de 1,30 m à 1,50 m pour la marge latérale sud, pour le projet de remplacement. Le projet consiste en la démolition partielle du bâtiment actuel. La façade principale sera conservée in situ et restaurée en fonction des études patrimoniales et de mise en valeur de Susan D. Bronson. Le volume initial de l'immeuble de 1907 sera recréé permettant l'aménagement de logements traversant aux étages. Le nouveau volume comblera le terrain vacant au nord, ainsi que la partie sud sur la rue Clark, de manière à créer une cour intérieure au cœur du projet. Celle-ci sera accessible par la servitude de passage, et par la porte cochère aménagée sur Saint-Laurent entre l'ancien et le nouveau volume. Ce dernier aura une hauteur sur rue de 4 étages, avec un retrait pour le 5e niveau (13 à 15 mètres selon le dénivelé du terrain). Sur la rue Clark, le volume de 5 étages (16 m) revêt un caractère entièrement résidentiel, avec des entrées privatives pour les logements au rez-de-chaussée, ainsi que des balcons et loggias aux étages. La programmation prévoit quatre commerces au rez-de-chaussée sur Saint-Laurent, ainsi que 66 logements, dont quatre de trois chambres à coucher (3 exigées par le RMM). Une contribution de 252 773 $ sera également versée pour le logement social. Lors de la demande de certificat de démolition et de permis de construction, le projet sera à nouveau présenté au CCU. La décision quant à la demande de démolition reviendra à la division du patrimoine, compte tenu de la présence des aires de protection.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 10 octobre 2019, le CCU a émis un avis défavorable à une demande de projet particulier, dérogeant notamment à la hauteur maximale de 16 m avec une proposition qui atteignait 25 mètres, soit 8 étages.

Considérant que : Les demandes répondent de façon satisfaisante aux conditions du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), ainsi qu'aux critères sur les usages conditionnels du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La situation actuelle, où la façade sur Clark sert de débarcadère au commerce et que son apparence avec ses fenêtres murées, nuit à l'ambiance résidentielle de la rue.

Considérant que : L'aménagement de logements au rez-de-chaussée sur Clark, s'harmonise au caractère domestique de la rue.

Considérant que : L'apparence extérieure du bâtiment, ses entrées privatives et l'aménagement paysager s'intègrent au milieu environnant.

Considérant que : La rue Clark ne possède pas l'achalandage propice à l'opération d'un commerce et que son rez-de-chaussée ne peut être raisonnablement utilisé à cette fin.

Considérant que : Le bâtiment actuel partage avec la propriété voisine une servitude de passage qui occupe une bande de 1,50 m entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark.

Considérant que : La démolition partielle du bâtiment engendre la perte de son droit acquis quant à la dimension de la marge latérale et que la dérogation mineure vise à maintenir l'implantation d'origine de l'immeuble, ainsi que sa servitude.

Considérant que : L'application de la réglementation causerait un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que : La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande. À cet effet, les membres du comité souhaitent exprimer leur appréciation face à la documentation de présentation du projet, permettant de suivre facilement la logique du concept de l'architecte.

Par ailleurs, les membres du comité désirent également se prononcer sur le volet architectural du projet et souhaitent donner les orientations suivantes au demandeur :

- **Du côté Clark :**
  - **Poursuivre le travail de raffinement sur les 3 volumes de la portion nord de la façade donnant sur la rue Clark, tout en favorisant une certaine originalité de l'expression architecturale.**
- **Du côté Saint-Laurent :**
  - **Considérer une expression forte du couronnement du premier plan de façade sur Saint-Laurent, en continuité de celle des façades adjacentes, et une expression plus discrète du couronnement du 5e étage.**

De plus, le comité demande au demandeur de faire la démonstration de l'intégration des futures enseignes en vue de la prochaine présentation au comité.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002787554
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1200, boulevard De Maisonneuve Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise le réaménagement des terrasses situées au-dessus du basilaire au niveau du 3e étage. Les séparateurs de terrasses existants sont actuellement en bois traité et sont en fin de vie utile. La proposition est de les remplacer par des séparateurs en métal perforé plus durable et reprenant sensiblement les mêmes dispositions avec un effet d'escalier depuis le parapet. La proposition inclut des sections ouvrantes et des bacs de plantation bas. La proposition ne répond pas au critère du paragraphe 2° de l'article 21.6 du *Règlement d'urbanisme 01-282* qui stipule que toutes composantes fixes d'une terrasse doivent être disposées en retrait de la façade à une distance minimale équivalente au double de leur hauteur.
Élément particulier :	L'immeuble est situé l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition intègre des matériaux plus durables que les originaux.
Considérant que :	Les rues Stanley et Drummond sont relativement étroites et ne permettent pas un recul suffisant pour apercevoir les éléments fixes de la terrasse.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Clarifier dans l'axonométrie du séparateur que l'angle de la partie biseautée est bien à 45 degrés pour assurer un minimum de visibilité.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002700674
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	730-736, rue Wellington
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise l'ajout d'une terrasse au deuxième étage sur l'extension de 2017 et d'un balcon au-dessus de cette même terrasse au troisième étage. Deux ouvertures existantes sont modifiées pour les agrandir vers le sol des deux niveaux pour donner accès aux nouveaux espaces. La nouvelle structure est composée d'éléments métalliques et comporte des garde-corps en verre. Le bâtiment visé par les travaux est un complexe commercial qui regroupe plusieurs locataires. Il est localisé en tête d'îlot entre les rues Prince et Queen et est bordé au nord par la rue Wellington. Il est composé d'un édifice de trois étages d'époque victorienne dont la partie ouest semble n'avoir jamais été complétée selon le plan initial. Ce même bâtiment a été agrandi à de nombreuses reprises. L'agrandissement le plus important a été fait en 2016 et est constitué d'une tour de 8 étages. L'espace entre les deux sections principales a été laissé libre ce qui crée une cour intérieure ouverte sur la Wellington. La cour a fait l'objet d'un réaménagement en 2017 et la section vitrée de couleur noire au rez-de-chaussée a été ajoutée à ce moment.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, et 127.12 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition permettra de mieux habiter la cour très profonde créée entre les deux bâtiments et permettra un meilleur usage de celle-ci.
Considérant que :	L'architecture de la proposition s'intègre adéquatement au contexte avec un langage sobre et contemporain.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002857514 et 3002990034
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2575-2585, rue Hogan
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande vise pour chacun des deux bâtiments, le remplacement des 8 fenêtres de la façade, le remplacement des briques de verre de la cage d'escalier par une fenêtre et le remplacement de la porte d'entrée, le tout dans les mêmes ouvertures. Des travaux conformes de réparation et d'entretien de maçonnerie sont également prévus. Le requérant souhaite remplacer la porte et les fenêtres selon des modèles inspirés de ceux d'origine, tel qu'on peut le voir sur les dessins du permis d'origine. Toutefois, il aimerait démanteler l'ouverture en bloc de verre qui éclaire l'escalier central et le remplacer par une grande fenêtre thermos permettant une meilleure isolation, et munie de panneaux ouvrants assurant l'aération de cet espace commun. Une telle intervention a été autorisée plusieurs fois, malgré la perte d'authenticité, afin d'assurer la pérennité de l'immeuble.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 104 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux répondront aux exigences de l'article 104.
Considérant que :	L'intervention proposée au niveau du remplacement des blocs de verre a un léger impact sur l'apparence du bâtiment, mais elle assure sa pérennité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de ces demandes aux conditions suivantes :

- **Soumettre la soumission révisée des fenêtres et s'assurer que les meneaux sont traversants ou équivalents.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002586214
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1280, rue Saint-Marc
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande le remplacement des finis de l'entrée en alcôve de ce bâtiment par des panneaux de marbre blanc ainsi que le remplacement du mur vitré et des portes par une composition centrée. Les meneaux reprennent la trame des vitrines à droite de l'entrée. Le vestibule d'entrée aurait été modifié avec permis en 1988, les plans d'origine n'ont pas été retrouvés.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 104 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le basilaire de ce bâtiment a été modifié dans le temps, en particulier la proportion et le revêtement vers la rue Sainte-Catherine.
Considérant que :	Le nouveau revêtement contribue à l'unification des matériaux et ce, plus en harmonie avec le bâtiment.
Considérant que :	La nouvelle composition est plus respectueuse du style épuré de l'époque d'origine, même si elle diffère des caractéristiques exactes d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002669135
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	266, rue Saint-Paul Est
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande vise, au niveau du toit à enlever les unités de ventilation et climatisation, refaire la toiture en tôle à baguettes, installer deux persiennes de ventilation en façade sur la rue du Marché Bonsecours, remplacer les descentes pluviales en acier galvanisé, remplacer les soffites en bois en conservant les consoles existantes. Connu sous le nom de « Immeuble John Elliott », le bâtiment commercial a été complété en 1948 sous la surveillance de George Browne, l'architecte responsable du parachèvement du Marché Bonsecours. Le bâtiment en pierre de 4 étages est implanté en tête d'îlot, faisant face à la rue du marché Bonsecours et allant de la rue de la Commune jusqu'à la rue Saint-Paul.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal et les travaux ont été autorisés par le ministère de la Culture et des Communications le 15 juillet 2021 en vertu de la LPC.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 100.1°, 102, 104 et 127 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux résultent de l'enlèvement des unités mécaniques et permettent de restituer la forme et l'apparence d'origine de la toiture.
Considérant que :	L'introduction de persiennes dans les ouvertures existantes au niveau du sol est moins dommageable dans l'ensemble que la présence actuelle de la mécanique, très visible sur la toiture.
Considérant que :	Les travaux de toiture à baguettes sont conformes à l'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002752054
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1412, avenue Overdale
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande vise le remplacement de la membrane de toiture, du solin de bordure ainsi que le remplacement du revêtement de toiture en façade. L'approbation à réviser ici est pour le revêtement des toitures du faux Mansart et celui de l'oriel. Le revêtement proposé est du bardeau d'asphalte. Les travaux ont été faits sans permis le 17 juin 2021. Les nouveaux bardeaux d'asphalte ont été posés par-dessus les anciens.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans le secteur de valeur patrimoniale exceptionnel de l'îlot Overdale.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 102.2, 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La rue comporte plusieurs comparables de la même époque avec des toitures métalliques ou de tuiles d'ardoise nous permettant de présumer des composantes d'origine, malgré que certains éléments architecturaux aient été retirés au cours des années sur ce bâtiment.
Considérant que :	Le contexte de grande qualité architecturale du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle de l'îlot Overdale et la présence à proximité de la maison Louis-Hyppolite Lafontaine.
Considérant que :	Les travaux ne répondent pas aux exigences de l'article 104 et aux critères spécifiques de l'unité de paysage, soit un revêtement de couverture de tuiles d'ardoise ou une toiture métallique de type à la canadienne, joints levés ou à baguette pour le faux Mansart et la toiture de l'oriel, afin d'offrir un traitement architectural de qualité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande. À cet effet, les membres du comité déplorent que les travaux aient été faits sans permis et sans le respect des exigences de la réglementation.

Le comité souligne également qu'il souhaite qu'un délai raisonnable soit accordé au demandeur, afin qu'il puisse faire les travaux correctifs en assurant le retour aux composantes d'origines. De plus, le comité souligne que le service pourra accompagner le demandeur pour la sélection des composantes adéquates.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002708354
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2751, rue Ontario Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation du remplacement de trois fenêtres sur un bâtiment de 3 étages datant de 1910, selon les informations contenues aux registres de la ville. Les fenêtres sont divisées en deux par un meneau horizontal séparant une section fixe à la tête, et une section coulissante à la base. Cette forme reprend celle d'autres fenêtres déjà existantes sur les façades du bâtiment, sans qu'elles ne reproduisent exactement les mêmes proportions. Une photo ancienne du bâtiment, datée de 1964, montre des fenêtres de type « guillotine ». Certaines ouvertures des deux façades du bâtiment en comportent d'ailleurs toujours aujourd'hui.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Les travaux sont déjà exécutés sans permis sur le site.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127,1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les fenêtres déjà installées ne prennent pas la forme et l'apparence de celles d'origine.
Considérant que :	Les fenêtres de type «coulissantes» ne sont pas un choix adéquat pour un bâtiment datant de 1910, en étant incompatibles à son style architectural.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande. À cet effet, les membres du comité déplorent que les travaux aient été faits sans permis et sans le respect des exigences de la réglementation.

Le comité souligne également qu'il souhaite qu'un délai raisonnable soit accordé au demandeur, afin qu'il puisse faire les travaux correctifs en assurant le retour aux composantes d'origines. De plus, le comité souligne que le service pourra accompagner le demandeur pour la sélection des composantes adéquates.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002822016
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1701, rue Parthenais
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation du remplacement du parement de la tour de ventilation du bâtiment abritant le quartier général de la Sûreté du Québec, un bâtiment de 15 étages datant de 1965. La tour de ventilation, située dans la portion sud du site, est revêtue d'un parement de granit appareillant le revêtement de granit présent sur le bâtiment principal. Le parement de granit de la tour est cependant recouvert de panneaux métalliques, installés à une date inconnue. Dans le cadre de la réfection du parement de la tour, le demandeur propose de retirer les parements superposés existants de la tour (métal et granit), et de les remplacer par un nouveau parement métallique de la compagnie Panfab de couleur gris foncé.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127,21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les parements des bâtiments peuvent être remplacés s'ils prennent la forme et l'apparence d'origine.
Considérant que :	Le parement de granit de la tour est le parement d'origine, et qu'il appareille celui du bâtiment principal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Restaurer ou remplacer à l'identique le parement d'origine en granit de la tour de ventilation.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002857115 et 3002870274
4.6.9

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1425 et 1485, rue Jeanne-Mance
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de l'installation de portes obturant deux alcôves situées aux faces arrière des deux bâtiments connus sous le nom de "*Vitrines habitées*" à la place des Festivals. Les portes, métalliques et comportant une grande surface vitrée, seraient tenues en position ouverte pendant les heures d'ouverture des commerces. Elles seraient par contre fermées en dehors des heures d'ouverture, afin d'empêcher l'accès aux alcôves, qui sont des lieux propices aux incivilités.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127,8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes sont adéquatement intégrées à l'architecture des bâtiments, et restent peu visibles à la façade donnant sur le Musée d'art contemporain

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de ces demandes.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002836154
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER**
Endroit :	3015, chemin Barat
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation du remplacement des composantes d'une terrasse située dans la cour arrière d'un bâtiment faisant partie d'un ensemble de 7 résidences construit en 1928, selon les plans du permis retrouvés aux registres de la ville. Le socle et l'escalier en pierre existant sont conservés. La nouvelle terrasse, large de 5,8 m et profonde de 4,4 m, est ceinte d'un écran construit de bois et haut de 1,8 m. Ce dernier est surmonté d'un ornement en bois haut de 0,5 m, similaire à l'ornement existant. Les permis autorisant la construction de la terrasse existante démolie n'ont pas été retrouvés aux archives des permis de l'arrondissement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 110, 111 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les plans d'origine de 1928 ne détaillent pas avec précision l'aménagement de la cour arrière.
Considérant que :	Les transformations doivent mettre en valeur le bâtiment et être compatibles avec son style architectural.
Considérant que :	L'écran opaque proposé camoufle plutôt l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir une section ajourée dans la moitié supérieure de l'écran au pourtour de la terrasse.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002858634
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1547, avenue des Pins Ouest – Hôpital Général de Montréal
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser des modifications aux ouvertures à deux façades d'une des cours intérieures de l'Hôpital général de Montréal, dans le cadre du réaménagement du secteur de la médecine nucléaire. À la façade sud de l'aile D, une porte existante et une fenêtre sont remplacées par une persienne de ventilation, alors que les ouvertures de deux fenêtres sont agrandies pour en faire des portes d'accès. Une persienne est percée au mur latéral de la façade ouest de la même aile.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans les limites du site patrimonial du Mont-Royal et les travaux devront être autorisés par la Division du patrimoine.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127, 127,15 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les modifications ne seront pas visibles depuis la voie publique, étant situées dans des cours intérieures.
Considérant que :	Les interventions prévues restent intégrées aux compositions des façades les supportant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002584054
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1383, rue Ontario Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de la poursuite des travaux sur le chantier d'un bâtiment dont le permis est devenu caduc suite au dépassement des délais prévus au règlement (18 mois qui suivent la date de délivrance du permis). Le projet est le même que celui autorisé en 2018, soit un bâtiment de 3 étages abritant 5 unités résidentielles et une unité commerciale au niveau du rez-de-chaussée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Avis favorable assorti d'une condition relative au bandeau d'enseignes, lors de la séance du 18 janvier 2018.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences articles 99, 103, 105, 127.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le délai prescrit pour l'achèvement des travaux soit dépassé.
Considérant que :	La pandémie en cours a fortement ébranlé l'industrie de la construction, ce qui pourrait expliquer le retard du chantier.
Considérant que :	Le projet est similaire à ce qui avait été autorisé en 2018.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002901854
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER**
Endroit :	2333, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de la transformation de l'aménagement paysager de la cour intérieure d'un bâtiment de 5 étages datant de 1911, selon les registres de la ville. Ce dernier, qui abrita le Couvent des Petites Filles de Saint-Joseph, fut agrandi et converti en condominiums en 1987. Les travaux se font dans le cadre du remplacement de la membrane d'étanchéité de la toiture du stationnement souterrain, situé directement en dessous. L'aménagement existant est composé de surfaces pavées, de zones végétalisées et d'arbres en jardinières entourant une fontaine. Les 8 érables de Norvège existants sont abattus dans le cadre de la demande, comme ils sont situés au-dessus de la zone de remplacement de la membrane d'étanchéité. Le nouvel aménagement comporte des composantes similaires, centrées sur des bassins réfléchissants, et prévoit la plantation de 7 tilleuls en jardinières.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 110, 111 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'aménagement n'est pas accessible ou visible depuis la voie publique.
Considérant que :	La cour est en fait la toiture du stationnement souterrain, et qu'ainsi l'expression du paysage naturel d'origine n'est plus envisageable.
Considérant que :	L'aménagement proposé, avec son plan axial et sa symétrie, semble compatible à l'architecture de l'ancien bâtiment conventuel.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le demandeur évalue la possibilité de récupérer les arbres existants de la cour.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002541576
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1361, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation des travaux débutés sur un bâtiment de 3 étages datant de 1944, sans avoir fait l'objet d'une autorisation.

Les garde-corps ont été démolis et remplacés par des garde-corps métalliques noirs dont les composantes en aluminium ne sont pas soudées.

Les deux escaliers d'accès, qui correspondaient à ceux illustrés sur les plans du permis retrouvés aux archives de la ville, ont également été démolis. L'intention du demandeur est de les remplacer par des escaliers orthogonaux. Celui accédant au 2e étage présente deux volées séparées par un palier.

Suite à l'avis défavorable du CCU en avril 2021, le demandeur a déposé une version révisée du projet.

Les garde-corps des balcons et des escaliers ont été révisés en s'inspirant de ceux illustrés aux plans d'origine de 1944, avec des sections de coin angulées. La proposition pour les escaliers est essentiellement la même que celle présentée au CCU en avril 2021, de forme orthogonale et comportant un palier.

Le demandeur argumente que l'escalier existant d'origine menant au 2e étage présentait des contremarches inégales, des marches à angles serrés et de faibles girons qui le rendaient périlleux.

Selon le service juridique municipal, le remplacement d'une composante architecturale lui conservant le même aspect, les mêmes matériaux et le même rôle est assimilable à une réparation plus qu'une transformation. Ce type d'intervention n'est donc pas assujetti aux exigences du Code de construction du Québec en vigueur. Certaines améliorations mineures sont par contre possibles, comme de rendre égale la hauteur des contremarches.

D'autres éléments de la façade du bâtiment ont été remplacés sans avoir fait l'objet d'une autorisation, entre autres, la porte d'entrée principale du rez-de-chaussée, qui était jusqu'à récemment une porte de bois avec des vitraux.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Le CCU a émis un avis défavorable pour le projet lors de la séance du 15 avril 2021.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 98, 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les garde-corps proposés s'inspirent de ceux d'origine, et semblent compatibles au style architectural du bâtiment.

Considérant que : Les nouveaux escaliers ne reproduisent pas la forme et l'apparence des escaliers courbes d'origine.

Considérant que : La proposition d'escalier orthogonal est moins compatible au style architectural du bâtiment que l'escalier courbe typique de l'architecture résidentielle de cette époque. Le palier et ses colonnes, la volée parallèle au trottoir offrent d'ailleurs une interface peu harmonieuse avec le domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande. À cet effet, les membres du comité déplorent que les travaux aient été faits sans permis et sans le respect des exigences de la réglementation.

Le comité souligne également qu'il souhaite qu'un délai raisonnable soit accordé au demandeur, afin qu'il puisse faire les travaux correctifs en assurant le retour aux composantes d'origines. De plus, le comité souligne que le service pourra accompagner le demandeur pour la sélection des composantes adéquates.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

8 juillet 2021
8h30

Séance en vidéoconférence

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

Mme Maggie Cabana, membre
M. Karl Dorais-Kinkaid, membre
Mme Veronica Lalli, membre
M. Réjean Martineau, membre
Mme Émilie Breault, membre suppléant
M. Joel Bellerose, membre suppléant

M. Louis Routhier, chef de division – Urbanisme
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement – chef d'équipe
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
Mme Andréanne Maltais-Tremblay, conseillère en aménagement
Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h40.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal du comité du 10 juin 2021 a été transmis aux membres par courriel préalablement à la séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3003036236	625 et 655, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.2.2	3002941095	800-816, rue Sherbrooke Est	Favorable avec conditions

4.3 Modification réglementaire
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3002910394	509, 515-517, 523 et 527, avenue des Pins Ouest	Favorable avec conditions et commentaires

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	s. o.	987, rue de la Commune Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.5.2	s. o.	1201-1215, rue de la Visitation	Favorable

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3002741894	1547, avenue des Pins Ouest	Favorable
4.6.2	3002784576	2002, rue Saint-André	Favorable avec conditions
4.6.3	3002768875	99999, rue du Square-Phillips	Favorable
4.6.4	3002601514 3002836834	3442, rue Stanley	Favorable
4.6.5	3002740135	2123-2125-2127, rue Wurtele	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.6	3002504674	639-643, rue Notre-Dame Ouest	Favorable avec conditions
4.6.7	3002906994	1696, rue Montcalm	Favorable
4.6.8	3002682194	2055, avenue Lincoln	Favorable avec conditions
4.6.9	3002503114	792, rue Lucien-L'Allier	Favorable avec conditions
4.6.10	3002503194	640, avenue Viger Ouest	Favorable avec conditions
4.6.11	3001679858	1200, rue Redpath-Crescent	Favorable avec suggestion
4.6.12	3001716236	3150, avenue de Trafalgar	Favorable avec conditions
4.6.13	3002932196 3002932754	99999, rue Ile Sainte-Hélène	Favorable avec conditions
4.6.14	3002932757	1000, rue Fullum	Favorable avec conditions
4.6.15	3002875754	1808, avenue Papineau	Favorable avec conditions

4.7 Surhauteur

4.7.1	s. o.	987, rue de la Commune Ouest	Favorable avec conditions et commentaires

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3002797094	962, rue Sainte-Catherine Ouest	Dossier reporté
4.8.2	3002663054	1269, rue Montcalm	Favorable avec commentaires

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 3 août 2021 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 5 août 2021.

6. Varia
Aucun

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 12h35.

2021-08-03		2021-07-19	
Sophie Mauzerolle	date	Cascendra Barthelot	date
Présidente		Secrétaire	

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3003036236
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	625 et 655, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsables :	Gabrielle Leclerc-André et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à démolir les édicules construits en 1988 pour les remplacer par d'autres dont la configuration permettra essentiellement une meilleure fonctionnalité des déplacements de la clientèle. En effet, leur taille limitée et l'étroitesse de l'espace entre les portes extérieures et les escaliers mécaniques empêchent une circulation fluide lors des périodes d'affluence. Les deux volumes de plan symétrique sont implantés légèrement plus près de l'emprise de la rue Sainte-Catherine et ont une hauteur variant de 4,10 m à 5 m, selon l'inclinaison de la toiture. Celle-ci qui s'inspire des toits de la Christ Church et de son orgue, et sera composée d'un revêtement métallique à joint debout de couleur gris clair. L'angle de son inclinaison a été développé de façon à obstruer le moins possible les perspectives vers l'église. Le plafond cuivré aux formes géométriques variées sera visible de l'extérieur grâce aux façades en mur rideau. Afin d'offrir une meilleure visibilité aux locataires commerciaux, il est proposé de réunir les enseignes de certains d'entre eux sur les deux côtés de la colonne extérieure, dont le lettrage ou les logos seraient découpés dans le revêtement métallique et rétroéclairé. L'intérieur du mur nord servirait également de support d'enseigne et le nom de l'immeuble Promenades Cathédrale, ainsi que celui de Linen Chest, seraient installés au-dessus des entrées. Toutes les enseignes seraient monochromes. Le remplacement des édicules ne constitue pas une démolition au sens du Règlement CA-24-215, puisque leur volume représente moins de 40% du volume total de l'immeuble comprenant la tour KPMG. Le projet ne nécessite pas non plus d'autorisation du MCC, car les édicules ne font pas partie du classement de la Cathédrale.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Des projets de remplacement des édicules ont été présentés au CCU en 2007 et 2015, sans jamais se concrétiser. Les commentaires du comité visaient entre autres l'impact sur les perspectives sur la Cathédrale Christ Church et la stratégie d'affichage des établissements.

Considérant que : Le projet répond aux critères du *Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011)* et est conforme aux paramètres du *Plan d'urbanisme*.

Considérant que : Le site constitue un environnement sensible de par la présence de la Cathédrale Christ Church.

Considérant que : Les dimensions des édicules actuels bénéficient de droits acquis et que le projet vise à les maintenir. Ainsi la dérogation à la hauteur minimale permet de préserver la prédominance de l'église en bordure de la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : L'implantation, l'alignement, la hauteur et les intentions de matérialité des bâtiments proposés s'intègrent de façon harmonieuse au site de la Cathédrale Christ Church, tout en offrant le plus possible des perspectives vers elle.

Considérant que : Les dimensions étroites des lots ne permettent pas de respecter la distance minimale entre les édicules et la limite latérale.

Considérant que : L'occupation en sous-sol des commerces limite leur visibilité depuis la rue et que leur affichage sur les édicules demeure une opportunité.

Considérant que : Malgré le concept architectural de qualité en subordination à l'église, le nombre d'enseignes commerciales nuit aux efforts d'intégration. Toutefois, l'uniformisation de celles-ci par un traitement monochrome est appréciable.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retirer les enseignes du côté extérieur des colonnes, soit sur la façade ouest pour l'édicule au coin du boulevard Robert-Bourassa et sur la façade est pour l'édicule au coin de l'avenue Union.**
- **Présenter à nouveau le projet dans le cadre de la demande de permis de transformation.**

Par ailleurs, les membres souhaitent qu'une attention particulière soit portée sur l'arrimage des différents chantiers de ce secteur.

R. Ryan pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra Barthelot
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002941095
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 800-816, rue Sherbrooke Est

Responsables : Karine Ayotte et Francis Lefebvre

Description : La demande vise à réunir les lots 2 161 386 et 4 732 221, restaurer le bâtiment existant situé au 800, rue Sherbrooke Est, démolir la dépendance de 2 étages (garage) et annexer un nouveau volume de 5 étages.

Un usage résidentiel est proposé pour le nouveau volume de 5 étages qui comportera, avec le bâtiment existant, 50 logements, dont 29 de 1 chambre, 18 de 2 chambres et 3 de 3 chambres à coucher. Ainsi, 42% du projet comportera des logements de 2 et 3 chambres à coucher; le mélange respecte les exigences du *Règlement pour une Métropole Mixte*.

La nouvelle version du projet ne modifie pas l'aménagement proposé pour le bâtiment existant et pour les 3 premiers étages de l'agrandissement, et donc elle retravaille surtout le volume des 2 derniers étages en second plan, qui est reculé de 4 m additionnels au niveau de la rue Sherbrooke, et s'alignerait désormais sur la charnière prévue entre l'agrandissement et l'édifice conservé, dont le revêtement de mur rideau a été retiré pour s'intégrer à la brique prévue pour le second plan. Le recul face à la rue Saint-Hubert est augmenté de 1 m. Le revêtement de cette partie a également été revu pour éviter d'attirer l'attention; dans cet objectif, on a éliminé le revêtement d'ardoise qui culminait sur une pergola au toit. Les modifications sont détaillées au tableau qui suit.

L'agrandissement proposé reprend les hauteurs et le langage architectural des bâtiments voisins de façon sobre et contemporaine. Le volume au premier plan est avancé de 5 m par rapport au bâtiment conservé pour tenir compte de l'angle de la rue Sherbrooke; il est composé sur 3 étages en pierre calcaire, percé de fenêtres verticales allongées, et il est muni de balcons ayant des garde-corps en fer forgé. L'aménagement au sol propose l'excavation de terrasses en sous-sol face à la rue Sherbrooke qui ne correspondent pas au contexte.

Sur la rue Saint-Hubert, l'alignement du bâti à l'avant-plan, revêtu également de pierre calcaire, est légèrement reculé par rapport au bâtiment principal conservé pour s'aligner sur l'ensemble de l'îlot, et le volume au second plan est reculé d'environ 3,5 m.

Un garage souterrain de deux étages est proposé avec une entrée sur la rue Saint-Hubert offrant 30 nouvelles unités de stationnement. Pour les

travaux de sous-œuvre, l'installation d'un réseau complet de pieux, tant pour le projet que pour le bâtiment existant, est prévue. Les pieux auront une profondeur de près de 35', ce qui laisse suffisamment d'espace pour prévoir un deuxième sous-sol.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 11 février 2021, le CCU a émis un avis favorable à un avis préliminaire pour un projet particulier avec conditions. À la séance du 10 juin 2021, le CCU a émis un avis favorable à un projet particulier avec conditions.

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.

Considérant que : Le projet permettrait de renforcer l'encadrement bâti et de consolider le tissu urbain.

Considérant que : La restauration du bâtiment sis au 800, rue Sherbrooke Est contribue à la mise en valeur du patrimoine bâti.

Considérant que : L'alignement proposé sur la rue Sherbrooke est en continuité avec le bâti existant.

Considérant que : Le projet permettrait d'éliminer un terrain vacant tout en optimisant la superficie au sol disponible du terrain.

Considérant que : La hauteur et le nombre d'étages proposés permettent d'assurer d'une certaine façon l'échelle du cadre bâti existant entre les nouvelles et anciennes constructions du secteur.

Considérant que : Le projet respecte les dispositions du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réunir les lots 2 161 386 et 4 732 221 afin de créer une seule propriété.**
- **Présenter à nouveau le projet de PPCMOI en prenant en compte les éléments suivants :**
  - **Retravailler la composition volumétrique et des façades, afin de dégager davantage d'espace autour du bâtiment conservé, à mettre en valeur.**
  - **Retravailler les façades en second plan en optant pour plus de neutralité de sorte qu'elles soient moins visibles comparativement aux autres.**
  - **Harmoniser davantage les types d'ouverture.**
  - **Simplifier le type de langage architectural, entre autres concernant les formats de fenêtres et portes ainsi que le volume surchargé d'ornements.**
  - **Éliminer les cours encaissées aménagées en façade Sherbrooke.**
  - **Déposer des plans démontrant la stratégie de restauration précise et l'aménagement du bâtiment existant sis au 800, rue Sherbrooke Est.**
  - **Déposer un plan d'aménagement paysager réalisé par un architecte paysagiste démontrant une augmentation de la végétalisation du site afin de réduire les îlots de chaleur de ce milieu.**
  - **Indiquer les espaces à vélos extérieurs sur les plans.**
- **La délivrance du permis de transformation sera conditionnelle au dépôt d'une garantie monétaire irrévocable dont le montant devra être égal à 10 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment visé par la présente et de son terrain (lots 2 161 386 et 4 732 221).**
  - **La garantie devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que soit terminée la restauration du bâtiment.**
- **Soumettre le projet à la procédure de révision de projet du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) :**
  - **Les briques allongées proposées doivent posséder la même hauteur que la brique présente sur le mur latéral Est du bâtiment conservé.**
  - **Déposer un rapport démontrant la stratégie structurale proposée par un ingénieur en structure pour assurer le maintien du bâtiment existant sis au 800, rue Sherbrooke Est avant l'émission du permis de transformation.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra Barthelot
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002910394
4.4.1

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 509, 515-517, 523 et 527, avenue des Pins Ouest

Responsables : Andréanne Maltais-Tremblay, Charlotte Horny et Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'obtention d'une dérogation mineure afin d'autoriser l'agrandissement des maisons situées aux 509 à 527, avenue des Pins et ainsi les transformer en une institution de recherche. Le projet comprend la démolition partielle (généralement, des volumes arrière des 5 bâtiments les plus à l'ouest), à la restauration et l'agrandissement des bâtiments situés du 509 au 527, avenue des Pins. Le projet vise à créer un ensemble conservé de 2 et de 3 étages à l'avant, ainsi qu'une nouvelle aile de 3 étages à l'arrière. Le projet présente une hauteur de 16 m et une densité de 3.

Plus précisément, la proposition prévoit que l'entrée principale du complexe se ferait à travers le bâtiment le plus à l'ouest (527, des Pins Ouest, entièrement démoli et reconstruit, sauf pour la façade), auquel on accéderait par 2 rampes d'accès universel et un escalier de pierre. Un grand parvis serait aménagé avec bancs, enseigne et aménagement floral sur le côté ouest de l'immeuble, qui déboucherait sur une entrée reculée de 5 m à l'intérieur de l'immeuble. Cette aile neuve serait dotée d'un 3^{e} étage qui se déploierait jusqu'à peine 60 cm du parapet conservé. L'entrée de pierre du bâtiment voisin (523, des Pins Ouest), qui est en mauvais état, serait simplement abolie puisque non utile au nouvel aménagement.

La démolition partielle vise :

- la maison à l'extrémité ouest (527, des Pins), à l'exception de la façade conservée, nantie d'un parapet exubérant;
- les ailes à l'arrière des autres maisons du 509 au 523, avenue Des Pins.

Au total, un volume de 2 924 m³ est démoli, soit 36 % de l'ensemble des 7 maisons en rangées de ce tronçon de rue. Cette démolition partielle n'entraîne pas une démolition au sens du *Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215)*, puisqu'il vise les démolitions de plus de 40% des volumes hors-sol.

L'agrandissement des bâtiments vise l'ajout d'une superficie de 165 m² à l'implantation actuelle du projet.

Élément particulier : Le projet est situé dans les limites du site patrimonial déclaré du Mont-Royal et devra être autorisé par le Ministère de la Culture et des Communications.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet dans son ensemble correspond aux conditions d'une demande de dérogation mineure.

Considérant que : Le retrait des portes de l'entrée principale par rapport aux façades avant et de côté ne favorise pas l'animation du domaine public et ne respecte pas l'intention d'origine.

Considérant que : L'alignement du volume sur le toit du 527, avenue des Pins à la façade ne met pas en valeur la façade d'origine préservée et que le demandeur obtient un volume plus important que celui initialement permis.

Considérant que : L'ensemble constitue un témoin de l'architecture résidentielle bourgeoise du début du 20e siècle et que plusieurs de ses caractéristiques d'origine sont toujours présentes mais en état de détérioration.

Considérant que : La fonction institutionnelle est pérennisée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Aligner les portes de l'entrée principale, au 527, avenue des Pins, à la façade du bâtiment.**
- **Inscrire le volume sur le toit du 527, avenue des Pins comme une construction hors-toit, avec recul, telle une mezzanine, plutôt qu'un étage complet.**
- **Restaurer les composantes d'origine.**

Par ailleurs, les membres du comité émettent des réserves quant au volume démoli du bâtiment sis au 527, avenue des Pins Ouest ainsi que de l'état de la structure. Ils souhaitent obtenir plus de précision sur l'état dudit bâtiment. De plus, le comité souhaite voir les maisons préservées en plus grande proportion.

Il est à noter que M. Karl Dorais-Kinkaid, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et ne s'est donc pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
s. o.
4.5.1 et 4.7.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL ET SURHAUTEUR**
Endroit :	987, rue de la Commune Ouest
Responsables :	Charlotte Horny et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser un projet de surhauteur comportant les caractéristiques suivantes: • un basilaire de quatre étages le long des rues Nazareth et de la Commune, surmonté d'un volume de 18 étages supplémentaires atteignant une hauteur de 79 m, côté de la Commune; • le volume a un recul de 2,2m par rapport au basilaire côté de la Commune; • 327 logements privés, dont 66 abordables (20 %), et 40 logements sociaux; • la typologie des logements privés est la suivante: 113 studios (31,5 m²), 111 petits 1cc (entre 47 et 54 m²), 24 grands 1cc (60 m²), 39 petits 2cc (entre 73 et 80 m²) et 40 grands 2cc (entre 83 et 113 m²); • deux niveaux de bureaux dans le basilaire côté de la Commune (3 700 m²); • rez-de-chaussée et mezzanine occupés par un "souk" (kiosques commerciaux, 2 100 m²) côté de la Commune et le garage satellite municipal côté Nazareth; • ferme de 455 m² en sous-sol; • stationnement de 94 places réparties sur deux niveaux souterrains (entrée par le nord du site); Le parti de design, qui vise à répondre aux objectifs du C40, repose sur : • une enveloppe performante qui vise à diminuer les ponts thermiques avec la diminution des balcons et l'installation d'un revêtement léger avec système d'attaches minimaliste; • deux options pour les façades latérales de la tour : l'une avec des balcons en coursive, et l'autre sans balcon si l'ajout de balcon nuit trop à la performance énergétique de l'enveloppe; • un volume compact, une densité et une empreinte au sol réduits pour conserver 40 % de terrain végétalisé en pleine terre; • le basilaire et le volume en surhauteur ont un revêtement de panneaux d'aluminium anodisés de 3 tonalités différentes (Gris Naturel, Gris Champagne et Anthracite) sur leurs façades principales. En effet, l'aluminium est un matériau considéré comme recyclable et dont la production a une empreinte carbone faible. L'anodisation est plus durable qu'une surface peinte et la standardisation des dimensions de panneau permet de minimiser

les pertes;
- des espaces au sol accessibles à tous, végétalisés;
- un toit-terrasse accessible aux résidents sur le toit du basilaire de la Commune.

Le parti architectural repose sur:
- la répartition des couleurs de panneaux d'aluminium sur les façades avant et arrière suivant un dégradé depuis le basilaire uni gris jusqu'au couronnement (deux derniers étages) uni noir;
- les façades latérales du basilaire, ouvrant à l'ouest sur le parvis planté et à l'est sur la rue de Nazareth, comprennent une verrière colorée sur la hauteur du basilaire;
- les façades latérales du volume en surhauteur accueillent des balcons en coursives avec garde-corps en verre coloré et dans l'option sans balcon, le revêtement de panneaux d'aluminium est poursuivi;
- le rez-de-chaussée de la rue de Nazareth, qui abrite le garage municipal, reprend une brique d'argile pour s'inscrire en complémentarité avec l'immeuble situé en face.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet est conforme à la réglementation en vigueur.

Considérant que : La tour offre un recul sur chaque façade, mais que l'étude d'impact éolienne n'a pas été déposée.

Considérant que : Le parement d'aluminium en teinte majoritaire de gris pour les étages du basilaire s'inscrit dans une unité chromatique du front bâti sur la rue de La Commune tout en développant son caractère propre.

Considérant qu' : Une différence de traitement des façades latérales du volume principal et de son basilaire, par le biais de verre coloré pour les vitrines du basilaire et les garde-corps des balcons par exemple, permet de raffiner et distinguer la silhouette de la tour dans le paysage.

Considérant que : Le toit-terrasse du basilaire de la rue de la Commune pourrait offrir un espace privatif végétalisé appropriable pour les résident-es.

Considérant que : L'accès direct à la cour pour les sections résidentielles devrait être possible.

Considérant que : La construction hors-toit sera très visible et devrait faire l'objet d'un soin particulier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer une étude éolienne et un projet intégrant les mesures de mitigation le cas échéant.**
- **Maintenir la proposition d'une distinction de traitement architectural entre les façades latérales et les façades principales, et ce même si les balcons sont supprimés et favoriser des entrées latérales vers le souk plus généreuses, et à l'échelle de la verrière.**
- **Assurer des accès universels directs à la cour pour les parties résidentielles (volets privé et social).**
- **Animer et raffiner la façade du garage, en s'inspirant par exemple du bâtiment de l'autre côté de la rue de Nazareth et notamment la jonction entre la façade du garage et la verrière, à l'extrémité sud de la façade rue de Nazareth.**
- **Proposer un revêtement qui s'inscrit en continuité de la façade pour la construction hors-toit.**
- **Bonifier l'intégration de la porte d'entrée des logements sociaux afin de la dégager et d'obtenir plus d'espace.**
- **Déposer des plans d'aménagement paysager, lors de la demande de permis, incluant le toit-terrasse du basilaire de la Commune et y favoriser les espaces végétalisés et appropriables pour les résident-es (mobilier, ombre, etc.), et développer le concept paysager en tenant compte de l'objectif d'atténuation du bruit de l'autoroute Bonaventure.**

Par ailleurs, les membres sont d'avis qu'il y aurait lieu de voir en une gouvernance en économie sociale pour le souk.

Il est à noter que Mme Veronica Lalli, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et ne s'est donc pas prononcée pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle	Cascendra Barthelot
Présidente	Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
s. o.
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1201-1215, rue de la Visitation – Maison Saint-Pierre
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à autoriser l'usage "activité communautaire ou socioculturelle" ainsi que l'usage complémentaire "bâtiment abritant un nombre illimité de logements" dans l'édifice de la Maison St-Pierre. Le Carrefour St-Pierre, regroupant les édifices du Centre et de la Maison St-Pierre, serait un lieu dédié aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale, tournés vers l'éducation populaire, la justice sociale et la transition écologique. Le projet de la Maison St-Pierre proposera, dans l'édifice de 35 000 pieds carrés, des espaces locatifs abordables pouvant accueillir de 20 à 30 groupes communautaires ou entreprises d'économie sociale, des espaces collaboratifs, et une cuisine offrant des repas sur place. Le Centre St-Pierre a déjà identifié que certains groupes communautaires intéressés pourraient avoir besoin d'offrir de l'hébergement temporaire. La volonté du Centre St-Pierre est toutefois que cela demeure compatible et complémentaire à la vocation principale communautaire et collective du projet de Carrefour St-Pierre. Des locaux dans la Maison St-Pierre peuvent être loués dès 2021 tandis que des travaux intérieurs de mise aux normes ainsi que des travaux visant le remplacement des fenêtres ou la réfection du toit affecteront le reste du bâtiment. L'espace sera ainsi disponible pour l'aménagement des groupes en 2025. Les travaux de transformation extérieure feront l'objet d'une révision de projet ultérieurement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les bâtiments du presbytère et de la maîtrise abritent déjà un usage communautaire et socioculturel depuis plusieurs décennies, de même que le bâtiment du Centre-St-Pierre et qu'il n'y a jamais eu de plaintes liées à ces usages.

Considérant que : L'apparence extérieure n'est pas modifiée et que toute intervention de rénovation telle qu'un changement de fenêtre sera soumise à une autorisation en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme et d'une autorisation de la part du Ministère de la Culture et des Communications.

Considérant que : L'usage résidentiel sera complémentaire de l'usage "activité communautaire ou socioculturelle".

Considérant que : L'église n'est pas visée par le projet et demeure un lieu de culte.

Considérant que : L'intégrité de l'ensemble patrimonial est maintenue.

Considérant que : Le projet vise à répondre aux besoins de locaux abordables pour les groupes communautaires ou entreprises d'économie sociale dans le secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002741894
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1547, avenue des Pins Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise le réaménagement intérieur de l'urgence situé au rez-de-chaussée de l'aile A et le remplacement de portes et de fenêtres pour la plupart selon les dispositions existantes, seule l'intervention extérieure sur la façade est visée par la révision en titre VIII. Une fenêtre localisée à proximité du Chemin de la Côte-des-Neiges est modifiée pour y ajouter une grille de ventilation nécessaire suite au réaménagement de l'urgence. Cette partie du bâtiment est en avancée par rapport au plan de façade principale, elle est recouverte de pierre à bossage rustique ayant l'expression d'un soubassement. La fenêtre en question est subdivisée en trois sections dont deux sont des vitres et une est une grille de ventilation. La proposition est de transformer une section supplémentaire en grillage de ventilation. Bien que située à proximité de la voie publique, cette ouverture est relativement discrète dans la composition d'ensemble et est partiellement dissimulée par de la végétation selon les angles de vues. Le bâtiment visé par les travaux a été construit entre 1951 et 1955 et fait partie du large ensemble hospitalier connu sous le nom d'Hôpital général de Montréal. Il est situé à proximité du parc du Mont-Royal dans un îlot entouré par les avenues des Pins Ouest et Cedar, de même que par le Chemin de la Côte-des-Neiges. L'édifice est implanté dans un site à forte pente avec plusieurs accès, il comporte une vingtaine d'étages. C'est un bâtiment de style moderne aux larges proportions, il est recouvert de brique brune avec des accents décoratifs de pierre calcaire beige.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et les travaux devront être approuvés par la division du Patrimoine.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'intervention est discrète et conserve les propositions et subdivisions existantes.

Considérant que : La couleur des menuiseries et des vitrages, toutes deux de couleur foncée, rend la distinction entre ces deux éléments peu perceptible depuis la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgardin
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002784576
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2002, rue Saint-André
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise la rénovation du rez-de-chaussée tout en conservant l'usage résidentiel actuel. On propose pour la partie basse de reproduire à l'identique les panneaux de boiserie et de les apposer sur les panneaux anciens qui serviront de support. Pour la partie haute, le requérant propose de reprendre le principe des panneaux bas et de les reproduire en effet miroir à partir du centre. Le plafond du logement est très bas et ne correspond pas aux ouvertures des vitrines anciennes, ce qui rend difficile la réintroduction des impostes au-dessus des fenêtres en place.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Dans l'ensemble, le projet est une plus-value considérable permettant la remise en valeur de plusieurs éléments architecturaux dissimulés depuis plus de 50 ans.
Considérant que :	Les matériaux proposés sont de qualité et s'harmonisent avec le bâtiment.
Considérant que :	La proposition pour la partie supérieure est valable historiquement et s'inspire d'éléments en place tout en harmonisant de façon cohérente l'ensemble.
Considérant que :	La hauteur basse du plafond du logement et la difficulté de reprendre les impostes anciennes dans la nouvelle composition.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir une coupe en plan indiquant la relation des panneaux à caissons avec les colonnes de pierre, le système de boiserie devra s'assujettir aux colonnes et être en retrait.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002768875
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION**
Endroit :	99999, rue du Square-Phillips
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise l'abattage d'un arbre ayant un tronc de 150 mm, arbre no 16 au rapport d'expertise. L'arbre est protégé actuellement et son état est acceptable. Cependant, des travaux à proximité et en sous-œuvre ont déjà nécessité la coupe de racines et d'autres travaux sont à prévoir. De plus, l'arbre est situé à proximité du futur muret à construire et est décalé par rapport au centre du bac de plantation. Les travaux à venir réduiront à nouveau son système racinaire et ses capacités à survivre sur toute la durée du chantier. Le requérant propose de le remplacer par un arbre de même diamètre et de la même essence qui sera disposé au centre du bac de plantation à construire, donc plus harmonieusement intégré dans l'aménagement.
Élément particulier :	L'arbre est situé dans l'aire de protection de la maison William-Dow et certains travaux devront être approuvés par la division du Patrimoine.
Remarque importante :	À la séance du 4 août 2020, le CCU a émis un avis favorable à l'abattage de 4 arbres sur le même site et selon le même aménagement.
Considérant que :	Le paragraphe 9° de l'article 420 du Règlement d'urbanisme 01-282 prévoit qu'un arbre localisé dans un secteur d'une catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels peut être abattu à la condition d'être approuvé conformément au titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282*, et ce, en respectant les critères a, b, c, d, e, f de cet article.
Considérant qu' :	Après la réalisation des travaux de réaménagement du Square-Phillips, la place comprendra plus de 30 arbres.
Considérant que :	L'arbre sera remplacé par un arbre de format similaire et de la même essence.
Considérant que :	L'arbre n'est pas disposé au centre du bac de plantation à venir.
Considérant que :	L'ensemble des travaux réduiront son système racinaire et ses capacités de survie.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle Présidente	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002601514 et 3002836834
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3442, rue Stanley
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande n° 3002601514 vise à remplacer les marches de l'escalier par de la pierre calcaire St-Marc au fini bouchardé en conservant la même configuration pour l'escalier principal, les garde-corps sont restaurés et réinstallés. Les marches inférieures qui sont actuellement à l'extérieur de la limite de lot sont déplacées à la suite de l'escalier principal, en conservant une largeur moindre. La demande n° 3002836834 vise le réaménagement paysager en cours avant. L'aménagement proposé est de faible hauteur ne cachant pas les qualités architecturales du bâtiment, il est sobre et structuré.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans les aires de protection de la Maison James-Reid-Wilson, de l'édifice du Mount-Royal Club et du site patrimonial du Complexe-de-la-Maison-Alcan (Classé) et les travaux devront être approuvés par la division du Patrimoine.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 127.8 et 127.23 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les éléments de maçonnerie proposés de pierre Saint-Marc, ainsi que tous les éléments prévus sont d'une grande qualité, ils conservent ou reprennent la forme d'origine.
Considérant que :	Les interventions proposées rehaussent le caractère distinctif de la propriété et sont conformes avec le style.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

R. Ryan pour
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002740135
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2123-2127, rue Wurtele
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande vise le remplacement de la maçonnerie de façade, des portes et fenêtres, ainsi que de la membrane de toiture et le solin de bordure. Les balcons sont refaits, et les garde-corps conservés. Description des travaux et matériaux prévus : • remplacement complet de la brique, par un modèle modulaire métrique, majoritairement rouge. (Glengery Brick Format Modulaire Métrique : 3½''x 2¼''x 7 5/8''); • l'appareillage de brique en soldat au-dessus des fenêtres et l'arc en brique de l'entrée à l'étage sont reproduits. L'arc de brique au 3e est éliminé, rien ne prouve qu'il soit d'origine; • remplacement des fenêtres par des guillotines 1/2, noires, conformes; • remplacement des portes, par des portes vitrées pleine hauteur, noires; • remplacement des allèges par modèle en ciment 2'' de haut et de 3'' de plus de chaque côté; • les balcons sont refaits, les balustrades de fer forgées restaurées et réinstallées; • le pied droit en bois entre les portes au 2e est conservé et réparé. Au niveau de la corniche, le requérant désire installer un solin de bordure standard tel que l'existant avant l'incendie. Des lettres de justification et d'opposition ont été reçues pour ce triplex et pour les deux autres au nord. Les raisons invoquées sont monétaires et suite à l'incendie, il s'avère que le régime d'assurance ne remplace que selon ce qui existait avant l'incendie, donc sans corniche.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 103, 104, 105, 121 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La majorité des éléments (sauf les fascias de balcons) sont remplacés selon les caractéristiques d'origine.

Considérant que : Globalement, il s'agit d'une belle amélioration.

Considérant que : Le bâtiment fait partie d'une série incendiée qui ont perdu leurs couronnements avec le temps.

Considérant que : Dans la série de maisons qui composent la rue, plusieurs ont conservé un couronnement d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Introduire un élément de couronnement, soit une corniche métallique ou similaire d'une hauteur minimale de 12''. Cette corniche devra avoir un certain niveau de détail, simplifié, mais inspiré des corniches existantes toujours présentes à proximité.**
- **Aux balcons, fournir le détail du fascia. L'ajout d'un élément simple horizontal intermédiaire formant un fascia en cascade est demandé.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le demandeur s'assure qu'il y ait une réinterprétation de certains éléments d'origine.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002504674
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	639-643, rue Notre-Dame Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	Alors qu'une version précédente du projet visait l'ajout de deux étages supplémentaires au bâtiment existant, la version révisée est d'une portée réduite et vise désormais la construction d'appentis d'escalier et d'une terrasse au toit. Les deux appentis sont prévus en alignement de la façade arrière du bâtiment, sans que de recul soit prévu. Le règlement 01-282 préconise un recul de 1.5 mètre. La façade avant du bâtiment est également légèrement modifiée relativement au projet autorisé en 2019. Des colonnes en pierre initialement prévues sont désormais remplacées par des boîtiers recouverts de revêtement métallique. Ces derniers recouvrent des colonnes en fonte d'origine de la façade, selon le concepteur du projet.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet de rehaussement du bâtiment a été présenté au CCU lors de la séance du 15 novembre 2019, et a reçu un avis favorable assorti de conditions.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23, 103, 104, 105, 127,8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les appentis prévus au toit à proximité de la façade arrière ne sont pas visibles depuis la voie publique adjacente.
Considérant que :	Les interventions prévues à la façade historique pourraient davantage s'inspirer de l'apparence d'origine du bâtiment, qui est documentée

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Viser la restauration des éléments d'origine pour le niveau du rez-de-chaussée commercial, par exemple en restaurant la hauteur des vitrines, en exposant les colonnes de fonte et reconstruisant l'entablement. Pour les fenêtres à remplacer à proximité de la corniche, viser la restauration de l'apparence d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002906994
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1696, rue Montcalm
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à installer des garde-corps au toit, entre les machines en place et le parapet, suite à une inspection de la CNESST (qui a, entre autres, déjà diagnostiqué une situation dangereuse dans le bureau encombré de l'auteur de ces lignes). Sur le plus petit bassin de toiture du bâtiment d'origine (il s'agit du seul aréna de la Ville de Montréal jouissant d'une implantation contiguë), juste à côté de l'agrandissement de 2010, plusieurs compresseurs sont installés au toit depuis de nombreuses années. L'installation choisie est un modèle de garde-corps amovible, mais sécuritaire, qui n'endommagera pas la toiture en place. Il s'agit évidemment d'une solution de rapiéçage et d'un projet sans intérêt, mais l'impact de l'ajout devrait malgré tout être négligeable, en particulier en été, lorsque le feuillage occultera la membrure supérieure du garde-corps qui devrait être la seule à être perceptible.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande est évaluée selon les critères des articles 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de la proposition est négligeable.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002682194
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2055, avenue Lincoln
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise principalement une restauration à l'identique de tous les éléments en pierre artificielle, ce qui ne nécessite pas de révision architecturale. Par contre, le demandeur désire également procéder à de nouveaux percements en façade pour permettre l'installation d'évacuateurs de salles de bains, car l'ingénieur responsable du projet estime que c'est la mauvaise gestion de l'humidité qui a, en partie, causé la détérioration de la pierre artificielle. Ces équipements n'avaient pas été prévus à l'origine, et le demandeur fait valoir qu'il n'y a pas de puits permettant d'évacuer par le toit, et qu'il serait impossible d'en réaliser à l'intérieur des appartements occupés. De plus, ceux-ci sont séparés en copropriété divise, où chaque propriété est régie par une convention qui s'appuie sur des certificats de localisation individuels, et l'insertion de nouveaux puits impliquerait l'intervention d'arpenteurs et de notaires pour chacun des appartements concernés. Il est donc proposé d'évacuer les salles de bains de l'étage supérieur au toit, et celles des autres étages à travers les murs extérieurs, dont deux font face à la voie publique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande est évaluée selon les critères des articles 105 et 127.7 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de la proposition est important, puisque cela pourrait générer d'autres précédents pour les autres immeubles de cet ensemble flamboyant
Considérant que :	La preuve n'est pas faite que d'autres solutions sont impossibles, même si celles-ci seraient plus coûteuses et moins faciles à mettre en œuvre.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à percer de nouvelles sorties d'évacuation dans les façades faisant face à la voie publique.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002503114
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	792, rue Lucien-L'Allier
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à ajouter une chambre annexe à l'usage d'Hydro-Québec, du côté nord de la tour de ventilation numéro 13 de l'autoroute Ville-Marie. Il s'agit d'un petit volume cubique en béton recouvert d'isolant rigide et de crépi acrylique gris, muni d'une porte double en acier inoxydable dont le modèle est prescrit par HQ au millimètre près, et qui serait parfaitement centrée. Une ligne horizontale prolongerait le socle du bâtiment existant. L'immeuble possède des finis de béton naturel et un certain effort a été apporté à son esthétique industrielle.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
	La demande est évaluée selon les critères des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le bâtiment existant témoigne d'une composition soignée, quoiqu'industrielle.
Considérant que :	L'ajout proposé pourrait mieux s'y intégrer, et que le crépi acrylique fait partie de la liste des matériaux prohibés par l'arrondissement de Ville-Marie lorsque visible depuis le domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à recouvrir le béton d'isolant et de crépi acrylique, et favoriser plutôt une finition reprenant celle du socle du bâtiment existant.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002503194
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	640, avenue Viger Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à insérer une chambre annexe à l'usage d'Hydro-Québec, qui prendra la place de 2 espaces de stationnement superposés dans le garage existant, du côté nord de la tour de ventilation numéro 9 de l'autoroute Ville-Marie. Le demandeur propose de démolir, en façade, le revêtement existant entre les pilastres 9.6 et 9.8, et de le combler avec un assemblage revêtu d'isolant rigide et de crépi acrylique, dans lequel la porte standard HQ (aux dimensions inexorables) en acier inoxydable serait collée sur un côté, puisqu'on manque d'espace pour construire un bâti pour la centrer. L'espace résiduel à gauche de la porte serait donc recouvert de crépi. Comme le niveau du plancher principal arrive à mi-hauteur de la hauteur démolie, et qu'on ne peut modifier la hauteur de la porte de la chambre annexe, la nouvelle ligne horizontale ainsi créée ne peut s'aligner sur aucune autre composante de l'élévation; de plus, les finis proposés ne s'approchent pas des panneaux de béton du bâtiment existant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande est évaluée selon les critères des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le bâtiment existant témoigne d'une composition soignée.
Considérant que :	L'ajout proposé pourrait mieux s'y intégrer, et que le crépi acrylique fait partie de la liste des matériaux prohibés par l'arrondissement Ville-Marie lorsque visible depuis le domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir la proposition en renonçant à l'utilisation de crépi acrylique, et chercher à s'appareiller au fini du bâtiment existant. Une autre option pourrait être d'utiliser un fini d'acier inoxydable sur l'ensemble de la baie pour occulter la porte.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3001679858
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION**
Endroit :	1200, rue Redpath-Crescent
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un terrain qui provient de la scission du terrain de la maison Edmund-Cape, construite en 1912-13 selon les dessins de l'architecte John S. Archibald sur un terrain de 1200 m². La résidence a d'abord été scindée en 2 au cours des années 1980, laissant la partie sud sur un terrain de 854 m², et l'opération cadastrale visant la scission a pris fin à l'été 2020, créant un terrain de 425 m². Le nouveau bâtiment s'insère en prolongeant la terrasse maçonnée en grosse pierre de la maison Cape, en reprenant la pierre et l'ardoise comme matériaux de revêtement, et, en allant même jusqu'à s'inspirer de la composition des façades et des toitures de cette dernière, il ne contribue guère à la cause de l'insertion contemporaine décalée. Toutefois, le travail est bien fait et le résultat ne sera pas choquant. Tel que mentionné ci-haut, le projet présenté au Comité consultatif d'urbanisme en septembre 2020 a été modifié pour tenir compte des conditions retenues, sans qu'il soit nécessaire de le faire de nouveau, mais l'implantation du bâtiment a été modifiée, en ce sens que l'immeuble a été avancé de 1,2 m vers la rue, et l'alignement de construction doit être approuvé une nouvelle fois, étant donné la configuration particulière de cette rue.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et les travaux ont été approuvés par le Ministère de la Culture et des Communications.
Remarque importante :	Un projet de gabarit similaire a reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme en 2013 pour un usage conditionnel et une dérogation mineure autorisant une hauteur de 4 étages. Le même projet a reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme en septembre 2020 avec conditions. La nouvelle version du projet répond aux conditions, mais modifie l'implantation du bâtiment en avançant l'alignement de construction vers la rue.

Considérant que : La demande est évaluée selon les critères de l'article 76 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'impact de la nouvelle implantation avancée est négligeable, puisque le tracé de la rue est irrégulier et s'éloigne dans la même direction.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent la plantation d'un grand conifère en cour avant.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3001716236
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION ET CERTIFICAT D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER**
Endroit :	3150, avenue de Trafalgar
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande fait suite à la présentation au CCU de février 2020. Les modifications suivantes ont été apportées au bâtiment : • un parement de crépi cimentaire texturé a été posé sur le bâtiment. Celui-ci est par contre moins texturé que le parement de crépi cimentaire d'origine; • le portique de bois a été reconstruit mais sous une forme simplifiée. Le demandeur propose une nouvelle version du projet d'aménagement paysager, qui ressemble davantage au projet autorisé en 2018 que la version de 2020. Les travaux partiellement réalisés seront en partie démantelés pour permettre une nouvelle implantation de la piscine à 5.8 mètres de la limite de lot arrière, environ à mi-chemin entre le recul de 2018 (7.3 m) et celui proposé en 2020 (3.5 m). La bande de terrain gazonné à proximité de l'arrière de la maison reste similaire à la proposition d'origine. La zone Ouest du terrain est par contre d'une topographie plus plane que ce qui était prévu en 2018, pour accommoder la présence d'une porte d'accès qui n'était pas prévue aux plans du permis original. La plantation de 15 arbres (4 conifères et 11 feuillus) est prévue en remplacement des 12 arbres déjà abattus sur le site pendant le chantier.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et les travaux devront être approuvés par la division du Patrimoine.
Remarque importante :	Le projet de transformation du bâtiment a été présenté à la séance d'octobre 2017 du CCU, et a reçu un avis favorable assorti de conditions. Le projet d'aménagement paysager a été présenté à la séance de septembre 2018 du CCU, et a également reçu un avis favorable assorti de conditions. Les travaux réalisés différemment des projets liés aux permis ont été présentés aux membres du CCU lors de la séance de février 2020. Les travaux d'aménagement paysager avaient reçu un avis défavorable, alors que les interventions au bâtiment avaient reçu un avis favorable assorti des conditions.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 110, 127, 127.10 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Certains des travaux partiellement complétés sur le site ou proposés participeront à banaliser le bâtiment inspiré du style Arts & Crafts.

Considérant que : L'aménagement paysager proposé permettra à terme de réhabiliter la canopée sur le site.

Considérant que : L'implantation proposée de la piscine permettrait une topographie plus douce sur la partie sud du terrain et pourrait être une solution de compromis acceptable.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Compléter la construction du portique afin de lui rendre sa forme d'origine, en ajoutant les sections manquantes.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002932196 et 3002932754
4.6.13

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	99999, rue de l'Ile Sainte-Hélène
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	Les demandes visent à autoriser la réhabilitation du chalet et la restauration de l'abri à pique-nique de la plaine des jeux de l'île Sainte-Hélène. Des modifications à l'aménagement paysager du même secteur sont également proposées. Le chalet, conçu par le service des travaux publics de la ville de Montréal, mais inspiré des plans de la firme McFadzean, Everly, Rose & Associates, fut construit en 1963 afin d'abriter un casse-croûte et des toilettes publiques. Le nouvel usage proposé est un espace de détente pour la clientèle, alors que les toilettes sont réaménagées au sous-sol. Plusieurs composantes du bâtiment du chalet sont arrivées à échéance de vie selon le demandeur, et les travaux proposés sont extensifs. Les intérieurs sont complètement refaits, alors que l'alcôve de la façade sud est fermée au moyen d'un nouveau mur-rideau avec de grandes sections ouvrantes. Les fermes de toit sont retirées et reconstruites, supportant une nouvelle toiture de cuivre de type « baguettes » qui comporte des lanterneaux. Deux ouvertures de la façade nord sont agrandies vers le bas afin de les convertir en portes. Les autres ouvertures aux dimensions conservées sont obturées de nouvelles fenêtres ne comportant pas de meneaux. Une terrasse en ardoise est prévue entre le chalet et les gradins, du côté sud, alors que la surface gazonnée de la plaine doit être réhabilitée pour les activités libres et que des sentiers piétons et cyclistes asphaltés sont aménagés au pourtour. Les travaux visant l'abri à pique-nique visent essentiellement à restaurer sa forme et son apparence d'origine, entre autres par le remplacement de sa toiture de cuivre de type « baguette ». Une terrasse en pavés d'ardoise est prévue au pourtour de la structure.
Élément particulier :	Ces travaux sont situés dans les limites du site patrimonial cité de l'Île Sainte-Hélène et devront faire l'objet d'un avis du Conseil du Patrimoine de Montréal.
Remarque importante :	Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 110, 127, 127.10 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*, de même qu'aux critères prévus au *Règlement 07-036 sur la constitution du site du patrimoine de l'Ile-Sainte-Hélène.*

Considérant que : Les travaux visent le maintien de l'apparence des structures et leur pérennité.

Considérant que : La proposition pour le chalet exprime le nouvel usage d'espace de détente pour la clientèle, avec des surfaces vitrées plus généreuses.

Considérant que : Les composantes qui ne sont pas modifiées pourraient reproduire l'apparence d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de ces demandes aux conditions suivantes :

- **Pour les ouvertures ne changeant pas de dimensions, reproduire les fenêtres à carreaux d'origine, qui sont documentées aux plans de construction de 1962.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002932757
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS / INTÉRIEURS**
Endroit :	1000, rue Fullum
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande vise la réfection de l'enveloppe des façades ouest, sud et nord du bloc C, bâtiment ouest, la réfection des deux entrées existantes sur Parthenais et sur Fullum ainsi que l'ajout d'une nouvelle entrée principale sur Parthenais. Également, le remplacement des équipements mécaniques et l'ajout d'une unité de ventilation au toit, l'aménagement du site et des stationnements. Description des travaux : • sur les façades du Bloc C ouest: La nouvelle enveloppe isolée composée de Panneaux Swisspearl est apposée par-dessus le revêtement de brique existant; • les ouvertures sont remplacées par des fenêtres d'aluminium disposées en bandeau; • la structure existante qui était visible à travers le vitrage est isolée et dissimulée devant des panneaux opaques swisspearl; • l'entrée existante sur Parthenais est modifiée, la dalle de la marquise conservée, le parapet est modifié pour en réduire le poids, unifier le style des entrées et en augmenter la visibilité; • l'entrée sur Fullum est également modifiée et rénovée; • une nouvelle entrée principale est introduite sur Parthenais dans le prolongement d'une ouverture existante; • ajout de stationnement pour 10 vélos. Des phases ultérieures sont prévues pour les blocs A et B, dont la démolition probable d'une partie des anciens studios. La planification de ces phases n'est pas encore faite.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 103, 104, 105, 117 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition modifiée reçue le 5 juillet est celle répondant le plus aux critères.

Considérant qu' : Au niveau de l'harmonisation chromique de l'ensemble, la couleur uniforme de la base permet de conserver la lecture du bâtiment d'origine.

Considérant qu' : En étant plus discret, il sera plus facile d'intégrer les phases à venir et la mise en valeur du bâtiment d'intérêt.

Considérant que : La linéarité du bandeau de fenêtre est conservée et respecte les caractéristiques d'origines.

Considérant que : Le retrait de modulation au niveau de la base combiné au retrait des ouvertures mécaniques sur le coin, augmente l'effet de masse du volume près de l'entrée secondaire.

Considérant que : La performance de l'enveloppe actuelle doit être sensiblement améliorée. Le revêtement de ciment léger Swisspearl est acceptable dans le contexte hétérogène en remplacement de la brique et comme visuellement comparable à de la pierre grise.

Considérant qu' : Une nouvelle entrée sur Parthenais est un apport majeur positif considérant le projet futur de l'esplanade Cartier sur le terrain en face et la construction de résidences prévues sur Parthenais, la proposition contribue ainsi à l'évolution du cadre bâti.

Considérant que : Les éléments mécaniques au toit sont de moindre hauteur que ceux présents actuellement et ont des retraits conformes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retravailler le coin afin de briser la masse du coin aveugle.**
- **Prévoir un aménagement paysager sur la cour arrière afin de camoufler les équipements mécaniques.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Cascendra
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002875754
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1808, avenue Papineau
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande vise la réfection complète des façades le long des rues Papineau et Lafontaine. Il est prévu de remplacer la brique existante avec une brique neuve, en reproduisant à l'identique l'appareillage existant et les motifs ornementaux. Les éléments de pierre et de terracotta sont restaurés et réparés, les joints de pierres refaits à neuf, les solins de cuivre remplacés. Les 2 portes principales et leurs cadres en bois sont restaurés.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande est évaluée selon les critères des articles 99, 100, 102, 103, 104, 105 et 127.23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le demandeur fait la démonstration que la condition de la brique, de ses attaches et l'amélioration de la performance de l'enveloppe nécessite son remplacement, que la brique proposée est équivalente et que les détails architecturaux de grande qualité seront refait à l'identique.
Considérant que :	Le demandeur présente des méthodes de réparation, restauration et nettoyage conformes aux règles de l'art en restauration.
Considérant que :	Les travaux visent à conserver les caractéristiques architecturales et son caractère distinctif.
Considérant que :	Suite aux demandes d'informations supplémentaires, la réfection des grilles et persiennes de ventilation seront remises à une phase ultérieure, aucune fenêtre n'est remplacée dans cette phase de travaux.
Considérant que :	Les travaux doivent être exécutés le plus possible durant la période de congé scolaire.
Considérant que :	Certains détails concernant l'éclairage sont encore à fournir.
Considérant que :	Certains détails concernant les persiennes et le porte mât de drapeau sont manquants.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Advenant qu'en cours de travaux, des éléments décoratifs d'importance prévus à être restaurés devraient finalement être remplacés, le demandeur devra aviser l'architecte de l'arrondissement, l'informer de sa proposition et attendre l'approbation.**
- **Indiquer en plan la zone d'entreposage des éléments et matériaux démontés, cette zone devra être protégée contre les éléments et le vol et identifiée sur le site.**
- **Fournir la localisation et le type d'installation de l'éclairage architectural.**
- **Fournir les détails des persiennes à remplacer et le porte mât de drapeau.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Il est à noter que Mme Émilie Breault, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est donc pas prononcée sur ce projet.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Émilie Breault, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.6.15, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☑ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☑ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 2021-07-09

Signature du membre

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), **Karl Dorais Kinkaid**, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° **4.4.1**, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☑ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le **9 juillet 2021**

Signature du membre

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Veronica Lalli, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.5.1. et 4.7.1., parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☒ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 2021-07-07

Veronica Lalli

Signature du membre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1212701044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 août 2021

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 août 2021.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 09:26

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1212701044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 août 2021

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 août 2021

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 438 351-1433
Télécop. : n/a

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-31

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2021-09-01

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le jeudi 26 août 2021 à 11 h 30 en visioconférence avec webdiffusion

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement
M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs
M. Louis Routhier, chef de division de l'aménagement urbain

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 11 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants et présente les autres membres du conseil, ainsi que les fonctionnaires présents.

CA21 240305

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement extraordinaire du 26 août 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 août 2021.

Adoptée à l'unanimité.

10.02

10.03 - Période de questions du public

Aucune question.

10.04 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question.

CA21 240306

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs - 2e projet de règlement

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 6 juillet 2021 et l'a soumis à une consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 9 au 23 août 2021 inclusivement, quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter, sans modification, le second projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs ».

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-282.128
1217303005

CA21 240307

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison estivale 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 654 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la saison estivale 2021.

Adoptée à l'unanimité.

40.02 1216220005

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 14 septembre 2021 à 18 h 30 par visioconférence. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 11 h 34.

70.01

_____	_____
Valérie Plante	Katerine Rowan
Mairesse	secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA21 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 14 septembre 2021 en visioconférence.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1210173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec les YMCA du Québec dans le cadre du programme « Activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 6 798 $

D'approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec les YMCA du Québec dans le cadre du programme Activités physiques et de loisirs;

D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 6 798 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 15:48

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1210173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec les YMCA du Québec dans le cadre du programme « Activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 6 798 $

CONTENU

CONTEXTE

L'offre de service en sports et loisirs pour les enfants de 6 à 12 ans dans le district de Peter-McGill était assurée depuis 2015 par le Y des femmes de Montréal. Toutefois, au mois de mai 2020, cet organisme annonçait qu'il devait se retirer de ce secteur d'activités. Préoccupé par le déficit ainsi créé, l'arrondissement a travaillé de pair avec certains organismes communautaires du secteur afin de trouver une alternative. Le YMCA Centre-ville a porté un intérêt à cette situation début les débuts. Ainsi, à partir des informations recueillies auprès de représentants d'organismes, de citoyens et du milieu scolaire, le YMCA dépose à l'arrondissement une offre de service pour l'automne 2021 qui vient compléter celles maintenant offertes par d'autres organismes et institutions du secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le YMCA Centre-ville propose d'ouvrir son gymnase de 13 h à 16 h les samedis du 2 octobre au 11 décembre 2021 et de le mettre à la disposition des familles ayant des enfants âgés entre 6 et 12 ans du secteur. Les possibilités seront variées et adaptées à la clientèle présente. Ainsi, des équipements sportifs et du matériel d'animation seront laissés à la disposition des parents et des enfants en début et en fin de séances pour des activités libres. Des activités plus structurées, telles que des jeux de coopération, seront aussi offertes aux enfants. L'ensemble de cette programmation sera assurée par des animateurs qualifiés dans le respect des normes sanitaires. Cette programmation se veut inclusive et vise à promouvoir un mode de vie sain. Les activités seront offertes gratuitement aux familles à la session automne 2021.

JUSTIFICATION

Programmation favorisant l'activité physique chez les enfants de 6 à 12 ans dans le district de Peter-McGill.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. Un montant de 6 798 $ est prévu pour l'automne 2021.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des changements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets soumis visent à mettre en place des actions favorisant l'activité physique chez les jeunes de 6 à 12 ans de le secteur de Peter-McGill

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le YMCA appliquera toutes les recommandations de la santé publique applicables pour ce type de programmation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues aux conventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'équipe du YMCA travaillera de près avec l'arrondissement et les organismes familles du territoire tout au long du projet, afin de répondre le plus adéquatement aux besoins et intérêts des familles du secteur. L'organisme déposera un bilan final dans les 30 jours suivant la fin de la programmation automnale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-23

Valérie LEDUC
Chef de section

Tél : 514 242-6126
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2021-08-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1210173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec les YMCA du Québec dans le cadre du programme « Activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 6 798 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1210173004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Mar
Montré

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1210173004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec les YMCA du Québec dans le cadre du programme Activités physiques et de loisirs et accorder, à cette fin, une contribution totale de 6 798 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 6 798,00 $

	Années antérieures	2021
Montant		6 798,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 6 798,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM10173004

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **24-08-2021**

Date et heure système : 24 août 2021 15:23:46

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1210173004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les YMCA du Québec	296130
2.		
3.		
4.		
5.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant					6 798,00 $			**6 798,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	septembre	2021	Date de fin :	31	décembre	2021

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 29 juillet 2021 19:40:43

Dossier décisionnel

Grille d’analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d’analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d’accompagnement - Grille d’analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l’intranet. Ce guide d’accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l’offre d’accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d’analyse ainsi qu’un glossaire.

Veuillez, s’il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1210173004
Unité administrative responsable : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Projet : Activités physique et de loisirs pour les 6 à 12 ans au YMCA Centre-ville

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Plusieurs organismes du milieu ont collaboré à la mise en place de la seule programmation communautaire permettant aux enfants de 6 à 12 ans du territoire de Peter-McGill de faire de l'activité physique dans un espace adapté, tel qu'un gymnase. Cette programmation sera promue par l'ensemble des partenaires communautaires du territoire afin de bénéficier aux familles et enfants de toutes origines, statues et langues. Plus encore, les organismes porteront une attention particulière à ce que cette programmation bénéficie aux familles les plus vulnérables et marginalisées du quartier. En n'exigeant aucun tarif d'inscription, le YMCA Centre-ville s'assure que cette programmation puisse aussi répondre aux besoins des plus défavorisées.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **YMCA du Québec**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435 rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, agissant et représentée par Monsieur Benoît Tremblay, directeur des initiatives communautaires, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

No d'inscription TPS : R103036653
No d'inscription TVQ : 1002684574

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Activités physiques et de loisirs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du programme Activités physiques et de loisirs à l'organisme

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : protocole de visibilité;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de six mille sept cent quatre-vingt-dix-huit

dollars (6 798 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de (six mille cent dix-huit) dollars (6 118$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de six cent quatre-vingt dollars (680$), au plus tard le 31 janvier 2022;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier

recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la

présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 31 janvier 2022 un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne

forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435, rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4 tout avis doit être adressé à l'attention du directeur des initiatives communautaires. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Les YMCA du Québec

Par : _____
Benoît Tremblay, directeur des initiatives communautaires

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution ……).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;
   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Selon les besoins et les ressources disponibles						

Équipements

Selon les besoins et ressources disponibles

Article	N^{o} Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

SOUTIEN FINANCIER
Programme Activités physiques et de loisirs

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Les YMCA du Québec

N° d'enregistrement (NEQ) : 1141011800 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 26/08/94

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Benoît Tremblay Titre : Directeur initiatives communautaires

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 1440 Local : Rue : Drummond

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H3G1W4

Téléphone : 514 252-7442 Poste n°

Courriel : brigitte.crevier@ymcaquebec.org Site Web : ymcaquebec.org

TPS : 119307031RT0001 TVQ : 1006243548TQ0002 #Charité : 119001790RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Nous aidons des personnes à adopter de saines habitudes de vie, à se développer et à avoir un plus grand sentiment d'appartenance envers leur communauté. Nous aidons à cultiver des quartiers forts et en santé, dynamiques et pleins de vie, où les générations se côtoient, s'engagent et se respectent, et qui réservent un accueil indéfectible aux différences.

Description du projet (synthèse) :

L'objectif principal du projet est d'offrir une programmation d'activités diversifiées et libres destinées aux jeunes âgés de 6 à 12 ans, tout en faisant la promotion d'un mode de vie sain et actif et en favorisant le développement de leur estime de soi. L'offre pour la session d'automne 2021 sera gratuite pour les familles, pour nous permettre d'alléger le processus d'accès et d'inscription. Ceci devra être revu pour des offres subséquentes. Les activités seraient structurées et organisées dans le gymnase du YMCA Centre-Ville afin de répondre aux besoins de la population locale, tout en tenant compte des mesures de santé et de sécurité imposées par la DRSP dans le contexte actuel. Ainsi, les activités pratiquées seront adaptées en fonction de ces recommandations. Nous serons en mesure de proposer des activités style jeux coop et libres dans le gymnase les samedis de 13h à 16h du 2 octobre au 11 décembre 2021.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme: Offrir à l'ensemble de la population, une programmation de qualité, accessible, diversifiée, complémentaire et novatrice d'activités physiques et de loisirs qui soit destinée prioritairement aux citoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'encadrement et la sécurité des participants dans le déroulement des activités	- Il est important de noter que nos intervenants sont soumis à une procédure stricte en termes de protection de l'enfant Le projet respectera les mesures mises en place par la santé publique. Nous nous assurerons de faire un choix d'activité en fonction de minimiser le risque de contagion entre les participants, au cas où ils seraient asymptomatiques.	- Faire vérifications de références, enquête d'antécédents judiciaires, formation sur la Politique de protection de l'enfant des YMCA du Québec, etc.). - Veiller à ce qu'au moins une personne de l'équipe soit certifiée Premiers Soins (RCR). - Mettre à la disposition des jeunes du gel désinfectant ainsi que des masques lorsque nécessaire - S'assurer que les participants ne présentent pas de symptômes s'apparentant à la COVID-19 ou qu'ils aient été en contact avec quelqu'un déclaré positif.
2. L'acquisition de connaissance et d'habiletés par les participants	**L'objectif principal du projet est d'offrir une programmation d'activités diversifiées et libres destinées aux jeunes âgés de 6 à 12 ans, tout en faisant la promotion d'un mode de vie sain et actif et en favorisant le développement de leur estime de soi.**	Les activités seraient structurées et organisées dans le gymnase du YMCA Centre-Ville afin de répondre aux besoins de la population locale. Nous serons en mesure de proposer des activités style jeux coop et libres. Le projet se veut inclusif. Les parents pourront demeurer sur place s'ils le souhaitent, ou confier leur enfant aux animateurs pour la durée de l'activité.
3. Le développement continu et proactif de votre programmation	**S'assurer de l'adhésion des organismes familles et des partenaires locaux tout au long du projet.** **Bâtir une programmation qui réponde aux besoins des familles**	Travailler avec l'Arrondissement et les partenaires, afin d'analyser les activités qui seront proposées durant la session (besoins, attentes, expériences passées). Bâtir une grille de programmation grâce à une communication bidirectionnelle et transparente avec le représentant de l'arrondissement (avancements, nombre de jeunes rejoints, difficultés, etc.) Établir des liens entre ce projet et les différentes initiatives des YMCA du Québec.

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (Indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Activités libres	11	Gymnase YMCA Centre-ville	20	11	1,5
Activités style coop	11	Gymnase YMCA Centre-ville	20	11	1,5

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Les YMCA du Québec en feront la promotion via notre site internet ainsi que nos médias sociaux.
Il est aussi prévu d'insérer la programmation dans les communications de l'arrondissement
L'information sera également diffusée auprès des organismes offrant des services aux familles.

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Gymnase YMCA Centre-ville	11	3

Budget

Les services décrits ci-haut pour 3 heures d'animation par semaine pour 11 semaines d'activité seront réalisés au coût forfaitaire de 6,378$*, détaillé de la façon suivante :

Poste budgétaire	Hebdo	Session
Location gymnase	230 $	2 530 $
Animateur #1 (inclus charges salariales) 4 heures	71 $	781 $
Animateur #2 (inclus charges salariales) 4 heures	71 $	781 $
Entretien	38 $	418 $
Sécurité	0 $	0 $
Coordination (1,5 heure)	65 $	715 $
Matériel	500 $	500 $
Frais administratifs (10%)	98 $	1 073 $
TOTAL	**1 073 $**	**6 798 $**

Ce montant représente un taux de 206$/heure de service / 618$ par bloc d'activité. Le détail des coûts donnés ci-dessus reflète les coûts réels actuels. Les coûts associés pourraient être revus advenant la planification d'autres sessions suite à l'analyse de l'expérience et des coûts de la session Automne 2021.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218270005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 43 000 $

D'approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie* »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 35 000 $ à Voies culturelles des faubourgs;
- 8 000 $ à Fondation Héritage Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 43 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 09:18

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218270005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 43 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2016, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a approuvé la création du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie (FSOC)* dans le but de mieux encadrer les demandes de soutien financier déposées par divers organismes.
Les objectifs du programme visent à offrir :

- Une aide ponctuelle à un organisme pour consolider sa présence dans l'arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- Une aide pour développer un projet;
- Un soutien aux partenaires culturels de l'arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'arrondissement;
- Une aide à des projets d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

L'aide financière accordée dans le cadre de ce fonds varie en fonction des montants disponibles et de l'appréciation du projet au regard des critères d'évaluation prévus à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1218270004 / CA21 240270 adoptée le 6 juillet 2021 : Approuver les conventions avec Alchimies, créations et cultures, Artch - Art comtemporain émergent,La Fondation BBCM, Missions Exeko et
Orchestre métropolitain dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution de 73 000 $.
1214680005 / CA21 240165 adoptée le 11 mai 2021 : Approuver les conventions avec MU, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) et Momenta Biennale de l'image dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution de 58 000 $.

1214680001 / CA21 240100 adoptée le 13 avril 2021 : Approuver les conventions avec l'Union française, Art souterrain et La Pépinière | Espaces publics dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution de 60 000 $.

1204680001 / CA20 240211 adoptée le 9 juin 2020 : Approuver les conventions avec La Pépinière | Espaces collectifs, Alchimies Créations et Cultures et Voies culturelles des faubourgs dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville -Marie (2020) » et accorder des contributions totalisant 80 000 $.

1194680002 / CA19 240382 adoptée le 10 septembre 2019: D'approuver la convention avec Voies culturelles des Faubourgs pour la réalisation du plan d'action 2019-2020 et accorder une contribution de 35 000 $ à partir du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie (2019).

1186673022 / CA18 240402 adoptée le 4 juillet 2018 - Approuver la convention avec Voies culturelles des faubourgs pour la réalisation de son plan d'action 2018-2019 et accorder une contribution de 35 000 $ à partir du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie* (2018).

1172624018 / CA17 240391 adopté le 5 juillet 2017 - Approuver la convention avec Voies culturelles des faubourgs pour la réalisation de leur plan d'action 2017-2018 et accorder une contribution de 35 000 $.

DESCRIPTION

Deux projets font l'objet de ce sommaire :

- L'organisme Voies culturelles des Faubourgs, fondé en 2001, est un regroupement multi sectoriel montréalais qui regroupe une diversité d'organismes culturels, économiques, communautaires et artistiques. Cet organisme est un lieu de réflexion, de sensibilisation, de concertation, de coordination et d'intervention dont l'action est orientée vers le développement de la culture sous toutes ses formes et plus particulièrement dans le district de Sainte-Marie. Depuis sa création, il bénéficie d'un soutien financier au fonctionnement par l'arrondissement et de soutiens ponctuels à ses nombreux projets connexes à sa mission. Le *Plan d'action 2021-2022* vise trois axes d'intervention principaux, soient de concerter, représenter et promouvoir le milieu culturel, de promouvoir le milieu culturel et de coordonner des événements fédérateurs qui sensibilisent les citoyens à la culture. Dans le cadre d'une entente tripartite, l'organisme a reçu, pour l'année 2021, un soutien financier au fonctionnement de l'ordre de 35 000 $ de la part du Conseil des arts de Montréal (CAM). Le soutien de 35 000 $ de l'arrondissement s'inscrit dans l'objectif d'offrir un soutien financier aux partenaires culturels de l'arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'arrondissement.

- La Fondation Héritage Montréal organise depuis plus de 30 ans des activités pour faire découvrir le patrimoine, l'histoire et l'architecture montréalais. Avec le contexte de la pandémie, l'organisme a adopté un virage numérique et souhaite développer une première série de six balados portant sur la beauté et la richesse architecturale et patrimoniale du centre-ville de Montréal. Le projet *Montréal en 6 temps* raconte l'histoire de l'architecture montréalaise en six chapitres, du 17e siècle à nos jours. Chaque épisode de 20 minutes porte sur un secteur différent du centre-ville de Montréal et représente une époque différente. De la ville façonnée par les Sulpiciens jusqu'au centre-ville réinventé du 21e siècle, en passant par la ville marchande ou l'industrialisation au 19e siècle, les six épisodes évoquent une strate de l'histoire de

l'architecture du centre-ville de Montréal. Avec une attitude contemporaine, ces balados inviteront les auditeurs à redécouvrir la richesse des quartiers de l'arrondissement. Le soutien financier de 8 000 $ s'inscrit dans les objectifs d'offrir une aide pour développer un projet et de soutenir les partenaires culturels de l'arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Les montants de soutien financier accordés par l'arrondissement s'inscrivent dans les objectifs de soutenir les partenaires culturels de l'arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'arrondissement et aussi d'offrir une aide pour développer un projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau ci-dessous illustre la distribution du soutien financier totalisant la somme de 43 000 accordées à ces mêmes organismes lors des années antérieures sont également illustrées :

Nom de l'organisme	Titre du projet	Soutien accordé en 2015	Soutien accordé en 2016	Soutien accordé en 2017	Soutien accordé en 2018	Soutien accordé en 2019	Soutien accordé en 2020	Soutien accordé en 2021	Sout recomm dans cad de somn
Voies culturelles des faubourgs	Le grand banquet du "p'tit gars de Sainte-Marie"	-	-	55 000 $ (375e ann. de Montréal)	-	-	-	-	-
	Étude sur les retombées socio comm. de l'activité culturelle dans le pôle de création des Faubourgs	-	-	-	12 500 $	-	-	-	-
	La nuit aux flambeaux	5 000 $ (PSIC)	5 000 $ (PSIC)	5 000 $ (PSIC)	5 000 $ (PSIC)	5 000 $ (PSIC)	5 000 $ (PSIC)	-	-
	Le grand choeur du Centre-sud	-	-	-	18 000 $ (PSIC)	-	-	-	-
	Sommet sur les arts et la culture des faubourgs	-	-	-	-	-	10 000 $ (PSIC)	-	-

	Plan d'action	35 000 $ (FSOC)	35 000 $ (FSOC)	35 000 $ (FSOC)	35 000 $ (FSOC)	35 000 $ (FSOC)	35 000 $ (FSOC)	-	**35 0**
Fondation Héritage Montréal	Montréal en 6 temps	-	-	-	-	-	-	-	**8 00**
TOTAL - CONTRIBUTION FINANCIÈRE - FSOC 2021 :									**43 0**

La contribution financière devra être versée conformément aux dispositions de la convention si parties.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030, car il vise à :

- **15.** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- **19.** Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;
- **20.** Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Les projets financés via le *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie* visent à augmenter le rayonnement et la vitalité artistique et culturelle de l'arrondissement, à améliorer la qualité de vie des citoyens grâce à une offre culturelle diversifiée, de proximité et accessible à tous. De plus, le soutien offert par l'arrondissement contribue au développement et à la pérennité des organismes culturels et des artistes Montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets renforceront le caractère culturel de l'arrondissement de Ville-Marie, en plus d'accroître les retombées économiques et d'améliorer la qualité de vie des résidants et des travailleurs culturels du quartier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation des projets, les organismes devront soumettre, pour approbation du responsable, toute demande ayant pour objet de reviser les conditions de réalisation des projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les organismes s'engagent à accorder une visibilité à l'arrondissement dans tous ses outils de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets;

- Les projets feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement;
- Un rapport final incluant le bilan financier sur l'utilisation de l'aide accordée est requis trois mois après la date de fin de chacun des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ces dossiers aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2021-08-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218270005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 43 000 $

Les documents suivants pour chacun des organismes ont été déposés au bureau de la Division de la culture :

- Lettres patentes;

- Résolution du conseil d'administration;

- Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Registraire des entreprises;

- États financiers;

- Rapports annuels;

Annexe 2 - VCF - Plan d'action 2021-2022.pdf

Annexe 2 - FHMtl - Balados Mtl en 6 temps.pdf Aspect financier_1218270005.xls

GDD_1218270005_Grille_analyse_Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1218270005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 43 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1218270005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



CONV - VCF - Plan d_action 2021-2022 - FSOC 2021.docx



CONV - FHM - Mtl en 6 temps - FSOC 2021.docx

Montréal, le 14 juillet 2021

Madame Soraya Miranda
Agente de développement culturel
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande - Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie

Bonjour madame Miranda,

Vous trouverez ci-jointe la demande de soutien financier au fonctionnement pour Voies culturelles des Faubourgs qui nous permettra de mettre en œuvre notre plan d'action 2021-2022. Tel que demandé, nous vous joignons les différents documents requis pour l'analyse du dossier. Vous trouverez donc en annexe, le formulaire, le plan d'action 2021-2022 synthétisé sous forme de tableau, les budgets ainsi qu'une résolution de la part du conseil d'administration m'autorisant à déposer cette demande. Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Dans l'attente d'une réponse positive, recevez mes cordiales salutations.

Claudine Khelil
Coordonnatrice générale

Ville-Marie
Montréal

FONDS DE SOUTIEN AUX ORGANISMES CULTURELS ŒUVRANT DANS VILLE-MARIE (FSOC)

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Voies culturelles des faubourgs

Statut juridique : Corporation à but non lucratif Date d'incorporation : 18 octobre 2001

Adresse du siège social 2187 rue Larivière, b#107 Code postal : H2K 1P5

Téléphone : 514-526-2787 Numéro d'entreprise du Québec : 144 483 195

Site Internet : www.voiesculturelles.qc.ca

Nom du mandataire désigné : Claudine Khelil Titre : Coordonnatrice générale

Téléphone (bureau) : 514-526-2787 Cellulaire : 514-506-3058

Adresse courriel : dg@voiesculturelles.qc.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Fondé en 2001, Voies culturelles des faubourgs est un organisme sans but lucratif. Son mandat est de développer l'intérêt de la population pour la culture en faisant valoir le dynamisme culturel sur un territoire donné, appelé les Faubourgs ou Centre-Sud. Il s'agit de plusieurs quartiers de l'arrondissement de Ville-Marie, situés à l'est du Quartier des spectacles, et qui ont été désignés en 2009 en tant que Pôle de création culturel en raison d'une forte concentration de lieux de création et de diffusion et d'une population composée à 14 % d'artistes et de travailleurs culturels.

Voies culturelles des faubourgs est le premier regroupement multisectoriel montréalais qui rassemble sous un même toit une diversité d'organismes culturels, économiques et communautaires ainsi que bons nombre d'artistes. Il est un lieu de réflexion, de sensibilisation, de concertation, de coordination et d'intervention dont l'action est orientée vers le développement de la culture sous toutes ses formes. Voies culturelles des faubourgs contribue à la définition et à la reconnaissance de la culture dans sa richesse et sa multiplicité.

Au fil des ans, l'organisme s'est impliqué dans des actions politiques, dans de nombreuses activités de concertation, comme l'implantation de la Grande Bibliothèque dans le quartier, les Journées de la culture, la reconnaissance de Sainte-Marie et Saint-Jacques sous le nom Les faubourgs, le Pôle de création culturel, l'affichage des lieux culturels sur le mobilier urbain, la tenue de journées de réflexion sur le développement de la culture sur son territoire, trois éditions de l'exposition Une vitrine sur les faubourgs. Voies culturelles a également organisé le Sommet arts et culture autour des faubourgs, six éditions de La Nuit aux flambeaux sur les faubourgs lors de la Nuit blanche du Festival Montréal en lumières. L'organisme a également contribué à la concrétisation des projets : les Réverbères bleus et le Village Éphémère dont ce dernier, même si éphémère, revient maintenant chaque année et connaît un immense succès auprès de la population.

Information sur le projet

Titre du projet : Demande au fonctionnement pour la réalisation du plan d'action 2021-2022

Date(s) de réalisation : Juin 2021 à juillet 2022

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : Arrondissement Ville-Marie à l'est du quartier des spectacles

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [x] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [x] théâtre
- [x] arts multidisciplinaires
- [x] musique
- [x] danse
- [x] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 95 044 $ $

Montant du soutien financier demandé : 35 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes (maximum 200 mots)

Le soutien accordé via ce programme permettra à Voies culturelles de consolider sa structure organisationnelle et de mettre en œuvre son plan d'action 2021-2022, notamment en conservant les ressources (humaines et matérielles) nécessaires à la réalisation de projets structurants pour le développement de la culture dans l'arrondissement Ville-Marie, à l'est du quartier des spectacles. Nous avons élaboré un plan de travail qui tient compte de la réalité des faubourgs et de ses enjeux et qui demeure en phase avec nos trois axes d'interventions; soit concerter, représenter et promouvoir le milieu culturel des Faubourgs.

Tous les détails de ce plan de travail figurent sur les deux documents fournis en annexe.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe [X]

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe [✓]

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes (maximum 200 mots)

En 2018, nous avons élaboré un plan de communication triennal qui permettra une mise en application de nos grands axes. Nous avons notamment perfectionné nos outils en ligne, grâce à une refonte du site web et de l'infolettre notamment, et à consolider notre activité sur les réseaux sociaux. La vision qu'adopte notre plan de communications et marketing (P.J.) contribuera à faire connaître la mission et le rôle de Voies culturelles, en plus d'augmenter l'adhésion et l'implication des membres ainsi que de la population.

Le plan mise non seulement sur les canaux numériques, mais également sur une approche humaine et des rencontres personnalisés des membres actuel.le.s, potentiel.le.s et de la population. Nous privilégierons une perspective et des actions rassembleuses et positives qui permettent aux gens de se réapproprier les faubourgs et d'y accoler une valeur identitaire forte. Quelques actions qui font partie du plan de communications sont la mise en place d'un bulletin mensuel des membres, l'organisation de rencontres avec les artistes à proximité pour mieux connaître leurs besoins et le maintien de la veille des événements des membres sur nos réseaux sociaux.

Le soutien de l'arrondissement sera souligné par la présence de leur logo sur notre site web, notre infolettre et sur tous les outils promotionnels liés à nos projets spéciaux (affiches, bannières, programmes, cartons d'invitations).

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☐ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☐ Le plan de visibilité de l'Arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'Arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Je soussigné Claudine Khelil (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent Programme de soutien financier aux initaitives culturelles, certifie que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Claudine Khelil

Nom et fonction du représentant autorisé : Claudine Khelil Coordonnatrice générale

Date : 7 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Le budget doit être équilibré. Veuillez indiquer les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci en ventilant l'utilisation du financement demandé.
Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et « DÉPENSES PRÉVUES» devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement.
Les colonnes « REVENUS RÉELS » et « DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Voies culturelles des faubourgs

Nom du projet : Subvention au fonctionnement

Date de réalisation : juillet 2021 à juin 2022 (VOIR BUDGET EN ANNEXE, CAR PLUSIEURS CASES NE FONCTIONNENT PAS DANS CE MODÈLE)

REVENUS	REVENUS PRÉVUS (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)		REVENUS RÉELS (à remplir lors de la remise du bilan final)	
	REVENUS PRÉVUS	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	REVENUS RÉELS	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
SUBVENTIONS				
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement – Progr. de soutien financier aux initiatives culturelles				
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS				
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités				
Commandites				
Commandites en biens et services				
Dons (précisez)				
Campagne de financement				
Contribution de l'organisme demandeur				
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES				
TOTAL DES REVENUS				

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)		DÉPENSES RÉELLES (à remplir lors de la remise du bilan final)	
	DÉPENSES PRÉVUES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES RÉELLES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION				
Salaires et avantages sociaux				
Honoraires professionnels				
Main-d'œuvre technique				
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas,...)				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION				
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés				
Placement média (journaux, internet, télé…)				
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo				
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)				
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ				
ADMINISTRATION				
Coordination du projet				
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi				
Frais de déplacement et de représentation				
Locations de bureaux				
Autre (précisez)				
TOTAL ADMINISTRATION				
TOTAL DES DÉPENSES				
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES				

Prévisions budgétaires - Voies culturelles des faubourgs
Année 2021-2022

	A	B	C	D
1				
2	**Description**	**Budget réel 2020-2021**	**Prévisions 2021-2022**	**ARRONDISSE**
3	**PRODUIT**			
4	**Produit autofinancement**			
5	Cotisation des membres	2,765 $	3,000 $	
6	***Total des revenus d'autofinancement***	***2,765 $***	***3,000 $***	***- $***
7	Partenariat avec les Caisses Desjardins		2,500 $	
8	Partenariat Nuit aux flambeaux		6,500 $	
9	Partenariat - Événement ext. Virée		5,000 $	
10	Partenaires Chorale (CDC)		7,000 $	
11	Commandites		5,000 $	
12	Commandites de services	2,448 $		
13	Annonce au programme		2,000 $	
14	Vente de produits (Bar et nourriture)		1,000 $	
15	Revenus d'intérêt	358 $		
16	Couverture d'assurance			
17	Contribution diverses	46 $		
18	***Total des autres revenus***	***2,852 $***	***29,000 $***	***- $***
19	**Total autofinancement**	**5,617 $**	**32,000 $**	**- $**
20	**Produit subventions**			
21	Élus fédéraux	500 $		
22	Ville de Montréal_Programme Action culturelle			
23	Ville de Montréal_Aide aux OBNL locataires (Ville)	217 $	220 $	
24	Arrondissement Ville-Marie_Subvention de fonctionnement	35,000 $	35,000 $	35 000 $
25	Arrondissement Ville-Marie_Développment économique		21,000 $	
26	Arrondissement Ville-Marie_Volet II_Projet structurant	10,000 $	18,000 $	
27	Arrondissement Ville-Marie_ Volet 1_ Initiatives culturelles		5,000 $	
28	Aide spéciale - Arrondissement - Ile sans fil - **étude**	2,500 $		
29	Aide des élus municipaux			
30	Conseil des arts de Montréal	35,000 $	35,000 $	
31	Subvention salariale			
32	Programme action communautaire	2,000 $	2,000 $	
33	Programme Action chômage - Ministère du travail	1,000 $		
34	***Total - subventions***	***86,217 $***	***116,220 $***	***- $***
35				
36	**TOTAL PRODUIT**	**91,834 $**	**148,220 $**	**- $**

Prévisions budgétaires - Voies culturelles des faubourgs
Année 2021-2022

	A	B	C	D
2	**Description**	**Budget réel 2020-2021**	**Prévisions 2021-2022**	**ARRONDISSE**
37				
38	**Dépenses**			
39	Direction générale		41,039 $	30 000
40	Coordination générale	39,221 $	1,590 $	
41	Assistance à la direction et respon. des communications		25,758 $	
42	Rédaction - Correction	100 $	500 $	
43	Vérification comptable	1,350 $	1,400 $	
44	Cachets et ternue de livres	1,350 $	1,400 $	
45	Responsable du réseau informatique	75 $	700 $	
46	Avantages sociaux	3,838 $	6,637 $	
47	***Total des charges salariales***	***45,933 $***	***79,024 $***	***30 000$***
48				
49	**Frais généraux d'activités et d'administration**			
50	Loyer	3,403 $	3,418 $	3000$
51	Téléphone	305 $	394 $	300 $
52	Connexion Internet	544 $	652 $	
53	Hébergement de la base de données et site internet	552 $	503 $	
54	Support informatique - Vidéoconférence	246 $	530 $	
55	Abonnements journaux	194 $	200 $	
56	Fournitures de bureau	183 $	974 $	1500$
57	Entretien des équipements informatiques	559 $	76 $	
58	Matériel Conciergerie		81 $	
59	Conception et entretien de la base de données			
60	Photocopies	24 $	150 $	
61	Courrier & frais postaux	43 $	125 $	
62	Frais de transport	54 $	38 $	
63	Frais de réunion du CA et AGA		430 $	
64	Activité du personnel	197 $	168 $	
65	Frais de représentation			
66	Vie associative		170 $	
67	Inscription congrès			
68	Assurance	425 $	262 $	200$
69	Frais de gestion CSST et inscription au registre	36 $	169 $	
70	Intérêt & frais bancaires	503 $	540 $	
71	Autres frais d'intérêt et pénalités	12 $	2 $	
72	Amortissement		289 $	
73	Mauvaises créances - Déménagement			
74	Taxes de ventes non récupérables			
75	Imprévus (Permis de travail et autres)		1,500 $	
76	***Total des dépenses administratives***	***7,279 $***	***10,670 $***	***5,000 $***
77	**Promotion**			
78	Relations de presse			
79	Graphisme			
80	Webmestre - Rédaction - Correction		2,000 $	
81	Abonnement Internet	15 $	100 $	
82	Réaménagement du site internet	193 $	2,500 $	
83	Impression		500 $	
84	Distribution et affichage			

Prévisions budgétaires - Voies culturelles des faubourgs
Année 2021-2022

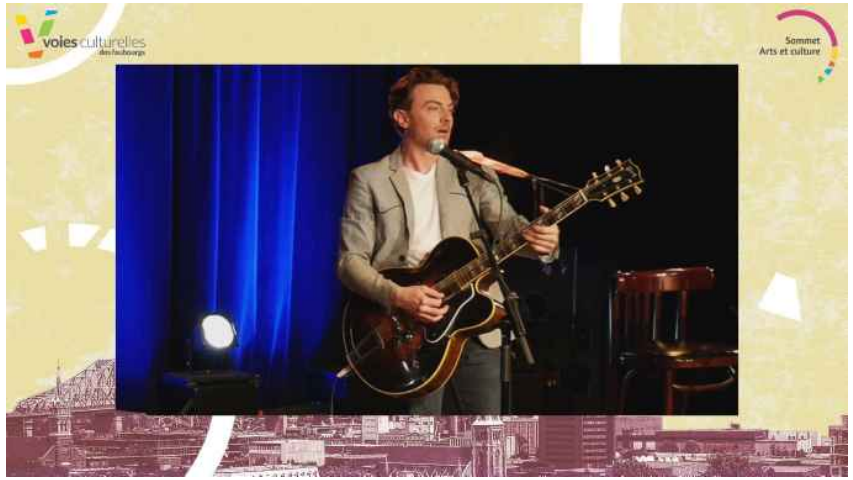
	A	B	C	D
2	**Description**	**Budget réel 2020-2021**	**Prévisions 2021-2022**	**ARRONDISSE**
85	Publicité & promotions			
86	Fêtes et réceptions		150 $	
87	Produits destinés à la vente			
88	Livraison		100 $	
89	***Total des dépenses de promotion***	*207 $*	*5,350 $*	
90				

Prévisions budgétaires - Voies culturelles des faubourgs
Année 2021-2022

	A	B	C	D
2	**Description**	**Budget réel 2020-2021**	**Prévisions 2021-2022**	**ARRONDISSE**
91	***Dépenses des activités***			
92	Graphisme			
93	Techniciens, manoeuvres et autres			
94	Régisseurs			
95	Étude sur les retombées MITACS	380 $		
96	Fête pour les 20 ans		17,000 $	
97	Virée des ateliers		24,600 $	
98	Sommet sur les arts et la culture	20,508 $		
99	Nuit aux flambeaux sur les faubourgs		7,300 $	- $
100	Projet Chorale		6,050 $	- $
101	Vitrine sur les faubourgs	66 $	2,500 $	
102	Imprévus		726 $	
103	***Total - Frais d'activités***	***20,954 $***	***58,176 $***	***- $***
104				
105	**TOTAL CHARGE**	**74,374 $**	**153,220 $**	
106	Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	**17,460 $**	**(5,000) $**	- $
107	Affectation et redressé (an 2019) Sommet-Équip. Infor.		5,000 $	
108	Fonds d'immobilisation	(469) $		
109	**BÉNÉFICE NET**	16,991 $	0 $	**- $**
110	**Surplus (déficit) antécédent**	1,826 $	18,817 $	
111	**Surplus (déficit) accumulée**	**18,817 $**	**18,818 $**	**- $**

PLAN D'ACTION 2021-2022
VOIES CULTURELLES DES FAUBOURGS







Fidèle à son mandat, tel que formulé en 2001, Voies culturelles des faubourgs vise, à travers l'ensemble de ses activités, à rassembler les intervenant.e.s culturel.lle.s et les organismes communautaires du quartier des faubourgs ayant un volet culturel important. Son rôle est de développer l'intérêt de la population pour la culture par l'organisation d'événements culturels fédérateurs, de faciliter le partenariat et de soutenir la concertation. Ce profil multiforme répond à un besoin de revitalisation du quartier des faubourgs au moyen des arts et de la culture.

Nos actions sont menées selon trois axes principaux :

1. Concerter et représenter le milieu culturel.
2. Promouvoir le milieu culturel.
3. Coordonner des évènements fédérateurs d'énergies créatrices qui sensibilisent le citoyen à la culture.

CONTEXTE

Depuis de nombreuses années, notre quartier est reconnu pour son effervescence culturelle, puisqu’on y retrouve de nombreux ateliers de création, des salles de spectacle, des lieux d’exposition, des sites patrimoniaux remarquables ainsi que beaucoup d'organismes culturels et d'artistes. Aujourd'hui, le secteur des faubourgs est particulièrement scruté pour ses multiples projets d'urbanisme: développement des grands terrains aux abords du pont Jacques-Cartier (Brasserie Molson, Maison de Radio-Canada, implantation du REM...) Cet automne, l'arrondissement de Ville-Marie a aussi lancé une consultation pour en faire un quartier culturel reconnu et structuré avec la rue Ontario Est comme axe central. Face à cette actualité, Voies culturelles des faubourgs souhaite mobiliser ceux qui ont à cœur le caractère hautement culturel du quartier pour affirmer ensemble la place primordiale de la culture dans son développement global et dans sa revitalisation.

VISION

Au cours des derniers mois, Voies culturelles a consolidé son travail de concertation, sa présence dans le quartier et ses réseaux. C'est dans cette foulée que nous avons organisé un Sommet culturel dans le quartier en avril 2021. À l'aube de fêter son 20e anniversaire, Voies culturelles entend dans les prochains mois agir afin de s'assurer que la culture soit un moteur incontournable du développement local, jouer un rôle important dans la gouvernance du quartier culturel qui s'implante dans l'axe Ontario est, assurer les suivis du Sommet, et continuer à être un représentant fédérateur d’une culture inclusive et représentative de la diversité, dans le quartier des faubourgs.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU PLAN D'ACTION

1- Renforcer et pérenniser la structure de l'organisme.

2- Poursuivre et développer nos activités culturelles fédératrices

3- Positionner l'organisme dans la mise en œuvre du plan du quartier culturel.

4- Assurer le suivi et les retombées du Sommet 2021.

5- Amplifier notre visibilité et notre rayonnement.

		2021	2022
RENFORCER ET PÉRENNISER LA STRUCTURE DE L'ORGANISME 1.	**1.1 Augmenter nos sources de financement**		
	❖ Maintenir et diversifier nos partenariats financiers et/ou de visibilité (les SDC, Montréal en lumière, Caisse Desjardins du Quartier latin, élu.e.s locaux).	◉	◉
	❖ Travailler au développement de diverses ententes territoriales susceptibles d'accroître le financement au fonctionnement.		◉
	❖ Développer un argumentaire qui démontre notre rôle essentiel dans l'écosystème culturel montréalais et approcher les bailleurs de fonds, tels que le ministère de la culture et des communications, CALQ, CAC pour les convaincre de nous ouvrir un programme.		◉
	1.2 Consolider nos effectifs		
	❖ Bâtir une équipe solide et compétente avec des conditions attractives.	◉	
	❖ Favoriser la formation continue pour diversifier les compétences du personnel.	◉	◉

		2021	2022
RENFORCER ET PÉRENNISER LA STRUCTURE DE L'ORGANISME 1.	**1.3 Accroître les adhésions des membres afin de rassembler un nombre toujours croissant d'acteurs culturels autour d'une vision de développement partagée avec les autres acteurs du milieu.**		
	❖ Effectuer une veille des nouveaux organismes s'installant dans le quartier.	◉	◉
	❖ Offrir une communication gratuite sur FB à ces nouveaux organismes (en les identifiant) pour les inciter à devenir membre.	◉	◉
	❖ Proposer un carnet de services.		◉
	❖ Développer de nouveaux incitatifs pour devenir membre et les communiquer efficacement		◉
	❖ Impliquer les membres du C.A dans le recrutement de nouveaux membres.	◉	
	❖ Créer des liens avec les artistes du quartier.	◉	

		2021	2022
POURSUIVRE ET DÉVELOPPER NOS ACTIVITÉS CULTURELLES FÉDÉRATRICES 2.	**2.1 Soutenir la présence et l'implication des artistes et organismes culturels dans le quartier et offrir un soutien aux projets culturels développés localement en lien avec la communauté.**		
	❖ Organiser la 7e édition de La Nuit aux flambeaux sur les Faubourgs.		◉
	❖ Piloter un événement d'animation culturelle lié à la mise en œuvre du plan du quartier culturel.		◉
	❖ Relancer le projet du Grand Chœur du Centre-Sud.	◉	
	❖ Accroître nos événements de réseautage en faisant appel aux artistes.		◉
	❖ Réaliser un événement mobilisateur pour le 20e anniversaire de Voies culturelles des faubourgs.	◉	
	❖ Renforcer nos liens avec les structures commerciales.	◉	◉
	❖ Faire appel aux artistes et organismes culturels locaux pour développer des projets dans le quartier des Faubourgs.	◉	

		2021	2022
POSITIONNER NOTRE ORGANISME DANS LE PLAN CULTUREL DES FAUBOURGS 3.	**3.1 Participer à la mise en place du plan de développement culturel de l'arrondissement et de la Ville**		
	❖ Assurer notre rôle dans la gouvernance du quartier culturel.	◉	
	❖ Établir les paramètres et les modalités de nos collaborations avec l'arrondissement et les autres partenaires du quartier (budget, échéancier, type d'activités, etc.).	◉	
	❖ Maintenir notre présence sur les divers comités sectoriels sur l'avenir du quartier.	◉	◉
	❖ Proposer des événements qui pourraient s'inscrire dans ce plan de développement.		◉

		2021	2022
ASSURER LE SUIVI ET LES RETOMBÉES DU SOMMET 4.	**4.1 Affirmer la place prépondérante de la culture dans le plan de développement des faubourgs**		
	❖ Assurer une veille des enjeux et des décisions ayant un impact sur le développement culturel des faubourgs.	◉	◉
	❖ Former un comité de suivi du Sommet.	◉	
	❖ Faire appel au C.A pour proposer et possiblement recruter des gens pertinents pour ce comité.	◉	
	❖ Obtenir un budget au projet pour former et animer ce comité.		◉
	❖ Faire reconnaître et défendre les besoins du milieu artistique et culturel, notamment suite à la crise de la COVID-19 qui aura des impacts majeurs à long terme sur ces organismes.	◉	◉
	❖ Soutenir les actions dans le but de protéger, préserver et requalifier le patrimoine bâti du quartier.	◉	◉
	❖ Maintenir une vigilance quant au dossier de sauvegarde et d'accessibilité des lieux de création et de diffusion.	◉	◉

		2021	2022
AMPLIFIER NOTRE VISIBILITÉ ET NOTRE RAYONNEMENT	**5.1 Élaborer un nouveau plan de communication 2021-2024**		
	❖ Embaucher une personne responsable des communications.	◉	
	❖ Augmenter notre présence sur les réseaux sociaux.	◉	
	❖ Initier une campagne promotionnelle pour le quartier.		◉
	❖ Maintenir nos nombreuses participations sur les comités de concertation et augmenter notre présence physique dans les divers événements culturels.	◉	◉
	❖ Mettre à niveau nos outils numériques et maximiser leur utilisation.	◉	
	❖ Poursuivre la publication d'infolettres.	◉	◉
	❖ Relancer la rédaction de portraits mettant en valeur des artisans de la culture du quartier.	◉	◉
5.			

Ville-Marie
Montréal

FONDS DE SOUTIEN AUX ORGANISMES CULTURELS ŒUVRANT DANS VILLE-MARIE (FSOC)
FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Fondation Héritage Montréal

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 15 octobre 1975

Adresse du siège social 100, rue Sherbrooke Est Code postal : H2X 1C3

Téléphone : 514-286-2662 Numéro d'entreprise du Québec : 1143781012

Site Internet : www.heritagemontreal.org

Nom du mandataire désigné : Robert Turgeon Titre : Directeur général

Téléphone (bureau) : 514-286-2662, poste 25 Cellulaire : 514-912-6018

Adresse courriel : rturgeon@heritagemontreal.org

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Présentation d'Héritage Montréal

Fondé en 1975, Héritage Montréal oeuvre à protéger et à promouvoir le patrimoine architectural, historique, naturel et culturel de la grande région métropolitaine de Montréal.

Agissant au coeur d'un vaste réseau de partenaires, Héritage Montréal, un organisme privé à but non lucratif, agit par l'éducation, la représentation et la concertation pour faire connaître, mettre en valeur et enrichir l'identité et les spécificités de la grande région métropolitaine de Montréal, coeur démographique et économique du Québec et foyer du plus considérable ensemble de biens patrimoniaux à l'échelle nationale.

Héritage Montréal est une fondation :
- Engagée auprès des citoyens et des groupes associatifs de la grande région de Montréal;
- Dont les actions et les programmes sont destinés autant au grand public qu'aux décideurs;
- Qui connaît une croissance significative depuis les trois dernières années en termes de nombre de participants et d'abonnés à ses publications

(Voir Annexe 1 Présentation de l'organisme pour la suite)

Information sur le projet

Titre du projet : Montréal en 6 temps – Une série de balados sur la richesse de l'architecture montréalaise

Date(s) de réalisation : _____

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : _____

Lieu(x) de réalisation : Montréal

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☑ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 50 000 $

Montant du soutien financier demandé : 15 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes (maximum 200 mots)

Héritage Montréal organise depuis plus de 40 ans des activités pour faire découvrir leur patrimoine aux Montréalais. Avec les visites guidées Au coeur de la métropole et ArchitecTours les participants découvrent l'histoire et l'architecture du centre-ville et des différents quartiers de Montréal. Avec le contexte de la pandémie, Héritage Montréal a adopté un virage numérique et développé divers contenus : visites virtuelles, articles de blogue, exploitation des réseaux sociaux. Tous ces outils de médiation et de découverte du patrimoine ont pour objectif premier de faire découvrir le patrimoine de la métropole aux citoyens montréalais. Pour bonifier notre offre numérique, nous souhaitons développer en 2021-2022, une première série de balados sur la beauté et la richesse architecturale et patrimoniale du centre-ville de Montréal.

Montréal en six temps raconte l'histoire de l'architecture montréalaise en six chapitres, du 17e siècle à nos jours. Chaque épisode porte sur un secteur différent du centre-ville de Montréal, chacun représentant une époque différente. De la ville façonnée par les Sulpiciens jusqu'au centre-ville réinventé du 21e siècle, en passant par la ville marchande ou l'industrialisation au 19e siècle, les six épisodes de la série évoquent une strate de l'histoire de l'architecture du centre-ville de Montréal.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes (maximum 200 mots)

Le plan de communication et de promotion de la balado débutera en mars 2022 pour se terminer en septembre 2022. D'abord, nous créerons une identité visuelle propre à la série de balados et nous préparerons le matériel de promotion. Ensuite, à partir du mois de mai 2022, de un à deux épisodes seront lancés par mois et accompagnés d'un plan de diffusion. Nous souhaitons dans un premier temps rejoindre les citoyens de Ville-Marie qui côtoient quotidiennement les sites qui seront discutés dans la balado. Les commerçants de l'arrondissement Ville-Marie seront également un public visé par nos communications, notamment via des partenariats de diffusion avec Montréal Centre-ville. La promotion sera ensuite élargie au public d'Héritage Montréal, principalement des résidants de l'île de Montréal et des alentours. Finalement, avec la collaboration de Tourisme Montréal, les touristes de passage dans la métropole pourront également connaître la balado.

Parmi les outils de diffusion, nous planifierons divers envois courriels, notamment à une liste d'organismes communautaires et cultures oeuvrant dans Ville-Marie tout comme aux abonnés de notre infolettre. Nous utiliserons également les réseaux sociaux pour partager les balados et planifierons différents achats médias sur ces plateformes pour rejoindre davantage d'utilisateurs.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'Arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

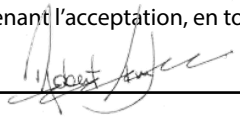
En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'Arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Je soussigné Robert Turgeon (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent Programme de soutien financier aux initaitives culturelles, certifie que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : 

Nom et fonction du représentant autorisé : Robert Turgeon Directeur général

Date : 28 juin 2021

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Le budget doit être équilibré. Veuillez indiquer les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci en ventilant l'utilisation du financement demandé.
Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et « DÉPENSES PRÉVUES» devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement.
Les colonnes « REVENUS RÉELS » et « DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Fondation Héritage Montréal

Nom du projet : Montréal en 6 temps – Une série de balados sur la richesse de l'architecture montréalaise

Date de réalisation : _____

REVENUS	REVENUS PRÉVUS (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)		REVENUS RÉELS (à remplir lors de la remise du bilan final)	
	REVENUS PRÉVUS	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	REVENUS RÉELS	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
SUBVENTIONS				
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Tourisme Montréal (prog	19500			
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement – Progr. de soutien financier aux initiatives culturelles	15000	15000		
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS	34500	15000		
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités				
Commandites				
Commandites en biens et services				
Dons (précisez)				
Campagne de financement				
Contribution de l'organisme demandeur	5000			
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)	10 500			
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	15500			
TOTAL DES REVENUS	50000	15 000		

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)		DÉPENSES RÉELLES (à remplir lors de la remise du bilan final)	
	DÉPENSES PRÉVUES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES RÉELLES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION				
Salaires et avantages sociaux	4000	2000		
Honoraires professionnels	5000			
Main-d'œuvre technique	32 500	8800		
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas,...)				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	41500	10800		
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés				
Placement média (journaux, internet, télé…)	4500	2000		
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo	500			
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)	2000	1500		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	7000	3500		
ADMINISTRATION				
Coordination du projet	1400	600		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi				
Frais de déplacement et de représentation	100	100		
Locations de bureaux				
Autre (précisez)				
TOTAL ADMINISTRATION	1500	700		
TOTAL DES DÉPENSES	50000	15000		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0	0		

HÉRITAGE MONTRÉAL

ANNEXE 2
Description détaillée

Nature du projet
Héritage Montréal organise depuis plus de 30 ans des activités pour faire découvrir le patrimoine d'abord et avant tout pour les Montréalais. Avec nos principaux programmes de visites guidées *Au cœur de la métropole* et les *ArchitecTours*, les participants découvrent l'histoire et l'architecture du centre-ville tout comme de différents quartiers de Montréal. Avec le contexte de la pandémie, Héritage Montréal a adopté un virage numérique et développé divers contenus : visites virtuelles, articles de blogue et nous avons davantage exploité les réseaux sociaux comme outil de médiation et de découverte du patrimoine.

Pour compléter notre offre numérique et bonifier notre programmation, nous souhaitons produire en 2021-2022, une première série de balados sur la beauté et la richesse architecturale et patrimoniale du centre-ville de Montréal.

Objectifs généraux et spécifiques
- Célébrer la richesse architecturale et patrimoniale du centre-ville de Montréal et contribuer à la revalorisation et la relance du centre-ville,
- Sensibiliser les résidants et commerçants de l'arrondissement Ville-Marie au patrimoine qui les entoure au quotidien,
- Diversifier nos outils de promotion et de sensibilisation au patrimoine,
- Exploiter un format qui prend de plus en plus de place dans les habitudes culturelles/médiatiques des Québécois,
- Offrir une plus grande audience aux contenus créés par Héritage Montréal.

Composantes et programmation
Montréal en 6 temps – Une série de balados sur la richesse de l'architecture montréalaise

Montréal en 6 temps raconte l'histoire de l'architecture montréalaise en six chapitres, du 17e siècle à nos jours. Chaque épisode porte sur un secteur différent du centre-ville de Montréal, chacun représentant une époque différente. De la ville façonnée par les Sulpiciens jusqu'au centre-ville réinventé du 21e siècle, en passant par la ville marchande ou l'industrialisation au 19e siècle, les six épisodes de la série évoquent une strate de l'histoire de l'architecture du centre-ville de Montréal.

- Épisode 1 : Ville des Sulpiciens
    - Les origines de la ville avec l'implantation d'un langage architectural issu de la tradition française et la prédominance de la pierre grise qui a donné une signature visuelle singulière aux bâtiments du Vieux-Montréal.

- Épisode 2 : Ville marchande
    - La période préindustrielle à Montréal avec une population croissante, une instabilité politique et une ville réaménagée et marquée par une architecture plus britannique.

- Épisode 3 : Ville industrielle
    - Le début de l'industrie et la relation avec le canal Lachine (1825) et avec le havre de Montréal (1830). La réintégration de l'habitation et l'unification des quartiers par la densification.

- Épisode 4 : Métropole du Canada
    - Avec l'arrivée du train, le quartier New Town devient le nouveau centre-ville avec la rue Sainte-Catherine comme artère commerciale qui devient le cœur des activités culturelles, hôtelières et des grands magasins.

- Épisode 5 : Ville moderne
    - La ville moderne que nous connaissons aujourd'hui et le modernisme en architecture prend sa place à Montréal dans les années 1960.

- Épisode 6 : Centre-ville réinventé
    - La création d'un nouveau quartier au centre-ville intégrant des espaces publics. Un regard sur l'architecture contemporaine et le design des nouveaux bâtiments tout comme sur la réutilisation des bâtiments existants.

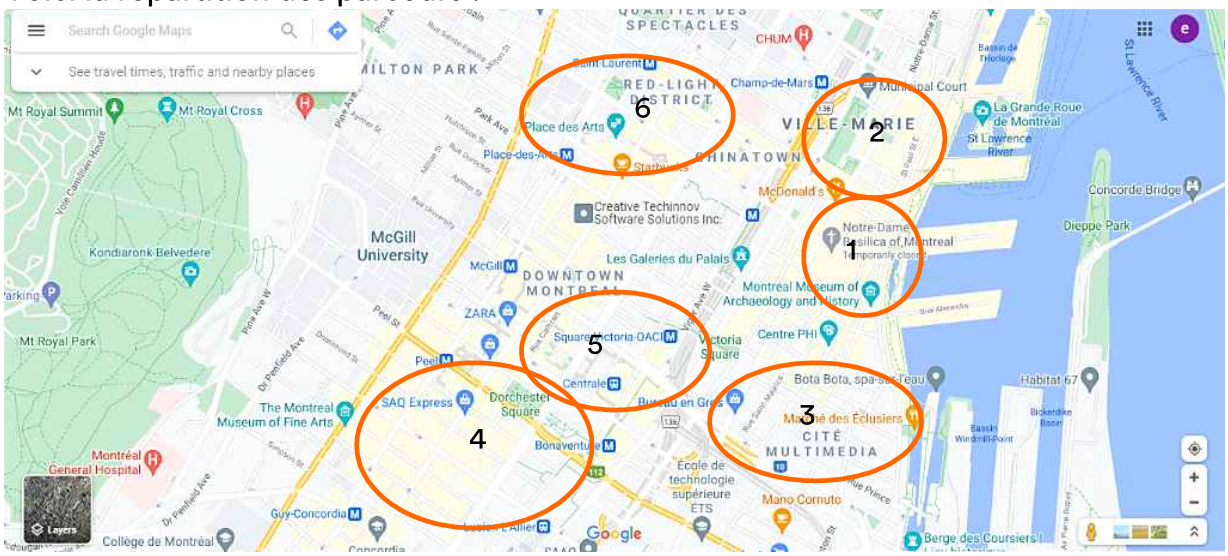
Parler d'architecture pour écouter les bâtiments
Chaque épisode de 20 minutes est une conversation entre deux personnes qui se promènent dans le quartier et parlent des bâtiments et des lieux publics. Ils racontent une histoire — racontent l'histoire — d'un quartier par le biais de l'architecture et du patrimoine bâti. Ils évoquent la hauteur des bâtiments, leur matérialité, leur impact sur le mode de vie des résidents et des travailleurs, le tout dans une ambiance sonore typique, le bruit du métro, les cloches de la basilique, l'animation des rues à l'heure du lunch.

Il ne s'agit pas d'un audioguide qui demande à l'auditeur de suivre une séquence prédéterminée de lieux. Il invite plutôt les auditeurs à redécouvrir la richesse de leur quartier, à les repenser comme des cadres de vie et de travail. La série adoptera une attitude contemporaine envers le patrimoine bâti, une attitude qui reconnaît à la fois les valeurs individuelles et collectives d'un site.

Nous ferons appel à différents invités pour chacun des épisodes qui pourront partager leurs connaissances sur le centre-ville en faisant découvrir des aspects inédits. Nous souhaitons que les invités proviennent de différents milieux, disciplines, origines et générations pour montrer un portrait diversifié de la métropole.

Lieux et les dates où il sera réalisé
L'ensemble des balados sera réalisé sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.

Voici la répartition des parcours :



Étapes et le calendrier de réalisation
La période de recherche pourrait débuter à l'automne 2021 et l'enregistrement à l'hiver 2022. Nous pourrions ainsi prévoir lancer la diffusion du projet au printemps 2022.

Voici un échéancier préliminaire pour la réalisation du projet. Il est appelé à être modifié en fonction de la confirmation du montage financier et des disponibilités des compagnies de production.

Recherche et préparation des contenus Héritage Montréal	Septembre à novembre 2021
Planification des épisodes (animation, invités et scénarios finaux)	Novembre 2021 à janvier 2022
Traduction des contenus pour les capsules en anglais	Décembre 2021 et janvier 2022
Production (enregistrement)	Février et mars 2022
Postproduction (montage et arrangements sonores)	Mars 2022
Diffusion et promotion	À partir d'avril 2022

Formes de partenariat développées, etc.
Nous souhaitons aussi mettre sur pied différents partenariats pour contribuer à la diffusion du balado et la faire connaître au plus grand nombre. Nous avons obtenu l'appui de Montréal Centre-Ville qui a accepté également de participer à la diffusion du balado. Ces partenariats nous permettront de rejoindre les commerçants dans les secteurs couverts par les épisodes.

ANNEXE 4
Sources de financement

Sources de financement confirmées
Tourisme Montréal a confirmé une contribution de 19 500 $ par le biais de l'*Entente de développement numérique des entreprises touristiques de Montréal- EDNET*.

Héritage Montréal contribuera financièrement au projet en investissant une somme de 5 000 $.

Sources de financement en attente de confirmation
En plus de l'actuelle demande de soutien auprès de l'arrondissement Ville-Marie, une demande de financement supplémentaire est prévue.

Nous enverrons une demande au programme PAF! (Programme d'aide financière aux organismes et initiatives du secteur) de Montréal Centre-Ville pour compléter le financement (10 500 $).

Nous sommes en attente d'une réponse à notre demande de soutien faite à la SDC du Vieux-Montréal pour une contribution en services pour la diffusion ou à un partenariat financier.

HÉRITAGE MONTRÉAL

ANNEXE 3
Stratégie de communication et plan de visibilité

Objectifs

1. Développer la notoriété du balado
2. Atteindre un minimum de 200 écoutes par épisode
3. Faire découvrir les secteurs discutés aux résidants et travailleurs qui fréquentent les lieux quotidiennement.
4. Sensibiliser les auditeurs au patrimoine et à sa défense (une des missions d'Héritage Montréal)
5. Sensibiliser les auditeurs à l'évolution du centre-ville et à ses enjeux à travers le temps

Profil des clientèles visées

- Résidants et commerçants de l'arrondissement Ville-Marie
- Public d'Héritage Montréal : Personnes entre 25 et 70 ans, habitants de la CMM
- Habitants de la région métropolitaine ayant entre 30 et 70 ans
    - Intéressés par l'architecture, l'histoire, le patrimoine, l'urbanisme, Montréal, ou
    - Consommant déjà des balados

Outils de promotion et de communication

Le balado fera l'objet d'une création d'identité visuelle et d'une campagne de communication de pré-lancement (teaser) et de lancement. Cette campagne reprendra divers extraits sonores et des citations issus des épisodes. Le matériel développé sera utilisé dans les supports de communication d'Héritage Montréal, en achat média et partagé par nos partenaires et relais.

Diffusion par Héritage Montréal

- Diffusion des épisodes sur plusieurs plateformes de balados (itunes, spotify, soundcloud, à définir.)
- Les différents organismes communautaires et culturels du quartier seront contactés avant le lancement afin de les inciter à collaborer à la diffusion auprès de leurs membres et utilisateurs

- L'emailing est un de nos outils qui fonctionne le mieux, avec un taux d'ouverture de 49% en moyenne et un taux de clics de 15% environ.
    - Envoi d'un courriel de lancement aux abonnés de notre infolettre (+ de 5000 contacts).
    - Relais de tous les épisodes dans l'infolettre mensuelle d'Héritage Montréal (+ de 5 000 abonnés).
    - Envoi d'un courriel de lancement à une liste d'organismes communautaires de l'arrondissement Ville-Marie
- La création de contenu est au cœur des stratégies de communication d'Héritage Montréal depuis 2020.
    - Nous utiliserons les réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram, Linkedin pour communiquer aux 16 000 personnes environ qui nous suivent.
    - Nous publierons un article de blogue pour présenter le balado.
- L'achat média nous permettra de rejoindre une clientèle plus large que notre public habituel à travers :
    - Facebook, Youtube et Instagram
        - Dont des ad groups ciblés par codes postaux aux résidants de Ville-Marie
    - La plateforme d'écoute Spotify
    - L'infolettre et/ou page d'accueil du site de Nouveau Projet (adéquation des cibles)

Partenariats

Les partenaires seront essentiels pour diffuser le balado en dehors des cercles d'Héritage Montréal. Nous comptons sur le partage :

- des partenaires établis dans Ville-Marie nous permettront de rejoindre les citoyens et commerçants parmi ceux-ci des partenariats sont confirmés avec Montréal Centre-ville. Nous comptons également sur nos partenaires financiers ayant pignon sur rue pour contribuer à la diffusion du balado.
- des invités des épisodes sur leurs propres réseaux
- de nos partenaires (Kollectif, Tourisme Montréal, Continuité, autres à voir)
- de l'Arrondissement Ville-Marie
    - Partage de chaque épisode sur les médias sociaux
    - Une publication dans un bulletin trimestriel
    - Une publication dans une infolettre mensuelle

Plan de visibilité offert à l'arrondissement Ville-Marie

- Énoncé du partenariat et remerciements en ouverture et conclusion de tous les épisodes
- Logo sur les supports numériques : page du site web + article de blogue publié par Héritage Montréal
- Mention et logo dans le rapport annuel d'Héritage Montréal en 2022
- Mention dans les publications faites sur les réseaux sociaux

Calendrier et budget

Budget prévisionnel total : 7 000 $

	Mars et avril 2022	Mai 2022 (épisodes 1 et 2)	Juin 2022 (épisode 3)	Juillet 2022 (épisodes 4 et 5)	Août 2022 (épisode 6)	Septembre 2022 (tous)
Identité visuelle et matériel de promotion	2 000 $					
Accroche	500 $					
Achat média		**1500 $**	**800 $**	**800 $**	**800 $**	**600 $**

Montréal, le 20 juin 2021

Robert Turgeon
Directeur général
Héritage Montréal
100, rue Sherbooke Est
Montréal (Qc)
H2W 1C3

OBJET : Appui au projet *Montréal en 6 temps – Une série de balados sur la richesse de l'architecture montréalaise*

À qui de droit

C'est avec conviction que Montréal centre-ville appui le projet de balados *Montréal en 6 temps* proposé par le Héritage Montréal et qui vise à faire découvrir différents secteurs du centre-ville par le biais de son architecture et son patrimoine.

Nous considérons que ce projet contribuera à enrichir les connaissances sur le patrimoine du centre-ville et sera une source d'information utile pour la population. Nous sommes aussi d'avis que cette initiative offrira une activité enrichissante et originale pour les Montréalais et les Québécois curieux de redécouvrir le centre-ville de la métropole.

La SDC Montréal centre-ville s'engage d'ailleurs à contribuer à la diffusion et la promotion du balado via ses outils de communications.

Veuillez recevoir mes sincères salutations,

Glenn Castanheira
Directeur général
SDC Montréal centre-ville

N° de dossier : 1218270005

Nature du dossier : Convention de services avec un OSBL

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Voies culturelles des faubourgs	131378
2.	Fondation Héritage Montréal	118716
3.		
4.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		34 400.00 $	8 600.00 $					**43 000.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	15	septembre	2021		12	août	2022

Formulaire complété par : Soraya Miranda

Prénom, nom

Date et heure système : 01 September 2021 10:23:51

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218270005*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Augmentation de la vitalité artistique de l'arrondissement – priorités 15, 19 et 20;
- Amélioration de la santé et du bien-être des citoyens grâce à une offre culturelle diversifiée et accessible à tous – priorités 15, 19 et 20;
- Contribution au développement et à la pérennité des organismes culturels et des artistes Montréalais grâce au soutien financier et accompagnement offerts – priorités 15, 19 et 20;

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **Voies culturelles des faubourgs,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est 2187, rue Larivière, bureau 107, Montréal (Québec) H3B 1A6, agissant et représentée par M. René Binette, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 12 juillet 2021.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 144483195
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur Ville : 131378

ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'organisme sollicite la participation financière de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *« Plan d'action 2021-2022 »;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien financier aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2021;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 « Directrice » : la Directrice de la culture des sports, du loisir et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

2.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

2.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds du soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2021;*

2.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

2.6 « Annexe 4 » : consignes intérimaires pour la tenue d'activités d'animation artistiques et culturelles extérieures dans le contexte du déconfinement montréalais.

ARTICLE 3
OBJET

L'Annexe 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2, 3 et 4 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de trente cinq mille dollars **(35 000 $),** devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *« Plan d'action 2021-2022 »,* conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

4.1.1 un premier versement au montant de vingt huit mille dollars (**28 000 $),** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole d'entente par les deux (2) parties;

4.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.1.3, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de sept mille dollars (**7 000 $)** soit 20 %;

4.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

4.1.4 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

4.3 Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

5.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

5.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

5.3 assumer l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

5.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

5.5 obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

5.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

5.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

5.8 obtenir l'approbation écrite de la Directrice avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

5.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

5.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

5.12 à la demande de la Directrice, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

5.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

5.14 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.15 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par la Directrice après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 6
DURÉE

6.1 La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 6 et 7 de la présente convention, le 31 août 2022.

6.2 Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5, 5.10, 5.13, 5.14, 5.15 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 6.1, la Directrice avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. La Directrice peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 6.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 En cas d'annulation du projet en raison de la COVID-19 ou d'une directive, un décret ou autre de la Direction de la santé publique ou d'une autorité compétente en lien avec la COVID-19 ou pour toute autre cause autre qu'un cas de force majeure, les Parties tenteront de reporter le projet à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville;

8.2 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.3 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.4 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 10
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Voies culturelles des faubourgs
M. René Binette
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H2K 1P5

ARTICLE 11
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1 Entente complète
La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

11.2 Divisibilité
Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

11.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.8 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire

11.9 Statut d'observateur

L'Organisme accorde à la Directrice, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser la Directrice de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance

11.10 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal

11.11 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.12 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.13 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés;

11.14 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. René Binette

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1218270005; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 14 septembre 2021.

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

GUIDE POUR LA RÉALISATION DU BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

☐ Le bilan critique du projet réalisé incluant les éléments suivants :

- La description, le concept, les étapes de réalisation et les phases du projet ainsi que les actions et les activités prévues pour atteindre les objectifs;
- Les objectifs du projet et leur conformité avec les objectifs du programme;
- L'atteinte (ou non) de ces objectifs et la façon dont ils ont été mesurés (indicateurs qualitatifs et quantitatifs);
- Les données réelles du projet après sa réalisation dont : la nature et le nombre d'activités ou des représentations présentées au public ainsi que leur durée, les activités phare, le nombre total d'heures et de jours de programmation, le lieu(x) et date(s) de réalisation du projet, le public cible, le nombre de bénévoles impliqués, etc.;
- Les éléments positifs et à améliorer;
- Le nombre d'artistes et de partenaires impliqués dans le projet ainsi que leurs rôles respectifs;
- La stratégie utilisée pour présenter un événement inclusif, favorisant la cohésion sociale et la diversité des publics;
- La plus value du projet et son impact sur la qualité de vie culturelle des citoyens de l'arrondissement;
- L'énumération des retombées réelles du projet pour l'organisme ou l'artiste et pour les citoyens de Ville-Marie;
- Les actions prises pour tenir un événement écoresponsable;
- Les moyens utilisés pour joindre la population de l'arrondissement;
- Toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet;
- Le nombre de citoyens ciblé initialement, la clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. **Veuillez préciser la proportion de résidents de Ville-Marie;**

☐ Expliquer clairement à quels fins la subvention reçue à été utilisée et produire un bilan financier faisant état de l'utilisation des montants accordés (utiliser le formulaire Budget prévisionnel ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande.

En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

☐ Toute autre information ou document pertinents.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

REVENUS	**REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**REVENUS PRÉVUS (à remplir lors du dépôt de la demande)**				**REVENUS RÉÉLS (à remplir lors de la remise du bilan final)**	
SUBVENTIONS		**REVENUS PRÉVUS**	**MONTANT CONFIRMÉ**	**MONTANT ANTICIPÉ**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Fédéral (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Provincial (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Municipal (précisez les programmes)			☐	☐			
Service de la culture			☐	☐			
Conseil des arts de Montréal			☐	☐			
Arrondissement de Ville-Marie (ce programme) :			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			☐	☐			
TOTAL DES SUBVENTIONS							
REVENUS AUTONOMES							
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou			☐	☐			
Commandites (précisez)			☐	☐			
Commandites en biens et services (précisez)			☐	☐			
Dons (précisez)			☐	☐			
Campagne de financement (précisez)			☐	☐			
Contribution de l'organisme demandeur			☐	☐			
Contribution des partenaires en argent			☐	☐			
Contribution des partenaires en services			☐	☐			
Vente de produits dérivés			☐	☐			
Vente de boisson			☐	☐			
Vente de nourriture			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			-	-			
TOTAL DES REVENUS			-	-			

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 3 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

DÉPENSES	**DÉPENSES RÉÉLLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**DÉPENSES PRÉVUES** (à remplir lors du dépôt de la demande)		**DÉPENSES RÉÉLLES** (à remplir lors de la remise du bilan final)	
RÉALISATION ET PRODUCTION		**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Salaires et avantages sociaux					
Honoraires professionnels					
Main-d'œuvre technique					
Cachets					
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction					
Location de salle ou de site					
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)					
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)					
Matériel					
Location d'un système de communication					
Location d'installations sanitaires					
Location de véhicules					
Assurances					
Agence de sécurité					
Service ambulancier (premiers soins)					
Achat de boisson					
Achat de nourriture					
Achat de produits dérivés					
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)					
Autre (précisez)					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE RÉALISATION ET PRODUCTION					
PROMOTION ET PUBLICITÉ					
Relations de presse					
Frais de représentation					
Dossiers de presse					
Cartons d'invitation, frais de vernissage					
Production d'imprimés : conception, rédaction et impre					
Placements média (journaux, internet, télé, radio)					
Frais de traduction					
Frais d'affichage					
Photographie					
Production vidéo					
Bannières, oriflammes					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE PROMOTION ET PUBLICITÉ					
ADMINISTRATION					
Salaires et avantages sociaux					
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi					
Frais de déplacement et de représentation					
Location de bureaux					
Autre (précisez)					
TOTAL ADMINISTRATION					
TOTAL DES DÉPENSES					
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES					

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONSIGNES INTÉRIMAIRES POUR LA TENUE D'ACTIVITÉS D'ANIMATION ARTISTIQUES ET CULTURELLES EXTÉRIEURES DANS LE CONTEXTE DU DÉCONFINEMENT MONTRÉALAIS

Les consignes sanitaires proposées dans ce document visent à outiller les organisateurs impliquées dans la tenue d'activités d'animation culturelles et artistiques extérieures afin de réduire les risques de transmission du virus causant la COVID-19 lors de ce type d'événements.

Les éléments présentés dans ce document sont basés sur l'information disponible au moment de les rédiger. Il sera important de suivre l'évolution de la situation et les connaissances sur la COVID afin d'apporter les ajustements nécessaires.

Consignes de base

Les règles de base de prévention s'appliquent comme partout ailleurs. Même si nous sommes en période de déconfinement, elles doivent être respectées aussi rigoureusement que lors du confinement.

- La distance de 2 mètres doit être appliquée en tout temps entre les artistes, les employés et le public, incluant les repas et les pauses, pas seulement lors de la prestation. Au besoin, réorganiser le travail et les activités;
- Le port du couvre-visage, aussi appelé masque artisanal, est fortement recommandé dans les lieux publics;
- Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon. Si ce n'est pas possible, utiliser une solution hydroalcoolique;
- Ne pas se toucher la bouche, le nez ou les yeux avec les mains, qu'elles soient gantées ou non;
- Se couvrir la bouche et le nez lorsque l'on tousse ou éternue. Utiliser des mouchoirs ou son coude replié, et se laver ensuite les mains. Jeter immédiatement les mouchoirs utilisés dans une poubelle sans contact;
- Les personnes qui ont reçu un diagnostic de COVID-19, qui ont des symptômes de la COVID-19 ou qui ont reçu des consignes d'isolement ne doivent pas être impliquées dans une prestation, ni assister à une prestation.

Consignes spécifiques

Pour les artistes, leur équipe et les employés

- À chaque présence, les personnes devront confirmer qu'elles n'ont pas reçu un diagnostic de COVID-19, qu'elles ne présentent pas de symptômes de la COVID-19 ou qu'elles n'ont pas reçu des consignes d'isolement. Ce contrôle peut se faire par diverses méthodes (auto-déclaration, dépistage, etc.);
- Toutes les personnes impliquées doivent être informées, avant leur arrivée, des mesures de prévention mises en œuvre pour diminuer les risques de transmission de la COVID-19;
- Les équipes les plus petites et les plus stables possibles sont privilégiées pour favoriser la distanciation physique et la réduction des contacts. Pas de personnel « volant » si possible;
- Les poignées de main et les accolades doivent être évitées;
- Le partage d'objets est à éviter. Si ce n'est pas possible, les objets devront être désinfectés entre chaque utilisateur, à l'aide de lingettes désinfectantes, par exemple;
- Les numéros ou les spectacles en duos ou en groupes et comportant et des contacts physiques doivent être évités, sinon les artistes doivent porter un masque de procédure et une protection oculaire (lunettes de protection ou visière recouvrant le visage jusqu'au menton);
- Les travailleurs et les artistes qui doivent manipuler les décors, des équipements, des objets ou des accessoires doivent se laver fréquemment les mains;
- Les artistes ne pourront disposer de loges.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Pour les prestations

- Des agents de prévention devront être présents pour s'assurer du respect des consignes, pour limiter le nombre de personnes en fonction de l'espace disponible et pour s'assurer que les gens se dispersent graduellement de façon à ne pas créer de goulots d'étranglement;

- Prévoir une entrée et une sortie sur le site afin d'éviter les faces à faces en début et in de prestation;

- Un rappel des consignes de base de santé publique doit être fait avant chaque représentation, verbalement ou par des affiches ou tout autre moyen de communication;

- Des repères visuels doivent être utilisés pour indiquer le 2 mètres entre les spectateurs;

- Un moyen physique doit séparer les artistes des spectateurs de façon à maintenir en tout temps la distance de 2 mètres;

- Les prestations ne doivent pas impacter les autres usages de l'espace public (ex. corridors sanitaires, circulation des piétons), afin de ne pas nuire à l'application de consignes de santé publique propres à ces lieux;

- Lors des activités en déambulatoire :
  - des agents de prévention devront suivre la troupe pour s'assurer du respect des consignes;
  - prévoir des arrêts moins longs pour réduire le cumul de spectateurs ambulants au fur et à mesure que la prestation se poursuit. Idéalement, limiter les prestations à 10-12 minutes pour avoir un temps total de contact de moins de 15 min entre les spectateurs;

- Pour des activités annoncées d'avance :
  - réserver ce type d'activités pour des voisinages et faire des invitations spécifiques à un groupe de personnes (ex. les résidents du quartier);
  - au moment de l'annonce de l'événement, informer les gens qu'ils devront se conformer aux consignes de santé publique;

- Les artistes et leur équipe ne doivent pas avoir de contacts physiques avec les spectateurs;

- Aucun objet ne peut être partagé avec spectateurs (ballon, tambour, etc.).

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **Fondation Héritage Montréal,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est 2187, rue Larivière, bureau 107, Montréal (Québec) H3B 1A6, agissant et représentée par M. Robert Turgeon, directeur général, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 28 mai 2021.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143781012
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur Ville : 118716

ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'organisme sollicite la participation financière de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *« Montréal en 6 temps »;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien financier aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2021;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 « Directrice » : la Directrice de la culture des sports, du loisir et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

2.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

2.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds du soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2021;*

2.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

2.6 « Annexe 4 » : consignes intérimaires pour la tenue d'activités d'animation artistiques et culturelles extérieures dans le contexte du déconfinement montréalais.

ARTICLE 3
OBJET

L'Annexe 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2, 3 et 4 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de huit mille dollars **(8 000 $),** devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *« Montréal en 6 temps »,* conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

4.1.1 un premier versement au montant de six mille quatre cent dollars (**6 400 $),** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole d'entente par les deux (2) parties;

4.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.1.3, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille six cent dollars (**1 600 $)** soit 20 %;

4.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

4.1.4 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

4.3 Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

5.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

5.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

5.3 assumer l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

5.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

5.5 obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

5.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

5.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

5.8 obtenir l'approbation écrite de la Directrice avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

5.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

5.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

5.12 à la demande de la Directrice, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

5.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

5.14 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.15 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par la Directrice après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 6
DURÉE

6.1 La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 6 et 7 de la présente convention, le 31 août 2022.

6.2 Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5, 5.10, 5.13, 5.14, 5.15 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 6.1, la Directrice avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. La Directrice peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 6.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 En cas d'annulation du projet en raison de la COVID-19 ou d'une directive, un décret ou autre de la Direction de la santé publique ou d'une autorité compétente en lien avec la COVID-19 ou pour toute autre cause autre qu'un cas de force majeure, les Parties tenteront de reporter le projet à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville;

8.2 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.3 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.4 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 10
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Fondation Héritage Montréal
M. Robert Turgeon
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H3B 1A6

ARTICLE 11
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1 Entente complète
La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

11.2 Divisibilité
Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

11.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.8 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire

11.9 Statut d'observateur

L'Organisme accorde à la Directrice, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser la Directrice de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance

11.10 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal

11.11 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.12 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.13 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés;

11.14 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. Robert Turgeon

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1218270005; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 14 septembre 2021.

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

GUIDE POUR LA RÉALISATION DU BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

☐ Le bilan critique du projet réalisé incluant les éléments suivants :

- La description, le concept, les étapes de réalisation et les phases du projet ainsi que les actions et les activités prévues pour atteindre les objectifs;
- Les objectifs du projet et leur conformité avec les objectifs du programme;
- L'atteinte (ou non) de ces objectifs et la façon dont ils ont été mesurés (indicateurs qualitatifs et quantitatifs);
- Les données réelles du projet après sa réalisation dont : la nature et le nombre d'activités ou des représentations présentées au public ainsi que leur durée, les activités phare, le nombre total d'heures et de jours de programmation, le lieu(x) et date(s) de réalisation du projet, le public cible, le nombre de bénévoles impliqués, etc.;
- Les éléments positifs et à améliorer;
- Le nombre d'artistes et de partenaires impliqués dans le projet ainsi que leurs rôles respectifs;
- La stratégie utilisée pour présenter un événement inclusif, favorisant la cohésion sociale et la diversité des publics;
- La plus value du projet et son impact sur la qualité de vie culturelle des citoyens de l'arrondissement;
- L'énumération des retombées réelles du projet pour l'organisme ou l'artiste et pour les citoyens de Ville-Marie;
- Les actions prises pour tenir un événement écoresponsable;
- Les moyens utilisés pour joindre la population de l'arrondissement;
- Toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet;
- Le nombre de citoyens ciblé initialement, la clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. **Veuillez préciser la proportion de résidents de Ville-Marie;**

☐ Expliquer clairement à quels fins la subvention reçue à été utilisée et produire un bilan financier faisant état de l'utilisation des montants accordés (utiliser le formulaire Budget prévisionnel ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande.

En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

☐ Toute autre information ou document pertinents.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

REVENUS	**REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**REVENUS PRÉVUS (à remplir lors du dépôt de la demande)**				**REVENUS RÉÉLS (à remplir lors de la remise du bilan final)**	
SUBVENTIONS		**REVENUS PRÉVUS**	**MONTANT CONFIRMÉ**	**MONTANT ANTICIPÉ**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Fédéral (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Provincial (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Municipal (précisez les programmes)			☐	☐			
Service de la culture			☐	☐			
Conseil des arts de Montréal			☐	☐			
Arrondissement de Ville-Marie (ce programme) :			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			☐	☐			
TOTAL DES SUBVENTIONS							
REVENUS AUTONOMES							
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou			☐	☐			
Commandites (précisez)			☐	☐			
Commandites en biens et services (précisez)			☐	☐			
Dons (précisez)			☐	☐			
Campagne de financement (précisez)			☐	☐			
Contribution de l'organisme demandeur			☐	☐			
Contribution des partenaires en argent			☐	☐			
Contribution des partenaires en services			☐	☐			
Vente de produits dérivés			☐	☐			
Vente de boisson			☐	☐			
Vente de nourriture			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			-	-			
TOTAL DES REVENUS			-	-			

ANNEXE 3 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

DÉPENSES	**DÉPENSES RÉÉLLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**DÉPENSES PRÉVUES** (à remplir lors du dépôt de la demande)		**DÉPENSES RÉÉLLES** (à remplir lors de la remise du bilan final)	
RÉALISATION ET PRODUCTION		**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Salaires et avantages sociaux					
Honoraires professionnels					
Main-d'œuvre technique					
Cachets					
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction					
Location de salle ou de site					
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)					
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)					
Matériel					
Location d'un système de communication					
Location d'installations sanitaires					
Location de véhicules					
Assurances					
Agence de sécurité					
Service ambulancier (premiers soins)					
Achat de boisson					
Achat de nourriture					
Achat de produits dérivés					
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)					
Autre (précisez)					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE RÉALISATION ET PRODUCTION					
PROMOTION ET PUBLICITÉ					
Relations de presse					
Frais de représentation					
Dossiers de presse					
Cartons d'invitation, frais de vernissage					
Production d'imprimés : conception, rédaction et impre					
Placements média (journaux, internet, télé, radio)					
Frais de traduction					
Frais d'affichage					
Photographie					
Production vidéo					
Bannières, oriflammes					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE PROMOTION ET PUBLICITÉ					
ADMINISTRATION					
Salaires et avantages sociaux					
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi					
Frais de déplacement et de représentation					
Location de bureaux					
Autre (précisez)					
TOTAL ADMINISTRATION					
TOTAL DES DÉPENSES					
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES					

CONSIGNES INTÉRIMAIRES POUR LA TENUE D'ACTIVITÉS D'ANIMATION ARTISTIQUES ET CULTURELLES EXTÉRIEURES DANS LE CONTEXTE DU DÉCONFINEMENT MONTRÉALAIS

Les consignes sanitaires proposées dans ce document visent à outiller les organisateurs impliquées dans la tenue d'activités d'animation culturelles et artistiques extérieures afin de réduire les risques de transmission du virus causant la COVID-19 lors de ce type d'événements.

Les éléments présentés dans ce document sont basés sur l'information disponible au moment de les rédiger. Il sera important de suivre l'évolution de la situation et les connaissances sur la COVID afin d'apporter les ajustements nécessaires.

Consignes de base

Les règles de base de prévention s'appliquent comme partout ailleurs. Même si nous sommes en période de déconfinement, elles doivent être respectées aussi rigoureusement que lors du confinement.

- La distance de 2 mètres doit être appliquée en tout temps entre les artistes, les employés et le public, incluant les repas et les pauses, pas seulement lors de la prestation. Au besoin, réorganiser le travail et les activités;
- Le port du couvre-visage, aussi appelé masque artisanal, est fortement recommandé dans les lieux publics;
- Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon. Si ce n'est pas possible, utiliser une solution hydroalcoolique;
- Ne pas se toucher la bouche, le nez ou les yeux avec les mains, qu'elles soient gantées ou non;
- Se couvrir la bouche et le nez lorsque l'on tousse ou éternue. Utiliser des mouchoirs ou son coude replié, et se laver ensuite les mains. Jeter immédiatement les mouchoirs utilisés dans une poubelle sans contact;
- Les personnes qui ont reçu un diagnostic de COVID-19, qui ont des symptômes de la COVID-19 ou qui ont reçu des consignes d'isolement ne doivent pas être impliquées dans une prestation, ni assister à une prestation.

Consignes spécifiques

Pour les artistes, leur équipe et les employés

- À chaque présence, les personnes devront confirmer qu'elles n'ont pas reçu un diagnostic de COVID-19, qu'elles ne présentent pas de symptômes de la COVID-19 ou qu'elles n'ont pas reçu des consignes d'isolement. Ce contrôle peut se faire par diverses méthodes (auto-déclaration, dépistage, etc.);
- Toutes les personnes impliquées doivent être informées, avant leur arrivée, des mesures de prévention mises en œuvre pour diminuer les risques de transmission de la COVID-19;
- Les équipes les plus petites et les plus stables possibles sont privilégiées pour favoriser la distanciation physique et la réduction des contacts. Pas de personnel « volant » si possible;
- Les poignées de main et les accolades doivent être évitées;
- Le partage d'objets est à éviter. Si ce n'est pas possible, les objets devront être désinfectés entre chaque utilisateur, à l'aide de lingettes désinfectantes, par exemple;
- Les numéros ou les spectacles en duos ou en groupes et comportant et des contacts physiques doivent être évités, sinon les artistes doivent porter un masque de procédure et une protection oculaire (lunettes de protection ou visière recouvrant le visage jusqu'au menton);
- Les travailleurs et les artistes qui doivent manipuler les décors, des équipements, des objets ou des accessoires doivent se laver fréquemment les mains;
- Les artistes ne pourront disposer de loges.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Pour les prestations

- Des agents de prévention devront être présents pour s'assurer du respect des consignes, pour limiter le nombre de personnes en fonction de l'espace disponible et pour s'assurer que les gens se dispersent graduellement de façon à ne pas créer de goulots d'étranglement;

- Prévoir une entrée et une sortie sur le site afin d'éviter les faces à faces en début et in de prestation;

- Un rappel des consignes de base de santé publique doit être fait avant chaque représentation, verbalement ou par des affiches ou tout autre moyen de communication;

- Des repères visuels doivent être utilisés pour indiquer le 2 mètres entre les spectateurs;

- Un moyen physique doit séparer les artistes des spectateurs de façon à maintenir en tout temps la distance de 2 mètres;

- Les prestations ne doivent pas impacter les autres usages de l'espace public (ex. corridors sanitaires, circulation des piétons), afin de ne pas nuire à l'application de consignes de santé publique propres à ces lieux;

- Lors des activités en déambulatoire :
  - des agents de prévention devront suivre la troupe pour s'assurer du respect des consignes;
  - prévoir des arrêts moins longs pour réduire le cumul de spectateurs ambulants au fur et à mesure que la prestation se poursuit. Idéalement, limiter les prestations à 10-12 minutes pour avoir un temps total de contact de moins de 15 min entre les spectateurs;

- Pour des activités annoncées d'avance :
  - réserver ce type d'activités pour des voisinages et faire des invitations spécifiques à un groupe de personnes (ex. les résidents du quartier);
  - au moment de l'annonce de l'événement, informer les gens qu'ils devront se conformer aux consignes de santé publique;

- Les artistes et leur équipe ne doivent pas avoir de contacts physiques avec les spectateurs;

- Aucun objet ne peut être partagé avec spectateurs (ballon, tambour, etc.).

Ville-Mar
Montré

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1218270005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du «Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 35 000 $ à Voies culturelles des faubourgs;
- 8 000 $ à Fondation Héritage Montréal."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 43 000,00 $

	Années antérieures	2021	2022	**Total**
Montant		34 400,00 $	8 600,00 $	**43 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 43 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM18270005
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **24-08-2021**

Date et heure système : 24 août 2021 17:18:09

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.03

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1213200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie

D'approuver la convention modifiée avec le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 14:20

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 juin 2021	Résolution: CA21 240227

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal, le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions totalisant 115 000 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Cathy Wong

D'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec Le Musée des Beaux-Arts, Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) et Le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 40 000 $ au Musée des Beaux-Arts;
- 25 000 $ au Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière);
- 50 000 $ au Musée McCord;

D'imputer cette dépense totale de 115 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1213200003

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juin 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1213200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ramy MIKATI, Ville-Marie

Lecture :

Ramy MIKATI, 1er septembre 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-4528

Télécop. : 514 872-2802

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1213200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal, le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville Marie et accorder des contributions totalisant 115 000 $

D'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec Le Musée des Beaux-Arts, Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) et Le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie;
D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 40 000 $ au Musée des Beaux-Arts;
- 25 000 $ au Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière);
- 50 000 $ au Musée McCord;

D'imputer cette dépense totale de 115 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-03 15:40

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1213200003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal, le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville Marie et accorder des contributions totalisant 115 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de contribuer à la mise en valeur et l'animation des rues piétonnes du Musée des Beaux-Arts (avenue du Musée), du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal - Pointe-à-Callière (la place d'Youville.) et du Musée McCord Stewart (rue Victoria), l'arrondissement de Ville-Marie offre un soutien financier annuel aux organismes qui prennent en charge son animation ou son aménagement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1203200009 - CA20 240289 - Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2020 avec les différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2020 dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder les contributions totalisant 78 000 $.
1193200001 - CA19 240336 du 3 juillet 2020 - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2019 et accorder des contributions totalisant 100 000 $.

1180141004 - CA18 240349 du 12 juin 2018 - Autoriser une affectation de surplus de 1 800 000 $, à raison de 600 000 $ par année à compter de 2019, afin de soutenir la réalisation des projets de piétonnisation pour les années 2019 à 2021.

1186890013 - CA18 240163 du 10 avril 2018 - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2018 et accorder des contributions totalisant 80 000 $.

1176890007 - CA17 240151 du 11 avril 2017 - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2017, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2017 et accorder des contributions totalisant 104 945,07 $.

DESCRIPTION

À ce moment, trois projets de rues piétonnisées recevront un soutien financier de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation d'aménagements apportant un caractère distinctifs à ces portions de rue ou pour la sécurité de ces rues piétonnes. Le descriptif des activités et aménagements prévus sont comme suit:

Le Musée des Beaux-Arts - 40 000 $

Pour la dixième année consécutive le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) transformera l'Avenue du Musée en zone piétonnière. Le Musée des Beaux-Arts de Montréal désire à nouveau piétonniser la section de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, du 24 mai au 29 octobre 2021.

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) dévoile *La Dérive,* une installation éphémère déployée sur l'avenue du Musée, convertie en aire piétonne durant la saison estivale. Cette réalisation du Collectif Incognito (un nouveau regroupement d'artistes, designers et architectes basé à Montréal et né durant la pandémie), intègre un poème de l'auteure innue Joséphine Bacon en hommage aux glaciers, dont la fonte accélérée précarise de nombreuses espèces et populations. Elle fait également écho aux expositions *Écologies : ode à notre planète* et *Riopelle : à la rencontre des territoires nordiques et des cultures autochtone* à l'affiche au Musée.

Le MBAM invite des créateurs à imaginer une installation pour l'avenue du Musée au nord de la rue Sherbrooke fermée à la circulation durant l'été. Cette année, le Collectif Incognito propose aux promeneurs et visiteurs du Musée une méditation sur le fragile équilibre de la nature, à travers les mots de Joséphine Bacon, conteuse, parolière et réalisatrice, ambassadrice de la culture des Premières Nations au Québec et à l'étranger.

Bordée par le jardin de sculptures CGI et du Jardin Max et Iris Stern, du MBAM, l'installation La dérive forme une coulée de fragments de glaces, entremêlés des vers calligraphiés de Joséphine Bacon. Les passants peuvent s'assoir sur l'une des assises en forme de glacier puis, munis de leur appareil mobile, télécharger une piste sonore à partir d'un code QR, qui leur permettra d'écouter La Dérive, récitée en innu par son auteure, en français par André Robitaille et en anglais par Laurence Lebœuf. « Il y a des milliers d'années, la fonte des glaciers a permis l'établissement des premiers peuples autochtones sur des territoires qu'ils habitent encore dans un esprit de synergie avec la nature. L'installation *La Dérive* propose aux citadins de se laisser "dériver" en pleine ville, portés par le flot d'une nature à la fois forte et fragile, qui reprend ses droits au cœur même de la cité. », explique le Collectif Incognito.

Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) - 25 000 $

Pour une onzième année, le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) souhaite fermer la place D'Youville Est, entre la rues Saint-François-Xavier et la place Royale Est, ainsi que la rue place Royale Ouest, entre la rue de la Capitale et la place d'Youville, du vendredi 21 mai au mardi 7 septembre 2021.

Une programmation riche, diversifiée et complètement gratuite sera proposée aux passants, touristes et travailleurs des environs tout au long de la période estivale. Les thèmes liés aux arts du
cirque, notre exposition temporaire estivale, ainsi que la mise en valeur de l'effervescence artistique et culturelle de Montréal, seront à l'honneur.

L'été 2021 sera sous la thématique du cirque ! Nous souhaitons proposer des évènements spéciaux inspirés de cette thématique, tout en reconduisant les activités des *Midis musiqu* et des
Dimanches Famille qui connaissent un grand succès auprès des travailleurs du quartier et des visiteurs du Musée. Ainsi pour 2021, nous souhaitons consolider cette programmation d'activités
récurrentes pour marquer les habitudes de nos visiteurs et accroître notre fréquentation.

Le Musée McCord Stewart - 50 000 $

Pour une onzième année, le Musée McCord piétonnisera la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, du 30 avril 2021 au 1er mai 2022.

La piétonnisation de la rue Victoria permettra au Musée McCord de déployer la *Forêt urbaine* de mai à octobre, puis l'installation *Univers enchantés de* novembre à janvier. Une partie de mobilier urbain restera en place jusqu'à la fin avril afin d'animer l'espace et d'accueillir les passants.

Forêt urbaine du 24 mai au 17 octobre 2021

Toujours appréciés des passants et des travailleurs du centre-ville, les éléments signature de la *Forêt urbaine* - soient les arbres d'acier décorés de rubans, le tapis synthétique coloré ainsi que les bancs circulaires s'harmonisant au concept des arbres - seront à nouveau au coeur de l'installation estivale.

Pour renforcer des approches de développement durable en récupérant une partie du gazon synthétique de l'an dernier et en proposant une première expérience pilote de jardin citoyen ou d'espace vert communautaire, Le Centre d'écologie urbaine ainsi que l'artiste Faye Mullen ont manifesté leur intérêt à prendre part à cette nouvelle initiative.

Certaines activités culturelles dans l'espace de la Forêt urbaine auront lieux, dont, entre autres, des performances de danse de Suzanne Miller, découlant d'une collaboration avec le Festival Quartiers Danses en septembre 2021.

Univers enchantés

L'installation *Univers enchantés* accueillera pour une quatrième année les vitrines de l'ancien grand magasin Ogilvy, *Le moulin dans la forêt* et *Le village enchanté,* la première à l'extérieur et la seconde en salle. Celles-ci ont été léguées au Musée au début de l'année 2018 par Holt Renfrew afin de protéger, de préserver et d'assurer la pérennité de cette tradition montréalaise iconique qui agrémente le paysage des fêtes depuis plus de soixante-dix ans.

Circuits urbains -Parcours

Avec votre téléphone intelligent, parcourez les rues de Montréal avec les Circuits urbains du Musée McCord, et découvrez l'histoire de 150 sites de la ville et leur allure à une autre époque. Retrouvez les Circuits urbains, conçus en collaboration avec Ivanhoé Cambridge, sur l'application Musée McCord Museum disponible dans l'App Store.

JUSTIFICATION

Ces contributions ont pour but de soutenir la mise en oeuvre de projets structurants et d'actions contribuant au développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie et de l'amélioration de la qualité de vie des résidents et des visiteurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir intervention financière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces contributions ont pour but de soutenir la mise en oeuvre de projets structurants et d'actions contribuant au développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie et de l'amélioration de la qualité de vie des résidents et des visiteurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures soumises par le gouvernement sont prises en considération dans chacune des réalisations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications aux citoyens se font en collaboration entre les organismes et la division des communications de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2021-05-28
Sonya NAUD	Ramy MIKATI	

Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-06-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1213200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Approuver la convention modifiée avec le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie



2021-08-27_Addendum_convention OBNL 2021 PAC.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-4528
Télécop. : 514 872-2802

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1213200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal, le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville Marie et accorder des contributions totalisant 115 000 $



2021 Victoria_Installations et plans de rue (1).pdf



2021 Victoria_Liste préliminaire activités.pdf



McCord_Victoria_Lettre_aide financiere_2021.pdf



PAC 2021 lettre_Présentation_AVM.pdf [pièce jointe "PACConcept_2021_rue_piétonne.pdf" supprimée par Sonya NAUD/MONTREAL]



PACplan_piétonne 2021.pdf



Lettre_Soutien_Art_Public_VilleMTL_MBAM2021.docx (2).pdf



ForetUrbaine_2021_Fenetre_Victoria_cp.pdf



2021 contributions Aspect financier_dossier (version 2.1).pdf



2021_05_05_Rue_Pietonne_2021_Cahier_de_charge.pdf [pièce jointe

"Convention PAC 2021.doc" supprimée par Sonya NAUD/MONTREAL] [pièce jointe
"Convention MC Cord 2021.doc" supprimée par Sonya NAUD/MONTREAL] [pièce jointe
"Convention MBAM 2021.doc" supprimée par Sonya NAUD/MONTREAL]



Convention PAC 2021.doc



Convention MC Cord 2021.doc



Convention MBAM 2021.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1213200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal, le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville Marie et accorder des contributions totalisant 115 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1213200003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-31

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières, matérielles et informationnelles
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

PIÉTONNISATION PERMANTENTE – RUE VICTORIA

Du 1er au 23 mai 2021: Montage *La Forêt urbaine*

Du 23 mai au 17 octobre 2021 : *La Forêt urbaine*

- Aménagement urbain : mobilier urbain, bancs, structures, tapis au sol, tables à pique-nique (si le contexte le permet)
- Activités : À valider selon le contexte
- Nouveauté : intention de développer un espace vert (jardin public ou communautaire, espace végétalisé du côté de la rue Président Kennedy)

Du 1er ou 8 novembre 2021 au 9 janvier 2022 : *Univers enchantés* (vitrine Ogilvy)

- Exposition : Vitrine d'exposition
- Aménagement : structures illuminées, espace de déambulation

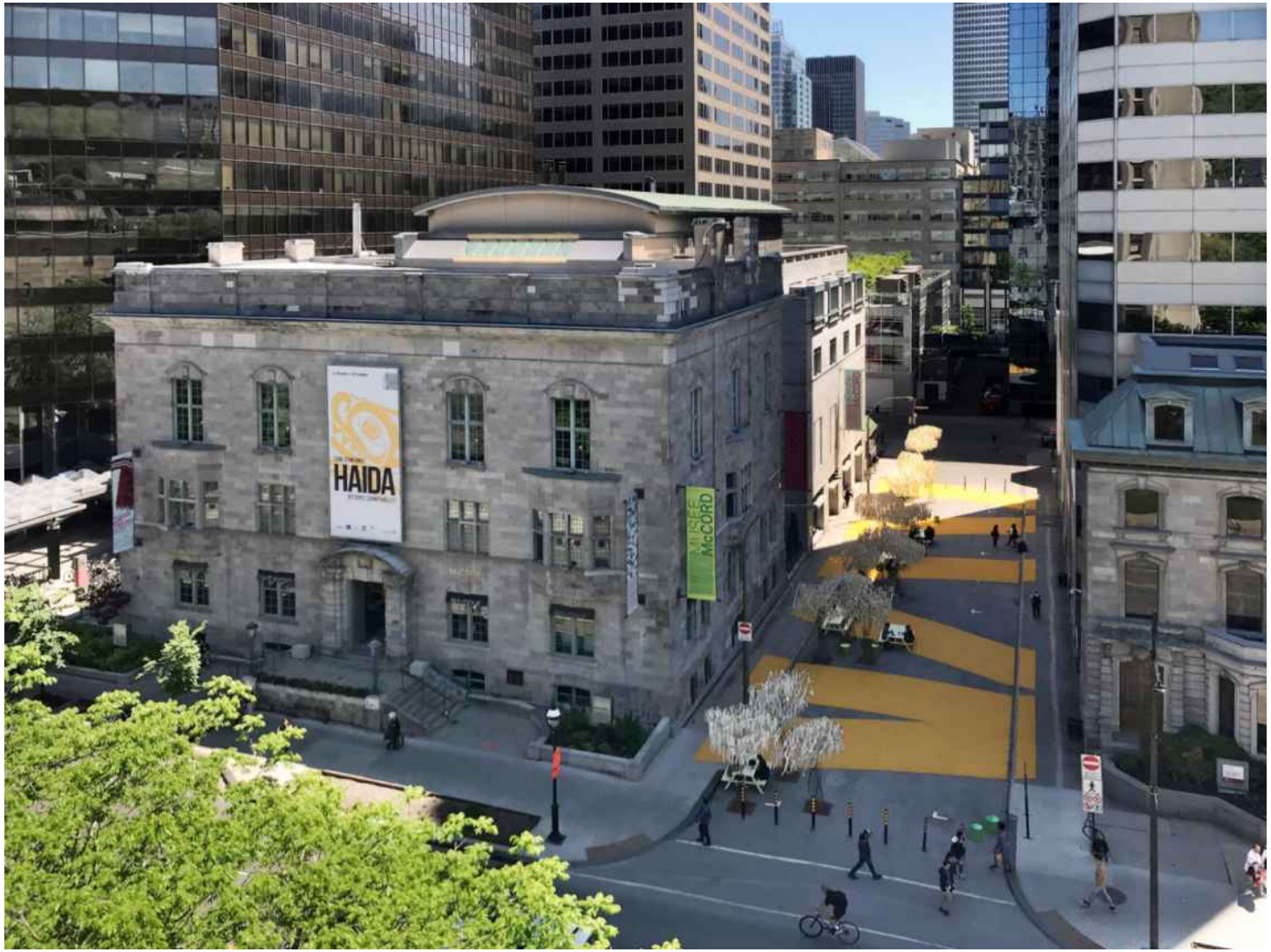
Du 10 janvier au 1er mai 2021

- Installation des structures illuminées
- Les passants pourront continuer de profiter de l'installation (structures illuminées) de la mi-janvier à avril. Un programme d'activités ponctuelles, ou dans le cadre de la semaine de relâche, sera réfléchi.

Calendrier anticipé pour 2021 :

- **Fermeture de rue : lundi 3 mai 2021**
- Nettoyage de la rue : semaine du 3 mai
- Montage *Forêt urbaine* : 10 mai au 21 mai
- Ouverture officielle : 23 mai
- Semaine du 10 octobre : célébration du 100e du McCord
- Fin de la *Forêt urbaine* : 17 octobre
- Démontage : 18 octobre au 22 octobre
- Montage de l'installation Univers enchantés : à partir du 22 octobre
- Ouverture des *Univers enchantés* : début novembre (1er ou 8 novembre)
- Fin des *Univers enchantés* : 10 janvier 2022
- Retrait de la vitrine et du conteneur : 10 au 14 janvier 2021
- Installation hivernale : mi-janvier à avril 2021

LA FORÊT URBAINE



PROGRAMMATION (PHOTOS DE 2019)







3

PLAN DE RUE – LA FORÊT URBAINE (plan de 2020)



UNIVERS ENCHANTÉS



PROGRAMMATION (PHOTO DATANT DE 2019)

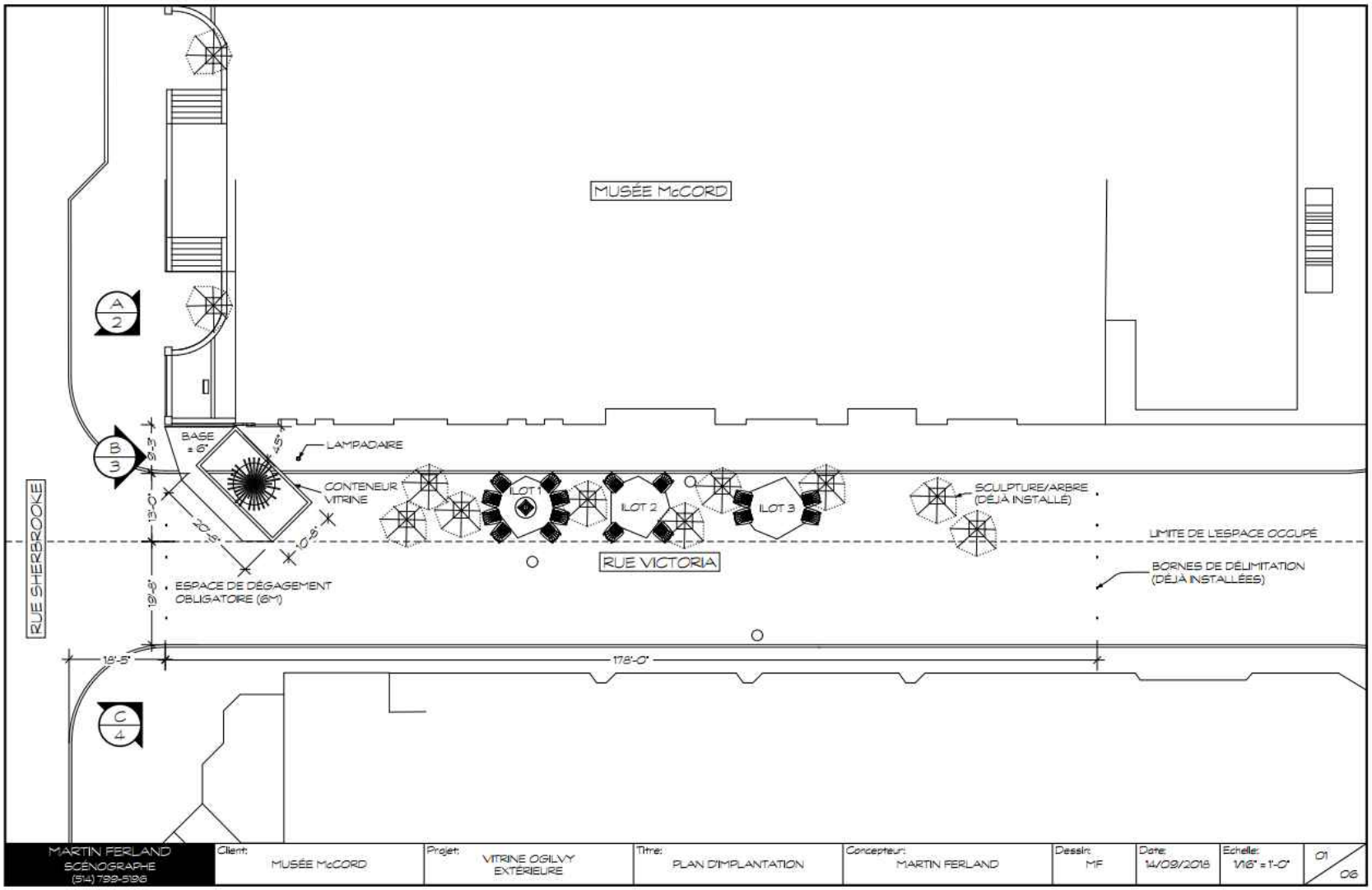




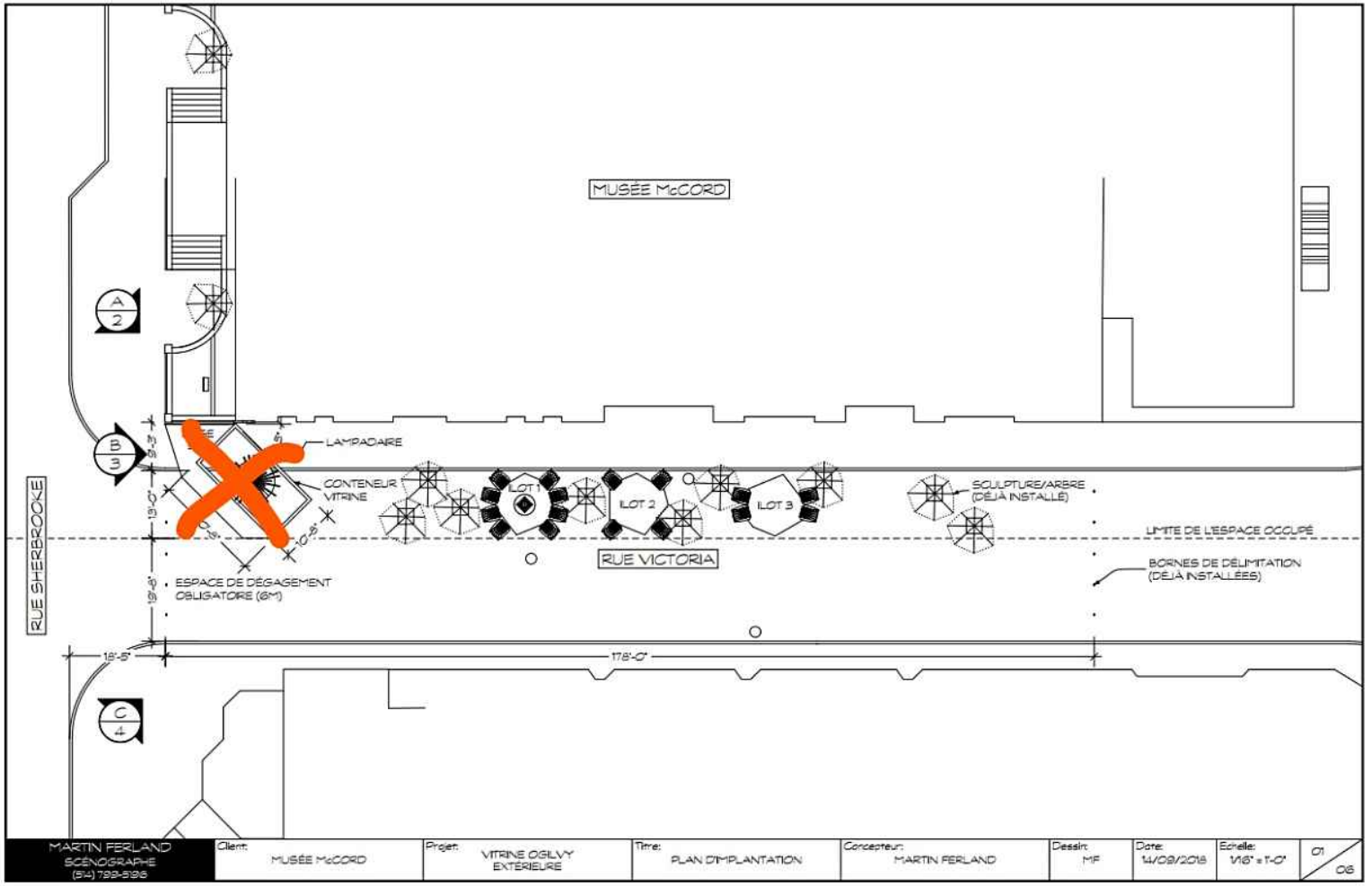


6

PLAN DE RUE - UNIVERS ENCHANTÉS (plan récurrent)



PLAN DE RUE – HIVER (JANVIER À AVRIL)



Note : Retrait du conteneur uniquement

Animation de la rue Victoria – été 2021

Plan préliminaire

Installations

- Projet de jardins de semences autochtones, espace de verdissement ou jardin de proximité, terrasse du côté de Président-Kennedy (à valider)
    - Partenaires potentiels : Faye Mollen, artiste autchtone, Centre d'écologie urbaine

Activités

- Concerts et performances improvisés sur l'heure du lunch
- Accueil d'activités partenaires ou d'organisme du secteur respectant les mesures
    - Festival Quartiers Danses
    - XP Mtl
    - Séance de yoga (régulier ou ponctuel)
- Autres possibilité à déterminer

NOTRE MONDE NOS HISTOIRES
690, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL (QC) H3A 1E9
T. 514 861-6701 F. 514 861-9609
MUSEE-MCCORD.QC.CA
MUSÉE McCORD

MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE

Le 25 février 2021

Monsieur Ramy Mitaki
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande d'aide financière

Monsieur,

Par la présente, le Musée McCord réitère sa demande d'aide financière afin d'assurer la réalisation et l'animation de la rue Victoria, pour une 11e année, du 1er mai 2021 au 30 avril 2022. La piétonnisation de la rue Victoria permettra au Musée McCord de déployer la *Forêt urbaine* de mai à octobre, puis l'installation *Univers enchantés* de novembre à janvier. Une partie de mobilier urbain restera en place jusqu'à la fin avril afin d'animer l'espace et d'accueillir les passants. Nous présentons à l'arrondissement Ville-Marie une demande d'aide financière de l'ordre de 50 000 $ pour la réalisation des installations et l'animation de la rue pendant ces douze mois. Je souligne qu'une demande de piétonnisation permanente a été présentée à l'arrondissement de Ville-Marie en janvier dernier.

Toujours appréciés des passants et des travailleurs du centre-ville, les éléments signature de la *Forêt urbaine* — les arbres d'acier décorés de rubans, le tapis synthétique coloré, les bancs circulaires s'harmonisant au concept des arbres — seront à nouveau au cœur de l'installation estivale. Nous avons aussi le souci cette année de renforcer les approches de développement durable en récupérant une partie du gazon synthétique de l'an dernier et en proposant une première expérience pilote de jardin citoyen ou d'espace vert communautaire. Le Centre d'écologie urbaine ainsi que l'artiste Faye Mullen ont manifesté leur intérêt à prendre part à cette nouvelle initiative.

L'installation *Univers enchantés* accueillera pour une quatrième année les vitrines de l'ancien grand magasin Ogilvy, *Le moulin dans la forêt* et *Le village enchanté*, la première à l'extérieur et la seconde en salle. Celles-ci ont été léguées au Musée au début de l'année 2018 par Holt Renfrew afin de protéger, de préserver et d'assurer la pérennité de cette tradition montréalaise iconique qui agrémente le paysage des fêtes depuis plus de soixante-dix ans.

.../2

Pour le volet animation, des intentions plus précises et un calendrier seront rendus plus tard, vers avril, quand nous aurons une meilleure idée des mesures qui seront en place pendant la période estivale, de même qu'à l'automne nous pourrons proposer un plan d'activités pour l'installation hivernale qui respectera les contraintes du moment.

Un plan média complet incluant relations de presse, imprimés, affichage et interventions sur les médias sociaux du Musée et des partenaires assurera encore un fort rayonnement à ces initiatives.

Nous joignons à cette lettre les documents de présentation suivants :

- Budget prévisionnel ;
- Résolution du conseil d'administration.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous invite à communiquer avec Maria Luisa Romano, cheffe, Action éducative, citoyenne et culturelle au 514 861-6701, poste 1205, pour toute question.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos plus cordiales salutations.



Suzanne Sauvage
Présidente et chef de la direction

SS/mlr

Pièces jointes : 2

c. c. M[me] Maria Luisa Romano, cheffe, Action éducative, citoyenne et culturelle

POINTE-À-CALLIÈRE
Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal
pacmusee.qc.ca
Montréal

Le 11 janvier 2021

Ramy Mikati, ing. M. ing.
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
Direction de l'urbanisme et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Programmation 2021 — Piétonisation de Pointe-à-Callière

Monsieur Mikati,

Pointe-à-Callière est heureux de présenter une demande de soutien financier de 25 000 $ (vingt-cinq mille dollars) à l'arrondissement Ville-Marie pour la programmation estivale 2021 de l'Espace urbain qui sera situé sur la Place D'Youville.

Pour l'édition 2021, nous vous demandons une subvention de 25 000 $, dans le but de relancer la culture dans le quartier du Vieux-Montréal par notre programmation des Midis musique et qui ramènera nos fameux Dimanches Famille. Suite aux évènements imprévisibles liés à la pandémie, le Musée a poursuivi sa mission afin d'offrir un lieu extérieur convivial et amusant en proposant un aménagement extérieur dans notre espace piéton ainsi qu'une journée de prestations spontanées. Ceci a permis d'accueillir 10 000 résidents du quartier et les passants entre le 16 juin et le 7 septembre 2020. En 2021, avec notre thématique originale sur le cirque et le développement de notre programmation, nous souhaitons accueillir 40 000 personnes entre le 21 mai et le 7 septembre 2021. L'espace urbain de Pointe-à-Callière s'intègre dans les habitudes de vies des travailleurs, des résidents du quartier et des Montréalais fréquentant le Vieux-Montréal, et ce, depuis 9 saisons.

Vous trouverez notre programmation et nos stratégies d'aménagements adaptées à nos diverses clientèles, dans le dossier de présentation du projet, ci-joint. Si vous avez besoin d'information supplémentaire aux fins d'analyse de notre dossier, n'hésitez pas à contacter Véronique Juneau, Coordonnatrice – action culturelle et éducation, au 514-868-5676.

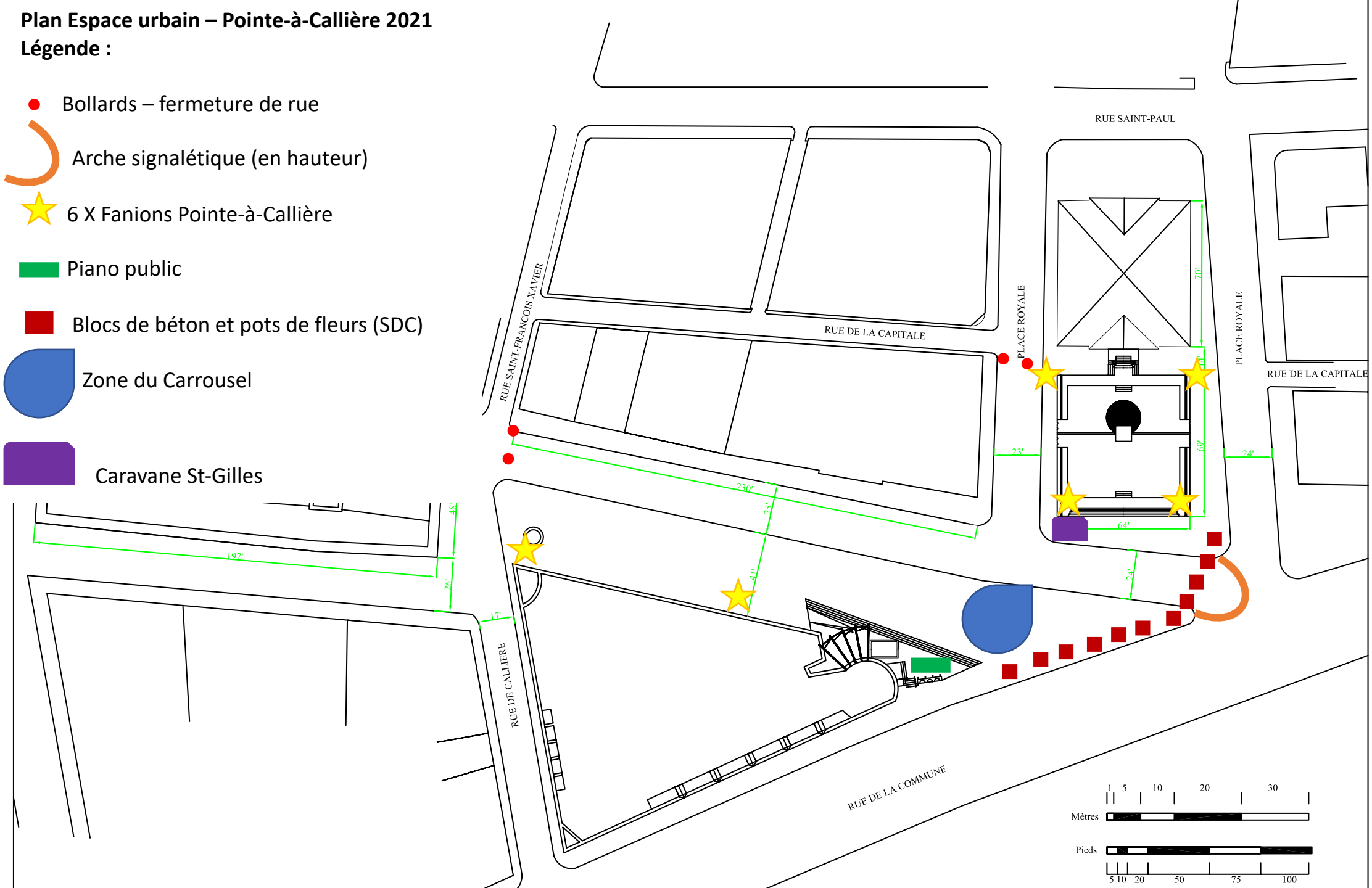
En espérant une réponse favorable à notre demande, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Katy Tari

Katy Tari
Directrice, collections — programmes et services aux publics
p. j.

Plan Espace urbain – Pointe-à-Callière 2021
Légende :

- Bollards – fermeture de rue
- Arche signalétique (en hauteur)
- 6 X Fanions Pointe-à-Callière
- Piano public
- Blocs de béton et pots de fleurs (SDC)
- Zone du Carrousel
- Caravane St-Gilles



MUSÉE DES BEAUX-ARTS MONTRÉAL

CONFIDENTIEL

Montréal, le 25 mars 2021

M. Ramy Mikati
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
Direction de l'urbanisme et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien financier pour la création d'une installation estivale d'art public
Renouvellement de partenariat en 2021 entre la Ville de Montréal – Arrondissement Ville-Marie et le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM)

M. Mikati,

Tout comme vous j'imagine, nous sommes profondément heureux de la réouverture du Musée depuis le mois de février. L'impressionnante vente de billets témoigne de l'engouement de la communauté qui avait hâte de renouer avec les arts et la culture après plusieurs mois de fermeture.

Depuis le début de l'année, les équipes du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) travaillent activement sur la programmation 2021-2022 qui est annoncée progressivement au fil des mois. Celle-ci sera foisonnante de découvertes artistiques et de réflexions sur les grands enjeux de notre temps. Parmi les projets sur la table, nous sommes heureux de vous confirmer que le Musée récidivera encore cette année avec un projet d'installation artistique qui sera déployée au cœur du Jardin de sculptures du MBAM et de l'Avenue du Musée.

Depuis maintenant plusieurs années et grâce à une collaboration bien établie entre la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie et le MBAM, ces œuvres d'art éphémères sont devenues des manifestations incontournables et indissociables de l'ambiance estivale de Montréal. Comme vous le savez, pour réaliser ces projets d'enrichissement de la vie urbaine, le MBAM lance annuellement des appels à projets auprès de créateurs locaux pour faire valoir le talent montréalais.

UN OASIS D'INSPIRATION AU COEUR DU CENTRE-VILLE POUR UNE MEILLEURE DISTANCIATION

Depuis le début de la pandémie, nos équipes travaillent très fort à toujours adapter l'institution aux nouvelles réalités et normes de sécurité. L'espace artistique sur l'Avenue du Musée est au cœur des multiples mesures entreprises par le MBAM et vise à rendre les expériences de visite des plus agréables et apaisantes, contribuant au bien-être de chacun après plusieurs mois de confinement. Puisque la Covid-19 est encore bien présente en 2021, la piétonnisation de l'Avenue du Musée et la création d'une oeuvre artistique maintiendront leur nouvelle vocation : celle de créer une aire d'attente permettant d'alléger la circulation des visiteurs dans le MBAM et notamment à l'entrée, afin de mieux respecter les règles de distanciation sociale.

Nous avons été heureux de voir, lors de l'édition 2020, que cet espace a également été perçu par les passants et habitants du quartier comme un oasis poétique de ressourcement, en plein cœur du centre-ville de Montréal. Dans un contexte difficile de confinement, de fermeture de nos institutions et d'impossibilité de voyage, les citoyens étaient à la recherche de lieux inspirants et originaux, tant pour contempler que pour s'évader le temps d'une brève pause. Nous souhaitons donc mettre à profit les multiples effets positifs d'un tel espace, pour également l'utiliser comme levier pour une plus grande affluence, ramenant les montréalais et visiteurs au centre-ville qui aura grandement besoin d'un effort communautaire pour faire renaître le tourisme local. Comme celles de la Ville de Montréal, les équipes du Musée travaillent déjà à réfléchir en ce sens, pour le bénéfice commun des commerçants du quartier, des partenaires et collaborateurs qui souhaitent tous voir le centre-ville de Montréal fleurir.

CONCEPT ARTISTIQUE 2021 - UNE OEUVRE PERCUTANTE ET ENGAGÉE

Suite à un appel d'offre auprès de quatre groupes montréalais, nous sommes heureux de vous annoncer que le projet sera réalisé en collaboration avec le Collectif Incognito, un nouveau regroupement d'artistes, designers et architectes basé à Montréal et né durant la pandémie. Cette première œuvre réalisée ensemble fera écho aux expositions estivales 2021 du MBAM abordant la thématique de l'environnement : *Écologies : ode à notre planète*, *Requiem pour un glacier*, et *Riopelle : à la rencontre des territoires nordiques et des cultures autochtones*.

Pour cette édition, l'Avenue du Musée sera transformée en véritable glacier fondant, nous transportant dans le grand nord, là où l'impact du réchauffement climatique est le plus visible et frappant. Par la création de cette œuvre colorée et saisissante, le citadin sera invité à prendre un temps d'arrêt pour communier avec l'essence de ce qu'est **l'équilibre**. Oser être à la Dérive, se laisser aller, glisser, et guider par le flot de l'environnement qui reprend ses droits dans ce milieu urbain. Une Dérive qui fait du bien, qui recentre et qui inspire.

Le mobilier urbain sera conçu pour simuler des morceaux de glace flottants. Les glaciers représentent entre 60 % ou 70 % de l'eau douce de la planète. Il y a des milliers d'années, leur fonte a permis l'établissement des premières nations dans les territoires nordiques. Leur vision du monde qui fait dialoguer humains, esprits, animaux et éléments nous rappelle l'importance de la synergie de la coexistence entre homme et monde naturel. Il s'agit là d'un appel à se laisser « Dériver » en pleine ville, en prenant conscience de la force de la Nature, tout en étant sensibilisé à sa fragilité. Cette œuvre engagée témoigne de la prise de position du Musée sur la question de l'environnement, et de sa volonté de se joindre à la discussion en cette période critique pour la suite de notre histoire.

Vous serez heureux de savoir que le Collectif Incognito a confirmé la participation au projet de la grande poétesse Joséphine Bacon. Parolière, conteuse et réalisatrice innue de renommée internationale, Joséphine Bacon est une auteure phare de notre scène littéraire, et une grande ambassadrice des Premières Nations au Québec et à l'étranger. Avec sa voix et ses mots en innu et en français, les visiteurs pourront s'arrêter pendant leur Dérive pour se laisser inspirer par sa poésie. Une représentation graphique de l'eau et des glaciers sera aussi réalisée grâce à une application colorée et une calligraphie créée pour intégrer la poésie innue. Pour compléter l'expérience, le projet inclura des codes QR appliqués sur les assises afin d'inviter les visiteurs à découvrir des capsules sonores de la poésie récitée par la poétesse elle-même.

LES BESOINS

Pour réaliser cette nouvelle installation artistique éphémère, **le Musée espère vivement pouvoir compter sur le soutien de la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie** à hauteur de :

- **40 000 $ pour la piétonisation de l'Avenue du Musée et la création estivale**

Il est important de noter que l'année dernière, le montant pour la piétonnisation et la création estivale 2020, avait précédemment été réduit à 30 000 $. Ceci était expliqué par le fait que la portion d'investissement dédiée à l'animation et à l'organisation d'événements avait été retirée en raison de la Covid-19. Cette année, le Musée souhaite

effectivement maintenir le budget de projet entier, puisque cet espace remplira plusieurs objectifs et fonctions. De plus, avec l'augmentation des coûts des honoraires et de certains matériaux en raison de la pandémie mondiale, le montant demandé a été ajusté à 40 000 $.

Aussi, tel que discuté précédemment, il est important de réitérer le grand besoin de nouveau marquage de la rue Sherbrooke. Comme vous le savez, puisque les feux de circulation de cette intersection sont disposés de façon contre-intuitive, il en résulte une constante incompréhension de la route et les conducteurs, sans le vouloir, omettent trop souvent de s'arrêter à ces feux de circulation au péril des piétons plus nombreux l'été.

Enfin, nous souhaitons confirmer qu'une fois de plus cette année, le Musée pourra être exempté de la nécessité d'installation de blocs anti terroristes au sud et au nord de l'Avenue.

LA RECONNAISSANCE

En gage de sa profonde gratitude pour ce soutien essentiel dans le contexte d'une période difficile, **le MBAM installera deux (2) plaques visibles par le public, soulignant l'engagement exemplaire de la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie**, ainsi que sa contribution exceptionnelle à la vie culturelle et artistique des Montréalais et des visiteurs. Ces plaques seront bien en vue pour le temps d'exposition de l'installation, **auxquelles s'ajouteront plusieurs actions de reconnaissance et de visibilité**.

Enfin, nous sommes confiants que ce projet de nature très *''instagrammable''* aidera également à susciter des partages spontanés sur les réseaux sociaux, faisant rayonner Montréal, métropole culturelle, auprès de touristes locaux potentiels. Quelques exemples de ce type de partage figurent dans le bilan de l'édition 2020, joint à la présente demande.

Le Musée est très reconnaissant de ce précieux partenariat qui donne vie à des projets d'art public toujours sublimes et surprenants, créés et produits par le MBAM avec des partenaires créatifs. Nous souhaitons toujours participer à la diffusion de l'art au sein de la société, et quoi de mieux que de transporter l'expérience à l'extérieur des murs du Musée et d'aller à la rencontre du citoyen directement dans la rue. Le MBAM est fier de pouvoir susciter l'émerveillement au quotidien, tout en maintenant l'accessibilité au cœur de ses valeurs et actions.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur Mikati, nos sentiments distingués.



Jo-Anne Hudon Duchesne
Directrice des opérations
Fondation du Musée des beaux-arts de Montréal

p. j. Bilan - édition 2020

c.c. Stéphane Aquin, Directeur général, MBAM
Mary-Dailey Desmarais, Conservatrice en chef, MBAM
Natalia Bojovic, Chef de service de la production des expositions, MBAM
Danielle Champagne, Directrice générale, Fondation du MBAM

EXPLOREZ MONTRÉAL AUTREMENT AVEC NOS ACTIVITÉS EXTÉRIEURES, ACCESSIBLES GRATUITEMENT ET EN TOUT TEMPS !

Exposition *Tous ensemble*

Des grandes fêtes de quartier aux manifestations sociales, l'exposition *Tous ensemble* revisite les rassemblements des Montréalaises et Montréalais des 100 dernières années.

À travers une vingtaine de photographies grand format, revivez ces grands moments qui font partie intégrante de l'identité de notre ville. Une exposition à découvrir sur l'avenue McGill College !

Et vous ? Profitez-vous de l'été pour enfin vous rassembler avec vos proches, dans le respect des mesures sanitaires en vigueur ? Partagez ces moments précieux sur Instagram avec le mot-clic #Cadrerlequotidien

Présentée par BMO En collaboration avec astral

~~Visitez la ville autrement avec les~~ Circuits urbains

Avec votre téléphone intelligent, parcourez les rues de Montréal avec les Circuits urbains du Musée McCord, et découvrez l'histoire de 150 sites de la ville et leur allure à une autre époque.

Retrouvez les Circuits urbains, conçus en collaboration avec Ivanhoé Cambridge, sur l'application *Musée McCord Museum* disponible dans l'App Store.

En collaboration avec Ivanhoé Cambridge





SEE MONTREAL DIFFERENTLY THROUGH OUR OUTDOOR ACTIVITIES, ALWAYS ACCESSIBLE AND FREE OF CHARGE!

Exhibition: *All Together*

From large neighbourhood celebrations to social protests, the exhibition *All Together* revisits the gatherings of Montrealers over the past 100 years.

Revisit special moments that are an integral part of our city's identity through 20 large-format photographs. See the exhibition on McGill College Avenue!

What about you? Are you finally getting together with your loved ones this summer while following public health measures? Share those precious moments on Instagram with the keyword #FramingEverydayLife

Presented by BMO In collaboration with astral

~~Visit the city differently with~~ Urban Tours

Using your smartphone, you can follow the McCord Museum's Urban Tours and discover the history of 150 city landmarks. You'll also see how they looked in another era.

Find Urban Tours, designed in collaboration with Ivanhoe Cambridge, on the *Musée McCord Museum* application, available in the App Store.

In collaboration with Ivanhoé Cambridge





Ville-Marie Montréal · Montréal Centre-Ville · Papillon · Les aventures du cœur de l'île · XP_MTL · Festival Quartiers Danses

MUSÉE McCORD

La Forêt urbaine du Musée McCord : un bain de fraîcheur au cœur de la ville

Du 24 mai au 17 octobre 2021

Pour une 11e édition, la *Forêt urbaine* offre aux Montréalaises et Montréalais un espace de bien-être en plein cœur du centre-ville. Avec son mobilier et ses couleurs chaleureuses, ce parc éphémère propose un moment de détente aux visiteurs et aux travailleurs du secteur afin de profiter pleinement de la saison estivale.

Le Musée compte sur vous toutes et tous pour veiller au respect des mesures sanitaires en place, et vous invite à surveiller le programme d'animations ponctuelles à venir au courant de l'été.

Musée McCord Museum

Conception / Design
Paula Meijerink, WANTED landscape
Collaboratrice
Melinda Hart, hART design

McCORD MUSEUM

The McCord Museum's Urban Forest for a breath of fresh air in the heart of the city

From May 24 to October 17, 2021

The McCord Museum has launched the 11th edition of its *Urban Forest*—a wellness oasis for Montrealers in the heart of downtown. With its street furniture and warm colours, the ephemeral park space provides a relaxing pause for visitors to make the most of summer in the city.

The Museum is counting on everyone to ensure compliance with current health measures. Stay tuned for details on the *Urban Forest's* special summer programming!

Musée McCord Museum

Conception / Design
Paula Meijerink, WANTED landscape
Collaborator
Melinda Hart, hART design

LA FORÊT URBAINE

THE URBAN FOREST

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1213200003

Nature du dossier : Convention de services avec un OSBL

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Musée des Beaux -Arts	39560
2.	Musée McCord	11791
3.	Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal	110842

Financement : Autre

Précision: Se référer à 1180141004- CA18 240349

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Voici le détail de la demande de financement pour ce dossier: Musée des Beaux-Arts (40 000 $); Musée Mc Cord (50 000 $) ; Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (25 000 $)

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant			115 000,00 $					**115 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : inconnu

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Sonya,Naud

Prénom, nom

Date et heure système : 27 mai 2021 12:03:41

POINTE-À-CALLIÈRE
CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Cahier des charges
Espace urbain de Pointe-à-Callière
Du 21 mai au 6 septembre 2021

Présenté à :
Arrondissement Ville-Marie
Bureau des festivals

Préparé par :
Annick Deblois
Chargée de projets — Programmes publics
Et
Véronique Juneau
Coordonnatrice — action culturelle et éducation

Sous la direction de Katy Tari
Direction Collections – Programmes et services au public

Mai 2021

INFORMATIONS SUR L'ORGANISME

Nom légal de l'organisme : Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière

Adresse du siège social de l'organisme : 350, place Royale, Montréal (Québec), H2Y 3Y5

Téléphone : 514-872-9150

Site Web : https://pacmusee.qc.ca

Personnes responsables : Annick Deblois, Chargée de projets – programmes publics et Véronique Juneau, coordonnatrice, action culturelle et éducation.

Téléphone : 514-868-1771 ; 514-868-5676

Courriel : adeblois@pacmusee.qc.ca ; vjuneau@museepac.qc.ca

Statut juridique de l'organisme et date d'incorporation : Organisme sans but lucratif, 1992

INFORMATION SUR LE PROJET D'ÉVÉNEMENT OU DE FESTIVAL

Nom du projet : Espace urbain de Pointe-à-Callière

Lieu (x) de réalisation du projet : Place Royale et place d'Youville

Dates de la tenue du projet : vendredi 21 mai au mardi 7 septembre 2021

S'il y a lieu, dates du montage et démontage :

Montage :

Jeudi 20 mai : de 8 h à 15 h

Vendredi 21 mai : de 8 h à 12 h

Démontage :

Mardi 7 septembre de 7 h à 12h

Discipline : Loisirs culturels

Décrire brièvement l'objet de la demande : Demande d'occupation d'espace la tenue de l'événement Espace piétonne 2021.

Budget global de l'événement : 100 000 $

DOCUMENTS À JOINDRE À LA PRÉSENTE DEMANDE

POUR LE PROJET D'ÉVÉNEMENT :

- **LA DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT ;**

La programmation de l'été 2021 inspirée de notre exposition estivale *Train, transporteur de rêves* et plus spécifiquement de la section « Un univers avant tout ludique » abordant les parcs d'attractions et les fêtes foraines. Nous proposons des événements spéciaux inspirés de cette thématique, tout en reconduisant nos fameux *Midis musique* pour une 4e année. Exceptionnellement, les *dimanches familles deviendront les Weekends fêtes foraines pour la saison 2021*. Ainsi, dans le contexte de la COVID, nous souhaitons pouvoir offrir un espace accueillant, sécuritaire, mais également ludique et participatif pour les Montréalais.

Les objectifs de l'événement et en quoi votre projet représente-t-il une valeur ajoutée à l'offre actuelle d'événements sur le domaine public ?

- Accroître le dynamisme et la fréquentation de la rue piétonne ;
- Se réapproprier les espaces verts et les espaces publics par les piétons ;
- Créer un aménagement urbain attrayant, confortable et sécuritaire pour les passants ;
- Développer des partenariats avec des organismes culturels de Montréal, dont les Pop Montréal, SDC Vieux-Montréal, etc. ;
- Participer à la relance culturelle du quartier du Vieux-Montréal.

Partenaires financiers :

SDC : 15 000 $ à confirmer

Arrondissement Ville-Marie : 25 000 $

Le scénario du montage au démontage

Montage – rue piétonne 2021

Vendredi 14 mai

Installation des avis de fermeture de rues (signalisation 1010)

Jeudi 20 mai

7h Installation des interdictions de stationnement (signalisation 1010)

8 h Transport de mobiliers : PAC + Circuit 24

9 h Installer le mobilier de façon aérée pour respecter la distanciation de 2 mètres

Entre 13 h et 16 h

Arrivée de la caravane de Gilles St-Croix sur le site

Vendredi 21 mai – fermeture des rues

6 h 30–

Fermeture des rues (équipements et signalétique temporaire) – signalisation 1010

Remorquage au besoin (signalisation 1010 + Ville de Montréal)

Installation des barrières mills en attendant les blocs de béton.

7 h –

Arrivée et livraison des blocs de béton– Ville de Montréal

Arrivée et livraison des bollards mobiles + cloches de béton – Ville de Montréal

8h -

Arrivée de Jack World (arche signalétique)

Placer les blocs – selon le plan et mettre au niveau (94,79 cm entre les 2 blocs)

Jack World ira chercher l'arche et les couvre-blocs dans à l'entrepôt.

*appeler Signalisation 1010 quand les équipements et la signalisation permanente sont installés pour qu'ils retirent leurs équipements temporaires

Le plan d'installation préliminaire : [voir pièce jointe – *Plan Piétonne 2021*]

PROTOCOLE SANITAIRE POUR LE LIEU DE PRÉSENTATION

Selon le protocole d'accueil du public rédigé par les promoteurs de Festivals de Montréal, nous souhaitons présenter des animations selon le modèle de site « LIBRE D'ACCÈS ». Il est défini par : « Domaine piétonnier sans accès restreint ». Le site libre d'accès se caractérise par un large corridor de déplacement naturel des passants et des participants qui est préservé en continu dans le secteur, durant toute la durée de l'événement/activité. Il n'est pas nécessaire d'y organiser un sens de circulation, entrée, sortie ou file d'attente dans un secteur ou un site dans un espace libre d'accès.

Du mobilier et un aménagement estival y seront installés et des animations spécifiques y sont organisées pendant les fins de semaine et les jeudis midis.

L'espace piétonne est de 7 895 m2. Si nous enlevons les structures extérieures (caravane, chaises, tables pique-nique et autres ornement décoratif), nous avons un espace approximativement de **5 000m2**.

Pendant la semaine, nous invitons les passants à contempler et utiliser l'espace urbain avec son aménagement extérieur installé de façon sécuritaire et en respectant les consignes sanitaires émis par la santé publique.

Pour un 4e été, les jeudis midis du 8 juillet au jeudi 26 août, des artistes émergents réaliseront une prestation musicale d'une durée de 20 minutes. Nos ***Midis-musique*** sont une belle collaboration avec Pop Montréal, organisation bien réputée dans le domaine des arts vivants.

Palier 1- Zone rouge avec consignes sanitaires actuelles	1 Spectacle de 20 minutes, de type *prestation spontanée*- sur le toit de la Maison des marins (musique d'ambiance) et diffusion en direct sur nos médias sociaux.	Circuit piétonnier déambulatoire
Palier 2 -Zone orange	Spectacle de 20 minutes sur l'Espace urbain de façon spontanée, donc aucune annonce publique à l'avance.	Capacité d'accueil : 10 m2/ personne (500 personnes)
Palier 3-Zone jaune	2 spectacles de 20 minutes avec une intermission de 20 minutes entre les 2 spectacles qui sont annoncés sur nos médias sociaux et notre site web.	Capacité d'accueil : 7 m2/personnes (715 personnes)
Palier 4-Zone verte	Spectacle de 60 minutes annoncé à l'avance sur les médias sociaux et autres moyens de communication	Capacité d'accueil : 4,5 m2/ personnes (1 100 personnes)

Afin de rendre l'espace plus dynamique et de participer à la relance culturelle de notre quartier, nous souhaitons présenter une activité d'animation dans l'espace piétonne seulement la fin de semaine.

De ce fait, tous les samedis et dimanches, du samedi 3 juillet au dimanche 22 août 2021 de 12 h à 16 h , nous proposons des ***Week-ends fête foraine***, soit deux jours d'animations pour les familles et notre jeune public ! Ce carrousel à propulsion humaine permettra aux enfants et leurs parents de vivre une expérience unique inspirée du monde forain et du cirque traditionnel d'antan.

Le petit cirque du grand Bernardo occupe un espace approximatif de 300 m2 qui inclut tout le matériel d'animation ainsi que de l'espace pour la circulation.

Palier 1- Zone rouge avec consignes sanitaires actuelles	• Présence de l'animation : *Le petit cirque du grand Bernardo* • Participation par rendez-vous seulement via Point de vente • On réduit la jauge de 10 à 6 enfants et de 4 à 2 adultes. • Tous les participants portent un masque. • Le carrousel sera bien clôturé à l'aide de barrières. • Marquage au sol de 2 mètres pour participation à l'activité. • Nettoyage de tout l'équipement utilisé entre chaque animation.	Circuit piétonnier déambulatoire Sauf pour les participants qui ont réservé pour *Le petit cirque du grand Bernardo.*
Palier 2 -Zone orange	• L'activité *Le petit cirque du grand Bernardo* sera annoncé via nos réseaux sociaux et site web. Participation par rendez-vous via Point de vente. • On réduit la jauge de 10 à 6 enfants et de 4 à 2 adultes. • Tous les participants portent un masque. • Le carrousel sera bien clôturé à l'aide de barrières. • Marquage au sol de 2 mètres pour participation à l'activité.	Capacité d'accueil : 10 m2/ personne (500 personnes)
Palier 3-Zone jaune	L'activité *Le petit cirque du grand Bernardo* sera annoncé via nos réseaux sociaux et site web. Aucune réservation requise. • La jauge de l'activité est de 10 et de 4 adultes. • Tous les participants portent un masque. • Le carrousel sera bien clôturé à l'aide de barrières. • Marquage au sol de 2 mètres pour participation à l'activité.	Capacité d'accueil : 7 m2/personnes (715 personnes)
Palier 4-Zone verte	• L'activité *Le petit cirque du grand Bernardo* sera annoncé via nos réseaux sociaux et site web. Aucune réservation requise. • La jauge de l'activité est de 10 et de 4 adultes.	Capacité d'accueil : 4,5 m2/Péronne (1 100 personnes)

Dans le cadre de ces animations, le musée s'engage à :

1. Afficher des consignes sanitaires précises et claires sur le site extérieur via des affiches installées à des lieux stratégiques sur le site ;
2. Installer des stations de nettoyage des mains aux entrées et aux sorties du site ;
3. D'avoir une équipe mobile qui couvre le secteur pour informer et sensibiliser les participants et les passants des règlements et du fonctionnement du secteur et des sites. De ce fait, il y aura un contrôle du respect des conditions sanitaires est effectué.
4. Fermer momentanément l'accès au site avec l'aide de son équipe mobile et des agents de sécurité, en cas d'enjeux de distanciation et de circulation sur le site libre d'accès. Un protocole de détournement est en place et connu des employés. Ceci est surtout mis en place pendant la fin de semaine.
5. Configurer le site afin de donner accès aux commerces, aux habitations, aux organismes et entreprises implantés dans le secteur piétonnier en tout temps. L'aménagement permet une libre circulation des piétons.
6. Configurer le mobilier de façon à ce qu'il assure une distanciation sans effort pour les visiteurs.

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant son adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **FONDATION DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE** , constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 350, place Royale Montréal (Québec) H2Y3Y5 agissant et représentée par, **Anne Élisabeth Thibault** , directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de Piétonisation au centre-ville depuis maintenant 11 ans;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, la participation financière de la Ville dans le cadre de la Piétonisation au centre-ville, pour la réalisation du Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 1 des présentes;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 **« Annexe 2 »** Entente et conditions de versements

1.3 « **Annexe 3 »** Objectifs et modalités d'utilisation de logo de Ville-Marie

1.4 « **Responsable** » : Stéphanie Turcotte, directrice de l'Aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie.

1.5 « **Unité administrative** » : Division de la mobilité et de la planification de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des annexes 1, 2 ,3 ci-jointe pour la réalisation de projets d'aménagements et d'activités piétonnières pour la saison estivale 2021.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 21 mai 2021 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 7 septembre 2021.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3.

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de vingt cinq mille dollars (25 000 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 2.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder vingt-cinq mille dollars (25 000 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de

mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 350, place Royale Montréal (Québec), H2Y3Y5 et tout avis doit être adressé à l'attention d' Anne Élisabeth Thibault, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boul. De Maisonneuve Est 17^{e} étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan , Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

FONDATION DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE

Par : _____
Anne Élisabeth Thibault, directrice générale

Cette entente a été approuvée par le conseil du 8 juin 2021 de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver l'entente).

[

ANNEXE 1

2. CONCEPT 2021

L'été 2021 sera sous la thématique du cirque ! Nous souhaitons proposer des évènements spéciaux inspirés de cette thématique, tout en reconduisant les activités des *Midis musique* et des *Dimanches Familles*, qui connaissent un grand succès auprès des travailleurs du quartier et des visiteurs du Musée. Ainsi pour 2021, nous souhaitons consolider cette programmation d'activités récurrentes pour marquer les habitudes de nos visiteurs et accroître notre fréquentation. Dans le contexte de la COVID, nous souhaitons pouvoir offrir un espace accueillant et sécuritaire pour les Montréalais.

Midis-musique
Jeudi 8 juillet au 26 août 2021,
dès 12 h (8 concerts)
Pour un 4e été, les jeudis midis seront musicaux à Pointe-à-Callière. Tous les jeudis midis, des artistes émergents réaliseront des prestations musicales entre 12 h et 13 h



ANNEXE 1

Les Week-ends cirque

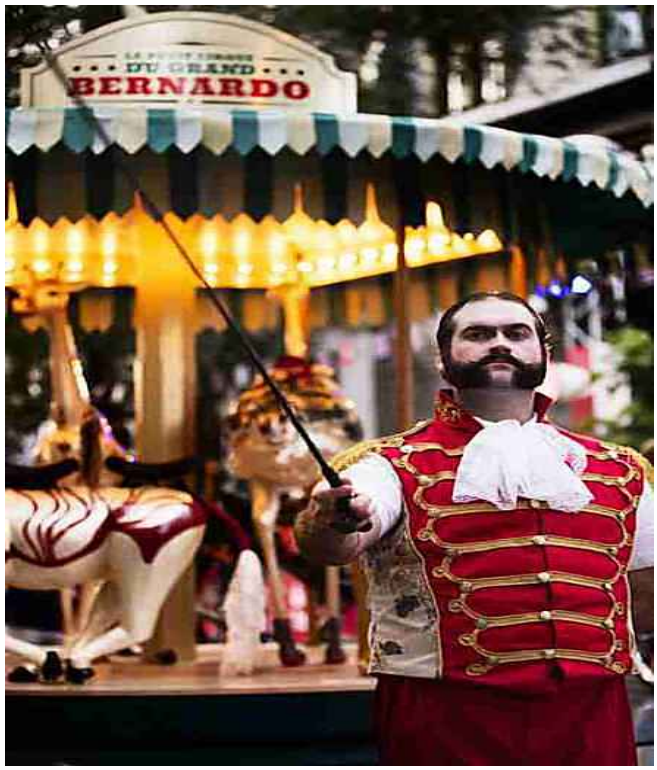
Tous les samedis et dimanches, du samedi 10 juillet au dimanche 29 août 2021 de 12 h à 16 h.

Cette année, en remplacement à nos Dimanches Famille, nous proposons des Week-ends cirque, soit deux jours d'animations pour les familles et notre jeune public !

À l'occasion de huit week-ends, les familles sont invitées à grimper et expérimenter le « Petit cirque du Grand Bernardo ». Découvrez l'univers du Grand Bernardo, dompteur de fauves affairés à dresser la ménagerie d'un carrousel ! Ce carrousel à propulsion humaine permettra aux enfants et leurs parents de vivre une expérience unique inspirée du monde forain et du cirque traditionnel d'antan.

En plus de proposer une animation ludique et théâtrale pour les jeunes, le carrousel sert comme signalétique annonçant l'exposition sur le cirque et embellissant notre rue piétonne.

Plan COVID : Après chaque utilisation, le carrousel sera désinfecté et il y aura des marqueurs au sol afin de bien démarquer la distance de 2 mètres en chaque participant, dans la file d'attente. La capacité de place assise dans le carrousel pourra être réduite en conséquence.



ANNEXE 2

ENTENTE ET CONDITIONS DE VERSEMENTS

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de 80 % (vingt mille) dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de 20% (cinq mille) dollars (5 000 $), au plus tard le 7 septembre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 7 septembre 2021 la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

ANNEXE 3

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).


Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant son adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LE MUSÉE MCCORD**, Personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 690 rue Sherbrooke O.,Montréal Québec H3A 1E9 agissant et représentée par Suzanne Sauvage, présidente et chef de la direction dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :103047676
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006283221
Numéro d'inscription d'organisme de charité : ARC : 10304 7676 RR 0001

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de Piétonisation au centre-ville depuis maintenant 11 ans;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, la participation financière de la Ville dans le cadre de la Piétonisation au centre-ville, pour la réalisation du Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 1 des présentes;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » :	Description de la prestation de service du Contractant.
1.2 **« Annexe 2 »**	Entente et conditions de versements.
1.3 « **Annexe 3 »**	Objectifs et modalités d'utilisation de logo de Ville-Marie.
1.4 « **Responsable** » :	Stéphanie Turcotte, directrice de l'Aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie.
1.5 « **Unité administrative** » :	Division de la mobilité et de la planification de l'arrondissement de Ville-Marie.
1.1 « **Annexe 1** » :	Description de la prestation de service du Contractant.
1.2 « **Responsable** » :	Stéphanie Turcotte, directrice de l'Aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie.
1.3 « **Unité administrative** » :	Division de la mobilité et de la planification de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et annexes 1, 2 ,3 ci-jointe pour la réalisation de projets d'aménagements et d'activités piétonnières pour la saison estivale 2021.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1 mai 2021 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 30 avril 2022.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3.

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront

respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 2.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder cinquante mille dollars 50 000 $.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée

de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (deux millions) dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 690 rue Sherbrooke O.,Montréal Québec H3A 1E9 et tout avis doit être adressé à l'attention de Suzanne Savage. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boul. De Maisonneuve Est 17^{e} étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2021

LE MUSÉE MCCORD

Par : _____
Suzanne Savage, présidente

Cette entente a été approuvée par le conseil du 8 juin 2021 de l'arrondissement Ville-Marie de la Ville de Montréal, de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver l'entente).

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

Du 1er au 23 mai 2021: Montage *La Forêt urbaine*

Du 23 mai au 17 octobre 2021 : *La Forêt urbaine*

- Aménagement urbain : mobilier urbain, bancs, structures, tapis au sol, tables à pique-nique (si le contexte le permet)
- Activités : À valider selon le contexte
- Nouveauté : intention de développer un espace vert (jardin public ou communautaire, espace végétalisé du côté de la rue Président Kennedy)

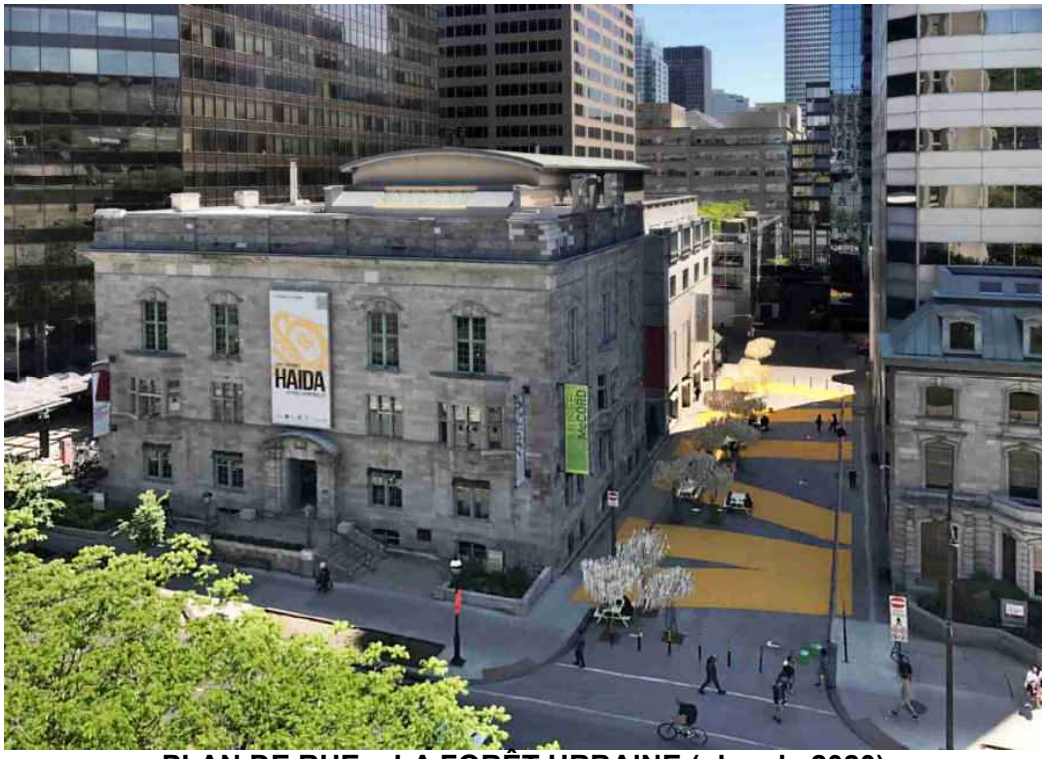
Du 1er ou 8 novembre 2021 au 9 janvier 2022 : *Univers enchantés* (vitrine Ogilvy)

- Exposition : Vitrine d'exposition
- Aménagement : structures illuminées, espace de déambulation

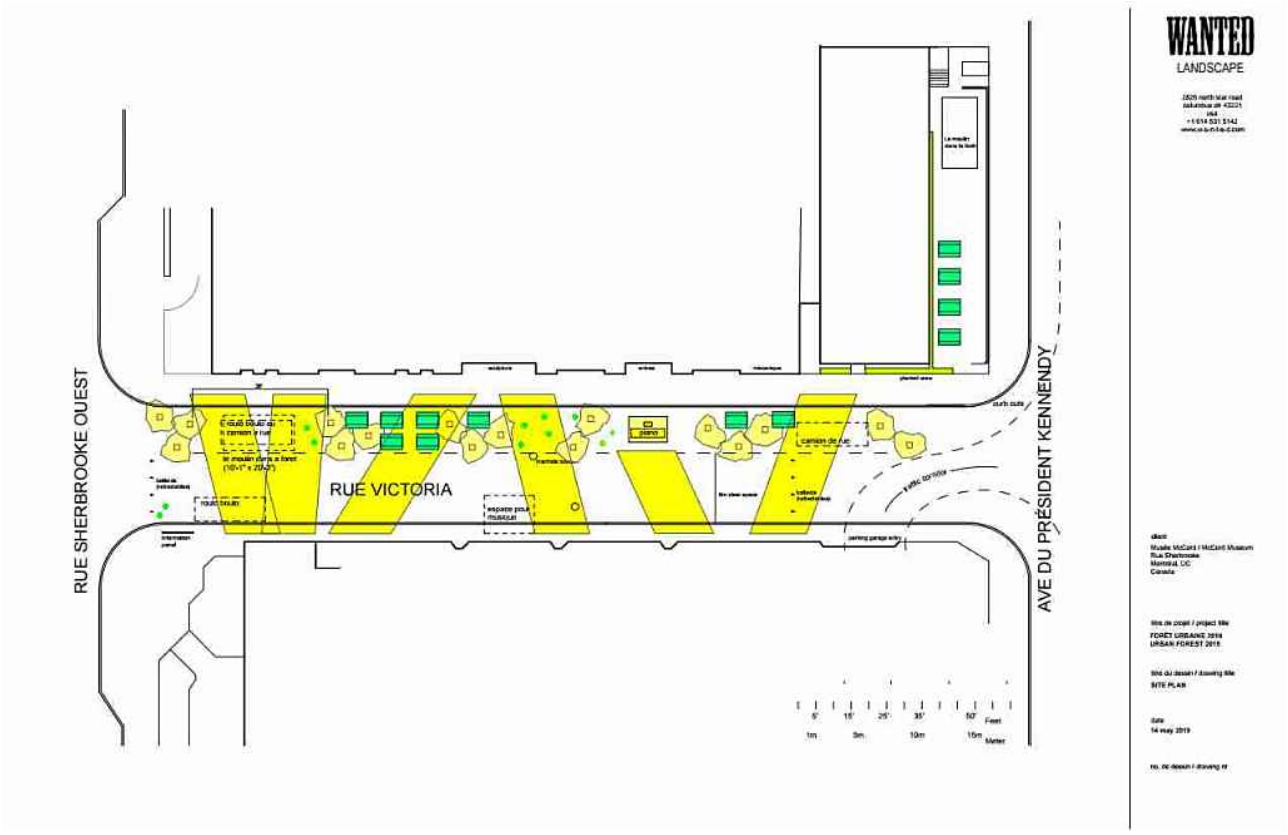
Du 10 janvier au 1er mai 2022

- Installation des structures illuminées
- Les passants pourront continuer de profiter de l'installation (structures illuminées) de la mi-janvier à avril. Un programme d'activités ponctuelles, ou dans le cadre de la semaine de relâche, sera réfléchi

LA FORÊT URBAINE



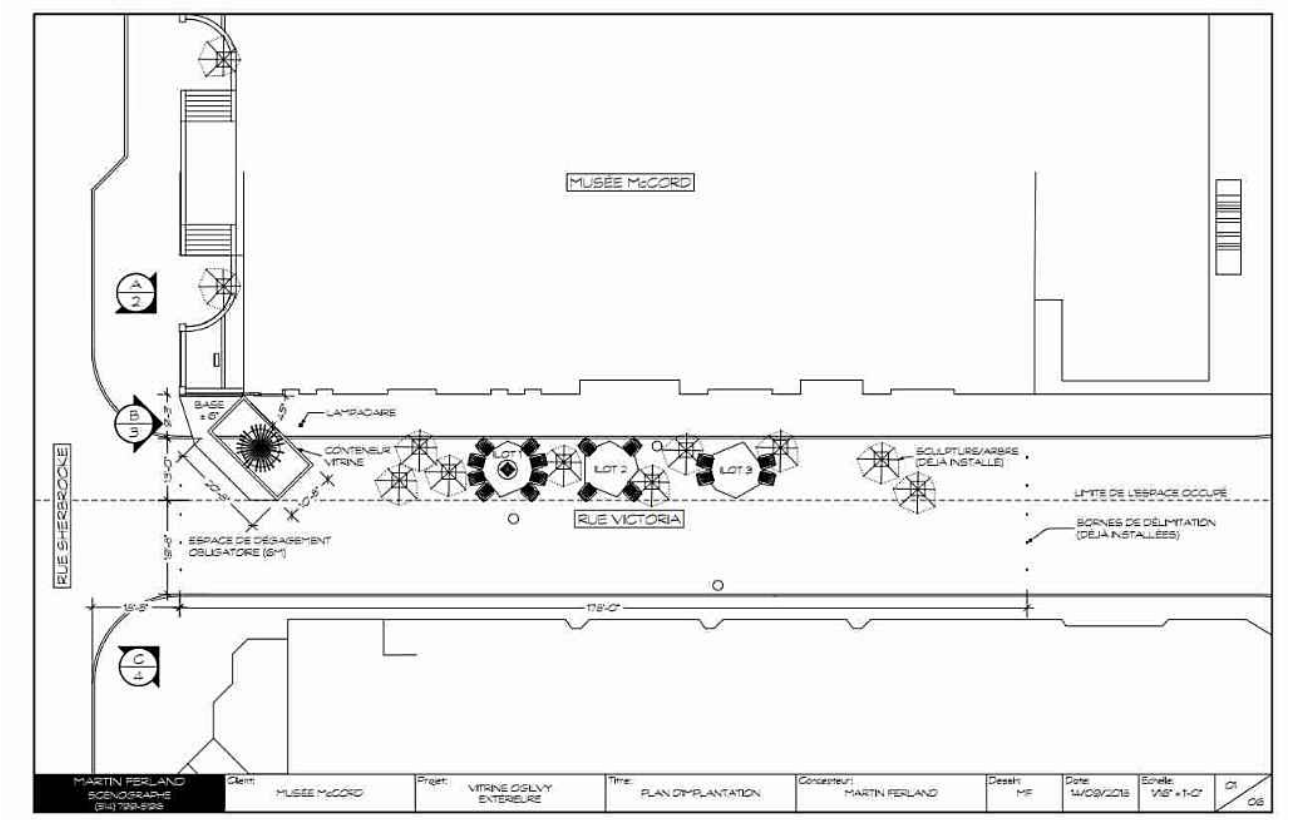
PLAN DE RUE – LA FORÊT URBAINE (plan de 2020)



UNIVERS ENCHANTÉS



PLAN DE RUE - UNIVERS ENCHANTÉS (plan récurrent)



ANNEXE 2

ENTENTE ET CONDITIONS DE VERSEMENTS

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de 80 % de quarante mille dollars (40 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de 20% de dix mille dollars (10 000 $), au plus tard le 30 avril 2022.

  Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention

  Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 30 avril 2022 la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

ANNEXE 3

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant son adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL, personne morale constituée en vertu de la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal (RLRQ, C. M-42), dont l'adresse principale est située au 3430, AVENUE DU MUSÉE MONTRÉAL QUÉBEC H3G 2C7 agissant et représentée par Stéphane Aquin , Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 119049526
Numéro d'inscription TVQ : 1006004225TQ0001

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de Piétonisation au centre-ville depuis maintenant 11 ans;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, la participation financière de la Ville dans le cadre de la Piétonisation au centre-ville, pour la réalisation du Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 1 des présentes;

ATTENDU QUE pour exécuter les services prévus à la présente convention, le Contractant doit détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics ou de toute autre autorité qui lui succède;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » :	Description de la prestation de service du Contractant.
1.1 « **Annexe 1** » :	Description de la prestation de service du Contractant.
1.2 **« Annexe 2 »**	Entente et conditions de versements
1.3 « **Annexe 3 »**	Objectifs et modalités d'utilisation de logo de Ville-Marie
1.4 « **Responsable** » :	Stéphanie Turcotte, directrice de l'Aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie.
1.5 « **Unité administrative** » :	Division de la mobilité et de la planification de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des annexes 1, 2 ,3 ci-jointe pour la réalisation de projets d'aménagements et d'activités piétonnières pour la saison estivale 2021.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 24 mai 2021 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 29 octobre 2021.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3.

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quarante mille dollars (40 000 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 2.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder quarante mille dollars (40 000) $.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages

matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 3430, AVENUE DU MUSÉE MONTRÉAL QUÉBEC H3G 2C7 et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boul. De Maisonneuve Est 17^{e} étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2021

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphane Aquin directeur général

Cette entente a été approuvée par le conseil du 8 juin 2021 de l'arrondissement Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2021. (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver l'entente).

[

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

CONCEPT INSTALLATION 2021

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) dévoile *La Dérive*, une installation éphémère déployée sur l'avenue du Musée, convertie en aire piétonne durant la saison estivale. Cette réalisation du Collectif Incognito intègre un poème de l'auteure innue Joséphine Bacon en hommage aux glaciers, dont la fonte accélérée précarise de nombreuses espèces et populations. Ellefait également écho aux expositions *Écologies : ode à notre planète* et *Riopelle : à la rencontre des territoires nordiques et des cultures autochtones* à l'affiche au Musée.

Depuis 2013, le MBAM invite des créateurs à imaginer une installation pour l'avenue du Musée au nord de la rue Sherbrooke fermée à la circulation durant l'été. Cette année, le Collectif Incognito propose aux promeneurs et visiteurs du Musée une méditation sur le fragile équilibre de la nature, à travers les mots de Joséphine Bacon, conteuse, parolière et réalisatrice, ambassadrice de la culture des Premières Nations au Québec et à l'étranger.

Bordée par le jardin de sculptures CGI et du Jardin Max et Iris Stern, du MBAM, l'installation La dérive forme une coulée de fragments de glaces, entremêlés des vers calligraphiés de Joséphine Bacon. Les passants peuvent s'assoir sur l'une des assises en forme de glacier puis, munis de leur appareil mobile, télécharger une piste sonore à partir d'un code QR, qui leur permettra d'écouter La Dérive, récitée en innu par son auteure, en français par André Robitaille et en anglais par Laurence Lebœuf. « Il y a des milliers d'années, la fonte des glaciers a permis l'établissement des premiers peuples autochtones sur des territoires qu'ils habitent encore dans un esprit de synergie avec la nature. L'installation *La Dérive* propose aux citadins de se laisser "dériver" en pleine ville, portés par le flot d'une nature à la fois forte et fragile, qui reprend ses droits au cœur même de la cité. », explique le Collectif Incognito.

À propos du Collectif Incognito

Le Collectif Incognito est une communauté d'artistes et d'artisans de Montréal rassemblés par la passion de la création. C'est au cœur de l'adversité des derniers mois que le Collectif Incognito a été mis sur pied, issu d'une envie de se mobiliser pour créer des moment poétiques et rassembleur au cœur des villes pour amuser et surprendre les citoyens. Notre approche de travail est fortement basée sur la collaboration entre les membres du Collectif mais aussi avec le client que nous incluons dans le processus de création. Nous voulons créer des aménagements intégrés dans leur milieu d'intervention qui mettent en valeur le bagage culturel, social et historique du site. Nous cherchons toujours à minimiser notre impact environnemental par le choix des matériaux et des procédés de fabrication et voulons collaborer avec des entreprises locales. Chaque projet est unique et la variété des spécialistes au sein du Collectif nous permet de créer des équipes pluridisciplinaires adaptées à chacun d'eux. Cela nous permet d'aller au delà des attentes, d'innover et de créer des expériences uniques. collectifincognito.com

ANNEXE 2

ENTENTE ET CONDITIONS DE VERSEMENTS

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de 80 % (trente-deux mille) dollars, (32 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de 20% (huit mille) dollars (8 000 $), au plus tard le 30 octobre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 29 octobre 2021 la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

ANNEXE 3

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Ville-Mar
Montréa

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1213200003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec Le Musée des Beaux-Arts, Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) et Le Musée McCord pour la réalisation de projets d'aménagements et rue piétonnes pour l'été 2021 dans l'arrondissement de Ville-Marie;

  et accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

  - *40 000 $ au Musée des Beaux-Arts;*
  - *25 000 $ au Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière);*
  - *50 000 $ au Musée McCord;*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 115 000,00 $

	Années antérieures	2021
Montant	-	115 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 115 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306300	06501	61900	016491	0000	000000	028050	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM13200003
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **31-05-2021**

Date et heure système : 31 mai 2021 14:26:52

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représenté par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du Conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE** constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 350, place Royale Montréal (Québec) H2Y3Y5 agissant et représentée par, **Anne Élisabeth Thibault** , directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 134213917
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1014770808
Numéro d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après nommé : le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la convention initiale a été approuvée le 8 juin 2021 (Résolution CA21 240227)

ATTENDU QUE la convention a été approuvée par la résolution CA21 xxxxxx, de modifier le nom du contractant;

ATTENDU QUE la Ville et le Contractant se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

Dans la partie sous :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le contractant **FONDATION DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE a** été modifié par : **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE**

Dans la partie sous :

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE,

Le contractant **FONDATION DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE** a été modifié par : **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE**

Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Le_____ e jour de _____2021

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

CONTRACTANT
SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-A-CALLIÈRE

Le_____ e jour de _____2021

Par : _____
Anne Élisabeth Thibault, directrice générale

Cette entente a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de xxx2021 (Résolution CA21 ___

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218220004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1874 507,56 $ à Bordures et trottoirs Alliance pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa et autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83 $ (appel d'offres public VMP-21-015 – 4 soumissionnaires conformes)

D'autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83$ pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa;

D'accorder, à cette fin, un contrat de 1 874 507,56 $, taxes incluses à Bordures et trottoirs Alliance, plus bas soumissionnaire conforme, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-21-015 - 4 soumissionnaires conformes);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 374 901,51$;

D'autoriser un budget prévisionnel d'incidences au montant de 187 450,76$;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 14:45

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218220004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1874 507,56 $ à Bordures et trottoirs Alliance pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa et autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83 $ (appel d'offres public VMP-21-015 – 4 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel est à l'effet d'octroyer un contrat pour l'exécution des travaux du projet d'aménagement de la Place Ottawa.
La Fonderie Darling, établissement culturel implanté depuis 2002 sur la rue Ottawa, utilise en période estivale le tronçon de la rue Ottawa depuis 2005 afin d'y faire la promotion de l'expression artistique toute discipline. La Fonderie Darling a demandé à plusieurs reprises la fermeture permanente de la rue.

En 2019, l'arrondissement a décidé la fermeture permanente de la rue à la circulation véhiculaire, afin d'offrir une nouvelle place publique au quartier.

En raison de l'implication de la Fonderie dans l'animation de cet espace, l'arrondissement a décidé de concevoir la future place selon un processus de co-construction avec les principales parties prenantes concernées à savoir les deux riverains directs de la future place : La Fonderie et Hydro-Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA20 240045 - 11 février 2020: Accorder un contrat de services professionnels à la firme Daoust Lestage conformément à l'entente-cadre 18-17150;
Résolution: CA20 240224 - 9 juin 2020: Accorder un contrat de services professionnels à la firme WSP conformément à l'entente-cadre VMP-19-016;

DESCRIPTION

Cette nouvelle place publique sera située sur la rue Ottawa entre les rues Princes et Queen. L'inspiration pour le concept s'appuie sur l'histoire industrielle de l'ancien Faubourg des Récollets tout au long du 19ème siècle et de la 1ère moitié du 20ème siècle, notamment avec la présence de la fonderie des frères Darling à l'angle des rues Ottawa et Prince.

Cette fonderie produisait des pièces métalliques pour l'industrie par coulage de la fonte dans des moules. Le déplacement des pièces de métal se faisait à l'aide d'un pont roulant. C'est en référence à ce pont roulant qu'une arche a été proposée sur le site pour faire le lien historique. De plus, l'insertion de pierres dans le sol en béton de la place rappelle les éclats

de métal lors de la fonte et de l'usinage.

Finalement, l'arbre principal, le verdissement et le long banc viennent compléter ces références à l'histoire industrielle du lieu.

JUSTIFICATION

Suite à l'appel d'offre public VMP-21-015, nous avons reçu quatre (4) soumissions conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES (20%) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Bordures et trottoirs Alliance	1 874 508 $	374 902 $	2 249 409 $
St-Denis Thompson	1 963 141 $	392 628 $	2 355 769 $
Bau-Québec	2 194 161 $	438 832 $	2 632 993 $
Les Constructions H2D	2 448 527 $	489 705 $	2 938 233 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 290 566 $	458 113 $	2 748 680 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			2 544 100,81 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			13,10%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			688 824 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			30,62%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-499 270 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-18,16%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			106 360 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			4,73%

Une grille d'évaluation avec trois critères d'évaluation était prévue à cet appel d'offre:

Expérience du soumissionnaire: 30%
Échéancier: 30%
Prix: 40%

Suite au comité de sélection, Bordures et trottoirs Alliance a obtenu le plus haut pointage.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une fois la place publique réalisée :

- La Fonderie pourra poursuivre son animation et l'élargir "4 saisons".
- Hydro-Québec, en donnant son accord à l'intégration d'une partie de son terrain au projet, contribue à augmenter les usages et le verdissement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les travaux à réaliser étant à l'extérieur, le respect des règles de la CNESST sont facilement respectables et seront vérifées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué de presse à été publié ou sera publié.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CA: 14 septembre 2021
Date de début du projet: 15 septembre 2021
Date de fin du projet: 1 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements , aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2021-08-25
Christian C MIRON ingenieur(e)		Éric BELLEVILLE c/d voirie	
Tél : **Télécop. :**	514-868-5825 514-868-3293	**Tél :** **Télécop. :**	514-872-1048

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2021-08-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218220004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 1874 507,56 $ à Bordures et trottoirs Alliance pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa et autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83 $ (appel d'offres public VMP-21-015 – 4 soumissionnaires conformes)



01 - VMP-21-015_Ventilation sommaire_20210826.pdf



02 - VMP-21-015_Aspect financier_20210826.pdf



02 - VMP-21-015_Aspect financier_20210826.xlsm



03 - VMP-21-015_analyse_conformite_soumission_AH-R.pdf



04 - VMP-21-015 - PV ouverture_signé.pdf



05 - VMP-21-015_Comité-Évaluation_général.pdf



06 - Soumission - BORDURES ET TROTTOIRS ALLIANCE_Section A.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 514-868-5825
Télécop. : 514-868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1218220004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 1874 507,56 $ à Bordures et trottoirs Alliance pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa et autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83 $ (appel d'offres public VMP-21-015 – 4 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1218220004_information comptable-VM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-27

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgetaire
Tél : 517-872-1054
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1218220004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 1874 507,56 $ à Bordures et trottoirs Alliance pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa et autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83 $ (appel d'offres public VMP-21-015 – 4 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1218220004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-26

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières matérielles et informationnelles
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Soumission VMP-21-015

Projet:

Projet d'aménagement de la Place Ottawa

Calcul du coût des travaux			**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat					
Montant travaux		1 630 361,00 $	81 518,05 $	162 628,51 $	1 874 507,56 $
Montant contingences	20%	326 072,20 $	16 303,61 $	32 525,70 $	374 901,51 $
Total - Contrat		**1 956 433,20 $**	**97 821,66 $**	**195 154,21 $**	**2 249 409,07 $**
Dépenses incidentes					
Incidences	10%	163 036,10 $	8 151,81 $	16 262,85 $	187 450,76 $
Coût des travaux (montant brut à autoriser)		**2 119 469,30 $**	**105 973,47 $**	**211 417,06 $**	**2 436 859,83 $**
Calcul du coût après la ristourne					
Ristourne TPS 100% du 5%			105 973,47 $		105 973,47 $
Ristourne TVQ 50% du 9,975%				105 708,53 $	105 708,53 $
Coût net des travaux après ristourne			**- $**		**2 225 177,83 $**

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1218220004

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers recherche des fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu utilitaires) -- Accès sécurisé --

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Bordures et trottoirs Alliance	496496

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant					243 685,98 $	2 193 173,85 $		**2 436 859,83 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 13,5

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	14.0	septembre	2021.0	Date de fin :	1.0	novembre	2022.0

Formulaire complété par : Christian Miron

Prénom, nom

Date et heure système : 26 août 2021 12:10:06

Formulaire VM_GDD_Asp Fin - Version 2.0

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-21-015**
Titre d'AO :	**Aménagement place Ottawa**
Date d'ouverture :	**05-août-21**
Heure d'ouverture :	**11h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Bordures et trottoies alliance inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 874 507,56 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	St-Denis Thompson inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 963 140,64 $
Dernière estimation :	2 290 566,29 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-18%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	5%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Bordures et trottoirs alliance inc.	1 874 507,56 $	Conforme	CONFORME	
2	St-Denis Thompson inc.	1 963 140,64 $	Conforme	CONFORME	
3	Bau-Québec Ltée	2 194 160,67 $	Défaut mineur	CONFORME	/ L'annexe H non-jointe défaut mineur non-remédier vu le non plus bas soumissionnaire. / Échéancier non-jointe défaut mineur non-remédier vu le non plus bas soumissionnaire.
4	Les constructions H2D inc.	2 448 527,15 $	Conforme	CONFORME	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Annie Hazel Roy Date :

Vérifiée par : Date : 31/08/2021

Ville-Marie
Montréal

Projet d'aménagement de la Place Ottawa
VMP-21-015

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 5 août 2021, à 11 heures, au comptoir d'accueil de la Salle du conseil, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal H2L 4L8.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis public publié le 13 juillet 2021 dans *Le Journal de Montréal,* l'ouverture des soumissions reçues dans le délai requis est effectuée par Madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, et en présence de madame Sandy Pinna, analyste de dossiers et de madame Annie Hazel Roy, préposée à la gestion des contrats.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission Taxes incluses
Bau-Québec ltée	2 194 160,67 $
Bordures et trottoirs Alliance inc.	1 874 507,56 $
Les Constructions H2D inc.	2 448 527,15 $
St-Denis Thompson inc.	1 963 140,64 $

K Rowan 2021-08-11
Katerine Rowan, avocate — date
Secrétaire d'arrondissement
Division du Greffe

Sandy Pinna 2021-08-11
Sandy Pinna — date
Analyste de dossiers
Division du Greffe

Anni. Hazel Roy 2021-08-11
Annie Hazel Roy — date
Préposée à la gestion des contrats
Section du soutien administratif

VMP-21-015 - Projet
d'aménagement de la place Ottawa

FIRME	Expérience du soumissionnaire 30%	Échéancier du soumissionnaire 30%	Prix de la soumission 40%	0 0%	0 0%	0 0%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Bordures et trottoirs alliances inc	23,67	30,00	40,00				93,67		-	
St-Denis Thompson inc	25,67	24,71	38,19				88,57		-	
Les constructions H2D inc.	29,00	24,71	30,62				84,33		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	mercredi 18-08-2021
Heure	14 h 00
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Secrétaire	Jonathan Chalifoux

Ville-Marie
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : VMP-21-015

ADDENDA 2

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Au comptoir d'accueil de la Salle du conseil, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal H2L 4L8, avant 11h00
03	06	2021	05	08	2021	

Description et sommaire de soumission	Montant
PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE OTTAWA, entre les rues Prince et Queen	
Montant total avant taxes :	1 630 361,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	81 518,05 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	162 628,51 $
Montant total :	**1 874 507,56 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172662505

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Bordures et trottoirs Alliance inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

11725 boul.Rivière-des-Prairies, Montréal (Québec) H1C 1R2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514-494-2624	
ERIC SALVAS, ING., DIRECTEUR DES PROJETS	Télécopieur :	514-494-0621	
	Courriel :	info@btalliance.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	5	août	2021

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Mar
Montré

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1218220004

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83$ pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa;

-accorder, à cette fin, un contrat à Bordures et trottoirs Alliance, plus bas soumissionnaire conforme et ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, au prix de sa soumission de 1 874 507,56$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-21-015 - 4 soumissionnaires dont 3 conformes);

-autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 374 901,51$;

-autoriser un budget prévisionnel d'incidences au montant de 187 450,76$."

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Une intervention du ***Service des finances*** est requise.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 2134220020 Corpo.

2021	2022	2023	Total
223,0	2 002,0	-	2 225,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220120 Place publique rue Ottawa- Aménagement

2021	2022	2023	Total
223,0	2 002,0	-	2 225,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
2 436 859,83 $	2 225 177,83 $	1 874 507,56 $	1 711 675,26 $

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 2 225 177,83 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	802601	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 1 874 507,56 $ Crédits (Net ristourne): 1 711 675,26 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	57201	000000	0000	182063	000000	15010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 374 901,51 $ Crédits (Net ristourne): 342 335,05 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	57201	000000	0000	182063	028057	15010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 187 450,76 $ Crédits (Net ristourne): 171 167,53 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	57201	000000	0000	182063	028058	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué à la suite de l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **26-08-2021**

Date et heure système : 26 août 2021 17:13:32

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

NO GDD : 1218220004

Taux taxes 2021: 1,0951303727

No d'engagement 2020 : cc18220004

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7713028 Aménagement du domaine public

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7717028.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	2 436 859,83 $	2 225 177,83 $	2 225 178 $

Imputation

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7717028.801550.07165.57201.000000.0000.182063.000000.15010.00000	1 874 507,56 $	1 711 675,26 $	1 711 676 $
Contingences	6101.7717028.801550.07165.57201.000000.0000.182063.028057.15010.00000	374 901,51 $	342 335,05 $	342 336 $
Incidences	6101.7717028.801550.07165.57201.000000.0000.182063.028058.15010.00000	187 450,76 $	171 167,53 $	171 168 $
Total :		2 436 859,83 $	2 225 177,83 $	2 225 178 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1219118005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Société de développement touristique du Mille Carré doré pour la réalisation d'un projet de promotion du territoire dans le cadre du programme temporaire à la relance commerciale COVID -19 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 21 000 $.

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Société de développement touristique du Mille Carré doré dans le cadre du programmer temporaire à la relance commerciale COVID-19 de l'arrondissement de Ville-Marie;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 21 000 $;
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 17:18

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219118005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Société de développement touristique du Mille Carré doré pour la réalisation d'un projet de promotion du territoire dans le cadre du programme temporaire à la relance commerciale COVID-19 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 21 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

La crise sanitaire a bouleversé les activités commerciales du centre-ville (nombreux commerces fermés, baisse de l'achalandage, interruption des festivals, etc.). Les secteurs particuliers de la restauration, des bars, des hôtels des commerces au détail et autres établissements du quartier surnommé le Mille carré doré (Golden Square Mile) attiraient auparavant de nombreux visiteurs, qu'ils soient de la grande région montréalaise et du territoire intra-Québec, ou encore des touristes de régions plus lointaines. Ce territoire a été durement frappé par la pandémie. L'achalandage a drastiquement chutée et les activités commerciales ont été très impactées. Ce territoire, via la Société de développement tourisituqe du Mille Carré doré cherche maintenant à se redynamiser – d'où ce projet d'appui court-terme, visant un impact économique et commercial réel immédiat sur le terrain.
En concordance avec l'adoption du Programme de soutien temporaire à la relance commerciale COVID-19, la Société de développement touristique du Mille Carré doré a déposé une demande pour soutenir financièrement un projet destiné à stimuler la relance des affaires.

Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver cette demande de soutien avec la convention s'y rattachant, celle-ci étant conforme aux critères du programme de soutien et évaluées conformément à l'encadrement C-OG-DG-D-20-001 en vigueur depuis le 5 mars 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240062 - 9 mars 2021 : Autoriser la reconduite du ''Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19'' pour la période du 1er avril au 31 décembre 2021.

DESCRIPTION

Un projet est admissible au soutien à la relance commerciale dans la mesure où il s'inscrit dans une des quatre catégories de projets du Programme temporaire de soutien financier

COVID-19. Le projet présenté ci-dessous a pour objectif de promouvoir le secteur commercial du Mille Carré doré et d'y relancer l'activité commerciale. Ce projet a fait l'objet d'une analyse rigoureuse par un comité d'évaluation.
C'est avec la volonté de contribuer à la relance économique des commerces du Mille Carré doré et de son territoire, que la Société de développement touristique du Mille Carré doré souhaite mettre en place une campagne marketing afin de soutenir l'ensemble des entreprises de son territoire. La campagne marketing ''concours-découverte du Mille Carré doré'' s'inscrit vise à répondre aux objectifs suivants :
● Créer un incitatif à se déplacer dans les commerces du Mille Carré doré;
● Positionner ce territoire pour son offre commerciale unique et sa richesse historique;
● Assurer l'achalandage chez les commerçants et dans ce secteur touristique.

Concept de la campagne :

La campagne se déroulera du 15 octobre au 26 décembre 2021. Les montréalais et québécois seront incités via une grande campagne de marketing a venir découvrir ou redécouvrir ce territoire. Les personnes sont invités à se déplacer découvrir l'histoire du quartier via une série de balado et pour les consommateurs qui ont fait un achat dans un des commerces du Mille Carré doré pourront s'inscrire à un grand tirage via le site internet du Mille Carré doré pour avoir la chance de gagner '' l'expérience luxuriante'' qui représente pleinement le quartier du Mille Carré doré (séjour dans un hôtel de luxe, visite VIP dans des musées, dîners dans des restaurants du territoire, carte-cadeau dans des boutiques du secteur...).

Il est à noter que la contribution financière de l'Arrondissement Ville-Marie serait consacrée uniquement à la mise en œuvre de la campagne publicitaire et aucunement pour financer les prix offerts pour les tirages du concours. Ces prix seront offerts par les commerçants et partenaires membres de la Société de développement touristique du Mille Carré doré.

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi plus de 10 M$ en appui à diverses initiatives de portée économique, démontrant ainsi l'unicité de son territoire, à la fois milieu de vie et centre-ville de classe mondiale. Le projet visé par ce sommaire décisionnel, élaboré dans le but de favoriser la relance commerciale, est d'autant plus important dans le contexte de la pandémie en cours. Il s'inscrit dans les catégories : relance et promotion du programme temporaire de soutien à la relance commerciale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique, le versement du soutien financier est précisé dans le projet de convention joint à la présente. La convention prévoit le versement d'une première somme représentant 80 % du montant accordé pour le projet, versé à l'organisme bénéficiaire dès l'entrée en vigueur de la convention. Un second versement de 20% sera fait à la réception du bilan du projet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique Montréal 2030..

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le soutien financier de l'arrondissement, ce projet de relance ne pourra se réaliser. La fréquentation du centre-ville nécessite actuellement de grandes campagnes marketing pour attirer les gens à le fréquenter et ce projet via le soutien de l'arrondissement pourra répondre à cet objectif.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le déploiement du projet est adapté en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique. Dans la situation actuelle, la Ville et les organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme a développé un plan de communication complet en lien avec le déploiement du projet présentés et en a l'entière responsabilité. La Division des communications et des relations avec les citoyens diffusera, à sa discrétion, les projets d'intérêt public dans les outils de communication de l'Arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n.a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie
Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-08-30
Angelique LECESVE Commissaire au développement économique	Katerine ROWAN Secrétaire d'arrondissement
Tél : 438-831-0259	**Tél :** 514 872-2624

Télécop. :	**Télécop. :** 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1219118005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Société de développement touristique du Mille Carré doré pour la réalisation d'un projet de promotion du territoire dans le cadre du programme temporaire à la relance commerciale COVID -19 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 21 000 $.

1219118005 - Convention_Mille Carré Doré (1).docx

Aspect financier_GDD 1219118005.xlsm - Aspect financier 1219118001 (2)-1-2.pdf

Aspect financier_GDD 1219118005 (2).xlsmGrille d’analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Angelique LECESVE
Commissaire au développement économique

Tél : 438-831-0259
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1219118005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Société de développement touristique du Mille Carré doré pour la réalisation d'un projet de promotion du territoire dans le cadre du programme temporaire à la relance commerciale COVID -19 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 21 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1219118005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-01

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières matérielles et informationnelles
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU MILLE CARRÉ DORÉ , personne morale régie par la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)et dont l'adresse principale est 1195, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec) H3A 1H9 agissant et représentée par monsieur Michel Berdnikoff, secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 6 août 2021;

_____

No d'inscription TPS : 807061767RT0001
No d'inscription TVQ : 1222981642TQ0001

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande de soutien financier dans le cadre du *Programme de soutien temporaire à la relance commerciale COVID-19 de Ville-Marie* de la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs;

ATTENDU que le projet *Concours découverte - Le Mille carré doré* (ci-après appelé le « Projet »), décrits à l'**ANNEXE A** de la présente (ci-après appelée la « Demande ») ont été décrits sur le formulaire prévu à cette fin, ont été soumis à un comité d'évaluation, conformément aux politiques en cours et que ceux-ci ont été acceptés, sous certaines conditions par l'Arrondissement ;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 « **Responsable** » : le Directeur de l'arrondissement;

2.2 « **Annexe A** » : le projet , *Concours découverte - Le Mille carré doré* tel que déposé par l'Organisme.

2.3 « **Annexe B** » : le guide de production du bilan du projet soutenu.

2.4 « **Annexe C** » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.

3. **OBJET**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation de son projet *Concours découverte - Le Mille carré doré*.

4. **OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT**

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 8 (Clauses financières).

5. **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme doit :

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

5.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

5.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien temporaire à la relance commerciale COVID-19 de Ville-Marie* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

5.4 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation de chaque activité du Projet.

5.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

5.6 fournir, dès réception, toute facture et tout attestation de conformité reliée au projet financé par la présente convention ;

5.7 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

5.8 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la promotion du concours présentées à l'**Annexe A comme suit** :

- Publicité numérique géolocalisée - Partenaires et fournisseurs contractuels - 5k$
- Campagne affichage - 10k$
- Agence média - 2k$
- Graphisme - 2k$
- Production et impression - 2K$

5.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5.10 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

5.11 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet ;

5.12 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

5.13 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçu de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

5.14 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

5.15 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

5.16 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

6. **DÉCLARATIONS**

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

6.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

6.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

6.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

6.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

6.4.1 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

7. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

8. CLAUSES FINANCIÈRES

8.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de vingt et un mille dollars (21 000 $), payable en deux versements :

8.1.1 le premier, au montant de seize mille huit cent dollars (16 800$), représentant 80% du soutien global, dans les jours suivant la signature de la convention par l'Arrondissement ;

8.1.2 le deuxième, au montant de quatre mille deux cent dollars (4 200 $), représentant 20% du soutien global, dans les jours suivant la réception du bilan final du projet, conformément au paragraphe 3.9 et à l'annexe B de la présente convention ;

8.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

8.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

8.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

8.5 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

9. DÉFAUT

9.1 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

9.2 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

9.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 9.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

9.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 9.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

10. RÉSILIATION

10.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 9 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

10.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

10.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

11. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Jean-Luc L'Archevêque, directeur
Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs;
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Michel Berdnikoff, secrétaire
Société de développement touristique du Mille Carré doré
1195, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec, H3A 1H9

12. CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 11 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

12.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

12.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ____e jour de août 2021

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le ____e jour de août 2021

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU MILLE CARRÉ DORÉ

Par : _____
Michel Berdnikoff, secrétaire

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1219118005, cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 14 septembre 2021.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
DESCRIPTION DU PROJET

A. Contexte

Les secteurs particuliers de la restauration, des bars, des hôtels des commerces au détail et autres établissements du quartier surnommé le Mile carré doré (Golden Square Mile) attiraient auparavant de nombreux visiteurs, qu'ils soient de la grande région montréalaise et du territoire intra-Québec, ou encore des touristes de régions plus lointaines.

Avec le délaissement de ces secteurs par ces clientèles prisées dès l'émergence de la pandémie, chacun de ces établissements de ce quartier en particulier a été foudroyé au plan commercial et économique en termes de pertes sur notre territoire. Quasi instantanément, plus personne ne s'y déplaçait, même les étudiants et travailleurs délaissant physiquement les institutions et les entreprises pour demeurer plutôt ailleurs sans fréquenter le quartier devenu abandonné. Même si ce petit territoire sur un mille-carré fait partie de la SDC Montréal centre-ville, il n'en demeure pas moins un des quartiers les plus frappées par les effets économiques dévastateurs et qui cherche maintenant à se redynamiser – d'où ce projet d'appui court-terme pertinent venant contribuer à la relance de ce quartier particulièrement oublié avec une portée concrète visant un impact économique et commercial réel immédiat sur le terrain.

B. Vivez l'expérience du « Concours-découvertes »

Vous habitez la région de Montréal, ailleurs au Québec ou autre part et vous pensez, comme option, être de passage au centre-ville possiblement entre le 15 octobre et le 26 décembre 2021 – question d'y venir vous divertir et peut-être y faire des achats. Vous faites partie des dizaines de milliers de consommateurs informés par les réseaux sociaux et traditionnels des partenaires de la SDT Golden Montréal, incités à s'inscrire au **« Concours-découvertes »,** avec la possibilité de gagner un ou plusieurs des lots « Expérience luxuriante » d'une palette de prix exclusifs:

- Séjours dans certains hôtels luxueux du quartier
- Dîners pour quatre dans certains restaurants chics du Mille carré
- Journées de sport pour deux, cartes-cadeau de 1 000 $ dans certaines boutiques exclusives
- Billets de saison pour quatre avec service VIP pour des représentations de cabaret de cirque
- Série de visites culturelles guidées exclusives VIP dans une série de musée et de galeries du

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

quartier

Comment participer ?

Étape 1 : **Rendez-vous sur le site** www.golden-mille-carre.com pour vous inscrire au concours.
Sur inscription, vous pourrez également télécharger dans votre appareil téléphonique un **parcours-balado** doté d'un GPS pour vous accompagner lors de vos déplacements dans le quartier, vous révélant d'autres attraits historiques et contemporains qui tissent ce milieu de vie unique au Québec à voir et à revoir.

Étape 2 : **Inscrivez-vous pour être admissible** au concours de recevoir la liste des 25 boutiques, musées, bars et restaurants participants situés dans le quartier du Mille carré doré.

Étape 3 : **Photographiez toutes factures** obtenues lors d'achats dans un de ses **25 établissements entre le 15 octobre et le 26 décembre 2021** et téléchargez les dans votre inscription personnelle pour participer aux trois (3) tirages.

Étape 4 : **Surveillez les 3 tirages** le 10 novembre, le 5 décembre et le 27 décembre pour voir si vous avez gagné un des prix exclusifs offerts dans le quartier pour y vivre une expérience exceptionnelle.

C. L'organisation

L'objectif de cette initiative vient très concrètement en soutien direct aux commerces participants en suscitant tant bien pour ce regroupement des retombées financières tangibles qu'une augmentation de leur notoriétés respectives, en plus de promouvoir ce quartier dans son ensemble peu connu, qui pourtant offre un assemblage d'attraits uniques et un milieu de vie exceptionnel pour y attirer en toutes saisons un achalandage important.

Il est à noter que la contribution financière de l'Arrondissement Ville-Marie serait consacrée uniquement à la mise en œuvre des volets énumérés ci-après, et aucunement pour financer les prix offerts pour les tirages du concours. Ces prix sont financés uniquement par les commanditaires du projet.

Le projet comporte en fait six (6) volets intégrés par la SDT Golden Montréal

1. **Site Web et plateforme numérique instrumentée** pour gérer le « Concours-découvertes », incluant l'inscription des participants au concours, le téléchargement de chaque photo de preuve d'achat permettant une chance de gagner, le tirage et la diffusion des résultats.

2. **Cadre réglementaire** pour l'établissement des règles et la tenue du « Concours-découverte » en bonne et due forme.

3. **Rassemblement de 25 établissements participants** répertoriés dans le Guide du

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

« concours-découvertes » (bars, restaurants, boutiques de détails, galeries, musées, etc. du Mille carré doré). Ce Guide sera disponible aux personnes inscrites au concours, leur indiquant quelles preuves d'achat ou de consommation effectués entre le 15 octobre et le 26 décembre 2021 seront admissibles au Concours.

4. **Campagne auprès des grands fournisseurs de produits et de services de luxe du quartier**, les invitant à contribuer des prix au Concours tout en bénéficiant d'une visibilité réalisée par la promotion intensive du « Concours-Découvertes ».

5. **Parcours-balado activé par géo-localisation (GPS**), spécialement conçu pour accompagner et sensibiliser les participants au Concours dans leurs découvertes une fois sur place dans le quartier. Ce parcours-balado, produit par la SDT Golden Montréal comme élément-cadre de ce projet, est un atout additionnel qui pourra également facilement être téléchargé sur le appareils mobiles des participants s'inscrivant au Concours. Cet accompagnement prisé permettra de se familiariser et de créer un attachement aux secrets bien gardés des lieux où chacun se situe, chacun à son rythme, lors des fréquentations du quartier. Il ne s'agit aucunement d'un blog avec des enregistrements qui s'écoutent passivement chez soi ou ailleurs à l'extérieur du Mille carré.

6. **Diffusion et promotion** du « Concours-Découvertes » auprès de publics visés, structurée en partenariat avec les organismes régionaux partageant les mêmes objectifs qui animent la SDT Golden Montréal avec ce projet. Cette diffusion ciblée, pierre angulaire du succès anticipé de ce projet (voir détails des moyens de diffusion et des impacts de la campagne de publicité), sera lancée sur les réseaux très fréquentés des partenaires du projet, rejoignant ainsi plusieurs dizaines de milliers de consommateurs potentiels avec des objectifs de retombées tangibles dans un cadre d'initiatives aux effets prévisibles qui ont déjà démontré leur efficacité en termes d'impacts concrets recherchés.

D.Plan de communication

Objectifs :

- Générer de **l'achalandage** dans les commerces du Mille carré doré.
- Générer des **ventes** en particuliers dans les établissements du Mille carré doré participants au concours.
- **Promouvoir** l'expérience et la notoriété du Mille carré doré notamment par : (1) le parcours-balado permettant une meilleure familiarisation sur-place;

(2) la promotion des services et des produits exclusif offerts à titre de prix; et

(3) une vue d'ensemble historique et contemporaine du Mille carré par une présence bonifiée sur le site web et les plateformes numériques de la SDT Golden Montréal.

Objectifs de communication:

- Faire connaître le concours auprès des publics ciblés.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

● Inciter fortement à la participation et à la fréquentation des commerces.
● Donner envie de fréquenter les commerces du Mille carré doré et le quartier dans son ensemble. **Publics ciblés:**

● Cibles primaires

o Les *high value customers* - les consommateurs de la grande région métropolitaine (incluant banlieues) ayant un revenu discrétionnaire supérieur et dépensant davantage dans les commerces.

o Touristes intra-Québec, de l'Ontario, du Canada et de la côte Est américaine ayant un profil socio-économique semblable.

● Cibles secondaires

o Montréalais en mode "staycation" ayant un profile socio-économique semblable.

Messages:

● À élaborer en début de projet

Durée de la campagne:

● Du 15 octobre et le 26 décembre 2021.
● Trois (3) tirages du « Concours-découvertes » : le 10 novembre, le 5 décembre et le 27 décembre.

Stratégies de communication :

● Miser sur la publicité numérique géolocalisée pour capter l'attention des publics cibles alors qu'ils magasinent leur visite ou séjour à Montréal ou lorsqu'ils sont à destination.

● Faire rayonner le concours via les plateformes numériques des partenaires (Tourisme Montréal, Montréal centre-ville, membres du Mille carré doré, commerces participants) de la SDT et les locaux physiques des commerces participants.

● Développer une campagne d'affichage intérieure (hôtels, restaurants, les lieux touristiques) et extérieure (grandes artères, particulièrement celles en bordure et dans le Mille carré doré)

Tactiques de communication - parmi les options suivantes:

● Publicité numérique géolocalisée:
o Programmatique Google, Facebook, Instagram
o A18-54 Montréal, tourisme, quoi faire, hôtels, restaurants, shopping, musées, galeries d'art, expositions, tours, histoire, centre-ville, etc.
o Géolocalisés : 65% provenance Ontario, côte-est USA, ROC; 35% intra-Québec et Montréal - en

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

préparation de voyage ou à destination
o Bilingue : EN et FR
o Site Premium
o Programmatique : bannières standards (ex: 300x250, 300x600, 728x90, 970x250, 320x50)
o Possibilité de compléter avec une campagne mots-clés

- Plateformes numériques des partenaires
  - o Intégration des articles d'information et des formats publicitaires développés pour la campagne numérique ou de contenus adaptés aux réseaux sociaux à pénétration et impacts prévisibles des partenaires du projet (Arrondissement Ville-Marie, SDC Montréal centre-ville, Tourisme Montréal, commerces participants) et de la SDT Golden Montréal.

o Création d'une "boîte à outils partenaire" pour la promotion des parcours sur les sites web, médias sociaux et infolettres de partenaires
o Partenaires : Tourisme Montréal, Montréal centre-ville, membres du Mille carré doré, commerces participants, etc.

- Plateformes numériques et outils de la SDT

o Site web de la SDT Golden Montréal : sections dédiées à créer pour assurer la diffusion des parcours-balado et vidéos YouTubes.
o Réseaux sociaux: Facebook, Instagram, LinkedIn, YouTube et autres.
o Infolettres (abonnement et site web).
o Relations de presse (communiqués de presse, présences radio et télé).

- Locaux physiques des commerces participants

o Feuillet remis avec l'addition ou la facture
o Affichage de type zoom ou électrostatique à l'entrée

- Campagne d'affichage

o Intérieure - Zoom ou équivalent
- Hôtels, restaurants, les lieux touristiques
- Extérieure - Bell Média ou Québecor Média
- Grandes artères, particulièrement celles en bordure et dans le Mille carré doré
- Relations publiques
  - o Communiqué de presse envoyés aux journalistes voyages, art de vivre, etc
  - o Inviter des journalistes et des personnalités à faire vivre le parcours (ou journalistes internationaux via Tourisme Mtl)

Budget (Diffusion du Concours)

- Média

o Publicité numérique géolocalisée - Partenaires et fournisseurs contractuels - 5k$ o Campagne affichage - 10k$
- Agence média - 2k$
- Graphisme - 2k$
- Production et impression - 2K$ (selon le nombre à produire)

Total : 21 000 $

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Mesure

- Nombre de participants inscrits au concours en ligne
- Nombre de visites dans les commerces participants (preuves d'achat soumise au concours)
- Nombre d'inscriptions à l'infolettre du Mille carré doré

Contribution spécifique de Tourisme Montréal au projet « Concours-découvertes » du Mille carré doré

- Inscription sur le site de Tourisme Montréal (touristes, affaires et industrie)
- Mention dans des contenus éditoriaux publiés sur les blogues (touristes et affaires) et les médias sociaux (touristes, affaires et corporatif).
- Mention dans des infolettres adressées aux consommateurs, aux médias et à l'industrie touristique.
- Inclusion dans des tournées de presse, dans des itinéraires suggérés aux agences de voyages et des tournées de familiarisation afin de promouvoir Montréal.
- Référencement auprès des organisateurs de congrès, spécialistes de voyages, journalistes et touristes en visite à Montréal.
- Présentation du projet « Concours-découvertes » aux agents du bureau d'accueil touristique du Vieux-Montréal et accès à des tarifs préférentiels sur la location de présentoirs.

Tourisme Montréal a confirmé les possibilités de promouvoir sans frais le Concours-découvertes auprès de ses différentes avenues publicitaires. Pour le moment, voici la liste des possibilités de diffusion sur ses réseaux établis. Sur feu-vert formel approuvé par AVM, nous regarderons avec les équipes de Tourisme Montréal concrètement les diffusions idéales :

1. Mention possible dans un article d'expérience sur le site mtl.org
2. Mention possible dans des infolettres aux clients B2C (consommateurs)
3. Mention possible dans des infolettres aux clients B2B (voyagistes)
4. Mention possible dans des infolettres aux clients B2M (médias)
5. Mention possible sur les réseaux sociaux de Tourisme Montréal B2C

Note : lorsque techniquement possible, chacune de ces mentions seraient combinées à une publicité « Ad Server » sur Google.

6. Mention par les représentants de Tourisme Montréal de destinations pour les clients qui viendront lors de cette période (bureau d'accueil touristiques, équipe médias, équipe affaires)

Impact des réseaux sociaux de Tourisme Montréal au soutien de la réalisation des objectifs du projet « Concours-découvertes » du Mille carré doré :
Expérience historique

Site web touriste (www.mtl.org)

2019 (1er janvier au 31 décembre)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5 521 716 sessions (visites)
4 100 619 utilisateurs
9 445 612 pages vues

Visites géo
Canada : 2 531 057 (61%) – dont 1 785 605 du Québec)
USA : 1 287 092 (31%)
France : 136 220 (3%)

2021 (5 août 2020 au 4 août 2021)

3 076 735 sessions (visites)
2 441 994 utilisateurs
4 798 750 pages vues

Visites géo
Canada : 2 141 168 (87%) – dont 1 604 418 du Québec)
USA : 150 153 (6%)
France : 45 988 (1.88%)

Médias sociaux
Abonnés Facebook : 349 506 (https://www.facebook.com/Montreal/)
Abonnés Instagram : 323 637 (https://www.instagram.com/montreal/)

AdServer (bannières publicitaires)
Pour afficher une publicité sur notre site touriste, il faut nous fournir une publicité d'une dimension de 300 pixels de large sur 250 pixels de haut avec l'URL de la page vers laquelle elle doit renvoyer. Il nous faut 2 versions de cette publicité : en français et en anglais. Enfin, il nous faut les dates d'affichage et le nombre d'impressions souhaitées.

Infolettres : près de 130 000 abonnés répartis au Canada, USA, Europe et autres pays.

Contribution spécifique de Montréal centre-ville (MCV) au projet « Concours-découvertes » du Mille carré doré

Notre partenaire Montréal centre-ville (MCV) est également disposé à inclure sans frais le « Concours-découvertes » du Mille carré doré dans ces promotions d'ici la fin de 2021.

Nous envisageons pour ce « Concours-découvertes » une promotion numérique croisée avec MCV, partenaire stratégique de la SDT Golden Montréal, au soutien de l'atteinte de nos objectifs respectifs. Dans le cadre de cette entente, MCV contribuera son expérience quant à la gestion et la diffusion sur plateforme numérique de son récent concours « Gagnes tes achats ! », ainsi que de son expertise et forces de frappe promotionnelle sur les réseaux sociaux (Site web, FaceBook 15,000 abonnés, Instagram, etc.),

Par ailleurs, lors du défilé du Père Noël au centre-ville, prévu le 20 novembre 2021, MCV compte distribuer plusieurs centaines de milliers de feuillets promotionnels qui incluraient une mention et une publicité du « Concours-Découverte » avec un code QR permettant aux consommateurs de s'y inscrire directement.

E.Budget

Coûts	**Sources de financement**
Site web (mise à niveau) et plateformes numériques : 6 000	Montréal centre-ville : 26 000
Promotion du concours : 21 000	Arrondissement Ville-Marie : 32 000
Organisation et gestion : 15 000	SDT Golden Montréal : 8 000
Parcours-Balados /GPS téléchargeables bilingues (concept et production): 24 000	
Total : 66 000	**Total : 66 000**

F. Plan de visibilité à l'arrondissement

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Mention "le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie» " dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel et aux éléments mentionnés ci-dessous

Visibilité pour l'Arrondissement Ville Marie (AVM) par:	AVM
Balados (parcours enregistrés)	
Remerciements à la fin de chaque enregistrement	X
Logo d'AVM ou mention écrite dans le descriptif du balado	X
Concours-découvertes	
Remerciements et Logo d'AVM sur la page / application de participation	X
Outils de communication du Golden Montréal	
Logo d'AVM sur les parcours en format graphique	X
Mention et références d'AVM sur les réseaux sociaux du Golden Montréal (publications en lien avec la relance) - possibilité de 5 publications par semaine pendant la durée du concours	X
Logo d'AVM sur les infolettres pendant la durée du projet de relance - possibilité d'une infolettre par semaine pendant la durée du concours	X
Logo et lien de référence au site d'AVM sur le site web de la SDT Golden Montréal dans toute section en lien avec le projet de relance	X
Logo sur toutes les pièces de communication de relance (ex: parcours)	X
Relations publiques	
Mention et logo de AVM dans les communiqués de presse portant sur le projet de parcours et concours de la SDT Golden Montréal	X
Remerciements à l'oral lors du lancement des parcours/concours et projection du logo d'AVM ou installation d'une bannière	X
Possibilité d'allocution par un représentant d'AVM lors du lancement des parcours/concours	X
Activités ponctuelles	
Ajout d'activités d'AVM aux parcours/concours en format graphique, selon la thématique	X
Autres bénéfices	
Possibilité d'organiser une visite du Mille carré doré avec un spécialiste de la SDT Golden Montréal pour des invités de l'AVM, basés sur le projet de relance/parcours-balados (10 personnes)	2

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien temporaire à la relance commerciale – COVID-19

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**

~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).

~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

ANNEXE C

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



OU SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1219118005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement touristique Mille Carré doré	à venir demande faite
2.		
3.		
4.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		21 000,00 $						**21 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début :	15	septembre	2021	Date de fin :	31	décembre	2021
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Angélique, Lecesve

Prénom, nom

Date et heure système : 01 septembre 2021 05:32:35

Formulaire VM_GDD_Asp.Fin - Version 2.1

Calcul du nombre de
dates de début et de
(risque d'erreur à ±

3

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219118005*
Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie - Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs - Division des communications et des relations avec les citoyens
Projet : Concours-découverte du Mille Carré doré

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité Montréal 2030 suivante : 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Augmentation de l'achalandage et des retombées commerciales dans le secteur du Mille Carré doré.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ville-Mar
Montré

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1219118005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Société de développement touristique du Mille Carré doré dans le cadre du programmer temporaire à la relance commerciale COVID-19 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder, à cette fin, une contribution de 21 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 21 000,00 $

	Années antérieures	2021
Montant		21 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 21 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306156	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM19118005
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **01-09-2021**

Date et heure système : 01 septembre 2021 10:49:36

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.06

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA19 240490 adoptée à sa séance du 12 novembre 2019, autorisé une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.;
Attendu que la Direction des travaux publics souhaite que le volet ingénierie soit compris dans ce mandat :

De modifier la résolution CA19 240490 et majorer la dépense maximale à 276 698.49 $ pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;

D'autoriser, à cette fin, une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc conformément à l'offre de services 151821-003 et l'entente-cadre 18-17150;

D'imputer cette dépenses conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-04 09:36

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $ (taxes incluses) à Vlan paysages inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant ainsi la dépense maximale de 276 698,49 $ à 324 651,31 $

D'autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $ taxes incluses, à VLAN Paysages Inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travauxd pour le réaménagement du passage Ste-Rose entre les rues Beaudry et Cartier, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
D'autoriser une dépense totale majorée à 324 651,31$ taxes incluses (296 449,92 $ net de ristournes)

D'Imputer cette dépense conformément à l'intervention financière inscrite au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 17:19

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 novembre 2019	Résolution: CA19 240490

Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;

D'autoriser une dépense de 152 543,08 $, taxes incluses, avec Vlan paysages inc. conformément à l'entente-cadre 18-17150;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 15 254,31 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1196164002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 novembre 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 11 février 2020	Résolution: CA20 240030

Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA19 240490 adoptée à sa séance du 12 novembre 2019, autorisé une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.;

Attendu que la Direction des travaux publics souhaite que le volet ingénierie soit compris dans ce mandat :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Sophie Mauzerolle

De modifier la résolution CA19 240490 et majorer la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $ pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;

D'autoriser, à cette fin, une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. conformément à l'offre de services 151821-003 et à l'entente-cadre 18-17150;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1196164002

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 13 février 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1196164002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda a pour but d'autoriser une dépense supplémentaire de 108 901,10 $, taxes incluses, $ majorant la dépense totale autorisée de 167 797,39 $ à 276 698.49 $ taxes incluses, dans le cadre le de l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.
La division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers a eu l'autorisation du responsable de l'entente cadre - 18-17150 pour augmenter le montant de la demande initiale . Cette dépense sera engagée pour le volet ingénierie qui n'a pas été pris en compte par la firme dans leur offre de service.

La dépense de 99 441,22 $ net de ristournes sera financée par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-014.

La dépense est assumée à 100 % par la ville centre dans le cadre du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux. L'Arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'Arrondissement.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années.

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	99	-	-	-	99
	99	-	-	-	99

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
José PIERRE, Ville-Marie
Christian BISSONNETTE, Ville-Marie
Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 5 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamida BOUGACI
secretaire d'unite administrative

514-868-4168
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196164002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $ (taxes incluses) à Vlan paysages inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant ainsi la dépense maximale de 276 698,49 $ à 324 651,31 $

CONTENU

CONTEXTE

Contexte
Le présent addenda a pour but d'autoriser une dépense supplémentaire de 47 952,82 $, taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée de 276 698.49 $ à 324 651, 31 $ taxes incluses, dans le cadre le de l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier.

Cette dépense sera engagée pour les services supplémentaires non prévus tel que décris ici:

En raison du contexte de la pandémie mondiale de la Covid 19, l'Arrondissement a été dans l'impossibilité de compléter les relevés de site dans les délais initialement prévus. Ils ont donc été réalisés par FNX, et ce plus tardivement que dans l'échéancier. Des coûts additionnels ont donc été requis pour l'arpentage (non inclus dans cette présente demande car déjà acceptés par la Ville) et pour l'intégration des relevés dans l'addenda du premier appel d'offre.

Ensuite, des changements ont été requis pour harmoniser les nouvelles clauses du devis normalisé de la Ville avec les procédures de l'Arrondissement, nécessitant une révision du devis.

Également, le premier appel d'offre a été annulé car, en contexte de pandémie, soit au printemps 2020, il n'y a eu qu'un seul soumissionnaire dont le rendement était insatisfaisant pour la Ville. Cette dernière a donc décidé de relancer le processus, ce qui a entrainé une prolongation de l'échéancier et du travail supplémentaire.

Vlan paysages a aussi reçu tardivement le retour de commentaires de différentes instances. Cela a occasionné des modifications aux saillies pendant l'appel d'offres mais également pendant le chantier, se traduisant en heures additionnelles.

Pendant le chantier, la procédure de remplacement de conduites d'eau en plomb, non

prévues initialement, a également demandé du temps de coordination supplémentaire.

Ces deux derniers facteurs, ainsi que des modifications demandées par la Ville pour la fontaine à boire et sa vidange, font en sorte que des honoraires supplémentaires pour la surveillance de chantier en ingénierie sont à prévoir.

Justification :

L'entente -cadre avec Vlan Paysages Inc. est épuisée et donc nous ne pouvons plus l'utiliser car les fonds sont déjà engagées pour ce contrat.

Aussi, nous souhaitons nous prévaloir de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes concernant l'exception aux règles d'appel d'offres lorsqu'on a fait affaires, suite à des demandes de soumissions en appel d'offres, avec un professionnel pour la conception de plans et devis, et que les services de ce professionnel sont requis pour des adaptations ou modifications à ces plans pour les travaux aux fins desquelles ils ont été préparés.

Cette dépense additionnelle servira aux modifications nécessaires pour la réalisation des travaux aux fins desquelles les plans et devis initiaux ont été conçus, et la surveillance des travaux liés à ces modifications dans le cadre dudit contrat.

Décision antérieure
Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes suivantes: Axor experts-conseils inc. (contrat #1: 5 256 657,00 $ taxes incluses), Les services Exp inc. (contrat #2: 5 232 512,25$ taxes incluses), et SNC-Lavalin inc (contrat #3: 5 357 835,00$ taxes incluses), pour la conception, la préparation des plans et devis, la surveillance et l'assistance technique pendant les travaux pour divers grands projets - Appel d'offres public no 18-17168 (4 soumissionnaires)

Aspect(s) financier(s)

Une première dépense au montant de 167 797,39 $ taxes incluses a été autorisée bon de commande 1380619), conformément au Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires de l'arrondissement Ville-Marie (CA-24-009). Une deuxième dépense de 108 901,10 $ taxes incluses a également été autorisée (bon de commande amendé)

La dépense globale du projet sera bonifiée de 47 952,82 $ taxes incluses.

La dépense totale est majorée à 324 651,31 $ taxes incluses (296 449,92 $ net de ristournes)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

La dépense est assumée à 100 % par la ville centre dans le cadre du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux. L'Arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'Arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Samba Oumar ALI, Ville-Marie
Katerine ROWAN, Ville-Marie
Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 31 août 2021
Samba Oumar ALI, 24 août 2021
Alain DUFRESNE, 23 août 2021
Katerine ROWAN, 23 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

514-872-1478
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

D'autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ taxes incluses pour l'obtention de services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;
Autoriser une dépense de 152 543,08 $ taxes incluses avec Vlan paysages inc. conformément à l'entente-cadre 18-17150;
Autoriser un budget prévisionnel de contingence de 15 254,31 $ taxes incluses;
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-31 14:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196164002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de supporter l'équipe municipale, la Direction des travaux publics désire engager des services professionnels d'une firme spécialisée en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, estimation et surveillance de travaux pour les aménagements des passages Ste-Rose.

Le passage Sainte-Rose a la double particularité d'être à la fois un lieu ordinaire à vocation très locale et il a, en même temps, un caractère exceptionnel car il n'est ni une rue inscrite dans la trame orthogonale du secteur, ni une ruelle.

Il représente une alternative piétonne à la rue Sainte-Catherine, plus achalandée, avec à ses extrémités l'accès aux stations de métro Beaudry et Papineau.

La vision d'aménagement devra répondre à une ambiance de jardin linéaire.

À plus grande échelle, le passage est concerné par le PPU des Faubourgs qui prévoit :

- Au sud du boulevard René-Lévesque, dans les 10-15 prochaines années, environ 13000 habitants et 15 000 emplois vont s'y installés. L'ensemble de la zone à redévelopper étant à moins de 1000 mètres des stations de métro, les accès au transport collectif se feront par les rues nord-sud qui croisent le passage, augmentant potentiellement son achalandage.

- La rue de la Visitation, appelée à se prolonger au sud jusqu'au fleuve, aura une emprise sur toute sa longueur qui intègre la surlargeur devant l'église Saint-Pierre Apôtre. La limite nord de cette promenade élargie sera donc le passage Sainte-Rose et une articulation des circulations actives sera donc à privilégier entre ces deux axes est-ouest et nord-sud.

Dans ce contexte, le concept d'aménagement du passage devra concilier de garder son caractère convivial et de proximité, tout en intégrant un achalandage potentiellement plus élevé à terme.

Le projet bénéficie d'une aide financière dans le cadre du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux correspondant à 100 % des coûts admissibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CM18 1220: Conclure cinq ententes-cadres de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Les services EXP inc. (2 069 601,74 $, taxes incluses), Lemay Co inc. (2 316 449,90 $, taxes incluses), Daoust-Lestage inc. (1 035 536,13 $, taxes incluses), Affleck de la Riva architectes (794 212,81 $, taxes incluses) et Vlan paysages inc. (824 697,27 $, taxes incluses) pour des services en architecture de paysage, en design urbain, en architecture, en design industriel et en éclairage d'ambiance pour la conception de plans et devis ainsi que pour la surveillance de travaux d'aménagement pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 18-17150 (6 soum. pour chaque contrat)
CE19 0298 -Séance ordinaire du mercredi 20 février 2019 d'adopter les critères d'admissibilité des projets, les critères de répartition des crédits et les modalités de gestion du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (2019-2021). -**Numéro de dossier :** 1188169001

CM19 0229 règlement d'emprunt 7719014 19-014 Travaux et acquisitions d'immeubles visant réfection et verdissement parcs locaux **Numéro de dossier :** 1186620013

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à offrir à l'arrondissement de Ville-Marie les services professionnels en architecture de paysage pour l'élaboration des plans et devis, l'estimation et la surveillance de travaux pour les aménagements du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier.

L'adjudicataire devra être appuyé par une firme d'ingénierie (civil, électrique et circulation) qui sera sous sa charge. L'architecte paysagiste s'engage à agir comme coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'architecte paysagiste un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'ingénieur. Les services pour l'ingénierie civile ne font pas parti de l'offre de services du présent dossier.

La firme devra coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en œuvre du projet conformément à l'entente-cadre. Chaque discipline demeure responsable de l'information qui sera incluse dans les documents soumis pour appel d'offres.

Le mandat consiste principalement à offrir les services professionnels pour :

- l'élaboration du concept d'aménagement;
- la préparation des plans d'aménagement détaillés;
- la préparation des documents d'appel d'offres selon les normes de la Ville incluant les plans et devis de réalisation;
- le suivi pendant et après la période de l'appel d'offres;
- la surveillance du chantier lors de la construction.

Tout au long du projet, l'expertise-conseil et le support technique de l'équipe en matière d'aménagement seront mis à contribution afin de mettre sur pied un projet qui répond au besoin de l'arrondissement.

De façon générale, le projet vise à :

- assurer la sécurité des usagers;
- améliorer le domaine public en le rendant plus accueillant et confortable pour les résidents et les piétons;

La portée des travaux vise dans une première phase un réaménagement des passages déjà piétons, le segment entre la rue Dalcourt et la rue Alexandre-De-Sève et le segment dans le parc Charles S Campbell.

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'Offre de services en aménagement, Passage Ste-Rose, le 25 octobre 2019 par Vlan paysages.

Le total de la dépense admise dans le cadre du projet des passages Ste-Rose est de 1 210 014,88 $ net de ristourne (1 325 124,05 taxes incluses). La totalité de ce montant sera donc transféré à l'Arrondissement et la différence de 1 056 793.50 $ (net de ristournes) sera utilisé pour les étapes subséquentes.

JUSTIFICATION

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'offre de services en aménagement en date du 25 octobre 2019 par Vlan paysages inc. (numéro de fournisseur est le 120694) adjudicataire du contrat no 5 dans le cadre de l'Appel d'offres public 18-17150 - (6 soumissions).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le 20 juin 2019, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a confirmé l'admissibilité du projet du passage Ste-Rose au financement du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (voir p.j.). Le requérant est le SGPMRS et l'exécutant est l'arrondissement de Ville-Marie.

Aspects financiers :

Le coût total maximal de ce contrat de 167 797,39 $ incluant 10 % des travaux contingents prévus et les taxes. taxes incluses sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 153 221,38 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-014 - Travaux et acquisitions d'immeubles visant réfection et verdissement parcs locaux.

Le Programme des parcs locaux prévoit 100 % des dépenses admissibles à la charge de la ville centrale.

Considérant les paramètres du programme, le montant total net arrondi (après ristourne) de 153 221,38 $ se répartit comme suit :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux	62 992,50 $	90 228,88$		

L'arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'arrondissement.

Échéancier:

2019-2020

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant *le Plan Montréal durable 2016-2020* et le *Plan local de développement durable de Ville-Marie 2016-2020.* Le consultant devra aussi proposer une vision d'ensemble (concept global) pour tous les passages, portions de rues,

et parvis de l’église St-Pierre-Apôtre. Dans l'optique de livrer des intersections sécuritaire et conviviale, celles-ci devront être revues en y intégrant, entre autre, des saillies végétalisées. Le concept devra tenir compte des principes d’accessibilité universelle, de développement durable et le verdissement devra être au cœur de la proposition.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CA (serv. prof.) : 12 novembre 2019

Début du mandat plans et devis : novembre 2019 Fin du mandat plans et devis : janvier 2020 Appel d'offres travaux : mi-janvier 2020 Octroi du contrat par le CA (travaux) : visé: mars 2020
Début du mandat de surveillance : mai 2020 Fin du mandat de surveillance et bilan: novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
José PIERRE, Ville-Marie
Ramy MIKATI, Ville-Marie
Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 28 octobre 2019
Alain DUFRESNE, 24 octobre 2019
José PIERRE, 23 octobre 2019
Ramy MIKATI, 23 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-10-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $




aspect financier dossier .xlsEstimé votet ingénierie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamida BOUGACI
secretaire d'unite administrative

Tél : 514-868-4168
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $ (taxes incluses) à Vlan paysages inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant ainsi la dépense maximale de 276 698,49 $ à 324 651,31 $

aspect financier_2216164003.pdfPassage_sainte_rose-honoraires_additionnels_GDD.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

ProgParcsLocaux_RepartitonCredits_REVISE_20190619.pdf

Ville-Marie_ProgrammeParcsLocaux_ProjetsRetenus.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1196164002 ADDENDA GPMR.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget

Tél : 514-872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

François FABIEN
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-5597
Division : Direction du conseil et du soutien financier Division Brennan

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $ (taxes incluses) à Vlan paysages inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant ainsi la dépense maximale de 276 698,49 $ à 324 651,31 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1196164002 ADDENDA GPMR.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget

Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-01

François FABIEN
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196164002_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $ (taxes incluses) à Vlan paysages inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant ainsi la dépense maximale de 276 698,49 $ à 324 651,31 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196164002_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-01

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1196164002 GPMR.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-25

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196164002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens

Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (2019-2021)

Répartition des crédits / Planification annuelle révisée, juin 2019

15 Espaces verts | 60 Familles | 25 Défavorisés

		2019	2020	2021	Total	*Répartition initiale*
1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	480 748,54 $	1 922 994,16 $	2 163 368,43 $	4 567 111,13 $	*4 567 111,13 $*
2	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	479 354,77 $	1 917 419,08 $	2 157 096,47 $	4 553 870,32 $	*4 553 870,32 $*
3	Ahunstic-Cartierville	447 110,63 $	1 788 442,52 $	2 011 997,83 $	4 247 550,98 $	*4 247 550,98 $*
4	Mercier - Hochelega-Maisonneuve	410 598,49 $	1 642 393,94 $	1 847 693,18 $	3 900 685,61 $	*3 900 685,61 $*
5	Le Plateau Mont-Royal	399 427,23 $	1 597 708,91 $	1 797 422,52 $	3 794 558,66 $	*3 794 558,66 $*
6	Rosemont - La Petite-Patrie	398 211,19 $	1 592 844,75 $	1 791 950,35 $	3 783 006,29 $	*3 783 006,29 $*
7	Montréal-Nord	372 135,49 $	1 488 541,95 $	1 674 609,69 $	3 535 287,13 $	*3 535 287,13 $*
8	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	354 842,31 $	1 419 369,25 $	1 596 790,41 $	3 371 001,97 $	*3 371 001,97 $*
9	Saint-Léonard	347 061,04 $	1 388 244,16 $	1 561 774,67 $	3 297 079,87 $	*3 297 079,87 $*
10	Ville-Marie	302 503,72 $	1 210 014,88 $	1 361 266,74 $	2 873 785,33 $	*2 873 785,33 $*
11	Saint-Laurent	299 833,21 $	1 199 332,85 $	1 349 249,46 $	2 848 415,53 $	*2 848 415,53 $*
12	Le Sud-Ouest	268 859,84 $	1 075 439,35 $	1 209 869,27 $	2 554 168,47 $	*2 554 168,47 $*
13	Pierrefonds-Roxboro	267 050,29 $	1 068 201,17 $	1 201 726,32 $	2 536 977,79 $	*2 536 977,79 $*
14	LaSalle	247 100,13 $	988 400,51 $	1 111 950,57 $	2 347 451,21 $	*2 347 451,21 $*
15	Verdun	245 943,15 $	983 772,60 $	1 106 744,18 $	2 336 459,93 $	*2 336 459,93 $*
16	Anjou	212 190,82 $	848 763,27 $	954 858,68 $	2 015 812,76 $	*2 015 812,76 $*
17	Outremont	175 478,55 $	701 914,19 $	789 653,46 $	1 667 046,20 $	*1 667 046,20 $*
18	Lachine	165 123,01 $	660 492,05 $	743 053,55 $	1 568 668,61 $	*1 568 668,61 $*
19	L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève	126 427,60 $	505 710,40 $	568 924,20 $	1 201 062,20 $	*1 201 062,20 $*
		6 000 000,00 $	**24 000 000,00 $**	**27 000 000,00 $**	**57 000 000,00 $**	*57 000 000,00 $*

Montréal

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Bureau de la directrice
801 rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Note

Destinataire : M. Marc Labelle
Directeur d'arrondissement délégué
Arrondissement Ville-Marie

Expéditrice : Louise-Hélène Lefebvre *(original signé)*

Date : Le 20 juin 2019

Objet : **Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux / Planification annuelle révisée et projets retenus (2019-2021)**

Répartition des crédits

La Ville de Montréal a complété la révision budgétaire de son programme triennal d'immobilisation (PTI). La planification annuelle du programme de réfection et de verdissement des parcs locaux a été ajustée pour les années prévues.

Les montants accordés à votre arrondissement afin de rénover au moins un parc par année reflètent cette nouvelle planification (voir la nouvelle répartition des crédits en pièce jointe).

Les modalités du programme, adoptées par le comité exécutif le 20 février 2019 (CE 19 0298 / Sommaire 1188169001), demeurent inchangées.

Projets retenus

À la suite de l'analyse des demandes reçues dans le cadre de l'appel de projets effectué en mars 2019, les projets suivants sont retenus :

- Aménagement du parc Sainte-Marie
- Aménagement du passage Sainte-Rose
- Aménagement du parc P.A.Q. 37
- Aménagement du parc Olivier-Robert
- Aménagement du parc Hector-Charland

Si une priorisation de ces projets est requise, veuillez nous en aviser d'ici le 15 juillet 2019.

…2

Versement des crédits

Les crédits du programme seront versés à l'octroi des contrats, à la suite d'une validation du service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Lors de l'élaboration de vos sommaires décisionnels, vous devrez :

- Inscrire comme lectrices :
  - Véronique Angers, c/d - Stratégies et développement du réseau, SGPMRS
  - Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS
- Inscrire comme partie prenante : Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS
- Demander une intervention financière du Service des finances - Point de service Brennan

Plantation d'arbres

Pour les projets qui prévoient la plantation d'arbres, vous devrez :

- Vous assurez que les arbres plantés n'ont pas fait, ou ne feront pas, l'objet d'un soutien financier dans le cadre d'un des programmes du Plan de gestion de la forêt urbaine (remplacement de frênes ou renforcement de la canopée) qui sont gérés par le SGPMRS
- En faire la démonstration en fournissant les informations pertinentes en amont de l'octroi des contrats
- Indiquer si des abattages de frênes sont prévus et fournir au SGPMRS les informations pertinentes permettant d'identifier les frênes concernés par ces travaux (ex. : un plan de localisation)

Afin de répondre à vos questions, une rencontre d'information se tiendra le jeudi 27 juin à 13h au 801, rue Brennan, salle 4200.

Meilleures salutations

LHL / va / ab

p. j. Répartition des crédits / Planification annuelle révisée, juin 2019

c. c. Marie-Ève Plante, architecte paysagiste, Ville-Marie
Véronique Angers, c/d - Stratégies et développement du réseau, SGPMRS
Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS

…2

Le budget net au projet 34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	63	90	-	-

NO GDD : **1196164002**

Taux : 1.0951303727

No d'engagement **CC96164002**

Financement de 100% implique une dépense nette à la charge des contribuables de: **153 221.38 $**

Provenance

Programme de réfection et de verdissement des parc locaux		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 19-014	6101.7719014.802503.01909.57201.000000.0000.177316.000000.98001.00000	167 797.39 $	153 221.38 $	153 223 $

Imputation

Élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier - Entente-cadre 18-17150 Vlan paysages inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7719014.801550.07165.54301.000000.0000.181631.000000.15010.00000	152 543.08 $	139 292.16 $	139 293 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour l'obtention de services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 167 797,39 $

	Années antérieures	2019
Montant		167 797,39 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 153 221,38 $

	Années antérieures	2019
Montant		153 221,38 $

Cette dépense est entièrement assumée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), via le Programme des parcs locaux, comme indiqué dans l'intervention du Service des finances.

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 139 292,16 $ **Contrat**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	000000	15010	00000

Montant: 13 929,22 $ **Contingences**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	050816	15010	00000

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-10-28**

Date et heure système : 28 octobre 2019 09:17:48

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Vlan paysages inc.	120694

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		108 901.10 $						**108 901.10 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1 an

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	février	2020		12	février	2021

Formulaire complété par : Marie-Éve Plante

Prénom, nom

Date et heure système : 02 September 2021 09:29:04

Vlan civiliti en collaboration avec AXOR

N/réf: 151821-003

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ESTIMATION BUDGÉTAIRE DES HONORAIRES

RÉAMÉNAGEMENT DES PASSAGES STE-ROSE - AVANT-PROJET, PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE DU VOLET INGÉNIERIE

Montréal

REF : AO no 18-17150

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS		PERSONNEL - HEURES								DÉPENSES		HEURES	BUDGET PAR ACTIVITÉ
		Chargée de projet	INGÉNIEURS			TECHNICIENS			Personnel auxiliaire et de soutien	Type	$		
			Sénior (10 ans et +)	Interm. (5 à 9 ans)	Junior (0 à 4 ans)	Sénior (10 ans et +)	Interm. (5 à 9 ans)	Junior (0 à 4 ans)					
		M.Clouard											
ÉTAPE 1	**DÉMARRAGE, ACQUISITION DES DONNÉES**	**4**	**37**	**-**	**6**	**12**	**-**	**40**	**7**		**- $**	**106**	**7 736.70 $**
1.1	Réunion de démarrage	3	3									6	642.60 $
1.2	Collecte de données (plans, rapports, etc.)		4			4			4			12	877.20 $
1.3	Analyse des informations fournies, compréhension des études connexes	1	4									5	504.90 $
1.4	Visite de terrain, examen des sites (contraintes physiques, restrictions, etc.)		8		6							14	1 203.60 $
1.5	Relevé topographique sommaire et des infrastructures urbaines (non requis)											-	- $
1.6	Traitement de données et mise en plan des 600 mètres d'infrastructures ET compilations des plans existants (aqueduc, égouts, trottoirs, éclairage, feux, mobilier urbain, RTU)		6			8		40				54	3 192.60 $
1.7	Rencontres statutaires (4)		12						3			15	1 315.80 $
1.8	Gestion du projet: suivi budgétaire, rapport d'avancement, (déjà inclus dans budget de Vlan)											-	- $
ÉTAPE 2	**CONCEPT DE CIRCULATION (8 tronçons)**	**2**	**72**	**-**	**114**	**72**	**32**	**-**	**-**		**- $**	**292**	**22 613.40 $**
2.1	Collecte, compilation et présentation des données d'intersections, dont les feux de circulation, débits A.M. et P.M., hiérarchie du réseau, sens de circulation, gestion de la circulation aux carrefours, règlement de stationnement	1	20		30	20						71	5 625.30 $
2.2	Schéma de transport, réseau cyclable, traitement des intersections, avancés de trottoirs	1	10		30	20						61	4 656.30 $
2.3	Concept préliminaire de la géométrie routière, simulations Autoturn		30		30	32						92	7 333.80 $
2.4	Principe de la signalisation, marquage		12		24		32					68	4 998.00 $
												-	- $
ÉTAPE 3	**CONCEPT DES INFRASTRUCTURES (4 tronçons)**	**4**	**50**	**-**	**20**	**-**	**37**	**16**	**-**		**- $**	**127**	**10 011.30 $**
3.1	Conception prélim. des infrastructures (aqueduc et égout) à réhabiliter ou à reconstruire selon les spécifications de la Ville	1	16				12					29	2 463.30 $
3.2	Identification des besoins en infrastructures, puisards à déplacer, gestion des eaux, alimentation de fontaines d'eau	1	8		20			16				45	3 136.50 $
3.3	Identification des besoins en éclairage, étude photométrique générale, établir l'espacement	2	16				20					38	3 111.00 $
3.4	Coordination de la position préliminaire des bases et des conduits: éclairage, bornes électriques		10				5					15	1 300.50 $
												-	- $
ÉTAPE 4	**ESTIMATION ET RAPPORT (8 tronçons)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**		**- $**	**-**	**- $**
4.1	Estimation préliminaire des coûts du projet (non requis)											-	- $
4.2	Rédaction de notes techniques décrivant les analyses effectuées (non requis)											-	- $
ÉTAPE 5	**RELEVÉ ET CUEILLETTE COMPLÉMENTAIRES (4 tronçons - 2020)**	**-**	**4**	**-**	**-**	**16**	**-**	**26**	**-**		**- $**	**46**	**2 856.00 $**
5.1	Relevés de terrain et des infrastructures urbaines: chaussée, cours d'eau (après dégel), radiers des regards, etc		2			16		16				34	2 152.20 $
5.2	Traitement de données et mise en plan		2					10				12	703.80 $
5.3	Préparation des termes de référence pour le laboratoire de sol à des fins de caractérisation environnementale et géotechnique (non requis)											-	- $
ÉTAPE 6	**PLANS ET DEVIS DES TRAVAUX ÉLECTRIQUES (4 tronçons - 2020)**	**4**	**4**	**-**	**46**	**40**	**-**	**-**	**4**		**- $**	**98**	**7 201.20 $**
6.1	Positionnement final des bases de lampadaires et des bornes électriques	2	2		6							10	856.80 $
6.2	Révision étude photométrique, préparation des plans de BC (base et conduit)				8	16						24	1 713.60 $
6.3	Préparation des plans détaillés, coupes, détails		2		16	24						42	3 049.80 $
6.4	Préparation des devis techniques DTSI	1			12				4			17	1 178.10 $
6.5	Coordination des travaux des RTU, identification des conflits	1			4							5	402.90 $
ÉTAPE 7	**PLANS ET DEVIS DES TRAVAUX CIVILS (4 tronçons avec saillies- 2020)**	**4**	**69**	**-**	**120**	**53**	**116**	**-**	**6**		**- $**	**368**	**27 504.30 $**
7.1	Conception des infrastructures (aqueduc et égout) à réhabiliter ou à reconstruire (hypothèse = non requis)											-	- $
7.2	Conception détaillé de la géométrie routière, conception de la signalisation	1	26		30	16	36					109	8 307.90 $
7.3	Conception du drainage, gestion des eaux pluviales, raccordement à l'existant	1	20		30	20	36					107	8 012.10 $
7.4	Conception d'un système d'alimentation de 2 fontaines d'eau, sorties d'arrosage	1	5		16	5	20					47	3 427.20 $
7.5	Préparation des plans détaillés, profils, coupes, détails		10		20	12	24					66	4 845.00 $
7.6	Préparation des devis techniques DTSI	1	8		24				6			39	2 912.10 $
ÉTAPE 8	**PLANS ET DEVIS POUR SOUMISSION (4 tronçons avec saillies - 2020)**	**6**	**31**	**-**	**24**	**4**	**8**	**-**	**10**		**- $**	**83**	**6 747.30 $**
8.1	Coordination avec Ville, architecte, architecte paysagiste	1	10									11	1 086.30 $
8.2	Préparation des devis CCAS, bordereau de soumission, Cahier des charges, avis, etc	2	8		12				4			26	2 070.60 $
8.3	Finalisation des plans et devis techniques Pour soumission	2	8		4		8		3			25	1 978.80 $
8.4	Estimation des coûts	1	5		8	4			3			21	1 611.60 $
												-	- $
ÉTAPE 9	**DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES**	**4**	**26**	**-**	**5**	**8**	**-**	**-**	**8**		**- $**	**51**	**4 324.80 $**
9.1	Intégration des commentaires de la ville	1	10			4						15	1 371.90 $
9.2	Préparation des documents d'appel d'offres	1	2		5				4			12	872.10 $
9.3	Service durant l'appel d'offre – addendas et consultation	1	10			4			2			17	1 473.90 $
9.4	Analyse des soumissions	1	4						2			7	606.90 $
												-	- $
ÉTAPE 10	**ACCOMPAGNEMENT DURANT LES TRAVAUX**	**4**	**50**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**8**		**- $**	**62**	**5 722.20 $**
10.1	Préparation des plans et devis Pour construction	1	4						4			9	708.90 $
10.2	Approbation des dessins d'atelier	1	4									5	504.90 $
10.3	Services durant le chantier – 3 visites pour l'éclairage		12									12	1 162.80 $
10.4	Services durant le chantier – 3 visites pour le drainage		12									12	1 162.80 $
10.5	Approbation finale – 1 visite et rapport x 3 disciplines	2	18						4			24	2 182.80 $
												-	- $

TOTAL DES HEURES	32.0	343.0	-	335.0	205.0	193.0	82.0	43.0			
TAUX HORAIRES FACTURABLES 2018 + 2%	117.30 $	96.90 $	86.70 $	71.40 $	71.40 $	66.30 $	51.00 $	51.00 $			
TOTAL DES HONORAIRES	3 753.60 $	33 236.70 $	- $	23 919.00 $	14 637.00 $	12 795.90 $	4 182.00 $	2 193.00 $		**- $**	
									TOTAL	**1 233**	**94 717.20 $**

Émission 2020-01-30

TPS et TVQ en sus

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale à 276 698.49 $ (entente-cadre 18-17150).

- Dépense additionnelle à prévoir pour ce d (taxes incluses) : 108 901,10 $

	Années antérieures	2020
Montant		108 901,10 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 99 441,22 $

	Années antérieures	2020
Montant		99 441,22 $

Cette dépense est entièrement assumée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), via le Programme des parcs locaux, comme indiqué dans l'intervention du Service des finances. Aucun impact au PTI net de l'Arrondissement de Ville-Marie.

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 99 441,22 $ **Contrat**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	000000	15010	00000

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention :

Nathalie Hébert

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-02-03**

Date et heure système : 03 février 2020 15:21:19

Le budget net au projet 34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	63	190	-	-

NO GDD : **1196164002 ADDENDA**

Taux : 1.0951303727

No d'engagement **CC96164002**

Financement de 100% implique une dépense nette à la charge des contribuables de: **99 441.22 $**

Provenance

Programme de réfection et de verdissement des parc locaux		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 19-014	6101.7719014.802503.01909.57201.000000.0000.177316.000000.98001.00000	108 901.10 $	99 441.22 $	99 442 $

Imputation

Élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier - Entente-cadre 18-17150 Vlan paysages inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7719014.801550.07165.54301.000000.0000.181631.000000.15010.00000	108 901.10 $	99 441.22 $	99 442 $

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Vlan paysages	120694

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant			47 952,82 $					**47 952,82 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 24

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	février	2020		12	février	2022

Formulaire complété par : Marie-Eve Plante

Prénom, nom

Date et heure système : 30 juillet 2021 12:22:38

Vlan

Montréal, 19 juillet 2021

Jose Pierre
Arrondissement Ville-Marie
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
C.P. 4500 SUCC B Montréal, QC H3B 4B5, Canada

OBJET : Élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier

Détails des demandes supplémentaires dues à des demandes du client ou à des conditions de contexte pandémique mondial

Bonjour,

Cette présente lettre est pour expliquer la demande d'honoraires additionnels fournie en pièce jointe. Plusieurs circonstances ont généré des coûts supplémentaires non prévus initialement et hors du fait de l'équipe en paysage ou en ingénierie.

Tout d'abord, en raison du contexte de la pandémie mondiale de la Covid 19, l'Arrondissement a été dans l'impossibilité de compléter les relevés de site dans les délais initialement prévus. Ils ont donc été réalisés par FNX, et ce plus tardivement que dans l'échéancier. Des coûts additionnels ont donc été requis pour l'arpentage (non inclus dans cette présente demande car déjà acceptés par la Ville) et pour l'intégration des relevés dans l'addenda du premier appel d'offre.

Ensuite, des changements ont été requis pour harmoniser les nouvelles clauses du devis normalisé de la Ville avec les procédures de l'Arrondissement, nécessitant une révision du devis.

Également, le premier appel d'offre a été annulé car, en contexte de pandémie, soit au printemps 2020, il n'y a eu qu'un seul soumissionnaire dont le rendement était insatisfaisant pour la Ville. Cette dernière a donc décidé de relancer le processus, ce qui a entrainé une prolongation importante de l'échéancier et du travail supplémentaire.

Nous avons aussi reçu tardivement le retour de commentaires des services incendie et circulation. Cela a occasionné des modifications aux saillies pendant l'appel d'offres mais également pendant le chantier, se traduisant en heures additionnelles.

Pendant le chantier, la procédure de remplacement de conduites d'eau en plomb, non prévues initialement, a également demandé du temps de coordination supplémentaire.

Ces deux derniers facteurs, ainsi que des modifications demandées par la Ville pour la fontaine à boire et sa vidange, font en sortie que des honoraires supplémentaires pour la surveillance de chantier en ingénierie sont à prévoir.

Vlan

Afin de clôturer le mandat, nous prévoyons 55 heures pour Francisco Emir Cabrera Vargas ainsi que 15h pour Valentin Bruneteau.
En effet, il nous reste à effectuer l'approbation des coûts supplémentaires, l'approbation des décomptes, la liste des déficiences, plusieurs visites de site pour la balise de déneigement, l'installation des luminaires et la correction des déficiences ainsi que de la coordination, la production de documents manquants si requis et enfin la fermeture du mandat.
Il s'agit là d'une projection. Nous avons procéder à une évaluation aux meilleurs de nos connaissances.

Demande d'honoraires supplémentaires

Vlan civiliti — Montréal

PROJET : PASSAGE STE-ROSE
NUMÉRO DE RÉSOLUTION DU CONSEIL : CA19 240490
ENTENTE CADRE N:18-17150

Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM)
21-07-16

	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE Vlan PAR ACTIVITÉ	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE Fnx PAR ACTIVITÉ
ÉTAPE 2b	**PLANS ET DEVIS (Dec. 2019 - Jan. 2020)**	**21 292,50 $**	**12 291,76 $**
2b.1	Intégration et ajustements en lien avec la complétion du relevé d'arpentage effectué par les ingénieurs pendant Plans et devis - 7 mai 2020	7 089,00 $	
2b.2	Correction des plans suite à des demandes supplémentaires de la ville les 21 et 25 mai 2020 concernant les saillies. Ces modification ont eu un impact sur les plans de démolition, les DES, les plans d'implantation et les plans de plantation. ainsi que sur le bordereau, l'estimation et les tableaux de plantation. Les numéros font référence aux plans Autotum de FNX. :	6 783,00 $	12 291,76 $
2b.3	Coordination avec les intervenants	4 947,00 $	
2b.4	Modifications au format du devis en lien avec l'intégration des nouvelles sections techniques normalisées et l'adaptation de l'Arrondissement à celles-ci	2 473,50 $	
ÉTAPE 3	**APPEL D'OFFRES**	**6 324,00 $**	**- $**
3.2.1	Addenda 1 : Correction en relation avec la saillie du tronçon 6	6 324,00 $	
ÉTAPE 3b	**APPEL D'OFFRES n°2 : du 19 juin à novembre 2020**	**8 170,20 $**	**2 036,18 $**
3b.1	Documents d'appel d'offre (plans et devis pour construction et bordereau de soumission)	3 264,00 $	1 615,43 $
3b.2	Addendas requis	2 488,80 $	420,75 $
3b.3	Coordination avec la Ville et les entrepreneurs	2 417,40 $	
ÉTAPE 4	**ACCOMPAGNEMENT DURANT LES TRAVAUX**	**- $**	**8 102,08 $**
4.1	Surveillance de chantier	- $	3 102,08 $
4.2	Provision pour surveillance de chantier	- $	5 000,00 $
	TOTAL DES HEURES		
	TAUX HORAIRES FACTURABLES		
	TOTAL DES HONORAIRES		
		35 786,70 $	22 430,02 $
	TOTAL D'HONORAIRES SUPPLÉMENTAIRES (avec taxes)		58 216,72 $

Économie réalisées sur l'item Surveillance quotidienne des travaux	**4 886,05 $**
provision pour contingences initialement prévues au contrat	13 267,50 $
part des contingences consommées pour relevé d'arpentage supplémentaires	**(1 644,00) $**
TOTAL DES ÉCONOMIES	16 509,55 $

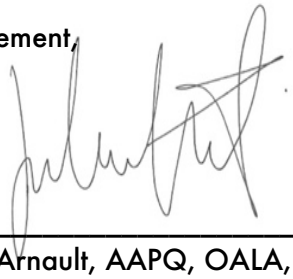
TOTAL D'HONORAIRES SUPPLÉMENTAIRES RÉVISÉS avant taxes	**41 707,17 $**
TPS	2 085,36 $
TVQ	4 160,29 $
TOTAL D'HONORAIRES SUPPLÉMENTAIRES RÉVISÉS avec taxes	**47 952,82 $**

Vlan

Nous demandons donc la somme de **41 707,55 $ avant taxes** (47 952,82 $ avec taxes)

Je demeure disponible pour toute question ou commentaires que vous auriez vis-à-vis de cette proposition.

Cordialement,



_____

Julie St-Arnault, AAPQ, OALA, AAPC, IFLA
Associée principale, Architecte paysagiste et designer urbain
VLAN paysages

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218323002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 905 983,45 $, taxes incluses, d'une durée de 28 mois, à Innov-VAC inc. pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 905 983,45 $ (appel d'offres public 21-18813 lot 2 - 5 soumissionnaires

D'autoriser une dépense maximale de 905 983.45$, taxes incluses, pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 28 mois, de septembre 2021 à Décembre 2023;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Innov-VAC inc, plus bas soumissionnaire conforme, au montant total de 905 983.45$, taxes incluses, le tout conformément au cahier des charges (appel d'offres public 21-18813- 5 soumissionnaires);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-02 09:38

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218323002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 905 983,45 $, taxes incluses, d'une durée de 28 mois, à Innov-VAC inc. pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 905 983,45 $ (appel d'offres public 21-18813 lot 2 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Afin de protéger les ouvrages d'assainissement et d'assurer l'écoulement des eaux usées et de ruissellement à l'intérieur de ces réseaux d'égouts pluviaux, sanitaires et combinés, le service de l'approvisionnement a sollicité le marcher pour ce prévaloir d'un service de nettoyage et d'alésage de conduites d'égouts par jet d'eau à haute pression et d'inspection télévisée des conduites.

Au fil du temps, les divers types de conduites d'égout (briques, PVC et béton) accumulent des sédiments. Il est donc nécessaire de les nettoyer régulièrement. Cette fonction fait partie de l'entretien préventif de base pour ce genre de dispositif.

L'expérience de la Ville, en particulier celle de notre arrondissement, démontre que l'on doit effectuer le nettoyage de 6km tous les ans afin de maintenir leur efficacité et ainsi éviter les refoulements, notamment lors de fortes pluies ou lors de la fonte de la neige. Cette pratique permet d'atteindre un rendement optimal du réseau d'égout, tant du point de vue opérationnel que du point de vue d'une répartition équitable des coûts annuels.

Cette activité respecte donc le programme élaboré par la Direction des travaux publics et la DRE pour le nettoyage des égouts. En effet, l'objectif visé est d'effectuer le nettoyage en fonction des priorités établies par la DRE.

Cette activité est prévue dans les cibles à réaliser annuellement établies par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240406 adoptée à sa séance du 04 juillet 2018, accordé un contrat de 999 868.59$, à 9363-9888 Québec inc.. pour le service de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts, incluant le transport et la disposition des résidus, là où requis, dans différentes conduites de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 18-16662- 1 soumissionnaires);

CA17 240474 adoptée à sa séance du 12 septembre 2017, accordé un contrat de 406 597,59 $, à Kelly Sani-Vac inc. pour le service de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts, incluant le transport et la disposition des résidus, là où requis, dans différentes conduites de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 17-15986 - 2 soumissionnaires);

CA12 16 240094 - 15 mars 2016 - Renouveler, pour l'année 2016-2017, le contrat avec Kelly Sani-Vac inc. pour le service de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, là où requis, dans différentes conduites de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 15-14128 - 3 soumissionnaires);

CA15 240215 adoptée à sa séance du 12 mai 2015, accordé un contrat de 237 423,38 $, à Kelly Sani-Vac inc. pour le service de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts, incluant le transport et la disposition des résidus, là où requis, dans différentes conduites de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 15-14128 - 3 soumissionnaires);

DESCRIPTION

Le travail à exécuter consiste à récurer des égouts dans diverses rues de l'arrondissement et comprend la fourniture de la main-d'oeuvre, de l'équipement, de l'outillage, du transport et de la disposition des boues, débris et déchets et tous les frais pour l'exécution complète et satisfaisante des travaux.

L'entrepreneur choisi sera appelé à, Nettoyages planifiés: - 18 000 m de nettoyage de conduites d'égouts - 90 heures d'alésage de conduites d'égouts - 5200 m d'inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts
Nettoyages de types urgents, non planifiés (délais d'intervention à l'intérieur de (2) heures): - 1500 heures de camion combiné ou équivalent.

Cette activité s'inscrit dans le cadre d'une approche préventive, afin d'optimiser la durée de vie de l'actif égout et s'assurer le bon fonctionnement des infrastructures.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres portant le numéro 21-18813 a été lancé sur le SÉAO le 31 mai 2021, via le serv de l'approvisionnement mandaté afin d'obtenir les offres d'entrepreneurs pouvant répondre aux exigences des arrondissements participants. Voir les détails dans l'intervention.
L'appel d'offres regroupait les besoins de 10 arrondissements divisés en 10 lots.
- ouverture des soumissions : 13 juillet 2021
- 42 jours de publication
- un (2) addenda durant l'appel d'offres et le report de la date d'ouverture
- treize (13) preneurs des documents sur SEAO
- cinq (5) soumissionnaires pour Ville-Marie (lot 2)

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSE
Innov-VAC.	905 983,45 $		905 983,45 $
Tech Vac Environnement.	962 944,37 $		962 944,37 $
Services Infraspec	1 070 992,13 $		1 070 992,13 $
9863 Québec Inc	1 072 889,21 $		1 072 889,21 $
EBI Envirotech Inc	1 969 378,61 $		1 969 378,61 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 195 412,36 $		1 195 412,36 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			1 196 437,55 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			32,06%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			1 063 395,16 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			117,37%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-289 428,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-24,21%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			56 960,92 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			6,29%

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme es
Innov-VAC inc. avec un montant de 905 983.45$.

Notre dernière estimation était basée sur les taux que nous avons utilisés avec le fournisseur 9
9888 Québec Inc.

L'écart entre l'estimation faite par la Ville de Montréal et le plus bas soumissionnaire conforme -24.21%, ce qui est acceptable. De plus le deuxième plus bas soumissionnaire est 6.29% plus dispendieux que le plus bas.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 23 juillet 2020. Ces validations ont montré que :

Innov-Vac inc, ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux con publics (RENA);
Innov-Vac inc, et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne font partie de la l des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle;
Innov-Vac inc, ne fait pas partie de la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisants (LFRI).

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à Innov-Vac inc, au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour une période de 28 mois, Septembre 2021 à décembre 2023, l'arrondissement Ville-Marie prévoit faire nettoyer plus ou moins 18 000m de conduite d'égout, inspecter 5200m de conduite d'égout et d'utiliser pour 1 500 heures de camion combiné ou équivalent. Un montant de 905 983.459$ taxes incluses est alloué pour réaliser ces opérations. Ce montant sera entièrement assumé par l'arrondissement et cette dépense sera imputée conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Protéger les ouvrages d’assainissement et d’assurer l’écoulement des eaux usées et de ruissellement à l’intérieur du réseaux d’égouts pluviaux, sanitaires et combinés de l'arrondissement de Ville-Marie

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise actuelle, le projet se réalise, et ce, sans aucun ajustement. Le projet est maintenu tel quel

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le contrat convenu avec le fournisseur est effectif pour une durée de vingt-huit (28) mois, débutant à l'octroi, à moins qu'il y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du contrat. Aucun renouvellement n'est prévu au contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Claudie DE BELLEFEUILLE)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Ingénieur

Tél : 438-985-3736
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2021-09-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218323002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 905 983,45 $, taxes incluses, d'une durée de 28 mois, à Innov-VAC inc. pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 905 983,45 $ (appel d'offres public 21-18813 lot 2 - 5 soumissionnaires

21-18813 Borderaux Innov-VACinc,.pdfAspect financier_1218323002_21-18813.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Ingénieur

Tél : 438-985-3736
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1218323002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 905 983,45 $, taxes incluses, d'une durée de 28 mois, à Innov-VAC inc. pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 905 983,45 $ (appel d'offres public 21-18813 lot 2 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18813 PV.pdf
21-18813_Preneurs de documents (1).pdf
21-18813_TCP_LOT 2_Ville-Marie.pdf
21-18813 Lot 2_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudie DE BELLEFEUILLE
Agente d'approvisionnement niveau II
Tél : 514-2820-6534

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-27

Annie T THERRIEN
Chef de Section
Tél : 514-838-4611
Division : Service de l'approvisionnement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1218323002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 905 983,45 $, taxes incluses, d'une durée de 28 mois, à Innov-VAC inc. pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 905 983,45 $ (appel d'offres public 21-18813 lot 2 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1218323002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-01

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Numéro d'appel d'offres	21-18813
Titre de l'appel d'offres	Service de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus - Multi arrondissements
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Innov-VAC inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1174458944
Adresse du soumissionnaire	350, rue Rivest Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J5N 3E4

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission avec la soumission

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9.975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	A51 - Rivière-Des-Prairies - Pointe-Aux-Trembles	231 772,00 $	11 588,60 $	23 119,26 $	266 479,86 $
2	A52 - Ville-Marie	787 983,00 $	39 399,15 $	78 601,30 $	905 983,45 $
3	A55 - Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	523 880,00 $	26 194,00 $	52 257,03 $	602 331,03 $
4	A56 - Ahuntsic-Cartierville	525 167,50 $	26 258,38 $	52 385,46 $	603 811,33 $
5	A59 - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	522 525,00 $	26 126,25 $	52 121,87 $	600 773,12 $
6	A76 - L'île-Bizard–Sainte-Geneviève	237 955,00 $	11 897,75 $	23 736,01 $	273 588,76 $
* 7	A82 - Pierrefonds-Roxboro	157 436,64 $	7 871,83 $	15 704,31 $	181 012,78 $
8	A85 - Saint-Léonard	739 540,00 $	36 977,00 $	73 769,12 $	850 286,12 $
9	A87 - Montréal-Nord	753 164,80 $	37 658,24 $	75 128,19 $	865 951,23 $
10	A88 - Lachine	455 705,00 $	22 785,25 $	45 456,57 $	523 946,82 $

*7 Il y a une erreur dans votre calculer.
Il n'a PAS calculé le total de 3 années.
840 231.30 $

SB

13 JUIL 2021

13 JUIL 2021

ML

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1218323002

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		100 664,83 $	402 659,31 $	402 659,31 $				**905 983,45 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 36

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		septembre	2021	Date de fin :		décembre	2023

Formulaire complété par : Alejandro Restrepo

Prénom, nom

Date et heure système : 26 août 2021 13:33:25

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP21 0383

Est Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 13 juillet 2021 à 13 h 38**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Mario Lefebvre, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 21-18813

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus - Multi arrondissements » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires		**Prix**
9363-9888 QUÉBEC INC.	**Lot 1**	284 678,10 $
(SANIVAC)	**Lot 2**	1 072 889,21 $
100, rue Huot	**Lot 3**	614 397,66 $
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (Québec) J7V 7Z8	**Lot 4**	852 223,44 $
	Lot 5	669 499,43 $
	Lot 6	232 479,45 $
	Lot 7	801 912,68 $
	Lot 8	868 751,10 $
	Lot 9	1 052 475,40 $
	Lot 10	517 028,20 $
	(10 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)	
EBI ENVIROTECH INC.	**Lot 1**	302 822,59 $
143, 21e Rue	**Lot 2**	1 969 378,61 $
Crabtree (Québec) J0K 1B0	**Lot 3**	635 631,01 $
	Lot 4	880 731,72 $
	Lot 5	817 468,46 $
	Lot 7	2 180 691,31 $
	Lot 8	896 966,08 $
	Lot 9	1 611 076,44 $
	Lot 10	862 202,70 $
	(9 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)	
GROUPE SANYVAN INC.	**Lot 1**	276 284,93 $
11000, rue Sherbrooke Est, bureau C13	**Lot 3**	480 739,22 $
Montréal-Est (Québec) H1B 5W1	**Lot 4**	743 557,70 $
	Lot 5	560 675,59 $
	Lot 8	668 004,75 $
	Lot 9	1 039 864,08 $
	(6 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)	

…/2

Soumissionnaires		**Prix**
INNOV-VAC INC.	**Lot 1**	266 479,86 $
350, rue Rivest	**Lot 2**	905 983,45 $
Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J5N 3E4	**Lot 3**	602 331,03 $
	Lot 4	603 811,33 $
	Lot 5	600 773,12 $
	Lot 6	273 588,76 $
	Lot 7	181 012,78 $[1]
	Lot 8	850 286,12 $
	Lot 9	865 951,23 $
	Lot 10	523 946,82 $
(10 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)		
PROVINCIAL ENVIRONNEMENT INC.	**Lot 1**	880 047,39 $
1045, rue des Riveurs	**Lot 8**	741 519,77 $
Lévis (Québec) G6Y 9G1		
(Cautionnement de 2 % du lot 1)		
SERVICES INFRASPEC INC.	**Lot 1**	243 172,13 $
4585, boulevard Lite	**Lot 2**	1 070 992,13 $
Laval (Québec) H7C 0B8	**Lot 3**	445 010,74 $
	Lot 4	521 871,53 $
	Lot 5	590 856,53 $
	Lot 6	456 680,70 $
	Lot 7	241 602,14 $
	Lot 8	674 454,00 $
	Lot 9	904 927,98 $
	Lot 10	556 766,44 $
(10 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)		
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	**Lot 1**	246 742,10 $
421, rue Courtemanche	**Lot 2**	962 944,37 $
Montréal-Est (Québec) H1B 4X7	**Lot 3**	562 515,19 $
	Lot 4	571 908,07 $
	Lot 5	721 410,64 $
	Lot 8	746 486,69 $
	Lot 9	894 781,44 $
	Lot 10	803 977,06 $
(8 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)		
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	**Lot 6**	365 173,99 $
77, boulevard Saint-Rémi	**Lot 7**	1 132 622,89 $
Case postale 3400	**Lot 10**	536 295,37 $
Saint-Rémi (Québec) J0L 2L0		
(3 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)		

[1] Une note manuscrite sur la page sommaire indique que le total des trois années est de 840 231,38 $.

…/3

SP21 0383/3

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 31 mai et 5 juillet 2021 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que les 31 mai et 2 juillet 2021 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18813
Numéro de référence : 1493027
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus-Multi arrondissements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9346-5003 Québec inc. 6760, rue Jean-Paul Lemieux Laval, QC, H7L5P8 NEQ : 1172101868	Monsieur Charles Paquette Téléphone : 514 567-2666 Télécopieur :	**Commande : (1913322)** 2021-06-14 3 h 23 **Transmission :** 2021-06-14 3 h 23	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CIMA+ construction 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 1140685570	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1907643)** 2021-05-31 15 h 43 **Transmission :** 2021-05-31 15 h 43	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBI Envirotech Inc. 143, 21e Rue Crabtree, QC, J0K 1B0 http://www.ebienvirotech.com NEQ : 1141969957	Monsieur Joel Gariépy Téléphone : 450 754-4033 Télécopieur : 450 389-0983	**Commande : (1908192)** 2021-06-01 14 h 10 **Transmission :** 2021-06-01 14 h 10	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
groupe sanyvan 11000 sherbrooke est c-13 Montréal-Est, QC, h1b5w1 NEQ : 1166479197	Madame Saida Benmenaa Téléphone : 514 644-1616 Télécopieur :	**Commande : (1908114)** 2021-06-01 12 h 34 **Transmission :** 2021-06-01 12 h 34	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Infraspec 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8 NEQ : 1166044967	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1907558)** 2021-05-31 14 h 28 **Transmission :** 2021-05-31 14 h 28	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Innov-Vac 350 rue Rivest Sainte-Anne-des-Plaines, QC, j5n3e4 NEQ : 1174458944	Monsieur Jean-Philippe Hachey Téléphone : 450 421-3921 Télécopieur :	**Commande : (1907599)** 2021-05-31 15 h 08 **Transmission :** 2021-05-31 15 h 08	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
InspecVision Inc. 800 Route Carter Local 30 Sainte-Marie, QC, G6E0B2 https://www.inspecvision.ca/ NEQ : 1173745424	Monsieur Sebastien Boutin Téléphone : 418 230-4040 Télécopieur :	**Commande : (1907894)** 2021-06-01 9 h 19 **Transmission :** 2021-06-01 9 h 19	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Provincial Environnement Inc 1045 rue des riveurs Lévis, QC, G6Y9G1 NEQ : 1172614670	Monsieur Pierre Savard Téléphone : 418 833-6868 Télécopieur :	**Commande : (1909344)** 2021-06-03 12 h 39 **Transmission :** 2021-06-03 12 h 39	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sani-Orléans inc. 4504 Boulevard Ste-Anne Québec, QC, g1c2h9 https://www.saniorleans.ca NEQ : 1144015881	Monsieur Mathieu Gendron Téléphone : 418 837-7771 Télécopieur : 418 837-1721	**Commande : (1912997)** 2021-06-11 10 h 52 **Transmission :** 2021-06-11 10 h 52	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.) 100, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 http://www.sanivac.ca NEQ : 1172974132	Monsieur Sanivac Sanivac Téléphone : 514 453-2279 Télécopieur : 514 453-7388	**Commande : (1907591)** 2021-05-31 14 h 59 **Transmission :** 2021-05-31 14 h 59	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Simo Management Inc 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://www.simo.qc.ca NEQ : 1141631276	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 450 646-1903 Télécopieur : 450 646-9832	**Commande : (1909370)** 2021-06-03 13 h 23 **Transmission :** 2021-06-03 13 h 23	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TECHVAC ENVIRONNEMENT INC 421, Courtemanche Montréal-Est, QC, h1b4x7 NEQ : 1172029713	Monsieur Département Soumission Téléphone : 514 521-5060 Télécopieur :	**Commande : (1916283)** 2021-06-18 10 h 04 **Transmission :** 2021-06-18 10 h 04	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Veolia ES Canada SI inc 77, boulevard Saint-Rémi Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.veolia.ca NEQ : 1166357260	Madame Rachel Levac Téléphone : 450 454-7531 Télécopieur : 450 454-7663	**Commande : (1908217)** 2021-06-01 14 h 41 **Transmission :** 2021-06-01 14 h 41	3556085 - 21-18813 Addenda #1 - Report de date 2021-07-02 13 h 03 - Courriel 3559859 - 21-18813 Addenda #2 2021-07-09 11 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	Inno-Vac Inc.	1	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	4,85 $	24 250,00 $	27 881,44 $
			2	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	3,98 $	5 970,00 $	6 864,01 $
			3	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	8,00 $	8 000,00 $	9 198,00 $
			4	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Mètre linéraire	1	6,25 $	1 875,00 $	2 155,78 $
			5	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	289,00 $	8 670,00 $	9 968,33 $
			6	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	284,00 $	142 000,00 $	163 264,50 $
			7	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne	1	130,00 $	71 500,00 $	82 207,13 $
			8	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Heure	1	4,85 $	24 250,00 $	27 881,44 $
			9	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Heure	1	3,98 $	5 970,00 $	6 864,01 $
			10	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Heure	1	8,00 $	8 000,00 $	9 198,00 $
			11	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	6,98 $	2 094,00 $	2 407,58 $
			12	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	289,00 $	8 670,00 $	9 968,33 $
			13	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Tonne métrique	1	284,00 $	142 000,00 $	163 264,50 $
			14	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Mètre linéraire	1	130,00 $	71 500,00 $	82 207,13 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Description du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	Inno-Vac Inc.	15	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	5,00 $	25 000,00 $	28 743,75 $
			16	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	3,98 $	5 970,00 $	6 864,01 $
			17	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	8,00 $	8 000,00 $	9 198,00 $
			18	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	6,98 $	2 094,00 $	2 407,58 $
			19	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	289,00 $	8 670,00 $	9 968,33 $
			20	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	284,00 $	142 000,00 $	163 264,50 $
			21	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne métrique	1	130,00 $	71 500,00 $	82 207,13 $
		Total (Inno-Vac Inc.)							**787 983,00 $**	**905 983,45 $**
		Tech Vac Environnement	1	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	10,50 $	52 500,00 $	60 361,88 $
			2	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	6,20 $	9 300,00 $	10 692,68 $
			3	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	10,50 $	10 500,00 $	12 072,38 $
			4	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Mètre linéraire	1	7,85 $	2 355,00 $	2 707,66 $
			5	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	335,00 $	10 050,00 $	11 554,99 $
			6	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	250,00 $	125 000,00 $	143 718,75 $
			7	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne	1	125,00 $	68 750,00 $	79 045,31 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Description du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	Tech Vac Environnement	8	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Heure	1	10,50 $	52 500,00 $	60 361,88 $
			9	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Heure	1	6,65 $	9 975,00 $	11 468,76 $
			10	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Heure	1	10,50 $	10 500,00 $	12 072,38 $
			11	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	8,15 $	2 445,00 $	2 811,14 $
			12	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	335,00 $	10 050,00 $	11 554,99 $
			13	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Tonne métrique	1	250,00 $	125 000,00 $	143 718,75 $
			14	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Mètre linéraire	1	125,00 $	68 750,00 $	79 045,31 $
			15	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	10,50 $	52 500,00 $	60 361,88 $
			16	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	6,95 $	10 425,00 $	11 986,14 $
			17	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	10,50 $	10 500,00 $	12 072,38 $
			18	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	8,75 $	2 625,00 $	3 018,09 $
			19	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	335,00 $	10 050,00 $	11 554,99 $
			20	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	250,00 $	125 000,00 $	143 718,75 $
			21	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne métrique	1	125,00 $	68 750,00 $	79 045,31 $
		Total (Tech Vac Environnement)							**837 525,00 $**	**962 944,37 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	Services Infraspec Inc.	1	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	10,00 $	50 000,00 $	57 487,50 $
			2	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	15,00 $	22 500,00 $	25 869,38 $
			3	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	15,00 $	15 000,00 $	17 246,25 $
			4	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Mètre linéraire	1	20,00 $	6 000,00 $	6 898,50 $
			5	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	400,00 $	12 000,00 $	13 797,00 $
			6	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	300,00 $	150 000,00 $	172 462,50 $
			7	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne	1	100,00 $	55 000,00 $	63 236,25 $
			8	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Heure	1	10,00 $	50 000,00 $	57 487,50 $
			9	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Heure	1	15,00 $	22 500,00 $	25 869,38 $
			10	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Heure	1	15,00 $	15 000,00 $	17 246,25 $
			11	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	20,00 $	6 000,00 $	6 898,50 $
			12	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	400,00 $	12 000,00 $	13 797,00 $
			13	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Tonne métrique	1	300,00 $	150 000,00 $	172 462,50 $
			14	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Mètre linéraire	1	100,00 $	55 000,00 $	63 236,25 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Description du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	Services Infraspec Inc.	15	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	10,00 $	50 000,00 $	57 487,50 $
			16	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	15,00 $	22 500,00 $	25 869,38 $
			17	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	15,00 $	15 000,00 $	17 246,25 $
			18	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	20,00 $	6 000,00 $	6 898,50 $
			19	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	400,00 $	12 000,00 $	13 797,00 $
			20	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	300,00 $	150 000,00 $	172 462,50 $
			21	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne métrique	1	100,00 $	55 000,00 $	63 236,25 $
		Total (Services Infraspec Inc.)							**931 500,00 $**	**1 070 992,13 $**
		9363-9888 Québec Inc.	1	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	15,00 $	75 000,00 $	86 231,25 $
			2	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	7,00 $	10 500,00 $	12 072,38 $
			3	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	18,00 $	18 000,00 $	20 695,50 $
			4	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Mètre linéraire	1	8,50 $	2 550,00 $	2 931,86 $
			5	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	300,00 $	9 000,00 $	10 347,75 $
			6	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	260,00 $	130 000,00 $	149 467,50 $
			7	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne	1	120,00 $	66 000,00 $	75 883,50 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	9363-9888 Québec Inc.	8	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Heure	1	15,00 $	75 000,00 $	86 231,25 $
			9	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Heure	1	7,00 $	10 500,00 $	12 072,38 $
			10	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Heure	1	18,00 $	18 000,00 $	20 695,50 $
			11	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	8,50 $	2 550,00 $	2 931,86 $
			12	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	300,00 $	9 000,00 $	10 347,75 $
			13	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Tonne métrique	1	260,00 $	130 000,00 $	149 467,50 $
			14	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Mètre linéraire	1	120,00 $	66 000,00 $	75 883,50 $
			15	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	15,00 $	75 000,00 $	86 231,25 $
			16	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	7,00 $	10 500,00 $	12 072,38 $
			17	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	18,00 $	18 000,00 $	20 695,50 $
			18	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	8,50 $	2 550,00 $	2 931,86 $
			19	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	300,00 $	9 000,00 $	10 347,75 $
			20	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	260,00 $	130 000,00 $	149 467,50 $
			21	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne métrique	1	120,00 $	66 000,00 $	75 883,50 $
		Total (9363-9888 Québec Inc.)							**933 150,00 $**	**1 072 889,21 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	EBI Envirotehc Inc.	1	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	24,66 $	123 300,00 $	141 764,18 $
			2	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	7,59 $	11 385,00 $	13 089,90 $
			3	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	28,49 $	28 490,00 $	32 756,38 $
			4	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Mètre linéraire	1	13,82 $	4 146,00 $	4 766,86 $
			5	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	839,50 $	25 185,00 $	28 956,45 $
			6	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	657,08 $	328 540,00 $	377 738,87 $
			7	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne	1	90,75 $	49 912,50 $	57 386,90 $
			8	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Heure	1	24,66 $	123 300,00 $	141 764,18 $
			9	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Heure	1	7,59 $	11 385,00 $	13 089,90 $
			10	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Heure	1	28,49 $	28 490,00 $	32 756,38 $
			11	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	13,82 $	4 146,00 $	4 766,86 $
			12	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	839,50 $	25 185,00 $	28 956,45 $
			13	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Tonne métrique	1	657,08 $	328 540,00 $	377 738,87 $
			14	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Mètre linéraire	1	90,75 $	49 912,50 $	57 386,90 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18813

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	A52-Ville-Marie	EBI Envirotehc Inc.	15	Nettoyages planifiés (semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	5000	Mètre linéraire	1	24,66 $	123 300,00 $	141 764,18 $
			16	Nettoyages planifiés (semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	1500	Mètre linéraire	1	7,59 $	11 385,00 $	13 089,90 $
			17	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Nettoyage de conduites d'égout	1000	Mètre linéraire	1	28,49 $	28 490,00 $	32 756,38 $
			18	Nettoyages planifiés (fin de semaine) - Inspection télévisée par caméra suite aux nettoyages d'égouts	300	Heure	1	13,82 $	4 146,00 $	4 766,86 $
			19	Nettoyages planifiés - Alésage des conduites d'égouts	30	Heure	1	839,50 $	25 185,00 $	28 956,45 $
			20	Nettoyages de types urgents, non planifié, 2 heures d'avis - Camion récureur	500	Heure	1	657,08 $	328 540,00 $	377 738,87 $
			21	Disposition des sols - Centre de diposition des boues homologué par le MELCC	550	Tonne métrique	1	90,75 $	49 912,50 $	57 386,90 $
		Total (EBI Envirotehc Inc.)							**1 712 875,50 $**	**1 969 378,61 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18813 Lot #2

No du GDD : 1218323002

Titre de l'appel d'offres : Service de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égout incluant le transport et la disposition des résidus. **Lot #2 - Ville-Marie**

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 6 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 13 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 38,46

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 1 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 1 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Innov-Vac Inc.	905 983,45 $	√	
Tech Vac Environnement	962 944,37 $		
Services Infraspec Inc.	1 070 992,13 $		
9363-9888 Québec Inc. (SANIVAC)	1 072 889,21 $		
EBI Envirotech Inc.	1 969 378,61 $		

Information additionnelle

Les sept (7) raisons de désistement sont les suivantes: Carnet de commandes complet (3), Capacité pour l'exécution de contrat (1), Demeure sans réponse malgré la relance (3)

Préparé par : Claudie De Bellefeuille

Le 25 - 8 - 2021

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1218323002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Autoriser une dépense maximale de 905 983.45$, taxes incluses, pour les services de nettoyage et d'inspection télévisée des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 28 mois, de septembre 2021 à décembre 2023;
  Accorder, à cette fin, un contrat à Innov-VAC inc, plus bas soumissionnaire conforme, au montant total de 905 983.45$, taxes incluses, le tout conformément au cahier des charges (appel d'offres public 21-18813- 5 soumissionnaires)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 905 983,45 $

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		100 664,83 $	402 659,31 $	402 659,31 $				**905 983,45 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 827 283,65 $

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		91 920,41 $	367 681,62 $	367 681,62 $				**827 283,65 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 91 920,41 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2130	0010000	306141	04161	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM18323002
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: **2021-09-01**

Date et heure système : 01 septembre 2021 11:43:43

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218220003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Abords du pont Jacques-Cartier
Objet :	Approuver l'entente modifiée avec la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) afin de bonifier le système de barrières automatisées par l'ajout de barrières automatisées pour les pistes cyclables sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie à l'approche nord du pont Jacques-Cartier.

D'approuver l'entente modifiée avec la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) afin de bonifier le système de barrières automatisées par l'ajout de barrière automatisé pour les pistes cyclable sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie à l'approche nord du pont Jacques-Cartier.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 17:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218220003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Abords du pont Jacques-Cartier
Objet :	Approuver l'entente modifiée avec la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) afin de bonifier le système de barrières automatisées par l'ajout de barrières automatisées pour les pistes cyclables sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie à l'approche nord du pont Jacques-Cartier.

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'accroitre la sécurité des usagers circulant sur le territoire de la ville en direction du pont Jacques-Cartier, la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (PJCCI), opère un système de barrières automatisées à l'approche nord du pont Jacques-Cartier depuis 2013 selon le règlement CA-24-194 et l'entente 6500-515.
PJCCI souhaite bonifier ce système de barrières avec l'ajout d'une barrière pour la piste cyclable.

Des modifications au règlement et à l'entente ci-haut mentionnés sont maintenant requises, notamment pour permettre l'installation d'une nouvelle barrière sur la piste cyclable et des systèmes de clôture pour la sécuriser. Sous réserves de l'obtention des autorisations nécessaires par l'autorité compétente, les travaux débuteraient vers le début du mois d'octobre.

Un avis de motion a été présenté au conseil d'arrondissement du 06 juillet 2021 pour modifier le règlement CA-24-194 avec le règlement CA-24-XXX.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver la modification de l'entente 6500-515.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 7 mai 2013, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie adoptait le règlement CA-24-194 sur l'occupation du domaine public permettant à la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain inc (PJCCI) d'occuper le domaine public à l'approche Nord du Pont Jacques-Cartier Inc. (résolution CA13240268 / sommaire décisionnel 1134612001).
L'adoption de ce règlement d'occupation était conditionnelle à la signature d'une entente écrite entre la ville et PJCCI, accordant la permission de mettre en place et d'opérer un système de barrières automatisées. La signature de cette convention a également été autorisée à la séance du conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 7 mai 2013, par l'adoption de la résolution CA13 240212 (sommaire décisionnel 1134612001).

Le règlement CA-24-194 est entré en vigueur le 11 mai 2013 par la publication d'un avis public d'entrée en vigueur dans le journal Le Devoir.

Le 13 octobre 2020, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie adoptait le règlement CA-24-323 qui modifie le règlement sur l'occupation du domaine public par la Société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain inc. (PJCCI) (CA-24-194) afin de la permettre d'ajouter un système de comptage par radar. (Résolution CA13 240212 addendum et sommaire décisionnel 1208220002 et 1208220003).

Le règlement CA-24-323 est entré en vigueur le 13 octobre 2020 par la publication d'un avis public d'entrée en vigueur dans le journal Le Devoir.

Un avis de motion a été présenté au conseil d'arrondissement du 06 juillet 2021 pour modifier le règlement CA-24-194 avec le règlement CA-24-XXX par l'adoption de la résolution CA21 240293.

DESCRIPTION

Les travaux d'ajout d'une barrière automatisée pour la piste cyclable impliquent le montage de supports pour panneaux d'affichages numériques, l'installation de la barrière automatique aux accès du pont, la fondation nécessaire et l'installation de clôture et garde-corps pour la sécurisation de la barrière.

JUSTIFICATION

L'ajout d'une barrière automatisée pour la piste cyclable vient améliorer le contrôle et l'accès au pont par la piste.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement CA-24- XXX modifiant le règlement CA-24-194 sera adopté lors de la séance du CA de septembre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

N/A

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 514-868-5825
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-18

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2021-08-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218220003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver l'entente modifiée avec la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) afin de bonifier le système de barrières automatisées par l'ajout de barrières automatisées pour les pistes cyclables sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie à l'approche nord du pont Jacques-Cartier.



Addendum_Convention CA13 240212_PJCCI_2ème.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 514-868-5825
Télécop. : 514-868-3293

Addendum
No décision : CA13 240212

Modification à la convention de services

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représenté par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du Conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE (PJCCI)**, personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions et agissant aux présentes en qualité de Sa Majesté la Reine du chef du Canada*, ayant une place d'affaires au 1225, rue Saint-Charles Ouest, bureau 500, Longueuil, Québec, J4K 0B9, agissant et représentée aux présentes par _____, dûment autorisé(e) à agir aux fins des présentes tel qu'il(elle) le déclare.

No d'enregistrement : _____
Fournisseur : 331594

Ci-après appelée le «**PJCCI**»

ATTENDU QUE la convention initiale a été approuvée par la résolution CA 13 240212 et dûment signée par les deux parties;

ATTENDU QUE la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée souhaitent modifier les termes de la convention;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes;*

Initial : ____/ ___

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

L'entente 6500 -515 sera modifiée comme suit:

1- L'article 2.1 est remplacé par le suivant:

> 2. 1 La Ville accorde la permission à PJCCI de mettre en place et maintenir un système de **cinq (5)** barrières automatisées et de pré-signalisation ainsi qu'un nouveau réseau de conduits d'alimentation et de communication sur le Terrain et un système de comptage par radar, à l'approche nord du pont Jacques Cartier, tel qu'illustré aux dessins 125979-C100, 125979-C101, 125965-C102, 125979-T101, 125979-T-103, **125991-A05-revB et 125991-T05-revB,** joints en Annexe 1 du règlement **CA-24-XXX** (ci-après collectivement appelés l'« Ouvrage » ou les « Ouvrages »). À la fin des travaux d'installation des ouvrages, PJCCI s'engage à remplacer les dessins joints en Annexe 1 par des plans « tels que construits » préparés par un ingénieur ou un architecte et en fournir une copie à la ville.

2- L'annexe 1 est remplacée par celle jointe à cet addenda

Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le_____ e jour de _____2020

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLEMARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

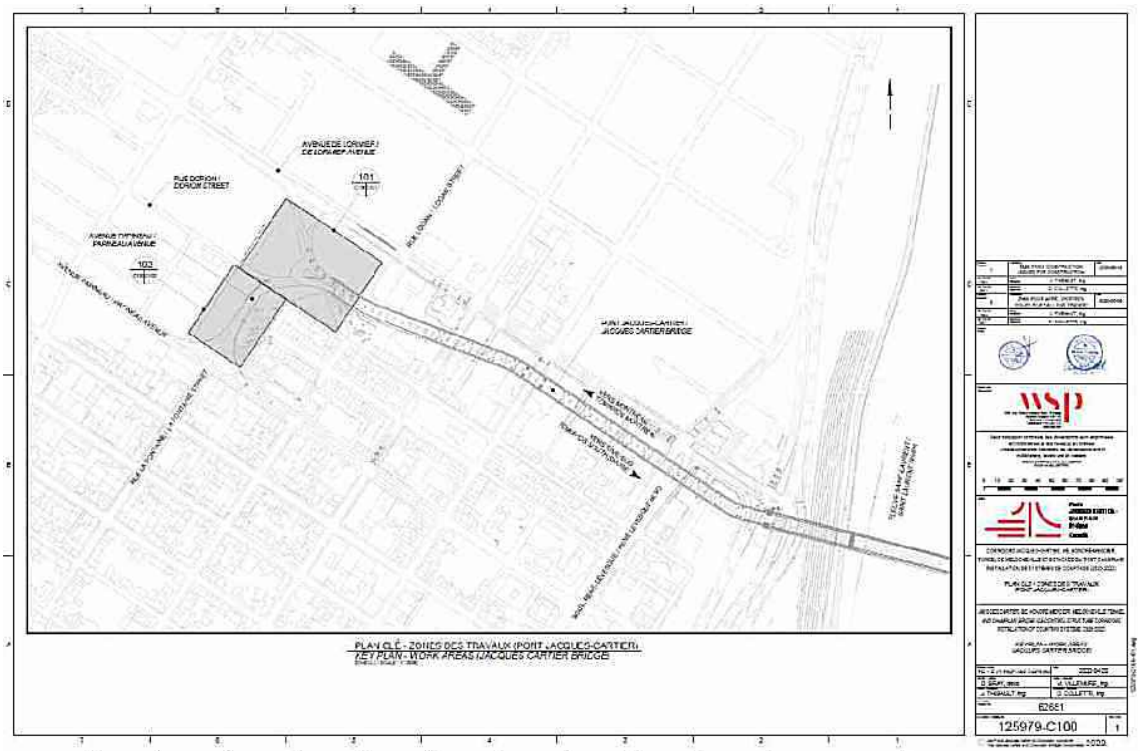
Le_____ e jour de _____2020

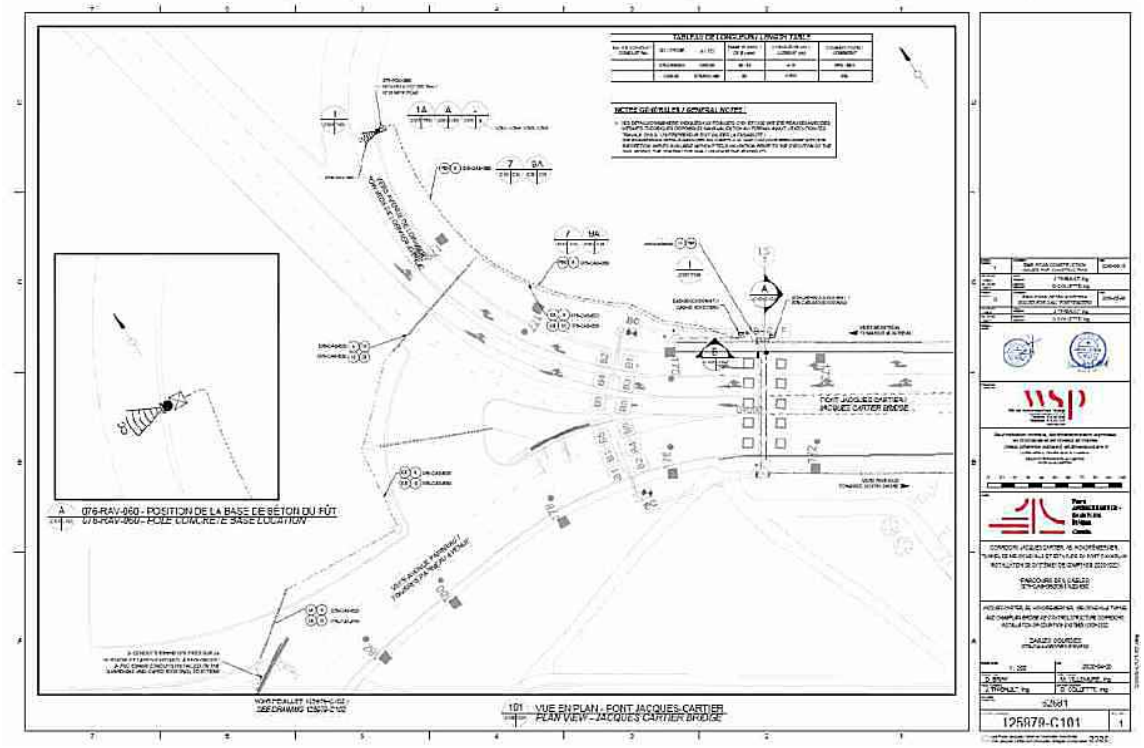
LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

_____
Sandra Martel, Première dirigeante

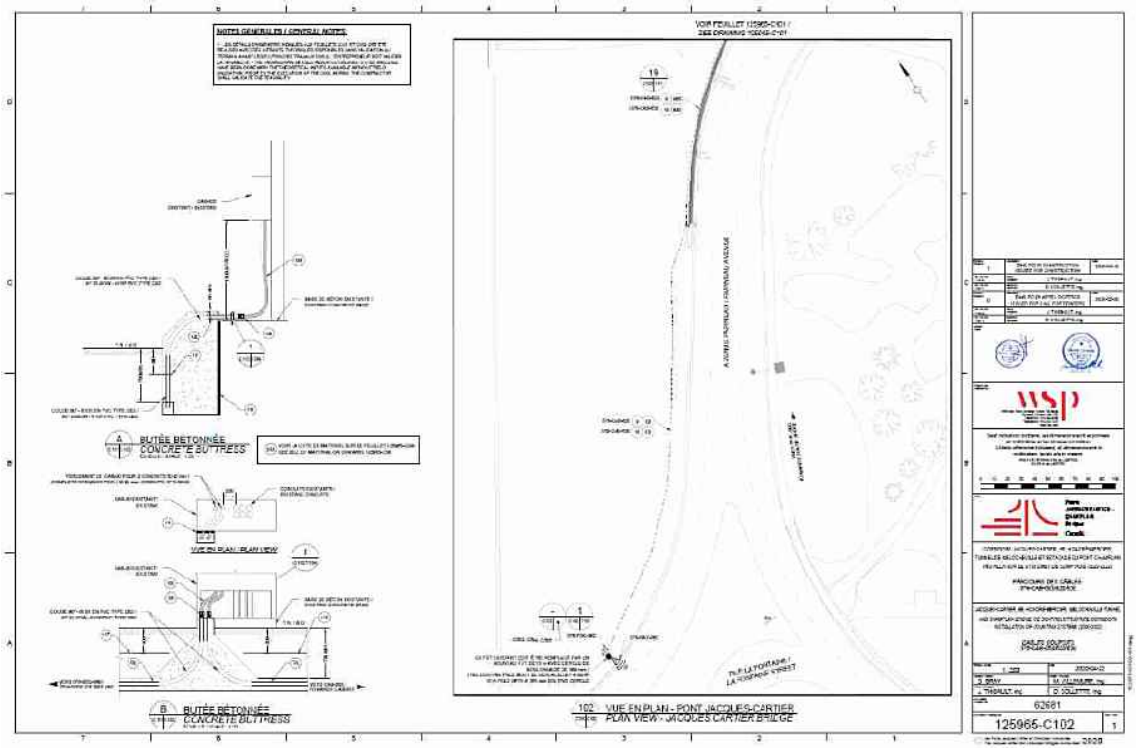
Initial : ____/ ___

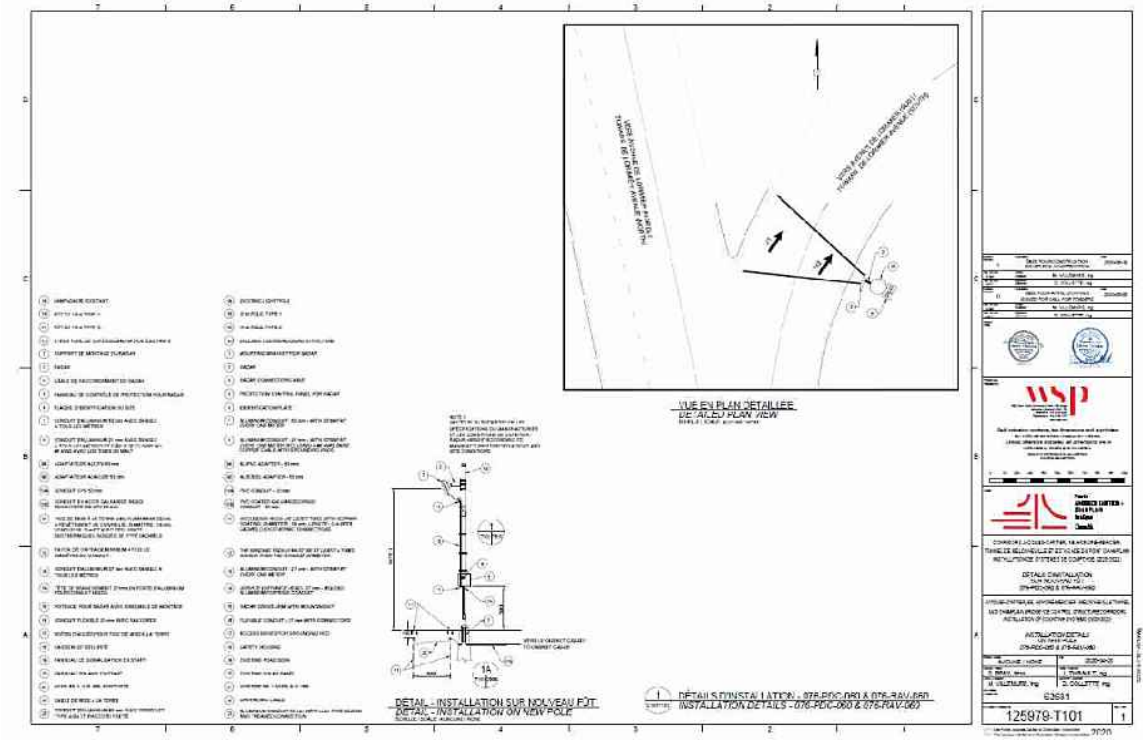
ANNEXE 1



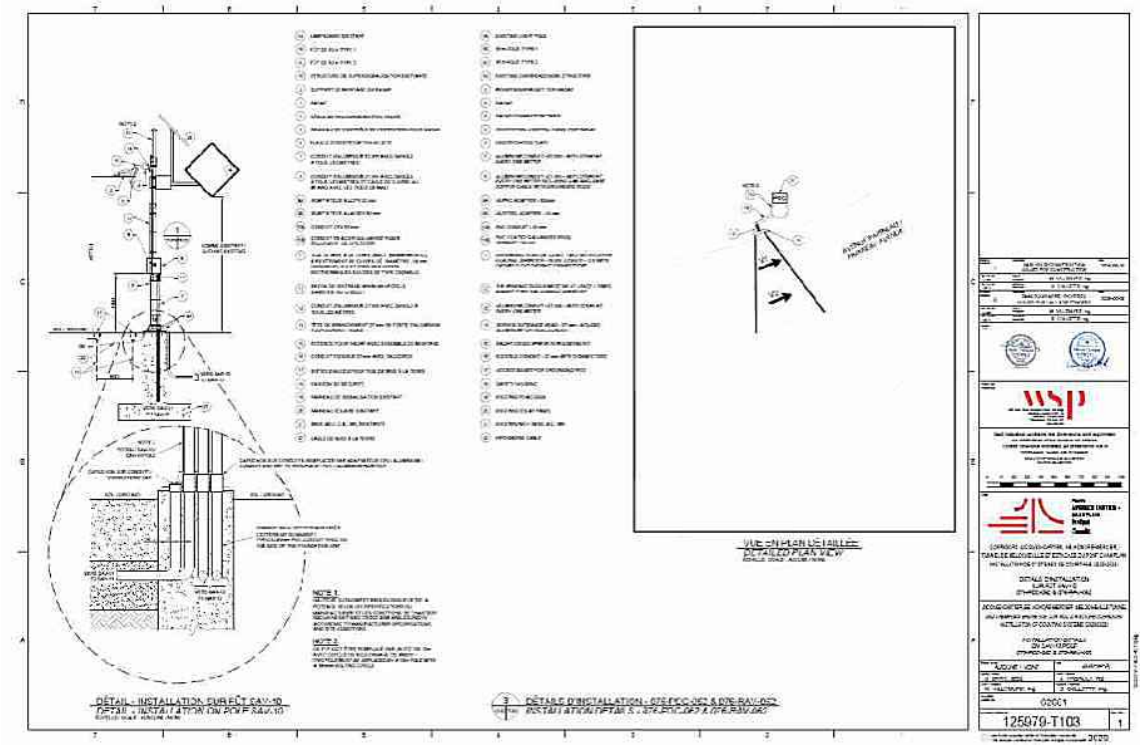


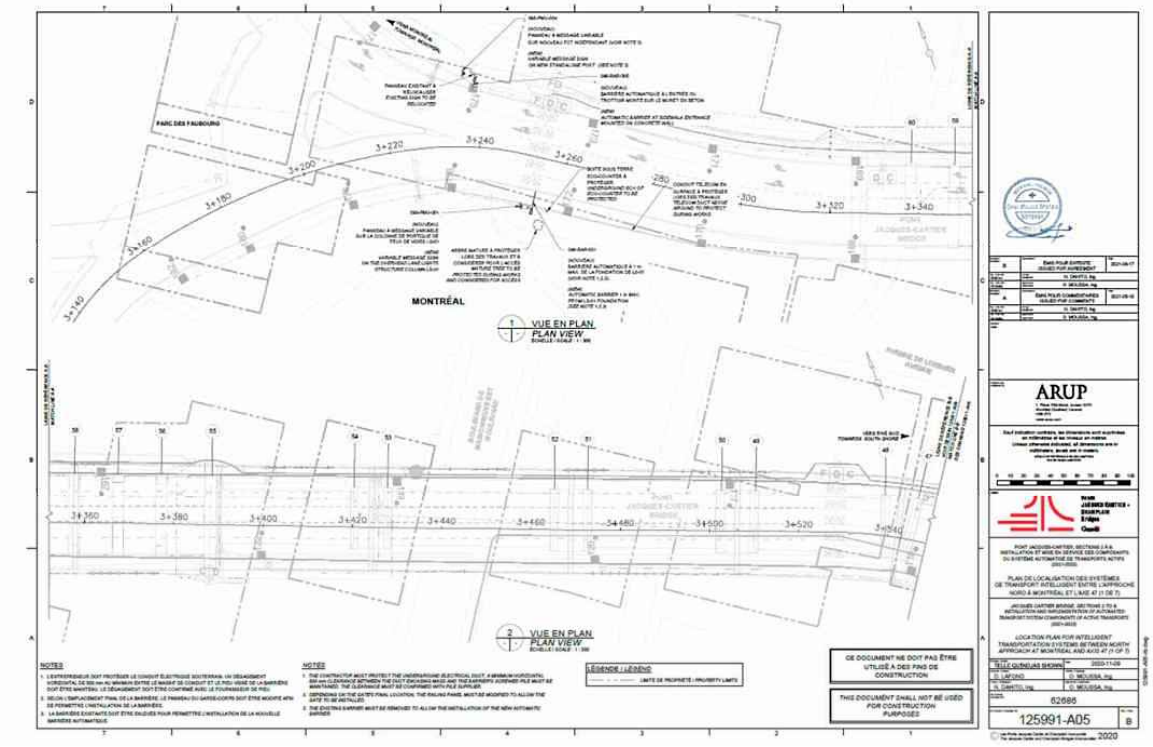
Initial : ____/ ___


NOTES GÉNÉRALES / GENERAL NOTES
BUTÉE BÉTONNÉE
CONCRETE BUTTRESS
VUE EN PLAN / PLAN VIEW
VOIR FEUILLET 125965-C101 /
SEE DRAWING 125965-C101
102 VUE EN PLAN - PONT JACQUES-CARTIER
PLAN VIEW - JACQUES CARTIER BRIDGE
125965-C102

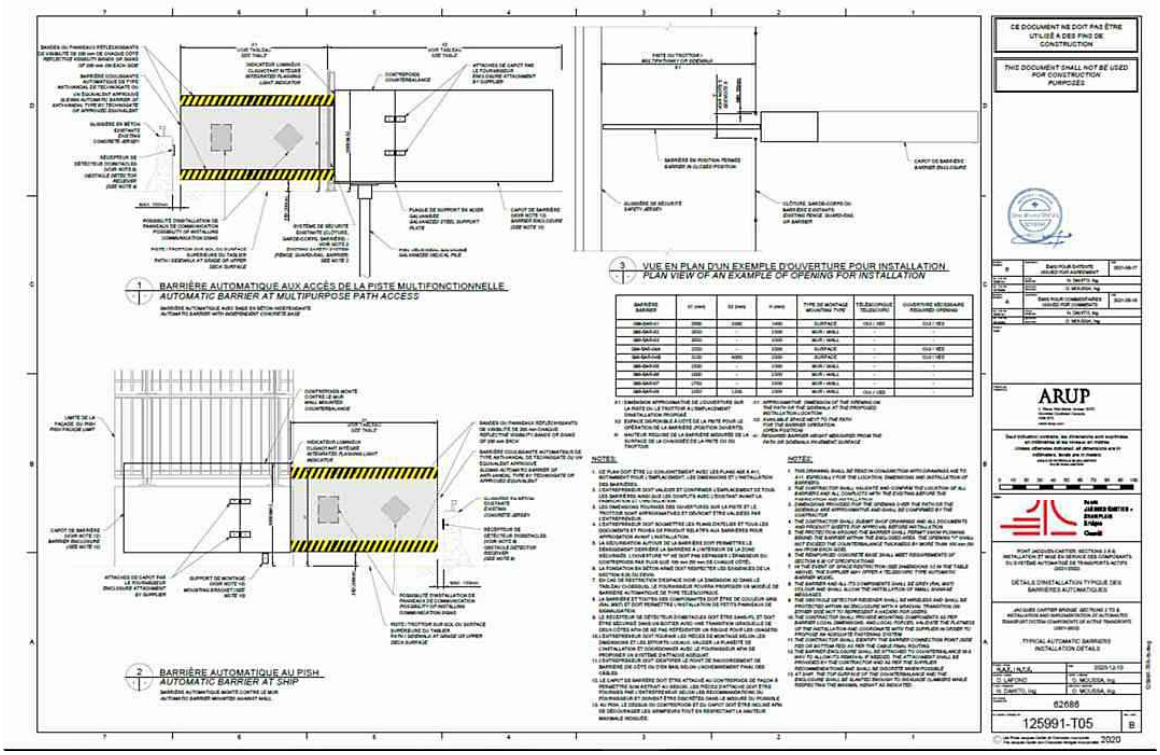

VUE EN PLAN DÉTAILLÉE
DETAILED PLAN VIEW
DÉTAIL - INSTALLATION SUR NOUVEAU PÔT
DETAIL - INSTALLATION ON NEW POLE
DÉTAIL D'INSTALLATION - 076-PDC-060 À 076-PAV-060
INSTALLATION DETAILS - 076-PDC-060 & 076-PAV-060
125979-T101

Initial : ____/ ___


DÉTAIL - INSTALLATION SUR FÛT CAV-10
DETAIL - INSTALLATION ON POLE CAV-10
3 DÉTAILS D'INSTALLATION - STE-PDC-067 & STE-RAV-067
INSTALLATION DETAILS - STE-PDC-067 & STE-RAV-067
VUE EN PLAN DE FAÎLES
DETAILED PLAN VIEW
WSP
02001
125979-T103


PARC DES FAUBOURG
MONTRÉAL
1 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
2 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
ARUP
62686
125991-A05

Initial : ____/ ___


1 BARRIÈRE AUTOMATIQUE AUX ACCÈS DE LA PISTE MULTIFONCTIONNELLE
AUTOMATIC BARRIER AT MULTIPURPOSE PATH ACCESS
2 BARRIÈRE AUTOMATIQUE AU PISH
AUTOMATIC BARRIER AT SHIP
3 VUE EN PLAN D'UN EXEMPLE D'OUVERTURE POUR INSTALLATION
PLAN VIEW OF AN EXAMPLE OF OPENING FOR INSTALLATION
NOTES:
NOTES:
CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION
THIS DOCUMENT SHALL NOT BE USED FOR CONSTRUCTION PURPOSES
ARUP
DÉTAILS D'INSTALLATION TYPIQUE DES BARRIÈRES AUTOMATIQUES
TYPICAL AUTOMATIC BARRIERS INSTALLATION DETAILS
62686
125991-T05
B

Initial : ____/ ___

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1215377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 15 septembre 2022 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $.

D'approuver la convention, se terminant le 15 septembre 2022, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 57 200 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-02 16:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215377002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 15 septembre 2022 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021 -2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer à la revitalisation du Quartier chinois afin d'en faire un lieu d'ancrage social, culturel, communautaire et économique.
Pour ce faire, une démarche consultative et participative auprès des résidentes et résidents ainsi que des organismes du quartier a été effectuée pour recueillir leurs préoccupations et identifier leurs aspirations à long terme. De cette démarche, a découlé l'adoption d'un plan d'action 2021-2026 dont l'objectif général est de bâtir une vision commune de développement du Quartier chinois.

Quatre grandes orientations stratégiques ont été identifiées:

1. Qualité de vie, logement et espaces publics
2. Vitalité commerciale
3. Identité, rayonnement et patrimoine
4. Concertation du quartier

Le présent dossier vise à donner suite aux objectifs suivants du Plan d'action :

4.1 - Consolider la collaboration et les actions concertées des résident-e-s, de la population usagère, des commerçant-e-s et des acteurs sociocommunautaires du quartier	4.1.1 Mettre sur pied une table sectorielle soutenue par la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
	4.1.2 Soutenir l'embauche d'une ressource qui serait responsable d'assurer et de faciliter l'échange d'informations

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240255 - Conseil d'arrondissement du 22 juin 2021 - Adopter le Plan d'action pour le développement du Quartier chinois de l'arrondissement de Ville-Marie
CE21 1083 - Séance ordinaire du 9 juin 2021 - Autoriser la modification à la répartition de l'enveloppe de 15 M $ reçue du ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec pour le plan d'action pour la relance économique du centre-ville afin qu'une somme de 6 M $ soit de la compétence de la ville centre

DESCRIPTION

Le présent dossier permettra l'embauche d'une ressource qui sera responsable de mettre sur pied la Table sectorielle du quartier chinois, conformément aux objectifs du plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois.
Composée d'une douzaine de membres représentants les diverses composantes de la communauté chinoise, le rôle de cette table sera de :

1) défendre les intérêts de la communauté (services, commerçants, logements, équipements, racisme, etc.);
2) veiller à la conservation du paysage urbain (identité urbaine et architecturale du territoire);
3) offrir des programmes éducatifs et culturels (histoire, mémoire, traditions);
4) établir une relation officielle avec la Ville de Montréal pour la mise en oeuvre de son Plan d'action.

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent accepte d'héberger au sein de sa structure cette table sectorielle.

JUSTIFICATION

Le Plan d’action de développement du Quartier chinois est le résultat d’une vaste consultation publique qui a permis de créer un esprit de collaboration entre l’Arrondissement, les services centraux de la Ville de Montréal, les différents partenaires et les communautés chinoises et asiatiques du Quartier.
Le plan a été élaboré en adéquation avec les préoccupations et les besoins des gens de la communauté du Quartier chinois.
L'étape de la mise en oeuvre par l'embauche d'une ressource est justifiée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement de cette contribution sera entièrement assumé par le Service du développement économique de la ville de Montréal grâce à l'entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec - Plan d'action pour la relance économique du centre-ville (Revitalisation du Quartier chinois).
Les détails du financement se trouvent dans les interventions financières du dossier et dans le tableau des aspects financiers.

MONTRÉAL 2030

En 2030, le Quartier chinois historique de Montréal est un lieu d’ancrage social, communautaire et économique pour les communautés asiatiques de Montréal. Son milieu de vie inclusif, son patrimoine et ses espaces publics revalorisés, ainsi que les relations harmonieuses entre les acteurs locaux se traduisent par un sentiment d’appartenance partagé par toutes les générations du quartier. Son rayonnement culturel et commercial concourt pleinement à la vitalité de la métropole et il incarne pour les Montréalaises et Montréalais, de toutes origines, un lieu d’échanges et de découvertes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Redynamiser la vie communautaire et commerciale du Quartier chinois;
Maintenir un quartier vivant et habité;
Affirmer son caractère unique au coeur du centre-ville et de Montréal.
(voir pièce jointe)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annexe 2 de la la convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre de ce projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Embauche de la ressource dès octobre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Noémie LUCAS, Service du développement économique

Lecture :

Noémie LUCAS, 31 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-08-27

Isabelle LEGAULT
Conseillère en planification

Tél : 438-350-3927
Télécop. :

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 438-401-5975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2021-09-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1215377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la convention se terminant le 15 septembre 2022 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $.

Aspects financiers_GDD 1215377002.pdf

20210430 TCFSL - Appui TRQCM.pdf

Grille_analyse_montreal_2030 (TCFSL).docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Conseillère en planification

Tél : 438-350-3927
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la convention se terminant le 15 septembre 2022 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1215377002 - Table de concertation du faubourg Saint-Laurent.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-02

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1215377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la convention se terminant le 15 septembre 2022 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Cette dépense sera entièrement assumée par le Service du développement économique, dans le cadre de son entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec - Plan d'action pour la relance économique du centre-ville (Revitalisation du Quartier chinois).

Conséquemment, ce dossier n’a aucune incidence sur le cadre financier de l’arrondissement.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-01

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières matérielles et informationnelles
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



Conv_TCFSL_Embauche_ressource_Plan d’action 2021-2026 (2).pdf



Annexe 1 Table du Quartier chinois VMtl.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du Règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C 38), dont l'adresse principale est le 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Marc-André Fortin, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S.O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S.O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S.O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme oeuvre au développement du territoire Faubourg-Saint-Laurent en favorisant la communication, les échanges, la mobilisation et la concertation entre les différents acteurs du milieu (population, organismes, entreprises et institutions);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour le projet visant l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la table sectorielle du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du quartier chinois, tel que le projet est défini à l'article 2.1 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet Table ronde du quartier chinois de Montréal;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la

présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CINQUANTE-SEPT MILLE DEUX-CENTS dollars (57 200 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de CINQUANTE ET UN MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGTS dollars (51 480 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de CINQ MILLE SEPT CENT VINGT dollars (5 720 $), dans les 30 jours de la remise du rapport final prévu le 15 octobre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les

dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 septembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (DEUX MILLIONS) de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme co assurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur
10.3 doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.4 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2021

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

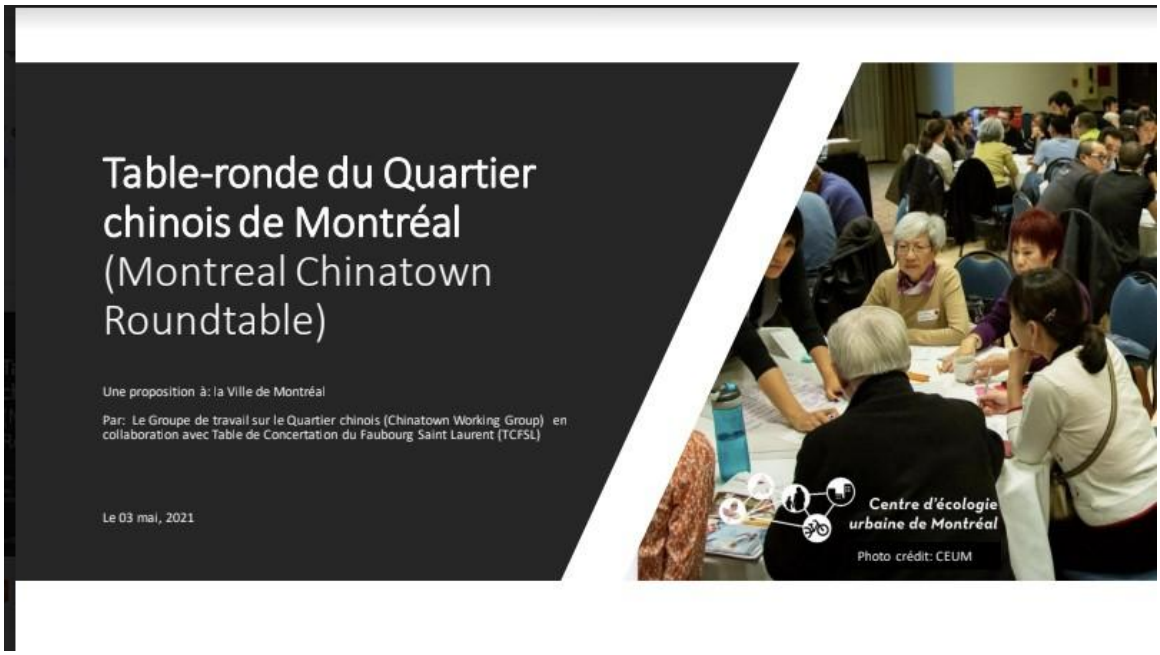
Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le 14 e jour de septembre 2021 (Résolution …….).

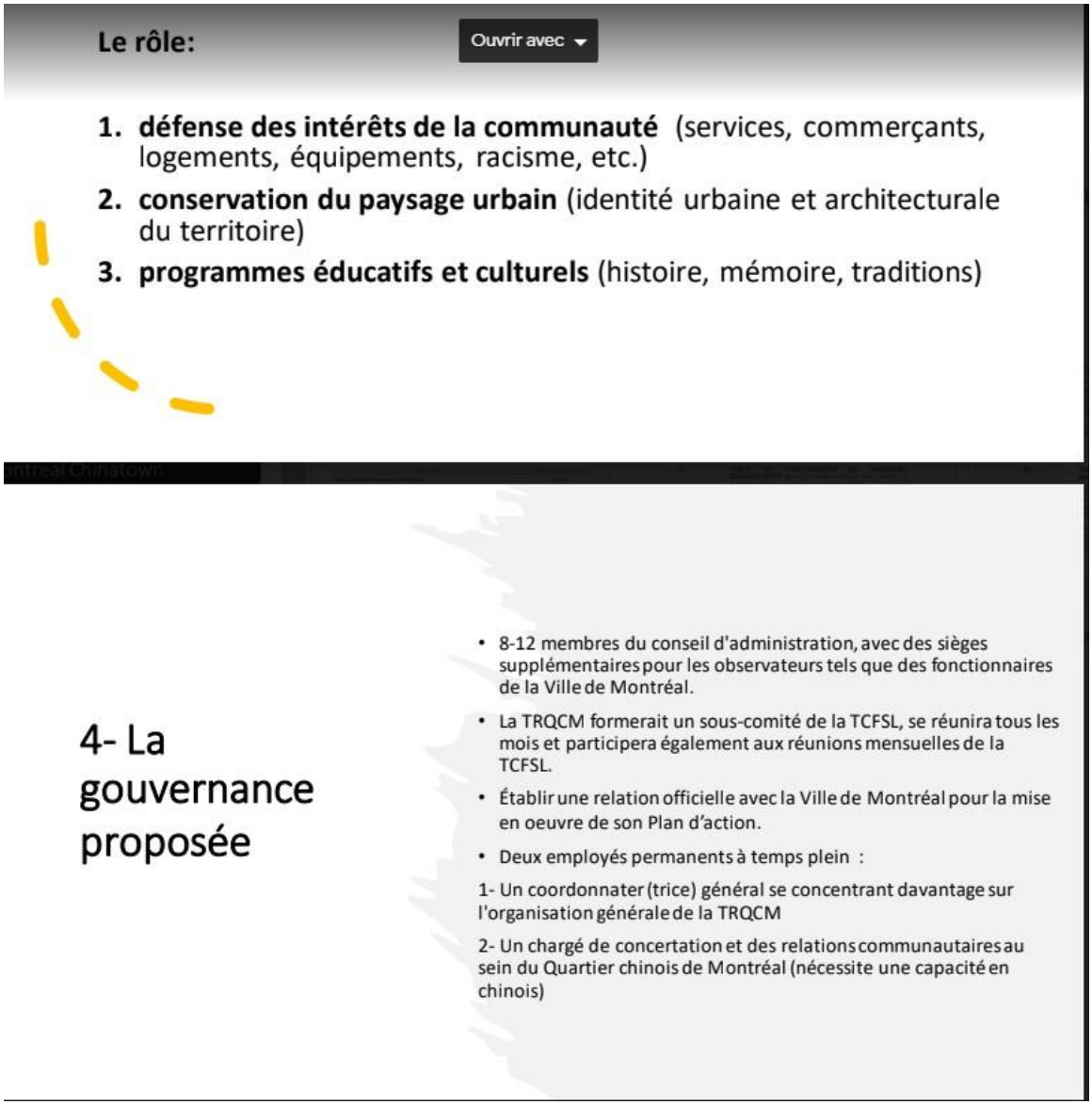
Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1
PROJET

Document de présentation: Table du Quartier chinois
(Également en pièce jointe dans le sommaire décisionnel)



Paraphes	
VILLE	ORGANISME


Le rôle:
Ouvrir avec
1. défense des intérêts de la communauté (services, commerçants, logements, équipements, racisme, etc.)
2. conservation du paysage urbain (identité urbaine et architecturale du territoire)
3. programmes éducatifs et culturels (histoire, mémoire, traditions)
4- La gouvernance proposée
• 8-12 membres du conseil d'administration, avec des sièges supplémentaires pour les observateurs tels que des fonctionnaires de la Ville de Montréal.
• La TRQCM formerait un sous-comité de la TCFSL, se réunira tous les mois et participera également aux réunions mensuelles de la TCFSL.
• Établir une relation officielle avec la Ville de Montréal pour la mise en oeuvre de son Plan d'action.
• Deux employés permanents à temps plein :
1- Un coordonnater (trice) général se concentrant davantage sur l'organisation générale de la TRQCM
2- Un chargé de concertation et des relations communautaires au sein du Quartier chinois de Montréal (nécessite une capacité en chinois)

Résume de la présentation:

1. Le Groupe de travail sur le Quartier chinois / Chinatown Working Group (CWG)
2. Pourquoi une table-ronde?
3. Du Groupe de travail à la Table-ronde
4. La gouvernance proposée
5. Prochaines étapes
   - demande de financement de $150000 à la Ville de Montréal
   - mise en oeuvre du Plan d'action du Quartier chinois de Montréal
6. Les annexes

1- Le Groupe de travail sur le Quartier chinois

Le Groupe représente les intérêts du Quartier chinois en encourageant l'engagement de la communauté et en collaborant étroitement avec toutes les parties prenantes montréalaises locales (table de concertation, organisations communautaires, associations familiales, groupe d'affaires). Il est l'interlocuteur désigné pour dialoguer directement avec la Ville de Montréal dans la planification du territoire et la mise en œuvre de plans d'action.

2- Pourquoi une table-ronde du Quartier chinois de Montréal?

Ouvrir avec

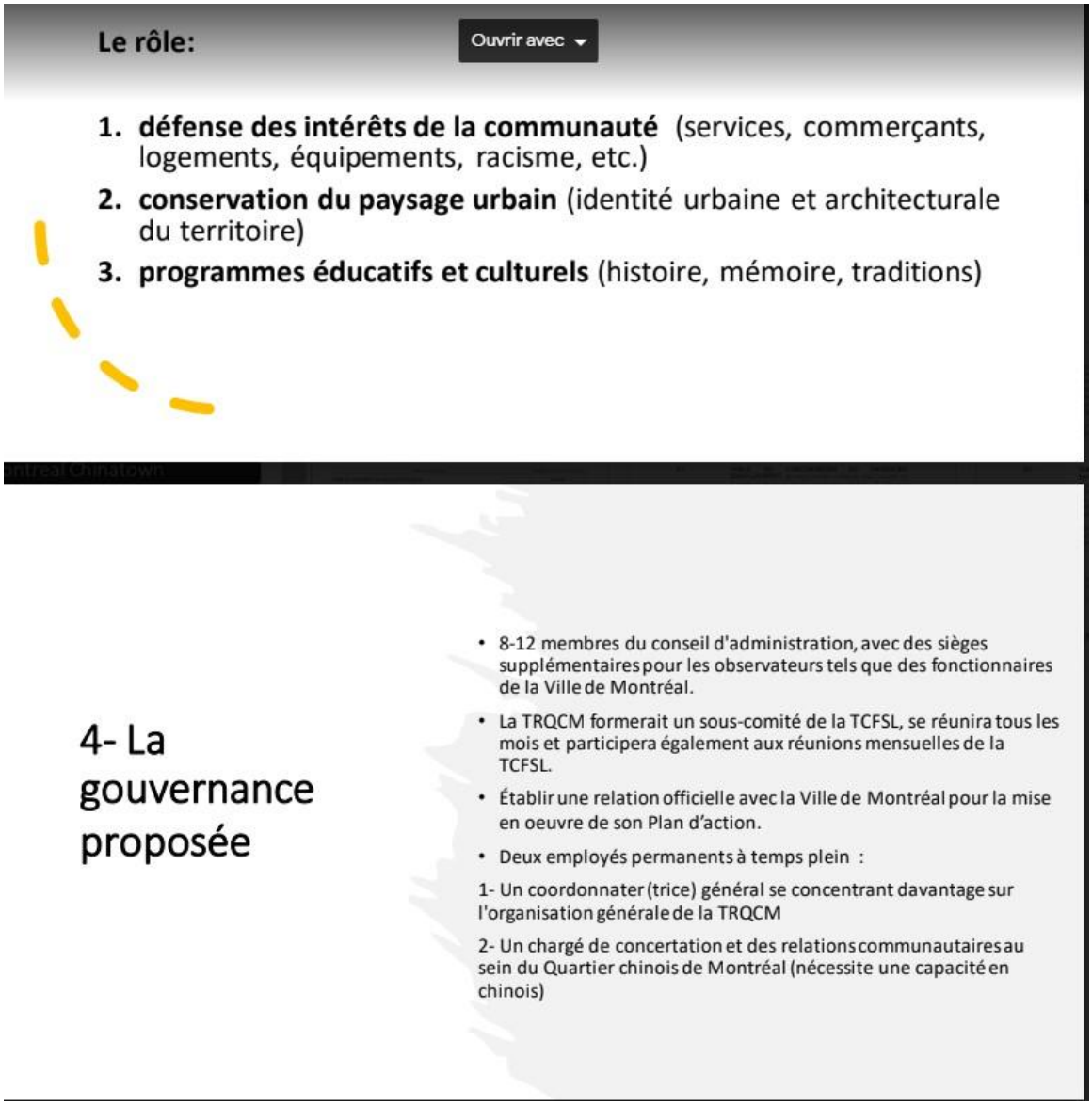
- Le Quartier chinois de Montréal a besoin d'une structure organisationnelle communautaire pour rassembler les diverses parties prenantes autour de sa planification.
- Le Quartier chinois a besoin d'une plate-forme plus ouverte pour inclure une plus grande pluralité de voix qui s'ajouteront à celles des principales organisations du quartier.
- Le Quartier chinois a besoin d'un partenaire communautaire reconnu par la Ville de Montréal pour mettre en œuvre le plan d'action.
- Le Quartier chinois doit s'assurer d'avoir une portée plus large qui dépasse les frontières immédiates du quartier.
- La TCFSL est une organisation avec une vision et des valeurs complémentaires au CWG et la TCFSL acceptait que la Table-ronde du Quartier chinois de Montréal (TRQCM) soit subordonnée à la TCFSL.

3- Du Groupe de travail à la Table-ronde

Notre Mission:

La mission du TRCQM est de veiller à la qualité de l'environnement, à la reconnaissance et à la mise en valeur de toutes les composantes du paysage culturel du Quartier chinois de Montréal. Elle a pour objectifs d'en maintenir et d'en faire un milieu de vie inclusif, un lieu de mémoire, un paysage urbain distinct et reconnu et une destination touristique, et de contribuer à une prise de décisions éclairées pour assurer sa vitalité et sa pérennité.

Page 5 / 11


Le rôle:
Ouvrir avec
1. défense des intérêts de la communauté (services, commerçants, logements, équipements, racisme, etc.)
2. conservation du paysage urbain (identité urbaine et architecturale du territoire)
3. programmes éducatifs et culturels (histoire, mémoire, traditions)
4- La gouvernance proposée
• 8-12 membres du conseil d'administration, avec des sièges supplémentaires pour les observateurs tels que des fonctionnaires de la Ville de Montréal.
• La TRQCM formerait un sous-comité de la TCFSL, se réunira tous les mois et participera également aux réunions mensuelles de la TCFSL.
• Établir une relation officielle avec la Ville de Montréal pour la mise en oeuvre de son Plan d'action.
• Deux employés permanents à temps plein :
1- Un coordonnater (trice) général se concentrant davantage sur l'organisation générale de la TRQCM
2- Un chargé de concertation et des relations communautaires au sein du Quartier chinois de Montréal (nécessite une capacité en chinois)

5- Prochaines Étapes

- Présentation à la Ville de Montréal pour obtenir un soutien et des ressources financières (prévisions budgétaires - $150000 dépenses)
- Discussion avec le CEUM sur le modèle de gestion de la mise en oeuvre du Plan d'action du Quartier chinois de Montréal.

Ouvrir avec

ANNEXE 1- POSTE DE COORDONNATEUR (TRICE) GÉNÉRAL(E)
5 jours semaine, 35 heures, horaire flexible, salaire approx. $50000

Rôle

Sous l'autorité du conseil d'administration et en fonction des orientations et des valeurs de l'organisation, la coordination planifie et contrôle les activités et voit à leur développement. Elle gère les ressources humaines, matérielles et financières, effectue des représentations, maintient et développe de bonnes relations avec les partenaires et les bailleurs de fonds.

Principales responsabilités

- Gouvernance et relations avec la communauté
- Représentation, promotion, communication et défense des intérêt de la communauté
- Participation à des mesures de protection du paysage urbain du Quartier chinois
- Financement
- Ressources humaines
- Administration et budget

Annexe 2- POSTE DE CHARGÉ·E DES RELATIONS COMMUNAUTAIRE
5 jours semaine, 35 heures, horaire flexible, salaire approx. $40000

Rôle

Sous la supervision du coordonnateur, le chargé des relations communautaires va élaborer et mettre en œuvre des stratégies de concertation et de mener à bien des projets collectifs au sein du Quartier chinois de Montréal

Principales responsabilités

Sous la supervision du coordonnateur, la personne choisie devra :

- Représenter la TRQCM auprès des instances locales du Quartier chinois de Montréal;
- Mettre sur pied et développer des projets concertés dans la communauté en lien avec les priorités du plan d'action, en collaboration avec les citoyens, les organismes communautaires, OSBL et les institutions;
- Participer à l'organisation et à l'animation de démarches de consultation, de comités citoyens et d'activités de concertation auprès des membres et des partenaires;
- Coordonner des instances sur la cohabitation sociale dans les espaces publics du Quartier chinois en partenariat avec les organismes travaillant auprès des populations racialisées ou marginalisées;
- Soutenir les divers comités citoyens dans la mise en place d'actions collectives sur le territoire;
- Faciliter l'intégration des nouveaux membres et leur participation à la vie associative;
- Assurer la conception, la production, la diffusion et la mise à jour des divers outils de communication électroniques ou imprimés.

Page 10 / 11

Annexe 3- Appui des organismes communautaires

- Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
- Service à la famille chinoise du grand Montréal
- Centre Sino-Québec de la Rive-Sud
- Chambre de Commerce chinoise de Montréal
- Federation of Chinese Canadian Professionals (Québec)
- Jardin collectif Green Chinatown MTL
- McGill East Asia Law Students' Association
- Concordia Student Union Legal Information Clinic
- ACT2endracsim
- The Action, Chinese Canadians Together (ACCT) Foundation
- Family Associations and Benevolent Societies in Chinatown:
- • Societe Hum Quong Yea Tong de Montreal (Eastern Headquarter)
- • Association Sociale et Culturelle Hum. Montreal Hum Social and Cultural Association
- • Hum Chiu Luen Association
- • Association Hum Yuen Yuen Tong de Kin Hun, Taishan
- • Gee How Oak Tin Association of Montreal
- • Association des Familles Chin Wing Chun Tong

ANNEXE 2

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Table-ronde du Quartier chinois de Montréal (Montreal Chinatown Roundtable)

Une proposition à: la Ville de Montréal

Par: Le Groupe de travail sur le Quartier chinois (Chinatown Working Group) en collaboration avec Table de Concertation du Faubourg Saint Laurent (TCFSL)

Le 03 mai, 2021



Photo crédit: CEUM

Résume de la présentation:

1. Le Groupe de travail sur le Quartier chinois / Chinatown Working Group (CWG)
2. Pourquoi une table-ronde?
3. Du Groupe de travail à la Table-ronde
4. La gouvernance proposée
5. Prochaines étapes
   - demande de financement de $150000 à la Ville de Montréal
   - mise en oeuvre du Plan d'action du Quartier chinois de Montréal
6. Les annexes

1- Le Groupe de travail sur le Quartier chinois

Le Groupe représente les intérêts du Quartier chinois en encourageant l'engagement de la communauté et en collaborant étroitement avec toutes les parties prenantes montréalaises locales (table de concertation, organisations communautaires, associations familiales, groupe d'affaires). Il est l'interlocuteur désigné pour dialoguer directement avec la Ville de Montréal dans la planification du territoire et la mise en œuvre de plans d'action.

2- Pourquoi une table-ronde du Quartier chinois de Montréal?

- Le Quartier chinois de Montréal a besoin d'une structure organisationnelle communautaire pour rassembler les diverses parties prenantes autour de sa planification.
- Le Quartier chinois a besoin d'une plate-forme plus ouverte pour inclure une plus grande pluralité de voix qui s'ajouteront à celles des principales organisations du quartier.
- Le Quartier chinois a besoin d'un partenaire communautaire reconnu par la Ville de Montréal pour mettre en œuvre le plan d'action.
- Le Quartier chinois doit s'assurer d'avoir une portée plus large qui dépasse les frontières immédiates du quartier.
- La TCFSL est une organisation avec une vision et des valeurs complémentaires au CWG et la TCFSL acceptait que la Table-ronde du Quartier chinois de Montréal (TRQCM) soit subordonnée à la TCFSL.

3- Du Groupe de travail à la Table-ronde

Notre Mission:

La mission du TRCQM est de veiller à la qualité de l'environnement, à la reconnaissance et à la mise en valeur de toutes les composantes du paysage culturel du Quartier chinois de Montréal. Elle a pour objectifs d'en maintenir et d'en faire un milieu de vie inclusif, un lieu de mémoire, un paysage urbain distinct et reconnu et une destination touristique, et de contribuer à une prise de décisions éclairées pour assurer sa vitalité et sa pérennité.

Le rôle:

1. **défense des intérêts de la communauté** (services, commerçants, logements, équipements, racisme, etc.)
2. **conservation du paysage urbain** (identité urbaine et architecturale du territoire)
3. **programmes éducatifs et culturels** (histoire, mémoire, traditions)

4- La gouvernance proposée

- 8-12 membres du conseil d'administration, avec des sièges supplémentaires pour les observateurs tels que des fonctionnaires de la Ville de Montréal.
- La TRQCM formerait un sous-comité de la TCFSL, se réunira tous les mois et participera également aux réunions mensuelles de la TCFSL.
- Établir une relation officielle avec la Ville de Montréal pour la mise en oeuvre de son Plan d’action.
- Deux employés permanents à temps plein :

1- Un coordonnater (trice) général se concentrant davantage sur l'organisation générale de la TRQCM

2- Un chargé de concertation et des relations communautaires au sein du Quartier chinois de Montréal (nécessite une capacité en chinois)

5- Prochaines Étapes

- Présentation à la Ville de Montréal pour obtenir un soutien et des ressources financières (prévisions budgétaires - $150000 dépenses)
- Discussion avec le CEUM sur le modèle de gestion de la mise en oeuvre du Plan d’action du Quartier chinois de Montréal.

ANNEXE 1- POSTE DE COORDONNATEUR (TRICE) GÉNÉRAL(E)
5 jours semaine, 35 heures, horaire flexible, salaire approx. $50000

Rôle

Sous l'autorité du conseil d'administration et en fonction des orientations et des valeurs de l'organisation, la coordination planifie et contrôle les activités et voit à leur développement. Elle gère les ressources humaines, matérielles et financières, effectue des représentations, maintient et développe de bonnes relations avec les partenaires et les bailleurs de fonds.

Principales responsabilités

- Gouvernance et relations avec la communauté
- Représentation, promotion, communication et défense des intérêt de la communauté
- Participation à des mesures de protection du paysage urbain du Quartier chinois
- Financement
- Ressources humaines
- Administration et budget

Annexe 2- POSTE DE CHARGÉ·E DES RELATIONS COMMUNAUTAIRE
5 jours semaine, 35 heures, horaire flexible, salaire approx. $40000

Rôle

Sous la supervision du coordonnateur, le chargé des relations communautaires va élaborer et mettre en œuvre des stratégies de concertation et de mener à bien des projets collectifs au sein du Quartier chinois de Montréal

Principales responsabilités

Sous la supervision du coordonnateur, la personne choisie devra :

- Représenter la TRQCM auprès des instances locales du Quartier chinois de Montréal;
- Mettre sur pied et développer des projets concertés dans la communauté en lien avec les priorités du plan d'action, en collaboration avec les citoyens, les organismes communautaires, OSBL et les institutions;
- Participer à l'organisation et à l'animation de démarches de consultation, de comités citoyens et d'activités de concertation auprès des membres et des partenaires;
- Coordonner des instances sur la cohabitation sociale dans les espaces publics du Quartier chinois en partenariat avec les organismes travaillant auprès des populations racialisées ou marginalisées;
- Soutenir les divers comités citoyens dans la mise en place d'actions collectives sur le territoire;
- Faciliter l'intégration des nouveaux membres et leur participation à la vie associative;
- Assurer la conception, la production, la diffusion et la mise à jour des divers outils de communication électroniques ou imprimés.

Annexe 3- Appui des organismes communautaires

- Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
- Service à la famille chinoise du grand Montréal
- Centre Sino-Québec de la Rive-Sud
- Chambre de Commerce chinoise de Montréal
- Federation of Chinese Canadian Professionals (Québec)
- Jardin collectif Green Chinatown MTL
- McGill East Asia Law Students' Association
- Concordia Student Union Legal Information Clinic
- ACT2endracsim
- The Action, Chinese Canadians Together (ACCT) Foundation
- Family Associations and Benevolent Societies in Chinatown:
- • Societe Hum Quong Yea Tong de Montreal (Eastern Headquarter)
- • Association Sociale et Culturelle Hum. Montreal Hum Social and Cultural Association
- • Hum Chiu Luen Association
- • Association Hum Yuen Yuen Tong de Kin Hun, Taishan
- • Gee How Oak Tin Association of Montreal
- • Association des Familles Chin Wing Chun Tong

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1215377002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Table de concertation du faubourg Saint-Laurent	327784

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		51 480,00 $	5 720,00 $					**57 200,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	15	septembre	2021		15	septembre	2022

Formulaire complété par : Isabelle, Legault

Prénom, nom

Date et heure système : 01 septembre 2021 10:53:33

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
1700 Atateken, Montréal QC, H2L 3L5

Le 29 avril 2021

Objet : Lettre d'appui à la Table ronde du Quartier chinois de Montréal (TRQCM)

Madame, Monsieur,

Nous vous informons que la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (TCFSL) soutient et accueille chaleureusement le déploiement d'une Table ronde pour le Quartier chinois de Montréal dès 2021 dans l'Arrondissement Ville-Marie.

La TCFSL, qui comprend le territoire du Quartier chinois, est grandement préoccupée par les enjeux paradoxaux de gentrification et de dévitalisation du quartier. Depuis le début des consultations sur l'avenir du Quartier chinois, la Table suit avec attention la mobilisation de la communauté locale et la volonté de conserver ce quartier historique. Par ailleurs, elle appuie toute initiative en développement social qui pourra émerger des démarches de consultation, notamment la consolidation d'espaces communautaires pour le bénéfice de la communauté chinoise, le développement de projets de logements calqués sur les besoins de la communauté chinoise à faible revenu et l'offre de services communautaires et sociaux adaptés aux spécificités de la population locale.

Par ailleurs, la Table siège au comité consultatif sur l'avenir du Quartier chinois. L'initiative d'une Table ronde pour le Quartier chinois de Montréal s'inscrit en toute concordance avec la démarche de consultation et il rejoint les objectifs de développement et de rayonnement culturel de la communauté chinoise montréalaise. Le plan d'action qui découlera de ce processus de consultation mérite par ailleurs d'être doté d'un gardien de la mise en œuvre relevant du milieu communautaire. De plus, les menaces récentes sur le patrimoine matériel et immatériel du Quartier chinois prouvent qu'il y a urgence en la demeure. En ce sens, une Table ronde représentative de la communauté locale permettrait d'agir sur ces enjeux et d'offrir une voix à la communauté.

Le conseil d'administration et le conseil exécutif de la Table sont favorables à l'émergence de la TRQCM et mandate par ailleurs l'équipe de travail de soutenir son travail d'incorporation et d'implantation dans le Quartier chinois. À court terme, une représentation de la TRQCM sera assurée dans les instances de la Table de quartier du faubourg Saint-Laurent.

Souhaitant que la TRQCM obtienne le financement nécessaire à son déploiement, veuillez agréer mes salutations les plus chaleureuses.



Marc-André Fortin P.
Coordonnateur
Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *# 1215377002*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*
Projet : *Embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Solidarité, équité et inclusion

8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

Démocratie et participation

10 - Mettre les citoyennes et citoyens et les acteurs locaux au cœur des processus de décision, en renforçant les mécanismes de consultation et de participation, en favorisant la prise en charge individuelle et collective

Quartier

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 8 *: Permettre aux représentants de la communauté chinoise de défendre leurs intérêts, promouvoir et mettre en valeur leur apport culturel, social et économique à la société montréalaise, particulièrement dans un contexte où la communauté a été la cible d'actes racistes dans le cadre de la pandémie.*

Priorité 10 *: Réunir les représentants des diverses composantes de la communauté au sein d'une même table afin de renforcer la concertation et la mobilisation entre eux afin qu'ils acquièrent une voix plus forte.*

Priorité 19 *- Préserver et renforcer le caractère distinctif du quartier chinois de Montréal.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

NO GDD : 1215377002

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement: DE15377002

Compte d'imputation :

Approuver la convention se terminant le 15 septembre 2022 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $.	**2021**	**2022**	**Total**
2101.0014000.105814.06501.61900.016491.0000.000000.051408.00000.00000	**51 480 $**	**5 720 $**	**57 200 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.10

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 192 462,50 $, autoriser une dépense additionnelle de 232 703,75 $ afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 083 921,56 $

D'autoriser une dépense supplémentaire de 232 703,75 $ pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'Arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-017 - 6 soumissionnaires), majorant la dépense totale autorisée à 4 083 921,56 $
D'autoriser un montant additionnel au budget de provision pour contingences de 232 703,75 $ taxes incluses;

D'autoriser une affectation de surplus d'un montant de 192 462,50 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au présent sommaire addenda.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-02 16:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1218965003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 192 462,50 $, autoriser une dépense additionnelle de 232 703,75 $ afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 083 921,56 $

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

Contenu	

Contenu	

Contenu	

Dans le cadre du projet VMP-21-002, reconstruction de la rue Parthenais entre Ontario et Logan, le projet se déroule très bien, sans problèmes d'exécution et est très bien géré, tant du coté Ville que par l'entrepreneur. Cependant, comme c'est le cas pour de nombreux projets avec une grande quantité de travaux d'infrastructures plus profondes, la réalité est souvent différente des planifications. Plusieurs part des travaux ont pris soit beaucoup plus de temps que prévu en raison de la grande quantité de réseaux enfouis ou de quantités supplémentaires nécessaires à l'exécution des travaux selon les règles de l'art.

Les travaux supplémentaires financés par les surplus sont sous la compétence de la Ville

Centre.

Budget prévisionnel de contingences :

- Le coût du contrat octroyé est de 2 979 365.82 $, incluant les taxes.

- Le montant du budget prévisionnel de contingence initialement adopté de 297 936,58 $, équivalent à 10% de la valeur du contrat incluant les taxes.

- Le montant d'augmentation souhaité pour le budget prévisionnel de contingences est de 232 703,75 $, majorant ainsi ce dernier à 530 640,33 $, équivalent à 17,81% de la valeur du contrat incluant les taxes.

La dépense maximale pour le projet se voit ainsi majorée à 4 083 921,56 $.

Cette augmentation de budget prévisionnel de contingences sera assumée de la façon suivante :

1. 05,41 % de cette dépense, soit 11 497,50 $, sera assumé par la Direction des Réseaux d'Eau de la ville centre pour le remplacement des entrées de service en plomb, portion publique;
2. 13,51 % de cette dépense, soit 28 743,75 $, sera assumé par la Direction des Réseaux d'Eau de la ville centre pour le remplacement des entrées de service en plomb, portion privée;
3. 81,08 % de cette dépense, soit 192 462,50 $, sera assumé par l'Arrondissement de Ville-Marie pour les travaux de gainage et les dépenses excédentaires non assumées par la CSEM, tel que prévu dans les documents contractuels, financé à même les surplus d'arrondissement.**

**Les travaux supplémentaires financés par les surplus sont sous la compétence de la Ville Centre.

Un montant de 10 498,75 $ net de ristourne sera financé au Service de l'eau par le règlement d'emprunt #21-011. Le montant total au net est à la charge du contribuable.

Un montant de 26 246,88 $ net de ristourne, relatif aux remplacement d'entrées de service sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Francis PLOUFFE)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Normand HACHEY, Service de l'eau
Souad SELLAMI, Service de l'eau
Roger KANYINDA, Service de l'eau

Lecture :

Roger KANYINDA, 30 août 2021
Jean CARRIER, 25 août 2021
Souad SELLAMI, 25 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
Agent technique en ingénierie municipale

514-208-0563
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 juin 2021	Résolution: CA21 240225

Autoriser une affectation de surplus supplémentaire de 32 007,60 $ net de ristournes, représentant la majoration du budget financé par l'arrondissement de Ville-Marie suite à la révision du montage financier, dans le cadre de la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-017 - 6 soumissionnaires)

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA21 240117 adoptée à sa séance du 13 avril 2021, autorisé une dépense maximale de 3 851 217,81 $, taxes incluses, et accordé un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-21-002 - 6 soumissionnaires);

Attendu que la répartition de la dépense entre les différentes sources de financement doit être modifiée :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une affectation de surplus supplémentaire de 32 007,60 $, net de ristournes, représentant la majoration du budget financé par l'arrondissement de Ville-Marie suite à la révision du montage financier, dans le cadre de la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-20-017 – 6 soumissionnaires);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières du dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1218965003

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juin 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.10

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 297 936.58 $ afin d'augmenter le budget de contingences dans le cadre de la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 149 154.39 $. Affecter les surplus d'un montant de XX XXX.xx $.

D'autoriser une affectation de surplus supplémentaire de 32 007.60 $ net de ristournes, représentant la majoration du budget financé par l'arrondissement de Ville-Marie suite à la révision du montage financier, dans le cadre de la réalisation des Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-20-017 - 6 soumissionnaires);
D'Imputer cette dépense conformément à l'intervention financière du présent addenda.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-03 10:31

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1218965003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 297 936.58 $ afin d'augmenter le budget de contingences dans le cadre de la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 149 154.39 $. Affecter les surplus d'un montant de XX XXX.xx $.

CONTENU

CONTEXTE

La commission des services électriques (CSEM) est une entité qui a ses propres façons de calculer. Nous avons constaté, après l'approbation du sommaire décisionnel par les instances, que l'intervention financière de la CSEM représentait 35 052.49 $ taxes incluses de moins que ce qui était indiqué dans le sommaire décisionnel. Le présent addenda consiste à modifier la répartition de la dépense entre les différentes sources de financement pour s'arrimer avec l'intervention financière de la CSEM.
Le présent dossier consiste à affecter 32 007.60 $ net de ristourne des surplus de l'arrondissement pour financer le montant supplémentaire requis par l'arrondissement de Ville-Marie suite à la nouvelle répartition.

Le montant de la dépense et du contrat demeurent inchangés, seule la répartition entre le financement de la CSEM (-35 052.49 $ taxes incluses) et de l'arrondissement de Ville-Marie (+ 35 052.49 $ taxes incluses).est modifiée.

Contrat: 2 979 365,82 $ taxes incluses réparti de la façon suivante :

1 949 241,63 $		SUM	
434 789.10 $		CSEM (- 49 521.61)	
312 892.54 $		Ville-Marie (+ 49 521.61 $) Pour la réhabilitation de l'aqueduc (surplus de gestion car compétence de la Ville Centre)	
143 419,82 $		DRE, de ce montant, 43 025,95 $ est lié au remplacement des ESP du côté privé.	

139 022,73 $		Programme de déminéralisation no SIMON 186657	

Contingences 297 936,58 $ taxes incluses

194 924.17 $ SUM
62 900.19 $ CSEM (+14 469.12 $)
11 867.97 $ Ville-Marie (- 14 469.12 $)
14 341.98 $ DRE
13 902.27 $ Programme de déminéralisation no SIMON 186657

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 31 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financieres

514-868-4567
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 avril 2021	Résolution: CA21 240117

Accorder un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $ (appel d'offres public VMP-21-002 - 6 soumissionnaires) et affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Les Pavages CEKA inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total de 2 979 365,82 $, taxes incluses, le tout conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-21-002 - 6 soumissionnaires);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 297 936,58 $, taxes incluses;

D'autoriser un budget d'incidences de 573 915,41 $, taxes incluses;

D'autoriser une affectation de surplus de 371 974,38 $, provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

De procéder à une évaluation du rendement de Les Pavages CEKA inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.20 1218965003

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 20 avril 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $ (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires) et affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses

D'affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses ;
D'autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'Arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-017 - 6 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Les Pavages CEKA inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 2 979 365.82 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget de provision pour contingences de 297 936.58 $ taxes incluses;

D'autoriser un budget d'incidences de 573 915.41 $ taxes et contingences incluses;

De procéder à une évaluation du rendement de Les Pavages CEKA inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-04-09 14:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $ (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires) et affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Les trottoirs et la chaussée de la rue Parthenais entre les rues Ontario et Logan sont en piteux états. De nombreuses plaintes ont été placées concernant les infrastructures municipales. En réponse à ces plaintes et dans le cadre du programme de réfection routière de l'arrondissement de Ville-Marie, l'arrondissement procédera à la reconstruction complète de la rue et à la mise à niveau des infrastructures (aqueduc, égout et massifs électriques) sous celle-ci. Cette intervention permettra aussi l'élimination de quatorze (14) entrées de service en plomb. Le remplacement des entrées de service en plomb (directive SE-DRE-SE-D-2020) s'inscrit dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Il fait partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Ce projet permettra de verdir un espace présentement très aride. Il permettra du même coup de remettre en état les trottoirs et la chaussée qui en ont grand besoin, étant donné les nombreuses interventions qui ont eu lieu sur le domaine public au cours des dernières années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240039 Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie

DESCRIPTION

Les travaux du présent contrat consistent en plusieurs choses :
Reconstruction du domaine public (trottoirs et chaussée) sur toute la longueur de la rue Partenais entre Ontario et Logan;

Remise en état des infrastructures de la CSEM (bases de lampadaires et massifs de conduits);
Rafraichissement du mobilier d'éclairage et du mobilier urbain;
Travaux d'archéologie à deux endroits stratégiques dans le tronçon;
Ajout de quatre (4) bornes de recharge;
Construction de cinquante (54) fosses d'arbre agrandies et plantation de 54 arbres ainsi que l'addition de treize (13) fosses de plantation.

Ce projet viendra répondre aux nombreuses plaintes de trottoirs et chaussée dangereux et revalorisera la rue Parthenais qui manquait grandement de verdure et d'espaces publics.

Du financement a été accordé dans le cadre du Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports et qu'il est assumé par le Règlement d'emprunt N°17-072 Plan de gestion de la forêt urbaine (CM17 1046);

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public VMP-21-002 pour les travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'Arrondissement de Ville-Marie a été lanc janvier 2021 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres). L'ouverture des so a eu lieu le 23 février 2021 à 11 heures.

- Onze (11) entreprises se sont procurées les documents de soumission;
- Les entreprises ont eu un délai de 33 jours afin de soumissionner;
- Un (1) addenda ont été publiés, addenda # 1, le 02 février,
- Cinq (5) fournisseurs ont déposée des soumissions dans le délai prescrit;
- De ce nombre, cinq (5) sont conformes.

Voici la liste des cinq (5) plus bas soumissionnaires conformes :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES 10% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCL
Les Pavages Ceka inc.	2,979,365.82$	297,936.58$	3,277,302.
Eurovia Québec Construction inc.	3,493,075.96$	349,307.60$	3,842,383.
Cojalac inc.	3,658,147.77$	365,814.78$	4,023,962.
Charex inc.	3,748,903.02$	374,890.30$	4,123,793.
Pavages Métropolitain inc.	4,414,915.65$	441,491.57$	4,856,407.
Dernière estimation réalisée ($)	3,871,647.74$	387,164.77$	4,258,812.
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			3,658,881.
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			18.57%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			1,435,549.
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			32.52%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-892,281.
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-23.05%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			513,710.
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			14.71%

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme es
Pavages CEKA inc. avec un montant de 2 979 365.82 $ taxes incluses.

L'écart entre l'estimation faite par la firme de génie conseil mandaté pour effectuer les plans et
le plus bas soumissionnaire conforme est de -23.05%, ce qui est acceptable. De plus le deuxièr
bas soumissionnaire est 14.71% plus dispendieux que le plus bas.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 03 mars 2021. Ces vali
ont montré que :

- Les Pavages CEKA inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences
de la régie du bâtiment du Québec;

- Les Pavages CEKA inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises admissibles aux contrats publics (RENA);
- Les Pavages CEKA inc. a une autorisation de contracter de l'AMP;

- Les Pavages CEKA inc. et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu du Règlement Politique de gestion contractuelle (RCM-18-038).

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à Les Pavages CÉKA inc., au montant d soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Contrat: 2 979 365,82 $ taxes incluses réparti de la façon suivante :

1 949 241,63 $		SUM	
484 310.71 $		CSEM	
263 370,93 $		Ville-Marie Pour la réhabilitation de l'aqueduc (surplus de gestion car compétence de la Ville Centre)	
143 419,82 $		DRE, de ce montant, 43 025,95 $ est lié au remplacement des ESP du côté privé.	
139 022,73 $		Programme de déminéralisation no SIMON 186657	

10% de contingences sont appliqués à chacun des montant ci-dessus pour un total de 297 936,58 $

Les frais incidents de services professionnels au montant de 573 915.41 $ taxes incluses sont répartis de la façon suivante:

460 053.08 $		SUM	
58 021.68 $		Ville-Marie	
31 595.97 $		DRE *À noter que les incidences doivent être 100% imputée à la portion publique, comme il a été décidé par la DRE de ne pas refacturer ces coûts .*	
24 244.68 $		CSEM *À noter que les inciden ts applicables à la CSEM sont mandatés par cette dernière et financés par les surplus de l'arrondissement Ville -Marie.*	

La Direction des réseaux d'eau (DRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil d'arrondissement la dépense et de voter les crédits.
Les coûts assumés par la DRE pour les travaux de remplacement des entrées de service en plomb faisant partie de ce contrat, sont définis dans l'intervention du Service des finances.
Les travaux se feront en 2021.
L'arrondissement de Ville-Marie agissant en tant qu'exécutant du projet devra tenir la DRE informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. À la fin des travaux, l'arrondissement doit effectuer et assurer la saisie des données dans les tableaux RDR qui leur sont dédiés.

Un montant maximal de 2 377 998,96 $ net de ristourne sera financé par le Service de

l'urbanisme et de la mobilité et dans le cadre du Programme d'aménagement des rues - Artériel via le règlement d'emprunt de compétence locale 19-023.
Un montant maximal de 146 331,82$ net de ristourne sera financé au Service de l'eau par le règlement d'emprunt #20-002. Le montant total au net est à la charge du contribuable.
Un montant maximal de 43 025,95$ net de ristourne, relatif aux remplacement d'entrées de service sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

L'Arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'Arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plantation de 54 arbres, mise en place de saillies et fosses de plantation drainantes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Retrait de près de la moitié des espaces de stationnement pour les remplacer par des saillies végétalisées avec espaces de repos.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et le cocontractant devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
De plus de la signalisation supplémentaire sera installée en bordure du chantier pour favoriser les comportements responsables en lien avec la pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier préliminaire est le suivant :

Début des travaux du contrat : avril 2021

Fin des travaux du contrat : novembre 2021

Possibilité de parachèvement en 2022 étant donné l'ampleur du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mirabelle MADAH)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Souad SELLAMI, Service de l'eau
Virginie ANGERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 25 mars 2021
Isabelle BESSETTE, 25 mars 2021
Kathy DAVID, 22 mars 2021
Souad SELLAMI, 19 mars 2021
Hugues BESSETTE, 19 mars 2021
Virginie ANGERS, 18 mars 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-03-18
Vanyel ABRAN Agent technique en Aqueduc et Drainage	Éric BELLEVILLE c/d voirie
Tél : 514-208-0563 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-1048 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2021-03-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 192 462,50 $, autoriser une dépense additionnelle de 232 703,75 $ afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 083 921,56 $



Aspect financier 1218965003_ADDENDA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
Agent technique en ingénierie municipale

Tél : 514-208-0563
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 192 462,50 $, autoriser une dépense additionnelle de 232 703,75 $ afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 083 921,56 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ GDD 1218965003 ADDENDA 2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francis PLOUFFE
Agent de gestion des ressources financières

Tél : 514-280-0165

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-02

Anna CHKADOVA
Conseiller(ere) en planification budgetaire

Tél : 514-280-0165
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 297 936.58 $ afin d'augmenter le budget de contingences dans le cadre de la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 149 154.39 $. Affecter les surplus d'un montant de XX XXX.xx $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1218965003_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 438 354-1113

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-31

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 192 462,50 $, autoriser une dépense additionnelle de 232 703,75 $ afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 083 921,56 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1218965003_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-02

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $ (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires) et affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1616 Intervention et répartition des coûts GDD1218965003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-09

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $ (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires) et affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1218965003_SUM_VF.xlsx GDD 1218965003_DRE.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mirabelle MADAH
Préposée au Budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-01

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1218965003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $ (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires) et affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1218965003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 438 354-1113

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-09

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 661-5813
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1218965003

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les Pavages CEKA inc.	143631

Financement : Sources multiples

Source 1 Financement corporatif

Source 2 Affectation de surplus

Source 3 Autre

► Préciser la source "Autre":
CSEM

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Source 1 A : DRE (189 357,77 $)
Source 1 B : DRE (2 604 218,88 $)
Source 1 C : Déminéralisation (152 925,00 $)
Source 2 : Surplus
Source 3 : CSEM

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		2 946 501,64 $						**2 946 501,64 $**
Montant-Source 2		347 729,70 $						**347 729,70 $**
Montant-Source 3		532 741,78 $						**532 741,78 $**
Total	**0,00 $**	**3 826 973,12 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 826 973,12 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 19

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	19	avril	2021	Date de fin :		décembre	2022

Formulaire complété par : Vanyel Abran
Prénom, nom

Date et heure système : 18 mars 2021 16:45:34

Ville de Montréal
Direction des travaux publics
Division de la voirie

PARTAGE DES COÛTS
PARTHENAIS VMP-21-002

Items	Montants, tx. inc.	Proportion travaux	Apprès déminéralisation	Cont. 10%	Total avec contingences	Partage frais incidents	Total
DRE	**143,419.82$**	**5.75%**	**143,419.82$**	**14,341.98$**	**157,761.80$**	**31,595.97$**	**189,357.77$**
Plomb	104,305.32$		104,305.32$	10,430.53$	114,735.85$	31,595.97$	146,331.82$
Plomb privé	39,114.50$		39,114.50$	3,911.45$	43,025.95$	0.00$	43,025.95$
Arrondissement	**263,370.93$**	**10.56%**	**263,370.93$**	**26,337.09$**	**289,708.02$**	**58,021.68$**	**347,729.70$**
Rehab AQ	263,370.93$		263,370.93$				
SUM	**2,088,264.36$**	**83.70%**	**1,949,241.63$**	**194,924.17$**	**2,144,165.80$**	**460,053.08$**	**2,604,218.88$**
Conduite et EG sans Plomb	340,358.19$		340,358.19$	34,035.82$	374,394.01$	74,982.29$	449,376.29$
Généraux	399,522.03$		399,522.03$	39,952.20$	439,474.23$	88,016.32$	527,490.55$
Trottoirs***	826,507.28$		687,484.55$	68,748.46$	756,233.01$	182,082.89$	938,315.90$
Chaussée	386,138.94$		386,138.94$	38,613.89$	424,752.83$	85,067.97$	509,820.80$
Éclairage	116,480.48$		116,480.48$	11,648.05$	128,128.53$	25,661.12$	153,789.65$
FC	19,257.44$		19,257.44$	1,925.74$	21,183.18$	4,242.49$	25,425.68$
Total travaux avant CSEM	**2,495,055.11$**	**100%**	**2,495,055.11$**	**249,505.51$**	**2,744,560.62$**	**549,670.73$**	**3,236,209.67$**
CSEM	**484,310.71$**		**484,310.71$**	**48,431.07$**	**532,741.78$**	**0.00$**	**532,741.78$**
travaux	484,310.71$		484,310.71$				
Déminéralisation	**0.00$**		**139,022.73$**	**13,902.27$**	**152,925.00$**	**0.00$**	**152,925.00$**
Total travaux	**2,979,365.82$**		**2,979,365.82$**	**297,936.58$**	**3,277,302.40$**	**549,670.73$**	**3,826,973.13$**
Frais incidents	**499,700.66$**		**499,700.66$**	**49,970.07$**	**549,670.73$**	**0.00$**	**0.00$**
Surveillance	222,028.22$		222,028.22$	22,202.82$	244,231.04$		
Laboratoire	203,582.55$		203,582.55$	20,358.26$	223,940.81$		
Archéologie	74,089.89$		74,089.89$	7,408.99$	81,498.88$		
Total	**3,479,066.48$**		**3,479,066.48$**	**347,906.65$**	**3,826,973.13$**	**549,670.73$**	**3,826,973.13$**

***Les frais incidents de l'item trottoir sont calculés sur le montant original avant déminéralisation (826507.28 $) puisque le budget de déminéralisation ne s'applique qu'aux travaux.

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-21-002**
Titre d'AO :	**Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable d**
Date d'ouverture :	**2021-02-23**
Heure d'ouverture :	**11h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Les Pavages Céka inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	2 979 365,82 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Eurovia Québec construction inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	3 493 075,96 $
Dernière estimation :	3 871 647,74 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-23%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	17%
Nombre de soumissions déposées :	6

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les Pavages Ceka inc.	2 979 365,82 $	Conforme	CONFORME	
2	Eurovia Québec Construction Inc.	3 493 075,96 $	Conforme	CONFORME	
3	Cojalac inc	3 658 147,77 $	Conforme	CONFORME	
4	Charex inc.	3 748 903,02 $	Conforme	CONFORME	
5	Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc	3 885 662,91 $	Conforme	NON CONFORME	/ La page 2/2 de l'annexe H est manquante donc la signature est manquante. / La page 2/2 de l'annexe H est manque donc les montants ne sont pas disponible.
6	Pavages Métropolitain Inc	4 414 915,65 $	Défaut mineur	CONFORME	/ Le numéro NEQ sur la section A est erroné.
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Annie Hazel Roy	03-03-2021
Vérifiée par :	Annie Hazel Roy	Date : APPROUVÉ Par Annie Hazel Roy , 14:39, 03/03/2021

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 22 février 2021 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LES PAVAGES CÉKA INC.
Adresse du siège social : 1143, BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE, , MERCIER, QC, J6R 0H6, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000233970
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160427812

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Ville-Marie
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-21-002

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Au comptoir d'accueil de la Salle du conseil, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal H2L 4L8, avant 11h00
21	1	2021	23	2	2021	

Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est	
Montant total avant taxes :	2 591 316,22 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	129 565,81 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	258 483,79 $
Montant total :	**2 979 365,82 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160427812

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Pavages Céka Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1143, boul. St-Jean-Baptiste, Mercier (Québec) J6R 0H6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-699-6671		
SYLVAIN AGANIER, PRÉSIDENT	Télécopieur : 450-699-1847		
	Courriel : info@pavagesceka.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	22	février	2021

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Addenda no.3 - Page modifiée le 8 février 2021

Ville-Marie
Montréal

Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est

VMP-21-002

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 23 février 2021, à 11 heures, au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal H2L 4L8.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis publié le 8 février 2021 dans le SEAO, l'ouverture des soumissions reçues dans le délai requis est effectuée par Madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, et en présence de Madame Sandy Pinna, analyste de dossiers, et de Madame Annie Hazel Roy, préposée à la gestion des contrats.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission Taxes incluses
Charex inc. (1167167742)	3 748 903,02 $
Cojaloac Inc. (1143922814)	3 658 147,77 $
Demix Contruction une division de groupe CRH Canada inc.	3 885 662,91 $
Eurovia Québec Construction inc.	3 493 075,96 $
Les Pavages Céka Inc.	2 979 365,82 $
Pavages Métropolitain inc. (1168258395)	4 414 915,65 $

Annie Hazel Roy 2021-02-23
Annie Hazel Roy date
Préposée à la gestion des contrats
Division soutien administratif TP

Sandy Pinna 2021-02-23
Sandy Pinna date
Analyste de dossiers
Division du Greffe

2021-02-25
Katerine Rowan, avocate date
Secrétaire d'arrondissement
Division du Greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-21-002
Numéro de référence : 1442909
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est pour l'arrondissement de Ville-Marie

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est pour l'arrondissement de Ville-Marie
Date de fermeture de l'avis :	2021-02-23 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Ghislain Langlois Katerine Rowan

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
	Les Pavage Céka inc 1143 Boulevard St-Jean Baptiste Mercier, (QC) CAN J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	1160427812	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	2 979 365,82 $
	Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1b3	1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550	3 493 075,96 $
	Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, (QC) CAN J5Z 1S1	1143922814	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772	3 658 147,77 $
	Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, (QC) CAN J7J 0W7	1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	3 748 903,02 $
	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, (QC) CAN H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	1171462923	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	3 885 662,91 $
	Pavages Métropolitain Inc.	1168058395	Madame Julie Milon	4 414 915,65 $

3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier
Saint-Hubert, (QC) CAN
J3Y6T1

Téléphone : 450 321-2442
Télécopieur : 1888 802-9689

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

© 2003-2021 Tous droits réservés

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1218965003

Taux: 1.0951303727

No d'engagement: CC18965003

Ce financement implique une dépense nette de 83,7 % à la charge de contribuables de : **2 378 005.00 $**

Provenance

19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 19-023	6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.183649.000000.98001.00000	2 604 218.88 $	2 377 998.96 $	2 378 005.00 $

Imputation

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc, pour desTravaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'Arrondissement de Ville-Marie		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Travaux conduite et EG sans plomb	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186779.000000.13025.00000	340 358.19 $	310 792.39 $	310 793 $
Travaux généraux	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186783.000000.17025.00000	804 918.41 $	734 997.80 $	734 998 $
Travaux - Trottoirs	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186784.000000.17030.00000	687 484.55 $	627 765.03 $	627 766 $
Travaux - Éclairage	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186785.000000.17040.00000	116 480.48 $	106 362.20 $	106 363 $
Contingenges -conduite et EG sans plomb	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186779.070008.13025.00000	34 035.83 $	31 079.25 $	31 080 $
Contingenges -générales	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186783.070008.17025.00000	80 491.83 $	73 499.77 $	73 500 $
Contingenges - Trottoirs	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186784.0700008.17030.00000	68 748.46 $	62 776.51 $	62 777 $
Contingences - Éclairage	6101.7719023.802701.03103.57201.000000.0000.186785.070008.17040.00000	11 648.05 $	10 636.22 $	10 637 $
Incidences - Conduites et EG sans plomb	6101.7719023.802701.03103.54301.000000.0000.186780.000000.13025.00000	74 982.29 $	68 468.83 $	68 469 $
Incidences - générales	6101.7719023.802701.03103.54301.000000.0000. 186788.000000.17025.00000	177 326.78 $	161 922.99 $	161 923 $
Incidences - trottoirs	6101.7719023.802701.03103.54301.000000.0000.186787.000000.17030.00000	182 082.89 $	166 265.95 $	166 266 $
Incidences - éclairage	6101.7719023.802701.03103.54301.000000.0000.186786.000000.17040.00000	25 661.12 $	23 432.02 $	23 433 $
TOTAL		**2 604 218.88 $**	**2 377 998.96 $**	**2 378 005 $**

Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2021-2023 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti

Projet	2021	2022	Ultérieur	Total
59070 Programme d'aménagement des rues - Artériel	2 378	-	-	2 378
	2 378	-	-	2 378

Information financière pour dépense PTI - S

GDD #	1218965003

Direction	DRE

Engagement #	EAU8965003	Date

Informations budgétaires

Le budget du projet 18100 - Renouvellement du réseau secondaire
pour chacune des années:

En milliers

2021	2022	2023
134K$	0K$	0K$

Informations comptables

Provenance

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout						
Règlement 20-002	6130	7720002	802705	01909	57201	000000

Imputations

Entrées service PLOMB Publiques - Ville Marie						
Contrat	6130	7720002	802720	04121	57201	000000

Contingences	6130	7720002	802720	04121	57201	000000
Incidences	6130	7720002	802720	04121	54301	000000

Provenance

Remplacement de la portion privée des entrées de service en plomb						
	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Entrées service PLOMB Privées - Ville Marie						
Contrat	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Contingences & Coûts spéciaux	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Total Direction :	

ervice de l'eau

26/03/2021

d'aqueduc et d'égout est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti c

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	169431	000000	98001	00000	146 331.82 $	133 620.45 $

					Dépenses	Crédits
0000	185885	000000	13025	00000	104 305.32 $	95 244.66 $

0000	185885	070008	13025	00000	10 430.53 $	9 524.46 $
0000	185886	070003	13025	00000	31 595.97 $	28 851.33 $

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	186073	000000	99900	00000	43 025.95 $	39 288.43 $

					Dépenses	Crédits
0000	185887	000000	99900	00000	39 114.50 $	35 716.75 $

0000	185887	070008	99900	00000	3 911.45 $	3 571.68 $
					189 357.77 $	172 908.88 $

comme suit

Crédits arrondis au $ supérieur
133 622 $

Crédits arrondis au $ supérieur
95 245 $

9 525 $
28 852 $

Crédits arrondis au $ supérieur
39 289 $

Crédits arrondis au $ supérieur
35 717 $

3 572 $

172 911 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1218965003

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

" D'affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $ taxes incluses ;

D'autoriser une dépense maximale de 3 826 973.13 $, taxes incluses, pour la réalisation des Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'Arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-017 - 6 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Les Pavages CEKA inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 2 979 365.82 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget de provision pour contingences de 297 936.58 $ taxes incluses;

D'autoriser un budget d'incidences de 573 915,41 $ taxes s incluses."

Résumé de la répartition de la dépense en lien avec le présent dossier:

Contrat: 2 979 365,82 $ taxes incluses réparti de la façon suivante :

1 949 241,63 $ SUM
484 310,71 $ CSEM
263 370,93 $ VM Pour la réhabilitation de l'aqueduc (surplus de gestion car compétence de la Ville Centre)
143 419,82 $ DRE
139 022,73 $ Programme de déminéralisation no simon 186657 viré sur planification

10% de contingences sont appliqués à chacun des montant ci-dessus pour un total de 297 936,58 $

Les frais incidents au montant de 573 915,41 $ taxes incluses sont répartis de la façon suivante:

460 053,08 $ SUM
58 021,68 $ VM
31 595,97 $ DRE
24 244,68 $ CSEM financés par surplus de VM

Les informations financières ci-dessous ne concernent que la portion de la dépense financée par VM et par le programme de déminéralisation, les autres portions du financement font l'objet d'interventions distinctes dans le présent dossier.

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2155737700 Rue Parthenais de Logan à Ontario Est- Réhab conduites d'eau potable

2021	2022	2023	Total
-			-

Cette dépense est financée au comptant, aucun impact au PTI net

Projet: 34700

Sous-projet: 2134700013 Déminéralisation- PRR V-Marie- Service des grands parcs (SGPMRS)

2021	2022	2023	Total
140,0			140,0

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
524 899,38 $	479 303,10 $	402 393,66 $	367 439,05 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM18965003 au montant de 479 303,10 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 339 662,19 $ Surplus de gestion

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 263 370,93 $ Crédits (Net ristourne): 240 492,76 $ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	04121	57201	000000	0000	186745	000000	13025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 26 337,09 $ Crédits (Net ristourne): 24 049,28 $ Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	04121	57201	000000	0000	186745	028057	13025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 82 266,36 $ Crédits (Net ristourne): 75 120,15 $ Une portion de ces inc sera gérée par CSEM: Prendre eng CSEINT1616 de 23 463,07$ net rist Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	04121	54301	000000	0000	186745	028058	13025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 152 925,00 $ Crédits (Net ristourne): 139 640,91 $ Déminéralisation

Contrat 139 022,73 $, cont 13 902,27 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717072	801550	07163	54507	000000	0000	186657	000000	99000	00000

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567

Date: **2021-04-09**

Date et heure système : 09 avril 2021 14:06:01

1.14975

			Autres payeurs de la ville				Avec taxes	Sans taxes
SP 2069142100							##########	##########
								- $
ville	#########	#########	#########	8 007.60	$	##########	496 753.71 $	432 053.67 $
								- $
CSEM							##########	984 997.33 $
			Autres dépenses à payer par la CSEM					- $
sp 1656122054							24 359.75 $	21 187.00 $
sp 1656122049							39 569.75 $	34 415.96 $
sp 2059070032							14 853.15 $	12 918.59 $
								- $
total CSEM							##########	##########
								- $
								- $
								- $

ANNEXE B - Guide simplifié pour le calcul de la répartition des coûts entre la Ville de Montréal et la CSEM

La répartition des coûts des travaux sur les actifs de la CSEM varie d'un projet à l'autre, selon la nature de la demande de la Ville de Montréal et l'ampleur des travaux s'y rattachant.

Les cellules de couleur verte du fichier sont à compléter par l'ingénieur chargé de projet de la Ville

Les cellules de couleur jaune du fichier sont à compléter par l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

DÉFINITIONS	
Définitions des titres de colonnes de l'onglet Règle 115%	
Travaux d'amélioration - au frais de la CSEM en tenant compte de la clause limitative des coûts	Ce sont les travaux d'amélioration sur les actifs de la CSEM dont les items et quantités sont prévus dans le bordereau de la CSEM. Ces travaux peuvent être situés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre du projet de la Ville. Ces travaux sont demandés par la CSEM. Ils sont prévus au programme de construction et de modification des conduits souterrains.
Travaux de déplacement - au frais de la ville	Ce sont les travaux de déplacement/modification pour l'éclairage et feux de circulation ou autres travaux pour faire passer les infrastructures de la Ville, le tout demandé par la Ville. Les items et quantités pour ces travaux sont prévus dans le bordereau de la CSEM. Le budget de ces travaux doit être assumé par un programme inclus au projet de la ville.
Programme particulier	Certains projets de plus grande envergure implique des travaux particuliers reliés à un programme prévu au grand budget de la Ville de Montréal. Ce programme est géré par la CSEM et prévu dans un programme différent de celui de la construction et de la modification des conduits souterrains.
Travaux d'enfouissement des fils	Ce sont des travaux dont les items et quantités sont prévus dans le bordereau de la CSEM afin de répondre à l'objectif d'un programme particulier, soit celui de l'enfouissement des fils. Le budget de ces travaux doit être assumé par un programme particulier de la Ville.
Autres définitions	
Entente de collaboration	Entente de collaboration pour la réalisation de travaux conjoints de façon intégrée entre la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier de la Ville de Montréal et la Commission des services électriques de Montréal, signée le .....
Documents de la soumission à transmettre à la CSEM	Le formulaire A5 de la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, le bordereau de prix soumis pour le sous-projet de la CSEM, les quantités et prix unitaires soumis des items des autres bordereaux de la soumission impliquant un partage dont une portion des coûts sera assumée par la CSEM et le tableau sommaire de l'ensemble de la soumission (article 4.8.3 de l'entente de collaboration).
Clause limitative des coûts - Règle 115%	Règle du calcul utilisée pour évaluer la contribution de la CSEM pour les travaux d'amélioration de son bordereau et pour les travaux d'enfouissement des fils si pertinent, lorsque l'entrepreneur général a potentiellement soumis des prix non proportionnés, conformément à l'article 4.8.2 de l'entente de collaboration. La règle est aussi utilisée pour évaluer la contribution de la CSEM dans le partage des coûts des items des bordereaux de la Ville lorsque l'entrepreneur a possiblement soumis des prix non proportionnés pour ces items.

ÉTAPES

1 — Informations à inscrire aux onglets «Informations CSEM» et «Informations Ville» pour identifier le projet intégré

Les premières informations du fichier à être complétées sont celles des onglets informations de la CSEM et de la Ville.

1.1 Il suffit à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM de compléter les cellules de couleur jaune de l'onglet Informations CSEM,

1.2 Il suffit à l'ingénieur chargé de projet de la DI de compléter les cellules de couleur verte de l'onglet Informations Ville, identifiées à

Chacun des ingénieurs vérifie si les données inscrites ont bien été reportées à l'onglet Règle 115%.

Si les ingénieurs prévoient qu'une portion des travaux ou activités dans les bordereaux de la Ville est imputable à la CSEM, le chargé

Les données inscrites par les ingénieurs dans les onglets Informations Ville et Informations CSEM sont reportées dans les autres

2 — Répartition des prix des estimations des travaux à partager entre la CSEM et la Ville

2A — Répartition du prix de l'estimation des travaux sur les actifs de la CSEM - bordereau de la CSEM

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM. Il complète les cellules en jaune de la ligne 8 de l'onglet Règle 115%

Idéalement, cette étape devrait être complétée lors de l'analyse d'avant projet définitif conformément à l'article 4.4.1 pour les projets intégrés standards et lors de l'analyse d'avant projet préliminaire pour les projets d'envergure conformément à l'article 4.4.2 de l'entente de collaboration.

Pour les fins du fichier de partage des coûts, les données doivent nécessairement être inscrites avant le lancement de l'appel d'offres. De plus, les données doivent être révisées dès qu'un addenda modifie certaines quantités ou items du bordereau.

Elle consiste à répartir les quantités et les prix de l'estimation du bordereau de la CSEM.

Cette répartition vise à préciser la valeur des coûts suivants de leur estimation :
- Coûts pour les travaux d'amélioration
- Coûts pour les travaux de déplacement
- Coûts pour les travaux reliés à un programme particulier, tel l'enfouissement des fils s'ils sont prévus au projet.

Les modifications des données réparties de l'estimation à cette étape pourraient se faire au plus tard à la troisième étape du présent guide.

2B — Évaluation de la portion des coûts assumés par la CSEM impliquant des travaux inscrits dans d'autres bordereaux de la soumission

Cette étape doit être complétée par le chargé de projet de la DI avec la collaboration de l'ingénieur gestion projet de la CSEM conformément à l'article 4.6.7 de l'entente de collaboration.

Tel que spécifié au quatrième paragraphe de l'article 4.6.8 et à certains articles de la section 6 de l'entente de collaboration, certains items dans les bordereaux de la Ville devront être proratés afin d'identifier la partie assumée par la CSEM pour ces travaux.

Pour ce faire, le chargé de projet de la DI convoque le chargé de projet et l'ingénieur gestion de projet de la CSEM à une réunion sur le partage des coûts au plus tard un mois avant le lancement de l'appel d'offres.

Les parties doivent s'entendre sur la nature et la méthode de répartition des items dans les bordereaux de la Ville pour lesquels, dans le cadre du projet, il y aurait lieu de partager les coûts avec la CSEM.

Pour les fins du fichier de partage des coûts, les données doivent nécessairement être inscrites avant le lancement de l'appel d'offres. Cependant, les données devront être révisées après l'ouverture des soumissions si des addenda ont modifié certaines quantités de ces items dans les bordereaux de la Ville.

Lorsque les ingénieurs ont déterminé les items dans les bordereaux de la Ville qui seront partagés et dans quelle proportion, le chargé de projet de la Ville inscrit les numéros des bordereaux de la Ville et le pourcentage des contingences s'y rapportant aux cellules de couleur verte des lignes 13, 23, 33, 43, 53, 63 et 73 de l'onglet Informations Ville.
L'ingénieur de la DI en évalue leurs coûts à partir de son estimation et transmet l'information à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM, tout en complétant les données des estimations de la Ville pour les items partagés avec la CSEM ainsi que les montants assumés par la CSEM dans les cellules de couleur verte des lignes 15, 25, 35, 45, 55 , 65 et 75 de l'onglet Informations Ville.

Sans s'y limiter, les items suivants dans les bordereaux de la Ville pourraient être partagés selon la nature et la situation des travaux d'amélioration de la CSEM :
- items de réfection - 4ième paragraphe de l'article 4.6.8 et article 6.4.12 de l'entente de collaboration
- items de gestion de sols contaminés - 4ième paragraphe de l'article 4.6.8 et article 6.4.4
- items de contrôle de vibration - article 6.4.13
- items d'archéologie - article 6.4.3
- autres items si pertinents au projet intégré.

L'ingénieur chargé de projet de la DI vérifie que les numéros des bordereaux de la Ville pour lesquels des coûts de certains items seront partagés avec la CSEM ont bien été reportés aux cellules E23 à E31 de l'onglet Règle 115%.

Si nécessaire, les modifications des données inscrites aux cellules de couleur verte des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75 de l'onglet Informations Ville devront se faire au plus tard à la troisième étape du présent guide.

Signalisation

Selon l'article 6.4.9 de l'entente de collaboration, la CSEM verse une compensation à la Ville de Montréal pour la signalisation et la gestion des entraves selon un pourcentage établi en lien avec la situation géographique du projet. Cette compensation comprend un montant pour les activités de signalisation prévues du contrat ainsi qu'un montant pour les contingences sur ces activités.

Tel que mentionné à l'entente de collaboration, pour un projet d'envergure, le pourcentage à appliquer pour les frais de signalisation et gestion des entraves est de 15%. Si pour les fins de lancement des appels d'offres, le projet est subdivisé en différents lots, le pourcentage à utiliser pour chacun des lots reste le même, soit 15%.

Le chargé de projet de la DI doit inscrire le numéro du bordereau de la Ville ainsi que le pourcentage de contingences s'y rattachant à la ligne 10 de l'onglet Informations Ville. Il vérifie que le report a bien été effectué à la cellule E23 de l'onglet Règle 115%.

Cependant, le pourcentage pour le calcul des frais de signalisation doit être inscrit par l'ingénieur gestion projet de la CSEM (cellules de couleur jaune C18 et D20 de l'onglet Informations CSEM). À cette étape, le calcul du montant de compensation pour déterminer la portion des coûts de la signalisation du projet qui sera assumé par la CSEM, se fait automatiquement. Le montant est aussi réparti entre les travaux et les contingences en tenant compte du pourcentage de contingences déterminé par la ville.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que les reports des pourcentages ont bien été effectués aux cellules C23 et C24 de l'onglet Règle 115%. La part Signalisation de la CSEM est calculé sur le prix de l'estimation pour les travaux d'amélioration (cellule G10) et non sur le prix majoré de l'estimation (cellule G13) pour ces travaux.

3 Prix soumis par l'entrepreneur des travaux à partager entre la CSEM et la Ville

3A Prix soumis par l'entrepreneur des travaux sur les actifs de la CSEM - bordereau de la CSEM - répartition selon les travaux

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM à l'onglet Règle 115%.

Conformément à l'article 4.8.3 de l'entente de collaboration, cette étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours par l'ingénieur gestion de projet de la CSEM, après avoir reçu les documents du chargé de projet de la DI.

Elle consiste à établir la répartition des quantités et des prix soumis par l'entrepreneur pour le bordereau de la CSEM.

Cette répartition vise à préciser la valeur des coûts suivants du prix soumis par l'entrepreneur:
- Coûts pour les travaux d'amélioration
- Coûts pour les travaux de déplacement
- Coûts pour les travaux reliés à un programme particulier, tel l'enfouissement des fils s'ils sont prévus au projet.

Il complète les cellules de couleur jaune de la ligne 15 de l'onglet Règle 115%.

Les pourcentages calculés des coûts aux frais de la Ville et aux frais d'un programme particulier sur le prix soumis du bordereau (cellules H16 et I16) serviront à répartir le budget des dépenses incidentes à la sixième étape.

Si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres, il modifie les cellules de couleur jaune qui se rapportent à la répartition du prix de l'estimation en conséquence (cellules jaunes de la ligne 10), si le tout n'a pas été fait à la deuxième étape.

3B Prix soumis par l'entrepreneur pour les travaux des items à partager avec la CSEM - bordereaux Ville de la soumission

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur chargé de projet de la DI à l'onglet Informations Ville.

Cette étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours après avoir transmis les prix unitaires soumis des items impliqués dans ce partage à l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

Il inscrit les prix soumis par l'entrepreneur pour les items à partager ainsi que la portion devant être assumée par la CSEM aux cellules de couleur verte des lignes 19, 29, 39, 49, 59, 69 et 79.

Il vérifie les données inscrites à la deuxième étape sur les estimations des coûts impliquant des items dans les autres bordereaux de la soumission (cellules E et F des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75).

Si des modifications ont été apportées dans les quantités de ces items durant la publication de l'appel d'offres, il modifie les données des estimations des cellules de couleur verte en conséquence (cellules E et F des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75).

4 Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts des travaux du contrat entre la CSEM et la Ville

4A Répartition du prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts du bordereau de la CSEM

Cette étape doit être vérifiée par l'ingénieur gestion de projet de la CSEM à l'onglet Règle 115%.

Tout comme la troisième étape, la présente étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours, après avoir reçu les documents du chargé de projet de la DI (article 4.8.3 de l'entente de collaboration).

À cette étape, l'ingénieur gestion de projet de la CSEM vérifie si la CSEM assumera l'entièreté des coûts du bordereau de la CSEM pour les travaux d'amélioration ou s'ils seront partagés avec les autres payeurs du projet.

En effet, en appliquant la règle 115%, dû à un débalancement des prix de l'entrepreneur, la CSEM limite sa contribution pour ses travaux d'amélioration aux prix de son estimation majorée de 15%.

Si le sous-total de l'estimation majorée des travaux d'amélioration (cellule G13) est supérieur au prix soumis par l'entrepreneur pour les mêmes travaux (cellule G15), la CSEM assume ce dernier montant. La valeur est reportée à la cellule G18.

Cependant si le sous-total de l'estimation majorée des travaux d'amélioration (cellule G13) est inférieur au prix soumis par l'entrepreneur pour les mêmes travaux (cellule G15), la CSEM assume le montant de l'estimation majorée pour ces travaux. La valeur est reportée à la cellule G18.
Ainsi, la limitation crée un écart qui doit être assumé par la ville, écart inscrit à la cellule J18.

La règle du 115% s'applique aussi pour les travaux d'enfouissement des fils s'ils sont compris dans les travaux du bordereau de la CSEM. Ainsi, la CSEM limite cette contribution aux prix de son estimation majorée de 15%.

4B Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts des items à partager avec la CSEM - bordereaux Ville de la soumission

Cette étape doit être vérifiée par l'ingénieur chargé de projet de la DI à l'onglet Informations Ville avec la collaboration de l'ingénieur gestion de projet de la CSEM.

Tout comme la troisième étape, la présente étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours, après avoir transmis les prix unitaires soumis des items impliqués dans ce partage à l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

Le chargé de projet de la DI vérifie si les portions CSEM ont bien été attribuées aux lignes 21, 31, 41, 51, 61, 71 et 81. En effet, dû à un débalancement possible des prix soumis pour ces items, en appliquant la règle 115% sur les portions de la CSEM, cette dernière limite sa contribution aux prix des estimations majorées de 15%.

Il vérifie que les reports de ces données ont bien été effectués aux cellules des lignes 25 à 31 de l'onglet Règle 115%.

Signalisation

L'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que les pourcentages applicables à la signalisation inscrits aux C23 et C24 de l'onglet Règle 115% n'ont pas été modifiés.

La part CSEM signalisation est calculé sur le *prix de l'estimation* pour les travaux d'amélioration (cellule G10 de l'onglet Règle 115%) et non sur le prix soumis par l'entrepreneur (cellule G15 de l'onglet Règle 115%) pour ces travaux et ce, même si le prix soumis est inférieur au montant de l'estimation.

La part Signalisation pour les travaux d'enfouissement de fils est calculé sur le *prix de l'estimation* pour ces travaux (cellule H10 de l'onglet règle 115%) et non sur le prix soumis par l'entrepreneur (cellule H15 de l'onglet Règle 115%) pour ces travaux et ce, même si le prix soumis est inférieur au montant de l'estimation.

5 Répartition du budget des dépenses contingentes

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM avec la collaboration de l'ingénieur chargé de projet de la
Cette étape doit aussi être faite lorsque toutes les données sur la répartition des coûts des travaux du contrat entre la CSEM et la Ville ont été inscrites et vérifiées.

Elle vise à répartir les budget des dépenses contingentes selon la même répartition que celle des travaux.

Considérant que le budget des dépenses contingentes doit être établi en fonction des risques en rapport avec la réfection de chacun des actifs du projet et non en fonction de la répartition des coûts des travaux, il faut s'assurer aussi de bien répartir ce budget.

Alors que la CSEM prévoit un budget de 15 % en contingences pour les travaux sur ses actifs, la Ville doit s'engager à respecter ce pourcentage pour établir son budget de contingences lorsqu'elle assume une partie des travaux du bordereau de la CSEM.

De même, lorsque la CSEM assume une partie des coûts des travaux des autres bordereaux de la soumission, elle doit respecter et prévoir un budget de contingences aux pourcentages établis par la Ville pour chacun des bordereaux.
Ainsi, l'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que le pourcentage de contingences pour les travaux sur les actifs de la CSEM de leur bordereau à la cellule C41 de l'onglet Règle 115%, a bien été reporté.
Et, le chargé de projet de la DI vérifie que les pourcentages de contingences des autres bordereaux de la soumission pour lesquels des coûts de certains items sont partagés avec la CSEM, aux cellules C42 à C49 de l'onglet Règle 115%, ont aussi bien été reportés.

6 Répartition du budget des dépenses incidentes

Cette étape doit aussi être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM.
Cette étape doit aussi être faite lorsque toutes les données sur la répartition des coûts des travaux du contrat et du budget des dépenses contingentes entre la CSEM et la Ville ont été inscrites et vérifiées.

Tel que mentionné dans l'entente de collaboration, chaque partie, autant la CSEM que la Ville, détermine la nature et le budget de leurs services prévus en incidences pour leurs besoins respectifs.

En conséquence, c'est à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM de déterminer la nature des différentes dépenses incidentes et les montants respectifs pour répondre aux besoins liés aux travaux sur les actifs de la CSEM. Considérant qu'une partie de ces travaux sont des travaux de déplacement demandés par la Ville ou bien des travaux prévus pour répondre à un programme particulier, une répartition de ce budget de dépenses incidentes doit être faite.

La répartition du budget des dépenses incidentes entre la CSEM et la Ville se fait selon les pourcentages déterminés à la troisième étape.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM n'a qu'à compléter les données des cellules de couleur jaune identifiées entre les lignes 57 et 79 de l'onglet Règle 115%.

Si dans certains cas, la répartition de ce budget ne se fait pas selon les pourcentages déterminés, l'ingénieur gestion projet de la CSEM doit en expliquer les raisons au chargé de projet de la DI.

Les coûts reliés à la dépense incidente de **conception et frais généraux** sont non taxables. Le montant prévu équivaut à un pourcentage déterminé par la CSEM du total des coûts nets des travaux de construction de la CSEM, des contingences reliées à ces travaux et des autres dépenses incidentes.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM inscrit le pourcentage à la cellule C50 de l'onglet Informations CSEM.
Il vérifie que le pourcentage a bien été reporté.

7 **Vérification des données de l'onglet Répartition détails**

Cette étape doit être vérifiée respectivement par les ingénieurs gestion projet de la CSEM et chargé de projet de la DI.
Les ingénieurs n'ont pas à compléter des données dans cet onglet.
Les données complétées dans l'onglet Règle 115% se reportent automatiquement à l'onglet Répartition détails.
Les données reportées de l'onglet Règle 115% sont identifiées par la couleur bleu dans cet onglet.
Si aucune ligne et/ou colonne n'ont été ajoutées à l'onglet Règle 115%, le report des données devrait être conforme.
L'ingénieur gestion projet de la CSEM doit vérifier si les données détaillées des sections - Coûts des travaux d'amélioration CSEM et Coûts des travaux d'enfouissement des fils ConversionVille - se sont bien reparties.
L'ingénieur chargé de projet de la DI doit vérifier si les données détaillées de la section - Coûts des travaux de déplacement ou de modification au frais de la Ville - se sont bien réparties.

Les informations de cet onglet permettront au chargé de projet de la DI de compléter son fichier Répartition des coûts des travaux, des contingences et des incidences du projet et serviront ultérieusement aux équipes financières de la CSEM et des requérants du projet à endosser leur intervention respective au dossier décisionnel d'octroi du contrat.

8 **Vérification des données de l'onglet Informations financières CSEM**

Cette étape doit être vérifiée par l'équipe financière de la CSEM.
Certaines données complétées dans les onglets - Informations Ville, Informations CSEM et Répartion détails - se reportent automatiquement à l'onglet Informations financières CSEM.
Les données reportées sont identifiées par la couleur bleu dans cet onglet.
Les numéros des clés comptables sont inscrites automatiquement en fonction des règlements d'emprunt identifiés initialement.
L'équipe financière de la CSEM doit s'assurer que les données de l'onglet ont bien été réparties.
Si aucune ligne et/ou colonne n'ont été ajoutées à l'onglet Répartition détails, le report des données devrait être conforme.

Si aucun travaux d'enfouissement des fils n'est prévu dans le projet, masquer la colonne H de l'onglet Règle 115%, les lignes 50 à 89 de l'onglet Répartition détails et les lignes 24 à 30 de l'onglet Informations financièresCSEM.

INSTRUCTIONS POUR COMPLÉTER LES FICHIERS D			
ÉTAPES	**INSTRUCTIONS**	**RESPONSABLES**	**QUAND**
1	**Informations pour identifier le projet inté**		
1.1	Compléter les informations générales du projet	IGP_CSEM	Un mois avant le lancement de l'appel d'offres
1.2	Compléter les informations générales du projet	CP_DI	
2	**Prix des estimations des travaux à partager entre la C**		
2A	**Prix de l'estimation des travaux sur les actifs de la CSEM - borde**		
2A.1	Inscrire le prix de l'estimation	IGP_CSEM	Un mois avant le lancement de l'appel d'offres
2B	**Prix des estimations des items à partager avec la CSEM - borde**		
2B.1	Organiser la rencontre sur le partage des coûts avec la CSÉM	CP_DI	Un mois avant le lancement de l'appel d'offres
2B.2	Inscrire le # du bordereau de la signalisation et le % de contingences de ce bordereau	CP_DI	Après la rencontre sur le partage des coûts
2B.3	Inscrire le % à utiliser pour le calcul des frais de signalisation	IGP_CSEM	
2B.4	Inscrire la nature des items à partager et compléter les # bordereaux et les % de contingences des items	CP_DI	
2B.5	Inscrire la répartition des prix estimés des différents items à partager	CP_DI	
2B.6	Confirmer la nature des items à partager	IGP_CSEM	
3	**Prix soumis par l'entrepreneur des travaux à partager entr**		
3A	**Prix soumis par l'entrepreneur des travaux sur les actifs de la CSE**		
3A.1	Modifier les données qui se rapportent au prix de l'estimation si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres.	IGP_CSEM	Trois jours après l'ouverture de la soumission
3A.2	Inscrire le prix soumis par l'entrepreneur	IGP_CSEM	
3B	**Prix soumis par l'entrepreneur pour les items à partager avec la CSEM -**		
3B.1	Modifier les données qui se rapportent aux prix estimés des différents items à partager si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres.	CP_DI	Trois jours après l'ouverture de la

3B.2	Inscrire la répartition des prix soumis des différents items à partager	CP_DI	soumission
4	**Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le**		
4.1	En appliquant la règle 115%, dû à un débalancement des prix de l'entrepreneur, la CSEM limite sa contribution aux prix des estimés majorés de 15%.	La limitation crée un écart qui	
5	**Répartition du budget des dépenses contin**		
5.1	Considérant que le budget des dépenses contingentes doit être établi en fonction des risques en rapport avec la réfection de chacun des actifs du projet et non en fonction de la répartition des coûts des travaux, il faut s'assurer aussi de bien répartir ce budget.	Le fichier cal	
6	**Répartition du budget des dépenses incide**		
6.1	Inscrire le % à utiliser pour le calcul des frais de conception et frais généraux	IGP_CSEM	Trois jours après l'ouverture de la soumission
6.2	Inscrire la nature et les montants des dépenses incidentes liées aux travaux sur les actifs de la CSEM	IGP_CSEM	Trois jours après l'ouverture de la soumission
6.3	Incidences de conception et frais généraux	Le fichier cal	
7	**Montants de l'onglet Répartition détai**		
7.1	Présenter les données selon les portions assumées par les parties impliquées dans le partage des coûts avec la CSEM	Le fichier reporte les	
8	**Montants de l'onglet Informations financière**		
8.1	Vérifier la conformité des reports de toutes les données du ficher	Éq.fin.-CSEM	Le fichier inscrit les clé
8.2	Masquer les cellules si aucun travaux d'enfouissement des fils n'est prévu dans le projet	Éq.fin.-CSEM	Avant l'approbation du dossier par le Conseil d'administration de la CSEM

DE PARTAGE	
ONGLETS	CELLULES
égré	
Onglet Informations CSEM	Cellules de couleur jaune aux lignes 3 à 13
Onglet Informations Ville	Cellules de couleur verte aux lignes 3 à 6
CSEM et la Ville	
reau CSEM de la soumission	
Onglet Règle 115%	Cellules de couleur jaune à la ligne 10
eaux Ville de la soumission	
Onglet Informations Ville	Cellules de couleur verte à la ligne 10
Onglet Informations CSEM	Cellules de couleur jaune aux lignes 17 à 20
Onglet Informations Ville	Cellules de couleur verte aux lignes 13,23,33,43,53,63 et 73 si nécessaire
Onglet Informations Ville	Cellules de couleur verte aux lignes 15,25,35,45,55,65, et 75 si nécessaire
Onglet Informations CSEM	Cellules de couleur jaune aux lignes 22 à 46
re la CSEM et la Ville	
EM - bordereau de la CSEM	
Onglet Règle 115%	Cellules de couleur jaune à la ligne 10
Onglet Règle 115%	Cellules de couleur jaune à la ligne 15
bordereaux Ville de la soumission	
Onglet Informations Ville	Cellules de couleur verte aux lignes 15,25,35,45,55,65, et 75 si nécessaire

Onglet Informations Ville	Cellules de couleur verte aux lignes 19,29,39,49,59,69,et 79 si nécessaire

partage des coûts des travaux du contrat

doit être assumé par la ville. Le fichier calcule l'écart.

gentes

cule la répartition de ces montants.

entes

Onglet Informations CSEM	cellule C50
Onglet Règle 115%	cellules de couleur jaune identifiées aux lignes 59 à 79

cule la répartition de ces montants.

ls

données inscrites aux étapes précédentes.

s CSEM

és comptables de la CSEM et reporte les données inscrites aux étapes précédentes.

Onglet Règle 115%	Cellules de la colonne H
Onglet Répartition détails	Cellules des lignes 50 à 89
Onglet Informations financières CSEM	Cellules de la ligne 10 et celles des lignes 24 à 30

INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR ING. DE LA DI (c

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Description du projet	abcd
Contrat Ville	308301
Entrepreneur	33534
Numéro du dossier décisionnel	1218965003

2. ACTIVITÉS DES BORDEREAUX DE LA VILLE PARTA

	Activités ou travaux imputables à la CSEM (items dans un bordereau de la Ville)	Numéro de bordereau de la Ville (no sous-projet)	% contingences
2.1	**Signalisation**	xxxxxxxxxx	10.00%
2.2	**Réfection**	aaaaaaaaaa	10.00%
	Calcul du prix estimé VILLE +15%		
	Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s)		
	Majoration de la portion assumée par la CSEM	15.00%	
	Sous-total (1) - estimation majorée		
	Prix soumis de Réfection		
	Répartition du prix soumis de Réfection		
2.3	**Sols contaminés**	bbbbbbbbbb	0.00%
	Calcul du prix estimé VILLE +15%		
	Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s)		

	Majoration de la portion assumée par la CSEM	15.00%	
	Sous-total (1) - estimation majorée		
	Prix soumis de Sols contaminés		
	Répartition du prix soumis de Sols contaminés		
	Archéologie	ccccccccc	0.00%
2.4	**Calcul du prix estimé VILLE +15%**		
	Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s)		
	Majoration de la portion assumée par la CSEM	15.00%	
	Sous-total (1) - estimation majorée		
	Prix soumis de Archéologie		
	Répartition du prix soumis de Archéologie		
	Contrôle de vibration	ddddddddd	0.00%
2.5	**Calcul du prix estimé VILLE +15%**		
	Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s)		
	Majoration de la portion assumée par la CSEM	15.00%	
	Sous-total (1) - estimation majorée		
	Prix soumis de Contrôle de vibration		
	Répartition du prix soumis de Contrôle de vibration		

	Maintien temporaire d'éclairage	eeeeeeeeee	0.00%
2.6	**Calcul du prix estimé VILLE +15%**		
	Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s)		
	Majoration de la portion assumée par la CSEM	15.00%	
	Sous-total (1) - estimation majorée		
	Prix soumis de Maintien temporaire d'éclairage		
	Répartition du prix soumis de Maintien temporaire d'éclairage		
	Maintien temporaire feux circulation	fffffffff	0.00%
2.7	**Calcul du prix estimé VILLE +15%**		
	Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s)		
	Majoration de la portion assumée par la CSEM	15.00%	
	Sous-total (1) - estimation majorée		
	Prix soumis de Maintien temporaire feux circulation		
	Répartition du prix soumis de Maintien temporaire feux circulation		
	Autres 1	ggggggggg	0.00%
2.8	**Calcul du prix estimé VILLE +15%**		
	Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s)		

	Majoration de la portion assumée par la CSEM	15.00%	
	Sous-total (1) - estimation majorée		
	Prix soumis de Autres 1		
	Répartition du prix soumis de Autres 1		

cellules vertes seulement)

Les données dans les cellules vertes doivent être inscrites par l'ingénieur de la DI

GÉS AVEC LA CSÉM

2ième étape, 3ième étape et révisées à la 4ième étape

Calculs des montants
s/o

Avant taxes			
Total des items de Réfection dans le bordereau de la Ville	Portion CSEM - au frais de la CSEM	Portion Ville - au frais de la Ville	Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville
10.00$		10.00$	
	0.00$		
	0.00$		
12.00$	4.00$	8.00$	
12.00$	**0.00$**	**8.00$**	**4.00$**

Total des items de Sols contaminés dans le bordereau de la Ville	Portion CSEM - au frais de la CSEM	Portion Ville - au frais de la Ville	Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville
10.00$		10.00$	

	0.00$		
	0.00$		
0.00$	0.00$	0.00$	
0.00$	**0.00$**	**0.00$**	**0.00$**

Total des items de Archéologie dans le bordereau de la Ville	Portion CSEM - au frais de la CSEM	Portion Ville - au frais de la Ville	Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville
10.00$		10.00$	
	0.00$		
	0.00$		
0.00$	0.00$	0.00$	
0.00$	**0.00$**	**0.00$**	**0.00$**

Total des items de Contrôle de vibration dans le bordereau de la Ville	Portion CSEM - au frais de la CSEM	Portion Ville - au frais de la Ville	Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville
10.00$		10.00$	
	0.00$		
	0.00$		
0.00$	0.00$	0.00$	
0.00$	**0.00$**	**0.00$**	**0.00$**

Total des items de Maintien temporaire d'éclairage dans le bordereau de la Ville	Portion CSEM - au frais de la CSEM	Portion Ville - au frais de la Ville	Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville
10.00$		10.00$	
	0.00$		
	0.00$		
0.00$	0.00$	0.00$	
0.00$	**0.00$**	**0.00$**	**0.00$**

Total des items de Maintien temporaire feux circulation dans le bordereau de la Ville	Portion CSEM - au frais de la CSEM	Portion Ville - au frais de la Ville	Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville
10.00$		10.00$	
	0.00$		
	0.00$		
0.00$	0.00$	0.00$	
0.00$	**0.00$**	**0.00$**	**0.00$**

Total des items de Autres 1 dans le bordereau de la Ville	Portion CSEM - au frais de la CSEM	Portion Ville - au frais de la Ville	Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville
10.00$		10.00$	

	0.00$		
	0.00$		
11.00$		11.00$	
11.00$	**0.00$**	**11.00$**	**0.00$**

INFORMATIONS À COM	
ÉTAPE	**INFORMATIONS GÉNÉRALES**
1	Description du tronçon Contrat Portion CSEM Contrat Ville Entrepreneur Sous-traitant Contingences CSEM Numéro de projet (Construction et dépenses) Numéro SIMON (Construction et dépenses) Numéro de projet (Conception interne, surveillance interne et FG) Numéro SIMON (Conception interne, surveillance interne et FG) Règlement d'emprunt MAM (2018-10-05) Description du réglement d'emprunt Clé comptable
ÉTAPE	**INFORMATIONS POUR LE PARTAGE**
2	Y-a-il une quote-part de **signalisation** imputable à la CSEM? Signalisation (Zone 1=4% Zone 2=8% Travaux complexes projet d'envergure=15%) Y-a-il une part de **signalisation** imputable à la conversion VMCONV? Signalisation (Zone 1=8% Zone 2=8% Travaux complexes projet d'envergure=15%) Y-a-il d'**autres partages** pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? Nature des items Contingence Ville Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? Nature des items Contingence Ville Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? Nature des items Contingence Ville Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? Nature des items

	Contingence Ville Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? Nature des items Contingence Ville Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? Nature des items Contingence Ville Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? Nature des items Contingence Ville
ÉTAPE	**INFORMATION POUR INCIDENCES**
6	Pourcentage à utiliser pour le calcul du budget de la dépense incidente de conception et frais généraux

MPLÉTER PAR L'ING. DE LA CSÉM (cellules jaunes seulement)
TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM
Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise de la rue Parthenais entre la rue Logan Est et la rue Ontario Est
1616
VM-21-0021
Les Pavages Ceka Inc.
15% 2169161600 186838 2169161601 186839 20-023
20-023 Conduits souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538 6105.7720023.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.000 00
TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM
oui
8%
s/o
s/o
non
Réfection 0.00%
non
Sols contaminés 0.00%
non
Archéologie 0.00%
oui
Contrôle de vibration

0.00%
non
Maintien temporaire d'éclairage 0.00%
non
Maintien temporaire feux circulation 0.00%
non
Autres 1 0.00%
TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM
14.00%

PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM	
Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise de la rue Parthenais entre la rue Logan Est et la rue Ontario Est	Les données dans les cellules jaunes doivent être inscrites par l'ingénieur de la CSEM
1616	
VM-21-0021	Montants reportés de l'onglet Informations Ville
Les Pavages Ceka Inc.	
15%	
AUCUN	
AUCUN	
AUCUN	
PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM	
s/o	
Projet situé en zone 2	
non	Aucun travaux d'enfouissement des fils
0%	

PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM

SOMMAIRE APPLICATION DE LA RÈGLE 115%

ÉTAPE	INFORMATIONS GÉNÉRALES		Taux pour calculs taxes et du net			
			Taux de taxes combiné	Coût net CSEM		Coût net ville
1	Contrat Ville (soumission)	308301	1.14975	1.00847875		1.049875
	Contrat CSÉM	1616				
	Dossier décisionnel	1218965003				

Montants reportés des onglets Informations CSEM et Informations Ville

Validation

Les données dans les cellules vertes doivent être inscrites par l'ingénieur de la DI

Les données dans les cellules jaunes doivent être inscrites par l'ingénieur de la CSEM

ÉTAPE	Calcul du prix estimé CSEM +15%		Numéro de bordereau (no sous-projet)	Avant taxes – Total Travaux de la CSÉM	CSÉM – Travaux d'amélioration	CSÉM – Travaux d'enfouissement des fils	Ville de Montréal – Travaux de déplacement	Ville de Montréal – Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville	Ville de Montréal – Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat	Sommes	écarts
2 et 3	**Prix de l'estimation de la CSEM**		ADCF	554 467.25$	469 970.39 $		84 496.86 $	- $	84 496.86 $	554 467.25 $	- $
	Pourcentage de l'écart des prix soumis par rapport aux prix des estimations (moyenne pondérée)	-28.12%			-28.12%	#DIV/0!					
	Majoration de la portion des travaux d'amélioration de l'estimé	15.00%			70 495.56 $	- $					
	Sous-total (1) - estimation majorée				540 465.95 $	- $					
3	**Prix soumis - Travaux sur les actifs de la CSEM**			421 231.32 $	337 834.80 $		83 396.52 $			421 231.32 $	- $
	Pourcentage				80.20%	0.00%	19.80%				
4	**Répartition du prix soumis**			421 231.32 $	337 834.80 $	- $	83 396.52 $	- $	83 396.52 $	421 231.32 $	- $

ÉTAPE	Travaux impliquant d'autres bordereaux de la soumission - Part de la CSEM			Numéro de bordereau (no sous-projet)	Avant taxes – Total Travaux de la CSÉM	CSÉM – Travaux d'amélioration	CSÉM – Travaux d'enfouissement des fils	Ville de Montréal – Travaux de déplacement	Ville de Montréal – Écart dans la répartition du prix soumis - au	Ville de Montréal – Total - à reporter dans les autres payeurs du		
2, 3 et 4	CSEM - Part signalisation (2)	8.00%	Projet situé en zone 2	xxxxxxxxxx		40 324.89 $						
	Part signalisation - Travaux d'enfouissement des fils (2)	0.00%	Aucun travaux d'enfouissement des fils	xxxxxxxxxx			- $					
	Réfection			aaaaaaaaa		- $	- $					
	Sols contaminés			bbbbbbbbb		- $	- $					
	Archéologie			ccccccccc		- $	- $					
	Contrôle de vibration			ddddddddd		- $	- $					
	Maintien temporaire d'éclairage			eeeeeeeee		- $	- $					
	Maintien temporaire feux circulation			fffffffff		- $	- $					
	Autres 1			ggggggggg		- $	- $					
	Sous-total des Travaux impliquant d'autres bordereaux de la soumission - Part de la CSEM					**40 324.89 $**	- $					
	Répartition des coûts des travaux entre la CSEM et la Ville				461 556.21 $	378 159.69 $	- $	83 396.52 $	- $	83 396.52 $	461 556.21 $	- $
	Répartition avec taxes				530 674.25 $	434 789.10 $	- $	95 885.15 $	- $	95 885.15 $	530 674.25 $	- $
	Répartition Coût net				468 921.93 $	381 366.01 $	- $	87 555.92 $	- $	87 555.92 $	468 921.93 $	- $

ÉTAPE	Répartition du budget des dépenses contingentes			Numéro de bordereau (no sous-projet)	Avant taxes – Total Travaux de la CSÉM	CSÉM – Travaux d'amélioration	CSÉM – Travaux d'enfouissement des fils	Ville de Montréal – Travaux de déplacement	Ville de Montréal – Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville	Ville de Montréal – Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat		
5	sur la répartition des coûts des travaux reliés au sous-projet de la CSEM	15.00%		ADCF		50 675.22 $	- $	12 509.48 $	- $	12 509.48 $		
	Part signalisation	10.00%		xxxxxxxxxx		4 032.49 $	- $					
	Réfection	10.00%		aaaaaaaaa		- $						
	Sols contaminés	0.00%		bbbbbbbbb		- $						
	Archéologie	0.00%		ccccccccc		- $						
	Contrôle de vibration	0.00%		ddddddddd		- $						
	Maintien temporaire d'éclairage	0.00%		eeeeeeeee		- $						
	Maintien temporaire feux circulation	0.00%		fffffffff		- $						
	Autres 1	0.00%		ggggggggg		- $						
	Répartition des budgets de contingences entre la CSEM et la Ville				67 217.19 $	54 707.71 $	- $	12 509.48 $	- $	12 509.48 $	67 217.19 $	- $
	Répartition avec taxes				77 282.96 $	62 900.19 $	- $	14 382.77 $	- $	14 382.77 $	77 282.96 $	- $
	Répartition Coût net				68 304.95 $	55 171.56 $	- $	13 133.39 $	- $	13 133.39 $	68 304.95 $	- $

ÉTAPE	Répartition du budget des dépenses incidentes			Numéro de bordereau (no sous-projet)	Avant taxes – Total Travaux de la CSÉM	CSÉM – Travaux d'amélioration	CSÉM – Travaux d'enfouissement des fils	Ville de Montréal – Travaux de déplacement	Ville de Montréal – Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville	Ville de Montréal – Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat		
6	**Surveillance externe - Jour de surveillance**				30 991.33 $	25 051.14 $				5 940.19 $	30 991.33 $	- $
	avec taxes				35 632.28 $	28 802.55 $	- $			6 829.73 $	35 632.28 $	- $
	coût net				31 500.00 $	25 263.54 $	- $			6 236.46 $	31 500.00 $	- $
	Laboratoire (sols contaminés)				9 838.52 $	7 952.74 $	- $			1 885.77 $	9 838.52 $	- $
	avec taxes				11 311.84 $	9 143.67 $	- $			2 168.17 $	11 311.84 $	- $
	coût net				10 000.00 $	8 020.17 $	- $			1 979.83 $	10 000.00 $	- $
	Laboratoires (contrôle qualitatif)				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	avec taxes				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	coût net					- $	- $			- $	- $	- $
	Ligne de rue (services d'arpentage)				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	avec taxes				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	coût net				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	Autres dépenses (provosion sig. supplementaire)				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	avec taxes				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	coût net					- $	- $			- $	- $	- $
	Autres dépenses (nnnnnnn)				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	avec taxes				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	coût net				- $	- $	- $			- $	- $	- $
	Sous-total du budget des dépenses incidentes				40 829.85 $	33 003.89 $	- $			7 825.96 $	40 829.85 $	- $
	avec taxes				46 944.12 $	37 946.22 $	- $			8 997.90 $	46 944.12 $	- $
	coût net				41 500.00 $	33 283.72 $	- $			8 216.28 $	41 500.00 $	- $
	Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable)	14.00%			81 021.76 $	65 774.98 $	- $			15 246.78 $	81 021.76 $	- $

ÉTAPE	Répartitions finales et Grand total	Numéro de bordereau (no sous-projet)	Avant taxes – Total Travaux de la CSÉM	CSÉM – Travaux d'amélioration	CSÉM – Travaux d'enfouissement des fils	Ville de Montréal – Travaux de déplacement	Ville de Montréal – Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville	Ville de Montréal – Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat		
7	**Répartition des budgets de dépenses incidentes entre la Ville et la CSEM**		121 851.61 $	98 778.87 $	- $			23 072.75 $	121 851.61 $	- $
	Répartition avec taxes		127 965.88 $	103 721.20 $	- $			24 244.68 $	127 965.88 $	- $
	Répartition Coût net		122 521.76 $	99 058.70 $	- $			23 463.07 $	122 521.76 $	- $
	Grand total de la répartition (travaux, contingences et incidences)		650 625.01 $	531 646.27 $	- $			118 978.74 $	650 625.01 $	- $
	Grand total avec taxes		735 923.10 $	601 410.49 $	- $			134 512.60 $	735 923.10 $	- $
	Grand total Coût net		659 748.65 $	535 596.27 $	- $			124 152.38 $	659 748.65 $	- $

(1) Si le sous-total est supérieur au prix soumis des travaux d'amélioration, la CSEM assure ce dernier montant

(2) calculé avec un % du prix de l'estimation CSEM pour les travaux d'amélioration établi à l'article 6.4.9 de l'entente de collaboration.

(3) équivaut à un pourcentage déterminé par la CSEM du total des coûts nets des travaux de construction de la CSEM, des contingences reliées à ces travaux et des dépenses incidentes - aucune taxe applicable à ces montants

RÉPARTITIONS DES COÛTS ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LA CSÉM

INFORMATIONS GÉNÉRALES			Taux pour calculs taxes et du net		
CSÉM C1616	SOUMISSION:	308301	Taux de taxes combiné	Coût net ville	Coût net CSEM
			1.14975	1.049875	1.00847875

Montants reportés de l'onglet Règle 115%

validation - Soumission

421 231.32 $ *Prix soumis des travaux*

Coûts des travaux d'amélioration - CSEM

ÉTAPE	Portion des coûts des travaux du contrat à la CSEM		Avant taxes	Avec taxes	Net de ristournes CSÉM	REMARQUES
	Sous-projet	Description du sous-projet				
7.1	ADCF	Travaux sur les actifs de la CSEM	337 834.80 $	388 425.56 $	340 699.22 $	

ÉTAPE	Autres sous-projets de travaux		Avant taxes	Avec taxes	Net de ristournes CSÉM	REMARQUES
	Sous-projet	Description du sous-projet				
7.2	xxxxxxxxxx	Signalisation	40 324.89 $	46 363.54 $	40 666.80 $	*payé par la VM et imputé à la CSEM*
	Total des Coûts des travaux d'amélioration - CSEM		**378 159.69 $**	**434 789.10 $**	**381 366.01 $**	

ÉTAPE	Portion des contingences reliées aux travaux		% contingences	Avant taxes	Avec taxes	Net de ristournes CSÉM	REMARQUES
	Sous-projet	Description du sous-projet					
7.3	ADCF	Travaux sur les actifs de la CSEM	15%	50 675.22 $	58 263.83 $	51 104.88 $	*payé par la VM et imputé à la CSEM*
	xxxxxxxxxx	Signalisation	10%	4 032.49 $	4 636.35 $	4 066.68 $	
	ggggggggg	Autres 1	0%	- $	- $	- $	
	Total des contingences des travaux d'amélioration - CSÉM			**54 707.71 $**	**62 900.19 $**	**55 171.56 $**	

ÉTAPE	Portion des incidences liées aux travaux	Avant taxes	Avec taxes	Net de ristournes CSÉM	REMAQRQUES
7.4	Surveillance externe - Jour de surveillance	25 051.14 $	28 802.55 $	25 263.54 $	*payé par la CSEM et imputé à la CSEM*
	Laboratoire (sols contaminés)	7 952.74 $	9 143.67 $	8 020.17 $	
	Laboratoires (contrôle qualitatif)	- $	- $	- $	
	Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable)	65 774.98 $	65 774.98 $	65 774.98 $	
	Total des dépenses incidentes des travaux d'amélioration - CSÉM	**98 778.87 $**	**103 721.20 $**	**99 058.70 $**	
Grand total des Coûts des travaux d'amélioration - CSEM		**531 646.27 $**	**601 410.49 $**	**535 596.27 $**	

Coûts des travaux de déplacement ou de modification au frais de la Ville

ÉTAPE	Portion des travaux du contrat		Avant taxes	Avec taxes	Net de ristournes Ville	REMARQUES
	Sous-projet	Description du sous-projet				
7.9	ADCF	Travaux sur les actifs de la CSEM	83 396.52 $	95 885.15 $	87 555.92 $	*payé par la VM et imputé à la VM*

ÉTAPE	Portion des contingences reliées aux travaux		% contingences	Avant taxes	Avec taxes	Net de ristournes CSÉM	REMARQUES
	Sous-projet	Description du sous-projet					
7.10	ADCF	Travaux sur les actifs de la CSEM	15%	12 509.48 $	14 382.77 $	13 133.39 $	*payé par la VM et imputé à la VM*

ÉTAPE	Portion des incidences liées aux travaux	Avant taxes	Avec taxes	Net de ristournes CSÉM	REMAQRQUES
7.11	Surveillance externe - Jour de surveillance	5 940.19 $	6 829.73 $	6 236.46 $	*payé par la CSEM et imputé à la VM*
	Laboratoire (sols contaminés)	1 885.77 $	2 168.17 $	1 979.83 $	
	Laboratoires (contrôle qualitatif)	- $	- $	- $	
	Ligne de rue (services d'arpentage)	- $	- $	- $	
	Autres dépenses (provosion sig. supplementaire)	- $	- $	- $	
	Autres dépenses (nnnnnnn)	- $	- $	- $	
	Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable)	15 246.78 $	15 246.78 $	15 246.78 $	
	Total des dépenses incidentes au frais de la Ville	**23 072.75 $**	**24 244.68 $**	**23 463.07 $**	
Grand total des Coûts des travaux de déplacement ou de		**118 978.74 $**	**134 512.60 $**	**124 152.38 $**	
Total CSÉM et Ville		650 625.01 $	735 923.10 $	659 748.65 $	

421 231.32 $ *Coût partagé des travau*

- $ *Écart*

· de la CSEM

ıx de la CSEM

Soumission: 308301

No GDD
1218965003

NUMÉRO	DESCRIPTION
20-023	souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538
AUCUN	AUCUN

TITRE	0
CONTRAT-TRAVAUX	
CONTINGENCES	
SURVEILLANCE EXT.	
LABORATOIRE	
DIVERS	
INTERNE-FRAIS GÉNÉRAUX	
TOTAL IMPUTATION	

TITRE	0
CONTRAT-TRAVAUX	
CONTINGENCES	
SURVEILLANCE EXT.	
LABORATOIRE	
DIVERS	
INTERNE-FRAIS GÉNÉRAUX	
TOTAL IMPUTATION	

[redacted]

La CSEM demande un engagement de g
incidentes et la conception, surveillance e
Montréal.

CERTIFICATION DES FO

SERVICE
CSÉM-1200

PROVENANCE
CLÉS DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT
6105.7720023.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000
AUCUN
TOTAL PROVENANCE

IMPUTATION
CLÉS D'IMPUTATION
6105.7720023.802400.06819.57201.000000.0000.186838.000000.19520.00000
6105.7720023.802400.06819.57201.000000.0000.186838.070008.19520.00000
6105.7720023.802400.06819.54507.000000.0000.186838.070004.19520.00000
6105.7720023.802400.06819.54507.000000.0000.186838.070005.19520.00000
6105.7720023.802400.06819.54507.000000.0000.186838.070006.19520.00000
6105.7720023.802400.06819.51120.000000.0000.186839.000000.19520.00000
0

IMPUTATION
CLÉS D'IMPUTATION
AUCU..802400.06819.57201.000000.0000..000000.19520.00000
AUCU..802400.06819.57201.000000.0000..070008.19520.00000
AUCU..802400.06819.54507.000000.0000..070004.19520.00000
AUCU..802400.06819.54507.000000.0000..070005.19520.00000
AUCU..802400.06819.54507.000000.0000..070006.19520.00000
AUCU..802400.06819.51120.000000.0000..000000.19520.00000
0

GRAND TOTAL IMPUTATION:

ENGAGEMENT «CSEINT»

estion de la Ville de Montréal pour réserver les fonds nécessaires pour les dépenses
et frais généraux qui sont payés par la CSÉM et imputés aux comptes de la Ville de

Taux de taxes combiné	Coût net ville	Coût net CSEM
1.14975	1.00847875	1.049875

NDS

CONTRAT CSÉM	No D'ENGAGEMENT
CSÉM C1616	à compléter par le Service des finances Ville

DÉPENSES AVANT TAXES	DÉPENSES TAXES INCLUSES	CRÉDITS	CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR
531 646.27 $	601 410.49 $	535 596.27 $	535 597.00 $
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
531 646.27 $	**601 410.49 $**	**535 596.27 $**	**535 597.00 $**

DÉPENSES AVANT TAXES	DÉPENSES TAXES INCLUSES	CRÉDITS	CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR
378 159.69 $	434 789.10 $	381 366.01 $	381 367.00 $
54 707.71 $	62 900.19 $	55 171.56 $	55 172.00 $
25 051.14 $	28 802.55 $	25 263.54 $	25 264.00 $
7 952.74 $	9 143.67 $	8 020.17 $	8 021.00 $
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
65 774.98 $	65 774.98 $	65 774.98 $	65 775.00 $
531 646.27 $	**601 410.49 $**	**535 596.27 $**	**535 597.00 $**

DÉPENSES AVANT TAXES	DÉPENSES TAXES INCLUSES	CRÉDITS	CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
0.00 $	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**

531 646.27 $	**601 410.49 $**	**535 596.27 $**	**535 597.00 $**

Montant de l'engagement:	**23 463.07 $**
Numéro de l'engagement:	**CSEINT1616**

Validation des Montants	2. VALIDATIO TOTAL PROVENANC
	DÉPENSES AVANT TAXES
	Valide
VALEUR DE L'ÉCART	0.00 $

N DES MONTANTS: CE ET TOTAL IMPUTATION		
DÉPENSES TAXES INCLUSES	**CRÉDITS**	**CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR**
Écart de montant	Valide	Valide
0.00 $	**0.00 $**	**0.00 $**

Validation

Avant taxes	*avec taxes*	*crédits*

Valeurs Signalisation pour les travaux d'amélioration de la CSEM	
0.0000%	Aucun frais imputé à la CSEM pour le projet
4.0000%	Projet situé en zone 1
8.0000%	Projet situé en zone 2
15.0000%	Projet d'envergure

Valeurs Signalisation pour travaux d'enfouissement	
0.0000%	Aucun travaux d'enfouissement des fils
8.0000%	Travaux d'enfouissement des fils compris dans un projet en zone 1 ou 2
15.0000%	Travaux d'enfouissement des fils compris dans un projet d'envergure

Réponses aux questions du partage des items dans les bordereaux de la Ville
oui
peut-être
non

Pourcentage à utiliser pour le calcul du budget de la dépense incidente de conception et frais généraux
0.00%
12.00%
13.00%
14.00%
14.50%
15.00%
15.50%

Liste des pourcentage des contingences reliées aux travaux des bordereaux du projet
0.00%
5.00%
6.00%
7.00%
8.00%
9.00%
10.00%
11.00%
12.00%
13.00%
14.00%
15.00%
16.00%
17.00%
18.00%
19.00%
20.00%

Liste des segments AUTRES des clés comptables	
000000	CONTRAT-TRAVAUX
070008	CONTINGENCES
070004	INCIDENCES EXTERNES CSÉM - SURVEILLANCE EXT.
070005	INCIDENCES EXTERNES CSÉM - LABORATOIRE
070006	INCIDENCES EXTERNES CSÉM - FRAIS DIVERS
070007	CSÉM CONCEPTION ET SURVEILLANCE INTERNE-FRAIS GÉNÉ

Liste des items potentiels dans les bordereaux de la ville à partager avec la CSEM et nature de ces items
Réfection
Sols contaminés
Archéologie
Contrôle de vibration
Maintien temporaire d'éclairage
Maintien temporaire feux circulation
Autres 1
Autres 2
Autres 3











Source no	NO RE	Source description
AUCUN	AUCUN	AUCUN
7712033	12-033	12-033 Conversion rés.aérien vs conduits sout. CM12 0854
7715045	15-045	15-045 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM15 0568
7716041	16-041	16-041 Conversion du réseau aérien CM16 0802
7716046	16-046	16-046 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM16 0980
7717064	17-064	17-064 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM17 0623
7718007	18-007	18-007 Conduits souterrains/enfouissements fils CM18 0261
7718053	18-053	18-053 Conduits souterrains/Enfouissement fils CM18 1164
7718061	18-061	18-061 Enlev. fils/poteaux & conversion réseau aérien CM18 1385
7719033	19-033	19-033 Conduits souterains/Enfouiss.fils aériens CM19 0605
7719052	19-052	19-052 Conversion réseau aérien conduits souterrains CM19 1144
7720023	20-023	20-023 Conduits souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538

Activité	Projet Simon	Sous projet no	Catégorie actif
01909 - Admin. générale - Autres dép.- À répartir			98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé
01909 - Admin. générale - Au	112522 - Crédits non affe	6800000000	98001 - Non-déterminé

Compte GL no	?
AUCUN	
6101.7712033.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	
6105.7715045.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6101.7716041.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6105.7716046.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6105.7717064.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6105.7718007.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6105.7718053.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6101.7718061.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6105.7719033.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6101.7719052.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui
6105.7720023.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	Oui

2020	113467) 2020	CNA 2020	2020	Réel projet 2020	Engagement
257 925	0	257 925	0	0	0
1 165 000	0	1 165 000	0	0	0
243	0	243	0	0	0
442 196	0	442 196	0	0	0
409 127	0	409 127	0	0	0
3 264 832	0	3 264 832	0	0	1
5 100 000	0	5 100 000	0	0	0
4 566 669	0	4 566 669	0	0	0
8 200 000	0	8 200 000	0	0	0
242 403 653	0	242 403 653	0	0	0

disponible	disponible %
257 925	100,00%
1 165 000	100,00%
243	100,00%
442 196	100,00%
409 127	100,00%
3 264 832	100,00%
5 100 000	100,00%
4 566 669	100,00%
8 200 000	100,00%
242 403 653	100,00%





Information financière pour dépense PTI - S

GDD #	1218965003

Direction	DRE

Engagement #	EAU8965003	Date

Informations budgétaires

Le budget du projet 18100 - Renouvellement du réseau secondaire
pour chacune des années:

En milliers

2021	2022	2023
134K$	0K$	0K$

Informations comptables

Provenance

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout						
Règlement 20-002	6130	7720002	802705	01909	57201	000000

Imputations

Entrées service PLOMB Publiques - Ville Marie						
Contrat	6130	7720002	802705	04121	57201	000000

Contingences	6130	7720002	802705	04121	57201	000000
Incidences	6130	7720002	802705	04121	54301	000000

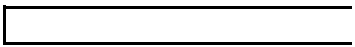
Provenance

Remplacement de la portion privée des entrées de service en plomb						
	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Entrées service PLOMB Privées - Ville Marie						
Contrat	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Contingences & Coûts spéciaux	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Total Direction :	



ervice de l'eau

26/03/2021

d'aqueduc et d'égout est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti c

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	169431	000000	98001	00000	146 331.82 $	133 620.45 $

					Dépenses	Crédits
0000	185885	000000	13025	00000	104 305.32 $	95 244.66 $

0000	185885	070008	13025	00000	10 430.53 $	9 524.46 $
0000	185886	070003	13025	00000	31 595.97 $	28 851.33 $

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	186073	000000	99900	00000	43 025.95 $	39 288.43 $

					Dépenses	Crédits
0000	185887	000000	99900	00000	39 114.50 $	35 716.75 $

0000	185887	070008	99900	00000	3 911.45 $	3 571.68 $
					189 357.77 $	172 908.88 $

:omme suit

Crédits arrondis au $ supérieur
133 622 $

Crédits arrondis au $ supérieur
95 245 $

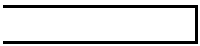
9 525 $
28 852 $

Crédits arrondis au $ supérieur
39 289 $

Crédits arrondis au $ supérieur
35 717 $

3 572 $

172 911 $



Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

Addenda

N° de dossier : 1218965003

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

" D'autoriser une affectation de surplus supplémentaire de 32 007,60 $ net de ristournes, représentant la majoration du budget financé par l'arrondissement de Ville-Marie suite à la révision du montage financier, dans le cadre de la réalisation des Travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'Arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-017 - 6soumissionnaires)".

La commission des services électriques (CSEM) est une entité qui a ses propres façons de calculer. Nous avons constaté, après l'approbation du sommaire décisionnel par les instances, que l'intervention financière de la CSEM représentait 35 052.49 $ taxes incluses de moins que ce qui était indiqué dans le sommaire décisionnel. Le présent addenda consiste à modifier la répartition de la dépense entre les différentes sources de financement pour s'arrimer avec l'intervention financière de la CSEM.

Le présent dossier consiste à affecter 32 007.60 $ net de ristourne des surplus de l'arrondissement pour financer le montant supplémentaire requis par l'arrondissement de Ville-Marie suite à la nouvelle répartition.

Le montant de la dépense et du contrat demeurent inchangés, seule la répartition entre le financement de la CSEM (-35 052.49 $ taxes incluses) et de l'arrondissement de Ville-Marie (+ 35 052.49 $ taxes incluses).est modifiée.

RÉSUMÉ DE LA NOUVELLE RÉPARTITION DE LA DÉPENSE

Contrat: 2 979 365,82 $ taxes incluses réparti de la façon suivante :

1 949 241,63 $ SUM
434 789.10 $ CSEM (- 49 521.61)
312 892.54 $ VM (+ 49 521.61 $) Pour la réhab de l'aqueduc (surplus de gestion car compétence de la Ville Centre)
143 419,82 $ DRE, de ce montant, 43 025,95 $ est lié au remplacement des ESP du côté privé.
139 022,73 $ Programme de déminéralisation no SIMON 186657 Contingences 297 936,58 $ taxes incluses

Contingences 297 936,58 $ taxes incluses

194 924.17 $ SUM
62 900.19 $ CSEM (+14 469.12 $)
11 867.97 $ Ville-Marie (- 14 469.12 $)
14 341.98 $ DRE
13 902.27 $ Programme de déminéralisation no SIMON 186657

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2155737700 Rue Parthenais de Logan à Ontario Est- Réhab conduites d'eau potable

2021	2022	2023	Total
-			-

Cette dépense est financée au comptant, aucun impact au PTI net

Projet: 34700

Sous-projet: 2134700013 Déminéralisation- PRR V-Marie- Service des grands parcs (SGPMRS)

2021	2022	2023	Total
140,0			140,0

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
559 951,87 $	511 310,69 $	451 915,27 $	412 658,88 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM18965003 au montant de 511 310,69 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 371 669,78 $ Surplus de gestion

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 312 892,54 $ Crédits (Net ristourne): 285 712,59 $ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	04121	57201	000000	0000	186745	000000	13025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 11 867,97 $ Crédits (Net ristourne): 10 837,04 $ Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	04121	57201	000000	0000	186745	028057	13025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 82 266,36 $ Crédits (Net ristourne): 75 120,15 $ Une portion de ces inc sera gérée par CSEM: Prendre eng CSEINT1616 de 23 463,07$ net rist Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	04121	54301	000000	0000	186745	028058	13025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 152 925,00 $ Crédits (Net ristourne): 139 640,91 $ Déminéralisation Contrat 139 022,73 $, cont 13 902,27 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717072	801550	07163	54507	000000	0000	186657	000000	99000	00000

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567
Date: **2021-05-31**

Date et heure système : 31 mai 2021 15:05:09

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1218965003

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les Pavages CEKA inc.	143631

Financement : Sources multiples

Source 1 Affectation de surplus

Source 2 Financement corporatif

Source 3 Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Source 1 : Surplus d'arrondissement
Source 2 : DRE ESP PUBLIQUES
Source 3 : DRE ESP PRIVÉES

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1			192 462,50 $					**192 462,50 $**
Montant-Source 2			11 497,50 $					**11 497,50 $**
Montant-Source 3			28 743,75 $					**28 743,75 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**232 703,75 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**232 703,75 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 20

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		avril	2021	Date de fin :		décembre	2022

Formulaire complété par : Vanyel ABRAN
Prénom, nom

Date et heure système : 31 août 2021 11:30:51

Information financière pour dépense PTI - S

GDD #	1218965003

Direction	DRE

Engagement #	EAUX965003	Date

Informations budgétaires

Le budget du projet 18100 - Renouvellement du réseau secondaire
pour chacune des années:

En milliers

2021	2022	2023

18100- Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout	11K$	0K$	0K$
18200-Entrées service PLOMB Privées	26K$	0K$	0K$

Informations comptables

Provenance

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout						
Règlement 21-011	6130	7721011	802705	01909	57201	000000

Imputations

Entrées service PLOMB Publiques - Ville Marie

Contrat	6130	7721011	802705	04121	57201	000000
Contingences	6130	7721011	802705	04121	57201	000000
Incidences	6130	7721011	802705	04121	54301	000000

Provenance

Remplacement de la portion privée des entrées de service en plomb						
	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Entrées service PLOMB Privées - Ville Marie

Contrat	6101	9990000	803505	04121	57201	000000
Contingences & Coûts spéciaux	6101	9990000	803505	04121	57201	000000

Total Direction :	



ervice de l'eau

30/08/2021

d'aqueduc et d'égout est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti c

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	169431	000000	98001	00000	11 497.50 $	10 498.75 $

	Dépenses	Crédits

0000	185885	000000	13020	00000	- $	- $
0000	185885	070008	13020	00000	11 497.50 $	10 498.75 $
0000	185886	070003	13020	00000	- $	- $

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	186073	000000	99900	00000	28 743.75 $	26 246.88 $

					Dépenses	Crédits

0000	185887	000000	99900	00000	- $	- $
0000	185887	070008	99900	00000	28 743.75 $	26 246.88 $
					40 241.25 $	36 745.63 $

:omme suit

Crédits arrondis au $ supérieur
10 499 $

Crédits arrondis au $ supérieur

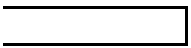
- $
10 499 $
- $

Crédits arrondis au $ supérieur
26 247 $

Crédits arrondis au $ supérieur

-	$
26 247	$

36 746 $



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.11

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 267 815,43 $ afin d'augmenter le budget de contingences (215 046,55 $, taxes incluses) et frais incidents (52 768,88 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 001 565,43 $

D'autoriser une dépense maximale de 267 815,43 $ pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant la dépense totale autorisée à 2 001 565,43 $

D'autoriser un montant additionnel au budget de provision pour contingences de 215 046.55 $ taxes incluses;

D'autoriser un montant additionnel pour frais d'incidences de 52 768,88 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au présent sommaire addenda.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-03-08 19:01

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 175 557,72 $ afin d'augmenter le budget de contingences (125 668,92 $, taxes incluses) et frais incidents (49 888,80 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 177 123,15 $

D'autoriser une dépense additionnelle maximale de 175 557.72 $ pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant la dépense totale autorisée à 2 177 123,15 $.

D'autoriser un montant additionnel de contingences de 125 668.92 $, taxes incluses;

D'autoriser un montant additionnel pour frais d'incidences de 49 888,80 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au présent sommaire addenda.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-03 15:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 8 juillet 2020	Résolution: CA20 240275

Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 1 387 000 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget de provision pour contingences de 173 375 $ taxes incluses;

D'autoriser un budget d'incidences de 173 375 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1206937005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juillet 2020

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 mars 2021	Résolution: CA21 240059

Autoriser une dépense additionnelle de 267 815,43 $ afin d'augmenter le budget de contingences (215 046,55 $, taxes incluses) et frais incidents (52 768,88 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-20-006 – 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 001 565,43 $

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA20 240275 adoptée à sa séance du 8 juillet 2020, accordé un contrat, à Roxboro Excavation inc. et autorisé une dépense maximale de 1 733 750 $ pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-20-006 – 8 soumissionnaires);

Attendu que de nombreux imprévus en chantier sont survenus :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 267 815,43 $ pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant la dépense totale autorisée à 2 001 565,43 $;

D'autoriser, à cette fin, l'augmentation du budget prévisionnel de contingences de 215 046,55 $, taxes incluses;

D'autoriser, à cette fin, un montant additionnel pour frais d'incidences de 52 768,88 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent sommaire addenda.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1206937005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 mars 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda vise ne concerne que l'intervention financière du service des finances, en effet, le montant financé par la Ville-Centre demeure le même, c'est la répartition entre le contrat, les contingences et incidences qui sera modifiée via l'intervention addenda de ce Service jointe au présent sommaire addenda. Il s'agit donc d'un addenda administratif, nul besoin de repasser aux instances.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financieres

514-868-4567
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1206937005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 267 815,43 $ afin d'augmenter le budget de contingences (215 046,55 $, taxes incluses) et frais incidents (52 768,88 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 001 565,43 $

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

Dans le cadre du projet VMP-20-006 travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne dans l'Arrondissement de Ville-Marie, les travaux d'aqueduc et d'égout sont presque terminés. Par contre, de nombreux imprévus en chantier et des conditions spéciales rares tel que la présence de biogaz dans le sol ont grandement compliqué l'exécution du contrat. Cette complexité ajoutée, jumelée à d'autres problèmes rencontrés en chantiers ont mené à d'importants retards de réalisation, les travaux de surface (trottoirs, couche de roulement de chaussée) ont du être reportés à l'été 2021 et des travaux temporaires de remise en état ont du être réalisés pour sécuriser la rue pour l'hiver.

De plus, une problématique de pente d'égout combiné non relevée aux plans a engendré des retards et une augmentation des coûts de réalisation.

Budget prévisionnel de contingences :

- Le coût du contrat à octroyer est de 1 387 000 $, incluant les taxes.

- Le montant du budget prévisionnel de contingence initialement adopté de 173 375 $, équivalent à 12.5% de la valeur du contrat incluant les taxes.

- Le montant d'augmentation souhaité est de 215 046.55 $, majorant ainsi ce dernier à 388 421,55 $, équivalent à 28% de la valeur du contrat incluant les taxes.

Budget prévisionnel de frais incidents :

- Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents initialement adopté de 173 375 $, incluant les taxes. (Laboratoire et services professionnel de surveillance de chantier)

- Le montant d'augmentation souhaité est de 52 768, 88 $, majorant ainsi ce dernier à 226 143,88 $, incluant les taxes.

La dépense maximale pour le projet se voit ainsi majorée de 267 815,43 $, la portant donc à 2 001 565.43 $.

Cette augmentation de dépense sera assumée de la façon suivante :

1. 79 % de cette dépense, soit 211 574.19 $ sera assumé par la Direction des Réseaux d'Eau de la ville centre.
2. 21 % de cette dépense, 56 241.24 $ sera assumé par l'Arrondissement de Ville-Marie.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Prosper Olivier RAMAMONJISOA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Souad SELLAMI, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau

Lecture :

Kathy DAVID, 8 mars 2021
Souad SELLAMI, 1er mars 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
stagiaire scientifique 60 a 89 credits

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1206937005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 175 557,72 $ afin d'augmenter le budget de contingences (125 668,92 $, taxes incluses) et frais incidents (49 888,80 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 177 123,15 $

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

Contenu	

Dans le cadre du projet VMP-20-006 travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne dans l'Arrondissement de Ville-Marie, les travaux sont maintenant terminés.

Résumé de la demande précédente :

De nombreux imprévus en chantier et des conditions spéciales rares tel que la présence de biogaz dans le sol ont grandement compliqué l'exécution du contrat. Cette complexité ajoutée, jumelée à d'autres problèmes rencontrés en chantiers ont mené à d'importants retards de réalisation, les travaux de surface (trottoirs, couche de roulement de chaussée) ont du être reportés à l'été 2021 et des travaux temporaires de remise en état ont du être réalisés pour sécuriser la rue pour l'hiver.

De plus, une problématique de pente d'égout combiné non relevée aux plans a engendré des retards et une augmentation des coûts de réalisation. Cette problématique est la seule raison de cette demande d'honoraires supplémentaires.

Résumé de la raison de cette demande :

La demande d'honoraires supplémentaire pour surveillance de travaux découle des mêmes problèmes décrits dans le résumé de la demande précédente.
Pour ce qui est des contingences supplémentaires, une bonne partie est issue des avenants demandés suite au report et à la reprise des travaux en 2021. Puisque ce report est la suite des délais causés par la problématique de pente d'égout en 2020, les coûts seront attribués à la Direction des Réseaux d'Eau. Ceci inclus les coûts supplémentaire d'honoraires de surveillance (budget de frais incidents).

Quelques exemples d'avenants :

- Indexation main d'oeuvre, machinerie et matériaux 2020-2021
- Travail et quantités en double, temporaire 2020, final 2021
- Mobilisation supplémentaire 2021
- Retrait du pavage temporaire apposé en 2020

La portion attribuée à l'arrondissement de Ville-Marie contient majoritairement des dépassements de quantités jugés normaux dans un projet. Un des grands dépassements est l'ajout d'une grande section de pavage supplémentaire non prévue sur la rue Fullum pour ajuster le nivellement et permettre un bon écoulement des eaux de ruissellement.

Quelques exemples de dépassements de quantités :

- Arrières trottoirs en enrobé bitumineux et en béton
- Réfection de chaussée supplémentaire (Fullum)
- Gestion des sols contaminés

Budget prévisionnel de frais incidents :

- Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents initialement adopté était de 173 375 $, incluant les taxes. (Laboratoire et services professionnel de surveillance de chantier)

- Le montant d'augmentation souhaité lors du dernier sommaire addenda était de 52 768,88 $, majorant ainsi ce dernier à 226 143,88 $, incluant les taxes.

- Le mondant d'augmentation souhaité dans ce sommaire est de 49 888,80 $, taxes incluses, majorant ainsi le budget pour frais incidents à 276 032,68 $, incluant les taxes (dépense attribuable à la DRE à 100%).

Budget prévisionnel de contingences :

- Le montant du budget prévisionnel de contingences initialement adopté de 173 375 $, incluant les taxes.

- Le montant d'augmentation souhaité lors des derniers sommaires addenda était de 215 046,55 $, majorant ainsi ce dernier à 388 421,55 $, incluant les taxes.

- Le mondant d'augmentation souhaité dans ce sommaire est de 125 668,92 $, taxes incluses, majorant ainsi le budget pour frais incidents à 514 090,46 $, incluant les taxes (**37,06% de la valeur du contrat**).

- Cette dépense additionnelle de frais contingents sera assumée comme suit : 62,42 % sera assumé par la DRE, soit 78 436,42 $ et 37,58 % sera assumé par l'arrondissement de Ville-Marie, soit, 47 232,50 $.

La dépense maximale pour le projet se voit ainsi majorée de 175 557.72 $, la portant donc à 2 177 123,15 $.

Cette augmentation de dépense sera assumée de la façon suivante :

1. 73.10 % de cette dépense, soit 128 325,22 $ taxes incluses , sera assumé par la Direction des Réseaux d'Eau de la ville centre pour l'augmentation des frais incidents et contingents.
2. 26.90 % de cette dépense, soit 47 232,50 $ taxes incluses, sera assumé par l'arrondissement de Ville-Marie (PDI).

La dépense de 128 325,22 $ taxes incluses, représente un coût net de 117 178,02 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, est financé par le règlement d'emprunt # 21-011. Ce montant est prévu comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Souad SELLAMI, Service de l'eau

Normand HACHEY, Service de l'eau
Éric BELLEVILLE, Ville-Marie

Lecture :

Souad SELLAMI, 30 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
stagiaire scientifique 60 a 89 credits

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 1 733 750,00 $ pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 1 387 000,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget de provision pour contingences de 173 375,00 $ taxes incluses;

D'autoriser un budget d'incidences de 173 375,00 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-06-30 16:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206937005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La conduite d'égout de la rue Coupal a été installée en 1906, age 114 ans, son état de détérioration est trop avancé pour que la conduite soit réhabilitable.
La conduite d'aqueduc a été installée en 1916, age 104 ans, comme l'aqueduc est dans la même tranchée, elle sera remplacé en même temps que la conduite d'égout.
Les trottoirs à certains endroits sur le tronçon on moins de 0,6m de large
Le projet corrigera les infrastructures rendues à la fin de leurs vie utile en plus de créer un espace public conviviale en bordure du Théâtre Espace Libre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240046 - 11 février 2020 - Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur la rue Coupal entre la rue Dufresne et la rue Fullum dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en oeuvre des programmations 2010-2022 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

DESCRIPTION

Le projet consiste en:
- reconstruction de la conduite d'aqueduc et d'égout
- installation et remplacement de puisards
- installation d'une nouvelle borne d'incendie pour améliorer la protection
- reconstruction de la structure de la chaussée, des trottoirs
- pose de pavés de béton
- Création d'un espace public au pourtour du Théâtre Espace Libre
- travaux d'aménagement de plantations

Ce projet viendra remettre à neuf la conduite d'égout et d'aqueduc, conduites qui sont plus que centenaires.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public VMP-20-006 pour les travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne a été lancé le 26 mai 2020 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres). L'ouverture des soumissions a eu lieu le 19 juin 2020 à 11 heures.

- Onze (11) entreprises se sont procurées les documents de soumission;
- Les entreprises ont eu un délai de 25 jours afin de soumissionner;
- Deux (2) addendas ont été publiés, addenda # 1, le 8 juin et addenda # 2, le 11 juin.
- Huit (8) entreprises ont déposée des soumissions le 19 juin avant 11 heures.

Voici la liste des 5 plus bas soumissionnaires conformes :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	Contigences 12,5% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Roxboro Excavation inc.	1 387 000 $	173 375 $	1 560 375 $
Travaux routiers Métropole	1 452 347 $	181 543 $	1 633 890 $
Stradco Construction inc.	1 536 449 $	192 056 $	1 728 505 $
Les Entreprises Claude Chagnon inc.	1 560 207 $	195 026 $	1 755 233 $
C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc.	1 575 316 $	196 914 $	1 772 230 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 224 109 $	153 014 $	1 377 123 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	1 690 046,71 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	8,31%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	211 855 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	13, 58%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	183 252 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	13, 31%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	73 515 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	4,71%

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme est Roxboro Excavation Inc. avec un montant de 1 387 000,00 $.

L'écart entre l'estimation faite par la firme de génie conseil mandaté pour effectuer les plans et devis et le plus bas soumissionnaire conforme est de 13,31%, ce qui est acceptable. De plus le deuxième plus bas soumissionnaire est 4,71% plus dispendieux que le plus bas.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 23 juin 2020. Ces validations ont montré que :

- Roxboro Excavation Inc, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreinte de la régie du bâtiment du Québec;

- Roxboro Excavation Inc, ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Roxboro Excavation Inc, a une autorisation de contracter de l'AMP;
- Roxboro Excavation Inc, et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à Roxboro Excavation Inc, au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer est de 1 387 000 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (12,5 %) est de 173 375 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents (12,5%) est de 173 375 $, incluant les taxes. (Laboratoire et services professionnel de surveillance de chantier)

Le montant total maximal du projet est évalué à 1 733 750$

Le financement pour ce projet provient de:

l'arrondissement Ville-Marie: 845 974.44$

ainsi que

la DRE: 887 775.56$

La portion assumée par la Direction des réseaux d'eau du Service de l'eau, soit la dépense de 887 775,56 $ taxes incluses, représente un coût net de 810 657,42 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, est financé par le règlement d'emprunt **# 20-002**.

Ce montant est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

Le tableau détaillé se trouve en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plantation de 5 nouveaux arbres sur la rue Coupal ainsi que d'un sur la rue Fullum

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Création d'un espace public au périmètre du Théâtre Espace Libre ainsi que l'augmentation du couvert forestier avec l'ajout de 6 nouveaux arbres dans le secteur

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et le cocontractant devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
De plus de la signalisation supplémentaire sera installée en bordure du chantier pour favoriser les comportements responsables en lien avec la pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier préliminaire est le suivant :

Début des travaux du contrat : Août 2020

Fin des travaux du contrat : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévision de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Souad SELLAMI, Service de l'eau

Lecture :

Souad SELLAMI, 26 juin 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-06-23

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 872-8392
Télécop. : 514 872-1899

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-06-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 267 815,43 $ afin d'augmenter le budget de contingences (215 046,55 $, taxes incluses) et frais incidents (52 768,88 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 001 565,43 $



Aspect financier_GDD 1206937005_addenda.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
stagiaire scientifique 60 a 89 credits

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 175 557,72 $ afin d'augmenter le budget de contingences (125 668,92 $, taxes incluses) et frais incidents (49 888,80 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 177 123,15 $



Aspect financier 1206937005_ADDENDA3.pdf



P-183-04.3 - Avenant surveillance_Coupal_SANS_PLAN.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
stagiaire scientifique 60 a 89 credits

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

Section A - Sommaire Roxboro.pdf
PV_VMP-20-006_Signé.pdf
SEAO__Résultats d'ouverture.pdf
VMP-20-004_analyse_conformité_Résumé 25 juin 2020.pdf
AMP Roxboro.pdf
Aspect financier_GDD 1206937005.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 872-8392
Télécop. : 514 872-1899

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info_comptable_DRE GDD 1206937005-addenda.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget

Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 267 815,43 $ afin d'augmenter le budget de contingences (215 046,55 $, taxes incluses) et frais incidents (52 768,88 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 001 565,43 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info_comptable_DRE Addenda GDD 1206937005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Prosper Olivier RAMAMONJISOA
Préposé au budget

Tél : 514 872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-08

Anna CHKADOVA
Conseillère budgétaire, Direction des réseaux d'eau

Tél : 514 872-5763
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Eau et Environnement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 175 557,72 $ afin d'augmenter le budget de contingences (125 668,92 $, taxes incluses) et frais incidents (49 888,80 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 177 123,15 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info_comptable_DRE Addenda 2 GDD 1206937005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget

Tél : 514-000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-03

Anna CHKADOVA
conseiller(ere) budgetaire

Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 267 815,43 $ afin d'augmenter le budget de contingences (215 046,55 $, taxes incluses) et frais incidents (52 768,88 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 001 565,43 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1206937005_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 438 354-1113

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-01

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 175 557,72 $ afin d'augmenter le budget de contingences (125 668,92 $, taxes incluses) et frais incidents (49 888,80 $, taxes incluses) dans le cadre de la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 2 177 123,15 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1206937005_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-03

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1206937005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-29

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1206937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 1 387 000 $ à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 733 750 $ (appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1206937005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-25

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514-872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie
Montréal

ORIGINAL

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-20-006

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Salle du conseil 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal H2L 4L8, avant 11 h 00
26	5	2020	19	6	2020	

Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne	
Montant total avant taxes :	1 206 349,21 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	60 317,46 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	120 333,33 $
Montant total :	**1 387 000,00 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142760280

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Roxboro Excavation Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1620, croissant Newman, Dorval Québec H9P 2R8

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514 788-4660		
LOUIS ST-GEORGES, DIRECTEUR DE L'ESTIMATION	Télécopieur : 514 788-4606		
	Courriel : estimationblainville@roxboro.ca		
Signature:	Jour	Mois	Année
	19	Juin	2020

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne dans l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-20-006

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 19 juin 2020, à 11 heures, au 19e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal, H2L 4L8.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis public publié dans Le Journal de Montréal du 26 mai 2020, l'ouverture des soumissions reçues dans le délai requis est filmée à huis clos et effectuée par Madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, et en présence de madame Sandy Pinna, analyste de dossiers, et de madame Hamida Bougaci, secrétaire d'unité administrative.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission Taxes incluses
Roxboro Excavation inc. (1142760280)	1 387 000,00 $
Travaux routiers Métropole (1161495636)	1 452 346,93 $
Stradco Construction inc. (1174325952)	1 536 448,87 $
Les Entreprises Claude Chagnon inc. (1142284380)	1 560 207,30 $
C.M.S. Entrepreneurs Généraux Inc. (1140716508)	1 575 315,59 $
Eurovia Québec Construction inc. (1169491884)	1 587 620,68 $
Construction Camara / 6742114 Canada inc. (1164339989)	1 747 496,40 $
Demix Construction (1171462923)	2 065 289,95 $

2020-06-19
Hamida Bougaci — date
Secrétaire d'unité administrative
Division soutien administratif TP

2020-06-19
Sandy Pinna — date
Analyste de dossiers
Division du Greffe

Ville-Marie
Montréal

K.Rowan 2020-06-19

Katerine Rowan, avocate date
Secrétaire d'arrondissement
Division du Greffe

L'enregistrement sera publié par addenda dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) (Numéro de référence : 1375301)

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-20-006
Numéro de référence : 1375301
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne dans l'arrondissement de Ville-Marie

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne dans l'arrondissement de Ville-Marie
Date de fermeture de l'avis :	2020-06-19 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Katerine Rowan Courriel : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, (QC) CAN H9P 2R8	1142760280	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	1 387 000,00 $
	Travaux Routiers Métropole Inc / 9129-2201 Québec Inc 25 rue des Iris Blainville, (QC) CAN j7c6b1	1161495636	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	1 452 346,93 $
	Stradco Construction inc. 3145 Delaunay, suite 101 Laval, (QC) CAN H7L5A4	1174325952	Madame Jade Bourassa Téléphone : 450 934-0630	1 536 448,87 $
	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, (QC) CAN J3Y 6T1	1142284380	Madame Josée Guindon Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 802-9689	1 560 207,30 $
	CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	1140716508	Monsieur Dominic Miceli Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	1 575 315,59 $
	Eurovia Québec Construction inc. - Agence Chenail 104, boul. St-Rémi c.p. 3220 Saint-Rémi, (QC) CAN J0L 2L0	1169491884	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000	1 587 620,68 $

	Construction Camara 711 Harwood Vaudreuil-Dorion, (QC) CAN j7v0m7 http://constructioncamara.ca	1164339989	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	1 747 496,40 $
	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, (QC) CAN H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	1171462923	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	2 065 289,95 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-20-006**
Titre d'AO :	**Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la ru**
Date d'ouverture :	**19-juin-20**
Heure d'ouverture :	**11h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Roxboro Excavation Inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 387 000,00 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Travaux routiers Métropole (9129-2201 Québec Inc.)
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 452 346,93 $
Dernière estimation :	1 224 108,93 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	13,31%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	4,71%
Nombre de soumissions déposées :	8

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Roxboro Excavation Inc.	1 387 000,00 $	Conforme	CONFORME	
2	Travaux routiers Métropole (9129-2201 Québec inc.)	1 452 346,93 $	Conforme	CONFORME	
3	Stradco Constrcuction Inc.	1 536 448,87 $	Défaut mineur	À COMPLÉTER	Bordereau en version excel manquant.Demande de remédier 23-06-2020
4	Les Entreprises Claude Chagnon Inc.	1 560 207,30 $	Conforme	CONFORME	
5	C.M.S. Entrepreneurs Généraux Inc.	1 575 315,59 $	Conforme	CONFORME	
6	Eurovia Québec Construction Inc.	1 587 620,68 $	Conforme	À COMPLÉTER	Analyse de conformité non effectuée
7	Construction Camara / 6742114 Canada Inc.	1 747 496,40 $	Conforme	À COMPLÉTER	Analyse de conformité non effectuée
8	Demix Construction	2 065 289,95 $	Conforme	À COMPLÉTER	Analyse de conformité non effectuée
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Julie Roy — Date : 23-06-2020

Vérifiée par : — Date : 25-06-2020

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 15 juillet 2019

ROXBORO EXCAVATION INC.
1620, NEWMAN CRESCENT
DORVAL QC H9P 2R8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700005963
N° de demande :	1900007544
N° de confirmation de paiement :	000261065788

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Reçu de paiement

ROXBORO EXCAVATION INC.
1620, NEWMAN CRESCENT
DORVAL QC H9P 2R8

N° de client : 2700005963
N° de reçu : 851766
Date du paiement : 2019-07-15
Mode de paiement : Carte de crédit

Date facture	N° de facture	Client facturé	Type de demande	Montant payé
2019-07-15	9009-00002428	ROXBORO EXCAVATION INC.	Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public	437,00 $
			Total du paiement :	437,00 $

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206937005

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Roxboro Excavation inc.	107825

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Financement corporatif

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		845 974,44 $						**845 974,44 $**
Montant-Source 2		887 775,56 $						**887 775,56 $**
Total	**0,00 $**	**1 733 750,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 733 750,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		août	2020	Date de fin :		novembre	2020

Formulaire complété par : Jonathan Labonté

Prénom, nom

Date et heure système : 23 juin 2020 13:20:15

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206937005

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

`` D'autoriser une dépense maximale de 1 733 750,00 $ pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 1 387 000,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget de provision pour contingences de 173 375,00 $ taxes incluses;

D'autoriser un budget d'incidences de 173 375,00 $ taxes incluses``.

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

L'autre portion de la dépense, au montant de 887 775,56 $ taxes incluses, sera financée par la DRE et fait l'objet d'une intervention financière distincte.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55832

Sous-projet: 2055832000 - Arrondissement

2020	2021	2022	Total
772,0			772,0

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737220 Rue Coupal- travaux de réfection

2020	2021	2022	Total
772,0			772,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
845 974,44 $	772 487,42 $	676 856,00 $	618 059,75 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM06937005 au montant de 772 487,42 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 772 487,42 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 676 779,55 $ Crédits (Net ristourne): 617 989,94 $ 845 974,44 $ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	57201	000000	0000	182580	000000	17020	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

84 597,44 $ 77 248,74 $ Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	57201	000000	0000	182580	028057	17020	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

84 597,44 $ 77 248,74 $ Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	54390	000000	0000	182580	028058	17020	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567
Date: **2020-06-25**

Date et heure système : 25 juin 2020 10:50:50

Information financière pour dépense PTI - S

GDD #	1206937005

Direction	DRE

Engagement #	EAU6937005	Date

Informations budgétaires

Le budget au projet *18100 - Renouvellement du réseau secondaire d'a*
suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chac

Projet *18100 - Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'*

(En milliers $)

2020	2021	2022

811S	16S	0S

Informations comptables

Provenance

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout						
Règlement 20-002	6130	7720002	802705	01909	57201	000000

Imputations

Coupal , de Fullum à Dufresne - recont AQ

Contrat	6130	7720002	802705	04121	57201	000000
Contingences	6130	7720002	802705	04121	57201	000000
Incidences	6130	7720002	802705	04121	54301	000000

Coupal , de Fullum à Dufresne - reconst ÉG unit						
Contrat	6130	7720002	802705	04161	57201	000000
Contingences	6130	7720002	802705	04161	57201	000000
Incidences	6130	7720002	802705	04161	54301	000000

Total Direction :	

ervice de l'eau

29/06/2020

queduc et d'égout est
une des années :

'égout

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	169431	000000	98001	00000	887 775,56 $	810 657,42 $

	Dépenses	Crédits

0000	167633	000000	13020	00000	332 915,84 $	303 996,53 $
0000	167633	070008	13020	00000	55 485,97 $	50 666,09 $
0000	167642	070003	13020	00000	55 485,97 $	50 666,09 $

					Dépenses	Crédits
0000	167643	000000	12010	00000	332 915,84 $	303 996,53 $
0000	167643	070008	12010	00000	55 485,97 $	50 666,09 $
0000	167644	070003	12010	00000	55 485,97 $	50 666,09 $

- $

	887 775,56 $	810 657,42 $

Crédits arrondis au $ supérieur
810 662 $

Crédits arrondis au $ supérieur

303 997 $
50 667 $
50 667 $

Crédits arrondis au $ supérieur
303 997 $
50 667 $
50 667 $

810 662 $

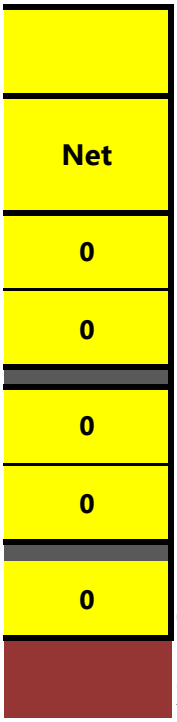
GDD	1206937005			
# SIMON	**Description**	**Subvention**	**Brut**	**S**
167633	Coupal , de Fullum à Dufresne - recont AQ	TECQ19	**354 663**	75,1%
167642		TECQ19	**50 666**	
167643	Coupal , de Fullum à Dufresne - reconst ÉG unit	TECQ19	**354 663**	75,1%
167644		TECQ19	**50 666**	
		TOTAL	**810 657**	

	XN
Brut	0
SubC	0
SubD	0
Net	**0**

2020				2021					
ubC	SubD		Net	Brut	SubC		SubD		Net	Brut
266 352	24,9%	88 311	**0**	**0**	75,1%	0	24,9%	0	**0**	**0**
38 050		12 616	**0**	**0**		0		0	**0**	**0**
266 352	24,9%	88 311	**0**	**0**	75,1%	0	24,9%	0	**0**	**0**
38 050		12 616	**0**	**0**		0		0	**0**	**0**
608 804		201 854	**0**	**0**		0		0	**0**	**0**

ISUBV	TECQ19	PRIM	FIMEAU	TOTAL GDD
),00	810 657,42	0,00	0,00	**810 657,42**
),00	608 803,72	0,00	0,00	**608 803,72**
),00	201 853,70	0,00	0,00	**201 853,70**
),00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

2022					TOTAL				
SubC		SubD		Net	Brut	SubC		SubD	
75,1%	0	24,9%	0	**0**	**354 663**	75,1%	266 352	24,9%	88 311
	0		0	**0**	**50 666**		38 050		12 616
75,1%	0	24,9%	0	**0**	**354 663**	75,1%	266 352	24,9%	88 311
	0		0	**0**	**50 666**		38 050		12 616
	0		0	**0**	**810 657**		608 804		201 854



	0	0	0
	XNSUBV	0	0
	TECQ19	**0,751**	**0,249**
	PRIM	0	0,75
	FIMEAU	0,4	0,4

Information financière pour dépense PTI - S

GDD #	1206937005

Direction	DRE

Engagement #	N/A	Date

Reclassement des crédits attribués lors du dossier initial de juin 2020.
Le montant total assumé par la Direction des réseaux d'eau reste incha
Un virement entre les sous-projets sera effectué pour refléter la réparti

Informations comptables

Imputations

Coupal , de Fullum à Dufresne - recont AQ						
Contrat	6101	7720002	802705	04121	57201	000000
Contingences	6101	7720002	802705	04121	57201	000000
Incidences	6101	7720002	802705	04121	54301	000000

Coupal , de Fullum à Dufresne - reconst ÉG unit						
Contrat	6101	7720002	802705	04161	57201	000000

Contingences	6101	7720002	802705	04161	57201	000000
Incidences	6101	7720002	802705	04161	54301	000000

Total Direction :	

ervice de l'eau

28/08/2020

angé
ition ci-dessous.

					Dépenses	Crédits
0000	167633	000000	13020	00000	355 110,23 $	324 262,97 $
0000	167633	070008	13020	00000	44 388,78 $	40 532,87 $
0000	167642	070003	13020	00000	44 388,78 $	40 532,87 $

					Dépenses	Crédits
0000	167643	000000	12010	00000	355 110,23 $	324 262,97 $

0000	167643	070008	12010	00000	44 388,78 $	40 532,87 $
0000	167644	070003	12010	00000	44 388,78 $	40 532,87 $
					- $	
					887 775,56 $	810 657,42 $

Crédits arrondis au $ supérieur
324 263 $
40 533 $
40 533 $

Crédits arrondis au $ supérieur
324 263 $

40 533 $
40 533 $

810 658 $

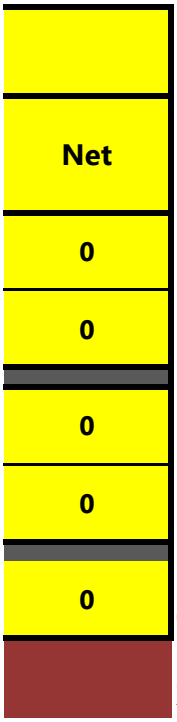
GDD	1206937005			
# SIMON	**Description**	**Subvention**	**Brut**	**S**
167633	Coupal , de Fullum à Dufresne - recont AQ	TECQ19	**364 796**	75,1%
167642		TECQ19	**40 533**	
167643	Coupal , de Fullum à Dufresne - reconst ÉG unit	TECQ19	**364 796**	75,1%
167644		TECQ19	**40 533**	
		TOTAL	**810 657**	

	XN
Brut	0
SubC	0
SubD	0
Net	**0**

2020				2021					
ubC	SubD		Net	Brut	SubC		SubD		Net	Brut
273 962	24,9%	90 834	**0**	**0**	75,1%	0	24,9%	0	**0**	**0**
30 440		10 093	**0**	**0**		0		0	**0**	**0**
273 962	24,9%	90 834	**0**	**0**	75,1%	0	24,9%	0	**0**	**0**
30 440		10 093	**0**	**0**		0		0	**0**	**0**
608 804		201 854	**0**	**0**		0		0	**0**	**0**

ISUBV	TECQ19	PRIM	FIMEAU	TOTAL GDD
),00	810 657,42	0,00	0,00	**810 657,42**
),00	608 803,72	0,00	0,00	**608 803,72**
),00	201 853,70	0,00	0,00	**201 853,70**
),00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

2022					TOTAL				
SubC		SubD		Net	Brut	SubC		SubD	
75,1%	0	24,9%	0	0	364 796	75,1%	273 962	24,9%	90 834
	0		0	0	40 533		30 440		10 093
75,1%	0	24,9%	0	0	364 796	75,1%	273 962	24,9%	90 834
	0		0	0	40 533		30 440		10 093
	0		0	0	810 657		608 804		201 854



0	0	0	
XNSUBV	0	0	
TECQ19	**0,751**	**0,249**	
PRIM	0	0,75	
FIMEAU	0,4	0,4	

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206937005

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Roxboro Excavation inc.	107825
2.	Les Services EXP inc.	197099

Financement : Sources multiples

Source 1 Financement corporatif

Source 2 PTI

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		211 574,19 $						**211 574,19 $**
Montant-Source 2		56 241,24 $						**56 241,24 $**
Total	**0,00 $**	**267 815,43 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**267 815,43 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 26

Date de début : jour (si connu) septembre (mois) 2020 (année)

Date de fin : jour (si connu) novembre (mois) 2022 (année)

Formulaire complété par : Vanyel Abran
Prénom, nom

Date et heure système : 01 mars 2021 16:08:29

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

Addenda

N° de dossier : 1206937005

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

D'autoriser une dépense supplémentaire de 267 815,43 $ pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne, dans l'arrondissement de Ville-Marie (Appel d'offres public VMP-20-006 - 8 soumissionnaires), majorant la dépense maximale autorisée à 2 001 565,43 $

D'autoriser une augmentation du budget de provision pour contingences de 215 046.55 $ taxes incluses;

D'autoriser une augmentation du budget d'incidences de 52 768,88 $ taxes incluses;

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

L'autre portion de la dépense supplémentaire, au montant de 211 574,19 $ taxes incluses, sera financée par la DRE et fait l'objet d'une intervention financière distincte.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737

Sous-projet: 2155737000 - Arrondissement

2021	2022	2023	Total
51,0			51,0

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737220 Rue Coupal- travaux de réfection

2020	2021	2022	Total
51,0			51,0

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
56 241,24 $	51 355,75 $	0,00 $	0,00 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM06937005 au montant de 51 355,75 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 51 355,75 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3820321	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 45 159,78 $ Crédits (Net ristourne): 41 236,89 $ Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3820321	801550	03107	57201	000000	0000	182580	028057	17020	00000

Imputation :

Dépenses (taxes incluses): 11 081,46 $

Crédits (Net ristourne): 10 118,85 $

Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3820321	801550	03107	54390	000000	0000	182580	028058	17020	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-06-25**

Date et heure système : 01 mars 2021 17:05:47

Information financière pour dépense PTI - S

GDD #	1206937005

Direction	DRE

Engagement #	EAUX937005	Date

Informations budgétaires

Le budget au projet *18100 - Renouvellement du réseau secondai*
suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour

Projet *18100 - Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc*

(En milliers $)

2021	2022	2023
194 $	0 $	0$

Informations comptables

Provenance

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout						
Règlement 20-002	6130	7720002	802705	01909	57201	000000

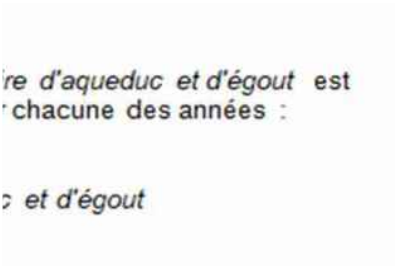
Imputations

Coupal , de Fullum à Dufresne - reconst ÉG unit						
Contingences	6130	7720002	802705	04161	57201	000000
Incidences	6130	7720002	802705	04161	54301	000000

Total Direction :	

ervice de l'eau

08/03/2021



					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	169431	000000	98001	00000	211 574,19 $	193 195,44 $

					Dépenses	Crédits
0000	167643	070008	12010	00000	169 886,77 $	155 129,27 $
0000	167644	070003	12010	00000	41 687,42 $	38 066,17 $
					- $	
					211 574,19 $	193 195,44 $

Crédits arrondis au $ supérieur
193 197 $

Crédits arrondis au $ supérieur
155 130 $
38 067 $

193 197 $

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206937005

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Roxboro Excavation Inc.	107825
2.	IGF Axiom Inc.	412610

Financement : Sources multiples

Source 1 Financement corporatif

Source 2 PTI

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1			128 325,22 $					**128 325,22 $**
Montant-Source 2			47 232,50 $					**47 232,50 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**175 557,72 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**175 557,72 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 26

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		septembre	2020	Date de fin :		novembre	2022

Formulaire complété par : Vanyel ABRAN
Prénom, nom

Date et heure système : 30 août 2021 10:35:21

Laval, le 30 août 2021

Monsieur Ghislain Langlois, ing. M.Env.
Arrondissement de Ville-Marie
1455, rue Bercy
Montréal (Québec) H2K 2V1

N/Réf. : P-183-04.3
V/Réf. : VMP-20-006

Objet : Demande d'avenant no 1 relativement au projet VMP-20-006 – Surveillance des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Coupal, de la rue Fullum à la rue Dufresne dans l'arrondissement de Ville-Marie

Monsieur Langlois,

Par la présente, IGF axiom inc. vous présente une demande d'avenant, relativement à la commande et au projet mentionnés en objet. Cette demande fait suite à notre proposition initiale de services au montant de 69 382,00 $, avant taxes, pour laquelle nous avons reçu les bons de commande nos 1426878 et 1428122 en date des 27 et 29 octobre 2020.

En résumé, le projet consiste à réaliser la surveillance des travaux sur la base des plans et devis réalisés par la firme Exp. Initialement, le projet devait se réaliser sur une durée de **45 jours calendrier.** Or, en raison des problématiques de pente sur l'égout existant, les travaux ont été suspendus et de nombreuses réunions d'urgence ont eu lieu afin d'en arriver avec une solution avec le concepteur, l'Arrondissement ainsi que la DRE. Les retards occasionnés ont nécessité le report d'une partie des travaux en 2021, ainsi que la réalisation de travaux temporaires, afin de permettre la réouverture de la rue, de façon sécuritaire, aux citoyens à l'hiver 2020-2021. Le délai de réalisation de l'entrepreneur est alors passé à **133 jours de calendrier** en incluant l'arrêt des travaux en 2020.

La nécessité de l'avenant vient des modifications de la portée du mandat initial. Des activités additionnelles de surveillance, la validation de travaux supplémentaires ainsi que des relevés d'arpentage ont été demandés afin valider différents éléments et de compléter le mandat à la satisfaction du client.

Malgré ces modifications et contraintes importantes, IGF axiom inc. a su limiter les frais de surveillance mais, vous vous en doutez, les prévisions d'honoraires sont dépassées en raison de ces circonstances particulières.

Siège Social
2250, boulevard Saint-Martin Est, bureau 200, Laval (Québec) H7E 5A4
T 514 645-3443 F 450 662-1449, info@igfaxiom.com, www.igfaxiom.com

Pour l'ensemble de ces travaux supplémentaires réalisés au cours des deux dernières années, IGF axiom inc. anticipe des honoraires additionnels de **43 391,00 $** avant taxes. Ces heures supplémentaires anticipées sont ventilées au tableau ci-joint.

En espérant que ces explications vous permettront d'évaluer et de traiter notre demande d'avenant. Dans l'attente de votre approbation, nous demeurons disponibles si vous avez des questions.

Cordiales salutations,

Patrick Boutin, ing.
Chargé de projet

PB/js

Annexe 1 – Tableau des honoraires supplémentaires anticipés

Information financière pour dépense PTI - S

GDD #	1206937005

Direction	DRE

Engagement #	EAUX693700	Date

Informations budgétaires

Le budget est suffisent pour l'octroi de ce contrat et est réaprti comme
(en milliers de $)
Projet 18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqued

2021	2022	2023
117 K$	0 $	0 $

Informations comptables

Provenance

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout						
Règlement 21-011	6130	7721011	802705	01909	57201	000000

Imputations

Coupal , de Fullum à Dufresne - recont AQ						
Contrat	6130	7721011	802705	04121	57201	000000
Contingences	6130	7721011	802705	04121	57201	000000

Incidences	6130	7721011	802705	04121	54301	000000

Coupal , de Fullum à Dufresne - reconst ÉG unit						
Contrat	6130	7721011	802705	04161	57201	000000
Contingences	6130	7721011	802705	04161	57201	000000
Incidences	6130	7721011	802705	04161	54301	000000

Total Direction :	

ervice de l'eau

30/08/2020

e suit pour chacune des année:

luc et d'égout

					Dépenses taxes incluses	Crédits
0000	169431	000000	98001	00000	128 325,22 $	117 178,02 $

					Dépenses	Crédits
0000	167633	000000	13020	00000	- $	- $
0000	167633	070008	13020	00000	39 218,21 $	35 811,45 $

0000	167642	070003	13020	00000	24 944,40 $	22 777,56 $

					Dépenses	Crédits
0000	167643	000000	12010	00000	- $	- $
0000	167643	070008	12010	00000	39 218,21 $	35 811,45 $
0000	167644	070003	12010	00000	24 944,40 $	22 777,56 $
					- $	
					128 325,22 $	117 178,02 $

Crédits arrondis au $ supérieur
117 180 $

Crédits arrondis au $ supérieur
- $
35 812 $

22 778 $

Crédits arrondis au $ supérieur
- $
35 812 $
22 778 $

117 180 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217135003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de commandite, se terminant le 30 septembre 2025, avec Énergir, s.e.c., pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Sainte-Hélène, située dans le Vieux-Montréal, d'une valeur approximative de 50 650 $, soit 10 130 $ annuellement

ATTENDU QUE Énergir (anciennement Gaz Métro) et la Ville ont conclu une entente en date du 3 août 1998 afin de recréer l'éclairage au gaz naturel de la rue Sainte-Hélène située dans le Vieux-Montréal à l'occasion du 40e anniversaire de la fondation de Gaz Métro;
ATTENDU QUE l'Entente a eu pour effet d'implanter vingt-deux lampadaires fonctionnant au gaz naturel sur la rue Sainte-Hélène;
ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé, par sa résolution CA15 240572 du 10 novembre 2015, les ententes de service et de commandite, se terminant le 30 septembre 2020, avec Société en commandite Gaz Métro pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Sainte-Hélène, située dans le Vieux-Montréal, d'une valeur approximative de 64 500 $, soit 12 900 $ annuellement;
ATTENDU QUE Énergir et la Ville désirent maintenir l'éclairage des vingt-deux lampadaires au gaz naturel de la rue Sainte-Hélène par le biais d'une nouvelle commandite;

D'approuver l'entente de commandite, se terminant le 30 septembre 2025, avec Énergir, s.e.c., pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Sainte-Hélène située dans le Vieux-Montréal d'une valeur approximative de 50 650 $, soit 10 130 $ annuellement.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 15:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217135003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de commandite, se terminant le 30 septembre 2025, avec Énergir, s.e.c., pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Sainte-Hélène, située dans le Vieux-Montréal, d'une valeur approximative de 50 650 $, soit 10 130 $ annuellement

CONTENU

CONTEXTE

Énergir (anciennement Gaz Métro) et la Ville ont conclu une entente en date du 3 août 1998 afin de recréer l'éclairage au gaz naturel de la rue Sainte-Hélène située dans le Vieux-Montréal à l'occasion du 40e anniversaire de la fondation de Gaz Métro. Cette entente a eu pour effet d'implanter vingt-deux (22) lampadaires fonctionnant au gaz naturel sur la rue Sainte-Hélène dans le Vieux-Montréal.
En 2015, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a approuvé des ententes de service et de commandite, se terminant le 30 septembre 2020, avec Gaz Métro pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Ste-Hélène, située dans le Vieux-Montréal, d'une valeur approximative de 64 500 $, soit 12 900 $ annuellement

Gaz Métro désire maintenir sa contribution au maintien de l'éclairage de ces lampadaires par le biais d'une commandite d'une durée de 5 ans. Cette nouvelle entente se terminerait le 30 septembre 2025.

La valeur de la consommation en gaz naturel des vingt-deux (22) lampadaires est estimée sur la base de leurs spécifications techniques à dix mille cent trente dollars (10 130,00 $) annuellement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240572 - Sommaire décisionnel 1152701064 : Approuver les ententes de service et de commandite, se terminant le 30 septembre 2020, avec Société en commandite Gaz Métro pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Ste -Hélène, située dans le Vieux-Montréal, d'une valeur approximative de 64 500 $, soit 12 900 $ annuellement.

DESCRIPTION

Énergir s'engage au maintien de l'éclairage au gaz naturel de ces lampadaires à titre gratuit, et ce, à la condition que Ville offre à Énergir une visibilité ou des bénéfices en ligne avec la stratégie de commandite de cette dernière sur le territoire de Montréal, et ce, avant

le 31 décembre 2021. La valeur totale de cette commandite est de cinquante mille six cent cinquante dollars (50 650,00 $), soit dix mille centre trente dollars (10 130,00 $) annuellement pour une durée de cinq ans. À défaut de quoi, la Ville devra rembourser à Énergir la valeur de la commandite.

JUSTIFICATION

Énergir et la Ville désirent l'éclairage au gaz naturel de la rue Sainte-Hélène située dans le Vieux-Montréal afin de conserver le cachet patrimonial de la rue Sainte-Hélène.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La ville proposera à Énergir une visibilité sur le territoire son territoire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Samba Oumar ALI, Ville-Marie
Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 1er septembre 2021
Samba Oumar ALI, 1er septembre 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-27

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1217135003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Approuver l'entente de commandite, se terminant le 30 septembre 2025, avec Énergir, s.e.c., pour le maintien de l'éclairage au gaz naturel de vingt-deux lampadaires de la rue Sainte-Hélène, située dans le Vieux-Montréal, d'une valeur approximative de 50 650 $, soit 10 130 $ annuellement



Contrat de commandite_Energir.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-2624
Télécop. :

CONTRAT DE COMMANDITE

ENTRE : **ÉNERGIR, S.E.C.**, société en commandite légalement formée ayant une place d'affaires au 1717 rue Du Havre à Montréal, Québec H2K 2X3, agissant aux présentes par son associée commanditée Énergir inc. représentée par ses représentants dûment autorisés;

(ci-après « Énergir »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, H2L 4L8, agissant et représentée par Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009).

(ci-après la « Ville »)

ATTENDU QU'Énergir et la Ville ont conclu une entente en date du 3 août 1998 afin de recréer l'éclairage au gaz naturel de la rue Ste-Hélène située dans le Vieux-Montréal à l'occasion du 40e anniversaire de la fondation d'Énergir (l'« Entente originale »);

ATTENDU QUE l'Entente originale a eu pour effet d'implanter vingt-deux (22) lampadaires fonctionnant au gaz naturel sur la rue Ste-Hélène dans le Vieux-Montréal (le « Projet »);

ATTENDU QU'Énergir a conclu une entente de commandite le 30 septembre 2015 afin de contribuer au maintien du Projet qui est venu à échéance le 30 septembre 2020;

ATTENDU QU'Énergir et la Ville désirent conclure une nouvelle entente de commandite pour poursuivre la contribution d'Énergir au maintien du Projet;

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Commandite

1.1. Énergir s'engage à commanditer le Projet. La valeur totale de cette commandite est de cinquante mille six cent cinquante dollars (50 650,00 $), soit dix mille cent trente dollars (10 130,00 $) annuellement. Cette valeur est équivalente à la consommation en gaz naturel des vingt-deux (22) lampadaires, laquelle est estimée sur la base de leurs spécifications techniques.

1.2 La Ville s'engage à accorder à Énergir une visibilité ou des bénéfices en ligne avec la stratégie de commandite de cette dernière sur le territoire de la ville de Montréal. La proposition de la Ville devra être soumise à l'équipe Développement durable et engagement communautaire d'Énergir pour approbation préalable avant le 31 décembre 2021 à défaut de quoi la Ville devra rembourser à Énergir la valeur de la commandite établie à l'article 1.1.

2. Entrée en vigueur et durée de la convention

2.1. Nonobstant la date de la signature, la présente entente entre en vigueur au 1er octobre 2020.

2.2. La présente entente a une durée de cinq (5) ans à compter de sa date d'entrée en vigueur.

3. Résiliation

3.1. L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente sur simple avis écrit advenant que l'autre partie soit en défaut de respecter l'une ou l'autre de ses obligations ou représentations en vertu du présent contrat et continue d'être en défaut trente (30) jours après l'envoi d'un avis écrit à la partie en défaut à cet effet;

3.2. Sauf en cas de faute, négligence ou omission d'Énergir, de ses préposés ou mandataires, la Ville s'engage à dédommager et tenir indemne Énergir de toute réclamation, dommage, perte, action ou autre demande qui pourrait être faite contre Énergir en raison de cette entente de commandite;

À cet effet, la Ville s'engage, sur demande d'Énergir, à prendre fait et cause pour Énergir de même qu'à rembourser Énergir de tout frais et/ou dépenses découlant des procédures judiciaires.

4. Confidentialité

4.1 À moins d'entente contraire, ni l'une ni l'autre des parties ne devra communiquer à des tiers les modalités et conditions de la présente entente, y compris les considérations financières.

5. <u>Divers</u>

5.1. Ni l'une, ni l'autre des parties ne pourra céder en tout ou en partie les droits et obligations découlant de la présente entente sans le consentement préalable écrit de l'autre partie ;

5.2. Tout avis requis en vertu de la présente sera considéré valablement donné s'il est donné par écrit et adressé aux personnes mentionnées ci-dessous et livré par messager à l'adresse ci-dessous indiquée :

pour Énergir :

Énergir, s.e.c.
1717, rue du Havre
Montréal (Québec) H2K 2X3

À l'attention de la responsable de l'équipe Développement durable et engagement communautaire

pour la Ville :

1544, rue Bercy
Montréal (Québec) H2K 2V1

À l'attention de Éric Belleville

5.3. Le présent contrat sera interprété et régi en vertu des lois de la province de Québec.

5.4. Le silence d'une partie, sa négligence ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit pas être interprété comme une renonciation à exercer tel droit ou recours.

5.5. Le présent contrat ne doit pas s'interpréter comme créant une relation de mandataire ou d'associé entre Énergir et la Ville.

FAIT À Montréal, le __ septembre 2021

ÉNERGIR, S.E.C. par son associée commanditée Énergir inc.	**VILLE DE MONTRÉAL ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**
Par :	Par :
Frédéric Krikorian Vice-président, Développement durable, affaires publiques et gouvernementales	Katerine Rowan Secrétaire d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.13

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger d'une durée de 6 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2020-2021 en majorant ainsi la dépense autorisée à 137 050,20 $

Attendu que la résolution CA19 240447 adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 2 octobre 2019, accordait un contrat d'une durée de 6 mois du 1er novembre 2019 au 15 avril 2020, au montant de 68 525,10$ taxes incluses, pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires).
Attendu qu'une clause de l'appel d'offres public prévoyait la possibilité de prolonger le contrat pour 1 an un montant de 68 525.10$ taxes incluses.

D'autoriser une dépense maximale de 68 525,10$ taxes incluses, pour la prolongation du contrat pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie, du 1er novembre 2020 au 15 avril 2021, conformément à l'appel d'offres public 19-17791, majorant ainsi le contrat de 68 525,10$ à 137 050,20$.

D'accorder à cet effet, une prolongation de contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie au coût de 68 525,10$ taxes incluses, conformément à l.appel d'offres public 19-17791.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-08-27 16:32

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger d'une durée de 12 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2021-2022 en majorant ainsi la dépense autorisée à 205 575,30 $

D'autoriser une dépense maximale de 68 525,10$ taxes incluses, pour la prolongation du contrat pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie, du 1er novembre 2021 au 15 avril 2022, conformément à l'appel d'offres public 19-17791, majorant ainsi le contrat de 137 050,20$ à 205 575.30 $

D'accorder à cet effet, une prolongation de contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie au coût de 68 525,10$ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 19-17791.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-08 07:27

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 2 octobre 2019	Résolution: CA19 240447

Accorder un contrat de 68 525,10 $, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ pour le service de déneigement et chargement de la neige à la Place des Montréalaises, l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19- 17791- 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de six (6) mois, au prix de sa soumission, soit 68 525,10 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1198028001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 24 octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 septembre 2020	Résolution: CA20 240345

Prolonger d'une durée de 6 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2020-2021 en majorant ainsi la dépense autorisée à 137 050,20 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA19 240447 adoptée à sa séance du 2 octobre 2019, accordé un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de six (6) mois, pour le service de déneigement et chargement de la neige à la Place des Montréalaises, l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires);

Attendu que le cahier des charges prévoit la possibilité de prolonger deux fois le contrat d'une durée d'une année :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense additionnelle de 68 525,10 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie, du 1er novembre 2020 au 15 avril 2021, conformément à l'appel d'offres public 19-17791, majorant ainsi le montant total de la dépense de 68 525,10 $ à 137 050, 20 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1198028001

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 septembre 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger d'une durée de 6 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2020-2021 en majorant ainsi la dépense autorisée à 137 050,20 $

CONTENU

CONTEXTE

La direction des travaux publics souhaite se prévaloir de l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 du contrat (19-17791) avec 178001 Canada inc(Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie
L'adjudicataire consent (lettre pièce jointe)
La prolongation sera d'une durée de 12 mois
débutant le: 1er novembre 2020
terminant le 15 avril 2021

Montant total de la période: 68 525,10 $ taxes incluses

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Juan Carlos RESTREPO, 27 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LACOSTE
Agent technique circulation et stationnement)

438-233-2274
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger d'une durée de 12 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2021-2022 en majorant ainsi la dépense autorisée à 205 575,30 $

CONTENU

CONTEXTE

La direction des travaux publics souhaite se prévaloir de l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 du contrat (19-17791) avec 178001 Canada inc(Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie
L'adjudicataire consent (lettre pièce jointe)
La prolongation sera d'une durée de 12 mois
débutant le: 1er novembre 2021
terminant le 15 avril 2022

Montant total de la période: 68 525,10 $ taxes incluses

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Manon OUELLET, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

Juan Carlos RESTREPO, 25 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime GASCON
Contremaître

514-872-9743
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 68 525,10 $, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ pour le service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19- 17791- 4 soumissionnaires);
D'accorder, à cette fin, un contrat à 178001 Canada inc (Groupe Nicky) , plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de six (6) mois, au prix de sa soumission, 68 525,10 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-09-20 08:31

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198028001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 68 525,10 $, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'Arrondissement de Ville Marie a le souci de rendre les opérations de déneigement uniformes et sécuritaires pour les usagers. Dans ce contexte, la Place des Montréalaises, haut lieu de transit du métro Champs de Mars vers la cité administrative, se devait d'avoir des opérations de déneigement arrimées à celles de l'Hôtel de Ville.
De plus, la proximité des sites mentionnés ci-haut avec le site du nouveau projet pilote de l'ancienne gare d'autobus sur la rue Berri, fait en sorte qu'il est facilitant de l'inclure dans le présent contrat.

L'objectif de ce présent contrat, est donc d'assurer la sécurité des piétons , des usagers et des bâtiments adjacents lors de la période hivernale en effectuant le déneigement , chargement et transport de la neige hors des sites , la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus.

Suite à ces travaux de modernisation, des mesures particulières doivent être prises dans la façon de procéder lors des opérations de déneigement dans le but de préserver ces joyaux patrimoniaux et de répondre adéquatement au grand achalandage de piétons du Métro Champs de Mars vers le Vieux Montréal et les édifices gouvernementaux (Cour Municipale, Palais de justice , Hôtel de Ville, le CHUM ...). Dans le présent contrat, une attention particulière sera donc apportée aux entrées et sorties des différents accès du Métro.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le contrat prévoit du 1er novembre 2019 au 15 avril 2020 :
- le déneigement, chargement de l'ensemble et l'épandage d'abrasif sur l'ensemble des sentiers de la Place des Montréalaises ainsi que le dégagement des accès du métro.
- Le déneigement, le chargement de la neige et l'épandage d'abrasif sur l'Esplanade du

Champs de Mars
- Le déneigement manuel et le chargement de la neige des escaliers des édifices de l'Hôtel de Ville
- Le déneigement et l'épandage d'abrasif de l'ancienne gare d'autobus (projet pilote)

Le devis technique précise les modalités spécifiques au déneigement de chacun des ces sites. Il précise aussi les délais d'exécution et les délimitations.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres 19-17791 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 29 juillet 2019. Un délai de 18 jours a été accordé aux soumissionnaires. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 22 août 2019. Le présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
Les résultats de lancement de l'appel d'offres 19-17791 sont présentés ci-dessous :

Six (6) firmes se sont procurées les documents d'appel d'offres via le système électronique (SEAO).

Quatre (4) firmes nous ont présenté des soumissions :

- Groupe Nicky
- Les entreprises Ventec
- Strathmore
- Canbec Construction

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels internes et le montant de l'octroi :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe Nicky	68 525 $		68 525 $
Entreprises Ventec	112 676 $		112 676 $
Strathmore	127 047 $		127 047 $
Canbec Construction	303 994 $		303 994 $
Dernière estimation réalisée ($)	133 371 $		133 371 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			153 060,47 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			123,36%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			235 469 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			343,62%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-64 846 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-48,62%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			44 150 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			64,43%

Nous avions estimé un coût supérieur pour la main-d'oeuvre requise pour le déneigement des escaliers de l'Hôtel de Ville, ce qui justifie en partie l'écart de 48%.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Groupe Nicky au montant de 68 525.10 $, taxes incluses pour une période de 6 mois (2019-2020). Deux options de renouvellement de un an sont incluses dans le présent contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2019-09-11
Geneviève LACOSTE	Juan Carlos RESTREPO	

Contremaitre Parcs et Horticulture

Tél : 438-233-2274
Télécop. :

Chef de division des parcs et de l'horticulture

Tél : 514.872.8400
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-09-17

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Prolonger d'une durée de 6 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2020-2021 en majorant ainsi la dépense autorisée à 137 050,20 $

Avis de prolongation _ signé _ Entrepreneur.pdf

Aspect financier.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LACOSTE
Agent technique circulation et stationnement)

Tél : 438-233-2274
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Prolonger d'une durée de 12 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2021-2022 en majorant ainsi la dépense autorisée à 205 575,30 $

renouvellement de contrat - signé.pdfAspect financier_GDD 1198028001_addenda.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime GASCON
Contremaître

Tél : 514-872-9743
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 68 525,10 $, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires)

Aspect financier.pdf Sommaire_Prix_Groupe Nicky.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LACOSTE
Contremaitre Parcs et Horticulture

Tél : 438-233-2274
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Prolonger d'une durée de 6 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2020-2021 en majorant ainsi la dépense autorisée à 137 050,20 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198028001_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-13

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Prolonger d'une durée de 12 mois, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ taxes incluses pour l'année 2021-2022 en majorant ainsi la dépense autorisée à 205 575,30 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198028001_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-02

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 68 525,10 $, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17791_Intervention pour Ville-Marie.pdf

19-17791_SEAO _ Liste des commandes.pdf

19-17791 pv.pdf

19-17791_Tableau de prix.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-16

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : (514) 868-5740
Division : Acquisition

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 68 525,10 $, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198028001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-12

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1198028001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	178001 Canada inc./Groupe Nicky	120376

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			11 420,85 $	57 104,25 $				**68 525,10 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	novembre	2019	Date de fin :	31	avril	2020

Formulaire complété par : Geneviève Lacoste

Prénom, nom

Date et heure système : 12 septembre 2019 13:43:45

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	19-17791
Titre de l'appel d'offres	A52-Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	178001 Canada Inc / Groupe Nicky
Numéro d'entreprise (NEQ)	1141894387
Adresse du soumissionnaire	9771 rue Waverly, Montreal, Québec H3L 2V7

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus	59,600.00 $	2,980.00 $	5,945.10 $	68,525.10 $



SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17791

No du GDD : 1198028001

Titre de l'appel d'offres : A52-Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et de l'Hotel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Ouverture originalement prévue le : 22 8 2019

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 22 8 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 2 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√
Groupe Nicky	$ 68 525,10	√
Les Entreprises Ventec Inc	$ 112 675,50	
Strathmore Landscape	$ 127 047,38	
Les Entreprises Canbec Construction inc.	$ 303 993,90	

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. La soumission de Groupe Nicky est conforme, cette entreprise est donc recommandée comme adjudicataire. En date du 11 septembre 2019, l'entreprise recommandée n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ, n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrite à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). À noter que le deuxième plus bas soumissionnaire conforme *Les Entreprises Ventec Inc.* est marquée d'une restriction. Cette entreprise a été placée sur la Liste des entreprises à rendement insatisfaisant suite à la résolution CE18 0672 (18 avril 2018). Cependant, cela ne veut pas dire qu'on doit la déclarer non conforme automatiquement. L'entreprise a été placée sur la liste dans le cadre d'un contrat pour la construction de trottoirs élargis (saillies) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour du réaménagement géométrique de diverses intersections pour le Plateau Mont-Royal et pour la reconstruction de trottoirs, de pavage et travaux divers pour Verdun. Les fautes ne sont pas du domaine des services de déneigement. La procédure à suivre mentionne que l'inscription à cette liste n'empêche pas le fournisseur de soumissionner sur de nouveaux appels d'offres. Cependant, le fournisseur ne sera plus assuré d'obtenir un contrat même s'il est le plus bas soumissionnaire conforme. Le rapport d'évaluation de rendement insatisfaisant aura préséance. La décision de lui octroyer un contrat malgré son inscription sur la Liste relèvera de l'instance décisionnelle concernée à la Ville. La raison invoquée pour le non-dépôt d'une soumission est: 1-Nous ne sommes pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés.

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 11 9 - 2019

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17791
Numéro de référence : 1290425
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52-Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et de l'Hotel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1623289)** 2019-07-31 7 h 10 **Transmission :** 2019-07-31 7 h 10	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Nicky 9771 rue Waverly Montréal, QC, H3L 2V7	Monsieur Nick Luongo Téléphone : 514 381-2986 Télécopieur : 514 381-0567	**Commande : (1623358)** 2019-07-31 10 h 04 **Transmission :** 2019-07-31 10 h 04	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Nicolas Iapalucci Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-9925	**Commande : (1624320)** 2019-08-05 8 h 28 **Transmission :** 2019-08-05 8 h 28	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur	**Commande : (1623781)** 2019-08-01 12 h 46 **Transmission :**	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

	: 514 932-8972	2019-08-01 12 h 53	
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1630207)** 2019-08-16 16 h 54 **Transmission :** 2019-08-16 18 h 10	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Société des alcools du Québec . 7500, Tellier Montréal, QC, H1N 3W5 http://www.saq.com	Monsieur ABS SAQ Téléphone : 514 254-6000 Télécopieur : 514 873-8593	**Commande : (1623515)** 2019-07-31 15 h 22 **Transmission :** 2019-07-31 15 h 22	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Strathmore Landscape 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro	Monsieur Gordon Milligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	**Commande : (1623643)** 2019-08-01 8 h 48 **Transmission :** 2019-08-01 8 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures 200, route Fossambault Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 2E3 http://www.ville.st-augustin.qc.ca/	Madame Stéphanie Boucher Téléphone : 418 878-4662 Télécopieur :	**Commande : (1624001)** 2019-08-02 10 h 09 **Transmission :** 2019-08-02 10 h 09	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide? Aide en ligne

Service clientèle Grille des tarifs

À propos À propos de SEAO

Partenaires

© 2003-2019 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP19 0438

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 22 août 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Me Jocelyne L'Anglais, avocate – Service du greffe
M. Denis Delorme, agent de bureau – Service du greffe
M. Jacques Rochon, préposé à l'atelier d'imprimerie – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 19-17791

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 - Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises et esplanade du Champs-de-Mars et de l'hôtel de ville » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY) 9771, rue Waverly Montréal (Québec) H3L 2V7	68 525,10 $
	(Cautionnement de 2 000 $)
LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec) H4C 1V1	112 675,50 $
	(Cautionnement de 2 000 $)
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288, rue de Cannes-Brûlées LaSalle (Québec) H8N 2Z2	127 047,38 $
	(Cautionnement de 2 000 $)
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. 145, rue Richer Lachine (Québec) H8R 1R4	303 993,90 $
	(Cautionnement de 2 000 $)

...2

SP19 0438/2

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 29 juillet 2019 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm
Vér. 1
S.A. 1

Denis Delorme
Agent de bureau – Service du greffe

Jacques Rochon
Préposé à l'atelier d'imprimerie – Service du greffe

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres		19-17791			
Titre de l'appel d'offres		A52-Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus			
Numéro de lot	**Description d'item**	**Prix forfaitaire pour une saison hivernale du 1er novembre 2019 au 30 avril 2020** **Groupe Nicky**	**Prix forfaitaire pour une saison hivernale du 1er novembre 2019 au 30 avril 2020** **Les entreprises Ventec inc.**	**Prix forfaitaire pour une saison hivernale du 1er novembre 2019 au 30 avril 2020** **Strathmore**	**Prix forfaitaire pour une saison hivernale du 1er novembre 2019 au 30 avril 2020** **Les entreprises Canbec Construction inc.**
1	Déneigement de l'Esplanade du Champs de Mars	11 800,00 $	16 000,00 $	5 000,00 $	35 000,00 $
	Déneigement de tous les escaliers avec l'épandage de fondant et de petites pierres trottoir	9 600,00 $	20 000,00 $	40 000,00 $	103 000,00 $
2	Déneigement de tous les sentiers à la Place des Montréalaises avec l'épandage de fondant et de petites pierres trottoir	14 800,00 $	8 750,00 $	10 000,00 $	40 000,00 $
	Déneigement des trottoirs indiqués au devis avec épandage de fondant et de petites pierres trottoir	5 200,00 $	19 750,00 $	10 000,00 $	25 000,00 $
	Déneigement des 3 accès au tunnel Champ de Mars avec épandage de fondant et de petites pierres trottoir	3 700,00 $	11 000,00 $	4 000,00 $	20 400,00 $
1 et 2	La neige provenant du Champs de Mars et des sentiers de la Place des Montréalaises devra être chargée et transportée hors des sites. NB : dépôt de la neige aux frais de l'Adjudicataire	7 300,00 $	12 500,00 $	17 500,00 $	10 000,00 $
3	Déneigement et entassement de la neige dans la zone prévue et épandage de fondant et de petites pierres trottoirs tel que spécifié au présent devis.	7 200,00 $	10 000,00 $	24 000,00 $	31 000,00 $
Montant total avant taxes		59 600,00 $	98 000,00 $	110 500,00 $	264 400,00 $
TPS		2 980,00 $	4 900,00 $	5 525,00 $	13 220,00 $
TVQ		5 945,10 $	9 775,50 $	11 022,38 $	26 373,90 $
Montant total		**68 525,10 $**	**112 675,50 $**	**127 047,38 $**	**303 993,90 $**

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198028001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ pour le service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises , Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus pour une durée de six mois du 1er novembre 2019 au 30 avril 2020.

Accorder, à cette fin, un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission , soit prix total de 68 525,10$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (Appel d'offre sur invitation 17-17791- 4 soumissionnaires)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 68 524,10 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		11 420,85 $	57 104,25 $					**68 525,10 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 62 571,64 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		10 428,76 $	52 143,79 $					**62 572,55 $**

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 62 571,64 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54504	014408	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM98028001.
- Les crédits pour 2020 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-09-12**

Date et heure système : 12 septembre 2019 14:02:09

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
800 boul De Maisonneuve est
Montréal (Québec) H2L 4M8

Le 17 juin 2020

Groupe Nicky (178001 Canada inc)
9771 rue Waverly
Montréal (Québec) H3L 2V7

Objet : Avis de demande de prolongation de contrat

19-17791 Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus.

Bonjour,

La présente est pour vous signifier notre intention de se prévaloir de notre option de prolongation pour le contrat cité en objet et octroyé :

Décision des instances : 2019-10-02
Résolution : CA-19-240447
Option de prolongation du contrat : voir article 15.02 du contrat

Afin d'obtenir l'autorisation de ce renouvellement auprès des instances, nous vous demandons de nous retourner une copie de cet avis, daté et signé par la personne désignée au contrat ; M. Nick Luongo.

Salutations,

glacoste

Représentant désigné par le Directeur
Geneviève Lacoste , Contremaître Parcs et horticulture

Nous, Groupe Nicky (178001 Canada inc), adjudicataire au contrat cité en objet, confirmons notre intention de renouveler le présent contrat tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

	18.6.20	PRÉSIDENT
Nom	Date	Titre

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198028001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

  "Attendu que la résolution CA19 240447 adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 2 octobre 2019, accordait un contrat d'une durée de 6 mois du 1er novembre 2019 au 15 avril 2020, au montant de 68 525,10$ taxes incluses, pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires).

  Attendu qu'une clause de l'appel d'offres public prévoyait la possibilité de prolonger le contrat pour 1 an au montant de 68 525,10$ taxes incluses.

  Autoriser une dépense maximale de 68 525,10$ taxes incluses, pour la prolongation du contrat pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie, du 1er novembre 2020 au 15 avril 2021, conformément à l'appel d'offres public 19-17791, majorant ainsi le contrat de 68 525,10$ à 137 050,20$.

  Accorder à cet effet, une prolongation de contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie au coût de 68 525,10 $ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 19-17791."

- Cette intervention financière concerne l'addenda au dossier 1198028001
- Dépense totale à prévoir pour l'addenda (taxes incluses) : 68 525,10 $

	Années antérieures	2020	2021	**Total**
Montant		11 420,85 $	57 104,25 $	**68 525,10 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 62 572,55 $

	Années antérieures	2020	2021	**Total**
Montant		10 428,76 $	52 143,79 $	**62 572,55 $**

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 62 572,55 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54504	014408	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion numéro VMA8028001.
- Les crédits pour 2021 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **13-07-2020**

13 juillet 2020 12:38:32

Montréal

Ville-Marie

Le 09 Juillet 2021

Groupe Nicky (178001 Canada Inc.)
9771 rue Waverly
Montréal (Québec) H3L 2V7
Courriel : courriel@fournisseur.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres no 19-17791
Service de déneigement et chargement de la neige - Place des Montréalaises, Esplanade du Champs de Mars et l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus.

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.
Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er novembre 2021 au 15 Avril 2022 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.
Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à maxime.gascon@montreal.ca **au plus tard le mercredi 14 Juillet 2021** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.
Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec Maxime Gascon, contremaître.

Veuillez agréer, , l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :	MR. CARMEN LUONGO.		9-07-21
	Nom en majuscules et signature		Date
Je refuse le renouvellement :			
	Nom en majuscules et signature		Date

Maxime Gascon
Contremaître
Division de l'inspection et de l'entretien
Travaux publics.

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198028001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	178001 Canada inc./Groupe Nicky	120376

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant			22 841,70 $	45 683,40 $				**68 525,10 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	novembre	2021		31	avril	2022

Formulaire complété par : Maxime Gascon

Prénom, nom

Date et heure système : 28 juillet 2021 11:53:34

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217763006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addendum par lequel la Ville de Montréal et le Centre de services scolaires de Montréal modifient la durée du protocole d'entente initial de vingt ans signé le 2 septembre 2008 (CA08 240521) pour une durée de trente ans à partir de sa signature originale pour des réaménagements dans la cour de l'école Pierre -Dupuy située dans le quadrilatère compris entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais ainsi que la rue Larivière et la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer l'addendum

D'approuver le projet d'Addendum par lequel la Ville de Montréal et le Centre de services scolaires de la Ville de Montréal modifient la durée du protocole d'entente signé le 2 septembre 2008 (CA08 240521) pour une durée de trente (30) ans à partir de sa signature originale pour des réaménagements dans la cour de l'école Pierre Dupuy situé au quadrilatère compris entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais et la rue Larivière et la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie.

D'autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer ledit projet de bail.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-07 16:14

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217763006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addendum par lequel la Ville de Montréal et le Centre de services scolaires de Montréal modifient la durée du protocole d'entente initial de vingt ans signé le 2 septembre 2008 (CA08 240521) pour une durée de trente ans à partir de sa signature originale pour des réaménagements dans la cour de l'école Pierre-Dupuy située dans le quadrilatère compris entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais ainsi que la rue Larivière et la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser la secrétaire d'arrondissement à signer l'addendum

CONTENU

CONTEXTE

Les terrains sportifs disponibles dans le Quartier Sainte-Marie sont très demandés et l'espaces pour réaliser des nouvelles installations sont limités.
Pour cette raison la Ville a signé une entente avec la Commission scolaire de Montréal, actuellement le Centre de services scolaire de Montréal, dans la quelle les deux parties ont convenu que la Ville pouvait utiliser les terrains de mini-soccer dans la cour de l'école Pierre -Dupuy en dehors des horaires que l'école les utilise.
Dans le cadre de l'entente la Ville s'est engagé à réaliser des travaux d'aménagement de ces deux terrains de mini soccer avec surface en gazon synthétique et de refaire un stationnement pour les enseignants.

Les travaux ont été effectués en 2008 et aujourd'hui, 13 ans après, la Ville a planifié d'actualiser la surface synthétique.
Compte tenu que l'entente initiale arrivait en échéance en 2028 pouvant être résilié en 2023, la Ville a entamé le processus actuel d'Addendum afin de prolonger l'entente sur trente (30) ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA08 240521 - D'approuver l'entente de partenariat entre la Commission scolaire de Montréal relative à l'aménagement, à l'utilisation et à l'entretien de 2 terrains de mini soccer en gazon synthétique sur une partie du terrain de l'école Pierre-Dupuy, et ce, conditionnellement à l'obtention de l'autorisation d'engagement de crédits du gouvernement du Québec.

DESCRIPTION

La Ville planifie un projet d'aménagement afin d'actualiser la surface synthétique de deux terrain de mini soccer, mettre à jour l'éclairage de la cour et remplacer la clôture entourant

la dite cour de l'école Pierre-Dupuy.
La Ville a jugée nécessaire de mettre à jour la dite surface compte tenu que :
- la durée de vie d'une surface synthétique est de 10-12 ans;
- le terrain de soccer est fortement utilisé par les cours offerts par la Ville;

JUSTIFICATION

Le Centre de services scolaire de la Ville de Montréal est propriétaire de l'immeuble situé au 2000 de la rue Parthenais sur le terrain duquel est érigé l'établissement scolaire secondaire Pierre-Dupuy;
Les terrains sportifs se trouvant dans l'immeuble de l'école sont très utilisés non seulement par l'école mais par la Ville également;
La durée de vie de la surface synthétique est arrivé à sa fin;
La Ville a décidé de mettre à jour la surface actuelle;
L'entente initiale pouvait être résilié en 2023 et elle arrivait à échéance en 2028 pour cette raison, l'Addendum prolonge la durée initiale de vingt (20) ans à trente (30) ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'investissement prévu pour ce projet est de près 1,4 M$ montant net de ristourne pour lequel le programme PISE prévoit faire une contribution de près de 980 k$ net de ristourne.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation du présent sommaire décisionnel pourrait avoir un impact négatif sur l'approbation du budget qui sera engagé dans le programme des installations sportives extérieurs 2019-2021 (PISE) de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toutes les communications et échangés nécessaires auprès des personnes responsables ont été effectués afin de s'assurer qu'ils soient au courant du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Une résolution afin d'accepter et signer l'Addendum de la part de la CSSDM a été transmise à la Ville et elle est jointe au présent dossier;
La résolution du présent dossier sera transmise à la CSSDM;
Les parties signeront suite à la transmission de cette résolution;
Les travaux de réaménagement auront lieu dans l'année 2022. Un dossier décisionnel sera présenté au Conseil d'arrondissement pour ces travaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514-629-5472
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-03

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2021-09-07

NOTES:

– LA LOCALISATION DES SERVICES EXISTANTS EST APPROXIMATIVE OU INCONNUE. L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR FAIRE LOCALISER TOUS LES SERVICES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

– LA LIMITE DE RÉFECTION EST APPROXIMATIVE MAIS REPRÉSENTE UN MINIMUM EXIGÉ À L'ENTREPRENEUR. L'ENTREPRENEUR EST LE SEUL RESPONSABLE DE L'ÉTABLISSEMENT DES LIMITES DE RÉFECTION SAUF SI INDIQUÉ AUTREMENT. IL DOIT MINIMISER LA CIRCULATION LOURDE ET LE DÉPÔT DES MATÉRIAUX À L'EXTÉRIEUR DES LIMITES INDIQUÉES. IL SERA LE SEUL RESPONSABLE DES DOMMAGES CAUSÉS EN DEHORS DES LIMITES INDIQUÉES ET AUCUN MONTANT SUPPLÉMENTAIRE NE SERA ACCORDÉ, LE CAS ÉCHÉANT, POUR LES RÉPARATIONS À L'ENTIÈRE SATISFACTION DU PROPRIÉTAIRE.

– AVANT DE COMMENCER QUELQUE TRAVAIL QUE CE SOIT L'ENTREPRENEUR DEVRA PRENDRE ET VÉRIFIER SUR PLACE TOUTES COTES, MESURES, NIVEAUX, ALIGNEMENTS, ÉLÉVATIONS PROPOSÉES OU EXISTANTES DES OUVRAGES OU DU ROC. SI DES DIFFÉRENCES ÉTAIENT RENCONTRÉES, L'ENTREPRENEUR DOIT EN AVISER IMMÉDIATEMENT LE MAÎTRE D'OEUVRE QUI CONSTATERA SUR PLACE ET PRENDRA LA DÉCISION APPROPRIÉE.

– LA POSITION DES CONDUITES, REGARDS, PUISARDS, VANNES, LAMPADAIRES, BASES, ETC. INDIQUÉE SUR LA VUE EN PLAN OU PRISE EN COORDONNÉES SUR LE PLAN NUMÉRIQUE (DAO) EST APPROXIMATIVE. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FINALISER L'IMPLANTATION SUR LE CHANTIER PUIS AUX OBSTACLES RÉELS OU AUTRES ÉLÉMENTS, LE TOUT EN RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENT EN VIGUEUR, ENTRE AUTRES EN CE QUI CONCERNE LA SÉCURITÉ ET LES PENTES D'EXCAVATION AINSI QUE LES DIRECTIVES D'INSTALLATION (SECTION 10) DU BNQ 1809–300/2020.

– LE PÉRIMÈTRE DES EXCAVATIONS DEVRAIT ÊTRE CLÔTURÉ À L'AIDE D'UNE CLÔTURE GRILLAGÉE DE 1.8m DE HAUTEUR.

– L'ENTREPRENEUR DEVRA FOURNIR AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX SONT PLAN DE SIGNALISATION TEMPORAIRE ET DE CLÔTURE DE CHANTIER POUR APPROBATION

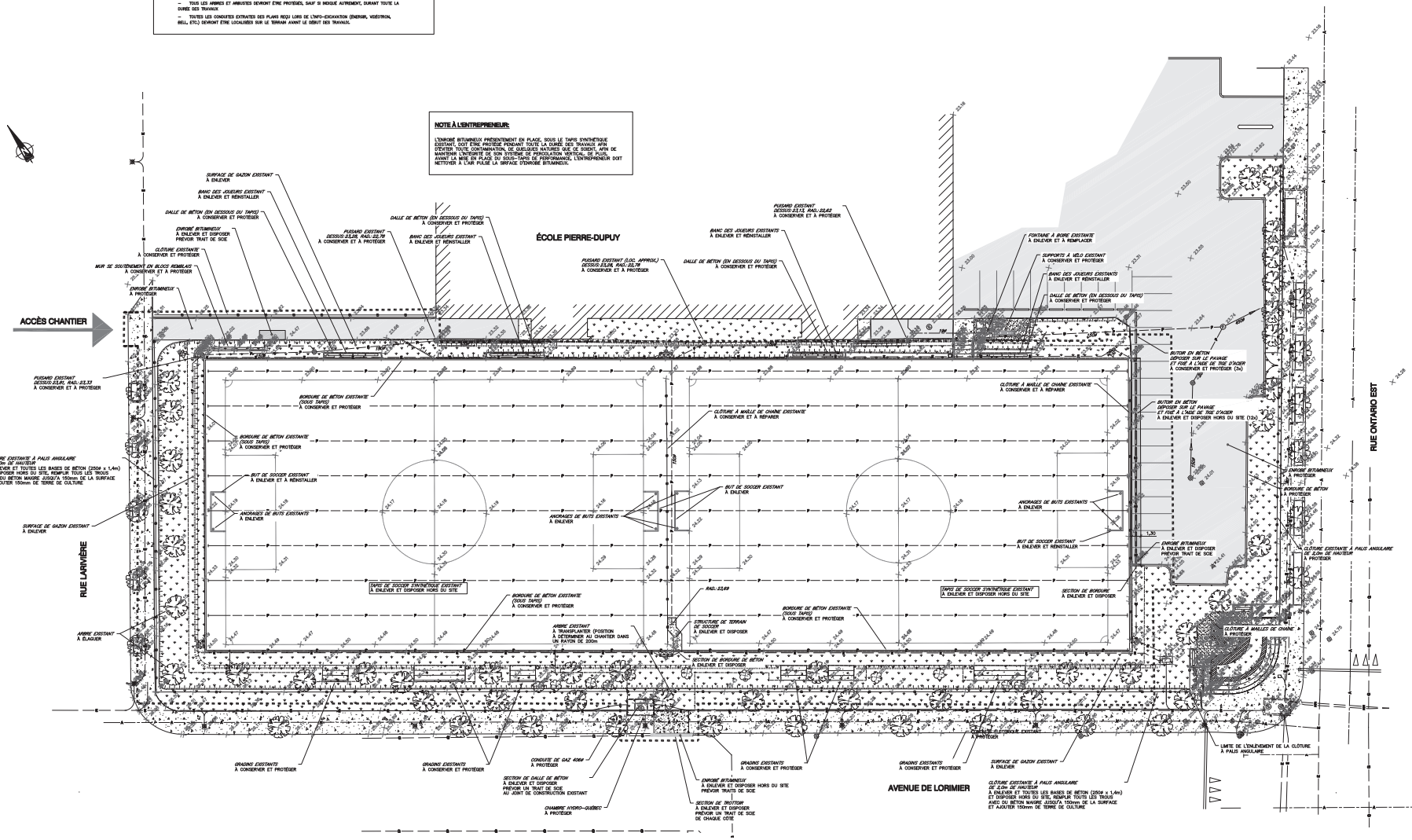
– TOUS LES ACCESSOIRES (CONDUITES, REGARDS, PUISARDS, VANNES, LAMPADAIRES, BASES, ETC.) DEVRONT ÊTRE PROTÉGÉS, SAUF SI INDIQUÉ AUTREMENT, DURANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX.

– TOUS LES ARBRES ET ARBUSTES DEVRONT ÊTRE PROTÉGÉS, SAUF SI INDIQUÉ AUTREMENT, DURANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX

– TOUTES LES CONDUITES EXTRAITES DES PLANS REÇU LORS DE L'INFO–EXCAVATION (ENERGIR, VIDEOTRON, BELL, ETC.) DEVRONT ÊTRE LOCALISÉES SUR LE TERRAIN AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

NOTE À L'ENTREPRENEUR:

L'ENROBÉ BITUMINEUX PRÉSENTEMENT EN PLACE, SOUS LE TAPIS SYNTHÉTIQUE EXISTANT, DOIT ÊTRE PROTÉGÉ PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX AFIN D'ÉVITER TOUTE CONTAMINATION, DE QUELQUES NATURES QUE CE SOIENT, AFIN DE MAINTENIR L'INTÉGRITÉ DE SON SYSTÈME DE PERCOLATION VERTICAL. DE PLUS, AFIN DE RÉUTILISER LE PLUS POSSIBLE LE MATÉRIAU EXISTANT, L'ENTREPRENEUR DOIT RETIRER À L'AIR POUSSE LA SURFACE D'ENROBÉ BITUMINEUX.



Fichier: MONVS1-000710D-APIR13MIG

No de

LÉGENDE:

	EXISTANT	PROPOSÉ
REGARD SM/AM/BE/PLUVIAL		
PUISARD CIRC/QUAD/RECT		
REGARD PUISARD		
POSTE DE POMPAGE		
BORNE D'INCENDIE		
CHAMBRE DE VANNES		
VANNE		
RÉDUIT		
BOUCHON		
ENTRÉE DE SERVICE		
ÉLÉVATION	+000,000	000,000
ÉGOUT SANITAIRE		
ÉGOUT SANITAIRE (PROFIL)		
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT PLUVIAL (PROFIL)		
ÉGOUT UNITAIRE		
ÉGOUT UNITAIRE (PROFIL)		
CONDUITE DE REFOULEMENT		
CONDUITE DE REFOULEMENT(PROFIL)		
CONDUITE DU FUTURE (ASSEOIR)		
CONDUITE DU FUTURE (NIVEAU MAX)		
DRAIN PERFORÉ		
PAVAGE		
GRAVIER		
TROTTOIR		
BORDURE		
CLÔTURE		
GLISSIÈRE		
FOSSÉ		
PONCEAU	300 000 000 IHC	300 000 000 IHC
HAUT DE TALUS		
BAS DE TALUS		
HAIE		
LIGNE DE LOT		
LIGNE D'EMPRISE		
LIGNE DE CENTRE		
LIMITE DES TRAVAUX		
FEU DE CIRCULATION		
LAMPADAIRE		
SONDAGE/FORAGE (EN PLAN)		(EN PROFIL)
REPÈRES DE NIVELLEMENT		
STATION D'APPOINTAGE		
BORNE/TIGE DE FER		
POTEAU ÉLECTRIQUE		
POTEAU DE TÉLÉPHONE		
POTEAU DE TÉLÉPHONE AVEC TRANSFO		
POTEAU ÉLECTRIQUE/TÉLÉPHONIQUE		
HAUBAN		
ÉLEC. ENTRÉE / REGARD / BI		
GAZ ENTRÉE / REGARD		
TÉLÉPHONE ENTRÉE / REGARD / BI		
CANALISATION ENTRÉE / REGARD		

Plan clé: Échelle 1: 8000M

Les Services exp inc.
t: +1.514.631.1060 | f: +1.514.935.1645
1601, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

• BÂTIMENT • DÉVELOPPEMENT DURABLE • ÉNERGIE •
• INDUSTRIEL • INFRASTRUCTURES •
• SOLS, MATÉRIAUX ET ENVIRONNEMENT •

No	Titre	Date	Par
	Révisions		
0	APPEL D'OFFRES	2021-04-16	A.T.
C	ÉMIS POUR APPROBATION 100%	2021-02-10	A.T.
B	ÉMIS POUR APPROBATION 90%	2021-02-08	A.T.
A	ÉMIS POUR APPROBATION 50%	2021-01-18	A.T.

B.M. 98KM1021 (Approche nord du pont Jacques-Cartier)
Coordonnées: (NAD83) Y = 5034680.262 X = 5032884.004 Alt = 25.634
Échelle: 1: 200
Date: 2020-11-16
Dessin: M. Courchesne, Tech.
Responsable du projet: A. Turcot, AAPQ, OALA, CSLA
Approbation: A. Turcot, AAPQ, OALA, CSLA

Nom du projet:
TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES TERRAINS DE SOCCER SYNTHÉTIQUE À L'ÉCOLE PIERRE-DUPUY

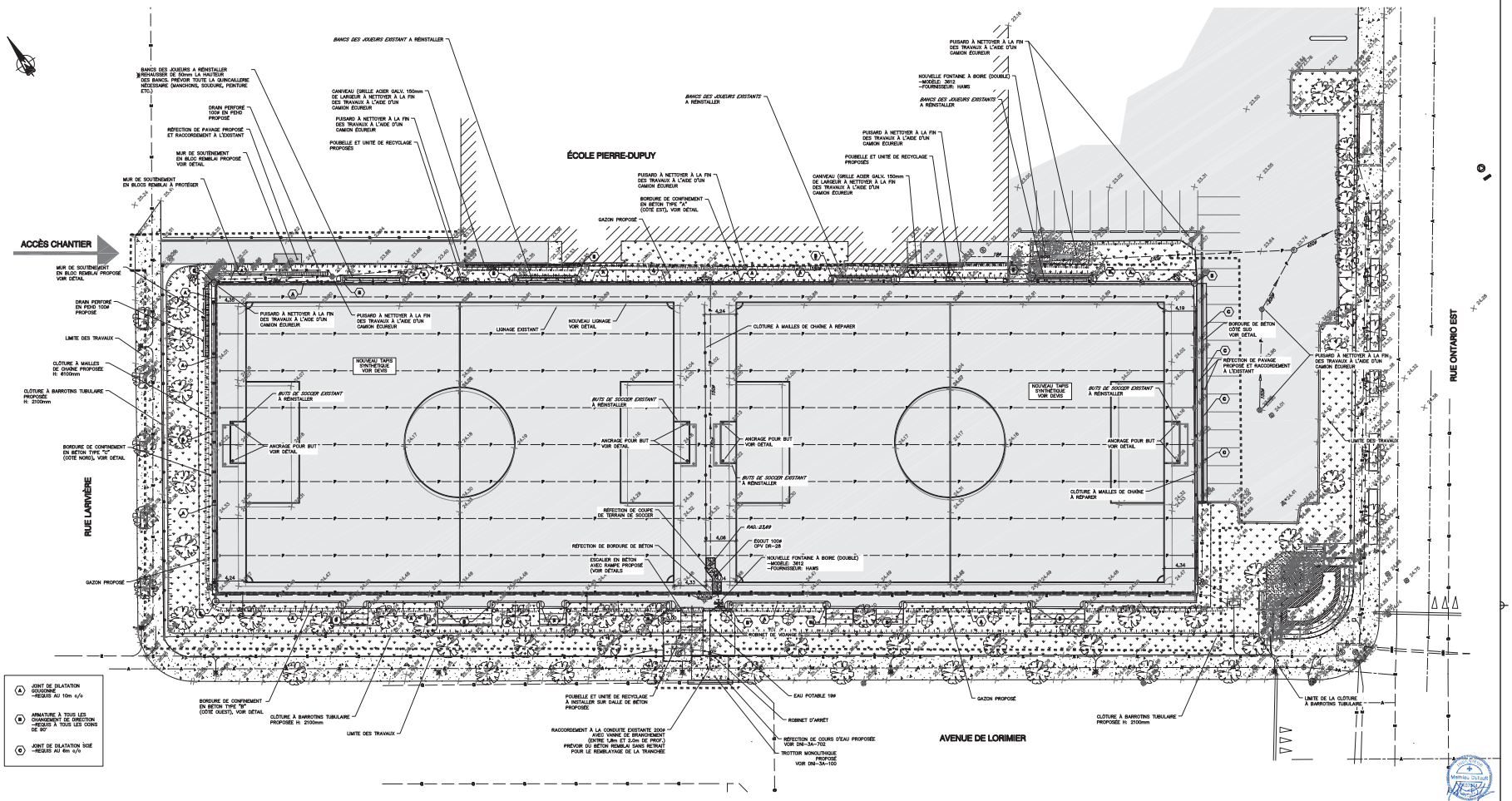
No de contrat: VMP-21-003

Titre du plan:
INFRASTRUCTURES
CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION

Direction des travaux publics
Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

No du plan: 02 - CED 1/1
No de l'index: N/A
No 2 / 11



Fichier: MONVS1-000710D-AP01ZBMG

No de

LÉGENDE: EXISTANT / PROPOSÉ

REGARD SIM/AIR/INT/PLUVIAL
PUISARD CIRC/QUA/RECT
REGARD PUISARD
POSTE DE POMPAGE
BORNE D'INCENDIE
CHAMBRE DE VANNES
VANNE
RÉDUIT
BOUCHON
ENTRÉE DE SERVICE
ÉLÉVATION
ÉGOUT SANITAIRE
ÉGOUT SANITAIRE (PROFIL)
ÉGOUT PLUVIAL
ÉGOUT PLUVIAL (PROFIL)
ÉGOUT UNITAIRE
ÉGOUT UNITAIRE (PROFIL)
CONDUITE DE REFOULEMENT
CONDUITE DE REFOULEMENT(PROFIL)
CONDUITE DU POTABLE (AQUEDUC)
CONDUITE DE PEHDE (AQUEDUC PEHD)
DRAIN PERFORÉ
PAVAGE
GRAVIER
TROTTOIR
BORDURE
CLÔTURE
GLISSIÈRE
FOSSÉ
PONCEAU
HAUT DE TALUS
BAS DE TALUS
HAIE
LIGNE DE LOT
LIGNE D'EMPRISE
LIGNE DE CENTRE
LIMITE DES TRAVAUX
FEU DE CIRCULATION
LAMPADAIRE
SONDAGE/FORAGE (EN PLAN) / (EN PROFIL)
REPÈRES DE NIVELLEMENT
STATION D'APPROPRIAGE
BORNE/TIGE DE FER
POTEAU ÉLECTRIQUE
POTEAU DE TÉLÉPHONE
POTEAU DE TÉLÉPHONE AVEC TRANSFO
POTEAU ÉLECTRIQUE/TÉLÉPHONIQUE
HAUBAN
ÉLEC. ENTRÉE / REGARD / BI
GAZ ENTRÉ / REGARD
TÉLÉPHONE ENTRÉ / REGARD / BI
CANALISATION ENTRÉ / REGARD

Plan clé: Échelle 1: 8000M

Les Services exp inc.
T: +1.514.631.1060 | T: +1.514.905.1645
1601, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

• BÂTIMENT • DÉVELOPPEMENT DURABLE • ÉNERGIE •
• INDUSTRIEL • INFRASTRUCTURES •
• SOLS, MATÉRIAUX ET ENVIRONNEMENT •

No	Titre	Date	Par
0	APPEL D'OFFRES	2021-04-16	A.T.
C	ÉMIS POUR APPROBATION 100%	2021-02-10	A.T.
B	ÉMIS POUR APPROBATION 90%	2021-02-08	A.T.
A	ÉMIS POUR APPROBATION 50%	2021-01-18	A.T.

Révisions

B.M. 98KM1021 – Approche nord du pont Jacques-Cartier
Coordonnées: (NAD83) Y = 5034680.362 Y = 5032899.058 Alt = 29.934
Échelle: 1: 200
Date: 2020-11-16
Dessin: M. Courchesne, Tech.
Responsable du projet: A. Turcot, AAPQ, OALA, CSLA
Approbation: A. Turcot, AAPQ, OALA, CSLA

Nom du projet:
TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES TERRAINS DE SOCCER SYNTHÉTIQUE À L'ÉCOLE PIERRE-DUPUY

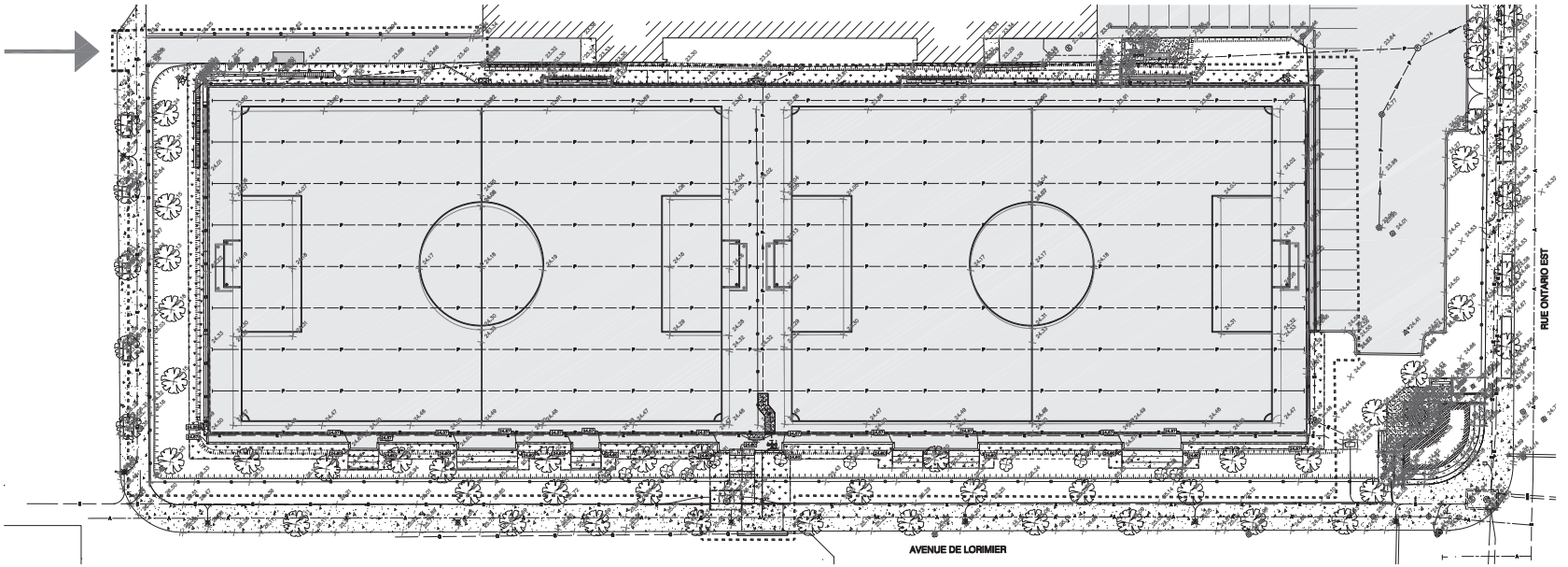
No de contrat: VMP-21-003

Titre du plan:
INFRASTRUCTURES
DESCRIPTION DES TRAVAUX
OUVRAGES DE SURFACE

Direction des travaux publics
Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

No du plan: 03 - DES 1/1
No de l'index: N/A
No 3 / 11



PLAN DE NIVELLEMENT
PLAN DE LOCALISATION DES JOINTS DE DILATATION
1:200

Fichier: [illegible]

No de

LEGENDE:

	EXISTANT	PROPOSÉ
REGARD SM/AR/INT/PLUV/EP.		
PUISARD CB/Q/AR/REST.		
REGARD PUISARD		
POSTE DE POMPAGE		
BORNE D'INCENDIE		
CHAMBRE DE VANNES		
VANNE		
RÉDUIT		
BOUCHON		
ENTRÉE DE SERVICE		
ÉLÉVATION	+000,000	000,000
ÉGOUT SANITAIRE		
ÉGOUT SANITAIRE (PROFIL)		
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT PLUVIAL (PROFIL)		
ÉGOUT UNITAIRE		
ÉGOUT UNITAIRE (PROFIL)		
CONDUITE DE REFOULEMENT		
CONDUITE DE REFOULEMENT(PROFIL)		
CONDUITE EXU POTABLE (AQUEDUC)		
CONDUITE EXU INCENDIE (AQUEDUC PRIVÉ)		
DRAIN PERFORÉ		
PAYAGE		
GRAVIER		
TRUITON		
BORDURE		
CLÔTURE		
GLISSIÈRE		
FOSSÉ		
PONCEAU	300 000 000 IHC	300 000 000 IHC
HAUT DE TALUS		
BAS DE TALUS		
HAIE		
LIGNE DE LOT		
LIGNE D'EMPRISE		
LIGNE DE CENTRE		
LIMITE DES TRAVAUX		
FEU DE CIRCULATION		
LAMPADAIRE		
SONDAGE/FORAGE (EN PLAN)		(EN PROFIL)
REPÈRES DE NIVELLEMENT		
STATION D'APPOINTAGE		
BORNE/TIGE DE FER		
POTEAU ÉLECTRIQUE		
POTEAU DE TÉLÉPHONE		
POTEAU DE TÉLÉPHONE AVEC TRANSFO		
POTEAU ÉLECTRIQUE/TÉLÉPHONIQUE		
HAUBAN		
ÉLEC. ENTRE. / REGARD / BI		
GAZ ENTRÉ / REGARD		
TÉLÉPHONE ENTRÉ / REGARD / BI		
CANALISATION ENTRÉ / REGARD		

Plan clé: Échelle 1: 8000M

Les Services exp inc.
t : +1.514.631.1080 | f : +1.514.935.1645
1601, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

• BÂTIMENT • DÉVELOPPEMENT DURABLE • ÉNERGIE •
• INDUSTRIEL • INFRASTRUCTURES •
• SOLS, MATÉRIAUX ET ENVIRONNEMENT •

No	Titre	Date	Par
0	APPEL D'OFFRES	2021-04-15	A.T.
C	ÉMIS POUR APPROBATION 100%	2021-02-19	A.T.
B	ÉMIS POUR APPROBATION 90%	2021-02-05	A.T.
A	ÉMIS POUR APPROBATION 50%	2021-01-18	A.T.

Révisions

B.M. 96KM1021 Approche nord du pont Jacques-Cartier

Coordonnées: (NAD83) 5034000.000 E - 5035000.000 N - 25.0m

Échelle: 1: 200 **Date:** 2020-11-16

Dessin: M. Courchesne, Tech.

Responsable du projet: A. Turcot, AAPQ, OALA, CSLA

Approbation: A. Turcot, AAPQ, OALA, CSLA

André Turcot
n° 139
2021 04 19

Nom du projet:
TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES TERRAINS DE SOCCER SYNTHÉTIQUE À L'ÉCOLE PIERRE-DUPUY

No de contrat: VMP-21-003

Titre du plan:
INFRASTRUCTURES
NIVELLEMENT

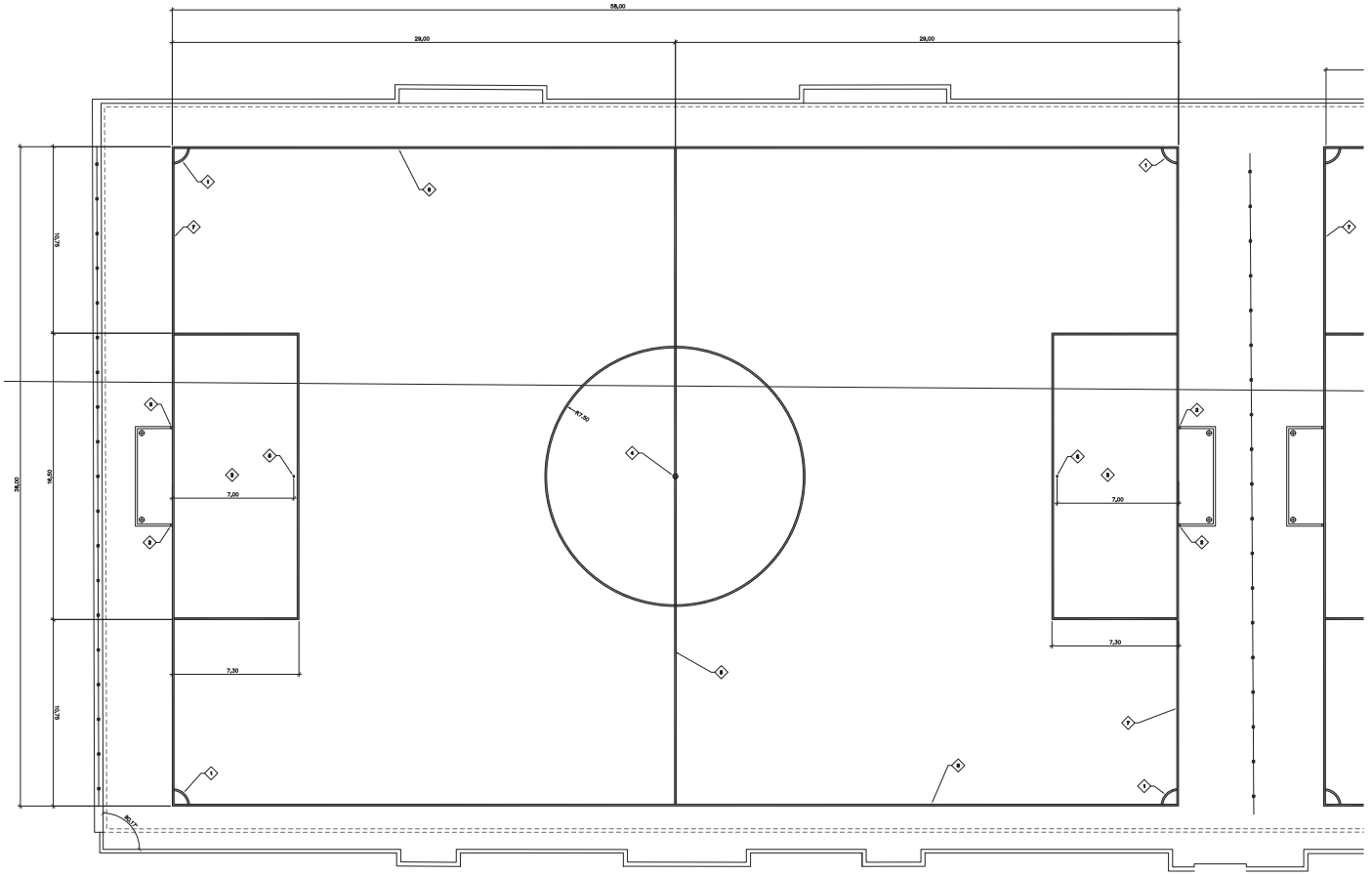
Direction des travaux publics
Division de l'aménagement des parcs
et des actifs immobiliers

Ville-Marie
Montréal

No du plan: 04 - NIV 1/1

No de l'index: N/A

No 4 / 11



PLAN DE LIGNAGE
TERRAINS DE SOCCER
1:500M

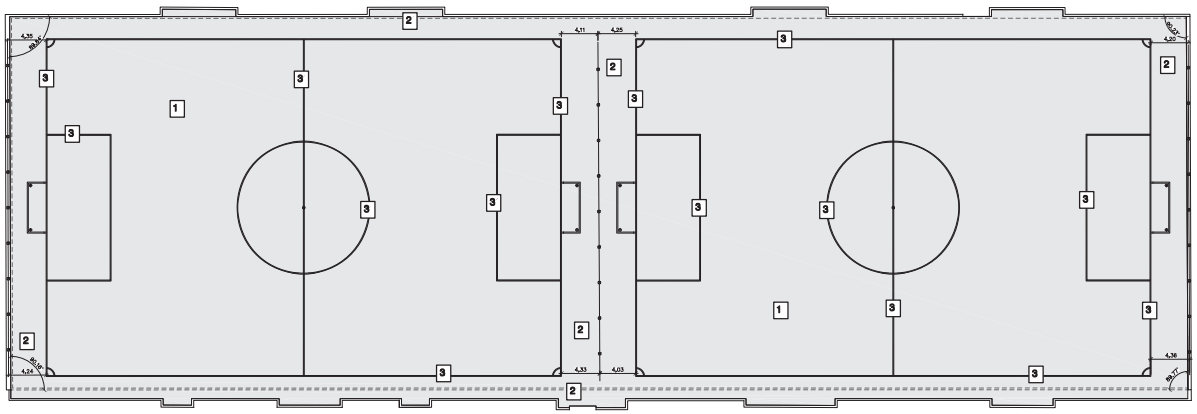
LÉGENDE:

1. SURFACE DE COIN, VOIR DÉTAIL.
2. MARQUEUR POUR LES BUTS, VOIR DÉTAIL.
3. ZONE DE BUT
4. POINT CENTRAL (250ø)
5. LIGNE MÉDIANE
6. LIGNE DE TOUCHE
7. LIGNE DE BUT
8. POINT DE RÉPARATION (100ø)



DÉTAIL - MARQUEUR POUR LIGNE DE BUT
ÉCHELLE: 1: 50M

DÉTAIL - SURFACE DE COIN
ÉCHELLE: 1: 50M



NOTES:
LES BORDURES EXISTANTE NE SONT À PAS À ANGLE DROIT (90°)

TAPIS SYNTHÉTIQUE - COULEUR DES SURFACES
DIMENSION - DÉGAGEMENT LATÉRAUX
1:500M

1 VERT 2 BLEU 3 ORANGE

Fichier: MONVS1-000571SD-AP01ZBMG | No de

LÉGENDE:

	EXISTANT	PROPOSÉ
REGARD SM/AR/BT/PLUVIEUX		
PUISARD CIRC/OVA/RECT		
REGARD PUISARD		
POSTE DE POMPAGE	PP	PP
BORNE D'INCENDIE		
CHAMBRE DE VANNES		
VANNE		
RÉDUIT		
BOUCHON		
ENTRÉE DE SERVICE		
ÉLÉVATION	+000,000	000,000
ÉGOUT SANITAIRE		
ÉGOUT SANITAIRE (PROFIL)		
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT PLUVIAL (PROFIL)		
ÉGOUT UNITAIRE		
ÉGOUT UNITAIRE (PROFIL)		
CONDUITE DE REFOULEMENT		
CONDUITE DE REFOULEMENT(PROFIL)		
CONDUITE DU FUTUR (ASSÉCHO)		
CONDUITE DU FUTUR (ASSÉCHO) (PROFIL)		
DRAIN PERFORÉ		
PAVAGE		
GRAVIER		
TRUITION		
BORDURE		
CLÔTURE		
GLISSIÈRE		
FOSSÉ		
PONCEAU	300 000 000 HHC	300 000 000 HHC
HAUT DE TALUS		
BAS DE TALUS		
HAIE		
LIGNE DE LOT		
LIGNE D'EMPRISE		
LIGNE DE CENTRE		
LIMITE DES TRAVAUX		
FEU DE CIRCULATION		
LAMPADAIRE		
SONDAGE/FORAGE (EN PLAN)		(EN PROFIL)
REPÈRES DE NIVELLEMENT		
STATION D'APPOINTAGE		
BORNE/TIGE DE FER		
POTEAU ÉLECTRIQUE		
POTEAU DE TÉLÉPHONE		
POTEAU DE TÉLÉPHONE AVEC TRANSFO		
POTEAU ÉLECTRIQUE/TÉLÉPHONIQUE		
HAUBAN		
ÉLEC. ENTRÉE / REGARD / BI		
GAZ ENTRÉ / REGARD		
TÉLÉPHONE ENTRÉ / REGARD / BI		
CANALISATION ENTRÉ / REGARD		

Plan clé: Échelle 1: 8000M

Les Services exp inc.
t : +1.514.631.1060 | f : +1.514.935.1645
1601, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

• BÂTIMENT • DÉVELOPPEMENT DURABLE • ÉNERGIE •
• INDUSTRIEL • INFRASTRUCTURES •
• SOLS, MATÉRIAUX ET ENVIRONNEMENT •

No	Titre	Date	Par
	Révisions		
0	APPEL D'OFFRES	2021-04-16	A.T.
C	ÉMIS POUR APPROBATION 100%	2021-02-10	A.T.
B	ÉMIS POUR APPROBATION 90%	2021-02-08	A.T.
A	ÉMIS POUR APPROBATION 50%	2021-01-18	A.T.

B.M. 99KM1021 Approche nord du pont Jacques-Cartier
Coordonnées: (NAD83) X = 300680.362 Y = 5032999.056 Alt = 29.434
Échelle: 1: 200
Date: 2020-11-16
Dessin: M. Courchesne, Tech.
Responsable du projet: A. Turcot, AAPQ, OALA, CSLA
Approbation: A.T.

Nom du projet:
TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES TERRAINS DE SOCCER SYNTHÉTIQUE À L'ÉCOLE PIERRE-DUPUY

No de contrat: VMP-21-003

Titre du plan:
INFRASTRUCTURES
IMPLANTATION - PLAN DE LIGNAGE
COULEUR DES SURFACES

Direction des travaux publics
Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

No du plan: 05 - IMP 1/1
No de l'index: N/A
No 5 / 11

OBJET: Établissement scolaire Pierre-Dupuy
Projet 437
2000, rue Parthenais

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE :

LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. c. I-13.3), ayant son siège social au 3737 est, rue Sherbrooke, en la ville de Montréal, province de Québec, H1X 3B3, agissant et représenté par Monsieur Robert Gendron, directeur général adjoint en remplacement du directeur général, en vertu des pouvoirs qui sont délégués à celui-ci par le règlement numéro 199-2 concernant la délégation au directeur général de la Commission scolaire de Montréal de certains pouvoirs et de certaines fonctions du conseil des commissaires.
Avis d'adresse numéro : 6 038 821
Ci-après appelée la **CSDM**

ET :
VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes, dont l'adresse est le 888, boulevard De Maisonneuve Est, 5e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8 agissant et représentée aux fins des présentes par madame Susan McKercher, secrétaire d'arrondissement dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement et aux termes d'une résolution adoptée par le conseil d'arrondissement lors de la séance en date du 5 août 2008 et dont copie est annexée aux présentes.

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 100600137

Ci-après appelé(e) la **"VILLE"**

ATTENDU QUE la CSDM est propriétaire de l'immeuble sis au 2000 de la rue Parthenais sur le terrain duquel est érigé l'établissement scolaire secondaire Pierre-Dupuy, ci-après appelé l'ÉCOLE, ainsi qu'une cour servant à des activités sportives et récréatives, ci-après appelée la COUR, pour l'usage par les élèves de l'ÉCOLE ;

ATTENDU QUE la VILLE projette la construction de deux (2) terrains de mini soccer avec surface en gazon synthétique dans le secteur;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Objet

Le présent protocole d'entente, ci-après appelé le Protocole, établit les modalités selon lesquelles la VILLE s'engage à réaliser des travaux d'aménagement de deux terrains de mini soccer avec surface en gazon synthétique dans la cour de l'ÉCOLE selon les termes et conditions acceptées préalablement par la CSDM ainsi que les modalités propres à l'utilisation de la COUR par les parties. Les annexes font partie du protocole d'entente.

2. Durée et renouvellement

2.1 Le présent Protocole entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et aura une durée de vingt (20) ans, dans la mesure où aucune des conditions prévues aux articles 3.1 et suivants n'intervient avant son terme.

2.2 À son expiration, le présent Protocole pourrait être renouvelé selon des termes et conditions qui seront convenues en temps et lieu.

3. Résiliation

3.1 Pendant les quinze (15) premières années, soit de 2008 à 2023, aucune résiliation du présent PROTOCOLE ne pourra être effectuée.

3.2 À compter de 2024 et sous réserve de l'article 3.4, en cas de fermeture, vente ou location de l'ÉCOLE, l'une ou l'autre des parties pourra résilier le présent Protocole après avoir donné avis par écrit signifié à l'autre partie au moins six (6) mois à l'avance.

3.3 À compter de 2024, en cas de transformation, d'agrandissement ou de modification de l'ÉCOLE à des fins scolaires ou administratives qui auraient pour effet d'affecter la COUR de l'ÉCOLE, l'une ou l'autre des parties pourra résilier le présent Protocole après en avoir donné avis par écrit signifié à l'autre partie au moins six (6) mois à l'avance.

3.4 Dans tous les cas de résiliation en vertu du présent article, la CSDM pourra, à son choix, conserver les aménagements et les équipements se trouvant dans la COUR ou demander la même année, à la VILLE de reprendre ses équipements et de remettre le terrain en état, avec du gazon naturel, le tout selon les règles de l'art.

3.5 Les parties renoncent à tout recours l'une contre l'autre, leurs administrateurs, dirigeants, représentants ou ayant droit si le présent Protocole est résilié.

3.6 La CSDM convient que dans les cas de vente du terrain de l'offrir d'abord à la Ville aux tarifs du marché, le tout sujet à l'autorisation du MELS (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport).

4. Comité bipartite

Un comité bipartite sera constitué minimalement de deux (2) représentants de chaque partie. Ce comité se rencontrera au moins deux (2) fois par année, soit en début et en fin de saison avec la possibilité d'ajouter au besoin d'autres rencontres de façon ponctuelle. Le comité aura deux (2) fonctions :

4.1 Veiller à l'utilisation harmonieuse des lieux quant au fonctionnement et à l'entretien, dont l'approbation des dérogations aux périodes d'utilisation prévues à l'article 7.

4.2 Dans l'éventualité d'un litige, le comité bipartite pourra s'adjoindre une tierce personne, le tout selon les règles de la médiation.

5 Obligations de la CSDM

5.1 La CSDM s'engage à permettre à la VILLE d'effectuer les travaux d'aménagement de la COUR tels qu'autorisés préalablement par la CSDM pendant la période débutant le 1er juillet 2008 et se terminant le 31 mai 2009, le tout tel qu'il apparaît aux plans approuvés par la CSDM joints en annexe au présent Protocole; en s'assurant de voir à la sécurité des usagers de l'école selon les normes sécuritaires applicables lors de tels travaux.

5.2 La CSDM s'engage à permettre l'accès à la COUR selon les modalités prévues à l'article 7 du présent Protocole.

5.3 La CSDM s'engage à assurer la surveillance de la COUR à l'intérieur des heures scolaires et à ce que toute personne s'y trouvant respecte l'usage pour lequel elle est destinée et respecte les lois, règlements et toute autre directive applicable qu'elle jugera bon.

6. Obligations de la VILLE

6.1 La VILLE s'engage à réaliser, à ses frais, les travaux d'aménagement de la COUR tels qu'indiqués aux plans joints en annexe au présent Protocole.

6.2 La VILLE s'engage à effectuer les travaux selon les règles de l'art et à obtenir toutes les autorisations, certificats et permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre du présent Protocole.

6.3 La VILLE s'engage à respecter les lois, règlements et normes en vigueur qui lui sont applicables et, sans limiter la généralité de ce qui précède, particulièrement ceux en matière d'environnement et à s'assurer de les faire respecter par toute personne assurant la réalisation des travaux et l'entretien de la COUR par la suite.

6.4 La VILLE s'engage à assurer la surveillance de la COUR à l'extérieur des heures scolaires et à s'assurer que toute personne s'y trouvant respecte l'usage pour lequel elle est destinée et respecte les lois, règlements et toute autre directive applicable en respect des heures d'accessibilité de la COUR selon la même réglementation de la fréquentation des parcs municipaux.

6.5 La VILLE s'engage à assurer la gestion des plaintes des citoyens au regard de l'éclairage et des activités qui sont sous sa responsabilité.

6.6 La VILLE s'engage à défrayer les coûts relatifs au déplacement et au repositionnement de la barrière sécurité permettant l'accès au stationnement de l'école.

6.7 En compensation à la perte de 30 places de stationnement, la VILLE s'engage à aménager un stationnement de 21 places minimum, à l'usage exclusif de l'école, les frais d'aménagement seront totalement assumés par la CSDM. Lesquels sont estimés à 81 000$ par les travaux publics de la VILLE.

Ledit stationnement ayant front sur la rue Ontario à l'intersection de la rue De Lorimier, sera aménagé selon les dimensions prévues dans le concept préliminaire d'aménagement réalisé par M. Jean-François Nadon de la Direction des grands parcs et de la nature en ville, transmis en date du 15 juillet 2008. Les plans techniques seront développés en fonction de ce concept préliminaire.

7. Périodes d'utilisation

7.1 Durant le calendrier scolaire, la CSDM aura l'exclusivité de l'utilisation de la COUR durant les jours de classe, de 7h à 18h, à l'exception des jours fériés. La direction de l'ECOLE et la VILLE s'échangeront le calendrier scolaire en début de chaque année, le tout ayant pour but d'établir les heures d'utilisation par l'ECOLE.

7.2 Sous réserve de l'article 7.1, la COUR sera accessible au public entre 7h et 23h tous les jours.

7.3 Les règlements municipaux concernant les parcs s'appliquent à la COUR en dehors des heures scolaires ainsi que les heures d'accessibilité telles que déterminées à l'article 7.2 du présent Protocole.

7.4 Sous réserve d'approbation du Comité bipartite, les deux utilisateurs pourront faire modifier les horaires d'utilisation prévus en 7.1 ou 7.2 pour un maximum de deux jours par année, afin de permettre la tenue de compétitions sportives particulières.

8. Entretien, réparation ou remplacement.

8.1 Entretien général
La Ville et la CSDM s'engagent à faire l'entretien général de la cour d'école selon le détail précisé à l'annexe 2.

8.2 Entretien des surfaces synthétiques
La Ville aura la charge exclusive de l'entretien technique de l'infrastructure.

9. Accès à l'ÉCOLE

L'accès à l'ÉCOLE sera déterminé à chaque saison selon l'Entente cadre entre la CSDM et la Ville de Montréal. La CSDM garantira à la VILLE l'accès à des installations sanitaires pour la durée de l'entente actuelle, le tout sujet au coût prévu à l'annexe 2.

10. Signalisation

La VILLE devra installer un ou des panneaux indiquant le caractère public de la COUR en dehors des heures scolaires tel que prévu à l'article 7 du présent Protocole, le tout sujet à l'acceptation par la CSDM.

11. Responsabilités et assurances

11.1 La VILLE tiendra la CSDM indemne de toute responsabilité, prendra fait et cause pour elle et l'indemnisera en capital, intérêts et frais de toute réclamation, recours ou jugement pour blessures corporelles ou dommages matériels découlant de l'application du présent Protocole, lorsqu'ils surviennent en dehors des heures scolaires à la condition que la CSDM, ses employés ou ses contractants ne soient pas en faute.

11.2 La CSDM tiendra la VILLE indemne de toute responsabilité, prendra fait et cause pour elle et l'indemnisera en capital, intérêts et frais de toute réclamation, recours ou jugement pour blessures corporelles ou dommages matériels découlant de l'application du présent Protocole, lorsqu'ils surviennent pendant les heures scolaires à la condition que la VILLE, ses employés ou ses contractants ne soient pas en faute.

11.3 Chaque partie avisera l'autre sans délai de toute réclamation ou action dirigée contre elle et susceptible d'engager la responsabilité de l'autre partie en vertu du présent article.

12. Incessibilité

L'une ou l'autre des parties ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant du présent Protocole sans l'autorisation préalable de l'autre.

13. Conditions générales

13.1 Élection de domicile et avis
Aux fins du présent Protocole, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page du Protocole ou à toute autre adresse qui aura été fournie par l'une ou l'autre des parties tel que prévu au présent article. Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu des présentes doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée.

13.2 Représentants légaux
Le présent Protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs. Il est toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie, sauf si la loi l'y oblige.

13.3 Modifications du Protocole
Toute modification aux termes et conditions du présent Protocole devra être faite avec l'accord écrit des parties.

13.4 Validité
Une disposition du présent Protocole jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.5 Lois applicables
Le présent Protocole est régi par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 Période des travaux d'aménagements des deux (2) terrains de mini soccer
Pendant la période des travaux prévus, la VILLE s'engage, après entente avec la direction d'école, à :

13.6.1 fournir à la CSDM un échéancier des travaux prévus pour l'aménagement des deux (2) terrains de mini soccer;

13.6.2 informer dans les meilleurs délais l'ÉCOLE quant à toute coupure de service;

13.6.3 acheminer dans les meilleurs délais, à la CSDM, une copie des assurances de l'entrepreneur qui exécutera les travaux;

13.6.4 inviter, au besoin, le chargé de projet mandaté par la CSDM pour assister aux rencontres de chantier;

14. FIN DU CONTRAT

A l'expiration du présent contrat ou de tout renouvellement subséquent, l'article 3.4 ci-dessus s'appliquera.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Plans des aménagements

Annexe 2 : **Partage des responsabilités pour l'entretien général de la cour d'école**

En foi de quoi, les parties ont signé en trois exemplaires à Montréal à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 17e jour de juin 2008

LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Par : _____ _____
Robert Gendron, directeur général adjoint

Le e jour de 2008

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ _____
Suzan McKercher, secrétaire de l'arrondissement de Ville-Marie

Soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel _____ cette convention a été par résolution _____du conseil, lors de sa séance du _____.

ANNEXE 1

Plan des aménagements

ANNEXE 2

Partage des responsabilités pour l'entretien général de la cour d'école

Partage des responsabilités pour l'entretien général de la cour d'école à partir de 2009

Pour tous les items visés aux points 1 à 18, les coûts d'entretien seront partagés selon les inscriptions dans le tableau ci-bas.

1.	Entretien et réparation du mobilier urbain (bancs, corbeilles à papier, supports à vélos, but de mini soccer et pièces d'ancrages des buts).	**VILLE**
2.	Entretien et réparation du système d'alimentation en eau relié au bâtiment de la CSDM pour la fontaine à boire, incluant l'entretien et le remplacement des éléments de plomberie.	**VILLE**
3.	Entretien et réparation de la fontaine à boire, incluant l'entretien et le remplacement des éléments de plomberie de celle-ci.	**VILLE**
4.	Ouverture et fermeture du système d'alimentation en eau de la fontaine à boire selon les méthodes et périodes prédéterminées par la Division des parcs et de l'horticulture de l'Arrondissement.	**VILLE**
5.	Entretien et réparation des éléments de drainage de la cour d'école relatif au système de mini-drains pour les surfaces synthétiques.	**VILLE**
6.	Entretien et réparation des éléments de drainage de la cour d'école : relatif au système de drainage existant en juillet 2008 (puisards, égouts, regards-puisards, regards d'égout et drains collecteurs).	**CSDM**
7.	Entretien et réparation du regard d'égout collecteur situé dans la rue.	**VILLE**
8.	Entretien et réparation du système électrique alimentant les tours d'éclairage.	**VILLE**
9.	Remplacement, abattage et entretien des arbres (arrosage, taille, cuvettes d'arrosage, prévention phytosanitaire et toutes autres interventions requises).	**CSDM**
10.	Entretien et réparation des clôtures à mailles de chaîne.	**VILLE**
11.	Entretien et réparation des clôtures à palis angulaire existantes en juillet 2008.	**CSDM**
12.	Nettoyage du site (enlèvement du verre, cigarettes, éléments tranchants, feuilles, branches, papiers et tous autres débris) et vidage des poubelles.	**VILLE**
13.	Entretien des surfaces en gazon naturel (réparations, tontes, arrosage, décompaction, fertilisation et toutes autres interventions requises).	**CSDM**
14.	Entretien des surfaces en poussière de pierre stabilisée (ajout de matériel si requis).	**VILLE**
15.	Entretien des surfaces acryliques en couleur (seuil du site et près de la fontaine à boire).	**VILLE**
16.	Réparation des bordures, dalles, gradins et escaliers de béton (si requis).	**VILLE**
17.	Les frais d'utilisation et de remplacement des pièces en électricité de l'aménagement.	**VILLE**
18.	Coûts d'entretien, de ménage, de surveillance des installations sanitaires et autres installations de l'école utilisées par l'arrondissement dans le cadre d'activité particulière.	**VILLE** **Entente cadre CSDM/ Ville de Montréal**

ANNEXE 3

Copie de la résolution du Conseil arrondissement de Ville-Marie
adoptée lors d'une réunion du 5 août 2008.

Extrait du règlement R1999-2 de la CSDM concernant la délégation au directeur général
de certains pouvoirs et fonctions du Conseil des commissaires.

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 août 2008	Résolution: CA08 240521

Terrains (2) de minisoccer - aménagement, utilisation et entretien - terrain appartenant à la Commission scolaire de Montréal - École Pierre-Dupuy - entente - approbation

Il est proposé par Karim Boulos

appuyé par Pierre Mainville

D'approuver l'entente de partenariat entre la Commission scolaire de Montréal relative à l'aménagement, à l'utilisation et à l'entretien de 2 terrains de minisoccer en gazon synthétique sur une partie du terrain de l'école Pierre-Dupuy, et ce, conditionnellement à l'obtention de l'autorisation d'engagement de crédits du gouvernement du Québec.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1084499001

Claude THÉORÊT

_____

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 6 août 2008

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représenté par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du Conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, c. I-13.3), autrefois connu sous la dénomination sociale COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, ayant son siège social au 5100, rue Sherbrooke Est, en la ville de Montréal , province de Québec, H1V 3R9 , Canada, représenté par Madame Francyne Fleury, directrice générale par intérim et par Me Chloé Normand, sa secrétaire générale, dûment autorisées aux fins des présentes en vertu des actes suivants :

….

copies desdites résolutions et autorisations demeurant annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables par les représentants en présence de Me Francine DAUNAIS, Notaire, lesdites résolutions et autorisations n'ont jamais été révoquées et sont toujours en vigueur.

Ci-après nommé : le « **CSSDM** »
Avis d'adresse numéro : 6 038 821

ATTENDU QUE le CSSDM est propriétaire de l'immeuble sis au 2000 de la rue Parthenais sur le terrain duquel est érigé l'établissement scolaire secondaire Pierre-Dupuy, ci-après appelé l'ÉCOLE, ainsi qu'une cour servant à des activités sportives et récréatives, ci-après appelée la COUR;

ATTENDU QU'un protocole d'entente établissant les modalités selon lesquelles la VILLE s'engage à réaliser des travaux d'aménagement de deux terrains de mini soccer avec surface en gazon synthétique dans la cour de l'ÉCOLE, ainsi que les modalités propres à l'utilisation de la COUR par les parties a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 5 août 2008 par sa résolution CA08 240521;

ATTENDU QUE ce protocole d'entente entrait en vigueur à compter de sa signature par les parties, soit le 2 septembre 2008, pour une durée de vingt (20) ans, soit jusqu'au 2 septembre 2028;

ATTENDU QUE la VILLE planifie un investissement dans le réaménagement de la surface en gazon synthétique, le remplacement de la clôture, ainsi que la mise à jour de l'éclairage dans la COUR;

ATTENDU QUE le CSSDM reconnait l'importance de l'investissement de la VILLE sur sa propriété;

ATTENDU QUE les parties souhaitent modifier la durée du protocole d'entente initiale pour une durée de trente (30) ans;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le protocole d'entente approuvé le 5 août 2008 par la résolution CA08 240521, est modifié comme suit :

1. L'article 2.1 est remplacé par le suivant :

   2.1 Le présent Protocole entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et aura une durée de **trente (30) ans**, dans la mesure ou aucune des conditions prévues aux articles 3.1 et suivants n'intervient avant son terme.

2. Les articles 3.1, 3.2 et 3.3 sont remplacés par les suivants :

   3.1 Pendant les **vingt-cinq (25)** premières années, soit de 2008 à **2033**, aucune résiliation du présent PROTOCOLE ne pourra être effectuée.

   3.2 À compter de **2034** et sous réserve de l'article 3.4, en cas de fermeture, vente ou location de l'ÉCOLE, l'une ou l'autre des parties pourra résilier le présent Protocole après avoir donné avis par écrit signifié à l'autre partie au moins six (6) mois à l'avance.

   3.3 À compter de **2034**, en cas de transformation, d'agrandissement ou de modification de l'ÉCOLE à des fins scolaires ou administratives qui auraient pour effet d'affecter le COUR de l'ÉCOLE, l'une ou l'autre des parties pourra résilier le présent Protocole après en avoir donné avis par écrit signifié à l'autre partie au moins six (6) mois à l'avance.

3. L'article 6.2.1 est ajouté :
   6.2.1 La VILLE doit s'assurer de l'application des normes en matière de santé et sécurité lors des travaux. À cet effet, la VILLE déclare avoir reçu le document intitulé *Guide de gestion des mesures de prévention en lien avec les chantiers de construction du CSSDM,* lequel comprend le guide de santé et sécurité des usagers (SSU). Le CSSDM voulant s'assurer de la sécurité de ses usagers pouvant se

trouver aux abords du chantier, il demande à ce que la VILLE respecte minimalement et lorsqu'applicables aux travaux, les règles du guide SSU.

4. L'article 11.4 et 11.5 suivants sont ajoutés :

   11.4 Le CSSDM déclare qu'il dispose d'une couverture contre les risques liés à sa responsabilité civile, laquelle est régie par le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Ile de Montréal.
   11.5 La Ville déclare qu'elle est auto-assurée quant à sa responsabilité civile.

5. Les plans constituant l'ANNEXE 1 « Plan des aménagements » du protocole d'entente sont remplacés par les Plans des aménagements des travaux en 2021, joints en annexe du présent Addendum.

Tous les autres termes et conditions du protocole d'entente continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ , À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Le_____ e jour de _____2021

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Le_____ e jour de _____2021

Par : _____
Madame Francyne Fleury, directrice générale par intérim

Et par : _____
Me Chloé Normand, sa secrétaire générale

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de la Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel XXXXXXXXXX; il a été approuvé par la résolution CA21 240XXX adoptée le XX XXXX 2021.

RENCONTRE DÉCISIONNELLE
POUR L'ADOPTION DES RAPPORTS PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE

2e rencontre – 24 août 2021

17. Service des ressources matérielles – école Pierre-Dupuy – proposition d'addenda au protocole d'entente intervenue entre la Ville de Montréal et le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) le 2 septembre 2008 – réhabilitation des terrains de mini soccer

Document déposé : Rapport A-33-1766 en date du 18 août 2021
de M. Marc Gagnon concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT l'entente intervenue en 2008 entre la Ville de Montréal et le CSSDM pour l'aménagement de deux terrains de mini soccer;

CONSIDÉRANT que ces terrains de mini soccer sont en fin de vie utile;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal a identifié un budget et est disposée à réhabiliter, à ses frais, les deux terrains de mini soccer dans les meilleurs délais;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal a besoin d'une période minimale de 15 ans pour amortir le coût de ces travaux et que l'entente en vigueur se termine en 2028;

CONSIDÉRANT qu'à défaut de réaliser les travaux, les terrains de mini soccer pourraient devenir inutilisables par les citoyens et les élèves du CSSDM;

CONSIDÉRANT la résolution du Conseil d'administration CA-202010-09 visant à établir une délégation de pouvoirs transitoire, laquelle prévoit que tous les pouvoirs relevant du comité exécutif relèvent provisoirement de la directrice générale par intérim;

Il est **DÉCIDÉ** :

1° d'AUTORISER le Secrétariat général à signer, au nom du CSSDM, l'addenda pour prolonger le protocole d'entente, selon les conditions prévues au présent rapport;

2° d'AUTORISER la source financement indiquée au présent rapport pour le remboursement associé au remplacement des clôtures (10 % du coût total);

3° d’AUTORISER le paiement, à la Ville de Montréal, du coût associé au remplacement des clôtures, et ce, sous réception des pièces justificatives requises.

J’atteste que la présente décision par la directrice générale par intérim ce 24 août 2021 est conforme.



Me Chloé Normand
Secrétaire générale

CN/sb

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

PROJET

Dossier # : 1204435002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte et ses annexes par lequel la Ville vend à Demain Montréal s.e.c., à des fins de développement urbain et de construction de logements sociaux et communautaires et abordables, un terrain connu sous le numéro de lot 6 280 996 du cadastre du Québec, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 m², dans l'arrondissement Ville-Marie, pour la somme de 5 532 617 $, plus les taxes applicables. / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H05-005-7972-03 / Mandat : 18-0110-T

Il est recommandé :
que le conseil d'arrondissement Ville-Marie:

- d'approuver, à titre de contribution à des frais de parc, l'engagement de l'Acquéreur à céder à la Ville, au moment de la première opération cadastrale de son projet, un lot représentant une superficie de 932,4 m^2 (soit 10% de la superficie du lot 6 280 996), le tout tel que prévu selon les dispositions de l'article 14.1 du projet d'acte;

que le conseil municipal :

- de fermer et de retirer du domaine public, à toute fins que de droit, le lot 6 280 996 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 mètres carrés, dans l'arrondissement Ville-Marie;

que le conseil d'agglomération :

- d'approuver un projet d'acte et ses annexes par lequel la Ville vend à Demain Montréal s.e.c., à des fins de développement urbain et de construction de logements sociaux et communautaires et abordables, un terrain connu sous le numéro de lot 6 280 996 du cadastre du Québec, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 mètres carrés, dans

l'arrondissement Ville-Marie, pour la somme de 5 532 617 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'acte et ses annexes, le tout sous réserve de l'accomplissement de la procédure prévue à l'article 29.3 de la Loi sur les cités et ville.

- d'imputer le revenu de cette transaction conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2021-09-09 09:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204435002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte et ses annexes par lequel la Ville vend à Demain Montréal s.e.c., à des fins de développement urbain et de construction de logements sociaux et communautaires et abordables, un terrain connu sous le numéro de lot 6 280 996 du cadastre du Québec, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 m², dans l'arrondissement Ville-Marie, pour la somme de 5 532 617 $, plus les taxes applicables. / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H05-005-7972-03 / Mandat : 18-0110-T

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2017, la Division des analyses immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière (ci-après le « SGPI ») est mandaté pour réaliser l'appel à projets international "Reinventing Cities", lancé dans plusieurs villes pionnières par le C40 Cities Climate Leadership Group (ci-après le « C40 »). Cette initiative vise à encourager la régénération urbaine bas carbone à travers le monde et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés en haut lieux du développement durable et de résilience.
Pour cet appel à projets (ci-après « AAP »), la Ville a choisi le site de la cour de la Commune, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant le lot 6 280 996 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lequel comporte une superficie de 9324,1 m², avec un immeuble qui y est érigé, portant l'adresse civique 987, de la Commune Ouest, ci-après (l'« Immeuble »). À l'issue de cet AAP, la Ville vendra l'Immeuble au lauréat pour son développement.

Le C40 a coordonné, en collaboration avec chacune des villes participantes, cet AAP. Le C40 impose aux villes participantes le règlement de base (phase 1) de l'APP, de même que le cadre d'un addendum au règlement pour le déroulement de la phase 2. Chaque ville peut adapter cet addendum selon sa propre réalité. Le C40 a soutenu la Ville de Montréal dans la rédaction des conditions et les exigences spécifiques de la Ville pour le redéveloppement de l'Immeuble.

Cet AAP s'est déroulé en deux phases, soit la phase 1 qui consistait à obtenir des expressions d'intérêt, et la phase 2, à obtenir les propositions détaillées des finalistes.

Au niveau de la phase 1, la Ville a reçu 15 propositions d'intérêt et parmi celles-ci, le jury a retenu 4 équipes finalistes pour la seconde phase. À noter qu'une équipe s'est désistée durant la seconde phase faute de trouver un promoteur. De ce fait, 3 propositions finales ont été soumises au jury et à noter que la décision du jury est finale et sans appel. Ces propositions finales ont été évaluées et sélectionnées en fonction des critères de sélection de la phase 2 de l'AAP qui sont détaillés dans le règlement et qui se résument ainsi :

1. L'intégration du projet dans son contexte local.
2. Les solutions proposées pour relever les 10 défis pour le climat.
3. La solidité du modèle économique et la pertinence des dispositions juridiques et financières.
4. La pertinence de l'équipe.

En juin 2019, le jury a retenu avec une majorité le finaliste Demain Montréal s.e.c. comme lauréat (ci-après l'« Acquéreur»).

Ce dossier vise à approuver un projet d'acte et ses annexes, par lequel la Ville vend à l'Acquéreur, à des fins de développement urbain et de construction de logements sociaux et communautaires et abordables, un terrain connu sous le numéro de lot 6 280 996 du cadastre du Québec, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 m², dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme de 5 532 617 $, plus les taxes applicables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 033 - 28 janvier 2021 - Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 676 160 $ provenant de l'entente tripartite de 2020 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (CG20 0135) - Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 1 647 534 $ provenant du Fonds d'inclusion de l'arrondissement de Ville-Marie - Approuver une subvention additionnelle d'un montant maximal de 3 813 966 $ provenant du Fonds d'inclusion de l'arrondissement Ville-Marie pour la réalisation du projet de logement social Coop Trapèze de l'organisme Coopérative d'habitation Le Trapèze.
CE15 2254 - 9 décembre 2015 - Adoption des modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CE12 0338 - 14 mars 2012 - Approuver la création d'un Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CE05 1708 - 24 août 2005 - Adopter la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

DESCRIPTION

La proposition soumise lors du dépôt de l'appel à projets en 2019
La proposition de projet de l'Acquéreur lui ayant permis d'être lauréat consiste en une programmation mixte de logements, bureaux, commerces et services répartis dans un bâtiment d'environ 19 étages sur la rue de la Commune ouest et 5 étages sur la rue Nazareth. Le basilaire du bâtiment comprendra un espace communautaire et commercial, appelé le « Souk ». Le Souk est un espace intérieur et extérieur, ouvert sur le quartier, qui permettra l'aménagement d'un potager communautaire, d'ateliers collaboratifs, de commerces temporaires et permanents, d'espaces communautaires et de restaurants/cafés. Aux étages supérieurs se trouveront des bureaux et des logements. Au niveau du sous-sol,

sont prévus une ferme urbaine ainsi que des emplacements pour vélos et du stationnement. Quant aux espaces extérieurs, la proposition de Demain Montréal fait état d'un sentier et d'une "forêt-verger" longeant l'autoroute Bonaventure et d'une petite agora commémorant, in situ, les vestiges d'un des moulins de la plaine Sainte-Anne.

Le projet de rédéveloppement de l'Immeuble est visé par la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels (ci-après « Stratégie d'inclusion »). Un des critères visait à ce que 20 % de la superficie brute de plancher résidentiel totale du projet permette de réaliser des logements sociaux et communautaires et un minimum de 20 % d'unités privées soit des unités de logements abordables. L'Acquéreur s'est engagé à réaliser un projet clés en main de logement social pour l'organisme Coopérative d'habitation Le Trapèze. Également, un second critère de l'APP visait à l'intégration et la construction d'un garage satellite pour les besoins des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie et ce, en respectant intégralement les exigences précisées dans le programme fonctionnel et technique (ci-après le « PFT ») que la Ville a élaboré. De plus, conformément aux exigences de l'article 29.3 de la Loi sur les cités et villes, la résolution du conseil d'agglomération devra, sous peine de nullité, être soumise à l'approbation des personnes habiles à voter selon la procédure prévue pour les règlements d'emprunt.

Proposition de projet en 2021
Dû au fait que la crise sanitaire provoquée par la COVID-19 ait occasionné une hausse de l'offre des espaces de bureau, l'Acquéreur a révisé certains paramètres de sa proposition, notamment en diminuant la superficie des espaces de bureau et en augmentant la superficie brute de plancher résidentiel des logements privés, et ce, avec l'objectif de ne pas modifier la densité du projet initial. Cette nouvelle proposition fait en sorte que le bâtiment sur la rue de la Commune Ouest passe de 19 à 21 étages et celui sur la rue Nazareth diminue de 5 à 4 étages. La bonification de la superficie résidentielle privée a un impact sur le pourcentage de la superficie brute de plancher consacrée aux logements sociaux et communautaires. Ainsi, le projet de logements sociaux et communautaires correspond désormais à environ 15% de la superficie résidentielle totale, alors qu'elle en représentait environ 20% dans le cadre de la proposition initiale de l'Acquéreur. Considérant que l'organisme Coopérative d'habitation Le Trapèze, la Ville et l'Acquéreur se sont entendus (avant la révision des paramètres) dans le cadre d'un projet clé en main en fonction de la superficie résidentielle de la proposition de 2019, cette bonification de superficie résidentielle implique que l'Acquéreur devra verser une contribution financière complémentaire. Cette contribution financière est fixée à 522 000 $ et elle vise à compenser la différence de superficie brute qui devrait être allouée aux logements sociaux et communautaires. Au niveau des logements abordables, l'Acquéreur s'engage à respecter son obligation à ce qu'un minimum de 20 % d'unités privées soit des unités de logements abordables. À titre indicatif, cela représente 65 logements en fonction de la plus récente version du projet.

Finalement, en juin dernier, l'Acquéreur a déposé, auprès de l'arrondissement de Ville-Marie, les plans de son projet pour analyse préliminaire. Considérant que ces plans représentent plus concrètement le projet de l'Acquéreur, ceux-ci sont en pièce jointe à titre indicatif.

Obligations de l'Acquéreur
Le projet d'acte prévoit que l'Acquéreur s'est engagé notamment à:

- construire l'ensemble des constructions et aménagements à réaliser sur l'Immeuble dans le cadre de son projet, substantiellement conforme au projet de

redéveloppement de l'Immeuble présenté dans sa proposition, dans un délai de 48 mois suivant la signature de l'acte de vente.

- construire et céder gratuitement à la Ville un garage satellite pour les besoins des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie en respectant les exigences du PFT que la Ville a élaboré. Il est à noter que les aménagements intérieurs devront par la suite être réalisés par et aux frais de la Ville.

- réaliser dans son projet les logements sociaux et communautaires ainsi que les logements abordables sur l'Immeuble selon les modalités du document - *Engagements à réaliser des logements sociaux et des logements abordables - Projet de construction résidentiel situé sur le lot 6 280 996 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à Montréal* , (ci-après la « Lettre d'engagement »).

- obtenir, à ses frais, la certification LEED Platine pour son projet (excluant le projet de logements sociaux et communautaires). À noter que l'Acquéreur vise également l'obtention d'une certification LEED Platine pour le garage satellite et s'engage à déployer ses meilleurs efforts pour atteindre cet objectif. Dans l'éventualité où la certification LEED Platine ne puisse être obtenue, il s'engage à obtenir minimalement la certification LEED Or pour le garage satellite.

- maintenir sur ou sous l'Immeuble les vestiges archéologiques du moulin de la Plaine Sainte-Anne *in situ* et les protéger.

- respecter sur une période de 10 ans ses engagements pris dans le cadre du protocole de suivi des performances, mentionnés dans le document intitulé « Tableau des indicateurs de performance ». Les indicateurs de performance permettent de mesurer l'atteinte des objectifs que l'Acquéreur s'est fixé pendant les phases de conception, de construction et d'opération.

Contribution à des frais de parc
À titre de contribution à des frais de parc, l'Acquéreur s'engage à céder à la Ville, au moment de la première opération cadastrale de son projet, un lot représentant une superficie de 932,4 m^2 (soit 10% de la superficie du lot 6 280 996), ce dernier étant identifié à l'annexe H du projet d'acte de vente.

Cession d'un terrain à des fins d'utilité publique
L'Acquéreur s'engage à céder à la Ville, à des fins d'utilité publique, une partie du lot 6 280 996 représentant une superficie de 1030,8 m^2, selon le plan joint à l'annexe I du projet d'acte de vente, le tout sans garantie légale et sans considération monétaire. Il est convenu que l'Acquéreur devra céder cette partie de lot dans le même état où elle se trouvait au moment de la signature de l'acte de vente. Ce terrain sera versé au domaine public de la Ville puisqu'il s'intègre dans l'emprise du corridor de l'autoroute Bonaventure.

Servitudes

- Le projet d'acte prévoit la création d'une servitude réelle et perpétuelle, en faveur de la Ville, d'une largeur d'environ 10 mètres pour l'entretien et le passage du mur de soutènement de l'autoroute Bonaventure, le tout tel que montré à l'annexe L du projet d'acte de vente. Cette servitude prévoit également la non-construction prohibant tout ouvrage, construction ou plantation incompatible avec l'exercice des présents droits.

- Le projet d'acte prévoit la création d'une servitude, en faveur de la Ville, de conservation et de protection de la vocation des logements sociaux et

communautaires contre une partie de l'Immeuble, le tout tel que montré à l'annexe M du projet d'acte de vente. Cette servitude de conservation de la vocation sociale et communautaire permettra d'assurer la pérennité de ces logements.

- L'Acquéreur s'engage à constituer contre l'Immeuble, à la fin des travaux, une servitude réelle et perpétuelle de limitation d'une construction plus dense et/ou plus haute en faveur de la Ville considérant que le projet de l'Acquéreur ne représente pas une construction à pleine capacité permise par le zonage.

Logements sociaux et communautaires et abordables
L'Acquéreur a signé la Lettre d'engagement le 1er septembre 2021 et celle-ci prévoit notamment pour :
Les logements sociaux et communautaires:

- L'engagement de l'Acquéreur à réaliser, selon la formule clés en main, un bâtiment de logements sociaux et communautaires, d'une superficie brute de plancher résidentiel égale ou supérieure à de 3669 m^2.
- Une contribution financière de 522 000 $ pour compenser la différence entre la superficie résidentielle du bâtiment de logements sociaux et communautaires et la superficie résidentielle qui aurait été nécessaire de prévoir pour que ce bâtiment représente l'équivalent de 20% de l'ensemble de la superficie résidentielle du projet, laquelle sera payable avant la signature de l'acte de vente.
- De consentir une hypothèque de premier rang au montant de 1 189 000 $, en faveur de la Ville grevant une partie du lot 6 280 996 du cadastre du Québec et ce, avant la signature de l'acte de vente;
- De consentir, gratuitement, en faveur de la Ville, une servitude de la conservation et de protection des logements sociaux et communautaires contre une partie de l'Immeuble. Cette servitude est créée à même l'acte de vente.

Les logements abordables:

- L'Acquéreur s'engage à ce qu'un minimum de 20 % des logements privés de son projet soit des logements abordables, soit à titre indicatif, 65 logements en fonction de la plus récente version du projet. Cette obligation sera garantie à même la lettre de garantie bancaire de 2 000 000 $ que l'Acquéreur remettra à la signature de l'acte. Dans l'éventualité où l'Acquéreur serait en défaut de réaliser une partie de cet engagement, un montant de 20 000 $ pour chaque logement abordable non réalisé pourra être encaissé par la Ville à même la lettre de garantie bancaire.

Garanties
Le projet d'acte prévoit une clause résolutoire en cas de défaut de l'Acquéreur. De plus, la lettre de garantie bancaire de 2 000 000 $ qui sera remise à la signature de l'acte et mentionnée ci-dessus, permettra de garantir d'autres obligations et engagements mentionnés au projet d'acte. Elle pourra être diminuée à 1 000 000 $ lorsqu'il restera uniquement la certification LEED à obtenir. Également, tel que mentionné dans la Lettre d'engagement, l'Acquéreur s'engage à créer une hypothèque de premier rang au montant de 1 189 000 $, en faveur de la Ville et à créer une servitude de conservation et de protection de la vocation des logements sociaux et communautaires contre l'Immeuble.

Ajustement du prix de vente
Le prix de vente a été établi en fonction de la grille du prix de vente qui est l'annexe D du projet d'acte. Cette grille prévoit une superficie totale de plancher développée de 22 101 m² nets au taux de 476 $/$m^2$ pour le projet de l'Acquéreur. Cette superficie ne tient pas compte

de la superficie pour les logements sociaux et communautaires, ni de la superficie relative au garage satellite. Toute modification de la superficie développée au-delà de 100 m² entraînera de facto une augmentation du prix de vente. Cet ajustement à la hausse sera calculé au taux de 476 $/m² en fonction de la superficie finale qui sera confirmée lors de l'émission du permis.

Dans l'éventualité où toute subvention pour la réhabilitation des sols est accordée à l'Acquéreur dans les trois (3) ans de la signature de l'acte de vente, les coûts de réhabilitation indiqués dans la grille de calcul du prix de vente seront diminués d'un montant égal au montant net de toute subvention accordée et le prix de vente sera ajusté en conséquence à la hausse.

JUSTIFICATION

Il est recommandé de procéder à la vente de l'Immeuble pour les motifs suivants :
- L'Acquéreur a été sélectionné par un jury lors de l'AAP;
- Le projet de l'Acquéreur vise à encourager la régénération urbaine bas carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes en matière de développement durable et de la résilience;
- Le projet de l'Acquéreur permettra la construction d'un projet de logements sociaux et communautaires selon la formule clés en main;
- Le projet de l'Acquéreur permettra la réalisation de logements abordables;
- La vente de l'Immeuble procurera à la Ville une entrée de fonds 5 532 617 $ en sus des taxes applicables;
- Le prix de vente est établi en fonction de la densité du projet et considérant que le projet de l'Acquéreur ne représente pas une construction à pleine capacité permise par le zonage, une servitude réelle et perpétuelle de limitation d'une construction plus dense et/ou plus haute en faveur de la Ville sera créée à la fin des travaux.
- Le taux retenu pour cet AAP est basé selon une valeur marchande établie par la Division des analyses immobilières du SGPI, en date du 14 août 2018, de laquelle une réduction y a été attribuée en considération des obligations imposées par la Ville. À noter que l'encadrement administratif sur les transactions immobilières de la Ville précise que toutes les transactions immobilières sont faites à la valeur marchande du marché dont la période de référence est valide pour une période de 18 mois, sauf les cas d'exception. Dans ce cas-ci, la période de référence est supérieure à 18 mois mais ce dossier est considéré comme étant un cas d'exception puisqu'il ne s'agit pas d'une vente de gré à gré mais d'un processus d'AAP.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une entrée de fonds de 5 532 617 $, en sus des taxes applicables.
L'Acquéreur a déjà remis un dépôt de 10 000 $ et un montant additionnel de 276 630,85 $ à la Ville.
Le solde du prix de vente sera payable à la signature de l'acte de vente, soit 5 245 986,15 $.
Cette vente est taxable et la responsabilité relative au paiement de la TPS et de la TVQ est supportée par l'Acquéreur.
La valeur aux livres est de 69 735,64 $.
L'évaluation municipale au rôle foncier 2020 est de 9 131 200 $.

Pour cet AAP, la Ville vend en fonction de la densité du projet de l'Acquéreur et le prix de vente est ajusté en considération des surcoûts. Selon la densité du projet de l'Acquéreur et en considération du prix de vente du terrain attribuable aux logements sociaux et communautaires, le prix de vente préliminaire, avant défalcation, est de 11 036 076 $. Ce prix de vente est ajusté en fonction des coûts de réhabilitation des sols, estimés à 4 380

959 $, des coûts de déconstruction, estimés à 172 500 $ et des surcoûts liés à des contraintes de construction en raison de la présence de l'intercepteur sud situé en tréfonds de l'Immeuble, estimés à 950 000$ $. Le prix final proposé par l'Acquéreur pour cet AAP est de 5 532 617 $.

Le prix de vente se situe en deçà de la valeur municipale puisque, notamment, les droits vendus sont limités. En effet, une servitude de limitation de densité sera consentie par l'Acquéreur en faveur de la Ville à de la fin des travaux de construction du projet. De plus, l'évaluation municipale ne tient pas compte des surcoûts et des obligations imposées par la Ville dans le cadre de l'AAP, ces derniers étant pris en compte dans le prix de vente.

Une contribution financière pour le logement social et communautaire de 522 000 $ sera remise par l'Acquéreur, selon les modalités prévues à la Lettre d'engagement, avant la signature de l'acte de vente.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de l'Acquéreur répond aux objectifs de verdissement et de développement durable de la Ville. En effet, répondant à la Stratégie Montréal 2030, les logements sociaux et communautaires et abordables ont une relation directe avec l'orientation visant à renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion. De plus, ce projet vise l'obtention d'une certification LEED C+CB v4 Platine et l'Acquéreur met de l'avant des idées les plus innovantes en matière de développement durable et de la résilience.

Orientation de la stratégie 2030 :

Orientation 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.
Orientation 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.
Orientation 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Plan climat :

Action 1: Mobiliser la communauté montréalaise pour mener la transition écologique dans tous les quartiers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La vente de l'Immeuble permettra la réalisation d'un projet clés en main de logements sociaux et communautaires et permettra la réalisation de logements abordables. Si ce projet d'acte n'est pas approuvé, le projet de l'Acquéreur ne pourra se réaliser.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 a un impact sur la proposition de l'Acquéreur qui a révisé certains paramètres de sa proposition, notamment en diminuant la superficie des espaces de bureau et en augmentant la superficie brute de plancher résidentiel des logements privés. De plus, la COVID-19 a impacté les délais administratifs dans le traitement de ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Selon le service de l'expérience citoyenne et des communications, aucune opération de communication n'est requise pour ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation au conseil d'arrondissement Ville-Marie du 14 septembre 2021
Approbation du conseil d'agglomération du 30 septembre 2021
Approbation référendaire conformément à l'article 29.3 de la Loi sur les cités et villes : octobre 2021
Signature de l'acte de vente et ses annexes : fin octobre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe COSSETTE, Service de l'habitation
Louis ROUTHIER, Ville-Marie
Assya BENDEDDOUCH, Service de la gestion et de la planification immobilière
Charlotte HORNY, Ville-Marie
Sébastien WAGNER, Direction générale
Andres BELTRAN, Direction générale
Marie-Claude A MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Martin LAZURE, Ville-Marie
Martin LOISELLE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jean-François MORIN, Service de l'habitation
Jabiz SHARIFIAN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jérémie CARRIÈRE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Lyse RENAUD, Service des infrastructures du réseau routier
Clotilde TARDITI, Service de l'habitation

Lecture :

Marie-Claude A MORIN, 1er septembre 2021
Clotilde TARDITI, 31 août 2021
Philippe COSSETTE, 31 août 2021
Jean-François MORIN, 30 août 2021
Louis ROUTHIER, 30 août 2021
Lyse RENAUD, 30 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-06

Gérard TRUCHON
Chef de division - analyses immobilières

Tél : 438-229-8975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-09-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-09-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204435002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte et ses annexes par lequel la Ville vend à Demain Montréal s.e.c., à des fins de développement urbain et de construction de logements sociaux et communautaires et abordables, un terrain connu sous le numéro de lot 6 280 996 du cadastre du Québec, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 m², dans l'arrondissement Ville-Marie, pour la somme de 5 532 617 $, plus les taxes applicables. / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H05-005-7972-03 / Mandat : 18-0110-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204435002 - lot 6 280 996 - Ville Marie.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-08

Yves COURCHESNE
Directeur service des finances et trésorier
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

NO GDD : 1204435002

Revenus

Cession - Autres actifs à long terme - Ville- Marie

		Revenus
	2101.0010000.114089.01819.45502.000000.0000.000000.058051.000000.00000	5 532 617.00 $

plus taxes applicables

Coût aux livres: 69 735,64$

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204435002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte et ses annexes par lequel la Ville vend à Demain Montréal s.e.c., à des fins de développement urbain et de construction de logements sociaux et communautaires et abordables, un terrain connu sous le numéro de lot 6 280 996 du cadastre du Québec, situé du côté ouest de la rue Nazareth, au nord de la rue de la Commune, d'une superficie de 9324,1 m², dans l'arrondissement Ville-Marie, pour la somme de 5 532 617 $, plus les taxes applicables. / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H05-005-7972-03 / Mandat : 18-0110-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte de vente ci-joint. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Steve Sollins. Nous avons reçu confirmation du représentant de l'Acquéreur à l'effet qu'il est d'accord avec le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans modification.

L'acte de vente ne pourra toutefois être signé avant que la procédure prévue à l'article 29.3 de la Loi sur les cités et villes soit accomplie. Il y est prévu que toute résolution qui autorise une municipalité à conclure un contrat par lequel elle engage son crédit et duquel découle, même implicitement une obligation pour son cocontractant de construire un immeuble utilisé à des fins municipales doit, sous peine de nullité, être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter selon la procédure prévue pour les règlements d'emprunt.

N/D 20-000517

FICHIERS JOINTS

2021-09-07 Acte de Vente-VERSION FINALE.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-08

Véronique BELPAIRE

notaire

Tél : 514-589-7571

Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514-872-7017
Division : Direction des Affaires civiles

VENTE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN (2021), le ●.

DEVANT Me Steve Collins, notaire à Montréal, province de Québec.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ●, ●, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CA● ●, adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie ;

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●,

c) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

d) de la résolution numéro CG ● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●,

lesquelles résolutions n'ont pas été révoquées ou modifiées et dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes comme « Annexe A » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Un avis d'adresse pour la Ville a été inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **6 019 444**.

ET

DEMAIN MONTRÉAL S.E.C., une société en commandite constituée en vertu du *Code civil du Québec*, ayant son siège au 7250, boulevard Taschereau, bureau 200, Brossard, Québec, J4W 1M9, agissant aux présentes par 9321-1282 QUÉBEC INC., son commandité, une société par actions constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ c S-31.1), ayant son siège au 7250, boulevard Taschereau, bureau 200, Brossard, Québec, J4W 1M9, agissant et représentée par Antoine Bernier et Bruno Desautels, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du trente et un (31) août deux mille vingt et un

(2021) et par 9437-2497 QUÉBEC INC., son autre commandité, une société par actions constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ c S-31.1), ayant son siège au 521, 6e Avenue Nord, Saint-Georges, Québec, G5Y 0H1, agissant et représentée par Martin Jacques, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du premier (1er) septembre deux mille vingt et un (2021), lesquelles résolutions n'ont pas été révoquées ou modifiées et dont une copie certifiée conforme demeure annexée aux présentes comme « Annexe B » après avoir été reconnue véritable et signée par lesdits représentants en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur sont également ci-après désignés collectivement les « **Parties** ».

ATTENDU QU'un appel à projets international nommé "*Reinventing Cities*" a été lancé dans plusieurs villes pionnières par le C40 Cities Climate Leadership Group (ci-après le « C40 »), lequel vise à encourager la régénération urbaine bas carbone à travers le monde et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés en hauts lieux du développement durable et de la résilience;

ATTENDU QUE le C40 est une organisation qui permet aux villes participantes de partager leurs stratégies visant à réduire les émissions de carbone et à encourager les mesures de lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale;

ATTENDU QUE le C40 coordonne, en collaboration avec chacune des villes participantes, cet appel à projets international;

ATTENDU QUE la Ville, à titre de ville participante à cet appel à projets, a identifié comme site sous-utilisé, le site de la Cour de la Commune connu comme étant le lot 6 280 996 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, défini ci-dessous comme l'Immeuble;

ATTENDU QUE cet appel à projets était composé de deux phases: la phase 1 étant l'appel d'intérêt et la phase 2 étant les propositions finales;

ATTENDU QUE le Règlement de l'appel à projets, comme défini ci-dessous, a été rédigé par la Ville, avec le soutien du C40, afin de présenter et préciser la procédure pour chacune des phases et fournir des informations détaillées sur la structure de l'appel à projets, sur les conditions et les exigences spécifiques de la Ville pour le redéveloppement de l'Immeuble;

ATTENDU QU'au terme de la phase 1 de l'appel à projets, l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL » a été sélectionnée par le jury de l'appel à projets comme l'un des finalistes afin de poursuivre la phase 2, phase finale de l'appel à projets, laquelle consistait à soumettre une proposition à la Ville pour le redéveloppement de l'Immeuble;

ATTENDU QU'à la suite de l'analyse de l'ensemble des propositions, le jury de l'appel à projets a déclaré l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL » comme

lauréat de l'appel à projets;

ATTENDU QUE, dans la Proposition de l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL », il était prévu qu'une nouvelle société serait créée pour acquérir l'Immeuble;

ATTENDU QUE cette nouvelle société a été incorporée sous le nom de Demain Montréal, s.e.c.; et

ATTENDU QUE l'Acquéreur assume, par la présente, l'ensemble des obligations prévues dans la Proposition et s'engage envers la Ville à remplir ces obligations.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

1.1 **Bâtiment** : l'ensemble des constructions et aménagements à réaliser par l'Acquéreur sur l'Immeuble dans le cadre de son Projet.

1.2 **CBDCa** : Conseil du bâtiment durable du Canada.

1.3 **Cas de force majeure** : tout événement indépendant de la volonté de l'Acquéreur, qui retarde, interrompt ou empêche l'exécution totale ou partielle par l'Acquéreur de toutes ou partie de ses obligations mentionnées dans le présent acte de vente ou auxquelles il est fait référence. Sans restreindre la portée de ce qui précède, l'un ou l'autre des événements suivants constitue un cas de force majeure, étant entendu que l'Acquéreur devra documenter la nature de l'événement et démontrer que celui-ci constitue un cas de force majeure selon les critères établis précédemment : guerre, émeute, vandalisme, rébellion, épidémie, foudre, tremblement de terre, orage, verglas, grève, inondation, incendie, explosion, retard (suite au dépôt d'un dossier complet) dans la délivrance d'une réponse à une demande de permis ou autre autorisation ou refus de délivrance d'une autorisation, découvertes archéologiques autres que celles portées à la connaissance de l'Acquéreur par le Règlement de l'appel à projets, retard dans la fourniture d'un service public ou l'approvisionnement en service public, ou une modification des lois et règlements en vigueur dans la province de Québec suivant la date du présent Acte.

1.4 **Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite :** certificat émis par un architecte spécifiquement pour le Garage satellite qui devra confirmer l'achèvement substantiel des travaux, selon les dispositions de l'article 13.1, sous réserve de la correction des Déficiences mineures.

1.5 **Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur :** Certificat émis par un architecte spécifiquement pour

le Projet de l'Acquéreur, qui devra confirmer l'achèvement substantiel des travaux, selon les dispositions de l'article 13.1, sous réserve de la correction des Déficiences mineures.

1.6 **Certificat d'achèvement substantiel pour les Logements sociaux** : certificat émis par un architecte spécifiquement pour les Logements sociaux et communautaires qui devra confirmer l'achèvement substantiel des travaux, selon les dispositions de l'article 13.1, sous réserve de la correction des Déficiences mineures.

1.7 **Certificats d'achèvement substantiel** : comprend le Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, le Certificat d'achèvement substantiel pour les Logements sociaux et le Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur.

1.8 **Certification LEED Platine** : certification LEED C+CB v4 Platine du CBDCa.

1.9 **Certification LEED Or** : certification LEED niveau Or du CBDCa.

1.10 **Déficience mineure** : tout défaut, lacune ou travail à compléter qui n'a pas d'incidence importante sur l'utilisation et la jouissance par le bénéficiaire de l'Immeuble ou de l'une de ses composantes.

1.11 **Fondations** : les parties en béton du Bâtiment, en bonnes proportions enfouies destinées à supporter le poids du Bâtiment et à le répartir au sol pour assurer la stabilité de ce dernier.

1.12 **Garage satellite** : garage satellite des travaux publics que l'Acquéreur doit construire sur l'Immeuble en respectant intégralement les exigences précisées dans le PFT.

1.13 **Grille du calcul du prix de vente** : tableau de référence final pour l'établissement du Prix de vente, dont une copie est annexée aux présentes comme « Annexe D ».

1.14 **Immeuble** : a le sens qui lui est attribué à l'article 2 du présent acte de vente.

1.15 **Logements** : l'ensemble des logements prévus dans le cadre du Projet, incluant les logements privés, les Logements sociaux et communautaires et les Logements abordables, mais excluant les espaces de bureaux et commerciaux.

1.16 **Logements abordables** : le sens qui lui est attribué à l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des Parties en présence du notaire soussigné.

1.17 **Logements sociaux et communautaires** : le sens qui lui est attribué à l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

1.18 **Malfaçon** : désigne toute défectuosité ou non-conformité des travaux aux exigences des présentes ou aux lois applicables résultant de la faute par l'Acquéreur ou ses sous-traitants dans la conception ou la construction du Garage satellite (y compris les matériaux fournis et la main d'œuvre).

1.19 **MELCC** : ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec.

1.20 **Parcelle additionnelle** : La partie du lot 6 280 966 décrite à l'article 14.2 des présentes à céder à la Ville.

1.21 **Projet** : projet de redéveloppement de l'Immeuble présenté par l'Acquéreur dans la Proposition.

1.22 **Projet de l'Acquéreur** : le Projet excluant les parties du Projet relativement au Garage satellite et aux Logements sociaux et communautaires.

1.23 **PFT** : le programme fonctionnel et technique du Garage satellite daté du vingt et un (21) décembre deux mille dix-huit (2018) faisant partie du Règlement de l'appel à projets, lequel est annexé aux présentes comme « Annexe F ».

1.24 **Proposition** : l'ensemble des documents soumis par l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL » à la Ville, incluant ceux exigés au Règlement de l'appel à projets, en vue d'être sélectionné comme lauréat de l'appel à projets; une copie de la Proposition demeure annexée aux présentes comme « Annexe C » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des Parties en présence du notaire soussigné.

1.25 **Protocole de suivi des performances** : Protocole proposé par l'Acquéreur et annexé aux présentes comme « Annexe E » énonçant les engagements et les moyens pris par l'Acquéreur afin d'assurer le suivi des performances environnementales de son Projet sur une période de dix (10) ans suivant la signature des présentes.

1.26 **Registre foncier** : le bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal ou le livre foncier de la circonscription foncière de Montréal.

1.27 **Règlement de l'appel à projets** : l'ensemble des documents de l'appel à projets *Reinventing Cities* fait en date du cinq (5) avril deux mille dix-neuf (2019), incluant le règlement initial pour la phase 1, l'Addendum au règlement ainsi que les annexes qui en font partie intégrante, qui décrit l'objet de l'appel à projets, ses objectifs, ses acteurs, ses procédures ainsi que les conditions de préparation, de présentation, d'évaluation et d'utilisation des propositions.

1.28 **Sols** : le sens qui lui est attribué à l'article 5 du présent acte de vente.

2. OBJET DU CONTRAT

La Ville vend à l'Acquéreur qui accepte, l'immeuble suivant situé du côté ouest de la rue de Nazareth, au nord de la rue de la Commune, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à Montréal, province de Québec, à savoir :

DÉSIGNATION

Un terrain connu et désigné comme étant le lot **SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (6 280 996)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, comprenant selon le plan cadastral une superficie de 9 324,1 mètres carrés.

Avec la bâtisse y érigée dont l'adresse est le 987, rue de la Commune Ouest, à Montréal (arrondissement de Ville-Marie), province de Québec, H3C 4H5;

(l'« **Immeuble** »).

3. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des avis d'expropriation et de possession préalable publiés au Registre foncier sous les numéros 1 825 958, 1 825 960 et 1 825 965 et des rapports d'expropriations publiés au Registre foncier sous les numéros 1 957 046, 1 981 088, 1 993 499, 1 993 500, 1 993 501, 2 010 175, 2 119 844, 2 128 887 et 2 128 889.

4. FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution CM_____ mentionnée dans sa comparution.

5. GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur.

L'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Notamment, des études de caractérisation environnementale des Sols de l'Immeuble (Phase I et II) de même que l'étude des matériaux susceptibles de contenir des matières réglementées ont été fournies par la Ville dans le cadre de l'appel à projets *Reinventing Cities*. Ces études donnent des renseignements sur l'état des Sols de l'Immeuble et ne sont données qu'à titre informatif, et l'Acquéreur reconnaît qu'elles n'engagent en rien la responsabilité de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres de l'Immeuble, ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité des sols et du sous-sol de l'Immeuble (les

« **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé le cas échéant, incluant sans limitation, l'état de tout bâtiment, construction ou ouvrage le cas échéant, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols ou une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droits de l'Acquéreur. À ces égards, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

6. <u>POSSESSION</u>

L'Acquéreur devient propriétaire l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

7. <u>DOSSIER DE TITRES</u>

La Ville ne fournira à l'Acquéreur aucun dossier de titres, certificat de recherche, état certifié des droits réels, plan ou certificat de localisation à l'égard de l'Immeuble, et l'Acquéreur n'en exigera aucun.

8. <u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>

La Ville déclare :

8.1 Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

8.2 Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

8.3 Que l'Immeuble est vacant en intégralité et il n'y a aucun bail, offre de location acceptée, ou autre entente octroyant à quiconque un droit d'occupation ou d'utilisation sur toute partie de l'Immeuble.

9. <u>ATTESTATIONS DE L'ACQUÉREUR</u>

L'Acquéreur déclare :

9.1 Qu'il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl)). et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

9.2 Qu'il a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

9.3 Qu'il se déclare satisfait des titres de propriété de l'Immeuble ainsi que de l'état et de la qualité des Sols.

10. OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

L'Acquéreur s'engage et s'oblige à :

10.1 Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

10.2 Payer les frais et honoraires du présent acte de vente, de sa publication au Registre foncier et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville;

10.3 Vérifier lui-même auprès des autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

10.4 Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date du présent acte de vente;

10.5 Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

11. OBLIGATION DE RÉHABILITER LES SOLS DE L'IMMEUBLE

L'Acquéreur reconnaît que le seize (16) août deux mille dix-neuf (2019), un avis de contamination a été publié contre l'Immeuble au Registre foncier sous le numéro 24 834 201. L'Acquéreur s'engage à exécuter, au début de la construction du Projet, la réhabilitation des Sols de l'Immeuble conformément à la politique du MELCC pour une utilisation conforme au Projet à l'exception de la Parcelle additionnelle qui devra être rétrocédée à la Ville conformément à l'article 14.2 des présentes. L'Acquéreur s'engage à publier au Registre foncier un avis de décontamination et à remettre une copie dudit avis à la Ville. La réhabilitation des Sols de l'Immeuble, excluant la Parcelle additionnelle, sera à l'entière responsabilité et aux frais de l'Acquéreur.

Si l'Immeuble est éligible à toute subvention pour la réhabilitation des Sols, l'Acquéreur s'engage dans les meilleurs délais à en faire la demande auprès des autorités compétentes et s'engage à informer la Ville du montant de toute subvention accordée, le cas échéant.

12. OPÉRATION CADASTRALE

L'Acquéreur s'engage à mandater, à ses frais, un arpenteur-géomètre, membre de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec afin de

procéder :

12.1 À la préparation du plan de cadastre et à l'opération cadastrale requise pour identifier :

a) Le lot vertical dans le Projet réservé à la Ville pour le Garage satellite, le tout conformément au Règlement de l'appel à projets;

b) Le lot vertical dans le Projet réservé pour les Logements sociaux et communautaires;

c) Le lot qui sera cédé à la Ville à titre de contribution à des frais de parc, conformément à l'article 14.1 des présentes;

d) Le lot pour la Parcelle additionnelle qui sera cédé à la Ville à des fins d'utilité publique conformément à l'article 14.2 des présentes;

12.2 À la préparation du plan et de la description technique pour la servitude à créer en faveur de la Commission des services électriques de Montréal (ci-après appelée la « **CSEM** ») en regard du massif électrique situé au sud de l'Immeuble conformément à l'article 13.15 des présentes, à moins que l'Acquéreur choisisse de déplacer dans le domaine public, à ses frais, le massif électrique actuellement présent sur l'Immeuble;

12.3 Tout autre plan ou opération cadastrale requis par le Projet, à moins de toute disposition contraire prévue aux présentes.

13. AUTRES OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

L'Acquéreur s'engage à :

13.1 Construire le Bâtiment sur l'Immeuble en conformité avec les lois et les règlements en vigueur, substantiellement conforme au Projet. La construction du Bâtiment devra être complétée dans un délai de quarante-huit (48) mois suivant la date du présent acte de vente.

Nonobstant ce qui précède, la notion de « substantiellement conforme » ne s'applique pas au Garage satellite, lequel devra être construit en respectant intégralement les exigences précisées dans le PFT annexé aux présentes comme « Annexe F », sous réserve de toutes modifications qui devront être approuvées par la Ville avant l'exécution des travaux, ni aux Logements sociaux et communautaires, lesquels devront être réalisés conformément aux modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

Au moment du dépôt des plans finaux pour permis, l'Acquéreur transmettra à la Ville une lettre de conformité préparée et signée par un architecte, laquelle devra déclarer que :

- Le Bâtiment à construire sur l'Immeuble est substantiellement conforme au Projet;
- Les exigences précisées dans le PFT du Garage satellite sont

intégralement respectées, sous réserve de toutes modifications qui devront être approuvées par la Ville avant l'exécution des travaux; et

- Les Logements sociaux et communautaires seront réalisés conformément aux modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

Pour les fins du présent paragraphe 13.1, l'obligation de construire le Bâtiment sur l'Immeuble substantiellement conforme au Projet sera remplie lorsque l'Acquéreur aura fourni à la Ville une copie des Certificats d'achèvement substantiel qui déclareront que le Bâtiment construit sur l'Immeuble est conforme aux plans finaux déposés par l'Acquéreur et approuvés par la Ville lors de l'émission du permis.

13.2 Obtenir, à ses frais, la Certification LEED Platine pour le Projet de l'Acquéreur et exécuter tous les travaux en vue d'obtenir la Certification LEED Platine dès que possible, mais dans tous les cas au plus tard trente (30) mois suivant l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur.

L'Acquéreur vise également l'obtention d'une Certification LEED Platine pour le Garage satellite et s'engage à déployer ses meilleurs efforts pour atteindre cet objectif. Dans l'éventualité où la Certificat LEED Platine ne peut être obtenue, il s'engage, aux termes des présentes, à obtenir minimalement la Certification LEED Or pour le Garage satellite. La Certification LEED Or ou toute autre certification plus élevée pour le Garage satellite devra être obtenue dès que possible, mais dans tous les cas au plus tard trente (30) mois suivant l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite.

Préparer et soumettre tous les documents, toutes les remises nécessaires, ainsi que toute documentation exigée par le CBDCa pour obtenir lesdites Certifications LEED conformément à l' « Annexe E» des présentes.

Informer la Ville de l'avancement du processus d'obtention desdites Certifications LEED, dans un délai maximal de dix (10) jours ouvrables suivant une demande écrite de la Ville à ce sujet.

Transmettre à la Ville, une copie de toute Certification LEED, dans les meilleurs délais suivant leur réception.

13.3 Sur préavis d'au moins deux (2) jours ouvrables, permettre aux employés, officiers, mandataires et agents de la Ville d'accéder au Garage satellite pendant la construction de celui-ci.

13.4 Permettre à la Ville de participer en collaboration avec les professionnels de l'Acquéreur aux acceptations provisoire et finale du Garage satellite. Sans se substituer au professionnel responsable d'identifier les Déficiences mineures, dans l'éventualité où la Ville identifie des Déficiences mineures relativement au

Garage satellite, l'architecte, en consultation avec la Ville et l'Acquéreur, s'engage à en dresser une liste qui sera annexée au Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite.

13.5 Remettre à la Ville une copie du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite (incluant ses annexes).

13.6 Corriger les Déficiences mineures relativement au Garage satellite dans un délai maximal de deux (2) mois suivant la date de l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite ou tout autre délai à être convenu entre la Ville et l'Acquéreur, le tout à la satisfaction de la Ville, agissant raisonnablement à moins que le manquement de corriger ces Déficiences mineures ne découle d'un acte ou d'une omission de la Ville, dont notamment le refus d'accorder le droit d'accès préciser ci-après. À cet effet, la Ville octroie, par les présentes, dans la mesure requise pour la correction des Déficiences mineures, à l'Acquéreur et ses sous-traitants, un droit non-exclusif d'accès au Garage satellite. La Ville et l'Acquéreur (ou ses sous-traitants) devront se consulter afin de planifier l'exercice de ce droit d'accès et la correction des Déficiences mineures de manière à causer le moins de perturbation possible à l'exécution des activités de la Ville dans le Garage satellite. À défaut d'avoir corrigé les Déficiences mineures dans le délai précité, la Ville pourra, sans autre avis à l'Acquéreur et sans préjudice de ses autres droits et recours, prendre les mesures qui peuvent selon elle s'avérer nécessaires pour corriger lesdites Déficiences mineures. L'Acquéreur devra alors assumer tous les frais engagés par la Ville.

13.7 Remettre à la Ville au plus tard trois (3) mois suivant l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, une copie des plans du Garage satellite **tel que construit** pour l'architecture, la structure, la ventilation, l'électricité et la plomberie, la protection incendie et alarme incendie ainsi que les certificats et les rapports d'essai associé.

13.8 Fournir à la Ville toute autre information en lien avec la conception et l'exécution des travaux du Garage satellite requise par ses professionnels ayant été mandatés pour finaliser les aménagements intérieurs dudit Garage satellite dans un délai maximal de quinze (15) jours ouvrables suivant une demande écrite de la Ville à ce sujet.

13.9 Conformément à l'article 12.1 des présentes, créer un lot vertical pour le Garage satellite sur l'Immeuble, dont la superficie et le volume devront respecter les exigences spécifiées au Règlement de l'appel à projets, dont notamment le PFT joint à la Proposition. Ce lot comportera les infrastructures décrites dans le Projet afin de permettre à la Ville d'en compléter ultérieurement l'aménagement. Ce lot vertical devra être totalement indépendant de tout autre volet du Projet et ne devra pas faire partie d'une copropriété Il devra être accessible au niveau de la rue Nazareth par deux (2) accès.

13.10 Dans un délai maximal de trois (3) mois suivant la date de l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, céder gratuitement à la Ville, avec garantie légale, le lot vertical représentant le Garage satellite, étant entendu qu'une copie du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite devra avoir été préalablement remise à la Ville.

13.11 La garantie légale mentionnée précédemment comprend notamment l'obligation pour l'Acquéreur de corriger, à ses frais, toute Malfaçon que la Ville pourrait découvrir à l'intérieur de la période d'un (1) an suivant la date d'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, à l'une des composantes du Garage satellite dont l'Acquéreur avait la responsabilité dans le cadre de sa construction. Le cas échéant, la Ville devra transmettre un avis écrit à l'Acquéreur décrivant la déficience en question. Suite à la réception dudit avis, l'Acquéreur s'engage à procéder au correctif approprié dans un délai raisonnable eu égard à la disponibilité de ses sous-traitants et à la Malfaçon en question.

13.12 Le projet d'acte de cession pour le Garage satellite sera préparé et signé devant le notaire instrumentant choisi par la Ville. Les honoraires, frais et copies dudit acte, dont trois (3) copies conformes pour l'Acquéreur, seront à la charge de la Ville. Néanmoins, chaque partie assumera les frais de ses propres conseillers juridiques. Le projet d'acte de cession sera soumis à l'Acquéreur pour approbation. L'Acquéreur s'engage à collaborer avec la Ville afin que les Parties puissent s'entendre sur une version finale dudit projet dans les meilleurs délais possibles. La Ville pourra par la suite présenter ledit projet final aux autorités compétentes de la Ville pour approbation.

13.13 Réaliser dans son Projet les Logements sociaux et communautaires sur l'Immeuble selon les modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

13.14 Réaliser dans son Projet les Logements abordables sur l'Immeuble selon les modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

13.15 À moins que l'Acquéreur choisisse de déplacer ledit massif, à ses frais, dans le domaine public, créer une servitude réelle et perpétuelle d'utilités publiques en faveur de la CSEM sur une partie de l'Immeuble, comme fonds servant, d'une largeur d'un mètre et cinq dixièmes (1,5 m) de part et d'autre du massif électrique, d'une profondeur minimale de cinq mètres (5 m), d'une hauteur jusqu'au zénith situé au sud de l'Immeuble. Cette servitude devra notamment prévoir un droit pour la CSEM de circuler à pied ou en véhicule sur ledit fonds servant et, si nécessaire, en dehors dudit fonds servant, pour exercer tout droit accordé et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au fonds servant.

13.16 Advenant le cas où le Projet de l'Acquéreur ne représente pas une construction à pleine capacité permise par le zonage, constituer

contre l'Immeuble à la fin des travaux du Projet de l'Acquéreur une servitude réelle et perpétuelle de limitation d'une construction plus dense et/ou plus haute en faveur de la Ville. Le plan et la description technique requis pour la constitution de cette servitude seront aux frais de l'Acquéreur, le cas échéant. L'acte de servitude sera rédigé en français par le notaire choisi par l'Acquéreur et reçu devant lui. L'Acquéreur assumera les honoraires pour la préparation de l'acte ainsi que les coûts relatifs à la publication de l'acte au Registre foncier et des copies requises dont trois (3) copies conformes pour la Ville. L'Acquéreur s'engage à soumettre le projet d'acte de servitude à la Ville dans un délai maximal de deux (2) mois suivant la date de l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur. L'Acquéreur s'engage à collaborer avec la Ville afin que les Parties puissent s'entendre sur une version finale dudit projet dans les meilleurs délais possibles. La Ville pourra par la suite présenter ledit projet final aux autorités compétentes de la Ville pour approbation. L'Acquéreur s'engage à procéder à la signature de l'acte de servitude dans un délai de trente (30) jours suivant la réception d'un avis de la Ville selon lequel les autorités compétentes de la Ville ont approuvé ledit acte de servitude.

13.17 Maintenir sur ou sous l'Immeuble les vestiges archéologiques *in situ* et les protéger, le tout selon les orientations contenues dans le document intitulé « Cadre sur la protection des vestiges archéologiques, Moulin de La Plaine Sainte-Anne » faisant l'objet de l'annexe F de l'Addendum au Règlement de l'appel à projets. À titre informatif, les limites des vestiges archéologiques à protéger sont illustrées sommairement sur le plan joint aux présentes à l'« Annexe J ». Advenant que des compléments d'expertises soient requis conformément à la *Loi sur patrimoine culturel* (RLRQ, chapitre P-9.002), l'Acquéreur aura la responsabilité de les réaliser, à ses frais.

13.18 Fournir à la Ville une copie du permis de construction du Projet dans les vingt (20) jours ouvrables suivant l'émission du permis par l'arrondissement de Ville-Marie.

13.19 Accorder, aux compagnies d'utilités publiques, toutes les servitudes requises dans le cadre du Projet et publier au Registre foncier les actes constitutifs desdites servitudes. L'Acquéreur s'engage aussi, à aviser la CSEM lors de la réalisation de ces travaux. Les coûts de construction des conduits de la CSEM, ainsi que les connexions, les raccordements et les branchements du Bâtiment aux réseaux d'utilités publiques, si applicables, seront aux frais de l'Acquéreur.

13.20 Obtenir du Service de l'eau de la Ville les approbations et les permis requis pour la réalisation des travaux dans le cadre du Projet, et ce, afin de maintenir l'intégrité structurale des infrastructures de l'intercepteur sud situé en tréfonds de l'Immeuble et connu et désigné comme étant le lot 6 281 000 et une partie des lots 1 288 880 et 1 288 879, tous du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Toutes communications avec le Service de

l'eau doivent être transmises à l'adresse courriel deeu_demande_forage_excavation@montreal.ca.

13.21 Se conformer aux lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral ou provincial ou des autorités municipales quant à la réalisation du Projet.

13.22 Respecter ses engagements pris dans le cadre du Protocole de suivi des performances, mentionnés dans le document intitulé « Tableau des indicateurs de performance » demeurant annexé aux présentes comme « Annexe E » après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les représentants des Parties en présence du notaire soussigné.

Préparer et soumettre tous les documents, toutes les remises nécessaires, ainsi que toute documentation en lien avec les engagements visés au Protocole de suivi des performances (« Annexe E »).

Signer tout acte auquel l'Acquéreur s'est engagé dans la Proposition afin d'assurer le maintien de ses engagements pour une période de dix (10) ans suivant la signature du présent acte de vente.

14. ENGAGEMENT DE L'ACQUÉREUR À CÉDER DES TERRAINS À DES FINS DE PARC ET D'UTILITÉ PUBLIQUE

14.1 À titre de contribution à des frais de parc, l'Acquéreur s'engage à céder à la Ville, au moment de la première opération cadastrale du Projet, une partie du lot 6 280 996 représentant une superficie de 932,4 m^2 (soit 10% de la superficie du lot 6 280 996), cette dernière étant montrée sur le plan accompagnant la description technique préparée par Vital Roy, arpenteur-géomètre, en date du dix-neuf (19) août deux mille vingt et un (2021), sous le numéro 56140 de ses minutes (dossier 29853), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe H » après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence du notaire soussigné.

14.2 Au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la première opération cadastrale du Projet, l'Acquéreur s'engage à céder à la Ville à des fins d'utilité publique, une partie du lot 6 280 996 représentant une superficie de 1030,8 m^2, cette dernière étant montrée sur le plan accompagnant la description technique préparée par Vital Roy, arpenteur-géomètre, en date du dix-neuf (19) août deux mille vingt et un (2021) , sous le numéro 56 141 de ses minutes (dossier 29853-00), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe I » après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence du notaire soussigné. L'Acquéreur devra céder cette partie de lot dans le même état où elle se trouvait à la signature des

présentes. Cette partie de lot sera cédée à la Ville sans garantie légale et sans considération monétaire.

Le projet d'acte de cession sera préparé et signé devant le notaire instrumentant choisi par la Ville. Les honoraires, frais et copies dudit acte, dont une (1) copie conforme pour l'Acquéreur, seront à la charge de la Ville. Néanmoins, chaque partie assumera les frais de ses propres conseillers juridiques. Le projet d'acte de cession sera soumis à l'Acquéreur pour approbation. L'Acquéreur s'engage à collaborer avec la Ville afin que les Parties puissent s'entendre sur une version finale dudit projet dans les meilleurs délais possibles. La Ville pourra par la suite présenter ledit projet final aux autorités compétentes de la Ville pour approbation.

15. DROIT DE RÉSOLUTION

En cas de défaut de l'Acquéreur de se conformer aux obligations prises aux termes des articles 13.1, 13.9, 13.10, 13.14 et 14 du présent acte de vente, la Ville pourra, si elle le juge à propos, et sans préjudice à ses autres recours, demander la résolution de la présente vente conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec*, le tout, sans préjudice à ses autres recours et l'Acquéreur s'engage alors à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et il est convenu entre les Parties que la Ville aura le droit de conserver les deniers à elle payés pour l'achat de l'Immeuble ainsi que les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'Immeuble, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité pour l'Acquéreur et les tiers.

16. MAINLEVÉE DU DROIT DE RÉSOLUTION

La Ville consent et s'engage à accorder mainlevée de son droit de résolution prévu à l'article 15 du présent acte de vente pour permettre à l'Acquéreur de financer la construction du Bâtiment sur l'Immeuble à la condition toutefois :

16.1 Que les Fondations du Bâtiment aient été coulées; et

16.2 Que l'Acquéreur soumette sa demande de mainlevée, complétée à partir du modèle joint en « Annexe K », par écrit à la Ville à l'attention du Chef de division, à l'adresse mentionnée à l'article 19 « AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE » ci-après. À des fins de recevabilité, la demande de l'Acquéreur devra être accompagnée d'une copie de l'offre de financement hypothécaire pour l'Immeuble, émise au nom de l'Acquéreur par un prêteur institutionnel autorisé à faire affaires au Québec, ainsi que d'une copie de son permis de construction pour le Bâtiment.

Nonobstant toute mainlevée accordée par la Ville, cette dernière se réserve néanmoins tous ses droits et recours personnels à l'encontre de l'Acquéreur à l'égard des obligations souscrites par ce dernier en vertu des articles 13.1, 13.9, 13.10, 13.14 et 14 du présent acte de vente.

Tout acte de mainlevée dudit droit de résolution sera préparé par les conseillers juridiques de l'Acquéreur, à ses frais, et devra être signé par la Ville dans un délai de 60 jours suivant la date de la demande de mainlevée par l'Acquéreur. L'Acquéreur sera également responsable des coûts de publication de celui-ci et de trois (3) copies pour la Ville.

17. LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE

La Ville reconnaît avoir reçu ce jour de l'Acquéreur, à son entière satisfaction, une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle émise par une institution financière dûment autorisée à faire affaire au Québec d'un montant de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $), valable pour une année, renouvelable au moins soixante (60) jours avant son échéance et encaissable sur le territoire de l'île Montréal, afin de garantir les obligations et engagements de l'Acquéreur contenus aux articles 11, 13.1, 13.2, 13.4 à 13.7, 13.9 à 13.12, 13.14 à 13.21 et 14 du présent acte de vente. Aux fins des présentes, si l'Acquéreur est en défaut d'accomplir l'un quelconque de ses obligations et/ou engagements contenus aux articles 11, 13.1, 13.2, 13.4 à 13.7, 13.9 à 13.12 et 13.14 à 13.21 et 14 du présent acte de vente ou s'il fait défaut de renouveler la lettre de garantie bancaire au moins soixante (60) jours avant son échéance, l'Acquéreur aura un délai de trente (30) jours après un avis donné à cet effet par la Ville à l'Acquéreur afin de remédier à ce défaut avant que la Ville puisse encaisser ladite lettre de garantie bancaire.

Il est convenu entre les Parties que, lorsque l'Acquéreur aura rempli les obligations et engagements contenus aux articles 11, 13.1, 13.4 à 13.7, 13.9 à 13.12, 13.14 à 13.21 et 14 et lorsqu'il aura démontré à la Ville qu'il a soumis au CBDCa l'ensemble des documents requis pour l'obtention de toute Certification LEED prévu à l'article 13.2, la Ville consent à remettre à l'Acquéreur la lettre de garantie bancaire au montant de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) dans la mesure où il fournit à la Ville une nouvelle lettre de garantie bancaire au montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $) afin de garantir uniquement l'accomplissement des obligations et/ou engagements contenus à l'article 13.2 du présent acte de vente.

Cette nouvelle lettre de garantie bancaire au montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $) devra respecter les conditions mentionnées au paragraphe précédent, c'est-à-dire qu'elle devra être irrévocable et inconditionnelle, émise en faveur de la Ville par une institution financière dûment autorisée à faire affaire au Québec, valable pour une année, renouvelable au moins soixante (60) jours avant son échéance et encaissable sur le territoire de l'île Montréal. Si l'Acquéreur est en défaut d'accomplir l'un quelconque de ses obligations et/ou engagements contenus à l'article 13.2 du présent acte de vente ou s'il fait défaut de renouveler la lettre de garantie bancaire au moins soixante (60) jours avant son échéance, l'Acquéreur aura un délai de trente (30) jours après un avis donné à cet effet par la Ville à l'Acquéreur afin de remédier à ce défaut avant que la Ville puisse encaisser ladite lettre de garantie bancaire.

La lettre de garantie bancaire au montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $) sera remise à l'Acquéreur lorsque celui-ci aura obtenu

toute Certification LEED requise conformément à l'article 13.2 des présentes et qu'il en aura transmis une copie à la Ville.

18. SERVITUDES

18.1 SERVITUDE D'ENTRETIEN DU MUR DE SOUTÈNEMENT ET DE PASSAGE

L'Acquéreur constitue, par les présentes contre le Fonds servant 1 ci-après désigné et en faveur du Fonds dominant ci-après désigné, une servitude réelle et perpétuelle d'entretien et de passage afin de maintenir en état, réparer, remplacer et inspecter, au besoin, le mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure).

La présente servitude s'exercera sur l'assiette suivante :

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT 1

Une partie du lot **SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (6 280 996 Ptie)**, du cadastre du Québec, de figure irrégulière;

BORNÉ COMME SUIT :

• Vers le nord-est par le lot 6 280 997, rue de Nazareth;

• Vers l'est par une autre partie du lot 6 280 996;

• Vers le sud par le lot 6 280 998, rue de la Commune Ouest;

• Vers l'ouest par le lot 6 280 999, autoroute 10 (Bonaventure);

MESURANT :

• Vers le nord-est, treize mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (13,85 m);

• Successivement vers l'est, cinquante mètres et soixante-trois centièmes (50,63 m), quarante-huit mètres et trente-trois centièmes (48,33 m), soixante-sept mètres et quarante-six centièmes (67,46 m) et vingt-cinq mètres et trente-sept centièmes (25,37 m);

• Vers le sud, dix mètres et un centième (10,01 m);

• Successivement vers l'ouest, vingt-cinq mètres et onze centièmes (25,11 m), soixante-sept mètres et soixante centièmes (67,60 m), quarante-huit mètres et onze centièmes (48,11 m) et soixante mètres et six centièmes (60,06 m);

Sauf à distraire le lot en tréfonds 1 288 880, étant une conduite souterraine.

Contenant en superficie mille neuf cent soixante-trois mètres carrés et

trois dixièmes (1 963,3 m^2).

Les unités de mesure utilisées sont celles du Système international (SI).

Le tout tel que montré par les lettres ABCDEFGHJKA (article 1) sur le plan N-37 SAINT-ANNE annexé à une description technique préparée par Christian Viel, arpenteur-géomètre, en date du quatorze (14) août deux mille vingt (2020) sous le numéro 496 de ses minutes (dossier 22882), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe L » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné.

(ci-après le « **Fonds servant 1** »)

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot **SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (6 280 999)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

(ci-après le « **Fonds dominant** »)

La présente servitude est ainsi établie afin de permettre, en tout temps, le passage à pied au Fonds servant 1, aux employés, agents, préposés ou entrepreneurs de la Ville ainsi que le passage de leurs véhicules afin de maintenir en état, réparer, remplacer et inspecter, au besoin, le mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure);

Les Parties conviennent de ce qui suit :

La présente servitude est ainsi établie aux conditions suivantes :

a) L'aménagement initial du Fonds servant 1 a déjà été complété par la Ville préalablement à la signature des présentes;

b) Les travaux d'entretien et de réparation du Fonds servant 1 seront à la charge de la Ville;

c) La Ville pourra avoir accès au Fonds servant 1, en tout temps pour effectuer à ses frais tous les travaux d'entretien et de réparation requis afin de maintenir en état, réparer, remplacer et inspecter, au besoin, le mur de soutènement de l'autoroute de l'autoroute 10 (Bonaventure). La Ville, ses employés, agents, préposés, entrepreneurs ou sous-traitants auront en tout temps le droit d'aller et venir à pied ou en véhicule sur le Fonds servant 1 pour l'exercice de cette servitude, avec tous les droits qui y sont inhérents. L'accès au Fonds servant 1 pourra s'exercer par tout moyen et avec tout appareil ou équipement jugé approprié par la Ville afin d'effectuer les travaux requis au mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). Au besoin, la Ville pourra stationner tout équipement requis sur le Fonds servant 1 pendant la période des travaux. À la fin des travaux, la Ville s'engage, avec diligence, à réparer la surface du Fonds servant 1;

d) La présente servitude inclut également une servitude de non-construction prohibant tout ouvrage, construction ou plantation incompatible avec l'exercice des présents droits sur le Fonds servant 1. À cet égard, l'Acquéreur ainsi que tout propriétaire subséquent du Fonds servant 1 devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher quelque que ce soit du Fonds servant 1 afin de permettre la libre circulation des personnes sur celui-ci en tout temps, à moins qu'une telle obstruction soit requise par la Ville dans le cadre des travaux à être effectués au mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure);

e) Nonobstant ce qui précède, s'il est requis par le propriétaire du Fonds servant 1 d'effectuer des travaux de réhabilitation des Sols sur le Fonds servant 1 dans le cadre de son Projet, celui-ci devra obtenir, au préalable, l'autorisation de la Ville. Le propriétaire du Fonds servant 1 devra alors soumettre sa demande par écrit à la Ville. Sa demande devra être accompagnée d'un rapport et de plans signés par un ingénieur décrivant la nature des travaux à être exécutés et les méthodes appropriées qui seront utilisées afin d'assurer la sécurité et l'intégrité des murs de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). De plus, l'Acquéreur devra fournir un plan de remise en état du Fonds servant 1 pour approbation par la Ville;

La Ville pourra alors autoriser le propriétaire du Fonds servant 1 à obstruer temporairement le Fonds servant 1 pendant la durée des travaux de réhabilitation des Sols et pourra lui imposer toutes autres conditions qu'elle jugera appropriées dans les circonstances afin d'assurer la sécurité et l'intégrité des murs de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). Le propriétaire du Fonds servant 1 verra à conserver, dans la mesure du possible, les arbres existants;

À la fin des travaux, le propriétaire du Fonds servant 1 devra, avec diligence, remettre le Fonds servant 1 dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux, et notamment, sans limiter la généralité de ce qui précède, rétablir les revêtements et aménagements paysagers;

f) Sans limiter la généralité de ce qui précède, aucune excavation plus profonde que sept mètres et cinq dixièmes (7,5 m) ne sera permise sur le Fonds servant 1, et ce, afin de protéger l'intégralité de la structure du mur de soutènement de l'Autoroute 10 (Bonaventure);

g) Aucune compaction dynamique ne doit être effectuée sur le Fonds servant 1, et ce, de quelque manière que ce soit;

h) La Ville sera responsable des dommages découlant de la présente servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au Fonds servant 1, soit à la propriété du propriétaire du Fonds servant 1, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence du propriétaire du Fonds servant 1 ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et pourvu que ces dommages n'aient pas été causés par le propriétaire du Fonds servant 1 lors de la réalisation de ses travaux (notamment la réhabilitation de Sols, le cas échéant);

i) La Ville sera propriétaire de tous les ouvrages, constructions faites ainsi que de tous les équipements placés dans les limites du Fonds servant 1, le cas échéant;

j) Dans le cas où la Ville transmettrait un avis écrit au propriétaire du Fonds servant 1 de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes et s'il ne remédie pas à ce défaut :

- dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ou;

- dans le délai moindre indiqué par la Ville dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, la Ville est susceptible de subir une perte ou un dommage important,

la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Fonds servant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra assumer tous les frais raisonnablement engagés avec preuves écrites par la Ville pour remédier à ce défaut;

k) Les Parties reconnaissent que le droit de passage consenti aux présentes est inclus à titre accessoire à l'exercice de la servitude principale visant l'entretien du mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). En conséquence, la présente servitude n'est pas visée par l'article 1189 du *Code civil du Québec*;

l) La présente servitude de passage est consentie sans contrepartie monétaire.

18.2 <u>SERVITUDE DE CONSERVATION ET DE PROTECTION DES LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES</u>

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels (la « **Stratégie** »), laquelle a comme objectif :

- Le maintien de la mixité sociale en encourageant le développement, dans les grands sites, d'une gamme diversifiée de logements pour répondre aux besoins des citoyens ayant des revenus variés, favorisant ainsi la création de communautés mixtes et inclusives; et

- Le soutien de la production de logements abordables en facilitant la réalisation de logements sociaux et communautaires;

ATTENDU QUE, l'Acquéreur désire promouvoir le développement et la conservation des logements sociaux et communautaires reconnus d'intérêt pour la collectivité;

ATTENDU QUE, conformément à l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G », l'Acquéreur s'est engagé à réaliser sur le Fonds servant 2 ci-après décrit des logements ayant une vocation d'habitation sociale et communautaire et à consentir en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation sociale et communautaire afin d'assurer la pérennité de ces logements sur le Fonds servant 2 (tel que ci-après défini).

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, les Parties conviennent de ce qui suit :

18.2.1 **OBJET**

L'Acquéreur crée par les présentes en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation d'habitation sociale et communautaire contre l'immeuble ci-après désigné comme Fonds servant 2.

Cette servitude est établie afin de s'assurer que le Fonds servant 2 ne servira qu'à la construction de logements ayant une vocation d'habitation sociale et communautaire et afin d'en assurer la conservation, la protection et le maintien.

Pour plus de précisions, la vocation d'habitation sociale et communautaire signifie que la mission première du Fonds servant 2 doit être de loger des ménages à revenu faible ou modeste, ou ayant des besoins particuliers en habitation. Les logements situés sur le Fonds servant 2 seront des logements abordables admissibles, bénéficiant ou ayant bénéficié d'une subvention en vertu d'un programme municipal, provincial ou fédéral de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire. Habituellement, ce type de bâtiment appartient à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), à une coopérative d'habitation, à un organisme à but non lucratif d'habitation ou à une société paramunicipale d'habitation.

18.2.2 **DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT 2**

Sept parcelles de terrain connues et désignées comme étant des parties du lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (6 280 996 Pties) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans la ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), et pouvant plus particulièrement se décrire comme suit :

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle A)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 15,48 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 15,48 mètres vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres; contenant en superficie 191,6 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 43,11 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure), et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du deuxième sous-sol. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le premier sous-sol du rez-de-chaussée.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle B)

De figure irrégulière, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres; contenant en superficie 13,3 mètres carrés.

La limite Nord-Est de cette parcelle est parallèle à la ligne séparatrice des lots 6 280 996 et 6 280 997 (rue Nazareth) et située à 24,92 mètres au Sud-Ouest de celle-ci. L'extrémité Nord-est de la limite Sud-Est de cette parcelle est située à 16,70 mètres de la limite Ouest du lot 6 280 998 (rue de la Commune Ouest) et mesurée perpendiculairement à cette dernière limite.

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du rez-de-chaussée. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le rez-de-chaussée de la mezzanine.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle C)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,87 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,87 mètre; contenant en superficie 9,9 mètres carrés.

La limite Nord-Est de cette parcelle est parallèle à la ligne séparatrice des lots 6 280 996 et 6 280 997 (rue Nazareth) et située à 18,04 mètres au Sud-Ouest de celle-ci. La limite Sud-Est de cette parcelle se situe dans le prolongement vers le Sud-Ouest de la limite Sud-Est de la parcelle D ci-après-décrite.

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du rez-de-chaussée. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le rez-de-chaussée de la mezzanine.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle D)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 15,48 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 15,48 mètres vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres; contenant en superficie 191,6 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 43,11 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure), et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du rez-de-chaussée. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le rez-de-chaussée de la mezzanine.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle E)

De figure irrégulière, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres; contenant en superficie 13,3 mètres carrés.

Le limite Nord-Est de cette parcelle est parallèle à la ligne séparatrice des lots 6 280 996 et 6 280 997 (rue Nazareth) et située à 24,91 mètres au Sud-Ouest de celle-ci. L'extrémité Nord-Est de la limite Sud-Est de cette parcelle est située à 16,70 mètres de la limite Ouest du lot 6 280 998 (rue de la Commune Ouest) et mesurée perpendiculairement à cette dernière limite.

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le rez-de-chaussée de la mezzanine. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant la mezzanine du deuxième étage.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle F)

De figure irrégulière, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 17,15 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 18,04 mètres, vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 0,38 mètre, vers le Sud-Est par une partie du lot 2 280 996, mesurant le long de cette limite 3,62 mètres,

vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,66 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,22 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 20,01 mètres; contenant en superficie 352,7 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 41,09 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure), et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le rez-de-chaussée de la mezzanine. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant la mezzanine du deuxième étage.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle G)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 53,13 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 20,01 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 35,60 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,66 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,66 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,22 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 20,01 mètres; contenant en superficie 1 071,9 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 41,09 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure) et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude limite inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le deuxième étage de la mezzanine. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe à l'altitude 34,41.

Lesdites parcelles étant plus amplement montrées sur le plan accompagnant la description technique préparée par Vital Roy, arpenteur-géomètre, en date du vingt-six (26) août deux mille vingt et un (2021), sous le numéro 56 198 de ses minutes (dossier 29853), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe M » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné.

(ci-après « **Fonds servant 2** »)

18.2.3 **SERVITUDE**

Les droits ci-dessus accordés sont établis et créés par l'Acquéreur comme servitude contre le Fonds servant 2 et en faveur de la Ville.

Tout propriétaire futur du Fonds servant 2 sera assujetti aux droits et obligations de l'Acquéreur créés aux termes des présentes par le simple fait d'acquérir le droit de propriété du Fonds servant 2.

18.2.4 **CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE**

Aux fins de l'exercice de la présente servitude, le propriétaire du Fonds servant 2 s'engage à :

a) Préserver la vocation d'habitation sociale ou communautaire sur l'ensemble du Fonds servant 2;

b) Entretenir et maintenir en bon état le bâtiment à vocation d'habitation sociale et communautaire situé sur le Fonds servant 2;

c) Autoriser la Ville, sur demande de celle-ci, à inspecter périodiquement le bâtiment à vocation d'habitation sociale et communautaire situé sur le Fonds servant 2 afin de s'assurer du respect des obligations créées aux termes des présentes. À la demande de la Ville, le propriétaire du Fonds servant 2 devra fournir, dans les meilleurs délais, toute documentation nécessaire afin de lui permettre de constater que la vocation d'habitation sociale ou communautaire du Fonds servant 2 est maintenue et que le bâtiment situé sur le Fonds servant 2 est entretenu adéquatement; et

d) Souscrire et maintenir en vigueur une police d'assurance « tous risques de dommages », y compris les dommages causés par le feu, le vol, le vandalisme, l'eau, les tremblements de terre, les effondrements et les inondations, d'un montant minimal égal à la pleine valeur de remplacement à neuf du bâtiment à vocation d'habitation sociale et communautaire situé sur le Fonds servant 2. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police ainsi que la preuve de renouvellement devront être remises à la Ville sur demande.

18.2.5. **DÉFAUT**

Le propriétaire du Fonds servant 2 sera considéré être en défaut quant à l'une des obligations qui lui incombent aux termes du présent acte si un tel défaut se poursuit pendant plus de trente (30) jours (ou tel délai plus long pouvant être considéré raisonnable par la Ville dans les circonstances pour remédier audit défaut, pourvu que le propriétaire du Fonds servant 2 ait commencé à y remédier et qu'il procède avec diligence à le corriger) suivant la réception d'un avis écrit de la Ville spécifiant la nature dudit défaut et le délai accordé pour remédier audit défaut.

Dans l'éventualité où le propriétaire du Fonds servant 2 ne remédie pas au

défaut dans le délai précité, la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Fonds servant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le propriétaire du Fonds servant 2 devra assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut.

18.3. CONSIDÉRATION

Les servitudes établies aux présentes sont consenties sans considération monétaire et en considération des avantages que le public en général en retire, dont QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

19. PRIX DE VENTE

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **CINQ MILLIONS CINQ CENT TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT DIX-SEPT DOLLARS (5 532 617,00 $)**, excluant les taxes de vente applicables, le cas échéant (le « **Prix de vente** »), dont :

a) un montant de DIX MILLE DOLLARS (10 000,00 $) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur avant ce jour, dont quittance pour autant;

b) un montant additionnel de DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE SIX CENT TRENTE DOLLARS ET QUATRE-VINGT-CINQ CENTS (276 630,85 $) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur avant ce jour, dont quittance pour autant; et

c) un montant de CINQ MILLIONS DEUX CENT QUARANTE-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS ET QUINZE CENTS (5 245 986,15 $) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur en date du présent acte de vente, dont quittance totale et finale.

20. AJUSTEMENT DU PRIX DE VENTE

20.1 L'Acquéreur reconnaît que le Prix de vente a été établi selon la Grille de calcul du prix de vente.

Les Parties reconnaissent que le Prix de vente sera ajusté dans les cas suivants :

a) **Superficie nette finale**

La Grille de calcul du prix de vente prévoit, pour le Projet de l'Acquéreur, une superficie totale de plancher développée de 22 101,00 m^2 net au taux de 476,00 $. Toute modification de la superficie développée au-delà de 100 mètres carrés entraînera de facto une augmentation du Prix de vente. Cet ajustement à la hausse sera calculé au taux de 476 $ le mètre carré en fonction de la superficie nette finale qui sera confirmée lors de l'émission du permis de construction du Projet. L'Acquéreur remettra une copie du permis

à la Ville dans les délais mentionnés au paragraphe 13.18 des présentes ;

b) **Subventions**

Dans l'éventualité où toute subvention pour la réhabilitation des Sols prévue à l'article 11 du présent acte de vente est accordée à l'Acquéreur dans les trois (3) ans de sa signature, les coûts de réhabilitation seront diminués d'un montant égal au montant net de toute subvention accordée et le Prix de vente sera ajusté en conséquence à la hausse;

L'Acquéreur s'engage donc par les présentes à remettre à la Ville les documents suivants :

1) Une copie du permis de construction du Projet conformément à l'article 13.18 des présentes; et

2) Une confirmation écrite du montant de toute subvention accordé pour la réhabilitation des Sols, le cas échéant, le tout conformément à l'article 11 paragraphe 2 des présentes.

Les Parties conviennent qu'un seul acte de modification du présent acte de vente sera conclu entre les Parties et qu'il devra être conclu au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception par la Ville de l'ensemble des documents énumérés ci-dessus. Par conséquent, tous les ajustements nécessaires, notamment le Prix de vente, les taxes de vente applicables et les droits de mutation, devront être révisés en fonction du Prix de vente ajusté. Le montant dû par l'une des Parties suite à l'ajustement du Prix de vente sera payable au moment de la signature dudit acte de modification. Les frais afférents à cet acte de modification seront payés par l'Acquéreur.

21. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (« TPS ») ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (« TVQ »)

Le Prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (L.R.C. (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, le cas échéant, à l'entière exonération de la Ville.

Si les servitudes créées aux termes des présentes sont taxables selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de l'Acquéreur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscriptions aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces numéros d'inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscription aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 796989507 RT0001;
T.V.Q. : 1228577282 TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

22. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous ou à toute autre adresse que celle-ci peut faire connaître en conformité avec la présente section :

a) La Ville : à l'attention du Chef de Division des transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

ou toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) L'Acquéreur : Demain Montréal, s.e.c, au 7250, boulevard Taschereau, bureau 200, Brossard, Québec, J4W 1M9;

Avec copie à l'attention de M. Stéphane Côté, 385, avenue Viger Ouest, Suite 200, Montréal, Québec, H2Z 0C2; courriel : scote@cogir.net;

23. RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Acquéreur.

24. DÉLAIS

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de l'Acquéreur en raison de quelque délai fixé dans

cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par la Ville elle-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par l'Acquéreur de ses engagements, ainsi que tout Cas de force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

L'Acquéreur invoquant un Cas de force majeure doit en donner avis sans délai à la Ville et indiquer dans cet avis, le plus précisément possible, l'effet de ce Cas de force majeure sur sa capacité d'exécuter ses obligations conformément au présent acte de vente et engagements auxquels il est fait référence.

L'Acquéreur invoquant un Cas de force majeure voit ses obligations suspendues dans la mesure où il est dans l'incapacité d'agir et emporte une prorogation de délai lorsque la situation s'applique. L'Acquéreur doit aussi agir avec diligence afin d'éliminer ou de corriger les effets de ce Cas de force majeure. Cependant, le règlement d'une grève est laissé à l'entière discrétion de l'Acquéreur faisant face à cette difficulté. Le Cas de force majeure est toutefois sans effet sur l'obligation de l'Acquéreur de payer une somme d'argent.

Nonobstant toute autre disposition du présent acte de vente et des engagements auxquels il est fait référence, l'inexécution d'une obligation de l'Acquéreur en raison d'un Cas de force majeure ne constitue pas un cas de défaut en vertu du présent acte de vente et desdits engagements, et n'entraîne pas de dommages-intérêts, ni de résiliation, ni de droit de résolution, ni de recours en exécution de l'obligation même ou de quelque autre nature que ce soit.

25. <u>TRANSFERT</u>

La cession, la vente ou le transfert de la totalité ou d'une partie de l'Immeuble à un tiers n'aura pas pour effet de libérer l'Acquéreur de ses obligations envers la Ville découlant des présentes, à moins que le cessionnaire de ladite totalité ou partie de l'Immeuble ne s'engage, dans l'acte d'acquisition, à faire siennes et à assumer les obligations relatives à ladite totalité ou partie de l'Immeuble, et à faire assumer à son tour ces obligations par tout acquéreur subséquent, auquel cas l'Acquéreur sera automatiquement libéré des obligations ainsi prises en charge par le cessionnaire, sans autre formalité ni document.

26. <u>INDIVISIBILITÉ</u>

Les obligations de l'Acquéreur contenues aux présentes sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux, conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera également de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou de tout acquéreur de la totalité de l'Immeuble ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers, légataires ou représentants légaux.

27. <u>CONSENTEMENT À MODIFICATION CADASTRALE</u>

La Ville accorde dès à présent son consentement à toute modification cadastrale éventuelle entraînant une nouvelle numérotation de l'Immeuble.

La Ville donne son consentement uniquement à titre de créancier, tel que requis par l'article 3044 du *Code civil du Québec*.

28. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

28.1 Les intitulés, numéros et en-têtes des articles et paragraphes des présentes, sont insérés pour la commodité seulement et n'ont pas pour objet d'en définir, limiter ou étendre la portée ou le sens du présent acte ni celle de ses dispositions.

28.2 Sauf lorsque le contexte le requiert autrement, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice-versa, et tout mot écrit au genre masculin comprend aussi le genre féminin, et vice-versa, et tout mot impliquant une personne comprend une personne morale, une société en commandite ou toute autre personne ayant la personnalité juridique et vice-versa.

28.3 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

28.4 Rien dans le présent acte ne doit être réputé ou interprété par les Parties ou par toute autre partie comme ayant créé une relation de société, de partenariat ou de coentreprise entre les Parties.

28.5 Le présent acte de vente et tous les autres documents, contrats et engagements en découlant entre les Parties, ainsi que toutes les relations entre la Ville et l'Acquéreur, seront exclusivement régis par les lois en vigueur dans la province de Québec.

28.6 Le présent acte de vente (incluant ses annexes) constitue l'entente intégrale intervenue entre les Parties relativement à l'objet des présentes et remplace toutes les conventions, ententes, négociations et discussions antérieures, écrites ou verbales, y compris la promesse d'achat datée du 5 avril 2019.

29. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

La Ville (le « **Cédant** ») et l'Acquéreur (le « **Cessionnaire** ») font les déclarations suivantes :

29.1 Les noms et adresses du Cédant et du Cessionnaire sont tel que ci-dessus mentionnés dans leur comparution respective;

29.2 L'Immeuble faisant l'objet du présent transfert est situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

29.3 Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble selon le Cédant et le Cessionnaire est de CINQ MILLIONS CINQ CENT TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT DIX-SEPT DOLLARS (5 532 617,00 $);

29.4 Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation selon le Cédant et le Cessionnaire est de NEUF MILIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE SOIXANTE-DOUZE DOLLARS (9 679 072,00 $);

29.5 Le montant du droit de mutation s’élève à la somme de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE SIX CENT SOIXANTE DOLLARS ET SEIZE CENTS (270 660,16 $);

29.6 Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de ladite loi.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro

( ) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les Parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par: ●

DEMAIN MONTRÉAL S.E.C par ses commandités :

9321-1282 QUÉBEC INC.

_____
Par : Antoine Bernier

et

_____
Par : Bruno Desautels

et

9437-2497 QUÉBEC INC.

_____
Par : Martin Jacques

_____
Me Steve Collins, notaire

« Annexe A »

Résolutions de la Ville

« Annexe B »

Résolutions des commandités de l'Acquéreur

« Annexe C »

La Proposition

« Annexe D »

GRILLE DU CALCUL DU PRIX DE VENTE

« Annexe E »

ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE SUIVI DES PERFORMANCES

« Annexe F »

Programme fonctionnel et technique du Garage satellite des travaux publics

« Annexe G »

Engagement de l’Acquéreur relativement aux Logements sociaux et communautaires et aux Logements abordables

« Annexe H »

PLAN MONTRANT LE LOT À CÉDER À LA VILLE À TITRE DE CONTRIBUTION À DES FRAIS DE PARC

« Annexe I »

PLAN MONTRANT LE LOT ADDITIONNEL À CÉDER À LA VILLE À DES FINS D'UTILITÉ PUBLIQUE

« Annexe J »

PLAN MONTRANT SOMMAIREMENT LES LIMITES DES VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES À PROTÉGER

« Annexe K »

Projet de mainlevée du droit de résolution

L'AN DEUX MILLE ●, le ● (●-●-●).

DEVANT M^e^ ●, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAÎT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (1^er^ janvier 2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, en la ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, Canada, représentée par ●, **[titre]**, Direction des transactions immobilières au Service de la gestion et de la planification immobilière, dûment autorisé**[e]** aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* et des documents suivants :

a) le règlement 03-009, soit le *règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif*, adopté par le conseil municipal à sa séance du vingt-sept janvier deux mille trois (27 janvier 2003) et en vigueur depuis le trois février deux mille trois (3 février 2003);

b) le règlement RCE02-004, soit le *règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six juin deux mille deux (26 juin 2002), en vigueur depuis le quinze juillet deux mille deux (15 juillet 2002), modifié notamment par le règlement RCE 07-005, du huit août deux mille sept (8 août 2007), le règlement RCE 11-003 du neuf février deux mille onze (9 février 2011), le règlement RCE 14-004 du trente avril deux mille quatorze (30 avril 2014) et le règlement RCE 17-003 du treize septembre deux mille dix-sept (13 septembre 2017), (articles 6 et 41.6 du règlement RCE02-004); et

c) la décision ●, rendue par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière le ● (●),

une copie conforme de cette décision demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par **[ladite représentante/ledit représentant]** en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Créancière** »

LAQUELLE DÉCLARE CE QUI SUIT:

QU'aux termes d'un acte de vente reçu par ●, notaire, le ● deux mille dix-

vingt et un (● 2021), et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro ● (ci-après appelé « **l'Acte de vente** ») la Créancière a vendu à **Demain Montréal S.E.C.** une propriété immobilière désignée à l'Acte de vente.

QUE l'Acte de vente contient un droit de résolution stipulé en faveur de la Créancière.

QU'en conformité avec l'Acte de vente, l'Acquéreur a accompli l'ensemble des conditions exigées à **l'article 15 (Mainlevée du droit de résolution)** de l'Acte de vente, permettant ainsi la signature d'un acte de mainlevée du droit résolutoire ci-dessus mentionné.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ la Créancière accorde, par les présentes, mainlevée pure et simple du droit de résolution stipulé en sa faveur aux termes de l'Acte de vente et requiert l'Officier de la publicité des droits de ladite circonscription foncière de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro ● (●) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, la Créancière signe en présence dudit notaire.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
●

_____
Me ●, notaire

« Annexe L »

DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN DU FONDS SERVANT 1

« Annexe M »

DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN DU FONDS SERVANT 2

VENTE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN (2021), le ●.

DEVANT Me Steve Collins, notaire à Montréal, province de Québec.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ●, ●, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CA● ●, adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie ;

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●,

c) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

d) de la résolution numéro CG ● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●,

lesquelles résolutions n'ont pas été révoquées ou modifiées et dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes comme « Annexe A » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Un avis d'adresse pour la Ville a été inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **6 019 444**.

ET

DEMAIN MONTRÉAL S.E.C., une société en commandite constituée en vertu du *Code civil du Québec*, ayant son siège au 7250, boulevard Taschereau, bureau 200, Brossard, Québec, J4W 1M9, agissant aux présentes par 9321-1282 QUÉBEC INC., son commandité, une société par actions constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ c S-31.1), ayant son siège au 7250, boulevard Taschereau, bureau 200, Brossard, Québec, J4W 1M9, agissant et représentée par Antoine Bernier et Bruno Desautels, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du trente et un (31) août deux mille vingt et un

(2021) et par 9437-2497 QUÉBEC INC., son autre commandité, une société par actions constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ c S-31.1), ayant son siège au 521, 6e Avenue Nord, Saint-Georges, Québec, G5Y 0H1, agissant et représentée par Martin Jacques, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du premier (1er) septembre deux mille vingt et un (2021), lesquelles résolutions n'ont pas été révoquées ou modifiées et dont une copie certifiée conforme demeure annexée aux présentes comme « Annexe B » après avoir été reconnue véritable et signée par lesdits représentants en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur sont également ci-après désignés collectivement les « **Parties** ».

ATTENDU QU'un appel à projets international nommé "*Reinventing Cities*" a été lancé dans plusieurs villes pionnières par le C40 Cities Climate Leadership Group (ci-après le « C40 »), lequel vise à encourager la régénération urbaine bas carbone à travers le monde et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés en hauts lieux du développement durable et de la résilience;

ATTENDU QUE le C40 est une organisation qui permet aux villes participantes de partager leurs stratégies visant à réduire les émissions de carbone et à encourager les mesures de lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale;

ATTENDU QUE le C40 coordonne, en collaboration avec chacune des villes participantes, cet appel à projets international;

ATTENDU QUE la Ville, à titre de ville participante à cet appel à projets, a identifié comme site sous-utilisé, le site de la Cour de la Commune connu comme étant le lot 6 280 996 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, défini ci-dessous comme l'Immeuble;

ATTENDU QUE cet appel à projets était composé de deux phases: la phase 1 étant l'appel d'intérêt et la phase 2 étant les propositions finales;

ATTENDU QUE le Règlement de l'appel à projets, comme défini ci-dessous, a été rédigé par la Ville, avec le soutien du C40, afin de présenter et préciser la procédure pour chacune des phases et fournir des informations détaillées sur la structure de l'appel à projets, sur les conditions et les exigences spécifiques de la Ville pour le redéveloppement de l'Immeuble;

ATTENDU QU'au terme de la phase 1 de l'appel à projets, l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL » a été sélectionnée par le jury de l'appel à projets comme l'un des finalistes afin de poursuivre la phase 2, phase finale de l'appel à projets, laquelle consistait à soumettre une proposition à la Ville pour le redéveloppement de l'Immeuble;

ATTENDU QU'à la suite de l'analyse de l'ensemble des propositions, le jury de l'appel à projets a déclaré l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL » comme

lauréat de l'appel à projets;

ATTENDU QUE, dans la Proposition de l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL », il était prévu qu'une nouvelle société serait créée pour acquérir l'Immeuble;

ATTENDU QUE cette nouvelle société a été incorporée sous le nom de Demain Montréal, s.e.c.; et

ATTENDU QUE l'Acquéreur assume, par la présente, l'ensemble des obligations prévues dans la Proposition et s'engage envers la Ville à remplir ces obligations.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

1.1 **Bâtiment** : l'ensemble des constructions et aménagements à réaliser par l'Acquéreur sur l'Immeuble dans le cadre de son Projet.

1.2 **CBDCa** : Conseil du bâtiment durable du Canada.

1.3 **Cas de force majeure** : tout événement indépendant de la volonté de l'Acquéreur, qui retarde, interrompt ou empêche l'exécution totale ou partielle par l'Acquéreur de toutes ou partie de ses obligations mentionnées dans le présent acte de vente ou auxquelles il est fait référence. Sans restreindre la portée de ce qui précède, l'un ou l'autre des événements suivants constitue un cas de force majeure, étant entendu que l'Acquéreur devra documenter la nature de l'événement et démontrer que celui-ci constitue un cas de force majeure selon les critères établis précédemment : guerre, émeute, vandalisme, rébellion, épidémie, foudre, tremblement de terre, orage, verglas, grève, inondation, incendie, explosion, retard (suite au dépôt d'un dossier complet) dans la délivrance d'une réponse à une demande de permis ou autre autorisation ou refus de délivrance d'une autorisation, découvertes archéologiques autres que celles portées à la connaissance de l'Acquéreur par le Règlement de l'appel à projets, retard dans la fourniture d'un service public ou l'approvisionnement en service public, ou une modification des lois et règlements en vigueur dans la province de Québec suivant la date du présent Acte.

1.4 **Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite :** certificat émis par un architecte spécifiquement pour le Garage satellite qui devra confirmer l'achèvement substantiel des travaux, selon les dispositions de l'article 13.1, sous réserve de la correction des Déficiences mineures.

1.5 **Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur :** Certificat émis par un architecte spécifiquement pour

le Projet de l'Acquéreur, qui devra confirmer l'achèvement substantiel des travaux, selon les dispositions de l'article 13.1, sous réserve de la correction des Déficiences mineures.

1.6 **Certificat d'achèvement substantiel pour les Logements sociaux** : certificat émis par un architecte spécifiquement pour les Logements sociaux et communautaires qui devra confirmer l'achèvement substantiel des travaux, selon les dispositions de l'article 13.1, sous réserve de la correction des Déficiences mineures.

1.7 **Certificats d'achèvement substantiel** : comprend le Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, le Certificat d'achèvement substantiel pour les Logements sociaux et le Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur.

1.8 **Certification LEED Platine** : certification LEED C+CB v4 Platine du CBDCa.

1.9 **Certification LEED Or** : certification LEED niveau Or du CBDCa.

1.10 **Déficience mineure** : tout défaut, lacune ou travail à compléter qui n'a pas d'incidence importante sur l'utilisation et la jouissance par le bénéficiaire de l'Immeuble ou de l'une de ses composantes.

1.11 **Fondations** : les parties en béton du Bâtiment, en bonnes proportions enfouies destinées à supporter le poids du Bâtiment et à le répartir au sol pour assurer la stabilité de ce dernier.

1.12 **Garage satellite** : garage satellite des travaux publics que l'Acquéreur doit construire sur l'Immeuble en respectant intégralement les exigences précisées dans le PFT.

1.13 **Grille du calcul du prix de vente** : tableau de référence final pour l'établissement du Prix de vente, dont une copie est annexée aux présentes comme « Annexe D ».

1.14 **Immeuble** : a le sens qui lui est attribué à l'article 2 du présent acte de vente.

1.15 **Logements** : l'ensemble des logements prévus dans le cadre du Projet, incluant les logements privés, les Logements sociaux et communautaires et les Logements abordables, mais excluant les espaces de bureaux et commerciaux.

1.16 **Logements abordables** : le sens qui lui est attribué à l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des Parties en présence du notaire soussigné.

1.17 **Logements sociaux et communautaires** : le sens qui lui est attribué à l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

1.18 **Malfaçon** : désigne toute défectuosité ou non-conformité des travaux aux exigences des présentes ou aux lois applicables résultant de la faute par l'Acquéreur ou ses sous-traitants dans la conception ou la construction du Garage satellite (y compris les matériaux fournis et la main d'œuvre).

1.19 **MELCC** : ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec.

1.20 **Parcelle additionnelle** : La partie du lot 6 280 966 décrite à l'article 14.2 des présentes à céder à la Ville.

1.21 **Projet** : projet de redéveloppement de l'Immeuble présenté par l'Acquéreur dans la Proposition.

1.22 **Projet de l'Acquéreur** : le Projet excluant les parties du Projet relativement au Garage satellite et aux Logements sociaux et communautaires.

1.23 **PFT** : le programme fonctionnel et technique du Garage satellite daté du vingt et un (21) décembre deux mille dix-huit (2018) faisant partie du Règlement de l'appel à projets, lequel est annexé aux présentes comme « Annexe F ».

1.24 **Proposition** : l'ensemble des documents soumis par l'équipe « DEMAIN MONTRÉAL » à la Ville, incluant ceux exigés au Règlement de l'appel à projets, en vue d'être sélectionné comme lauréat de l'appel à projets; une copie de la Proposition demeure annexée aux présentes comme « Annexe C » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des Parties en présence du notaire soussigné.

1.25 **Protocole de suivi des performances** : Protocole proposé par l'Acquéreur et annexé aux présentes comme « Annexe E » énonçant les engagements et les moyens pris par l'Acquéreur afin d'assurer le suivi des performances environnementales de son Projet sur une période de dix (10) ans suivant la signature des présentes.

1.26 **Registre foncier** : le bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal ou le livre foncier de la circonscription foncière de Montréal.

1.27 **Règlement de l'appel à projets** : l'ensemble des documents de l'appel à projets *Reinventing Cities* fait en date du cinq (5) avril deux mille dix-neuf (2019), incluant le règlement initial pour la phase 1, l'Addendum au règlement ainsi que les annexes qui en font partie intégrante, qui décrit l'objet de l'appel à projets, ses objectifs, ses acteurs, ses procédures ainsi que les conditions de préparation, de présentation, d'évaluation et d'utilisation des propositions.

1.28 **Sols** : le sens qui lui est attribué à l'article 5 du présent acte de vente.

2. OBJET DU CONTRAT

La Ville vend à l'Acquéreur qui accepte, l'immeuble suivant situé du côté ouest de la rue de Nazareth, au nord de la rue de la Commune, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à Montréal, province de Québec, à savoir :

DÉSIGNATION

Un terrain connu et désigné comme étant le lot **SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (6 280 996)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, comprenant selon le plan cadastral une superficie de 9 324,1 mètres carrés.

Avec la bâtisse y érigée dont l'adresse est le 987, rue de la Commune Ouest, à Montréal (arrondissement de Ville-Marie), province de Québec, H3C 4H5;

(l'« **Immeuble** »).

3. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des avis d'expropriation et de possession préalable publiés au Registre foncier sous les numéros 1 825 958, 1 825 960 et 1 825 965 et des rapports d'expropriations publiés au Registre foncier sous les numéros 1 957 046, 1 981 088, 1 993 499, 1 993 500, 1 993 501, 2 010 175, 2 119 844, 2 128 887 et 2 128 889.

4. FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution CM_____ mentionnée dans sa comparution.

5. GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur.

L'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Notamment, des études de caractérisation environnementale des Sols de l'Immeuble (Phase I et II) de même que l'étude des matériaux susceptibles de contenir des matières réglementées ont été fournies par la Ville dans le cadre de l'appel à projets *Reinventing Cities*. Ces études donnent des renseignements sur l'état des Sols de l'Immeuble et ne sont données qu'à titre informatif, et l'Acquéreur reconnaît qu'elles n'engagent en rien la responsabilité de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres de l'Immeuble, ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité des sols et du sous-sol de l'Immeuble (les

« **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé le cas échéant, incluant sans limitation, l'état de tout bâtiment, construction ou ouvrage le cas échéant, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols ou une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droits de l'Acquéreur. À ces égards, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

6. <u>POSSESSION</u>

L'Acquéreur devient propriétaire l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

7. <u>DOSSIER DE TITRES</u>

La Ville ne fournira à l'Acquéreur aucun dossier de titres, certificat de recherche, état certifié des droits réels, plan ou certificat de localisation à l'égard de l'Immeuble, et l'Acquéreur n'en exigera aucun.

8. <u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>

La Ville déclare :

8.1 Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

8.2 Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

8.3 Que l'Immeuble est vacant en intégralité et il n'y a aucun bail, offre de location acceptée, ou autre entente octroyant à quiconque un droit d'occupation ou d'utilisation sur toute partie de l'Immeuble.

9. <u>ATTESTATIONS DE L'ACQUÉREUR</u>

L'Acquéreur déclare :

9.1 Qu'il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl)). et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

9.2 Qu'il a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

9.3 Qu'il se déclare satisfait des titres de propriété de l'Immeuble ainsi que de l'état et de la qualité des Sols.

10. OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

L'Acquéreur s'engage et s'oblige à :

10.1 Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

10.2 Payer les frais et honoraires du présent acte de vente, de sa publication au Registre foncier et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville;

10.3 Vérifier lui-même auprès des autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

10.4 Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date du présent acte de vente;

10.5 Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

11. OBLIGATION DE RÉHABILITER LES SOLS DE L'IMMEUBLE

L'Acquéreur reconnaît que le seize (16) août deux mille dix-neuf (2019), un avis de contamination a été publié contre l'Immeuble au Registre foncier sous le numéro 24 834 201. L'Acquéreur s'engage à exécuter, au début de la construction du Projet, la réhabilitation des Sols de l'Immeuble conformément à la politique du MELCC pour une utilisation conforme au Projet à l'exception de la Parcelle additionnelle qui devra être rétrocédée à la Ville conformément à l'article 14.2 des présentes. L'Acquéreur s'engage à publier au Registre foncier un avis de décontamination et à remettre une copie dudit avis à la Ville. La réhabilitation des Sols de l'Immeuble, excluant la Parcelle additionnelle, sera à l'entière responsabilité et aux frais de l'Acquéreur.

Si l'Immeuble est éligible à toute subvention pour la réhabilitation des Sols, l'Acquéreur s'engage dans les meilleurs délais à en faire la demande auprès des autorités compétentes et s'engage à informer la Ville du montant de toute subvention accordée, le cas échéant.

12. OPÉRATION CADASTRALE

L'Acquéreur s'engage à mandater, à ses frais, un arpenteur-géomètre, membre de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec afin de

procéder :

12.1 À la préparation du plan de cadastre et à l'opération cadastrale requise pour identifier :

a) Le lot vertical dans le Projet réservé à la Ville pour le Garage satellite, le tout conformément au Règlement de l'appel à projets;

b) Le lot vertical dans le Projet réservé pour les Logements sociaux et communautaires;

c) Le lot qui sera cédé à la Ville à titre de contribution à des frais de parc, conformément à l'article 14.1 des présentes;

d) Le lot pour la Parcelle additionnelle qui sera cédé à la Ville à des fins d'utilité publique conformément à l'article 14.2 des présentes;

12.2 À la préparation du plan et de la description technique pour la servitude à créer en faveur de la Commission des services électriques de Montréal (ci-après appelée la « **CSEM** ») en regard du massif électrique situé au sud de l'Immeuble conformément à l'article 13.15 des présentes, à moins que l'Acquéreur choisisse de déplacer dans le domaine public, à ses frais, le massif électrique actuellement présent sur l'Immeuble;

12.3 Tout autre plan ou opération cadastrale requis par le Projet, à moins de toute disposition contraire prévue aux présentes.

13. AUTRES OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

L'Acquéreur s'engage à :

13.1 Construire le Bâtiment sur l'Immeuble en conformité avec les lois et les règlements en vigueur, substantiellement conforme au Projet. La construction du Bâtiment devra être complétée dans un délai de quarante-huit (48) mois suivant la date du présent acte de vente.

Nonobstant ce qui précède, la notion de « substantiellement conforme » ne s'applique pas au Garage satellite, lequel devra être construit en respectant intégralement les exigences précisées dans le PFT annexé aux présentes comme « Annexe F », sous réserve de toutes modifications qui devront être approuvées par la Ville avant l'exécution des travaux, ni aux Logements sociaux et communautaires, lesquels devront être réalisés conformément aux modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

Au moment du dépôt des plans finaux pour permis, l'Acquéreur transmettra à la Ville une lettre de conformité préparée et signée par un architecte, laquelle devra déclarer que :

- Le Bâtiment à construire sur l'Immeuble est substantiellement conforme au Projet;
- Les exigences précisées dans le PFT du Garage satellite sont

intégralement respectées, sous réserve de toutes modifications qui devront être approuvées par la Ville avant l'exécution des travaux; et

- Les Logements sociaux et communautaires seront réalisés conformément aux modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

Pour les fins du présent paragraphe 13.1, l'obligation de construire le Bâtiment sur l'Immeuble substantiellement conforme au Projet sera remplie lorsque l'Acquéreur aura fourni à la Ville une copie des Certificats d'achèvement substantiel qui déclareront que le Bâtiment construit sur l'Immeuble est conforme aux plans finaux déposés par l'Acquéreur et approuvés par la Ville lors de l'émission du permis.

13.2 Obtenir, à ses frais, la Certification LEED Platine pour le Projet de l'Acquéreur et exécuter tous les travaux en vue d'obtenir la Certification LEED Platine dès que possible, mais dans tous les cas au plus tard trente (30) mois suivant l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur.

L'Acquéreur vise également l'obtention d'une Certification LEED Platine pour le Garage satellite et s'engage à déployer ses meilleurs efforts pour atteindre cet objectif. Dans l'éventualité où la Certificat LEED Platine ne peut être obtenue, il s'engage, aux termes des présentes, à obtenir minimalement la Certification LEED Or pour le Garage satellite. La Certification LEED Or ou toute autre certification plus élevée pour le Garage satellite devra être obtenue dès que possible, mais dans tous les cas au plus tard trente (30) mois suivant l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite.

Préparer et soumettre tous les documents, toutes les remises nécessaires, ainsi que toute documentation exigée par le CBDCa pour obtenir lesdites Certifications LEED conformément à l' « Annexe E» des présentes.

Informer la Ville de l'avancement du processus d'obtention desdites Certifications LEED, dans un délai maximal de dix (10) jours ouvrables suivant une demande écrite de la Ville à ce sujet.

Transmettre à la Ville, une copie de toute Certification LEED, dans les meilleurs délais suivant leur réception.

13.3 Sur préavis d'au moins deux (2) jours ouvrables, permettre aux employés, officiers, mandataires et agents de la Ville d'accéder au Garage satellite pendant la construction de celui-ci.

13.4 Permettre à la Ville de participer en collaboration avec les professionnels de l'Acquéreur aux acceptations provisoire et finale du Garage satellite. Sans se substituer au professionnel responsable d'identifier les Déficiences mineures, dans l'éventualité où la Ville identifie des Déficiences mineures relativement au

Garage satellite, l'architecte, en consultation avec la Ville et l'Acquéreur, s'engage à en dresser une liste qui sera annexée au Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite.

13.5 Remettre à la Ville une copie du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite (incluant ses annexes).

13.6 Corriger les Déficiences mineures relativement au Garage satellite dans un délai maximal de deux (2) mois suivant la date de l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite ou tout autre délai à être convenu entre la Ville et l'Acquéreur, le tout à la satisfaction de la Ville, agissant raisonnablement à moins que le manquement de corriger ces Déficiences mineures ne découle d'un acte ou d'une omission de la Ville, dont notamment le refus d'accorder le droit d'accès préciser ci-après. À cet effet, la Ville octroie, par les présentes, dans la mesure requise pour la correction des Déficiences mineures, à l'Acquéreur et ses sous-traitants, un droit non-exclusif d'accès au Garage satellite. La Ville et l'Acquéreur (ou ses sous-traitants) devront se consulter afin de planifier l'exercice de ce droit d'accès et la correction des Déficiences mineures de manière à causer le moins de perturbation possible à l'exécution des activités de la Ville dans le Garage satellite. À défaut d'avoir corrigé les Déficiences mineures dans le délai précité, la Ville pourra, sans autre avis à l'Acquéreur et sans préjudice de ses autres droits et recours, prendre les mesures qui peuvent selon elle s'avérer nécessaires pour corriger lesdites Déficiences mineures. L'Acquéreur devra alors assumer tous les frais engagés par la Ville.

13.7 Remettre à la Ville au plus tard trois (3) mois suivant l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, une copie des plans du Garage satellite **tel que construit** pour l'architecture, la structure, la ventilation, l'électricité et la plomberie, la protection incendie et alarme incendie ainsi que les certificats et les rapports d'essai associé.

13.8 Fournir à la Ville toute autre information en lien avec la conception et l'exécution des travaux du Garage satellite requise par ses professionnels ayant été mandatés pour finaliser les aménagements intérieurs dudit Garage satellite dans un délai maximal de quinze (15) jours ouvrables suivant une demande écrite de la Ville à ce sujet.

13.9 Conformément à l'article 12.1 des présentes, créer un lot vertical pour le Garage satellite sur l'Immeuble, dont la superficie et le volume devront respecter les exigences spécifiées au Règlement de l'appel à projets, dont notamment le PFT joint à la Proposition. Ce lot comportera les infrastructures décrites dans le Projet afin de permettre à la Ville d'en compléter ultérieurement l'aménagement. Ce lot vertical devra être totalement indépendant de tout autre volet du Projet et ne devra pas faire partie d'une copropriété Il devra être accessible au niveau de la rue Nazareth par deux (2) accès.

13.10 Dans un délai maximal de trois (3) mois suivant la date de l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, céder gratuitement à la Ville, avec garantie légale, le lot vertical représentant le Garage satellite, étant entendu qu'une copie du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite devra avoir été préalablement remise à la Ville.

13.11 La garantie légale mentionnée précédemment comprend notamment l'obligation pour l'Acquéreur de corriger, à ses frais, toute Malfaçon que la Ville pourrait découvrir à l'intérieur de la période d'un (1) an suivant la date d'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Garage satellite, à l'une des composantes du Garage satellite dont l'Acquéreur avait la responsabilité dans le cadre de sa construction. Le cas échéant, la Ville devra transmettre un avis écrit à l'Acquéreur décrivant la déficience en question. Suite à la réception dudit avis, l'Acquéreur s'engage à procéder au correctif approprié dans un délai raisonnable eu égard à la disponibilité de ses sous-traitants et à la Malfaçon en question.

13.12 Le projet d'acte de cession pour le Garage satellite sera préparé et signé devant le notaire instrumentant choisi par la Ville. Les honoraires, frais et copies dudit acte, dont trois (3) copies conformes pour l'Acquéreur, seront à la charge de la Ville. Néanmoins, chaque partie assumera les frais de ses propres conseillers juridiques. Le projet d'acte de cession sera soumis à l'Acquéreur pour approbation. L'Acquéreur s'engage à collaborer avec la Ville afin que les Parties puissent s'entendre sur une version finale dudit projet dans les meilleurs délais possibles. La Ville pourra par la suite présenter ledit projet final aux autorités compétentes de la Ville pour approbation.

13.13 Réaliser dans son Projet les Logements sociaux et communautaires sur l'Immeuble selon les modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

13.14 Réaliser dans son Projet les Logements abordables sur l'Immeuble selon les modalités de l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G ».

13.15 À moins que l'Acquéreur choisisse de déplacer ledit massif, à ses frais, dans le domaine public, créer une servitude réelle et perpétuelle d'utilités publiques en faveur de la CSEM sur une partie de l'Immeuble, comme fonds servant, d'une largeur d'un mètre et cinq dixièmes (1,5 m) de part et d'autre du massif électrique, d'une profondeur minimale de cinq mètres (5 m), d'une hauteur jusqu'au zénith situé au sud de l'Immeuble. Cette servitude devra notamment prévoir un droit pour la CSEM de circuler à pied ou en véhicule sur ledit fonds servant et, si nécessaire, en dehors dudit fonds servant, pour exercer tout droit accordé et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au fonds servant.

13.16 Advenant le cas où le Projet de l'Acquéreur ne représente pas une construction à pleine capacité permise par le zonage, constituer

contre l'Immeuble à la fin des travaux du Projet de l'Acquéreur une servitude réelle et perpétuelle de limitation d'une construction plus dense et/ou plus haute en faveur de la Ville. Le plan et la description technique requis pour la constitution de cette servitude seront aux frais de l'Acquéreur, le cas échéant. L'acte de servitude sera rédigé en français par le notaire choisi par l'Acquéreur et reçu devant lui. L'Acquéreur assumera les honoraires pour la préparation de l'acte ainsi que les coûts relatifs à la publication de l'acte au Registre foncier et des copies requises dont trois (3) copies conformes pour la Ville. L'Acquéreur s'engage à soumettre le projet d'acte de servitude à la Ville dans un délai maximal de deux (2) mois suivant la date de l'émission du Certificat d'achèvement substantiel pour le Projet de l'Acquéreur. L'Acquéreur s'engage à collaborer avec la Ville afin que les Parties puissent s'entendre sur une version finale dudit projet dans les meilleurs délais possibles. La Ville pourra par la suite présenter ledit projet final aux autorités compétentes de la Ville pour approbation. L'Acquéreur s'engage à procéder à la signature de l'acte de servitude dans un délai de trente (30) jours suivant la réception d'un avis de la Ville selon lequel les autorités compétentes de la Ville ont approuvé ledit acte de servitude.

13.17 Maintenir sur ou sous l'Immeuble les vestiges archéologiques *in situ* et les protéger, le tout selon les orientations contenues dans le document intitulé « Cadre sur la protection des vestiges archéologiques, Moulin de La Plaine Sainte-Anne » faisant l'objet de l'annexe F de l'Addendum au Règlement de l'appel à projets. À titre informatif, les limites des vestiges archéologiques à protéger sont illustrées sommairement sur le plan joint aux présentes à l'« Annexe J ». Advenant que des compléments d'expertises soient requis conformément à la *Loi sur patrimoine culturel* (RLRQ, chapitre P-9.002), l'Acquéreur aura la responsabilité de les réaliser, à ses frais.

13.18 Fournir à la Ville une copie du permis de construction du Projet dans les vingt (20) jours ouvrables suivant l'émission du permis par l'arrondissement de Ville-Marie.

13.19 Accorder, aux compagnies d'utilités publiques, toutes les servitudes requises dans le cadre du Projet et publier au Registre foncier les actes constitutifs desdites servitudes. L'Acquéreur s'engage aussi, à aviser la CSEM lors de la réalisation de ces travaux. Les coûts de construction des conduits de la CSEM, ainsi que les connexions, les raccordements et les branchements du Bâtiment aux réseaux d'utilités publiques, si applicables, seront aux frais de l'Acquéreur.

13.20 Obtenir du Service de l'eau de la Ville les approbations et les permis requis pour la réalisation des travaux dans le cadre du Projet, et ce, afin de maintenir l'intégrité structurale des infrastructures de l'intercepteur sud situé en tréfonds de l'Immeuble et connu et désigné comme étant le lot 6 281 000 et une partie des lots 1 288 880 et 1 288 879, tous du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Toutes communications avec le Service de

l'eau doivent être transmises à l'adresse courriel deeu_demande_forage_excavation@montreal.ca.

13.21 Se conformer aux lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral ou provincial ou des autorités municipales quant à la réalisation du Projet.

13.22 Respecter ses engagements pris dans le cadre du Protocole de suivi des performances, mentionnés dans le document intitulé « Tableau des indicateurs de performance » demeurant annexé aux présentes comme « Annexe E » après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les représentants des Parties en présence du notaire soussigné.

Préparer et soumettre tous les documents, toutes les remises nécessaires, ainsi que toute documentation en lien avec les engagements visés au Protocole de suivi des performances (« Annexe E »).

Signer tout acte auquel l'Acquéreur s'est engagé dans la Proposition afin d'assurer le maintien de ses engagements pour une période de dix (10) ans suivant la signature du présent acte de vente.

14. ENGAGEMENT DE L'ACQUÉREUR À CÉDER DES TERRAINS À DES FINS DE PARC ET D'UTILITÉ PUBLIQUE

14.1 À titre de contribution à des frais de parc, l'Acquéreur s'engage à céder à la Ville, au moment de la première opération cadastrale du Projet, une partie du lot 6 280 996 représentant une superficie de 932,4 m^2 (soit 10% de la superficie du lot 6 280 996), cette dernière étant montrée sur le plan accompagnant la description technique préparée par Vital Roy, arpenteur-géomètre, en date du dix-neuf (19) août deux mille vingt et un (2021), sous le numéro 56140 de ses minutes (dossier 29853), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe H » après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence du notaire soussigné.

14.2 Au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la première opération cadastrale du Projet, l'Acquéreur s'engage à céder à la Ville à des fins d'utilité publique, une partie du lot 6 280 996 représentant une superficie de 1030,8 m^2, cette dernière étant montrée sur le plan accompagnant la description technique préparée par Vital Roy, arpenteur-géomètre, en date du dix-neuf (19) août deux mille vingt et un (2021) , sous le numéro 56 141 de ses minutes (dossier 29853-00), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe I » après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence du notaire soussigné. L'Acquéreur devra céder cette partie de lot dans le même état où elle se trouvait à la signature des

présentes. Cette partie de lot sera cédée à la Ville sans garantie légale et sans considération monétaire.

Le projet d'acte de cession sera préparé et signé devant le notaire instrumentant choisi par la Ville. Les honoraires, frais et copies dudit acte, dont une (1) copie conforme pour l'Acquéreur, seront à la charge de la Ville. Néanmoins, chaque partie assumera les frais de ses propres conseillers juridiques. Le projet d'acte de cession sera soumis à l'Acquéreur pour approbation. L'Acquéreur s'engage à collaborer avec la Ville afin que les Parties puissent s'entendre sur une version finale dudit projet dans les meilleurs délais possibles. La Ville pourra par la suite présenter ledit projet final aux autorités compétentes de la Ville pour approbation.

15. <u>DROIT DE RÉSOLUTION</u>

En cas de défaut de l'Acquéreur de se conformer aux obligations prises aux termes des articles 13.1, 13.9, 13.10, 13.14 et 14 du présent acte de vente, la Ville pourra, si elle le juge à propos, et sans préjudice à ses autres recours, demander la résolution de la présente vente conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec*, le tout, sans préjudice à ses autres recours et l'Acquéreur s'engage alors à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et il est convenu entre les Parties que la Ville aura le droit de conserver les deniers à elle payés pour l'achat de l'Immeuble ainsi que les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'Immeuble, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité pour l'Acquéreur et les tiers.

16. <u>MAINLEVÉE DU DROIT DE RÉSOLUTION</u>

La Ville consent et s'engage à accorder mainlevée de son droit de résolution prévu à l'article 15 du présent acte de vente pour permettre à l'Acquéreur de financer la construction du Bâtiment sur l'Immeuble à la condition toutefois :

16.1 Que les Fondations du Bâtiment aient été coulées; et

16.2 Que l'Acquéreur soumette sa demande de mainlevée, complétée à partir du modèle joint en « Annexe K », par écrit à la Ville à l'attention du Chef de division, à l'adresse mentionnée à l'article 19 « AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE » ci-après. À des fins de recevabilité, la demande de l'Acquéreur devra être accompagnée d'une copie de l'offre de financement hypothécaire pour l'Immeuble, émise au nom de l'Acquéreur par un prêteur institutionnel autorisé à faire affaires au Québec, ainsi que d'une copie de son permis de construction pour le Bâtiment.

Nonobstant toute mainlevée accordée par la Ville, cette dernière se réserve néanmoins tous ses droits et recours personnels à l'encontre de l'Acquéreur à l'égard des obligations souscrites par ce dernier en vertu des articles 13.1, 13.9, 13.10, 13.14 et 14 du présent acte de vente.

Tout acte de mainlevée dudit droit de résolution sera préparé par les conseillers juridiques de l'Acquéreur, à ses frais, et devra être signé par la Ville dans un délai de 60 jours suivant la date de la demande de mainlevée par l'Acquéreur. L'Acquéreur sera également responsable des coûts de publication de celui-ci et de trois (3) copies pour la Ville.

17. LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE

La Ville reconnaît avoir reçu ce jour de l'Acquéreur, à son entière satisfaction, une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle émise par une institution financière dûment autorisée à faire affaire au Québec d'un montant de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $), valable pour une année, renouvelable au moins soixante (60) jours avant son échéance et encaissable sur le territoire de l'île Montréal, afin de garantir les obligations et engagements de l'Acquéreur contenus aux articles 11, 13.1, 13.2, 13.4 à 13.7, 13.9 à 13.12, 13.14 à 13.21 et 14 du présent acte de vente. Aux fins des présentes, si l'Acquéreur est en défaut d'accomplir l'un quelconque de ses obligations et/ou engagements contenus aux articles 11, 13.1, 13.2, 13.4 à 13.7, 13.9 à 13.12 et 13.14 à 13.21 et 14 du présent acte de vente ou s'il fait défaut de renouveler la lettre de garantie bancaire au moins soixante (60) jours avant son échéance, l'Acquéreur aura un délai de trente (30) jours après un avis donné à cet effet par la Ville à l'Acquéreur afin de remédier à ce défaut avant que la Ville puisse encaisser ladite lettre de garantie bancaire.

Il est convenu entre les Parties que, lorsque l'Acquéreur aura rempli les obligations et engagements contenus aux articles 11, 13.1, 13.4 à 13.7, 13.9 à 13.12, 13.14 à 13.21 et 14 et lorsqu'il aura démontré à la Ville qu'il a soumis au CBDCa l'ensemble des documents requis pour l'obtention de toute Certification LEED prévu à l'article 13.2, la Ville consent à remettre à l'Acquéreur la lettre de garantie bancaire au montant de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) dans la mesure où il fournit à la Ville une nouvelle lettre de garantie bancaire au montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $) afin de garantir uniquement l'accomplissement des obligations et/ou engagements contenus à l'article 13.2 du présent acte de vente.

Cette nouvelle lettre de garantie bancaire au montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $) devra respecter les conditions mentionnées au paragraphe précédent, c'est-à-dire qu'elle devra être irrévocable et inconditionnelle, émise en faveur de la Ville par une institution financière dûment autorisée à faire affaire au Québec, valable pour une année, renouvelable au moins soixante (60) jours avant son échéance et encaissable sur le territoire de l'île Montréal. Si l'Acquéreur est en défaut d'accomplir l'un quelconque de ses obligations et/ou engagements contenus à l'article 13.2 du présent acte de vente ou s'il fait défaut de renouveler la lettre de garantie bancaire au moins soixante (60) jours avant son échéance, l'Acquéreur aura un délai de trente (30) jours après un avis donné à cet effet par la Ville à l'Acquéreur afin de remédier à ce défaut avant que la Ville puisse encaisser ladite lettre de garantie bancaire.

La lettre de garantie bancaire au montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $) sera remise à l'Acquéreur lorsque celui-ci aura obtenu

toute Certification LEED requise conformément à l'article 13.2 des présentes et qu'il en aura transmis une copie à la Ville.

18. SERVITUDES

18.1 SERVITUDE D'ENTRETIEN DU MUR DE SOUTÈNEMENT ET DE PASSAGE

L'Acquéreur constitue, par les présentes contre le Fonds servant 1 ci-après désigné et en faveur du Fonds dominant ci-après désigné, une servitude réelle et perpétuelle d'entretien et de passage afin de maintenir en état, réparer, remplacer et inspecter, au besoin, le mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure).

La présente servitude s'exercera sur l'assiette suivante :

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT 1

Une partie du lot **SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (6 280 996 Ptie)**, du cadastre du Québec, de figure irrégulière;

BORNÉ COMME SUIT :

• Vers le nord-est par le lot 6 280 997, rue de Nazareth;

• Vers l'est par une autre partie du lot 6 280 996;

• Vers le sud par le lot 6 280 998, rue de la Commune Ouest;

• Vers l'ouest par le lot 6 280 999, autoroute 10 (Bonaventure);

MESURANT :

• Vers le nord-est, treize mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (13,85 m);

• Successivement vers l'est, cinquante mètres et soixante-trois centièmes (50,63 m), quarante-huit mètres et trente-trois centièmes (48,33 m), soixante-sept mètres et quarante-six centièmes (67,46 m) et vingt-cinq mètres et trente-sept centièmes (25,37 m);

• Vers le sud, dix mètres et un centième (10,01 m);

• Successivement vers l'ouest, vingt-cinq mètres et onze centièmes (25,11 m), soixante-sept mètres et soixante centièmes (67,60 m), quarante-huit mètres et onze centièmes (48,11 m) et soixante mètres et six centièmes (60,06 m);

Sauf à distraire le lot en tréfonds 1 288 880, étant une conduite souterraine.

Contenant en superficie mille neuf cent soixante-trois mètres carrés et

trois dixièmes (1 963,3 m^2).

Les unités de mesure utilisées sont celles du Système international (SI).

Le tout tel que montré par les lettres ABCDEFGHJKA (article 1) sur le plan N-37 SAINT-ANNE annexé à une description technique préparée par Christian Viel, arpenteur-géomètre, en date du quatorze (14) août deux mille vingt (2020) sous le numéro 496 de ses minutes (dossier 22882), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe L » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné.

(ci-après le « **Fonds servant 1** »)

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot **SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (6 280 999)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

(ci-après le « **Fonds dominant** »)

La présente servitude est ainsi établie afin de permettre, en tout temps, le passage à pied au Fonds servant 1, aux employés, agents, préposés ou entrepreneurs de la Ville ainsi que le passage de leurs véhicules afin de maintenir en état, réparer, remplacer et inspecter, au besoin, le mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure);

Les Parties conviennent de ce qui suit :

La présente servitude est ainsi établie aux conditions suivantes :

a) L'aménagement initial du Fonds servant 1 a déjà été complété par la Ville préalablement à la signature des présentes;

b) Les travaux d'entretien et de réparation du Fonds servant 1 seront à la charge de la Ville;

c) La Ville pourra avoir accès au Fonds servant 1, en tout temps pour effectuer à ses frais tous les travaux d'entretien et de réparation requis afin de maintenir en état, réparer, remplacer et inspecter, au besoin, le mur de soutènement de l'autoroute de l'autoroute 10 (Bonaventure). La Ville, ses employés, agents, préposés, entrepreneurs ou sous-traitants auront en tout temps le droit d'aller et venir à pied ou en véhicule sur le Fonds servant 1 pour l'exercice de cette servitude, avec tous les droits qui y sont inhérents. L'accès au Fonds servant 1 pourra s'exercer par tout moyen et avec tout appareil ou équipement jugé approprié par la Ville afin d'effectuer les travaux requis au mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). Au besoin, la Ville pourra stationner tout équipement requis sur le Fonds servant 1 pendant la période des travaux. À la fin des travaux, la Ville s'engage, avec diligence, à réparer la surface du Fonds servant 1;

d) La présente servitude inclut également une servitude de non-construction prohibant tout ouvrage, construction ou plantation incompatible avec l'exercice des présents droits sur le Fonds servant 1. À cet égard, l'Acquéreur ainsi que tout propriétaire subséquent du Fonds servant 1 devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher quelque que ce soit du Fonds servant 1 afin de permettre la libre circulation des personnes sur celui-ci en tout temps, à moins qu'une telle obstruction soit requise par la Ville dans le cadre des travaux à être effectués au mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure);

e) Nonobstant ce qui précède, s'il est requis par le propriétaire du Fonds servant 1 d'effectuer des travaux de réhabilitation des Sols sur le Fonds servant 1 dans le cadre de son Projet, celui-ci devra obtenir, au préalable, l'autorisation de la Ville. Le propriétaire du Fonds servant 1 devra alors soumettre sa demande par écrit à la Ville. Sa demande devra être accompagnée d'un rapport et de plans signés par un ingénieur décrivant la nature des travaux à être exécutés et les méthodes appropriées qui seront utilisées afin d'assurer la sécurité et l'intégrité des murs de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). De plus, l'Acquéreur devra fournir un plan de remise en état du Fonds servant 1 pour approbation par la Ville;

La Ville pourra alors autoriser le propriétaire du Fonds servant 1 à obstruer temporairement le Fonds servant 1 pendant la durée des travaux de réhabilitation des Sols et pourra lui imposer toutes autres conditions qu'elle jugera appropriées dans les circonstances afin d'assurer la sécurité et l'intégrité des murs de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). Le propriétaire du Fonds servant 1 verra à conserver, dans la mesure du possible, les arbres existants;

À la fin des travaux, le propriétaire du Fonds servant 1 devra, avec diligence, remettre le Fonds servant 1 dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux, et notamment, sans limiter la généralité de ce qui précède, rétablir les revêtements et aménagements paysagers;

f) Sans limiter la généralité de ce qui précède, aucune excavation plus profonde que sept mètres et cinq dixièmes (7,5 m) ne sera permise sur le Fonds servant 1, et ce, afin de protéger l'intégralité de la structure du mur de soutènement de l'Autoroute 10 (Bonaventure);

g) Aucune compaction dynamique ne doit être effectuée sur le Fonds servant 1, et ce, de quelque manière que ce soit;

h) La Ville sera responsable des dommages découlant de la présente servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au Fonds servant 1, soit à la propriété du propriétaire du Fonds servant 1, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence du propriétaire du Fonds servant 1 ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et pourvu que ces dommages n'aient pas été causés par le propriétaire du Fonds servant 1 lors de la réalisation de ses travaux (notamment la réhabilitation de Sols, le cas échéant);

i) La Ville sera propriétaire de tous les ouvrages, constructions faites ainsi que de tous les équipements placés dans les limites du Fonds servant 1, le cas échéant;

j) Dans le cas où la Ville transmettrait un avis écrit au propriétaire du Fonds servant 1 de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes et s'il ne remédie pas à ce défaut :

- dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ou;

- dans le délai moindre indiqué par la Ville dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, la Ville est susceptible de subir une perte ou un dommage important,

la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Fonds servant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra assumer tous les frais raisonnablement engagés avec preuves écrites par la Ville pour remédier à ce défaut;

k) Les Parties reconnaissent que le droit de passage consenti aux présentes est inclus à titre accessoire à l'exercice de la servitude principale visant l'entretien du mur de soutènement de l'autoroute 10 (Bonaventure). En conséquence, la présente servitude n'est pas visée par l'article 1189 du *Code civil du Québec*;

l) La présente servitude de passage est consentie sans contrepartie monétaire.

18.2 <u>SERVITUDE DE CONSERVATION ET DE PROTECTION DES LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES</u>

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels (la « **Stratégie** »), laquelle a comme objectif :

- Le maintien de la mixité sociale en encourageant le développement, dans les grands sites, d'une gamme diversifiée de logements pour répondre aux besoins des citoyens ayant des revenus variés, favorisant ainsi la création de communautés mixtes et inclusives; et

- Le soutien de la production de logements abordables en facilitant la réalisation de logements sociaux et communautaires;

ATTENDU QUE, l'Acquéreur désire promouvoir le développement et la conservation des logements sociaux et communautaires reconnus d'intérêt pour la collectivité;

ATTENDU QUE, conformément à l'engagement de l'Acquéreur annexé aux présentes comme « Annexe G », l'Acquéreur s'est engagé à réaliser sur le Fonds servant 2 ci-après décrit des logements ayant une vocation d'habitation sociale et communautaire et à consentir en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation sociale et communautaire afin d'assurer la pérennité de ces logements sur le Fonds servant 2 (tel que ci-après défini).

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, les Parties conviennent de ce qui suit :

18.2.1 **OBJET**

L'Acquéreur crée par les présentes en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation d'habitation sociale et communautaire contre l'immeuble ci-après désigné comme Fonds servant 2.

Cette servitude est établie afin de s'assurer que le Fonds servant 2 ne servira qu'à la construction de logements ayant une vocation d'habitation sociale et communautaire et afin d'en assurer la conservation, la protection et le maintien.

Pour plus de précisions, la vocation d'habitation sociale et communautaire signifie que la mission première du Fonds servant 2 doit être de loger des ménages à revenu faible ou modeste, ou ayant des besoins particuliers en habitation. Les logements situés sur le Fonds servant 2 seront des logements abordables admissibles, bénéficiant ou ayant bénéficié d'une subvention en vertu d'un programme municipal, provincial ou fédéral de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire. Habituellement, ce type de bâtiment appartient à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), à une coopérative d'habitation, à un organisme à but non lucratif d'habitation ou à une société paramunicipale d'habitation.

18.2.2 **DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT 2**

Sept parcelles de terrain connues et désignées comme étant des parties du lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (6 280 996 Pties) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans la ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), et pouvant plus particulièrement se décrire comme suit :

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle A)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 15,48 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 15,48 mètres vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres; contenant en superficie 191,6 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 43,11 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure), et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du deuxième sous-sol. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le premier sous-sol du rez-de-chaussée.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle B)

De figure irrégulière, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres; contenant en superficie 13,3 mètres carrés.

La limite Nord-Est de cette parcelle est parallèle à la ligne séparatrice des lots 6 280 996 et 6 280 997 (rue Nazareth) et située à 24,92 mètres au Sud-Ouest de celle-ci. L'extrémité Nord-est de la limite Sud-Est de cette parcelle est située à 16,70 mètres de la limite Ouest du lot 6 280 998 (rue de la Commune Ouest) et mesurée perpendiculairement à cette dernière limite.

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du rez-de-chaussée. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le rez-de-chaussée de la mezzanine.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle C)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,87 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,87 mètre; contenant en superficie 9,9 mètres carrés.

La limite Nord-Est de cette parcelle est parallèle à la ligne séparatrice des lots 6 280 996 et 6 280 997 (rue Nazareth) et située à 18,04 mètres au Sud-Ouest de celle-ci. La limite Sud-Est de cette parcelle se situe dans le prolongement vers le Sud-Ouest de la limite Sud-Est de la parcelle D ci-après-décrite.

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du rez-de-chaussée. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le rez-de-chaussée de la mezzanine.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle D)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 15,48 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 15,48 mètres vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,38 mètres; contenant en superficie 191,6 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 43,11 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure), et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le premier sous-sol du rez-de-chaussée. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le rez-de-chaussée de la mezzanine.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle E)

De figure irrégulière, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long le long de cette limite 5,00 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 2,65 mètres; contenant en superficie 13,3 mètres carrés.

Le limite Nord-Est de cette parcelle est parallèle à la ligne séparatrice des lots 6 280 996 et 6 280 997 (rue Nazareth) et située à 24,91 mètres au Sud-Ouest de celle-ci. L'extrémité Nord-Est de la limite Sud-Est de cette parcelle est située à 16,70 mètres de la limite Ouest du lot 6 280 998 (rue de la Commune Ouest) et mesurée perpendiculairement à cette dernière limite.

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le rez-de-chaussée de la mezzanine. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant la mezzanine du deuxième étage.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle F)

De figure irrégulière, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 17,15 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 18,04 mètres, vers le Nord-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 0,38 mètre, vers le Sud-Est par une partie du lot 2 280 996, mesurant le long de cette limite 3,62 mètres,

vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,66 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,22 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 20,01 mètres; contenant en superficie 352,7 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 41,09 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure), et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton qui sépare le rez-de-chaussée de la mezzanine. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant la mezzanine du deuxième étage.

LOT : 6 280 996 PTIE (parcelle G)

De figure rectangulaire, borné comme suit, successivement : vers le Nord-Est par le lot 6 280 997 (rue Nazareth), mesurant le long de cette limite 53,13 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 20,01 mètres, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 35,60 mètres, vers le Sud-Est par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,66 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 5,31 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 1,66 mètre, vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 12,22 mètres, vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 280 996, mesurant le long de cette limite 20,01 mètres; contenant en superficie 1 071,9 mètres carrés.

L'extrémité Nord-Ouest de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 41,09 mètres de la limite Nord-Est du lot 6 280 999 (autoroute Bonaventure) et ce, mesuré vers le Sud-Est le long de la limite Sud-Ouest du lot 6 280 997 (rue Nazareth).

L'altitude limite inférieure de cette parcelle se situe au centre de la dalle de béton séparant le deuxième étage de la mezzanine. L'altitude limite supérieure de cette parcelle se situe à l'altitude 34,41.

Lesdites parcelles étant plus amplement montrées sur le plan accompagnant la description technique préparée par Vital Roy, arpenteur-géomètre, en date du vingt-six (26) août deux mille vingt et un (2021), sous le numéro 56 198 de ses minutes (dossier 29853), une copie conforme de ce plan et de cette description technique est annexée aux présentes comme « Annexe M » après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné.

(ci-après « **Fonds servant 2** »)

18.2.3 **SERVITUDE**

Les droits ci-dessus accordés sont établis et créés par l'Acquéreur comme servitude contre le Fonds servant 2 et en faveur de la Ville.

Tout propriétaire futur du Fonds servant 2 sera assujetti aux droits et obligations de l'Acquéreur créés aux termes des présentes par le simple fait d'acquérir le droit de propriété du Fonds servant 2.

18.2.4 **CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE**

Aux fins de l'exercice de la présente servitude, le propriétaire du Fonds servant 2 s'engage à :

a) Préserver la vocation d'habitation sociale ou communautaire sur l'ensemble du Fonds servant 2;

b) Entretenir et maintenir en bon état le bâtiment à vocation d'habitation sociale et communautaire situé sur le Fonds servant 2;

c) Autoriser la Ville, sur demande de celle-ci, à inspecter périodiquement le bâtiment à vocation d'habitation sociale et communautaire situé sur le Fonds servant 2 afin de s'assurer du respect des obligations créées aux termes des présentes. À la demande de la Ville, le propriétaire du Fonds servant 2 devra fournir, dans les meilleurs délais, toute documentation nécessaire afin de lui permettre de constater que la vocation d'habitation sociale ou communautaire du Fonds servant 2 est maintenue et que le bâtiment situé sur le Fonds servant 2 est entretenu adéquatement; et

d) Souscrire et maintenir en vigueur une police d'assurance « tous risques de dommages », y compris les dommages causés par le feu, le vol, le vandalisme, l'eau, les tremblements de terre, les effondrements et les inondations, d'un montant minimal égal à la pleine valeur de remplacement à neuf du bâtiment à vocation d'habitation sociale et communautaire situé sur le Fonds servant 2. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police ainsi que la preuve de renouvellement devront être remises à la Ville sur demande.

18.2.5. **DÉFAUT**

Le propriétaire du Fonds servant 2 sera considéré être en défaut quant à l'une des obligations qui lui incombent aux termes du présent acte si un tel défaut se poursuit pendant plus de trente (30) jours (ou tel délai plus long pouvant être considéré raisonnable par la Ville dans les circonstances pour remédier audit défaut, pourvu que le propriétaire du Fonds servant 2 ait commencé à y remédier et qu'il procède avec diligence à le corriger) suivant la réception d'un avis écrit de la Ville spécifiant la nature dudit défaut et le délai accordé pour remédier audit défaut.

Dans l'éventualité où le propriétaire du Fonds servant 2 ne remédie pas au

défaut dans le délai précité, la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Fonds servant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le propriétaire du Fonds servant 2 devra assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut.

18.3. CONSIDÉRATION

Les servitudes établies aux présentes sont consenties sans considération monétaire et en considération des avantages que le public en général en retire, dont QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

19. PRIX DE VENTE

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **CINQ MILLIONS CINQ CENT TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT DIX-SEPT DOLLARS (5 532 617,00 $)**, excluant les taxes de vente applicables, le cas échéant (le « **Prix de vente** »), dont :

a) un montant de DIX MILLE DOLLARS (10 000,00 $) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur avant ce jour, dont quittance pour autant;

b) un montant additionnel de DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE SIX CENT TRENTE DOLLARS ET QUATRE-VINGT-CINQ CENTS (276 630,85 $) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur avant ce jour, dont quittance pour autant; et

c) un montant de CINQ MILLIONS DEUX CENT QUARANTE-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS ET QUINZE CENTS (5 245 986,15 $) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur en date du présent acte de vente, dont quittance totale et finale.

20. AJUSTEMENT DU PRIX DE VENTE

20.1 L'Acquéreur reconnaît que le Prix de vente a été établi selon la Grille de calcul du prix de vente.

Les Parties reconnaissent que le Prix de vente sera ajusté dans les cas suivants :

a) **Superficie nette finale**

La Grille de calcul du prix de vente prévoit, pour le Projet de l'Acquéreur, une superficie totale de plancher développée de 22 101,00 m^2 net au taux de 476,00 $. Toute modification de la superficie développée au-delà de 100 mètres carrés entraînera de facto une augmentation du Prix de vente. Cet ajustement à la hausse sera calculé au taux de 476 $ le mètre carré en fonction de la superficie nette finale qui sera confirmée lors de l'émission du permis de construction du Projet. L'Acquéreur remettra une copie du permis

à la Ville dans les délais mentionnés au paragraphe 13.18 des présentes ;

b) **Subventions**

Dans l'éventualité où toute subvention pour la réhabilitation des Sols prévue à l'article 11 du présent acte de vente est accordée à l'Acquéreur dans les trois (3) ans de sa signature, les coûts de réhabilitation seront diminués d'un montant égal au montant net de toute subvention accordée et le Prix de vente sera ajusté en conséquence à la hausse;

L'Acquéreur s'engage donc par les présentes à remettre à la Ville les documents suivants :

1) Une copie du permis de construction du Projet conformément à l'article 13.18 des présentes; et

2) Une confirmation écrite du montant de toute subvention accordé pour la réhabilitation des Sols, le cas échéant, le tout conformément à l'article 11 paragraphe 2 des présentes.

Les Parties conviennent qu'un seul acte de modification du présent acte de vente sera conclu entre les Parties et qu'il devra être conclu au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception par la Ville de l'ensemble des documents énumérés ci-dessus. Par conséquent, tous les ajustements nécessaires, notamment le Prix de vente, les taxes de vente applicables et les droits de mutation, devront être révisés en fonction du Prix de vente ajusté. Le montant dû par l'une des Parties suite à l'ajustement du Prix de vente sera payable au moment de la signature dudit acte de modification. Les frais afférents à cet acte de modification seront payés par l'Acquéreur.

21. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (« TPS ») ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (« TVQ »)

Le Prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (L.R.C. (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, le cas échéant, à l'entière exonération de la Ville.

Si les servitudes créées aux termes des présentes sont taxables selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de l'Acquéreur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscriptions aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces numéros d'inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscription aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 796989507 RT0001;
T.V.Q. : 1228577282 TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

22. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous ou à toute autre adresse que celle-ci peut faire connaître en conformité avec la présente section :

a) La Ville : à l'attention du Chef de Division des transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

ou toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) L'Acquéreur : Demain Montréal, s.e.c, au 7250, boulevard Taschereau, bureau 200, Brossard, Québec, J4W 1M9;

Avec copie à l'attention de M. Stéphane Côté, 385, avenue Viger Ouest, Suite 200, Montréal, Québec, H2Z 0C2; courriel : scote@cogir.net;

23. RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Acquéreur.

24. DÉLAIS

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de l'Acquéreur en raison de quelque délai fixé dans

cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par la Ville elle-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par l'Acquéreur de ses engagements, ainsi que tout Cas de force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

L'Acquéreur invoquant un Cas de force majeure doit en donner avis sans délai à la Ville et indiquer dans cet avis, le plus précisément possible, l'effet de ce Cas de force majeure sur sa capacité d'exécuter ses obligations conformément au présent acte de vente et engagements auxquels il est fait référence.

L'Acquéreur invoquant un Cas de force majeure voit ses obligations suspendues dans la mesure où il est dans l'incapacité d'agir et emporte une prorogation de délai lorsque la situation s'applique. L'Acquéreur doit aussi agir avec diligence afin d'éliminer ou de corriger les effets de ce Cas de force majeure. Cependant, le règlement d'une grève est laissé à l'entière discrétion de l'Acquéreur faisant face à cette difficulté. Le Cas de force majeure est toutefois sans effet sur l'obligation de l'Acquéreur de payer une somme d'argent.

Nonobstant toute autre disposition du présent acte de vente et des engagements auxquels il est fait référence, l'inexécution d'une obligation de l'Acquéreur en raison d'un Cas de force majeure ne constitue pas un cas de défaut en vertu du présent acte de vente et desdits engagements, et n'entraîne pas de dommages-intérêts, ni de résiliation, ni de droit de résolution, ni de recours en exécution de l'obligation même ou de quelque autre nature que ce soit.

25. <u>TRANSFERT</u>

La cession, la vente ou le transfert de la totalité ou d'une partie de l'Immeuble à un tiers n'aura pas pour effet de libérer l'Acquéreur de ses obligations envers la Ville découlant des présentes, à moins que le cessionnaire de ladite totalité ou partie de l'Immeuble ne s'engage, dans l'acte d'acquisition, à faire siennes et à assumer les obligations relatives à ladite totalité ou partie de l'Immeuble, et à faire assumer à son tour ces obligations par tout acquéreur subséquent, auquel cas l'Acquéreur sera automatiquement libéré des obligations ainsi prises en charge par le cessionnaire, sans autre formalité ni document.

26. <u>INDIVISIBILITÉ</u>

Les obligations de l'Acquéreur contenues aux présentes sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux, conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera également de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou de tout acquéreur de la totalité de l'Immeuble ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers, légataires ou représentants légaux.

27. <u>CONSENTEMENT À MODIFICATION CADASTRALE</u>

La Ville accorde dès à présent son consentement à toute modification cadastrale éventuelle entraînant une nouvelle numérotation de l'Immeuble.

La Ville donne son consentement uniquement à titre de créancier, tel que requis par l'article 3044 du *Code civil du Québec*.

28. <u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>

28.1 Les intitulés, numéros et en-têtes des articles et paragraphes des présentes, sont insérés pour la commodité seulement et n'ont pas pour objet d'en définir, limiter ou étendre la portée ou le sens du présent acte ni celle de ses dispositions.

28.2 Sauf lorsque le contexte le requiert autrement, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice-versa, et tout mot écrit au genre masculin comprend aussi le genre féminin, et vice-versa, et tout mot impliquant une personne comprend une personne morale, une société en commandite ou toute autre personne ayant la personnalité juridique et vice-versa.

28.3 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

28.4 Rien dans le présent acte ne doit être réputé ou interprété par les Parties ou par toute autre partie comme ayant créé une relation de société, de partenariat ou de coentreprise entre les Parties.

28.5 Le présent acte de vente et tous les autres documents, contrats et engagements en découlant entre les Parties, ainsi que toutes les relations entre la Ville et l'Acquéreur, seront exclusivement régis par les lois en vigueur dans la province de Québec.

28.6 Le présent acte de vente (incluant ses annexes) constitue l'entente intégrale intervenue entre les Parties relativement à l'objet des présentes et remplace toutes les conventions, ententes, négociations et discussions antérieures, écrites ou verbales, y compris la promesse d'achat datée du 5 avril 2019.

29. <u>MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES</u>

La Ville (le « **Cédant** ») et l'Acquéreur (le « **Cessionnaire** ») font les déclarations suivantes :

29.1 Les noms et adresses du Cédant et du Cessionnaire sont tel que ci-dessus mentionnés dans leur comparution respective;

29.2 L'Immeuble faisant l'objet du présent transfert est situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

29.3 Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble selon le Cédant et le Cessionnaire est de CINQ MILLIONS CINQ CENT TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT DIX-SEPT DOLLARS (5 532 617,00 $);

29.4 Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation selon le Cédant et le Cessionnaire est de NEUF MILIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE SOIXANTE-DOUZE DOLLARS (9 679 072,00 $);

29.5 Le montant du droit de mutation s’élève à la somme de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE SIX CENT SOIXANTE DOLLARS ET SEIZE CENTS (270 660,16 $);

29.6 Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de ladite loi.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro

( ) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les Parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par: ●

DEMAIN MONTRÉAL S.E.C par ses commandités :

9321-1282 QUÉBEC INC.

_____
Par : Antoine Bernier

et

_____
Par : Bruno Desautels

et

9437-2497 QUÉBEC INC.

_____
Par : Martin Jacques

_____
Me Steve Collins, notaire

« Annexe A »

Résolutions de la Ville

« Annexe B »

Résolutions des commandités de l'Acquéreur

« Annexe C »

La Proposition

« Annexe D »

GRILLE DU CALCUL DU PRIX DE VENTE

« Annexe E »

ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE SUIVI DES PERFORMANCES

« Annexe F »

Programme fonctionnel et technique du Garage satellite des travaux publics

« Annexe G »

Engagement de l’Acquéreur relativement aux Logements sociaux et communautaires et aux Logements abordables

« Annexe H »

PLAN MONTRANT LE LOT À CÉDER À LA VILLE À TITRE DE CONTRIBUTION À DES FRAIS DE PARC

« Annexe I »

PLAN MONTRANT LE LOT ADDITIONNEL À CÉDER À LA VILLE À DES FINS D'UTILITÉ PUBLIQUE

« Annexe J »

PLAN MONTRANT SOMMAIREMENT LES LIMITES DES VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES À PROTÉGER

« Annexe K »

Projet de mainlevée du droit de résolution

L'AN DEUX MILLE ●, le ● (●-●-●).

DEVANT M^e^ ●, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAÎT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (1^er^ janvier 2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, en la ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, Canada, représentée par ●, **[titre]**, Direction des transactions immobilières au Service de la gestion et de la planification immobilière, dûment autorisé**[e]** aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* et des documents suivants :

a) le règlement 03-009, soit le *règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif*, adopté par le conseil municipal à sa séance du vingt-sept janvier deux mille trois (27 janvier 2003) et en vigueur depuis le trois février deux mille trois (3 février 2003);

b) le règlement RCE02-004, soit le *règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six juin deux mille deux (26 juin 2002), en vigueur depuis le quinze juillet deux mille deux (15 juillet 2002), modifié notamment par le règlement RCE 07-005, du huit août deux mille sept (8 août 2007), le règlement RCE 11-003 du neuf février deux mille onze (9 février 2011), le règlement RCE 14-004 du trente avril deux mille quatorze (30 avril 2014) et le règlement RCE 17-003 du treize septembre deux mille dix-sept (13 septembre 2017), (articles 6 et 41.6 du règlement RCE02-004); et

c) la décision ●, rendue par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière le ● (●),

une copie conforme de cette décision demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par **[ladite représentante/ledit représentant]** en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Créancière** »

LAQUELLE DÉCLARE CE QUI SUIT:

QU'aux termes d'un acte de vente reçu par ●, notaire, le ● deux mille dix-

vingt et un (● 2021), et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro ● (ci-après appelé « **l'Acte de vente** ») la Créancière a vendu à **Demain Montréal S.E.C.** une propriété immobilière désignée à l'Acte de vente.

QUE l'Acte de vente contient un droit de résolution stipulé en faveur de la Créancière.

QU'en conformité avec l'Acte de vente, l'Acquéreur a accompli l'ensemble des conditions exigées à **l'article 15 (Mainlevée du droit de résolution)** de l'Acte de vente, permettant ainsi la signature d'un acte de mainlevée du droit résolutoire ci-dessus mentionné.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ la Créancière accorde, par les présentes, mainlevée pure et simple du droit de résolution stipulé en sa faveur aux termes de l'Acte de vente et requiert l'Officier de la publicité des droits de ladite circonscription foncière de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro ● (●) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, la Créancière signe en présence dudit notaire.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
●

_____
Me ●, notaire

« Annexe L »

DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN DU FONDS SERVANT 1

« Annexe M »

DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN DU FONDS SERVANT 2

NO GDD : 1204435002

Revenus

Cession - Autres actifs à long terme - Ville- Marie

		Revenus
	2101.0010000.114089.01819.45502.000000.0000.000000.058051.000000.00000	5 532 617.00 $

plus taxes applicables

Coût aux livres: 69 735,64$

Emplacement

*** Rénové ***

Localisation: 120225-50 (OASIS) - 987 rue de la Commune Ouest (MTL)

No compte: 12022550 **No ident UEV:** 05022870 **Matr. :** NAD83 0039-63-0861-1-000-0000 **Code Postal :** H3C 4H5

Entre: rue de Nazareth et rue de la Commune Ouest **P.U.S. :** 228-24

Remarque loc. : **No Terrain :** 26914416

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av	15.33m		2,283.74mc
Ap	147.65m	22.08m	9,324.10mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.
1982	9999	1	

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis: 05009020

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2017	7,016,400	1,059,300	8,075,700
2020	8,060,700	1,070,500	9,131,200

Terrain vague: Non **desservi:** Non **avec surtaxe:** Non **Type**: Régulier **No UEV:** 138739

Catégorie immeuble: 04 Immeubles commerciaux ou semi-commerciaux
Sous-cat. immeuble: 04F Garage public, de stationnement, de réparation ou d'entretien automobile
Code d'utilisation : 4890 Autres services publics (infrastructure)

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 19 Ville-Marie
Dist. Électoral : 182 Saint-Jacques

No certificat : 3420 **Émis le :** 2019-09-25 **Code modif. :** CMC193 **Date revisée :** 2020-01-01 **Date fin rôle :** 2022-12-31

Remarque générale :

Propriétaires

Principal

Nom: VILLE DE MONTREAL
A/S:
Adresse: 303 RUE NOTRE-DAME E 3.500
Montréal QC H2Y 3Y8
CANADA

No Acte:

No cont: 1004931 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 1998-01-01 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	6280996		R			9,324.10mc

Cadastres Anciens

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
18	P1505		R			1,122.36mc
18	1504		R			975.11mc
18	P1505		R			186.27mc

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une société de personnes au registre des entreprises

Renseignements en date du 2021-09-07 18:07:00

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	3376614726
Nom	Demain Montréal, s.e.c.
Version du nom dans une autre langue	Future Montréal, L.P.

Adresse du domicile

Adresse	200-7250 boul. Taschereau Brossard (Québec) J4W1M9 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2021-05-27
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2021-05-27
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société en commandite
Date de la constitution	2021-05-26
Régime constitutif	QUÉBEC : Code civil du Québec

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2021-05-27
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	Aucune déclaration de mise à jour annuelle n'a été produite à ce jour.
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle	

Faillite

Aucune information n'a été déclarée concernant l'existence d'une faillite.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9999
Activité	Autres services
Précisions (facultatives)	Développement immobilier

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Objet poursuivi par la société de personnes

Objet de la société	Redéveloppement du site de l'ancienne cour de voirie de la Commune, situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Associés, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Administrateurs

Aucun administrateur n'a été déclaré.

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Associés

Nom	IC Demain Montréal Inc.
Type d'associé	Commanditaire
Adresse	500C-1001 rue du Square-Victoria Montréal (Québec) H2Z2B5 Canada

Nom	9321-1282 Québec Inc.
Type d'associé	Commandité
Adresse	200-7250 boul. Taschereau Brossard (Québec) J4W1M9 Canada

Nom	9437-2497 Québec Inc.
Type d'associé	Commandité
Adresse	521 6e Avenue N Saint-Georges (Québec) G5Y0H1 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration d'immatriculation	2021-05-27

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2021-05-27

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Demain Montréal, s.e.c.	Future Montréal, L.P.	2021-05-27		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2021/09/14 18:30

(2)

Dossier # : 1210175005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 22 200 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
1 000 $ Les AmiEs de la Station de Pompage Craig
2 000 $ Tradau inc.
500 $ Jardin communautaire des Habitations Jeanne-Mance
500 $ Jardin communautaire Centre-Sud
2 700 $ La Petite Maison Des Enfants Soleil
2 000 $ Association du Village Shaugnessey
500 $ Jardin communautaire Georges-Vanier
500 $ Jardin communautaire Sainte-Marie
3 000 $ LESPACEMAKER
3 000 $ Association des résidants du Vieux-Montréal
3 000 $ Action Centre-Ville
500 $ Jardin communautaire Sainte-Catherine
3 000 $ Coop Les Valoristes

D'imputer cette dépense totale de 22 200 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-10 10:03

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1210175005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 22 200 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 000 $	Monsieur Pierre-Luc Rivest Madame Éliane Bélec Madame Danielle Plamondon Les AmiEs de la Station de Pompage Craig amiesdelacraig@gmail.com	Saint-Jacques
2 000 $	Monsieur Vincent Prager Tradau inc. 1 Place Ville Marie, Suite 3900 Montréal (Québec) H3B 4M7 Téléphone: 514 673-7431 vincent.prager@dentons.com	Peter-McGill
500 $	Madame Chantal Liard Jardin communautaire des Habitations Jeanne-Mance 3621, rue Jeanne-Mance Montréal (QC) H2X 2K4 Téléphone : 514-844-6157	Saint-Jacques
500 $	Monsieur Serge Côté Jardin communautaire Centre-Sud	Sainte-Marie

	2-2041, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C8 Téléphone : 514-524-7906 jardin.comm.centresud@gmail.com	
2 700 $	Madame Louise Drigon La Petite Maison Des Enfants Soleil 1- 1915 rue de la Visitation Montréal (Québec) H2L 4Y4 Téléphone: 514 528- 6177 maison.soleil@videotron.ca	Sainte-Marie
2 000 $	Madame Daphne Cunliffe Association du Village Shaugnessey daphne.cunliffe@gmail.com	Peter-McGill
500 $	Jardin communautaire Georges-Vanier Monsieur Éric Fortin Jardin communautaire Georges-Vanier 1814-235 rue Peel, Montréal (QC) H3C 0P8 Téléphone : 514-303-1643 fortew@icloud.com	Peter-McGill
500 $	Jardin communautaire Sainte-Marie 2359, rue Logan Montréal (QC) H2K 2B4 Téléphone : 514 419-1665 jardin.ste.marie@gmail.com	Sainte-Marie
3 000 $	Monsieur Arno Robin LESPACEMAKER Découpeuse Laser québécoise 2875 rue Hochelaga Montréal, H2K 1K7 Téléphone: 514 836-2432 arno@lespacemaker.com	Sainte-Marie
3 000 $	Madame Christine Caron Association des résidants du Vieux-Montréal CP 155, succursale Place d'Armes Montréal (Québec) H2Y 3E9 Téléphone: 514 845-4031 chcaron@videotron.ca	Saint-Jacques
3 000 $	Madame Hélène Laviolette Action Centre-Ville 105, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2X 1G9 Téléphone: 514-878-0847 helene.laviolette@acv-montreal.com	Saint-Jacques

500 $	Monsieur Stéphane Dussault Jardin communautaire Sainte-Catherine 4-1180, boulevard de Maisonneuve Est Montréal (QC) H2L 5B8 Téléphone : 514 528-8312	Saint-Jacques
3 000 $	Madame Marica Vazquez Tagliero Coop Les Valoristes 1710, rue Beaudry - local 2.3, H2L 3E7 maricatagliero@cooplesvaloristes.ca	Saint-Jacques

TOTAUX PAR DISTRICT:

- Cabinet de la mairesse: 0 $
- Sainte-Marie: 6 700 $
- Saint-Jacques: 11 000 $
- Peter-McGill: 4 500 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce.s projet.s aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghania FRIKH
Chargée de secrétariat

Tél : 514.868.5531
Télécop. : 514 872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-02

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1210175005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 22 200 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1210175005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-09

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières matérielles et informationnelles
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Mar
Montré

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1210175005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

1 000 $ Les Amies de la Station de Pompage Craig
2 000 $ Tradau inc.
500 $ Jardin communautaire des Habitations Jeanne-Mance
500 $ Jardin communautaire Centre-Sud
2 700 $ La Petite Maison Des Enfants Soleil
2 000 $ Association du Village Shaugnessey
500 $ Jardin communautaire Georges-Vanier
500 $ Jardin communautaire Sainte-Marie
3 000 $ LESPACEMAKER
3 000 $ Association des résidants du Vieux-Montréal
3 000 $ Action Centre-Ville
500 $ Jardin communautaire Sainte-Catherine
3 000 $ Coop Les Valoristes"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 22 200,00 $

	Années antérieures	2021
Montant	-	22 200,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 22 200,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **09-09-2021**

Date et heure système : 09 septembre 2021 16:49:43

N° de dossier : 1210175005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 13

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les AmiEs de la Station de Pompage Craig	À venir
2.	Tradau inc.	436807
3.	Jardin communautaire des Habitations Jeanne-Mance	245658
4.	Jardin communautaire Centre-Sud	175563
5.	La Petite Maison Des Enfants Soleil	101466
6.	Association du Village Shaugnessey	À venir
7.	Jardin communautaire Georges-Vanier	155713
8.	Jardin communautaire Sainte-Marie	134549
9.	LESPACEMAKER	583370
10.	Association des résidants du Vieux-Montréal	132084
11.	Action Centre-Ville	137337
12.	Jardin communautaire Sainte-Catherine	133320
13.	Coop Les Valoristes	363763

Financement : Revenus / Subventions / Contributions

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant					22 200,00 $			**22 200,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début : 14 (jour (si connu)) septembre (mois) 2021 (année)

Date de fin : 14 (jour (si connu)) septembre (mois) 2021 (année)

Formulaire complété par : Ghania Frikh (Prénom, nom)

Date et heure système : 09 septembre 2021 16:12:19

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 14-09-2021 – CONTRIBUTIONS DES ÉLUS-ES / DOSSIER 1210175005		
Organisme demandeur	**Projet**	**Siège social - District**
Monsieur Pierre-Luc Rivest Madame Éliane Bélec Madame Danielle Plamondon Les AmiEs de la Station de Pompage Craig amiesdelacraig@gmail.com	Appui financier demandé pour connaître la station de pompage Craig, ses sous-sols et son passé. Mini-exposition, « Les mystères de la Craig », du 4 juillet au 5 septembre 2021.	Saint-Jacques
Monsieur Vincent Prager Tradau inc. 1 Place Ville Marie, Suite 3900 Montréal (Québec) H3B 4M7 Téléphone: 514 673-7431 vincent.prager@dentons.com	Organisation une fête qui aura lieu le 19 septembre 2021.	Peter-McGill
Madame Chantal Liard Jardin communautaire des Habitations Jeanne-Mance 3621, rue Jeanne-Mance Montréal (QC) H2X 2K4 Téléphone : 514-844-6157	Soutien financier demandé pour améliorer la valeur alimentaire et esthétique du jardin en ajoutant plus de petits fruits, des fines herbes, et autres légumes pour les mettre à la disposition de tous les jardiniers et pour célébrer les 45 ans des jardins communautaires et remettre des prix aux jardiniers les plus méritants.	Saint-Jacques
Monsieur Serge Côté Jardin communautaire Centre-Sud 2-2041, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C8 Téléphone : 514-524-7906 jardin.comm.centresud@gmail.com	Demande de soutien financier pour effectuer des travaux substantiels, tels que refaire les bordures de bois de certains jardinets, d'acheter des outils de jardinage, et organiser des activités en lien la mission du jardin communautaire.	Sainte-Marie
Madame Louise Drigon La Petite Maison Des Enfants Soleil 1- 1915 rue de la Visitation Montréal (Québec) H2L 4Y4 Téléphone: 514 528- 6177 maison.soleil@videotron.ca	Demande de subvention pour une aide aux enfants dans le besoin pour 2021 - 2022	Sainte-Marie
Madame Daphne Cunliffe Association du Village Shaugnessey daphne.cunliffe@gmail.com	Des activités à organiser.	Peter-McGill
Jardin communautaire Georges-Vanier Monsieur Éric Fortin Jardin communautaire Georges-Vanier 1814-235 rue Peel, Montréal (QC) H3C 0P8 Téléphone : 514-303-1643 fortew@icloud.com	Demande de soutien demandée pour améliorer leurs installations afin de permettre à un plus grand nombre de personnes d'avoir accès à des légumes frais.	Peter-McGill
Jardin communautaire Sainte-Marie 2359, rue Logan Montréal (QC) H2K 2B4 Téléphone : 514 419-1665 jardin.ste.marie@gmail.com	Réparer leur gazebo, remplacer les pelles, arrosoirs, râteaux et autres et acheter un nettoyeur électrique à barils pour améliorer les conditions de jardinage et contribuer au mieux-être des membres.	Sainte-Marie

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 14-09-2021 – CONTRIBUTIONS DES ÉLUS-ES / DOSSIER 1210175005		
Organisme demandeur	**Projet**	**Siège social - District**
Monsieur Arno Robin LESPACEMAKER Découpeuse Laser québécoise 2875 rue Hochelaga Montréal, H2K 1K7 Téléphone: 514 836-2432 arno@lespacemaker.com	Marché Libre Cours (25-26 septembre) et afin de développer le volet festivité de quartier et agrandir son rayonnement. Des mesures de distanciation, d'aseptisation et de contrôle de foule seront mises en place pour assurer la santé et la sécurité de tou.te.s les participant.e.s durant l'événement. La tenue du marché est entièrement extérieure.	Sainte-Marie
Madame Christine Caron Association des résidants du Vieux-Montréal CP 155, succursale Place d'Armes Montréal (Québec) H2Y 3E9 Téléphone: 514 845-4031 chcaron@videotron.ca	Mise en place d'un nouveau site qui permettrait, à la fois une diffusion en continu et des échanges de fonds sur les diverses questions abordées par l'ARVM et complémenterait la page Facebook, plus adaptée à l'information et à la rétroaction rapide sur des questions ponctuelles. L'ARVM assumerait le solde ainsi que les coûts annuels d'hébergement du site.	Saint-Jacques
Madame Hélène Laviolette Action Centre-Ville 105, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2X 1G9 Téléphone: 514-878-0847 helene.laviolette@acv-montreal.com	Préparer les activités pour l'automne afin de réponse adéquatement aux nouveaux besoins des aînés et contribuer à favoriser la santé globale ainsi que la sécurité alimentaire des aînés et, par conséquent à une meilleure qualité de vie dans l'arrondissement Ville-Marie.	Saint-Jacques
Monsieur Stéphane Dussault Jardin communautaire Sainte-Catherine 4-1180, boulevard de Maisonneuve Est Montréal (QC) H2L 5B8 Téléphone : 514 528-8312	Plusieurs projets à venir. La subvention contribuera à renforcer les liens entre les résidants du quartier et à maintenir et améliorer le secteur de Saint-Jacques.	Saint-Jacques
Madame Marica Vazquez Tagliero Coop Les Valoristes 1710, rue Beaudry - local 2.3, H2L 3E7 maricatagliero@cooplesvaloristes.ca	Maintenir et de promouvoir les projets de dépôts et la participation de bénévoles valoristes et poursuivre son mandat et sa mission sociale au centre-ville de Montréal.	Saint-Jacques

Montréal

Cathy WONG <cathy.wong@montreal.ca>

Tradau Funding Request

4 messages

Prager, Vincent <vincent.prager@dentons.com> 8 juillet 2021 à 12 h 16
À : "Cathy Wong (cathy.wong@montreal.ca)" <cathy.wong@montreal.ca>

Good afternoon Cathy

I hope all is going well with you

As you know Tradau annually hosts a Summer Neighbourhood Party for all Members – including you!

We were unable to hold the party last year, for Covid reasons, but we are planning a 2021 edition for September 19th.

I past years you were able to secure us a $2000 grant to allow us to properly host then event, and we would be most grateful if we could count on your generosity once again..

An invitation will go out towards the end of August, but please mark the date down in you agenda.

I look forward to your response at your early opportunity

Cheers

Vincent

大成DENTONS

Vincent Prager
Counsel

What's Next? The answer is Talent. With more than 20,000 people, 12,000 lawyers and 200 locations, Dentons has the talent for what you need, where you need it.

D +1 514 673 7431 | M +1 514 576 3210
vincent.prager@dentons.com
Bio | Website

Dentons Canada LLP
1 Place Ville Marie, Suite 3900 Montréal, Québec H3B 4M7 Canada

Sirote > Adepetun Caxton-Martins Agbor & Segun > Davis Brown > East African Law Chambers > Eric Silwamba, Jalasi and Linyama > Durham Jones & Pinegar > LEAD Advogados > Rattagan Macchiavello Arocena > Jiménez de Aréchaga, Viana & Brause > Lee International > Kensington Swan > Bingham Greenebaum > Cohen & Grigsby > Sayarh & Menjra > For more information on the firms that have come together to form Dentons, go to dentons.com/legacyfirms

Dentons is a global legal practice providing client services worldwide through its member firms and affiliates. This email may be confidential and protected by legal privilege. If you are not the intended recipient, disclosure, copying, distribution and use are prohibited; please notify us immediately and delete this email from your systems. To update your commercial electronic message preferences email dentonsinsightsca@dentons.com or visit our website. Please see dentons.com for Legal Notices.

Cathy WONG <cathy.wong@montreal.ca> 8 juillet 2021 à 12 h 33
À : "Prager, Vincent" <vincent.prager@dentons.com>
Cc : Ghania FRIKH <ghania.frikh@montreal.ca>

Bonjour Monsieur Prager,

Nous avons bien reçu votre demande de soutien financier en date d'aujourd'hui.

Soyez assuré qu'elle sera portée à l'attention des élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, en vue du prochain conseil d'arrondissement qui aura lieu le mardi 14 septembre prochain.

N'hésitez pas à communiquer avec nous, s'il y a lieu.

Bien cordialement,

Cathy Wong

Membre du comité exécutif

Montréal

Ghania FRIKH <ghania.frikh@montreal.ca>

Re: DEMANDE DE SUBVENTION

3 messages

Sophie MAUZEROLLE <sophie.mauzerolle@montreal.ca> 20 août 2021 à 09 h 53
À : Jardin Stemarie <jardin.ste.marie@gmail.com>
Cci : ghania.frikh@montreal.ca

Jardin communautaire Sainte - Marie

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère de Ville - District Sainte-Marie
Arrondissement de Ville-Marie

Bonjour,

Le Jardin Ste-Marie, situé au cœur de votre arrondissement, va bien.
La pandémie depuis 2 saisons nous a forcés, nous aussi, à revoir nos façons de faire : distanciation, lavage des mains à l'arrivée, nettoyage des outils après usage, circulation dans les allées et autres ...
Mais comme nous sommes des jardiniers très motivés par l'agriculture urbaine depuis plusieurs années et ambitieux sur nos récoltes, nous nous sommes plutôt bien adaptés.
Nos 55 membres, dont 24 proviennent de la communauté bengali, sont de plus en plus motivés, comme nous, et ont l'ambition d'améliorer leur production, comme leurs conditions de jardinage.
Créer un espace communautaire favorable au jardinage et à notre épanouissement.
C'était bien l'un des buts premiers de la création des jardins communautaires : nourrir et échanger.
Le Jardin Ste-Marie c'est un PLUS pour notre arrondissement. Mais chaque année nous tenons à nous améliorer et avons besoin aussi de réparer, remplacer : outils ... pelles, arrosoirs, râteaux et autres ... Et faire des achats particuliers comme en ce moment, un nettoyeur électrique à barils, pour nous faciliter la tâche et sauver du temps. Nos membres nous le réclamaient.
De même, nous envisageons toujours de faire réparer notre gazébo, offert il y a plusieurs années par un conseiller municipal.
C'est notre seul emplacement à l'ombre ou nous pouvons nous réunir et échanger.
Bref, nous sollicitons votre aide pour ces besoins. Elle nous permettrait d'améliorer nos conditions de jardinage et contribuer au mieux-être de nos membres.
Merci de l'attention portée à cette demande et de votre encouragement
Le CA du Jardin Ste-Marie
Martine Bazinet
Brigitte Dubreuil
Vincent Berlandier
Kazi Hamidul Haque

Action Centre-Ville

105, rue Ontario Est, Montréal, QC, H2X 1G9
Téléphone : 517.878.0847 Télécopieur : 514.878.0452
Site internet : www.acv-montreal.com

Montréal, le 29 août 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse de l'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve est, 19e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien à la mission

Madame la Mairesse,

Par la présente nous vous sollicitons pour une contribution de 3 000$ afin de nous permettre de continuer à accomplir notre mission, qui est celle de contribuer au mieux-être des personnes aînées. Action Centre-Ville est un organisme communautaire qui offre des activités et des services à faible coût aux aînés. Nous sommes situés en face des Habitations Jeanne-Mance, l'un des plus grands complexes de logements sociaux à Montréal dans lequel résident plus de 400 personnes aînées.

L'année 2020-2021 s'est déroulée dans un contexte d'urgence. Action Centre-Ville est fier d'avoir maintenu pendant toute la durée de la crise sanitaire ses services et d'avoir pu répondre à l'augmentation de la demande. Nous avons été en première ligne afin de rejoindre les aînés les plus vulnérables notamment par notre service de préparation et de livraison de repas à domicile et grâce à notre service d'intervention psychosociale. De plus, plusieurs activités ont été offertes virtuellement ou en présentiel pendant la période estivale.

Nous nous préparons présentement la relance de nos activités pour l'automne. Nous avons noté que le confinement prolongé a engendré un vieillissement accéléré chez certains de nos bénéficiaires, notamment chez ceux qui vivent en situation de précarité. Cet isolement social, bien que nécessaire, entraînera des effets négatifs à long terme sur les capacités cognitives et fonctionnelles de notre clientèle. Plusieurs défis nous attendent au cours de la prochaine année afin de réponse adéquatement aux nouveaux besoins des aînés. Les activités et les services que nous offrons, dans le cadre de notre mission, contribuent directement à favoriser la santé globale ainsi que la sécurité alimentaire des aînés et, par conséquent à une meilleure qualité de vie dans l'arrondissement Ville-Marie.

Notre organisme est un milieu de vie dynamique où la plupart des activités offertes aux aînés sont animées par des bénévoles ce qui rend leurs coûts extrêmement faibles. Les repas communautaires sont accessibles aux plus démunis et sont ouverts à toutes les personnes quel que soit leur âge ce qui favorise une belle mixité sociale.

Nous vous remercions vivement de l'attention que vous porterez à notre demande et vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos meilleures salutations.

Hélène Laviolette
Codirectrice générale
514-878-0847
helene.laviolette@acv-montreal.com

Montréal

Ghania FRIKH <ghania.frikh@montreal.ca>

Re: Demande de soutien financier ARVM

2 messages

Robert BEAUDRY <robert.beaudry@montreal.ca> 9 août 2021 à 14 h 44
À : Christine Caron <chcaron@videotron.ca>
Cc : chiama.ben@montreal.ca
Cci : ghania.frikh@montreal.ca

Monsieur Robert Beaudry

Conseiller de ville du district de Saint-Jacques,

membre du Comité exécutif

Monsieur Beaudry,

Depuis 1994, l'Association des résidants du Vieux-Montréal (ARVM) a pour mission non seulement la défense des intérêts et de la qualité de vie des résidants mais aussi la protection du patrimoine historique et culturel ainsi que l'harmonisation des activités résidentielles, commerciales et touristiques dans le quartier historique et les faubourgs.

Au fil des ans, l'ARVM s'est toujours fait un point d'honneur d'informer les résidants de ses activités mais aussi de les mettre au courant des activités et des projets des partenaires pouvant modifier leurs conditions de vie ou le quartier lui même. Les points de vue des résidants, de même que leurs réactions nous ont été essentiels pour bien saisir les problématiques du quartier et orienter notre action. Outre les assemblées générales annuelles, nous avons eu recours pour ce faire au journal «Le Vieux-Montréal »jusqu'en 2014, à un premier site web, à des dépliants, à une infolettre trimestrielle et, plus récemment, à une page Facebook. L'évolution rapide des technologies de l'information de même que les changements de comportements générés par la pandémie nous amènent aujourd'hui à réévaluer notre stratégie et nos outils de communication avec les résidants.
Un nouveau site web permettrait, selon nous, à la fois une diffusion en continu et des échanges de fonds sur les diverses questions abordées par l'ARVM et complémenterait la page Facebook, plus adaptée à l'information et à la rétroaction rapide sur des questions ponctuelles. Malheureusement, l'Association n'est pas admissible aux programmes normés et ses revenus de cotisation sont insuffisants pour défrayer le coût de mise en place d'un nouveau site. Nous nous adressons donc à vous dans l'espoir d'obtenir une contribution de 3000$ qui nous permettrait de mettre le site en ligne. L'ARVM assumerait le solde ainsi que les coûts annuels d'hébergement du site. Son fonctionnement sera assumé par les bénévoles de l'ARVM.
Compte tenu de votre engagement dans le quartier, nous comptons sur votre support et sommes disponibles pour discuter du projet à votre convenance.
Cordialement,
Christine Caron, présidente
Association des résidants du Vieux-Montréal
514-845-4031

Montréal

A :
Cc :
Cci :
Objet : Tr : Re: request for funds

Le jeu. 15 juill. 2021, à 09 h 02, Daphne Cunliffe <daphne.cunliffe@gmail.com> a écrit :

Dear Cathy Wong,
On behalf of the Shaugnessey Village Association, I would like to resquest funds for several outdoor
activities we are holding this summer.

3 events in the months of June, July and August are taking place to make the neighbourhood a more
inclusive and friendly place to live.

We are requesting $2000 for the events, all are being held with Covid Social distancing being taken
into account. We hope the city can help us make our neighbourhood come alive again after such a
difficult year.

Thank you very much,
Daphne Cunliffe
President SVA

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

LES VALORISTES
COOPÉRATIVE
DE SOLIDARITÉ

Montréal, le 30 août 2021

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville de Montréal dans Ville-Marie
800, boulevard de Maisonneuve Est,19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet: Demande d'aide financier provenant du budget discrétionnaire

Bonjour Madame Mauzerolle,

Comme vous le savez déjà, *Les Valoristes, coopérative de solidarité* est une entreprise d'économie sociale à but non lucratif fondé en 2012. Notre mission est de favoriser et d'appuyer, dans une approche de gestion inclusive et participative, la récupération de matières consignées, recyclables et réutilisables par les valoristes, ainsi que faire connaître et reconnaître l'importance de leur contribution. À ce jour, la coopérative a entamé différentes démarches pour sensibiliser, informer et mobiliser la population québécoise concernant l'importance de ces personnes qui récupèrent sur une base régulière et principalement dans le domaine public, des matières consignées, recyclables ou réutilisables pour des raisons économiques, sociales ou environnementales. Ce travail qui peut sembler marginal et anodin permet, en fait, à la classe la plus pauvre de la société de se procurer les biens essentiels de base.

Comme toute entreprise d'économie sociale, la Coop Les Valoristes cherche les moyens de poursuivre et d'étoffer son mandat et sa mission sociale au centre-ville de Montréal. Étape par étape, depuis 2012, nous travaillons dans ce sens, avec

la création des dépôts ponctuels, dépôts mobiles, dépôts temporaires et le dépôt permanent et avec la précieuse participation de nos bénévoles valoristes. Pour la saison 2020, nous continuons nos projets de dépôts consignes dans l'arrondissement Ville-Marie et pour ce faire nous comptons de nouveau avec notre équipe de bénévoles.

C'est dans ce contexte que nous faisons appel à votre enveloppe budgétaire de « discrétionnaire » pour nous permettre de maintenir et de promouvoir nos projets de dépôts et la participation de bénévoles valoristes. À cet effet, nous estimons qu'une somme de **3000$** nous permettrait de remplir adéquatement notre rôle de promoteur de la participation de bénévoles et pour couvrir les frais de ces derniers liés à leur repas, boissons froides ou chaudes, à lavage de linge et à leur transport jusqu'au dépôt. À votre demande, nous serions disposés à vous faire parvenir nos états financiers et un bilan de notre entreprise collective.

Nous vous remercions de tout l'intérêt que vous porté à notre coopérative, à ce jour, et apprécions grandement votre soutien passé, présent et futur!

L'équipe coopérative de solidarité Les Valoristes.

Par Marica Vazquez Tagliero,
Coordonnatrice
Coop Les Valoristes
1710 r. Beaudry - local 2.3
H2L 3E7

Montréal, mercredi le 26 mai 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse d'arrondissement
Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

mairesse@ville.montreal.qc.ca

Objet : Demande d'aide financière

Bonjour Madame Plante,

Nous sommes, comme vous le savez sans doute, un petit jardin communautaire situé au coin des rues Alexandre-DeSève et Lafontaine. Notre projet a des racines profondes dans le quartier, puisque le jardin existe depuis 1975. En effet, cette année sera la 46ième année de son existence.

En tant que trésorier du **Jardin communautaire Centre-Sud**, je vous écris aujourd'hui au nom de ces membres, car nous sommes présentement à la recherche de fonds afin d'effectuer des travaux substantiels, tels que refaire les bordures de bois de certains jardinets, d'acheter des outils de jardinage, et, si la situation sanitaire le permet, d'organiser des activités en lien la mission du jardin communautaire.

Nous espérons pouvoir compter sur votre générosité avec votre aide financier.
SVP, veuillez libeller le chèque au nom du **Jardin communautaire Centre-Sud**.

Veuillez recevoir, Madame la Mairesse, nos cordiales salutations!

Serge Côté

Serge Côté, trésorier

2-2041, rue de la Visitation
Montréal (Québec)
H2L 3C8
(514) 524-7906 m.

Montréal, le 14 juillet 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse d'arrondissement - Ville-Marie
800 boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal, Québec
H2L 4L8

Objet : Demande de subvention pour la saison estivale 2021

Bonjour Madame Plante,

Au nom du conseil d'administration du Jardin communautaire Sainte-Catherine, organisme à but non lucratif, la présente vise à solliciter votre soutien pour la saison estivale 2021.

Les membres du conseil actuel sont disposés à investir le temps, l'énergie et la créativité pour dynamiser le jardin, lui permettre de jouer son rôle de témoin d'une préoccupation écologique grandissante et de jouer un rôle pédagogique en ce sens. En plus de jouer un rôle d'intégration sociale pour les membres des communautés culturelles présentes dans notre jardin, il est un espace vert essentiel pour une qualité de vie dans le quartier Centre-Sud.

Votre subvention contribuera à renforcer les liens entre les résidants du quartier et à maintenir et améliorer ce petit coin vert du secteur de Saint-Jacques. Nous avons encore plusieurs projets en tête pour cette année et celles à venir.

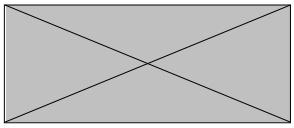
Entre autres, parmi les projets de cette année, votre contribution faciliterait:

- L'entretien et la réfection de certaines zones communes du jardin
- L'installation de dévidoirs pour faciliter le rangement des 8 boyaux d'arrosage
- L'achat d'une échelle sécuritaire pour la cueillette des cerises
- La mise en place d'une bibliothèque de semences, favorisant les économies et le partage entre jardiniers
- L'installation d'un support à vélo à l'intérieur du jardin
- La préparation de la fête annuelle des récoltes (si les règles sanitaires le permettent)

Espérant votre collaboration, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

Amélie Dumont, trésorière
Jardin communautaire Sainte-Catherine
1213 rue St-André
Montréal, Québec
H2L 3S8

Stéphane Dussault, président
Jardin communautaire Sainte-Catherine
1642 rue Beaudry
Montréal, Québec
H2L 3E7



Ghania FRIKH <ghania.frikh@montreal.ca>

Demande de financement - Station de pompage Craig

AmiEs Craig <amiesdelacraig@gmail.com> 23 juin 2021 à 11 h 50
À : Robert BEAUDRY <robert.beaudry@montreal.ca>, sebastien.payeur@montreal.ca

Monsieur Beaudry, Monsieur Payeur,

Les travaux du comité de travail sur la station Craig vont bon train. Les discussions sur la pérennisation du lieu sont productives et bonne nouvelle : l'Écomusée du fier monde nous accueille cet été pour une mini-exposition, « Les mystères de la Craig », du 4 juillet au 5 septembre 2021.

Lors de notre rencontre du 14 février 2020 au sujet du démantèlement de la cheminée de la station de pompage Craig, à laquelle étaient aussi présents Gaétan Auger des ACSM, Anne-Marie Sigouin et Jérémie Lévesque, nous avions discuté de différentes façons de nous faire connaître, par exemple par une exposition, et qu'il pouvait y avoir une possibilité de bénéficier d'un appui financier de votre part.

Comme notre OBNL (Espace Craig/CHIC) est de création trop récente pour faire une demande de subvention - et à la suggestion de quelques membres du comité de travail de la station Craig,- nous nous tournons vers vous.

Une aide de votre part donnerait non seulement un sérieux coup de pouce aux amiEs de la Craig mais aussi à l'écomusée qui deviendra cet été une plateforme formidable pour faire connaître la station de pompage Craig, ses sous-sols et son passé, tout en conscientisant les visiteurs sur son avenir qui a tout pour être prometteur. Notre événement fait donc écho aux démarches de la ville de Montréal qui vise la pérennisation du patrimoine bâti et industriel que représente ce magnifique bâtiment-machine.

Il nous fera plaisir de vous donner plus de détails sur notre exposition et de répondre à vos questions, le cas échéant.

Très cordialement,

Les AmiEs de la Station de Pompage Craig
https://www.facebook.com/AmiEsdelaCraig/
--
Pierre-Luc Rivest
Éliane Bélec
Danielle Plamondon

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.



Dans le cadre des Journées de la culture. soyez des nôtres pour cette seconde édition du MARCHÉ LIBRE COURS et découvrez des artistes, artisans et autres marchands de Montréal et des environs. Vous y croiserez ébénistes, céramistes, joailliers, illustratrices, sérigraphes, couturières, forgerons, soudeuses, cultivateurs, herboristes, tatoueurs, tireuses de Tarot et pas mal plus encore… Une immense foire de monde éclectique, supra créatifs et passionné•e•s qui travaillent ensemble pour vous présenter leurs créations dans une ambiance festive de fête de quartier.

Des visites publiques de nos ateliers en petits groupes seront organisées tout au long de l'événement. Un spectacle Folk gratuit sera organisée samedi soir (18h à 22h).

Quoi :	Un Marché public réunissant près d'une cinquantaine d'artistes, artisan.e.s et marchand.e.s
Quand :	Samedi 25 septembre de 10h à 18h Dimanche 26 septembre de 10h à 18h
Où :	Dans la cours de LESPACEMAKER, 2875 rue Hochelaga à Montréal (Métro Préfontaine / Stationnement sur rue disponible)
Besoin :	3 000$ (Location de ressources techniques)
Sécurité :	Des mesures de distanciation, d'aseptisation et de contrôle de foule seront mises en place pour assurer la santé et la sécurité de tou.te.s les participant.e.s durant l'événement. La tenue du marché est entière ment extérieure (sauf toilettes).

Présenté par l'atelier collectif LESPACEMAKER.


MONSTERS
WOMAN SPIDER


COTTON
CANDY


DODGE
FUJI
Coolies







Le 18 juin 2021

Monsieur Robert Beaudry

Conseiller municipal de Ville-Marie

800, boulevard De Maisonneuve Est

17è étage

Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Remerciements et demande d'aide financière.

Bonjour Monsieur,

Cette année, nous sommes entrés dans un jardin communautaire restauré aux Habitations Jeanne-Mance grâce aux travaux autorisés par Projet Montréal – Équipe Valérie Plante.

Le jardin a été reconfiguré selon un plan qui permet que les jardins soient plus ensoleillés, malgré que certains soient partiellement ombragés sous les arbres. Nous avons aussi deux bornes d'eau supplémentaires, deux nouveaux espaces communs pour planter des arbustes fruitiers, plus d'espace pour des arbustes décoratifs et des vivaces, de même que deux éviers et trois bancs de parc neufs en plus des deux fenêtres sécurisées par des grillages, à la suite d'une intrusion au mois de mars au cours duquel une des vitres avaient été brisées.

Bref, nous désirons féliciter chaleureusement l'équipe de Monsieur Pierre Dubois, le chargé de projet, dont nous pouvons dire que le travail a répondu impeccablement à nos demandes.

Aujourd'hui, nous souhaitons vous demander votre aide financière afin de faire notre part en améliorant la valeur alimentaire et esthétique de notre jardin en ajoutant plus de petits fruits, des fines herbes, et autres légumes pour les mettre à la disposition de tous les jardiniers.

Nous avons déjà acheté, en début de saison, des boyaux supplémentaires au coût de 258,00$ pour les nouvelles bornes d'eau que la Ville a installées, ce qui a grevé quelque peu notre budget pour la saison 2021-22. Parmi les autres dépenses nécessaires, nous avons fait faire des numéros plastifiés pour les deux extrémités des jardins, et une bonne quantité d'impressions pour informer les quelques 54 membres et leurs co-jardiniers de ces changements.

Nous aimerions aussi célébrer les 45 ans des jardins communautaires et remettre des prix aux jardiniers les plus méritants.

Vous avez toujours fait preuve de générosité envers nous et nous vous en remercions sincèrement.

Nous espérons une réponse positive à notre demande encore cette année, et vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Chantal Liard

Chantal Liard, prés.

Au nom du comité et des membres du jardin

3621, Jeanne-Mance,

Montréal (Québec) H2X 2K4

514 844-6157

liardchantal@yahoo.ca

fj États financiers pour l'année 2020-21

Nouveau plan du jardin HJ-M

.../2

JARDIN COMMUNAUTAIRE HABITATIONS JEANNE-MANCE

État des revenus et des dépenses du 1er avril 2020 au 31 mars 2021

State of income and expenses from April 1st, 2020 to March 31st, 2021

Revenus/Income

Solde de fin d'exercice au 31 mars 2021/Closing balance	**815.39**
Cotisations des membres/*Membership fees*	540,00$
Subvention de la Ville de Montréal/*City of Montreal grant*	500,00$
Subvention de Québec Solidaire/*Québec Solidaire grant*	250,00$
Clés (dépôt)/*keys (deposit)*	(60,00$)
Total des revenus/*Total income*	**2105,39**

Dépenses/Expenses

Assurances-jardin/*Garden insurance*	Payé par la Ville
Frais d'incorporation/*Incorporation fees*	36,00$
Frais bancaires /*Bank fees*	23,40
Frais divers /*Misc expenses*	193,87
Cadenas et clés / *locks, entrance and shed keys*	241,14
Boyaux d'arrosage/*garden hoses*	89,01
Photocopies et timbres/*Copies and stamps*	135,38
Arbustes et fleurs/*Shrubs and flowers*	325,70
Outils jardinage/*Garden tools*	40,76
Total des dépenses/*Total expenses*	**1085,26**

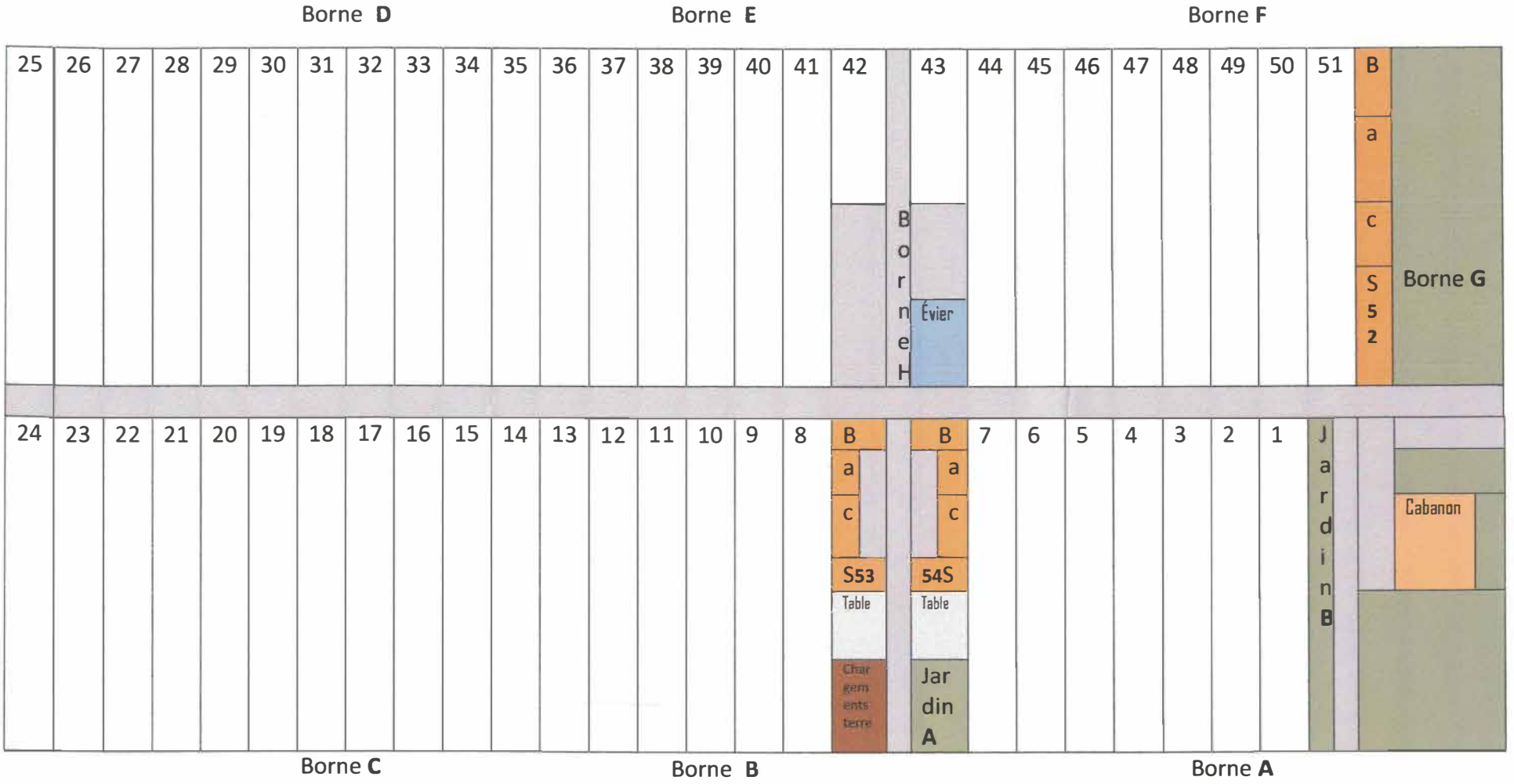
Solde des revenus et dépenses/Balance of income and expenses	**1020,13**

Encaisse au 31 mars 2021/*Cash balance*

Petite caisse/*Petty cash*	**204,87**
Solde en banque au 31 mars 2021/*Bank balance*	**815,39**
TOTAL	**1020,26**

Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance

Proposition pour un nouveau plan de jardin lors du remplacement des bordures



Largeur et longueur des jardinets : 6' X 30' (sauf 42 et 43)
Jardinets #42 et 43 : 10' X 20'
Allée principale : 3' (36'')
Allées secondaires : 1,5' (18'')

Nombre de bornes d'eau : 8
Nombre de bacs : 3 séries de 4 bacs (#52-53-54)
Total des jardinets et bacs pour les membres: 54
Jardins collectifs pour petits fruits et plantes d'ombre : A et B

Révisé : 21 Mars 2021 (les bacs ont été numérotés)

Petite Maison Enfants Soleil...

1 -1915 de la Visitation
Montréal Qc H2L 4Y4

maison.soleil@videotron.ca
www.maisonenfantssoleil.org
NE 892932443 RR 0001

Montréal, le 7 juin 2021

Madame Valérie Plante, Mairesse de la Ville Montréal

Monsieur Robert Beaudry, Membre du comité exécutif, conseiller de Ville-district de Saint-Jacques

Madame Sophie Mauzerolle, Conseillère de Ville- district de Sainte-Marie

888, Boulevard de Maisonneuve Est - 17e Etage
Montréal, Québec H2L 4L8

SUJEt : Demande de subvention pour notre organisme sans but lucratif pour 2021-2022

Je vous fais parvenir la présente, afin de solliciter l'aide du conseil d'arrondissement de Ville-Marie pour un soutien financier annuel de 7 000 $ pour venir en aide à notre organisme La Petite Maison des Enfants Soleil, qui offre des services gratuits à nos jeunes enfants du quartier Centre-Sud de Montréal.

Le site WEB de l'organisme détaille la nature de la mission qui y est développée depuis 30 ans dans le quartier. Vous trouverez en annexe le détail des besoins précis de la Petite Maison, tous reliés à des objectifs et une programmation mis quotidiennement en action. Nous accompagnons 35 enfants dans notre centre éducatif, et sommes situés au 1- 1915 rue de la Visitation, Montréal.

L'organisme est incorporé depuis 1995, avec Lettres patentes délivrées à Québec. Nous avons un NE et émettons des Reçus officiels aux fi ns d'Impôt. Nous produisons annuellement des Rapports à l'Agence du Revenu Canada et à Revenu Québec.

Veuillez agréer, Madame la mairesse Valérie Plante et les élus, mes salutations les plus distinguées et l'assurance de mon entière collaboration si vous désirez des informations additionnelles.

Louise Frigon

S. Louise Frigon, directrice générale
1- 1915 rue de la Visitation
Montréal Québec H2L 4Y4

514- 528 – 6177 - maison.soleil@videotron.ca

LA PETITE MAISON DES ENFANTS SOLEIL

Le 7 juin 2021

SUJET : Demande de subvention pour une aide directe aux enfants dans le besoin pour 2021 - 2022

OBJECTIFS PRIORITAIRES DE L'ORGANISME

1. Accompagner personnellement des enfants - 6-14 ans- dont le quotidien présente des difficultés de vie relationnelles et sociales : classe et famille
2. Développer des ateliers et activités éducatives, culturelles, artistiques, de création et de construction
3. Accompagner de façon personnelle chaque enfant dans ses apprentissages scolaires, en développant l'estime de soi et l'appui vers la réussite, ce dans un lien de concertation avec l'école

NB : Ce dernier objectif devra être développé prioritairement suite aux vides laissés par la pandémie Covid 19.

LA PETITE MAISON DES ENFANTS SOLEIL DEMANDE LES SOMMES SUIVANTES POUR DÉVELOPPER LES MOYENS D'ATTEINDRE CES OBJECTIFS.

A. L'embauche occasionnelle d'un jeune , ancien bénéficiaire, compétent dans l'accompagnement personnel, l'animation des ateliers et autres, à qui on verserait les honoraires suivants :

10 $ /H 3H/jours 3 jours /sem = 90 $/sem. X 30 sem/ = **2 700 $**

Ce jeune est étudiant au CEGEP du Vieux-Montréal et réside dans le quartier.

B. L'embauche occasionnelle d'un-e jeune compétent-e dans l'accompagnement des apprentissages scolaires - à la Petite Maison, en ZOOM et autres

10$/H 2H/jour 4 jours/sem= 80 $/sem X 30 sem/an = **2 400$**

C. Achat de matériel éducatif, culturel, artistique, de création et de construction

1 900 $

Total de la demande : 7 000 $

Bonjour Madame Wong, en tant que président du jardin communautaire George-Vanier, je vous écris aujourd'hui pour vous demander votre soutien. De par le passé je m'adressais à M. Félix Gravel, mais il semble qu'il ne travaille plus pour la ville de Montréal.

Au fil des ans, la ville de Montréal nous a toujours soutenu financièrement et nous a permis, dans les dernières années, d'améliorer et développer nos infrastructures. L'an dernier nous avons construit 15 bacs-jardinets surélevés pour personnes avec limitations fonctionnelles. Nous avons aussi rénové nos cabanons, aménagé des bacs-rangements pour nos jardiniers, acheté des outils, organisé un pique-nique annuel, etc…

Nous nous impliquons aussi grandement dans la vie de quartier en offrant des légumes à la ***Maison Doris*** qui vient en aide aux femmes itinérantes et à la ***Maison Sidalys*** et ***Maison Plein Coeur*** pour offrir des aliments de qualité à leurs usagers souffrants du VIH-Sida. Nous offrons aussi des ateliers éducatifs aux petits d'âge préscolaire du quartier (garderie William)depuis cette année (2 bacs-jardinets réservés à cet effet) Bref, en plus de donner la chance aux résidents du quartier de pouvoir jardiner et faire pousser leurs légumes dans un cadre enchanteur, nous nous impliquons aussi dans l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens.

Cette année, nous planifions acheter une tondeuse électrique à batterie, notre vieille tondeuse à gaz arrive à la fin de sa vie, et nous voulons prendre un tournant plus écologique. Nous souhaitons aussi planter des arbres d'essences nobles pour améliorer le site (ombre) et des arbres fruitiers (pommiers-pêchers-pruniers-poiriers-cerisiers) pour augmenter la diversité de produits et offrir des fruits frais à nos membres ainsi qu'aux causes que nous parrainons. Le tout dans une optique de développement durable.

C'est pourquoi nous sollicitons votre soutien encore cette année. Nous tenons aussi à profiter de l'occasion pour vous inviter chaleureusement à venir visiter notre oasis urbaine au moment qui vous conviendra le mieux.

Achat tondeuse STHIL combiné coupe-bordure …….. = 899$ plus taxes
Achat arbres de type chênes rouges : 215$ unités, 3 unités = 645$ plus taxes
Achat arbres fruitiers……= 600$ plus taxes
et autres outils de jardinage……= 200$ plus taxes
pour un total de…… …….. = 2344$ plus taxes

Nous vous demandons donc un don de 1000$ (ou plus) pour soutenir nos efforts de développement.

En vous remerciant infiniment pour votre soutien,

Très cordialement,

Éric Fortin
président jardin Communautaire George-Vanier
arrondissement Ville-Marie
1814-235 Peel
Montréal, Qc, H3C 0P8
fortew@icloud.com
514-303-1643

Le 17 août 2021 à 11:11, Nady JEAN-LOUIS <nady.jean-louis@montreal.ca> a écrit :

Bonjour Monsieur Fortin,

--Pouvez-vous nous envoyer le montant de votre demande et aussi des dépenses.

Cordialement,

Nady Jean-Louis
Secrétaire d'unité administrative
Cabinet des élus

800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél. : 514-868-5858
njeanlouis@ville.montréal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218327003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-23 14:26

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218327003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du Règlement 07-053, le conseil de la Ville subdélègue au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie l'entretien du parc du Mont-Royal. Le présent dossier décisionnel a pour but de présenter la reddition de comptes relative à cette activité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240019- 10 février 2021- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.
CA20 240302- 10 juillet 2020- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020.
CA20 240034- 13 février 2020- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

DESCRIPTION

Le rapport semestriel du 1er janvier au 30 juin 2021 sur l'entretien du parc du Mont-Royal permet d'anticiper un déficit de 30 000 $ par rapport aux charges transférés de l'agglomération pour cette activité.

JUSTIFICATION

L'article 2 du règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs

relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement doit tenir une comptabilité distincte de façon à permettre un suivi complet des activités qui y sont reliées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le rapport semestriel relatif aux dépenses d'entretien du parc du Mont-Royal pour la période au 1er janvier au 30 juin 2021 est présenté en pièce jointe.

Pour l'année 2021, le budget original des charges transférées de l'agglomération pour l'entretien du parc du Mont-Royal s'établit à 2 508 900 $.

Au cours de l'année 2021, l'arrondissement de Ville-Marie a transféré la responsabilité de l'entretien (sanitaire/hivernal) et la surveillance du Chalet du Mont-Royal et du Pavillon du Lac aux castors du Mont-Royal, ainsi que le budget de 287 600 $, vers le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Ce transfert a fait modifier le budget original des charges transférées de l'agglomération à 2 221 300$.

La projection de dépense réelle au 31 décembre 2021 s'élève à 2 251 300 $, un déficit de 30 000 $ est donc anticipé pour l'année 2021 par rapport au budget modifié.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du rapport au comité exécutif: : Septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-872-3253
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-22

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 438 978-4975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél : 514 708-0416
Approuvé le : 2021-08-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218327003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021



Rapport semestriel 2021 - Entretien du parc du Mont-Royal.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-872-3253
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

RAPPORT SEMESTRIEL 2021

ENTRETIEN DU PARC DU MONT-ROYAL [1]

	2021				
	BUDGET ORIGINAL	BUDGET MODIFIÉ	RÉEL 30-06-2021	PROJECTION AU 31-12-2021	ÉCART
DÉPENSES					
CR 306118					
▸ Rémunération	1 535 700,00	1 535 700,00	539 568,00	1 535 700,00	0,00
▸ Charges sociales	492 900,00	492 900,00	178 891,00	492 900,00	0,00
Total CR 306118	**2 028 600,00**	**2 028 600,00**	**718 459,00**	**2 028 600,00**	**0,00**
CR 306119 act 07167					
▸ Rémunération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
▸ Charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total CR 306119	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous-Total - RÉMUNÉRATION	**2 028 600,00**	**2 028 600,00**	**718 459,00**	**2 028 600,00**	**0,00**
CR 306118					
▸ Transport et communications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
▸ Services professionnels, techniques et autres	27 400,00	27 400,00	15 570,00	35 000,00	-7 600,00
▸ Location, entretien et réparation	75 600,00	75 600,00	17 100,00	40 000,00	35 600,00
▸ Biens non durables	64 700,00	64 700,00	40 197,00	97 700,00	-33 000,00
▸ Biens durables	15 000,00	15 000,00	16 304,00	50 000,00	-35 000,00
▸ Autres objets	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
Total CR 306118	**192 700,00**	**192 700,00**	**89 171,00**	**222 700,00**	**-30 000,00**
CR 306119					
▸ Transport et communications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
▸ Services professionnels, techniques et autres 2-	287 600,00	0,00 [2]	0,00	0,00	0,00
▸ Location, entretien et réparation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
▸ Biens non durables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
▸ Biens durables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total CR 306119	**287 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous-total - AUTRES FAMILLES	**480 300,00**	**192 700,00**	**89 171,00**	**222 700,00**	**-30 000,00**
TOTAL	**2 508 900,00**	**2 221 300,00**	**807 630,00**	**2 251 300,00**	**-30 000,00**

1 - Les données de l'entretien du parc du Mont-Royal sont issues de la balance de vérification du centre de responsabilité (CR) 306118 et celle de l'activité 07167 (explotation des parcs et terrains de jeux) pour le CR 306119.

2- Au cours de l'année 2021, l'arrondissement de Ville -Marie a transféré le budget de 287 600 $ vers le Service des grands parcs, du Mont - Royal et des sports (GDD1208752003). La diminution du budget dû au transfert a été faite dans l'activité 07167 du CR 306119, cela a généré un écart du même montant entre le budget original des charges transférées de l'agglomération et le budget modifié.
Le budget original et le budget modifié présentés dans le tableau ci-dessus a été ajusté de façon à refléter le budget des charges transférées de l'agglomération.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218327002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 30 juin 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2021 comparé au 30 juin 2020

De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 30 juin 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2021 comparé au 30 juin 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-23 14:32

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218327002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 30 juin 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2021 comparé au 30 juin 2020

CONTENU

CONTEXTE

L'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, modifié par la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) prévoit ce qui suit :

> «**105.4.** Au cours de chaque semestre, le trésorier dépose, lors d'une séance du conseil, deux états comparatifs. Le premier compare les revenus et dépenses de l'exercice financier courant, réalisés jusqu'au dernier jour du mois qui s'est terminé au moins 15 jours avant celui où l'état est déposé, et ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante de celui-ci. Le second compare les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose alors le trésorier, et ceux qui ont été prévus par le budget de cet exercice.
>
> Les états comparatifs du premier semestre doivent être déposés au plus tard lors d'une séance ordinaire tenue au mois de mai. Ceux du second semestre doivent être déposés lors de la dernière séance ordinaire tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté.»

Le deuxième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement «exerce au nom de la ville, à l'égard de ses compétences et compte tenu des adaptations nécessaires, tous les pouvoirs et est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou une autre loi attribue ou impose au conseil d'une municipalité locale». Dans la mesure où le conseil d'arrondissement perçoit des revenus et fait des dépenses, qu'il est responsable de la gestion du budget d'arrondissement adopté par le conseil municipal et qu'il est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes impose au conseil d'une municipalité, nous sommes d'avis que l'obligation prévus à l'article 105.4 précité s'applique au conseil d'arrondissement.

Par ailleurs, selon les directives du Service des finances de la Ville de Montréal, quatre résultats périodiques et évolutions budgétaires sont exigés et produits par les unités

d'affaires. Les évolutions budgétaires sont fixées au 31 mars, 30 juin et 31 août et les états financiers au 31 décembre. Les arrondissements sont tenus de produire ces évolutions pour leurs unités.

Dans un processus de saine gestion, il est indispensable de réviser périodiquement la situation financière en examinant la tendance des résultats. Ainsi, l'évolution budgétaire s'avère un instrument très efficace pour permettre le suivi des revenus et des charges autant pour les gestionnaires des unités d'affaires que pour l'administration municipale.

Les objectifs du processus de production des résultats financiers sont les suivants :

· Présenter les dépenses et les revenus anticipés par rapport au budget et d'en dégager les écarts les plus significatifs;
· Faciliter la planification des besoins financiers;
· Allouer stratégiquement les ressources financières disponibles aux besoins les plus prioritaires;
· Permettre une reddition de comptes à l'administration municipale de l'avancement réel des différents projets ou programmes et des charges de fonctionnement;
· Uniformiser l'enregistrement des informations financières aux livres comptables de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240187 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 31 mars 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 mars 2021 comparé au 31 mars 2020
CA20 240420 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2020 en date du 31 août 2020, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2020 comparé au 31 août 2019
CA20 240357 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2020 en date du 30 juin 2020, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2020 comparé au 30 juin 2019
CA19 240460 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 août 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2019 comparé au 31 août 2018
CA19 240399 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 30 juin 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2019 comparé au 30 juin 2018.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie anticipe au 30 juin 2021 un excédent d'opération de 5 362,5 K$ pour la fin de l'exercice 2021.

JUSTIFICATION

<u>Variation budget original - budget modifié</u> : 3 038,2 K$

Le budget original de dépenses de l'arrondissement de Ville-Marie est de 96 538,1 K$ pour l'exercice 2021 et le budget modifié au 30 juin 2021 s'élève à 99 576,3 K$ soit un écart de 3 038,2 K$ par rapport au budget original.

Cet écart s'explique de la manière suivante :

· Affectation de surplus de l'arrondissement : 1 346,1 K$ pour financer divers projets de l'arrondissement de Ville-Marie (création du Fonds Covid-19 2e vague pour 250,0 K$, entretien du Quartier des spectacles pour 342,2 K$, assignations temporaires pour 317,2 K$, soutien financier aux Sociétés de développement commercial pour 229,9 K$, services professionnels en gestion de projets 2021-2023 (portion 2021) 99,3 K$ et autres contributions pour 107,5 K$)
· Crédits additionnels : 1 968,4 K$ en provenance du Service du développement économique pour soutenir l'arrondissement dans divers projets (déploiement de projets de piétonnisation sur des artères commerciales durant la saison estivale 2021 pour 1 418,4 K$ et projet d'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest pour 550,0 K$)
· Crédits additionnels : 57,0 K$ en provenance du Service de la diversité pour la Politique de l'enfant
· Crédits additionnels : 50,0 K$ en provenance du bureau du design pour la tenue d'un concours de design visant l'aménagement du terrain 066
· Virement de budget : (287,6) K$, transfert de la responsabilité de l'entretien (sanitaire/hivernal) et de la surveillance du Chalet du Mont-Royal et du Pavillon du Lac aux castors du Mont-Royal de l'arrondissement de Ville-Marie au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS)
· Virement de budget : (95,7) K$, prise en charge par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) des réservations des terrains sportifs extérieurs et du bail de l'espace du 8110, boulevard Saint-Michel, dans le cadre du Programme de soutien aux associations sportives régionales

<u>REVENUS</u> : Dépassement anticipé de 3 554,9 K$

Les revenus présentent un dépassement anticipé de la cible de 3 554,9 K$ qui se répartit de la manière suivante

· Permis de construction et de modification, dépassement anticipé de la cible établie à 6 100,0 K$: 2 000,0 K$
· Occupation du domaine public : 2 100,0 K$
· Stationnement et parcomètres: 200,0 K$
· Amendes - règlements municipaux : 59,5 K$
· Récupération de frais - dépôts promoteurs : (400,0) K$
· Services techniques et travaux effectués par la Ville : (300,0) K$
· Frais d'études pour demandes de permis : (100,0) K$
· Autres variations de revenus: (4,6) K$

<u>DÉPENSES</u> : Économie anticipée de 1 807,7 K$

Les dépenses présentent une économie anticipée de 1 807,7 K$ par rapport au budget modifié, qui se répartit de la manière suivante :

<u>Rémunération globale - économie anticipée de 308,9 K$</u> :

· Postes vacants : 1 342,1 K$
· Écarts salariaux : 400,9 K$
· Autres (primes,griefs, etc.) : 26,0 K$
· Structure cols bleus : (425,7) K$
· Banques d'heures : (763,2) K$
· Temps supplémentaire : (345,3) K$
· Étudiants : (100,0) K$
· Cotisations de l'employeur : 165,1 K$
· Maladie : 9,0 K$

Autres familles - économie anticipé de 1 498,8 K$:

· Biens non durables : 809,9 K$
· Location, entretien et réparation : 353,1 K$
· Contributions à des organismes : 156,7 K$
· Transport et communications : 118,9 K$
· Biens durables : 53,6 K$
· Honoraires professionnels : 52,0 K$
· Autres objets de dépenses : 7,1 K$
· Services techniques et autres : (52,5) K$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'état comparatif des revenus réels au 30 juin 2021 affiche un écart favorable de **3 446,5 K$**, soit **18,4 %** de plus qu'à la même période de l'année dernière.

Le rapport d'évolution budgétaire au 30 juin 2021, tel que transmis au Service des finances le 19 juillet 2021, est déposé en pièce jointe.
L'état comparatif des revenus et dépenses au 30 juin 2021 est déposé en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-872-3253
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-22

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 438 978-4975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél : 514 708-0416
Approuvé le : 2021-08-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218327002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 30 juin 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2021 comparé au 30 juin 2020




Ville-Marie_30-06-2021.pdfComparatif des revenus et des dépenses.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-872-3253
Télécop. :

Ville-Marie

Évolution budgétaire au 30 juin 2021

Analyse des écarts par familles de REVENUS

(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Taxes- Autres	64,8	64,8	61,8	61,8	(3,0)	-	-	-		-	64,8	64,8	61,8	61,8	(3,0)		
Autres services rendus	21 046,6	21 046,6	16 456,7	22 565,0	1 518,4	-	-	-		-	21 046,6	21 046,6	16 456,7	22 565,0	1 518,4	Occupation du domaine public : 2 100,0 Stationnement et parcomètres - augmentation des tarifs en 2020 : 200,0 Récupération de frais - dépôts promoteurs : (400,0) Services techniques et travaux effectués par la Ville : (300,0) Frais d'études demandes de permis : (100,0) Divers : 18,4	
Licences et permis	60,5	60,5	5 585,8	2 060,5	2 000,0	-	-	-		-	60,5	60,5	5 585,8	2 060,5	2 000,0	DAUM : La cible pour les permis de construction et de modification est établie à 6 100,0$. Le dépassement de la cible, au 2e trimestre, est estimé à 2 000,0 $. Noms de quelques projets : One Viger, Bureaux retraite Québec, Bureaux Université McGill, Collège CDI, Bureaux CSL, Bureaux NFOE, Bureaux Tibunal Administratif du travail, Restaurant Fondue Haidilao, Bureau CISR, bureaux SNC-Lavalin, Unité famille-naissance - CHUM et Fenêtres UQAM.	
Autres - amendes et pénalités	21,0	21,0	51,9	80,5	59,5	-	-	-		-	21,0	21,0	51,9	80,5	59,5	DTP - Amendes règlements municipaux	
Autres- autres revenus	100,0	100,0	-	80,0	(20,0)	-	-	-		-	100,0	100,0	-	80,0	(20,0)		
Transferts gouv. - Ententes de partage - Activités de fonctionnement	10,0	-	-		-	-	-	-		-	10,0	-	-	-	-		
Transferts - Loisirs et culture	-	10,0	-	10,0	-	-	-	-		-	-	10,0	-	10,0	-		
	21 302,9	**21 302,9**	**22 156,3**	**24 857,8**	**3 554,9**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**21 302,9**	**21 302,9**	**22 156,3**	**24 857,8**	**3 554,9**		

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 30 juin 2021
Analyse des écarts par familles de DÉPENSES
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Rémunération	43 486,4	43 880,1	17 045,9	43 736,2	143,9	-	-	-		-	43 486,4	43 880,1	17 045,9	43 736,2	143,9	Voir onglet "Analyse rémunération"	
Cotisations de l'employeur	12 145,2	12 223,2	5 122,2	12 058,1	165,1	-	-	-		-	12 145,2	12 223,2	5 122,2	12 058,1	165,1	Proportionnel à la rémunération	
Transport et communications	634,3	626,1	125,1	507,2	118,9	-	-	-		-	634,3	626,1	125,1	507,2	118,9	Économies anticipées dans les budgets de transport en commun, taxi et stationnement, poste et messagerie ainsi que publicité	
Honoraires professionnels	702,7	1 691,7	539,9	1 639,7	52,0	-	-	-		-	702,7	1 691,7	539,9	1 639,7	52,0		
Services techniques et autres	12 913,6	13 598,9	4 281,6	13 651,4	(52,5)	-	-	-		-	12 913,6	13 598,9	4 281,6	13 651,4	(52,5)		
Location, entretien et réparation	6 641,0	7 669,9	2 772,4	7 316,8	353,1	-	-	-		-	6 641,0	7 669,9	2 772,4	7 316,8	353,1	-DTP - Location Déblaiment et chargement de neige: 294 - Toutes les directions - Économies dans divers locations: 59,1	
Biens non durables	6 837,3	7 479,8	3 128,3	6 669,9	809,9	-	-	-		-	6 837,3	7 479,8	3 128,3	6 669,9	809,9	-DTP - Sels et autres abrasifs : 620,3 - Toutes les directions - Économies dans divers achats de biens : 189,6	
Biens durables	225,5	783,5	457,4	729,9	53,6	-	-	-		-	225,5	783,5	457,4	729,9	53,6		
Contributions à des organismes	5 559,1	7 298,2	4 205,9	7 141,5	156,7	-	-	-		-	5 559,1	7 298,2	4 205,9	7 141,5	156,7		
Autres objets de dépenses	4 098,1	1 317,8	1 420,8	1 310,6	7,2	3 294,9	3 007,3	-	3 007,3	-	7 393,0	4 325,1	1 420,8	4 317,9	7,2		
TOTAL	**93 243,2**	**96 569,0**	**39 099,6**	**94 761,3**	**1 807,7**	**3 294,9**	**3 007,3**	**-**	**3 007,3**	**-**	**96 538,1**	**99 576,3**	**39 099,6**	**97 768,6**	**1 807,7**		

Évolution budgétaire au 30 juin 2021
Principaux écarts - Rémunération

(en milliers de dollars)

Catégories	Local	Agglo	Total	Explications d'écarts	
				Local	Agglo
COVID-19			-		
Gestion performante des ressources humaines			-		
PQMO			-		
Postes vacants	1 342,1		1 342,1		
Assignations temporaires			-		
Abolitions de postes			-		
Créations de postes			-		
Temps supplémentaire	(345,3)		(345,3)	Cols bleus : (251,3) / Autre que bleus : (94,0)	
Écarts salariaux	400,9		400,9		
Collisions			-		
Structure cols bleus	(425,7)		(425,7)	DTP : (262,7) / DCSLDS : (163,0)	
Banques d'heures	(763,2)		(763,2)	DTP : (487,5) / DCSLDS : (275,7)	
Maladies	9,0		9,0	Proportionnel à la rémunération	
Contraintes budgétaires, optimisation 2,5 %			-		
Programme de parrainage professionnel, étudiants	(100,0)		(100,0)	Étudiants	
Main d'oeuvre capitalisable			-		
Employés en disponibilité, hors structure, postes sans budget, etc.			-		
Facturation interne Marquage signalisation			-		
Affectations non dépensées (fonds de voirie, eau)			-		
Autres (primes,griefs, etc.)	26,0		26,0		
Impact revenus dépenses			-		
Charges sociales	165,1		165,1		
TOTAL*	**308,9**	**-**	**308,9**		

Validation *			
Onglet «Dépenses » - objet Rémunération	308,9	-	308,9
Explications	308,9	-	308,9
Écart (doit être à zéro)	**0,0**	**-**	**0,0**

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 30 juin 2021
Analyse des écarts par familles d'AFFECTATIONS
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Excédent de fonctionnement - autres	8 950,7	10 294,8	10 294,8	10 294,8	0,0	-	-	-		-	8 950,7	10 294,8	10 294,8	10 294,8	0,0		
Fonds réservés stationnement	-	2,0	2,0	2,0	(0,0)	-	-	-		-	-	2,0	2,0	2,0	(0,0)		
TOTAL	**8 950,7**	**10 296,8**	**10 296,8**	**10 296,8**	**(0,0)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**8 950,7**	**10 296,8**	**10 296,8**	**10 296,8**	**(0,0)**		

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 30 juin 2021
REVENUS - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
REVENUS	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
Total revenus	-	-	-	-	-	-			

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 30 juin 2021
DÉPENSES - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
DÉPENSES	100,0	-			100,0		CA21 240051	Contribution accordée à la SDC du Village pour la conceptualisation des nouvelles installations	
	250,0	-			250,0		CA20 240560	Création du fond local Covid-19- 2ème vague	
	5,5	-			5,5		CA16 240183	Réouv2021- Affectation pour réalisation de murales dans le cadre du plan de propreté	
	25,0	-			25,0		CA18 240273	Réouv 2021- Contribution versée à Théâtre espace libre pour compenser les frais de permis occ domaine public	
	75,0	-			75,0		CA19 240546	Réouv 2021 - Contribution rénovation toîture centre Sainte-Brigide	
	129,9	-			129,9		CA20 240286	Réouv2021-Contributions accorédes à 4 SDC pour la réalisation de 15 projets de drelanace économique	
	300,0	-			300,0		CA18 240413	Ouv2021- Affectation de surplus pour entretien du QDS 2019-2021	
	14,1	-			14,1		CA19 240022	Réouv2021- Contrat accordé à Construction Momentum inc. Pour le rejointement des dalles de granite au Quartier des spectacles	
	28,1	-			28,1		CA20 240279	Réouv2021- Contrat accordé à Ceveco pour le rejointement des dalles de granite au QDS	
	317,2	-			317,2		CA20 240112	Ouv 2021- Affecttion pour le financement des employés en assignations temporaires 2020-2021	
	2,0	-			2,0		CA19 240555	Réouv2021- Affectation du fonds de stationnement pour l'achat de l'installation de supports à vélo	
	50,0	-	50,0				CE20 1725	Virement budgétaire en provenance du bureau du design pour la tenue d'un concours de design visant l'aménagement du terrain 066	
	500,0	-	500,0				CE18 2006	Autoriser un virement budgétaire de 2,1 M$ à l'arrondissement de Ville-Marie entre 2018 et 2022, pour le déploiement d'un projet d'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest.	
	57,0	-	57,0				DGA 208798004	Virement budgétaire en provenance du Service de la diversité en faveur des familles vulnérables (politique de l'enfant).	
	-	(287,6)		(287,6)			CM21 0096	Transfert de la responsabilité de l'entretien (sanitaire/hivernal) et de la surveillance du Chalet du Mont-Royal et du Pavillon du Lac aux castors du Mont-Royal de l'arrondissement de Ville-Marie au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (S	
	(95,7)	-	(95,7)				CM20 1041	prise en charge par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) des réservations des terrains sportifs extérieurs et du bail de l'espace du 8110, boulevard Saint-Michel, dans le cadre du Programme de soutien aux associations sportive	
	1 418,4	-	1 418,4				CE21 0607	Virement budgétaire en provenance du SDÉ afin de les soutenir le déploiement de projets de piétonnisation sur des artères commerciales durant la saison estivale 2021.	
	50,0	-	50,0				CE21 0992	Virement budgétaire en provenance du SDÉ pour le déploiement d'un projet d'aménagement/animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest pour l'année 2021.	
	99,3	-			99,3		CA21 240167	Contrat accordé à GLT+ inc pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets - 2021-2023 (portion 2021).	
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
Total Dépenses	**3 325,8**	**(287,6)**	**1 979,7**	**(287,6)**	**1 346,1**	**-**			

Arrondissement de Ville-Marie
État comparatif des revenus
Au 30 juin 2021 vs 30 juin 2020

Ville-Marie Montréal

Réel			Période		Écart réel	
Nature	**Objet de revenus**	**Description**	**30 juin 2021**	**30 juin 2020**	**$**	**%**
REVENU	Autres revenus	Permis de modification	4 644 808	4 753 848	(109 040)	-2,3%
		Permis de construction	920 942	3 358 149	(2 437 207)	-72,6%
		Amendes et frais - Règlements municipaux	51 450	42 585	8 865	20,8%
		Permis d'installation	16 121	17 750	(1 629)	0,0%
		Licences et permis divers	3 975	1 875	2 100	112,0%
		Amendes - Bibliothèques	440	4 314	(3 874)	0,0%
		Constats - Surveillance du stationnement	0	0	0	0,0%
		Autres revenus divers	0	100 000	(100 000)	0,0%
	Total - Autres revenus		**5 637 736**	**8 278 521**	**(2 640 785)**	**-31,9%**
	Autres services rendus	Occupation du domaine public	15 164 519	8 585 608	6 578 911	76,6%
		Travaux effectués par la Ville	395 060	408 704	(13 644)	-3,3%
		Services d'entretien et de réparation	131 087	0	131 087	0,0%
		Services techniques	264 138	480 725	(216 587)	-45,1%
		Étude de demande	226 262	169 043	57 219	33,8%
		Location de salles et d'espaces	72 096	63 339	8 757	13,8%
		Stationnement et parcomètres	90 265	21 076	69 188	328,3%
		Vente de documents	37 224	26 901	10 323	38,4%
		Location d'installations récréatives	26 414	37 394	(10 980)	-29,4%
		Vente de biens divers	12 062	(1 916)	13 978	-729,7%
		Réclamations pour dommages et pertes	14 279	2 240	12 038	537,3%
		Utilisation des infrastr. municipales	10 704	3 622	7 082	195,5%
		Services juridiques	3 085	3 540	(455)	-12,9%
		Services divers	9 221	530	8 691	1639,8%
		Services divers - Bibliothèques	771	1 683	(912)	-54,2%
		Inscriptions et abonnements	680	(18 579)	19 259	-103,7%
		Location - Immeubles et terrains	0	6 174	(6 174)	-100,0%
		Revenus publicitaires et commandites	0	(48)	48	-100,0%
		Récupération de frais divers	(1 135)	576 374	(577 509)	-100,2%
	Total - Autres services rendus		**16 456 733**	**10 366 412**	**6 090 320**	**58,8%**
	Taxes sur une autre base	Taxe spéc. - Enseignes publicitaires	61 800	64 800	(3 000)	-4,6%
	Total - Taxes sur une autre base		**61 800**	**64 800**	**(3 000)**	**-4,6%**
	Transferts conditionnels	Subventions - Budget de fonctionnement - Gouvernements	-	-	-	-
		Subv. - Budget de fonctionnement - Autres organismes	-	-	-	-
	Total - Transferts conditionnels		**-**	**-**	**-**	**-**
Total des revenus			**22 156 269**	**18 709 733**	**3 446 535**	**18,4%**
Total Général			**22 156 269**	**18 709 733**	**3 446 535**	**18,4%**

Arrondissement de Ville-Marie
État comparatif des dépenses
Au 30 juin 2021 vs 30 juin 2020

Ville-Marie Montréal

Réel			Année		Écart Réel	
Nature	**Objet de dépenses**	**Description**	**30 juin 2021**	**30 juin 2020**	**$**	**%**
DÉPENSE	Rémunération globale	Rémunération	17 045 893	17 103 744	(57 851)	-0,3%
		Cotisations de l'employeur	5 122 220	5 194 271	(72 051)	-1,4%
	Total - Rémunération globale		**22 168 113**	**22 298 015**	**(129 902)**	**-0,6%**
	Autres familles de dépenses	Services professionnels, techniques et autres	4 821 543	4 564 631	256 912	5,6%
		Contributions et quote-parts à des organismes	4 205 945	2 873 988	1 331 958	46,3%
		Biens non durables	3 128 277	3 377 036	(248 760)	-7,4%
		Location, entretien et réparation	2 772 367	2 557 937	214 430	8,4%
		Charges interunités	1 537 850	1 797 700	(259 850)	-14,5%
		Biens durables	457 433	133 667	323 765	242,2%
		Transport et communications	125 089	201 369	(76 280)	-37,9%
		Autres objets	567	106	460	432,3%
		Recouvrement de charges	(117 613)	(41 199)	(76 414)	185,5%
	Total - Autres familles de dépenses		**16 931 458**	**15 465 237**	**1 466 221**	**9,5%**
Total des dépenses			**39 099 571**	**37 763 252**	**1 336 319**	**3,5%**
Total Général			**39 099 571**	**37 763 252**	**1 336 319**	**3,5%**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 30.03

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1206143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 79 881, 53 $, taxes incluses, à VLAN Paysages Inc., pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense autorisée à 217 925,96 $

D'autoriser une dépense additionnelle de 79 881, 53 $ taxes incluses, à VLAN Paysages Inc. pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser une dépense totale majorée à 217 925,96$ taxes incluses (soit 198 995,45$ net de ristournes)

D'Imputer cette dépense conformément à l'intervention financière inscrite au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-20 11:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 mars 2020	Résolution: CA20 240115

Autoriser une dépense de 138 044,43 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximale de 138 044,43 $; taxes incluses, pour les services professionnels visant l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir avec Vlan paysages inc.;

D'autoriser, à cette fin, une dépense additionnelle de 30 887,76 $ à Vlan paysages inc. majorant ainsi le mandat à 12 549,49 $; taxes incluses, conformément à l'entente-cadre 18-17150;

D'autoriser un budget provisionnel de contingences de 12 549,49 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.07 1206143001

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mars 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206143001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 79 881, 53 $, taxes incluses, à VLAN Paysages Inc., pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense autorisée à 217 925,96 $

CONTENU

CONTEXTE

Contexte
Le présent dossier a pour but d'autoriser une dépense additionnelle pour le contrat de services professionnels en raison des nombreuses modifications nécessaires faites pour les plans durant la réalisation de l'aménagement ainsi que l'augmentation des heures de surveillance pour les travaux d'aménagement du parc de l'Espoir.

Justification :

L'entente -cadre avec Vlan Paysages Inc. est épuisée et donc nous ne pouvons plus l'utiliser car les fonds sont déjà engagées pour ce contrat.

Aussi, nous souhaitons nous prévaloir de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes concernant l'exception aux règles d'appel d'offres lorsqu'on a fait affaires, suite à des demandes de soumissions en appel d'offres, avec un professionnel pour la conception de plans et devis, et que les services de ce professionnel sont requis pour des adaptations ou modifications à ces plans pour les travaux aux fins desquelles ils ont été préparés.

Cette dépense additionnelle servira aux modifications nécessaires pour la réalisation des travaux aux fins desquelles les plans et devis initiaux ont été conçus, et la surveillance des travaux liés à ces modifications dans le cadre dudit contrat.

Décision antérieure
Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes suivantes: Axor experts-conseils inc. (contrat #1: 5 256 657,00 $ taxes incluses), Les services Exp inc. (contrat #2: 5 232 512,25$ taxes incluses), et SNC-Lavalin inc (contrat #3: 5 357 835,00$ taxes incluses), pour la conception, la préparation des plans et devis, la surveillance et l'assistance technique pendant les travaux pour divers grands projets - Appel d'offres public no 18-17168 (4 soumissionnaires)

Aspect(s) financier(s)

Une première dépense au montant de 138 044,43 $ taxes incluses a été autorisée (Bon de commande 1371018), conformément au Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires de l'arrondissement Ville-Marie (CA-24-009).

Le contrat initial sera bonifié de 79 881, 53 $ taxes incluses .

La dépense totale est majorée à 217 925,96$ $ taxes incluses (Soit 198 995,45$ net de ristournes)

Cette dépense maximale est imputée du PTI par l'arrondissement Ville-Marie.

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Samba Oumar ALI, Ville-Marie
José PIERRE, Ville-Marie
Sandy PINNA, Ville-Marie

Lecture :

Samba Oumar ALI, 24 août 2021
Sandy PINNA, 10 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Agent(e) technique en architecture de paysage

514 872-4518
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1206143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 138 044,43 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

D'autoriser une dépense additionnelle de 43 437.25 $ taxes incluses, avec Vlan paysages inc., pour les services professionnels visant l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente-cadre 18-17150 pour une dépense maximale de 138 044,43 $;

D'autoriser une dépense additionnelle au mandat de 30 887,76 $ taxes incluses conformément à l'offres de services révisé et l'entente cadre;

D'autoriser une dépense additionnelle au budget de provisionnel de contingences de 12 549.49 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières du présent dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-03-03 11:53

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1206143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 138 044,43 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son Programme de réaménagement des parcs et faisant suite aux nombreux réaménagements de parcs réalisés ces dernières années dans le secteur, l'arrondissement de Ville-Marie envisage le réaménagement du parc de l'Espoir en 2020 tout en s'assurant de conserver la vocation de mémoire des victimes du sida. Le parc est situé à l'angle des rues Sainte-Catherine Est et Panet.

Dans le but de supporter l'équipe municipale, la Direction des travaux publics désire engager des services professionnels d'une firme spécialisée en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, estimation et surveillance de travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CM18 1220: Conclure cinq ententes-cadres de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Les services EXP inc. (2 069 601,74 $, taxes incluses), Lemay Co inc. (2 316 449,90 $, taxes incluses), Daoust-Lestage inc. (1 035 536,13 $, taxes incluses), Affleck de la Riva architectes (794 212,81 $, taxes incluses) et Vlan paysages inc. (824 697,27 $, taxes incluses) pour des services en architecture de paysage, en design urbain, en architecture, en design industriel et en éclairage d'ambiance pour la conception de plans et devis ainsi que pour la surveillance de travaux d'aménagement pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 18-17150 (6 soum. pour chaque contrat). **Numéro de dossier** : 1181009020

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à offrir à l'arrondissement de Ville-Marie les services professionnels en architecture de paysage pour l'élaboration des plans et devis, l'estimation et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir.

L’adjudicataire devra être appuyé par une firme d’ingénierie (civil, électrique et circulation) qui sera sous sa charge. L’architecte paysagiste s’engage à agir comme coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l’architecte paysagiste un pouvoir d’intervention dans le champ exclusif de compétence de l’ingénieur. Les services pour l'ingénierie civile ne font pas parti de l'offre de services du présent dossier.

La firme devra coordonner et contrôler l’ensemble des activités pour la mise en œuvre du projet conformément à l'entente-cadre. Chaque discipline demeure responsable de l’information qui sera incluse dans les documents soumis pour appel d’offres.

Le mandat consiste principalement à offrir les services professionnels pour :

- L'assistance lors des consultations publiques
- l'élaboration du concept d’aménagement;
- la préparation des plans d’aménagement détaillés;
- la préparation des documents d’appel d’offres selon les normes de la Ville incluant les plans et devis de réalisation;
- le suivi pendant et après la période de l’appel d’offres;
- la surveillance du chantier lors de la construction.

Tout au long du projet, l’expertise-conseil et le support technique de l’équipe en matière d’aménagement seront mis à contribution afin de mettre sur pied un projet qui répond au besoin de l’arrondissement.

De façon générale, le projet vise à :

- conserver la vocation de mémoire des victimes du sida;
- rendre le parc accessible universellement;
- améliorer l'espace en le rendant plus accueillant et confortable pour les usagers;
- augmenter la végétation dans l'optique de contrer les îlots de chaleur.

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'offre de services révisée, le 22 janvier 2020 par Vlan paysages inc..

JUSTIFICATION

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'offre de services révisée en date du 22 janvier 2020 par Vlan paysages inc. (numéro de fournisseur est le 120694) adjudicataire du contrat no 5 dans le cadre de l'Appel d'offres public 18-17150 - (6 soumissions).
Le montant initial a été augmenté suite aux sondages et consultations citoyenne supplémentaires, à plusieurs modifications, aux bonifications et ajouts qui ont été apporté au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 138 044,43 $ incluant 10 % des travaux contingents prévus et les taxes. Le coût tel que présenté dans l'offre de services révisée en date du 22 janvier 2020 par Vlan paysages inc., avant les contingences est de 125 494.94 $ (taxes incluses).
Une première dépense au montant de 94 607,18 $ taxes incluses a été autorisée (Bon de commande 1371018), conformément au Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires de l'arrondissement Ville-Marie (CA-24-009).
Le contrat initial sera bonifié de 43 437.25 $ taxes incluses incluant 12 549.49 $ de

provision pour contingences.
La dépense totale est majorée à 138 044,43 $, taxes incluses (soit 126 053,24 $ net de ristournes).

Cette dépense maximale est assurée à 100% par l'arrondissement Ville-Marie. Les fonds disponibles à l'intérieur de l'entente cadre ont été validés par courriel (Unité : SIRR).

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement prévu s'inscrit dans les orientations du plan de développement durable de l'agglomération « Montréal durable 2016-2020 » et dans les actions et mesures prévues au « Plan de développement durable de Ville-Marie 2016-2020 ».

Verdir et augmenter la biodiversité :
Le projet prévoit non seulement la conservation des arbres matures existants, mais permet aussi d'augmenter la biodiversité par l'ajout de plates-bandes d'arbustes et de vivaces.

Réduire de 10 % la sédentarité de la population de l'île de Montréal d'ici 2025 / Améliorer l'accès aux services et équipements / Améliorer l'accès aux services et équipements en intégrant les principes d'accessibilité universelle :
En suivant la pente douce et naturelle de la rue Panet, le parc est désormais sur un seul niveau, ne requérant ni escalier ni rampes d'accès universel pour traverser le site. Le dénivelé est désormais inclus à la topographie régulière du parc, permettant à tout type d'utilisateurs du parc de déambuler sans contraintes de changements de niveaux. Ces ajouts permettent non seulement de diversifier les activités offertes aux résidents du secteur, mais également d'attirer des visiteurs ou résidents des quartiers voisins contribuant ainsi à la vie de quartier. Les normes d'accessibilité universelle seront appliquées aux nouveaux services les rendant plus inclusifs, ceci inclut l'aménagement d'une rampe pour les personnes à mobilité réduite qui permet d'accéder au parc par la rue du Havre.

Favoriser l'appropriation de l'espace public / S'adapter aux changements climatiques
En optimisant le verdissement, le parc devient un espace de fraîcheur et contribue ainsi à l'adaptation aux changements climatiques (réduction des impacts des îlots de chaleur urbains).
En améliorant l'offre de service, notamment en déployant la superficie du parc au-delà des limites actuelles de ce dernier par l'ajout de saillies partiellement plantées. Aussi, les bancs de granit d'origine sont conservés afin de permettre aux utilisateurs de s'y asseoir et de regarder déambuler les gens sur la rue Sainte-Catherine Est. De plus, avec le maintient de la zone de rassemblement située à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Panet. Enfin, en mettant en valeur les mâts commémoratifs par l'implantation à leur base de brumisateurs venant créer une ambiance vaporeuse immersive et en installant une nouvelle plaque commémorative à la mémoire des personnes mortes du SIDA au Québec, le projet favorise définitivement l'appropriation de l'espace public par la communauté.

Dans son ensemble, le projet contribue au développement de quartiers plus durables, sécuritaires et en santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le parc a une valeur symbolique pour les amis et familles des personnes décédées du sida ainsi que pour toute la communauté. Les consultations sont essentielles au projet afin de le valider auprès des personnes concernées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Septembre à octobre 2019
Rencontres avec les co-fondateurs du parc de L'Espoir, avec les organismes impliqués dans la lutte contre le sida et dans l'avenir du Village, avec la Société de développement commercial du Village et avec l'un des architectes-paysagistes à l'origine du concept initial afin d'établir les balises de réaménagement.

Fin octobre 2019
Sondage auprès des membres de la Table des Organismes Communautaires Montréalais de lutte contre le Sida (TOMS).

4 décembre 2019
Consultation citoyenne afin de valider les balises de réaménagement.

3 au 28 février 2020
Consultation sur le concept d'aménagement sur le site Réalisons Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat (serv. prof.) : août 2019

Début du mandat plans et devis : janvier 2020 Fin du mandat plans et devis : mars 2020 Appel d'offres travaux : fin mars 2020 Octroi du contrat par le CA (travaux) : mai 2020
Début du mandat de surveillance : juin 2020 Fin du mandat de surveillance et bilan: décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-4518
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

José PIERRE
Chef de division aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1206143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 79 881, 53 $, taxes incluses, à VLAN Paysages Inc., pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense autorisée à 217 925,96 $

Aspect financier dossier Parc de l'espoir.pdf Etat service Vlan.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Agent(e) technique en architecture de paysage

Tél : 514 872-4518
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense de 138 044,43 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.




Somaire ODS.pdfAspect financier_GDD 1206143001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-4518
Télécop. : 514-868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1206143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 79 881, 53 $, taxes incluses, à VLAN Paysages Inc., pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense autorisée à 217 925,96 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1206143001_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1206143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense de 138 044,43 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1206143001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514-872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Vlan

Montréal

Plan de travail- Révision 2

09-déc-19

Arrondissement de Ville-Marie

ENTENTE CADRE NOS. 18-17150 **DESCRIPTION DES ACTIVITÉS** **PARC DE L'ESPOIR**	**SERVICES EN ARCHITECTURE DU PAYSAGE**			**HEURES**	**BUDGET PAR ACTIVITÉ**
	Architecte paysagiste **Responsable** (15 ans et +)	**Architecte paysagiste** **Intermédiaire** (5 à 10 ans)	**Architecte paysagiste** **Junior** (0 à 5 ans)		
Grand TOTAL général	**107,0**	**497,0**	**728,0**	**1 332,0**	**109 150,00 $**
TOTAL DES HEURES	107,0	497,0	728,0	1 332,0	
TAUX HORAIRES FACTURABLES	115,00 $	85,00 $	75,00 $		
TOTAL DES HONORAIRES	$12 305,00	$42 245,00	$54 600,00		109 150,00 $
				TPS	5 457,50 $
				TVQ	10 887,71 $
					125 495,21 $

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206143001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Vlan paysages inc.	120694

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		138 044,43 $						**138 044,43 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 17

Date de début :	01	août	2019	Date de fin :	31	décembre	2020
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Vincent Lemay

Prénom, nom

Date et heure système : 21 février 2020 14:57:50

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206143001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" D'autoriser une dépense supplémentaire de 30 887,76 $ taxes incluses, pour les services professionnels visant l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.;

D'autoriser un budget de provisions pour contingences de 12 549.49 $;

De majorer la dépense totale autorisée à 138 044,43 $ incluant taxes et contingences."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220000 - Arrondissement

2020	2021	2022	Total
40,0			40,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220110 Parc de l'Espoir- Réaménagement

2020	2021	2022	Total
40,0			40,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

BC 1371018: 94 607,18 $ tx incl

Augmentation en lien avec le présent dossier:43 437,25 $ taxes incluses

Dépense totale: 138 044,43 $ tx incluses

BC total: 125 495,21 $ taxes incluses

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
43 437,25 $	39 664,00 $	30 887,76 $	28 204,64 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM06143001 au montant de 28 204,89 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 39 664,00 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 30 887,76 $ Crédits (Net ristourne): 28 204,64 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	07165	54390	000000	0000	181486	000000		00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 12 549,49 $ Crédits (Net ristourne): 11 459,36 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	07165	54390	000000	0000	181486	028057		00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-02-24**

Date et heure système : 26 février 2020 16:23:54

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206143001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Vlan paysages inc.	120694

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		79 881,53 $						**79 881,53 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		juillet	2021	Date de fin :		septembre	2021

Formulaire complété par : Bougaci Hamida

Prénom, nom

Date et heure système : 12 août 2021 10:42:48

Vlan

Montréal

Plan de travail- Révision 9

06-août-21

Arrondissement de Ville-Marie

	ENTENTE CADRE NOS. 18-17150 PARC DE L'ESPOIR	SERVICES EN ARCHITECTURE DU PAYSAGE Architecte paysagiste Responsable (15 ans et +)	Architecte paysagiste Intermédiaire (5 à 10 ans)	Architecte paysagiste Junior (0 à 5 ans)	Technicien Sénior (10 ans et +)	HEURES	BUDGET PAR ACTIVITÉ
ÉTAPE 4c	**SURVEILLANCE DE CHANTIER**	**64,0**	**-**	**325,0**	**250,0**	**639,0**	**50 219,70 $**
4c.1	MODIFICATION Visites de chantier / documentation / **arboriculteur** (coordination + dessin + visite + documentation + reprise des fosses, des bordures de corten et abattage)	15,0		20,0	40,0	75,0	6 145,50 $
4c.2	MODIFICATION Visites de chantier / documentation / **caillebotis** (coordination + dessin + visite + documentation)	15,0		20,0	30,0	65,0	5 431,50 $
4c.3	PROLONGATION DU CHANTIER Coordination / documentation / 22 semaines de plus + 8 semaines additionnelles/ 3 jours par semaine/ 2 h par jour (visites +coordination + approbations + directive + documentation)	9,0		180,0	180,0	369,0	27 677,70 $
4c.4	MODIFICATION Visites de chantier / documentation / **fouille** pour structure du mur vert (coordination + dessins du mur révisé + visite + documentation)	10,0		10,0		20,0	1 938,00 $
4c.5	GESTION DE CHANTIER réunions avec les ingénieurs / coordination avec les ingénieurs / validation des la documentation des ingénieurs et autres services de la Ville/ 22 semaines +8 semaines additionnelles/ 2h par semaine à partir de janvier 2021 et 17 semaines depuis le début du chantier	5,0	-	35,0		40,0	3 264,00 $
4c.6	VISITES SUPPLÉMENTAIRES documentation / 15 semaines +8 semaines additionnelles / 3 jours par semaine/ 3 h par jour (visite + documentation)	5,0		50,0		55,0	4 411,50 $
4c.6	RÉUNIONS HEBDOMADAIRES documentation / 22+8 additionnelles 1h de réunion et 1 heure de cr et coordination	5,0		10,0		15,0	1 351,50 $
TOTAL DES HEURES		64,0	-	325,0	250,0	639,0	
TAUX HORAIRES FACTURABLES - TAUX 2020		117,30 $	86,70 $	76,50 $	71,40 $		
TOTAL DES HONORAIRES		$7 507,20	$0,00	$24 862,50	$17 850,00		50 219,70 $
						TPS	2 510,99 $
						TVQ	5 009,42 $
							57 740,11 $

ÉTAPE 4d	**SURVEILLANCE DE CHANTIER**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**- $**
TOTAL DES HONORAIRES		$0,00	$0,00	$0,00	$0,00		- $
						TPS	- $
						TVQ	- $
							- $

Grand TOTAL général						**-**	**178 627,30 $**
TOTAL DES HEURES						-	
TAUX HORAIRES FACTURABLES - TAUX 2020		115,00 $	85,00 $	75,00 $	70,00 $		
TOTAL DES HONORAIRES		$25 911,80	$48 660,80	$82 063,50	$21 991,20		$178 627,30
						TPS	8 931,37 $
						TVQ	17 818,07 $
							205 376,74 $

TOTAL approuvé par le bon de commande							**109 150,00 $**
						TPS	5 457,50 $
						TVQ	10 887,71 $
							125 495,21 $

TOTAL EN ATTENTE de révision du bon de commande							**69 477,30 $**
						TPS	3 473,87 $
						TVQ	6 930,36 $
							79 881,53 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

Addenda

N° de dossier : 1206143001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

''Autoriser une dépense additionnelle de 79 881, 53 $ taxes incluses, à VLAN Paysages Inc. pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

Autoriser une dépense totale majorée à 217 925,96$ taxes incluses (soit 198 995,45$ net de ristournes).''

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220000 - Arrondissement

2021	2022	2023	Total
73,0			73,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220110 Parc de l'Espoir- Réaménagement

2021	2022	2023	Total
73,0			73,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

BC 1371018: 138 044,43 $ taxes incluses

Augmentation en lien avec le présent dossier: 79 881,53$ $ taxes incluses

Dépense totale: 217 925,95 $ taxes incluses

BC total: 217 925,95$ taxes incluses

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
79 881,53 $	72 942,48 $	79 881,53 $	72 942,48 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VMA6143001 au montant de 72 942,48 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 72 942,48 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 79 881,53 $ Crédits (Net ristourne): 72 942,48 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	07165	54390	000000	0000	181486	000000	15015	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: **2021-08-18**

Date et heure système : 19 août 2021 09:50:40

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1212701043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet et du 1er au 31 août 2021

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet et du 1er au 31 août 2021.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 14:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1212701043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet et du 1er au 31 août 2021

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement pour les périodes du 1er au 31 juillet et du 1er au 31 août 2021.

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 438 351-1433
Télécop. : n/a

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2021-09-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1212701043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet et du 1er au 31 août 2021

*Décisions déléguées - juillet 2021.pdf

G- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées- Juillet 2021.pdf

G- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées- Juillet 2021.pdf

Décisions déléguées - août 2021.pdf

H- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées- Août 2021.pdf

H- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées- Août 2021.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 438 351-1433
Télécop. : n/a

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
Juillet 2021				1405
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme				5
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				5
2021-07-28 10:28:12	Stéphanie TURCOTTE	**2211044003**	Approuver la délivrance du permis #3002372194 visant à autoriser la transformation du bâtiment situé au 1560, rue Sherbrooke (démolition du pavillon LC Simard), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus les 20 octobre 2020 et 25 janvier 2021.	
Décision déléguée - DB211044003				
2021-07-21 15:03:14	Stéphanie TURCOTTE	**2211044023**	Approuver la délivrance du permis lié à la demande #3002038696 visant à autoriser la modifications des façades et le remplacement des portes et fenêtres du bâtiment situé au 3470, rue Stanley, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 28 juin 2021.	
Décision déléguée - DB211044023				
2021-07-21 15:02:52	Stéphanie TURCOTTE	**2211044025**	Approuver la délivrance des permis liés aux demandes #3002781514, 3002781534, 3002784054 et 3002784114 visant à autoriser l'entretien de parements et le remplacement de gardes-corps aux bâtiment situés aux 61, 100, 155 et 250, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 26 avril 2021.	
Décision déléguée - DB211044025				
2021-07-15 10:36:40	Stéphanie TURCOTTE	**2217303003**	Approuver, conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme, les plans relatifs à la construction d'un bâtiment situé au 1200, rue Mackay – Requêtes no 3002432974 et 3002433114	
Décision déléguée - DB217303003				
2021-07-12 11:53:59	Stéphanie TURCOTTE	**2217524008**	Approuver la délivrance du permis 3002412615 relativement à la transformation de la fausse mansarde sur un immeuble situé au 2015, rue Dubuc, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB217524008				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification				2
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2021-07-02 10:20:51	Ramy MIKATI	**2218743015**	Approuver la délivrance du permis 3002416374 relativement à l'aménagement d'une terrasse au toit du bâtiment situé au 828 avenue Sherbrooke Est, app 800, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB218743015				
Article 21.2.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2021-07-12 09:01:39	Ramy MIKATI	**2219102002**	Autoriser la mise en place du projet pilote de Parcovert sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie	
Décision déléguée - DB219102002				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections				3
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B				1
2021-07-23 16:45:45	Stéphanie TURCOTTE	**2206313002**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 40 498, 32 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux intérieurs visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 064 953 - 3545, chemin de la Côte-des-Neiges – demande de permis 3001626925).	
Décision déléguée - DB206313002				
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2				2
2021-07-28 10:29:04	Stéphanie TURCOTTE	**2215082013**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Louis-Philippe Fouquette, arpenteur-géomètre, le 30 mars 2021, minute: 11813, pour le remplacement du lot 1 565 498 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-42679.	
Décision déléguée - D2215082013				
2021-07-28 10:28:40	Stéphanie TURCOTTE	**2215082009**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, le 27 février 2021, minute: 3754, pour le remplacement du lot 4 640 338 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-42600.	
Décision déléguée - D2215082009				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme				1
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2021-07-02 10:20:03	Ramy MIKATI	**2181044029**	Approuver la délivrance du permis #3001315689 relativement à la transformation du bâtiment situé au 3150, avenue de Trafalgar en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 10 avril 2018.	
Décision déléguée - DB181044029				
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du				4
Article 17.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				2

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2021-07-27 16:03:10	Maryse BOUCHARD	**2214105001**	Approuver la convention, se terminant le 20 septembre 2021 avec l'organisme Laboratoire sur l'agriculture urbaine, accorder un contrat de gré à gré, le cas échéant, pour l'étude "Jardiner autrement - Jardins communautaires et collectifs" et autoriser une dépense maximale de 14 676,55 $ (taxes incluses)
Décision déléguée - DB214105001			
2021-07-12 18:38:48	Maryse BOUCHARD	**2215038002**	Approuver la convention de services de gré à gré, pour l'été 2021, avec l'OBNL, les YMCA du Québec (YMCA Centre-Ville) afin d'assurer la surveillance du terrain synthétique multisports du Parc Rutherford ainsi que l'encadrement du personnel de surveillance, et accorder à cet effet un contrat pour un montant maximum de 16 188,62 $, taxes incluses, le cas échéant.
Décision déléguée - DB215038002			
Article 21.04 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			2
2021-07-20 11:18:51	Jean-Luc L'ARCHEVÊQU	**2217709010**	Approuver la demande de soutien financier de l'organisme Partage & Solidarité et autoriser une dépense maximale de 4 900 $, taxes incluses, à même le Fonds local COVID-19 2e vague de l'arrondissement de Ville-Marie pour soutenir cet organisme dans le cadre de la pandémie de la COVID-19
Décision déléguée - DA217709010			
2021-07-12 13:56:17	Alain DUFRESNE	**2217709009**	Approuver la demande de soutien financier de l'organisme Communauté Nazareth de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 000 $, taxes incluses, à même le Fonds local COVID-19 2e vague de l'arrondissement pour soutenir cet organisme dans le cadre de la pandémie de la COVID-19
Décision déléguée - DA217709009			
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division			39
Article 08.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			8
2021-07-29 10:45:20	Juan Carlos RESTREPO	**2215204035**	DEPLACEMENT - BEAUDOIN,MARC Matricule: 018865140 A/C du: 2021-08-07 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204035			
2021-07-28 10:37:59	Juan Carlos RESTREPO	**2215204034**	DEPLACEMENT - BRACONNIER,HUGO Matricule: 100092242 A/C du: 2021-07-31 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204034			
2021-07-27 14:39:09	Juan Carlos RESTREPO	**2215204033**	DEPLACEMENT - MINIER,DAVID Matricule: 100044194 A/C du: 2021-07-31 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204033			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2021-07-27 14:04:24	Juan Carlos RESTREPO	**2215204031**	DEPLACEMENT - SALHI,OMAR Matricule: 100008383 A/C du: 2021-07-31 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DA215204031		
2021-07-23 09:20:00	Juan Carlos RESTREPO	**2215204032**	DEPLACEMENT - LE LIJOUR,JONATHAN Matricule: 100013719 A/C du: 2021-08-07 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DA215204032		
2021-07-23 09:19:21	Juan Carlos RESTREPO	**2215204030**	DEPLACEMENT - SIMARD,NATHALIE Matricule: 020770740 A/C du: 2021-08-07 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
	Décision déléguée - DA215204030		
2021-07-22 12:15:28	Juan Carlos RESTREPO	**2215204029**	TITULARISATION - DOMO NGUESSEU,AURELIE Matricule: 100127272 A/C du: 2021-07-31 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DA215204029		
2021-07-02 15:34:20	Alain DUFRESNE	**2215204028**	EMBAUCHE - VALLIERES BOULARD,CHRISTOPHE Matricule: 100296167 A/C du: 2021-06-26 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DA215204028		

Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B 25

2021-07-30 17:24:47	Juan Carlos RESTREPO	**2214693020**	EMBAUCHE - PETERS,SHAWN Matricule: 100282961 A/C du: 2021-07-27 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DB214693020		
2021-07-30 10:20:08	Juan Carlos RESTREPO	**2214693021**	EMBAUCHE - AHAMED,AFSHANA Matricule: 100303639 A/C du: 2021-07-27 Titre d'emploi: ÉTUDIANT - COLS BLEUS No poste: 00000
	Décision déléguée - DB214693021		
2021-07-29 13:00:04	Juan Carlos RESTREPO	**2214693019**	EMBAUCHE - GUILCHER,AURELIE Matricule: 100184576 A/C du: 2021-07-27 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DB214693019		
2021-07-27 13:37:52	Juan Carlos RESTREPO	**2219212057**	EMBAUCHE - GANDONOU,MARYLIN Matricule: 100179922 A/C du: 2021-08-07 Titre d'emploi: INGENIEUR(E) No poste: 70860
	Décision déléguée - DB219212057		
2021-07-26 12:24:38	Maryse BOUCHARD	**2217729071**	PROMOTION - LEDOUX,GENEVIEVE Matricule: 100002057 A/C du: 2021-07-03 Titre d'emploi: AGENT(E) DE DEVELOPPEMENT CULTUREL No poste: 85750
	Décision déléguée - DB217729071		

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2021-07-23 11:43:14	Juan Carlos RESTREPO	**2219212056**	EMBAUCHE - MARINHO DE JESUS,RICARDO Matricule: 100310566 A/C du: 2021-07-17 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 82306
	Décision déléguée - DB219212056		
2021-07-22 10:26:01	Juan Carlos RESTREPO	**2214693018**	EMBAUCHE - DIONNE DUVAL,YANNICK Matricule: 100295499 A/C du: 2021-07-20 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DB214693018		
2021-07-21 15:59:30	Juan Carlos RESTREPO	**2219212055**	PROMOTION - FERLAND GAGNE,ANDREANNE Matricule: 100167946 A/C du: 2021-08-07 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN AQUEDUC ET DRAINAGE No poste: 73879
	Décision déléguée - DB219212055		
2021-07-20 10:45:09	Maryse BOUCHARD	**2219212052**	EMBAUCHE - BALOZIAN,LAETITIA Matricule: 100308480 A/C du: 2021-06-26 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727
	Décision déléguée - DB219212052		
2021-07-20 10:44:08	Maryse BOUCHARD	**2219212054**	DEPLACEMENT - DESPATIE,GABRIEL Matricule: 100098279 A/C du: 2021-06-26 Titre d'emploi: AIDE-ANIMATEUR(TRICE) GRADE 2 - LOISIRS COMMUNAUTAIRES No poste: 84267
	Décision déléguée - DB219212054		
2021-07-16 09:39:10	Maryse BOUCHARD	**2217729068**	MISE EN DISPONIBILITE - LEDOUX,GENEVIEVE Matricule: 100002057 A/C du: 2021-07-03 Titre d'emploi: AGENT(E) DE PROJETS, PROMOTIONS & EVENEMENTS SPECIAUX No poste: 85749
	Décision déléguée - DB217729068		
2021-07-15 16:50:45	Maryse BOUCHARD	**2219212053**	DEPLACEMENT - RENAUD,YANNICK Matricule: 777688000 A/C du: 2021-07-10 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE) ARTISTIQUE No poste: 65103
	Décision déléguée - DB219212053		
2021-07-15 09:44:35	Alain DUFRESNE	**2217729070**	CHANGEMENT D'ACCRÉDITATION SYNDICALE - JEAN-BAPTISTE,MONTFORT Matricule: 100044624 A/C du: 2021-07-12 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DB217729070		
2021-07-13 13:24:42	Alain DUFRESNE	**2219212050**	DEPLACEMENT - MAYER,DIANE Matricule: 100305576 A/C du: 2021-07-03 Titre d'emploi: SECRETAIRE D'UNITE ADMINISTRATIVE No poste: 64168
	Décision déléguée - DB219212050		
2021-07-12 17:01:04	Maryse BOUCHARD	**2219212051**	EMBAUCHE - FELDT,ALEXANE Matricule: 100307558 A/C du: 2021-06-26 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727
	Décision déléguée - DB219212051		

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2021-07-12 14:28:31	Alain DUFRESNE	**2219212049**	REEMBAUCHE - DUVAL,SOPHIE Matricule: 100092073 A/C du: 2021-07-10 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN AMENAGEMENT No poste: 80196
	Décision déléguée - DB219212049		
2021-07-08 12:38:34	Maryse BOUCHARD	**2219212048**	EMBAUCHE - BENSADOK,NASREDINE Matricule: 100301349 A/C du: 2021-06-19 Titre d'emploi: AIDE-ANIMATEUR(TRICE) GRADE 2 - LOISIRS COMMUNAUTAIRES No poste: 84267
	Décision déléguée - DB219212048		
2021-07-08 10:59:47	Alain DUFRESNE	**2214693017**	REEMBAUCHE - ESTRELLA,MAXIME Matricule: 100170795 A/C du: 2021-07-05 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
	Décision déléguée - DB214693017		
2021-07-08 09:02:10	Maryse BOUCHARD	**2217729066**	EMBAUCHE - RENAUDIN,LOUISE Matricule: 100305788 A/C du: 2021-06-22 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - COLLEGIAL No poste: 00000
	Décision déléguée - DB217729066		
2021-07-08 09:00:15	Maryse BOUCHARD	**2217729065**	EMBAUCHE - DAFRE,ANA Matricule: 100305071 A/C du: 2021-06-19 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - COLLEGIAL No poste: 00000
	Décision déléguée - DB217729065		
2021-07-06 18:00:31	Maryse BOUCHARD	**2217729067**	EMBAUCHE - MOHAMMADI,AZIN Matricule: 100270366 A/C du: 2021-06-30 Titre d'emploi: BIBLIOTHECAIRE - OCCASIONNEL No poste: 65099
	Décision déléguée - DB217729067		
2021-07-02 15:35:10	Alain DUFRESNE	**2217729064**	PROMOTION - DA CRUZ,VIOLENE Matricule: 100088751 A/C du: 2021-07-10 Titre d'emploi: SECRETAIRE D'UNITE ADMINISTRATIVE No poste: 76517
	Décision déléguée - DB217729064		
2021-07-02 10:58:13	Maryse BOUCHARD	**2219212040**	DEPLACEMENT - BENNY,MARJORIE Matricule: 100244105 A/C du: 2021-06-19 Titre d'emploi: AIDE-BIBLIOTHECAIRE No poste: 65097
	Décision déléguée - DB219212040		
2021-07-02 10:22:10	Jean-Luc L'ARCHEVÊQU	**2219212046**	REEMBAUCHE - PHILIPPE-MAISONNEUVE,NATHANIEL Matricule: 100220512 A/C du: 2021-06-14 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB219212046		
2021-07-02 10:09:00	Alain DUFRESNE	**2217729063**	TITULARISATION - HUDON,JEAN-FRANCOIS Matricule: 100083199 A/C du: 2021-06-29 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
	Décision déléguée - DB217729063		

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2021-07-23 17:07:11	Jean-Luc L'ARCHEVÊQU	**2217729069**	CESSATION - CHARLESCAT,PIERRE Matricule: 100231843 A/C du: 2021-07-03 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000	
Décision déléguée - DB217729069				
Article 13.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2021-07-13 10:26:02	Marion ANGELY	**2212818027**	Approbation des mouvements d'affectation cols bleus de l'arrondissement de Ville-Marie suite à l'obtention d'un numéro de demande collective pour la période du 1er avril au 30 juin 2021.	
Décision déléguée - DA212818027				
Article 14.02.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				2
2021-07-15 14:02:35	Stéphanie TURCOTTE	**2219212047**	Accorder à compter du 13 mars 2021, l'augmentation statutaire annuelle à monsieur KHANTACHE, Rachid dont le matricule-paie établi par la corporation d'origine C001 est le 870596 et le matricule Ville est le 100012489	
Décision déléguée - DB219212047				
2021-07-12 12:58:04	Alain DUFRESNE	**2212818028**	Reconduction d'une allocation automobile à monsieur Juan Carlos Restrepo, chef de division - parcs à la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, dont le matricule-paie établi par la corporation d'origine C001 est le 865387, et ce, du 30 juillet 2021 jusqu'au 31 décembre 2021.	
Décision déléguée - DB212818028				
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2021-07-26 15:46:09	Jean-Luc L'ARCHEVÊQU	**2212818033**	Autoriser la création d'un poste temporaire de cols blancs d'agent technique en architecture (emploi 783310), à la division de l'urbanisme de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie pour une durée de douze (12) mois et en contrepartie, d'abolir le poste permanent d'architecte en planification (poste 03091, emploi 483250) à la retraite du titulaire du poste et ce, à compter de la signature du présent dossier.	
Décision déléguée - DA212818033				
2021-07-23 14:36:52	Jean-Luc L'ARCHEVÊQU	**2212818030**	Autoriser la création d'un poste permanent de professionnels généraux de secrétaire-recherchiste (code d'emploi 399910) à la division du Greffe à la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie et en contrepartie, d'abolir le poste permanent cols blancs d'analyste de dossiers (poste 64916, emploi 792930) à la retraite de la titulaire du poste et ce, à compter de la signature du présent dossier.	
Décision déléguée - DA212818030				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction				6
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				3

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2021-07-22 12:22:37	Juan Carlos RESTREPO	**2215876029**	D'imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employé portant le numéro de matricule 100079909 , de la Division des Parcs et de l'Horticulture, de la Direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DA215876029				
Article 17.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2021-07-16 14:50:58	Alain DUFRESNE	**2215876023**	Approuver une convention se terminant le 31 décembre 2021, et accorder un contrat gré à gré d'un montant de 60 000,00 $ taxes incluses, à Sentier Urbain,pour la réalisation du projet Le Potager du Voyageur, au sein de l'arrondissment de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DA215876023				
Article 19.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2021-07-14 15:53:28	Alain DUFRESNE	**2215876025**	Approuver la convention, se terminant en décembre 2021,et accorder un contrat gré à gré d'un montant de 97 728,75 $, taxes incluses, à la compagnie Brodeur Frenette S.A pour services professionnels portant sur la réalisation de projets d'aménagements de parcs au sein l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DA215876025				
2021-07-06 13:03:53	Marc LABELLE	**2215876026**	Approuver la convention modifiée,se terminant en mai 2022, et accorder un contrat Gré à gré à JÉRÉMY HAMEL, pour un montant de 97 728,75 $ taxes incluses, pour services profesionnels en architecture de paysage, pour l'arrondissement de Ville-Marie	
Décision déléguée - DA215876026				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie				2
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2021-07-07 11:12:03	Alain DUFRESNE	**2215920012**	Imposer une suspension de trois(3) jours à à un employé portant le matricule 005448590, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DA215920012				
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2021-07-22 12:18:28	Juan Carlos RESTREPO	**2215920013**	Imposer une suspension d'un (1) jour à à un employé portant le matricule 100079909, de la Division parcs et horticulture, de la Direction des travaux publics	
Décision déléguée - DB215920013				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture				2
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2021-07-22 12:25:26	Juan Carlos RESTREPO	**2215876028**	Imposer une suspension d'un (1) jour à l'employé portant le numéro de matricule 100079909 , de la Division des Parcs et de l'Horticulture, de la Direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DA215876028				

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Juillet 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTREAL	1484118	16-JUIL.-2021	Facture 90215515 - location salle 10 juin 2021	3 457,24	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				3 457,24	
ASD PROMOTION / ADVERTISING	1481952	05-JUIL.-2021	Factures 266359 - 266360 et 266361 - vêtements sauveteurs	5 065,75	LEDUC, VALERIE
				5 065,75	
BAU-VAL CMM	1453126	29-JUIL.-2021	2021 - Disposition de rebuts de béton et d'asphalte TP-aqueduc. Entente 1358405. FIN / juin 2021.	46 614,45	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				46 614,45	
CBCI TELECOM CANADA INC.	1485848	29-JUIL.-2021	Soumission 29969-3 - Projecteur -MCJS	22 304,27	BOUCHARD, MARYSE
				22 304,27	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1483050	09-JUIL.-2021	Un (1) Gratte S. Houle Extensible 7-11-28 -portes mécanique V45-John Derre 5525 (Livraison- installation) Équipement de déneigement pour stationnements- Parc du Mont-Royal - clos du 1800 Remembrance - Soumission # 185048, du 8 juillet 2021	14 960,72	DUFRESNE, ALAIN
				14 960,72	
CENTRE DU JARDIN DEUX-MONTAGNES INC.	1483132	12-JUIL.-2021	Soumissions # 13375 et 13367 - Commande de diverses plantes pour Eco-quartier St-Jacques. Livraison au 1580 rue Wolfe, Montréal.	2 469,31	RESTREPO, JUAN CARLOS
				2 469,31	
CIRQUE HORS PISTE	1484627	20-JUIL.-2021	Convention de spectacle - Prestation au Square Cabot	6 400,00	BOUCHARD, MARYSE
				6 400,00	
CNW GROUP LTD.	1485466	27-JUIL.-2021	Facture INV00000000082041 - Licence revue de presse 2021	3 954,49	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				3 954,49	
COMPUGEN INC.	1485702	28-JUIL.-2021	Soumission 465726 - laptop sur entente 1469292 - Réserve - R499698	2 643,09	LEMYRE, PATRICK
				2 643,09	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1485178	31-JUIL.-2021	MXNL2VC/A APPLE Smart Keyboard Folio Français pour iPad Pro 12.9"+ MHR63VC/A (Gen5) iPad Pro 12.9 » 256Go Wi-Fi + CELL Gris Cosmique. Soumission 121076.	3 968,22	BELLEVILLE, ERIC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Juillet 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				3 968,22	
DAMIAN NISENSON	1485324	26-JUIL.-2021	Convention de spectacles - Kleyn Kabaret	3 412,09	TREMBLAY, GINA
				3 412,09	
DEMIX BETON	1482440	07-JUIL.-2021	Entente 1479642 - Bon de commande ouvert de béton pour 2021, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie.	15 452,06	DUFRESNE, ALAIN
				15 452,06	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1467918	20-JUIL.-2021	Location de camionnettes a 1350$ ch. par mois, cabine 4 places / place boîte 6' - F150 ou équivalent (cat. 211A, 211B), inclue équipement: gyrophare, flèche, grillage de protection, 2 sets de clé, assurance et km illimité,équipe parcs.	4 251,99	DUFRESNE, ALAIN
	1472737	26-JUIL.-2021	Location d'une camionnette "Transit", incluant les frais, pour les maçons équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. Location 1 mois à la fois, mais soumission valide pour 5 mois, au besoin.	6 299,25	RESTREPO, JUAN CARLOS
	1482667	08-JUIL.-2021	Location véhicule GMC Sierra 1500 jusqu'au 30 novembre 2021	11 338,65	FORTIER, ISABELLE
				21 889,89	
ENTRAC INC.	1485984	31-JUIL.-2021	Formation "mon corps comme outil de travail" et conception de 2 capsule vidéo, pour l'équipe parcs, arrondissement Ville-Marie.	3 662,75	ANGELY, MARION
				3 662,75	
ENTRETIENS J.R. VILLENEUVE INC.	1483275	12-JUIL.-2021	Soumission du 8 juillet 2021 - Location balai aspirateur septembre et octobre 2021 - rotation okay	23 097,25	DUFRESNE, ALAIN
				23 097,25	
FERRONNERIE BRONX	1486170	30-JUIL.-2021	Soumission du 29 juillet 2021. Achat de bois de coffrage pour saillies de trottoir à l'Est de Atateken, arrondissement Ville-Marie, portion VM. BC relié SUM: 1486182. Pour une commande totale de 10 021.35$ avant taxes.	2 108,15	BELLEVILLE, ERIC
				2 108,15	
FNX-INNOV INC.	1481980	05-JUIL.-2021	Offre de service F2101121 - Implantation galerie multi réseau	20 573,35	LABELLE, MARC
				20 573,35	
FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	1482411	07-JUIL.-2021	Soumission - Vendredis autochtones au Square Cabot	8 451,49	LEDUC, VALERIE
				8 451,49	
GESTION IMMOBILIERE 172 INC.	1481929	06-JUIL.-2021	Soumission 21-599 - Achat de peinture et application pochoir pour jerseys, arrondissement Ville-Marie.	376,38	OUELLET, MANON
		05-JUIL.-2021	Soumission 21-599 - Achat de peinture et application pochoir pour jerseys, arrondissement Ville-Marie.	2 335,97	OUELLET, MANON

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Juillet 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				2 712,35	
GROUPE ABS INC.	1425869	06-JUIL.-2021	Soumission ED-18-3613-29 - Entente 1338591 - Caractérisation environnementale phase II -Passage Victor-Hugo. Ajout avenant 1.	7 837,32	LABELLE, MARC
				7 837,32	
HYPERTEC SYSTEMES INC	1484422	19-JUIL.-2021	Soumission du 19 juillet 2021 - Moniteur sur entente 1469336	11 928,68	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				11 928,68	
IMPRIMERIE G.G. INC.	1483984	15-JUIL.-2021	Soumission 139070-1-2 - Impression programme "Maison de la culture / bibliothèques"	10 992,19	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				10 992,19	
INSTALLE-TECH	1484931	31-JUIL.-2021	Installation commerciale, pour la main-d¿oeuvre nécessaire à l¿ensemble des travaux de réaménagement de 40 postes de travail existants, (démantèlement et réinstallation) pour les bureaux de l¿Arrondissement Ville-Marie.	21 234,77	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				21 234,77	
INSTA-MIX	1475223	29-JUIL.-2021	Réparation paveuse, pièces et main d'¿uvre - Bon travail 2709	3 118,60	BELLEVILLE, ERIC
				3 118,60	
ITI INC.	1483966	15-JUIL.-2021	Soumission 236296 - Tablettes Surface Pro sur entente 1469364 - DAUM	3 189,67	SIROIS, CELINE
		19-JUIL.-2021	Soumission 236296 - Tablettes Surface Pro sur entente 1469364 - DAUM	615,01	SIROIS, CELINE
				3 804,68	
JEAN BRILLANT	1485176	23-JUIL.-2021	Facture 414 - Arbre en art - Parc Colette-Devlin	2 367,47	PIERRE, JOSE
				2 367,47	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1482180	06-JUIL.-2021	Réparation de plusieurs pompes. Soumissions 129501, 129502, 132369, 132842.	2 024,00	FORTIER, ISABELLE
				2 024,00	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1479304	07-JUIL.-2021	Soumission d9745 - Panneaux rues piétonnes	57,74	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
		08-JUIL.-2021	Soumission d9745 - Panneaux rues piétonnes	2 614,19	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
	1485417	26-JUIL.-2021	Soumission d10852 - La nuit le bruit nuit 2021	2 472,46	LAPIERRE-GRANO, MELISSA

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Juillet 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				5 144,39	
LA PRESSE LTEE	1484122	16-JUIL.-2021	Soumission 15366 - Campagne Herbe à poux 2021	10 711,54	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				10 711,54	
LES FOURGONS RIVE-SUD INC.	1483040	09-JUIL.-2021	Projet: installation de support d'échelle sur toit (Commande pour camion des élagueurs)- clos 2915 Ste-Catherine Est - soumission # 5816, du 16 avril 21.	2 110,25	ALI, SAMBA OUMAR
				2 110,25	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1482392	07-JUIL.-2021	VMA - PROJET BÉTON - PIQUETS D'ARPENTEUR.	2 671,93	SAUVE, BENOIT
				2 671,93	
LES PLANTATIONS LETOURNEAU (PEPINIERE)	1459699	20-JUIL.-2021	Soumission 3078 - Commande d'arbres	9 129,71	RESTREPO, JUAN CARLOS
				9 129,71	
LES POMPES MEGA INC.	1484635	20-JUIL.-2021	Service de location de pompe à béton pour saillies de trottoir en régie à l'Est et à l'Ouest de Atateken, arrondissement Ville-Marie, portion VM. BC relié du SUM:1484637.	2 204,73	SAUVE, BENOIT
				2 204,73	
LES SERVICES EXP INC.	1483884	15-JUIL.-2021	Proposition MTS-00259665-B1 - Contrôle qualitatif des matériaux pour les travaux dans la rue Coupal, arrondissement Ville-Marie, portion VM. BC relié de la DRE: 1483886, pour un contrat maximum de 45 896.96$ avant taxes.	10 118,84	RESTREPO, JUAN CARLOS
				10 118,84	
LES TRANSPORTS LACOMBE INC	1485162	23-JUIL.-2021	Déménagement du 888 de Maisonneuve au 4180 Côte-des-Neiges le 20 juillet 2021	3 107,63	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				3 107,63	
LOUVE	1485461	27-JUIL.-2021	Convention de spectacles - Cirque nature	4 409,47	TREMBLAY, GINA
				4 409,47	
MAITRE DES CLES	1451113	21-JUIL.-2021	2021 - BC ouvert - Fabrication de clés et fournitures - TP - Voirie (Martin Lazure)	3 149,62	RESTREPO, JUAN CARLOS
				3 149,62	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Juillet 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
MARC-ALEXANDRE BRULE	1485348	26-JUIL.-2021	Convention de spectacles - Les Illusionnistes La tournée secrète des faubourgs.	9 070,92	TREMBLAY, GINA
				9 070,92	
MOBIDIC	1485411	26-JUIL.-2021	Soumission 0000408 - Divers projets cslds	2 388,47	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				2 388,47	
MU	1483116	12-JUIL.-2021	Contrat pour la conception artistique, la production et la réalisation de marquage au sol sur la rue Ste-Catherine Ouest, arrondissement Ville-Marie.	10 750,00	DUFRESNE, ALAIN
				10 750,00	
NIMONIK INC.	1483261	12-JUIL.-2021	Soumission QU-0135 - Plateforme Nimonik	1 259,85	RESTREPO, JUAN CARLOS
		19-JUIL.-2021	Soumission QU-0135 - Plateforme Nimonik	4 198,45	RESTREPO, JUAN CARLOS
				5 458,30	
NOMADIC DISPLAY MONTREAL	1484136	16-JUIL.-2021	Soumission 113583 - Tente portative	9 291,39	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				9 291,39	
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1484658	20-JUIL.-2021	Soumission 20210703-1 - sonorisation Square Cabot	4 981,79	BEAULIEU, JOHANNE
	1485056	22-JUIL.-2021	Soumission 20210706-1 - sonorisation Parc Médéric-Martin	5 223,27	TREMBLAY, GINA
				10 205,06	
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1456308	20-JUIL.-2021	Bon de commande ouvert pour Quincaillerie Notre-Dame, achat en urgence pour contremaître	16 273,06	RESTREPO, JUAN CARLOS
				16 273,06	
RECY-BETON INC	1484445	19-JUIL.-2021	2021 - BC ouvert pour la disposition de rebuts de béton/asphalte. Entente 1476577, se termine le 19 juin 2023.	31 391,26	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				31 391,26	
REGULVAR INC	1485364	27-JUIL.-2021	PARCS - Bon de commande ouvert 2021. Services professionnels à la fontaine de la Place Vauquelin, arrondissement Ville-Marie.	10 498,75	RESTREPO, JUAN CARLOS
				10 498,75	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Juillet 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
ROTOPLAST	1485322	26-JUIL.-2021	Cylindres et couvercles de poubelles Ville-Marie	34 710,96	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				34 710,96	
SANIVAC	1481853	05-JUIL.-2021	2021 - Pompage et nettoyage du séparateur d'huile du garage mécanique (nettoyer le bassin de rétention et les caniveaux du MRA). Prix forfaitaire de 2 950$ par visite.	9 291,39	DUFRESNE, ALAIN
				9 291,39	
SERVICE DE GESTION DOCUMENTAIRE FRANCE LONGPRE INC.	1485900	29-JUIL.-2021	2021-Service en gestion documentaire (d'élagage / archivage) du local au 20e étage du 800 Maisonneuve Est. Soumission #210045-07-01 de 17324,45$ (sans taxes) Rotation fournisseur ok.	17 324,45	DUFORT, ALAIN
				17 324,45	
SERVICES INFRASPEC INC.	1483201	12-JUIL.-2021	Offre de service: P097-S21TH-M0001 - Voirie aqueduc -Essais d'étanchéité - Analyse bactériologique BNQ présence-absence, chlore, chloration 50 ppm / heure et mobilisation d'une équipe.	2 737,02	SAUVE, BENOIT
				2 737,02	
SIGNALISATION 10-10	1482372	07-JUIL.-2021	Soumission V-01367 - Signalisation Camillien-Houde Rotation okay	51 298,80	LABELLE, MARC
				51 298,80	
SIGNEL SERVICES INC	1484813	21-JUIL.-2021	Facture 109099 - Location du 01-06-2021 au 30-06-2021 de 108 panneaux à messages variables, format 48 x 80, pour les unités 98, 101 et 108.	4 632,97	RESTREPO, JUAN CARLOS
		23-JUIL.-2021	Facture 109099 - Location du 01-06-2021 au 30-06-2021 de 108 panneaux à messages variables, format 48 x 80, pour les unités 98, 101 et 108.	398,43	RESTREPO, JUAN CARLOS
				5 031,40	
SM CONSTRUCTION INC.	1473249	22-JUIL.-2021	Déconstruire un réservoir souterrain de la maison de la culture Janine-Sutto.	9 890,20	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				9 890,20	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1484094	16-JUIL.-2021	Facture 9785420623 - Frais de poste SRRR	6 307,96	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				6 307,96	
SOCIETE EN COMMANDITE POGGI III	1485892	29-JUIL.-2021	Convention signée- Location terrain piétonnisation 2021	33 522,51	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				33 522,51	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Juillet 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1485526	27-JUIL.-2021	Architecture Ingénierie Construction Collection IC SU Abonnement 110003565491, Annuel (10 mois). Devis 00345333	3 403,35	BELLEVILLE, ERIC
				3 403,35	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1482341	07-JUIL.-2021	Soumission 2021-06-11 - Enlèvement graffitis à divers endroits de l'arrondissement Ville-Marie	4 404,23	OUELLET, MANON
	1482347	07-JUIL.-2021	Soumission 2021-06-12 - Enlèvement graffitis à divers endroits de l'arrondissement Ville-Marie	4 136,51	OUELLET, MANON
				8 540,74	
SOUCY AQUATIK INC.	1484314	19-JUIL.-2021	Commande de (23) raccords sur luminaire rétract - Service déjà rendu, facture # M102916 moins le crédit pour 4 raccords # M102954.	4 634,23	ALI, SAMBA OUMAR
				4 634,23	
STUDIO LE SEISME S.E.N.C.	1484241	19-JUIL.-2021	Soumission du 12 juillet - Conception programme automne MCJS	3 569,57	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				3 569,57	
TENON MORTAISE, COMPAGNIE DE THEATRE-DANSE	1482175	06-JUIL.-2021	Convention de services - Projet "Marionnettes en Mascarades"	17 000,00	BOUCHARD, MARYSE
				17 000,00	
WSP CANADA INC.	1482086	06-JUIL.-2021	Services professionnels en gestion de projet pour remplacement temporaire de Josiane El-Asmar, du 1er au 7 juillet 2021.	2 094,50	PIERRE, JOSE
				2 094,50	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
9111-3886 QUEBEC INC.	000204	Facture 000204 - clés scène Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	28-Juil.-21	81,26
		Facture 000204 - clés scène Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir		81,26
AGENCE D'ARTISTES ET DE CONCERTS DANIELLE LEFEBVRE INC.	210713	Prestation au Parc Médéric-Martin du spectacle Christine Tassan et les imposteures le 13 juillet 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	12-Juil.-21	2 099,75
ANIK APRIL	102021	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Juil.-21	325,00
	122021	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Juil.-21	325,00
	92021	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Juil.-21	325,00
ANN-SOPHIE CAOUETTE	202146	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	472,44
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	17835	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	20-Juil.-21	224,41
ASTUS INC.	00074034	Frais mensuels de service et decommunic(01 au 30 juin 2021)-Daum-Permis	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	14-Juil.-21	144,88
BERCEURS DU TEMPS	20210713	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	28-Juil.-21	367,46
CADRES VERBEC INC	913696	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	02-Juil.-21	82,31
CARRIER-CORBEIL, MARIE	vas20151023	Reglement grief V-AS-2015-1023	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	28-Juin -21	2 000,00
CENTAURECOM INC.	3271	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Juil.-21	879,27
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTREAL	sdip0001881	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	29-Juil.-21	165,88

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CHARLES-OLIVIER BOURQUE	f20210507	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juin -21	459,32
	f20210621	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juin -21	262,47
CLAUDIA CHAN TAK	20210610	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	20-Juil.-21	200,00
COMPAGNIE DE CREATION LE GROS ORTEIL	210810	Prestation au Square Cabot du spectacle Bouge le 10 août 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	12-Juil.-21	1 259,85
COMPAGNIE DE PRODUCTION LES FOUTOUKOURS	210729	Spectacle la ballade du poisson le 29 juillet au parc Olivier-Robert et au parc Walter-Stewart	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	27-Juil.-21	1 259,85
	210819	Spectacle la ballade du poisson dans les ruelles vertes de Ville-Marie le 19 août 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	27-Juil.-21	1 259,85
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	fac120997	Destruction de documents(2 bacs)-Greffe	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	16-Juil.-21	16,88
	fac127485	Destruction de documents(2 bacs)-DAUM-Permis	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	16-Juil.-21	8,44
COOPERATIVE DE SERVICES ARTISTIQUES LES FAUX-MONNAYEURS	210810	Cachet pour la prestation de Ayrad au parc Médéric-Martint le 10 août 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	20-Juil.-21	2 624,69
	210811	Cachet pour la prestation de Ayrad au Square Cabot le 11 août 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	20-Juil.-21	2 624,69
COPIBEC	48877	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Juil.-21	288,93
COPIE EXPRESS	sbm09342	Frais de copie-(ME-22170)Premis-Insp-Sandra Nenes	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	02-Juil.-21	351,71
	sbm09496	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	104,99
	sbm09497	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	286,62
	sbm09500	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	132,28

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
COPIE EXPRESS	sbm09501	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	139,11
	sbm09502	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	162,73
	sbm09503	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	133,07
	sbm09710	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	402,10
	sbm09713	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	230,97
	sbm09714	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	348,03
	sbm09715	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	616,80
	sbm09717	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	26-Juil.-21	94,49
	smb09499	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	125,98
CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC.	34931	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	29-Juin -21	545,93
CREATIVE TURN KEY S.E.N.C.	210720	Spectacle de Sarahmée le 20 juillet 2021 au parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	27-Juil.-21	2 624,69
DAN PEON	210728	Prestation au Square Cabot du spectacle Dan Livingston and the Griffintown jug addicts le 28 juillet 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	12-Juil.-21	2 000,00
DESERRES	3115477	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Juil.-21	326,79
	3119714	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Juil.-21	473,15
	3121517	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Juil.-21	629,51
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	p109611	Frais pour formation"PER-038-l'Essentiel de l'intelligence émotionnelle au travail-(22-23 sept 2021)-Sylvie Goulet	Travaux publics	Conseil et soutien aux instances politiques	09-Juil.-21	521,79

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
ETUDE PIETRO MACERA INC.	45588	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	30-Juin -21	178,95
	45595	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	30-Juin -21	63,36
FREDERIQUE BRUNET-DORE	2108	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Juil.-21	818,90
G. COURCHESNE INC	as028541	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	13-Juil.-21	726,05
GELINAS, FELIX	rembempl2104	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	05-Juil.-21	110,43
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	m2000032247	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	05-Juil.-21	138,25
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	2060	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30-Juin -21	200,00
GUERRIER, TOMAS	rembempl2106	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	13-Juil.-21	78,22
GUYON, CHRISTIAN	rembempl2106	Rembours.aux employés des frais encourus/ Kilométrage du 3, 7, 9, 14, 22 et 23 juin 2021.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	09-Juil.-21	120,48
	rembempl2106	Rembours.aux employés des frais encourus / Kilométrage du 26, 28 et 29 juin 2021.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	09-Juil.-21	46,06
HUU BAC QUACH	fr202110295	Représentation du 6 octobre 2021 du spectacle Retour à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Juil.-21	2 099,75
IMPRESSION MULTI-SOURCES	56078	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	204,73
IMPRIMERIE G.G. INC.	78024	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	132,28

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
IMPRIMERIE G.G. INC.	78025	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	62,99
	78026	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	248,82
	78062	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	218,37
	78075	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	616,28
JEAN-FRANCOIS CHASSAY	sc21062201	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	20-Juil.-21	200,00
JULIE PARENT	vm01	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	06-Juil.-21	314,96
L-A BE INC.	210824	Cachet pour la prestation de Sara Dufour le 24 août 2021 au parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	20-Juil.-21	2 624,69
LABELLE, MARC	dfonct210630	Dépenses de fonction	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	20-Juil.-21	29,68
	dfonct210731	Dépenses de fonction	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	20-Juil.-21	52,94
LA MARCHE DU CRABE	202108	Participation à l'enregistrement de Radio-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	29-Juin -21	367,46
	210719	Spectacle Amarelinha le 19 juillet 2021 aux Habitations Jeanne-Mance	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	29-Juin -21	1 436,23
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	275908	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Juil.-21	517,28
	278123	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	182,89
	278839	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	484,48
	279861	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	695,54

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	279955	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Juil.-21	391,08
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	161918	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	12-Juil.-21	168,35
LEBLANC, VIRGINIE	rembempl2107	Rembours.aux employés des frais encourus	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	78,32
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1112922	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	30-Juin -21	38,14
	1113167	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	21-Juil.-21	66,23
	1113514	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	29-Juil.-21	17,82
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	1310271	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Juil.-21	508,40
LES NEURONES ATOMIQUES INC.	f8547	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30-Juin -21	272,96
LES PRODUCTIONS MARTINEZ	210714	Représentation du 14 juillet au Square Cabot du spectacle Cuban Martinez Show	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	06-Juil.-21	2 099,75
LES PRODUCTIONS PASA MUSIK INC.	210707	Représentation du 7 juillet au Square Cabot du spectacle Shauit	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	06-Juil.-21	2 099,75
	210727	Représentation du 27 juillet au parc Médéric-Martin du spectacle de Mehdi Cayenne	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	06-Juil.-21	1 837,28
	210804	Représentation du 4 août au Square Cabot du spectacle Sonido Pesao	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	06-Juil.-21	2 624,69
LOCATION DICKIE MOORE.	6923132020	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	29-Juil.-21	146,98
MARGUERITE A BICYCLETTE	210727	Représentation du 27 juillet au Square Cabot du spectacle Cirqu'Avélo	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	06-Juil.-21	4 199,50

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MARIE-THERESE DUVAL	avm12	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juin -21	225,00
MICHAUD, MELISSA	rembempl2102	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	05-Juil.-21	100,03
MOBIDIC	0000840	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	21-Juil.-21	89,24
	0000842	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	21-Juil.-21	367,46
	0000849	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	21-Juil.-21	524,94
	0000851	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	104,99
	0000855	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	78,74
MODU-LOC FENCE RENTALS LP	433708	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	30-Juil.-21	52,49
	440581	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	29-Juil.-21	52,49
MULTI ROUTES INC.	040831	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Épandage d'abrasifs	19-Juil.-21	398,95
PGVMEDIA	16681	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juin -21	323,36
PIERRE LABBE	20210629	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	28-Juil.-21	367,46
REGROUPEMENT DES CENTRES D'ARTISTES AUTOGERES DU QUEBEC INC.	3761	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Juil.-21	250,00
ROBERTO LOPEZ	162	Participation à l'enregistrement de Radio-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	29-Juin -21	367,46

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
ROBERTO LOPEZ	fr202009502	Représentation du spectacle Kaleido stropico le 21 septembre 2021 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	28-Juin -21	2 624,69
SANIVAC	0000591538	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	29-Juin -21	472,44
	0000625794	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Juil.-21	94,49
SCIAGE DE BETON 2000 INC.	2180023	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	19-Juil.-21	659,32
SIX CREATIVELAB	f1945c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Juil.-21	348,56
	f1951c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	149,08
	f1960c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	111,81
	f1961c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juil.-21	111,81
	f1962c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juil.-21	111,81
	f1966c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	298,16
	f1970c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	323,36
	f1971c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	74,54
	f1973c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Juil.-21	186,35
	f1975c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Juil.-21	344,36
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9782815351	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	30-Juin -21	55,51
	9783671996	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	30-Juin -21	111,95
	9784503048	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	30-Juin -21	6,59
	9785326437	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	12-Juil.-21	19,78

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9786229665	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	13-Juil.-21	72,92
	9787013324	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Autres - Transport	29-Juil.-21	59,62
SOCIETE DE CONSULTATION ET DE GESTION IDEE PLUS INC.	210803	Cachet pour la prestation de Chandail de loup au parc Médéric-Martin le 3 août 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	20-Juil.-21	1 574,81
SOCIETE D'HISTOIRE NATURELLE DE LA VALLEE DU SAINT-LAURENT	2045	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Juil.-21	185,00
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	f202107061	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Protection de l'environnement	09-Juil.-21	275,00
SODEVEC INC.	40851	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	07-Juil.-21	787,41
SOLUTIONS NOTARIUS INC	303917	Abonn-CertifiO- OIQ-avril 2021-Isabelle Bordeleau	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	09-Juil.-21	16,19
SONIA OLIVIA BUSTOS SEGURA	2021004	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	20-Juil.-21	200,00
SOUDURE PLASTIQUE G L S.E.N.C.	574	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	06-Juil.-21	341,21
SPECTRE DE RUE INC .	976	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	667,50
	982	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	242,50
	995	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Juil.-21	102,50
STEPHANE TARDIF	mtlfront00105	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Juil.-21	500,00
STILL GOOD INC.	1724	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Juil.-21	151,18

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Juillet 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
TABASKO COMMUNICATIONS INC.	34671	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juil.-21	131,23
TASCHEREAU BLOUIN, JULIEN	rembempl2107	Rembours.aux employés des frais encourus	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	26-Juil.-21	80,00
TAXELCO INC.	0023300120	Coupon : 2118215, 2118223 et 2118238. Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	29-Juin -21	39,25
	fac000103040	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Juin -21	14,83
TECHNOSCIENCE REGION METROPOLITAINE	inv0212	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Juil.-21	157,48
TELTECH SIGNALISATION INC.	2440	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	15-Juil.-21	768,85
THEATRE LE CLOU.	fr202110356	Représentation du 22 octobre 2021 du spectacle Je suis William à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Juil.-21	1 832,03
						73 215,68

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
Août 2021				1278
Arrondissement Ville-Marie				69
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme				15
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				15
2021-08-30 09:24:31	Ramy MIKATI	**2211044035**	Approuver la délivrance du permis lié à la demande #3002836154 visant à autoriser la construction d'une terrasse à la cour arrière du bâtiment situés au 3015, chemin Barat, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans produits par l'Abri et datés du 10 août 2021.	
Décision déléguée - DB211044035				
2021-08-30 09:16:32	Ramy MIKATI	**2218669025**	Approuver la délivrance du permis de travaux 3002741894 relativement à la modification d'une ouverture par l'ajout d'une persienne dans l'une des trois baies de cette même ouverture du bâtiment situé au 1547 avenue des Pins Ouest, dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB218669025				
2021-08-27 10:07:41	Ramy MIKATI	**2211044030**	Approuver la délivrance du certificat lié à la demande #3002901854 visant à autoriser la transformation de l'aménagement paysager de la cour intérieure du bâtiment situé au 2333, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans produits par Stuart Webster Design et datés du 3 juin et du 29 juillet 2021.	
Décision déléguée - DB211044030				
2021-08-27 10:06:33	Ramy MIKATI	**2211044032**	Approuver la délivrance du permis lié à la demande #3002822016 visant à autoriser la modification du vestibule du bâtiment situé au 1701, rue Parthenais, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans produits par Ruccolo et Faubert architectes et datés du 8 mars 2021.	
Décision déléguée - DB211044032				
2021-08-27 10:06:14	Ramy MIKATI	**2211044031**	Approuver la délivrance du permis lié à la demande #3002858634 visant à autoriser la modification d'ouvertures et l'installation de grilles de ventilation au bâtiment situé au 1547, avenue des Pins Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans produits par Jodoin Lamarre Pratte et datés du 6 mai 2021.	
Décision déléguée - DB211044031				
2021-08-27 10:05:55	Ramy MIKATI	**2211044033**	Approuver la délivrance du permis lié à la demande #3002584054 visant à autoriser l'achèvement de la construction du bâtiment situé au 1353, rue Ontario Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans produits par Robert Constantin architecte et datés du 22 mai 2018.	
Décision déléguée - DB211044033				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2021-08-25 16:28:17	Ramy MIKATI	**2218743021**	Approuver la délivrance du permis 3001694898 relativement à l'ajout d'un écran acoustique surmonté d'une marquise du côté est du lave-auto pour le bâtiment situé au 2010, avenue Papineau, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 24 août 2021
Décision déléguée - DB218743021			
2021-08-24 15:57:18	Ramy MIKATI	**2217176046**	Approuver la délivrance du permis lié à la demande #3002689114 visant à autoriser des modifications aux dessins autiorisés par le permis 3001282273-21, pour le bâtiment à construire au 2142, avenue Papineau, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus les 8 mars et 23 juin 2021
Décision déléguée - DB217176046			
2021-08-23 09:20:57	Ramy MIKATI	**2217524009**	Approuver la délivrance du permis 3002810214 relativement à la construction d'une cour anglaise sur un immeuble situé au 2599, rue Frontenac, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB217524009			
2021-08-19 14:58:42	Ramy MIKATI	**2218743019**	Approuver la délivrance du permis 3002875754 relativement à la réfection et restauration de la maçonnerie, des 2 portes principales en bois du bâtiment et l'installation d'éclairage architectural du bâtiment situé au 1808 rue Papineau, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 19 août 2021
Décision déléguée - DB218743019			
2021-08-19 14:58:20	Ramy MIKATI	**2218669024**	Approuver la délivrance du permis de travaux 3002592034 relativement à l'installation d'une porte d'accès à l'entrée cochère du bâtiment situé au 1673 rue Logan, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB218669024			
2021-08-13 16:24:55	Ramy MIKATI	**2218669022**	Approuver la délivrance du certificat d'autorisation d'abattage 3002768875 relativement à la coupe d'un érable de Norvège de 150mm sur le site du Square-Phillips situé au 99999 rue du Square-Phillips, dans l'aire de protection de la Maison William-Dow, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB218669022			
2021-08-13 16:03:57	Ramy MIKATI	**2218669023**	Approuver la délivrance du permis de travaux 3002532555 relativement à la rénovation de la façade commerciale sur les deux premiers niveaux du bâtiment situé au 1425 rue de la Montagne, dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB218669023			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2021-08-04 09:24:17	Stéphanie TURCOTTE	**2218743017**	Approuver la délivrance du permis 3002740135 relativement à la réfection de la façade du bâtiment situé au 2123-2125-2127 rue Wurtele, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 3 août 2021	
Décision déléguée - DB218743017				
2021-08-04 09:23:50	Stéphanie TURCOTTE	**2218743016**	Approuver la délivrance du permis 3002601514 relativement au remplacement des marches d'un escalier extérieur et du permis 3002836834 relativement à l'aménagement paysager pour le bâtiment situé au 3442 rue Stanley, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), Aire de protection de la Maison James-Reid-Wilson, de l'édifice du Mount-Royal Club et du site patrimonial du Complexe-de-la-Maison-Alcan (Classé), selon les plans reçus le 1er juillet 2021	
Décision déléguée - DB218743016				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections				4
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B				1
2021-08-16 14:34:36	Ramy MIKATI	**2218448002**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 45 000,00 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 423 930 - 2084 à 2092, rue Harmony – demande de permis 3002821675).	
Décision déléguée - DB218448002				
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2				3
2021-08-05 09:21:31	Stéphanie TURCOTTE	**2205082009**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Philippe Giguère, arpenteur-géomètre, le 17 janvier 2020, minute: 1680, pour le remplacement des lots 2 161 725 et 2 161 727 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 357 595.	
Décision déléguée - D2205082009				
2021-08-05 09:17:42	Stéphanie TURCOTTE	**2205082035**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, le 10 décembre 2020, minute: 2063, pour le remplacement du lot 1 565 536 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-42449.	
Décision déléguée - D2205082035				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2021-08-05 09:17:19	Stéphanie TURCOTTE	**2215082012**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, le 2 février 2021, minute: 28836, pour le remplacement du lot 1 424 462 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-42550.	
Décision déléguée - D2215082012				
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques				1
Article 19.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2021-08-10 17:04:05	Marc LABELLE	**2218270003**	Accorder un contrat à Dorothée Bezancon (consultante) pour la "Définition et coordination de réalisation de l'axe culturel Ontario pour la division de la culture" dans l'Arrondisssement de Ville-Marie et autoriser à cet effet une dépense maximale de 49 000$."	
Décision déléguée - DA218270003				
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du				1
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2021-08-20 09:44:08	Marc LABELLE	**2216376001**	Autoriser la modification de la structure de postes de la division des sports, des loisirs et du développement social au sein de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie et ce, dès la signature du présent dossier.	
Décision déléguée - DA216376001				
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des				35
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2021-08-20 09:45:17	Marc LABELLE	**2219212067**	REEMBAUCHE - HAMELIN GROLEAU,ADELINE Matricule: 100225936 A/C du: 2021-08-21 Titre d'emploi: RESPONSABLE SOUTIEN AUX ÉLUS I No poste: 79194	
Décision déléguée - DA219212067				
2021-08-10 17:03:07	Marc LABELLE	**2219212060**	PROMOTION - LEDUC,VALERIE Matricule: 721258000 A/C du: 2021-07-31 Titre d'emploi: C/S SPORTS, LOISIRS, DÉV. SOCIAL ARR. No poste: 72720	
Décision déléguée - DA219212060				
Article 08.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				7
2021-08-31 10:17:57	Alain DUFRESNE	**2215204046**	DEPLACEMENT - MIRANDA ZAO,PEDRO Matricule: 100107723 A/C du: 2021-09-11 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000	
Décision déléguée - DA215204046				
2021-08-30 14:14:21	Alain DUFRESNE	**2215204044**	DEPLACEMENT - PIZZI,ANTONIO Matricule: 100040605 A/C du: 2021-08-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000	
Décision déléguée - DA215204044				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2021-08-30 09:17:54	Alain DUFRESNE	**2215204045**	DEPLACEMENT - EMOND,STEVE Matricule: 100106998 A/C du: 2021-08-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204045			
2021-08-25 09:50:14	Alain DUFRESNE	**2215204042**	DEPLACEMENT - JOCELYN,JEFFREY Matricule: 100085149 A/C du: 2021-08-28 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204042			
2021-08-24 10:11:54	Alain DUFRESNE	**2215204040**	DEPLACEMENT - COURCHESNE,ERIC Matricule: 165385999 A/C du: 2021-09-11 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES A No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204040			
2021-08-24 10:10:20	Alain DUFRESNE	**2215204041**	DEPLACEMENT - DE YOUNG,EDMOND Matricule: 207474999 A/C du: 2021-09-04 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES A No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204041			
2021-08-19 13:03:51	Alain DUFRESNE	**2215204037**	EMBAUCHE - FENELON,SAINDROY Matricule: 100264514 A/C du: 2021-08-21 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000
Décision déléguée - DA215204037			

Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B 17

2021-08-31 13:46:02	Maryse BOUCHARD	**2219212078**	PROMOTION - DELGADO DAVILA,CATALINA Matricule: 100171742 A/C du: 2021-09-11 Titre d'emploi: SECRETAIRE DE DIRECTION No poste: 16324
Décision déléguée - DB219212078			
2021-08-30 09:22:26	Alain DUFRESNE	**2219212076**	DEPLACEMENT - PICHE QUIRION,AUDREY Matricule: 100297273 A/C du: 2021-08-21 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 37735
Décision déléguée - DB219212076			
2021-08-27 12:28:47	Jean-Luc L'ARCHEVÊC	**2219212077**	PROMOTION - MAFFINI,VIVIANE Matricule: 785330000 A/C du: 2021-10-02 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE) EN RESSOURCES HUMAINES No poste: 86048
Décision déléguée - DB219212077			
2021-08-27 10:30:21	Ramy MIKATI	**2219212075**	DEPLACEMENT - DUMONTET,VIVIANE Matricule: 100195037 A/C du: 2021-08-28 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 80354
Décision déléguée - DB219212075			
2021-08-25 14:10:16	Alain DUFRESNE	**2219212074**	DEPLACEMENT - ALEPINS-TREMBLAY,SANDRINE Matricule: 100235302 A/C du: 2021-08-21 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 75428
Décision déléguée - DB219212074			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2021-08-24 18:19:01	Maryse BOUCHARD	**2219212062**	REEMBAUCHE - DUGUAY,KATHRYNE Matricule: 100075564 A/C du: 2021-08-28 Titre d'emploi: BIBLIOTHECAIRE - OCCASIONNEL No poste: 65105
Décision déléguée - DB219212062			
2021-08-24 18:18:39	Maryse BOUCHARD	**2219212068**	DEPLACEMENT - BEAUMONT,STEPHANE Matricule: 100233180 A/C du: 2021-06-13 Titre d'emploi: AIDE-BIBLIOTHECAIRE No poste: 65100
Décision déléguée - DB219212068			
2021-08-24 18:18:14	Maryse BOUCHARD	**2219212069**	DEPLACEMENT - RICHER BEAUCHEMIN,JULIA Matricule: 100276313 A/C du: 2021-06-27 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727
Décision déléguée - DB219212069			
2021-08-24 18:17:54	Maryse BOUCHARD	**2219212070**	DEPLACEMENT - BAYANOV,NIYAZ Matricule: 100277597 A/C du: 2021-06-27 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727
Décision déléguée - DB219212070			
2021-08-23 09:38:18	Jean-Luc L'ARCHEVÊC	**2219212065**	MUTATION - CORIOLAN,CIDGIE Matricule: 100042537 A/C du: 2021-09-04 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 37537
Décision déléguée - DB219212065			
2021-08-20 09:54:28	Ramy MIKATI	**2219212066**	REEMBAUCHE - LAPOINTE,JORDAN Matricule: 100215448 A/C du: 2021-08-21 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN ARCHITECTURE No poste: 85978
Décision déléguée - DB219212066			
2021-08-19 16:03:47	Marc LABELLE	**2219212064**	PROMOTION - LEMONNIE NAREZO,CHRISTELLE Matricule: 100155640 A/C du: 2021-09-11 Titre d'emploi: SECRETAIRE DE DIRECTION - DIRECTEUR DE PREMIER NIVEAU No poste: 78689
Décision déléguée - DB219212064			
2021-08-18 10:21:45	Jean-Luc L'ARCHEVÊC	**2219212059**	EMBAUCHE - BOUAKIL,SONIA Matricule: 100310410 A/C du: 2021-09-11 Titre d'emploi: PARRAINAGE PROFESSIONNEL NIVEAU COLLEGIAL No poste: 00000
Décision déléguée - DB219212059			
2021-08-18 10:20:28	Jean-Luc L'ARCHEVÊC	**2219212063**	PROMOTION - PINNA,SANDY Matricule: 768821000 A/C du: 2021-08-14 Titre d'emploi: SECRETAIRE- RECHERCHISTE No poste: 85977
Décision déléguée - DB219212063			
2021-08-10 13:16:38	Ramy MIKATI	**2219212058**	PROMOTION - CHAMPAGNE,GABRIELA Matricule: 100028286 A/C du: 2021-07-31 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 80736
Décision déléguée - DB219212058			
2021-08-10 10:51:27	Alain DUFRESNE	**2217729072**	DEPLACEMENT - BEAUDOIN,MARC Matricule: 018865140 A/C du: 2021-08-28 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
Décision déléguée - DB217729072			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2021-08-04 11:50:31	Juan Carlos RESTREPO	**2214693022**	EMBAUCHE - JOSEPH,ERNSLIN Matricule: 100302777 A/C du: 2021-08-03 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000	
Décision déléguée - DB214693022				
Article 10.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				3
2021-08-30 14:21:06	Alain DUFRESNE	**2215204043**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - DESCHAMPS,ALEXANDRE Matricule: 005455180 A/C du: 2021-09-04 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(-EUSE) OPERATEUR(-TRICE) D APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000	
Décision déléguée - DA215204043				
2021-08-24 10:20:44	Alain DUFRESNE	**2215204038**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - MARCOTTY,JEFFREY Matricule: 100079561 A/C du: 2021-08-21 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000	
Décision déléguée - DA215204038				
Article 11.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2021-08-24 11:47:07	Marc LABELLE	**2215204039**	CESSATION - ZAAFAR,YOUNESS Matricule: 100224384 A/C du: 2021-08-23 Titre d'emploi: PREPOSÉ AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN No poste: 00000	
Décision déléguée - DA215204039				
2021-08-18 09:54:12	Alain DUFRESNE	**2215204036**	CESSATION - AHAMED,AFSHANA Matricule: 100303639 A/C du: 2021-08-14 Titre d'emploi: ÉTUDIANT - COLS BLEUS No poste: 00000	
Décision déléguée - DA215204036				
Article 11.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				2
2021-08-23 15:08:44	Jean-Luc L'ARCHEVÊC	**2219212072**	CESSATION - GUINDON-LAROSE,SANDRINE Matricule: 100300384 A/C du: 2021-08-28 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	
2021-08-11 13:40:14	Maryse BOUCHARD	**2219212061**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - STOIAN,NATALIA Matricule: 100212959 A/C du: 2021-05-29 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 82224	
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2021-08-12 16:20:42	Marc LABELLE	**2212818032**	Autoriser la création d'un poste temporaire de conseiller en planification (emploi 302240) à la Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiiers de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie pour une durée de douze (12) mois et ce, à compter de la signature du présent dossier.	
Décision déléguée - DA212818032				
2021-08-02 15:28:36	Marc LABELLE	**2212818031**	Autoriser la création d'un poste permanent de cols blancs de technicien en ressources humaines (emploi 720550), à la division des ressources humaines de la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie et en contrepartie, d'abolir le poste permanent cols blancs d'agent de bureau (poste 26728, emploi 792820) à la retraite de la titulaire du poste et ce, à compter de la signature du présent dossier.	
Décision déléguée - DA212818031				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien				1

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2021-08-10 09:58:58	Alain DUFRESNE	**2215876032**	Imposer une suspension d'un jour (1) à l'employé portant le numéro de matricule 595972 , de la Division de l'inspection et de l'entretien, de la Direction des travaux publics	
Décision déléguée - DA215876032				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture				12
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				5
2021-08-19 13:02:22	Alain DUFRESNE	**2219311002**	Imposer une suspension de huit (8) jours au dossier d'une employée) portant le matricule 100025116 de la division des parcs et de l'horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311002				
2021-08-19 13:00:35	Alain DUFRESNE	**2219311003**	Imposer une suspension de deux (2) jours au dossier d'un employé portant le matricule 673969000 de la division des parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311003				
2021-08-19 12:59:16	Alain DUFRESNE	**2219311004**	Imposer une suspension d'un (1) jour au dossier d'un employé portant le matricule 690174000 de la division des parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311004				
2021-08-19 12:57:42	Alain DUFRESNE	**2219311005**	Imposer une suspension d'un (1) jour au dossier d'un employé (ée) portant le matricule 100039634 de la division des parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311005				
2021-08-19 12:56:25	Alain DUFRESNE	**2219311006**	Imposer une suspension d'un (1) jour au dossier d'un employé (ée) portant le matricule 100049955 de la division des parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311006				
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				6
2021-08-25 14:51:27	Juan Carlos RESTREPO	**2219311013**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employé portant le matricule 100076421 de la division parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311013				
2021-08-25 14:39:32	Juan Carlos RESTREPO	**2219311012**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employée portant le matricule 100076421 de la division parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311012				
2021-08-25 14:38:39	Juan Carlos RESTREPO	**2219311011**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employée portant le matricule 100038556 de la division parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311011				
2021-08-19 15:20:11	Julien VERRONNEA	**2219311010**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employé portant le matricule 690174000 de la division parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311010				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2021-08-19 15:16:19	Julien VERRONNEA	**2219311007**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employé portant le matricule 575441 de la division parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311007				
2021-08-18 13:15:48	Julien VERRONNEA	**2219311001**	Imposer un avis disciplimaire au dossier d'un employé portant le matricule 005455270 de la division parcs et horticulture de la direction des travaux publics.	
Décision déléguée - DB219311001				
Article 19.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2021-08-19 16:03:21	Marc LABELLE	**2216164004**	Autoriser une dépense maximal de 45 063,31 $ taxes incluses pour des services de professionnels pour la caractérisation environnmentale Phases I et II, l'estimation des coûts, les plans et devis en environnement et la surveillance environnementale pour le réaménagement du Parc Olivier-Robert, dans l'arrondissement de Ville-Marie , conformément à l'entente-cadre 1338591 (appel d'offre18-17192) avec Groupe ABS	
Décision déléguée - DA216164004				

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Août 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1450596	17-AOÛT -2021	Commande ouverte 2021 pour achats de produits chimiques pour les piscines et pateaugeoires de l'Arrondissement Ville-Marie Produits hors-entente	2 099,75	BOUCHARD, MARYSE
				2 099,75	
BRUNO COLLIN	1486527	03-AOÛT -2021	Convention de services - modélisation et illustration PPU des Faubourgs	9 900,00	TURCOTTE, STEPHANIE
				9 900,00	
CHARLES-OLIVIER BOURQUE	1473764	03-AOÛT -2021	Soumissions D20210408 et D20210730 - Photos bénévoles 2021	3 884,54	BEAULIEU, JOHANNE
				3 884,54	
CIRQUE HORS PISTE	1487373	10-AOÛT -2021	Convention de spectacle - Prestation au parc Médéric-Martin et des Faubourgs	6 400,00	BOUCHARD, MARYSE
				6 400,00	
COMPUGEN INC.	1489642	27-AOÛT -2021	Soumission 467060 - Portables sur entente 1469292 - R503294 - Réserve	11 303,58	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				11 303,58	
DEMIX BETON	1482887	11-AOÛT -2021	Entente 1479642 - BC ouvert 2021 pour l'arrondissement Ville-Marie, TP - Aqueduc. L'entente se termine le 16 juin 2024.	9 448,87	ROY, JULIE
				9 448,87	
DEVELOTECH INC.	1487508	11-AOÛT -2021	Soumission 5746 - Achat de bollards flexibles pour traverses piétonne, équipe mobilité Ville-Marie.	17 469,92	MIKATI, RAMY
				17 469,92	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1467918	24-AOÛT -2021	Location de camionnettes a 1350$ ch. par mois, cabine 4 places / place boîte 6' - F150 ou équivalent (cat. 211A, 211B), inclue équipement: gyrophare, flèche, grillage de protection, 2 sets de clé, assurance et km illimité,équipe parcs.	2 834,66	DUFRESNE, ALAIN
				2 834,66	
EQUIPEMENT LAVIGNE INC	1451108	03-AOÛT -2021	2021 - BC - ouvert - Pour réparation d'outils et petits appareils - TP - Aqueduc (Samuel Guillaume)	4 199,50	BELLEVILLE, ERIC
				4 199,50	
EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC.	1461463	11-AOÛT -2021	2021 - Pour la location d'accessoires pour pelle hydraulique non inclus dans le contrat 19-17323 pour divers endroits dans Ville-Marie.	5 249,37	DUFRESNE, ALAIN
				5 249,37	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Août 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
GAZ PROPANE MONIN INC.	1450042	02-AOÛT -2021	2021 - BC ouvert - Remplissage de propane - 1455 Bercy - TP (Aqueduc)	2 414,71	BELLEVILLE, ERIC
				2 414,71	
GIVESCO INC.	1486943	06-AOÛT -2021	2021-BC ouvert -outillage divers	2 099,75	ALI, SAMBA OUMAR
				2 099,75	
GO CUBE	1489637	27-AOÛT -2021	Factures location mensuelle - Îlot Voyageur	2 175,86	LEDUC, VALERIE
				2 175,86	
GROUPE GNB SERVICES INC.	1477404	24-AOÛT -2021	Soumission du 9 mars 2021 - Fabrication bases de béton - Parc Médéric-Martin Rotation okay	13 963,34	LABELLE, MARC
				13 963,34	
GROUPE PHANEUF INC.	1485692	24-AOÛT -2021	Contrat 105589 - Spectacle fête des bénévoles	2 362,22	BOUCHARD, MARYSE
		06-AOÛT -2021	Contrat 105589 - Spectacle fête des bénévoles	2 362,22	BOUCHARD, MARYSE
				4 724,44	
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1487054	06-AOÛT -2021	Soumission 2021-07-13 - Enlèvement graffitis accès restreints	4 724,44	OUELLET, MANON
	1487063	06-AOÛT -2021	Soumission 2021-07-14 - Enlèvement graffitis en hauteur	5 984,29	OUELLET, MANON
				10 708,73	
G-TEK	1487519	11-AOÛT -2021	PARCS Commande ouverte 2021 - Hydro excavation de fosses d'arbres pour nouvelles plantations, arrondissement Ville-Marie.	22 782,29	DUFRESNE, ALAIN
				22 782,29	
HYPERTEC SYSTEMES INC	1488420	18-AOÛT -2021	Soumission du 17 août 2021 - Moniteur sur entente 1469336	4 325,48	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
		19-AOÛT -2021	Soumission du 17 août 2021 - Moniteur sur entente 1469336	7 097,15	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				11 422,63	
IMPRIMERIE G.G. INC.	1486854	05-AOÛT -2021	Soumission 139166-1-1 - Dépliant organismes	2 864,06	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				2 864,06	
ITI INC.	1488535	18-AOÛT -2021	Soumission PCTQ4096 - Câblage réaménagement du 800	9 760,57	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Août 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				9 760,57	
KIN-OPTION	1488109	16-AOÛT -2021	Soumission du 3 août 2021 - Programme activités physiques de groupe	2 624,69	DUFRESNE, ALAIN
				2 624,69	
LAFARGE CANADA INC	1463295	02-AOÛT -2021	Entente permanente 1402405, commande de poussière de roche 2021, équipe parc.	10 118,70	RESTREPO, JUAN CARLOS
				10 118,70	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1488689	19-AOÛT -2021	Soumission d11611 - Panneaux parcs	2 040,96	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				2 040,96	
LE DIXIEBAND MUSIQUE NOUVELLE-ORLEANS	1487479	10-AOÛT -2021	Convention de spectacles - Fanfares Square Cabot	14 698,25	BOUCHARD, MARYSE
				14 698,25	
LES CONSTRUCTIONS CORDELLA (CANADA) LTEE	1452644	11-AOÛT -2021	PARCS Ville-Marie service 2021 : sciage de fosses d'arbres, pour la plantation.	12 598,50	DUFRESNE, ALAIN
				12 598,50	
LES CONSTRUCTIONS H.D.F. INC.	1489132	24-AOÛT -2021	2021-Location planeuse largeur 1.5m avec opérateur. Soumission 21-959.	7 553,33	ALI, SAMBA OUMAR
				7 553,33	
LES POMPES MEGA INC.	1456275	02-AOÛT -2021	Bon de commande ouvert pour service de location de pompe avec opérateur	8 399,00	BELLEVILLE, ERIC
				8 399,00	
L'INSTITUT NATIONAL CANADIEN POUR LES AVEUGLES DU QUEBEC	1488650	19-AOÛT -2021	Soumission 1415 - Système Blindsquares MCJS	10 448,00	BOUCHARD, MARYSE
				10 448,00	
MARIE-PIER GILBERT	1486979	06-AOÛT -2021	Convention de spectacles - Connexions momentanées	4 000,00	TREMBLAY, GINA
				4 000,00	
MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE	1461153	30-AOÛT -2021	Factures 2020 et 2021. Mélange de terre sur entente 1416351 se terminant le 30 avril 2021.	8 160,16	LABELLE, MARC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Août 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
MATERIAUX PAYSAGERS SAVAR	1473990	13-AOÛT -2021	Entente 1468667 - Bon de commande ouvert 2021 pour mélange de terre à culture no.2 et du fumier de boivins composté, équipe parc de l'arrondissement Ville-Marie.	6 700,83	LABELLE, MARC
				14 860,99	
MEDIAQMI INC.	1487387	10-AOÛT -2021	Commande ouverte 2021 - Placement média	20 997,50	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				20 997,50	
MONTREAL EN HISTOIRE	1486657	04-AOÛT -2021	Soumission - Projection film	10 446,26	BOUCHARD, MARYSE
				10 446,26	
MU	1488575	18-AOÛT -2021	Facture 2021-057 - Marquage au sol CH	3 936,00	BOUCHARD, MARYSE
				3 936,00	
OBURO	1487207	09-AOÛT -2021	Soumission 943307 et 943308 pour achat et installation de fournitures de bureau diverses, équipe parcs Juan Carlos et Claude Fullum, arrondissement Ville-Marie.	5 675,48	DUFRESNE, ALAIN
				5 675,48	
ON TESTE	1489631	27-AOÛT -2021	Facture 21082701 - Forfait diffusion live	6 741,35	BOUCHARD, MARYSE
				6 741,35	
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	1450661	09-AOÛT -2021	PARCS Commande ouverte 2021 - pour l'achat de peinture, solvant, teinture et autres. Parcs, Ville-Marie.	2 099,75	DUFRESNE, ALAIN
				2 099,75	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1472598	05-AOÛT -2021	2021 - BC ouvert - Disposition de résidus de balai et dépôt à neige - Entente 1253996 se terminant le 25 janv. 2022 - TP - Voirie.	22 673,10	ROY, JULIE
				22 673,10	
RUIGROK FLOWERBULBS	1487631	11-AOÛT -2021	Achat de bulbes de tulipe selon la soumission du 11 août 2021, livraison incluse.	3 922,60	DUFRESNE, ALAIN
				3 922,60	
SIGNEL SERVICES INC	1487024	06-AOÛT -2021	Enseignes signalisation. Soumission 43455.	13 071,99	ALI, SAMBA OUMAR
	1487066	06-AOÛT -2021	Balise TRV7 plastique AR1002A, Pesée TRV7 AP1010B et livraison. Soumission 43599.	17 312,44	ALI, SAMBA OUMAR

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées

Août 2021

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				30 384,43	
SNC-LAVALIN GEM QUEBEC INC.	1488052	16-AOÛT -2021	Vérification de l'état des membranes et du contreplaqué sur les façades du chalet au parc Olivier-Robert. No Offre : 682454-CD-21-0725 Réf : Bernard Grenier (514) 206-5076	3 622,07	CAPPELLI, JEAN
				3 622,07	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1487064	06-AOÛT -2021	Soumission 2021-07-15 - Enlèvement graffitis en hauteur	3 658,81	OUELLET, MANON
				3 658,81	
SYSTEMES DE CONTROLE ACTIF SOFT DB INC.	1487149	09-AOÛT -2021	Services professionnels en acoustique afin de confirmer le coût objectif des travaux prévus pour le projet de rénovation des panneaux acoustiques de la piscine du centre Jean-Claude-Malépart.	6 476,68	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				6 476,68	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1453134	31-AOÛT -2021	2021 - BC ouvert, services d'interventions diverses en signalisation routière. TP-aqueduc. Entente 1307671, FIN / juin 2022.	333 860,25	ROY, JULIE
				333 860,25	
TRANSOFT SOLUTIONS INC	1487007	06-AOÛT -2021	Licence AutoTURN 11.0 - Nouvel usager unique. Soumission QUO-61780-T3F8 - M Gandonou- TP - Voirie (travaux)	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	
TSZ TRAFFIC SAFETY ZONE ULC	1488455	18-AOÛT -2021	Soumission du 13 août 2021 - Coussins ralentisseurs - speed cushion	21 171,45	MIKATI, RAMY
				21 171,45	
VANCO FLOWERS LTD	1486296	02-AOÛT -2021	Soumission # 72 - Achat de bulbes de tulipes pour l'automne 2021, pour les équipes parcs Ville-Marie et du Mont-Royal.	2 944,91	RESTREPO, JUAN CARLOS
		03-AOÛT -2021	Soumission # 72 - Achat de bulbes de tulipes pour l'automne 2021, pour les équipes parcs Ville-Marie et du Mont-Royal.	1 984,26	RESTREPO, JUAN CARLOS
				4 929,17	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
ANIK APRIL	132021	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Août -21	325,00
ANIMATION RICHARD LACROIX	210805	Déambulation de Corps Accords le 5 août à 12h et 13h15 sur Ontario à l'est et l'ouest de la rue Montcalm	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	04-Août -21	1 364,84
	210820	Déambulation de Corps Accords le 20 août à 12h et 13h15 sur Ontario à l'est et l'ouest de la rue Papineau	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	04-Août -21	1 364,84
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	5204	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	11-Août -21	310,00
AUDREY-ANNE BOUCHARD	210731	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Août -21	350,00
BRANDON DAWSON JARVIS	0041	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	19-Août -21	880,00
BRISSON, LEGRIS ET ASSOCIES INC.	9963	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	10-Août -21	440,95
BRISSON-OUELLET, TRISTAN	01	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Août -21	195,00
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTREAL	sdip0001867	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	12-Août -21	165,88
	sdip0002001	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	16-Août -21	165,88
	sdip0002022	Cours de formation à la retraite-Jacinthe Meilleur	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	18-Août -21	165,88
CHANTAL SIMARD	210715	Cachet Spectacle Quintette à vue le 15 juillet 2021 au Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Août -21	2 770,62
CIRQUE HORS PISTE	210729	Cachet pour spectacle du 29 juillet 2021 au pac Charles-S-Campbell	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	24-Août -21	2 000,00
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	fac125876	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	02-Août -21	25,26
	fac126692	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	02-Août -21	38,71

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE D	fac126990	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	02-Août -21	25,26
COOPERATIVE DE SOLIDARITE MIEL MONTREAL	api2021559	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Août -21	157,48
COPIE EXPRESS	sbm09846	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	335,96
	sbm09847	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	267,72
	sbm09849	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	792,66
	sbm09850	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	157,48
	sbm09851	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	173,23
	sbm09854	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	204,73
	sbm09855	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	299,21
DANIEL CHARTIER	20210726dc	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	09-Août -21	700,00
DESERRES	298549	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Août -21	517,96
DIRECTION D'ARTISTES FLEMING	210721	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Août -21	367,46
DUBOIS, PIERRE	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	27-Août -21	122,67
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01567681	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	27-Août -21	452,63

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	p109790	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	06-Août -21	521,79
ENTREPRISES INTMOTION INC.	24144	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	23-Août -21	863,52
ETUDE PIETRO MACERA INC.	45808	Frais de huissier-cpt 1247710(RH)-	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	23-Août -21	194,59
FELICITY HAMER	210721	Cachet pour la prestation de The Slowinks le 21 juillet au Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	09-Août -21	1 200,00
FERLAND, SAMUEL	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	10-Août -21	190,45
GAGNON, BENOIT	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	23-Août -21	106,04
	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	23-Août -21	26,94
GUAY-MARLEAU, XAVIER	rembempl2107	Rembours.aux employés des frais encourus	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11-Août -21	301,55
GUILLAUME, SAMUEL	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	05-Août -21	159,09
GUYON, CHRISTIAN	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus/ kilométrage du 2, 6, 7, 9, 12 et 14 juin 2021	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	27-Août -21	86,01
HAMZA ABOUABDELMAJID	sicestlecas	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Août -21	350,00
HUU BAC QUACH	210719	Participation à l'émission Radio-Sutto, le 26 août 2021 ET création d'une playlist Spotify	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	27-Août -21	350,00
HYDRO WESTMOUNT	845130	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Éclairage des rues	05-Août -21	190,92
	850571	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Éclairage des rues	25-Août -21	37,61
IMPRIMERIE G.G. INC.	78100	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	11-Août -21	152,23

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
IMPRIMERIE G.G. INC.	78120	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	11-Août -21	503,94
JENNIFER COUELLE	202122	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	24-Août -21	501,15
JOLYANE SAULE	1	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Août -21	100,00
LABOKRACBOOM	fr202110362	Cachet déambulatoire Déplacer les idées le 31 octobre 2021	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	24-Août -21	2 204,74
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	275719	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Août -21	556,94
	276174	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Août -21	268,05
	278837	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Août -21	196,33
	278925	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Août -21	558,53
	278943	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Août -21	288,72
L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	depfonc210804	Dépenses de fonction	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	04-Août -21	28,47
LA SOCIETE DES ARTS VISUELS DE LAVAL	210719	Cachet Expomobile à la Villa le 19 juillet 2021 au parc des Faubourgs	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Août -21	1 900,00
	210726	Cachet Expomobile à la Villa les 26 juillet et 2 août 2021 au Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Août -21	3 800,00
LEGARE, OLIVIER	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	17-Août -21	190,45
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1113829	Carte d'affaires–Août 2021-Ricardo	Travaux publics	Autres - Transport	13-Août -21	16,56

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LES DISQUES AUDIOGRAMME INC.	210817	Cachet spectacle de Cindy Bédard le 17 août 2021 au parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	12-Août -21	1 574,81
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	1311036	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Août -21	773,80
	1311093	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Août -21	26,19
LES FILMS CRITERION PICTURES	210813	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	23-Août -21	314,96
LES PRODUCTIONS DES PIEDS DES MAINS	fr202112377	Cachet Cendres le 3 décembre 2021 MCJS	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	24-Août -21	3 667,37
LES PRODUCTIONS FRAKASTOU	210818	Cachet pour le spectacle Zuruba le 18 août 2021 au Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	04-Août -21	2 309,72
LETOURNEAU, ALEXANDRE	rembempl2108	Achat: Casque (décathlon) et clés medeco (Ronald C.Lister Canada)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	09-Août -21	153,43
LIBRE COURSE	006	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	27-Août -21	367,46
LOUVE	210715	Cachet pour représentations du spectacle Duo Bzz! le 15 juillet 2021 dans 2 parcs de Ville-Marie	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	06-Août -21	1 028,88
MACHINAGE PEPIN	1106	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10-Août -21	787,41
MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.	145181	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	17-Août -21	545,93
MINISTRE DES FINANCES	210604smpouli	Renouvellement de la certification OPA de Lise Dionne	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	16-Août -21	118,00
	210809ydecari	Renouvellement de la certification OPA de Yul Decarie	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	16-Août -21	118,00
MOBIDIC	0000841	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Août -21	104,99
MODU-LOC FENCE RENTALS LP	426504	Loc de clôture et composantes(st-Hb et Maisonn)-DAUM	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	27-Août -21	52,49

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MODU-LOC FENCE RENTALS LP	447729	location de clôture 8' et ses composantes pour DAUM(DD)	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	18-Août -21	52,49
PARCOURS DU POINT DE VUE - GASPESIE - RENCONTRES INTERNATIONALES PHOTOS	fr202109289	Exposition L'espace du livre - l'édition comme finalité du 9 septembre au 10 octobre 2021 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	24-Août -21	3 150,00
PATENAUDE, CHANTALE	200510	Règlement de griefs 20-0510 et 20-0919	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	16-Août -21	10 000,00
PINNA, SANDY	rembempl2108	Envoi recommandé Postes Canada retour traite bancaire appel d'offres 21 -18679	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	03-Août -21	11,45
PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	082823	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	19-Août -21	320,16
PRODUCTIONS CHEZ NOUS	210706	Cachet du spectacle La Chasse-Balcon du 6 juillet 2021 au parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Août -21	2 729,67
REMORQUAGE CENTRE-VILLE	64828	Remorquage-trav aqueducs de nuit- en 2020-Benoît Sauvé	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Août -21	81,89
REMORQUAGE MOG INC.	07210657	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	16-Août -21	81,89
RENAUD, YANNICK	rembempl2108	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	24-Août -21	463,11
SANTINEL INC.	277142	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Août -21	393,70
SERRURIERS AMHERST INC.	26238	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	19-Août -21	44,09
SILVANO MERCADO VILCHES	210724	Spectacle Incognito le 24 juillet 2021 à 11h05 et 12h10 au coin St-Antoine ouest et Versailles	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	04-Août -21	1 000,00
SIX CREATIVELAB	f1950c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	04-Août -21	223,62

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SIX CREATIVELAB	f1952c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	06-Août -21	186,35
	f1955c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	04-Août -21	407,35
	f1972c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Août -21	111,81
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9787829493	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	05-Août -21	106,07
	9788732718	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	05-Août -21	53,04
	9789494364	Frais de poste-Cpt # 7049740-TP-Lalao R	Travaux publics	Autres - Transport	10-Août -21	142,89
SOCIETE DE CONSULTATION ET DE GESTION IDEE PLUS INC.	461	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Août -21	367,46
SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	199549	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	02-Août -21	61,25
	199552	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	02-Août -21	10,00
SOLUTIONS NOTARIUS INC	308597	Abonn-CertifiO- OIQ-avril 2021-Isabelle Bordeleau	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	10-Août -21	16,19
SYLVAIN A. TROTTIER	gia2104	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Août -21	131,23
TABAGIE CHEZ NOUS PLUS CHATEL	312484	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	19-Août -21	83,99
TABASKO COMMUNICATIONS INC.	34998	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	89,24
	34999	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Août -21	99,73
TANIA BALADI	1582021	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	17-Août -21	104,99

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Août 2021

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
TAUREY BUTLER	a1162	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Août -21	367,46
TENON MORTAISE, COMPAGNIE DE THEATRE-DANSE	med32021	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Août -21	350,00
THEATRE DE LA BOTTE TROUEE	202107	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Août -21	250,00
THEATRE DE L'OEIL INC	fr202110354	Cachet Marco bleu le 16 octobre 2021 MCJS	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	24-Août -21	1 374,29
TURMEL, ALAIN	rembempl2108	Achat pour projet Nerprun, Rateaux pour enfants, brosses, corde de jute, cas Eco	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	09-Août -21	26,55
VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC	48714	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	16-Août -21	141,73
						65 959,06

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218964008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge une partie de la coordination et de la réalisation des travaux pour la préparation des plans et devis des travaux de conduite d'eau, de voirie, de plantation, d'éclairage et de piétonisation permanente de la rue du Square-Amherst, de la rue Atateken à la rue Wolfe dans l'arrondissement de Ville-Marie

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge une partie de la coordination et de la réalisation des travaux pour la préparation des plans et devis des travaux de conduite d'eau, de voirie, de plantation, d'éclairage et de piétonisation permanente de la rue du Square-Amherst, de la rue Atateken à la rue Wolfe, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-03 09:18

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218964008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge une partie de la coordination et de la réalisation des travaux pour la préparation des plans et devis des travaux de conduite d'eau, de voirie, de plantation, d'éclairage et de piétonisation permanente de la rue du Square-Amherst, de la rue Atateken à la rue Wolfe dans l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge une partie du processus d'appel d'offres et l'octroi de contrat de l'ensemble des travaux en lien avec le réseau d'aqueduc de la rue du Square-Amherst, de la rue Atateken à la rue Wolfe dans l'arrondissement de Ville-Marie. La présente demande vise plus spécifiquement la prise en charge par l'arrondissement Ville-Marie des travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc qui relève de compétence de la direction des réseaux d'eaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1378 – 19 novembre 2018 - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation des travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec et ce, **pour la période 2019-2021**. (Dossier : 1180615001)

DESCRIPTION

Réaménagement de la rue du Square-Amherst

- Réhabilitation de conduites d'aqueduc
- Plantation d'arbres
- Piétonisation permanente

JUSTIFICATION

La réhabilitation de conduits d'aqueduc permettra d'améliorer le système de distribution de l'eau. La plantation d'arbres sera maximisée pour augmenter la canopée et réduire l'effet d'îlot de chaleur. La piétonisation améliorera la sécurité des déplacements des usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux en lien avec la présente offre de prise en charge seront financées par les services concernés :

- Travaux en lien avec le réaménagement de la rue et la réhabilitation de conduits d'aqueduc : PTI

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La piétonisation contribuera au retrait de la circulation automobile et la plantation d'arbres permettra d'augmenter la canopée ce qui réduira les îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux seront de juillet 2021 à décembre 2022.
La conception des plans et devis sera à l'automne 2021.
L'appel d'offre pour la réalisation sera en hiver 2022.
La réalisation sera de juin 2022 à décembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Souad SELLAMI, Service de l'eau
Normand HACHEY, Service de l'eau
Roger KANYINDA, Service de l'eau

Lecture :

Roger KANYINDA, 25 août 2021
Souad SELLAMI, 25 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Derek LE LANN
Agent technique en ingénierie municipale

Tél : 514-250-4740
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2021-09-02

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218748002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 et autoriser l'amnistie des frais de retard des abonné-e-s aux Bibliothèques de Montréal en date du 6 octobre 2021

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) de Ville-Marie afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021;

Autoriser l'amnistie des frais de retard des abonné-e-s aux Bibliothèques de Montréal en date du 6 octobre 2021

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-28 13:14

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218748002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 et autoriser l'amnistie des frais de retard des abonné-e-s aux Bibliothèques de Montréal en date du 6 octobre 2021

CONTENU

CONTEXTE

Habituellement, des frais s'appliquent lorsque les documents des bibliothèques sont rendus en retard. Ces frais de retard sont censés assurer le retour des documents empruntés et inciter les abonné-e-s à agir de façon responsable.

Or, plusieurs études ont démontré que l'abolition des frais de retard provoque un retour des abonné-e-s des bibliothèques qui ne venaient plus dans les bibliothèques, tout en maintenant le retour des documents.

Le mouvement nord-américain d'abolition des frais de retard en bibliothèques a pris un élan inégalé depuis la pandémie de la COVID-19. L'Association des bibliothèques publiques du Québec soutient ce mouvement. Chaque semaine, de nouvelles bibliothèques renoncent aux frais de retard.

Le présent dossier décisionnel vise à faire adopter un règlement modifiant le règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 et faire autoriser l'amnistie des frais de retard des abonné-e-s aux Bibliothèques de Montréal en date du 6 octobre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA21 240129 du 13 avril 2021 : Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'ajouter un tarif pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de dispositif d'éclairage (1218845001)

Résolution: CA21 240070 du 9 mars 2021 : Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'ajuster certains tarifs dont ceux relatifs à l'occupation temporaire du domaine public et au stationnement (1212701018)

Résolution CA20 240571 du 8 décembre 2020 - Adopter le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (1202701026).

Résolution CA19 240407 du 10 septembre 2019 : Autoriser les bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie à participer au projet « Lire c'est payant » qui débutera avec la Semaine des bibliothèques publiques du Québec et qui se tiendra du 19 au 26 octobre 2019 (1194673004)

DESCRIPTION

Le règlement de tarification de l'arrondissement de Ville-Marie prévoit des frais par jour de retard pour chaque document emprunté par les enfants de 13 ans et moins aînées et adultes. À partir de 3 $ pour un adulte (14-64 ans) ou un organisme adulte et de 2 $ pour les jeunes de 13 ans et moins un organisme jeune ou un aîné (65 ans et plus), le dossier est bloqué, ce qui empêche l'abonné-e d'emprunter d'autres documents.

Depuis plusieurs années, les frais de retard sont remis en question parce qu'ils impactent au premier chef les populations vulnérables. En effet, certaines familles ne viennent plus en bibliothèques parce que leurs dossiers sont bloqués à cause des frais de retard.

L'abolition de ces frais vise le retour des abonné-e-s en bibliothèques.

Pour assurer le retour des documents, des mesures sont mises en place :

- avis de courtoisie: 3 jours avant l'échéance des prêts (1 jour pour les prêts d'une semaine - dvd essentiellement);
- 1er avis de retard: 3 jours après l'échéance des prêts; les abonnés peuvent renouveler leurs emprunts;
- 2e avis de retard: 5 jours après l'échéance des prêts. Le dossier d'abonné-e est bloqué; il sera débloqué dès que les documents seront rendus;
- 3e avis de retard: 19 jours après l'échéance des prêts. Le dossier d'abonné-e est bloqué; il sera débloqué dès que les documents seront rendus;
- 4e avis de retard (par la poste): maintien de l'émission d'une facture après 32 jours de retard; la facture sera annulée dès que les documents seront rendus.

Le règlement sur les tarifs doit être modifié par l'abrogation du paragraphe 1 de l'Article 18**.**

JUSTIFICATION

La pandémie de la COVID-19 a démontré à quel point les bibliothèques publiques sont essentielles dans le soutien des communautés. Ce sont les seules institutions où tout le monde, sans exception, peut être membre gratuitement et avoir accès à la culture, au savoir, aux nouvelles technologies et au loisir. L'instauration de frais de retard est un frein à leur fréquentation et leur utilisation par les populations les plus vulnérables, en particulier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En 2019, les frais de retard perçus par l'arrondissement Ville-Marie étaient de : 14 207, 93 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'Agenda 21 de la culture et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, ce projet contribue directement aux objectifs de développement durable.

La mission des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

En vertu de la deuxième orientation incontournable du Plan stratégique de Montréal 2030, la Ville de Montréal, dont les Bibliothèques de Montréal, est fermement déterminée à ne laisser personne derrière et à renforcer la solidarité et la résilience au sein de la communauté. Elle s'engage à mettre en place des mesures concrètes pour protéger et respecter les droits humains et lutter contre toutes formes de racisme et de discriminations systémiques. Elle s'engage à réduire les iniquités territoriales et les écarts au sein de sa population dans toute sa diversité, tant sociale que culturelle. Pour ce faire, les Bibliothèques de Montréal recommandent l'abolition des frais de retard, pour *ne laisser personne derrière et renforcer la solidarité et la résilience au sein de la communauté* (Montréal 2030 : Plan stratégique, p. 28).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'abolition des frais de retard et l'amnistie permettront de :

- Ramener, en bibliothèque, les abonné-e-s qui ne les fréquentent plus en raison des frais liés à leur dossier et les encourager à fréquenter de nouveau leur bibliothèque de quartier.
- Permettre aux abonné-e-s de ramener des documents en bon état qui pourront réintégrer la collection.
- Renforcer l'image des Bibliothèques de Montréal en mettant l'emphase sur l'inclusion sociale et en réaffirmant leurs caractères inclusifs et accueillants.
- Former les lecteurs de demain et lutter contre l'analphabétisme et le décrochage scolaire.
- Assurer la présence du livre sur tous les lieux de vie et impliquer les familles.
- Porter une attention particulière aux publics éloignés de la lecture.
- Permettre l'épanouissement de programmes de sensibilisation et de médiation à la lecture structurants et innovants.
- Réduire le fossé numérique et permettre aux abonné-e-s d'apprivoiser les nouveaux modes de lecture qu'impliquent les technologies.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, afin d'éviter de bloquer de nouveaux dossiers d'abonné-e-s, les dates de retour des documents ont été automatiquement repoussées. C'était une mesure temporaire pour permettre aux abonné-e-s de continuer d'emprunter dans une période où les bibliothèques étaient l'un des rares services offerts aux citoyen-ne-s et leur accès était limité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement et approbation de l'amnistie des frais de retard : CA du 14 septembre 2021

Entrée en vigueur au plus tard le 6 octobre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Betty EUGENE
Secrétaire de direction

Tél : 438-872-6347
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-16

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2021-06-27

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Avis de motion: CA21 240291

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné-e-s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021 », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.11 1218748002

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

CA-24-XXX	**Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2021 (CA-24-331) afin d'abolir les frais de retard pour les abonné.e.s des Bibliothèques de Montréal à compter du 6 octobre 2021**

Vu l'article 145 de *la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2021, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 18 du Règlement sur les tarifs – exercice financier 2021 (CA-24-331) est modifié comme suit :

a) par la suppression des mots « , retard » au premier alinéa ;

b) par l'abrogation du paragraphe 1° du premier alinéa ;

c) par la suppression des alinéas 2, 3 et 6.

2. Le présent règlement prend effet le 6 octobre 2021.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1218748002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal*, le _____ 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1215876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Abords du pont Jacques-Cartier
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement CA-24-194 sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI)

Adopter un règlement modifiant le Règlement CA-24-194 sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI)

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-29 09:24

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215876005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Abords du pont Jacques-Cartier
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement CA-24-194 sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI)

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'accroitre la sécurité des usagers circulant sur le territoire de la ville en direction du pont Jacques-Cartier, la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (PJCCI) opère un système de barrières automatisées à l'approche nord du pont Jacques-Cartier depuis 2013 selon le règlement CA-24-194 et l'entente 6500-515.
PJCCI souhaite bonifier ce système de barrières avec l'ajout d'une barrière pour la piste cyclable.

Des modifications au règlement et à l'entente ci-haut mentionnés sont maintenant requises, notamment pour permettre l'installation d'une nouvelle barrière sur la piste cyclable et des systèmes de clôture pour la sécuriser . Sous réserves de l'obtention des autorisations nécessaires par l'autorité compétente, les travaux débuteraient vers le début du mois d'octobre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 7 mai 2013, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie adoptait le règlement CA-24-194 sur L'occupation du domaine public permettant à la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain inc. (PJCCI) d'occuper le domaine public à l'approche Nord du Pont Jacques-Cartier Inc. (résolution CA13240268 / sommaire décisionnel 1134612001).
L'adoption de ce règlement d'occupation était conditionnelle à la signature d'une entente écrite entre la ville et PJCCI, accordant la permission de mettre en place et d'opérer un système de barrières automatisées. La signature de cette convention a également été autorisée à la séance du conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 7 mai 2013, par l'adoption de la résolution CA13 240212 (sommaire décisionnel 1134612001).

Le règlement CA-24-194 est entré en vigueur le 11 mai 2013 par la publication d'un avis public d'entrée en vigueur dans le journal Le Devoir.

Le 13 octobre 2020, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie adoptait le règlement CA-24-323 qui modifie le règlement sur l'occupation du domaine public par la Société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain inc. (PJCCI) (CA-24-194) afin de la permettre d'ajouter un système de comptage par radar. (Résolution CA13 240212 addendum et sommaire décisionnel 1208220002 et 1208220003).

Le règlement CA-24-323 est entré en vigueur le 13 octobre 2020 par la publication d'un avis public d'entrée en vigueur dans le journal Le Devoir.

DESCRIPTION

Les travaux d'ajout de système de barrière automatisée pour les pistes cyclables impliquent le montage de supports pour panneaux d'affichages numériques, l'installation de la barrière automatique aux accès du pont, la fondation nécessaire, et l'installation de clôture et garde-corps pour la sécurisation de la barrière. .

JUSTIFICATION

L'ajout d'une barrière automatisée pour la piste cyclable vient améliorer le contrôle et l'accès au pont par la piste. .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ce présent GDD se veut être un avis de motion pour modifier le règlement CA-24-194, voir le projet de règlement CA-24-XXX en pièce jointe. Ce règlement CA-24-XXX sera présenté pour adoption au CA de septembre 2021.
CA -06 juillet 2021 = Avis de motion
CA septembre 2021 = Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Katerine ROWAN, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Katerine ROWAN, 23 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamida BOUGACI
Secrétaire-d'unité administrative

Tél : (514) 868 4168
Télécop. : (514) 868 3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-18

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2021-06-21

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Avis de motion: CA21 240293

Adopter un règlement modifiant le Règlement CA-24-194 sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI) - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) (CA-24-194) », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.13 1215876005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

CA-24-XXX	**Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) (CA-24-194)**

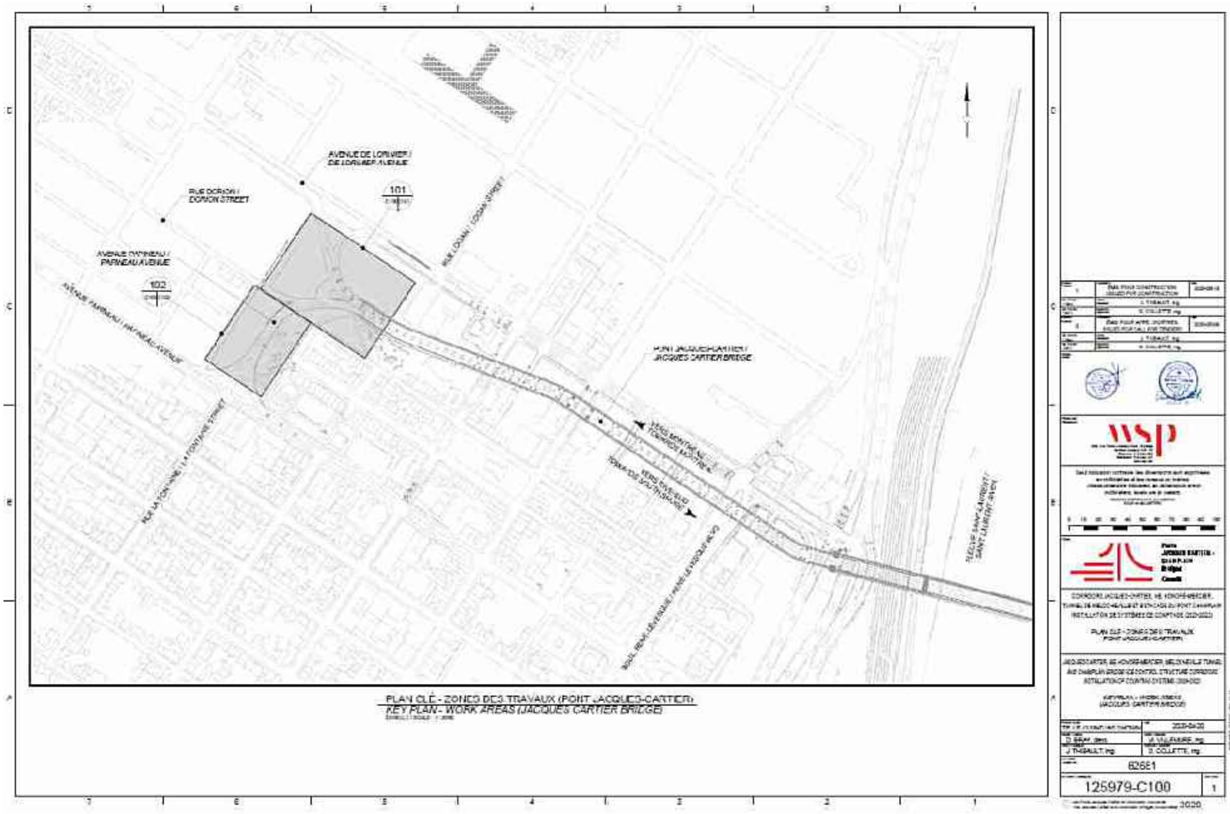
Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., chapitre C-11.4);

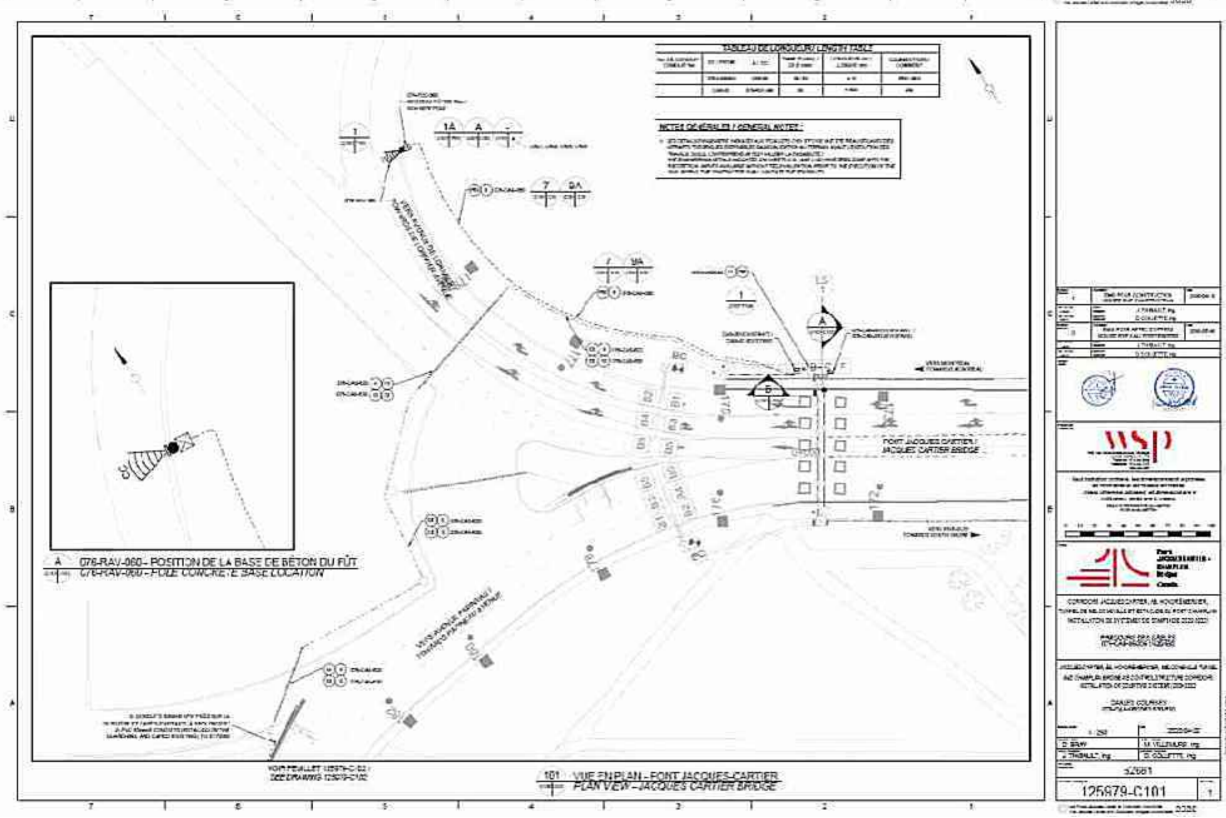
À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

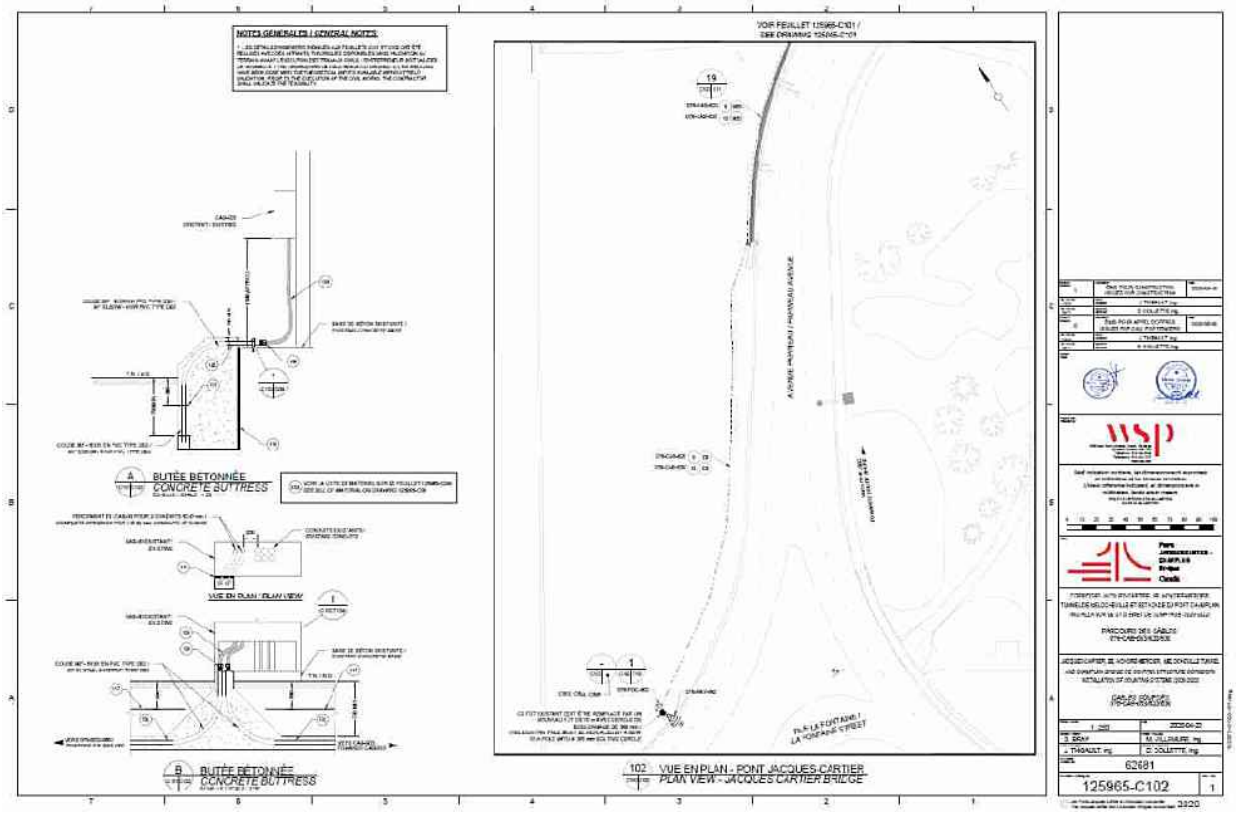
1. Le règlement sur l'occupation du domaine public par la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) est modifié par le remplacement des plans de l'ANNEXE B – PLANS DU SITE DE L'OCCUPATION, par les plans joints à l'ANNEXE 1 du présent règlement.

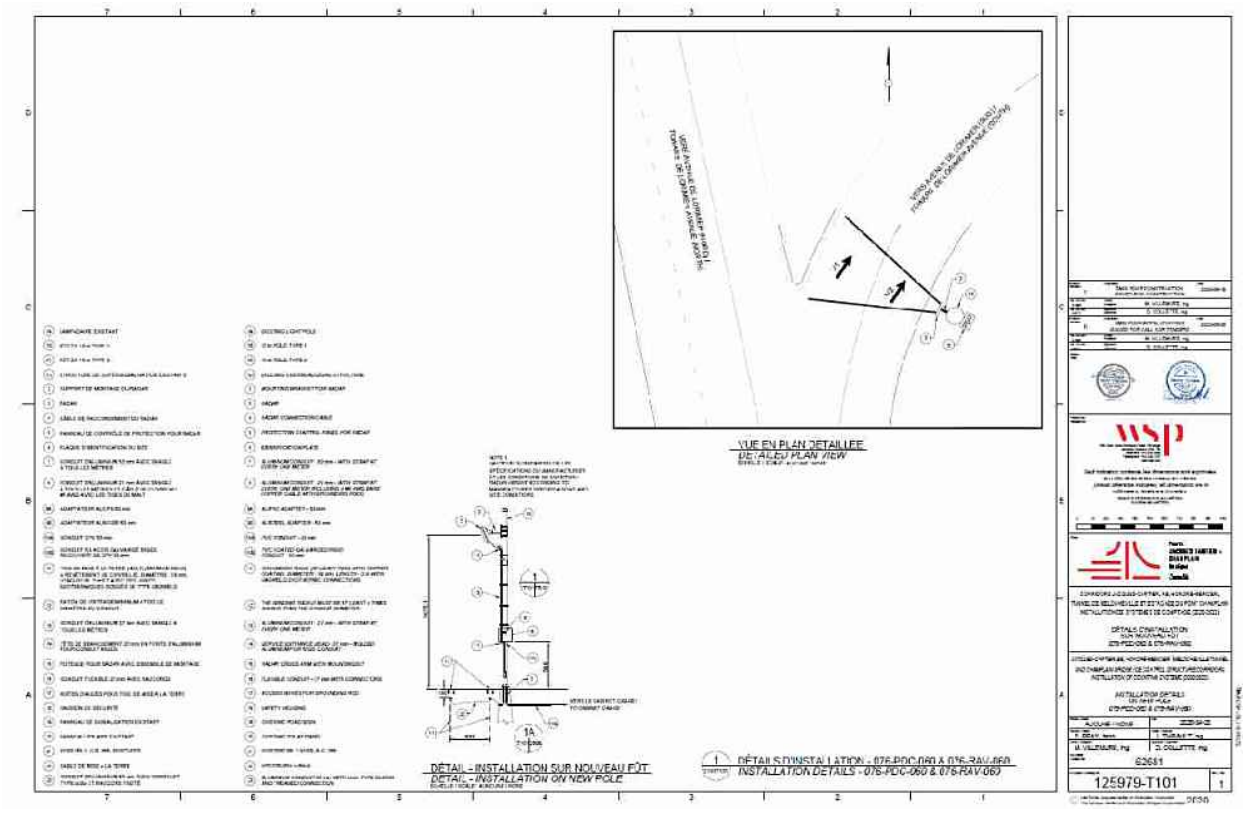
Un avis relatif à ce règlement (dossier 1208220002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal le ___ septembre 2021, date de son entrée en vigueur.

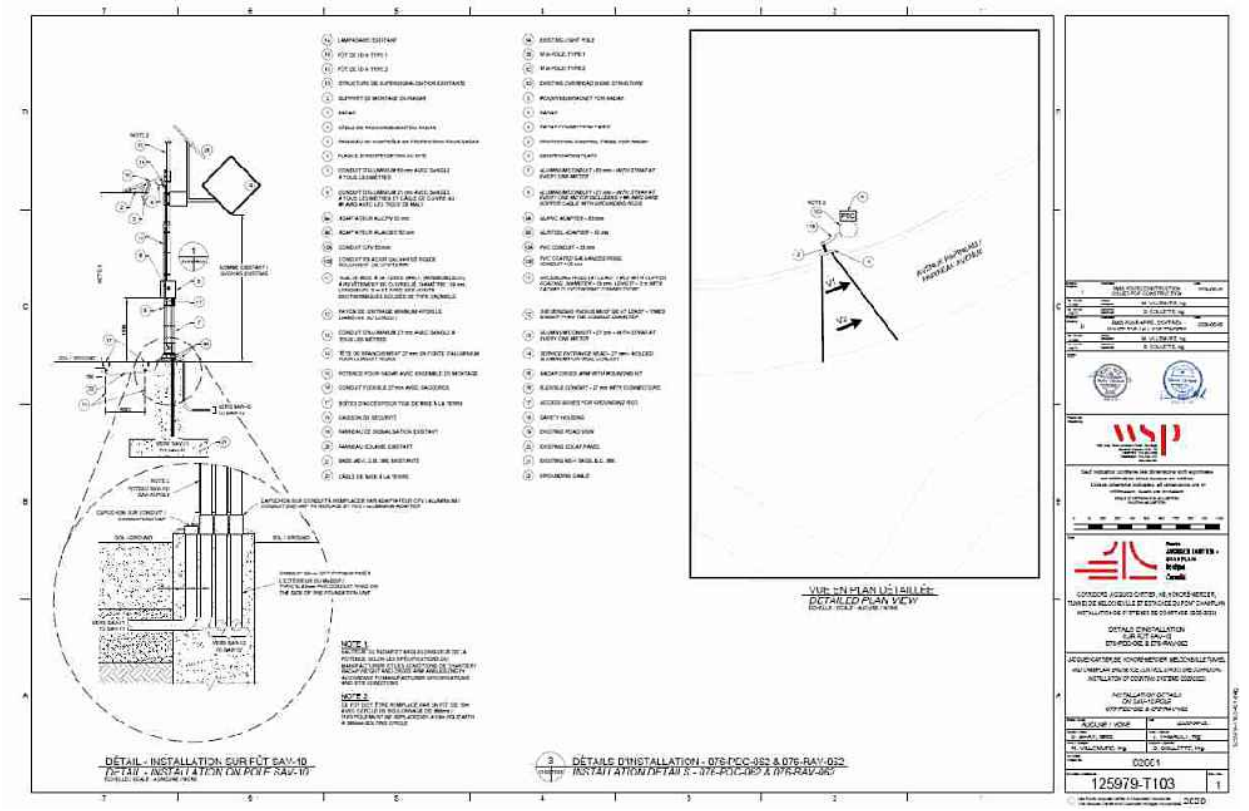
ANNEXE 1

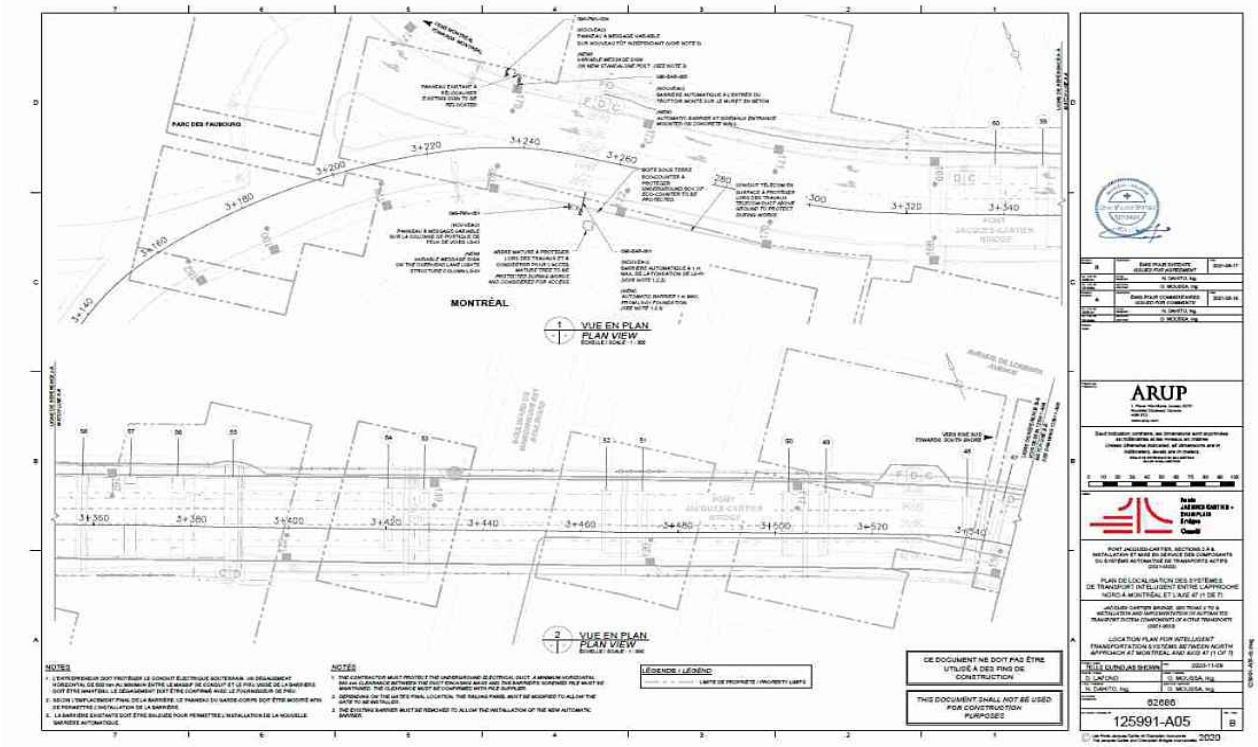

AVENUE DE LORIMIER / DE LORIMIER AVENUE
RUE DORION / DORION STREET
AVENUE PAPINEAU / PAPINEAU AVENUE
PONT JACQUES-CARTIER / JACQUES CARTIER BRIDGE
PLAN CLÉ - ZONES DES TRAVAUX (PONT JACQUES-CARTIER)
KEY PLAN - WORK AREAS (JACQUES CARTIER BRIDGE)
wsp
125979-C100

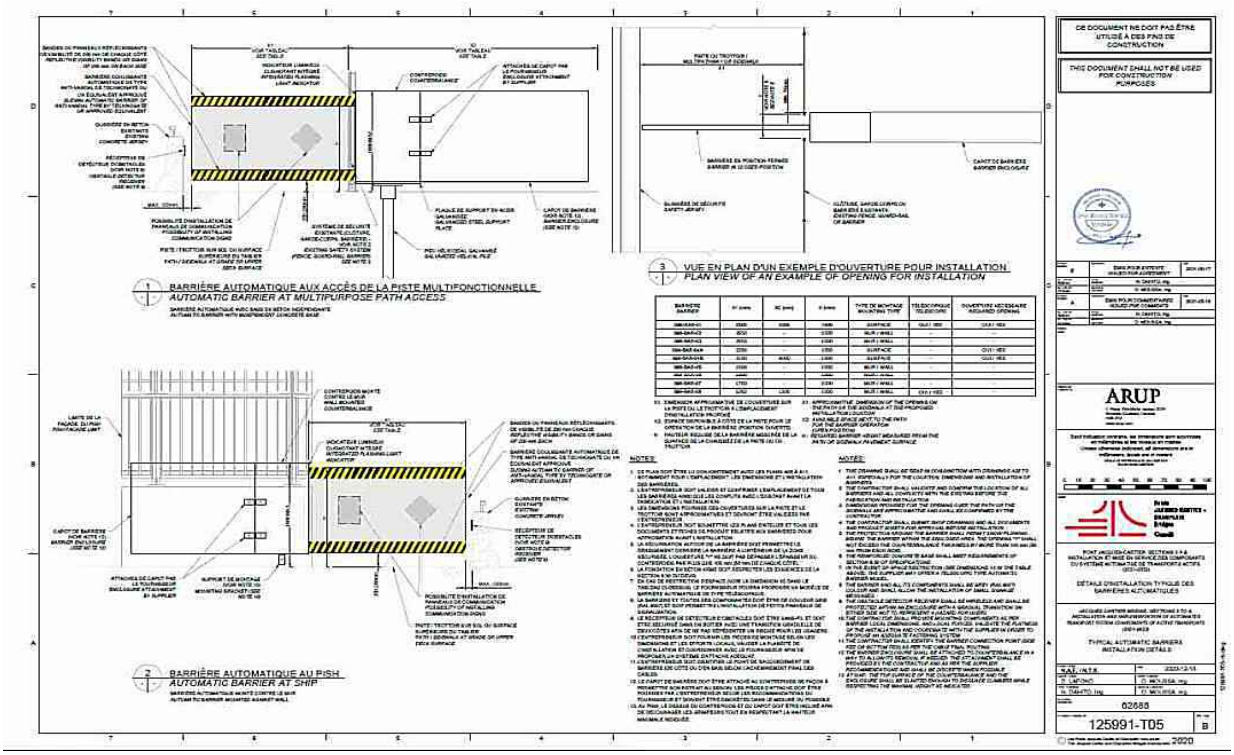

PONT JACQUES-CARTIER / JACQUES CARTIER BRIDGE
076-RAV-060 - POSITION DE LA BASE DE BÉTON DU FÛT
076-RAV-060 - POLE CONCRETE BASE LOCATION
VUE EN PLAN - PONT JACQUES-CARTIER
PLAN VIEW - JACQUES CARTIER BRIDGE
wsp
125979-C101


NOTES GÉNÉRALES | GENERAL NOTES
BUTÉE BÉTONNÉE
CONCRETE BUTTRESS
VUE EN PLAN - PONT JACQUES-CARTIER
PLAN VIEW - JACQUES CARTIER BRIDGE
125965-C102


VUE EN PLAN DÉTAILLÉE
DETAILED PLAN VIEW
DÉTAIL - INSTALLATION SUR NOUVEAU PÔT
DETAIL - INSTALLATION ON NEW POLE
DÉTAILS D'INSTALLATION - 07S-PDC-060 & 07S-RAV-060
INSTALLATION DETAILS - 07S-PDC-060 & 07S-RAV-060
125979-T101


DÉTAIL - INSTALLATION SUR FÛT SAV-10
DETAIL - INSTALLATION ON POST SAV-10
DÉTAILS D'INSTALLATION - 076-DCC-082 & 076-RAV-082
INSTALLATION DETAILS - 076-DCC-082 & 076-RAV-082
VUE EN PLAN DÉTAILLÉE
DETAILED PLAN VIEW
NOTE 1
NOTE 2
125979-T103


PARC DES FAUBOURG
MONTRÉAL
1 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
2 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
NOTES
NOTES
LÉGENDE / LEGEND
CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION
THIS DOCUMENT SHALL NOT BE USED FOR CONSTRUCTION PURPOSES
ARUP
125991-A05


BARRIÈRE AUTOMATIQUE AUX ACCÈS DE LA PISTE MULTIFONCTIONNELLE
AUTOMATIC BARRIER AT MULTIPURPOSE PATH ACCESS
VUE EN PLAN D'UN EXEMPLE D'OUVERTURE POUR INSTALLATION
PLAN VIEW OF AN EXAMPLE OF OPENING FOR INSTALLATION
BARRIÈRE AUTOMATIQUE AU PISH
AUTOMATIC BARRIER AT SHIP
NOTES:
NOTES:
CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION
THIS DOCUMENT SHALL NOT BE USED FOR CONSTRUCTION PURPOSES
ARUP
125991-T05
2020

Addendum
No décision : CA13 240212

Modification à la convention de services

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représenté par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du Conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE (PJCCI)**, personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions et agissant aux présentes en qualité de Sa Majesté la Reine du chef du Canada*, ayant une place d'affaires au 1225, rue Saint-Charles Ouest, bureau 500, Longueuil, Québec, J4K 0B9, agissant et représentée aux présentes par _____, dûment autorisé(e) à agir aux fins des présentes tel qu'il(elle) le déclare.

No d'enregistrement : _____
Fournisseur : 331594

Ci-après appelée le «**PJCCI**»

ATTENDU QUE la convention initiale a été approuvée par la résolution CA 13 240212 et dûment signée par les deux parties;

ATTENDU QUE la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée souhaitent modifier les termes de la convention;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes;*

Initial : ____/ ___

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

L'entente 6500 -515 sera modifiée comme suit:

1- L'article 2.1 est remplacé par le suivant:

> 2. 1 La Ville accorde la permission à PJCCI de mettre en place et maintenir un système de **cinq (5)** barrières automatisées et de pré-signalisation ainsi qu'un nouveau réseau de conduits d'alimentation et de communication sur le Terrain et un système de comptage par radar, à l'approche nord du pont Jacques Cartier, tel qu'illustré aux dessins 125979-C100, 125979-C101, 125965-C102, 125979-T101, 125979-T-103, **125991-A05-revB et 125991-T05-revB,** joints en Annexe 1 du règlement **CA-24-XXX** (ci-après collectivement appelés l'« Ouvrage » ou les « Ouvrages »). À la fin des travaux d'installation des ouvrages, PJCCI s'engage à remplacer les dessins joints en Annexe 1 par des plans « tels que construits » préparés par un ingénieur ou un architecte et en fournir une copie à la ville.

2- L'annexe 1 est remplacée par celle jointe à cet addenda

Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le_____ e jour de _____2020

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLEMARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

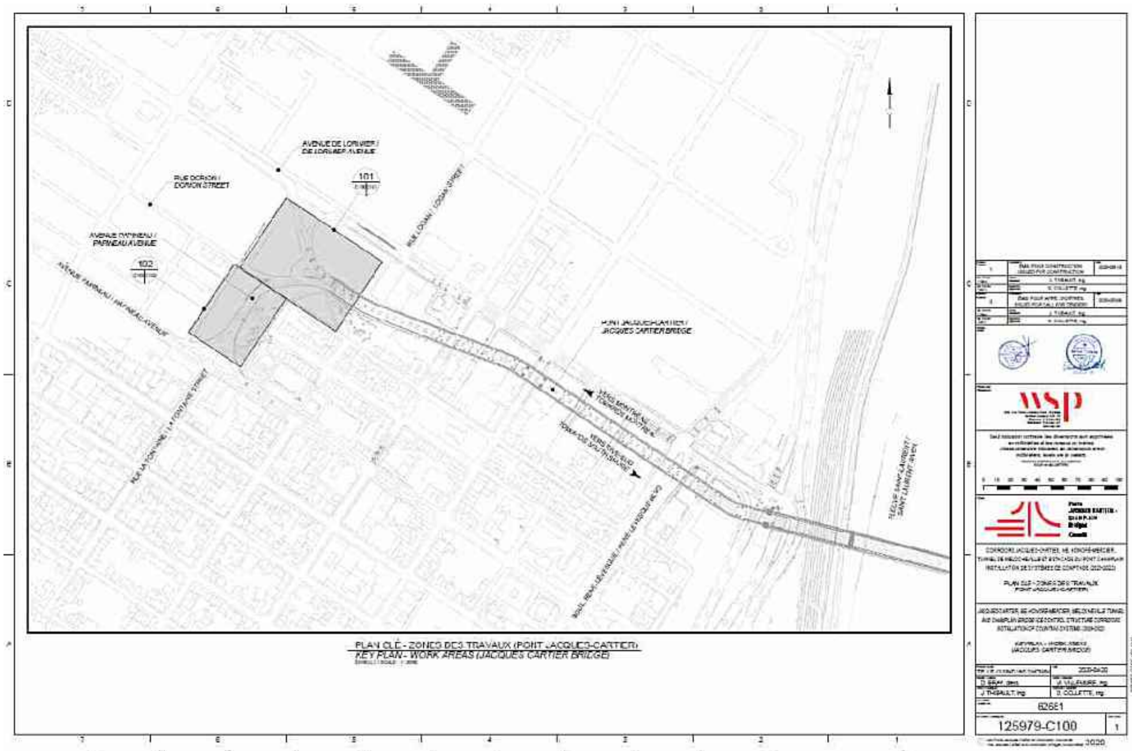
Le_____ e jour de _____2020

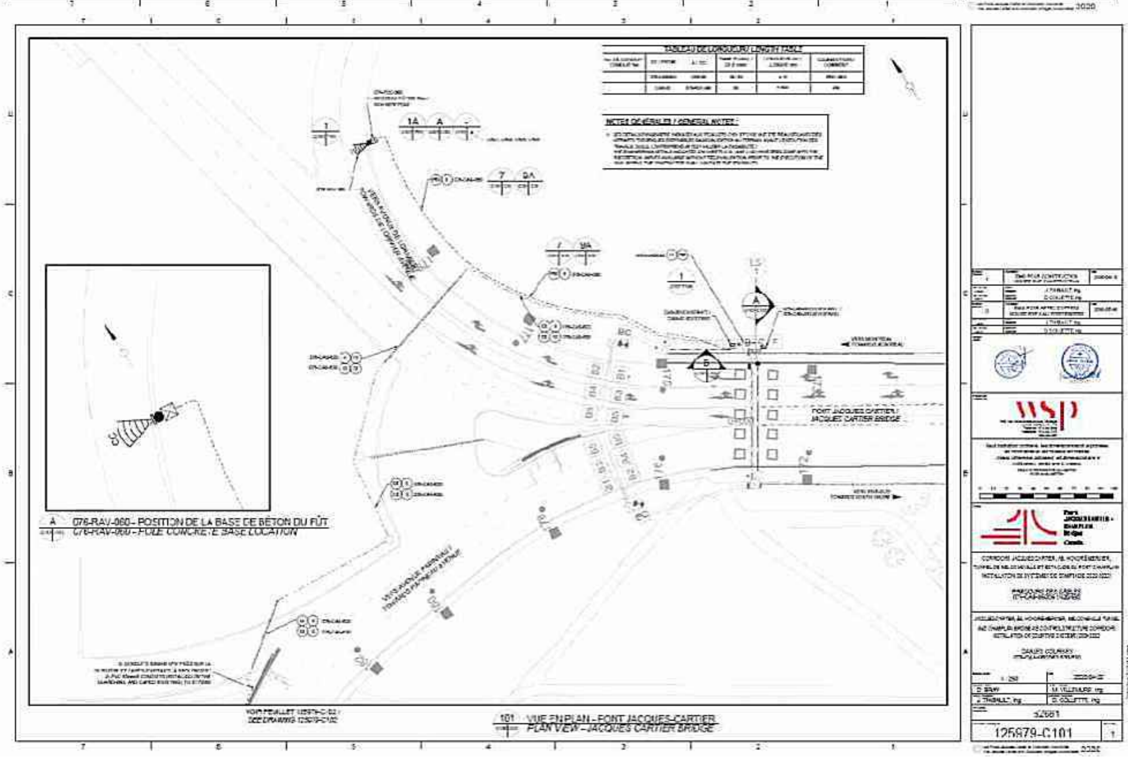
LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

_____
Sandra Martel, Première dirigeante

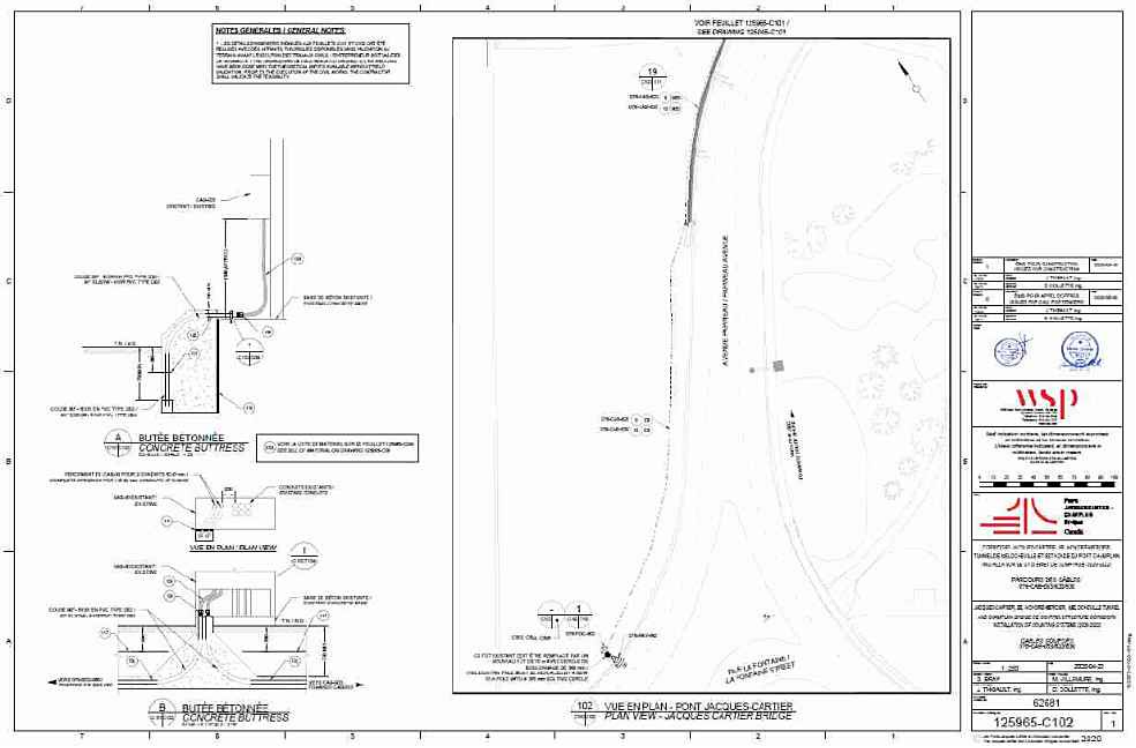
Initial : ____/ ___

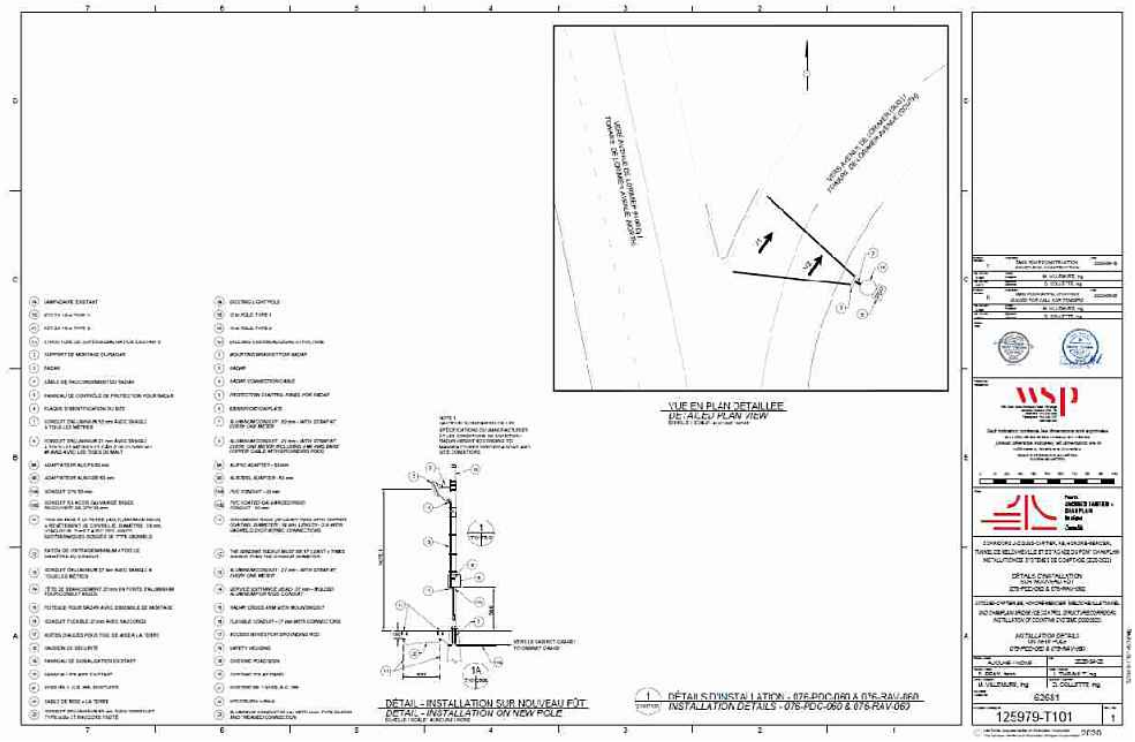
ANNEXE 1



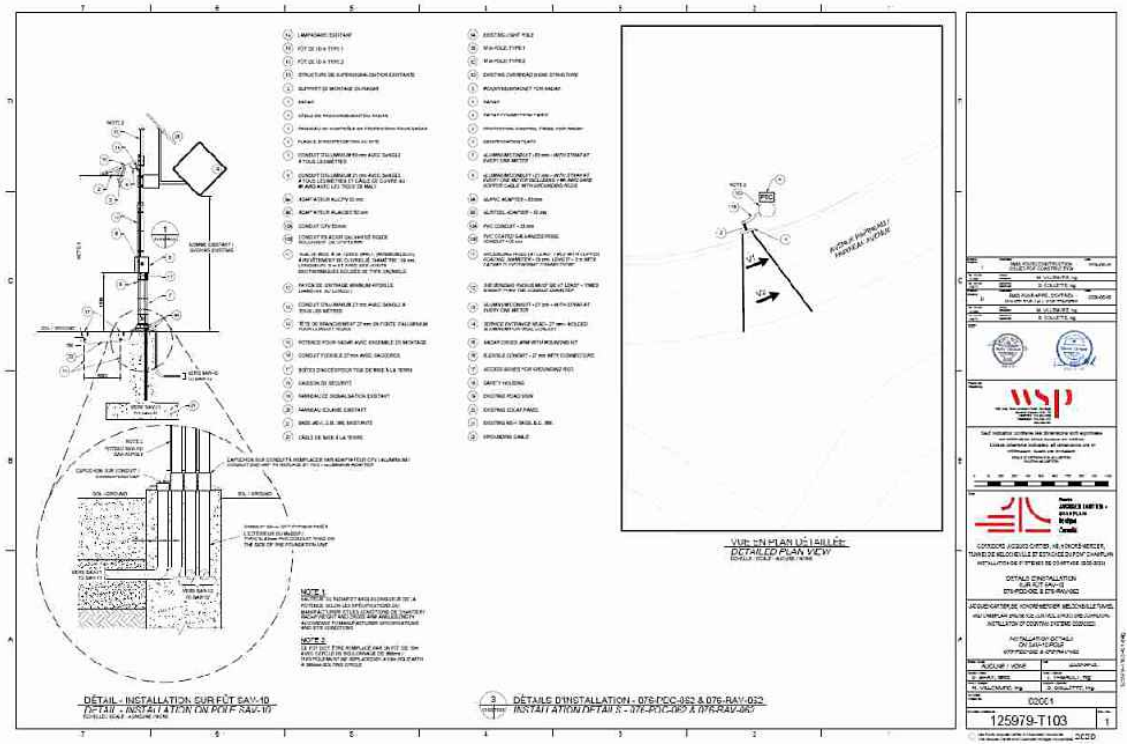


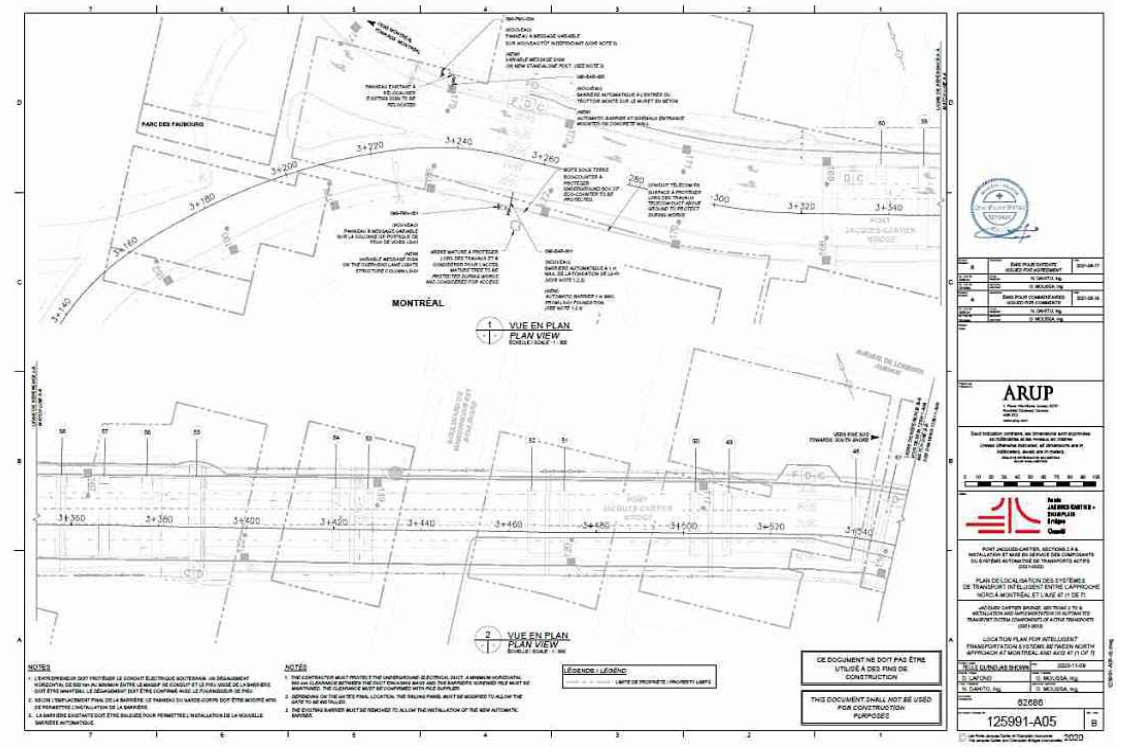
Initial : ____/ ___


NOTES GÉNÉRALES | GENERAL NOTES
BUTÉE BÉTONNÉE
CONCRETE BUTTRESS
VUE EN PLAN - PLAN VIEW
102 VUE EN PLAN - PONT JACQUES CARTIER
PLAN VIEW - JACQUES CARTIER BRIDGE
125965-C102

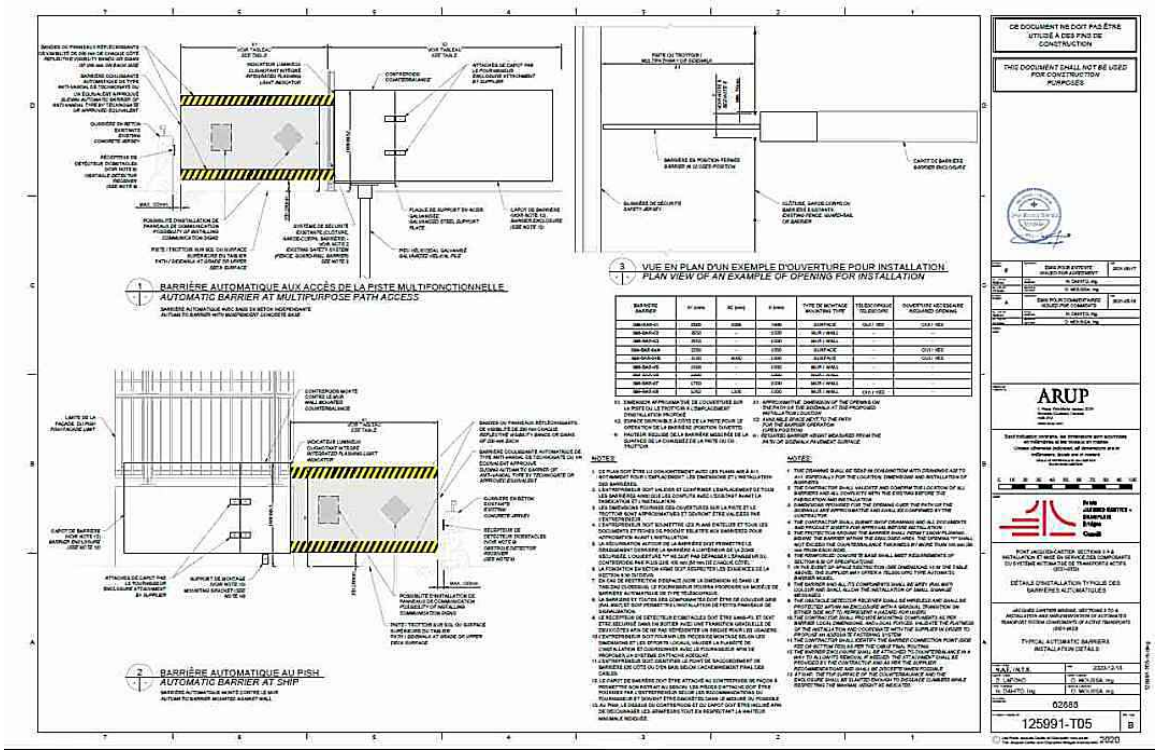

VUE EN PLAN DÉTAILLÉE
DETAILED PLAN VIEW
DÉTAIL - INSTALLATION SUR NOUVEAU FÛT
DETAIL - INSTALLATION ON NEW POLE
1 DÉTAIL D'INSTALLATION - 078-PDC-060 À 078-RAV-060
INSTALLATION DETAILS - 078-PDC-060 & 078-RAV-060
125979-T101

Initial : ____/ ___

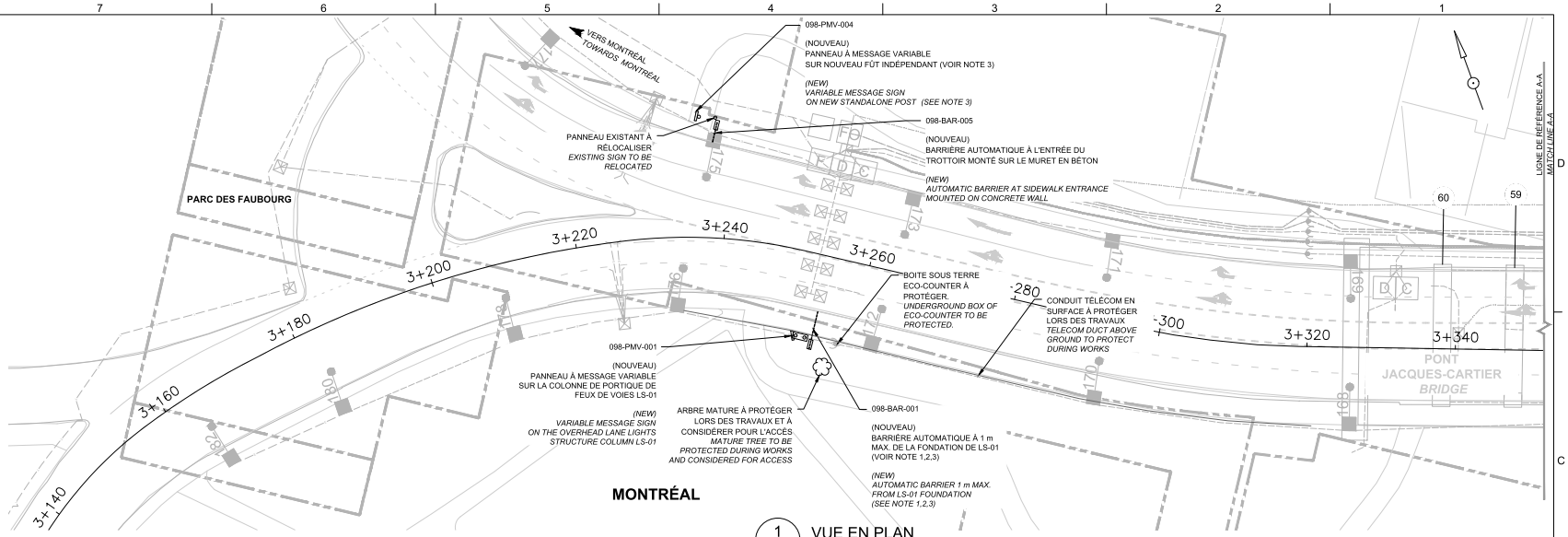

DÉTAIL - INSTALLATION SUR FÛT SAV-10
DÉTAIL D'INSTALLATION - 076-PCC-052 & 076-RAV-052
VUE EN PLAN DÉTAILLÉE
DETAILED PLAN VIEW
125979-T103


PARC DES FAUBOURG
MONTRÉAL
1 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
2 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
ARUP
125991-A05

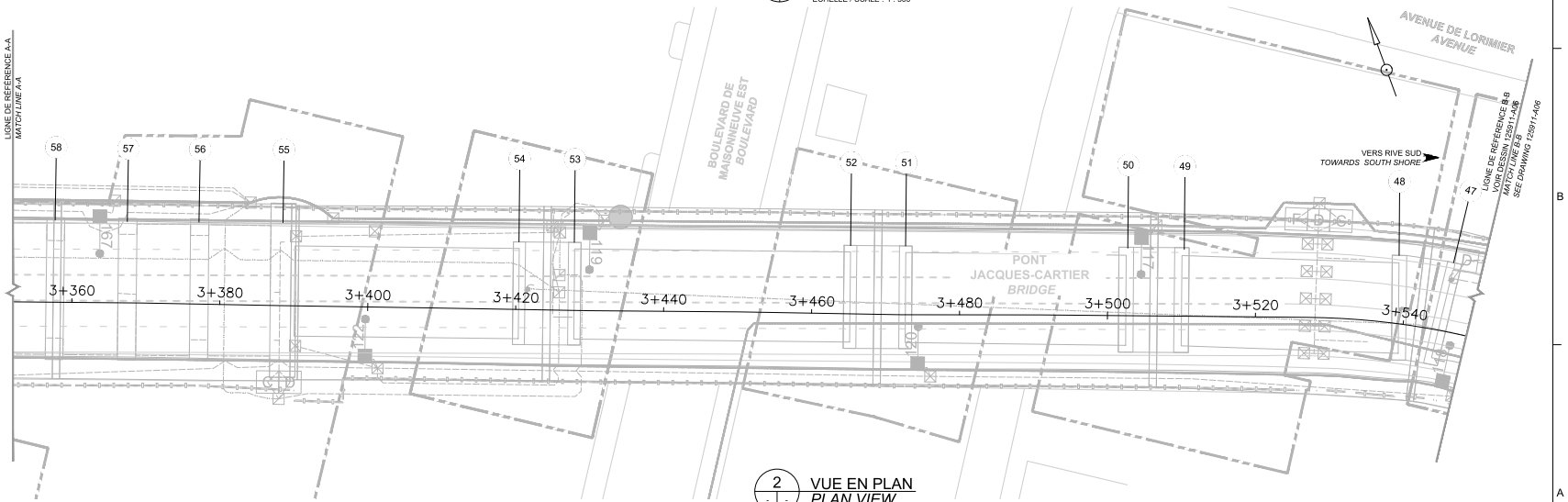
Initial : ____/ ___


1 BARRIÈRE AUTOMATIQUE AUX ACCÈS DE LA PISTE MULTIFONCTIONNELLE
AUTOMATIC BARRIER AT MULTIPURPOSE PATH ACCESS
2 BARRIÈRE AUTOMATIQUE AU PISH
AUTOMATIC BARRIER AT SHIP
3 VUE EN PLAN D'UN EXEMPLE D'OUVERTURE POUR INSTALLATION
PLAN VIEW OF AN EXAMPLE OF OPENING FOR INSTALLATION
CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION
THIS DOCUMENT SHALL NOT BE USED FOR CONSTRUCTION PURPOSES
ARUP
DÉTAILS D'INSTALLATION TYPIQUE DES BARRIÈRES AUTOMATIQUES
TYPICAL AUTOMATIC BARRIER INSTALLATION DETAILS
62688
125991-T05
B

Initial : ____/ ___



1 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
ÉCHELLE / *SCALE* : 1 : 300



2 VUE EN PLAN
PLAN VIEW
ÉCHELLE / *SCALE* : 1 : 300

NOTES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT PROTÉGER LE CONDUIT ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN. UN DÉGAGEMENT HORIZONTAL DE 500 mm AU MINIMUN ENTRE LE MASSIF DE CONDUIT ET LE PIEU VISSÉ DE LA BARRIÈRE DOIT ÊTRE MAINTENU. LE DÉGAGEMENT DOIT ÊTRE CONFIRMÉ AVEC LE FOURNISSEUR DE PIEU.
2. SELON L'EMPLACEMENT FINAL DE LA BARRIÈRE, LE PANNEAU DU GARDE-CORPS DOIT ÊTRE MODIFIÉ AFIN DE PERMETTRE L'INSTALLATION DE LA BARRIÈRE.
3. LA BARRIÈRE EXISTANTE DOIT ÊTRE ENLEVÉE POUR PERMETTRE L'INSTALLATION DE LA NOUVELLE BARRIÈRE AUTOMATIQUE.

NOTES

1. *THE CONTRACTOR MUST PROTECT THE UNDERGROUND ELECTRICAL DUCT. A MINIMUM HORIZONTAL 500 mm CLEARANCE BETWEEN THE DUCT ENCASING MASS AND THE BARRIER'S SCREWED PILE MUST BE MAINTAINED. THE CLEARANCE MUST BE CONFIRMED WITH PILE SUPPLIER.*
2. *DEPENDING ON THE GATE'S FINAL LOCATION, THE RAILING PANEL MUST BE MODIFIED TO ALLOW THE GATE TO BE INSTALLED.*
3. *THE EXISTING BARRIER MUST BE REMOVED TO ALLOW THE INSTALLATION OF THE NEW AUTOMATIC BARRIER.*

LÉGENDE / *LEGEND*

LIMITE DE PROPRIÉTÉ / *PROPERTY LIMITS*

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

THIS DOCUMENT SHALL NOT BE USED FOR CONSTRUCTION PURPOSES

Revision / Revision	Description / Description	Date
B	ÉMIS POUR ENTENTE / *ISSUED FOR AGREEMENT*	2021-06-17
No. OQ / No. OQ: 5060141	Conçu / Designed: N. DAHITO, ing.	
No. OQ / No. OQ: 5019494	Approuvé / Approved: O. MOUSSA, ing.	
A	ÉMIS POUR COMMENTAIRES / *ISSUED FOR COMMENTS*	2021-05-18
No. OQ / No. OQ: 5060141	Conçu / Designed: N. DAHITO, ing.	
No. OQ / No. OQ: 5019494	Approuvé / Approved: O. MOUSSA, ing.	

Soumis à / Sealed:

Préparé par / Prepared by:

ARUP
1, Place Ville Marie, bureau 3270
Montréal (Québec) Canada
H3B 3Y2
www.arup.com

Sauf indication contraire, les dimensions sont exprimées en millimètres et les niveaux en mètres
Unless otherwise indicated, all dimensions are in millimeters, levels are in meters.
RÈGLE DE RÉFÉRENCE EN MILLIMÈTRES
RULER IN MILLIMETERS
0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100

Client:

Ponts Jacques-Cartier et Champlain Bridges Canada

PONT JACQUES-CARTIER, SECTIONS 2 À 9,
INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES COMPOSANTS
DU SYSTÈME AUTOMATISÉ DE TRANSPORTS ACTIFS
(2021-2022)

PLAN DE LOCALISATION DES SYSTÈMES
DE TRANSPORT INTELLIGENT ENTRE L'APPROCHE
NORD À MONTRÉAL ET L'AXE 47 (1 DE 7)

JACQUES CARTIER BRIDGE, SECTIONS 2 TO 9,
INSTALLATION AND IMPLEMENTATION OF AUTOMATED
TRANSPORT SYSTEM COMPONENTS OF ACTIVE TRANSPORTS
(2021-2022)

LOCATION PLAN FOR INTELLIGENT
TRANSPORTATION SYSTEMS BETWEEN NORTH
APPROACH AT MONTREAL AND AXIS 47 (1 OF 7)

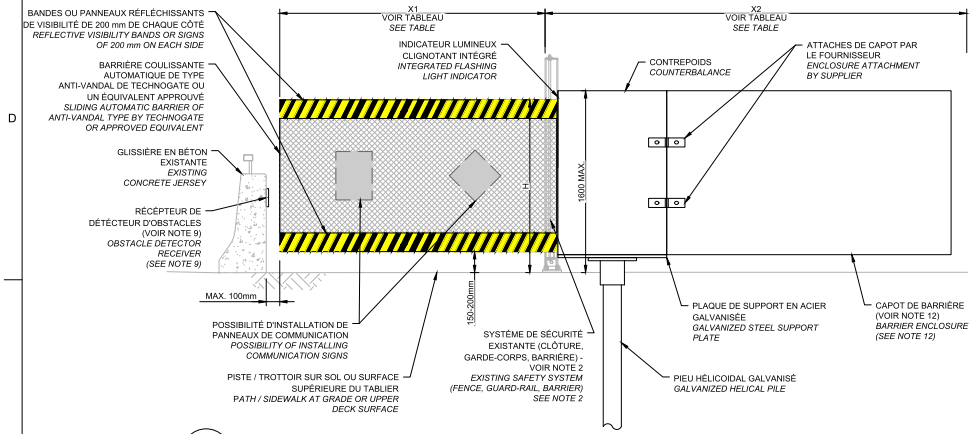
Échelle / Scale	Date
TELLE QU'IND./AS SHOWN	2020-11-09
Dessiné / Drawn: D. LAFOND	Vérifié / Checked: O. MOUSSA, ing.
Conçu / Designed: N. DAHITO, ing.	Approuvé / Approved: O. MOUSSA, ing.

No Contrat / Contract No.: 62686

No Dessin / Drawing No: 125991-A05 | Rév. / Rev.: B

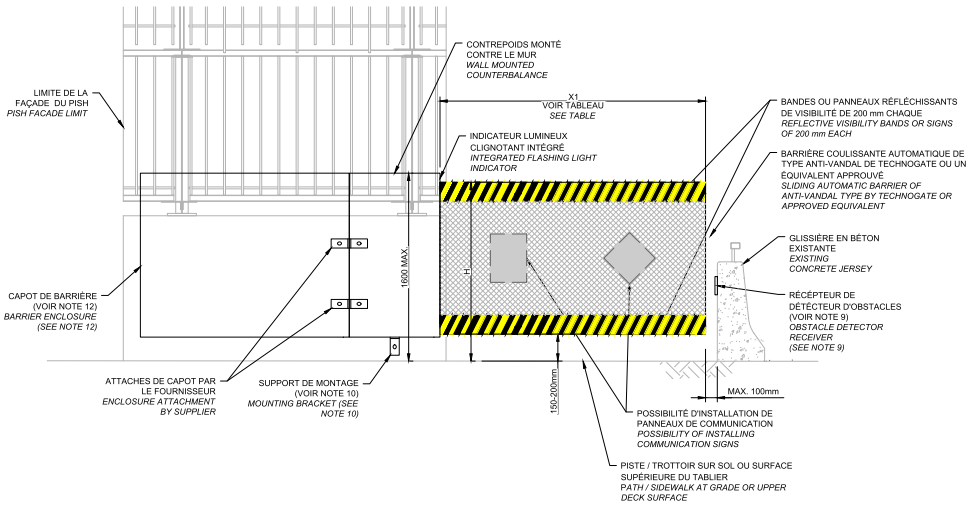
125991-A05-b.dwg

© Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
The Jacques Cartier and Champlain Bridges Incorporated 2020



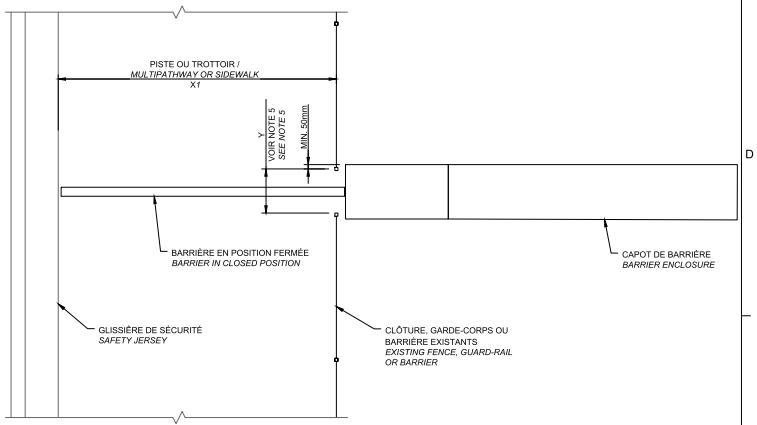
1 BARRIÈRE AUTOMATIQUE AUX ACCÈS DE LA PISTE MULTIFONCTIONNELLE
AUTOMATIC BARRIER AT MULTIPURPOSE PATH ACCESS

BARRIÈRE AUTOMATIQUE AVEC BASE EN BÉTON INDÉPENDANTE
AUTOMATIC BARRIER WITH INDEPENDENT CONCRETE BASE



2 BARRIÈRE AUTOMATIQUE AU PISH
AUTOMATIC BARRIER AT SHIP

BARRIÈRE AUTOMATIQUE MONTÉ CONTRE LE MUR
AUTOMATIC BARRIER MOUNTED AGAINST WALL



3 VUE EN PLAN D'UN EXEMPLE D'OUVERTURE POUR INSTALLATION
PLAN VIEW OF AN EXAMPLE OF OPENING FOR INSTALLATION

BARRIÈRE *BARRIER*	X1 (mm)	X2 (mm)	H (mm)	TYPE DE MONTAGE *MOUNTING TYPE*	TÉLÉSCOPIQUE *TELESCOPIC*	OUVERTURE NÉCESSAIRE *REQUIRED OPENING*
098-BAR-01	2500	2000	1400	SURFACE	OUI / *YES*	OUI / *YES*
098-BAR-02	2650	-	1500	MUR / *WALL*	-	-
098-BAR-03	2950	-	1500	MUR / *WALL*	-	-
098-BAR-04A	2350	-	1500	SURFACE	-	OUI / *YES*
098-BAR-04B	3100	4000	1500	SURFACE	-	OUI / *YES*
098-BAR-05	1500	-	1500	MUR / *WALL*	-	-
098-BAR-06	1600	-	1500	MUR / *WALL*	-	-
098-BAR-07	1750	-	1500	MUR / *WALL*	-	-
098-BAR-08	1050	1200	1500	MUR / *WALL*	OUI / *YES*	-

X1 : DIMENSION APPROXIMATIVE DE L'OUVERTURE SUR LA PISTE OU LE TROTTOIR À L'EMPLACEMENT D'INSTALLATION PROPOSÉ
X2: ESPACE DISPONIBLE À CÔTÉ DE LA PISTE POUR LE OPÉRATION DE LA BARRIÈRE (POSITION OUVERTE)
H: HAUTEUR REQUISE DE LA BARRIÈRE MESURÉE DE LA SURFACE DE LA CHAUSSÉE DE LA PISTE OU DU TROTTOIR

X1 : APPROXIMATIVE DIMENSION OF THE OPENING ON THE PATH OR THE SIDEWALK AT THE PROPOSED INSTALLATION LOCATION
X2: AVAILABLE SPACE NEXT TO THE PATH FOR THE BARRIER OPERATION (OPEN POSITION)
H : REQUIRED BARRIER HEIGHT MEASURED FROM THE PATH OR SIDEWALK PAVEMENT SURFACE

NOTES:

1. CE PLAN DOIT ÊTRE LU CONJOINTEMENT AVEC LES PLANS A05 À A11, NOTAMMENT POUR L'EMPLACEMENT, LES DIMENSIONS ET L'INSTALLATION DES BARRIÈRES.
2. L'ENTREPRENEUR DOIT VALIDER ET CONFIRMER L'EMPLACEMENT DE TOUS LES BARRIÈRES AINSI QUE LES CONFLITS AVEC L'EXISTANT AVANT LA FABRICATION ET L'INSTALLATION.
3. LES DIMENSIONS FOURNIES DES OUVERTURES SUR LA PISTE ET LE TROTTOIR SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ÊTRE VALIDÉES PAR L'ENTREPRENEUR.
4. L'ENTREPRENEUR DOIT SOUMETTRE LES PLANS D'ATELIER ET TOUS LES DOCUMENTS ET FICHES DE PRODUIT RELATIFS AUX BARRIÈRES POUR APPROBATION AVANT L'INSTALLATION.
5. LA SÉCURISATION AUTOUR DE LA BARRIÈRE DOIT PERMETTRE LE DÉNEIGEMENT DERRIÈRE LA BARRIÈRE À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE SÉCURISÉE. L'OUVERTURE "Y" NE DOIT PAS DÉPASSER L'ÉPAISSEUR DU CONTREPOIDS PAR PLUS QUE 100 mm (50 mm DE CHAQUE CÔTÉ).
6. LA FONDATION EN BÉTON ARMÉ DOIT RESPECTER LES EXIGENCES DE LA SECTION 6.30 DU DEVIS.
7. EN CAS DE RESTRICTION D'ESPACE (VOIR LA DIMENSION X2 DANS LE TABLEAU CI-DESSUS), LE FOURNISSEUR POURRA PROPOSER UN MODÈLE DE BARRIÈRE AUTOMATIQUE DE TYPE TÉLÉSCOPIQUE.
8. LA BARRIÈRE ET TOUTES SES COMPOSANTES DOIT ÊTRE DE COULEUR GRIS (RAL 9007) ET DOIT PERMETTRE L'INSTALLATION DE PETITS PANNEAUX DE SIGNALISATION.
9. LE RÉCÉPTEUR DE DÉTÉCTEUR D'OBSTACLES DOIT ÊTRE SANS-FIL ET DOIT ÊTRE SÉCURISÉ DANS UN BOITIER AVEC UNE TRANSITION GRADUELLE DE DEUX CÔTÉS AFIN DE NE PAS REPÉSENTER UN RISQUE POUR LES USAGERS.
10. L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES PIÈCES DE MONTAGE SELON LES DIMENSIONS ET LES EFFORTS LOCAUX. VALIDER LA PLANÉITÉ DE L'INSTALLATION ET COORDONNER AVEC LE FOURNISSEUR AFIN DE PROPOSER UN SYSTÈME D'ATTACHE ADÉQUAT.
11. L'ENTREPRENEUR DOIT IDENTIFIER LE POINT DE RACCORDEMENT DE BARRIÈRE (DE CÔTÉ OU D'EN BAS) SELON L'ACHEMINEMENT FINAL DES CÂBLES.
12. LE CAPOT DE BARRÈRE DOIT ÊTRE ATTACHÉ AU CONTREPOIDS DE FAÇON À PERMETTRE SON RETRAIT AU BESOIN. LES PIÈCES D'ATTACHE DOIT ÊTRE FOURNIES PAR L'ENTREPRENEUR SELON LES RECOMMANDATIONS DU FOURNISSEUR ET DOIVENT ÊTRE DISCRÈTES DANS LE MESURE DU POSSIBLE
13. AU PISH, LE DESSUS DU CONTREPOIDS ET DU CAPOT DOIT ÊTRE INCLINÉ AFIN DE DÉCOURAGER LES GRIMPEURS TOUT EN RESPECTANT LA HAUTEUR MAXIMALE INDIQUÉE.

NOTES:

1. *THIS DRAWING SHALL BE READ IN CONJUNCTION WITH DRAWINGS A05 TO A11, ESPECIALLY FOR THE LOCATION, DIMENSIONS AND INSTALLATION OF BARRIERS.*
2. *THE CONTRACTOR SHALL VALIDATE AND CONFIRM THE LOCATION OF ALL BARRIERS AND ALL CONFLICTS WITH THE EXISTING BEFORE THE FABRICATION AND INSTALLATION*
3. *DIMENSIONS PROVIDED FOR THE OPENING OVER THE PATH OR THE SIDEWALK ARE APPROXIMATIVE AND SHALL BE CONFIRMED BY THE CONTRACTOR*
4. *THE CONTRACTOR SHALL SUBMIT SHOP DRAWINGS AND ALL DOCUMENTS AND PRODUCT SHEETS FOR APPROVAL BEFORE INSTALLATION.*
5. *THE PROTECTION AROUND THE BARRIER SHALL PERMIT SNOW PLOWING BEHIND THE BARRIER WITHIN THE ENCLOSED AREA. THE OPENING "Y" SHALL NOT EXCEED THE COUNTERBALANCE THICKNESS BY MORE THAN 100 mm (50 mm FROM EACH SIDE).*
6. *THE REINFORCED CONCRETE BASE SHALL MEET REQUIREMENTS OF SECTION 6.30 OF SPECIFICATIONS*
7. *IN THE EVENT OF SPACE RESTRICTION (SEE DIMENSIONS X2 IN THE TABLE ABOVE), THE SUPPLIER MAY OFFER A TELESCOPIC TYPE AUTOMATIC BARRIER MODEL.*
8. *THE BARRIER AND ALL ITS COMPONENTS SHALL BE GREY (RAL 9007) COLOUR AND SHALL ALLOW THE INSTALLATION OF SMALL SIGNAGE MESSAGES*
9. *THE OBSTACLE DETECTOR RECEIVER SHALL BE WIRELESS AND SHALL BE PROTECTED WITHIN AN ENCLOSURE WITH A GRADUAL TRANSITION ON EITHER SIDE NOT TO REPRESENT A HAZARD FOR USERS.*
10. *THE CONTRACTOR SHALL PROVIDE MOUNTING COMPONENTS AS PER BARRIER LOCAL DIMENSIONS, AND LOCAL FORCES. VALIDATE THE FLATNESS OF THE INSTALLATION AND COORDINATE WITH THE SUPPLIER IN ORDER TO PROPOSE AN ADEQUATE FASTENING SYSTEM.*
11. *THE CONTRACTOR SHALL IDENTIFY THE BARRIER CONNECTION POINT (SIDE FED OR BOTTOM FED) AS PER THE CABLE FINAL ROUTING.*
12. *THE BARRIER ENCLOSURE SHALL BE ATTACHED TO COUNTERBALANCE IN A WAY TO ALLOW ITS REMOVAL IF NEEDED. THE ATTACHMENT SHALL BE PROVIDED BY THE CONTRACTOR AND AS PER THE SUPPLIER RECOMMENDATIONS AND SHALL BE DISCRETE WHEN POSSIBLE*
13. *AT SHIP, THE TOP SURFACE OF THE COUNTERBALANCE AND THE ENCLOSURE SHALL BE SLANTED ENOUGH TO DISSUADE CLIMBERS WHILE RESPECTING THE MAXIMAL HEIGHT AS INDICATED.*

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

THIS DOCUMENT SHALL NOT BE USED FOR CONSTRUCTION PURPOSES

Révision / Revision	Description	Date
B	ÉMIS POUR ENTENTE *ISSUED FOR AGREEMENT*	2021-06-17
No. OQ / No. Oq: 5060141	Conçu / Designed: N. DAHITO, ing.	
No. OQ / No. Oq: 5019494	Approuvé / Approved: O. MOUSSA, ing.	
A	ÉMIS POUR COMMENTAIRES *ISSUED FOR COMMENTS*	2021-05-18
No. OQ / No. Oq: 5060141	Conçu / Designed: N. DAHITO, ing.	
No. OQ / No. Oq: 5019494	Approuvé / Approved: O. MOUSSA, ing.	

Statut/*Status*:

Préparé par / *Prepared by:*

ARUP
1, Place Ville Marie, bureau 3270
Montréal (Québec) Canada
H3B 3Y2
www.arup.com

Sauf indication contraire, les dimensions sont exprimées en millimètres et les niveaux en mètres
Unless otherwise indicated, all dimensions are in millimeters, levels are in meters.
RÈGLE DE RÉFÉRENCE EN MILLIMÈTRES
RULER IN MILLIMETERS
0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100

Client:

Pont JACQUES-CARTIER CHAMPLAIN Bridges Ponts

PONT JACQUES-CARTIER, SECTIONS 2 À 9,
INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES COMPOSANTS DU SYSTÈME AUTOMATISÉ DE TRANSPORTS ACTIFS
(2021-2022)

DÉTAILS D'INSTALLATION TYPIQUE DES BARRIÈRES AUTOMATIQUES

JACQUES CARTIER BRIDGE, SECTIONS 2 TO 9, INSTALLATION AND IMPLEMENTATION OF AUTOMATED TRANSPORT SYSTEM COMPONENTS OF ACTIVE TRANSPORTS (2021-2022)

TYPICAL AUTOMATIC BARRIERS INSTALLATION DETAILS

Échelle / Scale	Date	2020-12-10
Dessiné / Drawn: D. LAFOND	Vérifié / Checked: O. MOUSSA, ing.	
Conçu / Designed: N. DAHITO, ing.	Approuvé / Approved: O. MOUSSA, ing.	

No. Contrat / *Contract No.*: 62686

No Dessin / *Drawing No*: 125991-T05 | Rév. / *Rev.*: B

125991-T05-rb.dwg

© Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
The Jacques Cartier and Champlain Bridges Incorporated 2020

Dossier # : 1207199001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire

D'adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire (CA-24-282.XXX).
De poursuivre la procédure d'adoption du projet de règlement faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-30 08:56

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207199001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire

CONTENU

CONTEXTE

Une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 14 au 28 juin 2021 inclusivement.
Aucun commentaire n'a été reçu pour cette demande durant cette période, le tout comme consigné au rapport de consultation.

Lors de celle-ci, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité a toutefois intégré à sa présentation initiale certaines corrections, puis a publié un erratum lors d'une présentation addenda, le tout aux fins des ajustements suivants :

· le remplacement pour les secteurs 3 et 5B des plans du thème des « Zones » de l'annexe E du projet de règlement afin de retirer certaines zones illustrées erronément comme étant touchées par les changements proposés;
· l'ajout pour le secteur 7 d'un plan du thème des « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe B du projet de règlement afin d'illustrer la modification de la limite de hauteur à l'est du site;
· le remplacement du plan des zones visées et contiguës combiné pour les secteurs 4 à 6 pour ajouter le numéro de la zone visée 0472 du secteur 6.

Finalement, les plans du thème des « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe C du projet de règlement ont également dû être corrigés depuis afin d'apporter des ajustements mineurs découlant des impacts d'une modification réglementaire précédente, le Règlement CA-24-282.123, erronément omise dans la documentation actuelle, obligeant :

· le remplacement de l'intitulé antérieur sur ces plans par l'intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » en vigueur depuis la dernière modification;
· la représentation sur ces plans, lorsque requis, des « immeubles comportant une enseigne d'intérêt » omis, sans autre changement pour les secteurs 2 et 9;
· l'ajout d'un plan « Légende » aux plans prévus pour cette annexe afin de corriger des erreurs cléricales constatées sur l'intitulé illustré sur un plan de l'annexe A du Règlement CA-24-282.123 ayant précédemment modifié cette légende ainsi que de remplacer la représentation des « immeubles comportant

une enseigne d'intérêt » sur ce plan pour des raisons strictement techniques pour permettre à la Ville de Montréal de générer des plans de zonage les intégrant.

Les changements apportés corrigent uniquement des erreurs cléricales au projet de règlement et à sa documentation. Le retrait de la zone 0001 du secteur 3 ainsi que celui des zones 0040 et 0213 pour le secteur 5B confirment l'absence de changements visant celles-ci. L'ajout d'un plan à l'annexe B pour le secteur 7 corrige une omission et est nécessaire afin de permettre l'agrandissement de la zone 0299 depuis l'axe de l'ancienne rue Sanguinet jusqu'à la limite est de son emprise, le tout conformément au découpage analogue qui était illustré au thème des « Zones » à l'annexe E du 1er projet de règlement. Les modifications des plans de l'annexe C assurent simplement une cohérence administrative, sans impacter les modifications annoncées pour les secteurs 2 et 9. Quant à la correction des plans des zones visées et contiguës précédemment publiés, celui-ci vise simplement à ajouter le numéro de la zone 0472, un terrain vacant qui était déjà illustré comme zone visée sur la version antérieure de ce plan.

Lors d'une prochaine séance, le conseil d'arrondissement pourra statuer sur l'adoption du 2e projet de règlement incluant ces changements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

514 872-0958
Tél :
Télécop. : 514 872-3567

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240286

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire - 2e projet de règlement

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 8 juin 2021 et l'a soumis à une consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 14 au 28 juin 2021 inclusivement, quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter, avec changements, le deuxième projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire »;

De poursuivre la procédure d'adoption du projet de règlement faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Adoptée à l'unanimité.

40.06
CA-24-282.127
1207199001

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 juin 2021	Avis de motion: CA21 240249

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire – Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.12 1207199001

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juin 2021

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 juin 2021	Résolution: CA21 240251

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire – 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire ».

Adoptée à l'unanimité.

40.12.1
1207199001

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juin 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1207199001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire

D'adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-03 14:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207199001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite réviser l'ensemble des plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 240199 - 25 avril 2013 - Adopter un règlement ne comportant que les dispositions du Règlement CA-24-282.97 qui n'ont pas entraîné la désapprobation du règlement lors de l'examen de conformité au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal [« Omnibus 1 » : Remplacement de l'ensemble des plans de l'annexe A] (1136090034);
CA09 240135 - 3 mars 2009 - Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), afin d'assurer la concordance avec le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), de même que d'améliorer certaines dispositions [Identification de certains parcs aux plans de l'annexe A] (1084400097).

DESCRIPTION

Le site
Berceau de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie abrite un riche territoire aux réalités urbaines diversifiées, héritées de son évolution depuis sa fondation en 1642 jusqu'à ce jour.

Au fil des époques, de grands gestes structurants ont été faits par les autorités pour pourvoir d'abord la ville fortifiée (Vieux-Montréal) de places de marché et de jardins publics, avant la création dans la seconde moitié du 19e siècle des grands parcs urbains, que demeurent l'île Sainte-Hélène et le mont Royal, ainsi que l'ajout graduel d'une série de places publiques et de parcs structurants à l'échelle respective des divers lieux ainsi desservis sur le territoire.

Encore aujourd'hui, l'arrondissement de Ville-Marie et la Ville de Montréal poursuivent dans cette même lignée historique l'acquisition de terrains privés et le redéveloppement de terrains municipaux ainsi que l'utilisation de certains surplus d'emprises routières publiques, en collaboration avec le ministère des Transports, à des fins de nouveaux parcs.

Cette démarche continue permet d'assurer le maintien ainsi que le développement d'espaces verts et de lieux publics de détente ou d'animation contemporains, augmentant la qualité de vie des citoyens et offrant un éventail varié de lieux accessibles au grand public.

Le projet
La demande vise à réviser les secteurs identifiés comme « parcs » sur les plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme pour :

- ajout de 5 parcs existants omis :
    - parc de la Ferme-Sous-les-Noyers (secteur 1);
    - parc Place-au-Soleil-Towers (secteur 2);
    - parc Gretta-Chambers (secteur 3);
    - parcs de l'entrée de ville Bonaventure (secteurs 5A et 5B);
    - parc Simonne-Monet-Chartrand existant (secteur 8);
- ajout de 4 terrains municipaux sur lesquels l'aménagement de parcs est prévu :
    - partie municipale du parachèvement de la promenade Albert dans le Quartier des gares (secteur 4);
    - nouveau parc sur le terrain de l'ancien autoparc 066 au Quartier des spectacles - Secteur de la Place des Arts (secteur 6);
    - place des Montréalaises (secteur 7);
    - nouveau parc sur le terrain de « Galerie Blanc » dans le Village (secteur 9).

Les changements proposés seront principalement introduits à même les plans intitulés « Usages prescrits » et « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme.

Des ajustements ponctuels conséquents aux plans intitulés « Densités et implantation », « Hauteurs et surhauteurs » et « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » sont également nécessaires pour certains emplacements afin d'assurer une cohérence avec le nouveau découpage des parcs ou leurs abords immédiats et d'éviter la création de petites zones supplémentaires au zonage.

Le cadre réglementaire
Les articles 288, 289 et 289.2 du Règlement d'urbanisme prévoient les usages pouvant être exercés sur un terrain situé dans un secteur de catégorie E.1 « Parcs et places publiques ».

Cette catégorie regroupe, selon l'article 286, les cimetières, les espaces et les lieux publics utilisés pour la détente, l'ornementation, la pratique des sports et d'activités de plein air ainsi que les espaces naturels, tels que les bois et les rives présentant un intérêt écologique particulier.

Le seul type de construction autorisé dans un tel secteur est une dépendance en fonction de l'article 287.

La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme.

Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu des paragraphes 1°, 3°, 4° et 5° du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), à savoir la division du territoire en zones, les usages, le mode d'implantation, les hauteurs et surhauteurs, le taux d'implantation et la densité de construction.

Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux

dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

Dans l'ensemble, les changements réglementaires proposés visent simplement à reconnaître le développement des parcs locaux sur le territoire depuis la dernière révision des parcs au Règlement d'urbanisme.

Il est anticipé que des exercices futurs de révision seront nécessaires après l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins de parcs.

Considérant que le projet confirme le zonage comme « parcs » de divers terrains municipaux par la modification des plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme.

Considérant que ce changement contribue à assurer la préservation ou à faciliter l'aménagement de ces emplacements, au bénéfice de l'ensemble de la collectivité.

Considérant que les modifications projetées ne modifient aucunement les droits et paramètres existants des propriétaires privés riverains.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande.

À sa séance du 13 mai 2021, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S .O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Avis de motion et adoption du 1er projet de règlement;
Avis public annonçant la tenue de la période de consultation écrite d'une durée de 15 jours;
Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de règlement;
Avis public sur la possibilité de déposer une demande de participation à un référendum;
Conseil d'arrondissement - Adoption du règlement;

Délivrance d'un certificat de conformité;
Avis public annonçant l'entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-31

Louis ROUTHIER
Chef de division - Urbanisme

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-05-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 mai 2021
s. o.
4.3.1

Objet :	**MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – IDENTIFICATION DE NOUVEAUX PARCS AU RÈGLEMENT D'URBANISME 01-282**
Endroit :	Ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise à réviser les secteurs identifiés comme « parcs » sur les plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme pour procéder à l'ajout de 5 parcs existants omis : • parc de la Ferme-Sous-les-Noyers (secteur 1); • parc Place-au-Soleil-Towers (secteur 2); • parc Gretta-Chambers (secteur 3); • parcs de l'entrée de ville Bonaventure (secteurs 5A et 5B); • parc Simonne-Monet-Chartrand existant (secteur 8). De plus, la proposition prévoit l'ajout de 4 terrains municipaux sur lesquels l'aménagement de parcs est prévu : • partie municipale du parachèvement de la promenade Albert dans le Quartier des gares (secteur 4); • nouveau parc sur le terrain de l'ancien autoparc 066 au Quartier des spectacles - Secteur de la Place des Arts (secteur 6); • place des Montréalaises (secteur 7); • nouveau parc sur le terrain de « Galerie Blanc » dans le Village (secteur 9). Les changements proposés seront principalement introduits à même les plans intitulés « Usages prescrits » et « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme. Des ajustements ponctuels conséquents aux plans intitulés « Densités et implantation », « Hauteurs et surhauteurs » et « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » sont également nécessaires pour certains emplacements afin d'assurer une cohérence avec le nouveau découpage des parcs ou leurs abords immédiats et d'éviter la création de petites zones supplémentaires au zonage.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Considérant que : Le projet confirme le zonage comme « parcs » de divers terrains municipaux par la modification des plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme.

Considérant que : Ce changement contribue à assurer la préservation ou à faciliter l'aménagement de ces emplacements, au bénéfice de l'ensemble de la collectivité.

Considérant que : Les modifications projetées ne modifient aucunement les droits et paramètres existants des propriétaires privés riverains.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.XXX	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier certains parcs à travers le territoire**

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié tel qu'il est illustré sur les plans joints à l'annexe A du présent règlement, avec les adaptations nécessaires.

2. Le plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les plans joints à l'annexe B du présent règlement, avec les adaptations nécessaires.

3. Le plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les plans joints à l'annexe C du présent règlement, avec les adaptations nécessaires.

4. Le plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les plans joints à l'annexe D du présent règlement, avec les adaptations nécessaires.

5. Le plan intitulé « Zones » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les plans joints à l'annexe E du présent règlement, avec les adaptations nécessaires.

_____

ANNEXE A
PLANS INTITULÉS « MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION » DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) » POUR LES SECTEURS 2, 6 ET 9

ANNEXE B
PLANS INTITULÉS « MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN INTITULÉ « HAUTEURS ET SURHAUTEURS » DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT

PROJET

D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) » POUR LES SECTEURS 3 ET 6 À 9

ANNEXE C
PLANS INTITULÉS « MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE, IMMEUBLES D'INTÉRÊT ET IMMEUBLES COMPORTANT UNE ENSEIGNE D'INTÉRÊT » DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) » POUR LA LÉGENDE ET LES SECTEURS 2 ET 9

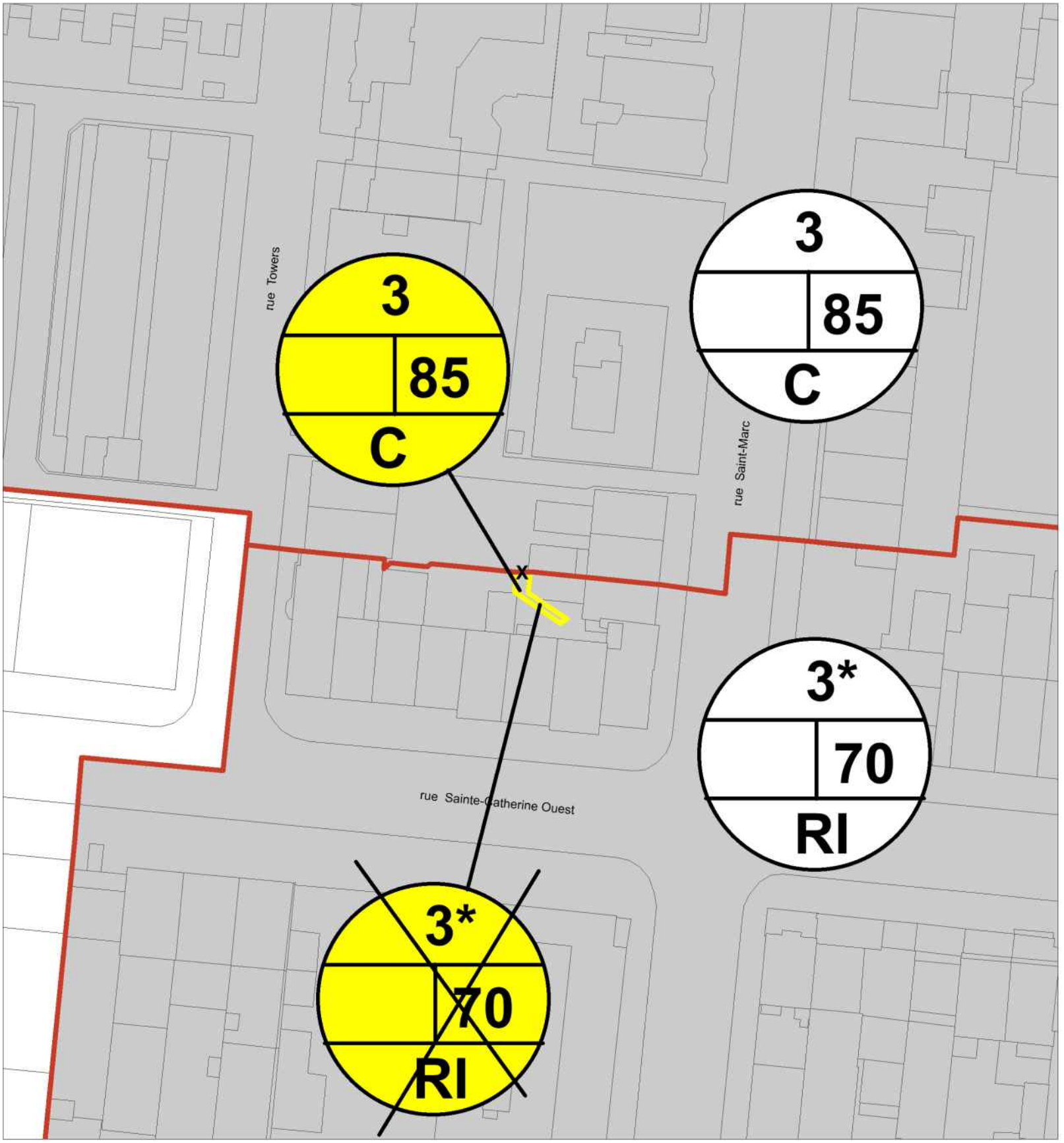
ANNEXE D
PLANS INTITULÉS « MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN INTITULÉ « USAGES PRESCRITS » DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) » POUR LES SECTEURS 1 À 4, 5A, 5B ET 6 À 9

ANNEXE E
PLANS INTITULÉS « MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN INTITULÉ « ZONES » DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) » POUR LES SECTEURS 1 À 4, 5A, 5B ET 6 À 9

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1207199001) entré en vigueur le _____ 2021, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal le _____ 2021, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

GDD 1207199001

PROJET



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 2

X X Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

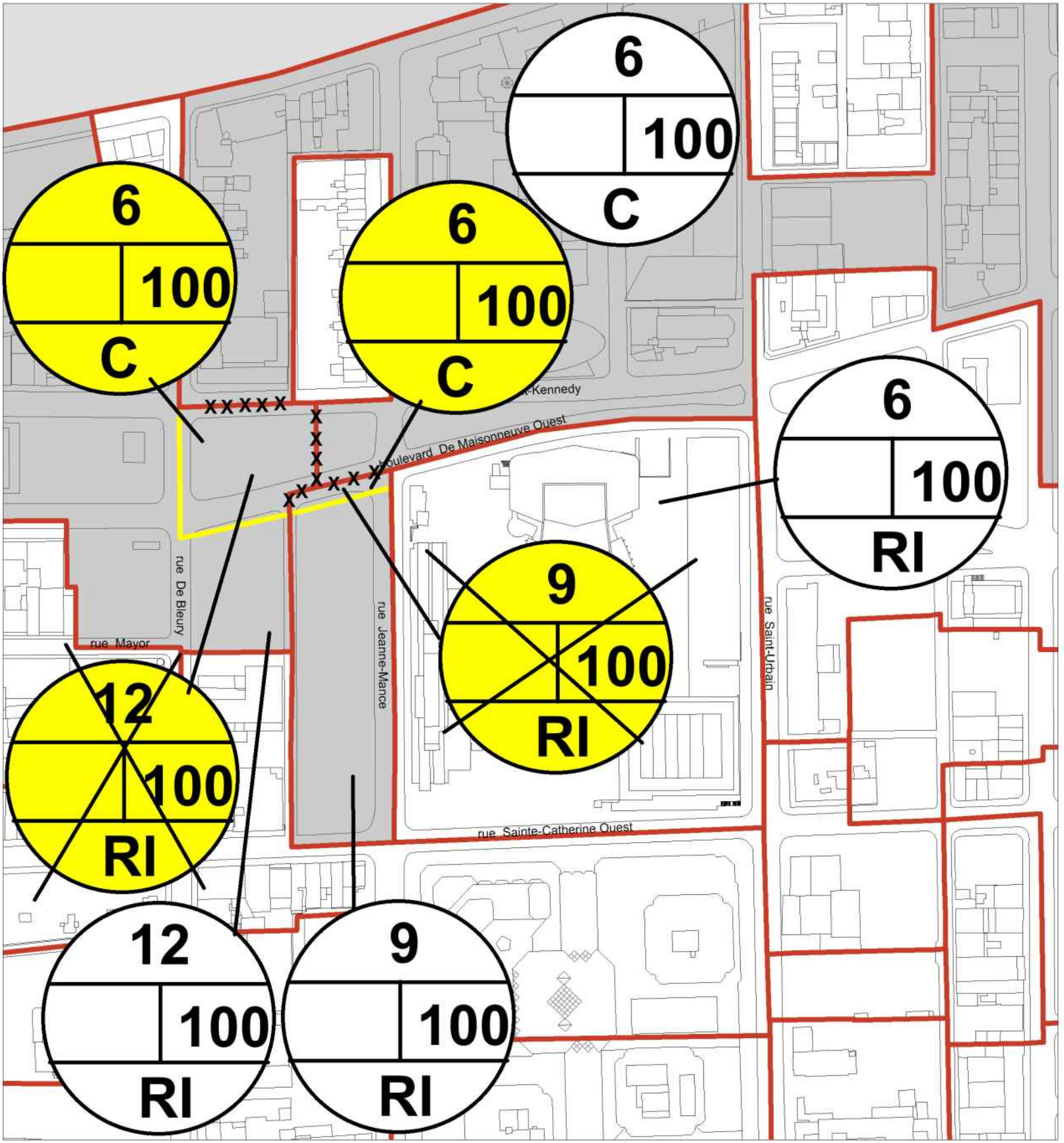
~~XXX~~ Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

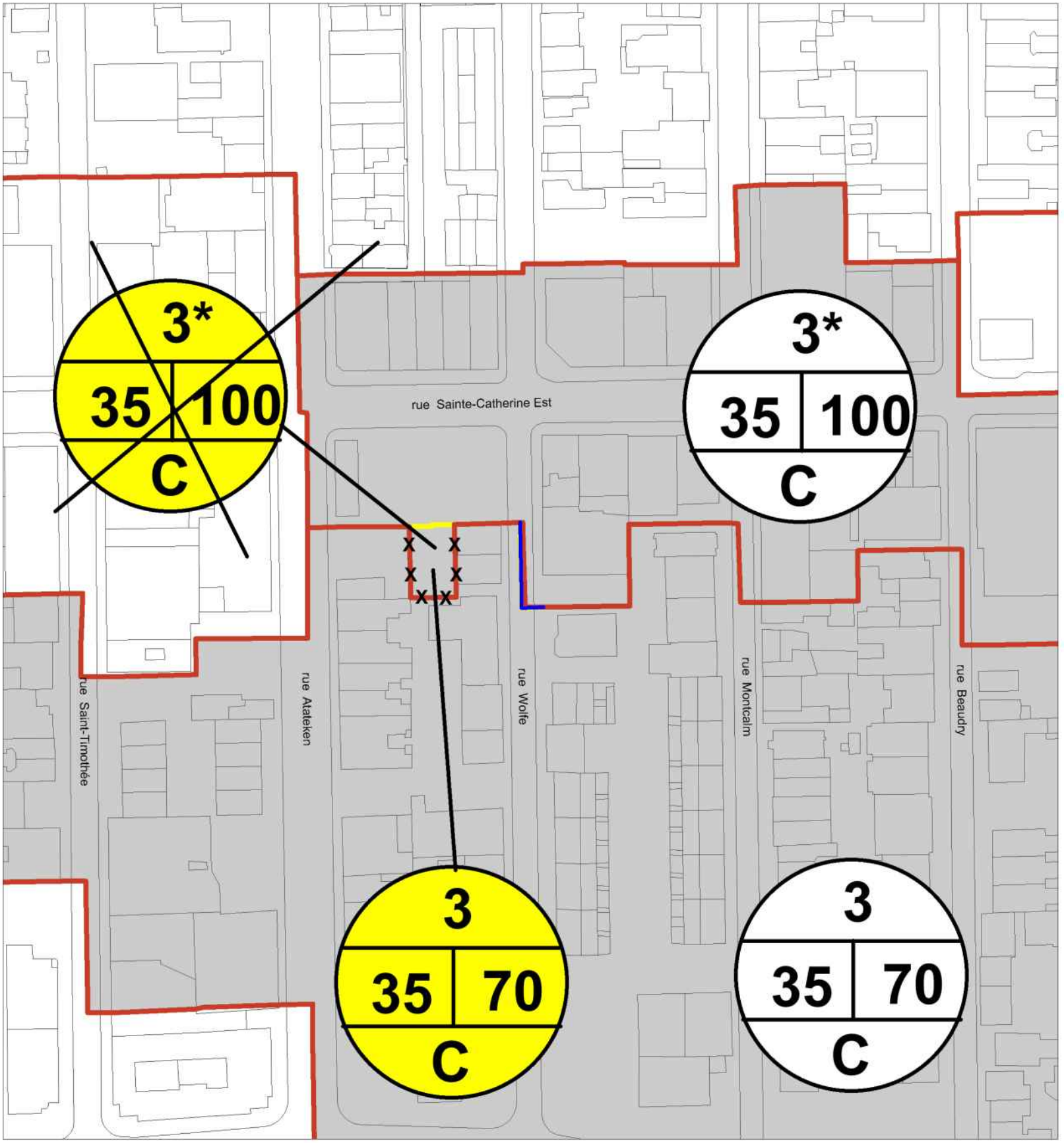


Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 6

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal 1780



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 9

X X Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

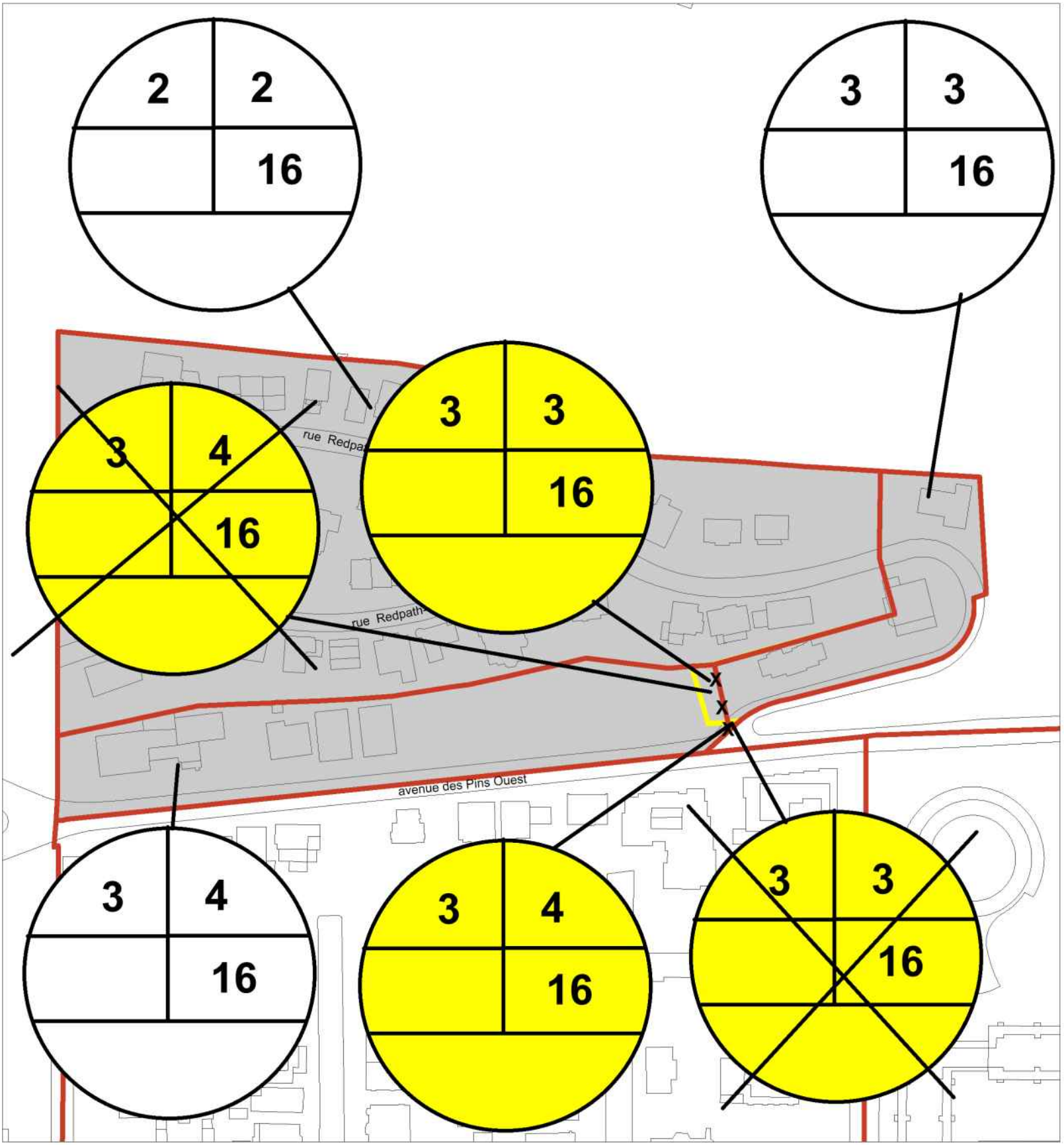
XXX Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal 1880



Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 3

X X Limite retirée

Nouvelle limite

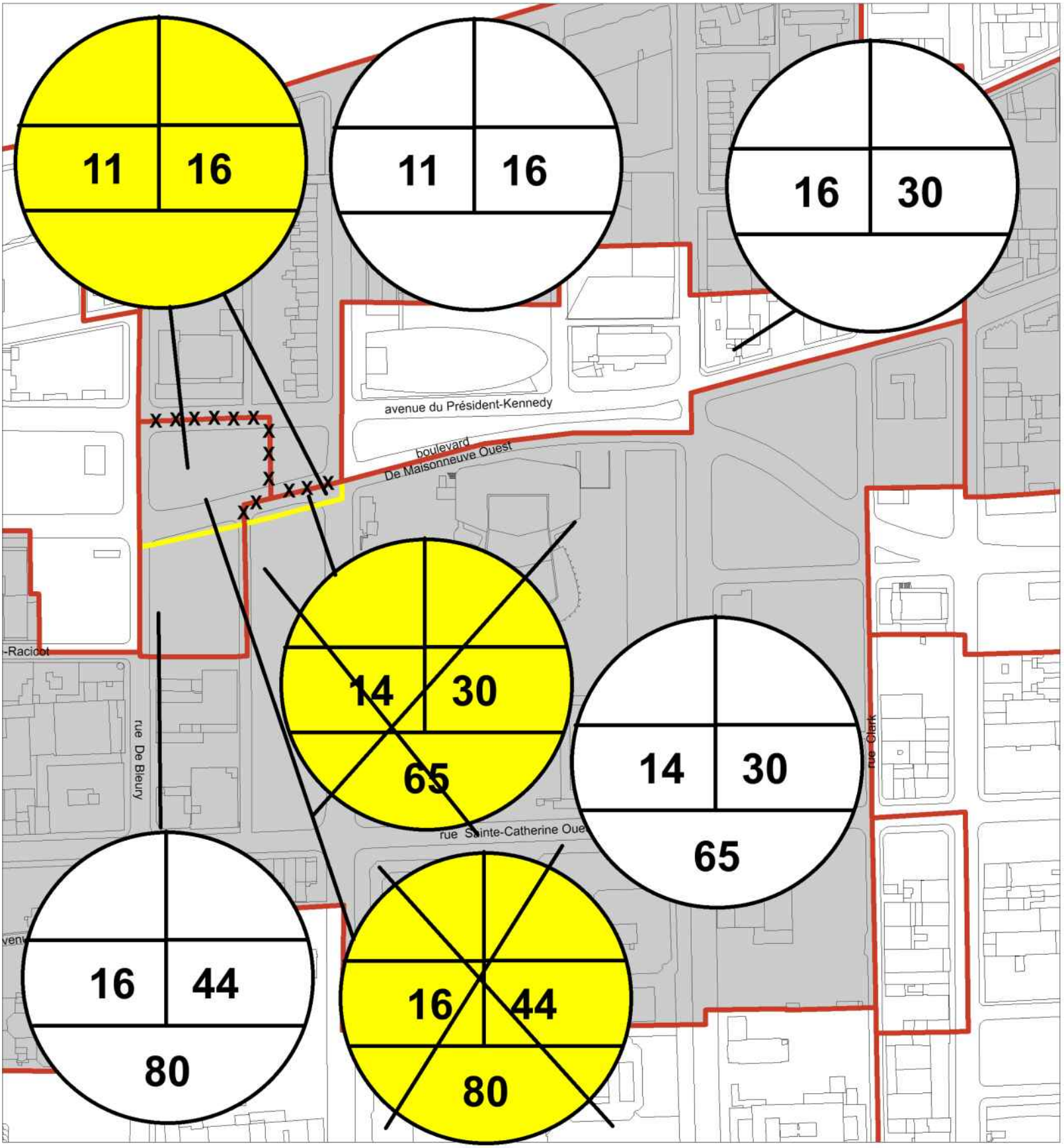
Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

~~XXX~~ Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

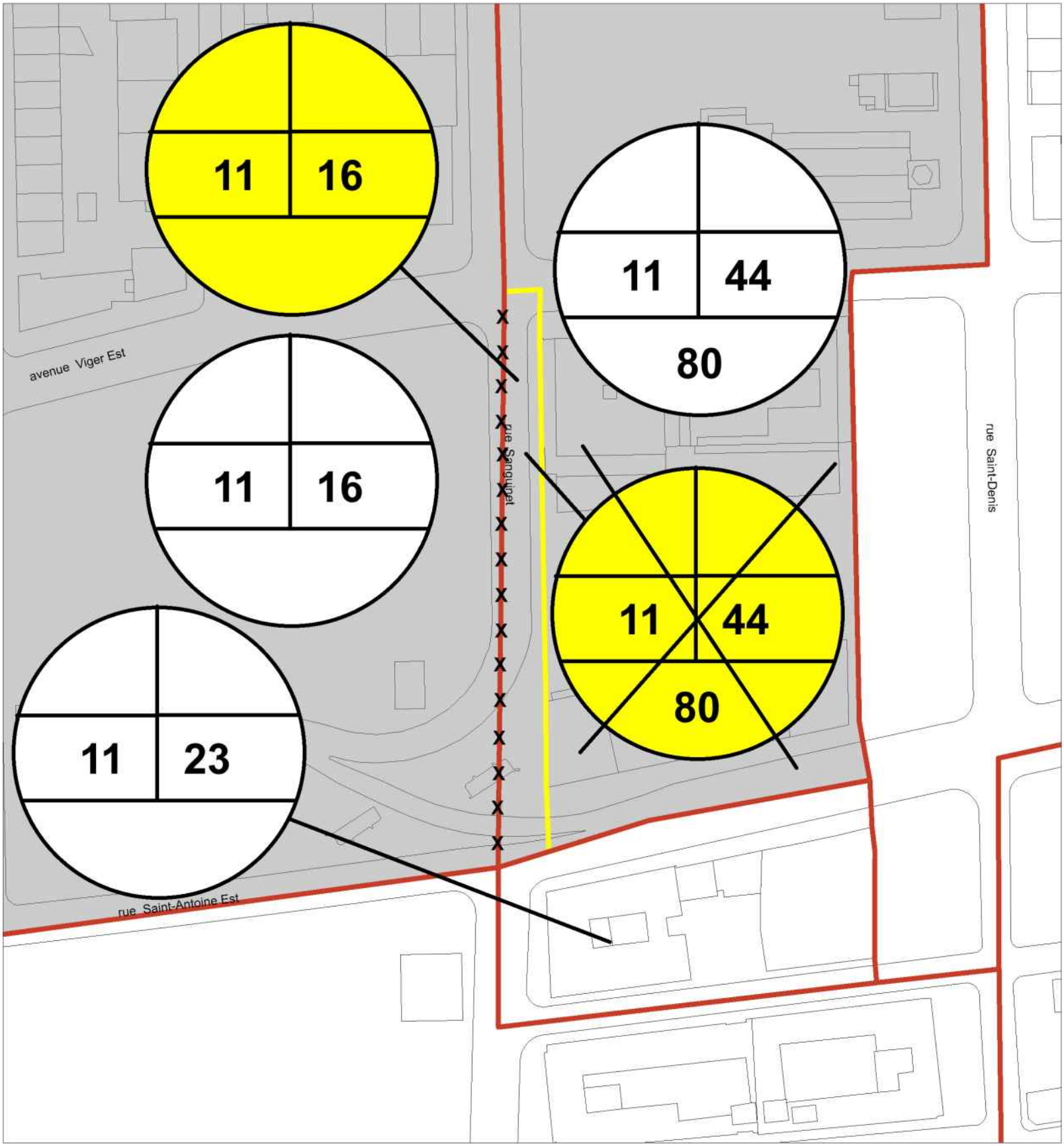
Dossier : 1207199001
Avril 2021



Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 6

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- XXX Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

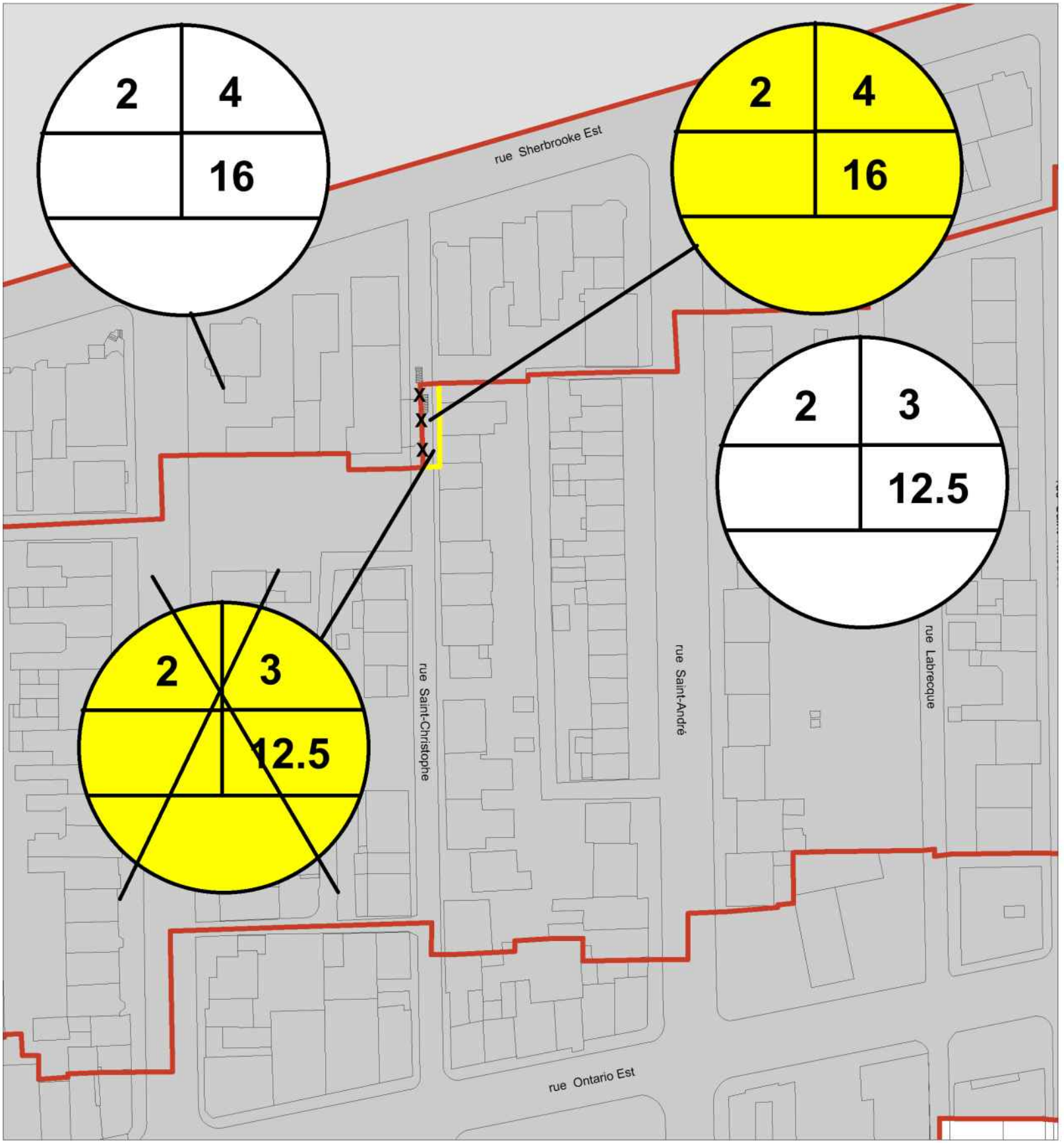
Dossier : 1207199001
Avril 2021



Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 7

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- XXX Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Juin 2021

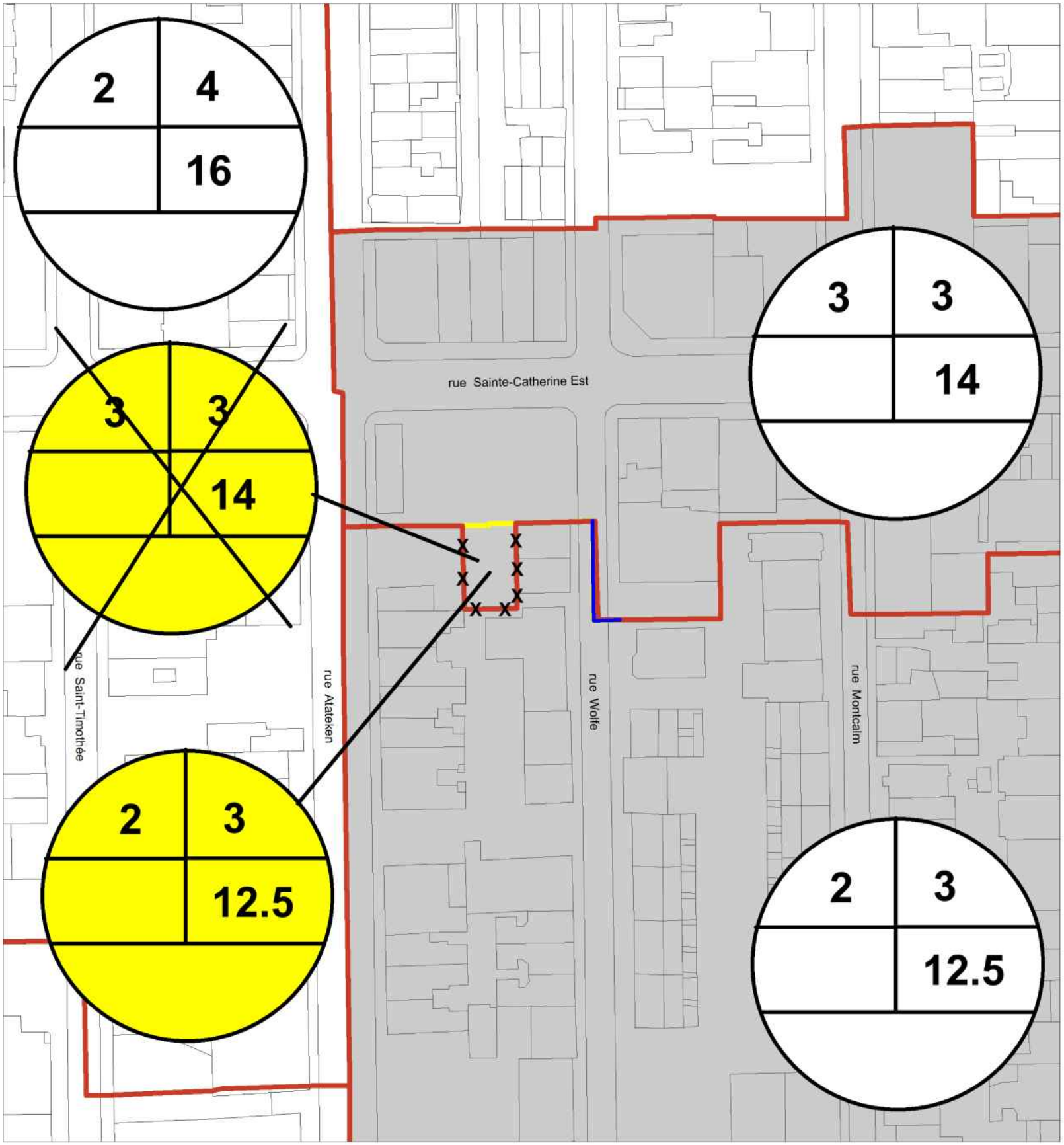


Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 8

- X X Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

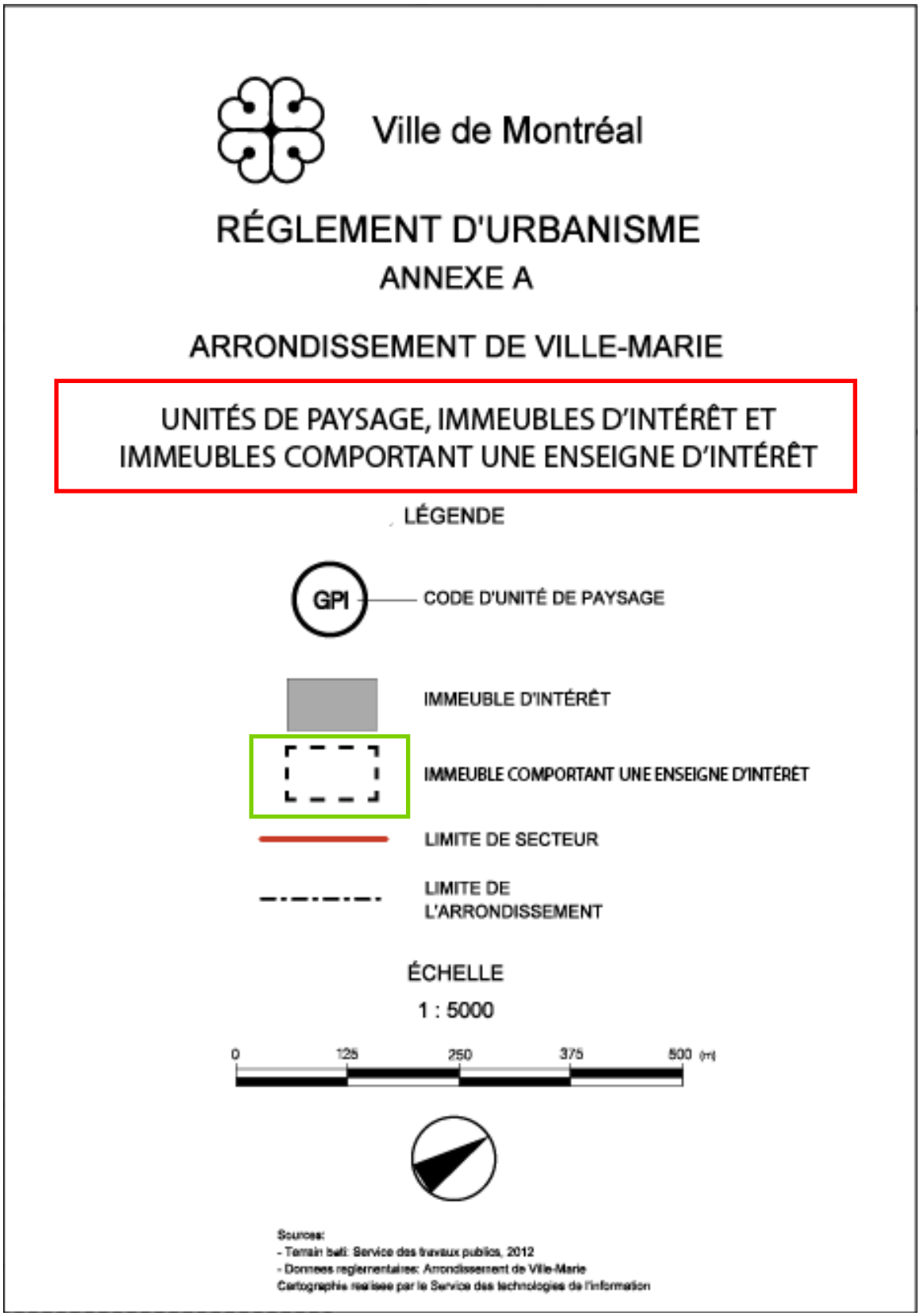
Ville-Marie Montréal



Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 9

- X X Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

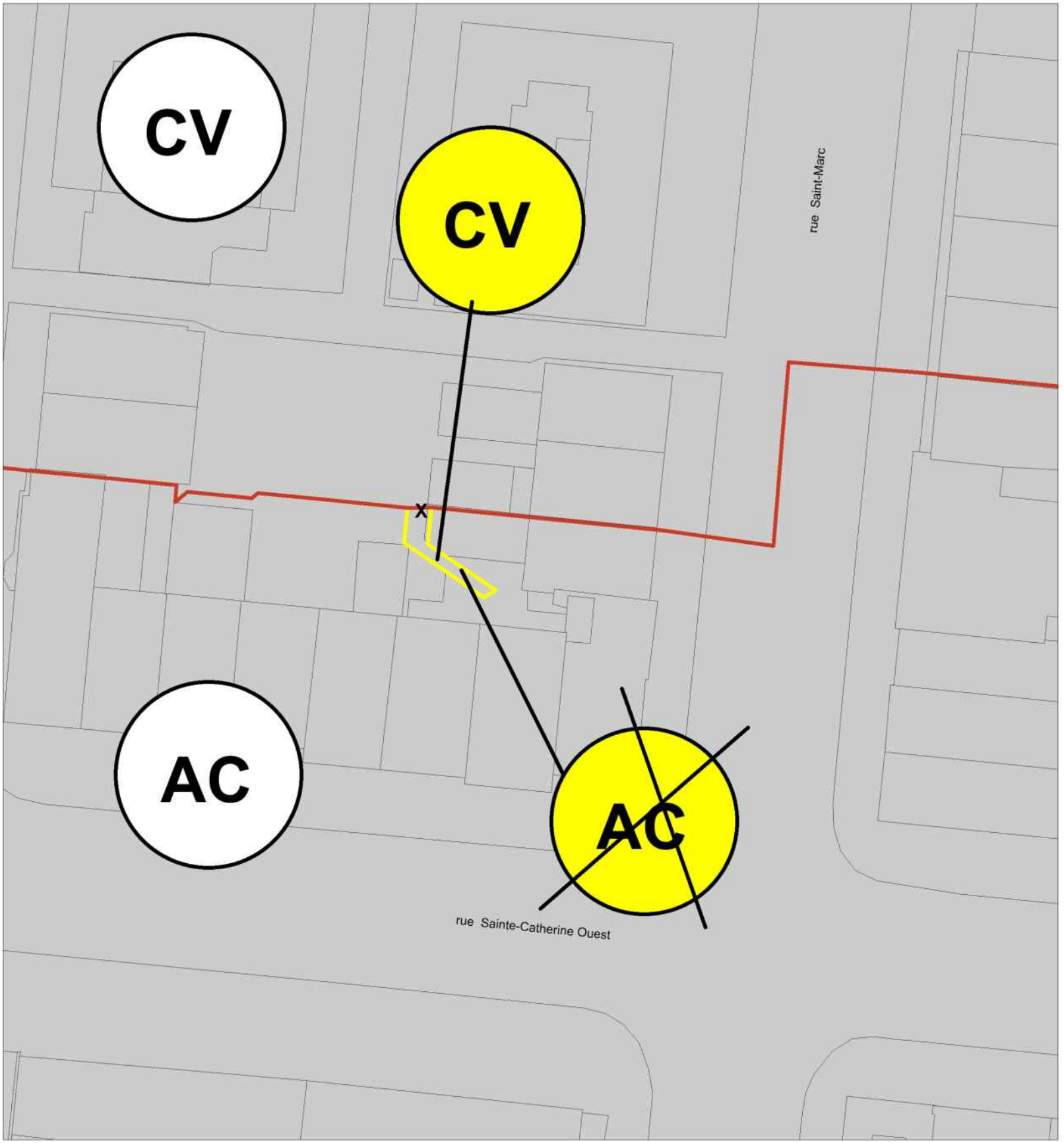


Annexe C - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Légende

Texte de la légende corrigé

Nouvelle représentation de ce thème sur ce plan

Dossier : 1207199001
Juin 2021

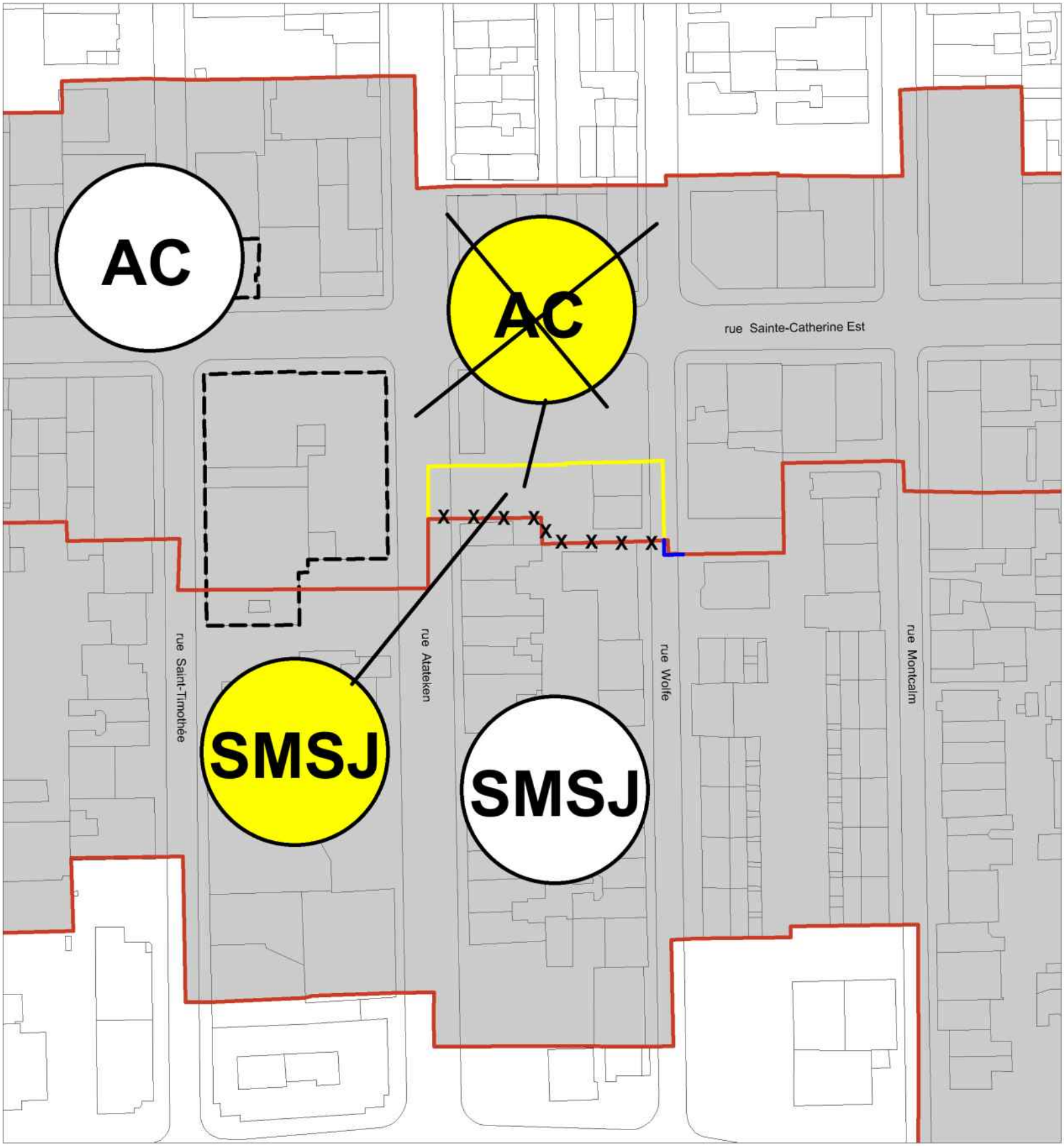


Annexe C - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 2

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Limite alignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée
- Immeuble d'intérêt
- Immeuble comportant une enseigne d'intérêt

Dossier : 1207199001
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal

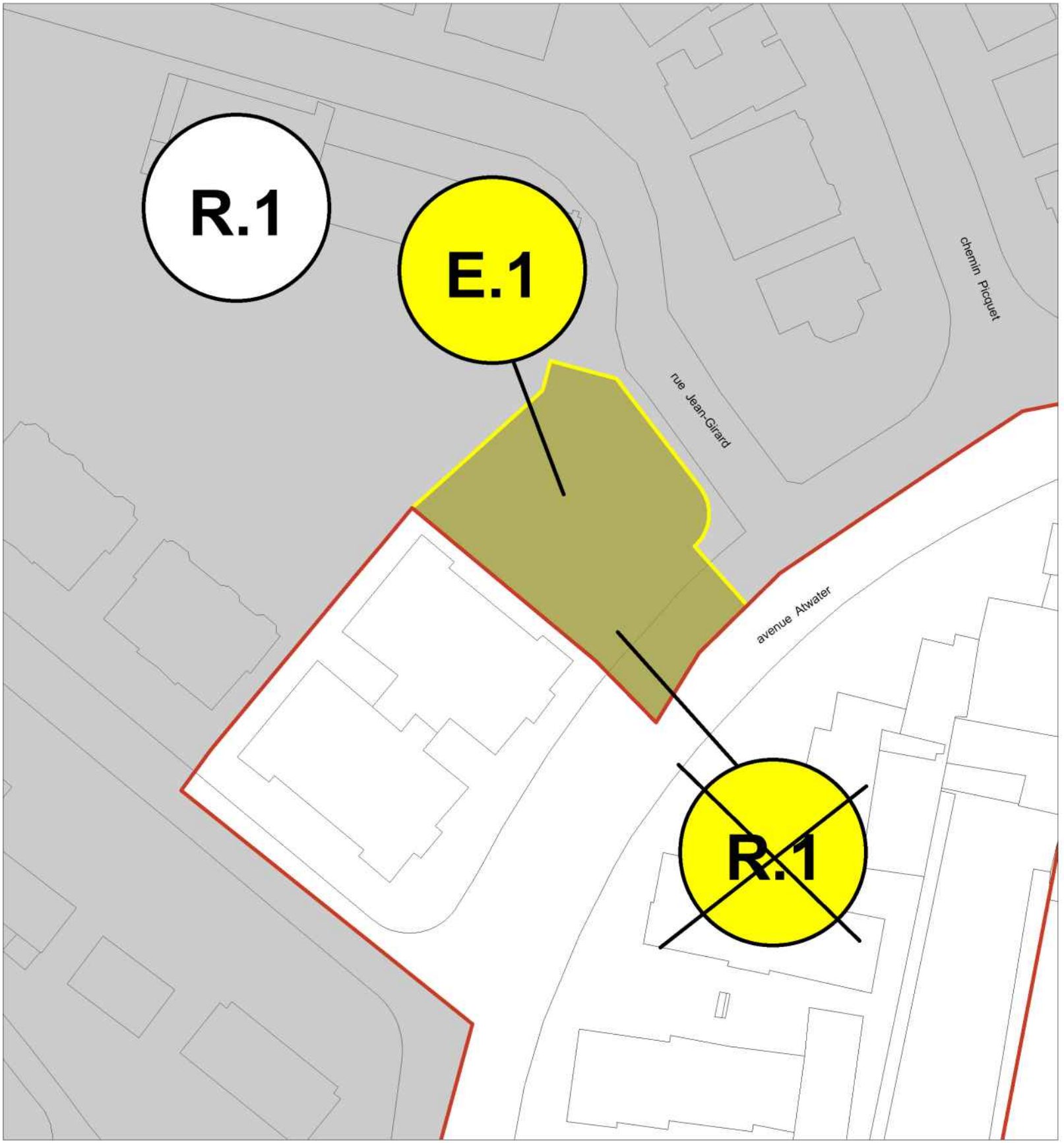


Annexe C - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 9

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Limite alignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée
- Immeuble d'intérêt
- Immeuble comportant une enseigne d'intérêt

Dossier : 1207199001
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal

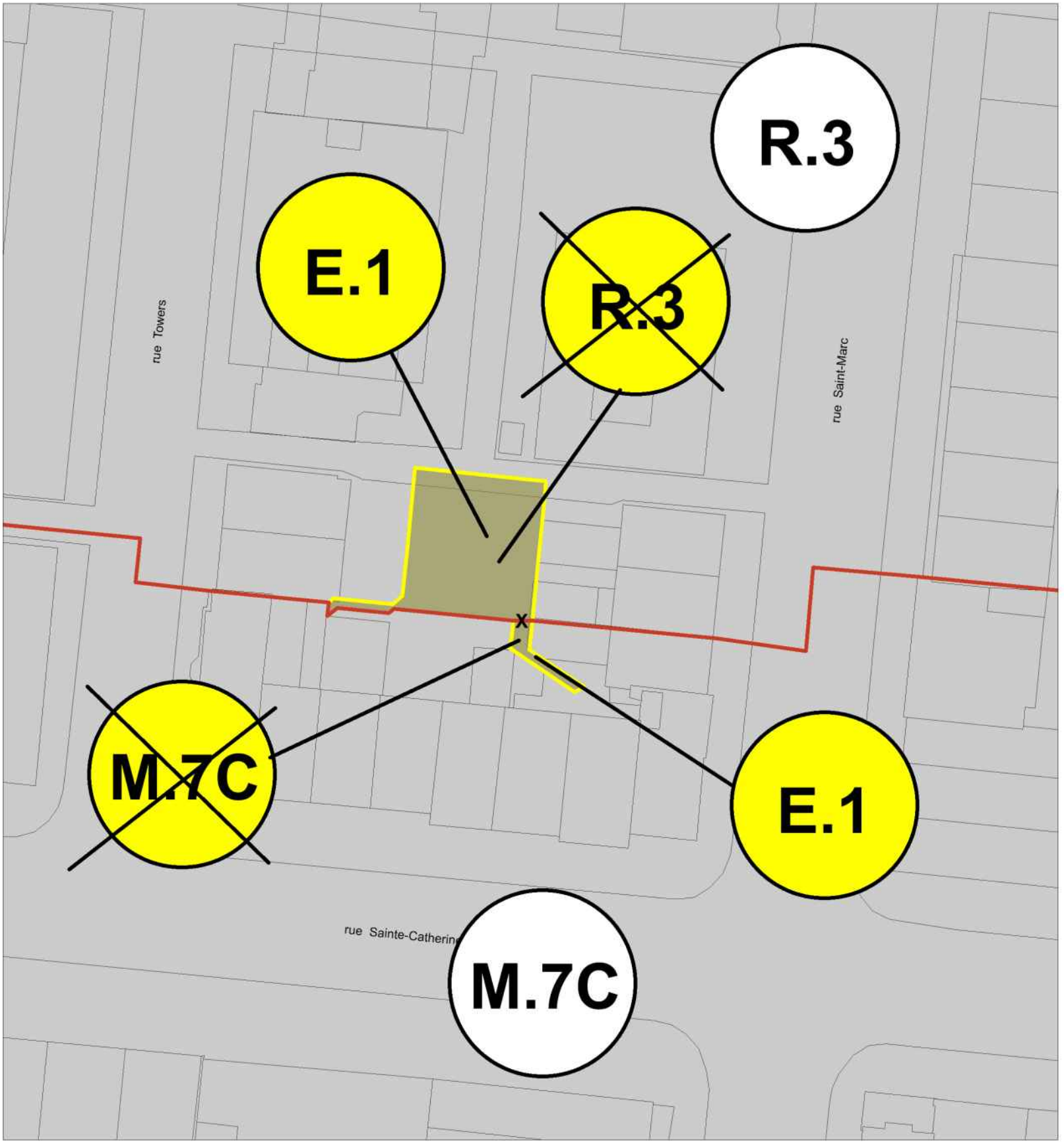


Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 1

- ~~X X~~ Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

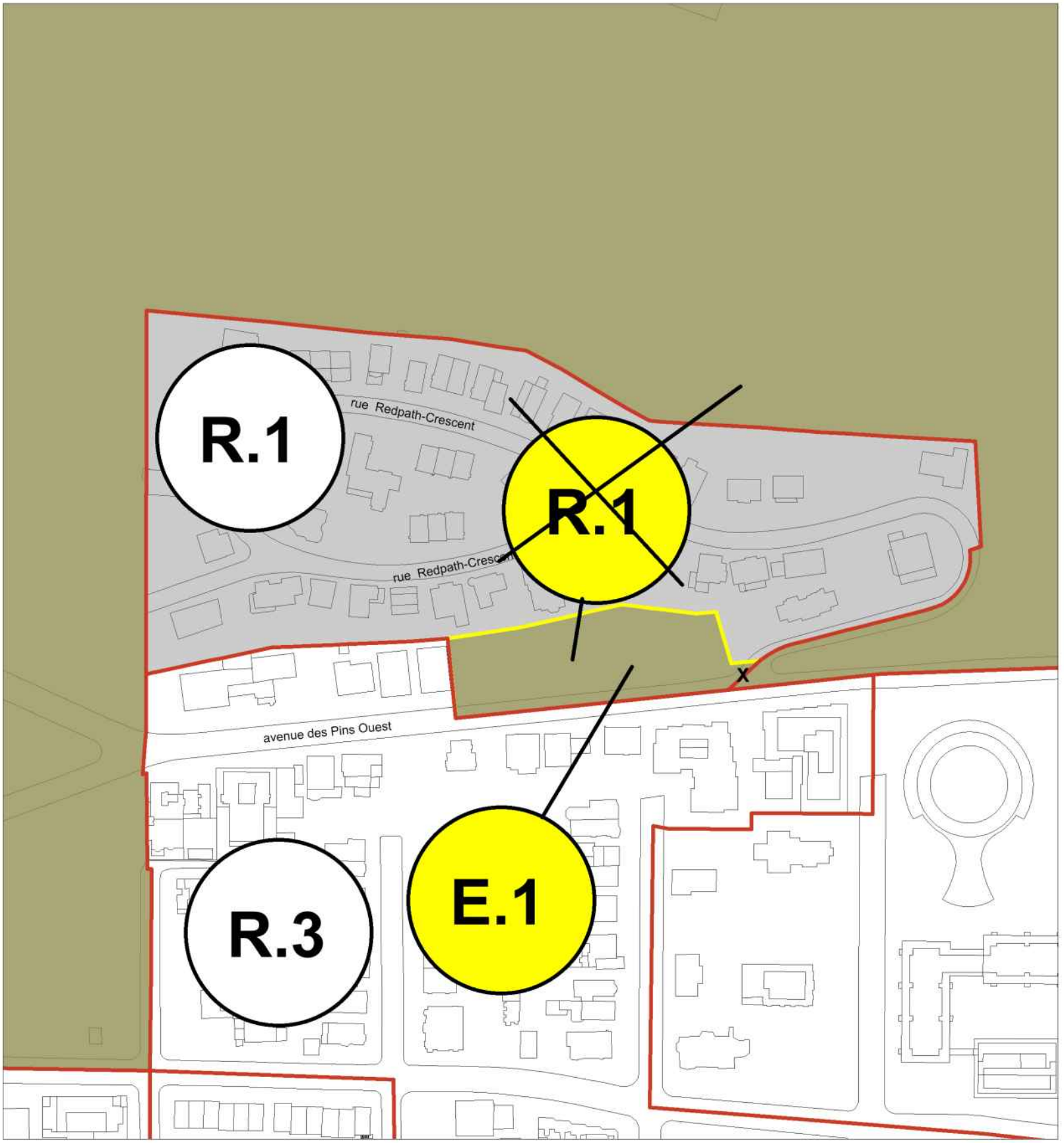


Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 2

- ~~X X~~ Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 3

~~X X~~ Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

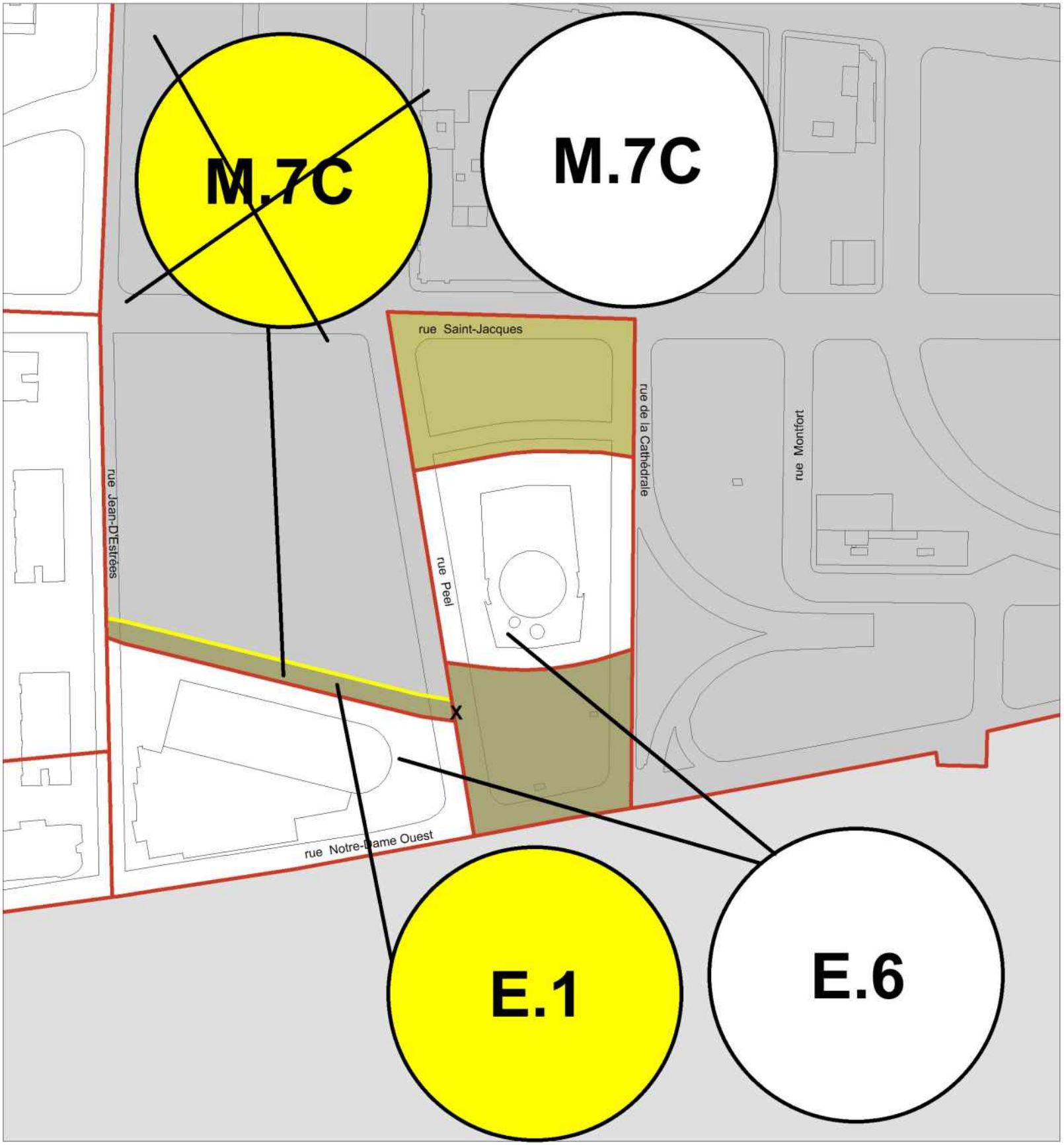
~~XXX~~ Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

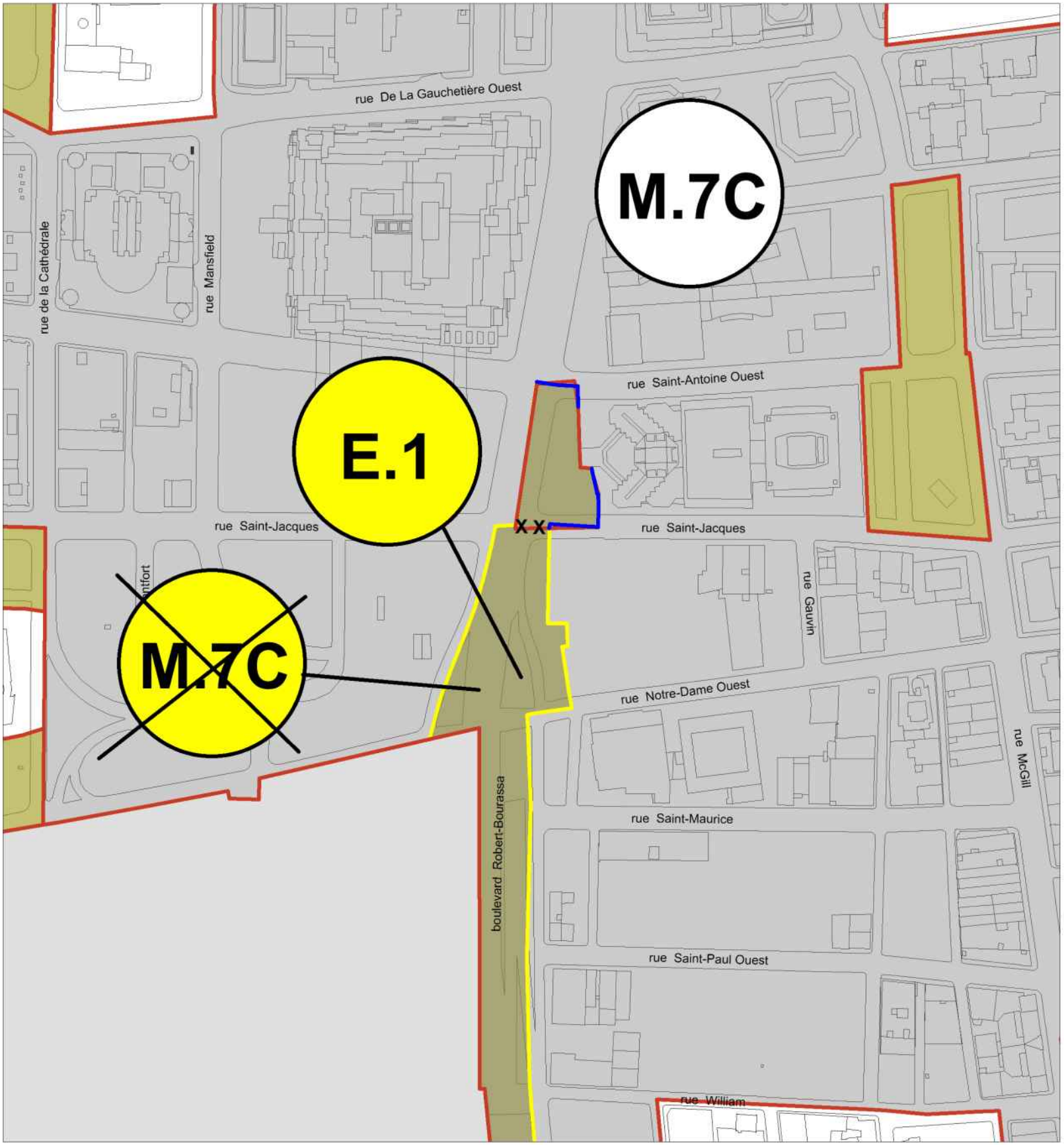


Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 4

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 5A

X X Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

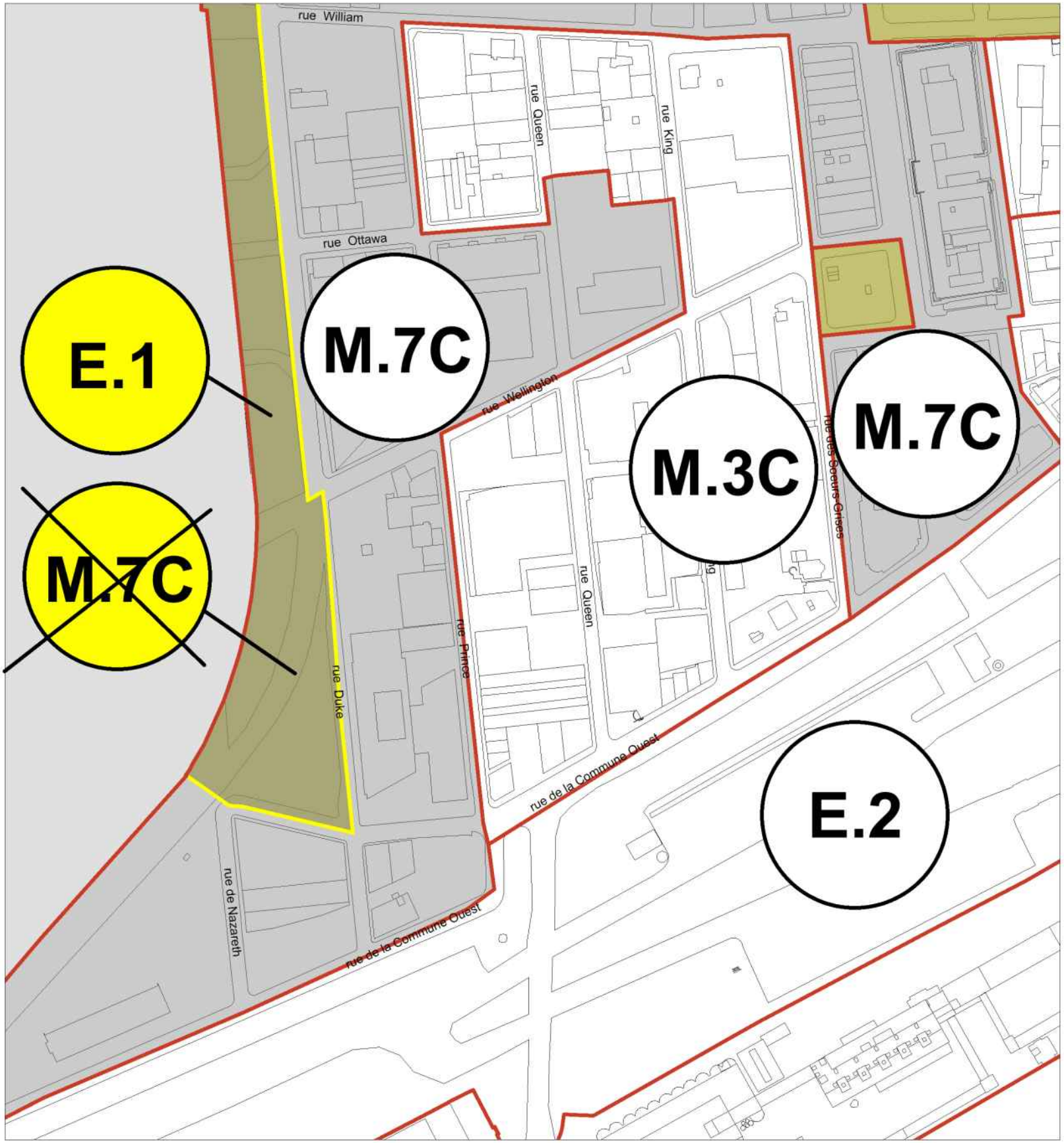
~~XXX~~ Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 5B

~~X X~~ Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

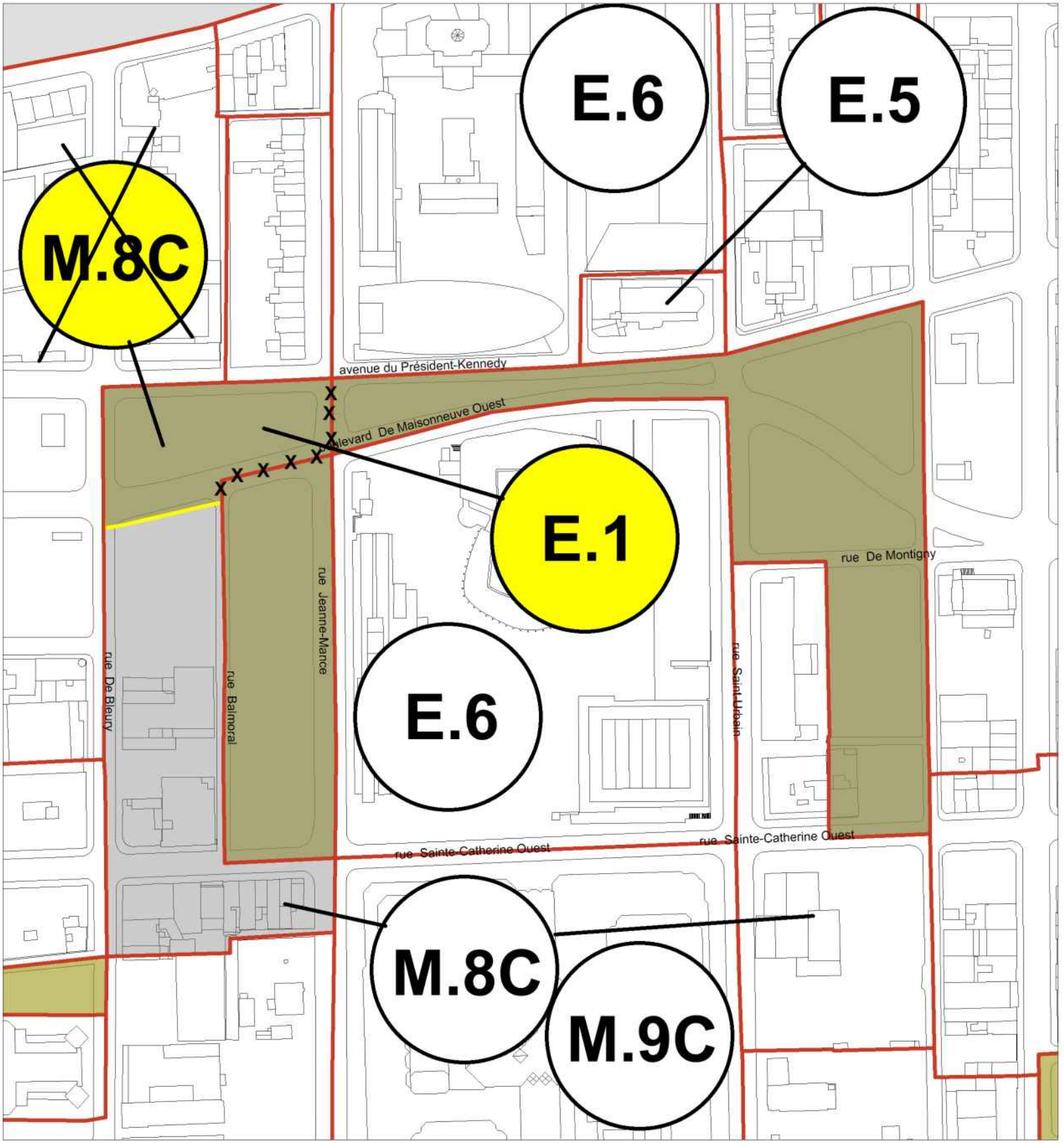
~~XXX~~ Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

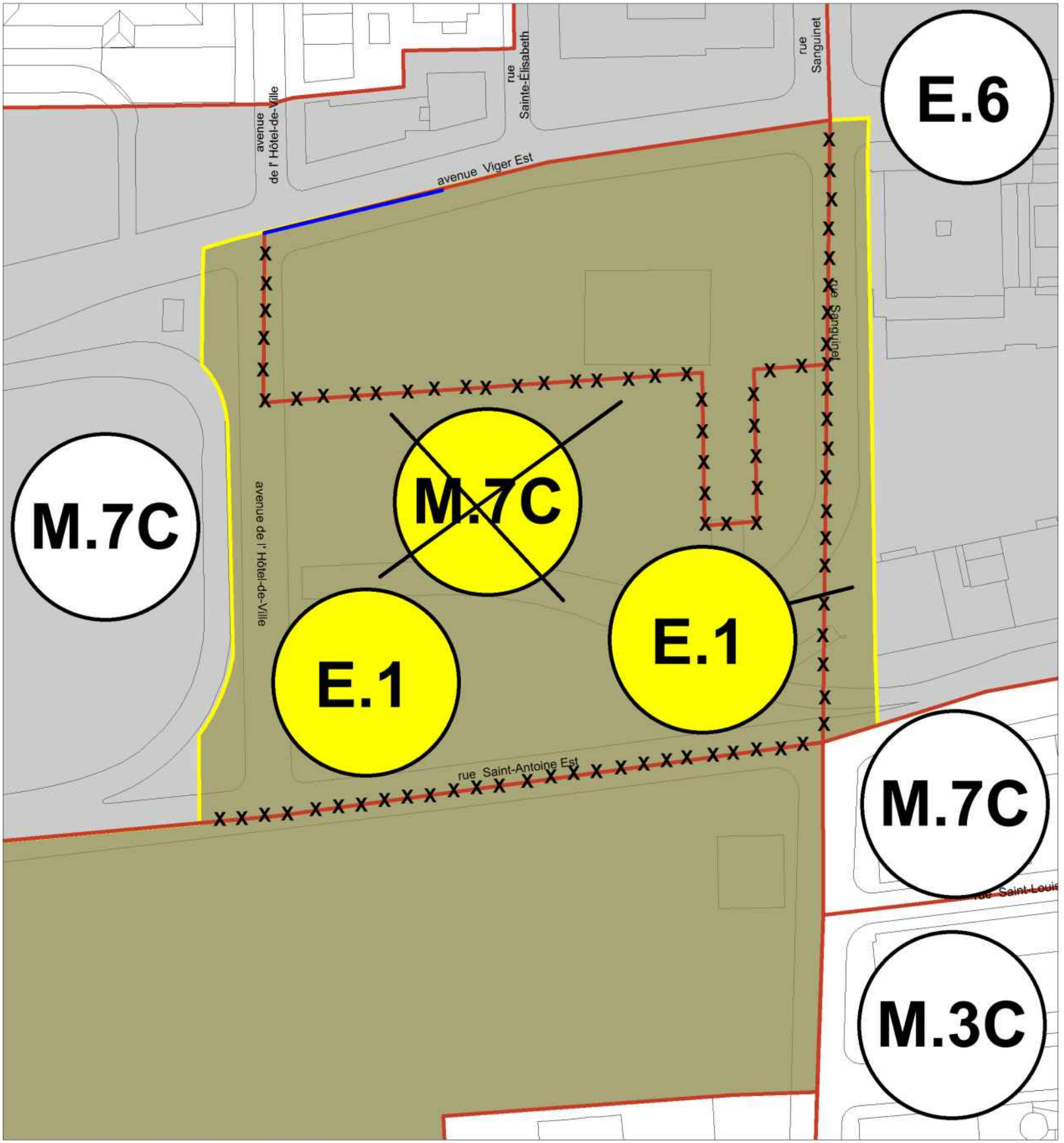


Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 6

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

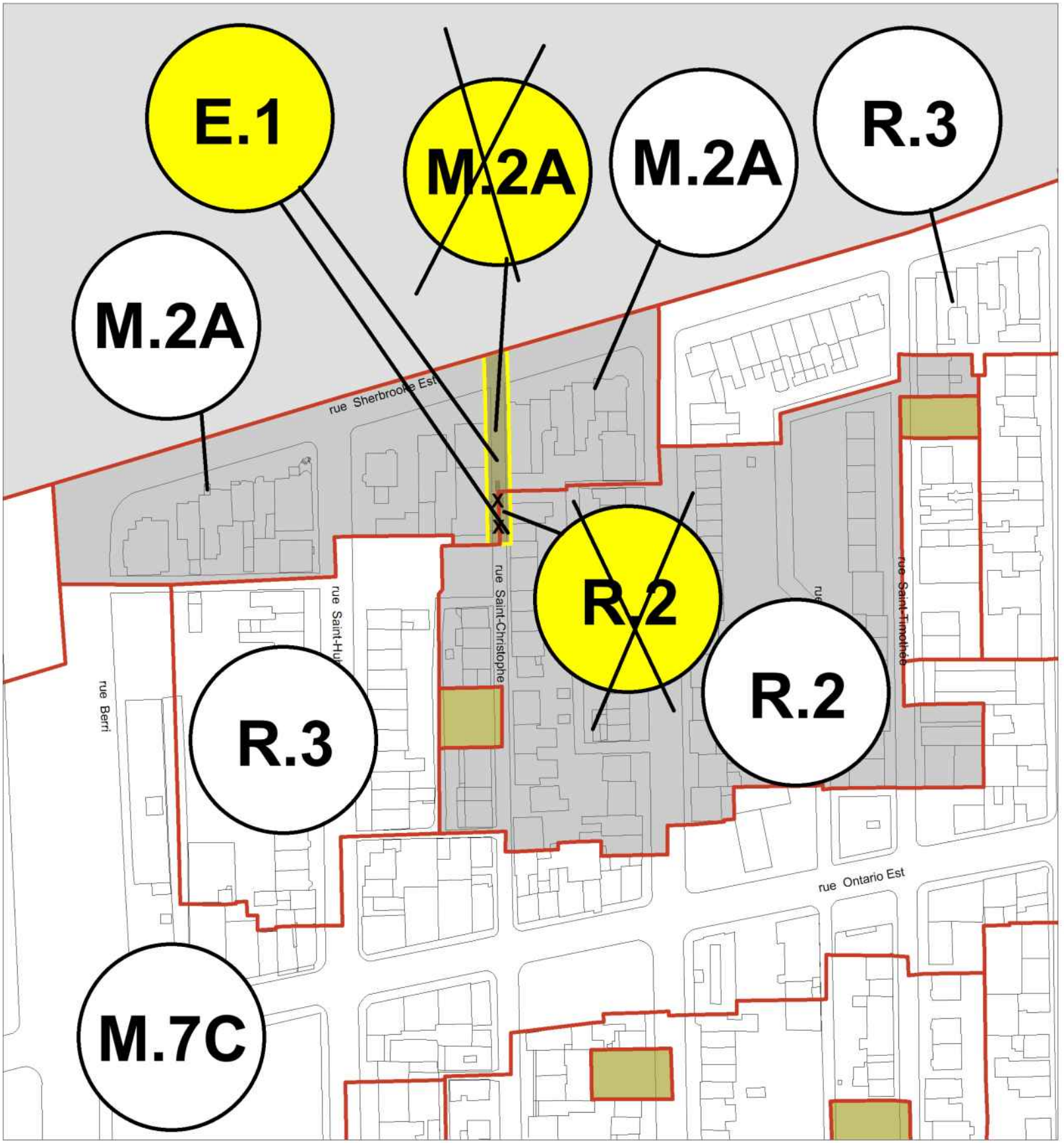


Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 7

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

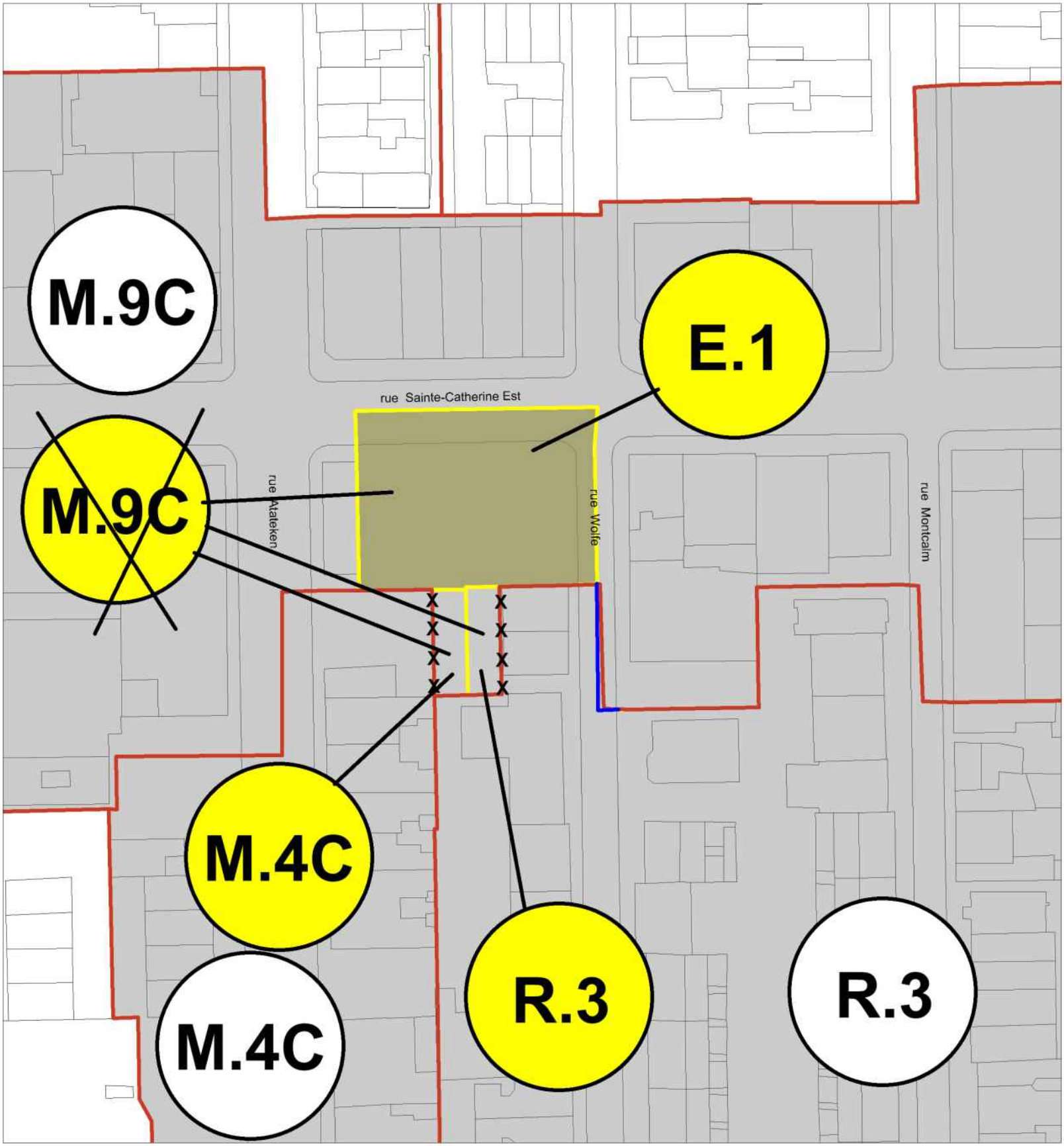


Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 8

- ~~X X~~ Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 9

- ~~X X~~ Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

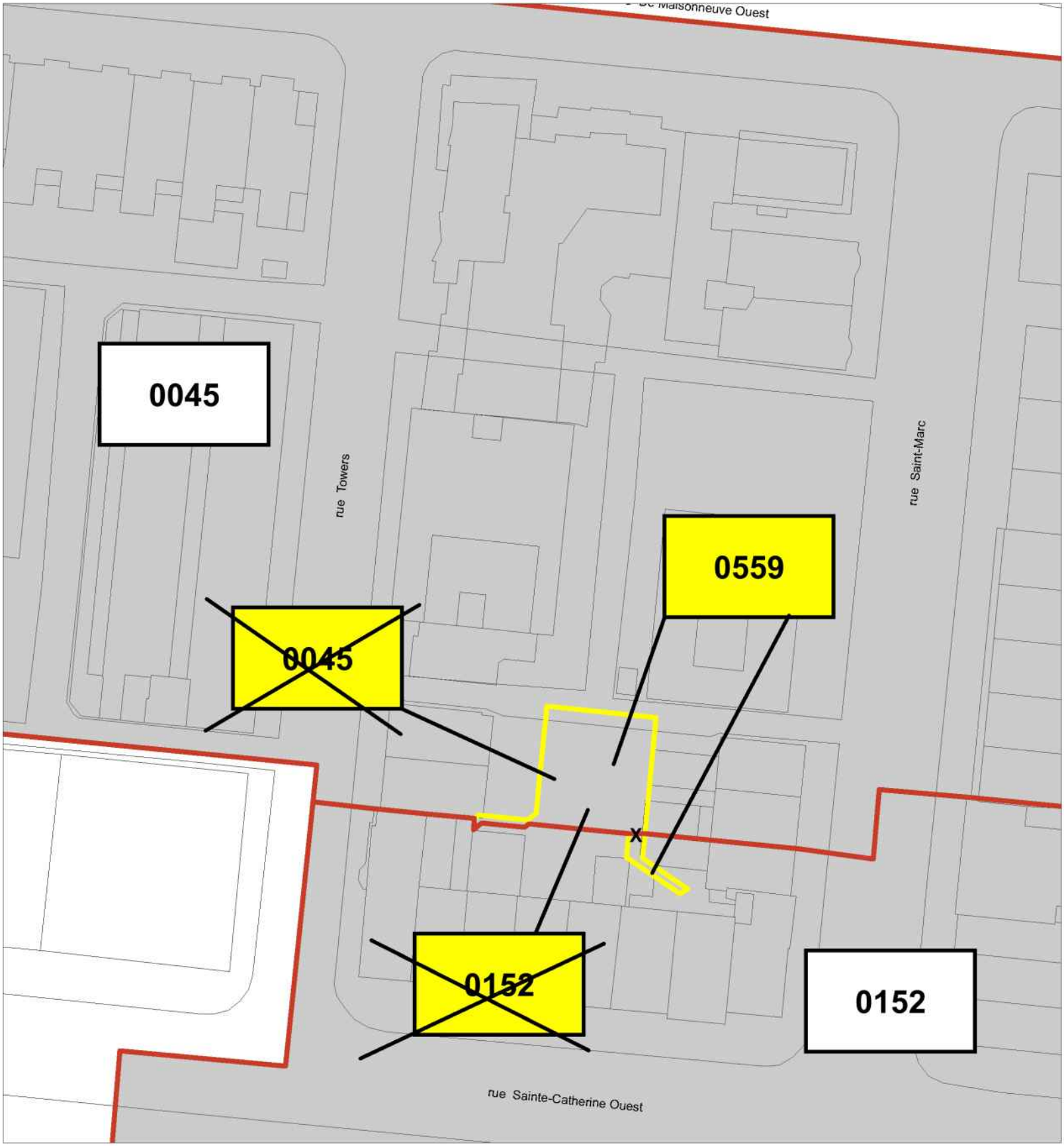


Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 1

- ~~X X~~ Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

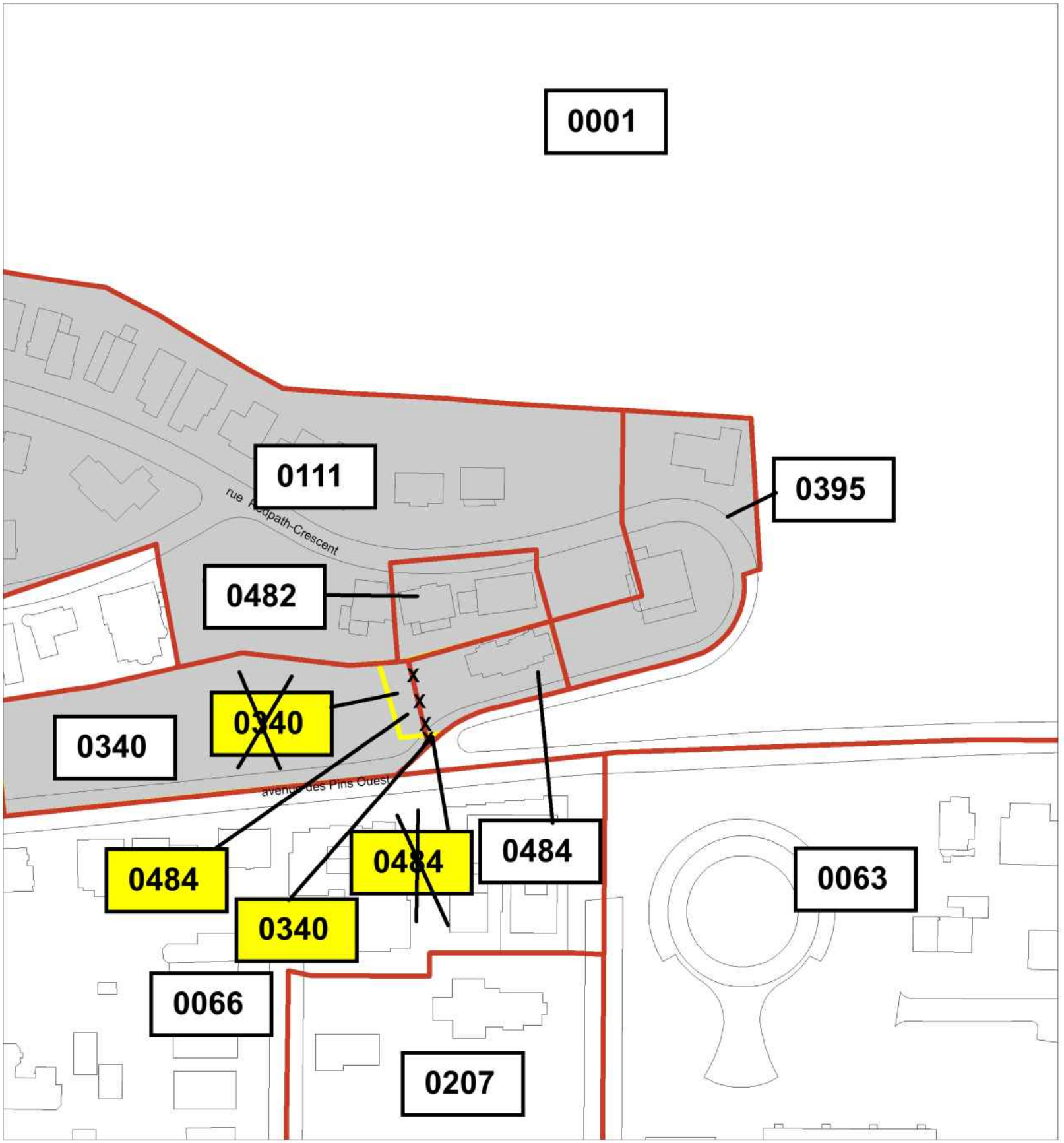


Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 2

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 3

X X Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

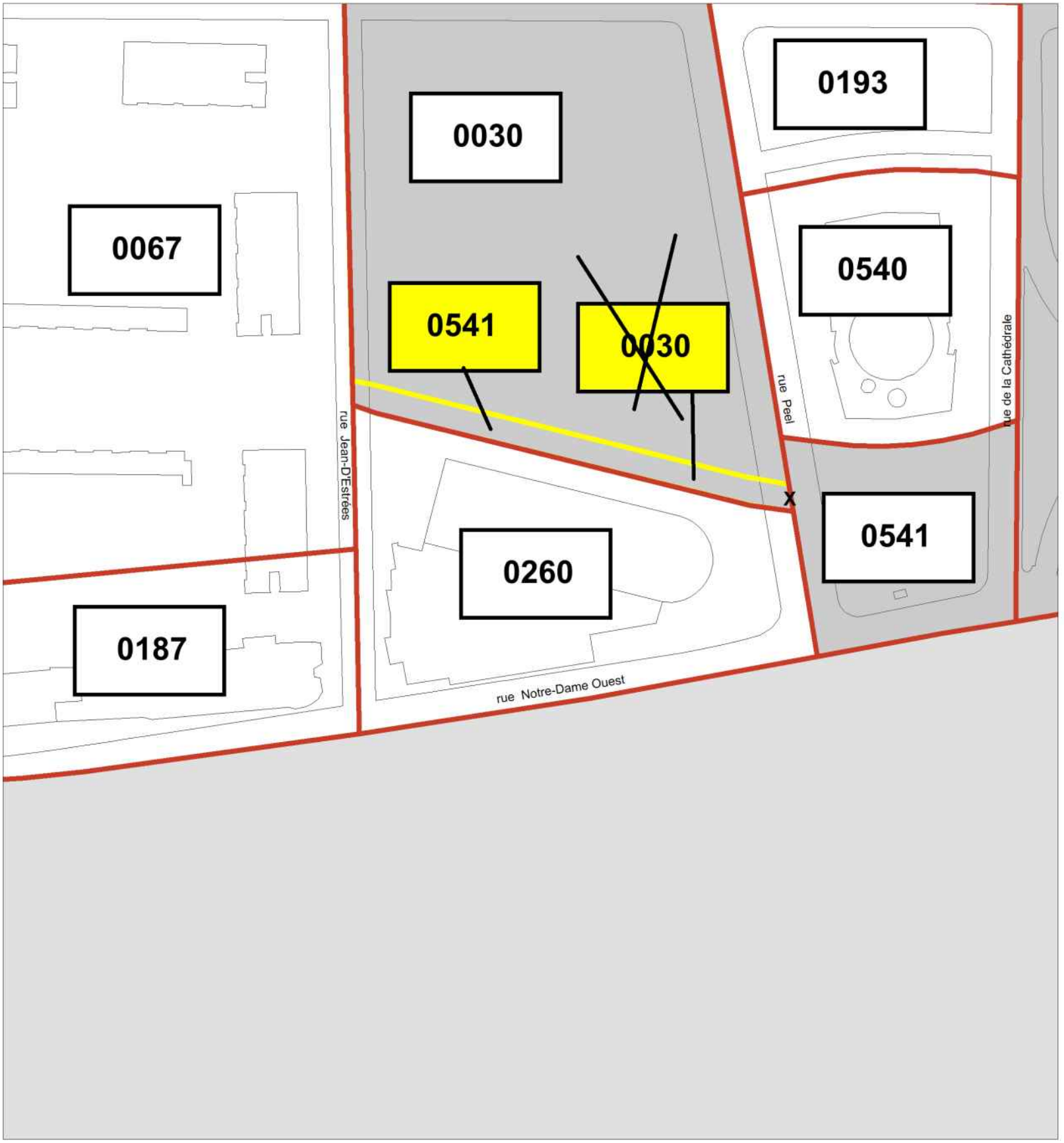
XXX Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1207199001
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 4

X X Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

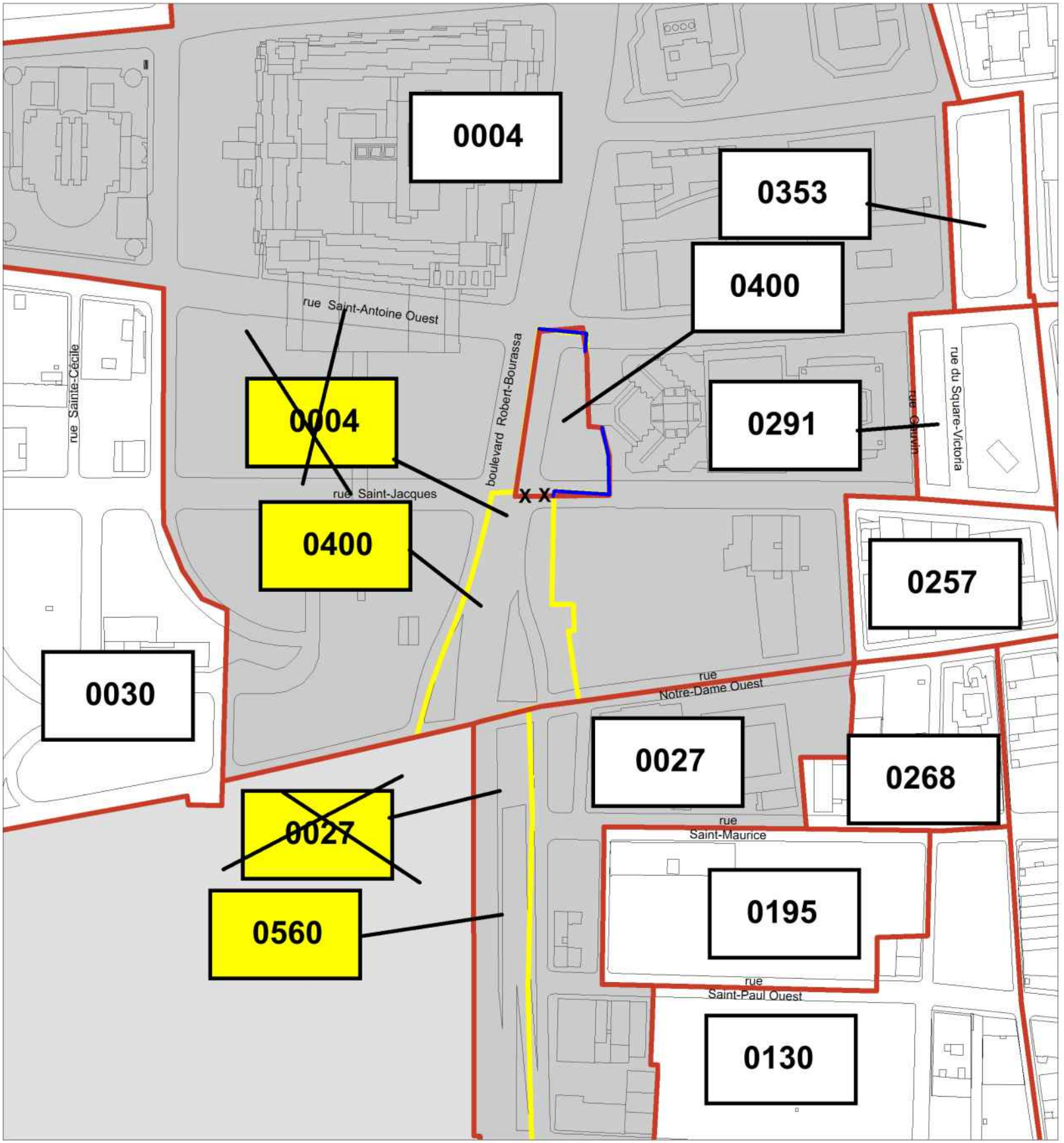
XXX Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

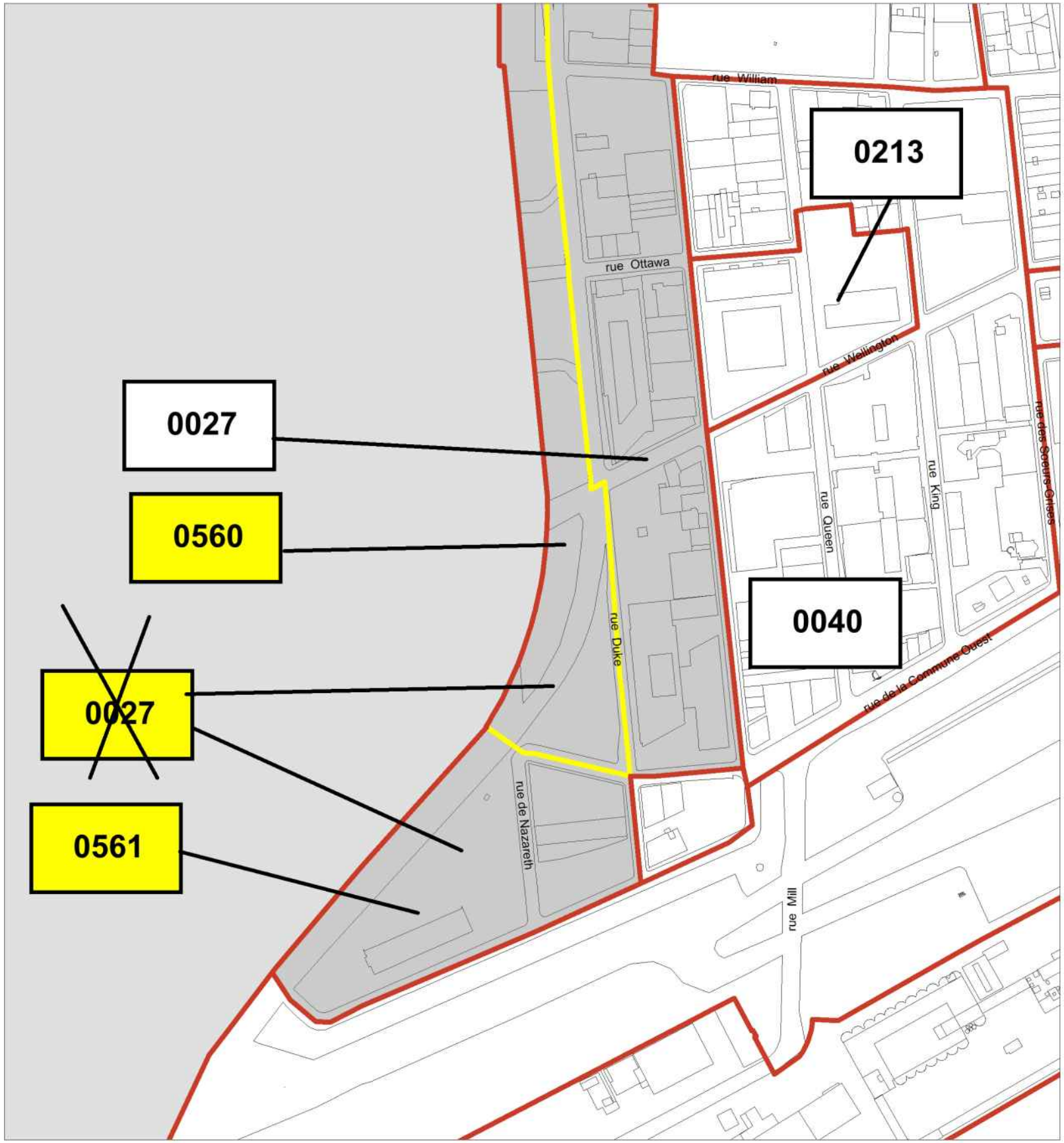


Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 5A

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal 1989

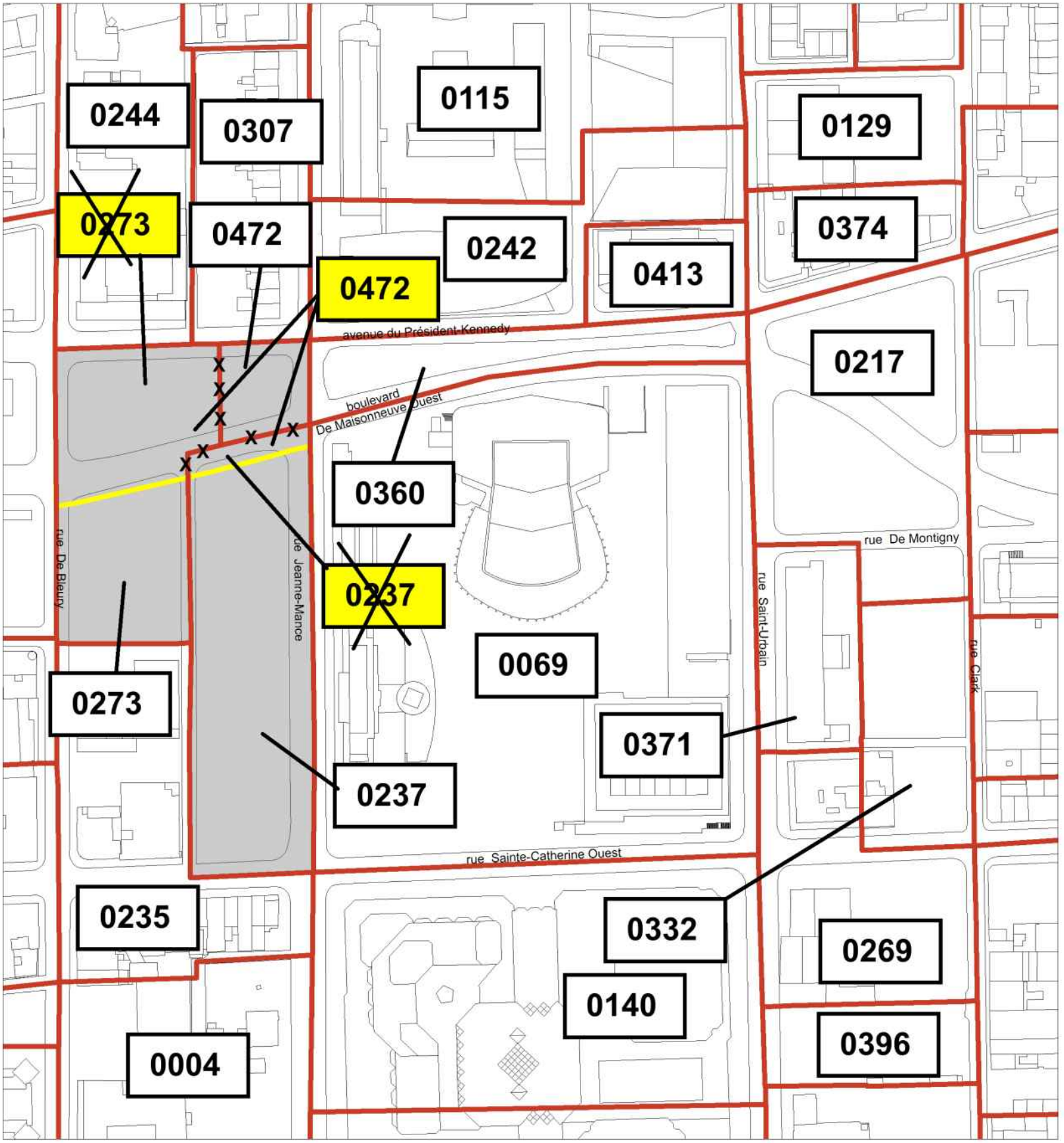


Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 5B

- ~~X X~~ Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Zone retirée
- XXX Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal

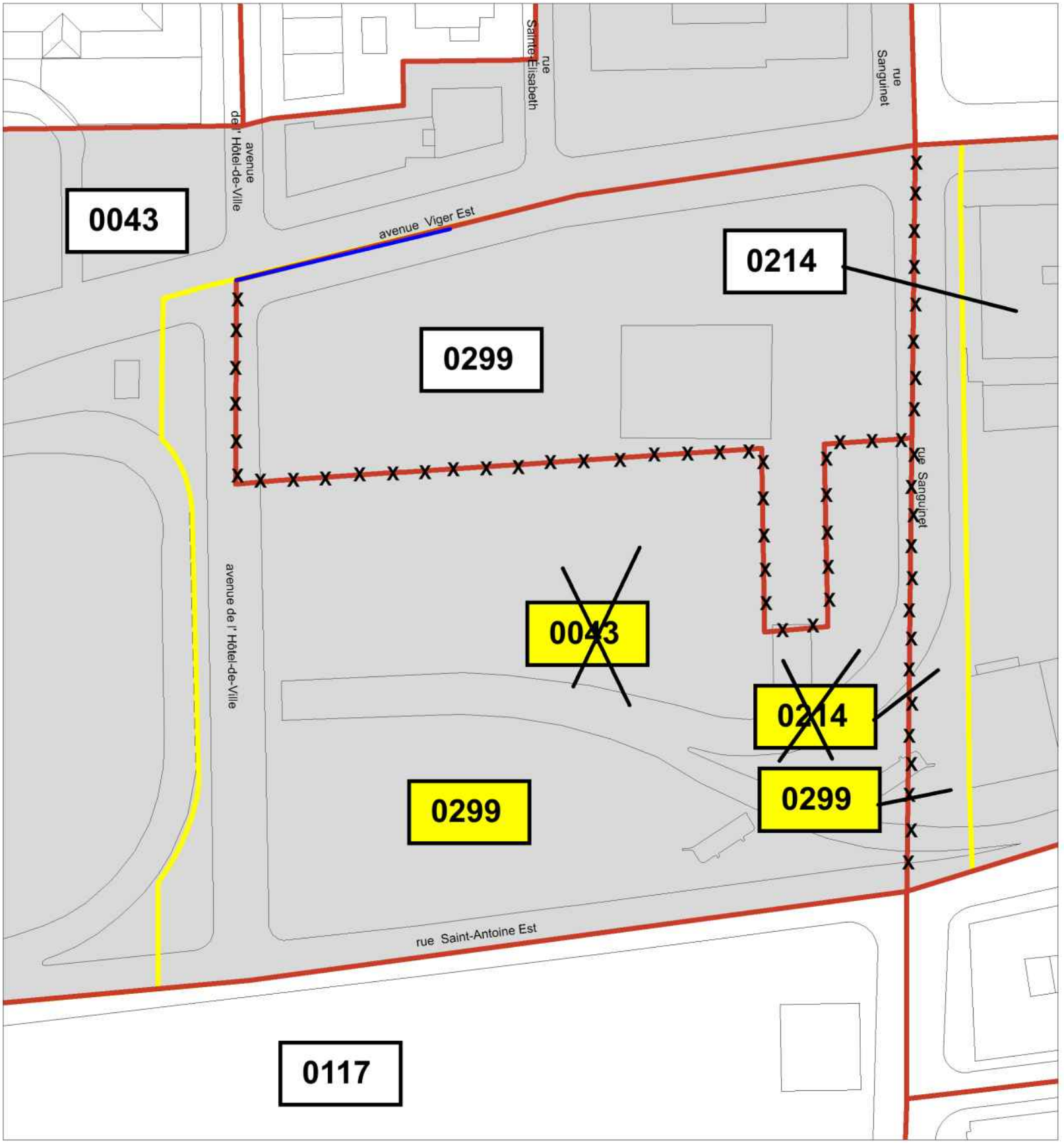


Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 6

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

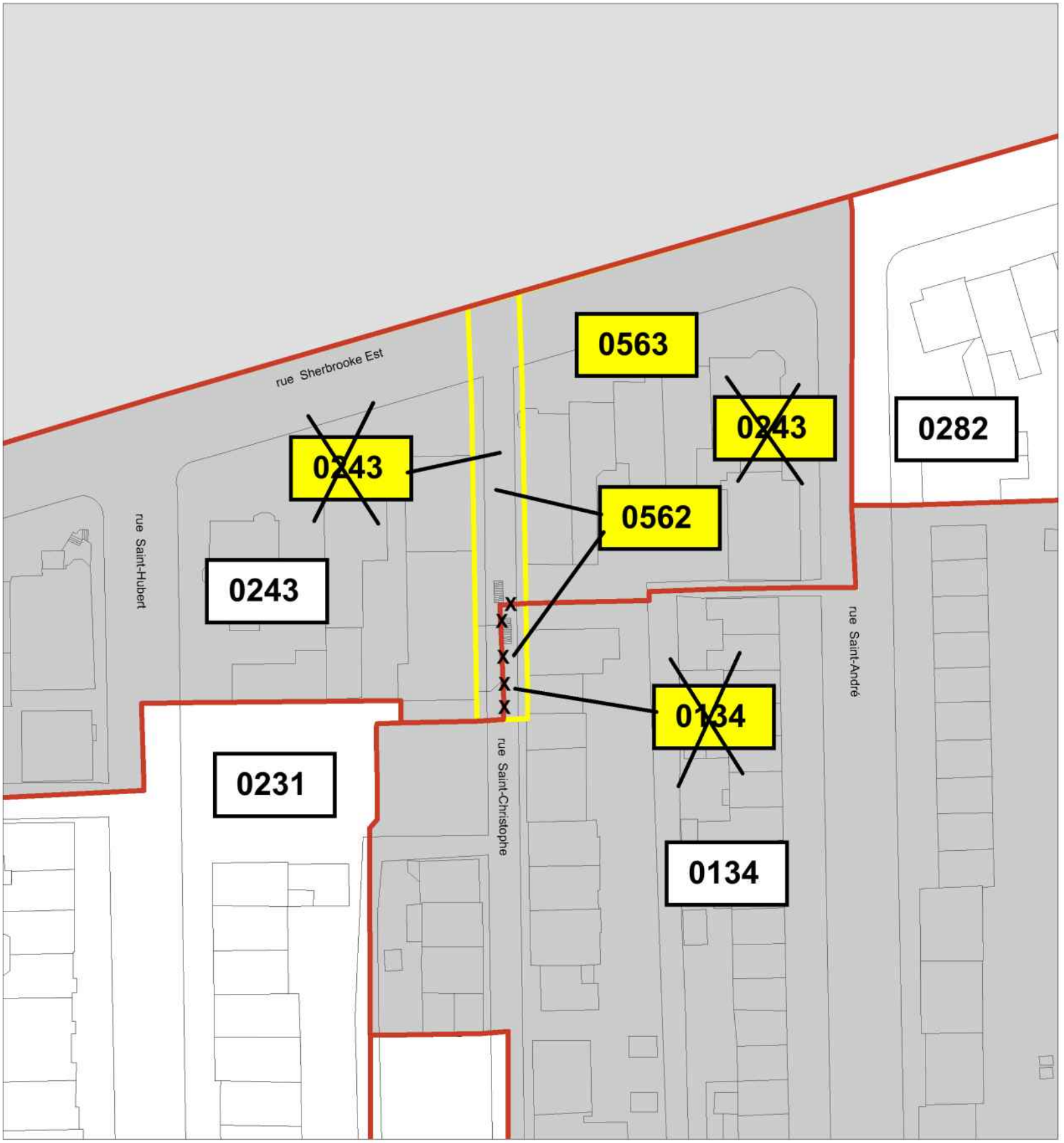


Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 7

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal

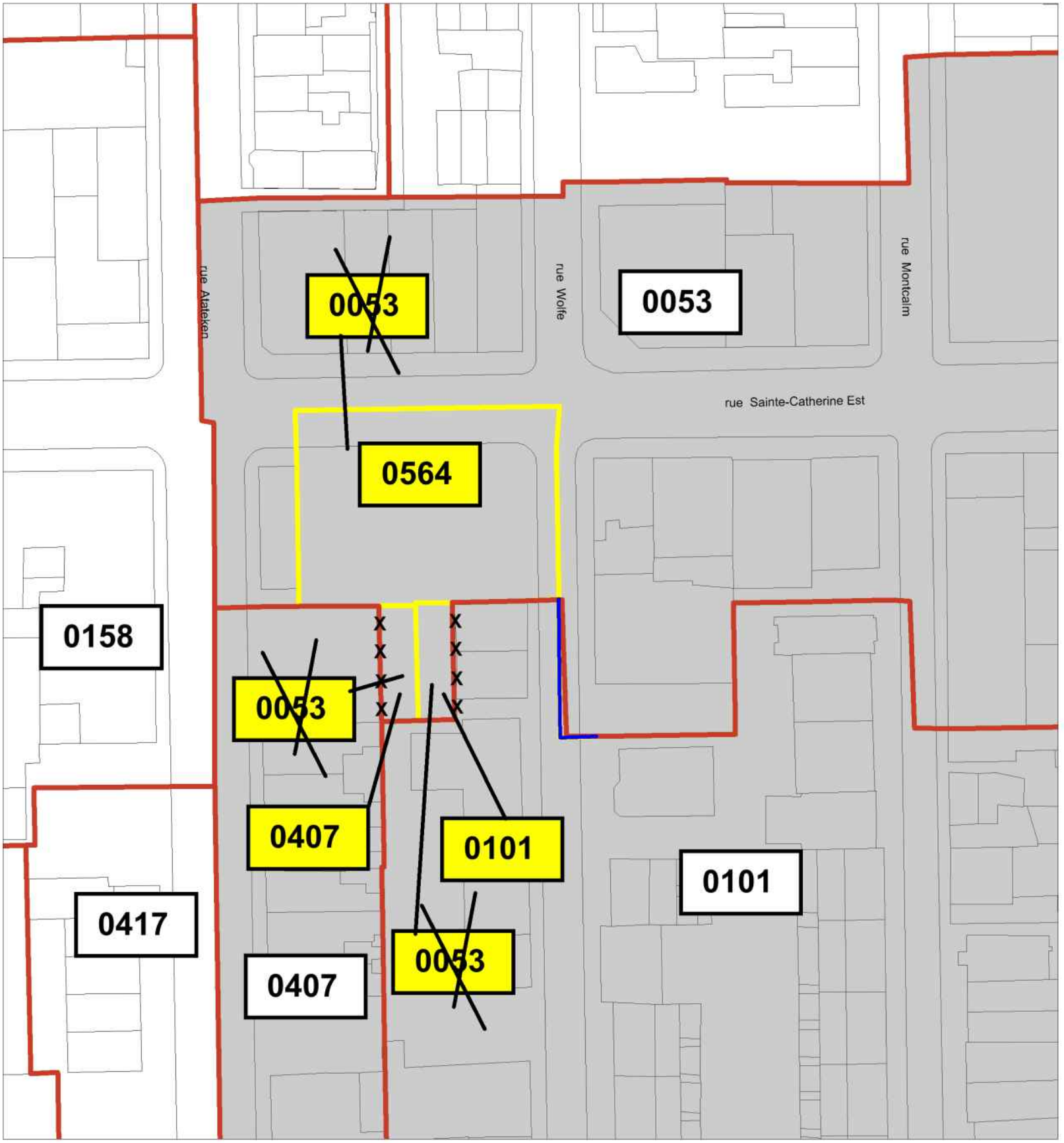


Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 8

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 9

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Zone retirée
- Nouvelle zone
- Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

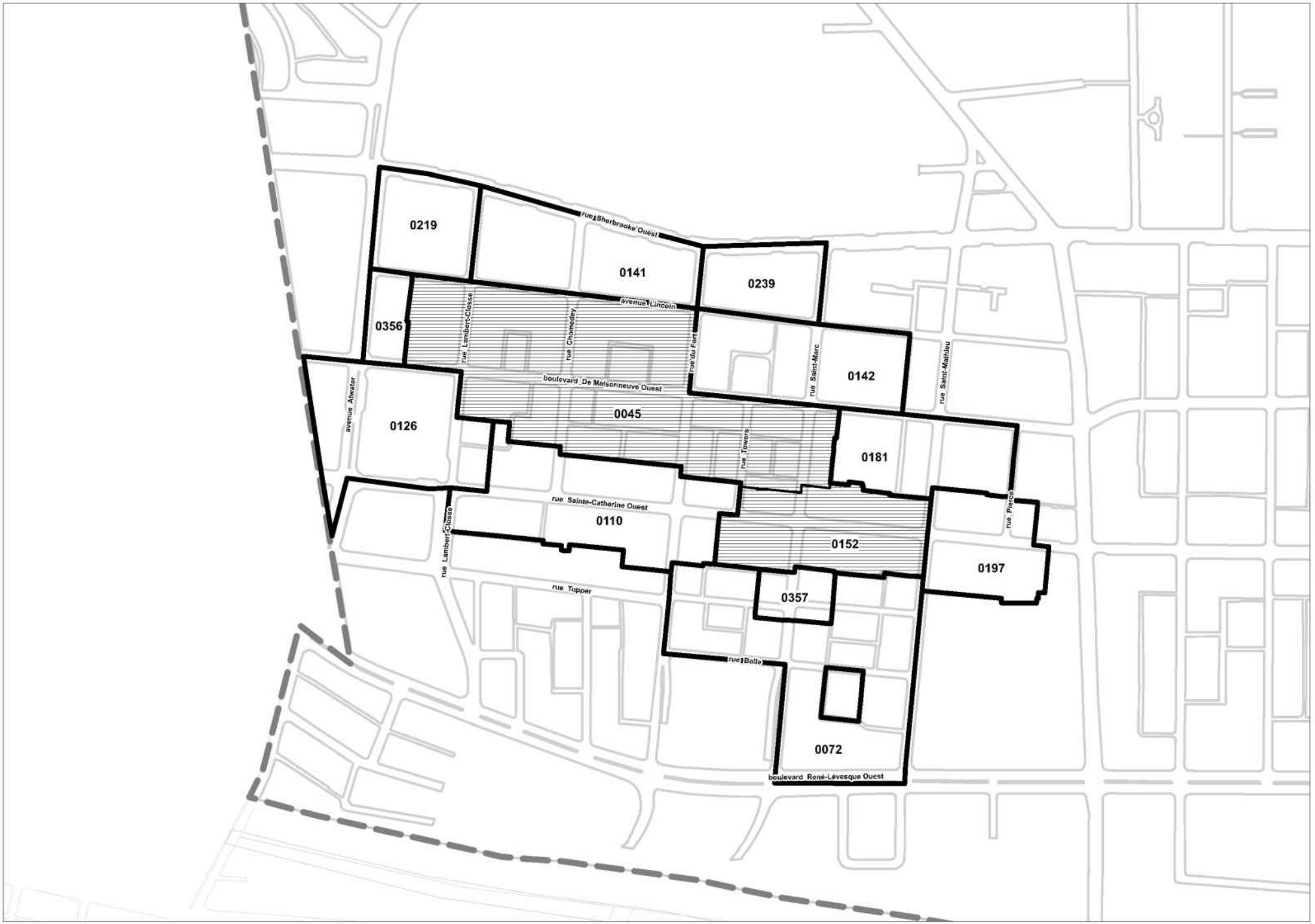
Ville-Marie
Montréal



Localisation | **Dossier: 1207199001 secteur 1** | **Date: 10 juin 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

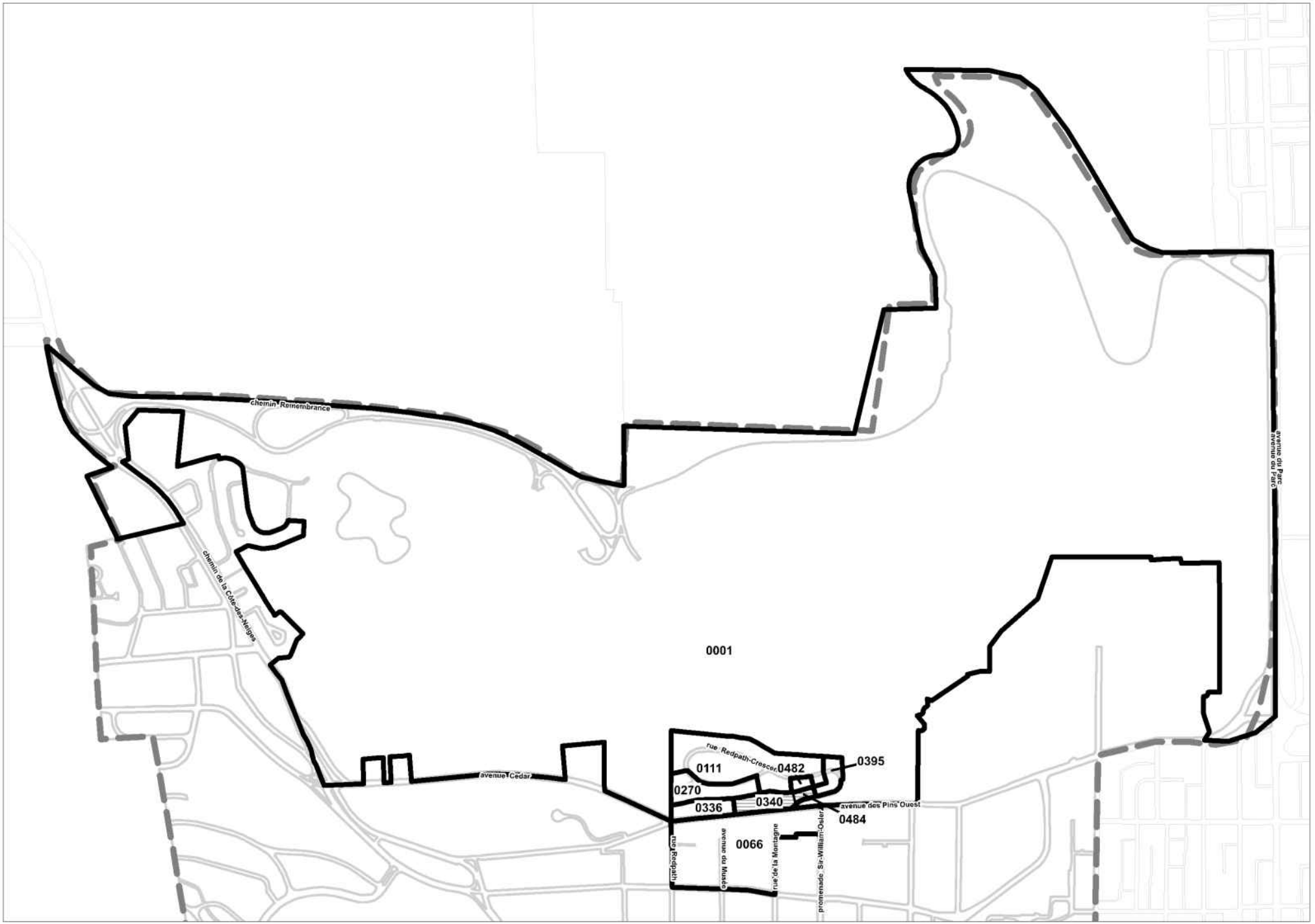
Ville-Marie Montréal



Localisation | **Dossier: 1207199001 secteur 2** | **Date: 10 juin 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie
Montréal



Localisation | **Dossier: 1207199001 secteur 3** | **Date: 10 juin 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

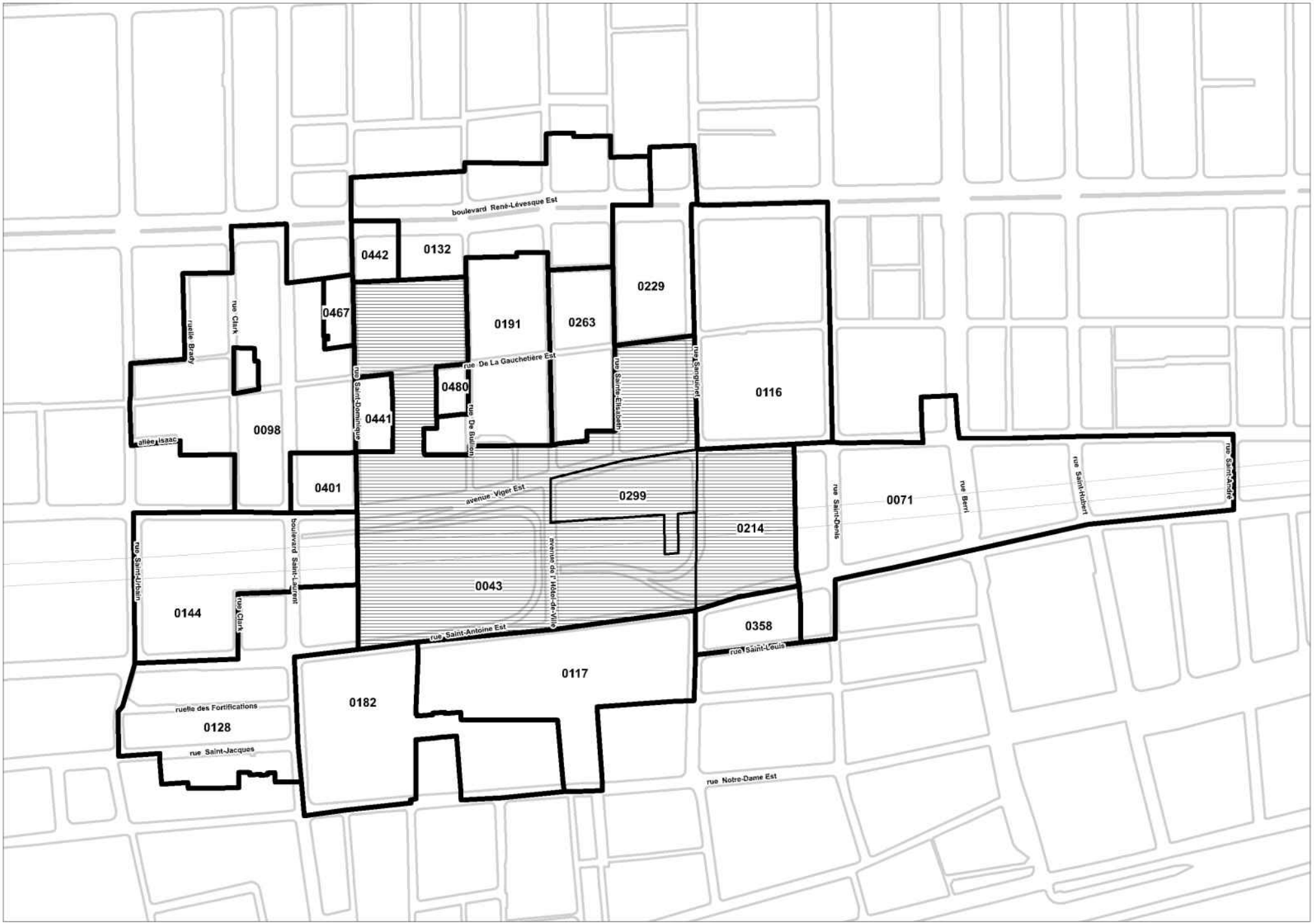
Ville-Marie Montréal



Localisation | **Dossier: 1207199001 secteurs 4-5-6** | **Date: 17 juin 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

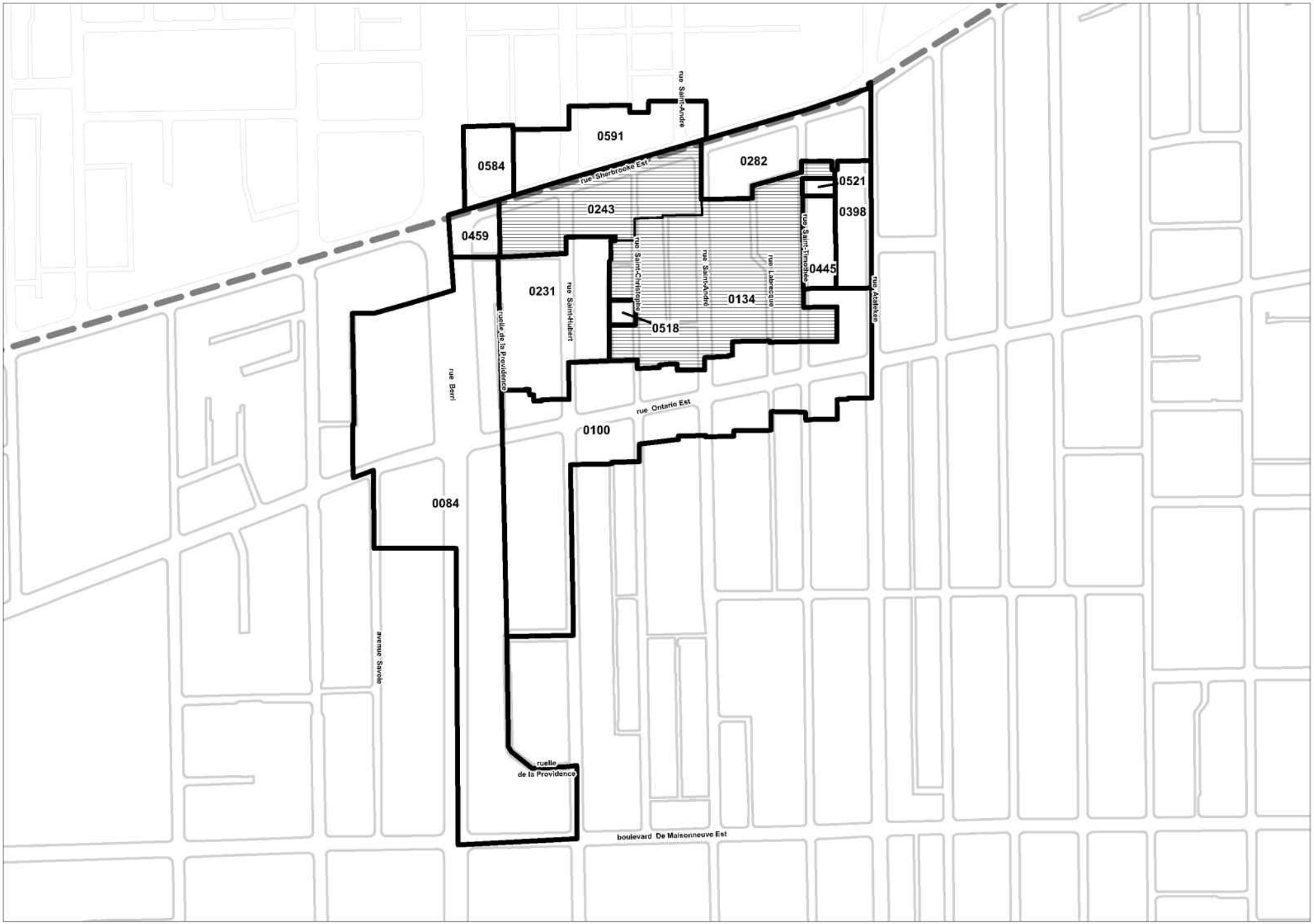
Ville-Marie
Montréal



Localisation | **Dossier: 1207199001 secteur 7** | **Date: 10 juin 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

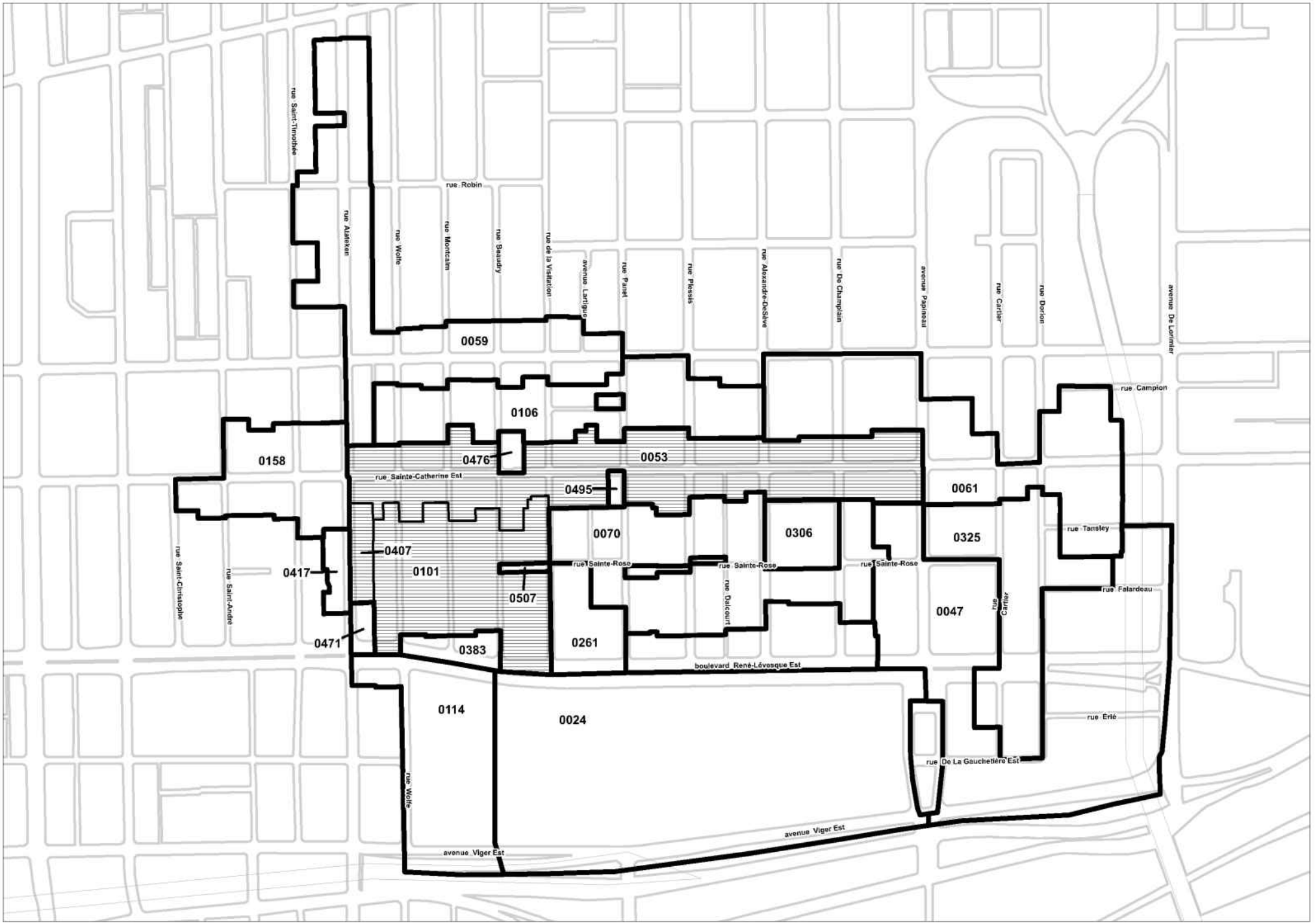
Ville-Marie Montréal



Localisation | **Dossier: 1207199001 secteur 8** | **Date: 10 juin 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal



Localisation | **Dossier: 1207199001 secteur 9** | **Date: 10 juin 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie
Montréal

VILLE-MARIE
CENTRE-VILLE

Identifier de nouveaux parcs (dossier 1207199001)

Modification réglementaire

Description

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'identifier de nouveaux parcs à travers le territoire.

Contexte

En vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1207199001, un avis public a été publié à cet effet le samedi 12 juin 2021. Ainsi, et conformément au décret ci-haut mentionné, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 14 juin 2021 au 28 juin 2021, inclusivement.

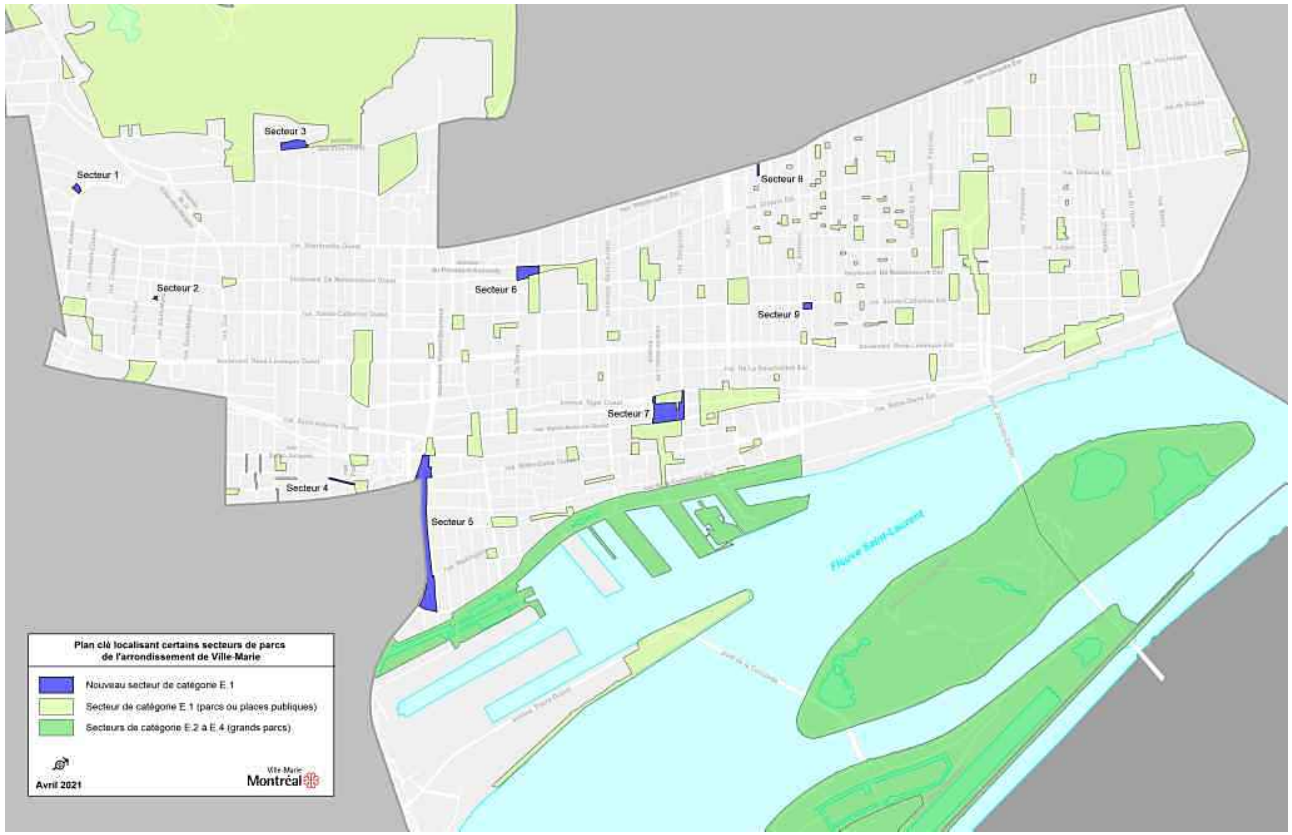
Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 6 juillet 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 14 juin au 28 juin 2021, inclusivement.	

Modifications

Plan clé des secteurs d'intervention aux plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme



- 9 secteurs d'intervention répartis sur l'ensemble du territoire :
  - Ajout de 5 parcs existants omis;
  - Ajout de 4 terrains municipaux sur lesquels l'aménagement de parcs est prévu.

Modifications

Secteur 1 – parc de la Ferme-Sous-les-Noyers



Contexte environnant

- Modifications sur 2 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Ajout d'une nouvelle zone de parc pour identifier un espace vert existant.



Localisation

Modifications

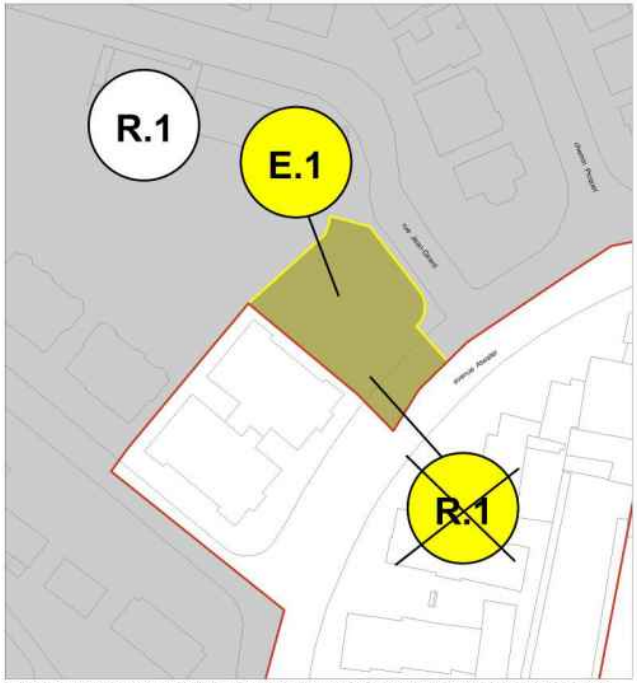
Secteur 1 – parc de la Ferme-Sous-les-Noyers



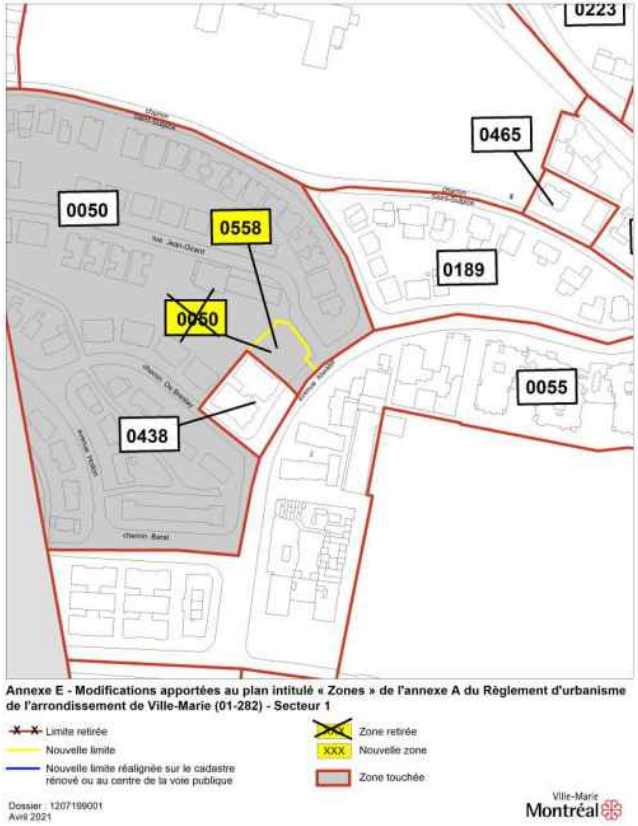
Parc existant

Modifications

Secteur 1 – parc de la Ferme-Sous-les-Noyers



Usages prescrits



Zones

Modifications

Secteur 2 – parc Place-au-Soleil-Towers



Contexte environnant

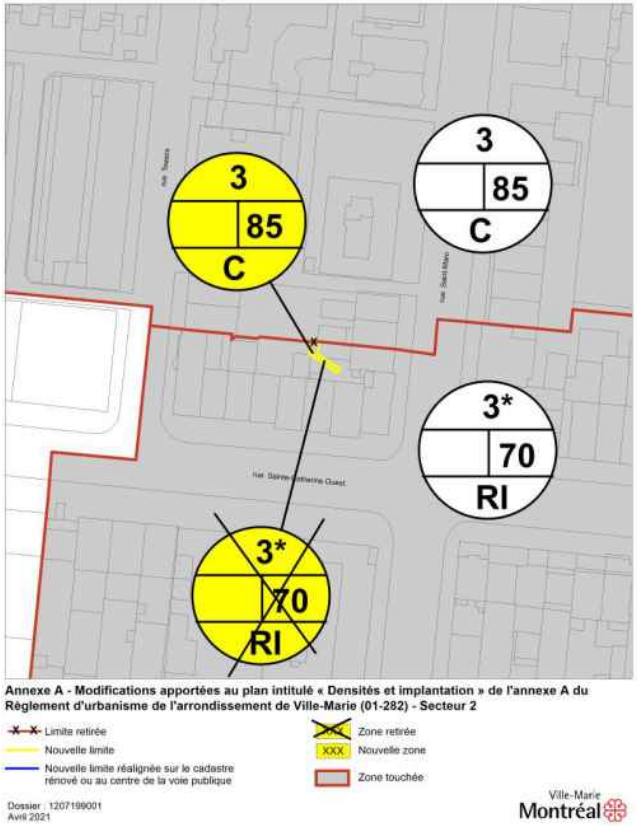
- Modifications sur 4 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Ajout d'une nouvelle zone de parc pour identifier un parc existant.



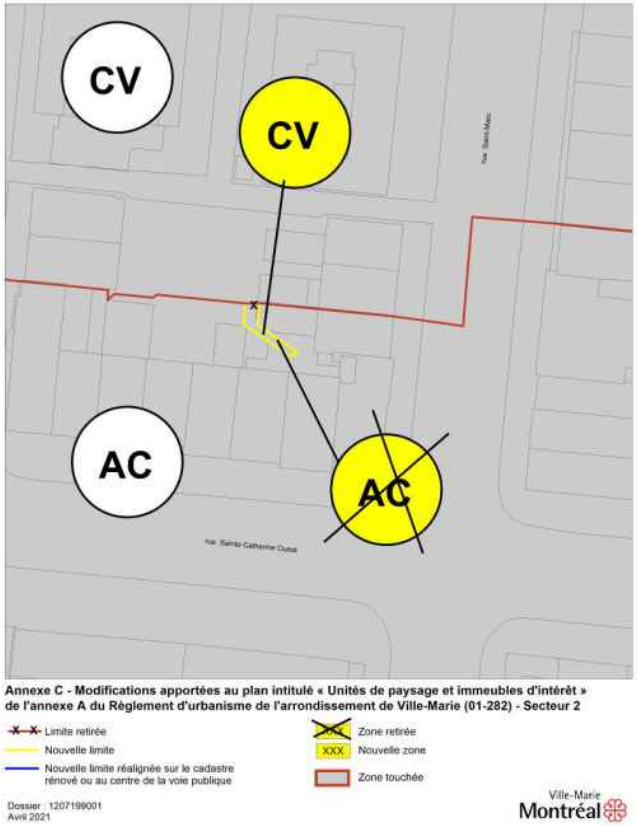
Localisation

Modifications

Secteur 2 – parc Place-au-Soleil-Towers



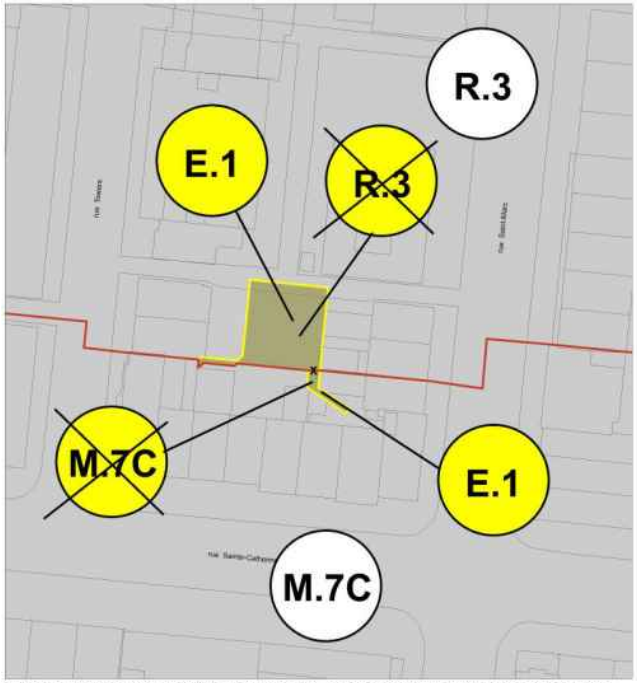
Densités et implantation



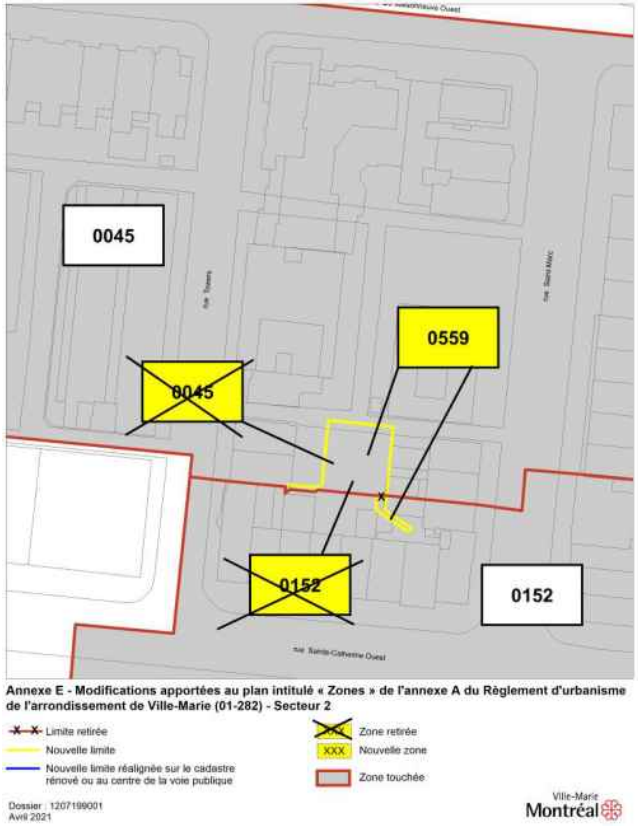
Unités de paysage et immeubles d'intérêt

Modifications

Secteur 2 – parc Place-au-Soleil-Towers



Usages prescrits



Zones

Modifications

Secteur 3 – parc Gretta-Chambers



Contexte environnant

- Modifications sur 3 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Agrandissement d'une zone de parc pour identifier un espace vert existant.



Localisation

Modifications

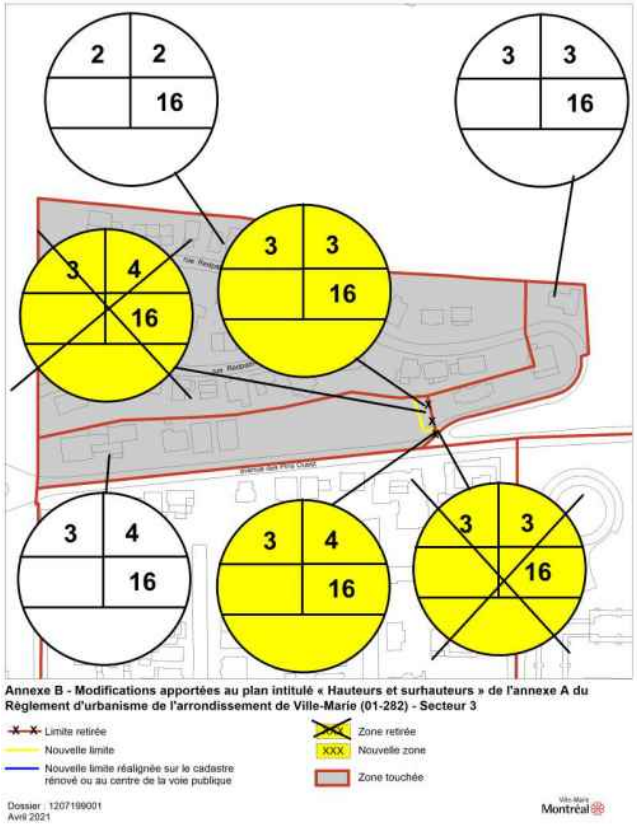
Secteur 3 – parc Gretta-Chambers



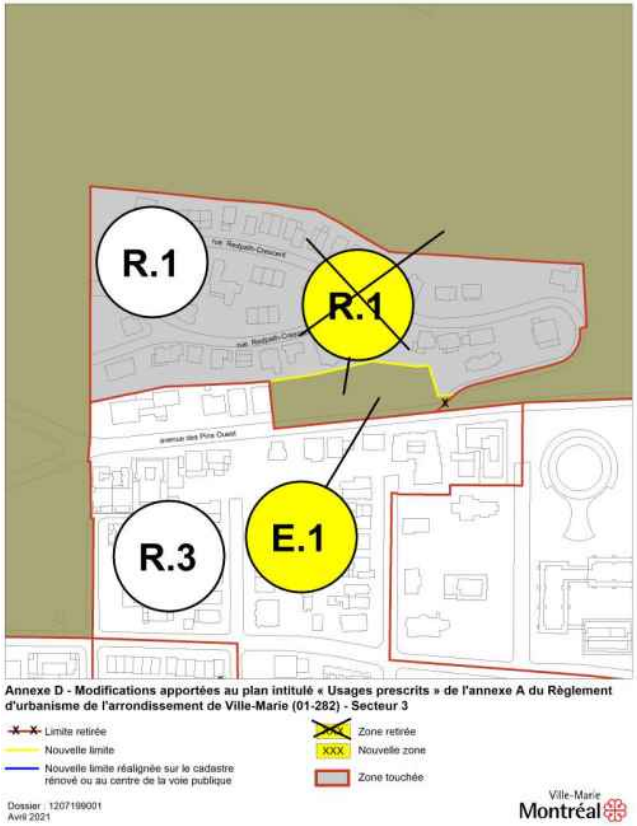
Parc existant

Modifications

Secteur 3 – parc Gretta-Chambers



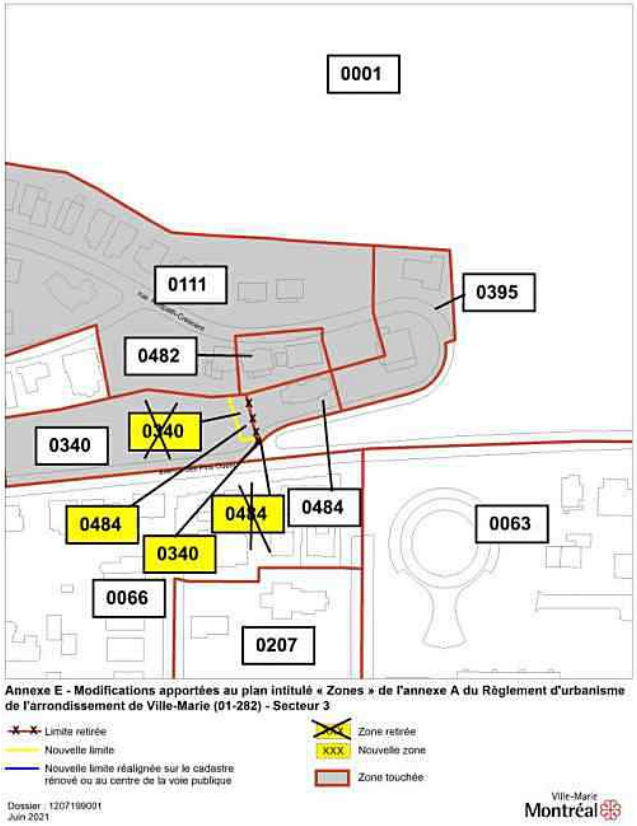
Hauteurs et surhauteurs



Usages prescrits

Modifications

Secteur 3 – parc Gretta-Chambers



Zones

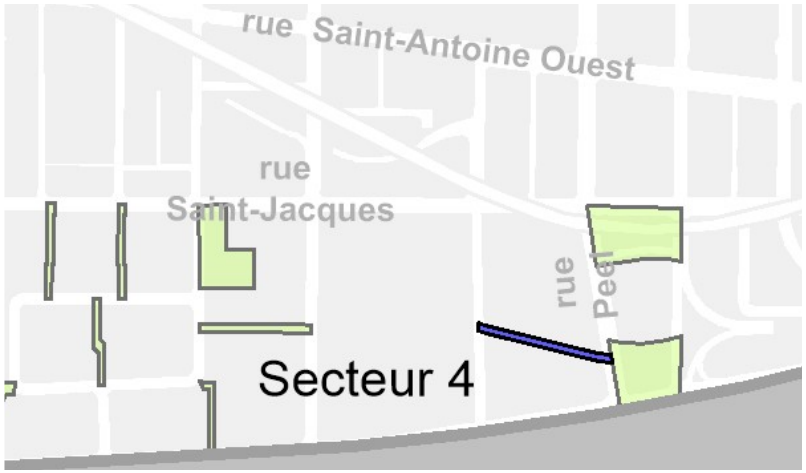
Modifications

Secteur 4 – promenade Albert



Contexte environnant

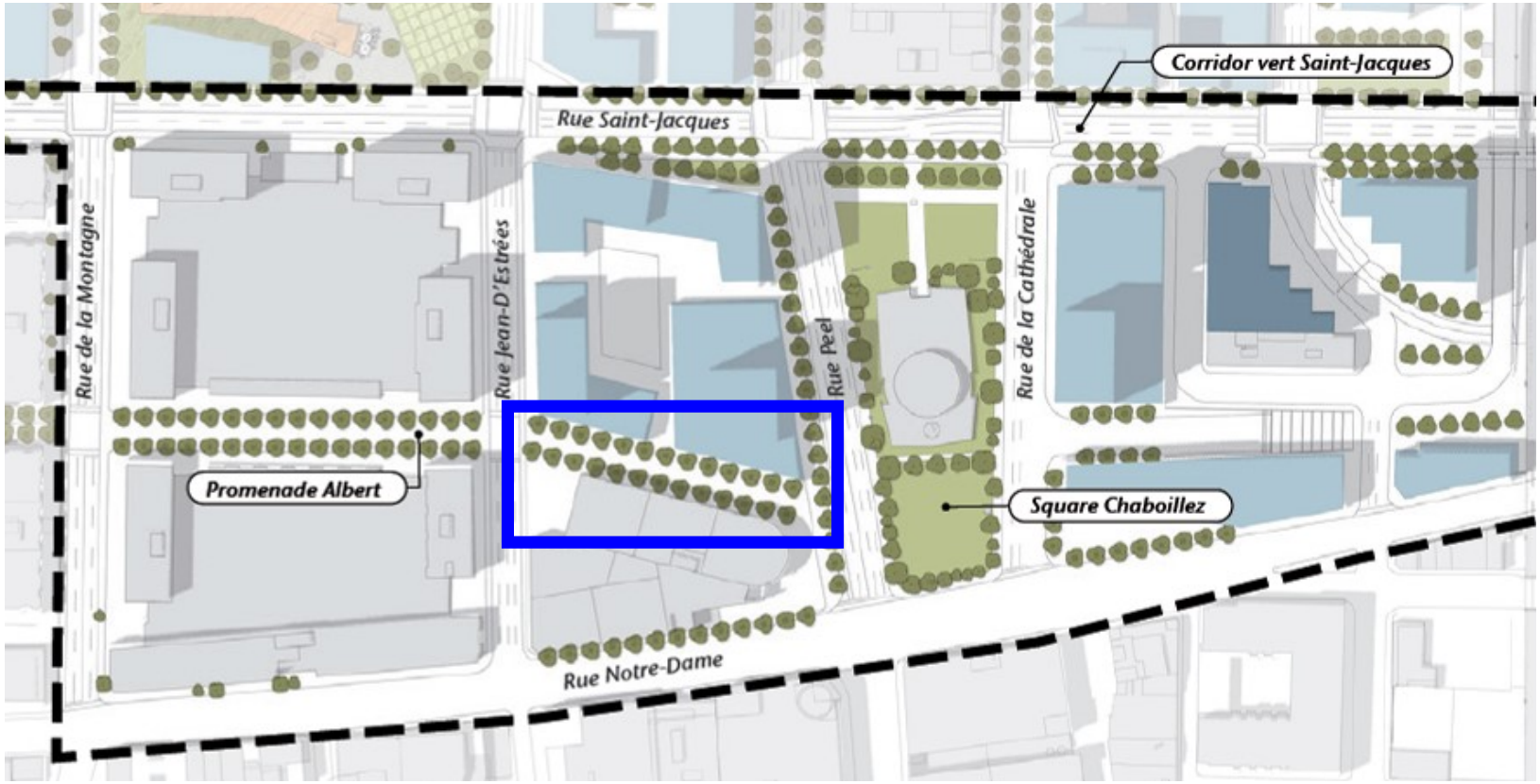
- Modifications sur 2 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Agrandissement d'une zone de parc pour identifier la partie municipale d'une nouvelle promenade projetée à aménager et devant parachever un ensemble d'espaces publics ou privés, mais ouverts au public.



Localisation

Modifications

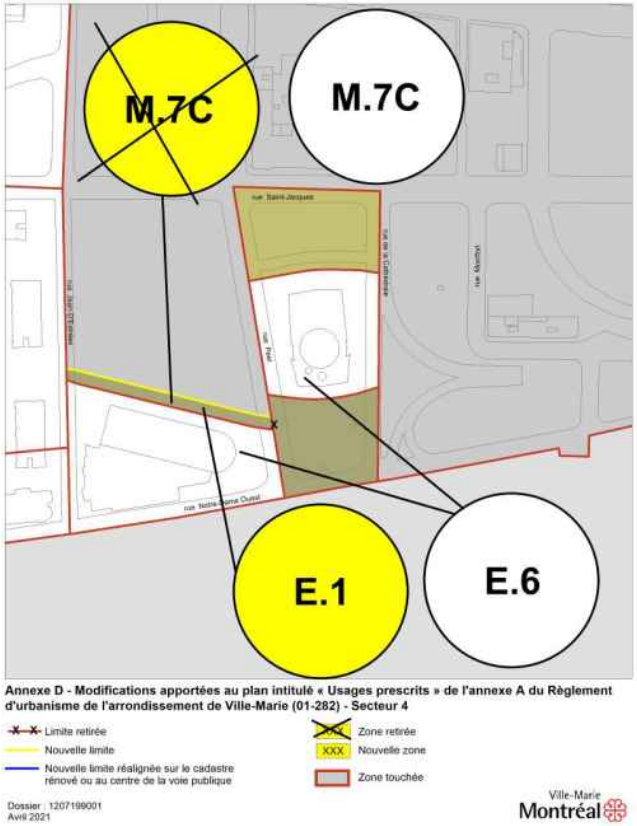
Secteur 4 – promenade Albert



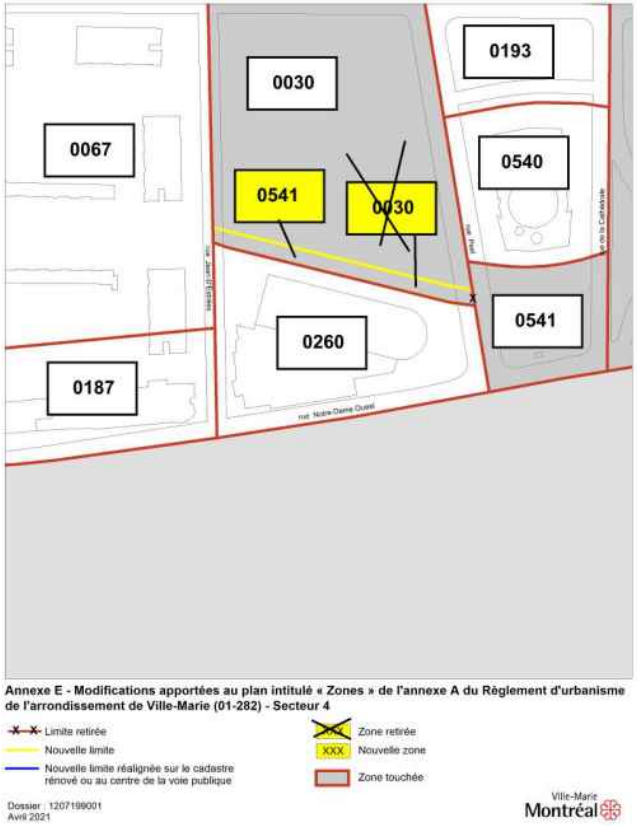
Aménagements projetés pour un tronçon de promenade et pour l'ensemble du secteur

Modifications

Secteur 4 – promenade Albert



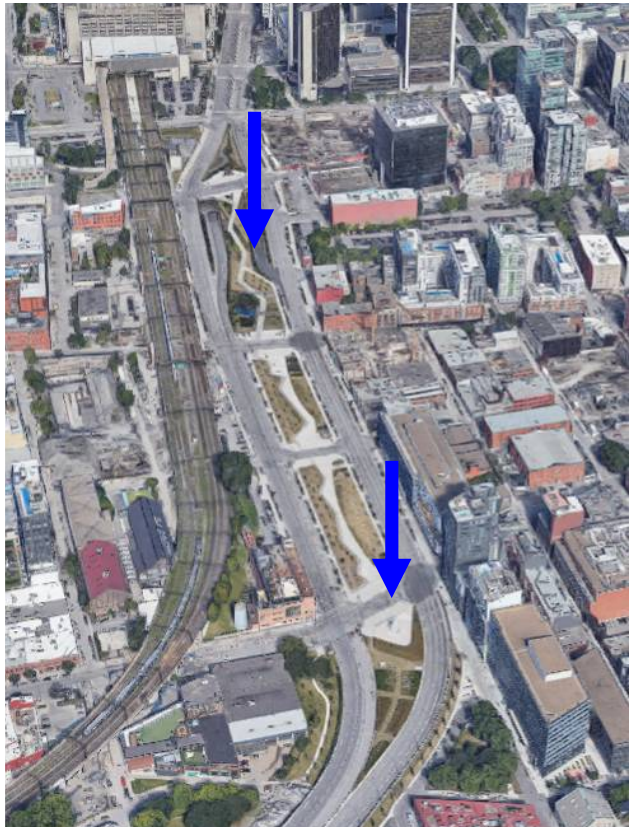
Usages prescrits



Zones

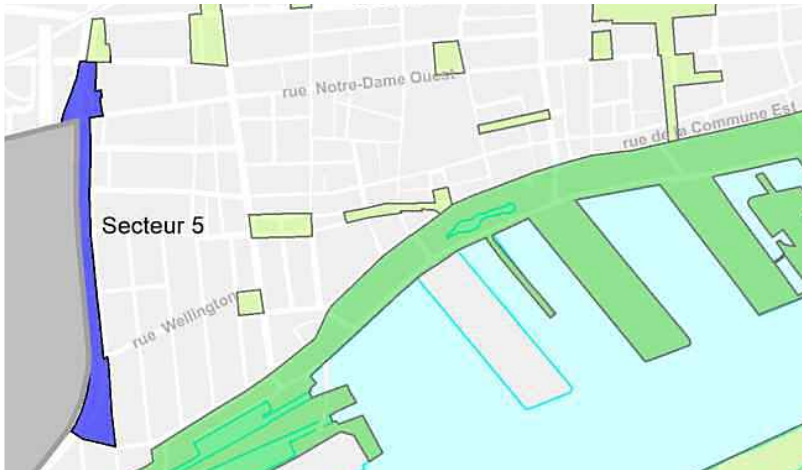
Modifications

Secteur 5 – parcs de l'entrée de ville Bonaventure



Contexte environnant

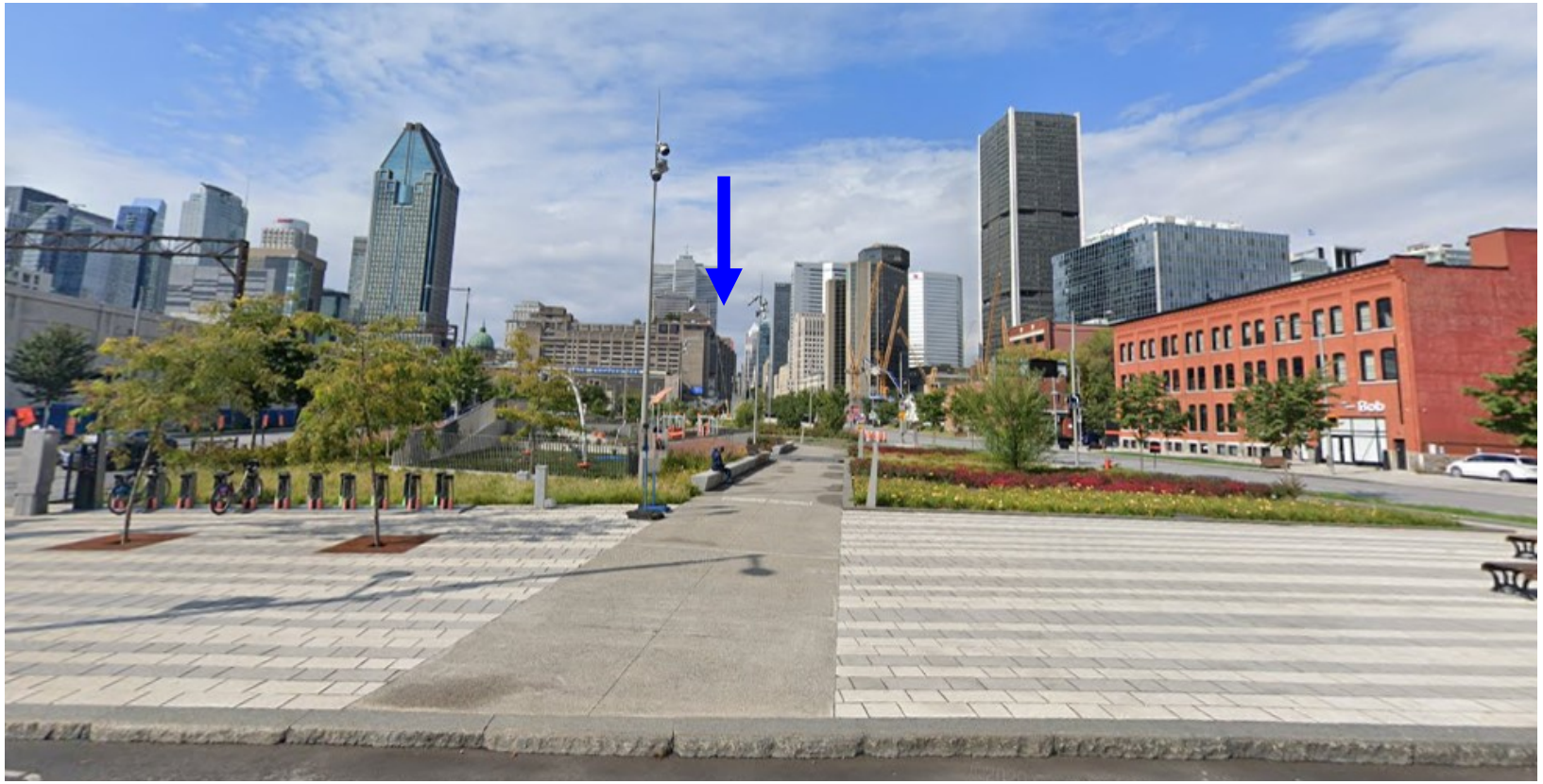
- Modifications sur 2 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Agrandissement d'une zone de parc pour identifier un ensemble de parcs aménagés existant.



Localisation

Modifications

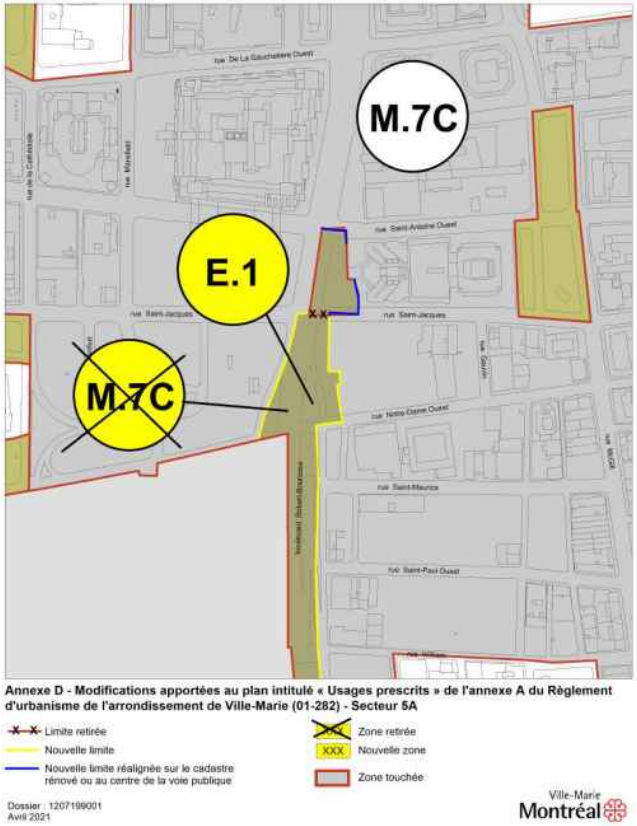
Secteur 5 – parcs de l’entrée de ville Bonaventure



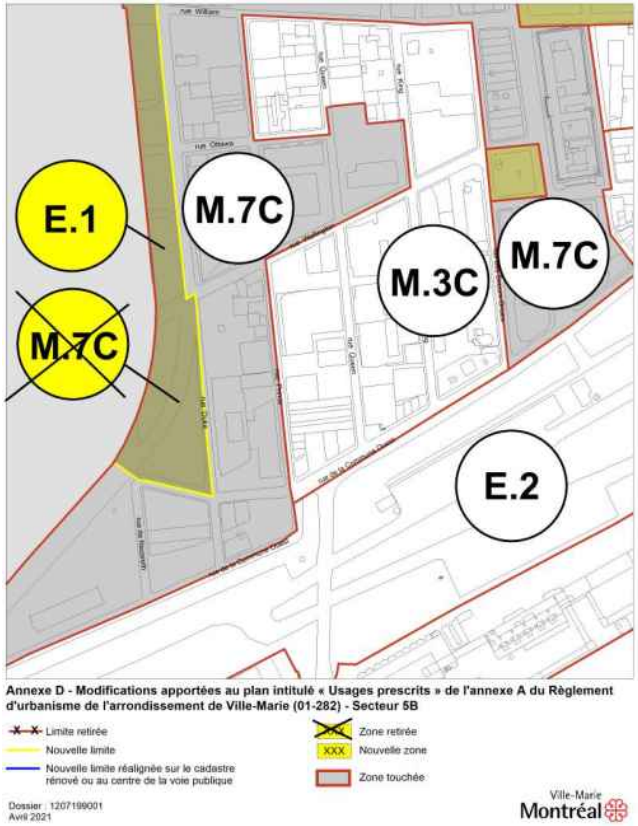
Parc aménagé existant

Modifications

Secteur 5 – parcs de l’entrée de ville Bonaventure



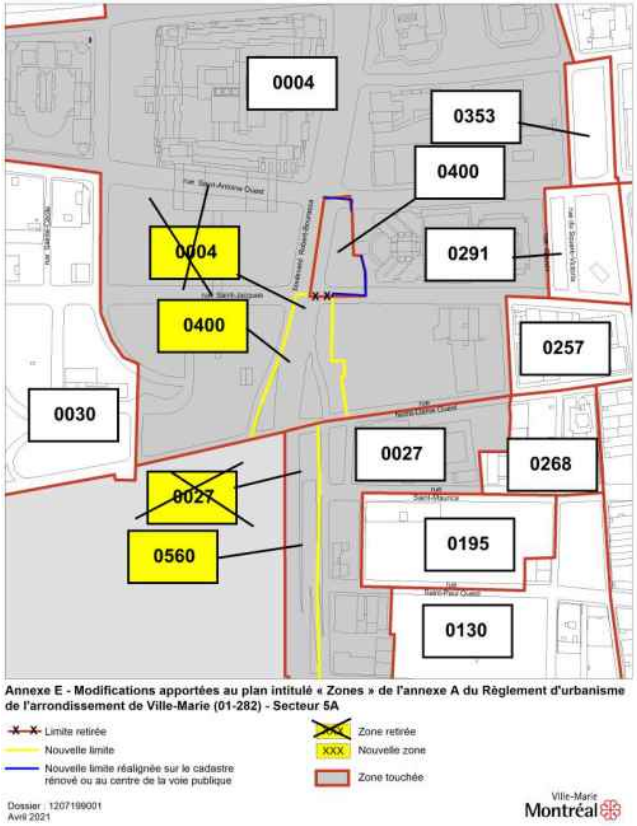
Usages prescrits (partie nord)



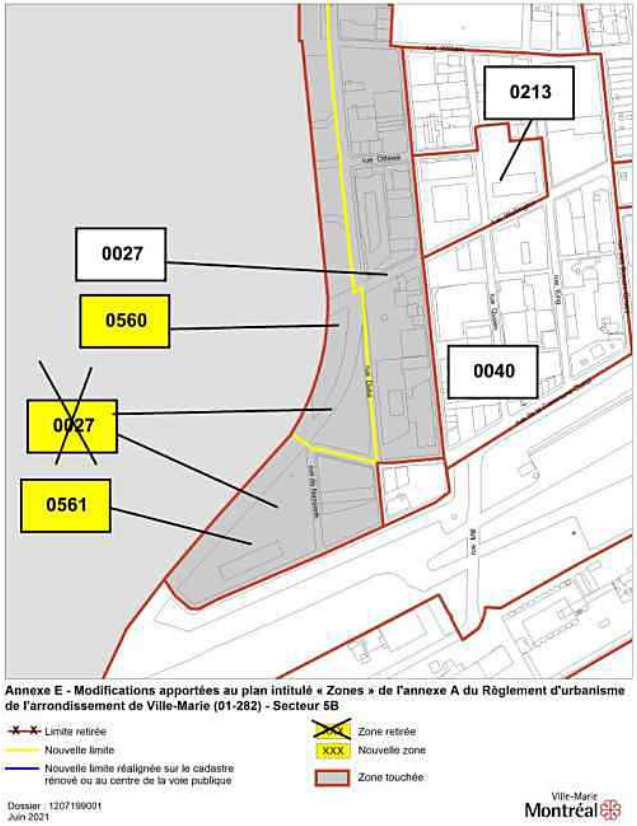
Usages prescrits (partie sud)

Modifications

Secteur 5 – parcs de l'entrée de ville Bonaventure



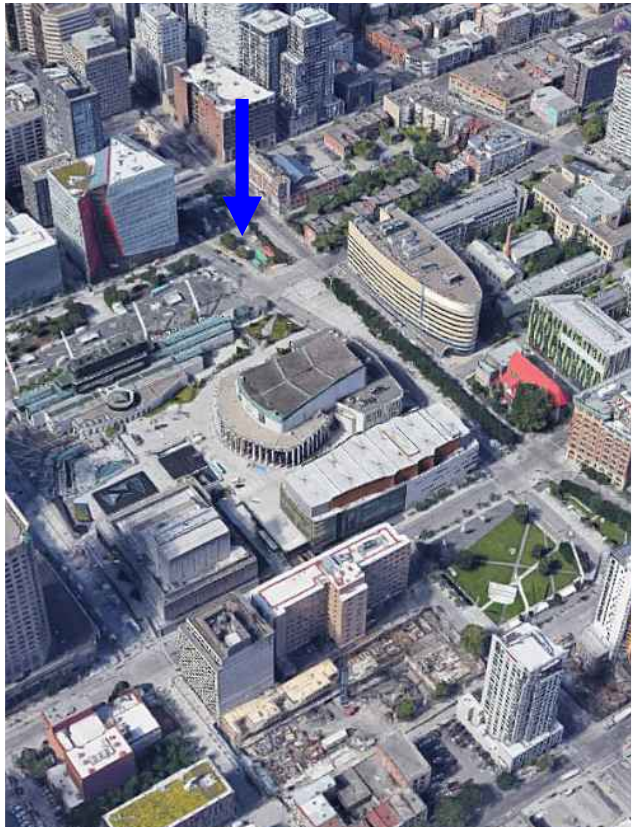
Zones (partie nord)



Zones (partie sud)

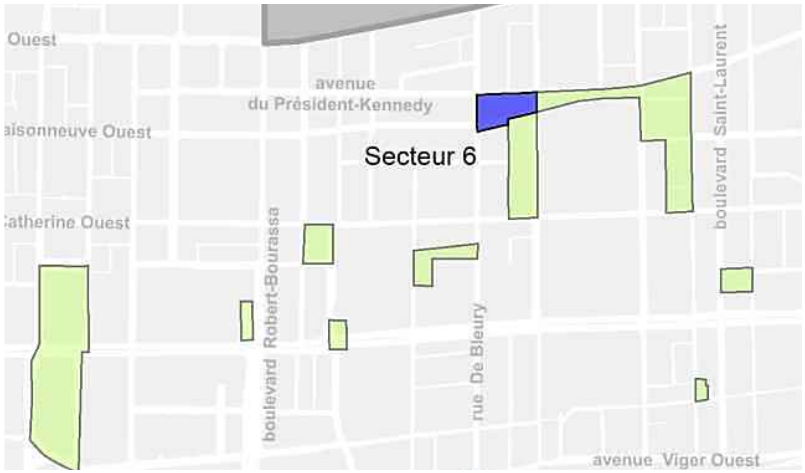
Modifications

Secteur 6 – nouveau parc sur le terrain de l'ancien autoparc 066



Contexte environnant

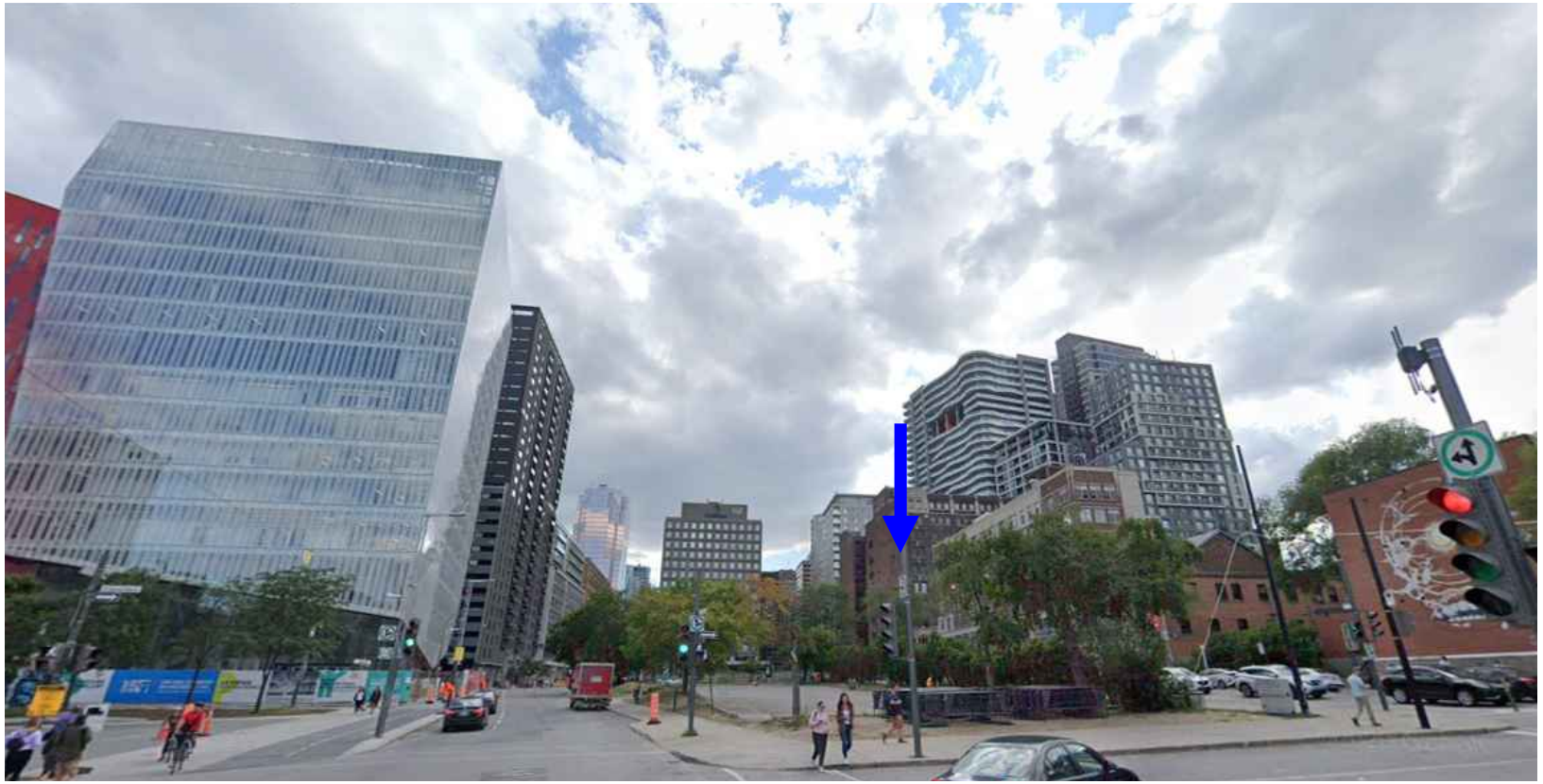
- Modifications sur 4 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Agrandissement d'une zone de parc pour identifier un parc projeté à aménager.



Localisation

Modifications

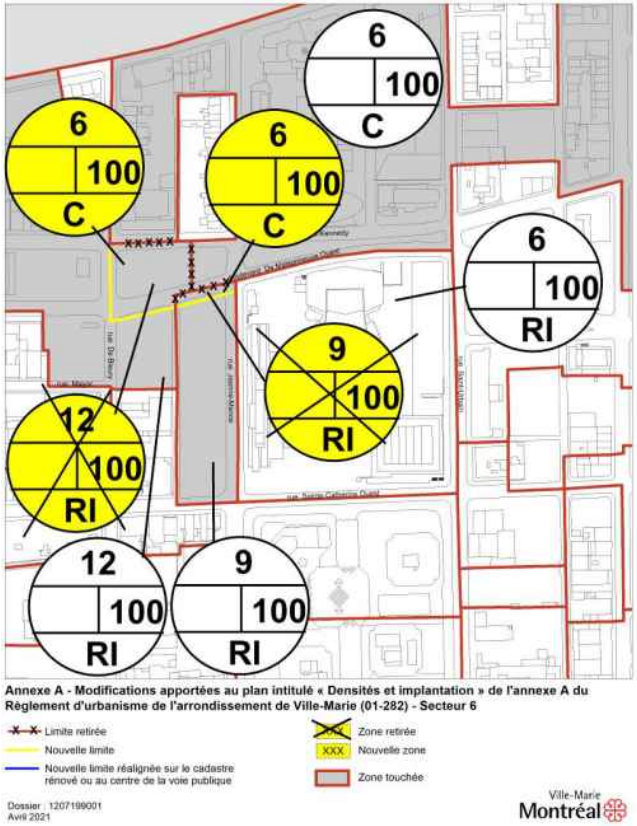
Secteur 6 – nouveau parc sur le terrain de l’ancien autoparc 066



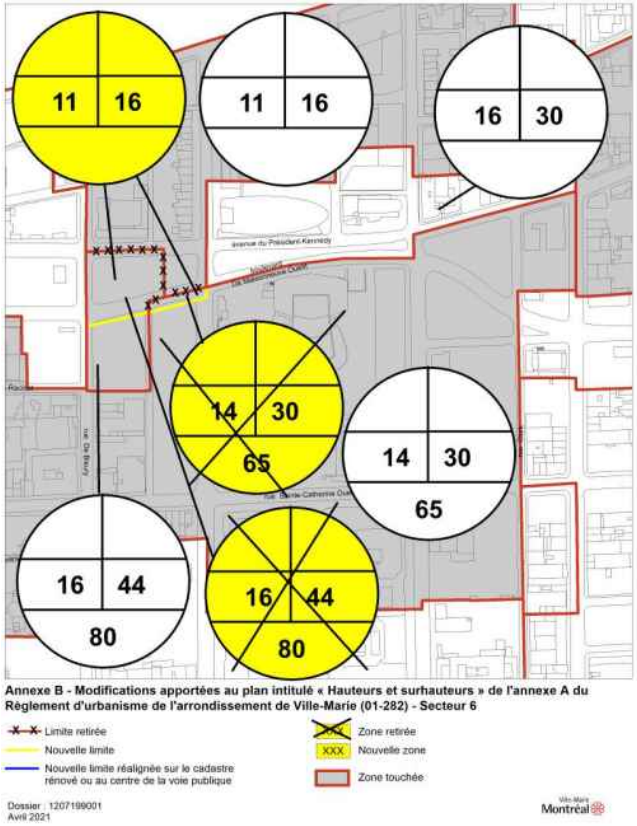
Terrain municipal existant à aménager comme parc

Modifications

Secteur 6 – nouveau parc sur le terrain de l’ancien autoparc 066



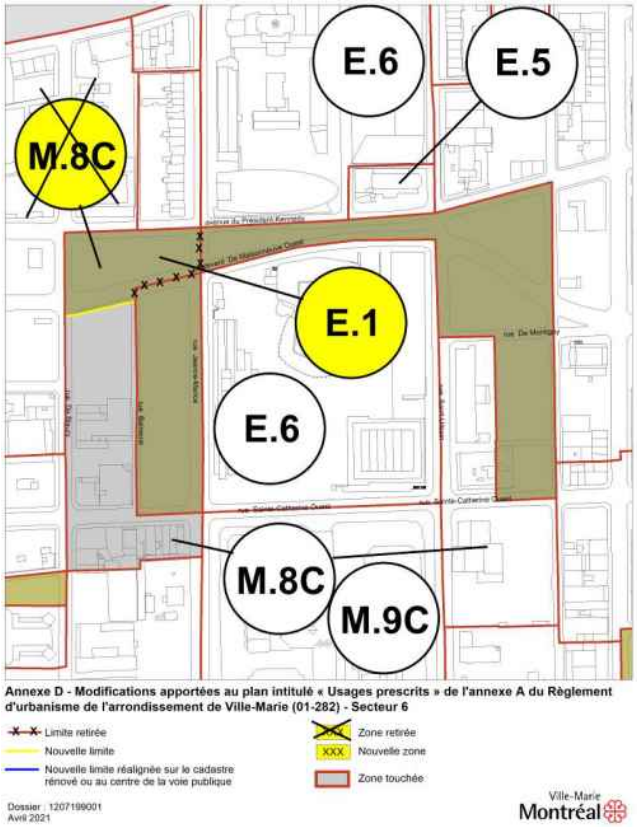
Densités et implantation



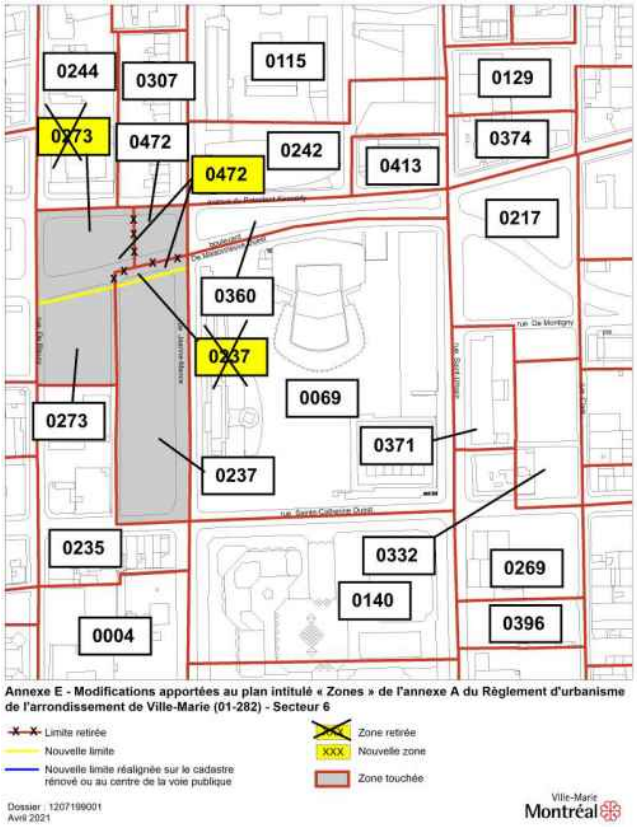
Hauteurs et surhauteurs

Modifications

Secteur 6 – nouveau parc sur le terrain de l'ancien autoparc 066



Usages prescrits



Zones

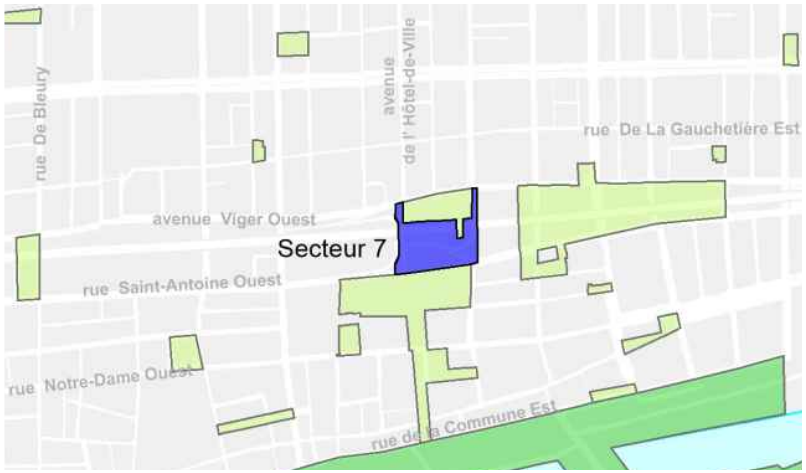
Modifications

Secteur 7 – place des Montréalaises



Contexte environnant

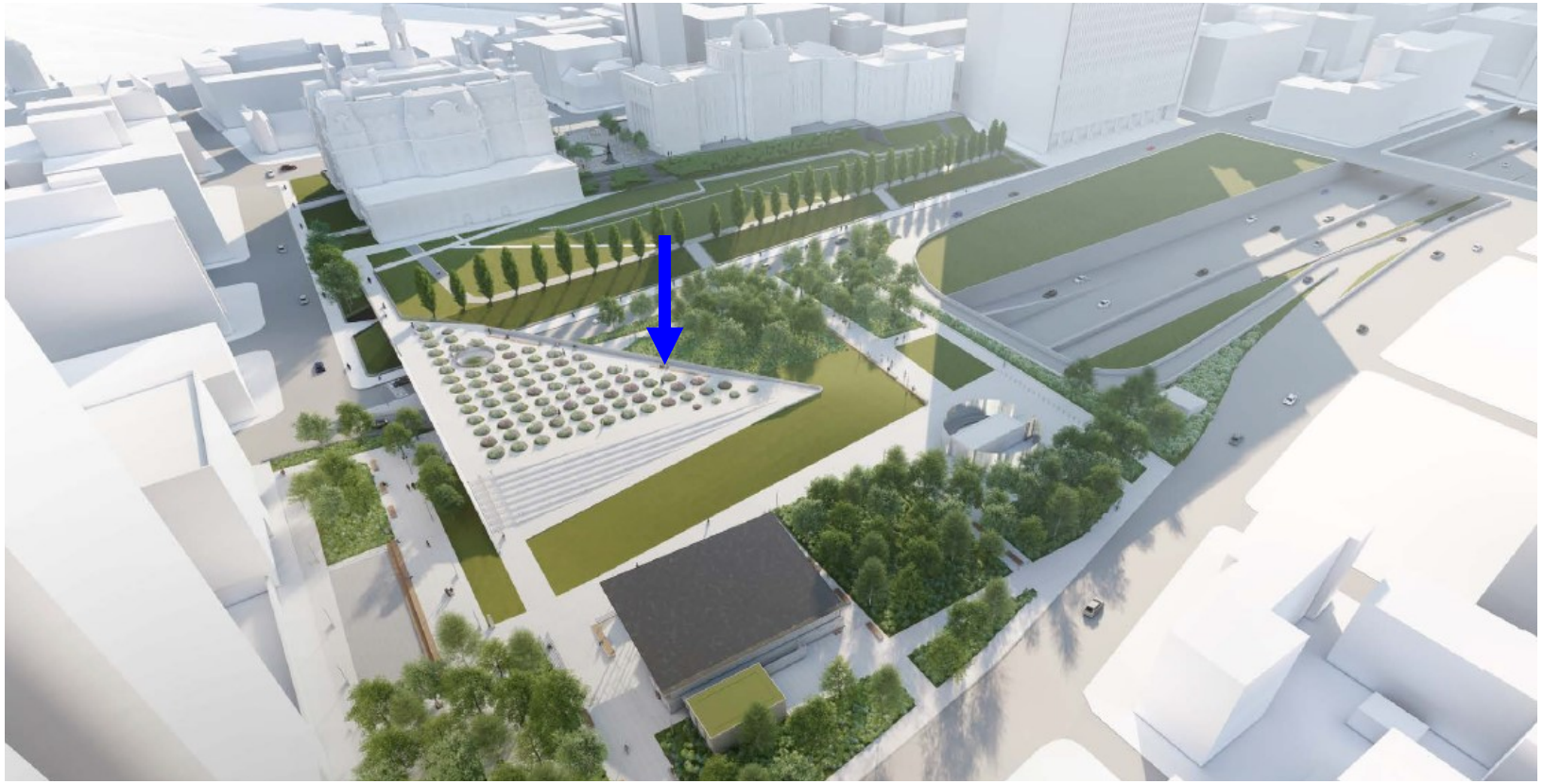
- Modifications sur 3 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Agrandissement d'une zone de parc pour identifier une place publique à aménager et jouxtant la place Marie-Josèphe-Angélique existante.



Localisation

Modifications

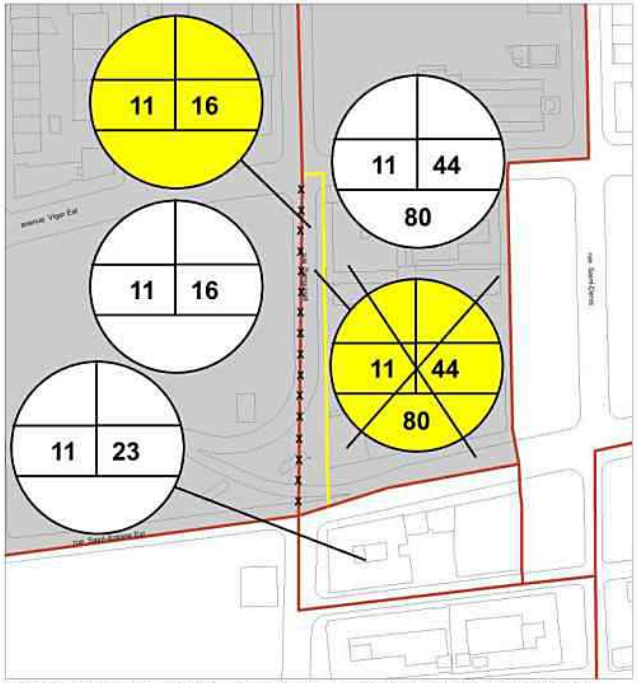
Secteur 7 – place des Montréalaises



Aménagements projetés d’une nouvelle place publique jouxtant une place existante

Modifications

Secteur 7 – place des Montréalaises



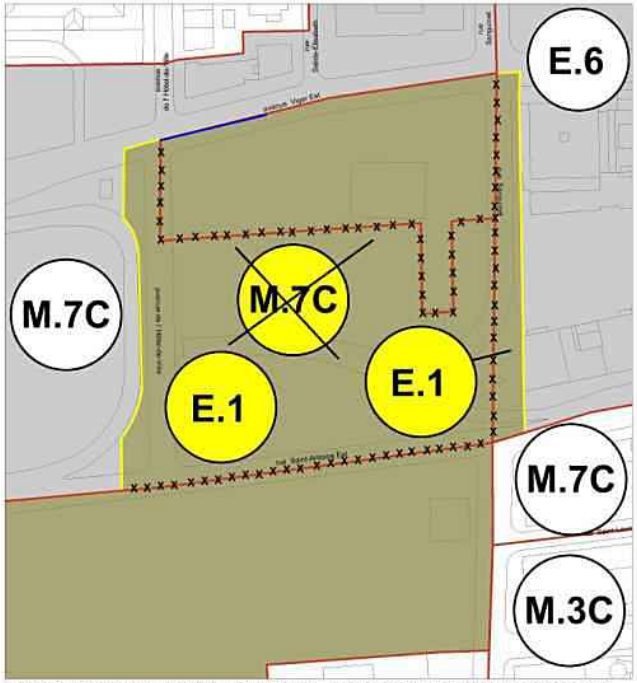
Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 7

Limite retirée
Nouvelle limite
Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
Zone retirée
XXX Nouvelle zone
Zone touchée

Dossier : 1207199001
Juin 2021

Ville-Marie Montréal

Hauteurs et surhauteurs



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 7

Limite retirée
Nouvelle limite
Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
Zone retirée
XXX Nouvelle zone
Zone touchée

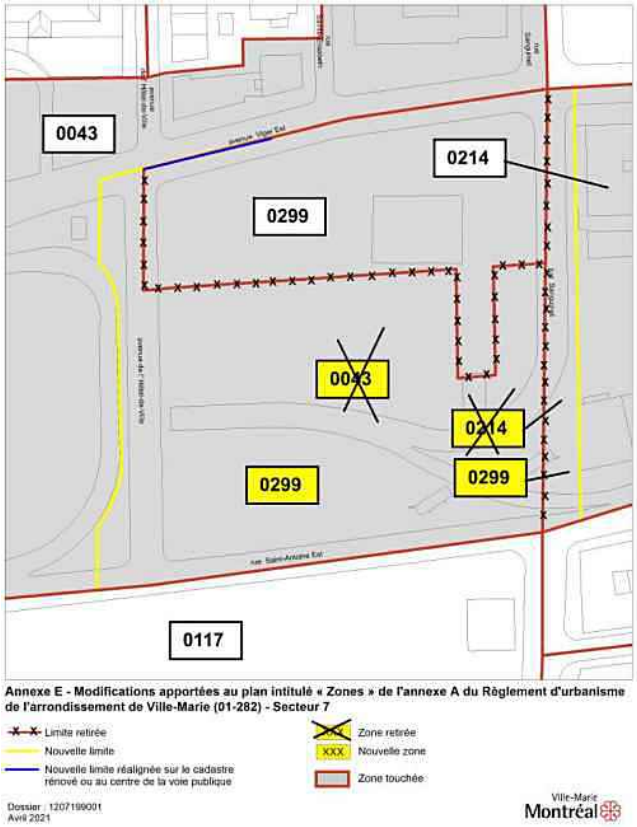
Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie Montréal

Usages prescrits

Modifications

Secteur 7 – place des Montréalaises



Zones

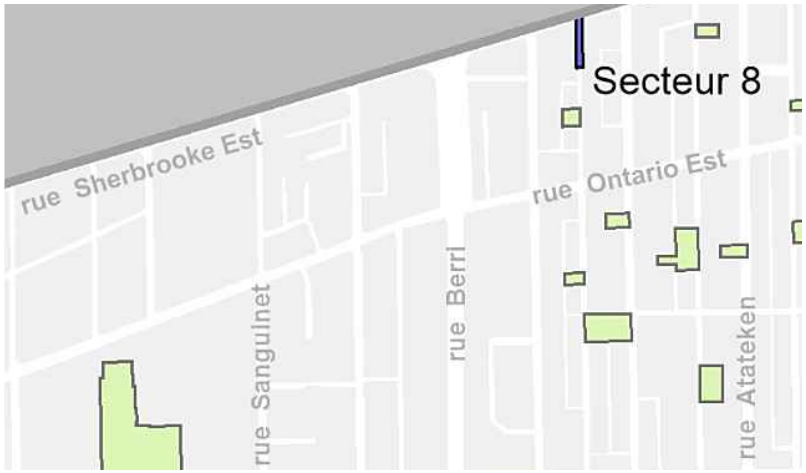
Modifications

Secteur 8 – parc Simonne-Monet-Chartrand



Contexte environnant

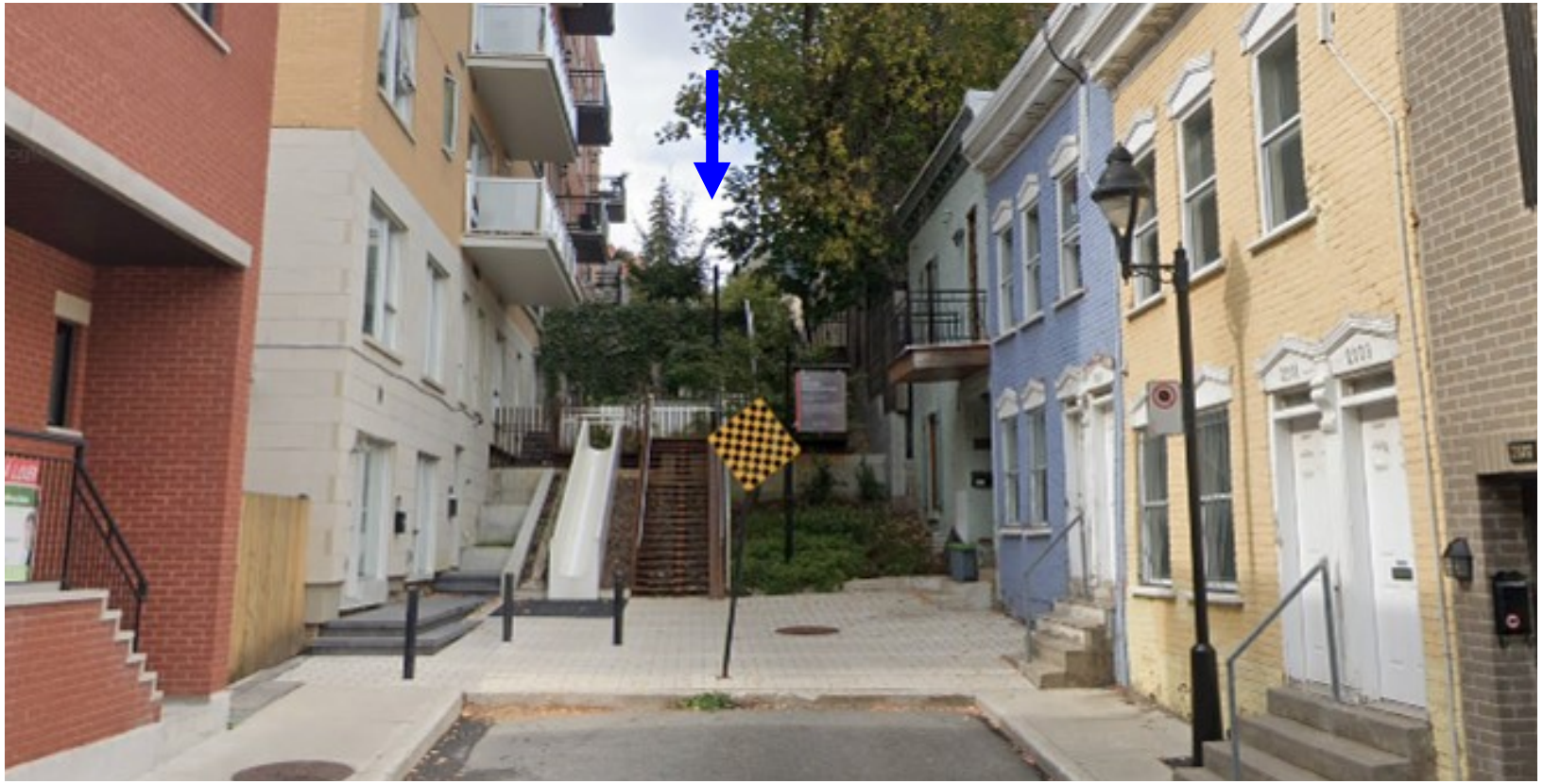
- Modifications sur 3 des 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - ajout d'une nouvelle zone de parc pour identifier un parc aménagé existant.



Localisation

Modifications

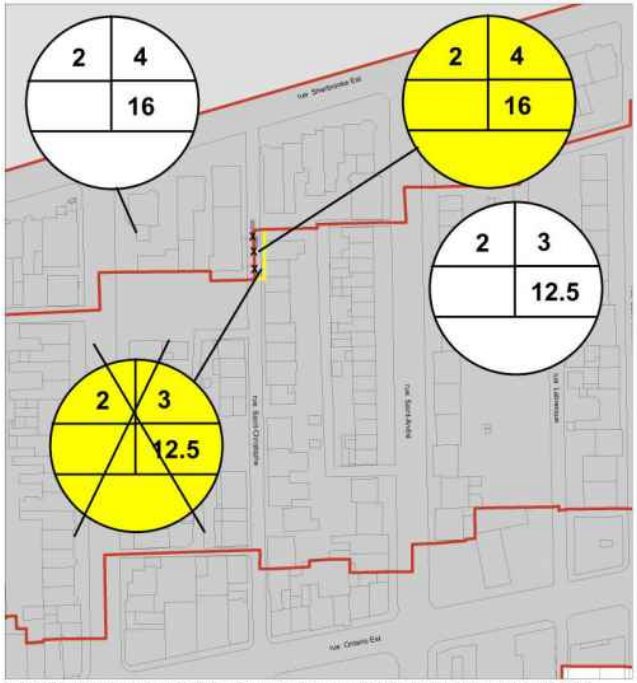
Secteur 8 – parc Simonne-Monet-Chartrand



Parc aménagé existant

Modifications

Secteur 8 – parc Simonne-Monet-Chartrand



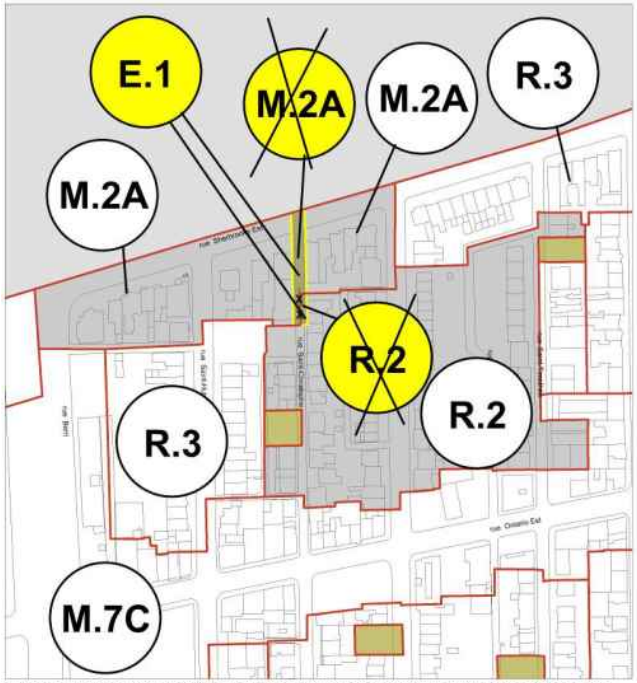
Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 8

Limite retirée
Nouvelle limite
Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
Zone retirée
XXX Nouvelle zone
Zone touchée

Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie Montréal

Hauteurs et surhauteurs



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Secteur 8

Limite retirée
Nouvelle limite
Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
Zone retirée
XXX Nouvelle zone
Zone touchée

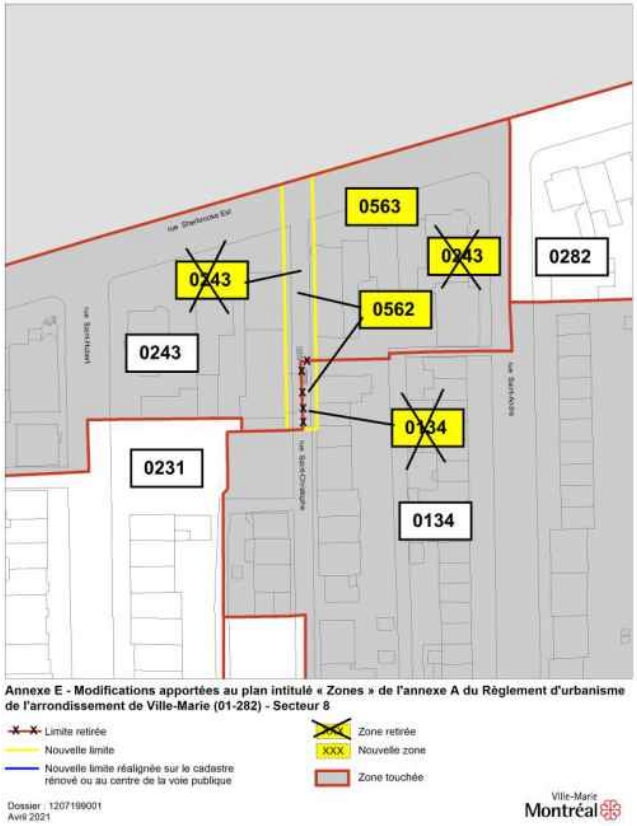
Dossier : 1207199001
Avril 2021

Ville-Marie Montréal

Usages prescrits

Modifications

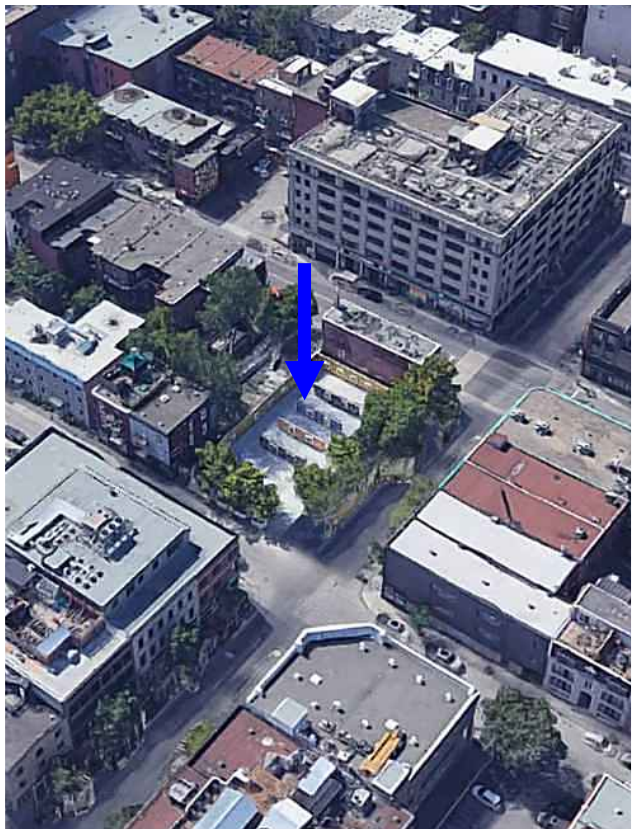
Secteur 8 – parc Simonne-Monet-Chartrand



Zones

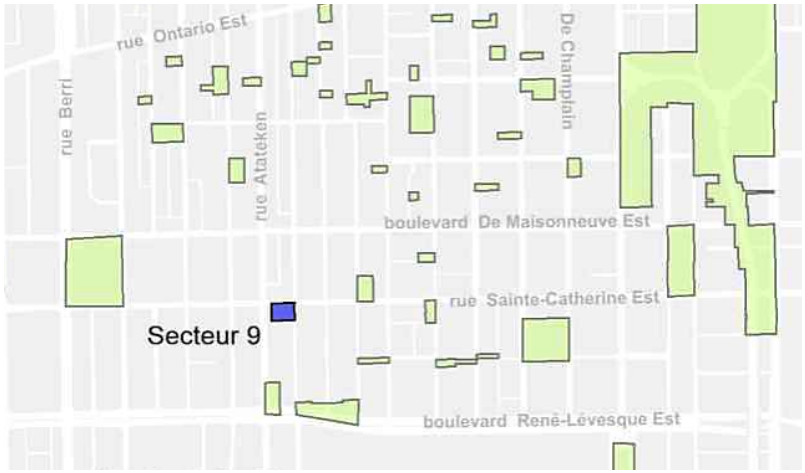
Modifications

Secteur 9 – nouveau parc sur le terrain de « Galerie Blanc »



Contexte environnant

- Modifications sur les 5 plans de l'annexe A du Règlement d'urbanisme :
  - Ajout d'une nouvelle zone de parc pour identifier un parc projeté à aménager;
  - Ajustements conséquents pour le résidu d'acquisition, à être cédé par la Ville de Montréal à certains des propriétaires adjacents.



Localisation

Modifications

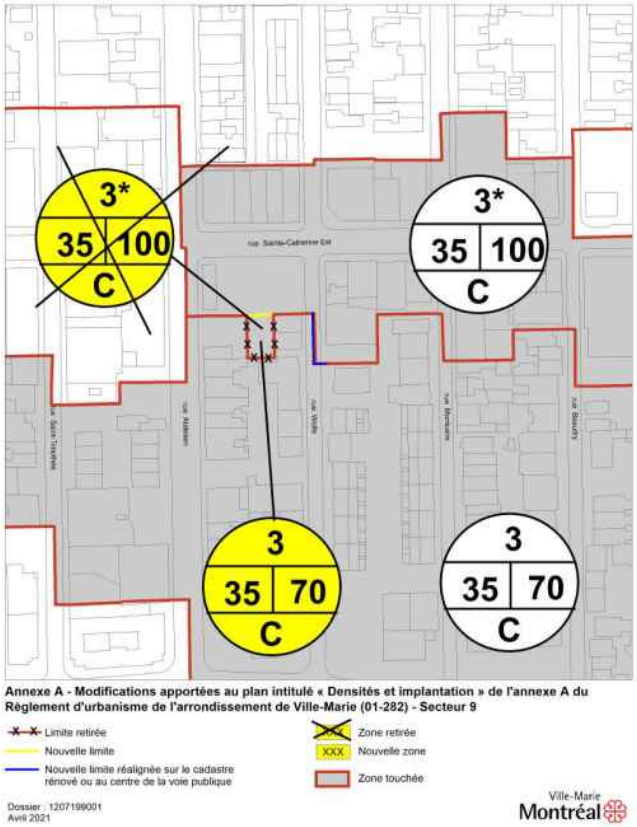
Secteur 9 – nouveau parc sur le terrain de « Galerie Blanc »



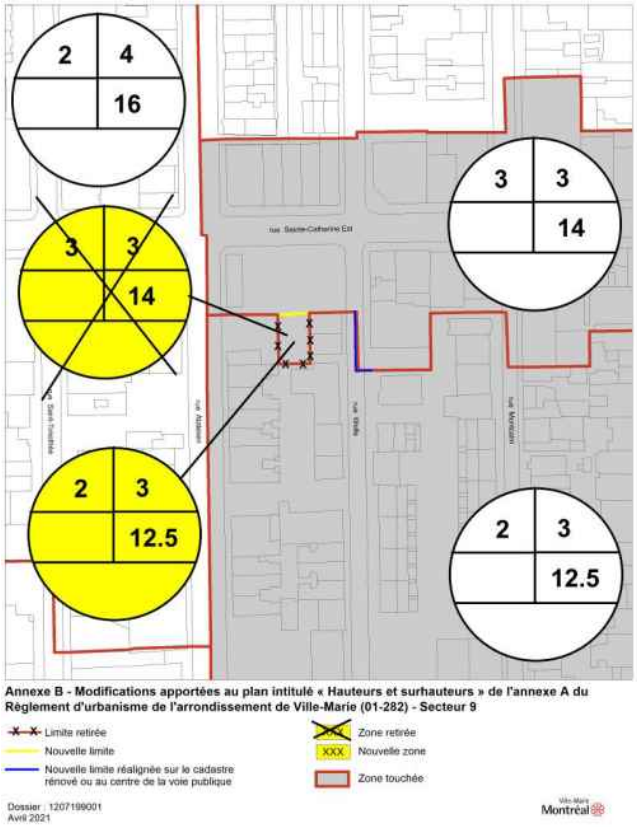
Occupation événementielle existante sur un terrain à aménager comme parc

Modifications

Secteur 9 – nouveau parc sur le terrain de « Galerie Blanc »



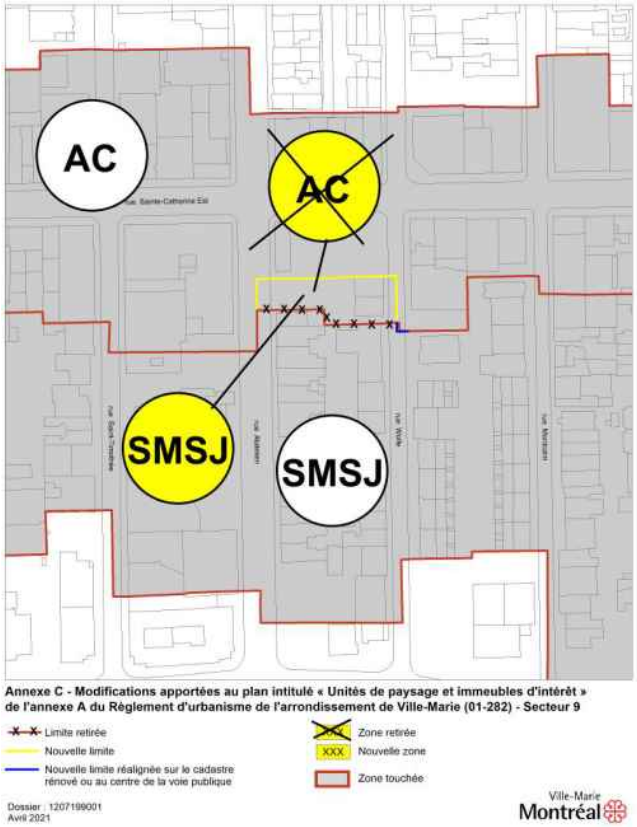
Densités et implantation



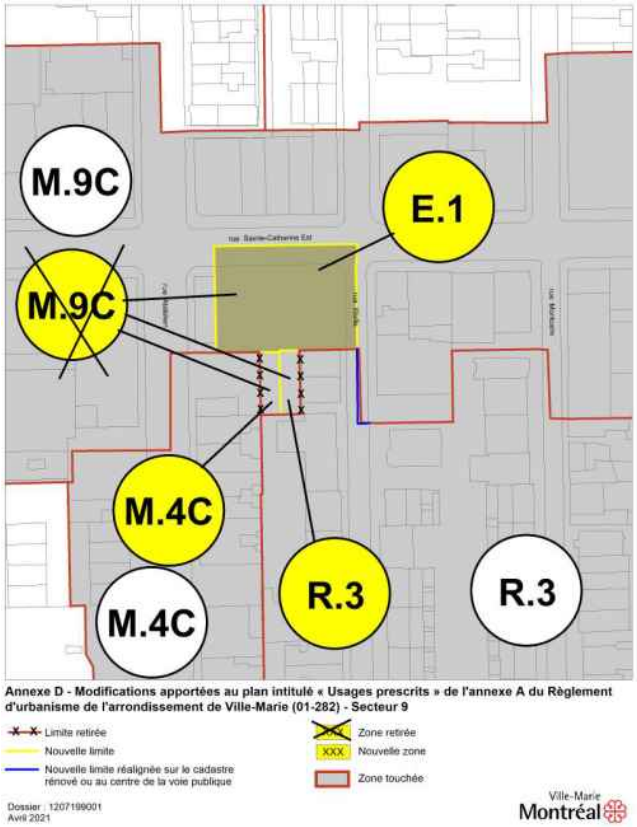
Hauteurs et surhauteurs

Modifications

Secteur 9 – nouveau parc sur le terrain de « Galerie Blanc »



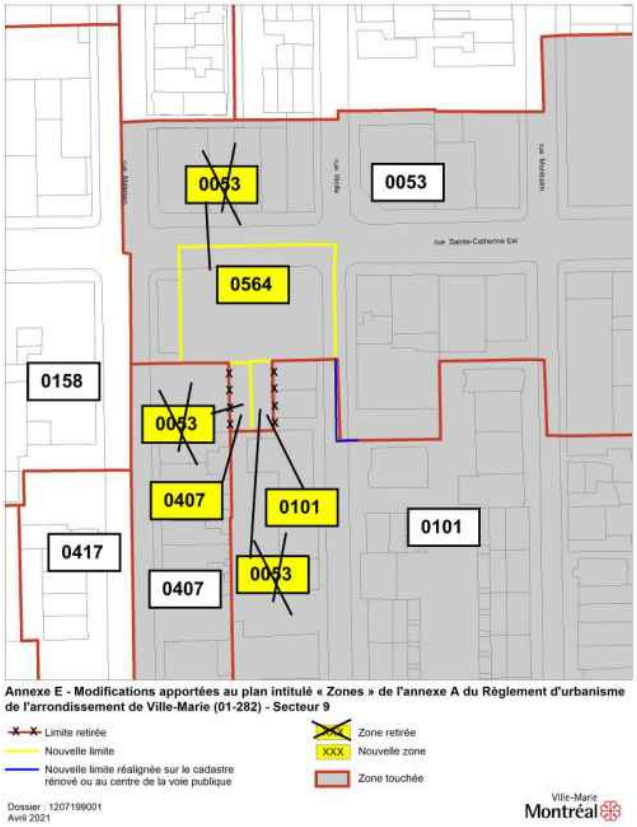
Unités de paysage et immeubles d'intérêt



Usages prescrits

Modifications

Secteur 9 – nouveau parc sur le terrain de « Galerie Blanc »



Zones

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217303005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-29 09:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1217303005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé de modifier le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment afin d'assurer une partie de la concordance au Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

14 juin 2021- Résolution CM21 0805 - Adoption du Règlement modifiant le plan d'urbanisme 04-047 afin d'y intégrer le PPU des Faubourgs

DESCRIPTION

Suite à l'adoption par le conseil municipal du 14 juin 2021 du PPU des Faubourgs, plusieurs dispositions entraînent des modifications au Règlement d'urbanisme et au Règlement sur les projets particuliers dont certaines sont des modifications par concordance. Ainsi, le Règlement proposé comprend 20 articles visant plusieurs aspects de la réglementation d'urbanisme tels que le redécoupage des paramètres de hauteurs, de densités et d'usages en conformité avec les paramètres du PPU des Faubourgs ainsi que le découpage de nouvelles unités de paysages. Rappelons que le territoire du PPU des Faubourgs est séparé en deux: le secteur habité situé au nord du boulevard René-Lévesque et de la partie de la rue Sainte-Catherine située à l'est du pont Jacques-Cartier et, au sud de ces axes, se trouve le secteur en requalification. Enfin, des dispositions normatives supplémentaires sont prévues ainsi que l'ajout de critères de P.I.I.A. applicables pour les unités de paysage qui ont été énoncés dans le PPU des Faubourgs.

Modifications apportées aux dispositions normatives

Le découpage des secteurs de catégories d'usages est d'abord modifié afin de se conformer aux dispositions du PPU. En premier lieu, il est proposé de modifier la catégorie d'usage du site de la brasserie Molson-Coors qui est de nature industrielle pour la catégorie M.7 C, soit une catégorie de mixité commerciale de moyenne intensité. Également, le secteur M.4, où l'habitation est interdite, est agrandi le long de la rue Parthenais jusqu'à la rue Ontario afin

de consolider le pôle culturel des Faubourgs. Enfin, une nouvelle disposition prévoit que dans les portion des rues Notre-Dame, de la Commune et De La Gauchetière situées à l'est de la rue de la Visitation, les usages résidentiels sont interdits au rez-de-chaussée et un nouvel article prévoit que les établissements commerciaux occupant le niveau du rez-de-chaussée ou un niveau inférieur situé à l'est de la rue Atateken devront désormais avoir un accès direct depuis la rue.

Le découpage des secteurs de densité est également modifié pour atteindre les paramètres du PPU. Dans le secteur habité, le site de l'Îlot Voyageur voit son coefficient d'occupation du sol (COS) passer de 6 à 7. Dans le secteur en requalification, le site des Portes Sainte-Marie (Projet Esplanade Cartier) voit son COS passer de 4 à 6 et ce COS est applicable à l'îlot voisin occupé par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur et autrefois occupé par les studios de Télé-Québec.

C'est d'ailleurs un COS de 6 qui est prévu pour l'ensemble des sites non construits du secteur en requalification, soit les sites Molson de part et d'autre de la rue Notre-Dame et le site Radio-Canada à l'exception de l'emplacement occupé par des installations souterraines pour lequel le COS proposé est de 7. Enfin, les sites construits voient leur COS être abaissé, notamment le site à l'est de la rue Wolfe qui passe de 6 à 3, afin d'atténuer la pression du développement immobilier sur le bâti patrimonial.

La hauteur des sites construits, autant dans la portion habitée que dans la portion en requalification, demeure la même, à l'exception du site de l'ancienne savonnerie Barsalou dont la hauteur augmente à 35 m. Les sites non construits du secteur en requalification voient leur hauteur augmenter à 45 m et à 65 m. Enfin, la hauteur sur rue proposée pour ces secteurs est de 23 m et 30 m.

Les dispositions de surhauteurs sont également bonifiées. Il est proposé, entre les rues Atateken et Fullum, de contraindre les superficies planchers des volumes en surhauteur à un maximum de 750 m^2. Les modifications au règlement sur les projets particuliers visent, par ailleurs, à préciser dans quel contexte une dérogation à cette disposition est recevable (impact sur le domaine public minimisé et construction favorisant l'économie d'énergie).

Enfin, la carte des vues axiales protégées du PPU des Faubourgs est intégrée au règlement afin de préciser les emplacements où les constructions hors-sol seront interdites.

Modification des dispositions de critères
Il est proposé de modifier les unités de paysage pour ajouter deux nouvelles unités: Îlot des Voltigeurs (IV) et Savonnerie Barsalou (SB). Ces deux unités de paysages reprennent la plupart des critères énoncés dans le PPU des Faubourgs tels que la protection des éléments patrimoniaux et l'enrichissement du paysage du front fluvial ou de l'entrée de ville. Il est également proposé d'agrandir le territoire de l'unité Faubourg Québec (FQ) afin que celle-ci couvre l'ensemble du secteur en requalification. Ce secteur est assujetti à plusieurs critères proposés par le PPU des Faubourgs tel que celui visant à privilégier une composition architecturale distincte ou un autre visant un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine.

Un nouveau critère de P.I.I.A. applicable aux constructions en surhauteur est ajoutés afin de favoriser la protection des vues d'intérêt du PPU des Faubourgs. Également, des critères de P.I.I.A. spécifiques applicables aux surhauteurs dans les unités de paysage FQ et IV sont

proposés afin d'assurer la continuité de la trame urbaine, tels que favoriser une implantation des volumes bâtis permettant un dégagement visuel en direction du fleuve.

Enfin, l'ensemble des unités de paysages du territoire du PPU des Faubourgs voient s'ajouter des critères tels que favoriser les accès individuels des logements des rez-de-chaussée, assurer l'intimité des logements implantés sans marge de recul, favoriser la végétalisation des toits de bâtiments souterrains et mettre en valeur le patrimoine archéologique.

JUSTIFICATION

La proposition est la traduction réglementaire de plusieurs des dispositions du PPU des Faubourgs. L'ensemble des paramètres d'usages, de hauteurs et densités proposés constitue une retranscription des paramètres proposés avec quelques précisions telles que les hauteurs sur rues. Ces hauteurs varient d'un secteur de surhauteur à l'autre en fonction du contexte et de la transition entre les secteurs consolidés existants et le secteur en requalification. L'approche au niveau des unités de paysage est également la traduction réglementaire du PPU et un raffinement pourra être fait dans le futur.
En réponse à une recommandation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), les superficies planchers maximales, qui étaient auparavant intégrées au document du PPU, sont désormais uniquement intégrées à la réglementation afin de permettre plus de souplesse. Par conséquent, il sera désormais possible de déroger à cette disposition lorsqu'un projet présentera une plus-value en faveur de la transition écologique et que l'effet massif des constructions sera atténué. Les usages non résidentiels pourront également bénéficier de ces exceptions.

Enfin, l'ensemble de ces dispositions permettront d'amorcer le développement du secteur en assurant le respect de ses composantes patrimoniales et paysagères. C'est également l'occasion de transformer un milieu dédié au tout à l'auto en un milieu de vie complet et convivial. Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette proposition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d’arrondissement d’un premier projet de règlement

- Procédure de consultation publique écrite
- Adoption par le conseil d’arrondissement d’un deuxième projet de règlement
- Procédure d'approbation référendaire
- Adoption de la règlement par le conseil d’arrondissement
- Émission du certificat de conformité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-02

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-06-28

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Avis de motion: CA21 240303

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs – Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

40.21 1217303005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240304

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs – 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet d'un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.21.1 1217303005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du jeudi 26 août 2021	Résolution: CA21 240306

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs - 2e projet de règlement

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 6 juillet 2021 et l'a soumis à une consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 9 au 23 août 2021 inclusivement, quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter, sans modification, le second projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs ».

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-282.128
1217303005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 26 août 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1217303005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs

CONTENU

CONTEXTE

La consultation a généré 18 commentaires écrits qui abordaient les thèmes suivants :

- la superficie plancher maximale;
- la hauteur maximale sur rue et la hauteur de surhauteur;
- les critères d'évaluation des projets et les unités de paysages;
- le taux d'implantation maximal;
- la méthode de calcul du coefficient d'occupation du sol (C.O.S.);
- les servitudes de passage;
- l'animation des rues.

Chaque citoyen a également reçu une réponse écrite de l'arrondissement. Le rapport de la consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 9 au 23 août 2021, est joint au présent sommaire addenda, dans la section « Pièces jointes addenda ».

Également, un citoyen a fait parvenir, hors-délai, le commentaire suivant à la division de l'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie:
« Bonjour,
Je suis propriétaire d'une maison dans le centre sud, très proche du pont Jacques Cartier et station Craig.
Je voulais savoir comment poser une réclamation sur les hauteurs de constructions prévues dans le plan sur les îlots qui sont aujourd'hui des parkings… je suis pour de nouvelles habitations, par contre, les hauteurs qui semblent annoncer dans le plan semblent bien trop élevées, ce qui viendrait entièrement cacher le soleil…aujourd'hui, dans mon quartier les immeubles font 2 ou 3 étages… pas 5 ou 6.
Merci de votre aide ».

Ce commentaire a également fait l'objet d'une réponse écrite de l'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

514872-8524
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217303005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

2021-06-29 - règlement.docx
Annexe A.pdf
Annexe B - Densite_Implantations.pdf
Annexe C - Hauteurs_Surhauteurs.pdf
Annexe D - Unite_paysage_immeuble_interet_Enseigne_interet.pdf
Annexe E - Usages_prescrits.pdf
Annexe F - Zones.pdf
Annexe_G_Les vues d'intérêt.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR

Le : 2021-07-02

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 juin 2021
s. o.
4.3.1

Objet : **MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'URBANISME 01-282 SUIVANT L'ADOPTION DU PPU DES FAUBOURGS**

Endroit : Ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Olivier Légaré

Description : Suite à l'adoption par le conseil municipal du 14 juin du PPU des Faubourgs, plusieurs dispositions entraînent des modifications au Règlement d'urbanisme et au Règlement sur les projets particuliers dont certaines sont des modifications par concordance. Ainsi, le Règlement proposé comprend 20 articles visant plusieurs aspects de la réglementation d'urbanisme tels que le redécoupage des paramètres de hauteurs, de densités et d'usages en conformité avec les paramètres du PPU des Faubourgs ainsi que le découpage de nouvelles unités de paysages. Rappelons que le territoire du PPU des Faubourgs est séparé en deux: le secteur habité situé au nord du boulevard René-Lévesque et de la partie de la rue Sainte-Catherine située à l'est du pont Jacques-Cartier et, au sud de ces axes, se trouve le secteur en requalification. Enfin, des dispositions normatives supplémentaires sont prévues ainsi que l'ajout de critères de P.I.I.A. applicables pour les unités de paysage qui ont été énoncés dans le PPU des Faubourgs.

Modifications apportées aux dispositions normatives
Le découpage des secteurs de catégories d'usages est d'abord modifié afin de se conformer aux dispositions du PPU. En premier lieu, il est proposé de modifier la catégorie d'usage du site de la brasserie Molson-Coors qui est de nature industrielle pour la catégorie M.7 C, soit une catégorie de mixité commerciale de moyenne intensité. Également, le secteur M.4, où l'habitation est interdite, est agrandi le long de la rue Parthenais jusqu'à la rue Ontario afin de consolider le pôle culturel des Faubourgs. Enfin, une nouvelle disposition prévoit que dans les portions des rues Notre-Dame, de la Commune et De La Gauchetière situées à l'est de la rue de la Visitation, les usages résidentiels sont interdits au rez-de-chaussée et un nouvel article prévoit que les établissements commerciaux occupant le niveau du rez-de-chaussée ou un niveau inférieur situé à l'est de la rue Atateken devront désormais avoir un accès direct depuis la rue.

Le découpage des secteurs de densité est également modifié pour atteindre les paramètres du PPU. Dans le secteur habité, le site de l'Îlot Voyageur voit son coefficient d'occupation du sol (COS) passer de 6 à 7. Dans le secteur en requalification, le site des Portes Sainte-Marie (Projet Esplanade Cartier) voit son COS passer de 4 à 6 et ce COS est applicable à l'îlot voisin occupé par le Ministère de l'Éducation et de

l'Enseignement Supérieur et autrefois occupé par les studios de Télé-Québec.

C'est d'ailleurs un COS de 6 qui est prévu pour l'ensemble des sites non construits du secteur en requalification, soit les sites Molson de part et d'autre de la rue Notre-Dame et le site Radio-Canada à l'exception de l'emplacement occupé par des installations souterraines pour lequel le COS proposé est de 7. Enfin, les sites construits voient leur COS être abaissé, notamment le site à l'est de la rue Wolfe qui passe de 6 à 3, afin d'atténuer la pression du développement immobilier sur le bâti patrimonial.

La hauteur des sites construits, autant dans la portion habitée que dans la portion en requalification, demeure la même, à l'exception du site de l'ancienne savonnerie Barsalou dont la hauteur augmente à 35 m. Les sites non construits du secteur en requalification voient leur hauteur augmenter à 45 m et à 65 m. Enfin, la hauteur sur rue proposée pour ces secteurs est de 23 m et 30 m.

Les dispositions de surhauteurs sont également bonifiées. Il est proposé, à l'est de la rue Atateken, de contraindre les superficies planchers des volumes en surhauteur à un maximum de 650 m2 pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame et à 750 m2 lorsqu'il est au nord. Les modifications au règlement sur les projets particuliers visent, par ailleurs, à préciser dans quel contexte une dérogation à cette disposition est recevable (impact sur le domaine public minimisé et construction favorisant l'économie d'énergie).

Enfin, la carte des vues axiales protégées du PPU des Faubourgs est intégrée au règlement afin de préciser les emplacements où les constructions hors-sol seront interdites.

Modification des dispositions de critères
Il est proposé de modifier les unités de paysage pour ajouter deux nouvelles unités: Îlot des Voltigeurs (IV) et Savonnerie Barsalou (SB). Ces deux unités de paysages reprennent la plupart des critères énoncés dans le PPU des Faubourgs tels que la protection des éléments patrimoniaux et l'enrichissement du paysage du front fluvial ou de l'entrée de ville. Il est également proposé d'agrandir le territoire de l'unité Faubourg Québec (FQ) afin que celle-ci couvre l'ensemble du secteur en requalification. Ce secteur est assujetti à plusieurs critères proposés par le PPU des Faubourgs tel que celui visant à privilégier une composition architecturale distincte ou un autre visant un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine.

De nouveaux critères de P.I.I.A. applicables aux constructions en surhauteur sont ajoutés afin de favoriser la protection des vues d'intérêt du PPU des Faubourgs. Également, des critères de surhauteur spécifiques sont proposés pour les unités de paysage FQ et IV afin d'assurer la continuité de la trame urbaine, tels que favoriser une implantation des volumes bâtis permettant un dégagement visuel en direction du fleuve.

Enfin, l'ensemble des unités de paysages du territoire du PPU des Faubourgs voient s'ajouter des critères tels que favoriser les accès individuels des logements des rez-de-chaussée, assurer l'intimité des

logements implantés sans marge de recul, favoriser la végétalisation des toits de bâtiments souterrains et mettre en valeur le patrimoine archéologique.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : L'ensemble de ces dispositions permettront d'amorcer le développement du secteur en assurant le respect des composantes patrimoniales et paysagères du secteur.

Considérant que : Cette démarche est l'occasion de transformer un secteur dédié au tout à l'auto en un milieu de vie complet et convivial.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité se disent préoccupés par le projet du REM qui est envisagé dans ce secteur et qui pourrait avoir un impact négatif sur ce dernier. Les membres sont d'avis que le comité devrait pouvoir se prononcer sur l'implantation d'une station du REM dans ce secteur de l'arrondissement de Ville-Marie.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

VILLE-MARIE
CENTRE-VILLE

Assurer la concordance au PPU des Faubourgs (dossier 1217303005)

Modification réglementaire

Description

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme et le Règlement sur les PPCMOI notamment afin d'assurer la concordance au PPU des Faubourgs.

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1217303005, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 juillet 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 26 août 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
2021-08-17, M. Éric Croteau, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-19, M. David Deschênes et Mme Laurence Vincent, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-20, M. Charles Laurence Proulx, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-20, M. Carl Cloutier, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-22, M. Jacques Nantel, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, Mme Laurence Le Beux, M.Maxime Frappier et M. Robert Martin, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, Mme Stéphanie Galella, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, M. Francis Duval, M. Olivier Laurent Cazaban, M. Olivier Perron-Collins, M/Mme Lebire et M. Marc-André Fullum, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.

[redacted]	
2021-08-23, M. Francis Duval, M. Olivier Perron-Collins, M, Olivier Laurent Cazaban et Mme Constance Aspart, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, M. James Goulet, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, M. Alain Compéra, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, au nom de Fahey et associés Inc, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, Mme Maire-France Bougie et M. Frédric Clairoux, [redacted]	Réception de deux mémoires - Voir en annexe.
2021-08-23, Mme Julie Anne Boisvert Lessard, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, M. Pierre-Olivier Bouchard, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, Mme Évelyne Paris, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.
2021-08-23, M. Louis Fauchard au nom de M. Ron Rayside, [redacted]	Réception d'un mémoire - Voir en annexe.

a/s de : Division de l'urbanisme
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

MÉMOIRE

Règlement de concordance CA-24-282.1XX— Secteur des Faubourgs

Le redéveloppement du secteur des Faubourgs de Montréal représente une opportunité incroyable pour la ville et ses citoyens. Ce projet majeur de redéveloppement d'un secteur d'entrée de ville offre une opportunité inouïe de redéfinir la signature urbaine de Montréal et de créer un milieu de vie riche et animé, ou la mixité des usages rend ce quartier vivant et attractif.

Ces nouveaux développements ont l'unique potentiel d'offrir des opportunités de conserver, promouvoir ou, a contrario, d'entamer la réputation de Montréal comme étant une ville mixte, accessible, abordable et animée.

Le cadre réglementaire est donc un outil essentiel pour conserver ou mettre l'accent sur une vision du développement urbain, en cadrant les qualités et les valeurs que l'on aimerait voir intégrer à notre ville, a un quartier.

La lecture du règlement de concordance CA-24-282.1XX— Secteur des Faubourgs m'a étonné sur bien des aspects. Effectivement, il est étonnant de constater le peu de considération donné aux règles de bases du développement immobilier, et ce tant pour des fonctions bureau que pour un usage d'habitation. La forme actuelle du règlement met certainement en péril l'usage bureau et place l'habitation dans la zone des projets luxueux et peu abordables. Les développeurs se prononceront sans aucun doute à ce sujet, mais cette mouture de règlement met probablement en péril la faisabilité des projets du secteur.

Je traiterai donc dans ce mémoire des points suivants :

1. Superficies autorisées selon les usages :
    a. Usage bureau
    b. Usage habitation
2. Espace extérieur / Balcons
3. Les hauteurs, les surhauteurs et les proportions
4. Encadrement du parti architectural

1. Superficies autorisées selon les usages :

Usage bureau

La superficie optimale d'un plancher pour un usage bureau se situe entre 18 000pi^2 et 32 000pi^2, soit de 1 672m^2 à 2 974m^2. Les éléments tels que les puits d'ascenseur, les puits mécaniques, moyens d'évacuations sont pratiquement incompressibles et vont occuper entre 120m^2 et 200m^2 par plancher. Les corridors de distribution eux vont varier selon la superficie de plancher de l'étage, mais pas de façon linéaire. C'est-à-dire qu'une petite superficie de plancher va toujours exiger un corridor de l'ordre de 75% de la superficie du même corridor desservant une grande superficie de plancher. Ainsi le ratio entre la superficie construite et la superficie locative de bureau devient problématique sur de très petites superficies de plancher.

Exemple 1 – tour de 750m^2:

Superficie locative 750m^2 – 100m^2 de corridors et puits / Superficie brute 750m^2 = % efficacité de plancher

650m^2/750m^2 = 86% efficacité

Exemple 2 – Tour de 2 325m^2

Superficie locative 2 974m^2 – 200m^2 de corridors et puits / Superficie brute 2 974m^2 = % efficacité de plancher

2774m^2/2974m^2 = 93% efficacité

Ainsi, on peut constater que dans l'exemple 1 une efficacité de plancher relativement bonne selon les normes de l'industrie avec 86% d'efficacité, mais la résultante est une superficie locative de plancher de seulement 650m^2, morceler par un cœur de bâtiment massif rendant l'espace peut désirable aux yeux des locataires potentiels recherchant des espaces a bureaux en ne pouvant en aucun cas se qualifier comme bureau Classe A.

Pour ce qui est de l'exemple 2, l'efficacité de plancher est excellente, ce qui permet de maintenir des loyers raisonnables et donc de faciliter l'implantation des entreprises au centre de Montréal. La superficie locative restante par plancher de 2 774m^2 devient aussi attractive pour de grands locataires ou de plus petits si l'étage est configuré pour une occupation par de multiples locataires.

Une superficie brute de plancher de 750m^2 n'est pas du tout adaptée pour un usage bureau. On souhaiterait que les rédacteurs des règlements soient mieux informés ou mieux dirigés.

Un plancher de 750m^2 se rapproche plus d'un usage résidentiel de luxe et j'aborderais ce sujet au paragraphe suivant.

Usage Habitation

L'article 34.2 limite la superficie des planchers à 750m^2. Cette dimension est presque optimale pour la conception de tours résidentielles luxueuses, comprenant environ 8 unités par plancher.

En fait, la dimension optimale pour ces tours à cœur central est de 790m^2. Cette superficie permet d'obtenir un 85% d'efficacité de plancher, qui est un standard de l'industrie.

Encore une fois, il faut rappeler que le prix de vente des unités sera automatiquement influencé par l'efficacité de la construction. Ainsi, si les services mécaniques et ascenseur de la tour distribuent seulement 8 logements par étage, les coûts de ces infrastructures seront donc répartis au prorata sur 8 logements. Si nous estimons rapidement et simplement le coût de 2 arrêts d'ascenseurs et les services mécaniques à 200 000$ / par étage, le coût de reviens par unité est alors de 25 000$.

Prenons l'exemple d'une barre résidentiel de 1 500m^2, superficie optimale pour obtenir une efficacité de plancher de 85%. Elle aurait une superficie de 225m^2 par plancher de corridors, puits, ascenseurs et moyens d'évacuations et 1275m^2 de logements, soit environ 20 logements par étages. Ainsi, les coûts des ascenseurs et services mécaniques de 200 000$/étage répartis sur 20 unités, nous donnent un coût de reviens de 10 000$ par unité.

Donc, le différentiel en coûts de construction brute par unité entre une tour de 750m2 et une tour de 1500m2 est de 15 000$ par unité + administration et profit + Finition supérieure pour produit de luxe + niveaux de services supérieurs pour produit de luxe. Je ne suis ni entrepreneur ni développeur, mais il est facilement concevable que la facture de chaque unité grimpe de plus de 75 000 à 100 000$ par unité, seulement à cause des limitations induites par le règlement.

Ensuite, le règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement CA-24-282.1XX fait référence à quelques reprises a une préoccupation légitime, importante, voir cruciale dans ce contexte de changements et bouleversement climatique, soit l'économie d'énergie. Alors, il est important de mentionner que la surface d'une tour la plus faible au niveau thermique, mais aussi la plus importante, est l'enveloppe du bâtiment. Ainsi, si l'on reprend les 2 exemples ci-haut mentionnés et que l'on calcule l'enveloppe la superficie de l'enveloppe d'un niveau résidentiel de 3m de chaque exemple, on y trouvera une information très importante au sujet de l'économie d'énergie.

Ainsi, dans l'exemple 1, la petite tour de 750m^2, disons que l'enveloppe serait de 30mx25mx3m = 330m2 d'enveloppe par étage. Répartie sur 8 unités, ça nous donne une moyenne de 41.25m@ d'enveloppe par unité.

Pour l'exemple 2, la grande tour de 2325m^2, supposons une dimension de bâtiment de 21m X 110.7mX3m = 790m^2. Répartie sur 20 unités, ça nous donne une moyenne de 39.51m^2 d'enveloppe par unité.

Alors, pour la même valeur R effective d'enveloppe du bâtiment, la grande tour sera 4.4% plus efficace. Plusieurs diront : 4.4% c'est négligeable! Toutefois, augmenter la valeur R effective de 4.4% peut représenter un investissement initial en construction de plusieurs milliers de dollars par unité qui se reflétera dans le prix de chaque unité ou sera une autre charge à notre bilan énergétique et environnemental.

Je pense que de permettre seulement une superficie 750m^2 brute pour les surhauteurs est une décision irresponsable, tant au niveau environnemental qu'au niveau de l'abordabilité. Il faut favoriser une meilleure efficacité constructive, surtout dans cette période où l'inflation des coûts

de construction est galopante. Quand les terrains sont morcelés, les projets avec de petites superficies trouvent leurs justifications dans leurs exclusivités et leurs financements dans le luxe. Ici, de vastes terrains sont à réaménager, offrant cette opportunité incroyable de réaliser des projets efficaces, intelligents et innovants. Il est clair qu'en limitant la superficie à 750m pour les surhauteurs, on rate cette opportunité.

La question demeure donc ouverte. Mais quelles places fait-on à la mixité sociale et à l'abordabilité? Le règlement dans sa forme actuelle, quoi que fondée sur de nobles intentions, je n'en doute point, entraîne des conséquences négatives réelles et mesurables sur l'accessibilité à la propriété.

2. Espace extérieur / Balcons

La présente pandémie et le confinement que presque tous les habitants de la planète ont dû subir dans la dernière année et demie ont mis en évidence le besoin essentiel d'adjoindre des espaces extérieurs aux unités d'habitations. Besoin parfois difficile à combler dans un contexte urbain densément peuplé. Je dirai sans doute que dans la dernière année le balcon est passé à un statut de bien essentiel.

J'ai donc été très surpris de voir dans le document « CA-24-282.1XX Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) en concordance au Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs » voir apparaître l'article 34.2 suivant :

« 34.2. Dans un secteur situé à l'est de la rue Atateken, la superficie brute incluant les balcons d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres ou en étages prescrite doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :

1° 650 m^2 pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame ;

2° 750 m^2 pour un bâtiment situé au nord de la rue Notre-Dame. »

Je ne peux concevoir que l'on inclue la superficie de balcon dans un maximum développable. C'est un incitatif direct à faire des tours sans balcons. Encore une fois, l'équation est simple et parle d'elle-même : Balcon 4.5m^2 x prix de vente de 4304$/$m^2$ = 19 368$ / unité.

Donc on peut d'ores et déjà prédire que le résultat net de cette façon d'écrire un règlement aura encore une fois un impact négatif sur l'abordabilité des unités et poussera inévitablement les développeurs à proposer des unités sans balcons. De plus, je ne crois pas avoir déjà rencontré à une telle disposition réglementaire, incitant l'élimination des balcons, en plus de 22 ans de carrière. Il est normal et souhaitable de légiférer pour encadrer le développement urbain, mais cette façon d'écrire un règlement est inacceptable à mon avis. C'est une forte incitation à proposer des unités sans aire extérieure individuelle.

3. Les hauteurs, les surhauteurs et les proportions

L'analyse de l'annexe C – Modifications apportées au plan intitulé « hauteur et Surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) me laisse perplexe. La tour Radio-Canada fait déjà 100m et il y a un vaste terrain à redévelopper. Ceci implique donc des investissements majeurs, voire colossaux. La densité est la clé. Donc si l'on veut tenter de créer de multiples petites tours limitées dans leurs superficies, offrons-nous, collectivement l'occasion de grimper en hauteur. Ceci est la clé du contrôle des coûts, donc garant d'une accessibilité et d'une mixité.

Il est aussi difficile de comprendre la logique des limites de surhauteur. Pourquoi passer de 30m à 23m? Pourquoi le secteur de Radio-Canada passe à 23m alors qu'il est de 30m au sud de la rue Viger?

À mon avis, le boulevard René-Levesque constitue une séparation assez large, plus de 40m, pour justifier de garder la limite de sur hauteur à 30m, et ce même s'il fait face à certains bâtiments de tête d'îlot de 3 étages et demi.

Ensuite, j'aimerais souligner que la qualité architecturale prend vie, beaucoup, dans les proportions. Les projets en surhauteurs doivent se conformer à toute sorte de règles un peu désuètes qui n'ont rien à voir à la qualité architecturale ni même à leurs qualités d'intégration urbaine. L'architecture contemporaine trouve son élégance et son intégration dans la forme, la dynamique des façades, la matérialité et les proportions. Vouloir appliquer les dogmes du passé, l'architecture tripartite, en imposant une base, un corps et une tête (voir l'article 36.1 4°), n'est à mon avis pas très contemporain.

Les proportions entre un 23m ou un 30 m et 65 m ne sont pas idéales. Une proportion de 30m/80m est déjà naturellement plus intéressante.

4. Encadrement du parti architectural

L'article 36.1 comporte des irritants à la conception des bâtiments qui n'ont, selon moi, pas leur place dans un cadre réglementaire. (pages 7 et 8 du document CA-24-282.XXX)

1° une volumétrie composée d'un basilaire et d'un volume en retrait présentant une silhouette élancée doit être favorisée;

Un peu classique comme approche, mais on a déjà vu ça avec la réglementation sur les surhauteurs montréalaises, qui devrait être revue de fond en comble pour être plus contemporain.

2° le projet doit tendre à comporter des ouvertures verticales représentant une proportion d'un maximum de 50 % de la superficie de sa façade;

Ici, je pense sincèrement que cet article est de trop. Premièrement, pour quelles raisons une tectonique architecturale qui exprimerait l'horizontalité serait-elle moins bonne ou moins intéressante qu'une verticale? En quoi est-elle gages de qualité? Ensuite, pourquoi 50%

d'ouverture? Le nouveau code de l'énergie, maintenant applicable, comporte déjà plusieurs nouvelles exigences et contraintes. Cet article réglementaire est-il gage de qualité? D'efficacité énergétique? Et si 50% de fenestration n'était pas ce qu'il faut pour l'usage du bâtiment, alors pourrait-on refuser le projet?

3° le projet doit favoriser une implantation des volumes bâtis permettant un dégagement visuel en direction du fleuve;

Voici une exigence réglementaire claire.

4° un traitement architectural distinctif des deux derniers étages du bâtiment afin de marquer le couronnement doit être favorisé. ».

Il est encore une fois difficile de comprendre en quoi cette exigence est gages de qualité? On désire bien marquer la tête du bâtiment dans le cadre d'une approche classique? Bien distinguer les penthouses du reste de la tour? Et s'il y avait 3 ou 4 niveaux de penthouse, ou même aucun?

Les processus de CCU sont en place afin de s'assurer de la qualité architecturale et de l'intégration urbaine des bâtiments. Les articles réglementaires qui sont trop spécifiques briment la créativité, l'innovation et ne sont en aucun cas gages de qualité. Ces articles n'apportent rien de positif et de constructif et devraient être retirés du règlement.

Le travail de conception des milieux de vie de qualité est un défi extraordinaire dans le contexte actuel de changement climatique, de crise sanitaire, de pénurie de main-d'œuvre, d'explosion des coûts. Le cadre réglementaire doit être la pierre d'assise de la conception de projet efficace, abordable, inspirant, novateur et adapter aux réalités actuelles. Tel qu'argumenté dans le présent mémoire, la présente mouture du règlement a besoin de quelques modifications afin d'offrir une bonne base de départ pour ce réaménagement majeur d'un secteur important de la ville. Je pense que nous avons collectivement l'obligation de bien faire les choses, de mieux planifier et de mieux comprendre les effets, les résultats concrets de l'écriture de nos règlements sur les projets. Je souhaite ardemment que mes commentaires soient entendus et pris en compte.

Eric Croteau, Architecte MOAQ A4171

[redacted]

PPU DES FAUBOURGS - RÈGLEMENT DE CONCORDANCE (CA-24-282.1XX)

CONSULTATION ÉCRITE

ESPLANADE CARTIER PAR PRÉVEL (SITE DES PORTES SAINTE-MARIE)

Prével
UN PLAISIR À VIVRE

INTRODUCTION

Dans le cadre du PPU des Faubourgs, Prével, développeur du projet Esplanade Cartier (Portes Sainte-Marie), souhaite soumettre une demande de modification du premier projet de règlement de concordance (CA-24-282.1XX) présenté lors de la séance du Conseil d'arrondissement du 6 juillet 2021.

Les recommandations formulées dans le présent document ont pour but de permettre la réalisation d'un projet qui répond aux attentes de la Ville, tel que stipulé dans son PPU et dans le respect des principes directeurs qui ont encadré la conception du plan d'ensemble du projet Esplanade Cartier. Ces principes découlent d'une analyse rigoureuse du contexte et de l'environnement, de la compréhension des besoins et des enjeux du secteur, du dialogue avec la communauté existante et de notre volonté de créer un milieu de vie durable et exemplaire sur le site des Portes Sainte-Marie.

10 PRINCIPES DIRECTEURS DU PROJET ESPLANADE CARTIER :

1. Concevoir et développer avec le milieu ;
2. Favoriser la diversité et la mixité ;
3. Contribuer à la vitalité commerciale de la rue Sainte-Catherine ;
4. Construire un milieu de vie animé de jour comme de soir ;
5. Favoriser la mobilité durable ;
6. Soutenir le transport actif et l'esprit de communauté ;
7. S'assurer d'une intégration harmonieuse à la trame urbaine existante ;
8. Développer de façon durable ;
9. Concevoir un site perméable, invitant et interconnecté avec le quartier ;
10. Favoriser une densification intelligente.

Il nous apparaît essentiel d'adresser les questions suivantes :

1. **la superficie maximale des étages des tours**
2. **le coefficient d'implantation au sol**
3. **la méthode de calcul de la densité (cos).**

D'ailleurs, nous recommandons que ses trois points soient traités dans le règlement de concordance et non dans le cadre d'un PPCMOI. Dans le contexte du secteur des Faubourgs, ce processus n'est pas souhaitable ni pour la Ville, ni pour les développeurs et ni pour les citoyens puisqu'il crée des délais supplémentaires et parce qu'il expose les projets à des refus concernant des éléments qui ne concernent pas les non-conformités visées et qui peuvent aller à l'encontre des orientations du PPU telles que les hauteurs, la volumétrie, le logement social, etc.

1) Superficie des étages des tours, le projet de règlement stipule que :

La superficie maximale ne doit pas dépasser 750 m2 incluant les balcons aux étages en surhauteur :

Extrait du projet de règlement : « 34.2. Dans un secteur ou une partie de secteur de surhauteur égal ou supérieur à 45 m compris entre les rues Atateken et Fullum, la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à 750 m2 . ».

Cet élément de réglementation entraîne des impacts majeurs sur les projets résidentiels, allant à l'encontre de certains des objectifs du PPU lui-même, notamment :

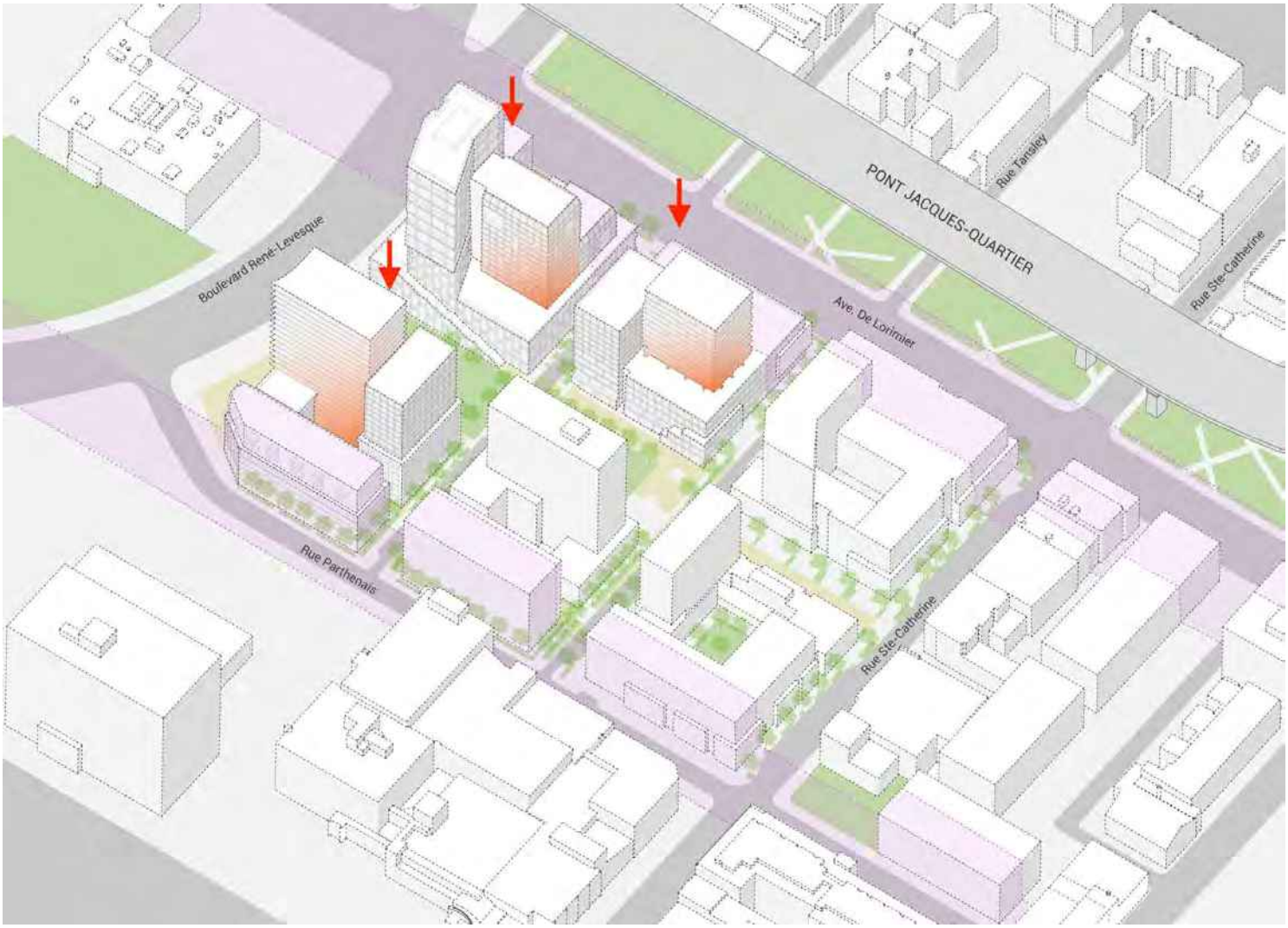
1. Cela compromet l'abordabilité des habitations, principalement pour les premiers acheteurs :
    a. Cette mesure diminue de façon significative l'efficacité des bâtiments, ainsi que l'efficacité du ratio superficie des étages / enveloppe extérieure. Ces deux ratios ont un impact majeur sur les coûts de construction, un enjeu très important qui affecte actuellement le marché et se répercute sur l'abordabilité et la mixité des habitations.
    b. Considérant que le PPU limite la hauteur des bâtiments à 65 m et que le projet de règlement propose de diminuer le taux d'occupation au sol des bâtiments, l'atteinte de l'objectif de densité (COS) de 6 est compromise, ce qui aura un impact supplémentaire sur la faisabilité financière du projet et amplifiera la pression à la hausse sur les prix de vente ou de location des habitations, limitant encore plus l'accessibilité. Dans un contexte de pénurie de logements, il nous apparaît contre-productif de limiter l'offre et d'en augmenter le prix.
2. Diminution de la qualité des habitations et de la qualité de vie des futurs résidents :
    a. Si les superficies de plancher permises sont limitées en deçà des exigences d'efficacité, l'inclusion des balcons dans la superficie maximale est une mesure qui incitera les développeurs à ne plus en intégrer aux bâtiments. Ceux-ci sont essentiels à la qualité de vie des habitants dans les milieux de vie urbain et dense. La pandémie et le confinement vécu depuis mars 2020 ont confirmé l'importance d'un accès à des espaces extérieurs privés. D'ailleurs, l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie exclut les balcons du calcul de la superficie de plancher dans son règlement d'urbanisme, afin de favoriser leur intégration.

Notre position :

Les modifications à la réglementation d'urbanisme ne doivent pas avoir pour effet indirect, en affectant la faisabilité financière des projets, de réduire l'abordabilité et la qualité des habitations. Nous comprenons les objectifs de la Ville qui souhaite maintenir ou mettre en valeur les vues d'intérêts et qui demande que les projets s'inscrivent dans des principes de légèreté, mais nous pensons qu'il est tout à fait possible d'atteindre ces objectifs sans restreindre l'abordabilité et la qualité des logements, tout en laissant à la Ville la marge de manœuvre pour soutenir les principes de densification intelligente.

Considérations :

1. Afin de répondre aux objectifs de légèreté, de maintien de la qualité des espaces publics et de mise en valeur des vues d'intérêts, nous proposons une stratégie de découpage des bâtiments en surhauteur en volumes architecturaux distincts, ne dépassant pas une superficie d'étage de 750 m2 par volume. Lorsque le découpage des volumes n'est pas possible, nous proposons de limiter la superficie par étage des volumes en surhauteur à 1200 m2.



Découpage des bâtiments en surhauteur en deux volumes distincts

2. Le plan d'ensemble du projet Esplanade Cartier répond aux attentes de la Ville et des citoyens quant à la préservation des vues d'intérêts propres au site, soit le pont Jacques-Cartier. À la demande de la Ville, les bâtiments en surhauteur sont stratégiquement situés au centre du site, ce qui permet de préserver les cônes de vision imposés sur les rues Parthenais. En plus, nous avons créé une place centrale sur la rue Sainte-Catherine ce qui permet de cadrer une vue unique sur le Pont Jacques-Cartier. Malgré ces contraintes, nous avons conçu un projet qui contribue à enrichir la silhouette de la Ville de Montréal, en proposant une architecture, des hauteurs et des volumes diversifiés. Un principe essentiel à la création d'un patrimoine architectural riche pour Montréal.



Angle De Lorimier et Sainte-Catherine E.

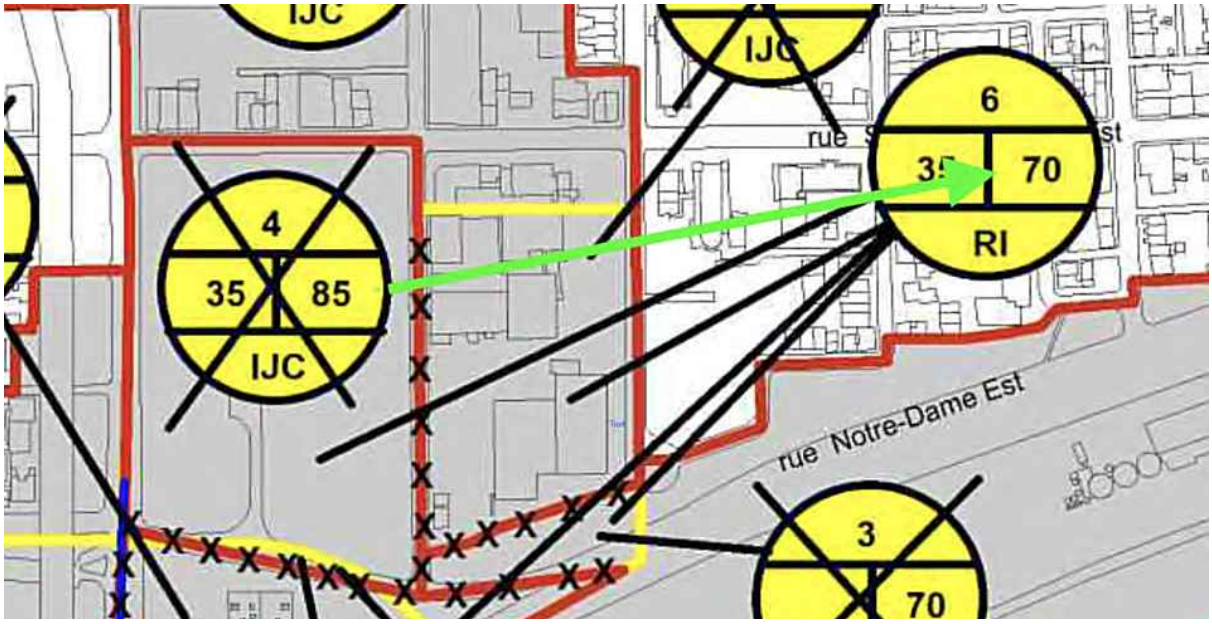


Vue de la placette centrale vers le sud



Vue aérienne

2) Coefficient d'implantation au sol, le projet de règlement propose une réduction de 85 % à 70 %.



Cet élément de réglementation entraîne aussi des impacts majeurs sur les projets, qui iront à l'encontre de certains des objectifs du PPU lui-même notamment :

1. La réduction du taux d'implantation des bâtiments au sol de 85 % à 70 % compromet l'intégration d'espaces bureaux et d'espaces communautaires dans les niveaux basilaires, puisque ses usages requièrent de plus grandes superficies de plancher.

    a. La présence de bureaux et d'espaces communautaires est essentielle afin de créer un milieu de vie durable, diversifié, animé de jour comme de soir, où les gens pourront y vivre, s'y divertir et y travailler, et ce, en toute sécurité ;

b. La présence de bureaux et d'espaces communautaires permet d'avoir une masse critique et diversifiée de clients, qui permettront d'assurer la vitalité des commerces et des services du secteur ;

c. Les espaces de bureaux sont complémentaires aux autres usages et ils permettent de générer des revenus et améliorent la faisabilité financière du projet et par conséquent permettent d'offrir des habitations plus abordables.

Considérations :

Nous comprenons que l'un des objectifs de la Ville est de s'assurer que le secteur propose à l'ensemble de la communauté suffisamment d'espaces publics de grande qualité et sécuritaires. Nous sommes convaincus que le projet Esplanade répond à ses objectifs, en proposant que 30 % du terrain soit des espaces publics ou accessibles au public, et ce, avec un coefficient d'implantation de 85 %. Ce coefficient nous permettra d'atteindre l'efficacité nécessaire aux espaces bureaux, communautaires et commerciaux. Ses usages sont essentiels à la création d'un milieu de vie diversifié, animé et s'inscrivant dans les principes de développement durable.

1. Les bureaux et les espaces communautaires sont situés dans les îlots 2, 4 et 6, puisque ceux-ci sont situés sur le boul. De Lorimier, une artère achalandée. Cette contrainte rend l'emplacement propice pour ces usages dans les niveaux basilaires ;



Bureau et espaces communautaires sur De Lorimier

2. 30 % du site est constitué d’espaces publics ou accessibles au public ;

    a. De nombreuses placettes accessibles au public, notamment autre entre les îlots 1 et 2
    b. Deux parcs centraux, traversant les îlots 3 à 6
    c. Deux rues partagées (Tansley et Falardeau)



Espace public - parc central





Rue Tansley - concept de rue partagé

3) Méthode de calcul de la densité (COS) :

Extrait du projet de règlement : « Dans le secteur en requalification, le site des Portes Sainte-Marie (Projet Esplanade Cartier) voit son COS passer de 4 à 6. »

Dans le but de préserver la faisabilité financière du projet et de ne pas amplifier davantage les enjeux d'abordabilité, nous recommandons une approche de calcul qui permettrait de répartir intelligemment la densité autorisée sur l'ensemble des îlots (1 à 6) du projet Esplanade Cartier permettant d'atteindre un COS moyen de 6.

Considérations :

Afin de supporter les principes de densification intelligente, le projet Esplanade Cartier propose une gradation des hauteurs et de la densité permettant de respecter le cadre bâti du secteur ;

1. Sur la rue Sainte-Catherine E., nous proposons une hauteur et une densité plus faible qui offre une expérience piétonne à échelle humaine
2. Sur le boul. René-Lévesque E., nous proposons une densité et une hauteur plus élevées, en cohérence avec la nature de ce boulevard et ainsi que sa proximité au fleuve Saint-Laurent.

DEMANDES DE RÉVISION

En conséquence et dans le but de répondre aux objectifs du PPU et de préserver l'abordabilité, la mixité, et la qualité des habitations, nous proposons les modifications suivantes au projet de règlement :

a) Nous demandons à ce que l'Article 34.2 du Premier projet de modification réglementaire soit modifié comme suit:

34.2. Dans un secteur ou une partie de secteur de surhauteur égal ou supérieur à 45 m compris entre les rues Atateken et Fullum, la superficie de plancher brute, excluant les balcons, d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite peut dépasser 750 m2 si elle respecte toutes les conditions suivantes :

1. *Les bâtiments visés sont assujettis à des restrictions de cônes de vues en vertu de l'annexe G du présent règlement et l'architecture proposée et respectent intégralement les exigences des Articles 9.6 et 36.1 du présent règlement ;*

2. *Les étages en surhauteurs, situés au-dessus de la hauteur maximale prescrite sont soit :*

   a) scindé en deux volumes architecturaux distincts reliés par une articulation (retrait et traitement architecturaux) dont la superficie de plancher brut totale de chacun des volumes, incluant l'articulation, compte moins de 750 m2 ;

   ou

   b) d'une superficie de plancher brute totale, excluant les balcons, de moins de 1200 m2.

b) Nous demandons à ce que l'Annexe B du Premier projet de modification réglementaire, concernant la limitation du taux d'implantation maximum, maintienne le coefficient d'implantation au sol à 85 % comme il était avant le premier projet de modification réglementaire, plutôt que le 75 % proposé par celui-ci.

c) Nous demandons à ce que le règlement de concordance stipule que la densité maximale (COS) se calcule de façon globale, sur l'ensemble des lots d'un projet composé de plusieurs bâtiments développés dans le cadre d'un projet d'ensemble (comme le projet Esplanade Cartier), plutôt que lot par lot. Cette modification concerne une modification de l'Article 47.

nós [redacted]

Mémoire - Règlement de concordance – août 2021

Extrait du projet de règlement :

« 34.2. Dans un secteur situé à l'est de la rue Atateken, la superficie brute incluant les balcons d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres ou en étages prescrite doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :
1° 650 m2 pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame ;
2° 750 m2 pour un bâtiment situé au nord de la rue Notre-Dame. »
-
ARGUMENTAIRE

L'article 34.2 doit prendre en compte qu'un seul bâtiment peut comporter plusieurs volumes en surhauteur distincts. Dans ce cas, il serait pertinent de le clarifier et de permettre l'application de l'article 34.2 sur plusieurs volumes en surhauteur, qu'ils soient contigus ou non, à condition du respect des critères additionnels pour les bâtiments en surhauteur. (en référence à la sous-section III, art. 9.6) :

PROPOSITION

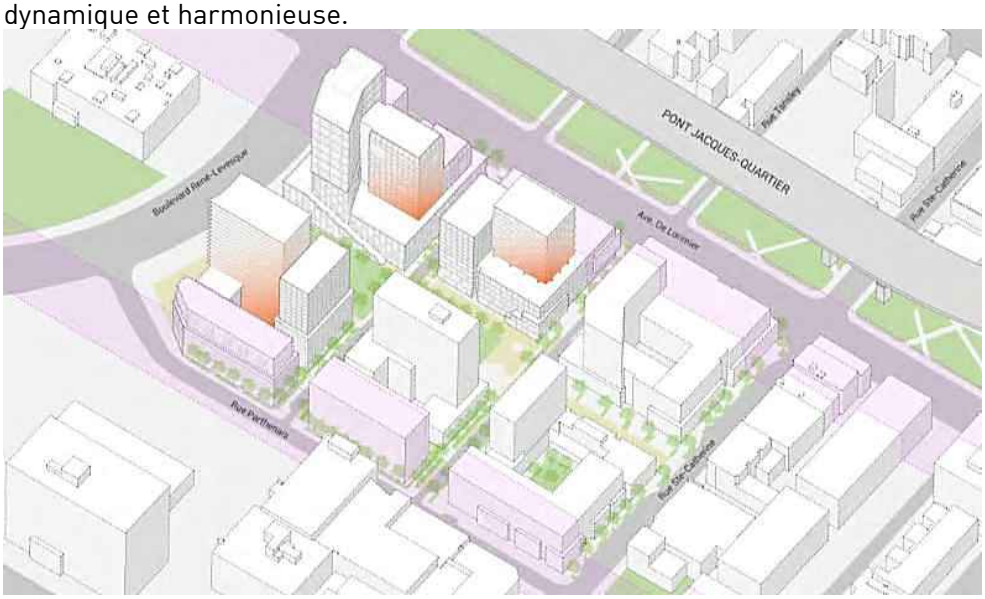
XX.X Lorsqu'un bâtiment comporte plusieurs volumes en surhauteur, les dispositions de l'article 34.2 peuvent s'appliquer à un seul volume, qui peut être contigu, à condition que celui-ci respecte les critères suivants:
1° favoriser une volumétrie et des reculs de façades qui réduisent l'impact perceptible des construction en hauteur sur le domaine public notamment:
a) les parcs et places publiques
b) la rue Sainte-Catherine ;
c) le boulevard René-Lévesque ;
d) la rue de la Visitation ;
e) la rue Saint-Antoine ;
f) l'avenue Viger ;
g) la rue de la Commune ;
h) l'avenue De Lorimier ;
i) la rue Notre-Dame ;
j) la rue Alexandre-DeSève ;
k) l'avenue Papineau ;
2° favoriser une volumétrie qui permet de dégager les vues vers le fleuve Saint-Laurent et les vues d'intérêt identifiées à l'annexe I du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ;
3° contribuer à l'enrichissement du paysage montréalais, tant à l'échelle de la rue, du quartier, de la ville que de la métropole ;
4° minimiser les effets négatifs sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes ;
5° favoriser l'utilisation de techniques d'économie d'énergie et de matériaux de construction durables ;
6° favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs.

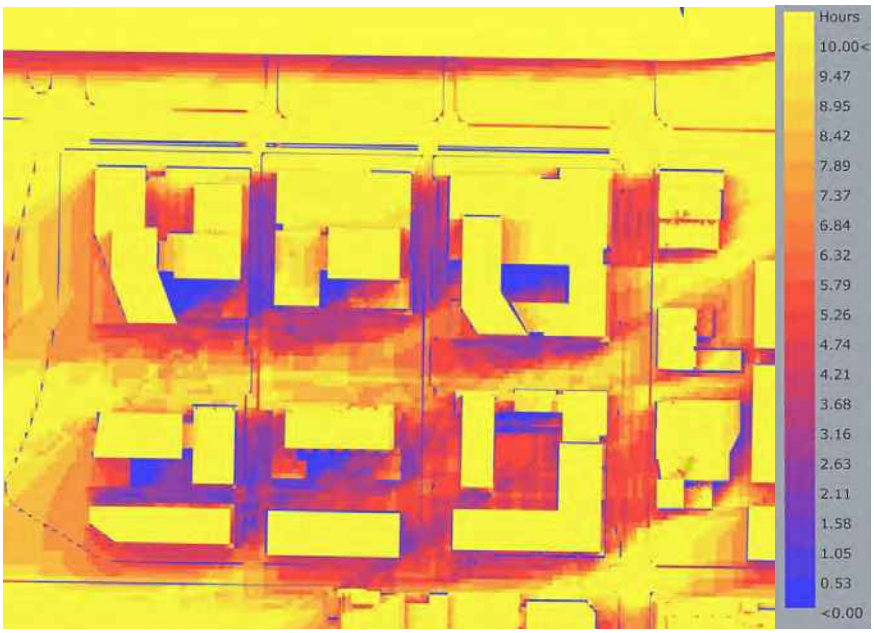
nós [redacted]

DÉMONSTATION

Volumes en surhauteur contigus (proposition)

La configuration contiguë des volumes en surhauteur assure une densification optimale, qui évite les vis-à-vis de proximité entre les logements, assure un ensoleillement adéquat et une alternance de formes et d'orientations de bâtiment qui favorise une expérience urbaine dynamique et harmonieuse.

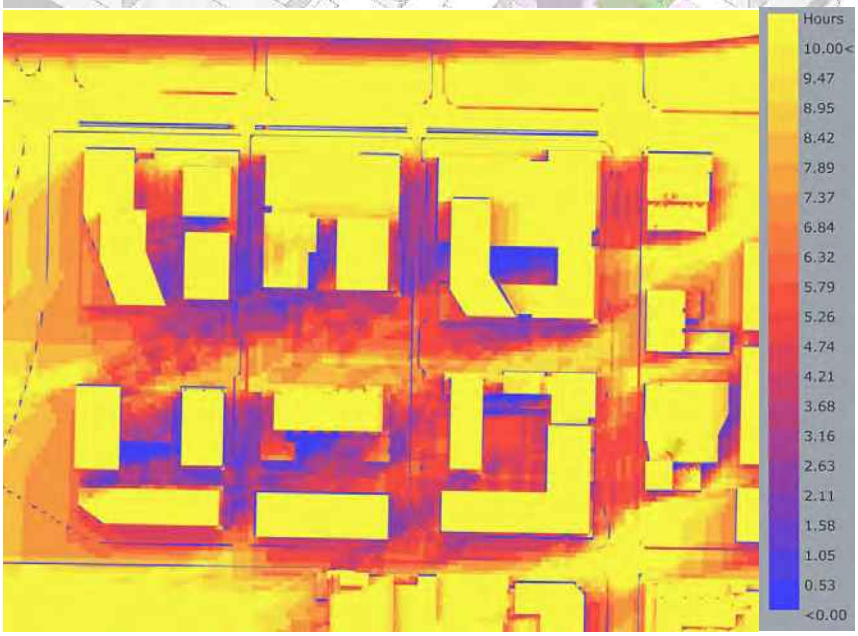




Volumes en surhauteur non contigus

Selon une configuration non-contiguës, des vis-à-vis de moins de 12m se présentent comme la seule alternative vu la contrainte des cônes de vision sur le pont Jacques-Cartier. Cette configuration amène une répétition de formes qui peut présenter une certaine monotonie et une expérience urbaine diminuée. De plus, la prédominance de volumes en surhauteur orientés dans l'axe est-ouest limite les percées visuelles vers le fleuve Saint-Laurent et affecte négativement l'ensoleillement du domaine public.





Institut de
développement
urbain du Québec

PPU DES FAUBOURGS

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

AOÛT 2021

TABLE DES MATIERES

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT URBAIN 2
CHANGEMENTS PROPOSÉS 3
SUPERFICIE MAXIMALE DE PLANCHER BRUTE EN SURHAUTEUR 4
HAUTEUR DES BASILAIRES 9
RECOMMANDATIONS 10

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Organisme indépendant et à but non lucratif, l'Institut de développement urbain du Québec (IDU) est le porte-parole de l'industrie de l'immobilier commercial du Québec. Il se consacre au progrès de l'industrie et au développement urbain responsable au Québec. Ses membres sont des propriétaires, des promoteurs, des investisseurs et des prêteurs, ainsi que des professionnels et des fournisseurs de services de l'industrie.

L'industrie de l'immobilier commercial ajoute annuellement 15,1 milliards de dollars au PIB du Québec. Elle génère plus de 12 milliards de dollars en retombées économiques et plus d'une centaine de milliers de personnes travaillent dans ce secteur. L'industrie verse 6,7 milliards de dollars en revenus fiscaux aux différents gouvernements.

Dans la région métropolitaine, l'industrie a généré une valeur ajoutée de 9,8 milliards de dollars et contribué à soutenir près de 93 000 emplois. Elle a permis de récolter 2,3 milliards de dollars en impôts fonciers, soit 56 % de tous les revenus fonciers dans le non-résidentiel du Grand Montréal.

CHANGEMENTS PROPOSÉS

Le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie a adopté, le 6 juillet 2021, un projet de règlement sur le Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs qui fait l'objet d'une consultation écrite, du 9 au 23 août 2021.

Le projet de règlement propose plusieurs modifications par rapport à la version initiale du règlement soumis à la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). On retrouve parmi celles-ci :

- Une superficie maximale de plancher brute pour les niveaux en surhauteur, incluant les balcons, de 750 m^2;
- Une hauteur maximale sur rue (basilaire) qui passe à certains endroits de 30 à 23 m, sur laquelle pourrait s'ajouter une surhauteur sans toutefois dépasser au cumulatif de 35 à 65 m selon la zone ou le lot concerné;
- Un coefficient d'occupation de sol (COS) maximal de 6 et 7 selon les secteurs;
- Des critères à respecter pour pouvoir déroger à la réglementation touchant la superficie maximale de plancher brute dans le cadre d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) et le recours à des usages conditionnels pour implanter un usage résidentiel au rez-de-chaussée sur certains tronçons de rue.

Les commentaires de l'IDU portent notamment sur la superficie maximale de plancher brute en surhauteur et la hauteur des basilaires.

SUPERFICIE MAXIMALE DE PLANCHER BRUTE EN SURHAUTEUR

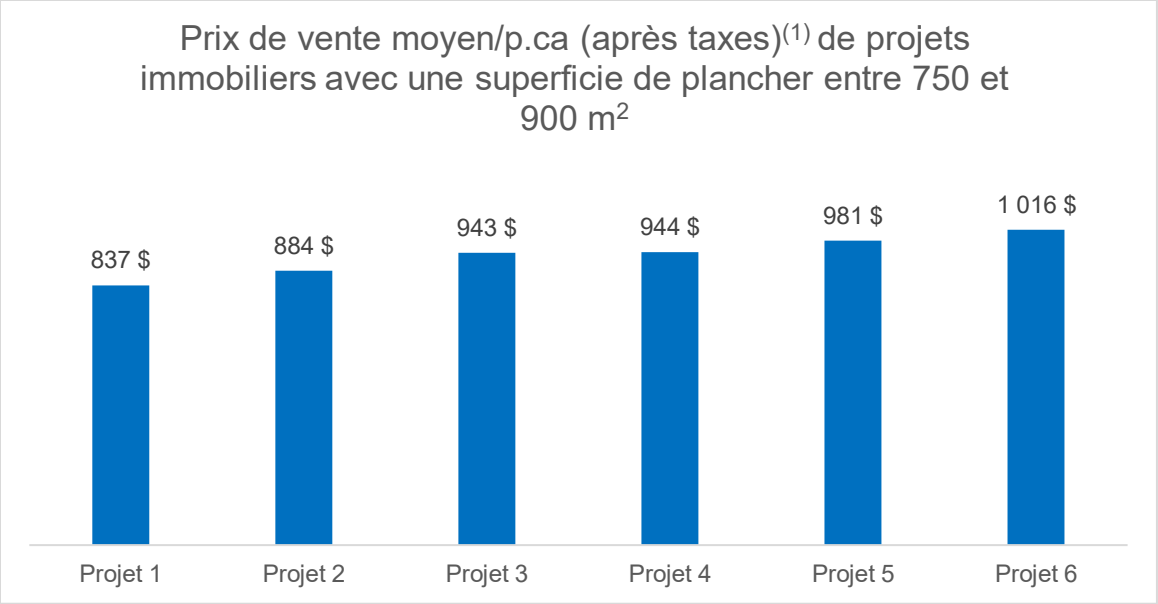
La transposition des objectifs de densité dans le Plan d'aménagement et de développement (PMAD), le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal se concrétise dans la réglementation balisant le développement par zone. On retrouve parmi ceux-ci notamment :

- Le nombre d'étages hors sol (excluant les mezzanines);
- Le coefficient d'occupation du sol, entre autres dans les secteurs à transformer ou à construire;
- La superficie maximale de plancher pour les portions de bâtiment en surhauteur.

Le concept des surhauteurs vise à baliser les constructions au-delà d'une certaine hauteur sur rue, soit au-dessus du basilaire, afin d'assurer une échelle humaine des bâtiments et volumes perçus à partir du domaine public. Ainsi, lorsqu'on introduit le concept de superficie maximale de plancher en surhauteur, il est souhaité que la surface de construction soit moins importante que celle au basilaire afin de dégager de l'espace entre les bâtiments, d'optimiser l'ensoleillement dans les espaces privés et publics et de préserver des vues pour les occupants des logements ou dans une optique de protection des vues d'intérêt.

Dans le cas du PPU des Faubourgs, pour les bâtiments situés entre les rues Atateken et Fullum, un volume en surhauteur au-dessus du basilaire est autorisé, mais limité à une superficie maximale de plancher brute par étage de 750 m^2, incluant les balcons[1]. Pour l'IDU, cette dimension correspond à la conception de tours résidentielles de haut de gamme qui sont limités à environ 8 unités par étage. Cela réduit le taux d'efficacité aux alentours de 75%, ce qui est nettement inférieur au standard de l'industrie qui est plutôt de 85%. La conséquence est évidemment une hausse des prix. Étant donné que les services mécaniques et les ascenseurs restent sensiblement les mêmes par étage et que le coût de ceux-ci devra être réparti sur un nombre moins élevé de logements, il est à prévoir que cette limite de superficie de plancher aura un effet très important sur l'abordabilité des logements dans le secteur des Faubourgs. Un relevé réalisé, à partir de données *du Groupe Altus,* sur six projets d'habitation avec une superficie de plancher par étage se situant entre 750 et 900 m^2, nous démontre que le prix de vente moyen des unités se situait entre 837 $ et 1 016 $ le pied carré après taxes applicables.

[1] Article 34.2 du projet de règlement



Source : Groupe Altus, Outil Condo– Centre-ville de Montréal, Mai 2021
(1) Excluant les stationnements sous-terrain se vendant entre 70 000$ et 100 000$ à Montréal.

Au sujet des balcons, il est à noter que l'arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie exclut les balcons du calcul de la superficie de plancher et d'implantation dans son règlement d'urbanisme, afin de favoriser leur intégration. La crise sanitaire actuelle nous a fait réaliser qu'il est important de favoriser l'aménagement d'espaces de détente extérieurs au maximum. Le projet de règlement soumis à la consultation prévoit le contraire, alors qu'il devrait plutôt l'encourager.

RECOMMANDATION DE L'OCPM

À la page 104 du rapport de l'OCPM[2] sur le projet de PPU, il est mentionné :

> *« La limite proposée des superficies de plancher en surplomb du basilaire a aussi été fortement discutée et contestée. La commission partage un grand nombre de ces opinions. En premier lieu, la commission est préoccupée par ces limites, craignant qu'elles constituent un obstacle majeur à l'intégration des unités de logement social ou abordable et puissent encourager, tant sur le plan de l'efficacité économique qu'énergétique, la construction d'unités dans la fourchette supérieure de prix. Une telle restriction pourrait limiter le nombre ou la taille de logements par étage, ce qui aurait un impact direct sur le type de clientèle à y avoir accès, eu égard à la fois aux besoins en termes d'espace et aux coûts associés à ces logements.*

[2] https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P109/rapport_final-ppu_des_faubourgs.pdf

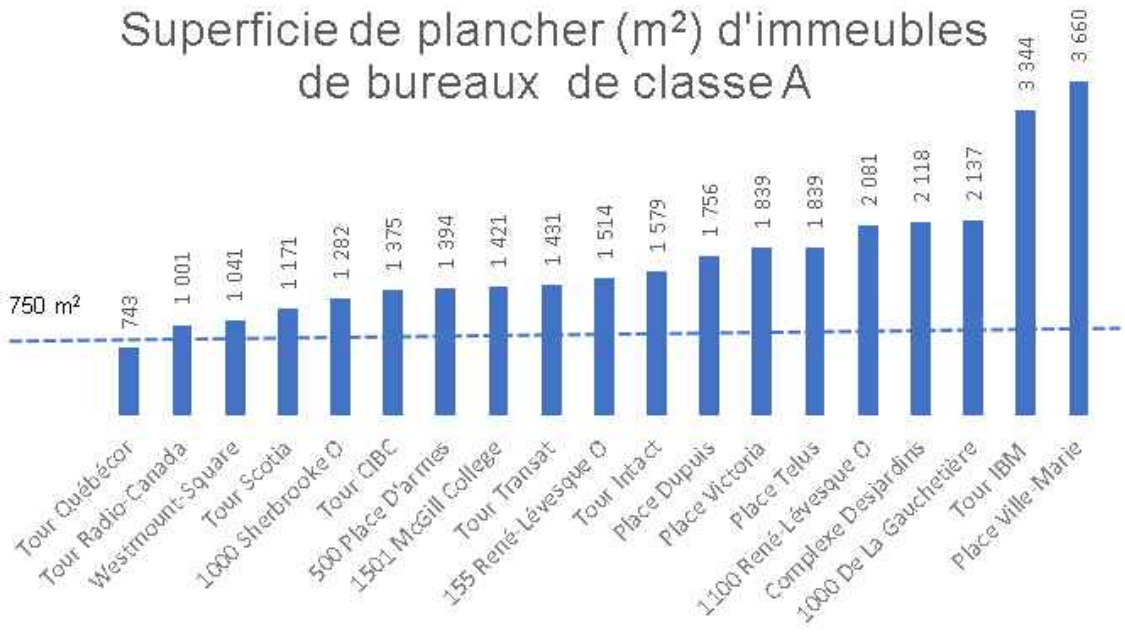
Aussi, une limitation trop importante des superficies de plancher, de 650 m² ou 750 m², sans tenir compte des spécificités d'insertion et des particularités de chaque site, peut donner lieu à des formes architecturales inadaptées et incompatibles avec le milieu environnant. Sur un plan plus technique, à l'instar de certains participants, la commission se questionne aussi quant à la pertinence d'inclure les balcons dans le calcul de limite de superficie. Le contexte sanitaire actuel ayant permis de constater l'importance de ce type d'équipements, il apparaît inopportun d'imposer aux constructeurs le choix entre cet équipement et les espaces habitables.

Recommandation #16
La commission recommande d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques et abordables. »

IMMEUBLES DE BUREAUX

À ces considérations, il faudrait ajouter les contrecoups de l'application d'une superficie de plancher maximale de 750 m^2 au-delà du basilaire pour les immeubles de bureaux. Parmi ces contrecoups, un premier se traduira par des loyers plus élevés en raison des coûts de construction plus importants, et le second, par un manque d'espaces pour réaliser des aménagements sécuritaires et conviviaux dans les aires de travail et de circulation des bâtiments. Finalement, l'IDU tient à souligner que les immeubles de bureaux les plus demandés (classe A) à Montréal ont rarement des superficies de plancher inférieures à 750 m^2 par étage. Un récent inventaire réalisé par le Groupe Mach (tableau ci-dessous) nous révèle que la superficie de plancher des immeubles de bureaux de classe A [3] se situerait plutôt entre 1 850 et 3 200 m^2.

[3] Ces chiffres ont été arrondis pour faciliter la lecture du tableau



COEFFICIENT D'OCCUPATION DE SOL

La version initiale du projet de PPU des Faubourgs soumise à des consultations de l'OCPM faisait référence à un COS maximal moyen de 6[4]. L'OCPM mentionnait dans son rapport que cette proposition était « bien accueillie par les participants[5] ». Dans la nouvelle version du règlement sur le PPU, on propose des COS maximaux de 6 et 7 selon les secteurs.

Malheureusement, avec les limitations de hauteurs et de superficies de plancher en surhauteur, le COS autorisé dans la nouvelle version du PPU des Faubourgs sera pratiquement inatteignable pour les projets d'habitation et de bureaux. On peut même supposer qu'il serait difficile de répondre aux conditions de du programme d'Accès Logis de la Société d'habitation du Québec (SHQ) en ce qui concerne le logement social. Le résultat prévisible de cette multiplication des exigences sera moins de logements, moins d'abordabilité et une offre clairement inadaptée aux besoins des entreprises.

[4] « Le concept d'aménagement proposé pour le secteur sud à requalifier est fondé sur la partie d'un COS maximal moyen de 6, à l'exception de certaines parties à 3 ou 4, comme en bordure de la rue Sainte-Catherine, à l'est de l'avenue De Lorimier. Un secteur est à 7 pour tenir compte de la spécificité de l'ancienne maison de Radio-Canada qui comprend des sous-sols pouvant être reconvertis pour accueillir des activités. Cette densité moyenne semble la plus appropriée pour s'harmoniser au quartier existant tout en assurant une masse critique de nouveaux résidents et de lieux d'emplois.

Également, la tête de l'îlot Voyageur, située en face de la place Émilie-Gamelin, est dotée d'un COS maximal de 7 afin de permettre la construction d'un édifice multifonctionnel à l'échelle du cadre bâti existant de part et d'autre de cette même place publique, soit le pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM à l'ouest et la place Dupuis à l'est. Initialement, le projet de l'îlot Voyageur s'étendait jusqu'à la rue Ontario, mais depuis que le site a été scindé en deux, la partie située au sud de la gare d'autobus comprend une superficie de terrain qui limite le potentiel immobilier de cette tête d'îlot structurante. », dans VILLE DE MONTRÉAL, *Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs*, mars 2020, page 88. https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P109/3-1_ppu_des_faubourgs_vf2_web.pdf

[5] *Rapport de l'OCPM sur le projet de règlement P-04-047-209*, 4 mars 202, page 102

Pour l'IDU, le COS, la superficie de plancher par étage et les hauteurs des bâtiments sont des leviers incontournables pour augmenter le nombre d'unités (donc accroître l'offre) et pour réduire les coûts de construction par logement (donc meilleure abordabilité) tout en permettant une plus grande variété architecturale et volumétrique (ex. : tours carrées, rectangulaires, élancées, etc.). Dans cette perspective, il serait nuisible d'établir une norme quant aux superficies de plancher d'un édifice sans considérer les autres enjeux qui caractérisent la situation du logement à Montréal. La superficie des planchers par étage et la hauteur des bâtiments conditionnent l'atteinte du COS autorisé. Dans un monde confronté à une crise climatique, s'assurer de rencontrer ce COS ne devrait pas être considéré comme une faveur, mais comme une obligation de résultat permettant de freiner l'étalement urbain par la densification.

Afin de mieux répartir la volumétrie du cadre bâti et de favoriser l'intégration à la trame urbaine, il aurait lieu de permettre aux développeurs de transférer la densité d'un même projet sur plusieurs lots distincts.

PROCESSUS DE DÉROGATION

Le projet de règlement propose de traiter les projets de grande hauteur en dérogation au PPU dans le cadre de demandes de PPCMOI. On propose à cet effet d'ajouter au règlement touchant les PPCMOI une liste de sept critères à respecter pour obtenir une telle dérogation. Les délais d'analyse et de traitement liés à des demandes d'autorisation d'un projet particulier peuvent facilement dépasser les 12 mois à partir du dépôt d'une demande complète. Pour l'IDU, ce processus ajoute des éléments de complexité, des délais de réalisation et d'incertitude. Parmi ceux-ci, il y a la consultation référendaire qui fait entendre des oppositions pour des raisons qui souvent ne concernent même pas la dérogation visée. Cela ne favorisera pas une augmentation de l'offre ni une réduction des coûts.

Afin d'éviter ces conséquences tout en assurant la capacité de la Ville à évaluer en fonction de la qualité des projets, il serait préférable de traiter la question des superficies de plancher maximales en s'appuyant sur des plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) qui intégreraient les objectifs et les sept critères proposés dans le projet de règlement de concordance. Ainsi, il n'y aurait pas de nécessité de modification réglementaire pour aller de l'avant avec des projets conformes aux orientations du PPU.

HAUTEUR DES BASILAIRES

Outre les superficies de plancher autorisées, le projet de règlement propose de diminuer de 30 à 23 m la hauteur maximale des basilaires dans certaines zones. Ce changement, lorsqu'il est combiné avec la superficie maximale de plancher, enlève de la flexibilité aux promoteurs dans la conception de projets et aux comités consultatifs d'urbanisme (CCU) dans leur évaluation des projets soumis. À ces considérations, il faudrait ajouter que l'ajout d'une telle contrainte rendra encore plus difficile l'atteinte des COS permis dans les différents secteurs des Faubourgs. Finalement, sachant que la hauteur des rez-de-chaussée commerciaux est habituellement d'au moins 5 m ou 6 m selon le type de commerçant, les étages résidentiels de 3 m au-dessus ne permettront pas toujours l'atteinte de la hauteur maximale des basilaires proposée. Pour favoriser la conception de projets adaptés au milieu, il faudrait revenir à la proposition initiale en établissant une hauteur maximale des basilaires à 30 m pour tous les secteurs.

RECOMMANDATIONS

Le secteur des Faubourgs constitue la porte d'entrée Est du centre-ville de Montréal pour lequel il y a un large consensus sur le besoin d'adopter une réglementation favorisant l'augmentation de l'offre de logements et leur abordabilité, la création d'un milieu de vie complet et dynamique ainsi que le développement d'un cadre bâti adapté au milieu (architectural, social, économique et culturel). Afin d'atteindre ces objectifs, l'IDU recommande :

- De retirer de son cadre normatif les superficies maximales de plancher pour les étages des bâtiments situés en surhauteur :
    - si une superficie de plancher maximale est préservée pour les étages en surhauteur, de rehausser celle-ci à 2 500 m^2 pour le bureau et à 1 200 m^2 pour le résidentiel;
- D'exclure les balcons du calcul de la superficie de plancher et d'implantation afin de favoriser l'aménagement d'espaces de détente extérieurs au maximum;
- D'établir une hauteur maximale des basilaires à 30 m pour l'ensemble du secteur des Faubourgs;
- D'adopter une approche flexible à l'égard du COS en permettant leur transfert pour les projets sur plus d'un lot;
- De retirer la nécessité de passer par un processus lourd, fastidieux et risqué qu'est le PPCMOI pour un type de projet que l'on juge déjà acceptable, en adaptant dès maintenant les objectifs et critères des PIIA dans le règlement d'urbanisme au véritable contexte, et ce, en incluant les enjeux d'intégration urbaine et de protection des vues d'intérêt pour les volumes en surhauteur. (soit les conditions proposées actuellement dans le PPCMOI).

Mémoire déposé dans le cadre de la consultation relative au Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) en concordance au Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

Jacques Nantel C.M., Ph.D.
Professeur émérite
HEC Montréal

Le présent mémoire a pour objectif d'alerter le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de certaines conséquences, sur la viabilité du commerce de proximité, pouvant découler du projet de Règlement adopté le 6 juillet 2021.

Le projet de Règlement propose plusieurs modifications par rapport à la version initiale du Règlement soumis à la consultation de l'OCPM notamment une superficie maximale de plancher brute pour les niveaux en sur hauteur, incluant les balcons, de 650 m^2 et 750 m^2. Une telle modification, si elle était adoptée, aura pour conséquence de diminuer la densité du PPU des Faubourgs affectant alors l'intérêt pour des commerçants de proximité à vouloir s'y implanter.

Voilà plus de 40 ans que je contribue, comme professeur, chercheur et consultant, à l'analyse de l'évolution du commerce de détail. Nous réalisons tous, à la suite des bouleversements occasionnés par la pandémie, à quel point le commerce électronique a modifié et continue de modifier les habitudes des consommateurs. Or si la crise sanitaire a amplifié l'accélération du commerce électronique elle n'en a pas changé la trajectoire. Déjà en 2019 plus de 10% de ce que les Québécois et les Québécoises achetaient passait par le Web dont la moitié sur des sites étrangers. Nous avons depuis largement dépassé ce seuil. La conséquence est claire, tant les propriétaires d'espaces commerciaux que les détaillants traditionnels sont désemparés. On compte désormais, dans la grande région du Montréal Métropolitain, plus de 12% des espaces commerciaux qui sont vides et qui ne trouvent pas preneur.

Si cette situation a considérablement modifié la façon dont se vendent et s'achètent la majorité des produits durables à faible implication il n'en va heureusement pas même pour les produits et services à caractère hédonique pour lesquels l'interaction entre le marchand et les consommateurs est encore essentielle. Les produits alimentaires, les services de divertissement

ainsi que les produits culturels caractérisent bien ce type d'achat. Pour de tels produits et services le commerce de proximité dévient la planche de salut des détaillants concernés.

À Montréal, le cas du Plateau Mont Royal est éloquent puisqu'on y a vu se maintenir et se bonifier une riche offre commerciale de proximité. Or ce cas n'est pas fortuit puisque le Plateau Mont-Royal est le quartier bénéficiant de la plus forte densité de population au Canada.

Dans le cas des nouveaux développements qui voient le jour à Montréal, développements autour desquels la Ville de Montréal souhaite voir apparaître de nouvelles vies de quartier, la situation pourrait être similaire à celles des quartiers plus vibrants de Montréal mais uniquement si l'on y favorise une densité de population équivalente. C'est justement là l'enjeu entourant le PPU des Faubourgs.

Il existe de nombreuses analyses et études qui démontrent que pour qu'un commerce de proximité soit rentable il doit pouvoir compter sur un bassin de clientèle se situant entre 3000 et 5000 consommateurs. C'est le cas dans le domaine de l'alimentation. Dans le cas du projet des Faubourgs cet enjeux est encore plus important puisque l'offre commerciale actuelle dans ce quartier est pratiquement nulle. Afin de pouvoir amorcer la naissance d'un quartier vibrant et actif on devra donc convaincre des commerçants de venir s'y établir. Or la situation actuelle pour de tels commerçant, à l'exception des grandes bannières de restauration et des dépanneurs, n'est pas facile. On y éprouve partout un déclin de la rentabilité des opérations courantes combinés à une importante pénurie de main d'ouvre.

Dans un tel contexte il sera donc important de pouvoir tabler, tant pour des développements résidentiels que pour les espaces à bureaux, sur une très haute densité d'occupation.

Voilà pourquoi le fait de vouloir limiter la superficie maximale de plancher brute pour les niveaux en sur hauteur risque de limiter l'intérêt pour les commerçants à vouloir d'établir dans ce quartier. En somme, il s'agit d'un équilibre entre, d'une part, la densité de la population résidant ou travaillant dans un quartier et, d'autre part de la capacité de ce même quartier à attirer une offre commerciale qui puisse favoriser la qualité de vie qu'on y retrouve.

Selon moi, en limitant la superficie maximale de plancher brute à 650 m^2 et 750 m^2 , on court le risque de créer un désert commercial.

Jacques Nantel est membre de l'Ordre du Canada.

Il a principalement oeuvré au sein de HEC Montréal de 1981 à 2016. À la suite à sa retraite HEC Montréal lui a décerné le titre de professeur émérite.

Il agit désormais comme expert auprès des média, conférencier et siège au sein de nombreux conseils d'administration d'entreprises Québécoises et Canadiennes notamment d'entreprises liées au commerce de détail.

ACDF

À qui droit,

C'est avec plaisir que nous soumettons ce bref mémoire dans le cadre de l'adoption prochaine du règlement de concordance CA-24-282.1XX.

D'entrée de jeu, nous souhaitons préciser que nous ne sommes pas impliqués dans le projet Quartier des lumières piloté par le groupe Mach ni sur l'ilot Molson de Groupe Sélection malgré le fait que nous ayons été impliqués dans l'établissement d'une vision urbain pendant le processus d'appel de proposition (plan d'aménagement qui n'a jamais été présenté d'ailleurs).

Il apparait aussi important de souligner que nous avons la chance de réaliser des projets dans la région métropolitaine de Vancouver depuis plusieurs années et où nous sommes soumis à un règlement similaire qui limite la superficie d'un plancher d'un bâtiment de grande hauteur à 7500 pica pour les étages qui se situent au-delà d'une hauteur de 80' à partir du niveau de la rue.

Notre agence a également eu la chance de travailler à la réalisation de plusieurs plans d'ensemble d'envergure similaires dans la région métropolitaine de Montréal et nous souhaitons, par le biais de ce mémoire abrégé, communiquer les connaissances acquises au fil de tous ces projets.

Nous sommes forcés de constater que, depuis plusieurs années, les couronnes périphériques de Montréal se développent avec beaucoup de vigueur. Repentigny, Terrebonne, Brossard, Longueuil, Kirkland, Point-Claire, Saint-Hyacinthe, St-Bruno, Mirabel…la liste est longue. Avec le REM déjà en construction, son prolongement vers l'Est qui est en développement et le prolongement du Métro sur la ligne bleue il ne sera pas surprenant de voir encore davantage de projets se développer en périphérie du centre. Le nouveau mode de travail (partiellement à distance) post covid favorisera-t-il aussi cette tendance? On peut croire que oui.

Dans toutes les grandes villes du monde, nous constatons l'éveil des premières couronnes périphériques (ring 1 dans le jargon populaire). Paris en est un bel exemple. Montréal vit la même situation. Pensons aux projets Royal Mount, Smart Centre (Sainte-Croix et Décarie), la cité Midtown, le site Blue Bonnet et ses abords, le site Triangle, les abords du Métro Namur, le Westbury, le Carré Décarie, Pointe-Claire, Kirkland, District Union Terrebonne, Solar à Brossard et beaucoup d'autres. Les projets d'ensemble qui sont en développement aux abords de l'autoroute Ville-Marie (Quartier des lumières, site Molson), en plein centre-ville, constituent une occasion absolument unique pour continuer à renforcir le centre de la ville, le cœur, cet organe vital urbain essentiel qui irrigue tous les autres secteurs.

[redacted]

ACDF

Fervent défenseur du centre-ville de Montréal, nous avons la chance de participer à son émancipation, au meilleur de nos capacités, par la réalisation de nombreux projets dans plusieurs arrondissements dans le centre-ville. Nous sommes des témoins privilégiés de la densification des dernières années et nous sommes effectivement d'avis qu'il est important de réfléchir au modèle de développement Montréalais basé sur la mitoyenneté, sur des coefficients de densité et de hauteur. La notion de la superficie des planchers est rarement abordée et le règlement de concordance CA-24-282.1XX permet d'ouvrir un débat sur cette question. Voilà son principal mérite car nous sommes d'avis que la superficie maximale visée (750m2) n'est pas viable à court et moyen termes et surtout qu'elle nous dirige dans le sens inverse des réponses architecturales qui devraient être promues pour s'attaquer aux enjeux de développement durable auxquels nous sommes confrontés.

Vous trouverez ci-après l'analyse que nous faisons de la situation, les avantages liés aux tours de petites superficies et les inconvénients qui en découlent.

Compte-tenu des défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés nous avons le devoir de mieux réfléchir à l'utilisation des ressources matérielles dans la réalisation des composantes du cadre bâti (bâtiment, infrastructure, etc.). Le récent rapport du GIEC nous donne froid dans le dos. Il faut agir.

Plusieurs principes devront dorénavant être favorisés par tous pour répondre mieux aux enjeux environnementaux et la densification de nos villes. Il n'y a pas une seule façon de densifier un secteur. Le déploiement en hauteur est une solution parmi d'autres.

Plusieurs facteurs doivent être pris en compte lorsqu'on conçoit une tour. Son apport dans la ville (silhouette urbaine, vues protégées, etc.), ses impacts sur le secteur immédiat (ombrages, vents, intégrations volumétriques, etc.) et surtout son impact sur l'expérience piétonne, aspect souvent oublié par les concepteurs. Voilà les trois considérations qui guidaient notre travail depuis déjà trop longtemps. Cependant, aucune considération environnementale…ou si peu. Or, il est important de mentionner que la construction d'une tour à petite superficie de plancher est plus néfaste que la construction d'une tour de superficie plus raisonnable. C'est d'abord une question de compacité. En architecture, la compacité d'un bâtiment représente le rapport entre l'aire de son enveloppe et son volume. Une superficie de plancher plus petite impacte nécessairement le rapport de compacité d'une tour puisque l'ensemble des composantes (ressources) n'est pas optimisé. À titre d'exemple, les flux verticaux de la tour (escaliers, ascenseurs et gaines mécaniques) desservent moins d'unités par étage, moins de superficie nette habitable. Le rapport de proportion des superficies d'enveloppe versus de superficies nette habitable sont aussi plus faible (beaucoup d'espace de service pour peu d'espace servi).

[redacted]

ACDF

Nous avons aussi constaté qu'une tour de faible superficie (750m2) limite considérablement les options d'aménagements en plan, à court, moyen et long terme. Sur un plancher de 750 mc (8075 pica), on peut y aménager environ 7 logements de 1 ou 2 chambres. Il est très difficile d'aménager des logements de 3 chambres sans utiliser 2 coins de la tour, ce qui entraîne une forte pression financière sur les logements de 3 chambres les rendant presque automatiquement non viables. Il est vrai qu'une tour plus élancée est intéressante d'un point de vue esthétique mais ne constitue pas une forme urbaine résiliente pour Montréal. Un contre argumentaire pourrait bien faire valoir que les superficies perdues en hauteur pourraient être retrouvées aux niveaux du basilaire, certes. Cependant, la pression financière qu'exerce une tour de 750m2 finirait par impacter l'ensemble de la qualité architecturale du projet, dans un marché comme Montréal. Nous n'avons pas ce type de problématique à Vancouver alors que les condominiums que nous avons réalisés sont vendus entre 2750$/pi.ca et 3000$/pi.ca. Le marché montréalais n'a rien à voir avec celui de Vancouver et nous sommes d'avis que pour permettre la réalisation de projets architecturaux de qualité et contributifs, il faut vraiment analyser cet enjeu de façon plus holistique.

Dans le contexte montréalais, construire des planchers de 750mc (8075 pica) mettrait inévitablement une pression additionnelle sur le prix des logements et tôt ou tard cela aurait aussi un impact sur le prix des logements plus abordables pour les personnes à faibles ou moyens revenus. La viabilité financière d'une tour doit être mesurée en fonction du coût de l'infrastructure principale du bâtiment soit : les ascenseurs, les circulations verticales, la structure, l'enveloppe et la mécanique. Plus la superficie de plancher est petite, moins il y a un grand nombre d'unités qui sont desservies par cette infrastructure et plus le coût de construction moyen par unité augmente. En résulte une diminution des budgets alloués à la qualité architecturale, à la résistance thermiques des murs, à la qualité des logements, à la qualité des espaces communs intérieurs et extérieurs, etc. Il faut trouver le juste équilibre parce que le laisser-aller des dernières années ne nous apparait pas non plus une option optimale pour faire la promotion du vivre en ville.

Certains critères nous apparaissent importants pour trouver un équilibre entre viabilité, confort et harmonie visuelle dans le contexte urbain montréalais. Selon notre expérience, la superficie d'une tour devrait plutôt se situer entre 1100mc et 1200mc de plancher excluant les balcons. Déjà, cette limitation constituerait un énorme pas en avant. Pourrions nous-mêmes être plus créatifs ? Pourrions-nous, par exemple, imaginer un allégement aux promoteurs qui proposeraient des immeubles à faible empreinte carbone ? Une approche restriction/motivation pourrait-elle être une avenue viable pour nous permettre de mieux répondre aux enjeux environnementaux ?

[redacted]

ACDF

Un autre critère important à examiner est la distance entre les tours. Celles-ci devraient avoir une distance suffisante pour permettre de libérer des vues autant extérieures qu'intérieures et faire pénétrer la lumière naturelle jusqu'au niveau de la rue. Selon nos dernières expériences à Vancouver, cette distance se situe aux alentours de 25 mètres (80 pieds) au-dessus des 25 premiers mètres (hauteur du basilaire d'approximativement 7 étages). À titre d'exemple, deux tours de 750m2 de superficie de plancher proches l'une de l'autre auraient un impact plus dommageable (effets de vents, intimité compromise, vues bloquées, ombrage, etc.) que deux tours de 1200mc espacées judicieusement l'une de l'autre.

La notion de basilaire et du retrait en partie haute du bâtiment devrait aussi être requestionné. On peut comprendre les bénéfices d'un recul à partir d'une certaine hauteur lorsqu'un bâtiment de grande hauteur s'implante sur une rue étroite ou dans un tissu urbain assez homogène et de plus faible hauteur mais dans le cas d'un grand plan d'ensemble où tout peut être calibré en amont, dont la largeur des rues, nous sommes d'avis que le principe ''podium plus tour en retrait'' n'est pas optimal surtout pour des bâtiments résidentiels. Effectivement, le principe du basilaire est plus approprié pour des projets à usages mixtes (usage de bureaux au niveau basilaire et résidentiel aux étages supérieurs) mais même dans ce contexte, des ressources additionnelles et importantes sont requises pour que les fonctions programmatiques puissent bien cohabiter. Exemple, des étages résidentiels sont en retrait de 2m de la façade du basilaire. Les colonnes résidentielles ne sont donc pas alignées avec le mur extérieur des étages bureaux et leurs espacements, prescrits pas la largeur des appartements, nuisent ou rendent même non viable les étages bureaux. Des poutres de transfert sont ainsi ajoutées. Au-delà des coûts que de telles pirouettes structurales imputent au projet, il existe aussi et surtout l'enjeu des ressources qui doit être bien analysé. Qui dit poutre de transfert dit inévitablement 1,5m à 1,8m (5' à 6') de hauteur supplémentaire pour le basilaire, ce qui veut dire approximativement un demi-étage de plus d'enveloppe, de grain/déperdition de chaleur, de matériaux, d'entretien, d'opacité sur rue, des barres d'armature d'acier, de coffrage, d'efforts, etc. L'impact est important sur coût et sur l'empreinte environnementale.

La condition de basilaire lorsque la tour est 100% résidentielle va à l'encontre de plusieurs principes. En fait, il se produit un déséquilibre encore plus important. Les contraintes structurales dictées par l'aménagement des stationnements en sous-sol deviennent une donnée invariable dans la construction du modèle résidentiel. Les logements à l'intérieur du basilaire deviennent alors surdimensionnés, ce qui a pour conséquence que tous les efforts financiers sont attachés à la construction de pieds carrés excédentaires au lieu d'être utilisés pour créer des compositions de façade de qualité avec des matériaux nobles et pérennes. Nous ne sommes pas contre le principe du basilaire mais jugeons que dans un grand plan d'ensemble, ce principe devrait être mieux analysé. En réponse à la notion de basilaire, la composition architecturale permet de créer un rapport de proportion plus à l'échelle humaine.

[redacted]

ACDF
ARCHITECTURE

Nous n'avons pas fait état de la situation pour une tour à bureaux nécessitant une superficie plus grande que les 750mc proposés afin de rencontrer une viabilité autant au niveau financier qu'environnemental.

En résumé, nous sommes d'avis que la réduction de la superficie de plancher des tours à 750 mc est une intention louable mais qui devraient être revue en faveur d'une superficie maximale plus réaliste et surtout écologiquement plus responsable. Nous sommes d'avis qu'il faut une analyse plus globale de la situation avant d'imposer des principes de composition qui pourraient avoir un impact nuisible sur la qualité des projets développés. Plusieurs autres critères de design peuvent contribuer davantage à l'expérience urbaine : distances entre les tours, le raffinement du traitement des premiers étages (qualité des matériaux, finesses des détails d'assemblage, etc.) qui sont les étages perceptibles de la rue, pourcentage accru d'arbres plantés en pleine terre, qualité des espaces extérieurs, animation des rues et ruelles, sécurité des promenades intra-ilot, espaces publics animés et verdoyants, etc.

En souhaitant que ce mémoire pourra contribuer au débat. Nous sommes amoureux de la ville de Montréal et souhaitons voir la ville se développer de façon responsable. Nous avons été interpelés par ce projet de règlement et souhaitions simplement communiquer notre opinion, en toute candeur.

Veuillez accepter nos salutations les meilleures.

Maxime-Alexis Frappier

Architecte. Président de ACDF ARCHITECTURE

Notes sur l'auteur
Maxime-Alexis Frappier a complété sa formation à l'École d'architecture de l'Université de Montréal en 2000 et il a remporté le prix « Canadian Architect Student Award of Excellence » pour son projet de fin d'études.
En septembre 2006, il fonde l'agence ACDF ARCHITECTURE. Alliant l'expérience des architectes Allaire, Courchesne et Dupuis au talent créatif de Maxime-Alexis Frappier, la nouvelle agence s'illustre rapidement sur la scène québécoise et canadienne par l'obtention d'une médaille du Gouverneur général du Canada pour le projet St-Germain Aqueducs et plusieurs prix de l'Ordre des architectes du Québec incluant la bibliothèque Laure Conan et la mairie de La Malbaie, la bibliothèque de Saint-Eustache, le centre aquatique de Saint-Hyacinthe, le palais de Justice de St-Jérôme et le centre d'art Diane Dufresne de Repentigny. Les projets réalisés par Maxime-Alexis Frappier et son agence ont également fait l'objet de plus d'une centaine de publications autant au Canada qu'à l'international.



ACDF
ARCHITECTURE

C'est en 2012 que Maxime-Alexis Frappier prend la direction complète de l'agence. Quelques mois plus tard, il remporte le prestigieux Prix du jeune architecte du Canada (40 ans et moins) décerné par l'Institut royal d'architecture du Canada et est sélectionné parmi les 5 finalistes du concours international pour le Keelung Terminal à Taiwan où il a l'opportunité de concourir aux côtés des plus grandes figures de l'architecture mondiale (Asymptote, Mecanoo, Neil Denarirm et PAR architects). Fort de la reconnaissance acquise du milieu pour ce bel accomplissement sur la scène internationale et pour la qualité des projets qu'il conçoit depuis la création de l'agence ACDF, Maxime Frappier se voit alors octroyer des mandats pour la réalisation de projets de très grandes envergures. Parmi ceux-ci, notons le complexe hôtelier Parq Vancouver (730M$), l'Hôtel Monville au centre-ville de Montréal (60M$), le Avani Centre de Surrey (85M$), le Pacific by Grosvenor à Vancouver (100M$), le Sélection Panorama à Sainte-Dorothée (80M$) et plus récemment, la nouvelle station Langelier de la ligne bleue du Métro de Montréal.

ACDF ARCHITECTURE peut maintenant compter sur le savoir-faire et le savoir-être de plus de 100 collaborateurs et sur une structure organisationnelle souple qui lui permet de s'adapter à différentes échelles de projets ici comme ailleurs.

Depuis 2002, Maxime-Alexis Frappier partage sa passion de l'architecture dans plusieurs institutions d'enseignement canadiennes à titre de professeur invité, critique et conférencier. Il a également enseigné à l'Université de Hô Chi Minh au Vietnam.

Ses talents de communicateur l'invitent aussi à participer activement à la mise en valeur de l'architecture dans les médias où il est souvent invité à prendre position sur des sujets d'actualités touchant à l'architecture et le développement urbain. Il a d'ailleurs présenté en 2012 une chronique hebdomadaire à l'émission « L'après-midi porte conseil » de la Première Chaîne de Radio-Canada.

En complément de son implication dans la diffusion et l'enseignement de l'architecture, Maxime-Alexis Frappier a eu l'opportunité d'agir à titre de jury dans plusieurs concours nationaux et internationaux incluant les Médailles du Gouverneur Général du Canada en architecture, les Prix d'excellence de l'Institut royal d'architecture du Canada, le Prix Moriyama RAIC, le Prix Ernest Cormier en architecture décerné par le Gouvernement du Québec et plusieurs concours d'architecture pour des projets à vocation culturelle.

Il a également siégé à titre de membre des conseils d'administration de la Maison de l'architecture du Québec et du Fonds d'assurance des architectes du Québec.

[redacted]

RAPPORT

Montréal

REQUALIFICATION DU SITE DE RADIO-CANADA
PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO. 01-282

MÉMOIRE

PROVENCHER_ROY N^{O} 190180

ÉMIS LE 20 AOÛT 2021

PROVENCHER_ROY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 2

BIBLIOGRAPHIE 3

1. PARAMÈTRES CIBLÉS DU RÈGLEMENT 4
1.1. COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL 4
1.2. HAUTEUR DU BASILAIRE 5
1.3. SURHAUTEUR 7
1.4. SUPERFICIE MAXIMALE PAR PLANCHER AUX ÉTAGES DE SURHAUTEUR 8
1.5. UNITÉ DE PAYSAGE 10
1.6. ENCADREMENT DE L'AUTORISATION DU PROJET 11

CONCLUSION 12

ANNEXE 1 – PLAN DES DENSITÉS PROJETÉES 13

ANNEXE 2 – PLAN DES HAUTEURS ET SURHAUTEURS PROJETÉES 14

ANNEXE 3 – PLAN DES UNITÉS DE PAYSAGE PROJETÉES 15

ANNEXE 3 (SUITE) – PLAN DES UNITÉS DE PAYSAGE EN VIGUEUR 16

INTRODUCTION

Le présent mémoire est soumis à l'Arrondissement de Ville-Marie conformément à l'avis public permettant aux acteurs de se prononcer sur le projet de règlement modifiant le règlement d'urbanisme 01-282 afin d'assurer la concordance avec le Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs (juin 2021).

Adopté en première lecture à la séance du Conseil de l'Arrondissement de Ville-Marie le 6 juillet dernier, le projet de règlement prévoit des exigences qui risquent de compromettre la vision de développement du projet d'envergure du Quartier des Lumières. Ces exigences ont trait au coefficient d'occupation du sol, à la hauteur du basilaire, à la surhauteur, à la superficie de plancher maximale des étages en surhauteur ainsi qu'au découpage des unités de paysage. Dans un esprit de collaboration, le mémoire cherche à exposer la nature et les motifs de révision de ces exigences qui méritent de faire l'objet de modification par souci de cohérence avec le Programme particulier d'urbanisme des Faubourg, et les recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal. Ultimement, le mémoire sert à contribuer à la définition du cadre prescriptif approprié pour l'édification souhaitée d'un grand projet urbain d'envergure à la porte est du centre-ville de Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

Documentation de référence

- Office de consultation publique de Montréal. 4 mars 2021. « Rapport de consultation publique : Programme particulier d'urbanisme (PPU) des faubourgs : Projet de règlement P-04-047-209 ».

- Ville de Montréal (Arrondissement de Ville-Marie). Juin 2021. « Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs ». Version finale, pages 136.

- Ville de Montréal. 7 août 2021. Avis public : APC (Règl. CA-240-XXX mod regl. 01-282 et CA-24-011 – concordance Programme particulier d'urb. des Faubourgs (avec plan). http://applicatif.ville.montreal.qc.ca/som-fr/pdf_avis/pdfav31633.pdf

- Isabelle Ducas. 2021, 10 juin. Secteur des Faubourgs : Un nouveau quartier à ''échelle humaine'', promet Valérie Plante. *La Presse.* https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2021-06-10/secteur-des-faubourgs/un-nouveau-quartier-a-echelle-humaine-promet-valerie-plante.php

- André Dubuc. 2021, 29 juin. La Ville s'est appuyée sur une position caduque de l'Ordre des architectes. *La Presse*. https://www.lapresse.ca/affaires/2021-06-29/densification-du-territoire/la-ville-s-est-appuyee-sur-une-position-caduque-de-l-ordre-des-architectes.php

1. PARAMÈTRES CIBLÉS DU RÈGLEMENT

1.1. COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Demande

Au projet de règlement 01-282, le coefficient d'occupation du sol prescrit pour le site visé est de 6 pour la plus grande partie à l'exception d'un COS de 7 affecté sur le lot 3 et la partie du Quartier des Lumières autour de la tour de Radio-Canada jusqu'au prolongement de la rue Alexandre-de-Sève. La demande consiste à préciser le degré d'intensité « moyen » à la valeur exigée du coefficient d'occupation du sol. Cela a pour objectif de moduler l'atteinte du coefficient de manière répartie sur l'ensemble des lots 1, 2, et 3.

Motifs

Une gestion flexible de la densité adaptée au contexte physicospatial

L'application d'une valeur indiquant le degré d'intensité « moyen » au paramètre du coefficient d'occupation du sol permettra de moduler la densité/lot et d'atteindre, au total, la cible visée répartie sur l'ensemble du site (lots 1, 2, 3, cumulativement). La gestion de la densité applicable globalement entraînera une variation de l'intensité d'occupation du sol, à savoir réduite ou compensée dans l'un ou l'autre des lots. Il en résulterait, d'une part, une organisation spatiale indissociablement liée à une intégration contextuelle judicieuse avec le tissu existant et, d'autre part, une cohérence de la composition planifiée dans une perspective d'ensemble. De cette manière, le développement de la partie ouest du projet d'envergure du Quartier des Lumières ne risquera pas de refléter un développement immobilier à la pièce et dicté par un indicateur, qui a pour effet, dans ce cas-ci, de fragmenter/nuire à la lisibilité de la composition d'ensemble, et de fragiliser la représentation d'un intégration urbaine respectueuse des spécificités des secteurs avoisinants. Cette modulation permettra de rencontrer l'objectif au PPU d'« assurer [l'] adéquation [des hauteurs et des densités] avec le bâti existant » (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p. 78).

Par ailleurs, une gestion flexible du COS permettra de libérer les espaces au sol de manière optimale et stratégique en vue de mieux pallier aux contraintes additionnelles qui résulteront des accords de développement à venir ayant trait aux interventions de la Ville sur le domaine public ou aux infrastructures des galeries souterraines « multiréseaux » (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p. 116) selon les tenants et aboutissants des études de faisabilité. Par ailleurs, l'aménagement des commerces projetés dans la structure existante des sous-sols de l'ancienne maison Radio-Canada ne devrait pas amener à devoir comptabiliser ces superficies de plancher dans l'application du COS « moyen ». Dans le cadre de la maison Radio-Canada, le COS « moyen » devrait être exclusivement applicable aux superficies de plancher hors sol.

Une meilleure relation avec la rue et les espaces publics

D'après la stratégie d'intervention 11.1 du PPU des Faubourgs[1], « l'approche préconisée par le PPU pour baliser la densification proposée est fondée sur l'objectif de créer des rues d'ambiance de qualité, dans la continuité des rues existantes du quartier. » (Arrondissement de Ville-Marie, Juin 2021, p.92). Ainsi, l'encadrement physique défini pour les passages et voie publique sera tributaire d'une modulation du COS sensible à libérer de toute construction les passages piétonniers créés sur terrain privé en respect de l'esprit de planification du Quartier des Lumières et de la 12ième recommandation de la Commission (OCPM, mars 2021, p. 158). Cette intention de libérer des passages piétonniers et de les border de bâtiments à échelle humaine amène une perte de mètres carrés constructibles pour certains terrains qui serait rémédiée par l'application d'un COS « moyen » qui permettrait d'éviter cette perte.

Une porte d'entrée « exemplaire » du centre-ville de Montréal

Situé à 7 minutes de marche de la station Beaudry comme illustré au PPU (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p. 68), le degré d'intensité du COS devrait refléter l'intention de planifier une densité de l'occupation du sol exemplaire dans le contexte limitrophe du centre-ville. L'idée de limiter l'étalement urbain, mise de l'avant par la Mairesse de Valérie Plante au sujet du secteur des Faubourgs, est une préoccupation devant figurer au cœur de la requalification de ce site stratégiquement localisé et qui est visé par le projet du passage du REM sur René-Lévesque. L'Ordre des Architectes du Québec a également révisé son avis en faveur d'une densification dans le secteur des faubourgs et de sa contribution à réduire l'étalement urbain (La Presse, 29 juin 2021).Dans la lutte contre les gaz à effets de serre, « les constructions de 20 ou de 25 étages bien pensées devraient être permises dans des secteurs ciblés comme le centre-ville ou les abords de stations de métro et de gares du REM » selon Vivre en Ville comme le rapporte le journaliste André Dubuc (La Presse, 29 juin 2021).

1.2. HAUTEUR DU BASILAIRE

Demande

Le projet de règlement prévoit une hauteur maximale de 23 mètres pour le site visé ce qui représente un rabaissement de la hauteur maximale établit au règlement d'urbanisme en vigueur qui s'élève à 30 mètres. La demande vise à maintenir l'autorisation du seuil maximal de 30 mètres pour la hauteur du basilaire dans le projet de règlement.

Motifs

Une définition physique équilibrée de l'expérience piétonnière du boulevard René-Lévesque

La hauteur de 30 mètres du basilaire est cohérente avec l'échelle de l'emprise du boulevard René-Lévesque d'une largeur de 42 mètres. Cette hauteur permettra de rendre compte de la 15ième recommandation de la Commission en faveur de planifier une modulation des hauteurs dont la

[1] « Favoriser un cadre bâti en relation stimulante avec la rue et les espaces publics » (Ville de Montréal, Juin 2021, p. 92).

définition physique a pour effet d'« éviter l'effet d'écrasement et d'améliorer l'expérience piéton (…) » (OCPM, mars 2021, p.158). Une hauteur maximale de 23 mètres amenuise le rapport d'encadrement équilibré profitable pour l'expérience piétonnière sur le boulevard René-Lévesque considérant le rapport déséquilibré entre la hauteur du basilaire et le dégagement de cette emprise du domaine public.

Une répartition judicieuse des hauteurs guidée par le rapport au centre-ville et au fleuve

La partie visée du Quartier des Lumières représente celle la plus près du centre-ville. Elle est structurée par deux infrastructures viaires importantes, le boulevard René-Lévesque et le futur boulevard Ville-Marie. Toutefois, ces trois lots constituant la porte d'entrée Est du centre-ville de Montréal est affectée du plus faible seuil de hauteur maximale de l'ensemble des terrains visés par le projet de requalification. Par rapport au milieu existant avoisinant, la hauteur du cadre bâti bordant la rue Wolfe ne constitue pas un alignement de référence pour moduler la hauteur du basilaire de la partie ouest du projet d'envergure du Quartier des Lumières. Une hauteur de 23 mètres aurait été utile dans le cas où le site partageait une relation spatiale physique de proximité significative qui permettrait de rendre lisible tout alignement entre la hauteur du basilaire et celle du cadre bâti de Faubourg Québec. Comprise dans un projet d'envergure à la porte d'entrée Est du Centre-Ville et du Port, la hauteur devrait être plutôt orientée vers le principe d'accroître toute relation visuelle sur le fleuve et son Port en suivant ce principe qui guide notamment la création d'une percée physique continue suivant le prolongement de la rue de la Visitation jusqu'aux quais et le prolongement de la rue de la Commune projetée à un niveau du sol plus élevé que celui actuel pour permettre de dégager des vues sur le fleuve au-dessus des installations portuaires (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p. 58).

Un degré de discontinuité formelle et temporelle avec Faubourg Québec

Le site de Radio-Canada n'a pas intérêt à être planifié dans la poursuite de la forme du développement reconnu sous le nom « Faubourg Québec ». Il est à rappeler que le développement de Faubourg Québec, inscrit dans les idées du temps entre les années 1990 et 2006, a été réfléchi selon les conditions politique et économique de l'époque de récession économique importante de Montréal. Ce quartier devait être plus haut, mais les promoteurs ont dû préconiser une faible densité, car ils n'avaient pas la capacité de supporter l'ambition d'un développement d'immeubles de plus forte hauteur. La requalification du site de Radio-Canada et de la Molson représente une opportunité de façonner un environnement bâti dont la hauteur et la densité reflète l'empreinte culturelle de notre génération et des progrès techniques de notre époque. Il s'agit d'un devoir, pour les architectes et planificateurs, de regarder l'ensemble du Quartier des Lumières et de pouvoir façonner une lecture des différentes marques du processus de développement de ce fragment de l'ancien Faubourg à m'lasse.

Originalement, le Faubourg à m'lasse, communément reconnu au 19^{ième} siècle, ancien territoire du Faubourg Québec, était « un quartier populaire canadien-français composé de maisons à deux ou trois étages et de services de proximité » (Paul-André Linteau, 11 décembre 2015). Le Quartier des Lumières correspond à un quartier disparu du Faubourg à m'lasse pour créer la Place de Radio-Canada au début des années 60. Cela fait au moins un demi-siècle que la maison de Radio-Canada

domine l'entrée est du centre-ville et le ponctue d'un repère montréalais. Cet historique de hauteur marque l'imaginaire de ce site dont l'entité faubourienne de jadis ne peut être restaurée. Ce quartier disparu représentait surtout l'esprit de quartier populaire, une signification immatérielle. C'est dans cet esprit qu'est orienté le développement du site de Radio-Canada et de la Molson, c'est-à-dire, façonner une forme actuelle d'un « quartier populaire » pour les générations futures, sans toutefois tomber maladroitement dans le pastiche. Il y a un devoir de mémoire sur le plan de l'essence vocationnelle au niveau de l'occupation d'usages mixtes qui ne peut être jumelé à la réplique d'un secteur résidentiel qui n'existe plus. L'apparence d'un village vertical traversé au cœur par le prolongement de la Gauchetière comme axe central apparaît comme une transformation inspirante pour l'avenir de ce site. La vocation résidentielle et mixte devient l'élément clé de résurgence de l'essence de l'ancien secteur faubourien.

Une meilleure planification de l'offre abordable de logements de taille convenable au centre-ville

La diminution du nombre d'étages du basilaire entraînera la diminution de la capacité en mètres carrés puisque les étages au-dessus du basilaire sont limités à 750 mètres carrés incluant l'aire des balcons, ce qui générera une augmentation des coûts de construction. L'augmentation du nombre d'étages impliquera une augmentation en mètres carrés qui aura pour effet d'augmenter le nombre d'unités, réduire le coût de construction par logement, et ainsi de mieux contrôler la valeur du mètre carré dans le but de maximiser l'accès à l'espace abordable dans le quartier. L'offre d'une quantité moindre d'unités et de tailles peu diversifiées entre en contradiction avec le principe fondamental d'accroître l'accès au logement social, familial et abordable. La demande de conserver la hauteur maximale prescrite au règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur mise à répondre à la 16^{ième} recommandation de la Commission qui « recommande d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques et abordables.» (OCPM, mars 2021, p.158).

1.3. SURHAUTEUR

Demande

Le projet de règlement prévoit une surhauteur établie à 45 mètres pour la plus grande partie du site visée, à l'exception des parties nord-ouest du lot 1 et de la partie sud sur l'avenue Viger qui sont visées par une surhauteur à 65 mètres. La demande vise à autoriser une surhauteur de 65 mètres comme prévu au PPU pour l'ensemble des lots visés.

Motifs

Une meilleure adéquation par rapport aux composantes existantes et projetées

La contrainte d'une surhauteur limitée à 45 mètres pour la partie au nord de l'autoroute Ville-Marie apparaît difficilement justifiable considérant qu'une surhauteur de 65 mètres soit autorisée pour la partie sud de l'autoroute Ville-Marie et que ces deux parties partagent le même secteur voisin limité à 25 mètres. De surcroît, la partie nord de Ville-Marie, fragment urbain structuré par deux boulevards, s'avère un emplacement stratégique approprié pour accueillir une surhauteur plus élevée en rapport à la hiérarchisation de la trame structurante, incluant celle du prolongement de la rue de Gauchetière, l'atteinte d'un encadrement équilibré du domaine public et la présence d'un parc central libérant un vaste dégagement. Ainsi, une surhauteur établie à 65 mètres n'exposerait pas de nuisances pour l'ensemble des lots visés à l'exception de la partie aux abords de la rue Wolfe à proximité du milieu résidentiel existant qui mériterait d'être soumise à une exigence particulière relative à la modulation des volumes. Ainsi, il s'avère justifiable de proposer une surhauteur maximale à 65 mètres en prévoyant le traitement soigné d'une interface intéressante avec le milieu existant avoisinant.

De plus, une surhauteur fixée à 45 mètres ne permettrait pas d'atteindre la densité attendue de 6,0 et même de 7,0 dans certains secteurs avec la contrainte prescrivant une superficie de planchers maximale à 750 mètres carrés pour les étages en surhauteur. Afin de se donner les moyens de créer un ensemble d'envergure qui s'inscrit dans la poursuite du langage formel du centre-ville, il y a lieu d'établir un compromis entre l'autorisation d'une surhauteur plus élevée, ou l'autorisation de superficies plus grandes en surhauteur. À titre d'exemple, la phase 1 déjà autorisée à l'extrémité nord-ouest du lot 1 est limitée à une surhauteur de 45 mètres selon la réglementation en vigueur sans toutefois être assujettie à une prescription de superficies de plancher aux étages en surhauteur.

1.4. SUPERFICIE MAXIMALE PAR PLANCHER AUX ÉTAGES DE SURHAUTEUR

Demande

La superficie maximale par plancher aux étages en surhauteur est limitée à 750 mètres carrés incluant la superficie occupée par les balcons comme énoncé à l'article 1 du projet de règlement modifiant le l'article 34.2 du règlement d'urbanisme 01-282 : « Dans un secteur ou une partie de secteur de surhauteur égal ou supérieur à 45 m compris entre les rues Atateken et Fullum, la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à 750 m^2 ». La demande vise à augmenter de manière significative le seuil de superficie de plancher maximal des étages en surhauteur qui pourrait être augmentée à 1 200 mètres carrés.

Motifs

Une prise de conscience de la superficie de planchers habitable « réelle »

La superficie en mètres carrés maximale prescrite de 750 mètres carrés ne représente pas réellement la superficie habitable du bâtiment puisqu'elle inclue celle du plancher habitable, de la structure, des espaces de circulation/mécanique, de l'enveloppe du bâtiment et des balcons. Non seulement l'objectif d'accroître l'accessibilité à des logements de taille convenable est compromis par cette exigence limitative, mais également celui d'offrir un habitat de qualité adapté aux nouvelles pratiques de vie conditionnée par la période pandémique. L'importance de planifier de manière consciencieuse la configuration et le programme des espaces de vie des logements est également soulignée par la Commission selon laquelle « il apparaît inopportun d'imposer aux constructeurs le choix entre cet équipement et les espaces habitables » considérant le « contexte sanitaire actuel ayant permis de constater l'importance de ce type d'équipements » (OCPM, mars 2021, p. 118). À titre d'exemple, 750 mètres carrés de superficie incluant les balcons représentent environ 500 à 550 mètres carrés par étage de superficie habitable pour les logements.

Le grand souhait de la Ville de Montréal d'offrir des logements au centre-ville à des superficies de plancher convenables et accessibles à des ménages diversifiés n'est pas cohérent avec la superficie de plancher maximale de 750 mètres carrés en surhauteur. Cette contrainte semble s'opposer à l'indication au PPU que « la réglementation d'urbanisme doit prévoir une disposition régissant ou restreignant la division ou la subdivision de logements permettant ainsi le maintien d'un parc de logements de grande superficie » (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p.131).

Une forme architecturale reflétant l'appartenance au centre-ville montréalais

En considérant l'ensemble des paramètres normatifs, la superficie de plancher en surhauteur maximale de 750 mètres carrés ne permet pas d'atteindre la cible de la densité prescrite par le coefficient d'occupation du sol de 6,0 et même de 7,0 dans certains secteurs. Elle expose le risque de devoir empiéter sur l'occupation des espaces libres au sol prévus pour le verdissement et l'aménagement de lieux voués à la dynamique communautaire et à l'animation du domaine public et privé.

Une augmentation de cette superficie, ou bien le retrait d'une exigence du nombre de mètres carrés aux étages en surhauteur permettrait de développer une variété de formes architecturales dont l'articulation mènera à la composition d'un ensemble urbain d'exception excentré du centre-ville. Cette volonté s'inscrit dans la poursuite de la 14^{ième} recommandation de la Commission qui implore à la Ville de Montréal « de ne pas imposer un modèle unique d'implantation et permettre ainsi plus de créativité architecturale.» (OCPM, mars 2021, p.158).

En effet, la partie ouest du Quartier des Lumières a pour intérêt de représenter une forme architecturale qui appartient davantage au langage du centre-ville montréalais en raison notamment de la dynamique commune liée à la concentration spatiale des activités mixtes et des déplacements, de son rapport de proximité excentrée du centre-ville, de sa représentation et de son positionnement sur le boulevard René-Lévesque, de son mode de lotissement selon un découpage de méga-parcelles et de son

processus de développement. L'expression de la partie ouest du Quartier des Lumières devrait refléter le principe de développement en contexte de centre-ville lié à la rentabilisation de la valeur foncière afin d'amortir le coût de l'accessibilité aux mètres carrés.

Bref, ce n'est pas la superficie par plancher qu'il faut restreindre, mais plutôt l'essentiel des principes à encourager pour orienter le concept en surhauteur : (1) la pénétration de la lumière naturelle dans les logements; (2) l'articulation de la forme bâtie dégager des vues vers le fleuve ou autres attraits montréalais; (3) l'orientation des formes bâties limitant les ombres portées; (4) le rapport efficace de la superficie brute et de la superficie nette habitable de manière à favoriser l'abordabilité des logements.

1.5. UNITÉ DE PAYSAGE

Demande

Au projet de règlement, le périmètre de l'unité de paysage FQ « Faubourg Québec » est redéfini pour comprendre le Quartier des Lumières et s'étendre au nord jusqu'à la rue Saint-Catherine et jusqu'à l'est de l'arrondissement de Ville-Marie. Au règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur, le site de Radio-Canada est compris dans l'unité de paysage CV « Centre-Ville ». La demande vise à constituer le découpage d'une unité de paysage distincte pour le Quartier des Lumières, ou de maintenir son appartenance à l'unité de paysage CV « Centre-Ville ».

Lors de l'évaluation du projet en PIIA, un des critères du projet de règlement à prendre en compte s'avère orienter un fort degré de continuité architecturale avec le cadre bâti existant de l'unité paysagère adjacente FQ : 1° une intégration urbaine et architecturale en continuité avec les caractéristiques significatives du contexte telles que l'alignement, la hauteur des étages et le traitement des garde-corps et des ornementations, doit être favorisée (article 127.0.1. rapporté à l'article 7 du projet de règlement modifiant le règlement 01-282).

Motifs

<u>Un découpage des unités de paysage fondé sur les caractéristiques similaires</u>

La nouvelle limite de l'unité de paysage FQ met en péril la lecture du fragment de territoire de l'ancienne Cité des Ondes Radio-Canada dont la forme actuelle témoigne du processus de développement caractéristique des vastes chantiers modernistes du centre-ville montréalais.

Cette volonté de rompre avec le caractère du centre-ville traduite par l'inscription du site visé dans l'unité de paysage FQ entraînera, de manière maladroite et erronée, l'orientation des interventions vers un fort degré de continuité architecturale avec le cadre bâti existant de l'unité de paysage adjacente FQ. L'objectif d'une unité de paysage vise entre autres à « détailler les caractéristiques architecturales et urbaines dominantes de chaque secteur » (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p. 77) qui

forment une lecture paysagère et urbaine homogène. Il est clair que les parties est et ouest de la rue Wolfe ne partagent pas de telles caractéristiques. La nouvelle définition de l'unité de paysage FQ semble plutôt se fonder sur une volonté arbitraire de restituer les anciennes limites du territoire de Faubourg Québec. Cela ne fait plus sens aujourd'hui considérant le processus de développement de secteurs industriels ou institutionnels ayant transformé le visage de ces anciens quartiers disparus dont en témoigne la forme urbaine actuelle. Il s'avère pertinent de réviser le découpage de l'unité paysagère du Quartier des Lumières et de s'assurer de l'adéquation de certaines dispositions du projet de règlement ayant trait à « l'intégration urbaine et architecturale en continuité avec les caractéristiques significatives du contexte du secteur des Faubourgs » (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p.131) de manière à ne pas imposer, de manière maladroite, un degré de continuité avec l'unité de paysage FQ.

1.6. ENCADREMENT DE L'AUTORISATION DU PROJET

Demande

Une dernière demande vise à rendre compte des modifications présentées ci-haut dans le règlement d'urbanisme 01-282 de Ville-Marie de manière à favoriser l'autorisation de projets de plein droit dans le Quartier des Lumières.

Motif

Il est important de porter les modifications aux paramètres cités ci-haut afin d'éviter le recours, en série, à la procédure d'adoption de règlement sur les PPCMOI pour toute demande de projet de construction dans le Quartier des Lumières. S'imaginer l'adoption parallèle de plusieurs règlements sur les PPCMOI pour chaque projet de cet ensemble urbain d'envergure amène logiquement à anticiper l'ajustement des exigences du règlement d'urbanisme en vigueur. Dans un contexte où l'objet des modifications demandées se fondent sur les recommandations de l'OCPM et du PPU des Faubourgs, une révision du projet de règlement modifiant le règlement d'urbanisme permettrait, à long terme, d'être bénéfique à l'administration municipale et sa gestion de l'encadrement des demandes de permis de construction. Cela permettra, d'une part, de mieux anticiper les balises de planification et d'aménagement, et d'autre part, d'améliorer l'efficacité du traitement de l'autorisation des projets immobiliers du Quartier des Lumières qui risque, autrement, d'être conditionné par la stratégie d'un « zonage à la pièce ».

CONCLUSION

À l'attention des instances municipales, il est à retenir les points fondamentaux ainsi que d'autres points d'intérêt visés par les demandes exprimées dans le cadre de ce mémoire portant sur le projet de règlement modifiant le règlement d'urbanisme 01-282 afin d'assurer la concordance avec le PPU des Faubourgs.

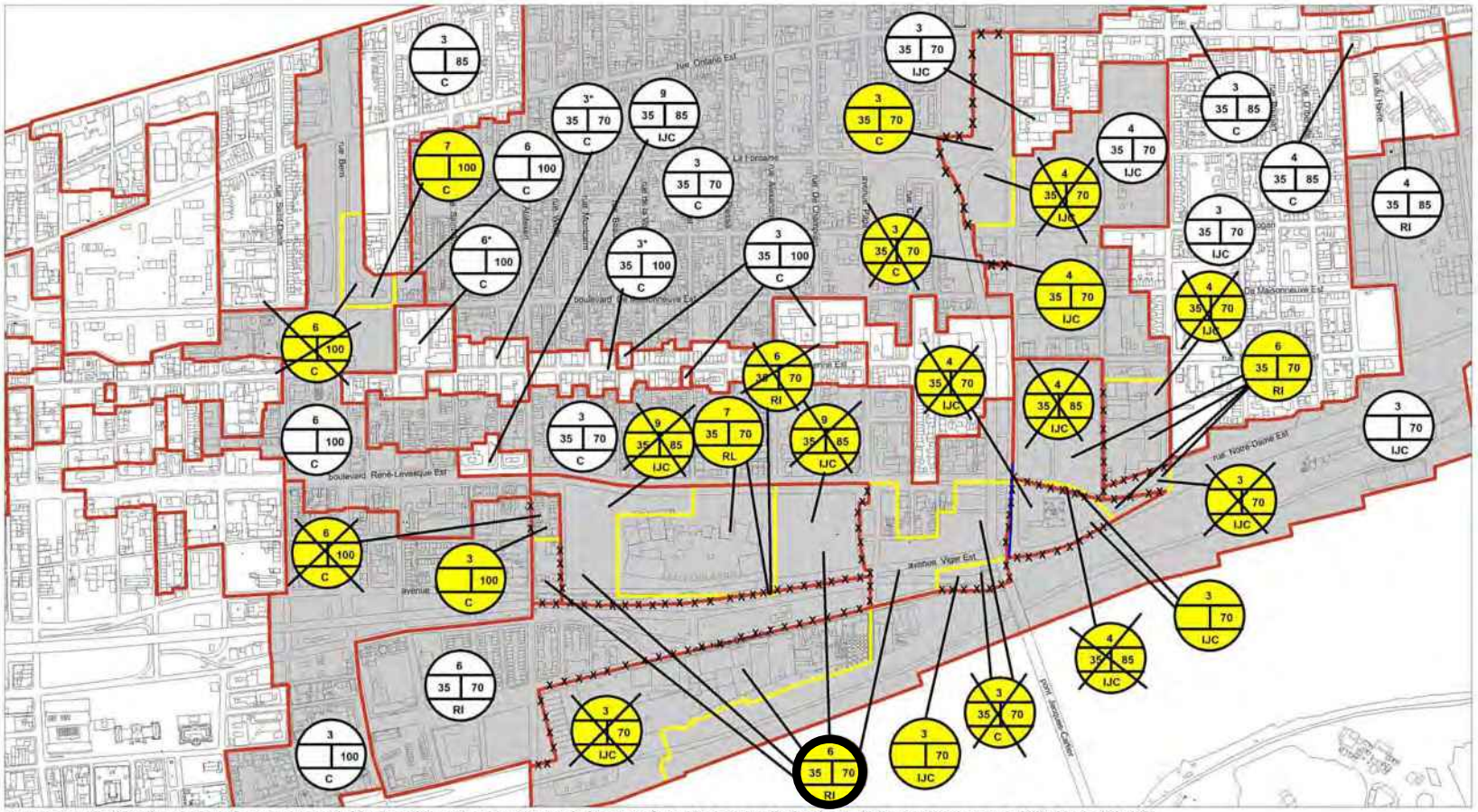
Points fondamentaux présentés aux instances municipales

- Coefficient d'occupation du sol : L'attribution du degré d'intensité « moyen » à la valeur exigée du COS afin d'atteindre la cible visée de manière répartie sur l'ensemble des lots visés.
- Hauteur du basilaire : Le rétablissement d'une hauteur maximale du basilaire à 30 mètres comme prévu au règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur;
- Superficie maximale par plancher aux étages de surhauteur : L'établissement d'une superficie maximale de 1 200 mètres carrés par plancher aux étages de surhauteur;
- Encadrement de l'autorisation du projet : La révision du cadre réglementaire aux fins d'encadrer l'autorisation des projets de plein droit pour le territoire du Quartier des Lumières.

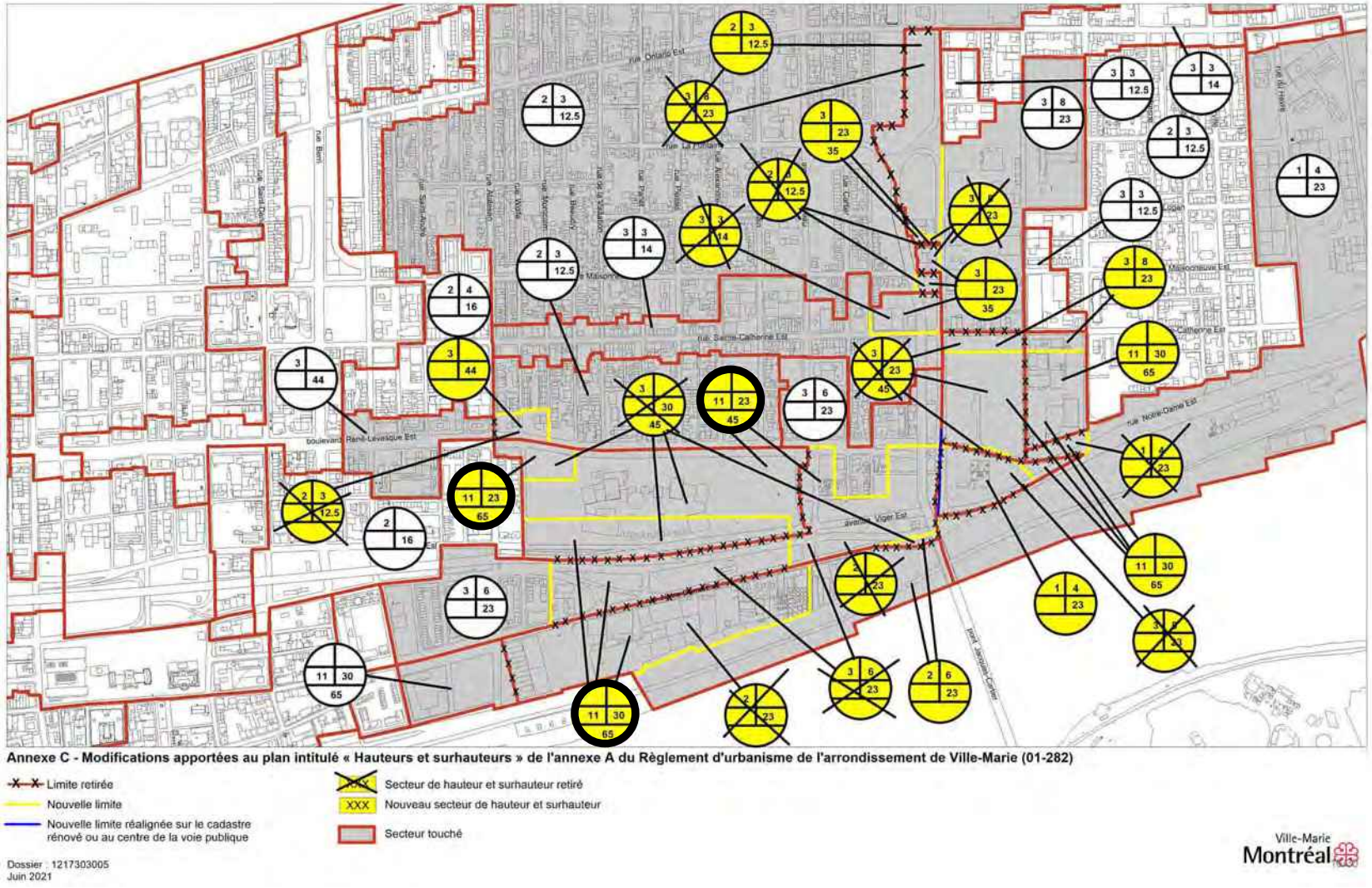
Autres points intéressants présentés aux instances municipales

- Surhauteur : L'autorisation d'une surhauteur maximale de 65 mètres comme prévu au PPU des Faubourgs pour l'ensemble des lots visés;
- Unité de paysage : L'attribution de l'unité de paysage CV « Centre-Ville » pour le territoire du Quartier des Lumières comme prévu au règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur.

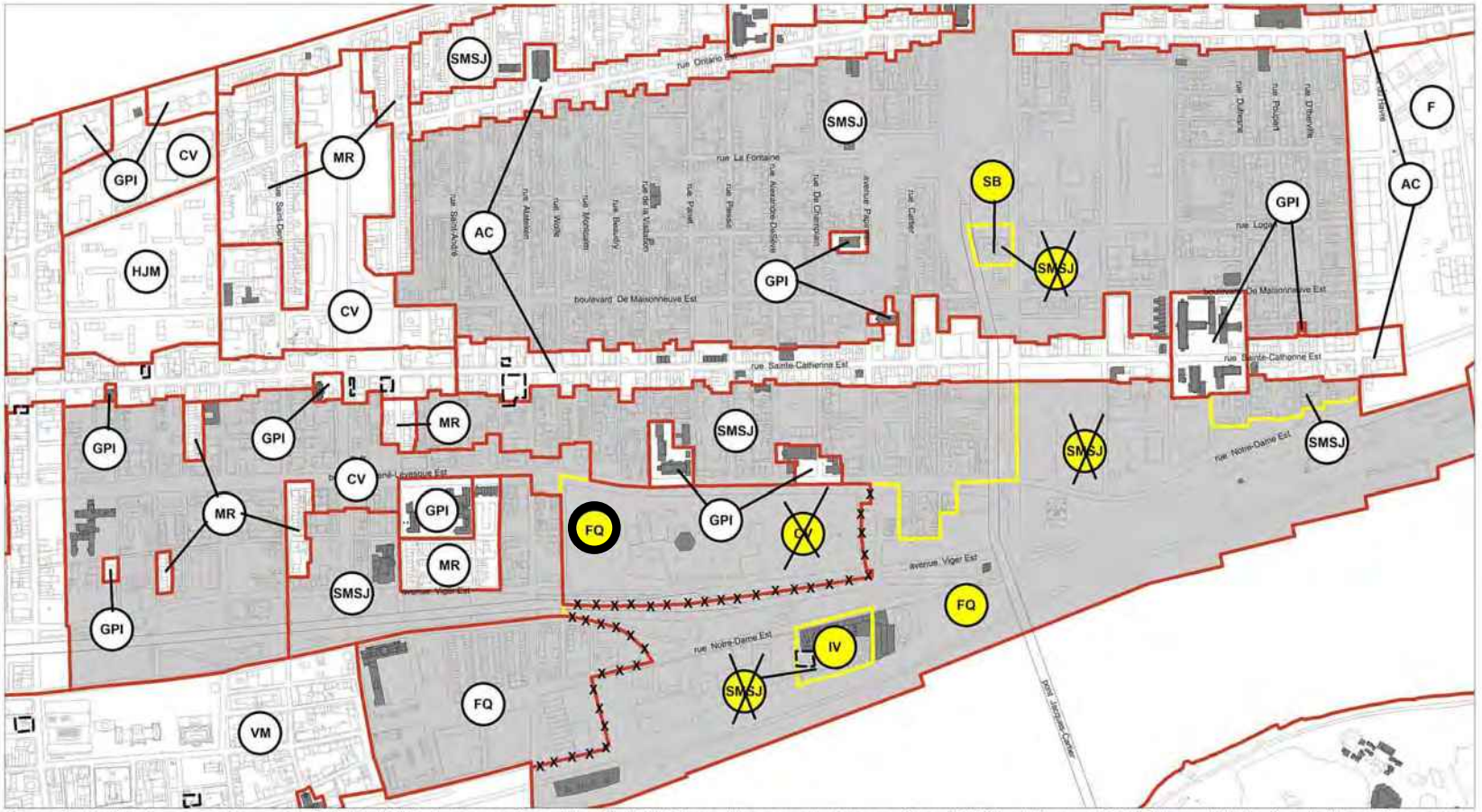
ANNEXE 1 – Plan des densités projetées (extrait du projet de règlement cité)



ANNEXE 2 – Plan des hauteurs et surhauteurs projetées (extrait du projet de règlement cité)



ANNEXE 3 – Plan des unités de paysage projetées (extrait du projet de règlement cité)



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

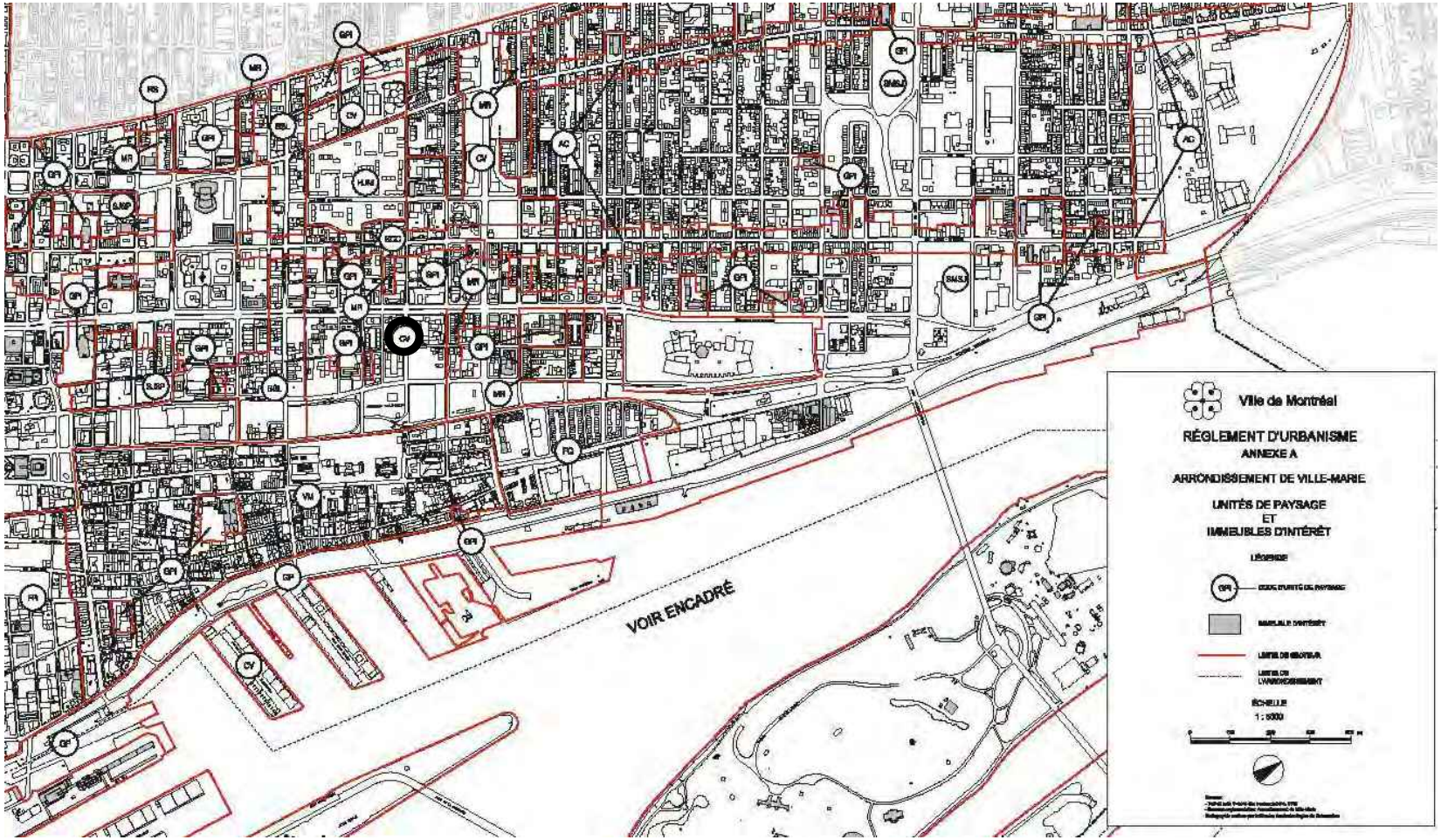
Dossier : 1217303005
Juin 2021

- Secteur d'unité de paysage retiré
- Nouveau secteur d'unité de paysage
- Secteur touché

- Immeuble d'intérêt
- Immeuble comportant une enseigne d'intérêt

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 3 (suite) – Plan des unités de paysage en vigueur (extrait du règlement d'urbanisme 01-282)



OPINION

PRÉSENTÉE À LA VILLE DE MONTRÉAL

DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION
SUR LE RÈGLEMENT DE CONCORDANCE

DOSSIER 1217303005



Groupe Sélection MONTONI FONDS immobilier de solidarité FTQ

23 AOÛT 2021

DOCUMENT PRÉPARÉ
EN COLLABORATION
AVEC

BC2 | sidlee architecture

TABLE DES MATIÈRES

1 MISE EN CONTEXTE 1
2 PRÉSENTATION DU CONSORTIUM 2
3 DESCRIPTION DU SITE 4
4 ENJEUX DU RÈGLEMENT DE CONCORDANCE 5
4.1 LE CADRE BÂTI 5
4.1.1 Limitation des superficies de planchers des tours en surhauteur à 650-750 m^2 5
4.1.2 Îlot périmétrique contemporain 6
4.1.3 Les hauteurs et la densité 7
4.1.4 Le mécanisme 2 pour 1 8
4.2 LE DOMAINE PUBLIC 9
4.2.1 Les passages publics 9
4.2.2 Les gabarits des rues 10
4.3 LA PROGRAMMATION 10
4.3.1 La répartition des usages 10
4.3.2 La viabilité et l'attractivité du site 11
4.3.3 Les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'immeubles (PPCMOI) 12
5 RECOMMANDATIONS 13

1 MISE EN CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie tient une consultation écrite du 9 au 23 août en vue de la modification de son règlement d'urbanisme 01-282 et du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). Ces modifications règlementaires s'inscrivent dans le projet de concordance avec le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du quartier des Faubourgs, adopté en juin dernier.

Les modifications règlementaires proposées présentent des impacts importants pour le développement des grands sites à requalifier. Le Consortium formé par Groupe Sélection, MONTONI et le Fonds immobilier de solidarité FTQ est propriétaire du site de la brasserie Molson Coors.

Le Consortium s'est démarqué parmi les acheteurs potentiels par sa vision globale pour le site axée sur un développement aux usages mixtes, durables, dans le respect du patrimoine et de l'héritage de l'iconique brasserie. Son positionnement comme propriétaire, développeur, constructeur, opérateur et acteur impliqué du développement économique et communautaire de Montréal assure également le respect et la pérennité de la vision de redéveloppement du site.

Le Consortium vise la création d'un milieu de vie complet à dominance résidentielle où les Montréalaises et Montréalais pourront y travailler et s'y divertir. Site connu comme étant à l'origine du Montréal industriel du 18e siècle, et témoin de plus de deux siècles d'histoire de la métropole, ce redéveloppement sera l'assise et la bougie d'allumage d'un renouveau urbain du 21e siècle.

Le projet de redéveloppement du Consortium sera compromis par les modifications règlementaires proposées dans le règlement de concordance. La présente opinion écrite suit plusieurs opinions ainsi que de nombreuses rencontres avec l'arrondissement de Ville-Marie, avec qui une compréhension commune du potentiel de développement s'est développée. Au fil de ces événements, les modalités de redéveloppement du site Molson se sont resserrées, compromettant la vision du redéveloppement optimal de ce site emblématique.

2 PRÉSENTATION DU CONSORTIUM

Le Consortium, composé de trois groupes de leaders de l'industrie du développement immobilier présentés ci-dessous, bénéficie d'un positionnement fort en tant qu'investisseur et promoteur. Il développera le site Molson avec une vision globale pour la création d'un site de qualité.

GROUPE SÉLECTION

Groupe Sélection est un chef de file et une référence internationale dans la création de milieux de vie intergénérationnels. Guidé par le bien-être de ses résidents, Groupe Sélection utilise sa plateforme immobilière comme fer de lance pour investir dans des solutions innovantes qui permettent d'améliorer la qualité de vie des gens et de créer des projets multigénérationnels avant-gardistes. Avec sa vision intergénérationnelle et sa structure intégrée verticalement unique, Groupe Sélection poursuit son expansion géographique et la diversification de ses produits immobiliers destinés aux jeunes, aux familles et aux retraités:

- Yimby, des appartements locatifs conçus pour les jeunes professionnels, avec du mobilier intégré et modulable au gré des besoins des locataires, et un esprit de communauté hors du commun;
- Hoop, qui propose des condos locatifs qui s'adaptent parfaitement à tous les types de familles, que ce soit en couple, avec les enfants, les amis et même les compagnons à quatre pattes;
- Waltz, qui permet à ceux qui veulent profiter pleinement de leur liberté de vivre dans des condos locatifs de première qualité qui offrent des espaces aussi spacieux que raffinés, avec leurs finis impeccables jusque dans les moindres détails;
- Sélection Retraite, marque de renommée internationale en matière de gestion de complexes résidentiels pour retraités, Sélection Retraite dynamise et valorise la retraite de ses résidents en proposant des milieux de vie favorisant le maintien de saines habitudes de vie.

MONTONI

Leader dans le développement immobilier au Québec, le Groupe Montoni a réussi à se démarquer grâce à sa vision : bâtir un patrimoine durable fondé sur une expertise de pointe. Fier détenteur du titre des Sociétés les mieux gérées au Canada depuis 20 ans et membre du Club Platine depuis 2007, MONTONI compte à son actif près de 500 projets représentant plus de :

- 20 millions de pieds carrés de constructions industrielles, institutionnelles, commerciales et résidentielles;
- 30 centres corporatifs, et
- 22 millions de pieds carrés en développement.

Le Groupe a ainsi réussi à se tailler une place de choix dans l'industrie grâce à son portefeuille de terrains d'envergure dans la région métropolitaine, de même que par l'offre d'une gamme complète de services

verticalement intégrés couvrant la promotion, la construction – de l'excavation au design intérieur – et la gestion immobilière.

Membre agréé LEED du Conseil du bâtiment durable du Canada, MONTONI cumule plus de 4 millions de pieds carrés de bâtiments certifiés LEED. Afin de rendre plus accessible le bâtiment vert et intelligent, l'entreprise a également développé le programme DISTINCTION par MONTONI, qui vise à réduire au maximum l'impact environnemental de chaque bâtiment sur son environnement et à placer le bien-être des occupants au premier plan.

Se démarquant par l'aspect novateur et la qualité de ses réalisations, l'entreprise a notamment remporté, à deux reprises, le Prix INOVA de l'Institut de développement urbain du Québec, soit pour la construction du siège social du Groupe Lumenpulse, dans la catégorie Bâtiment intégré, industriel et de R&D, ainsi que pour celle du campus Ericsson dans la catégorie Commercial – Coûts de construction supérieurs à 50 M$. MONTONI a également remporté le Prix Leader en transport durable MOBA pour la réduction de l'impact environnemental du campus Ericsson.

FONDS IMMOBILIER DE SOLIDARITÉ FTQ

Depuis près de 30 ans, le Fonds immobilier de solidarité FTQ contribue au développement économique du Québec en participant financièrement et stratégiquement à la réalisation de projets immobiliers rentables, créateurs d'emplois et socialement responsables, en partenariat avec des leaders du secteur. Ses investissements rejaillissent sur les quelque 707 000 actionnaires-épargnants du Fonds de solidarité FTQ qui, grâce à ses investissements dans des milliers d'entreprises, constitue le plus grand réseau québécois en capital de développement. Le Fonds gère un actif net de 13,8 milliards de dollars.

Le Fonds immobilier et le Fonds ont une vision commune : celle d'un développement durable qui donne aux valeurs humaines toute la place qui leur revient.

Le Fonds immobilier choisit des projets immobiliers qui soutiennent l'économie autant qu'ils enrichissent les collectivités. Il privilégie le développement de projets mixtes, inclusifs et durables dont les retombées contribuent à la prospérité collective. Parce que le Fonds immobilier veut s'investir pour une meilleure société.

Au 31 mai 2020, le Fonds immobilier comptait :

- 58 projets en développement ou en construction d'une valeur de 3,7 milliards de dollars qui créeront 30 000 emplois;
- 80 immeubles en gestion d'actifs;
- 115 millions de dollars étaient investis pour des projets de logements sociaux, communautaires ou abordables qui, au fil des ans, ont permis de construire ou de rénover plus de 5300 logements de qualité pour ménages à faible revenu;
- 400 millions de dollars étaient consacrés à la réalisation de projets d'infrastructures immobilières à vocation socio-économique comme des écoles publiques, des centres culturels et sportifs;
- Le Fonds immobilier est membre du Conseil du bâtiment durable du Canada - division Québec.

3 DESCRIPTION DU SITE

Le site Molson est constitué de l'usine Molson Coors, de ses bâtiments administratifs et de ses stationnements. L'ensemble présente de nombreuses qualités, parmi lesquelles :

- Un positionnement enviable, au pied du pont Jacques-Cartier, à un jet de pierre du Vieux-Montréal et à distance de marche des stations de métro Beaudry et Papineau;
- Une vue sur le fleuve Saint-Laurent;
- Un cadre bâti d'intérêt;
- Un important potentiel de développement.

Le site est composé des trois grandes sections suivantes :

1. L'usine sise entre le chemin de fer au sud, la rue Notre-Dame au nord, l'avenue Papineau à l'est et la rue Atateken à l'ouest. Cette portion de site est la plus vaste. On y retrouve le plus grand ensemble bâti, lequel comprend principalement les fonctions d'usine de la brasserie, où l'on prépare la bière, on l'embouteille et l'on prépare à l'expédition. Ainsi, l'ensemble bâti sert des activités industrielles, ce qui se reflète dans l'aménagement intérieur, et parfois dans les volumes extérieurs.
2. Les stationnements et le bâtiment administratif compris entre la rue Notre-Dame au sud, l'autoroute/boulevard Ville-Marie au nord, le pont Jacques-Cartier à l'est et le tunnel Beaudry à l'ouest. Ces îlots seront agrandis grâce au réalignement de l'axe Ville-Marie permettant un développement de bâtiments plus réguliers et alignés.
3. Le stationnement entre l'autoroute/boulevard Ville-Marie au sud, la rue de la Gauchetière, la rue Érié et le boulevard René-Lévesque au nord, le pont Jacques-Cartier à l'est et l'avenue Papineau à l'ouest.



Les limites du site Molson sont identifiées par les lignes blanches.

4 ENJEUX DU RÈGLEMENT DE CONCORDANCE

Le règlement de concordance pour la mise en vigueur du PPU des Faubourgs présente des articles qui auront des impacts importants et qui compromettront le développement des grands sites à redévelopper, dont la propriété Molson. Ci-dessous se trouvent les principaux éléments de concordance où le Consortium souhaite voir des modifications.

4.1 LE CADRE BÂTI

4.1.1 Limitation des superficies de planchers des tours en surhauteur à 650-750 m^2

Le PPU des Faubourgs présente comme premier objectif de « maintenir un parc de logements diversifié et inclusif », avec la stratégie de « créer des logements sociaux, abordables et familiaux ». Le Consortium abonde en ce sens. Cependant, les dispositions règlementaires discutées ci-dessous ne permettent pas de remplir l'objectif que tous s'étaient fixés.

Dès l'adoption du projet de PPU, en mars 2020, le Consortium a souligné l'aspect problématique de la limitation des superficies de planchers à 750 m^2 au nord de la rue Notre-Dame et 650 m^2 au sud. Ce fut également un point réitéré lors des consultations publiques à l'OCPM.

Ces superficies sont petites et orientent dès lors la création de projets plus luxueux où l'on compte moins d'une dizaine de logements par étage. Cette disposition règlementaire ne tient pas compte du milieu d'implantation, et tend à privilégier une ségrégation verticale. En effet, en forçant le développement de tours fines en surhauteur on incite à concentrer les habitations luxueuses en hauteur, qui s'expliquent par les coûts de construction élevés. Les logements plus abordables, familiaux, pour aînés, ainsi que les bureaux sont amenés à être concentrés dans les basilaires. Le Consortium ne souhaite pas développer le projet de la sorte, visant la création d'un milieu de vie mixte sans ségrégation au sein du cadre bâti. Il est notamment envisagé d'ériger des tours pour différents types de ménages aux profils socio-économiques variés.

La superficie de plancher maximale inclut les balcons dans le calcul. C'est un élément forçant les concepteurs à diminuer l'espace extérieur ou bien le nombre d'unités disponibles. En effet, pour rendre les logements attrayants, les superficies intérieures comme extérieures sont très importantes. La pandémie nous a souligné l'importance d'avoir accès à un espace extérieur.

Aussi, après l'adoption du projet de PPU, le Consortium a tenu des rencontres de travail avec la Ville de Montréal pour bien comprendre les différents paramètres de planification. À ce moment, il avait été assuré par la Ville de Montréal que les superficies maximales devaient s'appliquer uniquement au logement régulier. Or, l'application du règlement est maintenant destinée à tous les usages. Cette disposition n'est pas adaptée aux besoins d'espaces que nécessitent l'habitation abordable et familiale ou les bureaux. Le PPU identifie

site Molson comme pôle d'emploi projeté[1] impliquant la présence d'entreprises. La règlementation induit le positionnement de ces usages dans les basilaires des bâtiments, ne bénéficiant pas alors de vues, qui sont souvent un élément attrayant pour la localisation de bureaux. Encore une fois, le télétravail imposé par la pandémie a amené les employeurs à ré-évaluer la qualité de leurs bureaux, notamment dans une logique d'inciter les employés à revenir au bureau.

L'ajout de l'article 2.1 permet de déroger à cette notion de surhauteur par le biais de Projet particulier de construction ou d'occupation d'un immeuble. L'adoption du PPU et de son règlement de concordance devrait toutefois avoir pour objectif d'éviter les PPCMOI et faciliter le développement de projets de plein droit.

En bref, l'introduction de l'article 34.2 au règlement d'urbanisme aura des conséquences importantes sur la forme urbaine et l'abordabilité du site Molson.

4.1.2 Îlot périmétrique contemporain

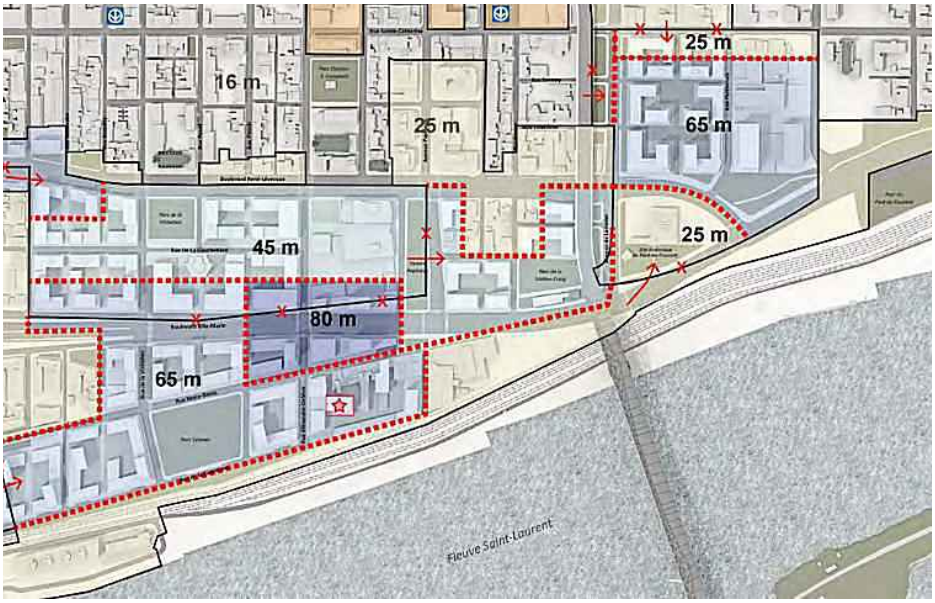
La question des surhauteurs est liée de près à la forme bâtie imposée par le PPU des Faubourgs. L'îlot périmétrique contemporain, préconisé par le PPU, est un modèle de morphologie de l'îlot auquel le consortium adhère complètement dans ses principes, car il avantage un cadre bâti structurant, un gabarit à l'échelle humaine et une mise en valeur d'espaces publics de qualité. Dans le cas du PPU des Faubourgs, il soulève cependant des questions pour la qualité de vie des piétons et cyclistes.

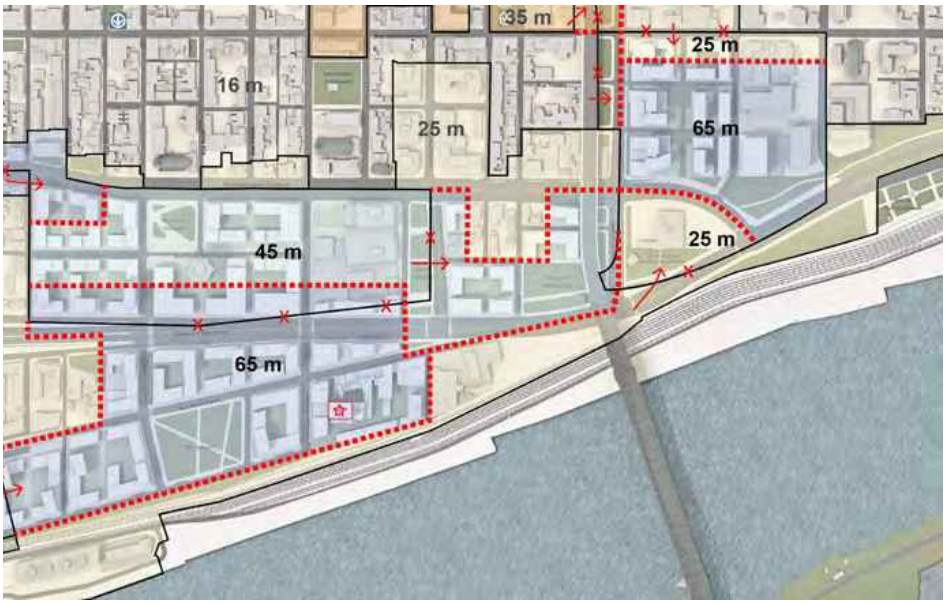
En effet, en privilégiant des basilaires plus massifs, mais des tours plus fines, la majorité du cadre bâti et de la densité se retrouve au niveau de la rue. Une modulation de la taille des tours à même leur emprise au sol permet de dynamiser les façades et de créer des jeux de hauteur en passant de bâtiments de gabarits modestes à des tours.

[1] Ville de Montréal, Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs, p. 49.

4.1.3 Les hauteurs et la densité

Figure 1 Plafond des hauteurs, projet de PPU (2020) et PPU (2021)





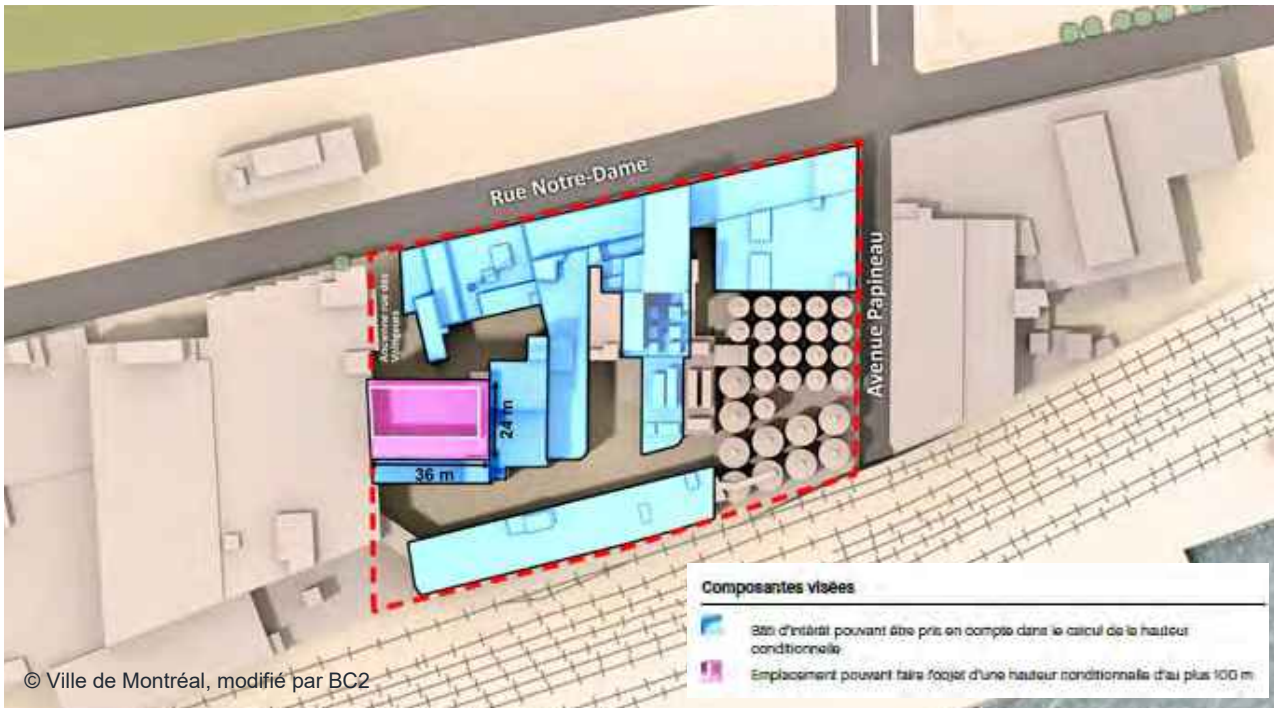
Lors de l'adoption du projet de PPU, on prévoyait un cadre de hauteurs incluant notamment des îlots permettant des hauteurs allant jusqu'à 80 mètres. Lors du passage de projet à règlement, cette hauteur a été retirée, réduisant le potentiel développable de la propriété. Le Consortium et de nombreux développeurs ont revendiqué des hauteurs et densités plus importantes lors de la consultation publique à l'OCPM, alors que celles-ci ont été partiellement réduites.

Une modulation des densités autorisées (COS) à même l'ensemble de la propriété a également été une solution proposée par le Consortium pour favoriser la création d'un milieu dynamique, tout en priorisant la conservation du patrimoine et en visant une atteinte du plein potentiel de développement. Cette solution n'a toutefois pas été retenue. Le manque d'ouverture de la Ville de Montréal induit à la conception d'un milieu où les bâtiments seront répétitifs et où la densité sera concentrée dans les basilaires, tendant à créer des « canyons » et réduisant la qualité de l'espace au niveau du piéton.

En bref, les modifications des feuillets « Hauteurs et surhauteurs » et « Densités et implantation » présentent des avancées pour les possibilités de développement, mais elles auraient pu être plus ambitieuses pour favoriser la création d'un nouveau quartier d'autant plus visionnaire.

4.1.4 Le mécanisme 2 pour 1

Figure 2 Identification du bâti d'intérêt sur l'Îlot des Voltigeurs



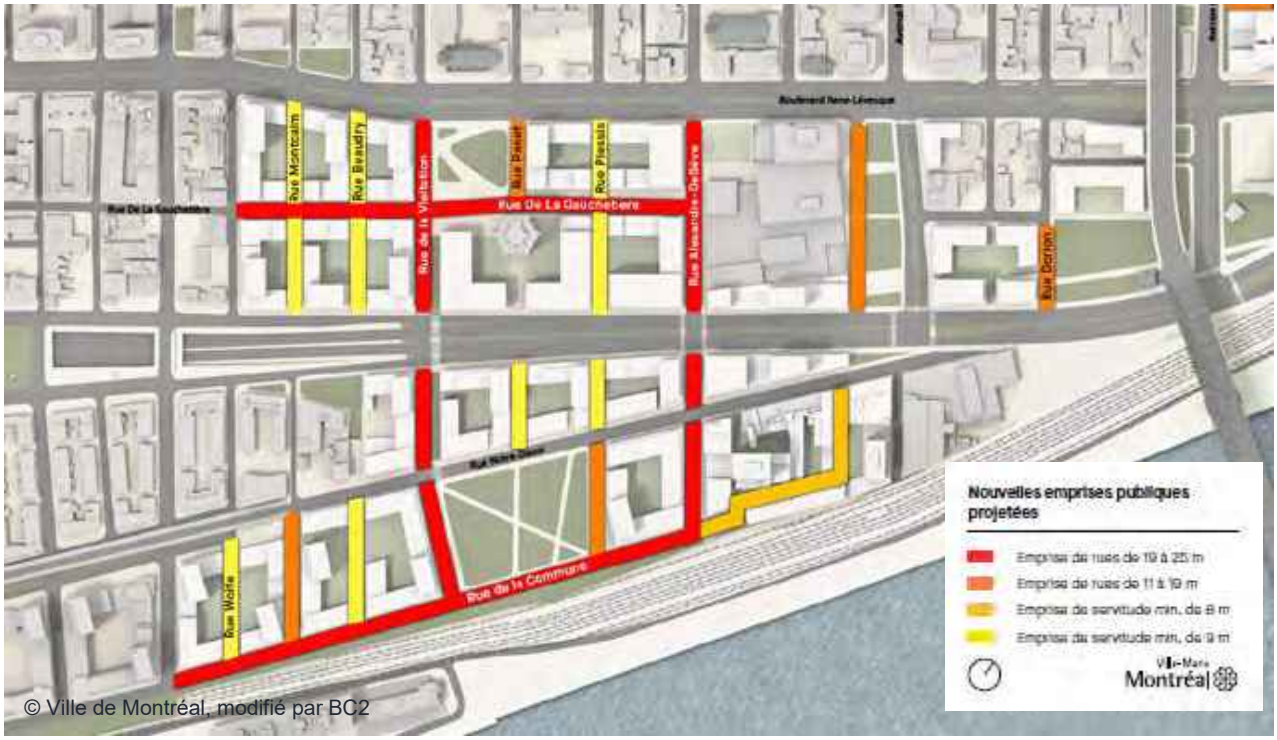
© Ville de Montréal, modifié par BC2

La seule exception proposée à la hauteur se trouve au cœur de l'Îlot des Voltigeurs où une tour à la hauteur conditionnelle de 100 mètres sera autorisée. Cette hauteur serait autorisée avec la mobilisation d'un PPCMOI. Pour chaque mètre carré (1 m^2) de superficie de plancher au-delà de 65 mètres sur la tour, deux

mètres carrés (2 m^2) doivent être conservés au sein des bâtiments existants patrimoniaux identifiés. La caractérisation de l'Îlot des Voltigeurs par le Consortium permet déjà d'identifier certains éléments qui ne pourront être conservés. Le mécanisme 2 pour 1 est inapproprié pour l'Îlot des Voltigeurs. C'est une mesure théorique difficilement applicable qui représente encore beaucoup d'incertitude pour le Consortium.

4.2 LE DOMAINE PUBLIC

Figure 3 Les nouvelles emprises publiques projetées



© Ville de Montréal, modifié par BC2

4.2.1 Les passages publics

Les passages prévus en cœur d'îlots soulèvent de nombreuses questions. D'abord, il existe peu de précédents, réussis ou non, de tels passages à Montréal. Les espaces privés avec une servitude publique sont souvent cadenassés. Leur responsabilité civile, l'entretien et le maintien sont flous. Également, ces passages viennent limiter le caractère intime des cours des futurs résidents en étendant la trame publique dans l'espace privé. Sur les rues commerçantes, la création de passages vient également briser le rythme des façades. Enfin, les emprises prévues à 9 mètres au sol et 8 mètres hors sol sont très larges en comparaison aux ruelles typiques montréalaises et nous contestons la nécessité de dégager autant d'espace. Suivant l'orientation du PPU de « Rétablir la trame des rues entre le Centre-Sud et le Vieux-Montréal », le Consortium invite la Ville de Montréal à revoir les emprises des passages à 6 mètres.

Cette planification normative de la trame des ruelles crée des contraintes qui détournent de la recherche de qualité de l'aménagement des lieux publics. L'ajout de l'article 55.1 au règlement d'urbanisme enchâsse cet aménagement alors qu'il reste beaucoup d'incertitude autour de sa réalisation et de sa tenure.

4.2.2 Les gabarits des rues

Bien que le positionnement des rues soit intéressant, les emprises prévues sont plus larges que les rues historiques du quartier des Faubourgs. Le PPU du quartier des Faubourgs prévoit que dans les nouveaux développements, comme le site Molson, le stationnement se fasse entièrement en souterrain et le stationnement sur rue servira pour des besoins temporaires. Pourtant, les nouvelles rues nord-sud sont prévues dans une frange de 19-25 mètres, qui est davantage appropriée pour des rues commerçantes, de transit et à l'activité importante. Le Consortium privilégierait l'aménagement de rues dans la frange 11-19 mètres, avec comme taille moyenne 15 mètres. Une emprise de cette taille serait plus adaptée au contexte urbain, majoritairement résidentiel, sans stationnement sur rue et priorisant la mobilité active. Les liens avec les rues existantes au nord et à l'ouest seraient également renforcis de la sorte.

4.3 LA PROGRAMMATION

4.3.1 La répartition des usages

Figure 4 Extrait de l'Annexe A, Avis public, Consultation écrite



© Ville de Montréal, modifié par BC2

L'introduction de la mixité sur le site Molson est la bienvenue. L'intention de la création d'un milieu de vie résidents, travailleurs, visiteurs, commerces et institutions. Le Consortium est également en accord avec l'affectation à dominante résidentielle. La construction de nouveaux logements est nécessaire pour soutenir la hausse démographique à Montréal, particulièrement au centre-ville, et offrir enfin de multiples choix de segments démographiques, socio-économiques et typologiques dans un cadre résolument urbain. De plus, le site Molson offre la possibilité de créer beaucoup de logements dans un lieu stratégique favorisant la vie active, à distance de marche du centre des affaires, des commerces, du quartier des Faubourgs, etc. En bref, ce lieu offre l'opportunité à plus de 5 000 ménages de s'établir en ville plutôt que de devoir prendre la voie de l'étalement urbain ou de l'exode vers la banlieue.

Le Consortium est toutefois déçu de la classification des rues Notre-Dame Est et de la Commune ayant pour obligation de présenter une continuité commerciale au rez-de-chaussée (Annexe A). L'identification de ces axes enlève la possibilité de demander une exclusion commerciale en usage conditionnel, ce qui pourrait s'avérer nécessaire ponctuellement. En effet, le PPU des Faubourgs souligne déjà un taux de vacance des locaux commerciaux important sur les rues Ontario et Sainte-Catherine Est. En 2019, le taux de vacance de ces deux artères dans le seul district Sainte-Marie était, respectivement, de 19 % et 26 %[2]. Les rues commerçantes identifiées sur le site Molson, mais aussi dans le Quartier des lumières, au nord, pourraient entrer en compétition avec les rues existantes plus au nord.

L'annexe A, « Continuité commerciale au rez-de-chaussée obligatoire », oblige la création d'un programme commercial sur une base prospective. Le Consortium veut être en mesure d'éviter de développer des locaux vides.

4.3.2 La viabilité et l'attractivité du site

Comme mentionné précédemment, le Consortium vise la création d'un milieu attractif où l'on peut se loger, travailler et se divertir. Cette mixité assurera à long terme une viabilité et une attractivité du site Molson. Cependant, la contrainte de créer deux axes commerciaux sur les rues de la Commune et Notre-Dame Est induit à la mise en place d'un milieu répétitif. Nombreux sont les quartiers vivants à Montréal, comme le Plateau Mont-Royal par exemple, où des îlots entiers sont occupés par des fonctions résidentielles. La variation entre résidences, commerces et bureaux permettrait la cohabitation de plusieurs typologies créant du rythme et assurant une animation.

D'ailleurs, la fonction commerciale n'est pas la seule source d'animation et de vie sur la rue. Le déplacement de résidents et de visiteurs est aussi un signe d'activité. Le Chemin-qui-marche sera à cet effet un bon levier pour assurer l'attractivité du site Molson. L'identification des axes commerciaux nous semble peu en adéquation avec la réalité commerciale actuelle du Vieux-Montréal où les derniers commerces se situent au niveau du marché Bonsecours, après quoi on retrouve un ensemble résidentiel important.

Un autre élément qui contribuera à l'attractivité et la viabilité du site est la mixité socio-économique. Comme la brasserie Molson-Coors se trouve à mi-chemin entre le quartier des Faubourgs et le Vieux-Montréal, le Consortium souhaite y développer un projet qui accueillera toute une variété de ménages, notamment avec

[2] Arrondissement Ville-Marie/Groupe BC2 (2019). Étude du potentiel économique et commercial du district Sainte-Marie. 70 p.

des familles, aînés, ménages à revenus modiques, couples et personnes seules. Ces différents groupes socio-économiques assureront une vie complète sur le site. Ils ont toutefois des besoins et des moyens variés qui induisent l'introduction d'une plus grande flexibilité pour la conception du cadre bâti et de la forme urbaine, comme discuté à la section 4.1.1.

4.3.3 Les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'immeubles (PPCMOI)

Le règlement de concordance prévoit la mobilisation des PPCMOI pour déroger aux superficies de planchers maximales dans le cadre d'un usage commercial, industriel ou d'équipement collectif et institutionnel. Avoir un recours systématique à cet outil pour des projets qui pourraient autrement se faire de plein droit complique le développement de la propriété. Tous les projets sont soumis au Plan d'implantation et d'intégration architecturale, tous seront donc évalués de façon discrétionnaire. Le PPCMOI, comme son nom l'indique, existe pour le développement de projets particuliers. Ce mécanisme existerait efficacement comme exception seulement. Si le développement de projets de nombreuses classes d'usages recherchées pour assurer la vitalité du site requiert la mobilisation de cet outil règlementaire, la vision du projet étalée sur de nombreuses années sera tronquée par l'outil d'urbanisme PPCMOI, de plus courte portée.

5 RECOMMANDATIONS

Le règlement de concordance modifiant le règlement d'urbanisme 01-282 aura des impacts négatifs notables sur le développement du site Molson. Afin d'en diminuer les effets, voici les recommandations du Consortium :

- Modifier l'article 34.2 pour qu'il se lise comme suit :

Dans un secteur situé à l'est de la rue Atateken, la superficie brute d'un étage situé au-dessus de la hauteur prescrite, en mètres ou en étages doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :
1° 1 200 m^2 (en excluant les balcons) pour les logements réguliers;
2° 2 500 m^2 (en excluant les balcons) pour les bureaux.

- Introduire une notion de partage de COS (densité) entre îlots à l'Annexe B ;
- Retirer l'identification des rues Notre-Dame Est et de la Commune de l'Annexe A, figure intitulée « Continuité commerciale au rez-de-chaussée obligatoire »;
- Réduire les emprises des passages en servitude à 6 mètres;
- Réduire les emprises de rues à la frange 11-19 mètres pour créer des rues aux emprises moyennes de 15 mètres;
- Profiter du règlement de concordance pour clarifier la question de la tenure des passages en servitude.



Groupe Sélection MONTONI FONDS immobilier de solidarité FTQ



Groupe BC2

PROJET DE RÈGLEMENT CA-24-282.1XX

CONSULTATION ÉCRITE – DOSSIER 1217303005

23 AOÛT 2021
PROJET 43971901

PARCE QUE TOUS LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT ONT UN IMPACT DIRECT DANS LA VIE DES GENS.
NOUS PRENONS À CŒUR DE RÉFLÉCHIR LES ESPACES DE VIE DE MANIÈRE INTÉGRÉE ET DURABLE

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1
1 FORME URBAINE ET PROGRAMMATION 2
1.1 SUPERFICIE DES ÉTAGES EN SURHAUTEUR 2
1.1.1 Pertinence des surfaces prescrites 2
1.1.2 Impacts sur le cadre bâti 3
1.1.3 Impacts sur les logements 3
1.2 PASSAGES PUBLICS 4
1.3 ANIMATION COMMERCIALE 5
1.3.1 Entrées sur rue 5
1.3.2 Continuité commerciale 5
2 CONCORDANCE AU PPU 7
2.1 CONCORDANCE, CONFORMITÉ ET ACCEPTABILITÉ 7
2.1.1 Concordance et acceptabilité sociale 7
2.1.2 Conformité au plan d'urbanisme 8
2.2 TRADUCTION NORMATIVE, DISCRÉTIONNAIRE ET PPCMOI 9
2.2.1 Recours au PPCMOI 10
2.2.2 Atteinte des objectifs du PPU par le titre VIII 11
RECOMMANDATIONS 12

INTRODUCTION

Le Groupe BC2 souhaite présenter à l'Arrondissement de Ville-Marie son opinion dans le cadre de la consultation écrite sur le projet de *Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs*, adopté le 6 juillet 2021.

Avec des bureaux à Montréal, Québec et Magog, plus d'une centaine de professionnels de l'aménagement et des mandats allant de l'accompagnement de développements immobiliers privés à la planification urbaine pour le compte de municipalités de toutes tailles, le Groupe BC2 bénéficie d'une compréhension globale des enjeux des différentes parties prenantes. Nous avons également développé ces dernières années une fine connaissance du secteur en particulier par l'accompagnement de plusieurs projets immobiliers privés.

À la lecture du règlement de concordance et en tant qu'expert de l'aménagement et du secteur des Faubourgs, le Groupe BC2 souhaite ouvrir la réflexion sur le fond du règlement comme sur sa forme, en abordant notamment les points suivants :

- La forme urbaine et bâtie définie par le règlement dans le contexte du secteur des Faubourgs;
- La conformité du règlement au plan d'urbanisme et les outils et moyens juridiques à disposition de l'Arrondissement pour assurer la traduction du programme particulier d'urbanisme (PPU) dans la réglementation d'urbanisme.

1 FORME URBAINE ET PROGRAMMATION

1.1 SUPERFICIE DES ÉTAGES EN SURHAUTEUR

1.1.1 Pertinence des surfaces prescrites

À chaque type d'usages correspondent des besoins différents en termes de superficie d'étage optimale. La configuration et la taille d'un étage de bureaux ne correspond pas à celle d'un étage résidentiel, lui-même fondamentalement différent d'un niveau de chambres d'hôtel. La profondeur des unités, les couloirs, ascenseurs ou encore espaces communs divergent pour mieux répondre aux activités ciblées.

Des standards de superficies d'étages se dégagent pour chaque usage et, additionnellement, pour chaque niveau de gamme. Un immeuble à bureaux de classe A, par exemple, destiné à être occupé par des locataires de prestige occupant des étages complets n'aura pas la même superficie d'étage qu'un immeuble de classe B accueillant une multitude de locaux sur un même niveau. Dans la même logique, un immeuble de condominiums de luxe n'a pas la même forme qu'un bâtiment de logements communautaires.

Le Groupe BC2 s'étonne de voir une superficie maximale de 650 à 750 m^2 pour les étages en surhauteur, et ce, d'autant plus que ces chiffres présents dans la première mouture du PPU ont été retirés de la version finale adoptée en juin dernier :

« 34.2. Dans un secteur situé à l'est de la rue Atateken, la superficie brute incluant les balcons d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres ou en étages prescrite doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :

1° 650 m^2 pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame;

2° 750 m^2 pour un bâtiment situé au nord de la rue Notre-Dame. ».

Selon notre expertise, la superficie de plancher idéale pour le résidentiel de moyenne gamme visé dans le secteur des Faubourgs se situerait davantage autour de 1 200 à 1 500 m^2 par étage. Pour le bureau, on parle plutôt d'une superficie minimale de 1 800 à 2 000 m^2 pour ce secteur. La différence entre ces standards et les superficies maximales prescrites soulève des enjeux quant à la capacité du secteur à répondre aux besoins du marché, et par là même, à devenir le milieu de vie abordable et le pôle d'emplois attractif que la Ville souhaite voir émerger.

1.1.2 Impacts sur le cadre bâti

Au-delà de cet enjeu capital pour le redéveloppement des Faubourgs, le Groupe BC2 réitère ses réticences face à la forme bâtie proposée qui, si elle préconise des constructions fines en surhauteur, a pour effet inverse de concentrer la densité au sol. En effet, la viabilité économique d'un projet immobilier est directement liée à l'atteinte du coefficient d'occupation du sol (COS) maximal autorisé, i.e., le maximum de mètres carrés développable. C'est sur cette base que sont établis les prix d'achat des terrains et la programmation envisagée.

Si la superficie développable est limitée en surhauteur, celle-ci sera inévitablement concentrée dans les basilaires pour maximiser la densité et atteindre le seuil de rentabilité. Il en résultera des basilaires massifs au fort taux d'implantation, décourageant la création d'espaces privatifs extérieurs de qualité pour les résidents en rez-de-chaussée, d'une hauteur de 23 à 30 mètres, soit environ huit étages.

Nous comprenons que l'objectif est ici de limiter la visibilité des constructions en surhauteur à l'échelle du piéton, mais tenons à souligner qu'a contrario, ce sont les basilaires qui créeront un effet de masse au niveau de la rue. Par ailleurs, l'interface systématique de bâtiments de 8 étages ne correspond pas forcément au milieu bâti du secteur des Faubourgs.

Le Groupe BC2, en tant qu'expert en design urbain, tient en premier lieu à souligner le peu de diversité bâtie que ces dispositions induisent. Les trois grands sites en requalification représentent plusieurs hectares qu'il serait selon nous malheureux de voir se développer de la même façon, à l'image d'une partie de Griffintown ou même du Solano. Bien qu'une insertion sensible des nouvelles constructions au milieu existant soit une priorité absolue dans le développement urbain, le Groupe BC2 souligne que c'est aussi la diversité de l'architecture et des formes bâties qui fait une ville. En l'occurrence, ces sites représentent un morceau de ville qu'il serait regrettable de lire visuellement comme la somme de grands ensembles immobiliers. Cet enjeu est d'autant plus important qu'il s'agit d'une entrée iconique de la métropole, qui marquera le paysage urbain pour des décennies.

Le Groupe BC2 comprend qu'une superficie maximale doit être fixée pour les étages au-dessus de 30 mètres afin d'assurer la concordance du règlement au PPU, mais invite minimalement l'Arrondissement à rehausser substantiellement ces superficies d'étages, et ce, afin d'assurer l'atteinte des densités maximales tout en permettant la modulation des retraits et hauteurs des premiers niveaux nécessaire à la création d'interfaces à échelle humaine.

1.1.3 Impacts sur les logements

Au-delà du design urbain, cette disposition a suscité une vive polémique pour le résidentiel notamment, celle-ci impliquant des surcoûts de construction et d'opération présageant d'une offre de logements inadaptée à la capacité de payer de la communauté en place dans le secteur des Faubourgs. Considérant la problématique de l'accès au logement dans les quartiers centraux de la métropole et la volonté affichée de l'Arrondissement et de la Ville centre de limiter ces phénomènes, le Groupe BC2 s'interroge sur la pertinence de cette disposition normative.

Chaque surcoût de développement relève le point de rentabilité des projets immobiliers et, *in fine*, est répercuté sur le prix d'achat ou le loyer. Ce sont les futurs résidents qui paieront le coût de ces dispositions. Le Groupe BC2 attire l'attention de l'Arrondissement sur la hausse des prix induite et un effet inverse à l'objectif de rétention de la population dans le secteur.

Rappelons également l'effet de ségrégation verticale induit : les logements dans les surhauteurs représentant des coûts accrus, c'est donc une clientèle plus aisée qui bénéficiera des vues et de la lumière naturelle, tandis que les familles et résidents moins fortunés n'auront accès qu'à des appartements profonds et peu éclairés dans les basilaires.

Enfin, mentionnons que le logement communautaire crée ici un enjeu supplémentaire : les groupes de ressources techniques (GRT) demandent en effet d'occuper leur terrain de manière exclusive, limitant donc tout projet mixte en hauteur. Il en découlera une certaine incohérence dans le paysage, entre îlots standards développés en hauteur et îlots communautaires de faible densité.

Nous comprenons que l'objectif est ici de régir la forme bâtie des nouvelles constructions résidentielles, et ce, afin de conserver des vues et espaces de respiration entre celles-ci. Néanmoins, il est de notre avis professionnel que ces objectifs peuvent être atteints par le design, sans contraindre les superficies d'étages. *A contrario*, l'accessibilité au logement découle directement des coûts de construction et prix du marché et représente un enjeu majeur pour la communauté. Dans ce contexte, le Groupe BC2 remet en question le rapport coûts-bénéfices de cette disposition pour l'intérêt général et invite *a minima* l'Arrondissement à rehausser ces superficies pour atteindre un point d'équilibre entre les objectifs de préservation du paysage et d'accès au logement.

Enfin, mentionnons que l'inclusion des balcons à ces superficies maximales aura sans aucun doute pour conséquence d'en raréfier l'offre. Ces espaces de détente extérieurs ne font pas partie des superficies habitables que les promoteurs « vendent » directement, au même titre que les couloirs et autres espaces communs. Dans un contexte de rationalisation des prix, il y a fort à parier que ces 650 à 750 m^2 soient pleinement optimisés en superficies vendantes, i.e., habitables, intérieures. Outre la pertinence d'offrir des espaces extérieurs privatifs en ville, l'inclusion de balcons permet également d'animer les façades et générer une surveillance naturelle sur les espaces publics. Le Groupe BC2 invite l'Arrondissement à exclure explicitement les balcons et loggias des superficies maximales d'étages prescrites.

1.2 PASSAGES PUBLICS

Le règlement de concordance fixe des axes de 8 mètres de large devant demeurer dégagés de toute construction hors-sol. Cette largeur est de 9 mètres au PPU. Nous comprenons donc que les passages visés doivent avoir une emprise de 9 mètres au sol et que des portions de bâtiments pourront faire saillie dès l'instant qu'une largeur de 8 mètres reste libre de toute construction hors-sol.

Nos interrogations portent toutefois sur la gestion et la responsabilité de ces espaces. Ces problématiques ont été largement soulevées et ne trouvent pas de réponse précise dans le règlement de concordance. La notion de « non-construction hors-sol » mériterait selon nous quelques clarifications afin d'établir notamment

si la pose de grilles à certains endroits pour limiter l'accès des non-résidents la nuit rentrerait dans l'esprit de cette disposition. De la même façon, se posent les questions d'accès aux véhicules d'urgence.

Ces passages vont également, dans plusieurs cas, surplomber des constructions souterraines privées. Entre cession de terrain et servitude de passage public sur un espace privé se dessinent une multitude d'enjeux, du respect du Code national du bâtiment au lotissement et partage de responsabilités entre la Ville et les promoteurs. Le Groupe BC2 invite l'Arrondissement à détailler le statut et l'aménagement de ces espaces dans la réglementation afin d'orienter le design urbain et régler les problématiques légales qui en découlent.

1.3 ANIMATION COMMERCIALE

1.3.1 Entrées sur rue

L'article 170.2 du règlement d'urbanisme, créé par le règlement de concordance, oblige les établissements commerciaux en rez-de-chaussée ou sous-sol à *« comporter une entrée principale accessible directement depuis la rue. »*

Selon nos discussions avec l'Arrondissement, et sans tomber dans la création de galeries commerciales, nous comprenons que quelques établissements pourraient partager une entrée commune sur rue. Le Groupe BC2 souhaiterait que cette précision soit apportée dans la réglementation afin d'éviter des problématiques d'interprétation, notamment dans le cas du redéveloppement commercial de la portion souterraine du site de Quartier des Lumières. Mentionnons en effet que le site bénéficie d'une superficie en souterrain présentant parfois une différence de niveau très importante avec le niveau de la rue qui impliquerait de multiplier des escaliers roulants, puits d'ascenseurs et escaliers extrêmement coûteux.

1.3.2 Continuité commerciale

Le règlement de concordance modifie l'article 136 du Règlement d'urbanisme afin de soustraire une portion des rues de la Gauchetière, Notre-Dame Est et de la Commune notamment, de la possibilité de demander, par la procédure des usages conditionnels, un usage résidentiel en rez-de-chaussée.

Cette traduction va selon nous au-delà des obligations de l'Arrondissement en termes de concordance au PPU qui indique simplement que *« la réglementation d'urbanisme doit prévoir que seuls les usages commerciaux, équipements collectifs et institutionnels et industriels sont autorisés au rez-de-chaussée d'un bâtiment »* situé sur celles-ci. Le Groupe BC2 invite l'Arrondissement à considérer que cet objectif implique de ne pas autoriser le résidentiel en usage principal de plein droit, mais n'exclut pas la possibilité de l'autoriser en usage conditionnel.

Considérant que la composante commerciale révélait déjà des difficultés avant la présente pandémie, et ce, particulièrement dans le secteur des Faubourgs avec des taux de vacance de locaux commerciaux élevés sur les deux principales artères commerciales (Sainte-Catherine Est et Ontario Est), le Groupe BC2 invite l'Arrondissement à reconsidérer cette stratégie.

Nous comprenons que l'objectif est d'animer davantage l'espace public dans le secteur, néanmoins, nous craignons en effet que le marché ne puisse offrir autant de superficie commerciale, avec pour conséquence une multiplication de locaux vacants qui aurait clairement l'effet inverse sur l'ambiance urbaine recherchée.

Ne pas exclure ces tronçons de la possibilité d'accueillir du résidentiel en rez-de-chaussée par la procédure des usages conditionnels permettrait simplement à l'Arrondissement de bénéficier d'une plus grande flexibilité advenant une difficulté à occuper ces espaces par des usages commerciaux. Rappelons que dans le cadre de ce processus, l'Arrondissement étudie la demande et reste libre d'accorder ou non l'usage résidentiel. Le Groupe BC2 invite l'Arrondissement à ne pas se priver de cette flexibilité dans le contexte d'incertitude actuel.

2 CONCORDANCE AU PPU

2.1 CONCORDANCE, CONFORMITÉ ET ACCEPTABILITÉ

2.1.1 Concordance et acceptabilité sociale

D'entrée de jeu, nous comprenons que d'un point de vue légal la concordance d'un règlement au PPU peut se traduire par des normes plus précises et restrictives que les objectifs établis dans le PPU.

Néanmoins, dans le contexte d'un exercice de préconsultations et consultations publiques qui a mobilisé de nombreux acteurs de la société civile, avec des recommandations très claires de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), le Groupe BC2 s'interroge sur la fixation de normes extrêmement contraignantes dans un règlement de concordance, qui, bien que pouvant découler d'objectifs larges du PPU, n'ont pas fait consensus.

C'est notamment le cas de la limitation des superficies de plancher des étages situés en surhauteur. Dans sa première mouture, de mars 2020, le PPU faisait référence à des superficies maximales de 650 et 750 m² :

> *« La réglementation d'urbanisme doit prévoir que, pour tout bâtiment situé dans le territoire du PPU à l'est de la rue Atateken et comportant des étages situés à une hauteur supérieure à 30 m, la superficie brute d'un étage doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :*
>
> *– 650 m² pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame;*
>
> *– 750 m² pour un bâtiment situé au nord de la rue Notre-Dame. (…) »*

À la suite de la consultation publique et aux vives critiques émanant notamment de l'industrie, l'Arrondissement a choisi de modifier cette section : la version finale du PPU, de juin 2021, indique seulement que *« la réglementation d'urbanisme doit prévoir une superficie maximale de plancher par étage pour le volume d'un bâtiment situé au-dessus de 30 m »*.

Dès lors, et considérant les nombreux avis d'experts dénonçant les possibles effets pervers de superficies si réduites sur l'accessibilité des logements et la viabilité des espaces de bureaux notamment, deux objectifs du PPU, ainsi que les recommandations claires de l'OCPM[1], le Groupe BC2 s'étonne de voir réapparaître ces superficies de 650 et 750 m² dans le règlement de concordance, et ce, au-dessus de la hauteur maximale prescrite (inférieure à 30 mètres dans bien des cas). Outre l'aspect légal de la manœuvre, nous l'interprétons

[1] Recommandation #16 : *« La commission recommande d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques et abordables »*.

comme une modification du projet de PPU pour tenir compte de la consultation publique, ignorée par la suite par le règlement de concordance.

2.1.2 Conformité au plan d'urbanisme

Dans le cas présent, la règle de conformité s'applique en vertu de l'article 110.4 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* : le règlement visé doit être conforme au plan d'urbanisme. Comme le rappelle le *Guide de la prise de décision en urbanisme*[2], les éléments qui *« risquent de compromettre la mise en œuvre des objectifs poursuivis devraient être déclarés non conformes ».*

Or, le Groupe BC2 s'interroge sur la conformité du présent règlement de concordance au plan d'urbanisme. En effet, et tel que détaillé ci-dessous, plusieurs dispositions compromettent, selon nous, fortement la mise en œuvre des objectifs du PPU.

Articles 1 et 14

L'article 1 fixe des superficies maximales d'étages tandis que le 14 renvoie aux hauteurs et surhauteurs. Il est de notre avis professionnel que ces articles compromettent l'atteinte des orientations suivantes du PPU :

- Orientation 1 – Maintenir un parc de logements diversifiés et inclusifs :

  L'impact direct de ces dispositions sur les coûts de construction et d'opération des logements met en péril cet objectif de diversité et d'accessibilité des produits immobiliers, orientés de fait vers la disparition des projets de moyenne gamme dont le secteur manque cruellement;

- Orientation 5 – Renforcer la présence et la mixité des activités :

  La limitation des superficies d'étages en surhauteur pour les bureaux notamment, compromet d'une part la consolidation des pôles d'emplois, mais aussi la diversification des activités dans le contexte d'une nouvelle offre homogénéisée par ces dispositions;

- Orientation 10 – Assurer une densification équilibrée dans le secteur à requalifier :

  Le PPU établit des coefficients d'occupation du sol que le règlement de concordance, par la limitation des hauteurs et des superficies d'étages en surhauteur, ne permettra pas d'atteindre dans les faits. Le Groupe BC2 voit ici une non-conformité majeure qui se positionne en contradiction avec l'ensemble des outils de planification et politiques d'échelons supérieurs;

- Orientation 14 – Réduire la consommation énergétique à l'échelle du secteur :

  La limitation des superficies d'étages implique un modèle de développement par mètre carré davantage consommateur de matériaux de revêtement, d'équipements mécaniques ou encore de circulations intérieures à ventiler.

[2] Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/planification/regle-de-conformite/

Article 9

L'article 9 impose une continuité commerciale au rez-de-chaussée sur plusieurs tronçons de rues du secteur. Il est de notre avis professionnel que cet article compromet l'atteinte de l'orientation 3 – Stimuler la vitalité et la complémentarité des rues commerciales. Si le zonage sert à concentrer des usages dans certaines zones, le règlement de concordance pousse ici cette logique jusqu'à définir de façon stricte certaines catégories d'usages générant certes une continuité, mais créant aussi une suite de rez-de-chaussée monofonctionnels dans un secteur qui est loin de bénéficier du même dynamisme que le centre des affaires. Le Groupe BC2 invite l'Arrondissement à la prudence dans le contexte actuel et compte tenu de la fragilité des artères commerciales existantes.

2.2 TRADUCTION NORMATIVE, DISCRÉTIONNAIRE ET PPCMOI

Parallèlement, le Groupe BC2 souhaite interpeller l'Arrondissement sur les moyens dont il dispose pour assurer la concordance entre le Règlement et le PPU des Faubourgs.

Pour reprendre l'exemple ci-dessous, le PPU contraint l'Arrondissement à prévoir une superficie maximale dans sa *réglementation d'urbanisme*. Celle-ci inclut des dispositions normatives, mais aussi des critères discrétionnaires.

Il est de notre avis professionnel que l'Arrondissement a le choix de traduire cette intention dans les deux types de véhicules. Dans le cas ci-dessus des superficies de plancher, l'Arrondissement a fait le choix d'une approche normative en introduisant l'article 34.2 ci-dessus au Règlement d'urbanisme 01-282.

Les développeurs ont exprimé leur impossibilité de créer des projets conformes à ces superficies pour une multitude de raisons impliquant la multiplication annoncée des demandes de dérogation à cet article. L'Arrondissement reconnaît cette situation, en témoigne l'inclusion, dans le même règlement de concordance, de la possibilité de s'y soustraire pour certains usages dont les bureaux, dans le cadre d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) :

> *« 2.1. Malgré l'article 2, un étage comportant un usage commercial, industriel ou équipement collectif et institutionnel peut déroger à l'article 34.2 du règlement d'urbanisme aux conditions prévues aux sections III, V et VI du présent règlement. »*

Dès lors, se posent les questions suivantes :

- Sachant que les dérogations à cet article ne relèvent pas d'une exception, peut-on faire du PPCMOI la norme de développement du secteur?
- Quelles seraient les conséquences d'une approche discrétionnaire plutôt que normative pour atteindre les objectifs du PPU?

2.2.1 Recours au PPCMOI

Le PPCMOI est un outil qui permet d'appliquer une réglementation sur mesure à un site, plus communément appelé zonage parcellaire ou *spot zoning*. Ce zonage par projet est une mesure d'exception, accordée pour tenir compte de particularités intrinsèques au site et autoriser un développement qui apporte davantage à l'intérêt général que le respect de la réglementation en vigueur. Comme le souligne le Guide de la prise de décision en urbanisme, cette procédure *« peut servir à autoriser un projet non conforme à la réglementation, mais qui respecte les objectifs du plan d'urbanisme sans qu'il soit par ailleurs nécessaire de modifier les normes d'usage ou d'implantation du Règlement de zonage, normes qui demeurent pertinentes pour le milieu environnant »*[3].

Or, nous constatons tout d'abord que ces normes ne sont pas pertinentes pour le milieu environnant : les trois propriétaires des grands sites en redéveloppement du secteur l'ont en effet exprimé, mais aussi l'ensemble de l'industrie du développement immobilier par la voie de l'Institut du développement urbain (IDU). Il ne s'agit pas ici de dispositions qui ne seraient pas appropriées au redéveloppement de quelques sites en particulier, mais bien à l'ensemble du secteur des Faubourgs.

Ensuite, soulignons que l'obtention d'une résolution de PPCMOI implique le respect de critères et un processus de négociations entre le propriétaire et l'Arrondissement pour trouver un équilibre gagnant-gagnant dans les objectifs de développement du site propres à chacune des parties prenantes. *In fine*, la résolution de PPCMOI autorise le projet en y attachant un certain nombre de conditions à respecter (dépôt d'une garantie bancaire, etc.). En contrepartie de l'accord d'une dérogation au règlement d'urbanisme, l'Arrondissement exige davantage du propriétaire du terrain que de se conformer au reste de la réglementation en vigueur.

Nous comprenons que cette approche permettra à l'Arrondissement de s'assurer de la qualité des projets dans un contexte de redéveloppement de trois sites structurants pour la métropole. Néanmoins, d'une part le titre VIII du règlement d'urbanisme constitue déjà le levier discrétionnaire qui permet cette qualité, et d'autre part, il est de notre avis professionnel que le PPCMOI est une procédure d'exception. Le Groupe BC2 ne peut que souligner que la norme de développement du secteur doit être le zonage en vigueur, et le PPCMOI la procédure d'exception permettant de s'y soustraire considérant des conditions particulières au site.

Or, on comprend ici que le recours au PPCMOI sera, dans les faits, systématique. Le Groupe BC2 questionne donc fortement cette approche, qui détourne l'objet même du règlement sur les PPCMOI et constituerait un précédent discutable quant à l'équité et la neutralité de l'Arrondissement envers les acteurs privés du développement urbain, les résolutions de PPCMOI permettant d'imposer un éventail de conditions supplémentaires aux développeurs.

Mentionnons également le risque que les promoteurs délaissent le secteur des Faubourgs au profit de territoires moins risqués en termes d'approbation de projet. Les procédures particulières de type PPCMOI impliquent des délais de négociation et une incertitude quant à l'ampleur des conditions attachées à la résolution finale. Or, le secteur exprime déjà clairement une certaine exaspération face à la multiplication des

[3] Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/reglementation/reglement-sur-les-projets-particuliers-de-construction/

contraintes au développement dans la métropole, notamment avec l'entrée en vigueur du Règlement pour une métropole mixte et face à l'attractivité grandissante des banlieues, dopée par l'arrivée du Réseau express métropolitain (REM) notamment. Le Groupe BC2 souhaite mettre en évidence le fait que le recours au règlement sur les PPCMOI constitue une contrainte supplémentaire au développement dans le secteur central de la métropole, dans un contexte de tensions préexistant.

Enfin, nous décelons tout de suite une problématique quant aux projets de logements communautaires en particulier dont la recherche d'efficacité économique exclut d'effectuer de coûteux retraits et étages si réduits en surhauteur. Ces projets, d'intérêt général, devront passer par la procédure de demande de PPCMOI. Le Groupe BC2 souligne l'incongruité de cette situation, les projets communautaires devant communément être réalisés de plein droit. Le PPCMOI n'est habituellement pas une alternative, justement en raison de l'incertitude qu'il crée.

2.2.2 Atteinte des objectifs du PPU par le titre VIII

Nous comprenons les objectifs du PPU et la traduction que l'Arrondissement a souhaité leur donner dans le règlement de concordance. Le Groupe BC2 attire cependant l'attention de l'Arrondissement sur une alternative permettant leur atteinte sans impliquer le règlement sur les PPCMOI : l'inclusion de critères discrétionnaires au titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282.

Cette section du Règlement établit des critères permettant à l'Arrondissement d'évaluer la qualité des projets et, *in fine*, de n'autoriser que les projets qui satisfassent à la fois le Service de l'urbanisme, la société civile et les élus. En effet, tout projet assujetti au titre VIII du Règlement d'urbanisme est présenté aux fonctionnaires de l'Arrondissement de Ville-Marie qui déterminent si le projet est prêt à être soumis au Comité consultatif d'urbanisme (composé de sept civils experts de l'aménagement urbain et de l'architecture notamment, ainsi que de deux élus).

Cette procédure bien rodée, basée sur l'atteinte d'objectifs et critères établis, assure à l'Arrondissement la qualité de l'insertion des projets de redéveloppement dans le milieu. Du côté des acteurs privés du développement urbain, il s'agit de balises connues qui laissent aux équipes de conception la possibilité d'innover et d'adapter le projet selon ses particularités intrinsèques.

Le règlement de concordance découpe l'ensemble du secteur des Faubourgs en aires et unités de paysage en définissant des critères discrétionnaires à atteindre pour chacune d'entre elles. Tout projet de redéveloppement dans le secteur sera donc soumis à cette procédure d'évaluation qualitative.

Dans la mesure où une appréciation des projets est déjà prévue, le Groupe BC2 invite l'Arrondissement à privilégier la bonification de cet outil plutôt que la fixation de dispositions normatives rigides et l'utilisation abusive du règlement sur les PPCMOI.

RECOMMANDATIONS

- Rehausser substantiellement les superficies maximales des étages en surhauteur, afin d'assurer l'atteinte des densités maximales tout en permettant la modulation des retraits et hauteurs des premiers niveaux nécessaire à la création d'interfaces à échelle humaine et trouver un point d'équilibre entre les objectifs de préservation du paysage et d'accès au logement;
- Exclure explicitement les balcons et loggias des superficies maximales d'étages prescrites;
- Détailler le statut et l'aménagement des passages publics d'orienter le design urbain et régler les problématiques légales qui en découlent;
- Établir explicitement la possibilité pour quelques commerces de partager une entrée sur rue commune;
- Offrir aux nouveaux tronçons de rues pour lesquels une continuité commerciale est prescrite, la possibilité d'accueillir du résidentiel en rez-de-chaussée par la procédure des usages conditionnels;
- Reconsidérer les dispositions qui n'ont pas fait consensus lors de la consultation publique;
- Modifier substantiellement les articles 1, 9 et 14, afin d'assurer leur conformité aux orientations du PPU;
- Bonifier le titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282 plutôt que d'établir des normes faisant du recours au règlement sur les PPCMOI le modèle de développement du secteur.





GROUPEBC2.COM

23 août 2021

Division de l'urbanisme
Arrondissement Ville-Marie
Ville de Montréal
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Commentaires transmis en lien avec la consultation écrite sur le projet de règlement modifiant les règlements 01282 et CA-21-011 notamment à des fins de concordance avec le règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le PPU des Faubourgs

Madame,

Monsieur,

Devimco Immobilier souhaite d'abord remercier l'arrondissement Ville-Marie de lui donner l'opportunité de s'exprimer dans le cadre de la consultation écrite portant sur le projet de règlement (CA-24-282.1XX), adopté par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 6 juillet 2021.

Le règlement proposé modifierait le règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282) et le règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) notamment à des fins de concordance avec le règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs. Il comprend 20 articles visant plusieurs aspects de la réglementation d'urbanisme tels que le redécoupage des paramètres de hauteurs, de densités et d'usages en conformité avec les paramètres du PPU des Faubourgs ainsi que le découpage de nouvelles unités de paysage. Enfin, des dispositions normatives supplémentaires sont prévues ainsi que l'ajout de critères de PIIA applicables pour les unités de paysage qui ont été énoncés dans le PPU des Faubourgs.

À travers cette opinion écrite, Devimco Immobilier fera part de ses commentaires sur le projet de règlement.

Mise en contexte

Depuis quelques années, Devimco Immobilier travaille à l'élaboration d'un projet de développement mixte sur une portion des terrains occupés par l'ancienne Maison Radio-Canada, encadrés par le boulevard René-Lévesque Est, la rue Wolfe, l'avenue Viger Est et le prolongement de la rue de la Visitation, soit sur une partie du territoire couvert par le PPU des Faubourgs. Le terrain d'une superficie totale de 17 992 m² est constitué du lot 6 380 792 (phase 1 du projet) et d'une partie du lot 6 380 793 du cadastre du Québec. Les approbations de la phase 1 ont déjà été obtenues et la construction du projet sera entamée dès que le permis sera délivré.

Conçue à l'image du PPU des Faubourgs, la proposition de Devimco Immobilier contribuera à prolonger la trame de rues existantes tout en offrant, au sein du projet, des cœurs d'îlots perméables accessibles à partir de passages piétonniers publics et verdis. Cet aménagement est en concordance avec la stratégie d'intervention 4.3 du PPU, laquelle consiste à préserver des espaces verts à l'échelle de l'îlot, ainsi qu'avec l'orientation 6 visant à rétablir la trame de rues entre le Centre-Sud et le Vieux-Montréal.

Implantée en trois lots bâtis, la volumétrie du projet est à échelle humaine, favorisant l'animation des rues et dégageant les vues vers le fleuve grâce à l'orientation nord-sud des volumes de plus grande hauteur. Cette approche reflète les stratégies d'intervention 11.1 à 11.3 du PPU qui sont de favoriser un encadrement spatial harmonieux des rues et des espaces publics, de moduler les hauteurs et leur intégration architecturale en fonction du contexte, puis de préserver les vues d'intérêt et les vues axiales.

Dans le cadre des consultations publiques sur le projet du PPU des Faubourgs, Devimco Immobilier a déjà déposé un mémoire concernant les hauteurs autorisées en bordure du boulevard René-Lévesque et du futur boulevard Ville-Marie, la limitation des superficies d'étages, les servitudes dans l'axe de la rue Montcalm et l'accès public au domaine privé. Alors que le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie a adopté son projet de règlement d'urbanisme en lien avec la concordance du PPU des Faubourgs, certains éléments parmi ces modifications proposées attirent l'attention de Devimco Immobilier alors que les nouvelles normes exigées demeurent problématiques pour le développement de ses terrains. On retrouve parmi celles-ci :

- Une superficie maximale de plancher en surhauteur (au-dessus de 23 m de hauteur), incluant les balcons, de 750 m² au nord de la rue Notre-Dame entre les rues Atateken et Fullum. Cette limitation s'appliquait à partir de 30 m de hauteur dans la version finale du PPU;
- Une hauteur maximale de 23 à 30 mètres dans plusieurs secteurs et une surhauteur maximale de 45 m à 65 m selon le secteur;
- Un coefficient d'occupation de sol (COS) maximal de 6 ou 7 selon les secteurs. Le découpage des secteurs et l'attribution des normes portent à confusion;
- Des critères à respecter pour pouvoir déroger à la réglementation touchant les hauteurs et les surhauteurs dans le cadre d'une demande de projet particulier (art. 34.2 du projet de règlement).

Donc, nous présentons nos réflexions afin de bonifier la nouvelle réglementation dans le but de concilier les objectifs de la Ville et ceux de Devimco Immobilier.

Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif

Tout d'abord, Devimco Immobilier souhaite se prononcer sur le premier article du projet de règlement CA-24-282.1XX. Cette disposition introduit une superficie de plancher maximale de 750 m² pour les étages situés au-dessus de la hauteur maximale prescrite (23 m), ce qui inclut aussi les balcons. Il apparaît important de souligner que cette limitation débutait à partir de 30 m de hauteur et non 23 m dans la version finale du document du PPU des Faubourgs publiée en juin 2021 (p.93 et p.131). Alors que Devimco Immobilier ne s'opposait pas forcément au seuil de 30 m qui avait été fixé dans la version finale du PPU des Faubourgs, nous émettons notre opposition quant au fait que ce seuil a été abaissé davantage dans le règlement de concordance. Cet abaissement va aussi en sens contraire de la recommandation #16 de la commission de l'OCPM dans son rapport publié le 18 mars 2021 (p.104), soit d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques/durables et abordables. Dans cette perspective, Devimco Immobilier souhaite obtenir des clarifications de la part de l'arrondissement quant à la provenance de ce nouveau seuil de 23 m et la raison de sa non-concordance avec le PPU. À l'heure où tous les arrondissements adoptent de nouvelles normes réglementaires en lien avec le Plan climat 2020-2030 adopté par la Ville de Montréal, réduire la hauteur du basilaire et donc les superficies de plancher pour un même immeuble, va à l'encontre de cette

stratégie verte, au surcroît pour un site qui sera desservi par le futur REM de l'Est et donc deviendra une future aire TOD.

L'introduction du concept de la surhauteur vise à baliser les règles permettant de construire au-delà d'une certaine hauteur au-dessus d'un basilaire. Ainsi, lorsqu'on introduit le concept de superficie maximale de plancher en surhauteur, il est souhaité que la surface de construction soit moins importante que celle du basilaire afin de dégager de l'espace entre les bâtiments et de préserver des vues pour les occupants des logements puis d'assurer une échelle humaine des bâtiments perçus du domaine public.

Pour les promoteurs, les limitations en matière de densité imposées par les normes de hauteurs et de coefficient d'occupation du sol (COS) sont déjà très contraignantes. Le fait d'y rajouter des dispositions réglementaires limitant la superficie en surhauteur entraînerait le danger de ne pas atteindre le COS autorisé et les objectifs de densité prévus pour certains développements. Ceci est d'autant plus vrai considérant que le PPU adopté présente des surhauteurs plus basses que celles présentées au premier projet de PPU et que les portes cochères passant au-dessus des servitudes de passage piéton ne sont désormais plus autorisées.

Pour Devimco Immobilier, cette limitation de superficie en surhauteur réduit également la possibilité de produire des logements de typologies variées. Cette disposition réglementaire aura pour effet de favoriser la construction d'un plus grand nombre de petites unités ou encore d'un plus petit nombre de grandes unités, ce qui se traduira par une offre de logements réduite, moins diversifiée, moins attrayante pour les familles et moins accessible, allant à l'encontre du principe de logement accessible à tous. De plus, cette limitation entraînerait une augmentation des coûts de construction, notamment en lien avec l'obligation d'avoir deux séries d'ascenseurs, le coût du béton et la complexité dans les éléments de structures, ce qui rendrait difficile l'offre de logements abordables, particulièrement pour le volet familial.

Dans le cas d'une tour résidentielle avec des étages de 750 m^2, l'augmentation des prix des unités s'explique par le fait qu'il faut déduire une superficie « non vendant » d'environ 186 m^2 associée aux éléments mécaniques et structurels, notamment les circulations verticales (escaliers, ascenseurs, chutes à déchets, etc.) de la superficie de plancher des étages. Ceci se traduit par une superficie de 564 m^2 « vendant », représentant un taux d'efficacité de 75 %. Par conséquent, les prix de vente des unités doivent considérablement être augmentés pour contrer le manque d'efficacité des tours lorsqu'une superficie maximale de 750 m^2 par étage est exigée. À l'inverse, si nous construisons une tour résidentielle avec une superficie d'étage type de 1 200 m^2 ou plus, le taux d'efficacité de la tour sera plutôt de 85 %, puisque la superficie associée aux éléments mécaniques et structurels demeure la même pour une petite ou une grande tour. Cela étant dit, il est alors inutile d'augmenter les prix pour supporter le manque d'efficacité.

Le projet de Devimco Immobilier se veut accessible au type de marché situé dans ce secteur. L'augmentation de la valeur des travaux aura comme conséquence d'augmenter le coût des logements et donc de diminuer leur accessibilité à la clientèle visée. Tel que mentionné dans le mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique du PPU des Faubourgs, « plus les étages sont petits plus le coût de construction au pied carré augmente. Pour chaque 1 $ d'augmentation de coût de construction, il y a une augmentation de 2 $ de prix de vente. Cela s'explique par le financement nécessaire en début de projet. Les intérêts du financement encourus sont considérés dans les coûts de vente. Pour accepter d'appuyer un projet, les investisseurs veulent s'assurer d'un rendement "X" pour chaque dollar investi, ce qui est aussi considéré dans l'augmentation du coût de vente des logements. Ces investissements proviennent des banques et de fonds d'investissement à environ 50 % de fonds d'investissement publics, cette redevance est donc au profit d'un grand nombre de Québécois. »

Dans le cadre du redéveloppement du site de Radio-Canada, Devimco Immobilier avait l'intention d'offrir un produit permettant d'élargir le bassin de clients potentiels en proposant une offre distinctive de ses projets immobiliers plus centraux. Cette stratégie permettait d'une part d'adresser les préoccupations de la communauté et d'autre part de desservir une population déjà établie dans le quartier qui, notons-le, présente un revenu moyen par ménage équivalent à environ 70 % du revenu moyen de l'île de Montréal[1]. La question de superficie maximale soulève aussi l'enjeu d'opportunité réelle de proposer une offre de logements familiaux. Rappelons que la disponibilité de ce type d'offre dans le centre-ville de Montréal est au cœur des préoccupations des groupes communautaires. Malheureusement, avec cette contrainte et malgré les efforts des concepteurs, force est de constater que Devimco Immobilier ne pourra proposer une nouvelle offre de logements à une plus grande tranche de la population si l'arrondissement maintient sa position. En dessous de 1 200 m² par étage, excluant les balcons, l'entreprise ne peut respecter son engagement moral à cet effet.

En effet, l'orientation 1 du PPU des Faubourgs est de *« Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif »*. Cependant, il est difficile d'associer cet objectif avec la viabilité sans devoir augmenter la superficie des étages excluant les balcons. Alors que le PPU des Faubourgs prône la mixité et l'abordabilité à l'intérieur des nouveaux projets de développement, la norme proposée nuit à l'atteinte de ces objectifs à l'échelle du quartier, particulièrement dans les grands secteurs à requalifier, au sein des projets portés par les cinq grands développeurs immobiliers du secteur des Faubourgs (Devimco, Groupe Mach, Prével, Montoni, Groupe Sélection). D'ailleurs, le PPU cite à la page 27, dans le cadre de la stratégie d'intervention 1.1 : *« Dans les trois grands sites à requalifier — Radio-Canada, Molson et Portes Sainte-Marie —, l'intégration de logement* ***social****,* ***abordable*** *et* ***familial*** *sera favorisée afin d'assurer la création de milieux de vie* ***mixtes*** *et* ***destinés au plus grand nombre****. »*

Recommandations

Afin de bonifier la nouvelle réglementation, et ce, dans le but de favoriser la mixité, l'accessibilité et l'abordabilité des logements dans le quartier des Faubourgs, nous proposons de modifier le projet de règlement en fonction des recommandations suivantes :

- Exclure la superficie des balcons dans le calcul de la superficie de plancher;
- Éliminer la limite de superficie de plancher par étage pour les constructions en surhauteur;
    - Si une superficie de plancher maximale est préservée, le minimum ne doit pas être inférieur à 1 200 m² pour le résidentiel (excluant les balcons);
- Fixer la hauteur du basilaire à 30 m dans le règlement de concordance, comme prévu dans la version finale du PPU des Faubourgs, publiée en juin 2021, plutôt que de l'abaisser à 23 m;
- Adopter une approche flexible à l'égard du COS pour les projets érigés sur plusieurs lots, notamment en offrant la possibilité d'effectuer un transfert de densité;
- Intégrer dès maintenant des objectifs et critères visant à réduire les enjeux d'intégration urbaine et de protection des vues d'intérêt pour les volumes en surhauteur dans les dispositions de PIIA du règlement d'urbanisme, plutôt que d'exiger le processus lourd, fastidieux et risqué qu'est le PPCMOI pour un projet déjà jugé recevable.

[1] Groupe Altus, Étude de marché Projet Auguste et Louis Phase 1, 2019.

Conclusion

De manière générale, nous soutenons la volonté de bien encadrer la requalification des sites sur le territoire du PPU des Faubourgs. Il s'agit d'un geste tout à fait compréhensible, mais il importe de ne pas dédoubler les processus et d'assurer une cohérence avec l'ensemble des autorisations requises dans le cadre d'un projet. Nous émettons toutefois notre opposition tant que les nouvelles normes exigées demeurent problématiques à plusieurs niveaux pour le redéveloppement des terrains. À cette fin, nous suggérons des pistes de bonification pour certains des éléments proposés, et ce, toujours dans un esprit de tenir compte des contraintes auxquelles font face les propriétaires. Ces grands sites à requalifier dans les secteurs centraux ne peuvent que tirer profit d'un redéveloppement en faveur de créer des milieux de vie complets prônant la mixité et l'abordabilité, puis offrant des logements variés.

Nous remercions l'ensemble des personnes et des organisations impliquées dans la continuité des démarches de consultation menées en lien avec le PPU des Faubourgs et son règlement de concordance. Nous espérons que la perspective et les préoccupations mises de l'avant dans cette opinion écrite contribueront à orienter l'arrondissement dans ses réflexions à cet égard. À cet effet, Devimco Immobilier demeure disponible afin de bonifier l'information et répondre à toute question dans un esprit de collaboration étroite avec toutes les parties prenantes affectées par ce processus.

RAPPORT

Montréal

REQUALIFICATION DU SITE DE RADIO-CANADA
PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO. 01-282

MÉMOIRE

PROVENCHER_ROY N^{O} 190031

ÉMIS LE 23 AOÛT 2021

PROVENCHER_ROY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION **2**

BIBLIOGRAPHIE **3**

1. PARAMÈTRES CIBLÉS DU RÈGLEMENT **4**

1.1. SUPERFICIE MAXIMALE PAR PLANCHER AUX ÉTAGES DE SURHAUTEUR 4

1.2. HAUTEUR DU BASILAIRE 5

1.3. UNITÉ DE PAYSAGE 6

CONCLUSION **8**

ANNEXE 1 – PLAN DES HAUTEURS ET SURHAUTEURS PROJETÉES **9**

ANNEXE 2 – PLAN DES UNITÉS DE PAYSAGE PROJETÉES **10**

ANNEXE 2 (SUITE) – PLAN DES UNITÉS DE PAYSAGE EN VIGUEUR **11**

INTRODUCTION

Le présent mémoire est soumis à l'Arrondissement de Ville-Marie conformément à l'avis public permettant aux acteurs de se prononcer sur le projet de règlement modifiant le règlement d'urbanisme 01-282 afin d'assurer la concordance avec le Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs (juin 2021).

Adopté en première lecture à la séance du Conseil de l'Arrondissement de Ville-Marie le 6 juillet dernier, le projet de règlement prévoit des exigences qui risquent de compromettre la vision de développement du projet d'envergure du Quartier des Lumières en visant en particulier le projet de requalification et de redéveloppement du terrain de la tour de Radio-Canada. Ces exigences ont trait à la superficie de plancher maximale des étages en surhauteur limitée à 750 mètres carrés, à la hauteur du basilaire, ainsi qu'au découpage des unités de paysage. Dans un esprit de collaboration, le mémoire cherche à exposer la nature et les motifs de révision de ces exigences qui méritent de faire l'objet de modifications par souci de cohérence avec le Programme particulier d'urbanisme des Faubourg (PPU), et les recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal. Ultimement, le mémoire sert à contribuer à la définition du cadre prescriptif approprié pour l'édification souhaitée d'un grand projet urbain d'envergure à la porte est du centre-ville de Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

Documentation de référence

- Office de consultation publique de Montréal. 4 mars 2021. « Rapport de consultation publique : Programme particulier d'urbanisme (PPU) des faubourgs : Projet de règlement P-04-047-209 ».

- Ville de Montréal (Arrondissement de Ville-Marie). Juin 2021. « Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs ». Version finale, pages 136.

- Ville de Montréal. 7 août 2021. Avis public : APC (Règl. CA-240-XXX mod regl. 01-282 et CA-24-011 – concordance Programme particulier d'urb. des Faubourgs (avec plan). http://applicatif.ville.montreal.qc.ca/som-fr/pdf_avis/pdfav31633.pdf

1. PARAMÈTRES CIBLÉS DU RÈGLEMENT

1.1. SUPERFICIE MAXIMALE PAR PLANCHER AUX ÉTAGES DE SURHAUTEUR

Demande

La superficie maximale par plancher aux étages en surhauteur est limitée à 750 mètres carrés incluant la superficie occupée par les balcons comme énoncé à l'article 1 du projet de règlement modifiant le l'article 34.2 du règlement d'urbanisme 01-282 : « Dans un secteur ou une partie de secteur de surhauteur égal ou supérieur à 45 m compris entre les rues Atateken et Fullum, la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à 750 m^2 ». La demande vise à retirer l'application de cette contrainte limitant la superficie maximale par plancher aux étages de surhauteur pour le terrain de la tour de Radio-Canada, ou bien, à augmenter la superficie au minimum entre 2 000 à 2 500 mètres carrés par étage en surhauteur.

Motifs

Un meilleur ratio aires communes/aires locatives dans le Quartier des Affaires

Une limite de l'occupation aux étages en surhauteur, restreinte à 750 mètres carrés est déraisonnable puisqu'elle compromet de manière importante le ratio acceptable entre la superficie de plancher brute (incluant l'occupation des divers espaces voués aux circulations, aux espaces techniques, mécaniques et aux espaces de support) et la superficie de plancher nette (comprenant les aires locatives). Il est d'ailleurs communément attendu d'une pratique architecturale exemplaire de concevoir la programmation des étages de manière à prévoir une superficie en mètres carrés suffisante pour justifier notamment l'occupation d'un noyau central intégrant transports verticaux, espaces techniques et de support et issues du bâtiment.

Mentionnons également que la tour existante de Radio-Canada, en termes de ratio net/brut, présente une piètre performance: les surfaces locatives par étage sont définitivement trop faibles par rapport au noyau central renfermant les espaces techniques et de support, les issues et les transports verticaux. Idéalement, les espaces de bureaux à venir dans le centre des affaires projeté, devrait compenser pour cette basse performance (de la même façon que l'ancien basilaire de Radio-Canada).

La perte de la performance de la tour de Radio-Canada au niveau de sa capacité en superficie de bureaux sera amenée à être compensée dans les autres complexes du centre des affaires projeté du Quartier des Lumières au sein duquel dominera la tour moderne dont l'enveloppe fera l'objet d'un projet de rénovation à la hauteur de son image iconique.

Une superficie d'étage de 750 mètres carrés en surhauteur impliquera une trop faible superficie locative relativement aux espaces communs, ce qui imposerait un coût locatif au pied carré très élevé, non compatible avec l'esprit du PPU, en termes d'accessibilité aux entreprises peu nanties.

Il en résulterait un ratio indésirable voire regrettable pour la Ville de Montréal qui énonce clairement dans le PPU des Faubourgs, les retombées économique et sociale de la vision de développement de ce secteur excentré du centre-ville et l'intention de démocratiser l'accessibilité aux espaces du centre-ville. La demande de retirer cette exigence ou de rehausser la superficie maximale autorisée en surhauteur mise spécifiquement à répondre à la 16ième recommandation de la Commission qui « recommande d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques et abordables.» (OCPM, mars 2021, p.158).

En prenant en considération l'application des autres contraintes comme la hauteur du basilaire (23 mètres maximum), la densité applicable (7,0) et l'emprise de passages publics dans l'axe des voies de la Gauchetière, Panet, de la Visitation, et Plessis, la redistribution des superficies de bureaux dans le complexe d'affaires projeté au pied de la tour de Radio-Canada entraînera un risque de devoir empiéter sur les espaces libres au sol prévus pour le verdissement du site.

De plus, la contrainte d'une superficie de plancher en surhauteur de 750 mètres carrés ne respecte pas l'esprit de planification du PPU des Faubourgs et de la fonction du Quartier des Affaires. Le Quartier des affaires représente essentiellement le cœur de la dynamique commerciale recherchée dans le futur « Pôle de la Gauchetière », tel que projeté au PPU des Faubourgs (Ville-Marie, Juin 2021, p. 50). Ultimement, cette exigence arbitraire risquera de compromettre l'attractivité du Quartier des Affaires du Quartier des Lumières, dont l'ambition concourt à ériger un ensemble urbain d'envergure à la porte Est du centre-ville.

1.2. HAUTEUR DU BASILAIRE

Demande

Le projet de règlement prévoit une hauteur maximale de 23 mètres pour le site visé ce qui représente un rabaissement de la hauteur maximale établi au règlement d'urbanisme en vigueur qui s'élève à 30 mètres. La demande vise à maintenir l'autorisation du seuil maximal de 30 mètres pour la hauteur du basilaire dans le projet de règlement.

Motifs

Une définition physique équilibrée des espaces publics

La hauteur de 30 mètres du basilaire est cohérente avec l'échelle de l'emprise des axes viaires circonscrivant les abords du terrain, nord et ouest, respectivement les rues de la Gauchetière et de la Visitation dont leur largeur projetée est établie entre 19 à 25 mètres au PPU des Faubourgs (Ville-Marie, Juin 2021, p.117). De plus, la vastitude des espaces dégagés au nord de l'axe de la Gauchetière, formé par l'îlot du futur Parc de la Visitation, du boulevard René-Lévesque d'une emprise de 42 mètres, ainsi que du futur boulevard Ville-Marie au sud du terrain, amène à devoir orienter un

rapport plus équilibré avec une hauteur du basilaire appropriée, soit de 30 mètres au maximum. Cette demande vise à rendre compte de la 15ième recommandation de la Commission en faveur de planifier une modulation des hauteurs dont la définition physique a pour effet d'éviter l'effet d'écrasement et d'améliorer l'expérience piéton (…) » (OCPM, mars 2021, p.158). Une hauteur maximale de 23 mètres aurait pour effet de nuire au rapport d'encadrement équilibré profitable pour l'expérience piétonnière si importante sur le site visé considérant sa localisation au cœur du Quartier des Lumières.

Cette mesure entrainerait également une perte substantielle de pieds carrés sur au moins 2 étages (différentiel entre les hauteurs de 23 et 30 mètres).

Une répartition judicieuse des hauteurs guidée par le rapport au centre-ville et au fleuve

Le site visé est structuré par deux infrastructures viaires importantes, le boulevard René-Lévesque et le futur boulevard Ville-Marie. Toutefois, il est affecté du plus faible seuil de hauteur maximale de l'ensemble des terrains visés par le projet de requalification. Comprise dans un projet d'envergure à la porte d'entrée Est du Centre-Ville et du Port, la hauteur devrait être plutôt orientée vers le principe d'accroître toute relation visuelle sur le fleuve et son Port en suivant ce principe qui guide notamment la création d'une percée physique continue suivant le prolongement de la rue de la Visitation jusqu'aux quais et le prolongement de la rue de la Commune projetée à un niveau du sol plus élevé que celui actuel pour permettre de dégager des vues sur le fleuve au-dessus des installations portuaires (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p. 58).

1.3. UNITÉ DE PAYSAGE

Demande

Au projet de règlement, le périmètre de l'unité de paysage FQ « Faubourg Québec » est redéfini pour comprendre le Quartier des Lumières et s'étendre au nord jusqu'à la rue Saint-Catherine et jusqu'à l'est de l'arrondissement de Ville-Marie. Au règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur, le site de Radio-Canada est compris dans l'unité de paysage CV « Centre-Ville ». La demande vise à constituer le découpage d'une unité de paysage distincte pour le Quartier des Lumières, ou de maintenir son appartenance à l'unité de paysage CV « Centre-Ville ».

Lors de l'évaluation du projet en PIIA, un des critères du projet de règlement à prendre en compte s'avère orienter un fort degré de continuité architecturale avec le cadre bâti existant de l'unité paysagère adjacente FQ : 1° une intégration urbaine et architecturale en continuité avec les caractéristiques significatives du contexte telles que l'alignement, la hauteur des étages et le traitement des garde-corps et des ornementations, doit être favorisée (article 127.0.1. rapporté à l'article 7 du projet de règlement modifiant le règlement 01-282).

Motifs

Un découpage des unités de paysage fondé sur les caractéristiques similaires

La nouvelle limite de l'unité de paysage FQ met en péril la lecture du fragment de territoire de l'ancienne Cité des Ondes Radio-Canada dont la forme actuelle témoigne du processus de développement caractéristique des vastes chantiers modernistes du centre-ville montréalais. La nouvelle définition de l'unité de paysage FQ semble plutôt se fonder sur une volonté arbitraire de restituer les anciennes limites du territoire de Faubourg Québec. Ceci n'a plus de sens aujourd'hui considérant le processus de développement de secteurs industriels ou institutionnels ayant transformé le visage de ces anciens quartiers disparus dont en témoigne la forme urbaine actuelle. Le site visé, ponctué de la tour iconique, reflète de manière évidente son appartenance aux caractéristiques morphologiques du centre-ville.

Cette volonté de rompre avec le caractère du centre-ville traduite par l'inscription du site visé dans l'unité de paysage FQ entraînera, de manière maladroite et erronée, l'orientation des interventions vers un fort degré de continuité architecturale avec le cadre bâti existant de l'unité de paysage adjacente FQ. L'objectif d'une unité de paysage vise entre autres à « détailler les caractéristiques architecturales et urbaines dominantes de chaque secteur » (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p. 77) qui forment une lecture paysagère et urbaine homogène.

Il s'avère pertinent de réviser le découpage de l'unité paysagère du Quartier des Lumières et de s'assurer de l'adéquation de certaines dispositions du projet de règlement ayant trait à « l'intégration urbaine et architecturale en continuité avec les caractéristiques significatives du contexte du secteur des Faubourgs » (Arrondissement de Ville-Marie, juin 2021, p.131) de manière à ne pas imposer, de manière maladroite, un degré de continuité avec l'unité de paysage FQ.

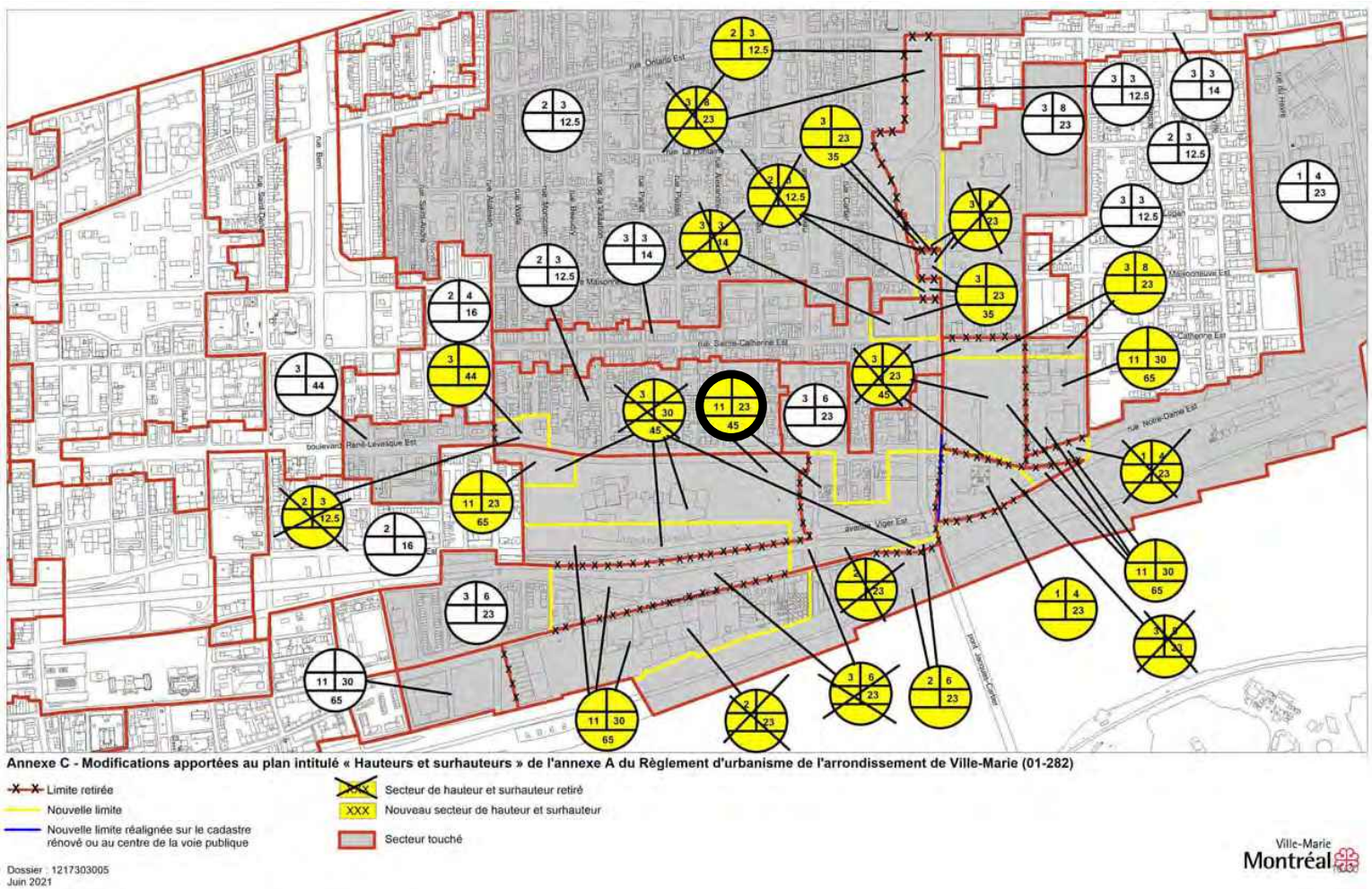
CONCLUSION

À l'attention des instances municipales, il est à retenir les principaux points visés par les demandes exprimées dans le cadre de ce mémoire portant sur le projet de règlement modifiant le règlement d'urbanisme 01-282 afin d'assurer la concordance avec le PPU des Faubourgs.

Points présentés aux instances municipales

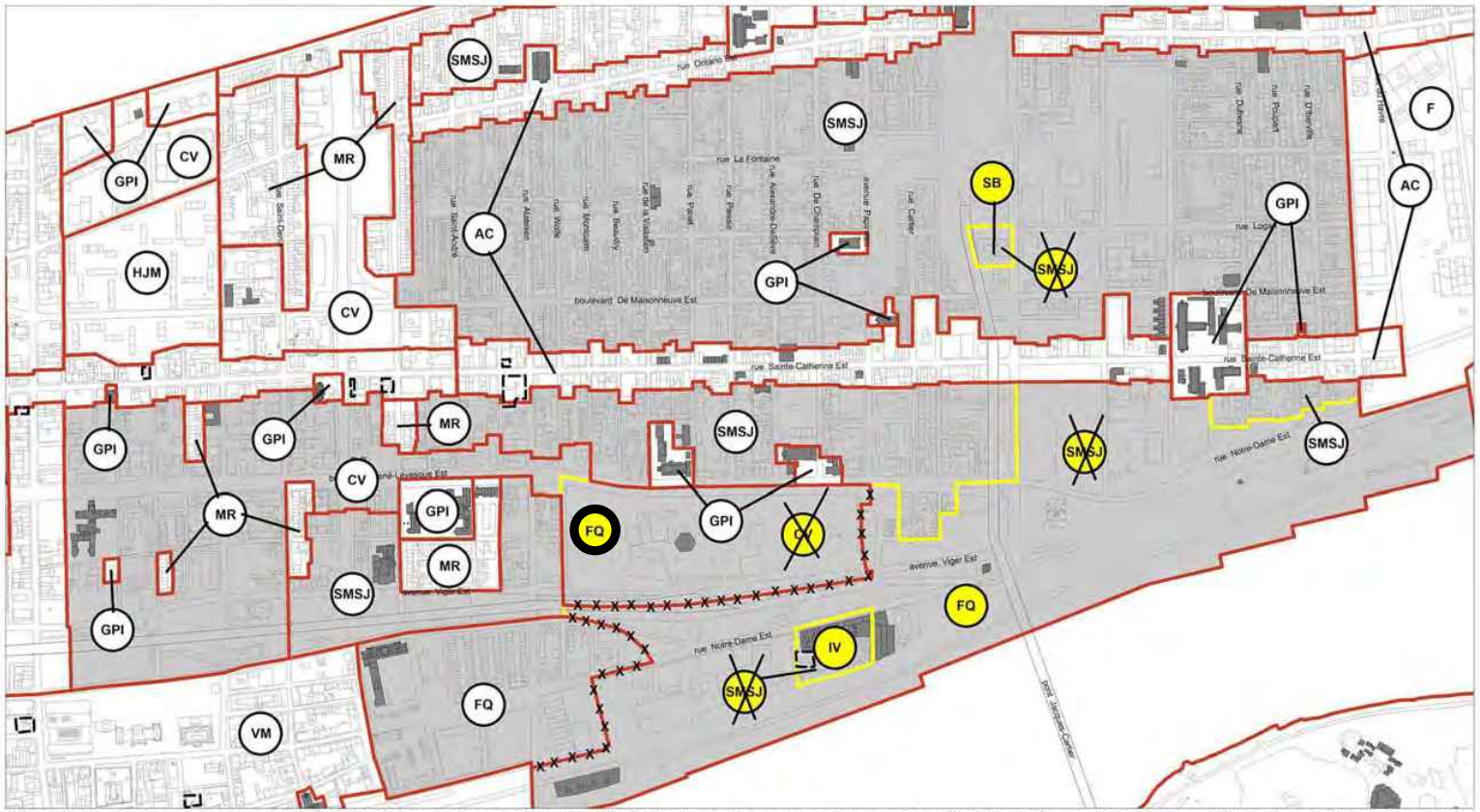
- Hauteur du basilaire : Le rétablissement d'une hauteur maximale du basilaire à 30 mètres comme prévu au règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur;
- Superficie maximale par plancher aux étages de surhauteur : L'établissement d'une superficie maximale de 2 000 à 2 500 mètres carrés par plancher aux étages de surhauteur;
- Unité de paysage : L'attribution de l'unité de paysage CV « Centre-Ville » pour le territoire du Quartier des Lumières comme prévu au règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur.

ANNEXE 1 – Plan des hauteurs et surhauteurs projetées (extrait du projet de règlement cité)



OBJET DE DISCUSSION

ANNEXE 2 – Plan des unités de paysage projetées (extrait du projet de règlement cité)



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

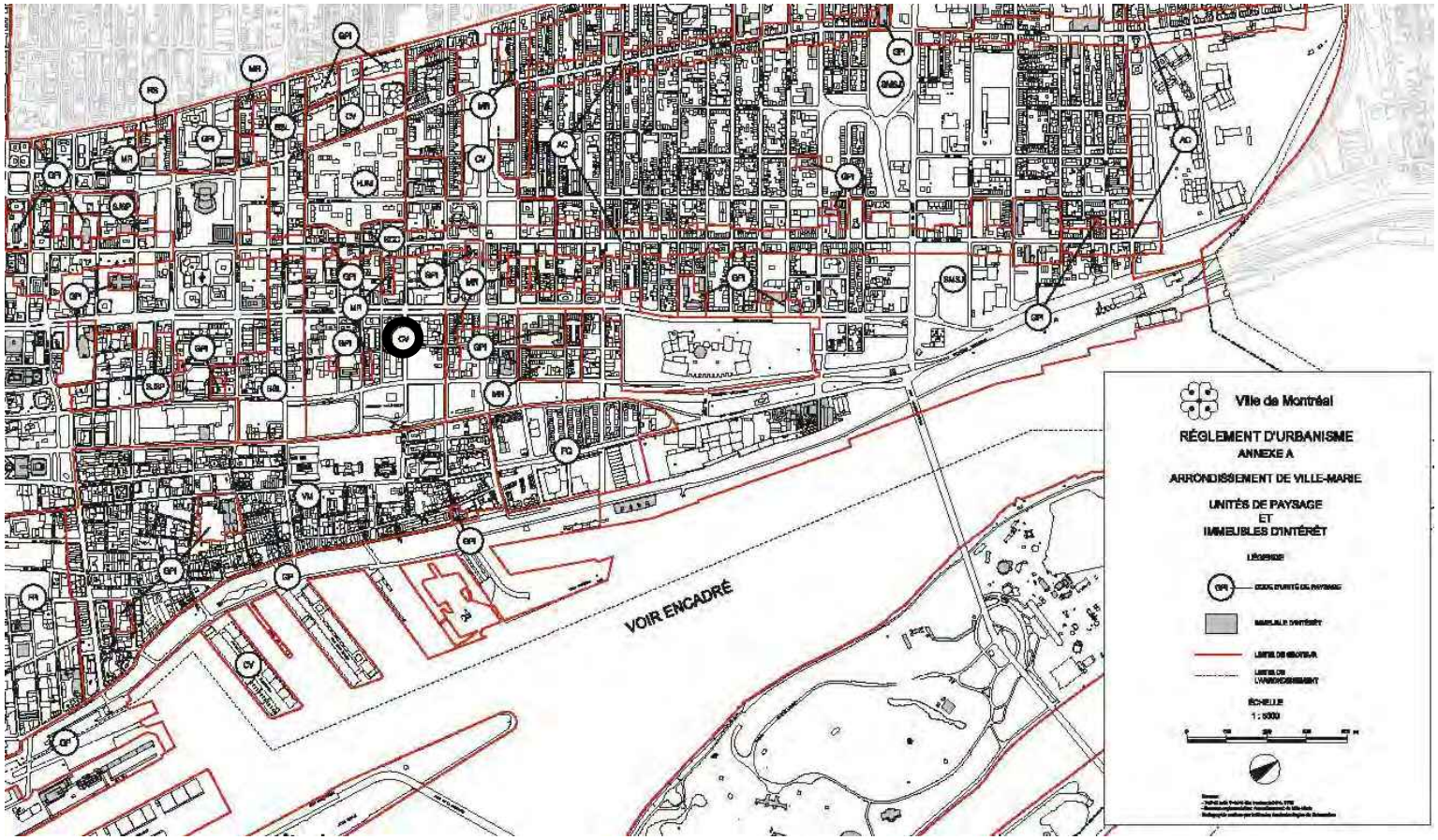
- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Secteur d'unité de paysage retiré
- XXX Nouveau secteur d'unité de paysage
- Secteur touché
- Immeuble d'intérêt
- Immeuble comportant une enseigne d'intérêt

Dossier : 1217303005
Juin 2021

Ville-Marie Montréal

OBJET DE DISCUSSION

ANNEXE 2 (suite) – Plan des unités de paysage en vigueur (extrait du règlement d'urbanisme 01-282)



OBJET DE DISCUSSION

fahey

23 août 2021

Division de l'urbanisme
Arrondissement Ville-Marie
Ville de Montréal
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Opinion écrite déposée dans le cadre de la consultation écrite sur le projet de règlement CA-24-282.1XX adopté par le Conseil d'arrondissement le 6 juillet 2021

Fahey et associés remercie l'arrondissement de Ville-Marie de lui donner l'opportunité de s'exprimer à l'écrit dans le cadre de la consultation sur le projet de règlement modifiant les règlements 01-282 et CA-21-011 notamment à des fins de concordance avec le règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le PPU des Faubourgs.

Adopté par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 6 juillet 2021, le règlement proposé comprend 20 articles visant plusieurs aspects de la réglementation d'urbanisme, notamment en ce qui a trait à la forme urbaine. Certains de ces aspects attirent l'attention de Fahey et associés, qui s'est déjà exprimée concernant ces aspects dans un mémoire déposé dans le cadre des consultations publiques de l'OCPM sur le projet du PPU des Faubourgs. Fahey et associés souhaite émettre à nouveau des réflexions critiques à cet égard par moyen de cette opinion écrite.

Dans les paragraphes qui suivent, nous proposerons des pistes pour bonifier certains éléments proposés, et ce, toujours dans un esprit de discuter des enjeux qui demeurent problématiques et de bonifier le règlement proposé.

Forme urbaine et flexibilité dans la conception architecturale

Afin de favoriser la construction de volumes plus élancés, une nouvelle disposition limitant la superficie des étages à 750 m^2 au-delà du basilaire a été introduite dans le projet de règlement (art. 1). Il est à noter que la hauteur du basilaire est fixée à 23 m pour certains secteurs, alors qu'elle est de 30 m dans d'autres. Fahey et associés ne remet pas en cause la limite des hauteurs en basilaire, c'est une composante essentielle aux bâtiments de grande hauteur. Nous remettons en cause la diminution de 30 m à 23 m de ce basilaire pour certaines parties du territoire du PPU et l'incohérence dans le découpage des secteurs.

Que le bâtiment ait une hauteur totale de 65 m ou de 45 m, la hauteur du basilaire devrait être la même afin d'offrir une constance au paysage urbain. La limitation des volumes de 30 m depuis le sol constitue un choix judicieux puisqu'elles correspondent à la hauteur des tours les plus récemment construites sur le boulevard René-Lévesque. La limite des hauteurs en basilaire tel que proposé dans le PPU est une composante essentielle afin de limiter la perception de la densité depuis la rue. Le champ de vision des

piétons étant orienté vers le bas, celui-ci est concentré sur les détails architecturaux des premiers étages du bâtiment, tout en permettant de distinguer la fin du premier volume en basilaire allégeant ainsi les volumes perçus. Les constructions en recul, au-delà du basilaire, sont donc généralement beaucoup moins remarquables d'un coup d'œil rapide et ainsi, contribuent de manière moins importante à l'effet perceptible de la densité. Le fractionnement du secteur du PPU en sous-secteurs de 23 m ou de 30 m aura pour effet contre indiqué d'attirer l'attention du piéton sur la hauteur des tours, ce qui est finalement contraire à l'utilisation principale des basilaires.

La présence de dispositions aussi importantes, telle que la limitation de la superficie de plancher par étage au-delà du basilaire, ne permet pas la conception de projets distinctifs, rendant ainsi la diversification du paysage urbain plus difficile. La conception des projets par le biais d'aménagements de qualité et par une architecture soignée devrait être priorisée aux normes qui visent un encadrement restrictif des caractéristiques de la densité, de la hauteur et de la superficie par étage. Tout projet qui prendra place dans le secteur devrait faire l'objet d'un concept de design urbain innovateur faisant ressortir le génie du lieu. En ce sens, les paramètres de conception au niveau architectural jouent un rôle tout aussi important afin de créer un cadre bâti de qualité pouvant être apprécié depuis le domaine public. Les jeux de volumes, les matériaux ainsi que la disposition des ouvertures permettent de mitiger les effets de perception de la densité sans introduire d'emblée des seuils maximums. À ce niveau, l'encadrement des projets par les PIIA et par les professionnels de l'arrondissement permet la création de projets n'ayant pas d'impacts négatifs sur la perception de la densité en jouant sur les caractéristiques architecturales, sans nécessiter une définition normative aussi stricte en aval.

À cet égard, Fahey et associés tient à souligner que la limitation de superficie proposée nuit à l'opportunité de créer des bâtiments à signature architecturale comportant des volumes et une morphologie diversifiée, par exemple des tours carrées, rectangulaires, élancées, etc. Dans son rapport publié le 18 mars 2021, la Commission de l'OCPM recommande à la Ville de *« […] **ne pas imposer un modèle unique d'implantation** et permettre ainsi plus de **créativité architecturale**. »* (Recommandation #14, p.103). D'ailleurs, plusieurs critères reliés à la surhauteur et aux unités de paysage, touchant notamment la volumétrie des bâtiments, sont ajoutés dans le projet de règlement. L'OCPM en est aussi arrivé à la conclusion qu'il ne doit pas y avoir de superficie maximale de plancher en surhauteur (Recommandation #16, p.104).

Un des impacts de la disposition faite au projet de règlement d'encadrer de manière ferme les superficies des tours créera au terme du développement du secteur, une homogénéité architecturale. Avec des contraintes comme celles proposées par l'arrondissement, cela limite beaucoup la gamme de stratégies auxquelles les concepteurs (urbanistes, architectes) pourront avoir recours, ayant comme conséquence un cadre bâti similaire d'un projet à l'autre. Par exemple, l'utilisation de traitements volumétriques originaux tels des décrochés et des portes à faux pour marquer certaines transitions d'usages ou de volumes de bâtiment dans une même tour risque d'être un langage totalement absent dans ce secteur.

Cette nouvelle norme permet la création de volumes élancés qui sont intéressants à vol d'oiseau, mais elle n'a pas d'effet réellement significatif en ce qui concerne la perception depuis la rue. Afin de réduire la perception de densité depuis la rue, l'utilisation des reculs en basilaire, critère qui est déjà en place dans la réglementation de l'arrondissement et dans le nouveau PPU, est bien plus efficace.

La construction de bâtiments qui présentent des volumes articulés peut effectivement avoir un certain effet sur la perception de la densité, mais ce n'est pas la superficie maximale des étages qui contribue à la réussite de l'implantation, mais plutôt l'espacement entre les volumes distincts qui donne du rythme au bâtiment et crée une certaine animation des formes. Ces volumes articulés, qu'ils aient 650 m^2, 750 m^2, 900 m^2 ou même plus, n'ont pas un impact plus significatif depuis la rue si les superficies additionnelles sont orientées à l'arrière du bâtiment.



Le Séville présente trois volumes articulés d'une superficie variant entre 750 m^2 et 900 m^2 (image : Google Earth)



La profondeur du volume ayant une superficie de 900 m^2 n'est pas plus perceptible de la rue que le volume d'une superficie de 750 m^2 puisqu'il est orienté vers l'arrière. (image : Google Street View)

Pourtant, d'autres outils existent pour s'assurer que les volumes des bâtiments au-delà de 30 m soient raffinés, effilés, sans impact sur les vues et contribuent finalement à un paysage urbain équilibré. La combinaison des paramètres classiques de contrôle que sont le coefficient d'occupation du sol et des hauteurs maximales généreuses en est le meilleur exemple. Rappelons que l'augmentation de hauteur sans aucune limitation de superficie de plancher donne la possibilité d'une plus grande variété de morphologies de bâtiments (notamment des tours carrées, plus élancées, et pas seulement rectangulaires), ce qui donne aussi une plus grande possibilité de mieux gérer l'impact sur l'ensoleillement des bâtiments.

Il semble ici que la créativité des concepteurs balisée par la révision architecturale (PIIA) sont les outils à privilégier. Avec des objectifs et critères bien conçus, il est facile d'encadrer les interventions architecturales afin de limiter la construction de bâtiments à l'aspect massif par des jeux de matériaux, reculs, loggias, porte-à-faux, etc. La pertinence de cette disposition du projet de règlement concernant les superficies maximales par étage est donc remise en question pour l'ensemble des raisons énoncées plus haut.

Écologie, durabilité et abordabilité des bâtiments

En plus d'affecter la forme urbaine et la flexibilité dans la conception architecturale, l'inclusion de la superficie des balcons à cette nouvelle limitation de superficie au-delà du basilaire constitue un handicap supplémentaire à l'atteinte de la densité prévue. Elle tend plutôt vers la construction de formes bâties inefficientes alors que l'on devrait favoriser la construction de tours économiques, c'est-à-dire des tours comprenant une multitude de typologies résidentielles conçues pour répondre aux besoins variés des différents ménages en matière de taille, de configuration et d'abordabilité des logements.

La superficie des balcons n'est généralement pas incluse dans le calcul de la superficie de plancher, servant à déterminer la densité. Ce facteur rend difficile la conception de plans d'étages qui permettent

une exploitation efficace de la pleine superficie de plancher et une rationalisation des équipements et de la mécanique du bâtiment.

En matière d'environnement et d'écologie, la conception de volumes bâtis élancés distincts présentant une faible superficie de plancher occasionne un nombre de problématiques. Premièrement, la conception de ces volumes élancés aura pour effet d'entraîner d'importantes pertes éco énergétiques puisque la surface totale de façades du bâtiment augmentera, et par le fait même, les pertes thermiques augmenteront également. Ensuite, l'établissement d'une superficie maximale faible des étages implique une sous-utilisation des équipements mécaniques et techniques nécessaires au bon fonctionnement du bâtiment. Le fait que les équipements tels que les ascenseurs desserviront un nombre réduit d'occupants signifie que l'acquisition supplémentaire d'équipements s'avèrera nécessaire, occasionnant par le fait même des externalités environnementales négatives plus importantes.

Concernant l'abordabilité du quartier, la taille et la variété de ses logements, il est important de noter que l'offre en ce sens sera réduite si cette norme est mise en application. La superficie de plancher limitée par étage, des étages supérieurs au basilaire, aura pour implication de réduire la possibilité de produire des logements de typologies variées. Le résultat sera la construction d'un plus grand nombre de petites unités ou encore d'un plus petit nombre de grandes unités. Cette offre de logements moins attrayante impliquerait un accroissement de la valeur des unités et, par le fait même, de rendre plus difficilement accessible l'acquisition de ces unités par la population moyenne, particulièrement pour les familles.

À l'égard des aspects discutés ci-haut, rappelons également que la Commission de l'OCPM a recommandé à la Ville *« […] d'**autoriser des superficies de planchers plus importantes** afin de favoriser la construction **d'immeubles en hauteur** qui soient **écologiques/durables et abordables** »* (Recommandation #16, p.104). En ce sens, Fahey et associés remet en question la nécessité de la disposition réglementaire visant à limiter les superficies de plancher par étage en surhauteur, alors que ses effets seraient visiblement incompatibles avec les recommandations émises par la Commission de l'OCPM, ainsi que plusieurs orientations et stratégies d'intervention du PPU, soit :

- **Orientation 1** : Maintenir un parc de logements ***diversifié et inclusif***

  1.1 : Créer de nouveaux logements ***sociaux, abordables et familiaux***

- **Orientation 10** : Assurer une ***densification équilibrée*** dans le secteur à requalifier

- **Orientation 11** : Assurer une intégration urbaine et architecturale ***adaptée***

  11.1 : Favoriser un cadre bâti en relation ***stimulante*** avec la rue et les espaces publics

  11.2 : Moduler les hauteurs et leur intégration architecturale ***en fonction du contexte***

- **Orientation 14** : ***Réduire la consommation énergétique*** à l'échelle du secteur

  14.1 : Favoriser la construction de ***bâtiments efficaces***

Assurer une densification équilibrée dans le secteur à requalifier

Selon la stratégie d'intervention 10.1 du PPU des Faubourgs, la densité proposée pour le secteur de l'ancienne maison de Radio-Canada est d'un COS maximal moyen de 6, à l'exception d'un secteur immédiatement à l'est du site auquel on attribue un COS maximal de 7 *« […] pour tenir compte de la spécificité de l'ancienne maison de Radio-Canada qui comprend des sous-sols pouvant être reconvertis pour accueillir des activités. »* (p.88 du PPU). Fahey et associés émet toutefois certaines réserves alors que le découpage des zones ainsi que les nouvelles normes et exceptions accordées dans ce projet de règlement demeurent problématiques sur le plan opérationnel.

En effet, au sens du règlement d'urbanisme (01-282), il existe plusieurs conditions pour lesquelles le calcul du COS peut exclure des superficies de plancher localisées en souterrain, par exemple dans le cas d'un sous-sol à plusieurs niveaux ainsi que dans le cas d'une aire de stationnement ou de chargement en sous-sol (art. 45, 47). Comment se fait-il alors que le secteur adjacent bénéficie d'une plus grande densité maximale que le secteur qui lui est immédiatement adjacent à l'ouest le long du boulevard René-Lévesque, simplement par le fait qu'il y existe des constructions souterraines? Si les propriétaires du terrain adjacent décident de ne pas conserver les sous-sols existants dans le cadre de leur projet de développement, ils bénéficieront tout de même d'un COS maximal de 7, alors que le COS maximal de 6 serait exigé pour les projets voisins.

Conclusion

Pour conclure, nous considérons que le PPU des Faubourgs présente une vision très intéressante qui saura créer un milieu de vie exceptionnel pour la collectivité locale et régionale qui occupera le secteur pour y habiter, y travailler ou s'y divertir. Nous sommes d'avis que les bases du travail accompli jusqu'à présent orientent le développement dans une bonne direction. Cependant, nous considérons que certaines dispositions prévues au règlement de concordance vont dans le sens contraire des orientations et des stratégies d'intervention du PPU. En particulier, les dispositions applicables aux développements des projets immobiliers prévus sont quelque peu restrictives et gagneraient à être révisées afin de permettre la conception de projets de haute qualité architecturale qui sont adaptés à leurs milieux d'insertion. L'ensemble de ces limitations en matière de hauteur, de densité, de basilaire et de superficie de plancher viennent énormément restreindre la possibilité de densifier les grands sites à requalifier dans les secteurs centraux, ce qui constitue d'ailleurs une obligation morale et un objectif clairement énoncé par la Ville de Montréal pour répondre à un besoin de plus en plus criant et auquel tous les paliers de gouvernement acquiescent. À cet égard, Fahey et associés a d'ailleurs déjà abordé ces réflexions en collaboration avec la Ville de Montréal lors de la préparation du guide « Décoder la densité », un document réalisé pour permettre des échanges constructifs sur le sujet de la densité urbaine dans le cadre de l'élaboration du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050[1]. Le document produit par notre équipe regroupe un glossaire illustré, une étude morphologique des pratiques récentes de densification à Montréal ainsi que des études de cas de projets et territoires desquels nous pouvons certainement tirer des enseignements.

[1] Ville de Montréal, Décoder la densité (2020). https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/vdm_decoderdensite_urbanisme_mobilite.pdf

Sommaire des recommandations

Afin de bonifier la nouvelle réglementation et la forme urbaine qui s'en traduit, dans le but de promouvoir la diversité architecturale et la construction de projets économiques, écologiques et résilients dans le quartier des Faubourgs, nous proposons de modifier le projet de règlement en fonction des recommandations suivantes :

- Exclure les balcons du calcul de la superficie de plancher;
- Abroger la limite de superficie de plancher par étage pour les constructions en surhauteur;
- Conformément à la version finale du PPU des Faubourgs publiée en juin 2021, la hauteur du basilaire dans le règlement de concordance doit être fixée à 30 m et non à 23 m pour tous les secteurs de hauteur de 45 m et de 65 m;
- Adopter une approche flexible à l'égard du COS pour les projets implantés sur plus d'un lot, par exemple, en y autorisant les transferts de densité;
- Retirer la nécessité de passer par un processus de PPCMOI dans le cas de projets que l'on juge déjà acceptable en modifiant dès maintenant les objectifs et critères PIIA dans le règlement d'urbanisme en y incluant les enjeux d'intégration urbaine et de protection des vues d'intérêt pour les volumes en surhauteur, soit les conditions qui sont proposées pour un PPCMOI dans le cadre de la modification règlementaire.

Clairoux

[redacted]

MÉMOIRE : Règlement de concordance CA-24-282.1XX– Secteur des Faubourgs, bureaux

À Montréal, le 20 août 2021

À titre d'acteur initial dans le projet Quartier des Lumières, nous tenons à clarifier et mettre de l'avant l'importance de la réalisation du projet face à nos aspirations et valeurs professionnelles, en plus de signifier le profond enthousiasme et l'engagement de notre firme.

Clairoux est une firme de Design intérieur qui s'appuie sur la créativité, le confort et l'élégance. Pour ce faire, nous misons sur une structure organisationnelle rigoureuse qui a fait ses preuves. Agiles, en mode solution, toujours à l'affût d'idées neuves, nous croyons à la collaboration, l'éthique de travail et le respect des autres. Nous souhaitons créer un monde harmonieux mais surtout, accessible. **Nous sommes convaincus que tous méritent de vivre dans du beau.** Nous sommes motivés par le besoin de modeler, façonner et transformer les espaces intérieurs en lieux où il fait bon vivre.

En 2020, nous avons relocalisé nos bureaux dans le quartier Ville-Marie Est, spécifiquement pour l'effervescence de son développement sur l'horizon 2020-2030 et pour être actifs et inspirés en plein cœur de notre communauté. Ville-Marie Est est dans notre ADN. Les propriétaires et plusieurs membres de l'équipe résident dans le secteur. **Clairoux veut être un moteur du redéveloppement du quartier à échelle humaine.** Nous voulons participer à toutes les sphères d'activités dans la vie du citoyen, de son réveil à son travail, du café au souper au retour à la maison dans un milieu ergonomique, réfléchi, pensé pour ses utilisateurs, fonctionnel, sécuritaire et esthétique.

Nous avons choisi le quartier pour son accessibilité aux transports, ses activités, et pour être près de notre clientèle future. La démocratisation du design est au cœur de notre mission et de nos valeurs. Bien que les projets de luxe et les clientèles bien nanties fassent partie du portfolio Clairoux, nous tirons beaucoup de satisfaction et de fierté à nous impliquer dans autant de projets et mandats qui ont un impact sur le bien-être collectif et la communauté. Le Quartier des Lumières est entièrement aligné sur notre désir profond de démocratisation du design.

Madame, monsieur, l'adoption du règlement de concordance limiterait grandement l'attrait d'entreprises vers le secteur des Faubourgs. En limitant la superficie maximale des bâtiments, on réduit la flexibilité des espaces et les possibilités d'espaces adaptés aux besoins d'entreprises dont la venue est essentielle à la revitalisation des artères commerciales Sainte-Catherine et Atateken. Sa localisation avantageuse, la proximité des commerces de restauration et la vie qui en émane, attraits majeurs pour toute entreprise désireuse de s'implanter en ville, ne pourront pourtant pas suffire si la superficie des espaces ne correspond pas à leurs besoins actuels et de croissance. Un espace plus vaste est nécessaire pour un meilleur déploiement des cadastres, une plus grande flexibilité pour s'adapter aux besoins des entreprises. C'est sans compter que ces espaces sont devenus rares avec la saturation des espaces commerciaux disponibles à Montréal.

Nous appuyons fortement les recommandations de l'OCPM : « La commission recommande d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques et abordables. »

« On ne produit pas de la densité pour la densité, sans que les habitants en comprennent le motif et y trouvent leur compte. Densifier n'est pas déréglementer à outrance, mais réglementer de façon plus imaginative en vue d'une densification « mesurée », recherchant les meilleures formes possibles d'un habitat diversifié et convivial, adapté à la diversité des besoins et des choix de vie. Il ne s'agit aucunement de limiter ces choix, mais bien au contraire de les permettre, là où ils conviennent, tout en les harmonisant. » (Urbanité, Revue de l'Ordre des urbanistes du Québec, hiver 2012)

À titre de professionnels, notre firme souhaite vivement s'engager dans la revitalisation du quartier Ville-Marie. À titre de citoyens, encore davantage! Nous espérons que la Ville se ravisera et entendra le consensus du milieu en mesurant les conséquences contraires à ses valeurs et aspirations qu'engendrerait le règlement de concordance CA-24-282.1XX. L'attrait d'entreprises dans le Quartier des lumières est critique pour la création d'un pôle d'emploi dans le secteur des Faubourgs. Limiter leurs options en termes de superficie d'espaces constituerait un obstacle majeur à leur venue.



Frédric Clairoux

Designer principal, président

Clairoux

[redacted]

MÉMOIRE : Règlement de concordance CA-24-282.1XX– Secteur des Faubourgs, résidentiel

À Montréal, le 20 août 2021

À titre d'acteur initial dans le projet Quartier des Lumières, nous tenons à clarifier et mettre de l'avant l'importance de la réalisation du projet face à nos aspirations et valeurs professionnelles, en plus de signifier le profond enthousiasme et l'engagement de notre firme.

Clairoux est une firme de Design intérieur qui s'appuie sur la créativité, le confort et l'élégance. Pour ce faire, nous misons sur une structure organisationnelle rigoureuse qui a fait ses preuves. Agiles, en mode solution, toujours à l'affût d'idées neuves, nous croyons à la collaboration, l'éthique de travail et le respect des autres. Nous souhaitons créer un monde harmonieux mais surtout, accessible. **Nous sommes convaincus que tous méritent de vivre dans du beau.** Nous sommes motivés par le besoin de modeler, façonner et transformer les espaces intérieurs en lieux où il fait bon vivre.

En 2020, nous avons relocalisé nos bureaux dans le quartier Ville-Marie Est, spécifiquement pour être près de son effervescence de développement sur un horizon 2020-2030, et pour être actifs et inspirés en plein cœur de notre communauté. Ville-Marie Est est dans notre ADN. Les propriétaires et plusieurs membres de l'équipe résident dans le secteur. **Clairoux veut être un moteur du redéveloppement du quartier à échelle humaine.** Nous voulons participer à toutes les sphères d'activités dans la vie du citoyen, de son réveil à son travail, du café au souper au retour à la maison dans un milieu ergonomique, réfléchi, pensé pour ses utilisateurs, fonctionnel, sécuritaire et esthétique.

Nous avons choisi le quartier pour son accessibilité aux transports, ses activités, et pour être près de notre clientèle future. La démocratisation du design est au cœur de notre mission et de nos valeurs. Bien que les projets de luxe et les clientèles bien nanties fassent partie du portfolio Clairoux, nous tirons beaucoup de satisfaction et de fierté à nous impliquer dans autant de projets et mandats qui ont un impact sur le bien-être collectif et la communauté. Le Quartier des Lumières est entièrement aligné sur notre désir profond de démocratisation du design.

Madame, monsieur, les limitations du règlement de concordance nuit grandement à la création d'un environnement mixte et accroit grandement le risque d'une inflation des prix des habitations, en réduisant ainsi l'accès à la clientèle même qui vise à être desservie par le projet. Ce règlement aura un impact majeur sur l'abordabilité du projet, ce qui est en totale divergence avec les demandes imposées par la ville de Montréal. Son implantation, par la ville, semble démontrer une volonté de faire du secteur des Faubourgs un projet de luxe. En limitant la superficie maximale des bâtiments, on réduit le nombre de résidents qui sont pourtant essentiels à la revitalisation des artères commerciales Sainte-Catherine et Atateken.

Un espace plus vaste est nécessaire pour un meilleur déploiement des cadastres, une plus grande variété d'unités d'habitation, du studio aux grandes unités familiales. C'est sans compter les restrictions au niveau des possibilités qu'offrent le design intelligent et la fonctionnalité des lieux.

Nous appuyons fortement les recommandations de l'OCPM : « La commission recommande d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques et abordables. »

« On ne produit pas de la densité pour la densité, sans que les habitants en comprennent le motif et y trouvent leur compte. Densifier n'est pas déréglementer à outrance, mais réglementer de façon plus imaginative en vue d'une densification « mesurée », recherchant les meilleures formes possibles d'un habitat diversifié et convivial, adapté à la diversité des besoins et des choix de vie. Il ne s'agit aucunement de limiter ces choix, mais bien au contraire de les permettre, là où ils conviennent, tout en les harmonisant. » (Urbanité, Revue de l'Ordre des urbanistes du Québec, hiver 2012)

Nous espérons que la Ville se ravisera et entendra le consensus du milieu en mesurant les conséquences contraires à ses valeurs et aspirations qu'engendrerait le règlement de concordance CA-24-282.1XX. À titre de professionnels, notre firme souhaite vivement s'engager dans la revitalisation du quartier Ville-Marie. À titre de citoyens, encore davantage!



Frédric Clairoux

Designer principal, président

Le 23 août 2021

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Division de l'urbanisme
Ville de Montréal - Arr. Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

OBJET : Consultation écrite / projet de règlement CA-24-282.1XX (dossier 1217303005)
Site de Radio-Canada (lot 6 380 793)

Madame, Monsieur,

La présente s'inscrit dans le cadre de la consultation publique sur le projet de règlement en objet, adopté le 6 juillet 2021, notamment à des fins de concordance avec le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

MACH et ses consultants experts se joignent pour réitérer plusieurs recommandations faites à l'Arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la consultation publique sur le projet de programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs (le « **PPU** »), qui n'ont pas été prises en considération dans le présent projet de règlement de concordance.

Un milieu de vie complet... développé en douceur

- **Suppression des limites de superficie de plancher**

MACH répète que l'offre commerciale du Quartier des lumières doit pouvoir être développée progressivement, sans être régie par des limites de superficie de plancher. Des trois sites en requalification, seul le Quartier des lumières pourra accueillir des commerces populaires de grande surface, grâce à la réutilisation du sous-sol de Radio-Canada. Ce type de commerces manque cruellement dans le secteur, générant d'importantes fuites commerciales[1] : selon un sondage du Groupe Altus, plus de la moitié des achats effectués par les résidents du secteur sont réalisés à l'extérieur de la zone de marché des Faubourgs, faut d'offre.

MACH recommande à l'Arrondissement d'exclure le site de Radio-Canada des limites de superficies commerciales prescrites par la réglementation en vigueur, afin de permettre l'implantation de surfaces de plus de 4 000 m^2 en raison du format de certains commerces, même si ceux-ci sont aménagés de façon adaptée à un contexte de centralité urbaine.

[1] Groupe Altus, avril 2019. Étude d'impact de la fonction commerciale – Site Radio-Canada. 55 pages.

- **Suppression de la continuité commerciale obligatoire**

Nous croyons qu'une obligation d'implanter des commerces au rez-de-chaussée des nouveaux immeubles n'est pas souhaitable. Il serait préférable d'implanter les espaces commerciaux là où il y a une opportunité de créer une véritable dynamique commerciale ou à l'inverse, un besoin d'animer l'espace. Selon nos études, il s'avère que certains ensembles ou bâtiments ne nécessiteront pas d'espace commercial.

MACH recommande à l'Arrondissement de laisser la possibilité aux développeurs d'implanter des usages résidentiels aux rez-de-chaussée. Cela va d'ailleurs dans le sens d'une volonté d'avoir des typologies résidentielles comme des maisons de villes ou plus largement, des logements avec accès direct sur rue, et ce, quel que soit le milieu; artère commerciale ou rue résidentielle.

- **Autorisation des entrées communes**

MACH renouvelle son souhait de voir le terme « entrée » principale remplacé par « accès », afin qu'il n'y ait pas de confusion sur le fait qu'un établissement puisse avoir un accès sur rue mais une entrée au sous-sol : il est en effet impensable que chaque commerce localisé exclusivement au sous-sol ait sa propre circulation verticale (escalier mobile ou ascenseur), et ce d'autant plus que le premier sous-sol présente par endroits une différence de plus de 10 mètres (3 étages) avec le rez-de-chaussée.

Des formes urbaines adaptées aux besoins

- **Suppression des dispositions volumétriques**

Basilaires

MACH renouvèle ses critiques sur la volumétrie prescrite, celle-ci paraissant disproportionnée et incompatible avec la volonté de créer un sentiment d'ouverture à l'échelle du piéton et de respiration dans le Quartier des lumières, en particulier autour de la place définie par la tour de Radio-Canada et du parc de la Visitation, ainsi que des interfaces sur la rue de la Gauchetière à l'est de la rue de la Visitation.

MACH souhaite que les professionnels aient la liberté de suivre le cadre bâti, sans minimum de hauteur et jusqu'à une hauteur maximale de 30 mètres, afin d'établir une volumétrie en fonction des conditions de design spécifiques de chacun des bâtiments du projet. La vision de MACH est notamment d'assurer une transition douce des formes urbaines vers la monumentalité de la tour Radio-Canada et sa place centrale.

Les hauteurs des basilaires sur le site de Quartier des Lumières ont également été abaissées à 23 mètres dans la portion nord. Cela pose un grand nombre d'enjeux, de la difficulté d'atteindre cette hauteur exacte compte tenu des hauteurs importantes des rez-de-chaussée commerciaux à l'impossibilité de rencontrer le coefficient d'occupation du sol autorisé. Nous comprenons le jeu de proportions que l'Arrondissement souhaite ainsi marquer, mais allié à la limitation des superficies d'étages en surhauteur, la manœuvre est doublement pénalisante pour le développeur. MACH demande à l'Arrondissement de rehausser la hauteur maximale à 30 mètres sur l'ensemble du site, ce qui est conforme à ce que prévoit le PPU.

Mentionnons également que MACH doit en particulier intégrer dans son projet une école et un centre communautaire. Ce type d'usages requiert des hauteurs de plancher à plafond qui dépassent largement la norme : les espaces communautaires en rez-de-chaussée doivent offrir une hauteur libre de 5,70 mètres, tandis qu'on parle de 4,50 à 5,50 mètres pour l'école. Ce type de bâtiments nécessite des hauteurs beaucoup plus élevées que 23 mètres si on veut pouvoir introduire une mixité avec de l'habitation. MACH doit, pour accommoder ces fonctions nécessaires à la communauté, avoir la flexibilité d'atteindre une hauteur maximale de 30 mètres. Dans le cas inverse, il sera impossible d'offrir à la population du quartier l'école et le centre communautaire demandés dans le PPU.

Enfin, l'ensemble des limitations (hauteurs, surhauteurs, superficies d'étages) ne permettra pas d'atteindre le coefficient d'occupation du sol autorisé. Dans un contexte de densification des quartiers centraux, notamment pour répondre aux enjeux d'étalement urbain et de changements climatiques, le COS devrait être théoriquement atteignable. Il ne le sera aucunement sur le site de Quartier des Lumières.

Étages supérieurs

MACH répète que le fait de limiter les tours au-dessus des basilaires à 750 mètres carrés de superficie de plancher pour tous les types de bâtiments, incluant les balcons, en plus de contraindre la diversité des unités offertes, oriente indéniablement le développement vers des typologies résidentielles de plus grand standing. Notre analyse du marché montréalais démontre que les projets immobiliers ayant des surfaces d'environ 750 m^2 se positionnent majoritairement comme des produits haut de gamme[2]. Cette conséquence est incompatible avec la vision de MACH (ainsi que celle de la Ville) d'offrir des logements accessibles au plus grand nombre. Qui plus est, ceci justifierait les craintes d'embourgeoisement du secteur exprimées par la communauté[3]. D'ailleurs, même si l'on peut vouloir cibler ce type de produit, il ne peut être proposé à la grandeur du site… et cela serait contraire à l'ambition de MACH de faire de Quartier des Lumières un milieu de vie mixte et inclusif pour toutes les catégories sociales et générationnelles.

Du côté du bureau[4], MACH souhaite créer un environnement où pourront se côtoyer tous les types d'entreprises sans égard pour leur taille ou leur type d'industrie et niveau de prestation. La surface de plancher conventionnelle, pour les immeubles de classe A, est située entre 1 850 et 3 200 m^2. En établissant la superficie des plans de plancher des immeubles de bureaux à un maximum de 750 m^2, la Ville empêche la création d'espaces à bureaux de qualité dans le secteur de Faubourg Québec. Par ailleurs, MACH affirme que ces superficies ne permettront pas d'atteindre les coefficients d'occupation du sol autorisés pour Quartier des Lumières.

MACH recommande à l'Arrondissement d'aligner le règlement de concordance avec le marché, en retirant de son cadre normatif les superficies maximales de plancher pour les étages des bâtiments situés en surhauteur. Si une superficie de plancher maximale est préservée pour les étages en surhauteur, MACH recommande de rehausser celle-ci à 2 800 m^2 pour le bureau et à 1 200 m^2 pour le résidentiel (hors balcons).

---

[2] Voir mémoire spécifique au résidentiel en annexe
[3] Le Devoir, 7 août 2019. *Les Faubourgs trop cher pour ses habitants?* : https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/560181/embargo-7-aout-0h00
[4] Voir mémoire spécifique aux bureaux en annexe.

MACH souligne sur ce point, d'une part que l'Arrondissement dispose du pouvoir pour ce faire et d'autre part que de telles dispositions ne sont pas en contradiction avec le PPU.

Critères discrétionnaires

MACH comprend les objectifs qui sous-tendent ces normes au niveau du cadre bâti, mais affirme que celles-ci ne pourront être respectées. Cela impliquera des demandes multiples de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), procédures lourdes et coûteuses dont l'issue n'est pas garantie, et ce, alors même que l'Arrondissement pourrait s'assurer de l'intégration des constructions par une simple révision architecturale (titre VIII du règlement d'urbanisme 01-282). À cela s'ajoutent les délais de traitement des demandes de permis, qui s'établissent aujourd'hui à plus de 12 mois.

Le processus de PPCMOI ne garantit pas par ailleurs qu'un projet jugé de qualité par l'Arrondissement voie effectivement le jour : nombreux sont les projets qui n'aboutissent pas suite à la consultation de la population dans le cadre de l'approbation référendaire. Citons notamment le projet Voks à Griffintown, avorté à la suite de commentaires émis par la population sur des éléments autres que les dérogations demandées. Cette incertitude capitale se rajoute aux délais que la procédure engendre. Ceux-ci s'établissent selon notre expérience à plus de 12 mois, sans aucune garantie que le projet soit effectivement jugé sur sa qualité et la pertinence des dérogations, et non refusé pour des raisons autres, qui relèvent bien souvent du « pas dans ma cour ». Le tout constitue un risque pour le promoteur, avec au final la possibilité que le produit ne trouve plus preneur.

En plus de présenter un risque et d'impliquer des délais, le processus de PPCMOI place les développeurs à la merci des demandes de la Division de l'urbanisme et du Comité consultatif d'urbanisme, souvent arbitraires et non constantes. Un enjeu de plus et un risque financier qui se répercuteront forcément dans les projets.

MACH exhorte l'Arrondissement de traiter la volumétrie des bâtiments via des critères discrétionnaires de PIIA, l'approche que nous préconisons ne va pas à l'encontre du PPU puisque ce dernier prévoit que ces dispositions doivent être intégrées à la règlementation d'urbanisme de l'Arrondissement sans toutefois préciser dans quel règlement. Or, il est indéniable que les critères de PIIA font partie de la règlementation d'urbanisme de l'Arrondissement et que ce dernier dispose de la latitude nécessaire pour procéder ainsi. Dans l'intérêt de tous et en vue de créer des projets réalistes, adaptés au marché et de bonne qualité urbaine.

Un cœur reconnecté avec son quartier

- Clarification du statut des passages publics

MACH rappelle les enjeux d'entretien, de sécurité, de responsabilité et de conflits d'usagers que l'imposition de servitudes de passage en plein milieu d'îlots résidentiels pose et recommande à l'Arrondissement de clarifier cette question. Nous avons récemment fait parvenir l'avis de nos experts sur le sujet, démontrant toutes les questions complexes que soulèvent ces passages (Code national du bâtiment, lotissement, responsabilité, entretien), notamment du fait de la présence en souterrain de superficies commerciales

privées, et démontré l'intérêt de traiter ces espaces avec une servitude de passage public sur des terrains restant privés. MACH souhaiterait voir cette précision incluse au projet de règlement.

Pour conclure, MACH renouvelle son invitation à l'Arrondissement de travailler main dans la main dans un cadre réglementaire flexible et réfléchi.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Daniel Arbour
Vice-président Grands Projets

p.j. Annexe 1 Mémoire sur le résidentiel / MACH
Annexe 2 Mémoire sur les bureaux / MACH

Annexe 1

QUARTIER
DES LUMIÈRES

MÉMOIRE

Règlement de concordance CA-24-282.1XX — Secteur des Faubourgs

RÉSIDENTIEL
Mieux concevoir favorise l'abordabilité.

Avec la hausse croissante des couts de construction, des biens immobiliers et des terrains, l'accessibilité au logement devient un enjeu important pour Montréal. Si nous souhaitons permettre à toutes les classes sociales d'habiter Montréal incluant les familles, nous devons collectivement concevoir des projets de qualité qui favorisent l'abordabilité, car l'élaboration d'un quartier humain est intrinsèquement reliée à son accessibilité et sa désirabilité. La Ville de Montréal doit choisir ses priorités en matière de développement du territoire : l'abordabilité des habitations neuves offertes sur le marché ou des percées visuelles en hauteur occasionnant des prix d'habitations plus élevés.

Ces caractéristiques ne passent pas uniquement par la construction de logements sociaux et abordables, financés par les paliers de gouvernement. Cela doit également passer par la conception et la construction d'unité d'habitation aux meilleurs couts possible par les promoteurs ; l'incidence est directe, plus les couts sont élevés, plus le prix d'achat ou de location le sera, et vice versa. Avec la récente explosion des différents couts, ce sont inévitablement les acheteurs/locataires qui doivent assumer ces augmentations, diminuant ainsi l'accessibilité aux logements non subventionnés, principalement à la classe moyenne qui constitue le noyau fort de notre démographie.

Pour arriver à maintenir les prix les plus bas possible, les promoteurs doivent travailler main dans la main avec la ville dans un cadre règlementaire flexible, réfléchi. Cela permettra d'optimiser la conception de projets de qualité, en répondant aux besoins du quartier où ils seront construits, et en préservant une viabilité financière.

Un projet signé
MACH

RÉSIDENTIEL (Suite)
Mieux concevoir favorise l'abordabilité.

Plusieurs facteurs peuvent avoir un impact sur les couts liés au développement immobilier. En premier lieu, la densité et la hauteur qui permettront de créer un plus grand nombre d'unités et ainsi, de répartir les frais communs sur un plus grand nombre de logements.

Cependant, un facteur non négligeable doit être également pris en compte : la surface des planchers d'étage. Lorsqu'on parle d'optimisation, celle-ci prend tout son sens quand vient le temps de trouver le parfait équilibre entre cette surface de plancher, l'impact sur le voisinage et le prix des unités.

Règlement de concordance CA-24-282.1XX — Secteur des Faubourgs

Dans le cas du règlement de concordance CA-24-282.1XX, la règlementation propose des surfaces de plancher maximales de 750 m2 incluant les balcons. Selon l'ensemble des experts consultés, cette surface n'est aucunement optimisée pour le développement d'immeubles résidentiels avec un noyau central et entraine une perte d'efficacité dans la conception des issues de secours et des circulations verticales.

Son application aura inévitablement un impact sur la hausse du cout des unités. Avec une réduction du nombre des unités par étage, les frais communs (corridor, ascenseurs, escaliers de secours) seront inévitablement plus élevés pour chaque unité et mettront ainsi une pression à la hausse sur le prix au pied carré.

Une analyse rapide du marché montréalais démontre que les projets immobiliers ayant des surfaces d'environ 750 m2 se positionnent majoritairement comme des produits de type haut de gamme. Selon les données recueillies, le prix des appartements d'une chambre débute à 406 000 $, celui des appartements de deux chambres autour de 667 000 $ et, finalement, le prix de départ des appartements de trois chambres débute à plus de 1,2 million de dollars.

RÉSIDENTIEL (Suite)
Mieux concevoir favorise l'abordabilité.

Dans tous les cas, on ne peut parler d'abordabilité et encore moins, de projets accessibles à la majorité des Montréalais. En effet, selon les données du recensement de 2016, le revenu brut moyen d'un ménage dans l'agglomération de Montréal est de 76 614 $/an. Un tel revenu limite la capacité d'emprunt à moins de 340 000 $. Il en résulte qu'un ménage montréalais moyen serait incapable ou aurait de la difficulté à acquérir un studio dans le plus abordable de ces projets cités en exemple.

En ce qui concerne la question des balcons, lorsque la ville les inclut dans son calcul de 750 m2, elle met littéralement en péril la présence de ceux-ci dans la conception des unités. Les promoteurs qui tentent d'optimiser les unités seront amenés à privilégier les surfaces habitables plutôt que de construire des balcons qui ne sont pas des pieds carrés habitables ou « vendables ». Dans le cas où un promoteur doit inclure les balcons dans son calcul de superficie, le nombre de pieds carrés habitables s'en verra réduit puisqu'il faut compter 5 à 10 % de la superficie totale d'une unité pour le balcon.

Ainsi, il y aura, encore une fois, une pression à la hausse sur le prix au pied carré. Le contexte sanitaire actuel nous a permis de constater l'incidence de ce type d'équipements sur la qualité de vie des résidents et tout particulièrement pour les familles, pour qui il devient essentiel. Imposer aux constructeurs le choix entre cet équipement et les espaces habitables pénalise directement les résidents.

L'application de cette règlementation aura également un impact majeur sur le développement de projets de logements sociaux. Il deviendra pratiquement impossible de rencontrer les normes des programmes de construction d'habitations sociales fixées par la Ville même.

À titre de promoteur du site Quartier des lumières, une superficie de plancher d'environ 1200 m2 serait optimale est permettrait d'offrir des unités d'habitation beaucoup plus accessibles, répondant beaucoup mieux aux besoins du quartier dans lequel nous nous établissons. Notre souhait est de créer un projet immobilier qui favorise la mixité sociale

RÉSIDENTIEL (Suite)
Mieux concevoir favorise l'abordabilité.

Celle-ci passe, en partie, par le logement social subventionné, mais également par des produits immobiliers diversifiés auxquels les Montréalais, principalement la classe moyenne, peuvent accéder financièrement. C'est également la conclusion à laquelle en est venue l'OCPM après les consultations.

À l'exception de la ville de Montréal, tous les experts consultés sont de notre avis : un plan de plancher de 750 m^2 aura une incidence directe sur la nature du projet immobilier et mettra une pression à la hausse sur le prix des unités. Si, comme le règlement de concordance le laisse supposer, le souhait de la ville et de ses fonctionnaires est de concevoir un projet de luxe dans le secteur des Faubourgs, nous devrons revoir nos intentions.

Depuis l'acquisition du site, MACH collabore avec le milieu pour concevoir un projet inclusif, accessible, responsable et durable. Cette vision ne pourra malheureusement prendre vie si la ville persiste et signe le règlement de concordance et impose le développement d'un projet donc inaccessible pour la grande majorité des Montréalais.

Annexe 2

QUARTIER
DES LUMIÈRES

MÉMOIRE

Règlement de concordance CA-24-282.1XX — Secteur des Faubourgs

BUREAUX

La revitalisation et le dynamisme du secteur des Faubourgs reposent, en partie, sur la conception d'ensembles immobiliers mixtes, mais aussi sur le développement économique et la revitalisation de celui-ci. Le fameux « work, live, play » a démontré ses bienfaits sur le développement de nouveaux quartiers partout sur la planète, tout comme le concept du « 15 minutes city » qui permet la création de milieux de vie équilibrés, durables et surtout, animés. Le secteur des Faubourgs a l'occasion d'accueillir un nombre considérable de nouveaux résidents et de devenir un important pôle d'emplois. Sa situation géographique, aux portes du centre-ville, et l'infrastructure de transports déjà établie sont des atouts favorisant l'établissement d'un pôle économique fort pour le secteur.

Dans son rapport, l'OCPM souligne l'importance de cette mixité :

La préservation d'une mixité de fonctions et de zones d'emplois dans les quartiers centraux bien desservis par les transports en commun constitue un enjeu important pour maintenir une compétitivité économique à l'échelle régionale, voire internationale.

Parmi les trois ensembles immobiliers en développement dans le secteur des Faubourgs, le Quartier des lumières a été identifié comme étant celui qui avait le meilleur potentiel pour la création d'espaces de bureaux. La tour de Radio-Canada, qui a déjà cette vocation, deviendra le centre d'attraction des entreprises à la recherche d'espace dans le secteur des Faubourgs. Et le secteur des Faubourgs a tous les avantages recherchés : proximité des transports en commun, des principaux axes routiers, de nombreux services, des restaurants et de l'animation. Tout ça à distance de marche du centre-ville.

Un projet signé
MACH

BUREAUX (Suite)

Pour le Quartier des lumières, la notion d'inclusivité ne se limite pas à la mixité sociale résidentielle. Elle s'applique également aux immeubles de bureaux où pourront se côtoyer tous les types d'entreprises sans égard pour leur taille ou leur type d'industrie. Grâce à une conception réfléchie, orientée vers des modèles plus souples et plus polyvalents, les espaces de bureaux de nos immeubles pourront s'adapter facilement pour répondre adéquatement aux besoins et aux budgets de tous les types d'entreprises. De la *start-up* techno à la grande entreprise, plus conventionnelle, chacun y trouvera son compte et bénéficiera de la synergie générée par ce microsystème.

Pour répondre aux besoins des fonctions de bureaux, la surface de plancher conventionnelle, pour les immeubles de classe A, est située entre 1850 et 3200 m^2. *(Voir tableau 1)* Au centre-ville et en périphérie, nous n'avons relevé qu'un seul immeuble bureau de classe A ayant une superficie d'étage de 750m^2, la Tour Québécor, au coin des rues Saint-Jacques et McGill. La grande majorité des immeubles relevés ont une superficie de plancher minimum de 1750 m^2.

Cette surface permet d'accueillir une multitude d'entreprises, de la plus petite à la plus grande. Il n'est pas rare que des entreprises montréalaises occupent un étage complet de 3200 m^2 de façon à regrouper toutes ses ressources en un seul point, et ce pour des raisons pratiques et économiques. D'autre part, ces mêmes grandes surfaces peuvent facilement être scindées pour s'adapter à de plus petites entreprises ce qui permet une utilisation optimale de l'espace.

La création de ce type d'espace devient de plus en plus difficile dans le centre-ville de Montréal qui a atteint un niveau de saturation en raison de la rareté des terrains potentiellement développables. La proximité du Quartier des lumières en fait donc, la porte d'entrée du centre-ville de Montréal et son prolongement naturel.

Le règlement de concordance CA-24-282.1XX n'est, en aucune façon, aligné avec une vision cohérente de développement pour le marché des espaces de bureaux. En établissant la superficie des plans de plancher des immeubles de bureaux à un maximum de 750 $m^{2,}$ la Ville empêche la création d'espaces à bureaux de qualité dans le secteur des Faubourgs.

BUREAUX (Suite)

Les experts s'entendent pour le dire : une surface de plancher de 750 m^2 est très en dessous du seuil minimal nécessaire à une conception d'espaces de bureaux appropriée.

D'ailleurs, il est pratiquement impossible de trouver, parmi les développements récents, des espaces de catégorie A ayant une telle surface et c'est facilement explicable. Une pareille superficie crée une explosion des couts au pied carré tout en réduisant de façon importante l'efficacité des espaces ; et ce sont les occupants qui en subissent les impacts : ils payent plus et en obtiennent moins.

Dans un contexte où la superficie d'étage serait limitée à 750 m^2, un grand employeur choisissant de s'établir au Quartier des lumières serait contraint de répartir ses bureaux sur plusieurs étages, ce qui entrainerait une perte d'efficacité considérable. Les probabilités pour qu'il choisisse de se tourner vers le centre-ville ou même l'extérieur de la ville, pour occuper avec un espace qui réponde à ses besoins sur un seul étage, sont très élevées.

Il en va de même pour une entreprise en pleine croissance, qui verra d'un mauvais œil l'obligation de répartir ses nouveaux effectifs sur différents étages puisque la répartition des usagers/pi^2 serait moins avantageuse, le cout des loyers serait plus élevé et la quantité d'espaces de circulation (ascenseurs, corridors et escaliers) serait plus grande par pi^2 de superficie utilisable.

Pour créer le réel pôle d'emplois viable, mixte et innovant que nous souhaitons, il faut que nous soyons en mesure de concevoir des espaces de bureaux efficaces et durables, mais également accessibles financièrement à tous les types d'entreprises.

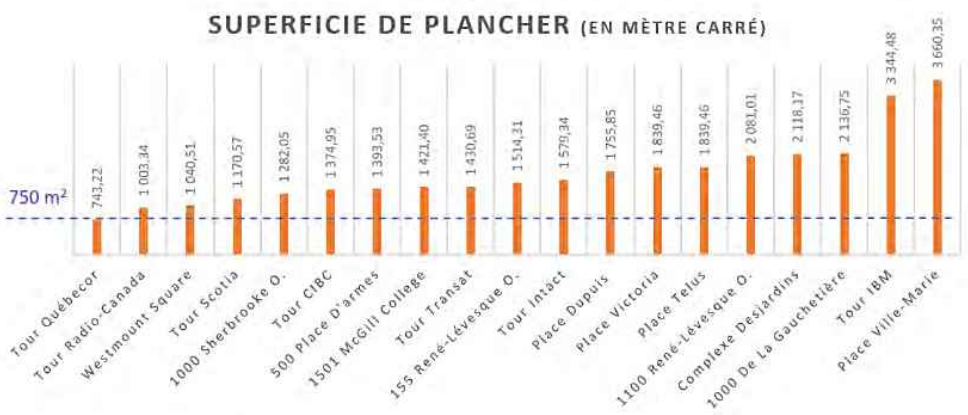
Le site se prête parfaitement à la création d'espaces de bureaux dans une perspective de mobilité durable puisqu'il est situé à distance de marche de deux stations de métro, d'une piste cyclable se rendant au centre-ville et, en plus, de la future ligne du REM.

BUREAUX (Suite)

En conclusion, nous devons travailler avec la ville, main dans la main, afin d'établir un cadre règlementaire flexible, approprié et réaliste pouvant assurer la conception d'immeubles de bureaux efficaces à tous les points de vue qui favoriseront le développement de l'activité économique des Faubourgs. Nous avons une occasion unique de concevoir, avec la ville et le milieu, un projet novateur tourné vers l'avenir. Nous devons nous donner les moyens et la flexibilité nécessaires à création d'un projet en phase avec notre époque, ayant la capacité d'évoluer et le plus durable possible.

L'imposition du règlement de concordance aurait un impact majeur, voir critique, sur la création d'un réel pôle d'emplois dans le secteur des Faubourgs.

(Voir tableau 1)



Montréal,
Le 23 août 2021

Division de l'urbanisme
Arrondissement Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est,
17e étage, H2L 4L8

Envoyé par courriel à urbanisme_ville-marie@montreal.ca

Objet **Mémoire concernant le règlement de concordance CA-24-282.1XX au PPU des Faubourgs**

Interloge est une entreprise collective à but non lucratif dont la mission est de développer et opérer des logements sociaux et abordables pour les ménages à faible et modeste revenu sur le territoire de la grande communauté métropolitaine. Fondé et établi depuis plus de 40 ans dans le quartier centre-sud, Interloge est très actif dans l'arrondissement Ville-Marie, et souhaite prendre part à la discussion entourant l'adoption du règlement de concordance au PPU des Faubourgs, modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282). Par ailleurs, dans le cadre du règlement sur la métropole mixte, Interloge est le partenaire communautaire qui se joint au groupe MACH dans la réalisation de logements sociaux pour la première phase de développement du Quartier des Lumières (ancien site de Radio-Canada). C'est donc à titre d'exploitant et de développeur immobilier qu'Interloge soumet par la présente ses commentaires à la Ville de Montréal au regard du projet de règlement.

Après avoir pris connaissance de celui-ci, Interloge soulève des préoccupations aux égards de ses impacts potentiels sur le développement de logements sociaux, abordables et pérennes dans les secteurs visés. Ces inquiétudes concernent spécifiquement la modification du règlement d'urbanisme de Ville-Marie (01-282) par l'insertion du nouvel article 34.2, se lisant comme suit :

« 34.2. Dans un secteur situé à l'est de la rue Atateken, la superficie brute incluant les balcons d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres ou en étages prescrite doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :
1° 650 m2 pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame ;
2° 750 m2 pour un bâtiment situé au nord de la rue Notre-Dame. ».

Typiquement, dans le cadre de la construction d'immeubles résidentiels multi-logements, le coût de construction est directement lié à l'efficacité du plan type du bâtiment. Par efficacité, on entend la capacité de l'aménagement de l'étage type proposé à répartir et optimiser les coûts de construction. Ainsi, pour absorber les coûts de construction des espaces non résidentiels (escaliers, ascenseurs, corridors et espaces communs, dites les aires « non vendables »), un minimum de superficie de logements par étage est requis (dites les aires « vendables »). Dans les exercices d'estimation visant la viabilité financière des projets, ce ratio aires vendables / aires non vendables est sensible, voire critique.

Or, en prenant l'exemple du Quartier des Lumières (zone 0024), l'intention de vouloir limiter la superficie brute maximale à 650 m^2 pour tous les étages situés au-dessus de la hauteur prescrite dans le règlement (soit pour les étages situés entre 23m et 45m de hauteur), entrainera une réduction de l'efficacité du plan type de ces étages et, nécessairement, une hausse des coûts de construction par unité de logement. De plus, cette baisse d'efficacité sera accentuée par le fait que la ville à l'intention d'exiger, par le même article, d'inclure les superficies des balcons dans le calcul de superficie brute totale, en opposition à la pratique courante qui les exclut.

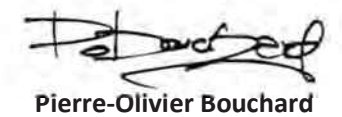
Dans un contexte spécifique de développement de logements abordables et sociaux, Interloge se dit préoccupé pour deux raisons. D'une part, car la hausse des coûts de construction résultant de l'application du nouveau règlement pourrait mettre en péril la viabilité de projets de type abordable considérant que les coûts de loyers sont plafonnés à 80% du loyer médian. D'autre part, car il demeure à ce jour inconnu à savoir qui comblerait le manque à gagner dans le budget de réalisation du projet. En effet, les projets de logements abordables étant supportés par des programmes de financement gouvernementaux dont la souplesse est limitée, comment notre organisation peut-elle être assurée que les surcoûts résultants de l'application du nouveau règlement seront absorbés ? Par qui le seront-ils ? Est-ce que ce sont les programmes d'aide financière existants qui seront adéquatement ajustés, et si oui, est-ce que cela pourra être fait dans des délais raisonnables ? Si non, quels nouveaux mécanismes d'aide financière pourront être mis en place ? Et quand? Ces questions visent à éviter que les Faubourgs se développent sans logements abordables parce que des projets susceptibles de s'y développer ne seraient pas viables économiquement parlant. Par ailleurs, Interloge propose, dans le cadre de ses projets dans les Faubourgs, des typologies familiales comportant une part significative de 3 et 4 chambres à coucher. Nous sommes soucieux que le cadre règlementaire préserve la flexibilité requise pour optimiser des plans d'étage dont l'aménagement conserve ce type de logement.

Dans un secteur aussi central qui celui du Quartier des Lumières, là où l'abordabilité des nouveaux logements est déjà difficile à mettre en place et à maintenir, ces différents obstacles pourraient compromettre la capacité des mécanismes existants à en réaliser davantage.

Ainsi, sans s'opposer directement au projet de règlement et ses objectifs visant la concordance avec le PPU des Faubourgs, Interloge émet certaines réserves, soulevant l'enjeu des coûts additionnels résultants de son adoption, et dont les mécanismes financiers pour les absorber ne sont pas assurés, ce qui pourrait avoir pour conséquence la réduction, voire la perte de l'abordabilité des logements créés, en plus de réduire la flexibilité requise pour optimiser des plans d'étage comportant des typologies familiales.

Nous demeurons à votre disposition pour échanger davantage sur le sujet, à votre convenance.

Cordialement,



Pierre-Olivier Bouchard
Directeur du développement immobilier

[redacted]

MÉMOIRE
(PPU) Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs
Présenté par Lemay
23 août 2021

INTRODUCTION

PRÉSENTATION DE LEMAY

INTELLIGENCE CRÉATIVE. VALEUR COLLECTIVE.

Fondée en 1957 comme société d'architecture, Lemay est aujourd'hui un chef de file canadien des services intégrés de conception de l'environnement bâti, alliant architecture, urbanisme, architecture de paysage, design urbain, design d'intérieur, développement durable, ingénierie et image de marque dans un ensemble synergique. Tirant profit de sa créativité, de sa capacité et de son expertise, la firme concrétise par ses projets les rêves de ses clients, générant une qualité de vie exemplaire pour les usagers et bâtissant un avenir meilleur pour les collectivités. Avec plusieurs bureaux à travers le monde et près de 450 professionnels, elle est classée 52e selon le World Architecture en 2018. Lemay s'est également méritée plus de 350 prix et mentions.

CE QUI NOUS DISTINGUE

Nous proposons de concevoir des projets distinctifs qui visent être nets positifs avec une approche transdisciplinaire en équipe de conception intégrée.

- Design remarquable
- Net positif
- Réalisation transdisciplinaire

NOS CLIENTS ET QUELQUES RÉALISATIONS

Lemay a su bâtir un important bassin de clients provenant autant du secteur privé que du secteur public. Lemay est fière de compter parmi ceux-ci les plus importantes institutions et organisations de la province. Des clients tels qu'Hydro-Québec, Aéroports de Montréal, la Ville de Montréal, la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Banque Nationale, etc. nous accordent leur confiance afin de réaliser avec célérité et créativité leurs mandats. Lemay est également impliqué dans des projets majeurs de requalification urbaine, de plans directeurs et de développements immobiliers mixtes, nous mentionnerons entre autres :

- Quartier des Lumières, Montréal, Groupe Mach (ancien site de Radio-Canada), 2019-20
- Étude de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie, Ville de Montréal et MTQ, 2011
- Étude de l'entrée de ville de l'autoroute Bonaventure, Montréal, 2010 et 2014
- Programme particulier d'urbanisme, Quartier Ville-Marie, Montréal, 2007
- Projet mixte Humaniti, place Riopelle, Montréal, Cogir et FTQ, 2018-2020

OBJECTIFS DU MÉMOIRE

Compte tenu de notre expérience en matière de plans d'ensemble et projets immobiliers d'envergure et puisque nous sommes impliqués dans divers projets montréalais et tout particulièrement sur le territoire des Faubourgs, nos objectifs sont de:

- Participer à la bonification du PPU des Faubourgs;
- Commenter le PPU afin d'en faire un outil de planification souple et durable;
- Participer de façon constructive à l'élaboration d'un cadre réglementaire approprié pour ce territoire.

MISE EN CONTEXTE DU PPU

Nous saluons l'initiative de la Ville de doter ce territoire d'une planification portée par une vision ancrée sur le milieu et sensible aux multiples acteurs publics et privés. Nous adhérons à la vision qui s'appuie sur *« la reconnaissance et le renforcement des caractéristiques urbaines et sociales du territoire, ainsi que sur l'objectif de corriger les grandes ruptures laissées par les opérations de rénovation urbaine et les aménagements autoroutiers des années 1950 à 1980 »*. Cette vision se résume comme suit :

- *Rétablir la relation du quartier avec le fleuve, le Vieux-Montréal et l'est du centre-ville par un décloisonnement et une ouverture sur le fleuve;*
- *Requalifier le secteur au sud du territoire en considérant tous les projets et les interventions en interrelation avec le milieu existant;*
- *Inscrire cette requalification dans une dynamique de continuité et de complémentarité avec les quartiers environnants et prendre en compte les répercussions potentielles;*
- *Réaffirmer et renforcer les qualités du milieu, notamment sa diversité sociale, son patrimoine architectural, son réseau d'équipements collectifs et communautaires, ses activités commerciales et culturelles et ses pôles d'emplois.*

En résumé, Lemay est fier de participer à cette consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) et souhaite émettre de nouveaux commentaires « constructifs » afin de permettre la pleine réalisation des multiples projets majeurs et ce, aux bénéfices de tous, acteurs publics et privés, actuels et futurs.

OPINIONS

Nous sommes d'avis que l'adoption de ce règlement visant à restreindre les plans d'étage de l'ensemble des immeubles à 750 m2, entrainerait des conséquences importantes sur l'accessibilité à l'habitation, sa mixité sociale, la gentrification du quartier et sur la viabilité d'un nouveau pôle d'emploi important.

En effet, la version définitive du PPU des Faubourgs, adoptée en juin 2021, recommande de fixer une limite de superficie de plancher sans toutefois en spécifier le nombre. Cette décision découle des recommandations de l'OCPM qui, dans son rapport daté du 4 mars, préconisait l'élimination du maximum de superficie de plancher entre 650 et 750 m2 de la première version du PPU, car celles-ci viendraient à l'encontre de la vision inclusive de la ville en plus d'avoir un impact majeur sur la viabilité des projets.

En premier lieu, la commission de l'OCPM est préoccupée par ces limites, craignant qu'elles constituent un obstacle majeur à l'intégration des unités de logement social ou abordable et puissent encourager, autant au point de vue de l'efficacité économique qu'énergétique, la construction d'unités dans la fourchette supérieure de prix. Une telle restriction pourrait amener la réduction du nombre ou de la taille de logements par étage, ce qui aurait un impact direct sur le type de clientèle pouvant y avoir accès, eu égard à la fois aux besoins en matière d'espace et aux couts associés à ces logements. Aussi, une limitation trop importante des superficies de plancher, de 650 m² ou 750 m², sans tenir compte des spécificités d'insertion et des particularités de chaque site, peut donner lieu à des formes architecturales inadaptées et incompatibles avec le milieu environnant.

Sur un plan plus technique, à l'instar de certains participants, la commission se questionne aussi quant à la pertinence d'inclure les balcons dans le calcul de limite de superficie. Le contexte sanitaire actuel ayant permis de constater l'importance de ce type d'équipements, il apparait inopportun d'imposer aux constructeurs le choix entre cet équipement et les espaces habitables. L'OCPM, les organismes, et nous Lemay en tant que « Professionnels » se rattachant au domaine de la construction ainsi que les promoteurs partagent tous les mêmes opinions.

Recommandation N° 16 OCPM :

La commission recommande d'autoriser des superficies de plancher plus importantes afin de favoriser la construction d'immeubles en hauteur qui soient écologiques et abordables.

Malgré les recommandations de l'OCPM, la ville de Montréal a décidé, par son règlement de concordance, de fixer à 750 m2 la superficie maximale de l'ensemble des bâtiments sur le site du Quartier des lumières incluant les balcons. TOUS les bâtiments sont visés par cette mesure : logements sociaux, résidentiels locatifs, condos et tours de bureaux. Selon l'ensemble des parties prenantes, à l'exception de la ville de Montréal, ce règlement aura un impact majeur sur l'abordabilité du projet, ce qui est en totale divergence avec les demandes imposées par la ville de Montréal.

CONCLUSION

En résumé, le territoire des Faubourgs est très étendu et très diversifié, en matière de population, d'usages, de densités et de hauteurs. La vision et les orientations dans le PPU *« consistent à créer un nouveau milieu de vie doté d'une densité de construction moyenne pouvant s'intégrer harmonieusement au contexte existant tout en accueillant une masse critique de résidents et d'usagers pour justifier une desserte complète de commerces et de services ».*

Bien que nous adhérions à cette vision « globale » du PPU, nous demeurons persuadés que les particularités de plusieurs des grands sites sur le territoire des Faubourgs, soit les sites de Radio Canada, de Molson Coors ainsi que le méga-îlot situé au sud-est de l'avenue De Lorimier et de la rue Sainte-Catherine, présentent des particularités qui les distinguent, soit :

- Par leur morphologie particulière : un grand parcellaire urbain et une échelle distinctive;
- Par leur localisation sur le fleuve ou au carrefour d'une entrée de ville importante;
- Par leurs activités monofonctionnelles et introverties;
- Par leur « sens du lieu » : la plus ancienne brasserie et l'ancienne maison de Radio-Canada.

Ces particularités dictent une approche innovante et distinctive qui doit nécessairement refléter les nouveaux modèles urbains internationaux en matière de planification d'ensemble, d'architecture et d'architecture de paysage.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre mémoire et à nos commentaires relatifs à cette orientation spécifiques proposée dans le PPU des Faubourgs.

Evelyne Paris, Architecte, MOAQ
Associée, Directrice de projets Architecture, Directrice de marché Divertissement

lemay

[redacted]

lemay.com

LES SOCIÉTÉS LES MIEUX GÉRÉES | Membre platine

RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Développement urbain

[redacted]

Montréal, le 23 août 2021

Objet : Opinion concernant le règlement de concordance CA-24-282.1XX au PPU des Faubourgs

Madame, Monsieur,

Rayside Labossière possède 35 ans d'expérience dans le développement et la réalisation de logements sociaux à Montréal. Depuis 40 ans, nous nous impliquons activement dans les nombreux enjeux sociaux du quartier Centre-Sud. Aujourd'hui nous coordonnons le Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud en collaboration avec la CDC Centre-Sud. Par ailleurs, nous sommes des membres très actifs d'Habiter Ville-Marie.

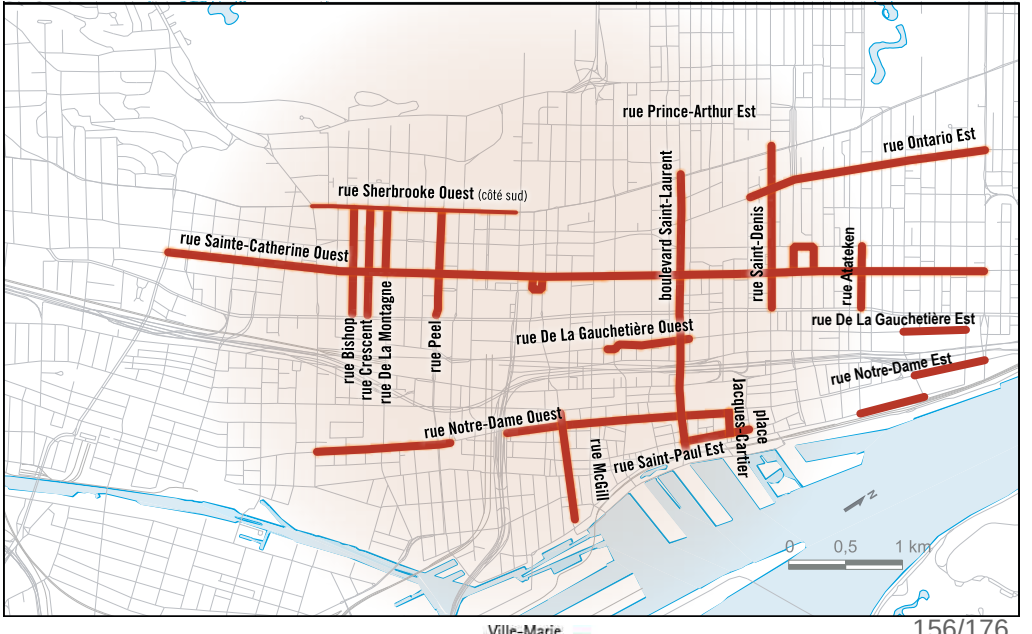
Nous vous écrivons au sujet de l'article 1 du règlement de concordance faisant l'objet de la présente consultation écrite.

Sans s'opposer directement à son louable objectif, l'ajout d'une limite des superficies brutes d'étages permise pose la question des couts additionnels des logements abordables et sociaux, dont les mécanismes financiers pour les assumer ne sont pas assurés.

En vous partageant, madame, monsieur, mes plus sincères salutations,

Ron Rayside
Rayside Labossière Architectes et Urbanisme





Annexe A

Ville-Marie
Montréal

Annexe B - Modifications apportées au plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- XXX Secteur de densité et implantation retiré
- XXX Nouveau secteur de densité et implantation
- Secteur touché

Dossier : 1217303005
Juin 2021

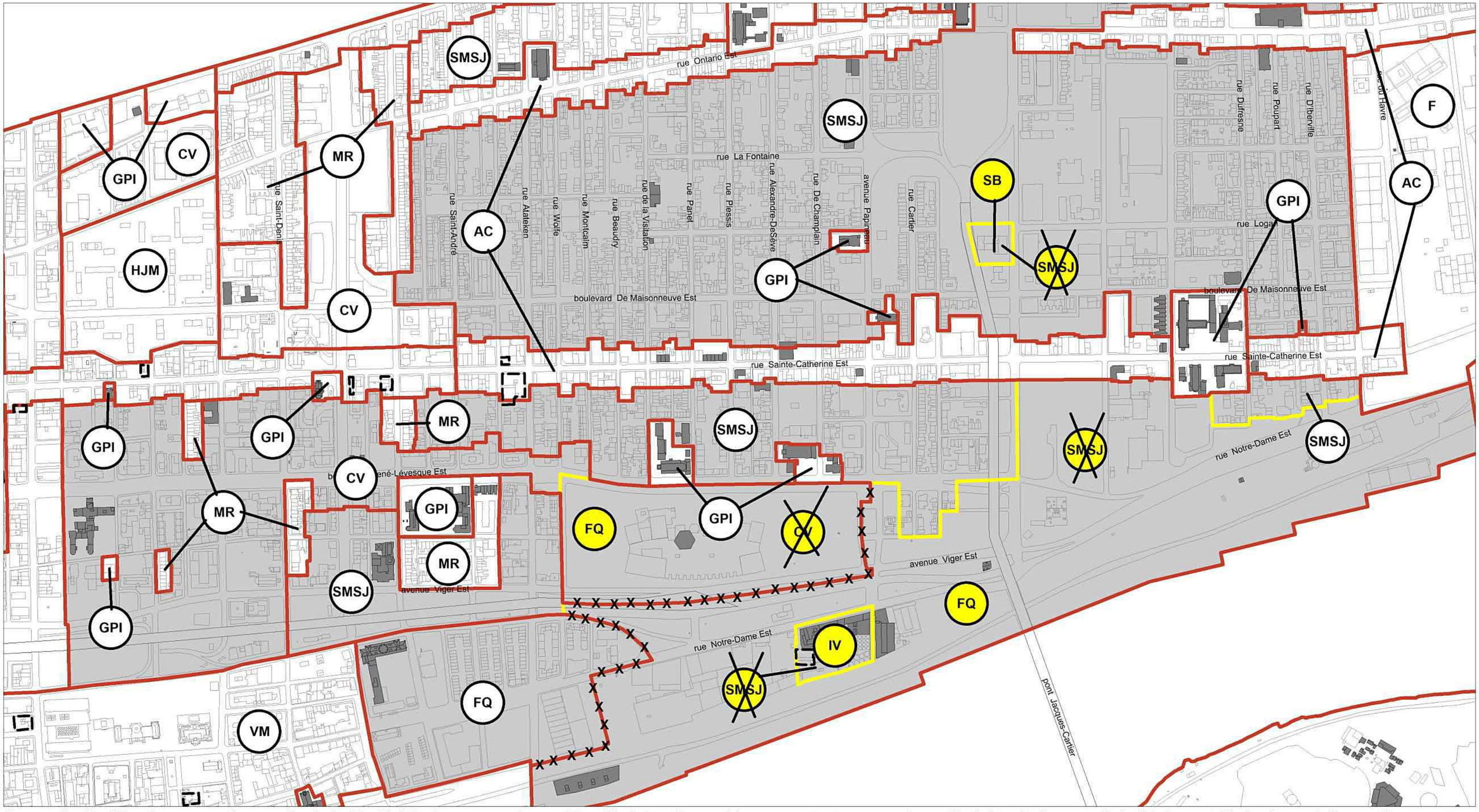
Ville-Marie
Montréal

Annexe C - Modifications apportées au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- Secteur de hauteur et surhauteur retiré
- XXX Nouveau secteur de hauteur et surhauteur
- Secteur touché

Dossier : 1217303005
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe D - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

- Limite retirée
- Nouvelle limite
- Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique
- ~~XXX~~ Secteur d'unité de paysage retiré
- XXX Nouveau secteur d'unité de paysage
- Secteur touché
- Immeuble d'intérêt
- Immeuble comportant une enseigne d'intérêt

Dossier : 1217303005
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal



Annexe E - Modifications apportées au plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

X X Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

~~XXX~~ Secteur d'usage prescrit retiré

XXX Nouveau secteur d'usage prescrit

Secteur touché

Secteur d'usage prescrit E.1

Dossier : 1217303005
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal

Annexe F - Modifications apportées au plan intitulé « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Limite retirée

Nouvelle limite

Nouvelle limite réalignée sur le cadastre rénové ou au centre de la voie publique

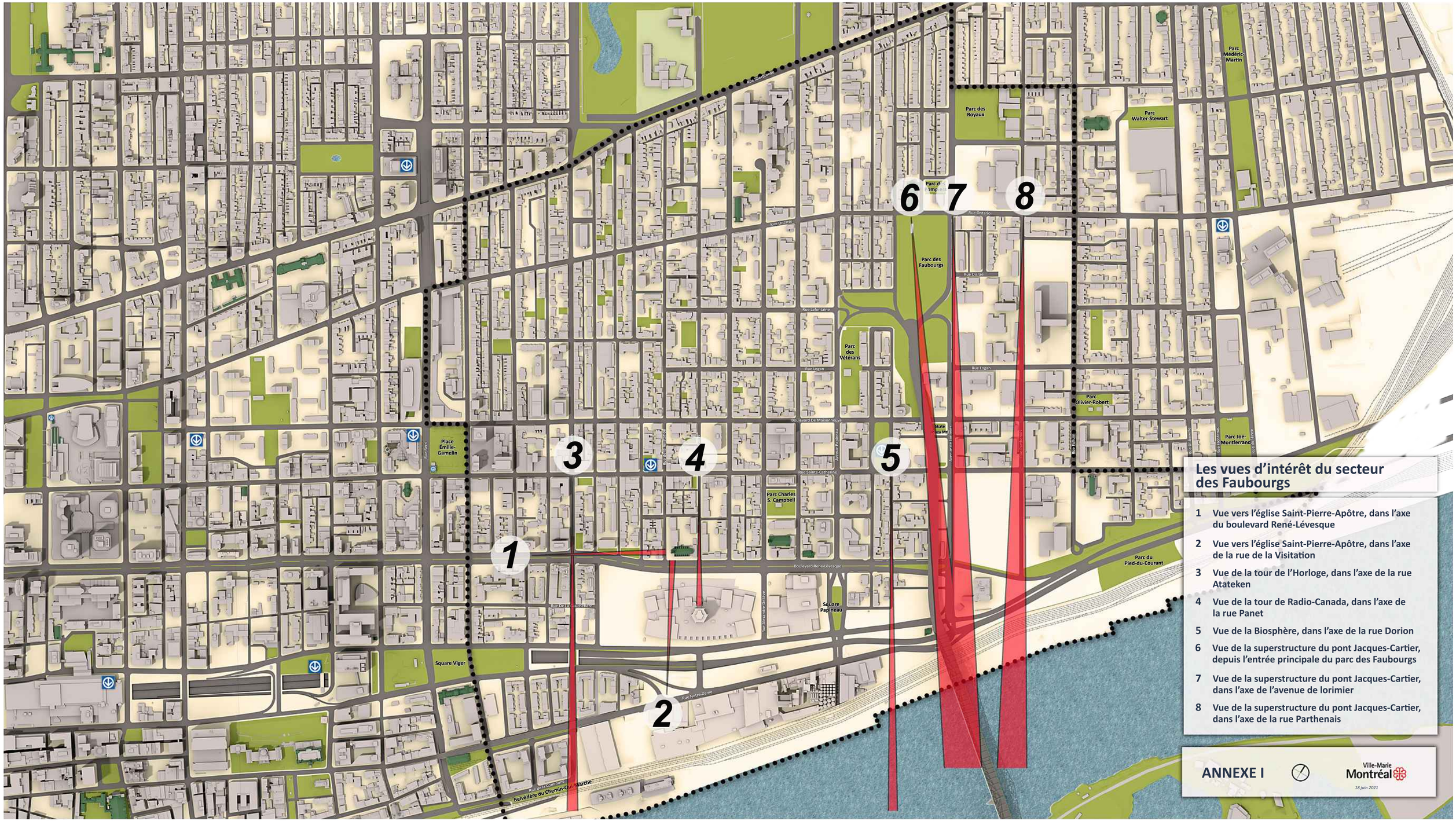
Zone retirée

XXX Nouvelle zone

Zone touchée

Dossier : 1217303005
Juin 2021

Ville-Marie
Montréal



Les vues d'intérêt du secteur des Faubourgs

1. Vue vers l'église Saint-Pierre-Apôtre, dans l'axe du boulevard René-Lévesque
2. Vue vers l'église Saint-Pierre-Apôtre, dans l'axe de la rue de la Visitation
3. Vue de la tour de l'Horloge, dans l'axe de la rue Atateken
4. Vue de la tour de Radio-Canada, dans l'axe de la rue Panet
5. Vue de la Biosphère, dans l'axe de la rue Dorion
6. Vue de la superstructure du pont Jacques-Cartier, depuis l'entrée principale du parc des Faubourgs
7. Vue de la superstructure du pont Jacques-Cartier, dans l'axe de l'avenue de lorimier
8. Vue de la superstructure du pont Jacques-Cartier, dans l'axe de la rue Parthenais

ANNEXE I

Ville-Marie Montréal

18 juin 2021

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX **Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) en concordance au Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs**

Vu les articles 85, 113 et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par l'insertion, après l'article 34.1, de l'article suivant:

« **34.2.** Dans un secteur situé à l'est de la rue Atateken, la superficie brute incluant les balcons d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres ou en étages prescrite doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :

1° 650 m^2 pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame ;

2° 750 m^2 pour un bâtiment situé au nord de la rue Notre-Dame. ».

2. Ce règlement est modifié, à l'article 36, par le remplacement au paragraphe 1° des mots « ainsi que les perspectives vers et depuis le mont Royal, » par les mots « les perspectives vers et depuis le mont Royal, ainsi que les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I, ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 36, de l'article suivant:

« **36.1.** En plus des critères énoncés à l'article 36, dans un secteur FQ ou IV, afin d'assurer une continuité et une insertion harmonieuse entre les unités de paysages FQ, IV, SMSJ et VM et de préserver la relation visuelle avec le fleuve, un projet comportant une surhauteur doit être approuvé conformément au titre VIII, selon les critères suivants :

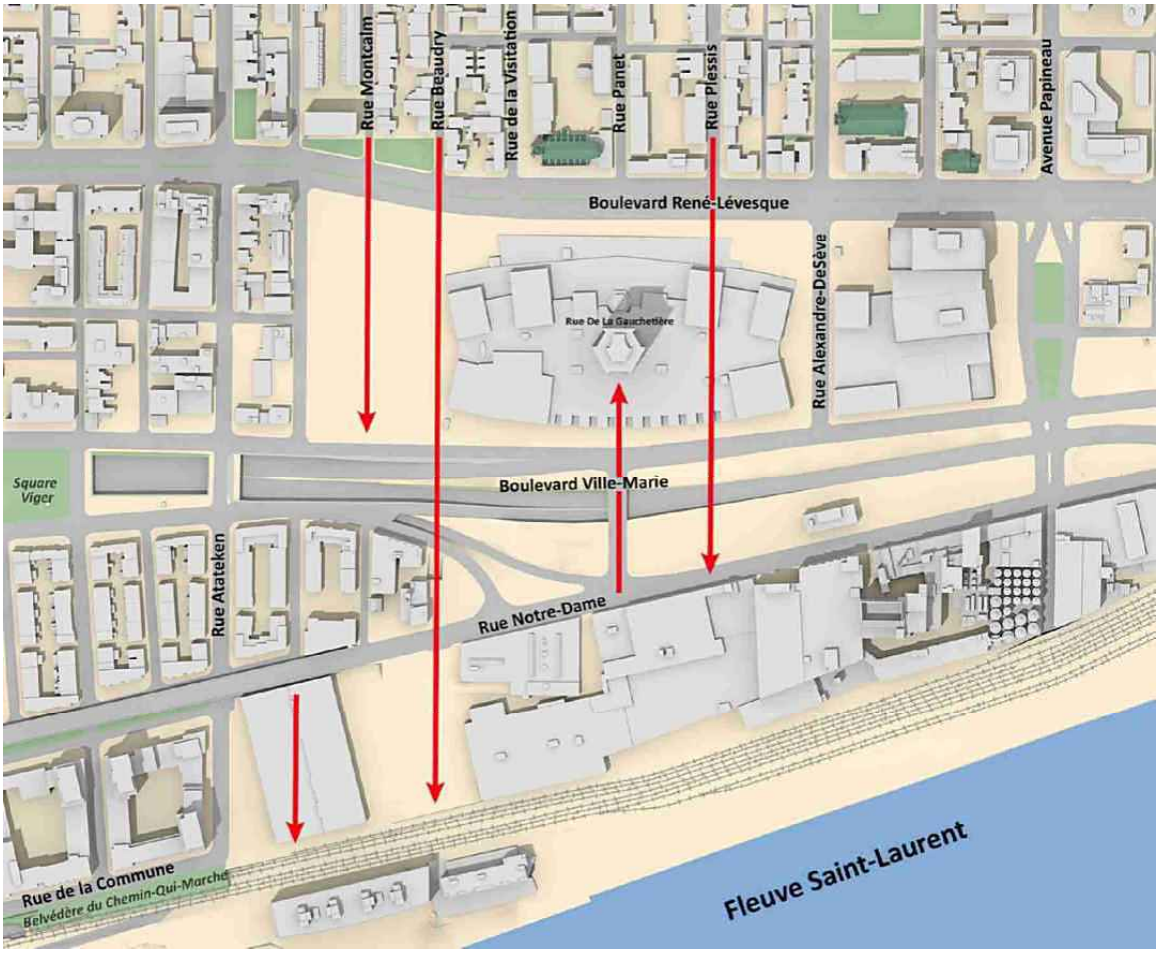
1° favoriser des ouvertures verticales représentant une proportion d'un maximum de 50% de la superficie de la façade;

2° favoriser une implantation des volumes bâtis permettant un dégagement visuel en direction du fleuve ;

3° favoriser un traitement architectural distinctif des deux derniers étages du bâtiment afin de marquer le couronnement.».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 55, de l'article suivant:

« **55.1.** Malgré l'article 55, les axes suivants doivent demeurer dégagés de toute construction hors-sol:



»

5. L'article 127.7 de ce règlement est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

« 5° privilégier un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine du quartier, en considération de la voies publique principale de l'avenue De Lorimier;
6° tendre à respecter une hauteur minimale de 1,2 m pour le positionnement d'une fenêtre de logement située en bordure d'un trottoir, afin d'éviter les logements en demi sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir ;
7° privilégier un accès individuel pour les logements situés au rez-de-chaussée, en bordure d'une rue ou d'un passage public. ».

6. L'article 127.11 de ce règlement est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

« 5° privilégier un traitement de l'enveloppe d'un bâtiment qui présente une composition architecturale distincte par rapport à celle d'un bâtiment voisin;
6° privilégier un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine du quartier, en considération des voies publiques principales suivantes :

a) le boulevard René-Lévesque incluant le pourtour du parc compris entre les rues de la Visitation et Panet;
b) le boulevard Ville-Marie;
c) la rue de la Commune incluant les abords du parc compris entre les rues de la Visitation et Plessis;
d) l'avenue De Lorimier;
7° tendre à respecter une hauteur minimale de 1,2 m pour le positionnement d'une fenêtre de logement située en bordure d'un trottoir, afin d'éviter les logements en demi sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir ;
8° privilégier un accès individuel pour les logements situés au rez-de-chaussée, en bordure d'une rue ou d'un passage public;
9° le projet doit tendre à s'inscrire dans le paysage offert par les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I, par la légèreté et l'originalité de l'expression volumétrique;
10° favoriser la mise en valeur ou la protection des vestiges archéologiques. ».

7. L'article 127.21 de ce règlement est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

« 5° privilégier un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine du quartier, en considération des voies publiques principales suivantes :
a) le boulevard René-Lévesque;
b) l'avenue De Lorimier;
7° tendre à respecter une hauteur minimale de 1,2 m pour le positionnement d'une fenêtre de logement située en bordure d'un trottoir, afin d'éviter les logements en demi sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir ;
8° privilégier un accès individuel pour les logements situés au rez-de-chaussée, en bordure d'une rue ou d'un passage public;
9° le projet doit tendre à s'inscrire dans le paysage offert par les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I, par la légèreté et l'originalité de l'expression volumétrique. ».

8. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 127.26, des articles suivants:

« 127.27. Dans l'unité de paysage Îlot des Voltigeurs (IV), les travaux visés à l'article 102 doivent tendre à respecter les caractéristiques suivantes :
1° favoriser la conservation d'une silhouette bâtie composée d'une cascade graduelle de volumes répartis autour d'un point culminant central;
2° privilégier une architecture pouvant constituer un point de repère exemplaire dans le paysage du front fluvial pour une construction sur l'emplacement sur le site de l'horloge Molson;
3° assurer une prédominance de revêtement de matériaux de brique d'argile rouge;
4° tendre à ce que les bâtiments respectent un taux d'implantation maximal de 65 %;
5° tendre à préserver et aménager la configuration en U des cours intérieures qui provient du lotissement initial, soit l'axe de la porte cochère, l'axe de l'ancienne terrasse Molson et l'axe de l'ancienne rue des Voltigeurs;

6° favoriser des usages au rez-de-chaussée assurant l'animation des cours intérieures;
7° tendre à offrir des connexions entre le réseau de cours intérieures et le parcours riverain projeté
8° privilégier un traitement de l'enveloppe d'un bâtiment qui présente une composition architecturale distincte par rapport à celle d'un bâtiment voisin;
9° privilégier un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine du quartier, en considération des voies publiques principales suivantes :
a) le boulevard Ville-Marie;
b) la rue de la Commune incluant les abords du parc compris entre les rues de la Visitation et Plessis;
10° tendre à respecter une hauteur minimale de 1,2 m pour le positionnement d'une fenêtre de logement située en bordure d'un trottoir, afin d'éviter les logements en demi sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir ;
11° privilégier un accès individuel pour les logements situés au rez-de-chaussée, en bordure d'une rue ou d'un passage public;
12° le projet doit tendre à s'inscrire dans le paysage offert par les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I, par la légèreté et l'originalité de l'expression volumétrique ;
13° favoriser la mise en valeur ou la protection des vestiges archéologiques.
».

127.28. Dans l'unité de paysage Savonnerie Barsalou (SB), les travaux visés à l'article 102 doivent tendre à respecter les caractéristiques suivantes :
1° favoriser la conservation et l'intégration de façon durable des caractéristiques architecturales existantes de l'aile centrale et de l'aile bordant la rue de Lorimier, incluant la cheminée ;
2° privilégier une architecture pouvant constituer un point de repère exemplaire dans le paysage d'entrée de ville pour un volume en surhauteur ;
3° favoriser une interface accueillante et dynamique avec la rue Logan et le parc des Faubourgs;
4° privilégier un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine du quartier, en considération des voies publiques principales suivantes :
a) l'avenue De Lorimier ;
b) le boulevard De Maisonneuve ;
5° tendre à respecter une hauteur minimale de 1,2 m pour le positionnement d'une fenêtre de logement située en bordure d'un trottoir, afin d'éviter les logements en demi sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir ;
6° privilégier un accès individuel pour les logements situés au rez-de-chaussée, en bordure d'une rue ou d'un passage public;
7° des matériaux de revêtement de brique d'argile ou de pierre grise;
8° le projet doit tendre à s'inscrire dans le paysage offert par les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I, par la légèreté et l'originalité de l'expression volumétrique.».

9. Ce règlement est modifié, à l'article 136, par le remplacement de la figure du paragraphe 8° par la figure jointe en annexe A du présent règlement.

10. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 170, de l'article suivant:

« **170.2.** Un établissement commercial situé à l'est de la rue Atateken et occupant le niveau du rez-de-chaussée ou un niveau inférieur à celui-ci doit comporter une entrée principale accessible directement depuis la rue. »

11. L'article 710 de ce règlement est modifié, par l'ajout du paragraphe suivant :

« 7° la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment comportant des travaux souterrains dans l'unité de paysage FQ ou IV. »

12. L'article 712 de ce règlement est modifié, au paragraphe 9°, par le remplacement des mots « d'une opération cadastrale visée », par les mots « des travaux visés aux paragraphes 5° et 7° ».

13. Le feuillet intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'illustré par les plans joints en annexe B au présent règlement.

14. Le feuillet intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'illustré par les plans joints en annexe C au présent règlement.

15. Le feuillet intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'illustré par les plans joints en annexe D au présent règlement.

16. Le feuillet intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'illustré par les plans joints en annexe E au présent règlement.

17. Le feuillet intitulé « Zones » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'illustré par les plans joints en annexe F au présent règlement.

18. Le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) est modifié par l'ajout du paragraphe suivant:

« « règlement d'urbanisme » : le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ».

19. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 2, de l'article suivant:

« **2.1.** Malgré l'article 2, un étage comportant un usage commercial, industriel ou équipement collectif et institutionnel peut déroger à l'article 34.2 du règlement d'urbanisme aux conditions prévues aux sections III, V et VI du présent règlement.

20. Ce règlement est modifié par l'insertion, après la section IV, de l'intitulé suivant:

«**SOUS-SECTION I**
PLUS-VALUE D'UN PROJET PARTICULIER »

21. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 9.2, de l'intitulé suivant:

«**SOUS-SECTION II**

CRITÈRES GÉNÉRAUX »

22. Ce règlement est modifié, à l'article 9.4, par le remplacement des mots « Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) » par les mots «règlement d'urbanisme ».

23. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 9.5, de la sous-section suivante:

« **SOUS-SECTION III**
CRITÈRES D'UN PROJET PARTICULIER DÉROGEANT À L'ARTICLE 34.2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME »

9.6. Afin d'atténuer l'impact d'un immeuble de grande hauteur, de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'espace public, du paysage urbain et de contribuer à l'amélioration des conditions environnementales, lorsque, pour un étage résidentiel le projet particulier déroge à l'article 34.2 du règlement d'urbanisme, celui-ci doit respecter les critères suivants:

1° favoriser une volumétrie et des reculs de façades qui réduisent l'impact perceptible des construction en hauteur sur le domaine public notamment:
a) les parcs et places publiques
b) la rue Sainte-Catherine ;
c) le boulevard René-Lévesque ;
d) la rue de la Visitation ;
e) la rue Saint-Antoine ;
f) l'avenue Viger ;
g) la rue de la Commune ;
h) l'avenue De Lorimier ;
i) la rue Notre-Dame ;
j) la rue Alexandre-DeSève ;
k) l'avenue Papineau ;
2° favoriser une volumétrie qui permet de dégager les vues vers le fleuve Saint-Laurent et les vues d'intérêt identifiées à l'annexe I du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ;
3° contribuer à l'enrichissement du paysage montréalais, tant à l'échelle de la rue, du quartier, de la ville que de la métropole ;
4° minimiser les effets négatifs sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes ;
5° favoriser l'utilisation de techniques d'économie d'énergie et de matériaux de construction durables ;
6° favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs.

ANNEXE A
FIGURE INTITULÉE « CONTINUITÉ COMMERCIALE AU REZ-CHAUSSÉE OBLIGATOIRE »

ANNEXE B
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ «DENSITÉS ET IMPLANTATION »

ANNEXE C
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ «HAUTEURS ET SURHAUTEURS »

ANNEXE D
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

ANNEXE E
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »

ANNEXE F
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « ZONES »

ANNEXE G
ANNEXE I - LES VUES D'INTÉRÊTS DU SECTEUR DES FAUBOURGS

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1_____) entré en vigueur le _____ 2021, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le 1_____ 2021.

GDD : 1217303005

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX	**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) ET LE RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (CA-24-011) NOTAMMENT À DES FINS DE CONCORDANCE AVEC LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) AFIN D'Y INTÉGRER LE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DES FAUBOURGS**

Vu les articles 110.4, 113, 145.15 et 145.36 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du _____2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par l'insertion, après l'article 34.1, de l'article suivant :

« **34.2.** Dans un secteur ou une partie de secteur de surhauteur égal ou supérieur à 45 m compris entre les rues Atateken et Fullum, la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à 750 m^2. ».

2. L'article 36 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 3.1° le projet doit tendre à s'inscrire dans le paysage offert par les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I, par la légèreté et l'originalité de son expression volumétrique ou par le maintien ou la mise en valeur des percées visuelles vers les constructions sur lesquelles portent ces vues; ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 36, de l'article suivant :

« **36.1.** En plus des objectifs et des critères énoncés à l'article 36, dans un secteur FQ ou IV, afin d'assurer une continuité et une insertion harmonieuse entre les unités de paysages FQ, IV, SMSJ et VM et de préserver la relation visuelle avec le fleuve, les critères suivants s'appliquent à l'égard d'un projet comportant une surhauteur :

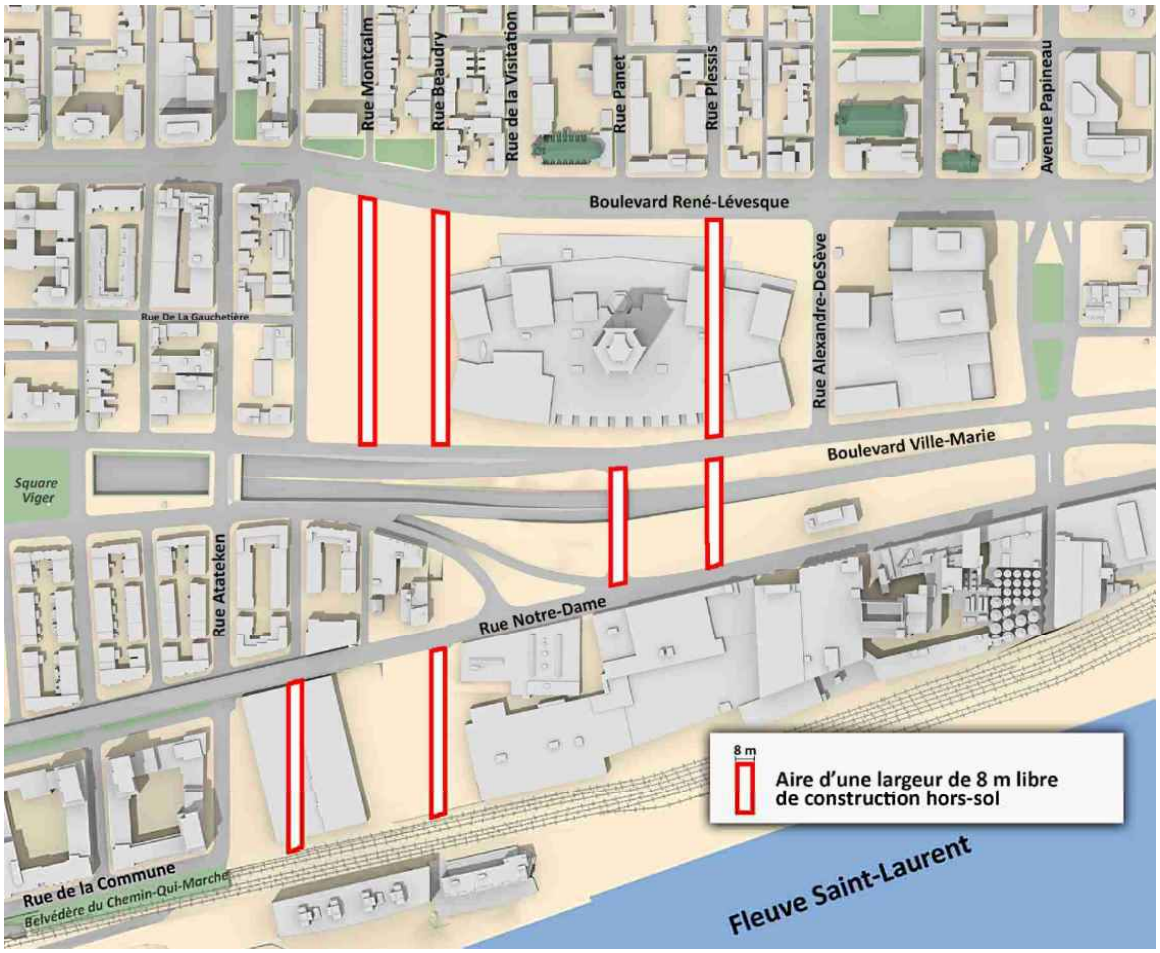
1° une volumétrie composée d'un basilaire et d'un volume en retrait présentant une silhouette élancée doit être favorisée;

2° le projet doit tendre à comporter des ouvertures verticales représentant une proportion d'un maximum de 50 % de la superficie de sa façade;
3° le projet doit favoriser une implantation des volumes bâtis permettant un dégagement visuel en direction du fleuve;
4° un traitement architectural distinctif des deux derniers étages du bâtiment afin de marquer le couronnement doit être favorisé. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après le chapitre VI du titre II, du chapitre suivant :

« **CHAPITRE VI.1**
AIRE LIBRE DE CONSTRUCTION HORS-SOL

86.1. Aucune construction hors-sol ne doit être implantée dans les aires d'une largeur de 8 m identifiées par un encadré rouge sur la figure suivante :



».

5. L'article 104 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'article « 127.26 » par l'article « 127.28 ».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 111, de l'article suivant :

« **111.1.** Dans le secteur délimité par la rue Atateken, le boulevard René-Lévesque, l'avenue Papineau, les rues Sainte-Catherine et Dufresne et le fleuve Saint-Laurent, afin d'évaluer la protection ou la mise en valeur des vestiges archéologiques qui s'y trouvent, le cas échéant, les travaux de construction ou de transformation d'un bâtiment, en tout ou en partie, en souterrain doivent être approuvés conformément au titre VIII et la construction qui en résulte doit être conforme aux plans approuvés.

Les travaux visés au premier alinéa doivent être approuvés en respectant le critère suivant :

1° la mise en valeur ou la protection des vestiges archéologiques doit être favorisée dans le traitement architectural du bâtiment ou dans l'aménagement paysager. ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 127, de l'article suivant :

« **127.0.1.** Dans les unités ou les parties d'unités de paysage Artère commerciale (AC), Faubourg Québec (FQ), Grande propriété institutionnelle (GPI), Îlot des Voltigeurs (IV), Maisons en rangée (MR), Sainte-Marie – Saint-Jacques (SMSJ) et Savonnerie Barsalou (SB) situées au sud de la rue Sainte-Catherine et à l'est de la rue Saint-Hubert, les travaux visés à l'article 102 doivent être approuvés en respectant les critères suivants :

1° une intégration urbaine et architecturale en continuité avec les caractéristiques significatives du contexte telles que l'alignement, la hauteur des étages et le traitement des garde-corps et des ornementations, doit être favorisée;
2° un traitement de l'enveloppe d'un bâtiment qui présente une composition architecturale distincte par rapport à celle d'un bâtiment voisin doit être privilégié;
3° un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine du quartier, en considération des voies publiques principales suivantes, doit être privilégié :
   a) la rue de la Commune incluant les abords du parc compris entre les rues de la Visitation et Plessis;
   b) l'avenue De Lorimier;
   c) le boulevard René-Lévesque incluant le pourtour du parc compris entre les rues de la Visitation et Panet;
   d) la rue Sainte-Catherine;
   e) le boulevard Ville-Marie;
4° une fenêtre de logement située en bordure d'un trottoir doit tendre à être située à une hauteur minimale de 1,2 m de ce dernier, afin d'éviter les logements en demi-sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir;
5° un accès individuel pour les logements situés au rez-de-chaussée, en bordure d'une rue ou d'un passage public, doit être privilégié;
6° un toit qui surmonte un étage situé entièrement ou en partie au-dessous du niveau du sol doit préférablement comprendre un substrat végétalisé de 500 mm sur une portion significative de sa surface;

7° la localisation et la proportion des ouvertures du bâtiment doit favoriser les économies d'énergie;
8° le projet doit tendre à s'inscrire dans le paysage offert par les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I, par la légèreté et l'originalité de son expression volumétrique. ».

8. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 127.26, des articles suivants :

« **127.27.** Dans l'unité de paysage Îlot des Voltigeurs (IV), les travaux visés à l'article 102 doivent être approuvés en respectant les critères suivants :

1° la conservation d'une silhouette bâtie composée d'une cascade graduelle de volumes répartis autour d'un point culminant central doit être favorisée;
2° une architecture pouvant constituer un point de repère exemplaire dans le paysage du front fluvial doit être privilégiée pour une construction sur l'emplacement d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble comportant une enseigne d'intérêt sur le plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A;
3° une prédominance de revêtement de matériaux de brique d'argile rouge doit être assurée;
4° la configuration en U des cours intérieures qui provient du lotissement initial, soit l'axe de la porte cochère, l'axe de l'ancienne terrasse Molson et l'axe de l'ancienne rue des Voltigeurs, doit tendre à être préservée;
5° des usages au rez-de-chaussée assurant l'animation des cours intérieures doivent être favorisés;
6° des connexions entre le réseau de cours intérieures et le parcours riverain projeté doivent préférablement être prévues.

127.28. Dans l'unité de paysage Savonnerie Barsalou (SB), les travaux visés à l'article 102 doivent être approuvés en respectant les critères suivants :

1° la conservation et l'intégration de façon durable des caractéristiques architecturales existantes de l'aile centrale et de l'aile bordant l'avenue De Lorimier, incluant la cheminée, doivent être favorisées;
2° une architecture pouvant constituer un point de repère exemplaire dans le paysage du front fluvial et d'entrée de ville doit être privilégiée pour une construction en surhauteur;
3° une interface accueillante et dynamique avec la rue et le parc des Faubourgs doit être favorisée. ».

9. La figure du paragraphe 8° de l'article 136 de ce règlement est remplacée par celle jointe en annexe A au présent règlement.

10. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 170, de l'article suivant :

« **170.2.** Dans un secteur de la catégorie M.7 situé en tout ou en partie à l'est de la rue Atateken, un établissement commercial occupant le niveau du rez-de-chaussée ou un niveau inférieur à celui-ci doit comporter une entrée principale accessible directement depuis la rue. ».

11. Le paragraphe 9° de l'article 712 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « d'une opération cadastrale visée au paragraphe 5° » par les mots « des travaux visés à l'article 111.1 et au paragraphe 5° ».

12. Le feuillet intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les extraits des plans joints en annexe B au présent règlement.

13. Le feuillet intitulé « Hauteur et surhauteur » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les extraits des plans joints en annexe C au présent règlement.

14. Le feuillet intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les extraits des plans joints en annexe D au présent règlement.

15. Le feuillet intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les extraits des plans joints en annexe E au présent règlement.

16. Le feuillet intitulé « Zones » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les extraits des plans joints en annexe F au présent règlement.

17. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe I intitulée « Les vues d'intérêt du secteur des Faubourgs ».

18. L'article 1 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) est modifié par l'ajout de la définition suivante :

« « règlement d'urbanisme » : le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). ».

19. L'article 9.4 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) » par les mots « règlement d'urbanisme ».

20. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 9.5, de l'article suivant :

« **9.6.** Afin d'atténuer l'impact d'un immeuble de grande hauteur, de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'espace public et du paysage urbain et de contribuer à l'amélioration des conditions environnementales, un projet particulier qui déroge à l'article 34.2 du règlement d'urbanisme doit respecter, en plus des critères prévus aux articles 9 à 9.5, les critères suivants :

1° pour un étage situé en surhauteur, tendre à avoir une superficie de plancher par étage inférieure à celle des étages situés en dessous de la hauteur en mètres maximale prescrite;

2° favoriser une volumétrie élancée et des reculs de façades qui réduisent l'impact perceptible des constructions en hauteur sur le domaine public, notamment :
   a) les parcs et les places publiques;
   b) la rue Alexandre-DeSève;
   c) la rue de la Commune;
   d) la rue De La Gauchetière;
   e) l'avenue De Lorimier;
   f) la rue Notre-Dame;
   g) l'avenue Papineau;
   h) la rue Parthenais;
   i) le boulevard René-Lévesque;
   j) la rue Saint-Antoine;
   k) la rue Sainte-Catherine;
   l) l'avenue Viger;
   m) le boulevard Ville-Marie;
   n) la rue de la Visitation;
   o) la rue Wolfe;
3° favoriser une volumétrie qui permet de dégager les vues vers le fleuve Saint-Laurent et les vues d'intérêt illustrées à l'annexe I du règlement d'urbanisme;
4° contribuer à l'enrichissement du paysage montréalais, tant à l'échelle de la rue, du quartier, de la ville que de la métropole;
5° minimiser les effets négatifs sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes;
6° favoriser la conception d'un bâtiment qui permet les économies d'énergie, notamment par l'utilisation de matériaux de construction durables;
7° favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs.

ANNEXE A
FIGURE DU PARAGRAPHE 8° DE L'ARTICLE 136 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282)

ANNEXE B
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION »

ANNEXE C
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « HAUTEUR ET SURHAUTEURS »

ANNEXE D
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE, IMMEUBLES D'INTÉRÊT ET IMMEUBLES COMPORTANT UNE ENSEIGNE D'INTÉRÊT »

ANNEXE E
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »

ANNEXE F
EXTRAITS DU FEUILLET INTITULÉ « ZONES »

ANNEXE G
ANNEXE I - LES VUES D'INTÉRÊT DU SECTEUR DES FAUBOURGS

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1_____) entré en vigueur le _____ 2021, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le 1_____ 2021.

GDD : 1217303005

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218398002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain

D'adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-29 09:19

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218398002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite sauvegarder un maximum d'arbres existants sur son territoire. Pour se faire, le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sera modifié afin que, lors de travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment, la présence d'arbres existants sur le terrain visé soit une caractéristique à étudier pour l'approbation de ce projet lors de l'étude de conformité en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme.
De plus, le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) sera amendé afin d'exiger qu'un rapport d'expert spécifiant qu'un arbre ne peut être replanté sur le même site où se situent les travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment soit présenté afin d'émettre le certificat d'abattage permettant les travaux visés. Lorsque l'expert le mentionne, l'arbre devra être replanté *in situ* .

Enfin, de nouveaux objectifs et critères en matière de verdissement d'un terrain devront être respectés lors de la construction ou de l'agrandissement de la superficie d'implantation au sol d'un bâtiment pour l'approbation de ce projet lors de la révision architecturale prévue par le titre VIII du Règlement d'urbanisme.

Aucune des modifications présentées n'est susceptible d'approbation référendaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le conseil d'arrondissement souhaite apporter les modifications suivantes au Règlement d'urbanisme 01-282 et au Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224).
1. Règlement d'urbanisme 01-282

Arbre à grand déploiement
La définition d'arbre à grand déploiement est intégrée dans le règlement.

Canopée
La définition de canopée est intégrée dans le règlement.

Couronne
La définition de couronne est intégrée dans le règlement.

Arbres existants
Le projet de règlement assure qu'une révision architecturale en vertu du titre VIII soit soumise au CCU lorsque des arbres sont présents sur un terrain à construire.

Verdissement d'un terrain
Le projet de règlement vise à accroître le verdissement d'un terrain. Ainsi, tout projet visant la construction d'un nouveau bâtiment ou l'agrandissement d'un bâtiment existant sera soumis à une révision architecturale en vertu du titre VIII. Six objectifs et douze critères permettront celle nouvelle évaluation.

Taille des arbres et dimension des fosses de plantation
Le projet de règlement exige une taille minimale pour les arbres à planter. Les fosses de plantation doivent également avoir une profondeur minimale de 1 m et un volume de terre minimal qui varie selon le type de fosse de plantation (individuelle ou partagée).

2. Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224)

Certificat d'autorisation d'abattage d'arbre ou de rehaussement de sol
Le projet de règlement vise à ajouter un rapport signé par un expert attestant qu'un arbre ne peut être transplanté sur le site même où se situe la construction projetée pour l'obtention du certificat d'abattage dans les cas suivants:

- dans l'aire d'implantation d'une construction ou agrandissement projetée
- dans l'aire d'implantation d'une voie de circulation;
- dans l'aire de protection de la rive.

JUSTIFICATION

L'Arrondissement propose un ensemble de mesures réglementaires visant à préserver les arbres présents sur le territoire et à accroître le verdissement des cours privés afin d'augmenter les îlots de fraîcheur.

1. Règlement d'urbanisme 01-282

Verdissement d'un terrain
En vue de réduire les effets d'îlot de chaleur urbain et de permettre une gestion des eaux pluviales *in situ,* l'arrondissement vise à accroître la végétalisation et la perméabilité des cours.

Les bénéfices et co-bénéfices environnementaux générés par l'augmentation des espaces végétalisés et perméables sont très importants : réduction des températures d'air et de surfaces, gestion des eaux de pluie, réduction des GES, protection et enrichissement de la biodiversité, amélioration de la qualité du paysage, bien-être, meilleure isolation thermique.

Taille des arbres et dimension des fosses de plantation
L'exigence de dimensions d'arbre minimales permet de s'assurer de la survie de l'arbre. Plus l'arbre est grand, plus il sera résistant aux blessures et aux accidents. Aussi, la plantation d'arbres à moyen et grand déploiement permet de fournir une plus grande couverture

arborée avec un nombre d’arbres à planter moindre en comparaison avec les arbres à petit déploiement. Par ailleurs, la croissance de l’arbre dépend du volume de terre au sol. Plus le volume de terre est important, plus l’arbre a des chances d’atteindre sa croissance optimale, ce qui génère des bénéfices environnementaux importants.

2. Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224)

Certificat d’autorisation d'abattage d'arbre ou de rehaussement de sol
L’exigence du rapport d'expert signé vise à s'assurer que lorsqu'un arbre peut être replanter, sur le même terrain, ce dernier soit préservé en ne permettant pas la délivrance d'un permis d'abattage. Le règlement vise à ce que, lorsque possible, les arbres dans une aire d'implantation d'une construction projetée soient préservés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de règlement s'inscrit dans la volonté politique de développer des territoires durables et résilients. Les mesures réglementaires proposées ont pour effet de réduire les phénomènes d'îlot de chaleur urbain et les émissions de gaz à effet de serre, préserver la biodiversité et enfin améliorer le cadre de vie des citoyen.nes

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Suite à l'arrêté 2020-033 du gouvernement du Québec en date 7 mai 2020, en lien avec le processus d’adoption, le conseil va remplacer l’assemblée publique normalement prévue par la Loi par une consultation écrite de 15 jours qui sera annoncée préalablement par un avis public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption 1er projet de règlement : CA 6 juillet 2021
Consultation écrite de 15 jours : août 2021
Adoption du règlement (avec ou sans modification) : CA du 14 septembre 2020
Entrée en vigueur du Règlement : fin 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Louis ROUTHIER
architecte - planification

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-06-28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.05

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1218398002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain

D'adopter, avec modification, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain ».

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-30 13:38

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218398002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain

CONTENU

CONTEXTE

La consultation a généré 2 commentaires écrits qui abordaient les thèmes suivants :

- la dimension des arbres visés lors de l'évaluation d'un projet mentionné à l'article 102 du Règlement d'urbanisme 01-282;
- la superficie minimale des éléments de construction obligeant une révision architecturale afin d'accroître le verdissement d'un terrain;
- l'autorisation maintenue d'abattre un arbre lors de l'aménagement d'une voie de circulation ou d'une aire de stationnement ou à moins de 1 m de celle-ci.

En réponse, l'article 2 a été modifié afin de préciser la dimension des arbres visés par la révision architecturale dans le cas des projets nommés à l'article 102 du Règlement d'urbanisme 01-282. L'article 3 a également été modifié afin d'accroître la précision sur les travaux nécessitant une révision architecturale touchant le verdissement des terrains. Toujours dans le but d'assurer une compréhension efficace de la réglementation d'urbanisme, l'article 4 a été modifié afin de s'assurer qu'un minimum de 3 essences soient plantés lorsque la plantation de 3 arbres ou plus est exigé lors de l'aménagement d'une aire de stationnement extérieure de 5 unités et plus.

Le dernier sujet touche un élément plus politique (maintien ou non de l'interdiction d'abattre un arbre dans l'aire d'implantation d'une voie de circulation ou d'une aire de stationnement ou à moins de 1 m de celle-c), nous avons préféré référer le citoyen à son conseiller de district.

Enfin, une erreur de français a été corrigée dans le titre du projet de règlement.

Chaque citoyen.ne a également reçu une réponse écrite de l'arrondissement. Le rapport de la consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 9 au 23 août 2021, est joint au présent sommaire addenda, dans la section « Pièces jointes addenda ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis ROUTHIER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Non-disponible

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Avis de motion: CA21 240301

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain.

40.20 1218398002

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240302

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain - Projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter un projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.20.1 1218398002

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 juillet 2021

Ville-Marie
Montréal

CA-24-224.XX	**Règlement modifiant le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224)**

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 119 et 120 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À la séance ordinaire du XX XXXX 2021, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 48 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6°, du paragraphe suivant :

« 6.1° dans les cas prévus aux paragraphes 5° à 7° de l'article 420 du règlement d'urbanisme, un rapport signé par un agronome ou un ingénieur forestier attestant que l'arbre ne peut être transplanté sur le même site où se situe la construction projetée; ».

GDD

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Vu les articles 113, 119, 145.15, 145.16, 145.31 et 145.32 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 77 et 155 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du _____2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « appareil d'amusement », de la définition suivante :

« « arbre à grand déploiement » : un arbre feuillu de grand gabarit dont la hauteur à maturité peut atteindre plus de 15 mètres et dont la canopée peut atteindre un diamètre de plus de 5 mètres ; »;

2° l'insertion, après la définition de « bâtiment voisin », de la définition suivante :

« « canopée » : la strate supérieure de l'ensemble formé par les couronnes des arbres; »;

3° l'insertion, après la définition de « construction », de la définition suivante :

« « couronne » : la partie d'un arbre constituée de l'ensemble des branches situées au sommet du tronc, soit des branches maîtresses jusqu'aux rameaux; »;

2. L'article 103 de ce règlement est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

« 5° la présence d'arbres existants sur le site ».

3. Le titre IV de ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 453, du chapitre suivant :

CHAPITRE IX
VERDISSEMENT D'UN TERRAIN

453.1. Lors de la construction ou de l'agrandissement de la superficie d'implantation au sol d'un bâtiment, tout aménagement dans une cour doit être approuvé conformément au titre VIII et l'aménagement qui en résulte doit être conforme aux plans approuvés.

Les principaux objectifs recherchés consistent à :
1° réduire les îlots de chaleur;
2° embellir le paysage urbain;
3° réduire les nuisances
4° limiter les impacts du drainage du site vers et sur les propriétés voisines
5° favoriser l'utilisation des transports actifs
6° protéger les arbres existants.

L'approbation visée au premier alinéa doit tenir compte des critères suivants :

1° les aménagements minéralisés sont réduits à leurs plus petites dimensions de façon à ce que les surfaces recouvertes d'éléments végétaux puissent prédominer dans toutes les cours;
2° le pavé perméable est favorisé par rapport aux surfaces d'asphalte et de béton;
3° les aménagements dans les cours intègrent harmonieusement et fonctionnellement les aires de stationnement pour vélo et favorisent la présence d'arbres à grand déploiement pouvant offrir de l'ombrage aux piétons;
4° les aménagements paysagers favorisent l'utilisation des espaces extérieurs tout au long de l'année;
5° les aménagements paysagers dans les cours rendent possible la plantation d'arbres en tenant compte de l'alignement de construction du bâtiment et de l'aménagement du domaine public;
6° lorsque possible, l'aménagement de jardin de pluie ou de tout autre dispositif permettant l'absorption d'eau de pluie est favorisé;
7° l'aménagement des cours est conçu de façon à préserver les arbres existants. En cas contraire et lorsque possible, le déplacement des arbres sur le même site est souhaité;
8° des essences d'arbres diversifiées et indigènes sont privilégiées en tenant compte de celles existantes sur le terrain et dans l'environnement immédiat;
9° lorsqu'une rampe d'accès est installée, son intégration à l'aménagement paysager est favorisée;
10° la plantation de vivaces autour des balcons localisés au niveau du sol ou sous le niveau du sol est favorisée;
11° les cours sont aménagées de manière à minimiser les écarts de dénivellation par rapport aux cours adjacentes;

12° les aménagements visant à retenir les eaux de ruissellement dans les cours sont discrets et s'intègrent dans leur milieu d'insertion. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 629, de l'article suivant :

« **629.1.** La plantation d'arbres exigée par la présente section doit respecter les conditions suivantes :

1° hauteur minimale de l'arbre au moment de la plantation : 2 m;
2° DHP minimale de l'arbre à planter : 5 cm;
3° distance minimale entre chaque arbre : 5 m;
4° chaque arbre planté doit disposer d'une fosse de plantation respectant les dimensions suivantes :
a) profondeur maximale : 1 m;
b) volume de terre minimale : 15 m³;
5° lorsque plus de trois arbres doivent être plantés, ceux-ci doivent être de trois essences différentes;
6º chaque arbre planté doit être un arbre à grand déploiement. ».

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1_____) entré en vigueur le _____ 2021, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le 1_____ 2021.

GDD

Ville-Marie
Montréal

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CCU

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE

ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT

Informations générales

- Demandeur : Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie
- Concepteur : S. O.
- Investissement : S. O.
- District électoral : Peter-McGill, Saint-Jacques et Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Samuel Ferland, urbaniste, conseiller en aménagement
- Numéro de requête : S. O.

Contexte

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite sauvegarder un maximum d'arbres existants sur son territoire. Pour se faire, le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sera modifié afin que, lors de travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment, la présence d'arbres existants sur le terrain visé soit une caractéristique à étudier pour l'approbation de ce projet lors de l'étude de conformité en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme.

De plus, le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) sera amendé afin d'exiger qu'un rapport d'expert spécifiant qu'un arbre ne peut être replanté sur le même site où se situent les travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment soit présenté afin d'émettre le certificat d'abattage permettant les travaux visés. Lorsque l'expert le mentionne, l'arbre devra être replanté *in situ*.

Enfin, de nouveaux objectifs et critères en matière de verdissement d'un terrain devront être respectés lors de la construction ou de l'agrandissement de la superficie d'implantation au sol d'un bâtiment pour l'approbation de ce projet lors de la révision architecturale prévue par le titre VIII du Règlement d'urbanisme.

Décisions antérieures

S. O.

Recommandations antérieures du CCU

S. O.

Description du site

Ce projet de règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Description du projet

La demande vise 4 aspects de la réglementation d'urbanisme actuelle:

- ajouter 3 définitions au Règlement d'urbanisme 01-282;
- ajouter que la présence d'un arbre existant sur un terrain visé par la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment doit être considérée dans la décision d'approuver ou non le projet en fonction du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282;
- ajouter qu'un document d'expert doit être présenté à l'arrondissement lors de la demande d'un certificat d'abattage (CA-24-224) visant à abattre des arbres situés:
    - dans l'aire d'implantation d'une construction ou agrandissement projetée;
    - dans l'aire d'implantation d'une voie de circulation;
    - dans l'aire de protection de la rive.
- ajouter 6 objectifs et 12 critères visant à bonifier le verdissement d'un terrain au Règlement 01-282.

Cadre réglementaire

Les articles 5 et 103 du Règlement d'urbanisme 01-282 seront modifiés. Le titre IV de ce même règlement sera également modifié puisque le chapitre IX - Verdissement d'un terrain sera ajouté. Ce nouveau chapitre ne contiendra que l'article 453.1.

Le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) se verra également bonifier, à son article 48, du paragraphe 6.1°.

La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement. De plus, ce projet de règlement ne contient aucun élément susceptible d'approbation référendaire.

Analyse

Dans l'ensemble, les changements réglementaires proposés visent à accroître le verdissement des terrains dans l'arrondissement. Ceci favorisera la création d'îlots de fraîcheur en plus de maintenir et même d'améliorer la qualité paysagère des nouveaux espaces créés. De plus, certains critères proposés contribueront à l'absorption des eaux de pluie *in situ.*

Le projet de règlement propose quelques mesures réglementaires visant à appuyer la politique de transition écologique en vue de créer des territoires durables et résilients dans le contexte de l'adoption du Plan climat 2020- 2030 et la Stratégie Montréal 2030 adoptée par le Conseil municipal.

Il est anticipé que des exercices réglementaires futurs viendront bonifier ce geste visant, à terme, à donner à l'arrondissement de Ville-Marie une réelle réglementation d'urbanisme en matière de transition écologique.

Considérations de la Direction

Considérant que le maintien des arbres existant contribue à diminuer les îlots de chaleur dans l'arrondissement;

Considérant que le verdissement et la qualité des espaces verts privés à un effet bénéfique sur l'ensemble de la population de l'arrondissement;

Considérant que Plan climat 2020- 2030 et la Stratégie Montréal 2030 ont été adopté par le Conseil municipal.

Recommandation de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande.

Ville-Marie
Montréal

CA-24-224.XX	**Règlement modifiant le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224)**

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 119 et 120 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À la séance ordinaire du XX XXXX 2021, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 48 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6°, du paragraphe suivant :

« 6.1° dans les cas prévus aux paragraphes 5° à 7° de l'article 420 du règlement d'urbanisme, un rapport signé par un agronome ou un ingénieur forestier attestant que l'arbre ne peut être transplanté sur le même site où se situe la construction projetée; ».

GDD

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX **Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) de l'arrondissement de Ville-Marie afin de protéger certains arbres existants et d'améliorer le verdissement d'un terrain**

Vu les articles 113, 119, 145.15, 145.16, 145.31 et 145.32 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 77 et 155 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du _____2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « appareil d'amusement », de la définition suivante :

« « arbre à grand déploiement » : un arbre feuillu de grand gabarit dont la hauteur à maturité peut atteindre plus de 15 mètres et dont la canopée peut atteindre un diamètre de plus de 5 mètres ; »;

2° l'insertion, après la définition de « bâtiment voisin », de la définition suivante :

« « canopée » : la strate supérieure de l'ensemble formé par les couronnes des arbres; »;

3° l'insertion, après la définition de « construction », de la définition suivante :

« « couronne » : la partie d'un arbre constituée de l'ensemble des branches situées au sommet du tronc, soit des branches maîtresses jusqu'aux rameaux; »;

2. L'article 103 de ce règlement est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

« 5° la présence d'arbres existants sur le site ».

3. Le titre IV de ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 453, du chapitre suivant :

CHAPITRE IX
VERDISSEMENT D'UN TERRAIN

453.1. Lors de la construction ou de l'agrandissement de la superficie d'implantation au sol d'un bâtiment, tout aménagement dans une cour doit être approuvé conformément au titre VIII et l'aménagement qui en résulte doit être conforme aux plans approuvés.

Les principaux objectifs recherchés consistent à :
1° réduire les îlots de chaleur;
2° embellir le paysage urbain;
3° réduire les nuisances
4° limiter les impacts du drainage du site vers et sur les propriétés voisines
5° favoriser l'utilisation des transports actifs
6° protéger les arbres existants.

L'approbation visée au premier alinéa doit tenir compte des critères suivants :

1° les aménagements minéralisés sont réduits à leurs plus petites dimensions de façon à ce que les surfaces recouvertes d'éléments végétaux puissent prédominer dans toutes les cours;
2° le pavé perméable est favorisé par rapport aux surfaces d'asphalte et de béton;
3° les aménagements dans les cours intègrent harmonieusement et fonctionnellement les aires de stationnement pour vélo et favorisent la présence d'arbres à grand déploiement pouvant offrir de l'ombrage aux piétons;
4° les aménagements paysagers favorisent l'utilisation des espaces extérieurs tout au long de l'année;
5° les aménagements paysagers dans les cours rendent possible la plantation d'arbres en tenant compte de l'alignement de construction du bâtiment et de l'aménagement du domaine public;
6° lorsque possible, l'aménagement de jardin de pluie ou de tout autre dispositif permettant l'absorption d'eau de pluie est favorisé;
7° l'aménagement des cours est conçu de façon à préserver les arbres existants. En cas contraire et lorsque possible, le déplacement des arbres sur le même site est souhaité;
8° des essences d'arbres diversifiées et indigènes sont privilégiées en tenant compte de celles existantes sur le terrain et dans l'environnement immédiat;
9° lorsqu'une rampe d'accès est installée, son intégration à l'aménagement paysager est favorisée;
10° la plantation de vivaces autour des balcons localisés au niveau du sol ou sous le niveau du sol est favorisée;
11° les cours sont aménagées de manière à minimiser les écarts de dénivellation par rapport aux cours adjacentes;

12° les aménagements visant à retenir les eaux de ruissellement dans les cours sont discrets et s'intègrent dans leur milieu d'insertion. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 629, de l'article suivant :

« **629.1.** La plantation d'arbres exigée par la présente section doit respecter les conditions suivantes :

1° hauteur minimale de l'arbre au moment de la plantation : 2 m;
2° DHP minimale de l'arbre à planter : 5 cm;
3° distance minimale entre chaque arbre : 5 m;
4° chaque arbre planté doit disposer d'une fosse de plantation respectant les dimensions suivantes :
a) profondeur maximale : 1 m;
b) volume de terre minimale : 15 m³;
5° lorsque plus de trois arbres doivent être plantés, ceux-ci doivent être de trois essences différentes;
6º chaque arbre planté doit être un arbre à grand déploiement. ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1_____) entré en vigueur le _____ 2021, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le 1_____ 2021.

GDD

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 juin 2021
s. o.
4.3.2

Objet : **MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'URBANISME 01-282 – PROTECTION DES ARBRES**

Endroit : Ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Samuel Ferland

Description : La demande vise à protéger les arbres existants sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Pour se faire, le Règlement d'urbanisme 01-282 sera modifié afin que, lors de travaux de construction d'un nouveau bâtiment ou d'agrandissement d'un bâtiment existant, la présence d'arbres sur le terrain visé devienne une caractéristique à étudier pour l'approbation de ce projet lors de l'étude de conformité en vertu du titre VIII.

De plus, le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) sera amendé afin d'exiger qu'un rapport d'expert spécifiant qu'un arbre ne peut être replanté sur le même site où se situent les travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment soit présenté afin d'émettre le certificat d'abattage permettant les travaux visés. Lorsque l'expert le mentionne, l'arbre devra être replanté *in situ*.

Enfin, de nouveaux objectifs et critères en matière de verdissement d'un terrain devront être respectés lors de la construction ou de l'agrandissement de la superficie d'implantation au sol d'un bâtiment pour l'approbation de ce projet lors de la révision architecturale prévue par le titre VIII du Règlement d'urbanisme.

La demande vise 4 aspects de la réglementation d'urbanisme actuelle:

- ajouter 3 définitions au Règlement d'urbanisme 01-282;
- ajouter que la présence d'un arbre existant sur un terrain visé par la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment doit être considérée dans la décision d'approuver ou non le projet en fonction du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282;
- ajouter qu'un document d'expert doit être présenté à l'arrondissement lors de la demande d'un certificat d'abattage (CA-24-224) visant à abattre des arbres situés:
    - dans l'aire d'implantation d'une construction ou agrandissement projetée;
    - dans l'aire d'implantation d'une voie de circulation;
    - dans l'aire de protection de la rive.
- ajouter 6 objectifs et 12 critères visant à bonifier le verdissement d'un terrain au Règlement 01-282.

Les articles 5 et 103 du Règlement d'urbanisme 01-282 seront modifiés. Le titre IV de ce même règlement sera également modifié puisque le chapitre IX - Verdissement d'un terrain sera ajouté. Ce nouveau chapitre ne contiendra que l'article 453.1.

Le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) se verra également bonifier, à son article 48, du paragraphe 6.1°.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le maintien des arbres existants contribue à diminuer les îlots de chaleur dans l'arrondissement.

Considérant que : Le verdissement et la qualité des espaces verts privés a un effet bénéfique sur l'ensemble de la population de l'arrondissement.

Considérant que : Le Plan climat 2020- 2030 et la Stratégie Montréal 2030 ont été adoptés par le Conseil municipal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Description

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger les arbres existants et d'accroître le verdissement d'un terrain.

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1218398002, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 juillet 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
2021-08-11, [redacted]	*Bonjour,* *Bien que je sois favorable à ces changements, je me demande s'ils vont assez loin. L'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie a récemment adopté des exigences beaucoup plus strictes pour la protection d'arbres. Dans Ville-Marie, le nombre d'îlots de chaleurs nécessite encore plus une protection des arbres que dans Rosemont.* *Si je comprends bien, il est toujours possible d'abattre un arbre dans Ville-Marie afin de construire une piscine ou un stationnement, et les changements proposés ne modifient rien à cette possibilité – est-ce exact? Si oui, pourquoi ne pas interdire l'abattage dans ces cas, comme Rosemont l'a récemment fait? Comment justifiez-vous le fait de permettre l'abattage d'arbre pour construire un stationnement dans Ville-Marie, où presque tous les immeubles se situent près d'une station de métro et d'un lien cyclable vers le centre-ville, en pleine crise climatique?* *Merci beaucoup,*
2021-08-11, [redacted]	*Bonjour,* *Ce projet sur De Maisonneuve au coin de La Visitation compte abattre 5 arbres matures, les rares sur cette rue, et une haie de grands cèdres.* *Pourquoi la Ville leur octroie-t-elle ce permis et n'exige pas que ces arbres soient intégrés au nouveau bâtiment, alors qu'on nous parle constamment de contrer les îlots de chaleur et d'augmenter la canopée ?*

	https://forum.agoramtl.com/t/1300-boulevard-de-maisonneuve-est-4-etages/1303 *Cordialement,*

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) afin de protéger certains arbres existants et d'améliorer le verdissement des terrains**

Vu les articles 113, 119, 145.15, 145.16, 145.31 et 145.32 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 77 et 155 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du 6 juillet 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « appareil d'amusement », de la définition suivante :

« « arbre à grand déploiement » : un arbre feuillu de grand gabarit dont la hauteur à maturité peut atteindre plus de 15 m et dont la canopée peut atteindre un diamètre de plus de 5 m ; »;

2° l'insertion, après la définition de « bâtiment voisin », de la définition suivante :

« « canopée » : la strate supérieure de l'ensemble formé par les couronnes des arbres; »;

3° l'insertion, après la définition de « construction », de la définition suivante :

« « couronne » : la partie d'un arbre constituée de l'ensemble des branches situées au sommet du tronc, soit des branches maîtresses jusqu'aux rameaux; »;

2. L'article 103 de ce règlement est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

« 5° la présence d'arbres existants pourvus d'un tronc de DHP égal ou supérieur à 10 cm sur le site».

3. Le titre IV de ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 453, du chapitre suivant :

CHAPITRE IX
VERDISSEMENT D'UN TERRAIN

453.1. Lors de la construction ou de l'agrandissement de la superficie d'implantation au sol d'un bâtiment, tout aménagement dans une cour doit être approuvé conformément au titre VIII et l'aménagement qui en résulte doit être conforme aux plans approuvés.

Les principaux objectifs recherchés consistent à :
1° réduire les îlots de chaleur;
2° embellir le paysage urbain;
3° réduire les nuisances
4° limiter les impacts du drainage du site vers et sur les propriétés voisines
5° favoriser l'utilisation des transports actifs
6° protéger les arbres existants.

L'approbation visée au premier alinéa doit tenir compte des critères suivants :

1° les aménagements minéralisés sont réduits à leurs plus petites dimensions de façon à ce que les surfaces recouvertes d'éléments végétaux puissent prédominer dans toutes les cours;
2° le pavé perméable est favorisé par rapport aux surfaces d'asphalte et de béton;
3° les aménagements dans les cours intègrent harmonieusement et fonctionnellement les aires de stationnement pour vélo et favorisent la présence d'arbres à grand déploiement pouvant offrir de l'ombrage aux piétons;
4° les aménagements paysagers favorisent l'utilisation des espaces extérieurs tout au long de l'année;
5° les aménagements paysagers dans les cours rendent possible la plantation d'arbres en tenant compte de l'alignement de construction du bâtiment et de l'aménagement du domaine public;
6° lorsque possible, l'aménagement de jardin de pluie ou de tout autre dispositif permettant l'absorption d'eau de pluie est favorisé;
7° l'aménagement des cours est conçu de façon à préserver les arbres existants. En cas contraire et lorsque possible, le déplacement des arbres sur le même site est souhaité;
8° des essences d'arbres diversifiées et indigènes sont privilégiées en tenant compte de celles existantes sur le terrain et dans l'environnement immédiat;
9° lorsqu'une rampe d'accès est installée, son intégration à l'aménagement paysager est favorisée;
10° la plantation de vivaces autour des balcons localisés au niveau du sol ou sous le niveau du sol est favorisée;

11° les cours sont aménagées de manière à minimiser les écarts de dénivellation par rapport aux cours adjacentes;

12° les aménagements visant à retenir les eaux de ruissellement dans les cours sont discrets et s'intègrent dans leur milieu d'insertion. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 629, de l'article suivant :

« **629.1.** La plantation d'arbres exigée par la présente section doit respecter les conditions suivantes :

1° hauteur minimale de l'arbre au moment de la plantation : 2 m;

2° DHP minimale de l'arbre à planter : 5 cm;

3° distance minimale entre chaque arbre : 5 m;

4° chaque arbre planté doit disposer d'une fosse de plantation respectant les dimensions suivantes :

a) profondeur maximale : 1 m;
b) volume de terre minimal : 15 m³;

5° lorsque plus de trois arbres doivent être plantés, ceux-ci doivent minimalement être de trois essences différentes;

6º chaque arbre planté doit être un arbre à grand déploiement. ».

5. L'article 637 de ce règlement est abrogé.

6. L'article 48 du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-224) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6°, du paragraphe suivant :

« 6.1° dans les cas prévus aux paragraphes 5° à 7° de l'article 420 du règlement d'urbanisme, un rapport signé par un agronome ou un ingénieur forestier attestant que l'arbre, ne peut être transplanté sur le même site où se situe la construction projetée; ».

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1218398002) entré en vigueur le _____ 2021, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal_____ 2021.

GDD 1218398002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217199005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet)

1) D'accorder, pour les immeubles situés notamment aux 250 à 280 et 259, boulevard De Maisonneuve Est et le tréfonds du boulevard De Maisonneuve, sur les lots 2 161 464, 2 161 591 et 2 162 507 du cadastre du Québec, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 7, 10, 58, 81, 85, 134, 369.1 et 598 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et à l'article 12 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O-1);
b) de diviser le lot 2 161 591 pour lotir un nouveau lot, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve, afin d'y construire et occuper un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal incluant en tréfonds de l'emprise de ce boulevard, de réaménager l'aire de stationnement impactée par ces travaux, puis de démolir le poste existant, situé au 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) grever les parties du lot 2 161 591 de toutes servitudes requises permettant notamment la présence d'ouvertures à moins de 1,5 m des limites de propriété du lot projeté pour le poste, le débattement du vantail des portes d'accès de la façade sud s'effectuant partiellement sur le lot correspondant à la partie résiduelle du lot 2 161 591 ainsi que l'accès à ces dernières depuis le boulevard De Maisonneuve;
b) privilégier la réalisation de l'option 2 pour le réaménagement de l'aire de stationnement, si le financement nécessaire peut être réuni pour cette plus-value;

3) De fixer un délai de 60 mois pour la délivrance d'un permis de construction relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet;

4) De poursuivre la procédure d'adoption du projet de résolution faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-04 12:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217199005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser la construction d'un nouveau poste de ventilation mécanique pour le réseau du métro de Montréal (poste Sanguinet), à l'ouest du bâtiment, situé aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, puis la démolition du poste de ventilation existant, situé au 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
Les immeubles visés sont constitués de 3 lots du cadastre du Québec compris dans le périmètre des Habitations Jeanne-Mance, un projet de redéveloppement urbain construit de 1957 à 1961, à la faveur de la démolition complète d'une portion du faubourg Saint-Laurent, et son remplacement par des bâtiments pavillonnaires de moyenne densité (maisons de ville et conciergeries) et de haute densité (tours), pourvus d'espaces verts et d'aires de stationnement, afin d'offrir du logement social au centre-ville, notamment pour les familles.

Ce complexe est traversé par le lot 2 162 507 qui correspond à l'emprise du boulevard De Maisonneuve Est en tréfonds duquel est situé le tunnel de la ligne-1 (verte) du réseau initial du métro de Montréal, inauguré en 1966.

Dans son quadrant nord-est, le lot 2 161 464 (est notamment occupé par un poste de ventilation mécanique (259, boulevard De Maisonneuve Est) d'origine du métro, bordant le côté nord du boulevard. Il s'agit d'un volume simple équivalent à 2 étages, paré de briques brunes et d'une grille de ventilation monumentale en façade, traduisant son usage plus technique au sein de ce complexe autrement résidentiel.

Dans son quadrant sud-est, le lot 2 161 591 est notamment occupé par une tour de 10 étages (250, boulevard De Maisonneuve Est) bordant le parc Paul-Dozois à l'ouest et de 2 conciergeries contiguës (270-280, boulevard De Maisonneuve Est) de 3 étages. Ces bâtiments sont principalement parés d'une brique beige et présentent une murale peinte sur la façade ouest. Une aire de stationnement extérieure de 46 unités s'étend entre ceux-ci, au cœur de l'îlot, avec un accès depuis le boulevard De Maisonneuve au nord et un accès (inutilisé) depuis la rue De Boisbriand au sud.

Une faible partie de l'emplacement (hors de la zone visée pour les travaux) est située dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques (immeuble patrimonial classé) et l'ensemble est compris dans l'unité de paysage « Habitations Jeanne-Mance ».

Le projet
La demande vise à autoriser la construction d'un nouveau poste de ventilation mécanique pour le métro, à l'est du bâtiment existant aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est. Une opération cadastrale viendrait d'abord détacher du lot 2 161 591 un lot hors sol d'environ 145,2 m², de forme atypique pour épouser la forme générale du poste (dégagements périmétriques minimaux d'environ 0,9 m de largeur depuis le bâtiment projeté) et limiter à une largeur d'environ 3 m pour rejoindre le boulevard De Maisonneuve. Un volume plus important est détaché en tréfonds pour loger les équipements mécaniques de ventilation devant rejoindre le tunnel du métro sous la voie publique.

Depuis le boulevard, le bâtiment s'implanterait dans l'alignement de construction du bâtiment existant (en retrait d'environ 10,5 m) avec une volumétrie (environ 8,5 m de hauteur) similaire à celles de 3 étages qu'elle présente, à l'exclusion de la toiture en pente, puisque la ventilation s'effectuerait dorénavant principalement par le toit.

Le volume présente sur tous ses côtés un revêtement de brique d'argile de couleur sable, similaire à celle du bâtiment à l'est auquel il s'adosse, et est principalement aveugle. Il est rythmé du côté De Maisonneuve d'un autre volume, légèrement en saillie, abritant l'entrée du poste et correspondant à la façade réelle sur rue. Une marquise et un bandeau de béton apparent au fini jet de sable marquent le tiers inférieur des façades, encadrant un appareillage distinctif de briques en saillie rythmant la composition des façades nord et sud, la brique posée à plate de la façade ouest devant abriter une murale peinte remplaçant celle existante sur l'emplacement.

La façade sud, faisant face à la rue De Boisbriand, comprend des portes d'accès double vers le puits de ventilation. Son implantation serait légèrement en retrait de celle existante, en raison du programme du bâtiment lui-même (essentiellement un large puits et un escalier d'issue vers des espaces techniques en sous-sol et le tunnel du métro) et la nécessité d'assurer le dégagement requis aux camions de service de la STM (entretien ponctuel et remplacement futur des équipements).

L'aire de stationnement actuelle, impactée par les travaux, serait reconstruite en priorité selon l'option 1 de stationnement illustrée aux plans. Il s'agit d'une remise dans un état similaire à celui existant, soit une aire de stationnement asphaltée conventionnelle, mais réduite à 18 unités, vu les adaptations nécessaires à l'implantation du poste, maintenant un accès véhiculaire uniquement depuis le boulevard au nord. L'espace au sol dégagé serait principalement engazonné et 12 arbres seraient plantés, en remplacement de 4 arbres à être abattus pour ce chantier, dont 3 pourraient possiblement être transplantés (dont 1 est

sur le domaine public).

En fonction des budgets disponibles pour l'amélioration des conditions existantes, la réalisation de l'option 2 de stationnement, également prévue dans les plans annexés, serait privilégiée, celle-ci nécessitant un montant excédant la contribution pouvant être allouée par la STM pour la remise en état du site en lien avec les travaux. Cette seconde option vise l'implantation d'une nouvelle aire de stationnement écoresponsable, souhaitée par la Corporation d'habitation Jeanne-Mance comme 2e intervention du genre sur le site du complexe. Bien que similaire à la version révisée de l'option 1 dans sa forme et sa capacité plus limitée que celle existante, elle serait pourvue de divers éléments supplémentaires aux importantes surfaces végétalisées permettant déjà la percolation de l'eau en préconisant l'emploi de pavés alvéolé dans les surfaces à utilisation moins intensive ainsi que bassins et noues de biorétention. Seules les unités de stationnement y seraient asphaltées alors que les voies d'accès et de circulation seraient bétonnées de couleur pâle.

Finalement, après la réalisation des travaux et la mise en service du nouveau poste de ventilation, le poste existant au nord du boulevard sera démoli et le site engazonné, puis retourné à une utilisation par les Habitations Jeanne-Mance.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :

- à la largeur minimale de 5,5 m exigée pour un bâtiment (article 7), puisque la forme du lot projeté réduit à environ 3 m de largeur la portion face à la voie publique;
- à la hauteur minimale de 11 m exigée (article 10), puisque la hauteur de la façade du bâti adjacent modulant la volumétrie du poste a une hauteur d'environ 8,5 m;
- à l'implantation en mode jumelé exigé par les règles d'insertion (article 58), puisqu'un dégagement d'environ 0,9 m est prévu du côté est du bâtiment à construire, plutôt que sur la future limite latérale;
- aux marges latérales minimales de 3 m exigées (article 81), puisque la forme du lot projeté dégage des marges latérales réduites à un minimum d'environ 0,9 m sur les côtés ouest, nord et est;
- à la marge arrière minimale de 4 m exigée (article 85), puisque la forme du lot projeté dégage une marge arrière réduite à un minimum d'environ 0,9 m du côté sud;
- aux pourcentages minimums d'ouvertures sur une façade (articles 96 et 97), puisque l'usage permet difficilement des ouvertures, cet élément pouvant être autorisé par révision de projet (article 98);
- aux usages prescrits (article 134), puisque la réglementation ne prévoit pas les usages liés aux installations du métro;
- à l'interdiction pour un équipement mécanique d'être apparent sur une façade (article 369.1), puisqu'un panneau-incendie est notamment requis pour cet usage;
- aux conditions d'aménagement d'une aire de stationnement extérieure (article 598), puisque le réaménagement de celle existante est principalement situé en cour avant et comprend plus de 5 unités.

La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O-1), à savoir notamment :

- aux dimensions et à la superficie minimales d'un lot constructible en secteur R.3 (article 12), puisque la forme du lot est réduite au contour du bâtiment à construite et de son accès vers la voie publique.

Les travaux projetés doivent également respecter les objectifs et critères des articles 98,

99, 103, 125, 127.25 et 713 du Règlement d'urbanisme.

Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu des paragraphes 3°, 4°, 5° et 10° du deuxième alinéa de l'article 113 et du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), à savoir les usages, le mode d'implantation, la largeur minimale d'un bâtiment, la hauteur minimale, les marges, les aires de stationnement et la superficie ainsi que les dimensions d'un lot.

Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier ainsi qu'à ceux applicables à sa révision de projet.
En effet, les dérogations requises par le projet ont un caractère assez « mineur » pour permettre un projet respectueux de son contexte d'insertion particulier ou des composantes bâties du site lui-même et en améliorant certains éléments dérogatoires dont l'aire de stationnement extérieure.

Finalement, le projet permettrait également d'assurer le développement éventuel du site par l'ajout d'un bâtiment le long de la rue De Boisbriand, sans non plus entraver la possibilité de redresser cette rue.

Considérant que la proposition contribue à la modernisation du réseau du métro devant assurer la sécurité et le confort des usagers.

Considérant que le concept architectural du projet et le réaménagement de l'aire de stationnement ont été bonifiés en fonction des conditions de l'avis du CCU pour cette demande et sa révision de projet.

Considérant que la proposition de construction affecte un site comportant un intérêt historique, patrimonial et architectural élevé.

Considérant que la proposition prévoit un réaménagement de l'aire de stationnement existante réduisant sa superficie globale ou le nombre d'unités disponibles, améliorant grandement la situation actuelle, avec une option de stationnement écoresponsable pouvant pousser encore plus loin la transformation positive de cette caractéristique d'origine de ce complexe résidentiel urbain atypique.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande.

À sa séance du 15 avril 2021, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande, avec conditions et un commentaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S .O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre d'une démarche participative préalable au dépôt de sa demande, la STM a procédé à la distribution d'un dépliant explicatif à l'automne 2020 auprès des riverains au sein des Habitations Jeanne-Mance, afin de recueillir par courriel, téléphone ou en personne les commentaires ou préoccupations liés à ce projet, en collaboration avec la Corporation d'habitation Jeanne-Mance. Or, à l'échéance de cette démarche ayant duré 3 semaines, aucun commentaire n'a été reçu.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public annonçant la tenue de la période de consultation écrite d'une durée de 15 jours;
Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
Avis public sur la possibilité de déposer une demande de participation à un référendum;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable avec conditions et commentaire

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-01

Louis ROUTHIER
Chef de division - Urbanisme

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-06-03

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 juin 2021	Résolution: CA21 240244

Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour les immeubles situés notamment aux 250 à 280 et 259, boulevard De Maisonneuve Est et le tréfonds du boulevard De Maisonneuve, sur les lots 2 161 464, 2 161 591 et 2 162 507 du cadastre du Québec, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

   a) de déroger notamment aux articles 7, 10, 58, 81, 85, 134, 369.1 et 598 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et à l'article 12 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O-1);

   b) de diviser le lot 2 161 591 pour lotir un nouveau lot, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve, afin d'y construire et occuper un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal incluant en tréfonds de l'emprise de ce boulevard, de réaménager l'aire de stationnement impactée par ces travaux, puis de démolir le poste existant, situé au 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) grever les parties du lot 2 161 591 de toutes servitudes requises permettant notamment la présence d'ouvertures à moins de 1,5 m des limites de propriété du lot projeté pour le poste, le débattement du vantail des portes d'accès de la façade sud s'effectuant partiellement sur le lot correspondant à la partie résiduelle du lot 2 161 591 ainsi que l'accès à ces dernières depuis le boulevard De Maisonneuve;

b) privilégier la réalisation de l'option 2 pour le réaménagement de l'aire de stationnement, si le financement nécessaire peut être réuni pour cette plus-value;

3) De fixer un délai de 60 mois pour la délivrance d'un permis de construction relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
pp 439
1217199005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juin 2021

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240285

Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 8 juin 2021 et l'a soumis, en vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, à une consultation écrite d'une durée de 15 jours, quant à son objet et aux conséquences de son adoption;

Attendu qu'aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 14 au 28 juin 2021, inclusivement :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter, sans modification, le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour les immeubles situés notamment aux 250 à 280 et 259, boulevard De Maisonneuve Est et le tréfonds du boulevard De Maisonneuve, sur les lots 2 161 464, 2 161 591 et 2 162 507 du cadastre du Québec, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

   a) de déroger notamment aux articles 7, 10, 58, 81, 85, 134, 369.1 et 598 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et à l'article 12 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O-1);

   b) de diviser le lot 2 161 591 pour lotir un nouveau lot, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, afin d'y construire et occuper un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal, incluant en tréfonds de l'emprise de ce boulevard, de réaménager l'aire de stationnement impactée par ces travaux, puis de démolir le poste existant, situé au 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) grever les parties du lot 2 161 591 de toutes servitudes requises permettant notamment la présence d'ouvertures à moins de 1,5 m des limites de propriété du lot projeté pour le poste, le débattement du vantail des portes d'accès de la façade sud s'effectuant partiellement sur le lot correspondant à la partie résiduelle du lot 2 161 591 ainsi que l'accès à ces dernières depuis le boulevard De Maisonneuve;

   b) privilégier la réalisation de l'option 2 pour le réaménagement de l'aire de stationnement, si le financement nécessaire peut être réuni pour cette plus-value;

3) De fixer un délai de 60 mois pour la délivrance d'un permis de construction relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

De poursuivre la procédure d'adoption du projet de résolution faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp 439
1217199005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1217199005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet)

CONTENU

CONTEXTE

Une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 14 au 28 juin 2021 inclusivement.
Aucun commentaire n'a été reçu pour cette demande durant cette période, le tout comme consigné au rapport de consultation.

Lors d'une prochaine séance, le conseil d'arrondissement pourra statuer sur l'adoption du 2e projet de règlement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable avec conditions et commentaire

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

514 872-0958
Tél :
Télécop. : 514 872-3567

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 avril 2021
3002765839
4.2.2 et 4.6.20

Objet :	**PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	250-280 et 259, boulevard De Maisonneuve Est
Responsables :	Étienne Longtin et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'un nouveau poste de ventilation mécanique pour le métro, à l'est du bâtiment existant aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est. Depuis le boulevard, il s'implanterait dans l'alignement de construction du bâtiment existant (en retrait d'environ 10,5 m) avec une volumétrie (environ 8,5 m de hauteur) similaire à celles de 3 étages qu'elle présente, à l'exclusion de la toiture en pente, puisque la ventilation s'effectuerait dorénavant principalement par le toit. Le volume présente un revêtement de brique d'argile, principalement aveugle. Il est rythmé en façade De Maisonneuve d'un autre volume, légèrement en saillie, abritant l'entrée du poste et partiellement revêtu d'un matériau qui n'est pas identifié aux documents de la requérante. Celui-ci semble cependant être similaire au parement de type « bois » installé il y a quelques années au-dessus des entrées des conciergeries. Sur son autre façade avant, face à la rue De Boisbriand et faisant office de façade « arrière » avec ses portes d'accès double vers le puits de ventilation, l'implantation serait légèrement en retrait de celle existante, en raison du programme du bâtiment lui-même (essentiellement un large puits et un escalier d'issue vers des espaces techniques en sous-sol et le tunnel du métro) et la nécessité d'assurer le dégagement requis aux camions de service de la STM (entretien ponctuel et remplacement futur des équipements). La façade latérale ouest supportera à terme une œuvre picturale dont la nature reste à déterminer. Outre les importants volumes en tréfonds pour les équipements mécaniques de ventilation vers le tunnel du métro, un lot hors sol, correspondant sensiblement à l'emprise au sol du nouveau poste, serait détaché du lot 2 161 591. L'aire de stationnement actuelle, impactée par les travaux, serait reconstruite selon une des deux options sont projetées, en fonction des budgets disponibles pour l'amélioration des conditions existantes. Ainsi, la première option serait une remise dans un état similaire à celui existant, soit une aire de stationnement pavée, réduite à 31 unités, vu les adaptations nécessaires à l'implantation du poste, maintenant des accès depuis le boulevard au nord et la rue au sud.

La seconde option est l'implantation d'une nouvelle aire de stationnement écoresponsable, souhaitée comme 2e intervention du genre sur le site du complexe. Celle-ci verrait le nombre d'unités de stationnement réduit à seulement 18 et elle serait pourvue de divers éléments permettant la percolation de l'eau par de plus grandes surfaces végétalisées, l'emploi de pavés alvéolé dans les surfaces à utilisation moins intensive ainsi que bassins et noues de biorétention. L'accès vers la rue De Boisbriand serait éliminé et aucune partie de l'aire de stationnement ne s'implanterait dans le prolongement de la façade sud de la tour adjacente de ce côté.

Il y a lieu de noter que 4 arbres devront être abattus pour ce chantier, dont 3 pourraient possiblement être transplantés (dont 1 est situé sur le domaine public). La plantation de 5 arbres est prévue avec l'option 1 de réaménagement et de 12 arbres avec l'option 2, souhaitée par la Corporation d'habitation Jeanne-Mance.

Finalement, après la réalisation des travaux et la mise en service du nouveau poste de ventilation, le poste existant sera démoli et le site vraisemblablement engazonné, puis retourné à une utilisation par les Habitations Jeanne-Mance.

Élément particulier : Une faible partie de l'emplacement (hors de la zone visée pour les travaux) est située dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques (immeuble patrimonial classé).

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La proposition contribue à la modernisation du réseau du métro devant assurer la sécurité et le confort des usagers.

Considérant que : Le concept architectural du projet devrait être bonifié.

Considérant que : La proposition de construction affecte un site comportant un intérêt historique, patrimonial et architectural élevé.

Considérant que : La proposition prévoit un réaménagement de l'aire de stationnement existante réduisant sa superficie globale ou le nombre d'unités disponibles, améliorant grandement la situation actuelle, avec une option de stationnement écoresponsable pouvant pousser encore plus loin la transformation positive de cette caractéristique d'origine de ce complexe résidentiel urbain atypique.

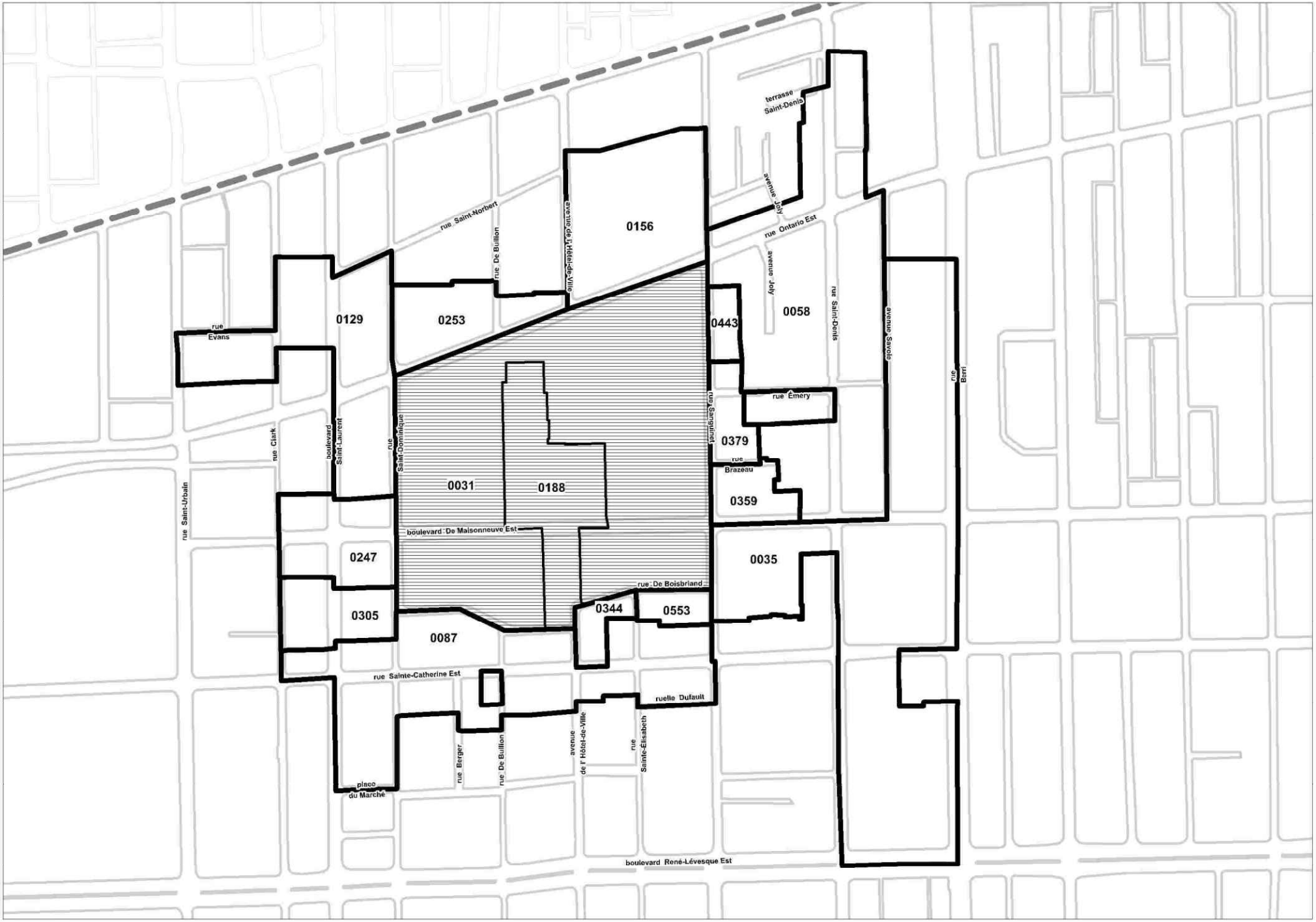
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Éviter l'utilisation du revêtement de type « bois » au-dessus de l'entrée et prévoir plutôt un revêtement de brique d'argile, en explorant les possibilités apportées par ce matériau en termes de texture et d'appareillage afin d'animer les surfaces aveugles du bâtiment.**
- **Revoir la proposition architecturale afin d'assurer une meilleure intégration tridimensionnelle de ses façades, ces dernières paraissant traitées indépendamment.**
- **Documenter la nature de l'œuvre picturale qui ornera à terme la façade latérale ouest, en évitant l'effet « dégradé » en façade De Maisonneuve.**
- **Déposer un plan montrant le lotissement hors-sol proposé et les dimensions et la superficie du lot à créer et de celles du lot résiduel ainsi que les calculs du taux d'implantation et la densité pour chacun des nouveaux lots.**
- **Détailler les diamètres (DHP) et essences des arbres à abattre ou transplanter.**
- **Réviser le plan de l'option 1 pour l'aire de stationnement de remplacement en dégageant la partie de terrain, située entre le prolongement de la façade du bâtiment au 250, boulevard De Maisonneuve Est (tour) et l'emprise de la rue De Boisbriand, de toute aire de stationnement ainsi que de toute construction ou occupation de cette cour (notamment les conteneurs à déchets), comme cela est proposé pour l'option 2.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent faire savoir qu'ils préfèrent nettement l'option 2 de réaménagement de l'aire de stationnement, encourageant du même coup les solutions novatrices pouvant permettre la réalisation cette bonification proposée.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

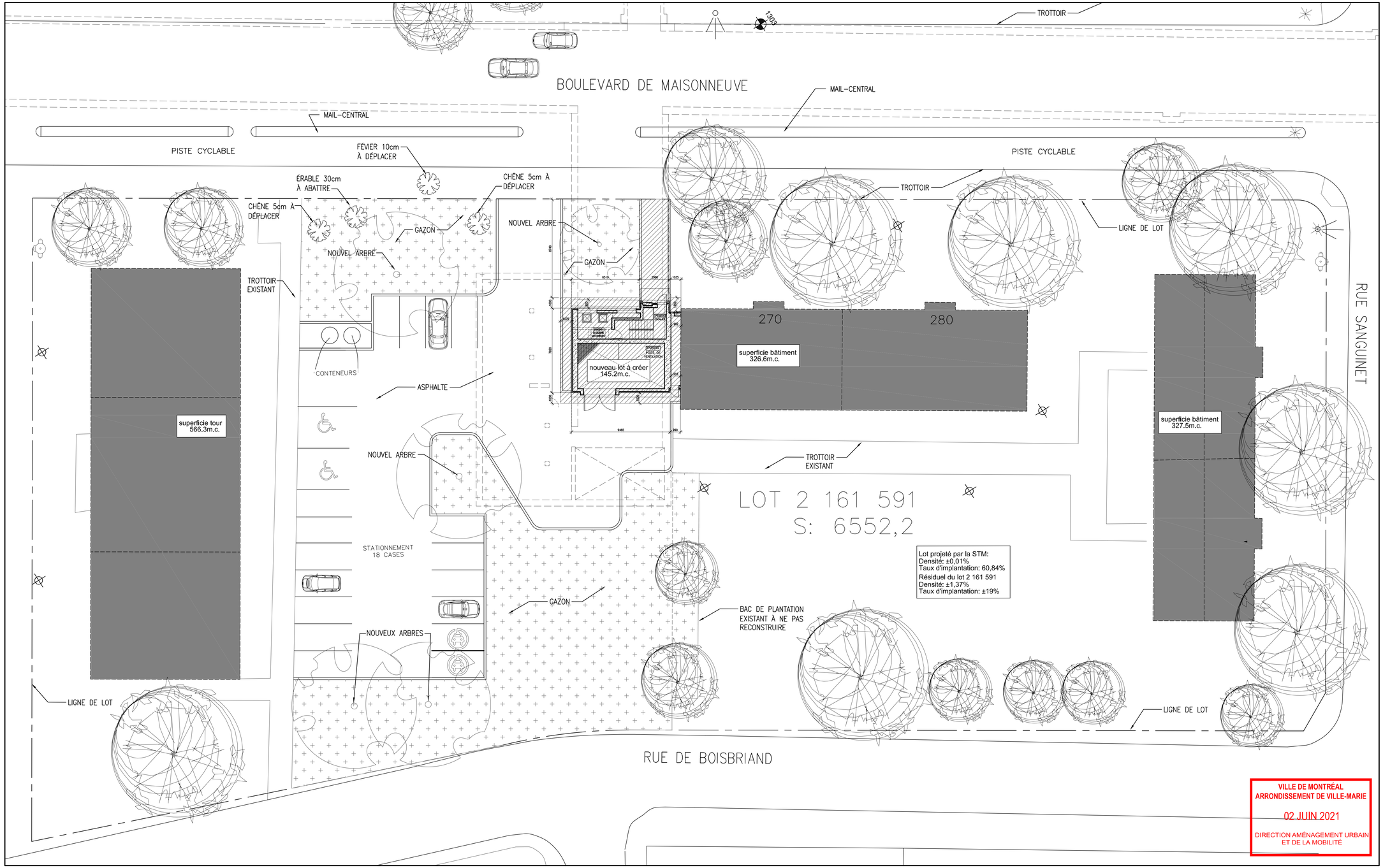


Localisation | **Dossier: 1217199005** | **Date: 28 mai 2021**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A



IMPLANTATION / LOT
ÉCHELLE : 1:150

A
-

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT: A1A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES·MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

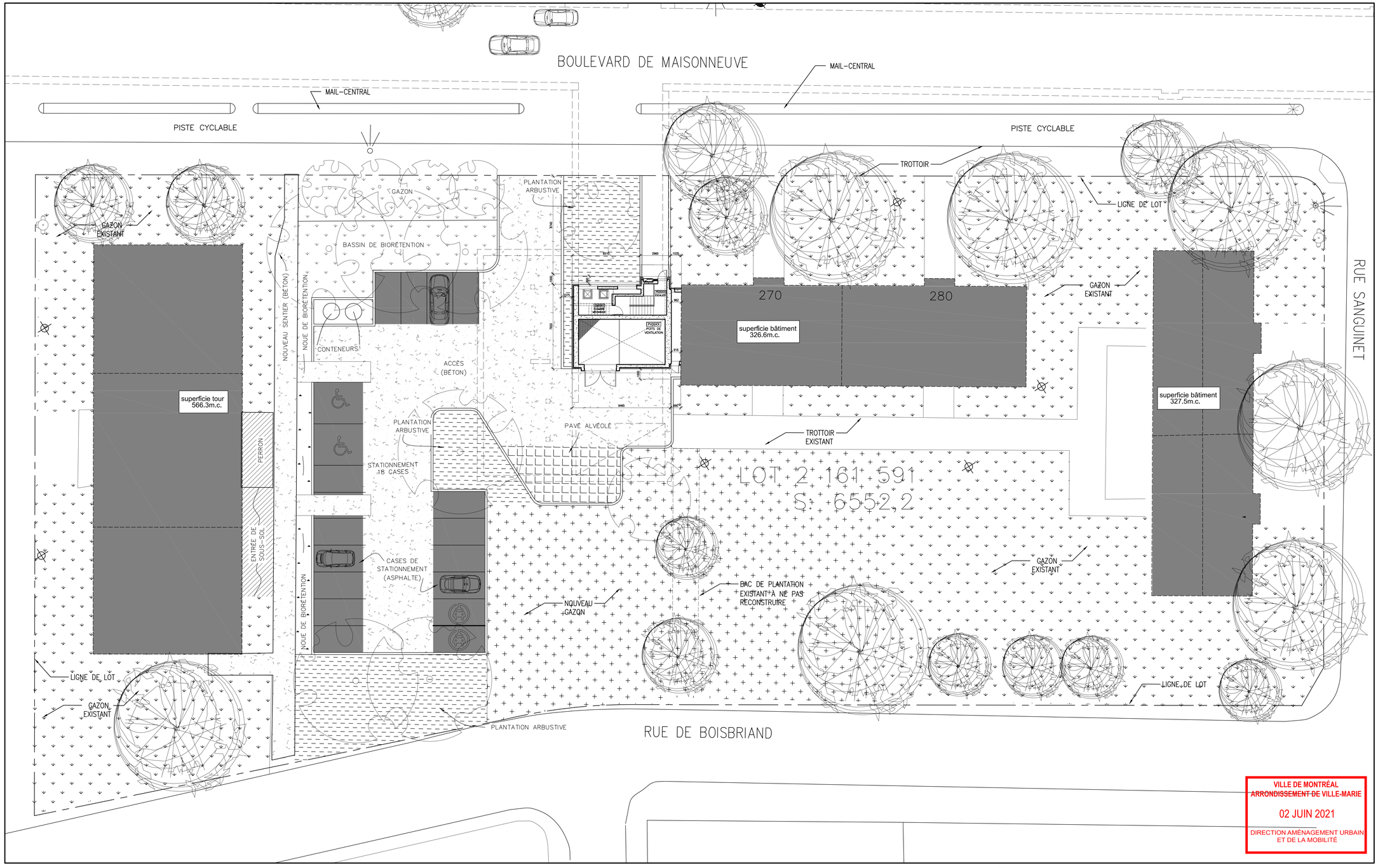
Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Plan projeté de lotissement d'implantation et d'aménagement (option 1 pour le stationnement)

Préparé par: Martin Allard, arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par: Elzbieta Zurawska, tech.	Vérifié par:
Date: 2019-05-29	Échelle: Indiquée / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30 STM-	Feuille: 1000

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A



VILLE DE MONTRÉAL
~~ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE~~
02 JUIN 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

IMPLANTATION / LOT — A
ÉCHELLE : 1:150

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE LA PERMISSION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT: A1, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

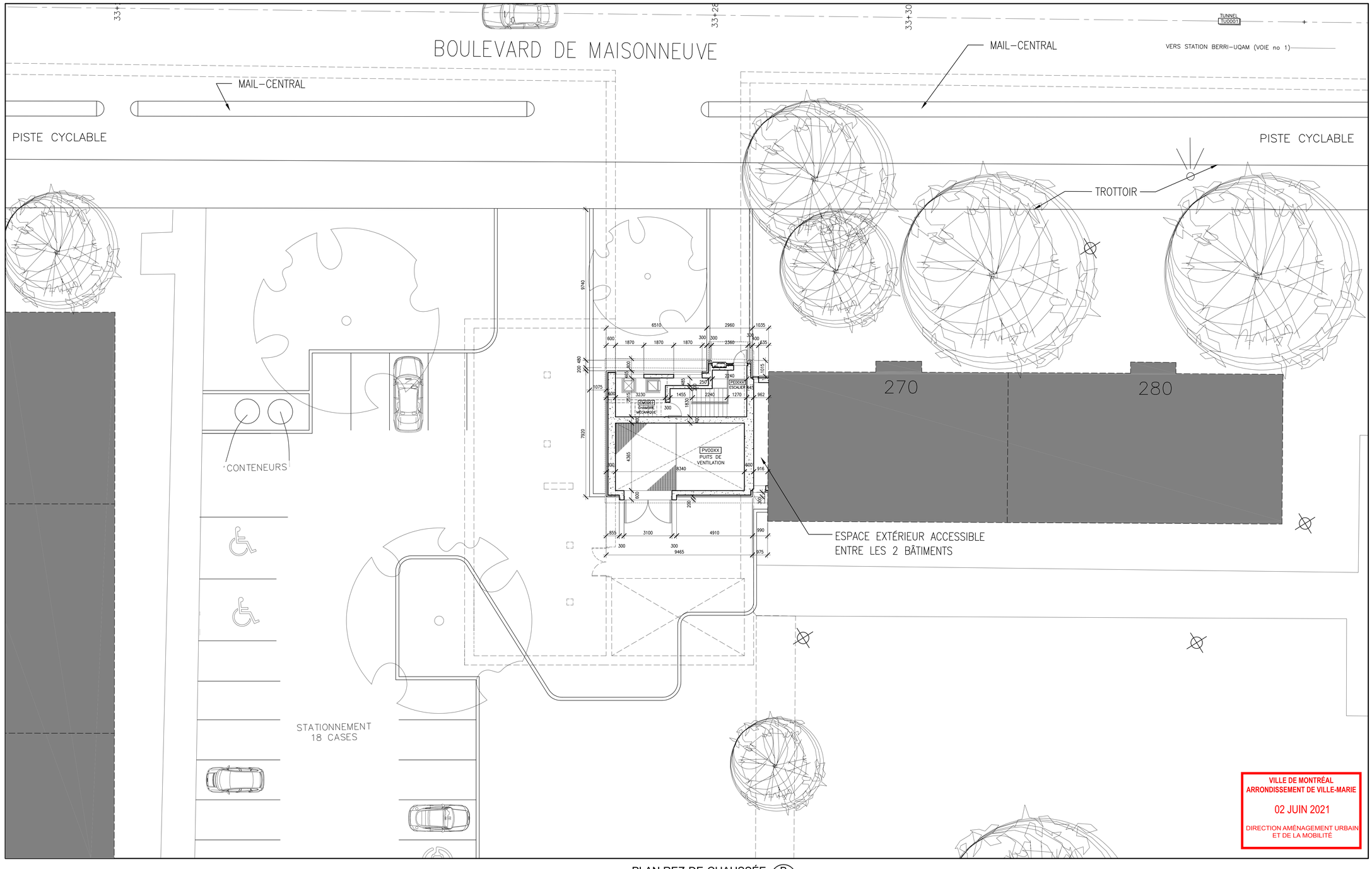
Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Plan projeté de lotissement d'implantation et d'aménagement (option 2 stationnement écoresponsable)

Préparé par:	Approbation administrative:
Martin Allard, arch.	Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Elzbieta Zurawska, tech.	
Date:	Échelle: / Dimension:
2019-05-29	Indiquée / mm
Numéro du plan:	Révision:
RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	0C
Numéro du projet:	Feuille:
29 04 30 STM-	1001

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A



PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE B
ÉCHELLE : 1:100

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 JUIN 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI.
IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE
REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE
SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT ARCH. ANSI B

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

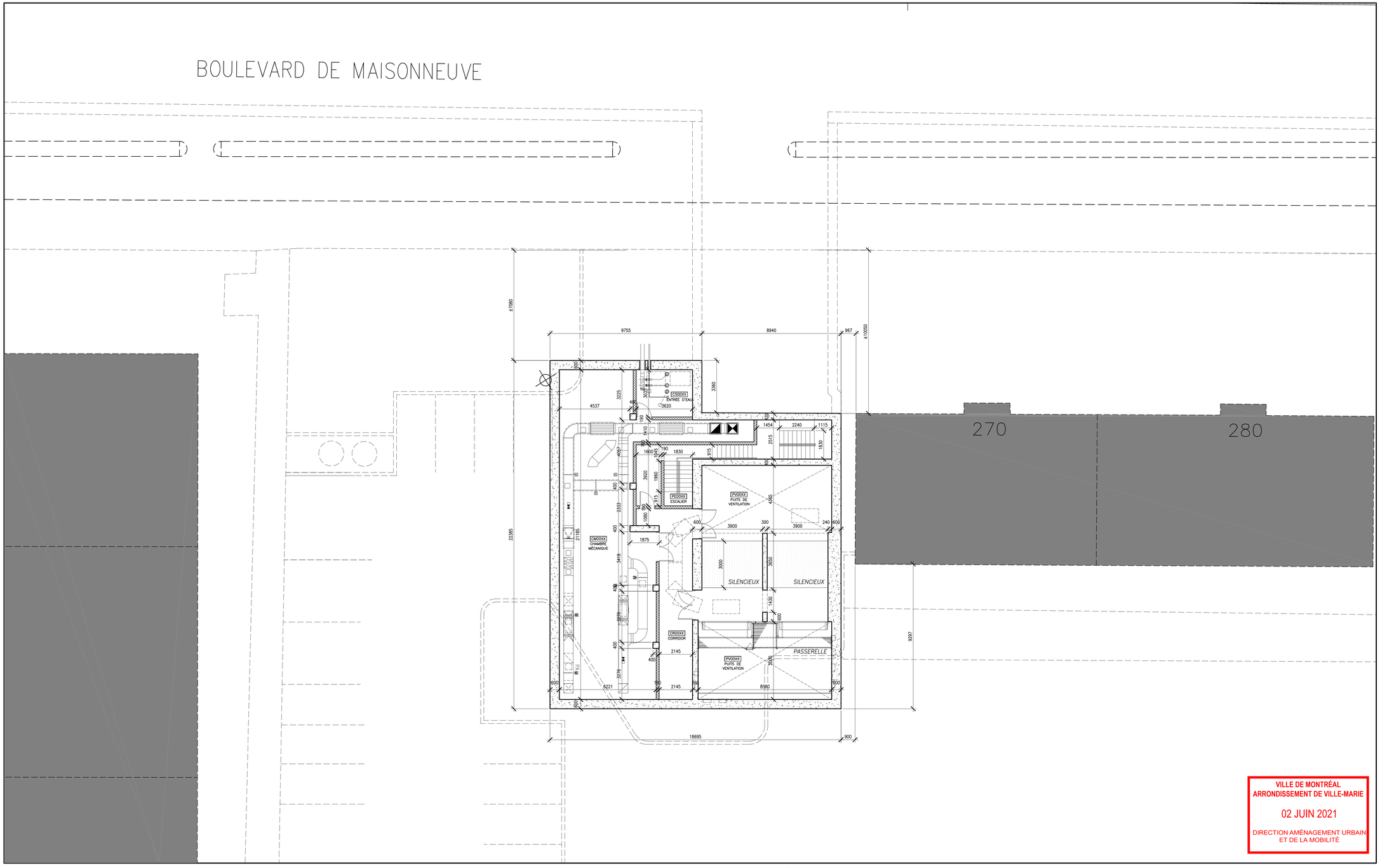
Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Plan du rez-de-chaussée
(option 1 pour le stationnement)

Préparé par: Martin Allard, arch.		Approbation administrative: Oanh Nguyen, ing.	
Dessiné par: Elzbieta Zurawska, tech.		Vérifié par:	
Date: 2019-05-29	Échelle: Indiquée		Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX			Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30 STM-		Feuille: 1100	

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A



PLAN SOUS-SOL 1
ÉCHELLE : 1:100

C

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 JUIN 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS OUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1, A3, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

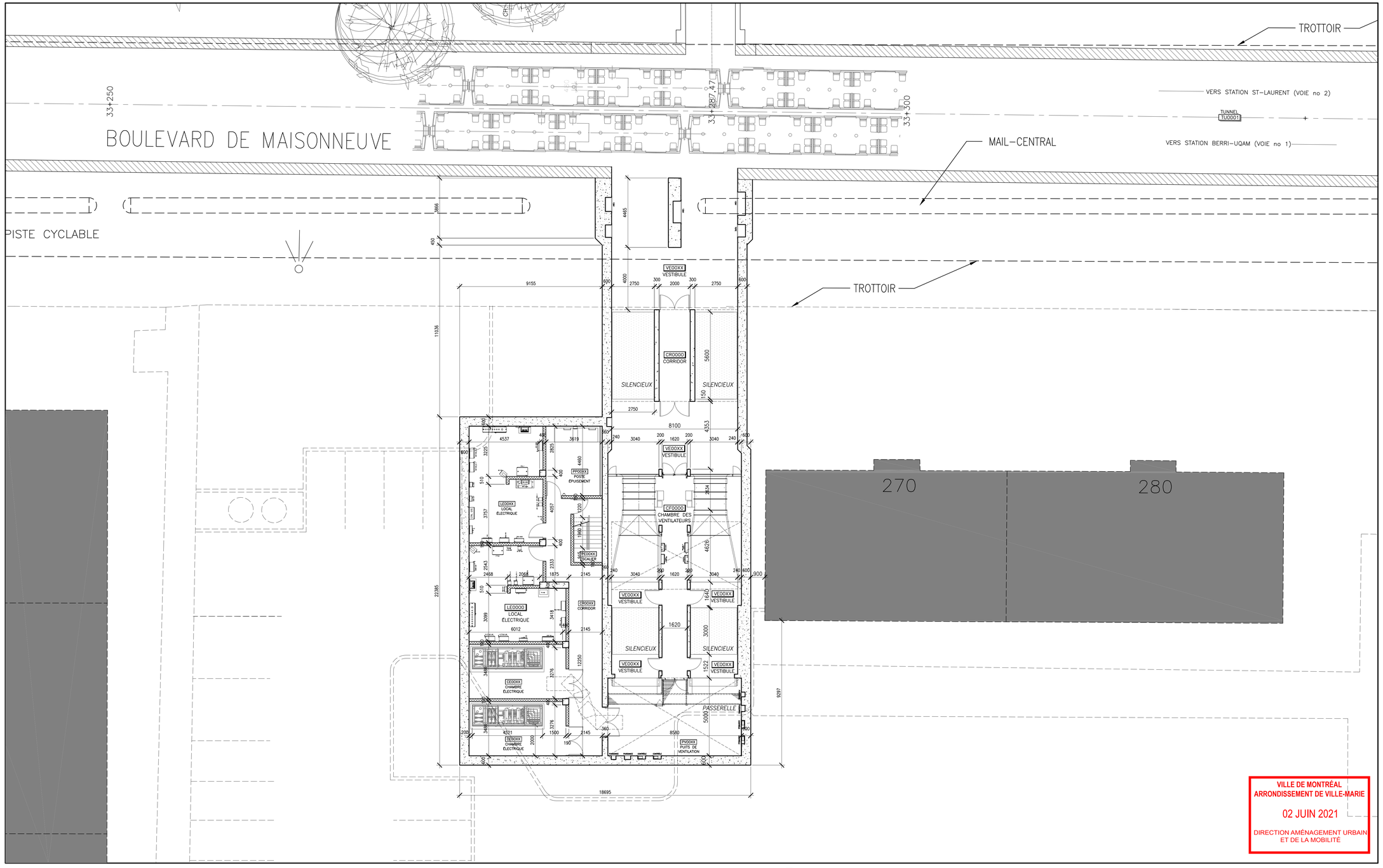
Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Plan du sous-sol 1
(option 1 pour le stationnement)

Préparé par: Martin Allard, arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par: Elzbieta Zurawska, tech.	Vérifié par:
Date: 2019-05-29	Échelle: Indiquée / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30 STM-	Feuille: 1101

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A



PLAN SOUS-SOL 2 (D)
ÉCHELLE : 1:100

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT: A1A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES·MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Plan du sous-sol-2
(option 1 pour le stationnement)

Préparé par:	Approbation administrative:
Martin Allard, arch.	Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par:	**Vérifié par:**
Elzbieta Zurawska, tech.	
Date:	**Échelle:** / **Dimension:**
2019-05-29	Indiquée / mm
Numéro du plan:	**Révision:**
RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	0C
Numéro du projet:	**Feuille:**
29 04 30 STM-	1102

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A

33+250

33+287,47

33+300

VERS STATION ST-LAURENT (VOIE no 2)

TUNNEL TU0001

VERS STATION BERRI-UQAM (VOIE no 1)

BOULEVARD DE MAISONNEUVE

MAIL-CENTRAL

MAIL-CENTRAL

PISTE CYCLABLE

PISTE CYCLABLE

TROTTOIR

MARQUISE

270

280

9740

6510

2960

1035

600

1870

1870

1870

300

200

480

455

280

1015

445

962

1075

600

2915

TT00XX
TOIT BAS

7920

PV00XX
PUITS DE VENTILATION

TOIT EN CAILLEBOTIS

4365

600

8340

600

916

600

300

200

855

3700

4910

9465

990

ESPACE EXTÉRIEUR ACCESSIBLE
ENTRE LES 2 BÂTIMENTS, SANS TOIT

CONTENEURS

STATIONNEMENT
18 CASES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 JUIN 2021

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

PLAN DE TOIT

ÉCHELLE : 1:100

E
-

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI.
IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE
REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE
SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0A	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

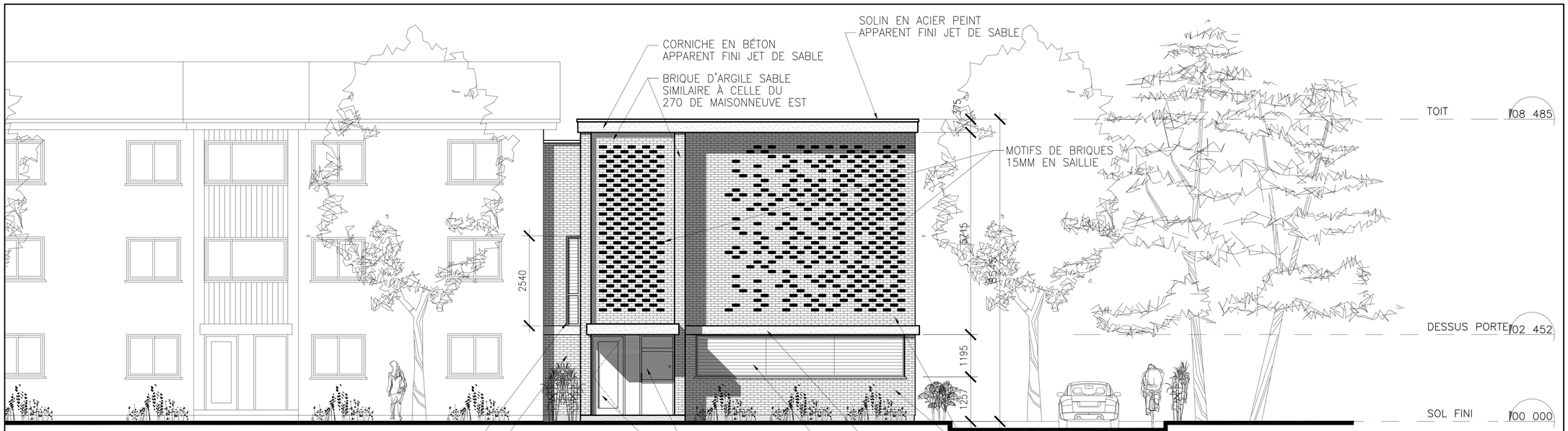
Titre du dessin:

Site 2 - Plan de toit
(option 1 pour le stationnement)

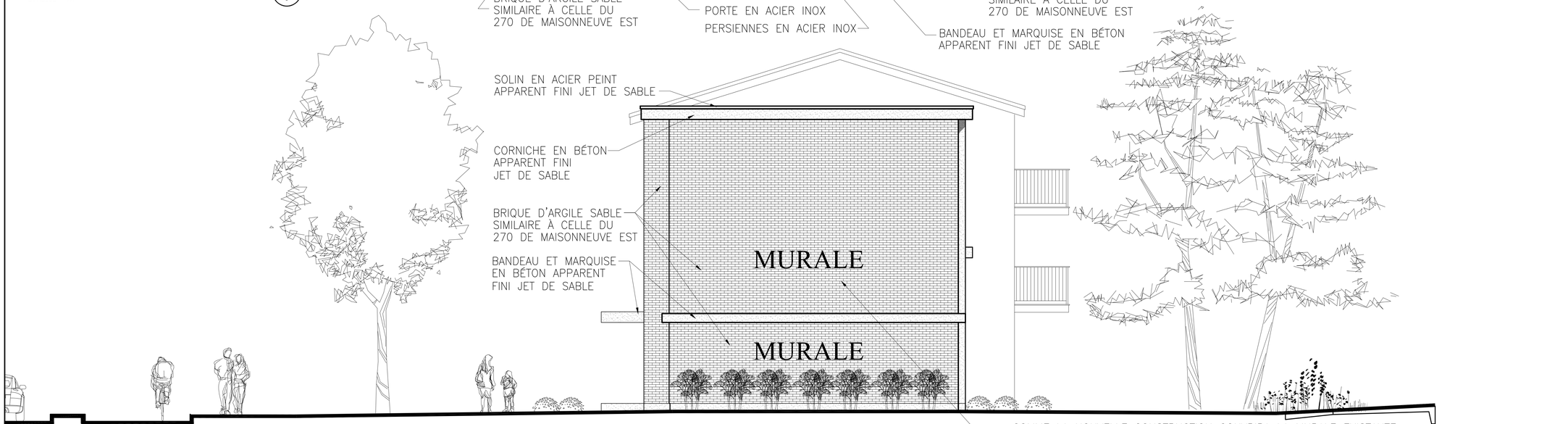
Préparé par: Martin Allard, arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par: Ociel Diaz, tech.	Vérifié par:
Date: 2021-06-01	Échelle: Indiquée / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	Révision: 0A
Numéro du projet: 29 04 30 STM-	Feuille: 1103

Numéro du plan:
RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX

Révision:
0A



ÉLÉVATION AVANT (de MAISONNEUVE) G
ÉCHELLE : 1:50



ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE (OUEST) F
ÉCHELLE : 1:50

COMME LA NOUVELLE CONSTRUCTION COUVRIRA LA MURALE EXISTANTE "BREATH OF SPRING" RÉALISÉE EN 2011 PAR DAVID GUINN ET PHILLIP ADAMS, LA STM MANDATERA L'ORGANISME MU POUR L'AIDER DANS LA RÉALISATION DE LA NOUVELLE MURALE. L'ORGANISME MU A PILOTÉ PLUSIEURS PROJETS DE MURALES EN PARTENARIAT AVEC LA CORPORATION D'HABITATION JEANNE–MANCE DEPUIS 2009 DONT LA SÉRIE "LES SAISONS MONTRÉALAISES" DANS LAQUELLE S'INSÈRE LA MURALE EXISTANTE. LA COLLABORATION DE L'ORGANISME MU PERMETTRA D'ASSURER QUE L'AXE D'INTERVENTION QUI SERA DONNÉE À LA NOUVELLE MURALE RESPECTE LE THÈME INITIAL DE LA SAISON DU PRINTEMPS.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 JUIN 2021

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1/A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES·MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

latérale droite
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

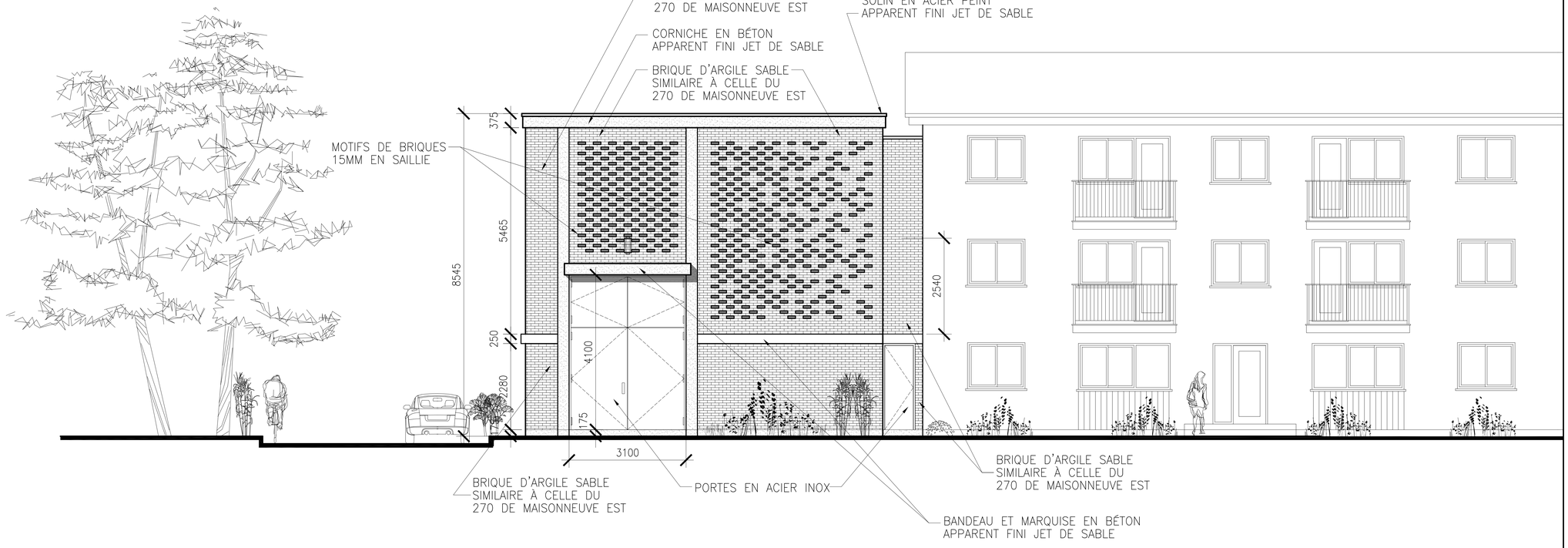
Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Élévations avant
et latérale droite
(option 1 pour le stationnement)

Préparé par: Martin Allard, arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par: Elzbieta Zurawska, tech.	Vérifié par:
Date: 2019-05-29	Échelle: 1:50 / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30 STM-	Feuille: 1200

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A



ÉLÉVATION ARRIÈRE (SUD) H
ÉCHELLE : 1:50

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 JUIN 2021

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS OUY Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT: A1A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Iatérale droite
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Élévation arrière
(option 1 pour le stationnement)

Préparé par:	Approbation administrative:
Martin Allard, arch.	Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Elzbieta Zurawska, tech.	

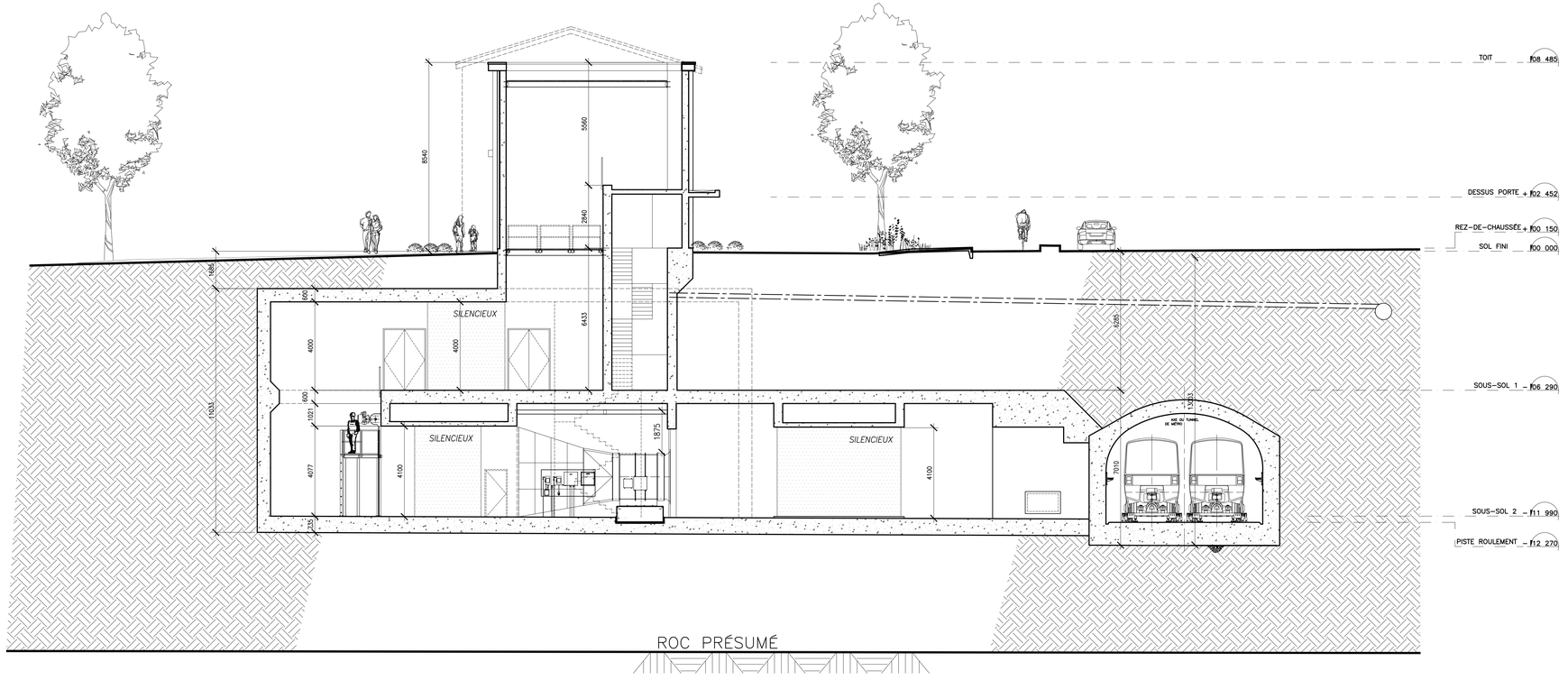
Date:	Échelle:	Dimension:
2019-05-29	1:50	mm

Numéro du plan:	Révision:
RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	0C

Numéro du projet:	Feuille:
29 04 30 STM-	1201

Numéro de plan:
RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX

Révision:
0A



COUPE LONGITUDINALE
ÉCHELLE : 1:100

J
-

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI.
IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE
REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE
SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.
0B	2020-01-22	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.
0A	2019-05-29	Concept préliminaire - émis pour discussion		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Coupe longitudinale
(option 1 pour le stationnement)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 JUIN 2021

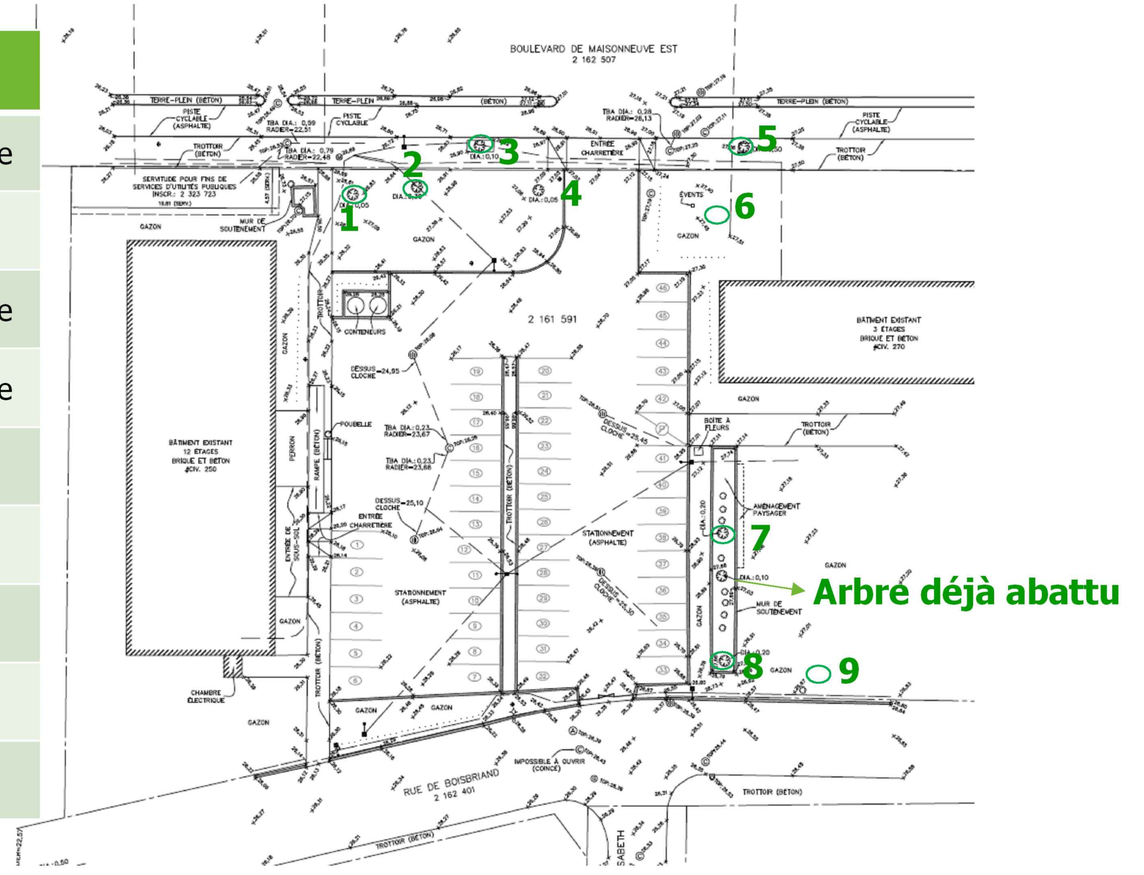
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Préparé par:	Approbation administrative:
Martin Allard, arch.	Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Elzbieta Zurawska, tech.	
Date:	Échelle: / Dimension:
2019-05-29	Indiquée / mm
Numéro du plan:	Révision:
RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	0C
Numéro du projet:	Feuille:
29 04 30 STM-	1300

Numéro de plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX
Révision: 0A

DÉTAILS DES ARBRES

#	ESSENCE	DIAMÈTRE	ACTION
1	Chêne	5 cm	À déplacer ou à abattre
2	Érable	30 cm	À abattre
3	Févier	10 cm	À déplacer ou à abattre
4	Chêne	5 cm	À déplacer ou à abattre
5	Orme	50 cm	À conserver
6	Chêne	5 cm	À conserver
7	Érable	10 cm	À conserver
8	Érable	20 cm	À conserver
9	Chèvrefeuille	N/A	À conserver



STATIONNEMENT EXISTANT
ÉCHELLE : aucune

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 JUIN 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0A	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES·MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site 2 - Plan du stationnement existant

Préparé par:	Approbation administrative:
Martin Allard, arch.	Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Ociel Diaz, tech.	
Date:	Échelle: / Dimension:
2021-06-01	Indiquée / mm
Numéro du plan:	Révision:
RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	0A
Numéro du projet:	Feuille:
29 04 30 STM-	1500

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX | Révision: 0A

No. civ. 2
3 étages
Brique, Bo

TBA
Radier (sur

Trottoir

Poste de
ventilation
mécanique
No. civ. 259
1 étage
Brique

BÂTIMENT EXISTANT
3 ÉTAGES
#CIV. 265 À 285

No. civ. 265 à 285
3 étages
Brique, Bois

Pavé de béton

Boîte à fleurs

94,15

Boîte à fleurs

Servitude # 2 323 723
Position à confirmer

TROTTOIR
(BÉTON)

Trottoir

Plein de terre

NOUVEL ENGAZONNEMENT
APRÈS LES TRAVAUX DE
DÉMOLITION DU PVM

OULEVARD DE MAISONNEUVE EST

(BÉTON)

TERRE-PLEIN (BÉTON)

TBA DIA.: 0,28
RADIER=26,13

PISTE
CYCLABLE
(ASPHALTE)

PISTE
CYCLABLE

TROTTOIR
(BÉTON)

EXISTANT
ÉCHELLE : aucune

-

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 JUIN 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1A, 2012

Plan clé:

Notes:

L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le représentant de la STM de toutes omissions.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0A	2021-06-01	Émis pour Conseil No1		O.N.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N45 - Berri-UQAM - Saint-Laurent

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Acquisition des sites
Poste de Ventilation Mécanique
Sanguinet

Titre du dessin:

Site du PVM existant
démolition et engazonnement

Préparé par: Martin Allard, arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen, ing.
Dessiné par: Ociel Diaz, tech.	Vérifié par:
Date: 2021-06-01	Échelle: Indiquée / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N45-XXXXXX	Révision: 0A
Numéro du projet: 29 04 30 STM-	Feuille: 1501

VILLE-MARIE
CENTRE-VILLE

250-280 et 259, boulevard De Maisonneuve Est (dossier 1217199005)

Demande de projet particulier

Description

Adopter une résolution autorisant la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur une partie du lot 2 161 591, à l'ouest du bâtiment aux 270-280, boulevard De Maisonneuve Est, et en tréfonds du lot 2 162 507, correspondant à l'emprise du boulevard De Maisonneuve, puis la démolition du poste de ventilation existant situé sur une partie du lot 2 161 464 et portant le numéro 259, boulevard De Maisonneuve Est, le tout sur le site des Habitations Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (poste de ventilation Sanguinet).

Contexte

En vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1217199005, un avis public a été publié à cet effet le samedi 12 juin 2021. Ainsi, et conformément au décret ci-haut mentionné, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 14 juin 2021 au 28 juin 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 6 juillet 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 14 juin au 28 juin 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217303004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger

1) D'accorder, pour le terrain compris entre les rues Saint-Antoine, Berri, Saint-Hubert et Notre-Dame, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
a) de déroger notamment à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 9 et 10 réalisés par Fahey, modifiés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 mai 2021;

2) D'assortir cette autorisation de la condition d'aménager et d'occuper le café-terrasse de manière substantiellement conforme aux plans mentionnés précédemment.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux ou l'occupation visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-05-31 10:08

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217303004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit du deuxième niveau de l'agrandissement de la Gare Viger qui déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce café-terrasse peut néanmoins être autorisé conformément au Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) moyennant le respect des conditions de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé présente une superficie de plus de 15 000 mètres carrés. La rue Notre-Dame qui borde le site au sud prend, depuis la rue Berri, la forme d'un pont étagé, bien qu'en fait cette hauteur représente le niveau historique de la rue : le dénivelé se lit d'ailleurs dans le mur de soutènement qui borde la propriété sur la rue Berri. Enfin, l'interface de la rue Saint-Antoine est en transformation avec les travaux d'aménagement du square Viger.

Trois bâtiments se trouvaient sur le site avant l'agrandissement incluant la Gare Viger et la Gare Berri, des bâtiments historiques aux caractéristiques architecturales remarquables et d'intérêt patrimonial. Le noyau que forment ces gares avec la gare Dalhousie est d'un intérêt exceptionnel. Des travaux de restauration et de transformation des intérieurs ont permis la venue et l'installation d'entreprises dans ces bâtiments restés longtemps vacants.

Un projet d'agrandissement approuvé en 2017 prévoyait plusieurs volumes reliés entre eux par un stationnement souterrain de trois niveaux d'environ 450 places accessible depuis l'ancienne rue des Glacis, parallèle à la rue Notre-Dame. Ce projet comporte quatre fonctions réparties dans des blocs distincts liés entre eux par des espaces charnières. Ce projet comprend également l'aménagement d'une jetée piétonne, au niveau de la rue Notre-Dame, permettant de restituer en partie la liaison entre le site et le Vieux-Montréal.

La proposition
La demande vise à aménager un café-terrasse sur le toit du niveau 2 d'une superficie de 51 m2. Ce café-terrasse est associé à des usages débit de boissons alcooliques et restaurant situés au niveau 3 qui correspond au niveau de la rue Notre-Dame.

Cadre réglementaire
Le paragraphe 1° de l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) prévoit qu'un café-terrasse n'est pas autorisé dans un secteur M.4 visé par la demande. Pour autoriser un tel aménagement, une autorisation doit faire l'objet d'une résolution conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) moyennant le respect des critères de ce règlement.

Puisque l'autorisation vise un usage, celle-ci est susceptible d'approbation référendaire en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LRQ, c. A-19.1).

JUSTIFICATION

Malgré l'interdiction visant l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit, la terrasse proposée au niveau 2 est en continuité de la rue Notre-Dame, mais également en continuité d'un parcours piétonnier comprenant les escaliers situés derrière la gare Dalhousie. Par conséquent, le toit sur lequel est aménagé le café-terrasse proposé peut être assimilé à une cour notamment parce qu'aucun usage résidentiel n'est prévu aux niveaux inférieurs: les seuls usages résidentiels situés à des niveaux inférieurs ou égaux se trouvent dans un volume distinct de la terrasse proposée. Rappelons que dans un secteur M.4, un café-terrasse est autorisé dans une cour, par conséquent, la proposition respecte l'esprit du Règlement.
Cet aménagement contribue également à marquer l'entrée de la rue Notre-Dame, en réponse à une condition du CCU lors de la présentation du projet en 2017, notamment en encourageant un plus grand achalandage. Le café-terrasse n'est adjacent à aucun usage résidentiel puisqu'il est intégré au volume comportant uniquement des usages hôtel et bureau.

Considérations:

- l'aménagement d'une terrasse accessible au niveau de la rue est autorisé de plein droit;
- le toit du deuxième étage est situé au même niveau que la rue Notre-Dame et aucun usage résidentiel n'est prévu aux niveaux inférieurs;
- la proposition permet d'animer la rue Notre-Dame et de favoriser un achalandage sur un axe où les interfaces avec le cadre bâti sont pratiquement inexistantes.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique sur le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d'arrondissement du 8 juin 2021 d'un premier projet de résolution

- Procédure de consultation publique écrite du 14 au 28 juin 2021
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 8 juillet 2021 d'un deuxième projet de résolution
- Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 14 septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-05-31

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 juin 2021	Résolution: CA21 240245

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre les rues Saint-Antoine, Berri, Saint-Hubert et Notre-Dame, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 9 et 10 réalisés par Fahey, modifiés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 mai 2021;

2) D'assortir cette autorisation de la condition d'aménager et d'occuper le café-terrasse de manière substantiellement conforme aux plans mentionnés précédemment;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux ou l'occupation visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.08
Pp 441
1217303004

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juin 2021

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240283

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 8 juin 2021 et l'a soumis, en vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, à une consultation écrite d'une durée de 15 jours, quant à son objet et aux conséquences de son adoption;

Attendu qu'un commentaire a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 14 au 28 juin 2021, inclusivement :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter, sans modification, le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre les rues Saint-Antoine, Berri, Saint-Hubert et Notre-Dame, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 9 et 10 réalisés par Fahey, modifiés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 mai 2021;

2) D'assortir cette autorisation de la condition d'aménager et d'occuper le café-terrasse de manière substantiellement conforme aux plans mentionnés précédemment;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux ou l'occupation visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

De poursuivre la procédure d'adoption du projet de résolution faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Adoptée à l'unanimité.

40.03
pp 441
1217303004

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1217303004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger

CONTENU

CONTEXTE

La consultation a généré un seul commentaire s'opposant au projet pour des raisons de cohabitation avec les usages résidentiels.
Étant donné que l'aménagement d'une terrasse accessible au niveau de la rue est autorisé de plein droit dans le secteur visé, que le niveau de la rue Notre-Dame correspond au niveau du toit du café-terrasse, qu'aucun usage résidentiel n'est présent à proximité de l'emplacement visé et que ce segment de la rue Notre-Dame n'est en relation avec aucun bâtiment alors que l'animation du café-terrasse pourra générer un achalandage bénéfique du point de vue de la sécurité, il est proposé de maintenir l'autorisation telle que proposée en première lecture.

Le rapport de la consultation écrite de 15 jours qui s'est tenue du 14 au 28 juin 2021, est joint au présent sommaire addenda, dans la section « Pièces jointes addenda ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

514872-8524
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 mai 2021
3002830594
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	700, rue Saint-Antoine Est – Gare Viger
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	La demande vise à aménager un café-terrasse d'une superficie de 51 m^2 sur le toit du niveau 2 de l'agrandissement de la Gare Viger. Ce café-terrasse est associé à des usages débit de boissons alcooliques et restaurant situés au niveau 3 qui correspond au niveau de la rue Notre-Dame. Le site visé présente une superficie de plus de 15 000 m^2. La rue Notre-Dame qui borde le site au sud prend, depuis la rue Berri, la forme d'un pont étagé, bien qu'en fait cette hauteur représente le niveau historique de la rue : le dénivelé se lit d'ailleurs dans le mur de soutènement qui borde la propriété sur la rue Berri. Enfin, l'interface de la rue Saint-Antoine est en transformation avec les travaux d'aménagement du square Viger. Trois bâtiments se trouvaient sur le site avant l'agrandissement incluant la Gare Viger et la Gare Berri, des bâtiments historiques aux caractéristiques architecturales remarquables et d'intérêt patrimonial. Le noyau que forment ces gares avec la gare Dalhousie est d'un intérêt exceptionnel. Des travaux de restauration et de transformation des intérieurs ont permis la venue et l'installation d'entreprises dans ces bâtiments restés longtemps vacants. Un projet d'agrandissement approuvé en 2017 prévoyait plusieurs volumes reliés entre eux par un stationnement souterrain de trois niveaux d'environ 450 places accessible depuis l'ancienne rue des Glacis, parallèle à la rue Notre-Dame. Ce projet comporte quatre fonctions réparties dans des blocs distincts liés entre eux par des espaces charnières. Ce projet comprend également l'aménagement d'une jetée piétonne, au niveau de la rue Notre-Dame, permettant de restituer en partie la liaison entre le site et le Vieux-Montréal. Le paragraphe 1° de l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) prévoit qu'un café-terrasse n'est pas autorisé dans un secteur M.4 visé par la demande. Pour autoriser un tel aménagement, une autorisation doit faire l'objet d'une résolution conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) moyennant le respect des critères de ce règlement.

Élément particulier : Le site est inclus dans le Site patrimonial déclaré de Montréal.

Remarque importante : Lors de la séance du 11 mai 2017, pour une demande d'avis préliminaire en vue d'un projet particulier :

- le CCU a émis un avis favorable à l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit du deuxième (2e) niveau;
- le CCU a émis un avis défavorable à l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit du douzième (12e) niveau.

Considérant que : L'aménagement d'une terrasse accessible au niveau de la rue est autorisé de plein droit.

Considérant que : Le toit du deuxième étage est situé au même niveau que la rue Notre-Dame et aucun usage résidentiel n'est prévu aux niveaux inférieurs.

Considérant que : La proposition permet d'animer la rue Notre-Dame et de favoriser un achalandage sur un axe où les interfaces avec le cadre bâti sont pratiquement inexistantes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Il est à noter que Mme Veronica Lalli, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et donc ne s'est pas prononcée pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

DEMANDE DE PROJET PARTICULIER

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 mai 2021

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

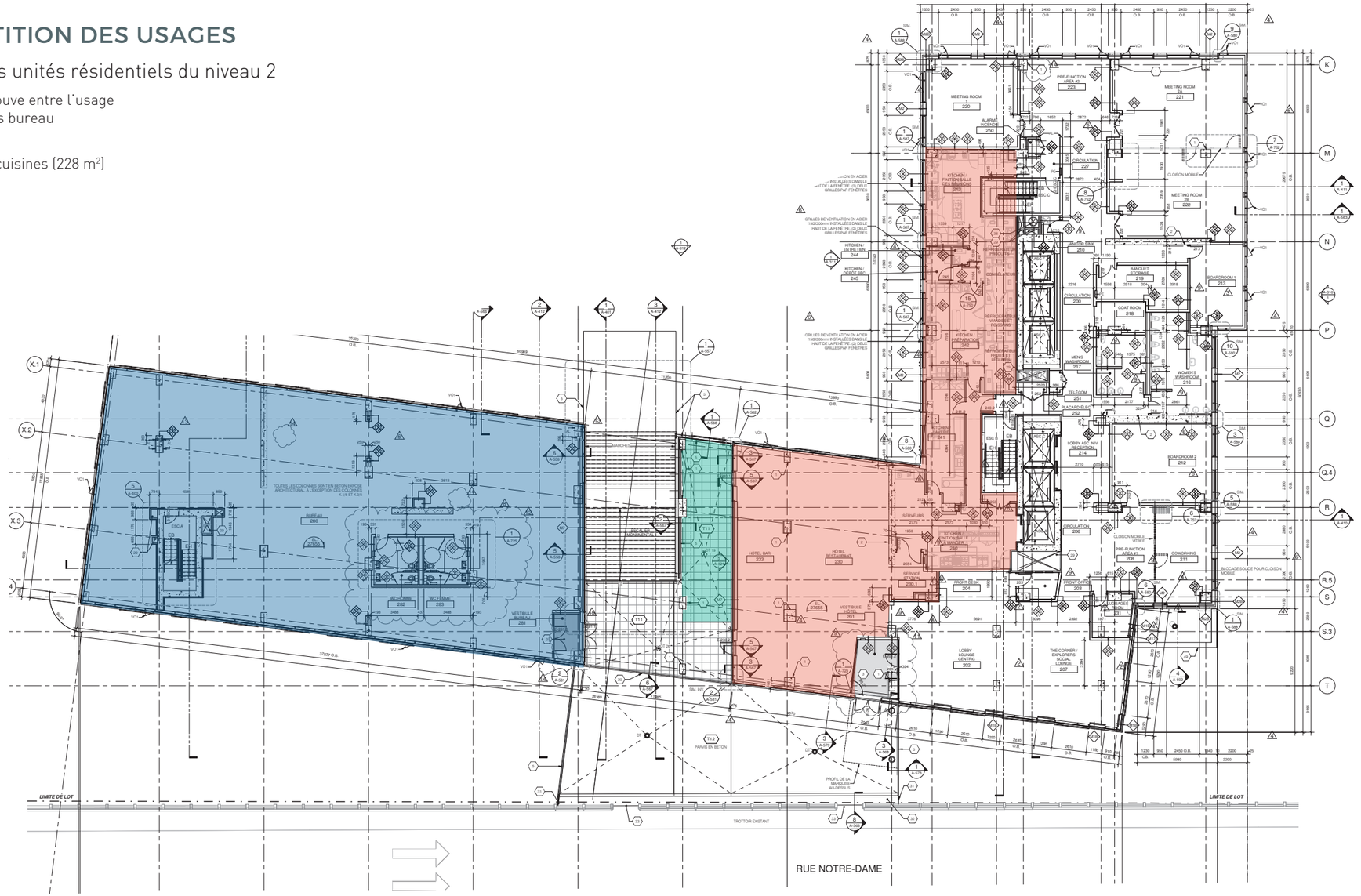
PLAN NIVEAU 2 - RÉPARTITION DES USAGES

Localisation du café-terrasse et des unités résidentiels du niveau 2

Le café-terrasse (51 m²) se trouve entre l'usage hôtel (resto-bar) et des usages bureau

Restaurant et bar (199 m²) et cuisines (228 m²)

Bureau



DEMANDE DE PROJET PARTICULIER

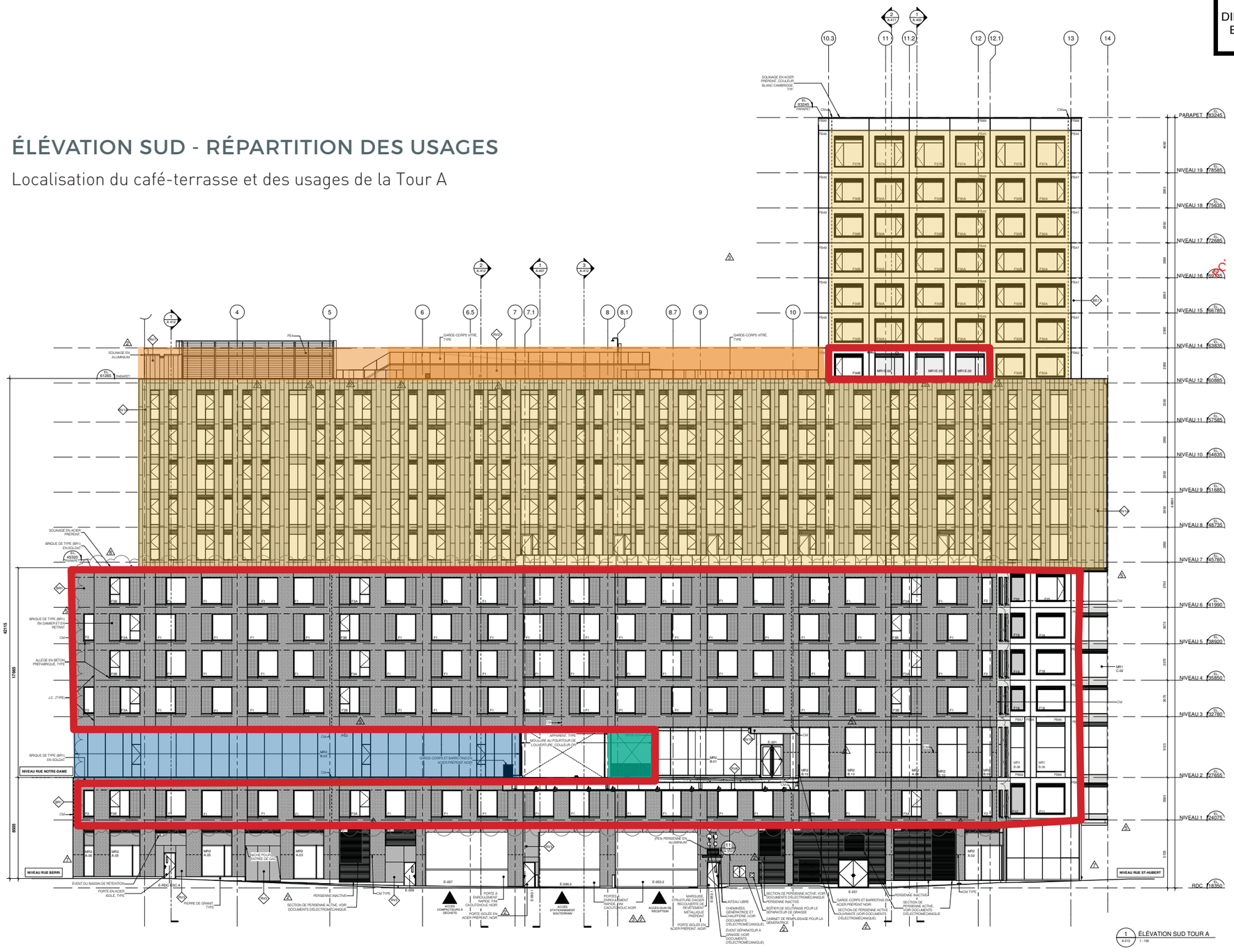
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 mai 2021

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉLÉVATION SUD - RÉPARTITION DES USAGES

Localisation du café-terrasse et des usages de la Tour A



- Café-terrasse
- Hôtel (bar, restaurant)
- Usage résidentiel
- Espace de terrasse partagée (résidentiel et hôtel)
- Terrasse résidentielle
- Bureau

Superficie de la terrasse		
Niveau 2 - café-terrasse	50.92 m²	548 pi²

700, rue Saint-Antoine Est (dossier 1217303004)

Demande de projet particulier

Description

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est– Gare Viger.

Contexte

En vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1217303004, un avis public a été publié à cet effet le samedi 12 juin 2021. Ainsi, et conformément au décret ci-haut mentionné, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 14 juin 2021 au 28 juin 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 6 juillet 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
2021-06-23, [redacted]	*Nous habitons Le Solano et nous sommes CONTRE ce café… Déjà que cette nouvelle construction amènera son lot de traffic, de manque de stationnement, de bruit… La rue Notre-Dame est une rue tranquille à notre niveau actuellement. Le fait d'y créer un accès à un café sera encore plus problématique…*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218398003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011), une résolution autorisant l'installation d'une enseigne au 1000, avenue Papineau

D'accorder, pour la nouvelle Maison de Radio-Canada, situé au 1000, avenue Papineau, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) l'autorisation:

1. De déroger au paragraphe b) de l'article 1) de la résolution CA17 240490 du 12 septembre 2017 et à l'article 538 du Règlement d'urbanisme 01-282;
2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
   - Les plans finaux devront être présentés en révision architecturale selon les critères de l'article 539 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur le 10 juin 2021;
   - La superficie maximale de l'enseigne ne pourra dépasser 17,1 m².
   - La proposition devra limiter la pollution lumineuse vers le voisinage et vers le ciel étoilé.
3. De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-29 09:16

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218398003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une enseigne au 1000, avenue Papineau

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de modification du projet particulier de la nouvelle maison de Radio-Canada datant de 2017 a été déposée afin de permettre l'installation d'une enseigne extérieure dérogatoire à l'enseigne approuvée dans la résolution de 2017 ainsi qu'au nouveau Titre V du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur depuis janvier 2021. Le projet initial d'affichage prévoyait que la molécule de Radio-Canada soit imprimée en sérigraphie à l'intérieur du mur rideau situé sur la Tour Nord au coin de l'édifice à l'intersection de l'avenue Papineau et du boulevard René-Lévesque. Cette sérigraphie a dû être retirée parce qu'elle ne répondait pas aux normes d'image de marque du diffuseur public. La modification présentée vise l'installation d'une enseigne rétro éclairée en saillie au niveau du toit de la Tour Nord.
Ce nouvel affichage commercial nécessite une modification de l'autorisation réglementaire approuvée en 2017 en plus d'autoriser une enseigne dérogatoire au Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur actuellement.

La modification de ce projet particulier n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240490 - 12 septembre 2017 - Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un complexe immobilier sur le site délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Papineau et Viger et le prolongement de la rue Alexandre-DeSève - Maison de Radio-Canada, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)**.**
CM09 0838 - le 22 septembre 2009, le conseil municipal approuve un accord de développement entre la Ville et la Canadian Broadcasting Corporation / Société Radio-Canada pour le projet de modernisation et de développement du site de la Maison Radio-Canada. À noter que cet accord de développement fait présentement l'objet d'une révision.

CM09 0890 - le 22 septembre 2009, le conseil municipal adopte le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel, commercial et industriel situé sur le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Viger et Papineau et la rue Wolfe - Site de Radio-Canada (08-048), ainsi que le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047-68).

DESCRIPTION

La demande vise à implanter une enseigne rétro éclairée sous la forme de boîtiers en saillie placés sur l'édicule du 8e niveau (niveau du toit) de la Tour Nord. Cette enseigne aura une superficie de 17,1 m². Elle viendra compenser l'absence de la molécule sérigraphiée au coin René-Lévesque et Papineau prévue dans le projet particulier de 2017 (enseigne retirée). La présente requête consiste à modifier la résolution CA17 240490 afin de permettre l'enseigne décrite précédemment. Également, la requête vise à autoriser cette enseigne qui est non conforme au Règlement d'urbansime 01-282 en vigueur. Les plans finaux seront présentés ultérieurement au CCU pour approbation.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble le projet pourrait satisfaire aux critères d'évaluation applicables à une modification d'un projet particulier.

Considérant que la sérigraphie proposée à la page 10 des plans estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 1er juin 2017 une fois réalisée ne reflétait pas l'image de marque de CBC / Radio-Canada;
Considérant que l'enseigne de CBC / Radio-Canada forme un repère visuel dans le quartier depuis les années 1990;
Considérant que CBC / Radio-Canada s'engage à présenter un concept d'enseigne final comportant un coupe-flux permettant de réduire la pollution lumineuse;
Considérant que l'enseigne proposée, malgré sa superficie, occasionne peu de nuisances sur le voisinage;
Considérant que la superficie de l'enseigne proposée respecte l'échelle du piéton sur le boulevard René-Lévesque en direction du centre-ville.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:

- Les plans finaux devront être présentés en révision architecturale selon les critères de l'article 539 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur le 10 juin 2021;
- La superficie maximale de l'enseigne ne pourra dépasser 17,1 m²
- La proposition devra limiter la pollution lumineuse vers le voisinage et vers le ciel étoilé.

Le projet a obtenu un avis favorable du CCU à la séance tenue le 10 juin 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La procédure de remplacement est mise en place dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution : CA 6 juillet 2021
Consultation écrite de 15 jours : août 2021
Adoption de la résolution (avec ou sans modification) : CA du 14 septembre 2021.
Émission du certificat d'autorisation d'enseigne : septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlement et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 438 820 3317
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Louis ROUTHIER
architecte - planification

Tél : 438 351 3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-06-28

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240299

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une enseigne au 1000, avenue Papineau - Projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour la nouvelle Maison de Radio-Canada, situé au 1000, avenue Papineau, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) l'autorisation :

a) de déroger au paragraphe b) de l'article 1) de la résolution CA17 240490 du 12 septembre 2017 et à l'article 538 du Règlement d'urbanisme 01-282;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) les plans finaux devront être présentés en révision architecturale selon les critères de l'article 539 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur le 10 juin 2021;
b) la superficie maximale de l'enseigne ne pourra dépasser 17,1 m²;
c) la proposition devra limiter la pollution lumineuse vers le voisinage et vers le ciel étoilé;

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.18
pp 445
1218398003

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1218398003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une enseigne au 1000, avenue Papineau

CONTENU

CONTEXTE

Une consultation écrite pour ce dossier a été tenue du 9 au 23 août 2021 et aucun commentaire n'a été reçu. Le rapport de cette consultation est joint dans l'onglet « Pièces jointes ADDENDA ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis ROUTHIER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Non-disponible

Tél : 000-0000

Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CCU DU 10 JUIN 2021

MODIFICATION D'UN PROJET PARTICULIER

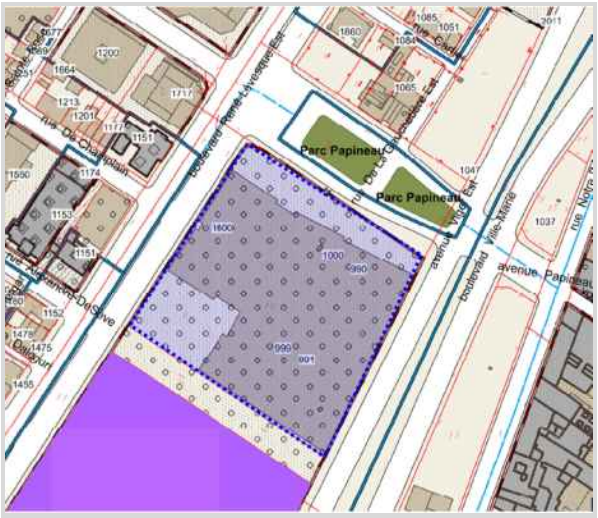
LA NOUVELLE MAISON DE RADIO-CANADA

Informations générales

- Demandeur : CBC / Société Radio-Canada
- Concepteur : s.o.
- Investissement : s.o.
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Samuel Ferland, urbaniste, conseiller en aménagement
- Numéro de requête : 3002914654

Contexte

Une demande de modification du projet particulier de la nouvelle maison de Radio-Canada datant de 2017 a été déposée afin de permettre l'installation d'une enseigne extérieure dérogatoire à l'enseigne approuvée dans la résolution de 2017 ainsi qu'au nouveau Titre V du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur depuis janvier 2021. Le projet initial d'affichage prévoyait que la molécule de Radio-Canada soit imprimée en sérigraphie à l'intérieur du mur rideau situé sur la Tour Nord au coin de l'édifice à l'intersection de l'avenue Papineau et du boulevard René-Lévesque. Cette sérigraphie a dû être retirée parce qu'elle ne répondait pas aux normes d'image de marque du diffuseur public. La modification présentée vise l'installation d'une enseigne rétro éclairée en saillie au niveau du toit de la Tour Nord. Ce nouvel affichage commercial nécessite une modification de l'autorisation réglementaire approuvée en 2017 en plus d'autoriser une enseigne dérogatoire au Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur actuellement.



Localisation



Situation actuelle

Décisions antérieures

CA17 240490 - 12 septembre 2017 - Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un complexe immobilier sur le site délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Papineau et Viger et le prolongement de la rue Alexandre-DeSève - Maison de Radio-Canada, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

CM09 0838 - le 22 septembre 2009, le conseil municipal approuve un accord de développement entre la Ville et la Canadian Broadcasting Corporation / Société Radio-Canada pour le projet de modernisation et de développement du site de la Maison Radio-Canada. À noter que cet accord de développement fait présentement l'objet d'une révision.

CM09 0890 - le 22 septembre 2009, le conseil municipal adopte le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel, commercial et industriel situé sur le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Viger et Papineau et la rue Wolfe - Site de Radio-Canada (08-048), ainsi que le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047-68).

Description du site

Le site de la nouvelle Maison de Radio-Canada est maintenant complété. Un bâtiment correspondant aux plans approuvés par l'arrondissement en septembre 2017 sis maintenant au 1000, avenue Papineau. La rue Alexandre-DeSève a été prolongée et le parvis à l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue Alexandre-DeSève peut accueillir le public.

La présente modification du projet particulier touche la portion de la Tour Nord située à l'intersection de l'avenue Papineau et du boulevard René-Lévesque qui devait initialement comporter une sérigraphie de la molécule (enseigne) de CBC / Radio-Canada. Celle-ci a été retirée (sans autorisation), il n'y a plus aucune enseigne ou sérigraphie sur cette portion du bâtiment. Le site fait partie de l'unité de paysage « Centre-Ville».

Description du projet

La demande vise à implanter une enseigne rétro éclairée sous la forme de boîtiers en saillie placés sur l'édicule du 8e niveau (niveau du toit) de la Tour nord. Cette enseigne aura une superficie de 17,1 m², elle viendra compenser l'absence de la molécule sérigraphiée au coin René-Lévesque et Papineau prévue dans le projet particulier de 2017 (enseigne retirée).

La présente requête consiste à modifier la résolution CA17 240490 afin de permettre l'enseigne décrite précédemment. Également, la requête vise à autoriser cette enseigne qui est non conforme au Règlement d'urbansime 01-282 en vigueur. Les plans finaux seront présentés ultérieurement au CCU pour approbation.



Enseigne rétro éclairée en saillie proposée (préliminaire)



Vue du pont Jacques-Cartier vers l'est (simulation)



Vue vers l'est à l'intersection de Lorimier et René-Lévesque (simulation)

	
Vue vers l'est à l'intersection de Lorimier et Érié (simulation)	*Vue vers l'est à l'intersection de Lorimier et Viger (simulation)*

Cadre réglementaire

Selon le paragraphe b) de l'article 1) de la résolution CA17 240490, la sérigraphie à l'intérieur du mur rideau situé sur la Tour Nord au coin de l'édifice à l'intersection de l'avenue Papineau et du boulevard René-Lévesque pouvait déroger à l'article 483 (superficie d'une enseigne) et à l'article 508 (une enseigne lumineuse animée à l'est de la rue Amherst) du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur en juin 2017. L'enseigne devait être substantiellement conforme aux plans présentés (p.10) et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 1er juin 2017.

Le projet déroge également à l'article 538 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur. En effet, selon cet article, la superficie maximale de l'enseigne ne pourrait dépasser 4,5 m².

Considérations de la Direction

Considérant que la sérigraphie proposée à la page 10 des plans estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 1er juin 2017 une fois réalisée ne reflétait pas l'image de marque de CBC / Radio-Canada;

Considérant que l'enseigne de CBC / Radio-Canada forme un repère visuel dans le quartier depuis les années 1990;

Considérant que CBC / Radio-Canada s'engage à présenter un concept d'enseigne final comportant un coupe-flux permettant de réduire la pollution lumineuse;

Considérant que l'enseigne proposée, malgré sa superficie, occasionne peu nuisance sur le voisinage;

Considérant que la superficie de l'enseigne proposée respecte l'échelle du piéton sur le boulevard René-Lévesque en direction du centre-ville.

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:

- Les plans finaux devront être présentés en révision architecturale selon les critères de l'article 539 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur le 10 juin 2021;
- La superficie maximale de l'enseigne ne pourra dépasser 17,1 m².
- La proposition devrait limiter la pollution lumineuse vers le voisinage et vers le ciel étoilé.

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 juin 2021
3002914654
4.2.1

Objet :	**MODIFICATION D'UN PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1000, avenue Papineau – Maison Radio-Canada
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise à implanter une enseigne rétro éclairée sous la forme de boîtiers en saillie placés sur l'édicule du 8e niveau (niveau du toit) de la Tour nord. Cette enseigne aura une superficie de 17,1 m², elle viendra compenser l'absence de la molécule sérigraphiée au coin René-Lévesque et Papineau prévue dans le projet particulier de 2017 (enseigne retirée). La présente requête consiste à modifier la résolution CA17 240490 afin de permettre l'enseigne décrite précédemment. Également, la requête vise à autoriser cette enseigne qui est non conforme au Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur. Selon le paragraphe b) de l'article 1) de la résolution CA17 240490, la sérigraphie à l'intérieur du mur rideau situé sur la Tour Nord au coin de l'édifice à l'intersection de l'avenue Papineau et du boulevard René-Lévesque pouvait déroger à l'article 483 (superficie d'une enseigne) et à l'article 508 (une enseigne lumineuse animée à l'est de la rue Amherst) du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur en juin 2017. L'enseigne devait être substantiellement conforme aux plans présentés (p.10) et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 1er juin 2017. Le projet déroge également à l'article 538 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur. En effet, selon cet article, la superficie maximale de l'enseigne ne pourrait dépasser 4,5 m².
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Les plans finaux seront présentés ultérieurement au CCU pour approbation.
Considérant que :	La sérigraphie proposée à la page 10 des plans estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 1er juin 2017 une fois réalisée ne reflétait pas l'image de marque de CBC / Radio-Canada.
Considérant que :	L'enseigne de CBC / Radio-Canada forme un repère visuel dans le quartier depuis les années 1990.
Considérant que :	La CBC / Radio-Canada s'engage à présenter un concept d'enseigne final

comportant un coupe-flux permettant de réduire la pollution lumineuse.

Considérant que : L'enseigne proposée, malgré sa superficie, occasionne peu nuisance sur le voisinage.

Considérant que : La superficie de l'enseigne proposée respecte l'échelle du piéton sur le boulevard René-Lévesque en direction du centre-ville.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Les plans finaux devront être présentés en révision architecturale selon les critères de l'article 539 du Règlement d'urbanisme 01-282 en vigueur le 10 juin 2021.**
- **La superficie maximale de l'enseigne ne pourra dépasser 17,1 m².**
- **La proposition devra limiter la pollution lumineuse vers le voisinage et vers le ciel étoilé.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Description

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une enseigne au 1000, avenue Papineau.

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1218398003, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217400002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011), une résolution autorisant un café-terrasse sur le toit du cinquième étage du bâtiment situé au 350, boulevard de Maisonneuve Ouest

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 350, boulevard de Maisonneuve Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
a) de déroger notamment à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) d'aménager et d'occuper un café-terrasse sur une partie du toit du 5ème étage conformément aux plans numérotés AP-01 réalisés par Kim Descôteaux Architecte paysagiste, modifiés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 23 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a) l'emplacement du café-terrasse doit être conforme aux plans mentionnés au paragraphe b) de l'article 1);
b) le café-terrasse doit être séparé du reste de la terrasse par un aménagement non franchissable, tel que des bacs de plantation;
c) lors de la demande de permis, en plus des documents requis, déposer une preuve écrite que le gestionnaire du café-terrasse a établi une communication avec la copropriété de l'immeuble Louis-Bohême, sis au 350, boulevard de Maisonneuve Ouest, afin d'assurer une bonne cohabitation.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux ou l'occupation visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

4) De poursuivre la procédure d'adoption du projet de résolution faisant l'objet du présent sommaire décisionnel conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai

2020, en apportant les adaptations nécessaires à la procédure référendaire, notamment en établissant un processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue d'un référendum par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (RLRQ, chapitre E-2.2, r.3).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-28 13:21

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217400002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant un café-terrasse sur le toit du cinquième étage du bâtiment situé au 350, boulevard de Maisonneuve Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser l'usage café-terrasse sur le toit du 5ème étage d'un bâtiment de 35 étages situé au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest. Le projet déroge à l'une des conditions prescrites visant l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit d'un bâtiment du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). L'autorisation demandée peut être accordée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA-18 240376 - 12 juin 2018 - accorder plusieurs dérogations mineures liées à la présence d'une station de métro en souterrain : mode d'implantation, débarcadère, quai de chargement. (1187303002).

DESCRIPTION

Le site
Le site visé est en cours de construction. Il s'agit d'un projet de tour de 35 étages comprenant un hôtel (étages 1 à 16) et des logements (étages 17 à 34). Le permis a été délivré en 2018 (n°3000751953-18). Le bâtiment se situe à la limite du Quartier des spectacles. Au sud du boulevard de Maisonneuve, on retrouve un édifice résidentiel (Louis-Bohême), tandis qu'à l'ouest et au nord l'édifice fait face à des immeubles de bureaux. À l'est de la rue De Bleury s'ouvre l'esplanade du Quartier des spectacles.

Le projet
La demande vise à permettre l'aménagement d'un café-terrasse attenant au bar de l'hôtel, sur une partie de la terrasse située sur le toit du basilaire, au 5ème étage. La terrasse longe la façade De Maisonneuve. La section de la terrasse dédiée au café-terrasse a une superficie de 142,8 m², et une capacité de 54 places assises ou 176 personnes debout. Elle est située à l'extrémité est de la terrasse au coin de la rue De Bleury.

Le cadre réglementaire

L’article 392 du Règlement d’urbanisme interdit les cafés-terrasses sur le toit d’un bâtiment dans un secteur M.7.

L’immeuble est situé dans l’aire de protection des façades de la rue Jeanne-Mance. Toutefois, le projet ne nécessite pas de modification aux plans du bâtiment et n’est donc pas soumis à l’approbation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec.

Puisque l'autorisation vise un usage, celle-ci est susceptible d’approbation référendaire en vertu de l’article 123 de la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme (LRQ, c. A-19.1).

La résolution n’est pas visée par le règlement RCG 15-073 article 2 paragraphe 2, ainsi un examen de conformité au document complémentaire du schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal n’est pas requis.

JUSTIFICATION

L’usage café-terrasse n’est pas autorisé dans un secteur M.7 afin d’assurer une bonne cohabitation avec l’usage résidentiel. La rue De Bleury marque la limite entre le secteur M.8 - Quartier des spectacles et le secteur M.7. Le bâtiment a été conçu selon les recommandations d’un rapport acoustique recommandant que les façades De Maisonneuve et De Bleury soient pourvues d'un verre double ayant des propriétés acoustiques. En effet, étant situé à moins de 100 m du secteur du Quartier des spectacles (M.8), il devait être insonorisé (article 307.6).
Les autres conditions exigées par la réglementation pour l’aménagement d’un café-terrasse sur un toit - soit être attenant à un bar ou un restaurant, ne pas être au même niveau qu’un logement ou adjacent à un terrain comprenant un logement - sont respectées.

Toutefois, on retrouve l’édifice résidentiel Louis-Bohème du côté sud du boulevard de Maisonneuve. La terrasse sera de toute façon accessible à la clientèle de l’hôtel en soirée, et sera probablement achalandée lors des spectacles. Le café-terrasse étant situé à l’extrémité de la terrasse, au coin de la rue De Bleury, et la saison d’un café-terrasse étant la même que celle des festivals, cet usage apparaît compatible et complémentaire aux activités extérieures estivales du Quartier des Spectacles. L’usage café-terrasse doit être distinct du reste de la terrasse et non accessible depuis celle-ci, afin de limiter l’espace potentiellement plus animé au café-terrasse.

Un rapport acoustique datant du 17 mars 2021 estime que, sous toutes réserves de l’usage normal, le bruit du café-terrasse ne sera pas suffisamment élevé pour être considéré comme une nuisance sonore pour l’édifice Louis-Bohème et sera couvert par le bruit ambiant. A noter que la diffusion de musique est interdite sur une terrasse extérieure (Règlement sur le bruit, R.R.V.M. c. B-3).

Le projet de construction avait déjà fait l’objet d’une révision architecturale et aucune modification n’est apportée avec l’aménagement du café terrasse.

Lors de sa séance du 13 mai 2021, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable pour cette demande à la condition que la délimitation physique entre le café-terrasse et le reste de la terrasse soit infranchissable. Un commentaire vise également à ce qu'un canal de communication soit établi avec l'immeuble résidentiel Louis-Bohême afin d'assurer une bonne cohabitation.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et de la mobilité est d’avis que l’on devrait donner une suite favorable à l’égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement : Adoption du 1er projet de résolution
· Affichage sur l'emplacement
· Avis public annonçant la tenue d'une consultation écrite de 15 jours
· Consultation écrite de 15 jours (conformément à l'arrêté ministériel 2020-074 du 2 octobre 2020)
· Conseil d'arrondissement : Adoption du 2e projet de résolution
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande de participation à un référendum
· Conseil d'arrondissement : Adoption de la résolution
· Délivrance d'un certificat de conformité
· Avis public annonçant l'entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-06-28

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240296

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant un café-terrasse sur le toit du cinquième étage du bâtiment situé au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest - 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'aménager et d'occuper un café-terrasse sur une partie du toit du 5e étage conformément aux plans numérotés AP-01 réalisés par Kim Descôteaux Architecte paysagiste, modifiés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 23 juin 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a) l'emplacement du café-terrasse doit être conforme aux plans mentionnés au paragraphe b) de l'article 1);
b) le café-terrasse doit être séparé du reste de la terrasse par un aménagement non franchissable, tel que des bacs de plantation;
c) lors de la demande de permis, en plus des documents requis, déposer une preuve écrite que le gestionnaire du café-terrasse a établi une communication avec la copropriété de l'immeuble Louis-Bohême, sis au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest, afin d'assurer une bonne cohabitation.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux ou l'occupation visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
pp 442
1217400002

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juillet 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1217400002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant un café-terrasse sur le toit du cinquième étage du bâtiment situé au 355, boulevard de Maisonneuve Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Le rapport de la consultation écrite tenue du 9 au 23 août 2021 est joint au présent sommaire addenda, dans la section "pièces jointes addenda", aucun commentaire n'a été reçu.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

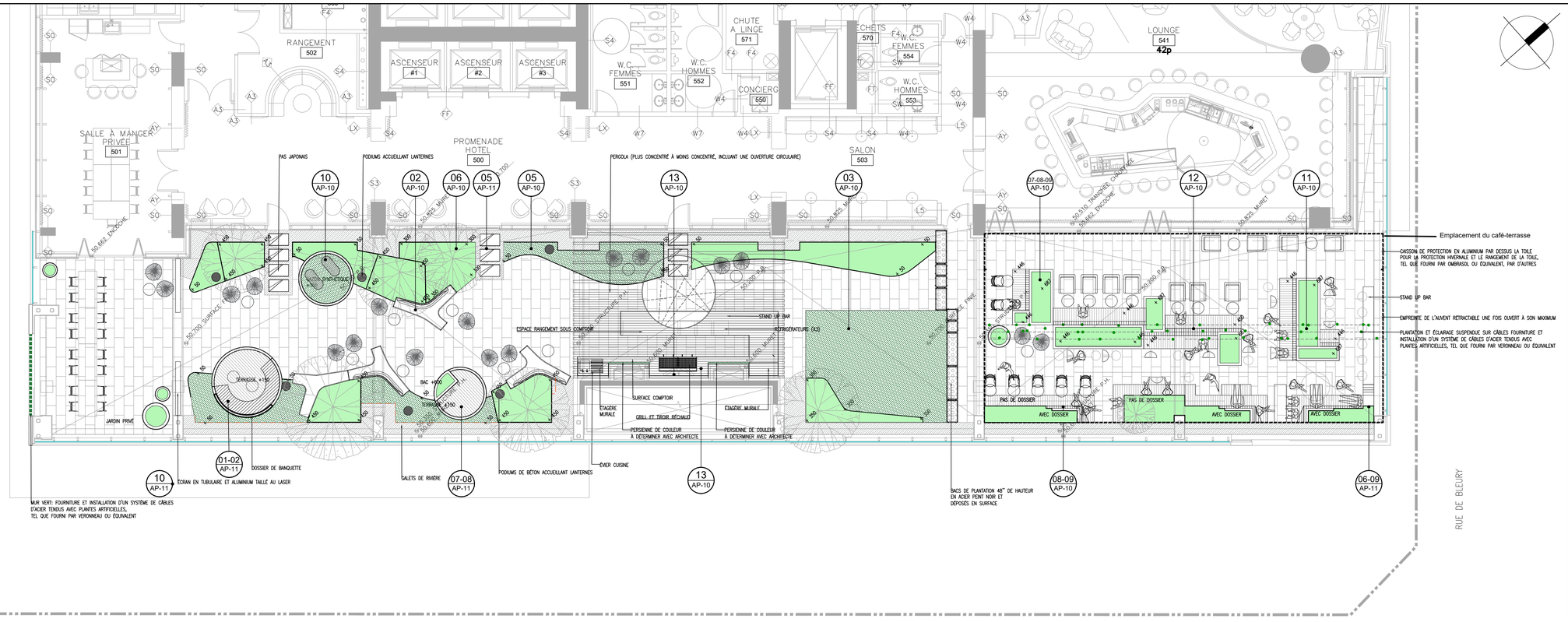
Louis ROUTHIER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

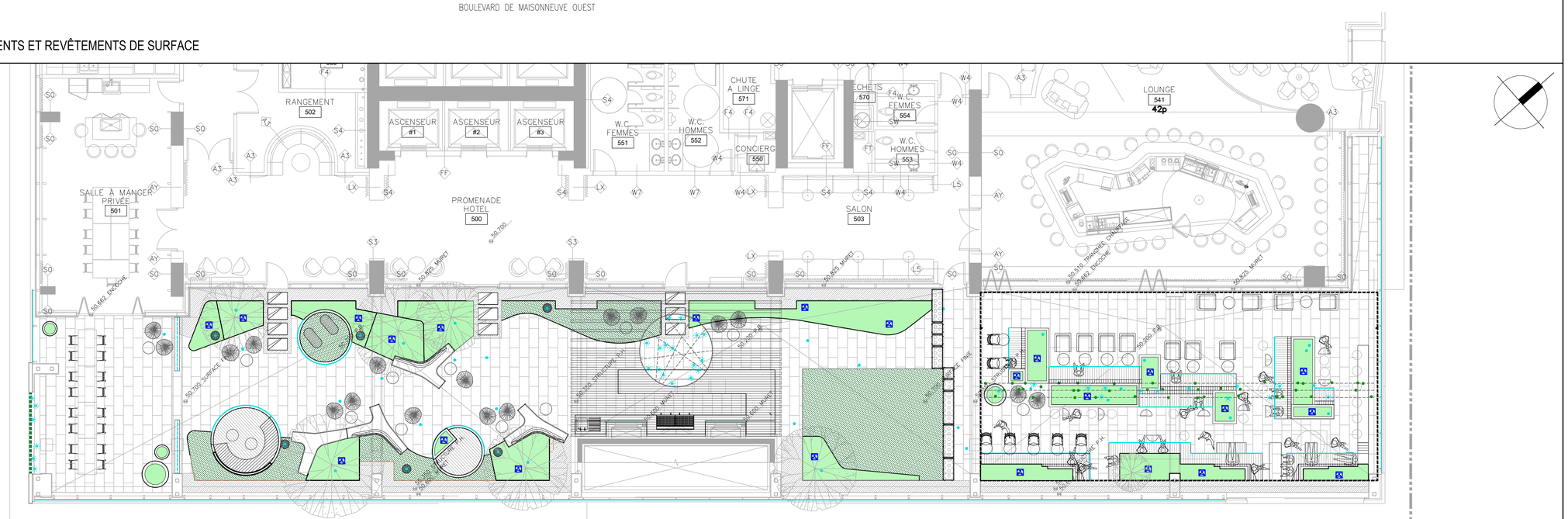
Charlotte HORNY
Conseillère en aménagement

514.872.3844
Tél :
Télécop. : 000-0000



BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST

PLAN D'AMÉNAGEMENTS ET REVÊTEMENTS DE SURFACE



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

23 juin 2021

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST

PLAN D'ÉCLAIRAGE ET D'IRRIGATION

LÉGENDE

- 06-07 AP-10 — PLANTATION: ARBUSTES, VIVACES, GRAMINÉES, ANNUELLES
- 03-05 AP-10 — SURFACE EN GAZON SYNTHÉTIQUE
- 01 AP-10 — DALLE AU SOL SUR PLOTS
- 04 AP-10 — SURFACE EN GALETS DE RIVIÈRE / JARDIN SEC
- SURFACE / ÉQUIPEMENT EN BOIS
- PLANTATION SUSPENDUE SUR CÂBLES
- ARBRE FEUILLU / ARBRISSEAU
- 06-09 AP-11 — RENVOI DE DÉTAIL NO. DE DÉTAIL NO. DE PAGE

ÉCLAIRAGE

- APPAREIL D'ÉCLAIRAGE SUSPENDU / LANTERNE
- APPAREIL D'ÉCLAIRAGE ENCASTRÉ AU SOL
- LED LINÉAIRE FLEXIBLE À LA PASE DES DIVERS PODIUMS ET/OU MOBILIER
- APPAREIL D'ÉCLAIRAGE SUSPENDU SUR CÂBLE
- SORTIE D'EAU POUR L'IRRIGATION, VOIR ING.

No	DATE	RÉVISION	PAR
B	2021-05-21	PLANS SOMMAIRES FINAUX	KD
A	2021-03-04	PLANS SOMMAIRES PRÉLIMINAIRES	KD

CONSULTANT EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE

Kim Descôteaux
Architecte Paysagiste | AAPQ | AAPC
514 995-1910
kdescoteaux@outlook.com
660, Maple, Longueuil,Qc, J4J 5J1

CONSULTANT EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PRATTE + PAYSAGE
552, ROUTE DE LA SEIGNEURIE
SAINT-ROCH-DES-AULNAIES, Québec, G0R 4E0
www.prattepaysage.com

PROJET

LE BOTANISTE TOIT TERRASSE

355 boul. de MAISONNEUVE ouest, Montréal, QC.

DESSIN

AMÉNAGEMENTS, REVÊTEMENTS DE SURFACE, ÉCLAIRAGE ET IRRIGATION

SCEAU — ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC — Kim Descôteaux #1448

APPROUVÉ PAR	KIM DESCÔTEAUX
CONÇU PAR	KIM DESCOTEAUX ET MARJORIE PRATTE
DESSINÉ PAR	MARTIN BERUBE
DATE DÉBUT PROJET	2019-05-08

ÉCHELLE: -

ÉCHELLE GRAPHIQUE: 1:100 — 0 1 2 4 6m

No.PROJET	No.DESSIN	PAGINATION
007-02	AP-01	1 / 4

11/14

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 mai 2021
3002652254
4.2.3

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	355, boulevard De Maisonneuve Ouest
Responsables :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à permettre l'aménagement d'un café-terrasse attenant au bar de l'hôtel, sur une partie de la terrasse située sur le toit du basilaire, au 5e étage, côté De Maisonneuve. La section de la terrasse dédiée au café-terrasse a une superficie de 142,8 m², et une capacité de 54 places assises ou 176 personnes debout. Elle est située à l'extrémité est de la terrasse, au coin de la rue De Bleury. Le site visé est en cours de construction. Il s'agit d'un projet de tour de 35 étages comprenant un hôtel (étages 1 à 16) et des logements (étages 17 à 34). Le permis a été délivré en 2018 (n°3000751953-18). Le bâtiment se situe à la limite du Quartier des spectacles. Au sud du boulevard de Maisonneuve, on retrouve un édifice résidentiel (Louis-Bohême), tandis qu'à l'ouest et au nord l'édifice fait face à des immeubles de bureaux. À l'est de la rue De Bleury s'ouvre l'esplanade du Quartier des spectacles. L'article 392 du Règlement d'urbanisme interdit les cafés-terrasses sur le toit d'un bâtiment dans un secteur M.7.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection des façades de la rue Jeanne-Mance. Toutefois, le projet ne nécessite pas de modification aux plans du bâtiment et n'est donc pas soumis à l'approbation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'emplacement visé pour le café-terrasse ouvre directement sur les espaces publics du Quartier des spectacles.
Considérant qu' :	Il s'agit d'un usage sur une partie d'une terrasse accessible à la clientèle de l'hôtel.
Considérant que :	Les logements inclus dans le même bâtiment sont situés 12 étages plus hauts que la terrasse et disposent de fenêtres insonorisées.
Considérant que :	Des logements se situent au sud du boulevard De Maisonneuve.

Considérant que : L'étude acoustique déposée à la demande de l'arrondissement estime que le niveau de bruit généré par le café-terrasse sera de 37,6 dB(A) sur la façade du bâtiment résidentiel Louis-Bohême, soit en deçà des exigences de la Ville de Montréal (48 dB(A)).

Considérant que : L'usage café-terrasse devrait être limité à l'espace situé devant le bar lounge et séparé physiquement du reste de la terrasse pour éviter un étalement.

Considérant que : Le projet répond aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Fournir un plan d'aménagement incluant une délimitation physique non franchissable entre le café-terrasse situé en face du bar et le reste de la terrasse.**

Par ailleurs, le comité demande que le promoteur du projet établisse un canal de communication avec l'immeuble résidentiel Louis-Bohême afin d'assurer une bonne cohabitation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

355, boulevard De Maisonneuve Ouest (dossier 1217400002)

Demande de projet particulier

Description

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du cinquième étage du bâtiment situé au 355, boulevard De Maisonneuve Ouest.

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1217400002, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1216723003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011), une résolution autorisant usage résidentiel afin d'aménager un salon (réception et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble, situé au 1124, rue De Bleury, ainsi qu'aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production

D'accorder, pour l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
1) D'occuper le rez-de-chaussée de l'immeuble à des fins résidentielles;
2) D'aménager un salon (lobby et réception) ainsi qu'un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble ayant front sur la rue De Bleury, substantiellement conforme aux plans préparés par Éric Huot, architecte, datés du 21 août 2020 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 26 avril 2021 (page A-101).
3) D'occuper le 3e, 4e, et 5e étage à des fins résidentielles;
4) D'aménager des logements au 3e, 4e, et 5e étage substantiellement conforme aux plans préparés par Éric Huot, architecte, datés du 21 août 2020 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 26 avril 2021 (pages A-103, A-104 et A-105).
4) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) L'aménagement du salon (lobby et réception) et du bureau de location devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer l'animation de la rue;
b) La composition du mur indépendant, tel que prescrit par le rapport acoustique, devra être indiquée dans le plan pour permis;
c) L'aménagement des pièces des logements proposés au 3^{e}, 4^{e}, et 5^{e} étages devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer un confort maximal des locataires.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-06-29 09:54

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216723003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant usage résidentiel afin d'aménager un salon (réception et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble, situé au 1124, rue De Bleury, ainsi qu'aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre un usage résidentiel, soit un salon (lobby et réception) ainsi qu'un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury et aménager des logements au 3^{e}, 4^{e} et 5^{e} étages adjacents à un studio de production dérogeant ainsi au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. L'usage résidentiel et les logements peuvent néanmoins être autorisés conformément au Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) moyennant le respect des conditions de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240507 - 10 novembre 2020 - Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé aux 385, rue Dowd et 1124, rue De Bleury et 356, 372, rue Carmichael.

DESCRIPTION

Le site
La construction du complexe comporte deux bâtiments d'apparence distincts qui partageront le même basilaire situé au cœur de l'îlot compris entre les rues De Bleury, Dowd et Carmichael.

La tour Nord, à l'intersection de la rue De Bleury et de la rue Carmichael, a une hauteur de 15 étages et abrite des unités locatives de 1 à 2 chambres. Elle présente l'accès principal sur la rue De Bleury où se trouve la présente demande.

Le site est partiellement situé dans les limites de l'aire de protection de l'Unity building et

les travaux de démolition et de construction dans cette zone visée devront être approuvés par la division du patrimoine de la Ville et le Ministère de la Culture et des Communications (MCC). Le projet est situé dans l'unité de paysage Saint-James et Saint-Jacques.

Le projet
La demande vise à aménager un salon (lobby et réception) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble, situé au 1124, rue De Bleury au coin de la rue Carmichael, au lieu d'un espace pour un usage commercial et y aménager des logements supplémentaires aux 3^{e}, 4^{e} et 5^{e} étages adjacents à un studio de production dérogeant ainsi au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

Usage résidentiel : Lobby et Bureau de location
Dans un secteur de la catégorie M.7, un local situé au rez-de-chaussée, adjacent à une façade faisant face à un terrain situé dans un secteur de la catégorie M.1 à M.11, doit être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel. Le lobby ainsi que le bureau de location prévu à l'entrée de l'immeuble n'est pas un usage commercial, mais serait accessoire à l'usage résidentiel.

Selon le Règlement d'urbanisme, l'autorisation d'exercer un usage principal inclut celle d'exercer les usages accessoires à cet usage principal. Un usage accessoire doit être nécessaire ou utile au fonctionnement de l'usage principal et ne doit faire l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment. De ce fait, le lobby et le bureau de location étant accessoires à l'usage résidentiel, ceux-ci seront exclusifs aux besoins des locataires et de location des unités. On ne peut alors considérer cet usage comme un usage commercial. Le bureau de location proposé serait pérenne dans le temps puisque la tour à appartement sera exclusivement locative.

Qui plus est, la superficie du local commercial qui a été proposé dans le projet de remplacement est petite (30 mètres carrés) et vu son emplacement dans le cadre bâti existant, le demandeur craint de ne pas pouvoir louer le local malgré la présence de futurs locataires sur le site. Également, l'aménagement proposé permet malgré cela d'animer la rue puisque l'espace y sera ouvert et le bureau positionné en retrait de la fenestration sera tout de même vitré. Par conséquent, depuis la rue, nous pourrons voir les locataires dans l'espace salon et des gens s'affairer au bureau de location vitré.

Ajout de logements adjacents à un studio de production
Selon le Règlement d'urbanisme, un local occupé par un studio de production et un local occupé à des fins résidentielles, situé dans un secteur de la catégorie M.7, ne doivent être adjacents en aucun point. Ainsi, le studio de production étant situé au 4^{e} étage du 1110 rue De Bleury (Studio La Majeure Inc) et les logements proposés au 3^{e}, 4^{e} et 5^{e} étages ne respectent pas l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. Des espaces communs ont été présentés au CEDD.

Des mesures de mitigation sont proposées pour que les logements et le studio de production puissent cohabiter en harmonie sans y avoir de contraintes et réduire les nuisances. En effet, le demandeur propose un mur indépendant entre le Studio La Majeure Inc. et les unités d'habitations du futur projet immobilier offrant ainsi un indice STC 77, ce qui est largement supérieur aux exigences (STC 50) du Code national du bâtiment, selon un

rapport acoustique déposé par le demandeur et assure alors une insonorisation adéquate pour les occupants des deux propriétés.

Le cadre réglementaire

- L'article 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), prévoit que dans un secteur de la catégorie M.7, un local situé au rez-de-chaussée, adjacent à une façade faisant face à un terrain situé dans un secteur de la catégorie M.1 à M.11, doit être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel.
- Le salon (lobby et réception) ainsi que le bureau de location sont accessoires à l'usage résidentiel qui ne sont pas autorisé en vertu de l'article 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
- L'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01 -282), un local occupé par un studio de production et un local occupé à des fins résidentielles, situé dans un secteur de la catégorie R.1 à R.3 ou M.1 à M.9, ne doivent être adjacents en aucun point :
- Pour autoriser un usage résidentiel accessoire au rez-de-chaussée et ajouter des logements adjacents à un studio de production, une autorisation doit faire l'objet d'une résolution conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) moyennant le respect des critères de ce règlement.

Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu du paragraphe 3^{e} de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1).

Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement et aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

La démolition de l'immeuble
À la séance du 15 juillet 2020, le CEDD a adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 385, rue Dowd, 1124, rue De Bleury et 356, 372, rue Carmichael, et avec des conditions.

Notons que le projet de démolition a été présenté à trois reprises au CCU en avis préliminaire, les 14 mars, 8 août 2019 et le 16 janvier 2020.

À la séance du 10 décembre 2020, le CCU a émis un avis favorable à la demande de permis de construction des conditions.

La présente demande de projet particulier
Dans l'ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.

Considérant que :

- le salon (lobby et réception) ainsi que le bureau de location des unités à appartements seront ouverts sur la rue et apportera quand même son lot de va-et-vient;
- le mur séparant le bureau de location et le salon sera vitré et que l'ensemble des activités sera visible depuis la rue, ce qui permettra d'apporter une certaine animation;
- le mur indépendant proposé entre le studio de production (Studio La Majeure Inc.) et les logements proposés pour le futur projet immobilier offre un indice STC 77, ce qui est largement supérieur aux exigences (STC 50) du Code national du bâtiment selon le rapport acoustique déposé par le demandeur;
- l'aménagement des logements a été planifié afin d'y prévoir des pièces de vie (cuisine et salon) au mur adjacent au studio de production afin d'y assurer un confort optimal dans les chambres à coucher.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

Le projet a fait l'objet d'une présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU) le 10 juin 2021 et a reçu un avis favorable sous les aux conditions suivantes :

- L'aménagement du lobby et du bureau de location devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer l'animation de la rue;
- La composition du mur indépendant, tel que prescrit par le rapport acoustique, devra être indiquée dans le plan pour permis;
- L'aménagement des pièces des logements proposés au 3^{e}, 4^{e}, et 5^{e} étages devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer un confort maximal des locataires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Investissement estimé pour le projet global à 25M$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étape réalisée

- Présentation au Comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Étapes à venir

- Conseil d’arrondissement — Adoption du premier projet de résolution
- Affichage sur le site
- Avis public
- Période de consultation publique écrite
- Conseil d’arrondissement — Adoption du second projet de résolution
- Conseil d’arrondissement — Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine AYOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 438-820-5349
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-22

Louis ROUTHIER
Chef de division urbanisme

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI

Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-06-29

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juillet 2021	Résolution: CA21 240298

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'usage résidentiel afin d'aménager un salon (réception et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury, ainsi qu'aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production - 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) d'occuper le rez-de-chaussée de l'immeuble à des fins résidentielles;
b) d'aménager un salon (lobby et réception) ainsi qu'un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble ayant front sur la rue De Bleury, substantiellement conforme aux plans préparés par Éric Huot, architecte, datés du 21 août 2020 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 26 avril 2021 (page A-101);

2) D'occuper le 3e, 4e, et 5e étage à des fins résidentielles;

3) D'aménager des logements au 3e, 4e, et 5e étage substantiellement conforme aux plans préparés par Éric Huot, architecte, datés du 21 août 2020 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 26 avril 2021 (pages A-103, A-104 et A-105);

4) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) L'aménagement du salon (lobby et réception) et du bureau de location devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer l'animation de la rue;
b) La composition du mur indépendant, tel que prescrit par le rapport acoustique, devra être indiquée dans le plan pour permis;
c) L'aménagement des pièces des logements proposés au 3e, 4e, et 5e étages devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer un confort maximal des locataires.

De remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
pp 444
1216723003

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1216723003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant usage résidentiel afin d'aménager un salon (réception et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble, situé au 1124, rue De Bleury, ainsi qu'aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production

CONTENU

CONTEXTE

Le rapport de la consultation écrite de 15 jours, qui s'est déroulée du 9 au 23 août 2021, est joint au présent sommaire addenda, dans la section « Pièces jointes addenda ».
Aucun commentaire n'a été déposé.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine AYOTTE
Conseillère en aménagement

438-820-5349
Tél :
Télécop. :

CONDOS BLEURY DOWD

RUE CARMICHAEL ANGLE DE BLEURY, MONTREAL, QUEBEC

DESCRIPTION DU PROJECT

ANALYSE POUR CONVERTIR TROIS ESPACES COMMUNS EN TROIS UNITÉS RÉSIDENTIELS ADJACENT UN STUDIO DE FILM VOISIN SUR LA RUE BLEURY POUR UN TOTAL DE 217 LOGEMENTS SUR LA RUE BLEURY ET 20 SUR LA RUE DOWD.

RÉAMÉNAGMENT INTÉRIEUR DU COMMERCE SUR LA RUE BLEURY.

GÉNÉRALE

BÂTIMENT	CNB 2010
1. USAGE	GROUP C (RÉSIDENTIEL), E, F3
2. TYPE DE CONSTRUCTION	NON COMBUSTIBLE
3. HAUTER DE BÂTIMENT	15 ÉTAGES (45 M)
4. CLASSIFICACION CNB	SECTION 3.2.2.42 LE BATIMENT EST SUJET À 3.2.6 "ENGIENCES POUR BATIMENT DE GRANDE HAUTEUR"
5. GICLEURS	OUI

DENSITÉ

SUPERFICIE DE TERRAIN		23 304.5 P.ca	
COEFFICIENT DE DENSITÉ:			
SUPERFICIE DU BÂTIT (NET)	=	139 778.63 P.ca	= 5.99
SUPERFICIE DU TERRAIN		23 304.5 P.ca	

TAUX D'IMPLANTATION

SUPERFICIE DE TERRAIN		23 304.5 P.ca	
SUPERFICIE D'IMPLANTATION		23 078 P.ca	
SUPERFICIE D'IMPLANTATION	x 100% =	23 078 P.ca	x 100% = 99%
SUPERFICIE DU TERRAIN		23 304.5 P.ca	

STATIONNEMENTS

TOTAL STATIONNEMENTS VOITURE REQUIS	-
TOTAL STATIONNEMENTS VOITURES PRÉVUS	66
TOTAL STATIONNEMENTS POUR VÉLOS REQUIS	104
TOTAL STATIONNEMENTS POUR VÉLOS PRÉVUS	105

SYMBOLES

- Room name 101 — NOM ET NUMÉRO DE PIÈCE
- XXX — NUMÉRO DE PORTE
- 11 — TYPE DE FENÊTRE
- M — TYPE DE FINI DE FAÇADE
- GWB — TYPE DE CLOISON
- G — TYPE DE MUR EXTÉRIEUR
- 10000 — RÉFÉRENCE DE NIVEAU
- B.00000 — NIVEAU BÉTON
- F.00000 — NIVEAU DE FINITION DE PLANCHER
- 1 / A-101 — RÉFÉRENCE ÉLÉVATION EXTÉRIEURE
- A101 — RÉFÉRENCE ÉLÉVATION INTÉRIEURE
- 1 / A-101 — RÉFÉRENCE COUPE
- 1 / A-101 — RÉFÉRENCE DÉTAIL

LISTE DE DESSINS

PAGE	NOM DE PAGE	RÉVISION	DATE
A-001	PLAN IMPLANTATION	1	2020.06.21
A-100	SOUS-SOL	1	2020.06.21
A-101	RDC	1	2020.06.21
A-102	ÉTAGE 2 TOUR BLEURY	1	2020.06.21
A-103	ÉTAGE 3 BLEURY	1	2020.06.21
A-104	ÉTAGE 4 BLEURY	1	2020.06.21
A-105	ÉTAGE 5 BLEURY	1	2020.06.21
A-106	ÉTAGE 6 BLEURY	1	2020.06.21
A-107	ÉTAGE 7 BLEURY	1	2020.06.21
A-108	ÉTAGE 8 BLEURY	1	2020.06.21
A-109	ÉTAGE 9 BLEURY	1	2020.06.21
A-110	ÉTAGE 10 BLEURY	1	2020.06.21
A-111	ÉTAGE 11 BLEURY	1	2020.06.21
A-112	ÉTAGE 12 BLEURY	1	2020.06.21
A-113	ÉTAGE 13 BLEURY	1	2020.06.21
A-114	ÉTAGE 14 BLEURY	1	2020.06.21
A-115	ÉTAGE 15 BLEURY	1	2020.06.21
A-116	ÉTAGE TOIT BAS CHALET URBAIN	1	2020.06.21
A-117	PISCINE CARMICHAEL	1	2020.06.21
A-118	APPENTIS	1	2020.06.21
A-119	ÉTAGE 3 À 5 DOWD	1	2020.06.21
A-120	TOIT BAS ET TOIT HAUT DOWD	1	2020.06.21
A-150	PLAFOND SOUS-SOL	1	2020.06.21
A-151	PLAFOND RDC	1	2020.06.21
A-152	PLAFOND ÉTAGE 2 TOUR BLEURY	1	2020.06.21
A-153	PLAFOND ÉTAGE 3 BLEURY	1	2020.06.21
A-154	PLAFOND ÉTAGE 4 ET 5 BLEURY	1	2020.06.21
A-155	PLAFOND ÉTAGE 6 BLEURY	1	2020.06.21
A-156	PLAFOND ÉTAGE 7 BLEURY	1	2020.06.21
A-157	PLAFOND ÉTAGE 8à14 BLEURY	1	2020.06.21
A-158	PLAFOND ÉTAGE 15 BLEURY	1	2020.06.21
A-159	PLAFOND TOIT TERRASSE	1	2020.06.21
A-160	PLAFOND ÉTAGE 2 À 5 DOWD	1	2020.06.21
A-200	ÉLÉVATIONS	1	2020.06.21
A-201	ÉLÉVATIONS	1	2020.06.21
A-202	ÉLÉVATIONS	1	2020.06.21
A-300	COUPES	1	2020.06.21
A-400	ESCALIERS	1	2020.06.21
A-401	ESCALIERS	1	2020.06.21
A-402	ESCALIERS	1	2020.06.21
A-403	ESCALIERS	1	2020.06.21
A-404	ESCALIERS	1	2020.06.21
A-405	ESCALIERS	1	2020.06.21
A-406	ESCALIERS	1	2020.06.21

LISTE DE DESSINS

PAGE	NOM DE PAGE	RÉVISION	DATE
A-500	DÉTAILS TYPES	1	2020.06.21
A-501	DÉTAILS TYPES	1	2020.06.21
A-502	DÉTAILS TYPES	1	2020.06.21
A-503	DÉTAILS	1	2020.06.21
A-504	DÉTAILS	1	2020.06.21
A-505	DÉTAILS	15,768.6 ft²	2020.06.21
A-506	DÉTAILS	1	2020.06.21
A-507	DÉTAILS	1	2020.06.21
A-508	DÉTAILS	1	2020.06.21
A-509	DÉTAILS	1	2020.06.21
A-510	DÉTAILS EN PLAN	1	2020.06.21
A-511	DÉTAILS EN PLAN	1	2020.06.21
A-600	TYPES DE FENÊTRES	1	2020.06.21
A-601	TYPES DE PORTES	1	2020.06.21
A-650	MUR-RIDEAUX	1	2020.06.21
A-651	MUR-RIDEAUX	1	2020.06.21
A-700	CHAMBRE ANNEXE	1	2020.06.21
A-701	CHAMBRE ANNEXE	1	2020.06.21
A-900	TYPES DE MURS	1	2020.06.21

DENSITÉ TOUR DOWD

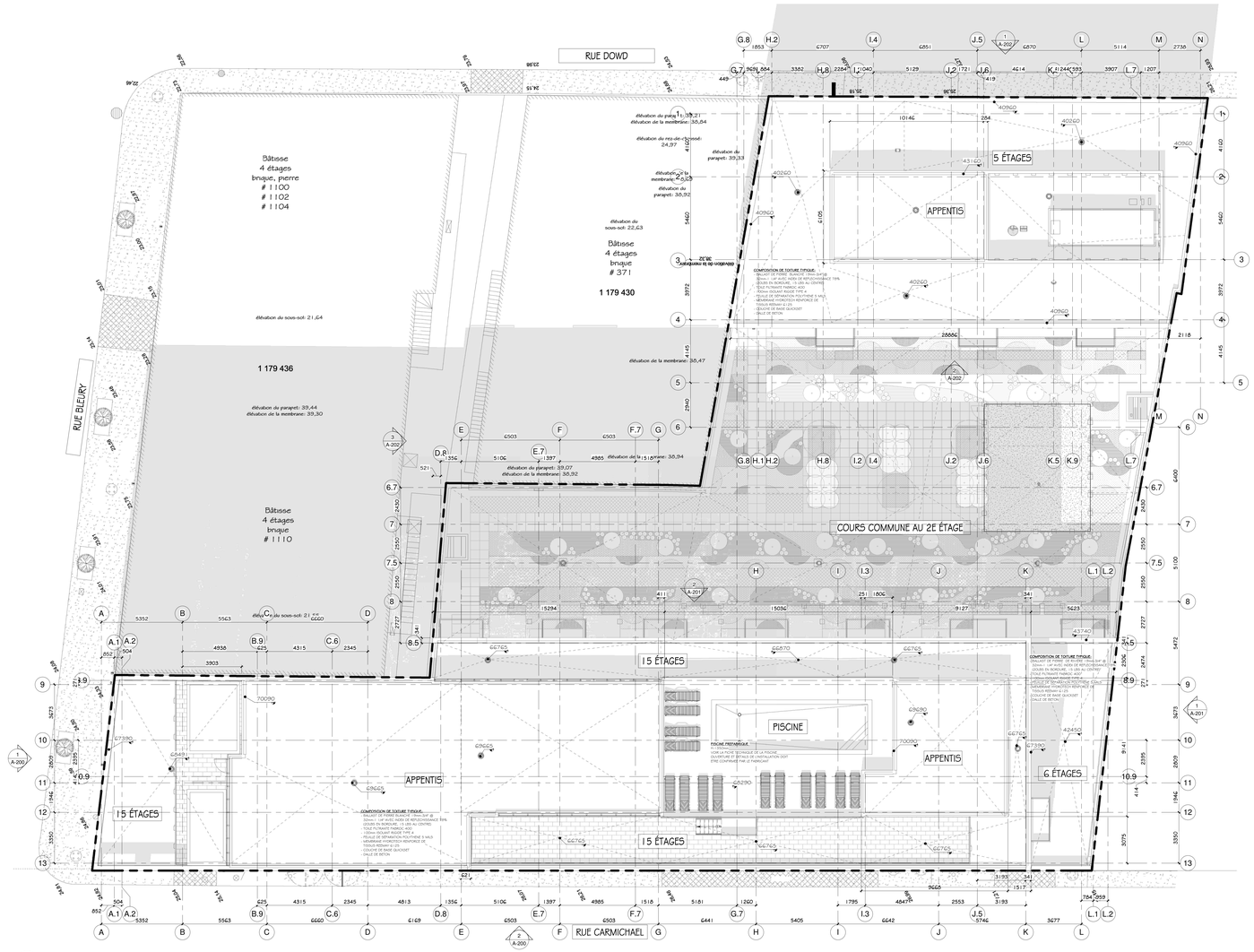
NIVEAU	SUPERFICIE
RDC DOWD	405.46 ft²
ÉTAGE 2 DOWD	3,734.62 ft²
ÉTAGE 3 DOWD	3,873.82 ft²
ÉTAGE 4 DOWD	3,877.33 ft²
ÉTAGE 5 DOWD	3,877.33 ft²
	15,768.6 ft²

DENSITÉ TOUR BLEURY

NIVEAU	SUPERFICIE
RDC	1,179.65 ft²
ÉTAGE 2	8,626.78 ft²
ÉTAGE 3	9,093.94 ft²
ÉTAGE 4	9,093.94 ft²
ÉTAGE 5	9,093.94 ft²
ÉTAGE 6	9,093.94 ft²
ÉTAGE 7	8,344.47 ft²
ÉTAGE 8	8,344.47 ft²
ÉTAGE 9	8,344.47 ft²
ÉTAGE 10	8,344.47 ft²
ÉTAGE 11	8,344.47 ft²
ÉTAGE 12	8,344.47 ft²
ÉTAGE 13	8,344.47 ft²
ÉTAGE 14	8,344.47 ft²
ÉTAGE 15	8,344.47 ft²
TOIT TERRASSE BLEURY	2,715.05 ft²
	123,397.44 ft²

SUPERFICIES BRUTES

NIVEAU	SUPERFICIE
SOUS-SOL	22,158.9 ft²
RDC	20,751.63 ft²
ÉTAGE 2	9,772.61 ft²
ÉTAGE 3	9,581.92 ft²
ÉTAGE 4	9,581.92 ft²
ÉTAGE 5	9,581.92 ft²
ÉTAGE 6	9,581.92 ft²
ÉTAGE 7	9,204.08 ft²
ÉTAGE 8	9,204.08 ft²
ÉTAGE 9	9,204.08 ft²
ÉTAGE 10	9,204.08 ft²
ÉTAGE 11	9,204.08 ft²
ÉTAGE 12	9,204.08 ft²
ÉTAGE 13	9,204.08 ft²
ÉTAGE 14	9,204.08 ft²
ÉTAGE 15	9,204.08 ft²
TOIT TERRASSE BLEURY	3,972.54 ft²
ÉTAGE 2 DOWD	4,471.24 ft²
ÉTAGE 3 DOWD	4,471.24 ft²
ÉTAGE 4 DOWD	4,471.24 ft²
ÉTAGE 5 DOWD	4,471.24 ft²
TOIT BAS DOWD	463.99 ft²
	197,799.04 ft²



5 / A-001 IMPLANTATION

1 : 100

COMMODITÉS/ESPACES LIBRES

NIVEAU	SUPERFICIE	NOM
SOUS-SOL	2,113.53 SF	LOCKERS
SOUS-SOL	14,350.69 SF	STATIONNEMENT
RDC	1,325.66 SF	LOBBY BLEURY
RDC	395.92 SF	LOBBY DOWD
RDC	13,179.69 SF	STATIONNEMENT
ÉTAGE 2	7,983.26 SF	COUR INTÉRIEURE
TOIT TERRASSE BLEURY	1,356.72 SF	GYM
TOIT TERRASSE BLEURY	1,028.97 SF	CHALET URBAIN
TOIT TERRASSE BLEURY	1,240.53 SF	TERRASSE NON COUVERTE
TOIT TERRASSE BLEURY	462.92 SF	TERRASSE COUVERTE

SUPERFICIES VENDABLES PAR ÉTAGES

NIVEAU	SUPERFICIE
Not Placed	0 ft²
ÉTAGE 2	8,147.96 ft²
ÉTAGE 2 DOWD	3,804.71 ft²
ÉTAGE 3	8,620.69 ft²
ÉTAGE 3 DOWD	4,016.48 ft²
ÉTAGE 4	8,752.1 ft²
ÉTAGE 4 DOWD	4,016.48 ft²
ÉTAGE 5	8,752.1 ft²
ÉTAGE 5 DOWD	4,016.48 ft²
ÉTAGE 6	8,752.1 ft²
ÉTAGE 7	8,045.96 ft²
ÉTAGE 8	8,045.96 ft²
ÉTAGE 9	8,045.96 ft²
ÉTAGE 10	8,045.96 ft²
ÉTAGE 11	8,045.96 ft²
ÉTAGE 12	8,045.96 ft²
ÉTAGE 13	8,045.96 ft²
ÉTAGE 14	8,045.96 ft²
ÉTAGE 15	8,045.96 ft²
	131,292.68 ft²

SUPERFICIES VENDABLES TOUR BLEURY (ÉTAGE 2)

NIVEAU	SUPERFICIE
X-01	503.85 ft²
X-02	498.92 ft²
X-03	498.08 ft²
X-04	498.51 ft²
X-05	461.71 ft²
X-06	763.82 ft²
X-07	539.27 ft²
X-08	693.22 ft²
X-09	484.54 ft²
X-10	484.55 ft²
X-11	484.54 ft²
X-12	450.96 ft²
X-13	425.66 ft²
X-14	789.46 ft²
X-15	570.91 ft²
	8,147.96 ft²

SUPERFICIES VENDABLES TOUR DOWD (ÉTAGE 2)

NIVEAU	SUPERFICIE
X-01	576.77 ft²
X-02	545.57 ft²
X-03	535.26 ft²
X-04	486.82 ft²
X-05	486.28 ft²
X-06	567.77 ft²
X-07	603.25 ft²
	3,804.71 ft²

SUPERFICIES VENDABLES TOUR BLEURY (ÉTAGE 3)

NIVEAU	SUPERFICIE
X-01	436.02 ft²
X-02	496.78 ft²
X-03	496.97 ft²
X-04	501.55 ft²
X-05	496.97 ft²
X-06	521.24 ft²
X-07	531.49 ft²
X-08	824.76 ft²
X-09	624.3 ft²
X-10	484.54 ft²
X-11	484.55 ft²
X-12	484.54 ft²
X-13	450.96 ft²
X-14	425.66 ft²
X-15	789.46 ft²
X-16	570.91 ft²
	8,620.69 ft²

SUPERFICIES VENDABLES TOUR DOWD (ÉTAGE 3 À 5)

NIVEAU	SUPERFICIE
X-01	576.77 ft²
X-02	760.33 ft²
X-03	535.26 ft²
X-04	486.82 ft²
X-05	486.28 ft²
X-06	567.77 ft²
X-07	603.25 ft²
	4,016.48 ft²

SUPERFICIES VENDABLES TOUR BLEURY(ÉTAGE 4 À 6)

NIVEAU	SUPERFICIE
X-01	436.02 ft²
X-02	496.78 ft²
X-03	496.97 ft²
X-04	501.55 ft²
X-05	496.97 ft²
X-06	521.24 ft²
X-07	531.42 ft²
X-08	693.97 ft²
X-09	554.62 ft²
X-10	531.95 ft²
X-11	484.54 ft²
X-12	484.55 ft²
X-13	484.54 ft²
X-14	450.96 ft²
X-15	425.66 ft²
X-16	789.46 ft²
X-17	570.91 ft²
	8,752.10 ft²

SUPERFICIES VENDABLES TOUR BLEURY (ÉTAGE 7 À 15)

NIVEAU	SUPERFICIE
X-01	428.34 ft²
X-02	499.4 ft²
X-03	498.03 ft²
X-04	498.03 ft²
X-05	498.03 ft²
X-06	652.07 ft²
X-07	715.67 ft²
X-08	532.46 ft²
X-09	485.91 ft²
X-10	485.01 ft²
X-11	485 ft²
X-12	439.48 ft²
X-13	437 ft²
X-14	786.26 ft²
X-15	576.2 ft²
	8,045.36 ft²

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 avril 2021

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél.: 514 - 935 - 3355 telec: 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiés avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec — 2154 — GEIGERHUOT ARCHITECTES

Timbre

Coord.

Revision Schedule

Dr	Revision	Date
	[Start YOUR SUBMISSION]	2020.06.21

2020.06.21	Start YOUR SUBMISSION	ELN
2018.10.06	Start YOUR DEMOLITION	ELN

Architecte

GROUPE CONSEIL SID INC.
3009, ch. des Quatre-Bourgeois, bur. 300
Québec (Québec) G1W 0C1
Tél.: (418) 656-0256

Structural

GROUPE FARLEY
377, boulevard Sir-Wilfrid
Laval (Québec) H7L 3S3
Canada H4N 2L3
tél: (514) 870-0781

Mécanique - Électricité

kub

KUB PAYSAGE
Montréal
tél: (514) 745-7956

Architecte Paysagiste

PROVENCHER_ROY
2174 rue Saint-Jacques,
bureau 700
Montréal, QC H3J 1K3
tél: (514) 849-6732

Design

BLEURY DOWD

355 rue Dowd, 1124 rue De Bleury
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE, MTL, QC.

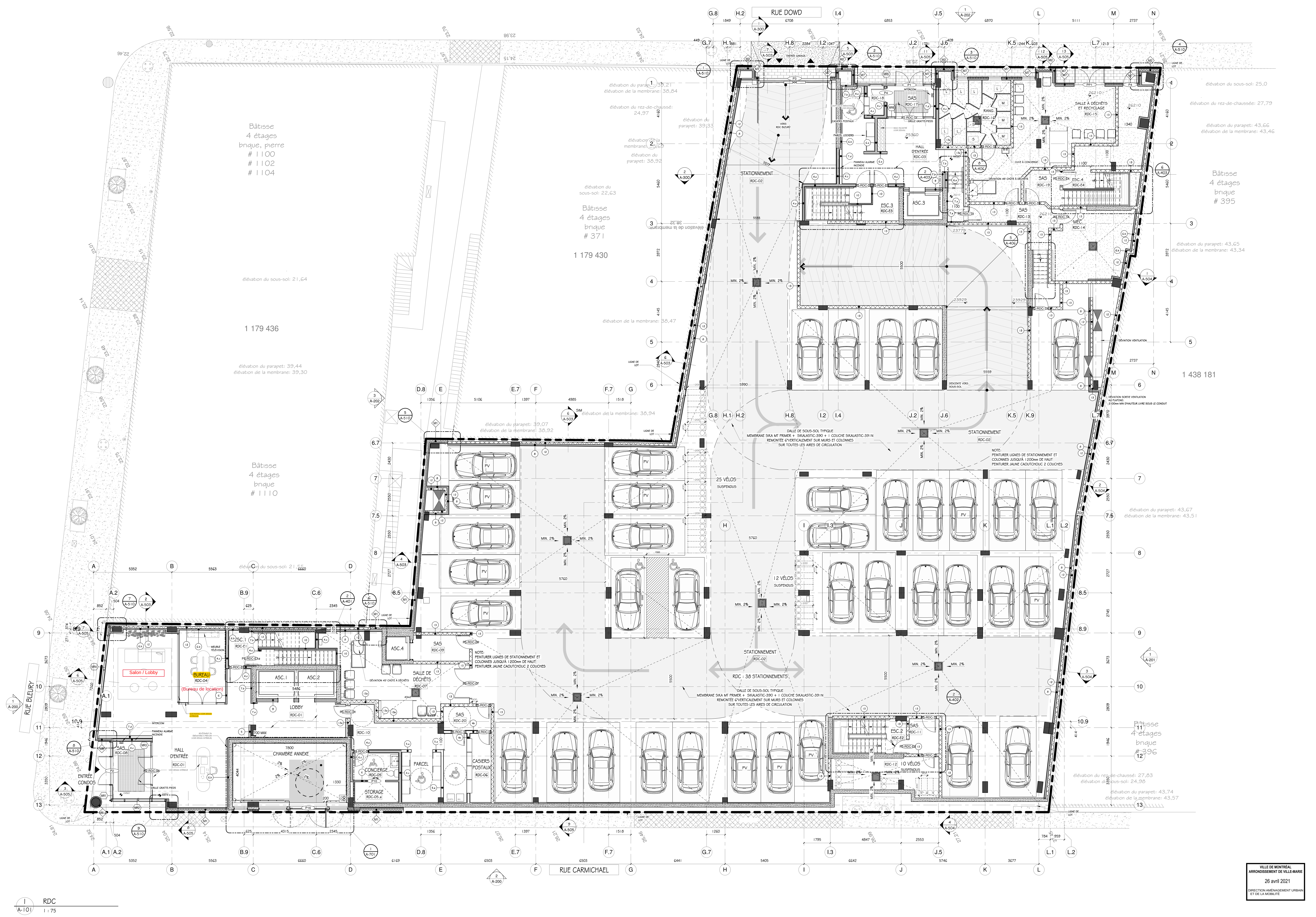
Titre du dessin

PLAN IMPLANTATION

échelle :	As indicated	dessiné par :	ELN	
date :	Issue Date	approuvé par :	ELN	
dossier :	19.062	dessin :		A-001

2020-06-21 10:49:48

13/11



VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
26 avril 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

GeigerHuot architectes
424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec 3151 ÉRIC HUOT ARCHITECTES

Sceau

DIVCO

DIVCO LIMITÉE
8300 Pie-IX Blvd,
Montreal, Quebec
H1Z 4E8
tél: (514) 593-8888

Client

NORD DE PROJET — NORD GÉOGRAPHIQUE

Revision Schedule		
Dir.	Revision	Date
1	ÉMIS POUR SOUMISSION	2020.08.21

2020.09.04	ADDENDAS 1	EL.H.
2020.08.21	ÉMIS POUR SOUMISSION	EL.H.
2018.10.06	ÉMIS POUR DÉMOLITION	EL.H.

Revision

GROUPE CONSEIL SID INC.
3229, ch. des Quatre-Bourgeois, bur. 500
Québec (Québec) G1W 0C1
Tél. : (418) 658-2266

Structure

GROUPE FARLEY
377, boulevard Ste-Croix
Ville St-Laurent (Québec)
Canada H4N 2L3
tél: (514) 970-0781

Mecanique - Electricite

KUB PAYSAGE
Montréal
tél: (514) 742-7556

Architecte Paysagiste

PROVENCHER ROY
276 rue Saint-Jacques, bureau 700
Montréal, H2Y 1N3
tél: (514) 949-6732

Design

BLEURY DOWD

385 rue Dowd, 1124 rue De Bleury
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE, MTL, QC.

titre du dessin :

RDC

échelle :	1 : 75	dessiné par :	EL.H.
date :	Issue Date	approuvé par :	E.H.
dossier :	16-062	dessin :	A-101

2/8/2021 12:13:34 PM

GeigerHuot
architectes
424, rue Gay, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél.: 514 - 935 - 3355 telec: 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiés avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3154
GEIGER HUOT ARCHITECTES

Timbre

Client

Projet de projet

Projet d'exécution

Révision Schedule

Dir	Révision	Date
	Start YOUR SUBMISSION	2020-08-21

2020-08-21 Start YOUR SUBMISSION EL.H.
2018-10-26 Start YOUR SIMULATION EL.H.

Révisions

GROUPE CONSEIL SID INC.
3229, de Jumonville
Québec (Québec) G1W 0C1
Tél. : (418) 658-2266

Structure

GROUPE PAILEY
3777, boulevard Des Cross
Ville St-Laurent (Québec)
Canada H4M 2L5
tél.: (514) 970-0783

Mécanique - Électricité

KUB PAYSAGE
Montréal
tél: (514) 742-7554

Architecte Paysagiste

PROVENCHER_ROY
PROVENCHER ROY
3774, rue Saint-Ambroise,
Bureau 100
Montréal, H4C 1N3
tél.: (514) 849-8752

Design

BLEURY DOWD
355 rue Dowd, 1124 rue De Bleury
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE, MTL, QC.

titre du dessin :

ÉTAGE 3 BLEURY

échelle : 1 : 50 dessiné par : EL.H.
date : Issue Date approuvé par : E.H.
dessin : 16-062 dessin : A-103

1 ÉTAGE 3
A-103 1 : 50

ALARME INCENDIE
CÂBLES LOGEMENT
MAKE-UP
TELECOM
EVAC CHUTE À DÉCHET

ITS 77
VOIR PAGE 13 DU RAPPORT ACOUSTIQUE V20-098
(joint à la demande)

Generic - 230 mm

LIGNE DE LOT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
26 avril 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

15/71

GeigerHuot
architectes
424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél.: 514 - 935 - 3355 telec: 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiés avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3154
GEIGER HUOT ARCHITECTES

Timbre

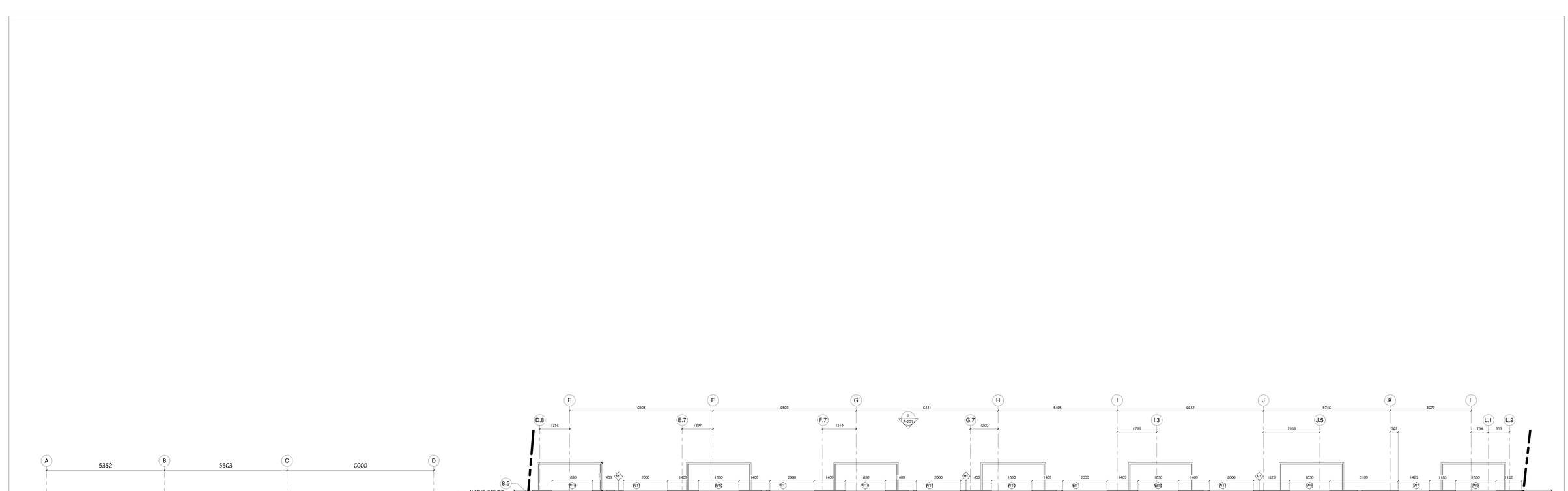
Client

RAMPE DE PELLET

NORD GÉOGRAPHIQUE

Révision Schedule

Dir	Révision	Date
	[illegible] POUR SOUMISSION	2020-08-21



ÉTAGE 4
1 : 50

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
26 avril 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

GROUPE CONSEIL SID INC.
3333, rue de Quatre-Bourgeois, bur. 500
Québec (Québec) G1W 0C1
Tel. : (418) 656-2266

GROUPE PAGEY
870, Avenue de la Cross
Ville St-Laurent (Québec)
H4L 4X3
tél.: (514) 970-0783

KUB PAYSAGE
Montréal
tél.: (514) 742-7556

PROVENCHER_ROY
Architecte Paysagiste
PROVENCHER ROY
1100, boul. René-Lévesque, bureau 1500
Montréal, H3V 1A3
tél.: (514) 849-6752

Mécanique - Électricité

Architecte Paysagiste

Design

BLEURY DOWD

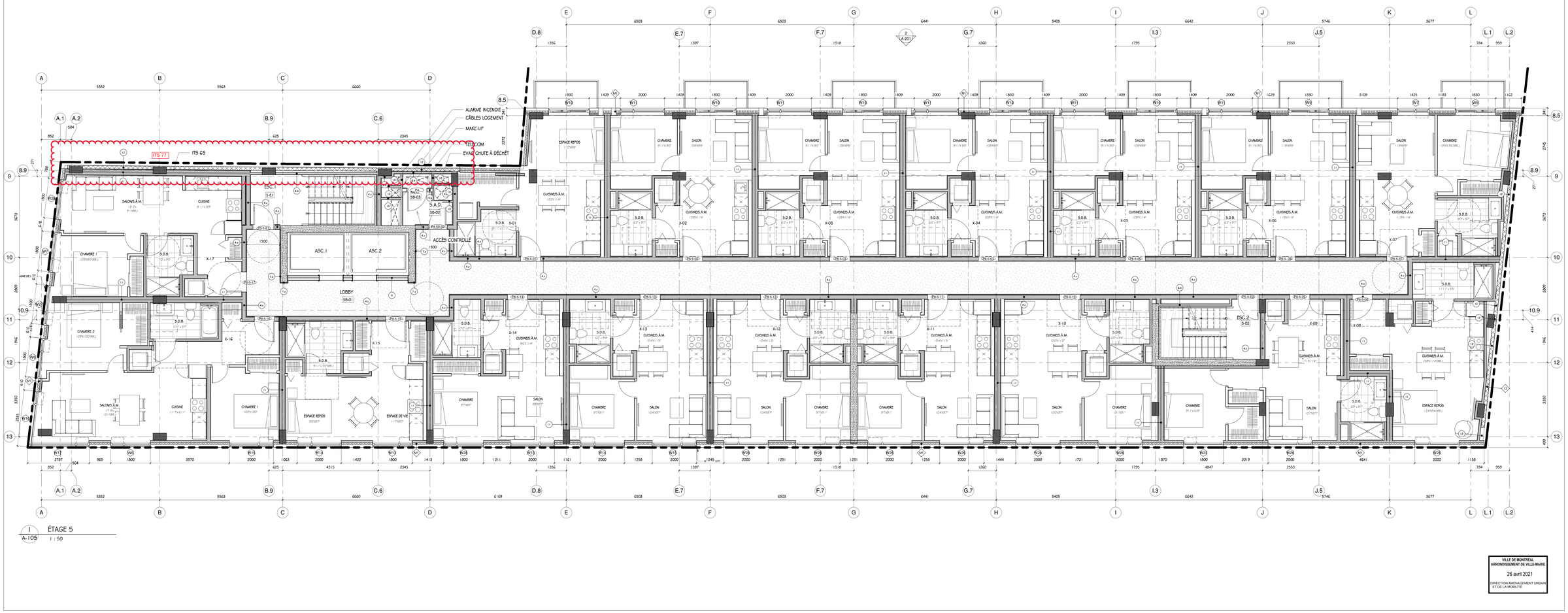
365 rue Dowd, 1124 rue De Bleury
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE, MTL, QC.

titre du dessin :

ÉTAGE 4 BLEURY

échelle :	1 : 50	dessiné par :	EL-N
date :	Issue Date	approuvé par :	E.-N
dessin n° :	16-0162	dessin :	A-104

1 CONTRACT DRAWING



I
A-105
ÉTAGE 5
1 : 50

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
26 avril 2021
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

GeigerHuot
architectes
424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél.: 514 - 935 - 3355 telec: 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiés avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Timbre

Client

Permis de projet

Usage commercial

Révision Schedule

Nr	Révision	Date
1	[illegible] POUR SOUMISSION	2020-08-21
2	[illegible] POUR SOUMISSION	2020-10-06
3	[illegible] POUR SOUMISSION	ELN

Révision

GROUPE CONSEIL SID INC.
3333, rue de la Quarante-Bourgeois, bur., 500
Québec (Québec) G1W 0C1
Tel. : (418) 656-2266

Structure

GROUPE FARLEY
870, Avenue de la Cross
Ville St-Laurent (Québec)
Tel.: (514) 745-2000
tél.: (514) 870-0783

Mécanique - Électricité

KUB PAYSAGE
Montréal
tél.: (514) 742-7556

Architecte Paysagiste

PROVENCHER_ROY
1, Place Ville Marie, bureau 1920
Montréal, H2Y 1A3
tél.: (514) 849-4752

Design

BLEURY DOWD

365 rue Dowd, 1124 rue De Bleury
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE, MTL, QC.

titre du dessin :

ÉTAGE 5 BLEURY

échelle :	1 : 50	dessiné par :	ELN
date :	Issue Date	approuvé par :	E.Pi
dossier :	16-062	dessin :	A-105

droits réservés

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

RAPPORT D'ÉTUDE

ÉTUDE DU CLIMAT SONORE D'UN PROJET IMMOBILER SITUÉ AU 1124 RUE DE BLEURY À MONTRÉAL, ARRONDISSMENT DE VILLE-MARIE

(N/R: V20-098)

Présenté à :

DIVCO LIMITÉE
Montréal (Québec)

V/R :
Bon de commande : 11968

Étude et rapport par :
Danny Vu, ing

Rapport : V20-098
Septembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION 1

2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE 5

3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT LAeq 24h 6

4. INDICE D'INSONORISATION REQUIS POUR L'ENVELOPE DU BÂTIMENT 10

5. VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ AUX LIMITES SONORES PERMISES ... 12

6. INSONORISATION ENTRE LES UNITÉS D'HABITATION ET LE STUDIO D'ENREGISTREMENT LAMAJEURE ADJACENT 13

7. CONCLUSIONS 16

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 Zone d'étude et points de mesure sur une période de 24h 3
FIGURE 2 Plan d'aménagement du futur projet d'immobilier 3
FIGURE 3 Vue d'élévation du futur bâtiment sur la rue de Bleury 3
FIGURE 4 Vue d'élévation du futur bâtiment sue la rue Carmicheal 3
FIGURE 5 Vue d'élévation du futur bâtiment sur la rue Dowd 4
FIGURE 6 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R1 (rue de Bleury) 7
FIGURE 7 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R2 (rue Carmicheal) 8
FIGURE 8 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R3 (rue Dowd) 9

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 Résumé des résultats de mesure de longues durées 6
TABLEAU 2 Indice de transmission sonore extérieur-intérieur (OITC) minimum requis 10
TABLEAU 3 Affaissement sonore d'une cloison en fonction de son indice STC .. 14

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 Extrait du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie No 01-282 18
ANNEXE 2 Rapport et certificats de calibrations valides des instruments 22
ANNEXE 3 Conditions météorologiques 27
ANNEXE 4 Composition des murs extérieurs 30
ANNEXE 5 Composition des toitures 33
ANNEXE 6 Composition des fenêtres 42
43

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

www.vinacoustik.com / info@vinacoustik.com
535, boul. Lebeau, St-Laurent, Québec, H4N 1S2 Canada Tél. : (514) 946-6299 / Fax : (514) 336-9501

Montréal, le 23 septembre 2020

Divco Limitée
8300, boul. Pie IX
Montréal (Québec)
H1Z 4E8

À l'attention de Madame Sabrina Aberman

OBJET : **RAPPORT D'ÉTUDE V20-098**
Étude d'impact sonore d'un projet d'immobilier sis au 1124 rue de Bleury à Montréal

Madame,

À votre demande, une étude acoustique a été effectuée pour évaluer l'impact sonore de la circulation routière (voies à débit important) sur l'environnement sonore du projet immobilier situé au 1124 rue de Bleury à Montréal dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Des mesures de bruit pendant 24 heures ont été effectuées sur le futur site du projet du 31 août au 1er septembre 2020.

Une analyse a été faite pour déterminer le niveau d'insonorisation adéquat pour obtenir un niveau de bruit ambiant à l'intérieur de l'établissement égale ou inférieur à *40 dBA Leq (24h)* selon l'article 307.2 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie No 01-282 (voir Annexe 1).

De plus, une étude d'insonorisation entre les unités d'habitation du projet immobilier et le studio d'enregistrement *Lamajeure* adjacent a aussi été effectuée à la demande de l'arrondissement.

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION

1.1 Le plan d'aménagement de la zone d'étude et du projet immobilier est présenté aux Figures 1, 2 et 3.

1.2 Les mesures de longues durées pendant 24 heures ont été effectuées du 31 août au 1er septembre 2020 à trois (3) points de mesures (R1, R2 et R3) sur le futur site du projet immobilier (Voir Figure 1).

1.3 Trois (3) sonomètres intégrateurs Noise Sentry de Convergence Instruments, classe 1, ont été utilisés pour les mesures de bruit en continu. Ces instruments ont été calibrés avant et après les mesures en utilisant un étalonneur Bruel and Kjaer 4231 et aucune déviation majeure (>0.5 dB) n'a été observée. Ces instruments sont conformes aux normes en vigueur et sont vérifiés annuellement par un laboratoire indépendant. Les rapports et les certificats de calibration valides de ces appareils se trouvent à l'Annexe 2.

1.4 Pour la période d'échantillonnage en continu et de longue durée, les mesures de bruit ont été effectuées dans les conditions météorologiques suivantes :

- vitesse du vent < 20 km/h;
- température > -10^{o}C;
- humidité relative < 90 %;
- aucune précipitation, chaussée sèche

Les rapports des conditions météorologiques pendant la période d'échantillonnage de bruit se trouvent à l'Annexe 3.

1.5 À partir des résultats obtenus et retenus, l'indice de transmission sonore extérieur-intérieur (ITSEI) ou, de son nom plus connu en anglais, « OITC » (Outdoor/Indoor Sound Transmission Class) minimum requis a été déterminé.

1.6 Des analyses et calculs de l'indice OITC en fonction du bruit ambiant mesuré sont effectués pour les compositions de l'enveloppe du bâtiment afin de déterminer leur efficacité pour atteindre un niveau sonore **40 dBA** en milieu intérieur.

1.7 Une évaluation de la performance acoustique du mur mitoyen entre les unités d'habitation et le studio d'enregistrement *Lamajeure* adjacent a aussi été effectuée pour assurer une insonorisation adéquate entre les deux (2) propriétés.

1.8 Les résultats de cette étude sont présentés dans ce rapport technique.

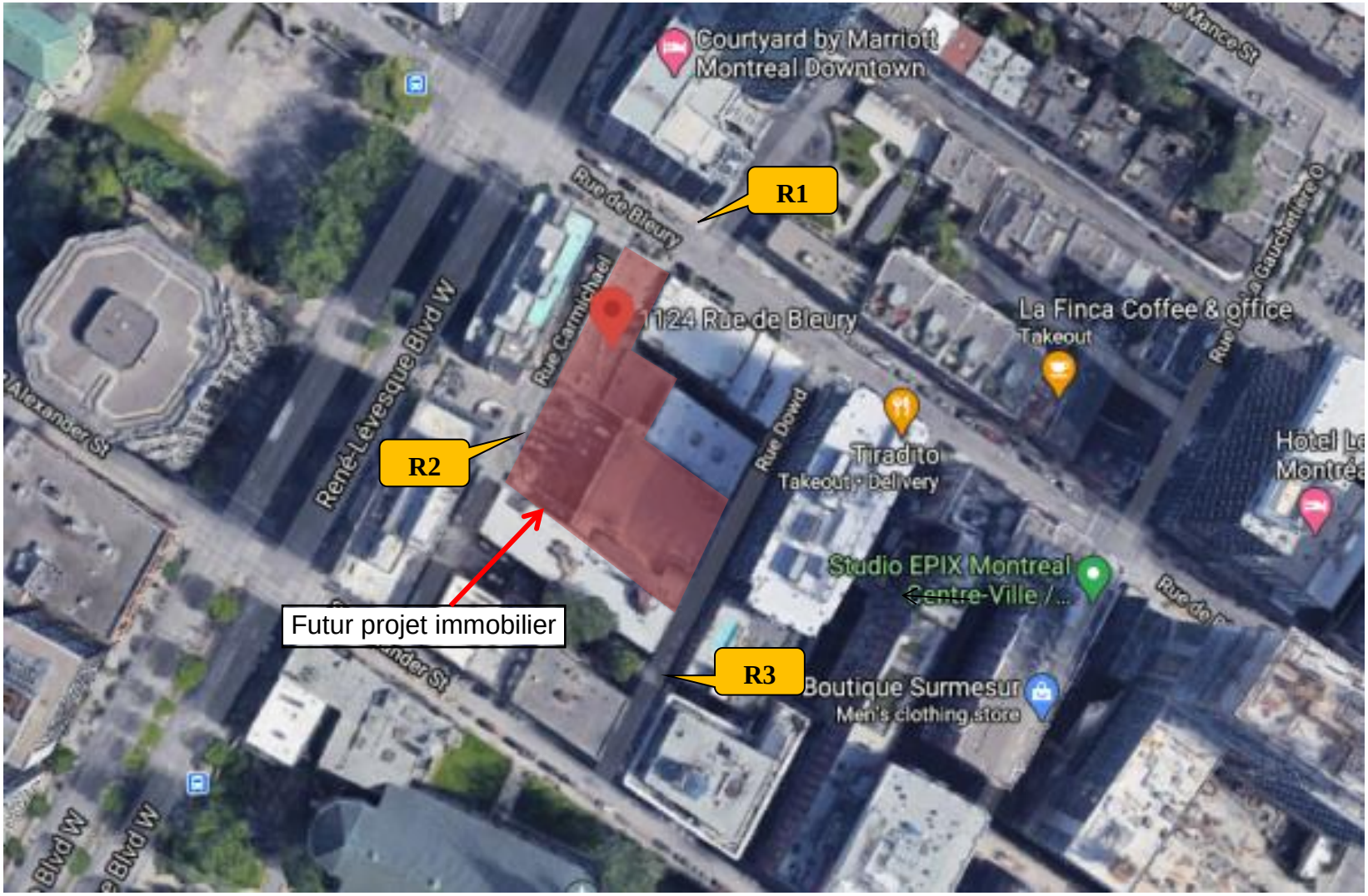


FIGURE 1 Zone d'étude et points de mesure sur une période de 24h

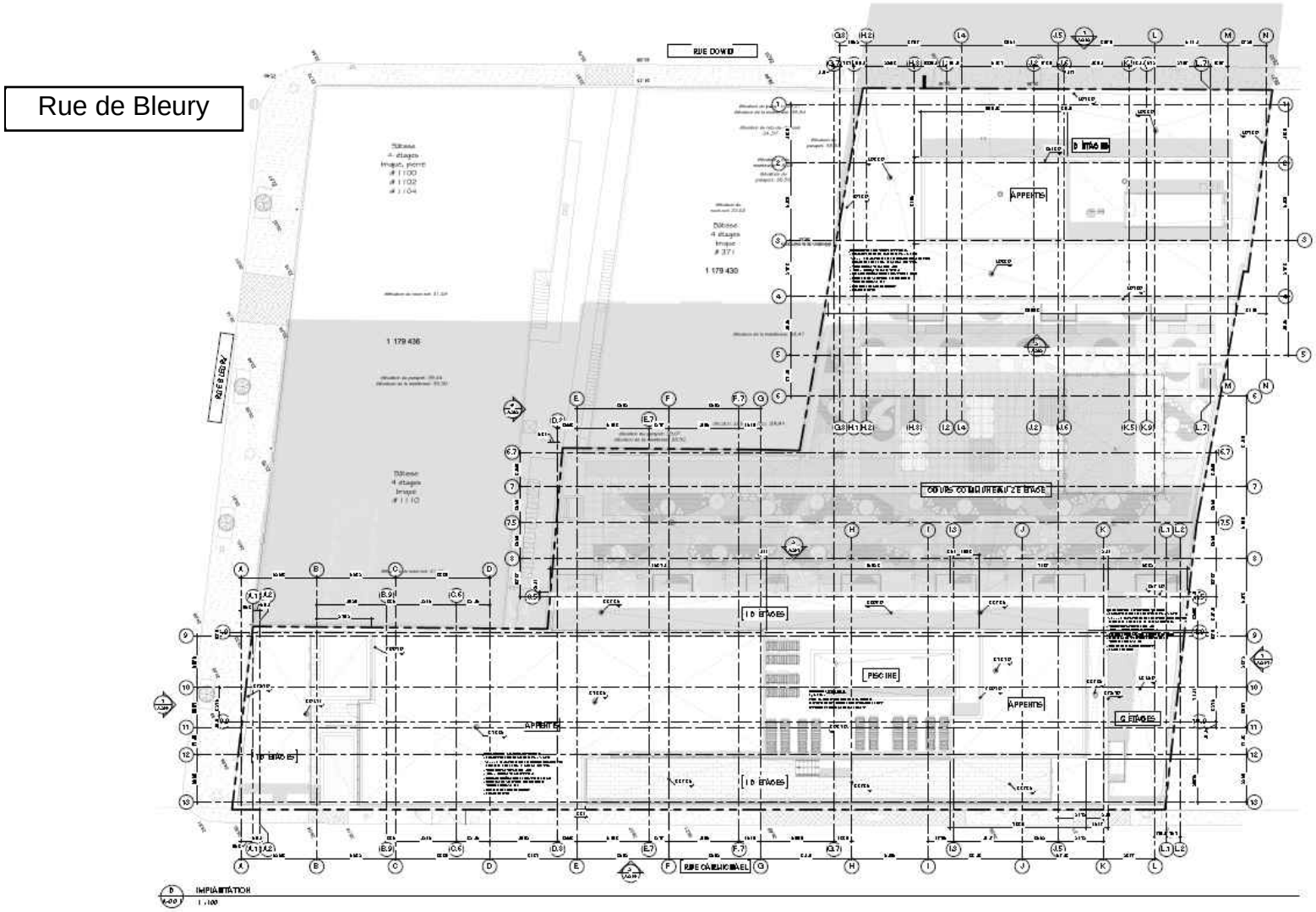


FIGURE 2 Plan d'aménagement du futur projet d'immobilier

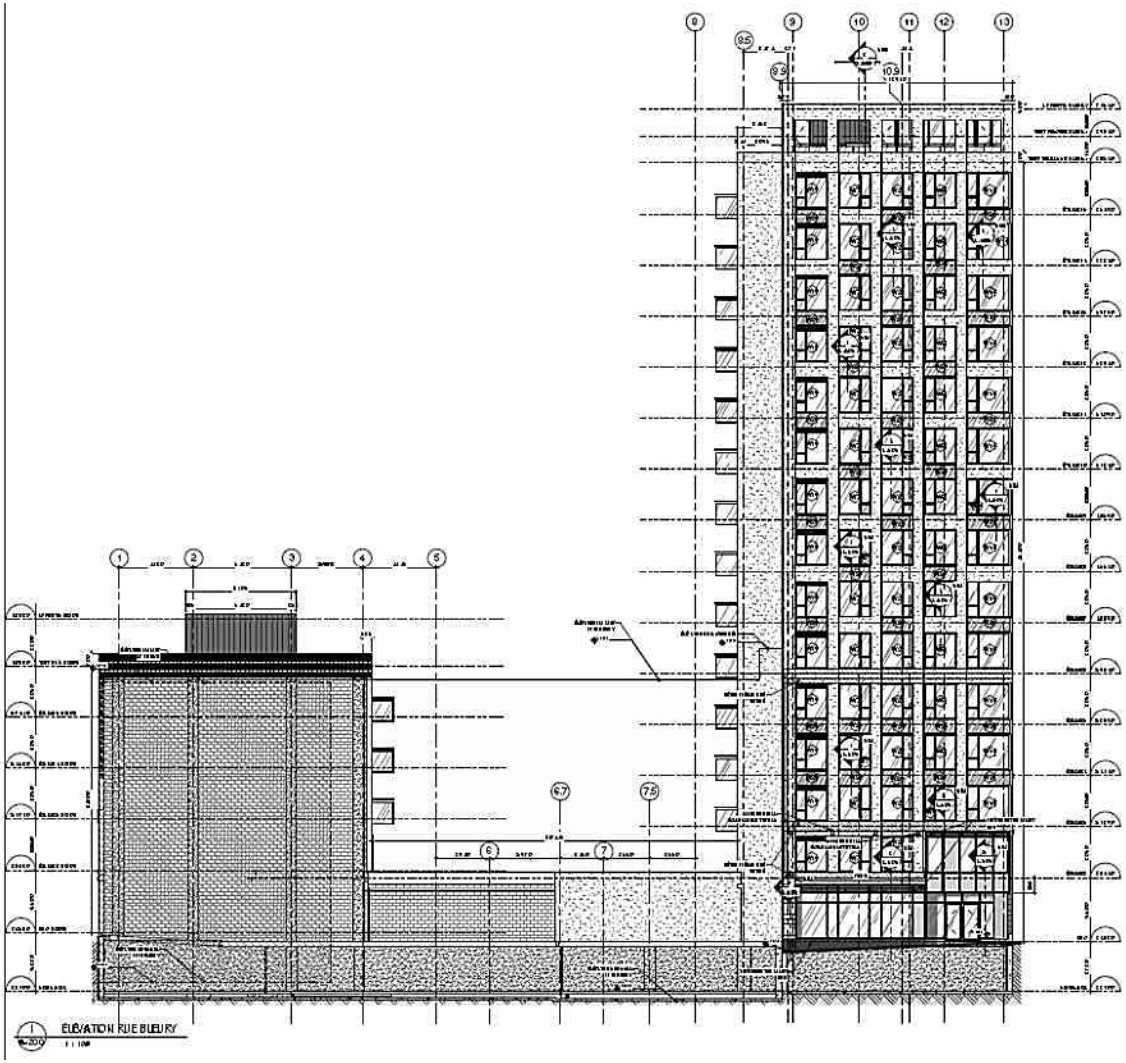


FIGURE 3 Vue d'élévation du futur bâtiment sur la rue de Bleury

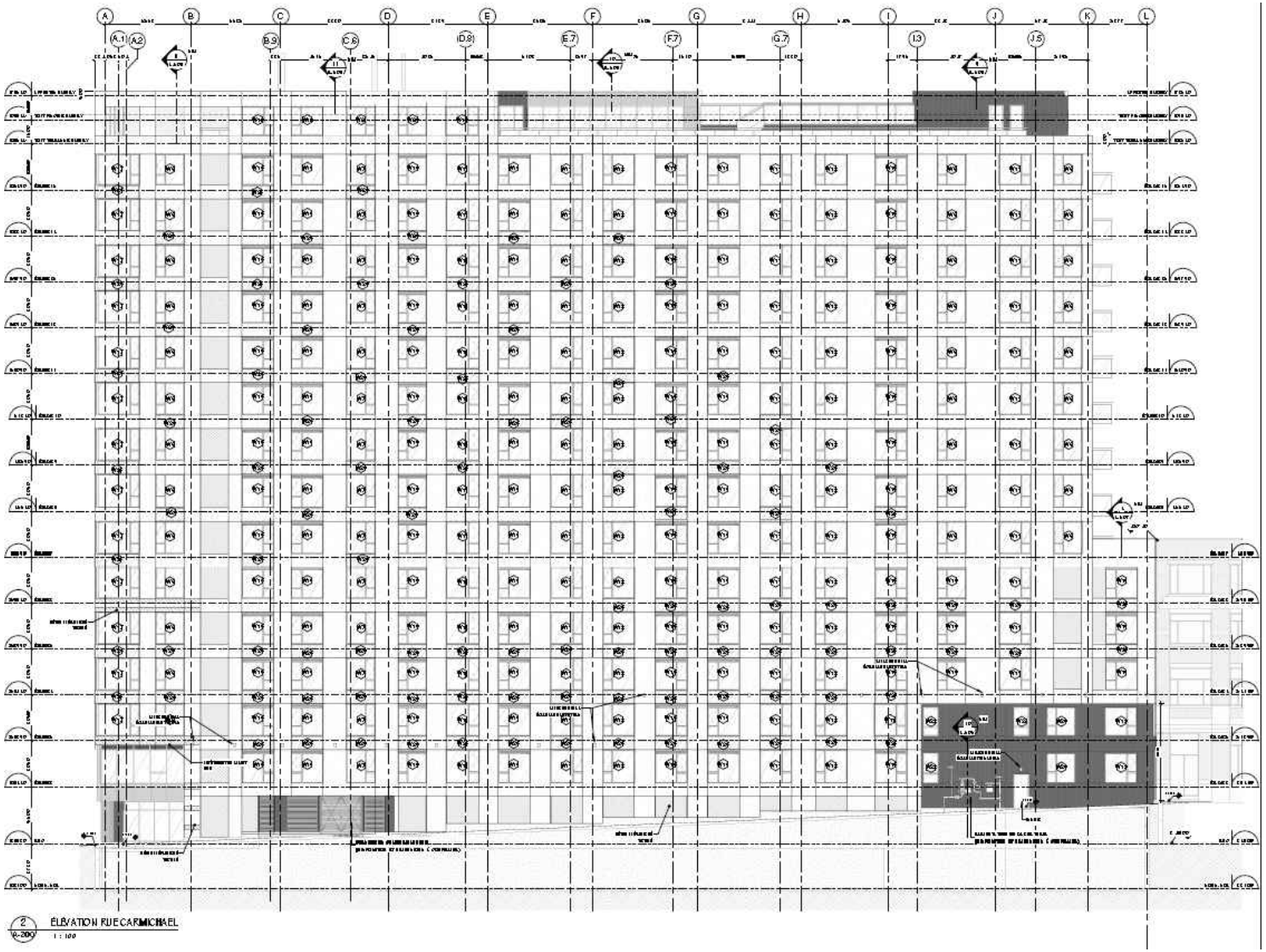


FIGURE 4 Vue d'élévation du futur bâtiment sue la rue Carmicheal

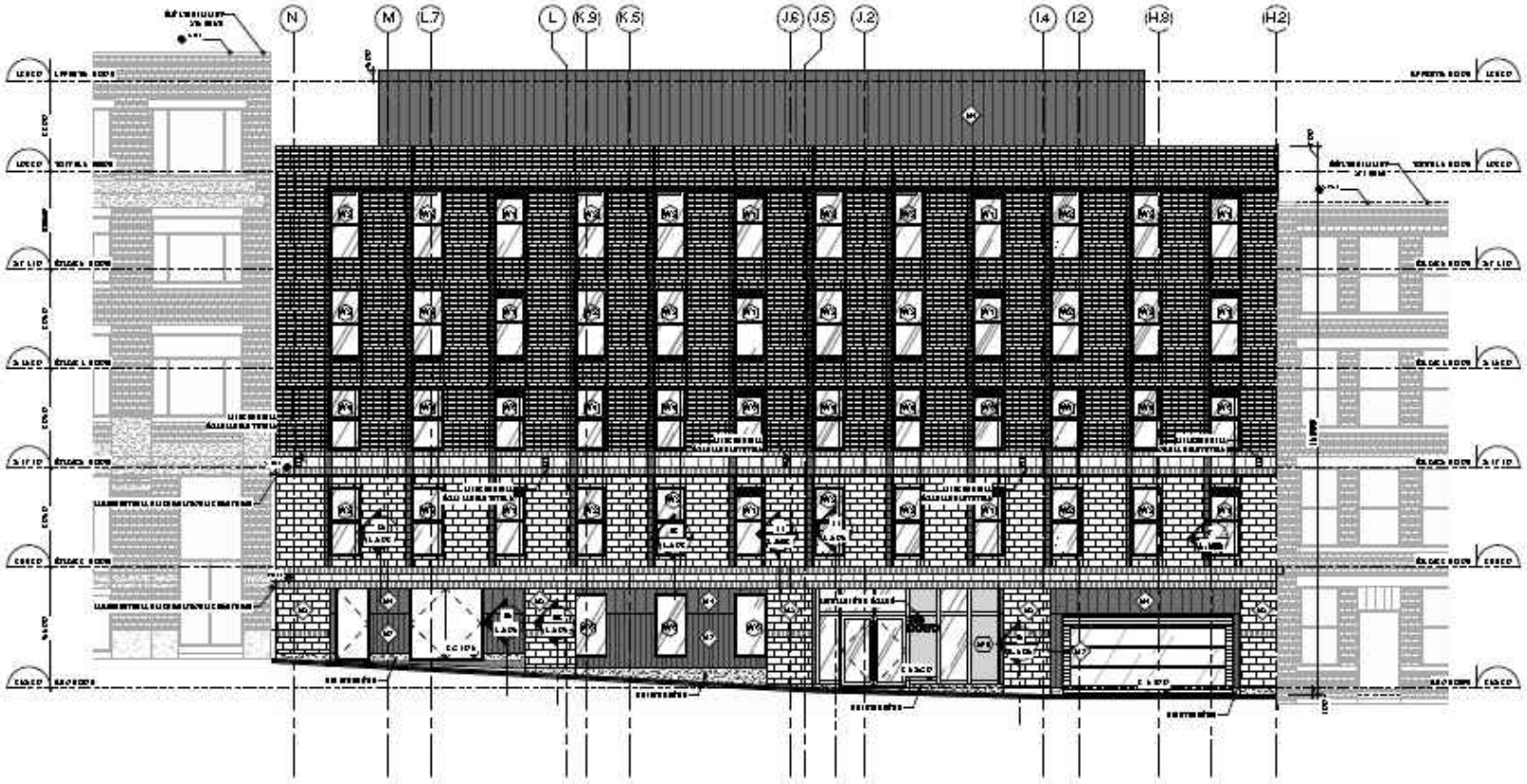


FIGURE 5 Vue d'élévation du futur bâtiment sur la rue Dowd

2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE

CRITÈRE SONORE SELON LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE No 01-282

L'arrondissement de Ville-Marie possède notamment un règlement d'urbanisme, Règlement Numéro 01-282, Section IV, Exigence Relatives Aux Usages Sensibles, l'article 307.2.4 stipule :

« *La construction, l'agrandissement ou le changement d'usage d'un bâtiment destiné à un usage sensible ne peuvent être effectués sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 m de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à* ***40 dBA Leq (24 h****) »*

3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT LAeq 24h

Le niveau du bruit ambiant actuel sur la zone d'étude (futur site du projet immobilier), a été mesuré au point de mesure R1 (rue de Bleury), R2 (rue Dowd) et R3 (rue Carmicheal) (voir Figure 1) sur une période élémentaire de 1 seconde ($L_{Aeq,\ 1\ sec}$) du 31 août au 1er septembre 2020.

À partir des données échantillonnées au point de mesure R1 et R2, les niveaux de bruit équivalent ($L_{Aeq,\ 24h}$) a été calculé. Les résultats sont présentés au Tableau 1.

TABLEAU 1 Résumé des résultats de mesure de longues durées

POINTS DE MESURE	NIVEAU DE BRUIT Leq24h MESURÉ (dBA) 31 AOÛT AU 1ER SEPTEMBRE 2020
R1 (façade de Bleury)	**66**[1]
R2 (façade Carmicheal)	**64**[1]
R3 (façade Dowd)	**62**[1]

(4) : arrondie à l'unité

Les graphiques du niveau de bruit en fonction du temps du 31 août au 1er septembre 2020 sont présentés à la Figure 6, 7 et 8.

Selon les résultats, un niveau de bruit Leq_{24h} de **66 dBA** au point R1 (rue de Bleury), **64 dBA** au point R2 (rue Carmicheal), et **62 dBA** au point R3 (rue Dowd) ont été obtenus.

Au point de mesure R1 (façade de Bleury), le bruit provenant de la circulation routière de la rue de Bleury est le bruit prédominant et en partie du boulevard René-Lévesque.

Au point R2 (façade Carmicheal), le bruit prépondérant provient de la circulation locale et en partie du boulevard René-Lévesque.

Au point R3 (façade Dowd), le bruit prédominant provient des systèmes de ventilation des bâtiments avoisinants. Le bruit de la ventilation est clairement audible dans ce secteur.

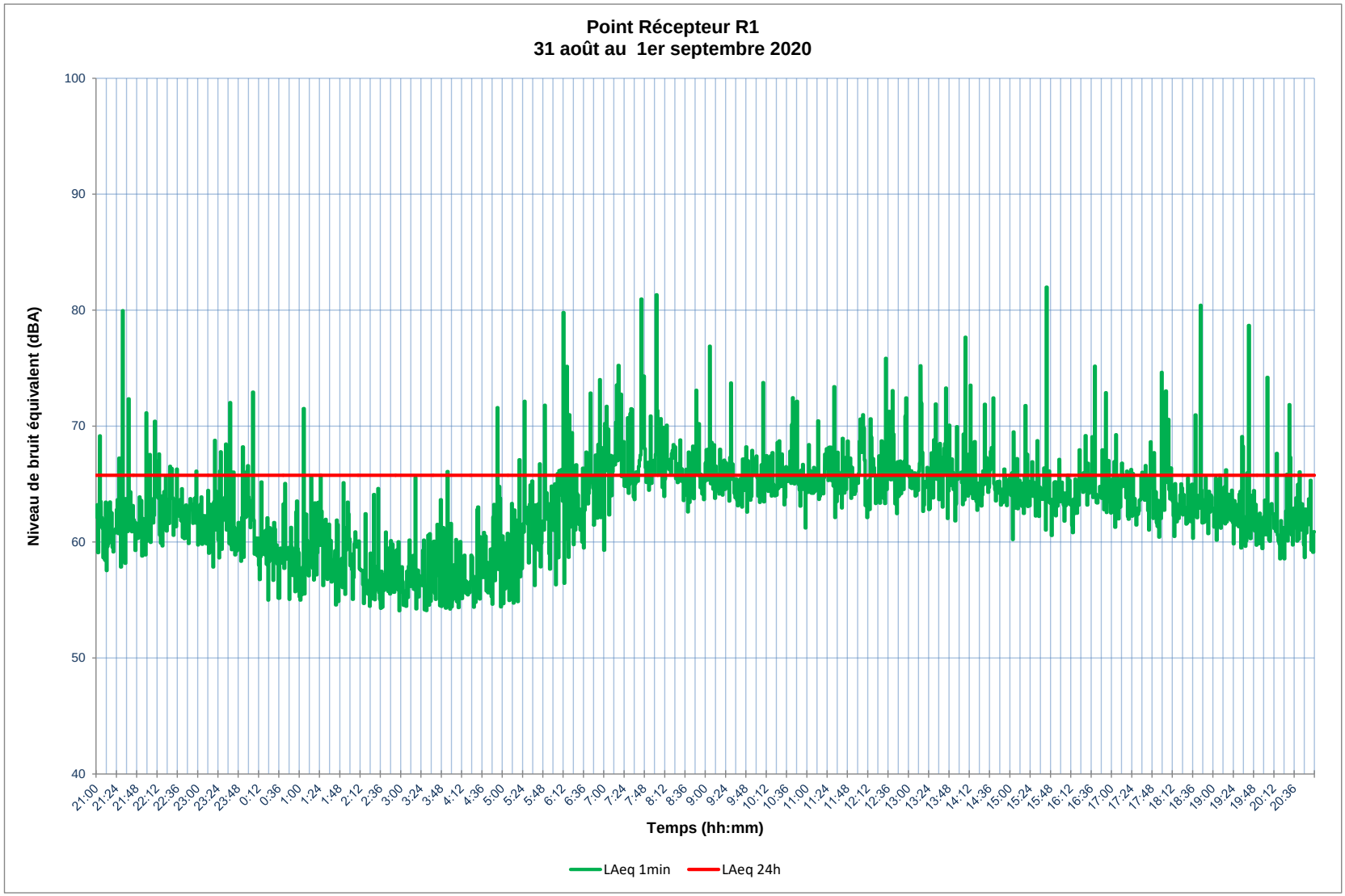


FIGURE 6 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R1 (rue de Bleury)

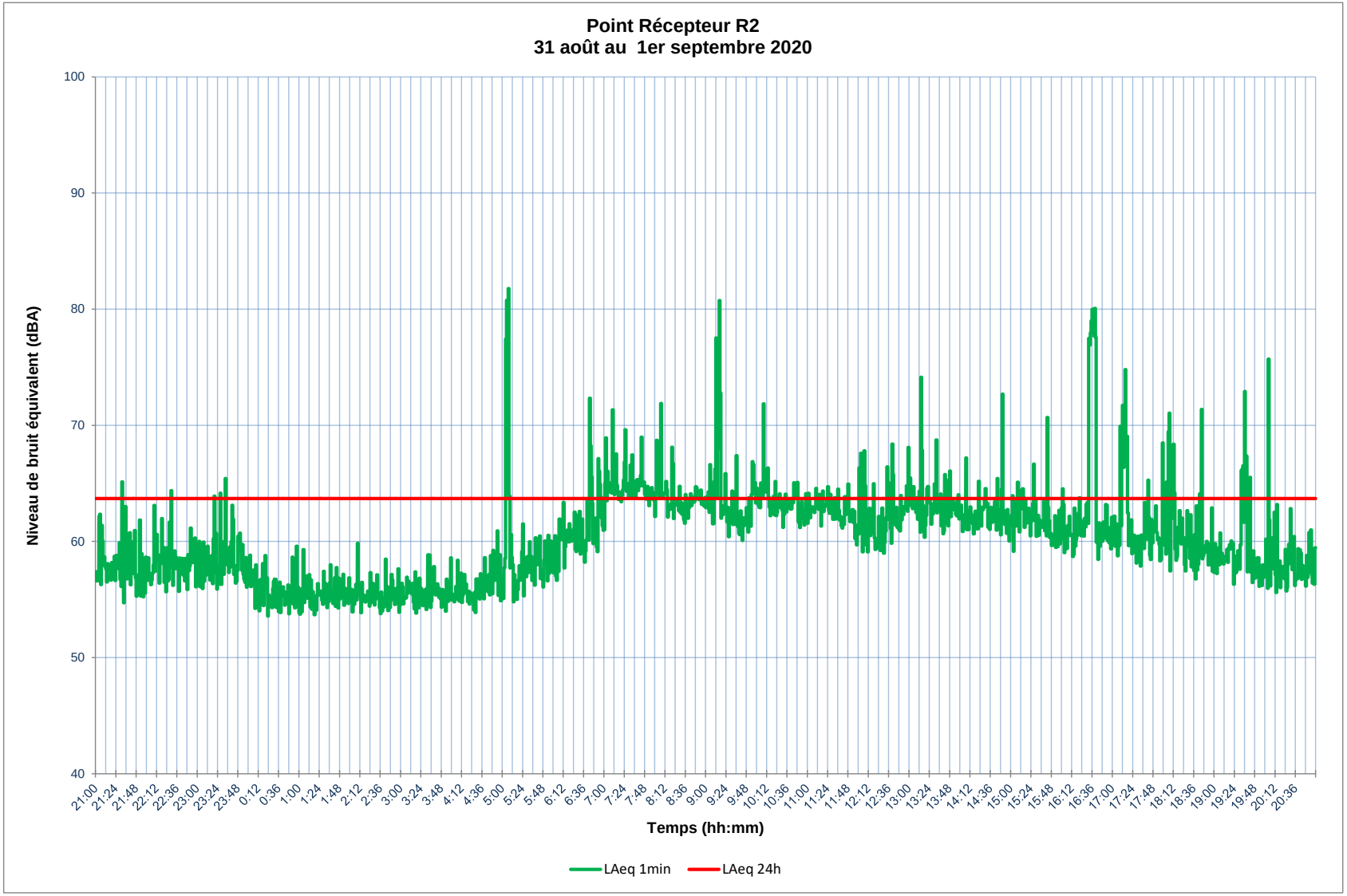


FIGURE 7 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R2 (rue Carmicheal)

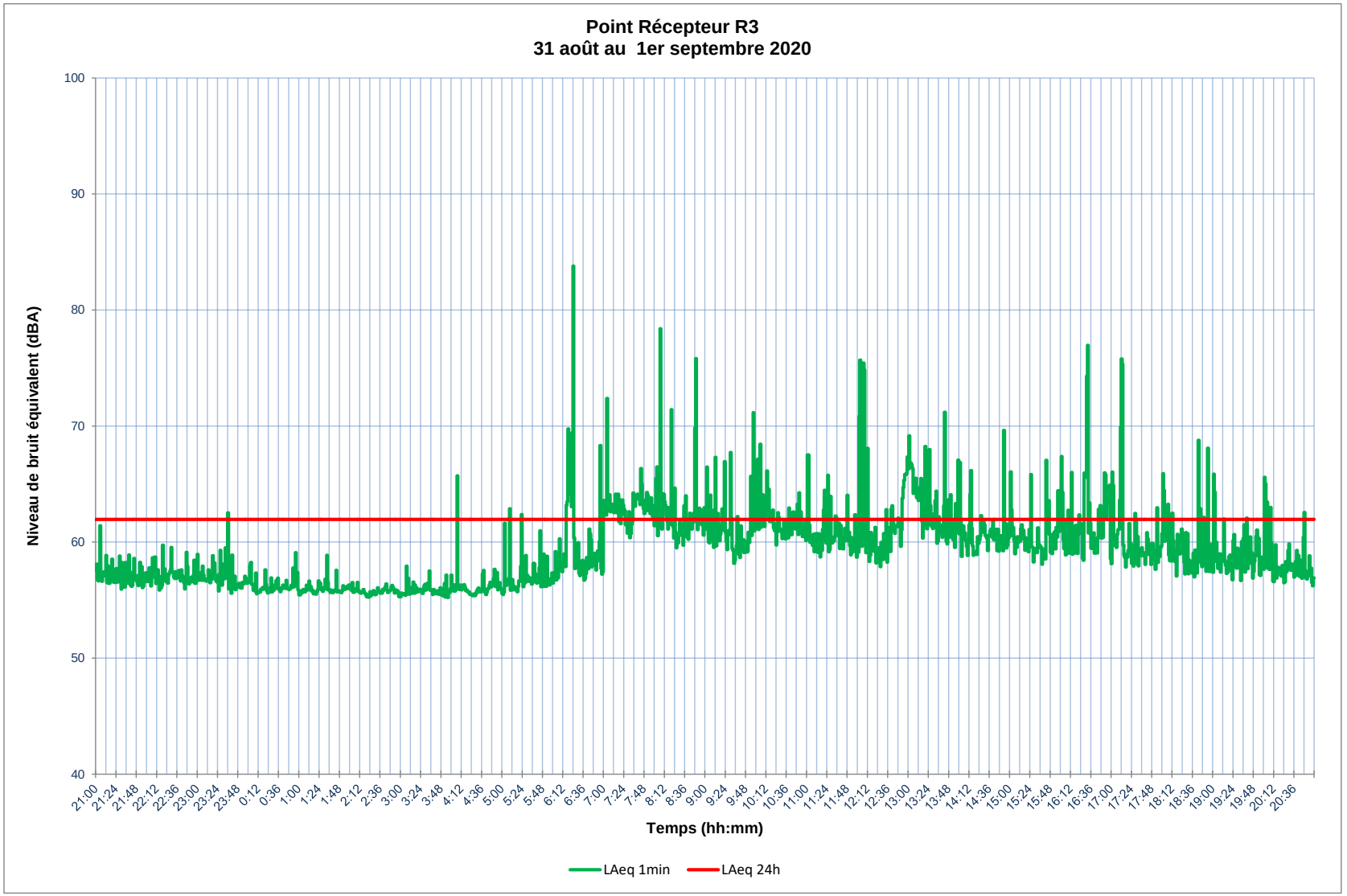


FIGURE 8 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R3 (rue Dowd)

4. INDICE D'INSONORISATION REQUIS POUR L'ENVELOPE DU BÂTIMENT

Afin de respecter la limite **40 dBA Leq_{24h}** à l'intérieur du bâtiment, l'insonorisation de l'enveloppe du bâtiment devrait avoir un indice de transmission sonore extérieur-intérieur (ITSEI) ou, de son nom plus connu en anglais, « OITC » (Outdoor/Indoor Sound Transmission Class) comme suit :

TABLEAU 2 Indice de transmission sonore extérieur-intérieur (OITC) minimum requis

POINT DE MESURE	NIVEAU DE BRUIT Leq24h MESURÉ (dBA)	LIMITE SONORE Leq 24h À L'INTÉRIEUR (dBA)	OITC MINIMUM REQUIS
R1 (façade de Bleury)	**66**[1]	40[2]	**26**[3]
R2 (façade Carmicheal)	**64**[1]		**24**[3]
R3 (façade Dowd)	**62**[1]		**22**[3]

(1) Niveau du bruit à la façade du bâtiment
(2) Limite sonore du règlement No 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie
(3) Soustraction de la limite sonore du niveau de bruit Leq_{24h} mesuré

Selon les résultats du Tableau 2, la façade du bâtiment sur la rue de Bleury doit avoir un indice OITC égal ou supérieur à **OITC 26**, la façade du bâtiment sur la rue Carmicheal doit avoir indice OITC égal ou supérieur à **OITC 24** et la façade du bâtiment sur la rue Dowd doit avoir indice OITC égal ou supérieur à **OITC 22**.

Il est à noter que, l'indice de transmission extérieur-intérieur (OITC) de American Society Testing Material (ASTM) a été conçu de manière à fournir un indice composite pour les façades extérieures et les sources de bruit types reliées au domaine des transports (routier, ferroviaire, et avion).

Bien que l'indice ITS (Indice de Transmission du Son) ou, de son nom plus connu en anglais, « STC » (Sound Transmission Class) soit largement utilisé pour évaluer la performance acoustique d'une paroi, son usage est réservé aux bruits intérieurs types tels que les conversations et les bruits habituels de l'environnement à l'intérieur d'un bâtiment. Il n'est pas indiqué pour coter des éléments externes de la façade à l'égard des bruits extérieurs types qui comportent habituellement des niveaux élevés de sons à basses fréquences.

L'indice OITC fournit la réduction pondérée A de la paroi d'essai par rapport à un spectre de bruit extérieur standard et inclut les fréquences de 80 à 4 000 Hz. Ce spectre standard se veut représentatif de tous les types de bruits extérieurs.

L'analyse de la performance acoustique de l'enveloppe du bâtiment tel que murs extérieurs, toitures, portes d'accès et fenestration doit se baser sur l'indice OITC.

Dans la pratique, l'écart entre l'indice STC et OITC est en générale entre 7 à 10 points de différence. Si seules les informations STC sont disponibles, il est suggéré de cibler 7 à 10 points de plus que l'indice OITC pour obtenir l'équivalent.

5. VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ AUX LIMITES SONORES PERMISES

Selon le plan d'architecture du projet immobilier, la composition des murs extérieurs (voir Annexe 4) ont un indice OITC qui varie entre **OITC 32** et **OITC 62** basé sur les calculs acoustiques avec le logiciel INSUL. Ce qui est largement supérieur à **OITC 26.** Avec un indice entre **OITC 32** et **OITC 62 (STC 50 et STC 79)** :

- **Les murs extérieurs** (M1 à M8) sont largement suffisants pour obtenir un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** LAeq 24h à l'intérieur du bâtiment.

En ce qui concerne les toitures, selon le plan d'architecte, toutes les toitures (Voir Annexe 5) sont constitués d'une dalle de béton structurale de 280 mm (11po) ce qui offre au minimum un indice **OITC 63** (**STC 55**). Avec un tel indice d'OITC/STC,

- **Les toitures** sont largement suffisantes pour obtenir un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** LAeq 24h à l'intérieur du bâtiment.

Le degré d'isolement acoustique des fenêtres est généralement le point faible de toutes façades, car la masse surfacique totale et l'épaisseur des murs et des toits proprement dit sont suffisantes pour assurer une isolation adéquate contre le bruit extérieur du lieu.

La composition des fenêtres et murs rideaux du projet est comme suit :

- Verre clair 6mm;
- Espace d'air 13mm;
- Verre laminé 6mm

La performance acoustique de cet assemblage fournit un indice **OITC 31** (**STC 40**). Avec un tel indice d'OITC/STC,

- **Les fenêtres et murs rideaux** sont adéquats pour obtenir un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** LAeq 24h à l'intérieur du bâtiment.

En résumé, l'enveloppe de l'ensemble des bâtiments (murs extérieurs, toitures et fenestration) tel que proposé par le projet immobilier fournira la performance acoustique supérieure au minimum requise pour assurer un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** LAeq 24h à l'intérieur du bâtiment.

6. INSONORISATION ENTRE LES UNITÉS D'HABITATION ET LE STUDIO D'ENREGISTREMENT LAMAJEURE ADJACENT

Selon le plan d'aménagement, le futur projet immobilier est adjacent à un studio d'enregistrement *Studio La Majeure Inc.* sis au 1110 rue de Bleury.

Lamajeure est un studio d'enregistrement spécialisé en publicité et production de musique à l'image, localisé au 4^{e} étage. Plusieurs unités d'habitation du futur projet immobilier, notamment unité 316, 417 et 517 seront adjacent avec le studio.

Selon les informations reçus, tous les studios (5) et salle de montage (4) ont été construits de manière à être complètement étanches acoustiquement et isolés les uns des autres.

Les cloisons ou murs créent une certaine barrière aux bruits aériens. On calcule la réduction du bruit aérien (ou transmission directe) à partir de l'indice ITS ou, de son nom plus connu en anglais, « STC » (Sound Transmission Class).

L'indice STC indique l'affaiblissement sonore des bruits aériens comme la voix, la musique et la télévision etc. L'indice STC est une moyenne d'insonorisation pour diverses fréquences.

Le Code national du bâtiment du Canada (CNBC) exige un STC minimal de 50 pour les murs et plafonds situés entre deux unités d'habitation, mais la pratique courante dans l'industrie de la construction pour les immeubles à logements multiples est plutôt d'opter pour un **STC 55**. Une variation de 5 points étant très significative en insonorisation acoustique.

Le Tableau 3 présente un aperçu de la valeur d'affaissement sonore d'une cloison en fonction de son indice STC.

Il est à noter que les indices d'isolation STC correspondent à des valeurs mesurées en laboratoire sur un échantillon d'assemblage. Lorsque des essais sont effectués sur le chantier, les indices sont habituellement précédés de la lettre F (field) ou A (apparent).

De plus, il existe fréquemment un écart entre un indice mesuré en laboratoire et un indice mesuré au chantier. Par exemple, un assemblage d'une paroi de séparation ayant un indice STC théorique de 67 pourrait obtenir un indice FSTC ou ASTC de seulement 60 (sur le chantier). L'écart entre les deux indices peut s'expliquer par des fuites acoustiques, une mauvaise qualité d'exécution des travaux, des trajets de transmissions indirectes ou latérales, des pontages mécaniques dans les différents assemblages, etc.

Dans la pratique, en générale les indices ASTC ont en moyen 6 à 10 points de moins que les indices théoriques STC.

Dans des éditions précédentes du Code national du bâtiment du Canada (CNBC), les exigences en matière d'insonorisation entre les unités de logement étaient présentées en fonction de l'indice de transmission du son (STC).

Dans le CNBC 2015, les exigences en matière d'insonorisation sont également présentées en fonction de l'indice de transmission du son apparent (ASTC). L'ASTC englobe la transmission latérale du son et, par conséquent, est un meilleur outil pour décrire le rendement acoustique d'un immeuble donné. L'indice ASTC entre les unités de logement doit être d'au moins 47 pour assurer la conformité au CNBC 2015.

Afin de rendre la voix, la musique forte et le bruit généré par les activités du studio d'enregistrement *Studio La Majeure Inc.* ainsi que les activités des unités d'habitations adjacents inaudible ou à peine perceptible à travers le mur mitoyen, le mur mitoyen entre les deux propriétés devrait avoir un indice **STC 65** ou un indice **ASTC** d'au moins **ASTC 60**.

TABLEAU 3 Affaissement sonore d'une cloison en fonction de son indice STC

Indice STC	NIVEAU DE BRUIT PERÇUS À TRAVERS UNE PAROI
STC 25	La voix et la musique à un niveau normal sont clairement audibles
STC 30	La voix à un niveau normal est audible, mais les paroles ne sont pas comprises. La musique à un niveau normal est clairement audible.
STC 35	La voix et la musique à un niveau élevé sont clairement audibles.
STC 40	La voix à un niveau élevé est audible, mais non comprise. La musique à un niveau élevé est clairement audible.
STC 45	La voix à un niveau élevé est à faiblement audible. La musique à un niveau élevé est clairement audible, surtout les notes graves accentuées.
STC 50	Les cris et hurlements sont audibles. La musique à un niveau élevé est à peine audible, mais les basses fréquences sont tout à fait perceptibles.
STC 55	La musique à un niveau élevé n'est généralement pas audible, mais les basses fréquences sont toujours perceptibles.
STC 60	La musique à un niveau élevé est inaudible, sauf les basses fréquences très prononcées.

Selon les informations reçus, un nouveau mur indépendant sera érigé avec la composition comme suit :

- Espace air 150mm,
- Mur de bloc 150mm,
- Colombage 92mm avec isolant en natte,
- Gypse 16mm,
- Colombage 92mm avec isolant en natte,
- 2xGypse 16mm

L'assemblage de ce mur offre un indice **STC 77**. Ce qui est largement supérieur aux exigences (**STC 50**) de la Code national du bâtiment du Canada (CNBC) et assure une insonorisation adéquate pour les occupants des deux (2) propriétés.

Il est à noter que l'espace d'air dans la composition de ce mur est l'élément clé pour désolidariser le mur avec la structure du bâtiment. Ce qui permet de réduire en grande partie la transmission latérale ou structurale du bruit et ainsi préserver la performance acoustique du mur.

7. CONCLUSIONS

7.1 Des mesures et analyses sonores ont été effectués sur le site du projet immobilier situé au 1124 rue de Bleury à Montréal pour évaluer le climat sonore actuel sur une période de 24h du 31 août au 1er septembre 2020.

7.2 Selon les résultats, le niveau du bruit ambiant actuel de la zone étude est :

- **66 dBA** (Leq 24h) au point R1 (rue de Bleury);
- **64 dBA** (Leq 24h) au point R2 (rue Carmicheal);
- **62 dBA** (Leq 24h) au point R3 (rue Dowd).

7.3 Le critère sonore applicable est un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** sur une durée de 24h en milieu intérieur selon le règlement No 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie.

7.4 Afin d'assurer un niveau de bruit inférieur à **40 dBA Leq 24h** à l'intérieur du futur bâtiment, l'enveloppe du futur bâtiment doit avoir au minimum un indice **OITC 26** (**OITC 26** pour la façade sur la rue de Bleury, **OITC 24** pour la façade sur la rue Carmicheal et **OITC 22** pour la façade sur la rue Dowd).

7.5 Selon le plan d'architecte fourni, l'enveloppe de l'ensemble des bâtiments (murs extérieurs, toitures et fenestration) tel que proposé par le projet immobilier fournira la performance acoustique (entre **OITC 31** et **OITC 62**) supérieure au minimum requise pour assurer un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** LAeq 24h à l'intérieur du bâtiment.

7.6 La performance acoustique du nouveau mur indépendant entre le studio d'enregistrement Studio La Majeure Inc. et les unités d'habitations du futur projet immobilier offre un indice **STC 77**. Ce qui est largement supérieur aux exigences (STC 50) de la Code national du bâtiment du Canada (CNBC) et assure une insonorisation adéquate pour les occupants des deux (2) propriétés.

J'espère le tout conforme à votre demande. Si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Rédaction



Danny Vu, ing.
VINACOUSTIK INC.
VTD

ANNEXE 1

Extrait du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie No 01-282

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

DU

RÈGLEMENT D'URBANISME

DE L'ARRONDISSEMENT

DE

VILLE-MARIE

01-282

À JOUR AU 6 mars 2017

(INCLUANT CA-24-282.112)

bâtiment où se trouve le logement;

2° provoquant ou produisant du bruit, une émanation d'odeur, de gaz, de poussière, de chaleur ou de fumée à l'extérieur du logement;

3° provoquant ou produisant des vibrations dans un mur ou un plancher;

4° provoquant ou produisant des interférences dans les appareils électriques ou électroniques situés dans les autres parties du bâtiment où se trouve le logement.

282.109, a. 82.

305.5 Il est interdit de recevoir de la clientèle dans un logement dont une partie est affectée à des fins de bureau, d'atelier ou d'établissement de soins personnels, sauf si ce logement dispose d'une entrée extérieure distincte aux fins de cette occupation.

282.109, a. 82.

SECTION II

EXIGENCES RELATIVES AUX GÎTES TOURISTIQUES

282.98, a. 76.

306. Aux fins de la présente section, lorsqu'une distance minimale est prescrite entre des établissements, cette distance se mesure à partir des points les plus rapprochés des terrains où sont situés les établissements visés.

Lorsque la distance mesurée conformément au présent article n'est pas un multiple de 5, cette distance est arrondie au multiple de 5 supérieur.

282.98, a. 76.

306.1. Les mesures de contingentement applicables pour des usages cités dans la présente section doivent tenir compte des usages de même nature situés dans un autre arrondissement ou une autre municipalité où des mesures de contingentement sont en vigueur pour cet usage, lorsque ces mesures portent sur des secteurs contigus situés dans deux arrondissements ou une autre municipalité.

cette distance est arrondie au multiple de 5 supérieur.

282.109, a. 83.

307. L'usage gîte touristique doit être situé à une distance minimale de 150 mètres d'un autre gîte touristique.

282.98, a. 76.

SECTION IV

EXIGENCES RELATIVES AUX USAGES SENSIBLES

307.1. Aux fins de la présente section, un usage sensible correspond à l'un des usages suivant :

1° un usage résidentiel;

2° les usages équipements collectifs et institutionnels suivants :

- bibliothèque;
- centre d'hébergement et de soins de longue durée;
- centre de protection de l'enfance et de la jeunesse;

- centre de réadaptation;
- centre de services de santé et de services sociaux;
- centre hospitalier;
- collège d'enseignement général et professionnel;
- école primaire et préscolaire;
- école secondaire;
- établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent;
- garderie;
- université.

282.109, a. 84.

307.2. La construction, l'agrandissement ou le changement d'usage d'un bâtiment destiné à un usage sensible ne peuvent être effectués :

1° sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 75 m d'une limite d'emprise d'une gare de triage ou d'une voie ferrée principale, lorsqu'elle est à ciel ouvert, indiquée sur la carte de l'annexe G et adjacent à cette emprise, si le niveau de vibration à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage est supérieur à 0,14 mm/s;

2° sur un terrain ou une partie de terrain faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme situé à moins de 300 m de l'emprise d'une gare de triage ferroviaire indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ou par un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h);

3° sur un terrain ou une partie de terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme ou dans les unités de paysage Cité du Havre (CH) et Pointe-du-Moulin (PM) situé à moins de 300 m de l'emprise d'une autoroute ou d'une voie rapide indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ou par un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h) ;

4° sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 m de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h).

282.109, a. 84.

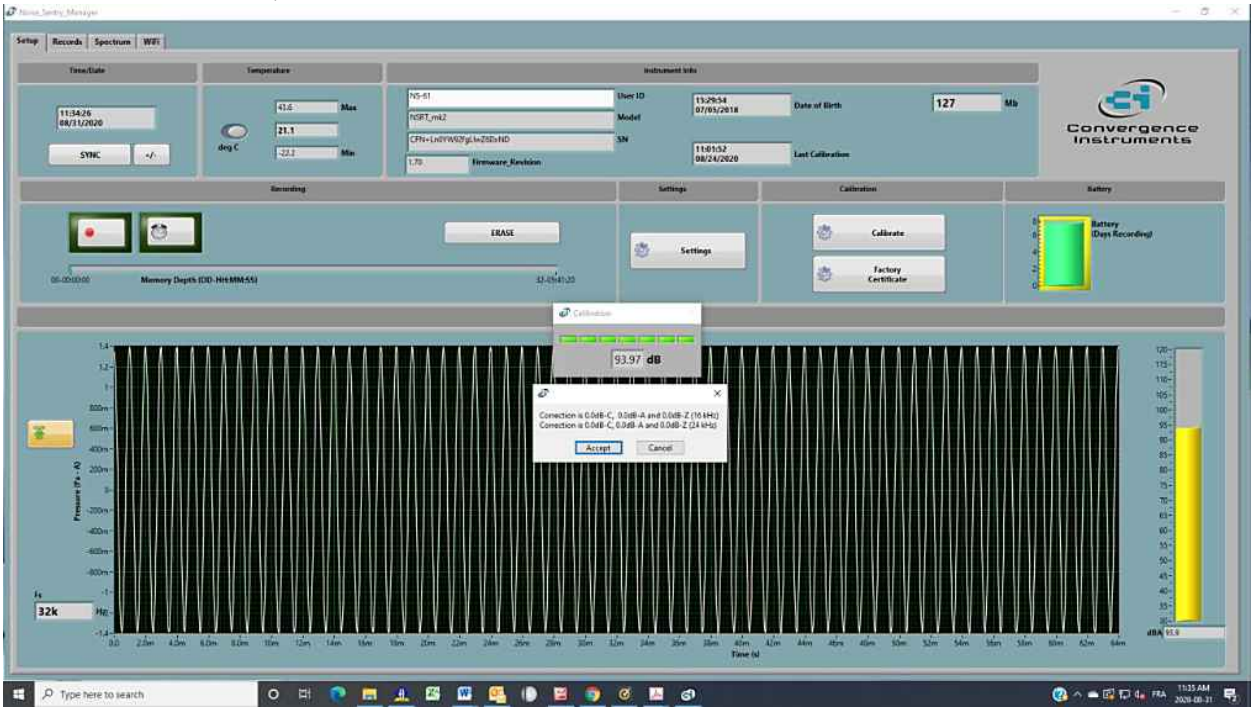
307.3 Dans le cas de travaux de construction, d'agrandissement ou du changement d'usage d'un bâtiment comprenant l'aménagement d'un espace extérieur adjacent à une emprise d'une gare de triage ou d'une voie ferrée principale, lorsqu'elles sont à ciel ouvert, destinés à un usage sensible, ceux-ci doivent être approuvés conformément au titre VIII, afin d'assurer la sécurité et la quiétude des usagers.

282.109, a. 84.

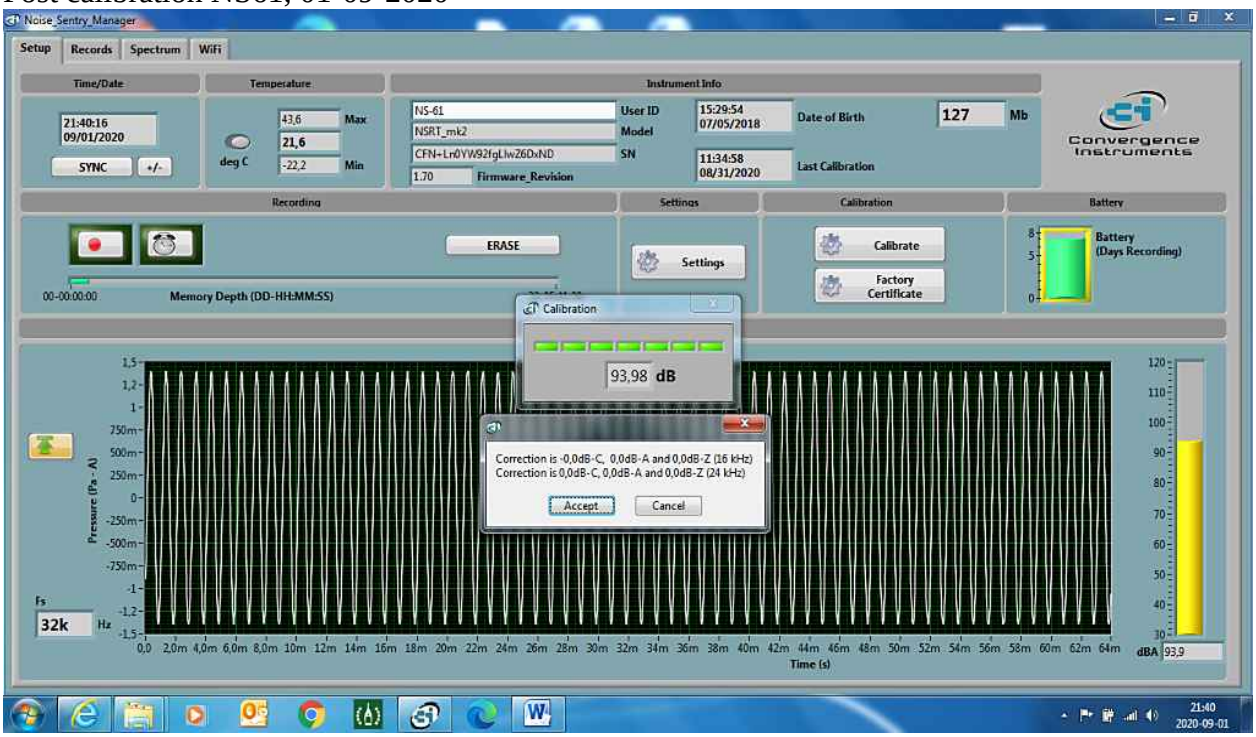
ANNEXE 2

Rapport et certificats de calibrations valides des instruments

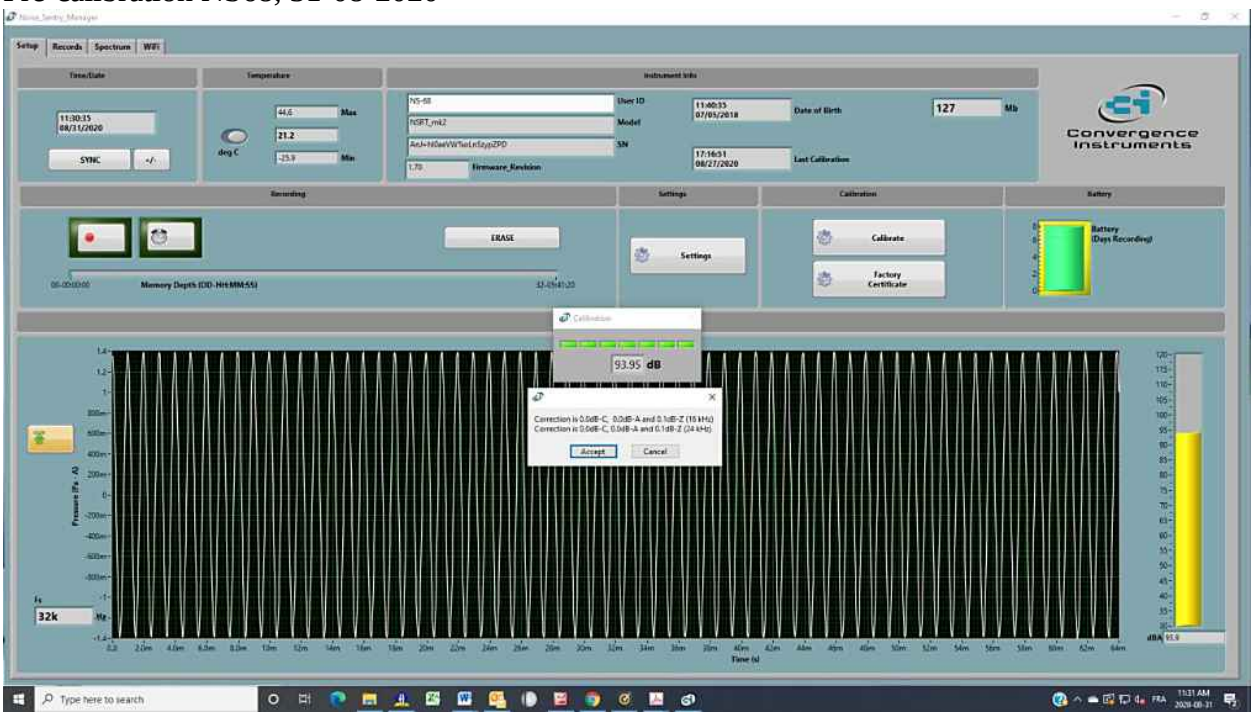
Pre-calibration NS61, 31-08-2020



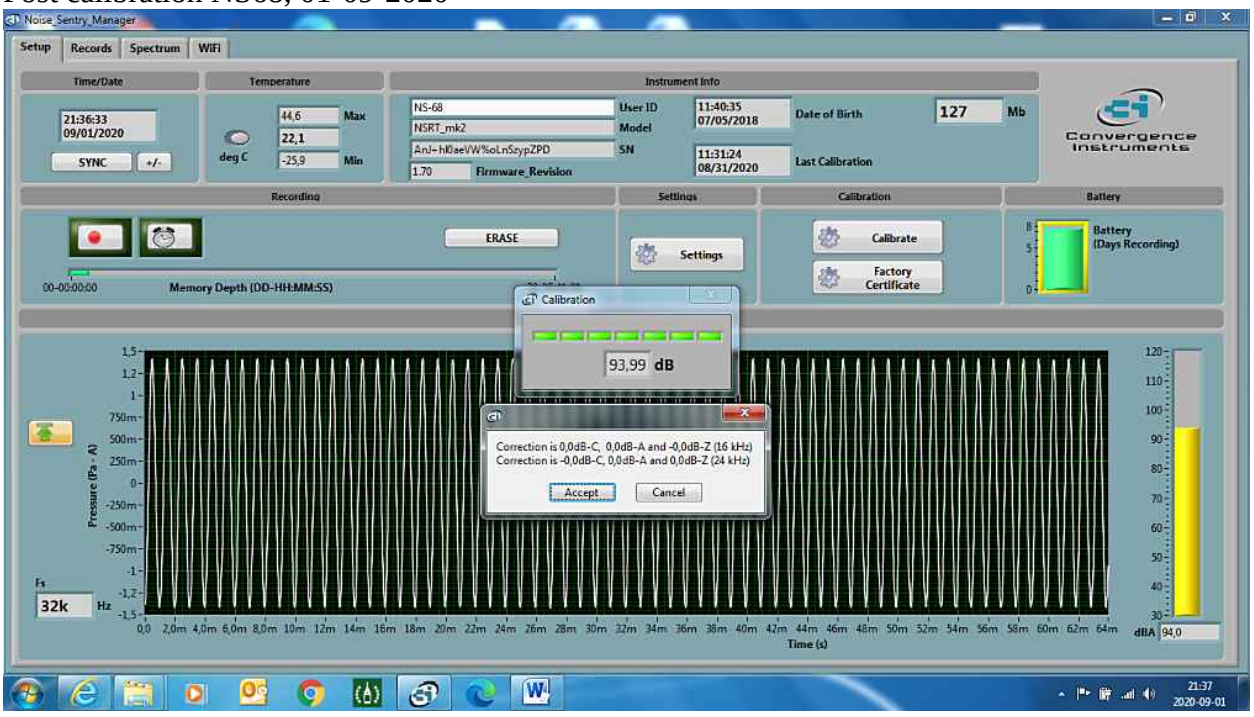
Post calibration NS61, 01-09-2020



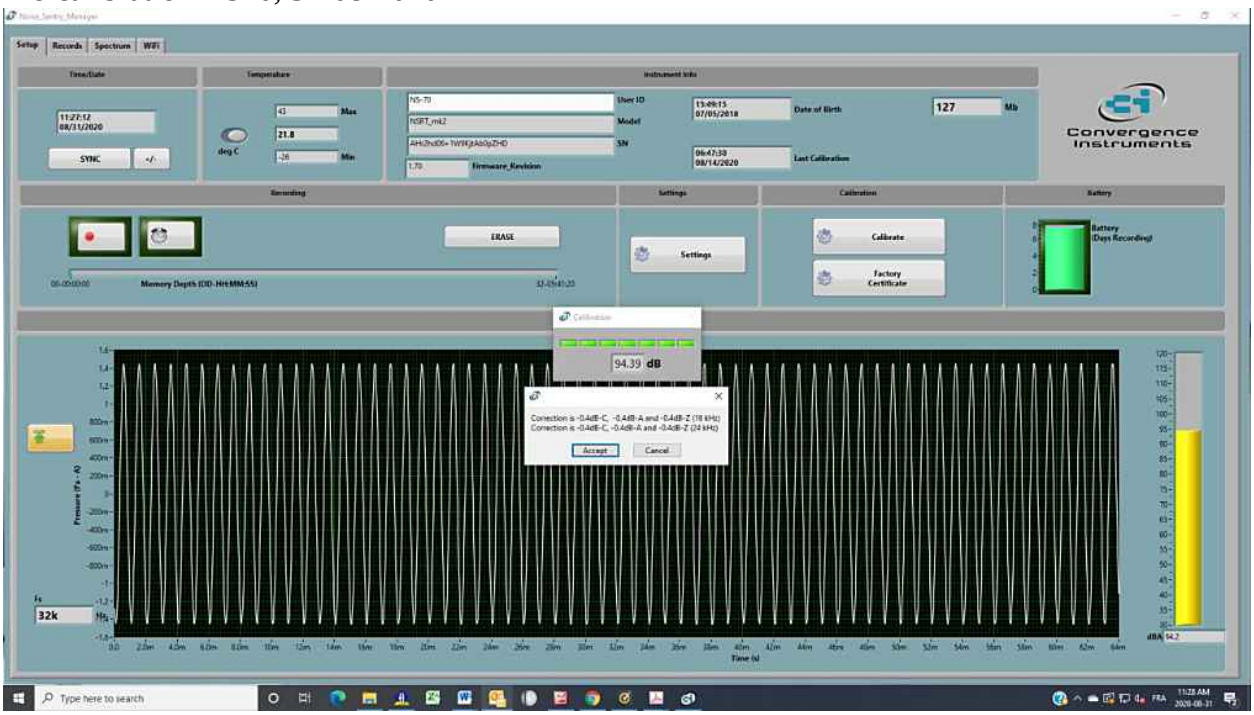
Pre-calibration NS68, 31-08-2020



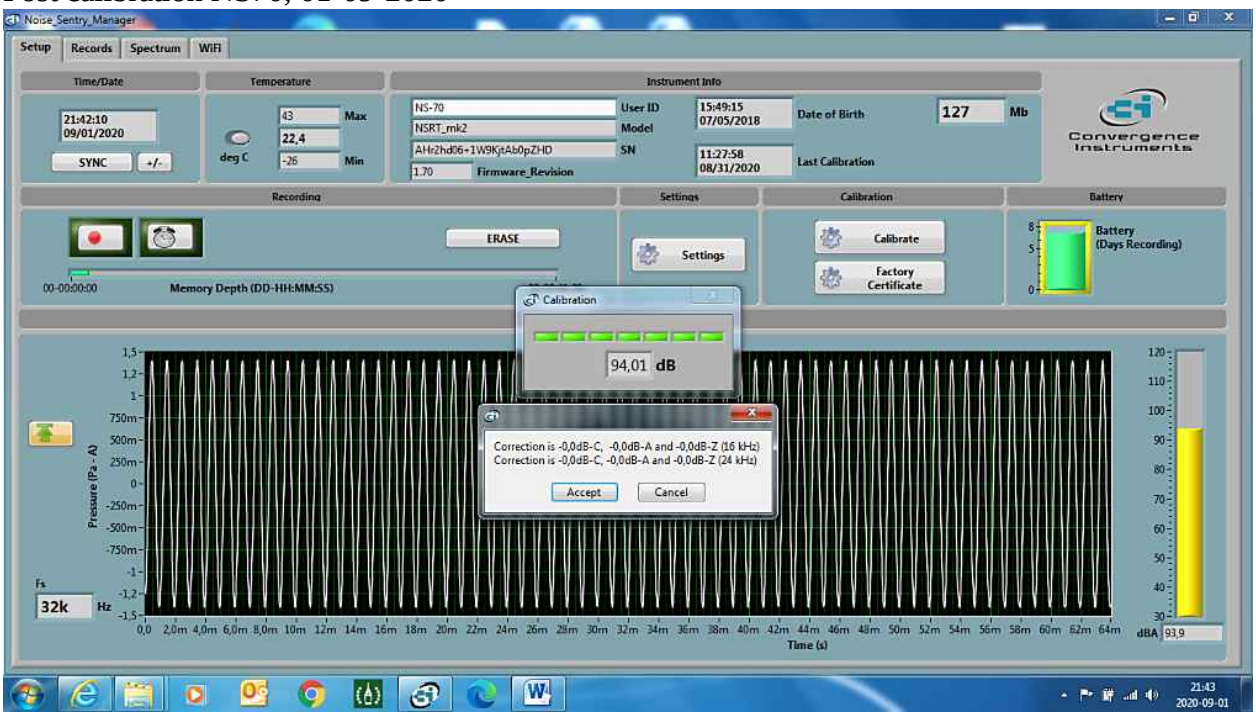
Post calibration NS68, 01-09-2020



Pre-calibration NS70, 31-08-2020



Post calibration NS70, 01-09-2020



Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
505, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H3A 3C2
Tél. : (514) 288-1551 **Fax :** (514) 288-9399 **www.irsst.qc.ca**

Certificat d'étalonnage d'un calibreur acoustique

Certificat N° : Aco-cal-11331 **Demande de service N° :** S817899 **Date de réception :** 2020/01/16

Demandeur :
Pham Van (DLP-0459)
Vinacoustik inc.
1487 rue Bégin
St-Laurent (Québec)
H4R 1V8 Canada
1083

Destinataire :
Van Pham
Vinacoustik inc.
1487 rue Bégin
St-Laurent (Québec)
H4R 1V8 Canada
1083

INSTRUMENT

Fabricant : Brüel & Kjaer **# de série :** 2478258
Modèle : BK 4231 **# d'inventaire :** HB2-30266
Condition de l'instrument à la réception : Aucune défectuosité apparente.
Travail supplémentaire effectué :

ÉTALONNAGE

Le calibreur acoustique a été testé à l'aide d'instruments de référence pour vérifier sa réponse aux essais spécifiés dans la CEI 60942:2003, "Electroacoustique - Calibreurs acoustiques", Annexe B - Essais périodiques.
L'instruction de travail I-ACO-005 : Détermination du SPL, de la fréquence et du %de distorsion totale du signal sonore d'un calibreur acoustique selon la CEI 60942 a été suivie pour effectuer ces tests.

Note : À la réception, le calibreur acoustique générait un niveau de pression acoustique de 94,16 dB.
Le calibreur acoustique n'a pas été ajusté avant son étalonnage.

ÉQUIPEMENTS D'ÉTALONNAGE

Étalons de travail

Équipement	Manufacturier	Modèle	# de série
Générateur de signal	Standord Research	DS360	88442
Voltmètre-électromètre	Keithley	237	0546585
Fréquencemètre	Pendulum	CNT-90	SN153070
Analyseur de distorsion	Keithley	2015	0947453
Analyseur FFT	ONO SOKKI	CF-7200	84701434
Mesureur combiné de pression, d'humidité relative et de température	Vaisala	PTU303	P4240896

Étalons de référence contribuant directement à la traçabilité

Équipement	Manufacturier	Modèle	# de série	Laboratoire	Date d'étalonnage due	Certificat
Microphone pression	Brüel & Kjaer	4160	2652758	CNRC-SMIE	21 août 2022	AS-2019-0007
Microphone pression	Brüel & Kjaer	4180	2737458	CNRC-SMIE	21 novembre 2020	AS-2017-0017
Pistonphone	Brüel & Kjaer	4228	1652007	CNRC-SMIE	12 février 2021	AS-2019-0005
Voltmètre	Agilent	34401A	3146A69614	IRSST	15 mai 2020	EUM-1619-V1
Mesureur combiné de pression, d'humidité relative et de température	Vaisala	PTU303	R2030359	Vaisala	5 juin 2024	K0819-C01824
Rubidium	Standord Research	FS725	65427	SRS Standord research sys	6 octobre 2020	N/A

CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

Les tests ont été effectués dans les conditions ambiantes suivantes :
Température : 22,3 °C ± 0,5 °C **Pression :** 1018,5 hPa ± 2 hPa **Humidité relative :** 24 % ± 5 % (1)

(1) Il n'a pas été possible d'effectuer l'étalonnage à un taux d'humidité minimum de 25 %, tel que stipulé par les directives d'essais de la CEI 60942. Il a cependant été démontré que cette dérogation ne peut introduire qu'une erreur supplémentaire négligeable sur les résultats d'étalonnage.

Date d'étalonnage : 2020/01/21 **Date d'émission :** 2020/01/21

Effectué par : Pierre Beaudoin, Technicien en physique
beaudoin.pierre@irsst.qc.ca

Approuvé par : Tony Wong, Professionnel scientifique
Tony.Wong@irsst.qc.ca

ANNEXE 3

Conditions météorologiques

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Accueil · Environnement et ressources naturelles · Météo, climat et catastrophes naturelles · Conditions météorologiques et climatiques passées · Données horaires

Rapport de données horaires pour le 31 août 2020

Toutes les heures sont exprimées en heure normale locale (HNL). Pour convertir l'heure locale en heure universelle (temps universel coordonné), ajoutez 4 heures à l'heure locale.

MONTREAL/PIERRE ELLIOTT TRUDEAU INTL
QUEBEC
Opérateur de station opérationnelle : ECCC - SMC

Latitude :	45°28'00.000" N	Longitude :	73°44'30.000" O	Altitude :	32.10 m		
ID climatologique :	7025006	ID de l'OMM :	71183	ID de TC :	WTQ		

HEURE	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
00:00	13,1	10,9	96	35	7		101,00			ND
01:00	13,3	11,0	96	36	5		101,08			ND
02:00	13,3	10,4	92	35	5		101,12			ND
03:00	13,0	10,4	94		0		101,20			ND
04:00	12,0	9,6	95	35	2		101,27			ND
05:00	9,9	9,2	95	36	4		101,37			ND
06:00	11,0	9,9	93		0		101,43			ND
07:00	13,9	10,2	78	36	8		101,47			ND
08:00	15,4	9,5	68	35	4		101,49			ND
09:00	17,6	9,0	57	36	4		101,49			ND
10:00	18,5	9,2	55	36	7		101,46			ND
11:00	19,6	8,8	50	35	9		101,46			ND
12:00	20,2	9,5	50	35	7		101,43			ND
13:00	20,4	6,8	41	35	9		101,44			ND
14:00	21,0	7,2	41	35	11		101,41			ND
15:00	21,0	7,8	43	35	6		101,36			ND
16:00	21,2	8,0	43	35	8		101,36			ND
17:00	21,1	8,0	43	35	6		101,39			ND
18:00	19,9	9,4	51	35	11		101,35			ND
19:00	19,4	10,7	57	35	12		101,37			ND
20:00	18,4	10,4	60	35	10		101,40			ND
21:00	18,7	10,7	60	35	7		101,42			ND
22:00	18,0	9,7	58	35	9		101,35			ND
23:00	17,4	9,5	60	35	15		101,31			ND

Légende

- E = Valeur estimée
- M = Données manquantes
- ND = Non disponible
- [vide] = Indique une valeur non observée

Date de modification :
2020-06-15

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Accueil > Environnement et ressources naturelles > Météo, climat et conditions naturelles > Conditions météorologiques et climatologie passées > Données horaires

Rapport de données horaires pour le 01 septembre 2020

Toutes les heures sont exprimées en heure normale de l'est (HNE). Pour convertir l'heure locale en heure normale, ajoutez 1 heure s'il y a lieu.

MONTREAL/PIERRE ELLIOTT TRUDEAU INTL
QUEBEC
Opérateur de station opérationnelle : ECCC - SMC

Latitude :	45°28'04.000" N	Longitude :	73°44'30.000" O	Altitude :	32.10 m
ID climatologique :	7025080	ID de l'OMM :	71053	ID de TC :	YMQ

Heure HE	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10 s moy.	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Drap.	Rafale km/h	Météo
00:00	19,0	10,7	65	35	15		101,35			ND
01:00	18,7	11,6	74	35	9		101,33			ND
02:00	18,3	11,7	75	36	8		101,36			ND
03:00	18,4	12,2	78	36	7		101,36			ND
04:00	18,0	12,2	78	36	10		101,32			ND
05:00	18,5	13,2	80	36	12		101,35			ND
06:00	17,1	13,2	78	36	12		101,37			ND
07:00	17,5	13,2	76	36	13		101,39			ND
08:00	17,7	13,9	78	36	15		101,40			ND
09:00	15,3	15,0	91	36	23		101,40			ND
10:00	15,7	15,3	91	35	19		101,41			ND
11:00	19,0	15,2	79	36	15		101,37			ND
12:00										
13:00	21,3	17,1	77	36	20		101,28	27		ND
14:00	22,3	17,7	75	36	16		101,23	28		ND
15:00	22,8	18,0	76	35	11		101,21	28		ND
16:00	22,8	17,7	75	35	17		101,15	28		ND
17:00	22,8	18,5	77	35	20		101,21	28		ND
18:00	21,9	18,2	78	35	21		101,22	27		ND
19:00	21,1	15,7	71	35	15		101,20	26		ND
20:00	21,1	14,6	66	35	19		101,22	25		ND
21:00	20,5	15,0	69	35	19		101,19	25		ND
22:00	20,4	15,3	72	35	15		101,15	25		ND
23:00	20,1	15,5	75	35	15		101,09			ND

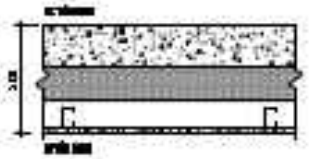
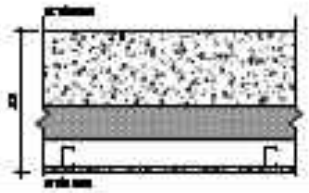
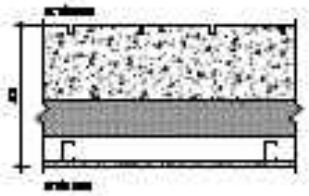
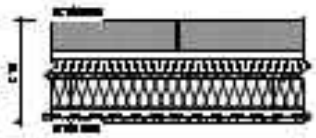
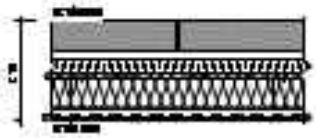
Légende

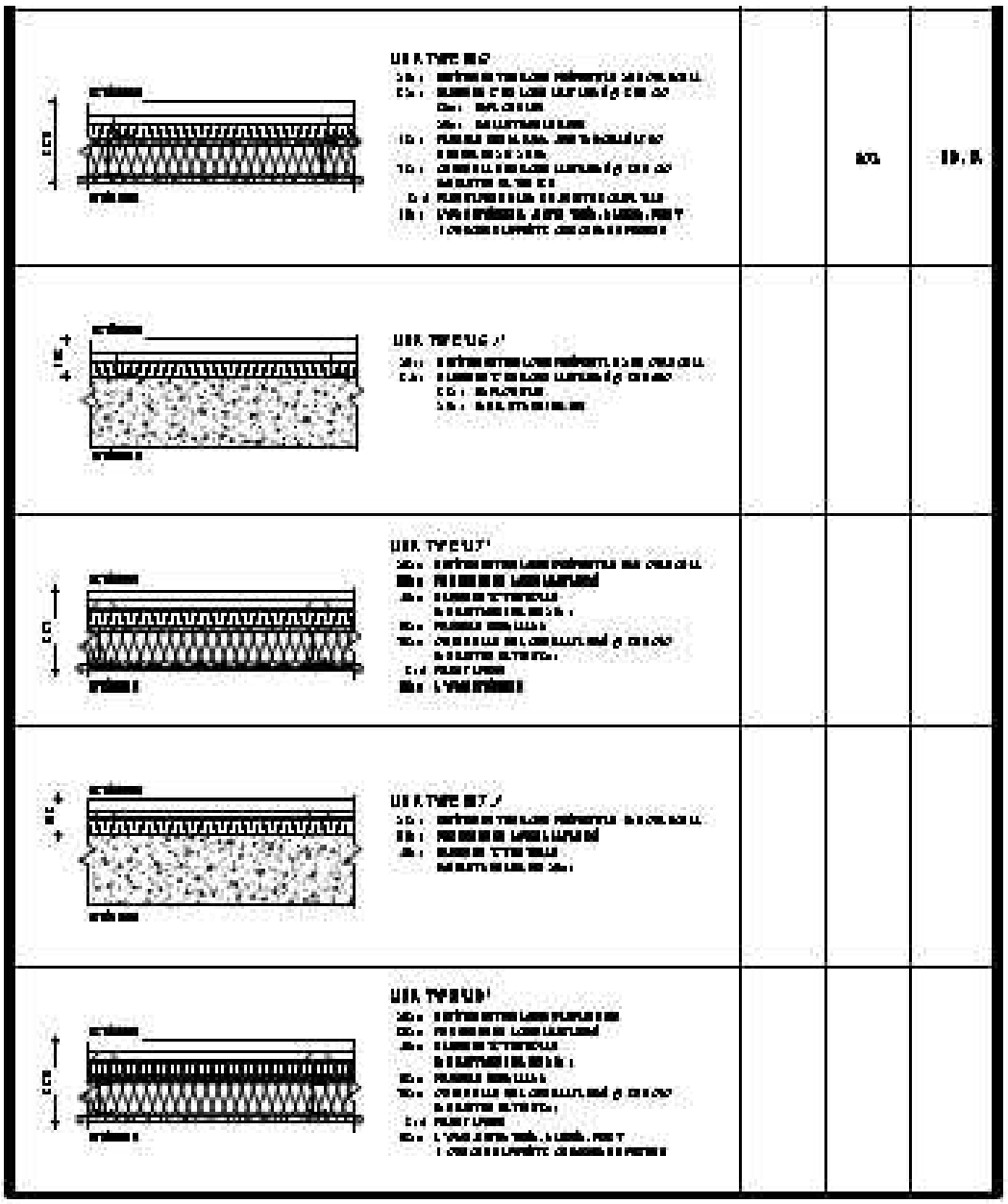
- M = Valeur manquante
- ND = Non disponible
- M = Données manquantes
- [vide] = Données de valeur non observée

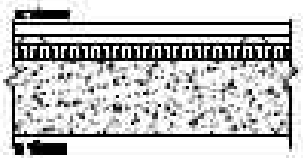
Date de modification :
2020-06-15

ANNEXE 4

Composition des murs extérieurs

MURS EXTÉRIEURS	DRF	ITS	R
		130	22 .48.
		130	22 .48.
		130	22 .48.
		130	22 .48.
		130	22 .48.
			
			



MURS EXTÉRIEURS	DRF	ITS	R
			

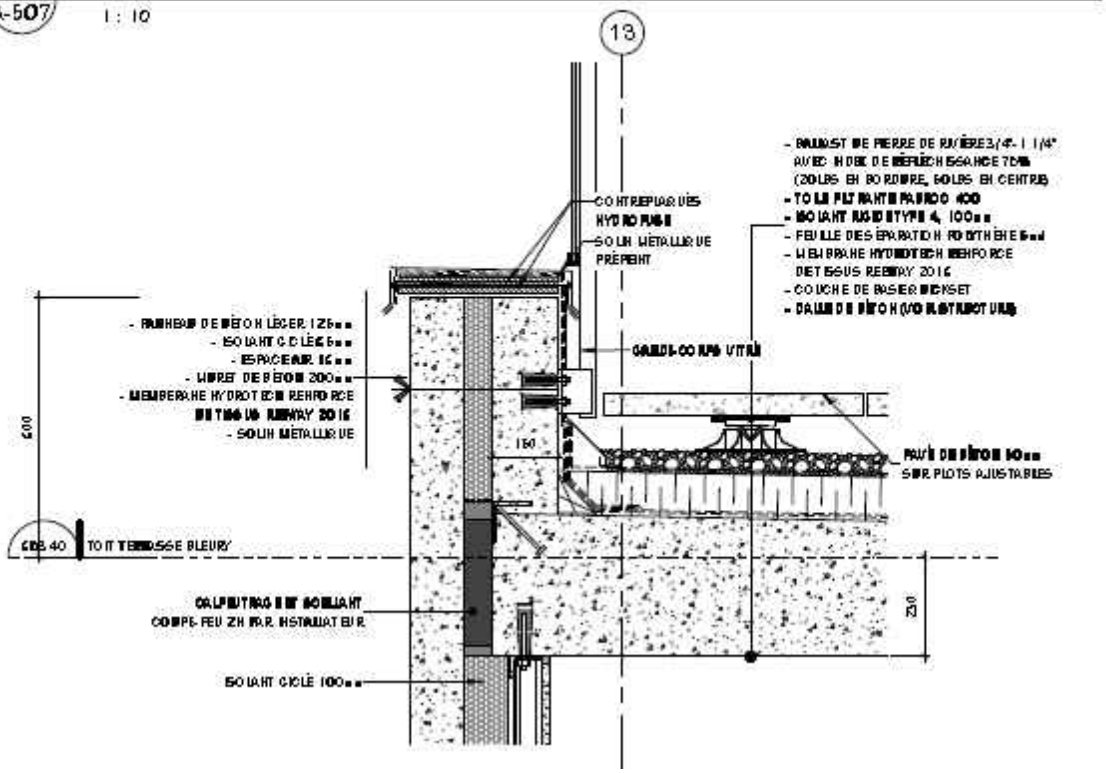
ANNEXE 5

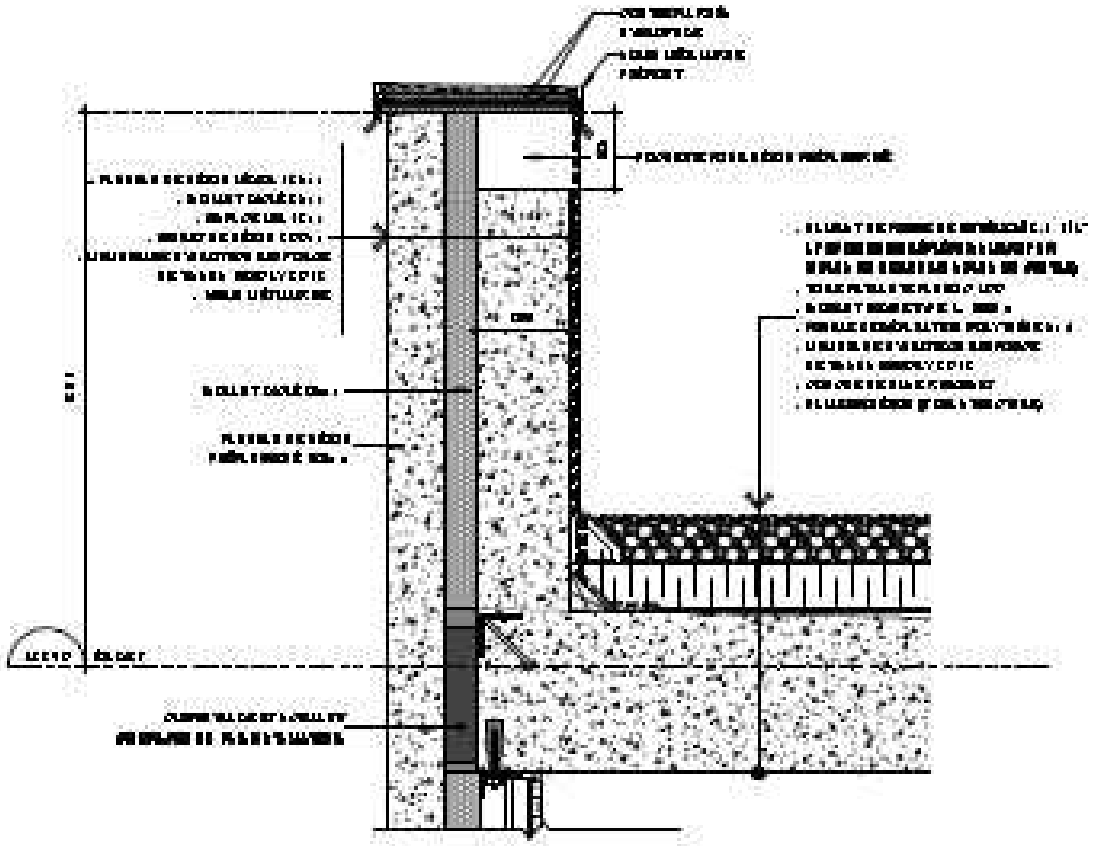
Composition des toitures

14
A-507

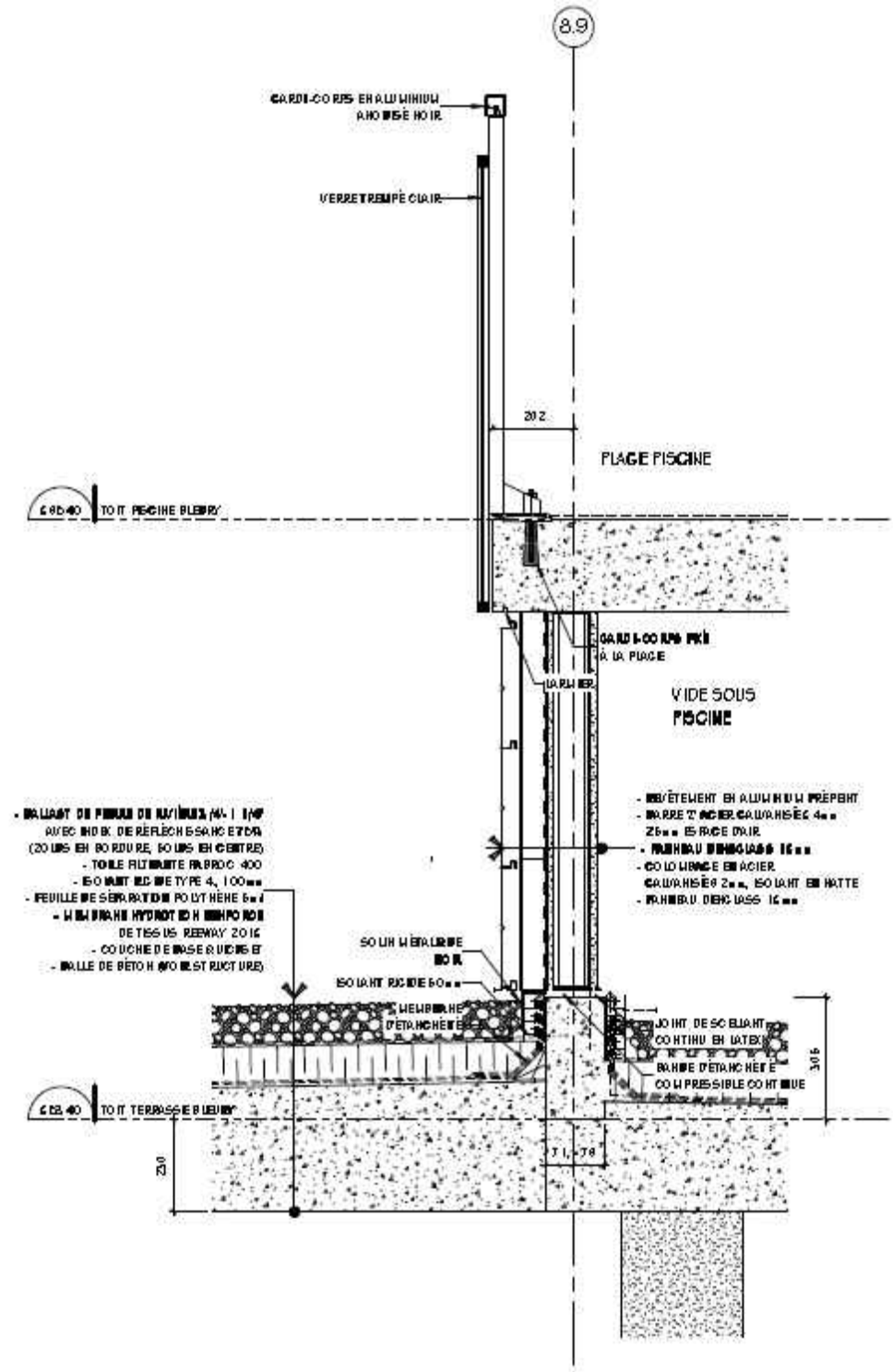
DÉTAIL PARAPET TYPE, TOIT TERRASSE BLEURY

1 : 10





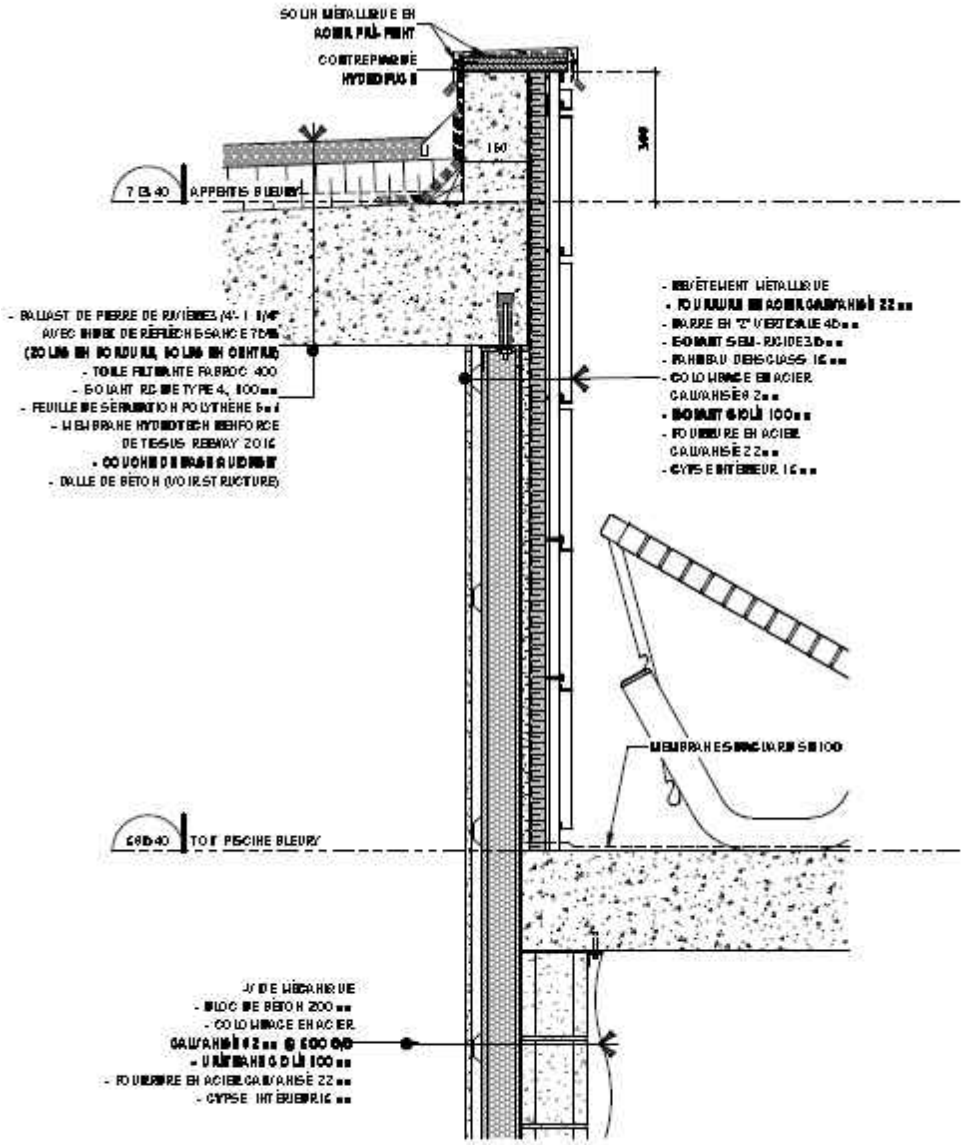
4 DÉTAIL PARAPETS EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ NIVEAU 7
R+ 807
1 : 10



1
A-508

DÉTAIL 1 REVÊTEMENT EXTÉRIEUR VIDE MÉCANIQUE

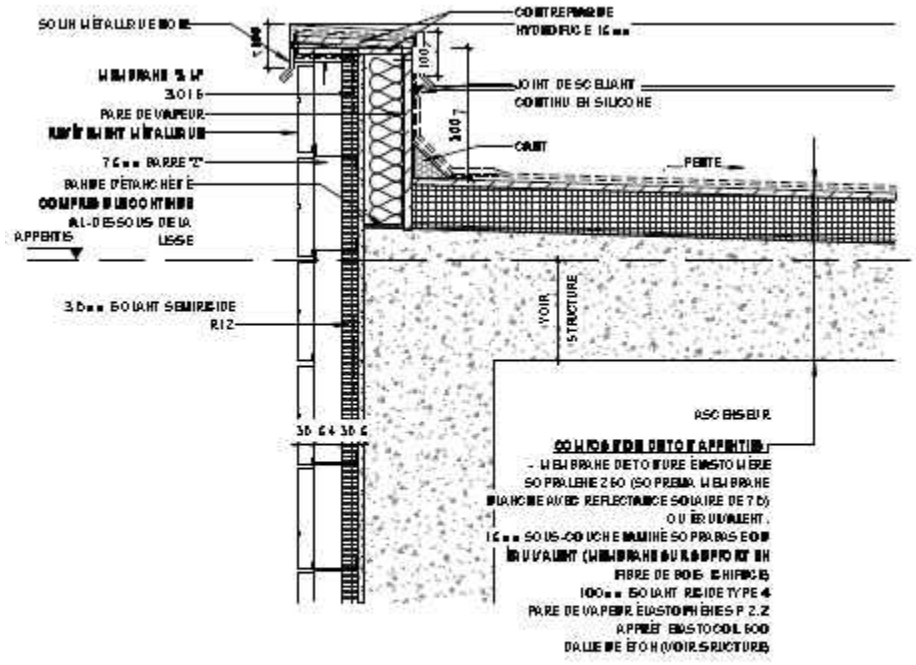
1 : 10



4
A-508

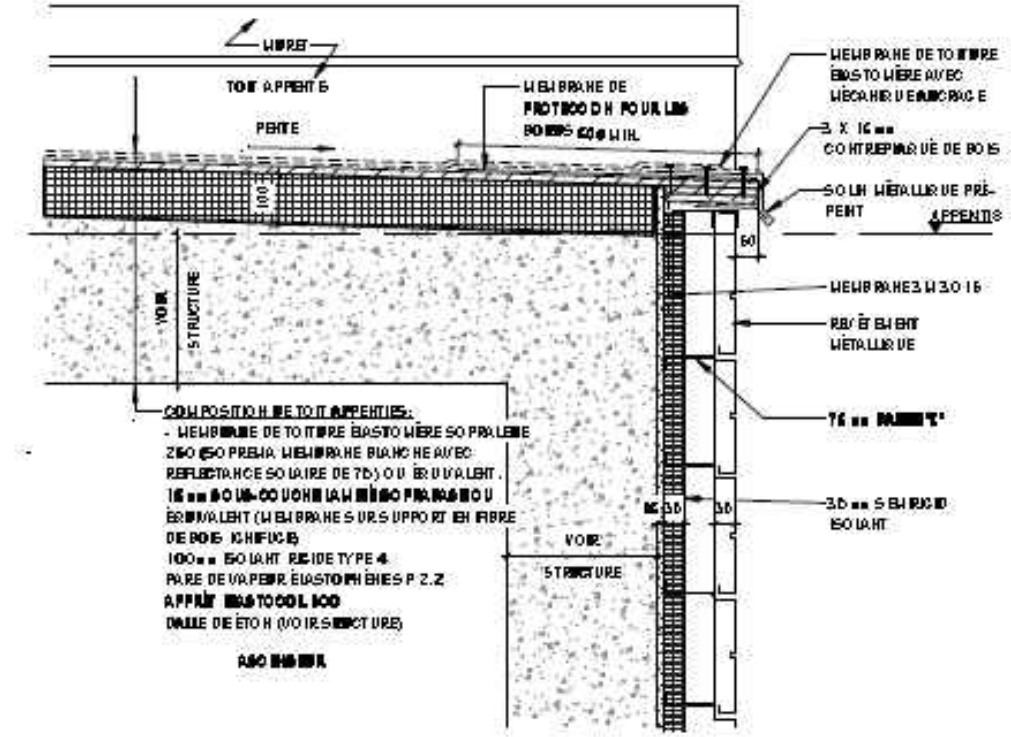
DÉTAIL 3 REVÊTEMENT EXTÉRIEUR VIDE MÉCANIQUE

1 : 10



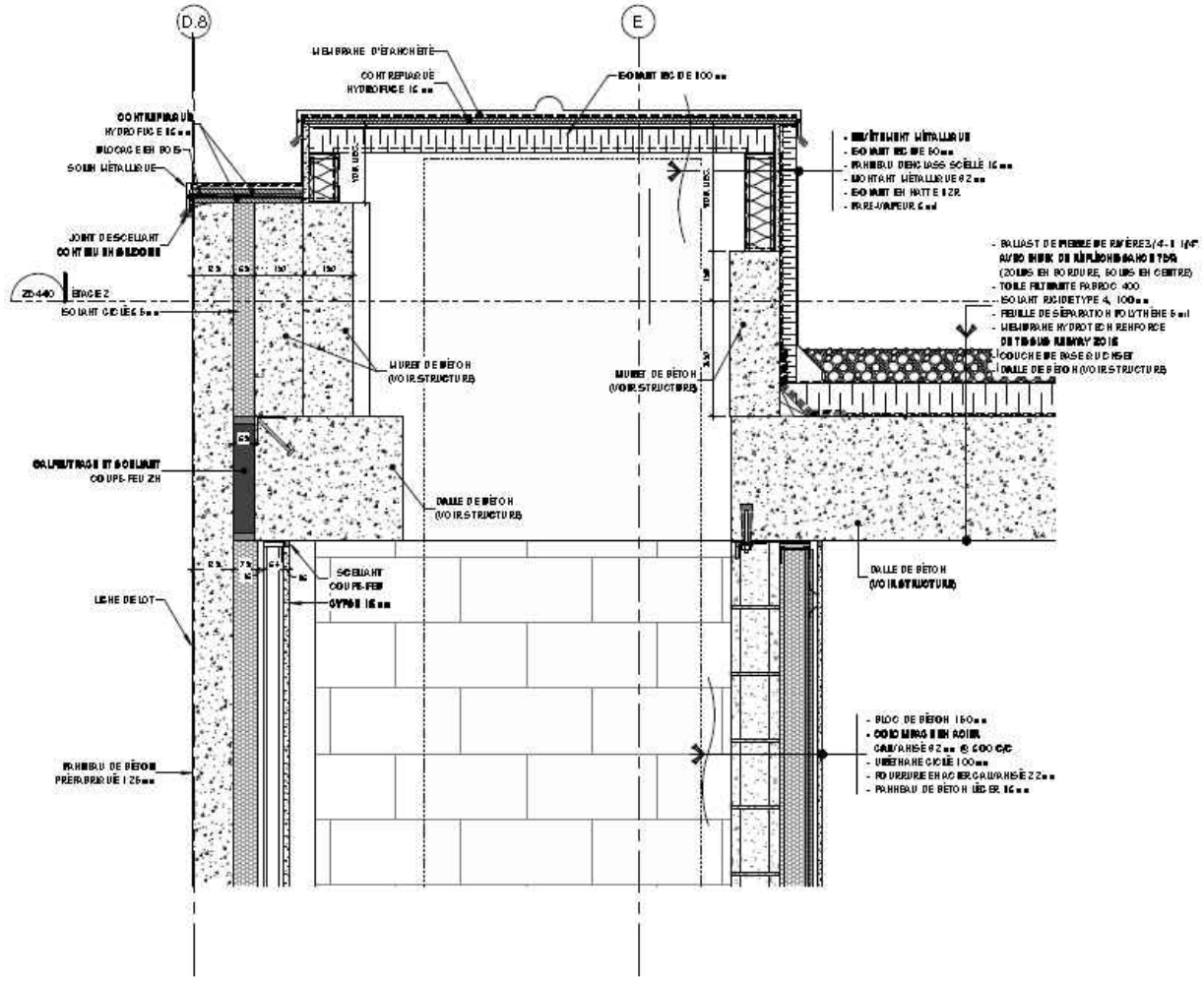
7 / A-508 DÉTAIL 1 TOIT SURPLOMB ASCENCEUR

1 : 10



8 / A-508 DÉTAIL 2 TOIT SURPLOMB ASCENSEUR

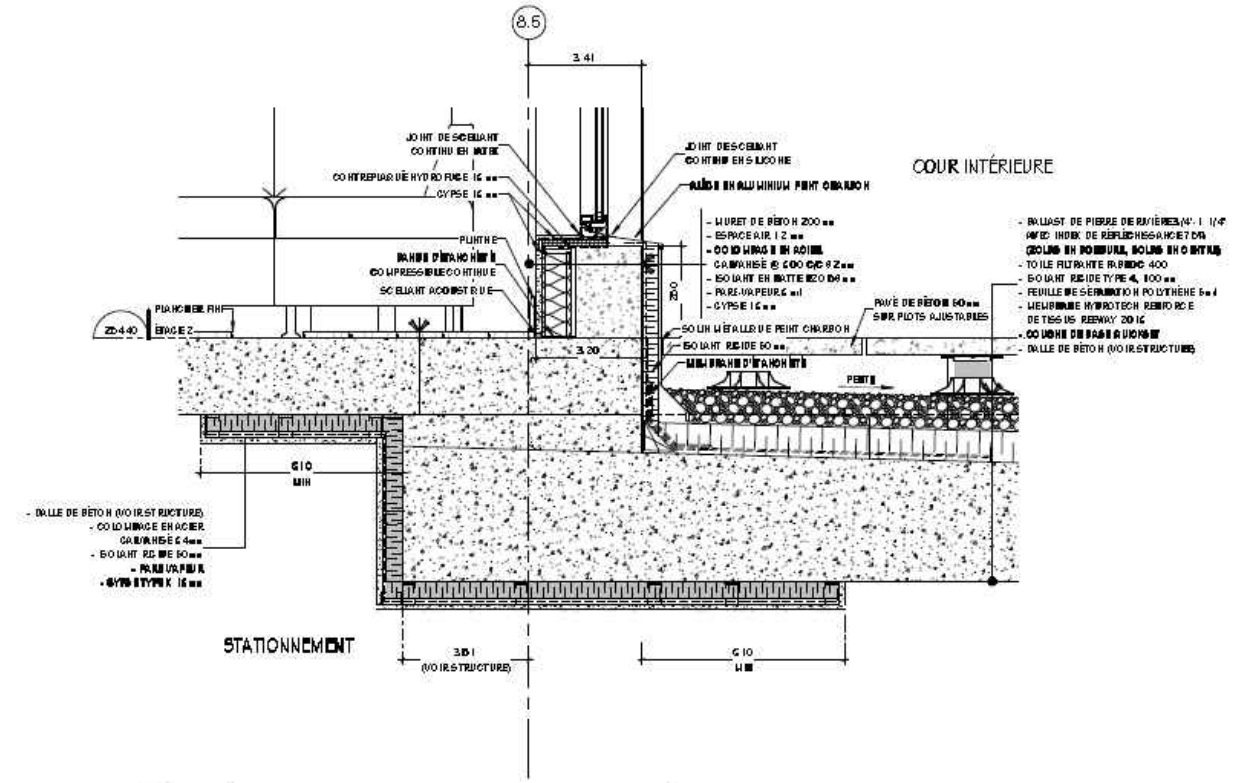
1 : 10



1 / A-506 DÉTAIL 1 CABANON AIR FRAIS 2e ÉTAGE

1 : 10

2 / A-506



7
A-506

DÉTAIL 1 SUR AXE 8.5 AU NIVEAU 2 BLEURY - ACCÈS TERRASSE

1 : 10

ANNEXE 6

Composition des fenêtres

COMPOSITION DES FENÊTRES

COMPOSITION DES FENÊTRES ET DES MURS RIDEAUX

ÉLÉVATION GAUCHE ET ARRIÈRE :

ASSEMBLAGE 1 – VERRES CLAIRS (STC 41):

- VERRE CLAIR 6mm AVEC LOW-E EN FACE 3
- ESPACE D'AIR 13mm, SCELLÉ
- VERRE LAMINÉ 6mm

ÉLÉVATION AVANT ET DROITE :

ASSEMBLAGE 2 – VERRES CLAIRS (STC 41):

- VERRE CLAIR 6mm AVEC LOW-E EN FACE 3
- ESPACE D'AIR 13mm, SCELLÉ
- VERRE LAMINÉ 6mm

SELON LE RAPPORT - LE BLEURY DOWD
CONFORMITÉ ACOUSTIQUE DE L'ENVELOPPE DU
BÂTIMENT - 171-08159-00 20170929

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 juin 2021
3002930434
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1124, rue De Bleury

Responsables : Karine Ayotte

Description : La demande vise à aménager un lobby et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble, situé au 1124, rue De Bleury au coin de la rue Carmichael, au lieu d'un espace pour un usage commercial et en plus d'y aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production dérogeant ainsi au *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Usage résidentiel : Lobby et Bureau de location
Dans un secteur de la catégorie M.7, un local situé au rez-de-chaussée, adjacent à une façade faisant face à un terrain situé dans un secteur de la catégorie M.1 à M.11, doit être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel. Le lobby ainsi que le bureau de location prévu à l'entrée de l'immeuble n'est pas un usage commercial, mais serait accessoire à l'usage résidentiel.

Selon le Règlement d'urbanisme, l'autorisation d'exercer un usage principal inclut celle d'exercer les usages accessoires à cet usage principal. Un usage accessoire doit être nécessaire ou utile au fonctionnement de l'usage principal et ne doit faire l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment. De ce fait, le lobby et le bureau de location étant accessoires à l'usage résidentiel, ceux-ci seront exclusifs aux besoins des locataires et de location des unités. On ne peut alors considérer cet usage comme un usage commercial. Le bureau de location proposé serait pérenne dans le temps puisque la tour à appartement sera exclusivement locative.

Qui plus est, la superficie du local commercial qui a été proposé dans le projet de remplacement est petite (30 mètres carrés) et vu son emplacement dans le cadre bâti existant, le demandeur craint de ne pas pouvoir louer le local malgré la présence de futurs locataires sur le site. Également, l'aménagement proposé permet malgré cela d'animer la rue puisque l'espace y sera ouvert et le bureau positionné en retrait de la fenestration sera tout de même vitré. Par conséquent, depuis la rue, nous pourrons voir les locataires dans l'espace salon et des gens s'affairer au bureau de location vitré.

Ajout de logements adjacents à un studio de production
Selon le Règlement d'urbanisme, un local occupé par un studio de production et un local occupé à des fins résidentielles, situé dans un

secteur de la catégorie M.7, ne doivent être adjacents en aucun point. Ainsi, le studio de production étant situé au 4e étage du 1110 rue De Bleury (Studio La Majeure Inc) et les logements proposés aux 3e, 4e et 5e étages ne respectent pas l'article 307.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Des espaces communs ont été présentés au CEDD.

Des mesures de mitigation sont proposées pour que les logements et le studio de production puissent cohabiter en harmonie sans y avoir de contraintes et réduire les nuisances. En effet, le demandeur propose un mur indépendant entre le Studio La Majeure Inc. et les unités d'habitations du futur projet immobilier offrant ainsi un indice STC 77, ce qui est largement supérieur aux exigences (STC 50) du Code national du bâtiment, selon un rapport acoustique déposé par le demandeur et assure alors une insonorisation adéquate pour les occupants des deux propriétés.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 15 juillet 2020, le CEDD a adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 385, rue Dowd, 1124, rue De Bleury et 356, 372, rue Carmichael, et ce, avec conditions.

Considérant que : Le lobby et le bureau de location des unités à appartements seront ouverts sur la rue et apporteront quand même leurs lots de va-et-vient.

Considérant que : Le mur séparant le bureau de location et le lobby sera vitré et que l'ensemble des activités sera visible depuis la rue, ce qui permettra d'apporter une certaine animation.

Considérant que : Le mur indépendant proposé entre le studio de production (Studio La Majeure Inc.) et les logements proposés pour le futur projet immobilier offre un indice STC 77, ce qui est largement supérieur aux exigences (STC 50) du Code national du bâtiment, selon un rapport acoustique déposé par le demandeur.

Considérant que : L'aménagement des logements a été planifié afin d'y prévoir des pièces de vie (cuisine et salon) au mur adjacent au studio de production afin d'y assurer un confort optimal dans les chambres à coucher.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **L'aménagement du lobby et du bureau de location devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer l'animation de la rue.**
- **La composition du mur indépendant, tel que prescrit par le rapport acoustique, devra être indiquée dans le plan pour permis.**
- **L'aménagement des pièces des logements proposés au 3e, 4e, et 5e étages devra être substantiellement conforme aux plans déposés afin d'assurer un confort maximal des locataires.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Avis

Demande d'autorisation de projet particulier

1124, rue De Bleury (385, rue Dowd)
Entre les rues De Carmichael et Dowd

Vue du projet



Secteur d'application



Autoriser un usage résidentiel au rez-de-chaussée et aménager des logements au 3e, 4e, et 5e étage adjacent à un studio de production

Description du projet :

- autoriser un usage résidentiel au rez-de-chaussée et aménager un accès (entrée et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble et aménager des logements supplémentaires au 3e, 4e et 5e étages adjacents au studio de production

Le projet déroge notamment aux articles 228 et 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement :

- à l'usage résidentiel au rez-de-chaussée
- à l'aménagement de logements adjacents à un studio de production

Conformément à l'arrêté 2020 049 du 4 juillet 2020, cette demande d'autorisation fera l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 15 jours, qui sera annoncée en page d'accueil de notre site Internet dans la section « Avis Publics » : [illegible]

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement au présent avis peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité au [illegible] en mentionnant le dossier numéro [illegible]

[illegible]

Le secrétaire d'arrondissement
[illegible]

Ville de Montréal / Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 3e étage

Ville-Marie
Montréal


VEST

1124, rue De Bleury (dossier 1216723003)

Demande de projet particulier

Description

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'usage résidentiel afin d'aménager un salon (réception et lobby) et un bureau de location au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1124, rue De Bleury, ainsi qu'aménager des logements supplémentaires aux 3e, 4e et 5e étages adjacents à un studio de production.

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1216723003, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217400005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'usage « agriculture végétale » pour l'emplacement situé entre les rues de Nazareth, de la Commune et le viaduc de l'autoroute Bonaventure, en vertu de la procédure des usages conditionnels (projet lauréat C-40-Réinventer Montréal)

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément au paragraphe 10 de l'article 136 de ce règlement, l'usage « agriculture végétale » pour l'emplacement situé entre les rues de Nazareth, de la Commune et le viaduc de l'autoroute Bonaventure (projet lauréat C-40 Réinventer Montréal)

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-30 14:13

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217400005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'usage « agriculture végétale » pour l'emplacement situé entre les rues de Nazareth, de la Commune et le viaduc de l'autoroute Bonaventure, en vertu de la procédure des usages conditionnels (projet lauréat C-40-Réinventer Montréal)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de permettre l'usage " agriculture végétale " dans le projet visant le site de l'ancienne cour de voirie De la Commune. Une demande de surhauteur (dossier n 2217400001) a également été déposée en parallèle, le projet comprenant une tour de près de 80 m. Le site a fait l'objet de l'appel à projet international Réinventer Montréal, organisé par la Ville et le C40, pour lequel le lauréat devait notamment répondre à de nombreux critères environnementaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240285 - 5 juin 2019 - Autoriser l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) (1197400001)

DESCRIPTION

Le site
Le terrain de 9 910,5 m² est occupé par un bâtiment d'un étage comprenant des garages et salles de repos, et par des entrepôts à sel et gravier qui seront démolis dans le cadre de ce projet. Les activités de la cour de voirie ont été en grande partie déplacées dans la cour de voirie rue de Bercy. On y retrouve des vestiges archéologiques (moulin à vent) qui doivent demeurer in situ et être protégés.
Le terrain est situé aux abords du canal de Lachine. Il est bordé par trois voies publiques : la rue de la Commune, la rue Nazareth et l'autoroute Bonaventure en viaduc. Une bande de 10 m de large le long du viaduc fait l'objet d'une servitude de passage (piste multifonctionnelle et accès pour l'entretien du mur de soutènement).
Le site est situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité) et fait partie de l'unité de paysage Faubourg des Récollets. Les hauteurs sur rue autorisées sont de 11 à 30 mètres avec une surhauteur de 80 m. La densité autorisée est de 9 et le taux d'implantation de 100%.

L'appel à projet Reinventing Cities
Le site a fait l'objet de l'appel à projet international Réinventer Montréal 2018-2019, intégré à Reinventing Cities, appel à projets urbains du C40 visant à encourager la régénération urbaine bas carbone à travers le monde et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés en hauts lieux du développement durable et de la résilience. De plus, la Ville de Montréal a imposé un ratio de 20% de logements sociaux et 20% de logements abordables pour la partie résidentielle. Le projet devait aussi inclure un garage de voirie satellite incluant l'entreposage de la saumure, un stationnement pour quatre camions. Le site sera vendu au promoteur pour la réalisation du projet.

Le cadre réglementaire

Le site est situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité) et fait partie de l'unité de paysage Faubourg des Récollets. Les hauteurs sur rue autorisées sont de 11 à 30 mètres avec une surhauteur de 80 m. La densité autorisée est de 9 et le taux d'implantation de 100%.

L'usage "agriculture végétale" est autorisé par la procédure des usages conditionnels (art.136.10°).

Le projet

- Bâtiment de quatre étages le long des rues de Nazareth et de la Commune, surmonté d'une tour atteignant 79 m du côté de la rue de la Commune;
- Le bâtiment accueillera :
    - 327 logements privés, dont 66 abordables (20 %), et 40 logements sociaux;
    - deux niveaux de bureau (3 700 m²);
    - un "souk" (kiosques commerciaux, 2 100 m²) côté rue de la Commune;
    - un garage satellite municipal côté rue de Nazareth
    - une ferme (agriculture hors-sol) de 455 m² en sous-sol;
    - un stationnement de 94 places réparties sur deux niveaux souterrains (entrée par le nord du site)
- Le bâtiment occupe 34 % du terrain et la végétation en pleine terre, 40 % du terrain. Les espaces au sol seront végétalisés et accessibles au public.

JUSTIFICATION

L'usage agriculture végétale est compatible avec le milieu et avec le fonctionnement de site et ne représente pas une nuisance, étant situé au sous-sol.
Lors de sa séance du 8 juillet 2021, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable avec conditions liées au traitement architectural du bâtiment et de l'aménagement paysager.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que ce projet devrait recevoir une suite favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Période de consultation écrite du 9 au 23 août 2021 : aucun commentaire n'a été reçu.
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution d'usage conditionnel

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-08-25

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
s. o.
4.5.1 et 4.7.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL ET SURHAUTEUR**
Endroit :	987, rue de la Commune Ouest
Responsables :	Charlotte Horny et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser un projet de surhauteur comportant les caractéristiques suivantes: • un basilaire de quatre étages le long des rues Nazareth et de la Commune, surmonté d'un volume de 18 étages supplémentaires atteignant une hauteur de 79 m, côté de la Commune; • le volume a un recul de 2,2m par rapport au basilaire côté de la Commune; • 327 logements privés, dont 66 abordables (20 %), et 40 logements sociaux; • la typologie des logements privés est la suivante: 113 studios (31,5 m²), 111 petits 1cc (entre 47 et 54 m²), 24 grands 1cc (60 m²), 39 petits 2cc (entre 73 et 80 m²) et 40 grands 2cc (entre 83 et 113 m²); • deux niveaux de bureaux dans le basilaire côté de la Commune (3 700 m²); • rez-de-chaussée et mezzanine occupés par un "souk" (kiosques commerciaux, 2 100 m²) côté de la Commune et le garage satellite municipal côté Nazareth; • ferme de 455 m² en sous-sol; • stationnement de 94 places réparties sur deux niveaux souterrains (entrée par le nord du site); Le parti de design, qui vise à répondre aux objectifs du C40, repose sur : • une enveloppe performante qui vise à diminuer les ponts thermiques avec la diminution des balcons et l'installation d'un revêtement léger avec système d'attaches minimaliste; • deux options pour les façades latérales de la tour : l'une avec des balcons en coursive, et l'autre sans balcon si l'ajout de balcon nuit trop à la performance énergétique de l'enveloppe; • un volume compact, une densité et une empreinte au sol réduits pour conserver 40 % de terrain végétalisé en pleine terre; • le basilaire et le volume en surhauteur ont un revêtement de panneaux d'aluminium anodisés de 3 tonalités différentes (Gris Naturel, Gris Champagne et Anthracite) sur leurs façades principales. En effet, l'aluminium est un matériau considéré comme recyclable et dont la production a une empreinte carbone faible. L'anodisation est plus durable qu'une surface peinte et la standardisation des dimensions de panneau permet de minimiser

les pertes;
- des espaces au sol accessibles à tous, végétalisés;
- un toit-terrasse accessible aux résidents sur le toit du basilaire de la Commune.

Le parti architectural repose sur:
- la répartition des couleurs de panneaux d'aluminium sur les façades avant et arrière suivant un dégradé depuis le basilaire uni gris jusqu'au couronnement (deux derniers étages) uni noir;
- les façades latérales du basilaire, ouvrant à l'ouest sur le parvis planté et à l'est sur la rue de Nazareth, comprennent une verrière colorée sur la hauteur du basilaire;
- les façades latérales du volume en surhauteur accueillent des balcons en coursives avec garde-corps en verre coloré et dans l'option sans balcon, le revêtement de panneaux d'aluminium est poursuivi;
- le rez-de-chaussée de la rue de Nazareth, qui abrite le garage municipal, reprend une brique d'argile pour s'inscrire en complémentarité avec l'immeuble situé en face.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet est conforme à la réglementation en vigueur.

Considérant que : La tour offre un recul sur chaque façade, mais que l'étude d'impact éolienne n'a pas été déposée.

Considérant que : Le parement d'aluminium en teinte majoritaire de gris pour les étages du basilaire s'inscrit dans une unité chromatique du front bâti sur la rue de La Commune tout en développant son caractère propre.

Considérant qu' : Une différence de traitement des façades latérales du volume principal et de son basilaire, par le biais de verre coloré pour les vitrines du basilaire et les garde-corps des balcons par exemple, permet de raffiner et distinguer la silhouette de la tour dans le paysage.

Considérant que : Le toit-terrasse du basilaire de la rue de la Commune pourrait offrir un espace privatif végétalisé appropriable pour les résident-es.

Considérant que : L'accès direct à la cour pour les sections résidentielles devrait être possible.

Considérant que : La construction hors-toit sera très visible et devrait faire l'objet d'un soin particulier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer une étude éolienne et un projet intégrant les mesures de mitigation le cas échéant.**
- **Maintenir la proposition d'une distinction de traitement architectural entre les façades latérales et les façades principales, et ce même si les balcons sont supprimés et favoriser des entrées latérales vers le souk plus généreuses, et à l'échelle de la verrière.**
- **Assurer des accès universels directs à la cour pour les parties résidentielles (volets privé et social).**
- **Animer et raffiner la façade du garage, en s'inspirant par exemple du bâtiment de l'autre côté de la rue de Nazareth et notamment la jonction entre la façade du garage et la verrière, à l'extrémité sud de la façade rue de Nazareth.**
- **Proposer un revêtement qui s'inscrit en continuité de la façade pour la construction hors-toit.**
- **Bonifier l'intégration de la porte d'entrée des logements sociaux afin de la dégager et d'obtenir plus d'espace.**
- **Déposer des plans d'aménagement paysager, lors de la demande de permis, incluant le toit-terrasse du basilaire de la Commune et y favoriser les espaces végétalisés et appropriables pour les résident-es (mobilier, ombre, etc.), et développer le concept paysager en tenant compte de l'objectif d'atténuation du bruit de l'autoroute Bonaventure.**

Par ailleurs, les membres sont d'avis qu'il y aurait lieu de voir en une gouvernance en économie sociale pour le souk.

Il est à noter que Mme Veronica Lalli, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et ne s'est donc pas prononcée pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle Présidente	Cascendra Barthelot Secrétaire

987, rue de la Commune Ouest (dossier 1217400005)

Demande d'usage conditionnel

Description

Autoriser l'usage « agriculture végétale » pour l'emplacement situé entre les rues de Nazareth, de la Commune et le viaduc de l'autoroute Bonaventure, en vertu de la procédure des usages conditionnels (projet lauréat C-40-Réinventer Montréal).

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1217400005, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217400004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser les usages « activité communautaire ou socioculturelle » et « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour les bâtiments situés au 1201-1215, rue de la Visitation, en vertu de la procédure des usages conditionnels (Carrefour St-Pierre)

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément aux articles 301 et 301.1 de ce règlement, les usages « activité communautaire ou socioculturelle » et « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment situé au 1201-1215, rue de la Visitation (Carrefour St-Pierre)

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 09:26

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217400004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser les usages « activité communautaire ou socioculturelle » et « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour les bâtiments situés au 1201-1215, rue de la Visitation, en vertu de la procédure des usages conditionnels (Carrefour St-Pierre)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de permettre l'usage "activité communautaire ou socioculturelle" ainsi que l'usage complémentaire "bâtiment abritant un nombre illimité de logements" dans le bâtiment de la Maison St-Pierre, situé au 1201-1215, rue de la Visitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n/a

DESCRIPTION

Le site
L'îlot institutionnel Saint-Pierre-Apôtre comprend l'église Saint-Pierre-Apôtre, le presbytère ainsi que l'ancienne maîtrise, sur la rue De la Visitation, ainsi que l'ancienne école Saint-Pierre sur la rue Panet. Le site visé par la demande comprend l'îlot en dehors de l'église.

Le presbytère, qui s'élève à côté de l'église, est un édifice néoclassique érigé de 1854 à 1856. Le bâtiment en pierre de taille, de plan rectangulaire à trois étages et demi, est coiffé d'un toit plat et encadré de deux annexes. Sa façade comporte un avant-corps central surmonté d'un fronton triangulaire. Située dans le prolongement du presbytère, l'ancienne maîtrise Saint-Pierre date de 1868. De plan rectangulaire, elle compte deux étages sur un soubassement exhaussé et est coiffée d'un toit plat. L'ancienne école Saint-Pierre, rue Panet, date quant à elle de 1887.

Le Centre Saint-Pierre occupe le bâtiment de l'école depuis 1975 et offre un centre d'éducation populaire (formations, accompagnement et d'intervention sociale pour les groupes communautaires). Le presbytère abritait encore des chambres pour les prêtres. Le presbytère ainsi que la maîtrise ont abrité des groupes tels que le Centre missionnaire Oblat, le FRAPRU ou d'autres groupes communautaires ainsi que des salles de conférence en location pour les groupes communautaires.

La cour intérieure est occupée par un stationnement.

Le proje t

Le Centre St-Pierre souhaite offrir de nouveaux espaces locatifs et collectifs dans la Maison St-Pierre, en plus de ses activités au sein de son bâtiment de la rue Panet. A terme, le projet de "Carrefour St-Pierre", regroupant les édifices du Centre et de la Maison St-Pierre, serait un lieu dédié aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale, tournés vers l'éducation populaire, la justice sociale et la transition écologique. Le projet de la Maison St-Pierre proposera, dans l'édifice de 35 000 pieds carrés, des espaces locatifs abordables pouvant accueillir de 20 à 30 groupes communautaires ou entreprises d'économie sociale, des espaces collaboratifs, et une cuisine offrant des repas sur place.

Le Centre St-Pierre a déjà identifié que certains groupes communautaires intéressés pourraient avoir besoin d'offrir de l'hébergement temporaire. La volonté du Centre St-Pierre est toutefois que cela demeure compatible et complémentaire à la vocation principale communautaire et collective du projet de Carrefour St-Pierre.

Des locaux dans la Maison St-Pierre peuvent être loués dès 2021 tandis que des travaux intérieurs de mise aux normes ainsi que des travaux visant le remplacement des fenêtres ou la réfection du toit affecteront le reste du bâtiment. L'espace sera ainsi disponible pour l'aménagement des groupes en 2025. Les travaux de transformation extérieure feront l'objet d'une révision de projet ultérieurement.

Le cadre réglementaire

▪ Le Centre-St-Pierre (ancienne école) est rattaché au secteur résidentiel R.2 tandis que le reste de l'îlot est situé dans un secteur institutionnel E.5 (lieux de culte patrimoniaux).

▪ Dans un secteur E.5, les usages «activité communautaire ou socioculturelle » et « bâtiment abritant un nombre illimité de logements» peuvent être autorisés en respectant la procédure des usages conditionnels. L'usage résidentiel doit toutefois être exercé au bénéfice d'un usage principal équipement collectif et institutionnel (a. 301 et 301.1)

▪ Les critères d'évaluation prévus à l'article 315 sont:

- o l'usage proposé doit être compatible et complémentaire avec le milieu environnant;
- o l'apparence extérieure de la construction et l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs doivent favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant;
- o le nouvel usage ne doit pas compromettre la valeur historique ou symbolique du lieu de culte.

Le site visé fait partie de l'immeuble patrimonial classé de l'ensemble d'immeubles patrimoniaux de Saint-Pierre-Apôtre. Toute intervention extérieure doit ainsi être autorisée par le Ministère de la Culture.

JUSTIFICATION

Les usages demandés s'avèrent compatibles avec le milieu environnant, permettent de poursuivre une vocation collective pour le site, d'occuper des bâtiments d'intérêt patrimonial et ils ne nécessitent pas de transformation de ce bâti.
Considérations:

- ◦ les bâtiments du presbytère et de la maîtrise abritent déjà un usage communautaire et socioculturel depuis plusieurs décennies, de même que le bâtiment du Centre-St-Pierre et qu'il n'y a jamais eu de plaintes liées à ces usages;

- l’apparence extérieure n’est pas modifiée et que toute intervention de rénovation telle qu’un changement de fenêtre sera soumise à une autorisation en vertu du Titre VIII du Règlement d’urbanisme et d’une autorisation de la part du Ministère de la Culture et des Communications;
- l’usage résidentiel sera complémentaire de l’usage “activité communautaire ou socioculturelle”;
- l’église n’est pas visée par le projet et demeure un lieu de culte;
- l’intégrité de l’ensemble patrimonial est maintenue;
- le projet vise à répondre aux besoins de locaux abordables pour les groupes communautaires ou entreprises d’économie sociale dans le secteur.

Lors de sa séance du 8 juillet 2021, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que ce projet devrait recevoir une suite favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Période de consultation écrite du 9 au 23 août 2021 : aucun commentaire n'a été reçu.
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution d'usage conditionnel

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-08-25

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
s. o.
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1201-1215, rue de la Visitation – Maison Saint-Pierre
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à autoriser l'usage "activité communautaire ou socioculturelle" ainsi que l'usage complémentaire "bâtiment abritant un nombre illimité de logements" dans l'édifice de la Maison St-Pierre. Le Carrefour St-Pierre, regroupant les édifices du Centre et de la Maison St-Pierre, serait un lieu dédié aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale, tournés vers l'éducation populaire, la justice sociale et la transition écologique. Le projet de la Maison St-Pierre proposera, dans l'édifice de 35 000 pieds carrés, des espaces locatifs abordables pouvant accueillir de 20 à 30 groupes communautaires ou entreprises d'économie sociale, des espaces collaboratifs, et une cuisine offrant des repas sur place. Le Centre St-Pierre a déjà identifié que certains groupes communautaires intéressés pourraient avoir besoin d'offrir de l'hébergement temporaire. La volonté du Centre St-Pierre est toutefois que cela demeure compatible et complémentaire à la vocation principale communautaire et collective du projet de Carrefour St-Pierre. Des locaux dans la Maison St-Pierre peuvent être loués dès 2021 tandis que des travaux intérieurs de mise aux normes ainsi que des travaux visant le remplacement des fenêtres ou la réfection du toit affecteront le reste du bâtiment. L'espace sera ainsi disponible pour l'aménagement des groupes en 2025. Les travaux de transformation extérieure feront l'objet d'une révision de projet ultérieurement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les bâtiments du presbytère et de la maîtrise abritent déjà un usage communautaire et socioculturel depuis plusieurs décennies, de même que le bâtiment du Centre-St-Pierre et qu'il n'y a jamais eu de plaintes liées à ces usages.

Considérant que : L'apparence extérieure n'est pas modifiée et que toute intervention de rénovation telle qu'un changement de fenêtre sera soumise à une autorisation en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme et d'une autorisation de la part du Ministère de la Culture et des Communications.

Considérant que : L'usage résidentiel sera complémentaire de l'usage "activité communautaire ou socioculturelle".

Considérant que : L'église n'est pas visée par le projet et demeure un lieu de culte.

Considérant que : L'intégrité de l'ensemble patrimonial est maintenue.

Considérant que : Le projet vise à répondre aux besoins de locaux abordables pour les groupes communautaires ou entreprises d'économie sociale dans le secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgrain
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

1201-1215, rue de la Visitation (dossier 1217400004)

Demande d'usage conditionnel

Description

Autoriser les usages « activité communautaire ou socioculturelle » et « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour les bâtiments situés au 1201-1215, rue de la Visitation, en vertu de la procédure des usages conditionnels (Carrefour St-Pierre).

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1217400004, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1216926002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec conditions non remplies par les demandeurs concernés

Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés (3001580557, 3001684496, 3001742674, 3002272795 et 3001668541).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 09:25

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216926002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec conditions non remplies par les demandeurs concernés

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité compte des demandes de permis en suspens qui ont fait l'objet au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) d'un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs concernés ou d'un avis défavorable. Afin de compléter et de fermer ces dossiers, une décision formelle du conseil d'arrondissement est nécessaire quant à leur refus ou à leur approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240246 - 8 juin 2021 - *Refuser 7 demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable*

CA21 240029 - 9 février 2021 - *Refuser 2 demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis défavorable*

CA20 240583 - 8 décembre 2020 - *Refuser 4 demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis défavorable*

CA20 240383 - 8 septembre 2020 - *Refuser 10 demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable*

CA20 240088 - 11 février 2020 - *Refuser dix-sept demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable*

CA19 240478 - 2 octobre 2019 - *Refuser quinze demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable*

CA19 240303 - 5 juin 2019 - *Refuser une demande en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et une demande en suspens ayant reçu un avis favorable avec conditions non-remplies par les demandeurs concernés*

CA19 240071 - 24 avril 2019 - *Résolution refusant l'ensemble des 19 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs concernés*

CA16 240075 - 9 février 2016 - *Résolution refusant l'ensemble des 28 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non remplies par les demandeurs concernés*

DESCRIPTION

La Division de l'urbanisme a produit une liste des dossiers en suspens qui ont fait l'objet d'un avis favorable du CCU avec conditions non remplies par les demandeurs concernés. Au total, 5 demandes se retrouvent dans cette situation et nécessitent une décision du conseil d'arrondissement.

Voici une brève description de ces demandes :

1) Demande 3001580557 - 1255, rue Clark : Avis favorable du CCU avec conditions

- Autoriser l'installation de deux enseignes commerciales sur le commerce faisant partie du nouveau complexe du Carré Saint-Laurent.
- Dépôt de la demande le 28 mai 2019.
- Avis favorable du CCU du 13 février 2020 aux conditions de « proposer une enseigne en saillie de plus petite taille et s'inscrivant entièrement dans un module de verre du mur-rideau » et de « déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande ».
- Une proposition révisée tenant compte des conditions de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

2) Demande 3001684496 - 1909, avenue des Canadiens-de-Montréal : Avis favorable du CCU avec conditions

- Autoriser l'installation d'un nom d'occupant d'immeuble sur l'immeuble logeant le Centre Bell.
- Dépôt de la demande le 5 novembre 2019.
- Avis favorable du CCU du 11 juin 2020 aux conditions de « proposer une enseigne à plat de largeur égale ou plus petite et dont la heuteur s'inscrira dans la trame présente sur la maçonnerie recouvrant la façade » et de « déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande ».
- Une proposition révisée tenant compte des conditions de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

3) Demande 3001742674 - 1458, rue Crescent : Avis favorable du CCU avec conditions

- Autoriser l'installation d'une enseigne lumineuse sur auvent.

- Dépôt de la demande le 6 janvier 2020.
- Avis favorable du CCU du 13 février 2020 aux conditions de « proposer une enseigne non lumineuse imprimée directement sur la face de l'auvent et proposer un éclairage par réflexion si requis » et de « déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande ».
- Une proposition révisée tenant compte des conditions de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

4) Demande 3002272795 - 1800, rue Sainte-Catherine Ouest: Avis favorable du CCU avec conditions

- Autoriser l'installation de trois enseignes à plat sur l'édifice.
- Dépôt de la demande le 31 août 2020.
- Avis favorable du CCU du 12 novembre 2020 aux conditions de « réduire la taille des enseignes du tiers et proposer un éclairage du contour des lettres plutôt que des lettres au complet, pour les enseignes formant l'inscription ''LE COQ FRIT'' » et de « déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande ».
- Une proposition révisée tenant compte des conditions de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

5) Demande 3001668541 - 1635, rue Saint-Denis : Avis favorable du CCU avec conditions

- Autoriser l'installation d'une enseigne à plat reprenant l'emplacement de l'enseigne installée sans permis par le commerçant précédent sur le fascia du balcon du rez-de-chaussée.
- Dépôt de la demande le 11 octobre 2019.
- Avis favorable du CCU du 16 janvier 2020 aux conditions de « renoncer à l'enseigne existante et en installer une nouvelle, dont la hauteur ne dépasse pas du support, et qui ne contiendrait pas de photos du menu » et de « déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande ».
- Une proposition révisée tenant compte des conditions de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Il est important d'obtenir une décision formelle dans ces dossiers en suspens puisqu'ils ne peuvent conserver ce statut. La fermeture de ces dossiers est d'autant plus importante pour la bonne gestion des dossiers de permis et inspections. De plus, dans le cas des dossiers ayant fait l'objet de travaux sans permis, la Division des permis et inspections de l'arrondissement de Ville-Marie pourra, suite au refus par le Conseil d'arrondissement, identifier ces dossiers comme étant non-conformes et évaluer, de concert avec le Service des affaires juridiques, les possibilités d'entamer des procédures judiciaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision au conseil d'arrondissement du 14 septembre 2021
Refus des demandes en septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2021-08-25
Cascendra BARTHELOT	Louis ROUTHIER	

Agente de recherche

Tél : 514 868-5006
Télécop. :

chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-08-25

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 février 2020
3001580557
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	1255, rue Clark
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes commerciales sur l'immeuble du complexe du Carré Saint-Laurent. Une enseigne en saillie sera localisée sur un pilastre métallique bordant l'entrée du commerce, à 2,44 m au-dessus du nouveau du trottoir. D'un diamètre de 0,61 m, on retrouvera les inscriptions « West Shefford LE CENTRAL MTL BIÈRES ARTISANALES » en lettrage blanc rétroéclairé sur fond noir sur ses deux faces. Une enseigne à plat sera localisée sur le mur rideau de la façade de la rue Clark, à 2,54 m du sol. Elle comprendra les mêmes inscriptions et coloris, mais sera d'un diamètre de 1,98 m, débordant ainsi sur deux meneaux du mur-rideau.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée de très grande taille ne s'intègre pas au bâtiment et à la trame de son mur rideau.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée est localisée adéquatement et s'intègre à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer une enseigne en saillie de plus petite taille et s'inscrivant entièrement dans un module de verre du mur-rideau.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE
1255, rue Clark
District électoral : Saint-Jacques
Demande de permis : 3001472393

Demandeur : 9392-9586 Québec Inc – Le Central West Shefford
Concepteur : Innex production visuelle
Investissements : S.o.

Contexte

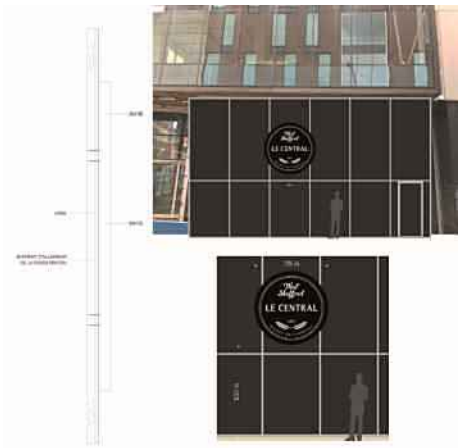
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Catherine-Centre.



Localisation



Enseigne en saillie proposée



Enseigne à plat proposée

Description

La demande vise à autoriser l'installation de 2 enseignes commerciales sur le commerce faisant partie du nouveau complexe du Carré Saint-Laurent.

L'enseigne en saillie sera localisée sur un pilastre métallique bordant l'entrée du commerce, à 2,44 m au-dessus du nouveau du trottoir. D'une forme ronde d'un diamètre de 0,61 m, on

retrouvera les inscriptions « West Shefford LE CENTRAL MTL BIÈRES ARTISANALES » en lettrage blanc rétroéclairé sur fond noir sur ses 2 faces.

L'enseigne à plat sera quant à elle localisée sur le mur rideau de la façade de la rue Clark, à 2,54 m du sol. Elle comprendra les mêmes inscriptions et coloris, mais sera d'un diamètre de 1,98 m. débordant ainsi sur 2 meneaux du mur-rideau.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'enseigne en saillie proposée de très grande taille ne s'intègre pas au bâtiment et à la trame de son mur rideau.

Considérant que : L'enseigne en saillie proposée est localisée adéquatement et s'intègre à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

-Proposer une enseigne en saillie de plus petite taille et s'inscrivant entièrement dans un module de verre du mur-rideau;

-Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 28 janvier 2020

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 juin 2020
3001684496
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1909, avenue des Canadiens-de-Montréal
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'un nom d'occupant d'immeuble sur l'immeuble logeant le Centre Bell. L'enseigne à plat, d'une dimension de 5,3m par 5,9m sera localisée sur un plan de façade perpendiculaire à la rue Saint-Antoine, tout près de la nouvelle passerelle enjambant cette rue. On y retrouvera l'inscription «Centre Bell» en lettrage bleu rétro éclairé. La superficie de l'enseigne proposée est de 31,27m^2, soit 11,6 fois supérieure au critère de superficie de l'article 517 du Règlement d'urbanisme.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 517 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne de nom d'occupant d'immeuble proposée est trop grande; sa superficie est 11,6 fois supérieure au critère de superficie de l'article 517 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer une enseigne à plat de largeur égale ou plus petite et dont la hauteur s'inscrira dans la trame présente sur la maçonnerie recouvrant la façade.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin 2020.06.22 16:38:39 -04'00'
Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

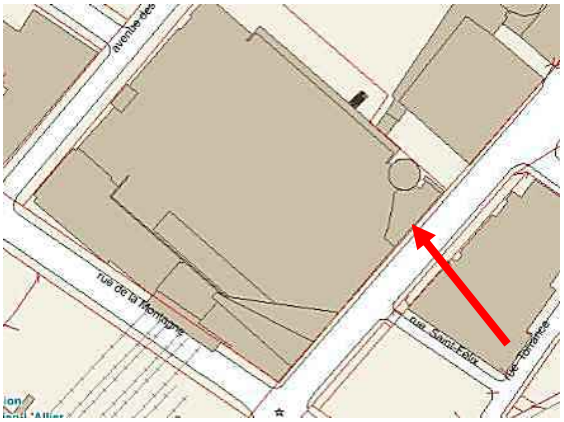
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE
1909, avenue des Canadiens-de-Montréal
District électoral : Peter-McGill
Demande de permis : 3001684496

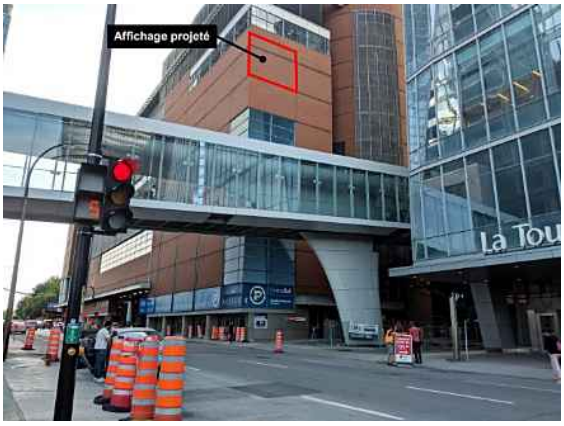
Demandeur : BC2 Inc.
Concepteur : BC2 Inc.
Investissements : S.o.

Contexte

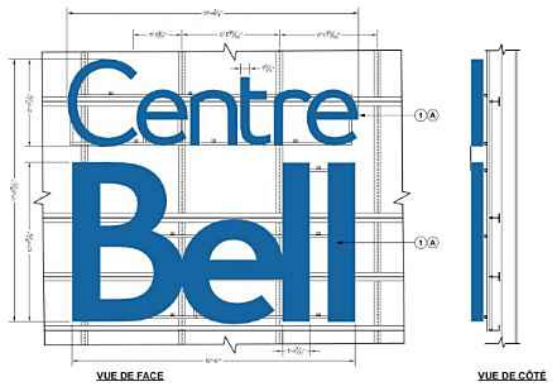
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Centre-ville.



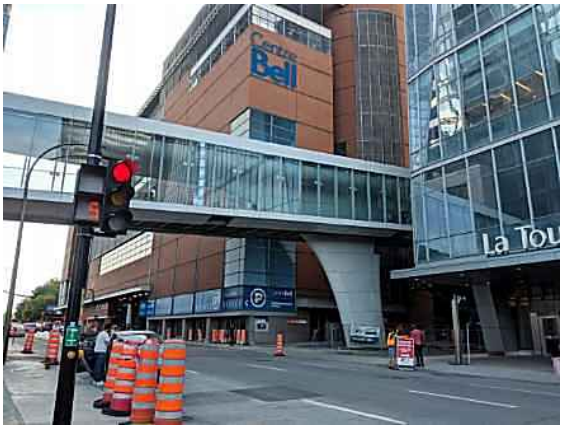
Localisation



Situation existante



Enseigne proposée



Croquis perspectif – enseigne proposée

Description

La demande vise à autoriser l'installation d'un nom d'occupant d'immeuble sur l'immeuble logeant le Centre Bell.

L'enseigne à plat, d'une dimension de 5,3m par 5,9m sera localisée sur un plan de façade perpendiculaire à la rue Saint-Antoine, tout près de la nouvelle passerelle enjambant cette rue. On y retrouvera l'inscription «Centre Bell» en lettrage bleu rétro éclairé. La superficie de l'enseigne proposée est de 31,27m^2, soit 11,6 fois supérieure au critère de superficie de l'article 517 du Règlement d'urbanisme.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 517 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'enseigne de nom d'occupant d'immeuble proposée est trop grande; sa superficie est 11,6 fois supérieure au critère de superficie de l'article 517 du Règlement d'urbanisme.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

-Proposer une enseigne à plat de largeur égale ou plus petite et dont la hauteur s'inscrira dans la trame présente sur la maçonnerie recouvrant la façade, tel qu'illustré en rouge sur l'image suivante;



Secteur visé pour l'enseigne modifiée

-Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 4 juin 2020

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 février 2020
3001742674
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1458, rue Crescent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser une enseigne lumineuse sur auvent. L'enseigne, installée sur la face avant d'un auvent noir, a une dimension de 1,98 m par 1,17 m. On y retrouve l'inscription « AYERS ROCK AUTHENTIQUE PUB AUSTRALIAN » en lettrage blanc et rouge ainsi que le logo du commerce dans des tons de bleu, blanc et rouge. Le boitier noir de l'enseigne aura une profondeur de 0,1 m.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de La façade des Appartements-Bishop Court
Remarque importante :	À la séance du 11 avril 2019, le CCU a émis un avis favorable relativement à l'installation d'une enseigne sur auvent non lumineuse.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La localisation de l'enseigne sur l'auvent est adéquate.
Considérant que :	Le boiter lumineux de l'enseigne ne s'intègre pas convenablement à l'auvent déjà en place.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer une enseigne non lumineuse imprimée directement sur la face de l'auvent et proposer un éclairage par réflexion si requis.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE
1458, rue Crescent
District électoral : Peter-McGill
Demande de permis : 3001742674

Demandeur : ARM Authentique Bar Australien Inc.
Concepteur : Brillant Design
Investissements : S.o.

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Maisons en rangée, aire de protection de la façade des Appartements-Bishop Court.



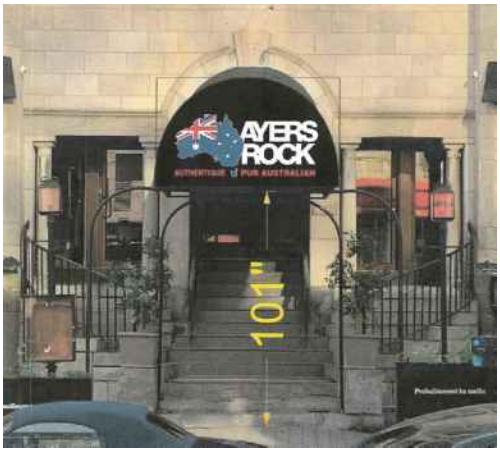
Localisation



Situation existante



Détail de l'enseigne lumineuse proposée



Croquis persecptif avec l'enseigne proposée

Recommandation antérieure du CCU

À la séance du 11 avril 2019, le CCU a émis un avis favorable relativement à l'installation d'une enseigne sur auvent non lumineuse.

Description

La demande vise à autoriser une enseigne lumineuse sur auvent.

L’enseigne, installée sur la face avant d’un auvent noir, a une dimension de 1,98 m par 1,17 m. On y retrouve l’inscription «AYERS ROCK AUTHENTIQUE PUB AUSTRALIAN» en lettrage blanc et rouge ainsi que le logo du commerce dans des tons de bleu, blanc et rouge. Le boitier noir de l’enseigne aura une profondeur de 0,1 m.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l’article 472.1 du *règlement d’urbanisme 01-282*.

Considérant que : La localisation de l’enseigne sur l’auvent est adéquate,

Considérant que : Le boiter lumineux de l’enseigne ne s’intègre pas convenablement à l’auvent déjà en place.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et de la mobilité est d’avis que l’on devrait donner une suite favorable à l’égard de cette demande aux conditions suivantes :

-Proposer une enseigne non lumineuse imprimés directement sur la face de l’auvent et proposer un éclairage par réflexion si requis.

-Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 27 janvier 2020

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 novembre 2020
3002272795
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'INSTALLATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	1800, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 3 enseignes à plat sur l'édifice. Deux enseignes à plat, d'une dimension de 7,77 m par 0,79 m, sont composées de lettres indépendantes rétroéclairées jaunes formant l'inscription «LE COQ FRIT». Elles sont localisées sur un bandeau de pierre au-dessus des vitrines commerciales, sur la rue Sainte-Catherine Ouest et la rue Saint-Mathieu. Une autre enseigne à plat est proposée au sud de la façade Saint-Mathieu. On y retrouve la lettre rétroéclairée «C» inscrite dans un cercle d'un diamètre de 0,61 m et elle est localisée dans le même bandeau de pierre. À noter que les enseignes sont déjà installées sur les 2 façades.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les 2 enseignes à plat formant l'inscription «LE COQ FRIT» sont de très grandes dimensions et ne sont pas subordonnées à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Les 2 enseignes à plat formant l'inscription «LE COQ FRIT» cumulent une très grande surface d'éclairage.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un avis favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour les enseignes formant l'inscription «LE COQ FRIT», réduire la taille des enseignes du tiers et proposer un éclairage du contour des lettres plutôt que des lettres au complet.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

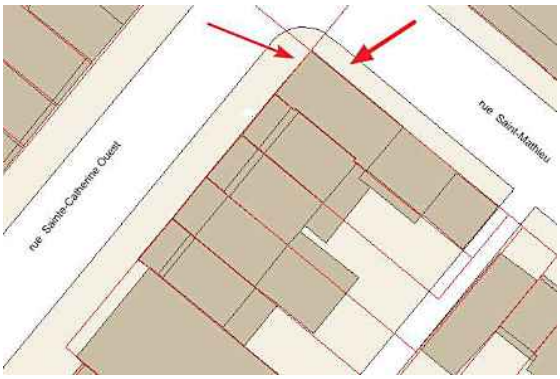
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE
1800, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill
Demande de permis : 3002272795

Demandeur : Le Coq Frit 9406-7741 Québec Inc.
Concepteur : EVOQ
Investissements : S.o.

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Artère commerciale.



Localisation



Bâtiment à l'étude



Enseignes proposées



Enseignes installées

Description

La demande vise à autoriser l'installation de 3 enseignes à plat sur l'édifice.

Deux enseignes à plat, d'une dimension de 7,77 m par 0,79 m, sont composées de lettres indépendantes rétro-éclairées jaunes formant l'inscription «LE COQ FRIT». Elles sont localisées sur un bandeau de pierre au-dessus des vitrines commerciales, sur la rue Sainte-Catherine Ouest et la rue Saint-Mathieu. Une autre enseigne à plat est proposée au sud de la façade

Saint-Mathieu. On y retrouve la lettre rétro-éclairée «C» inscrite dans un cercle d'un diamètre de 0,61 m et elle est localisée dans le même bandeau de pierre.

À noter que les enseignes sont déjà installées sur les 2 façades.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les 2 enseignes à plats formant l'inscription «LE COQ FRIT» sont de très grandes dimensions et ne sont pas subordonnées à l'architecture du bâtiment.

Considérant que : Les 2 enseignes à plats formant l'inscription «LE COQ FRIT» cumulent une très grande surface d'éclairage.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

-Pour les enseignes formant l'inscription «LE COQ FRIT», réduire la taille des enseignes du tiers et proposer un éclairage du contour des lettres plutôt que des lettres au complet;

-Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 3 novembre 2020

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001668541
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1635, rue Saint-Denis
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un immeuble où le commerce le plus facilement accessible se trouve en sous-sol par au moins 4 contremarches, ce qui lui laisse peu d'espace pour installer une enseigne. Le commerçant précédent avait installé, sans permis, une enseigne sur le fascia du balcon du rez-de-chaussée, et le demandeur désire reprendre l'emplacement et installer une enseigne à plat d'une hauteur de 35 cm sur 1,12 m de largeur. Il s'agit d'un simple panneau imprimé vissé directement au fascia, illustrant 6 assiettes disposées en arc de cercle et remplies de plats au menu, sur un fond rose dégradant vers le blanc. Une inscription en rose « Saladiom » est encadrée de flèches guidant le client éventuel vers l'entrée, et coiffée d'une feuille de laitue romaine semblant agir à titre de parachute. Le panneau semble dépasser du fascia d'environ 15 cm.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le bâtiment n'est pas propice à l'installation d'enseignes pour le commerce du sous-sol, mais il n'y a pas de raison pour que l'enseigne dépasse du support.
Considérant que :	De façon générale, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite éviter les enseignes comportant des photos des plats au menu, qui vieillissent plutôt mal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'enseigne existante et en installer une nouvelle, dont la hauteur ne dépasse pas du support, et qui ne contiendrait pas de photos du menu.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

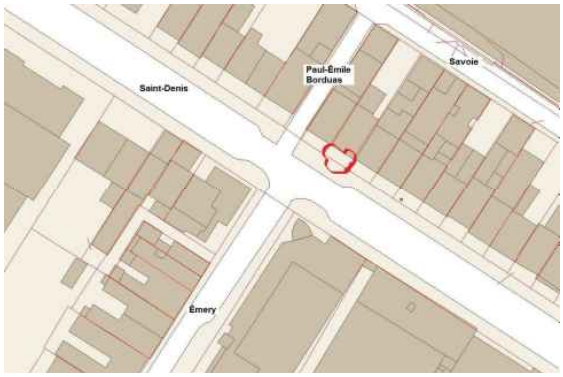
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE D'INFORMATION D'ENSEIGNE
1635, rue Saint-Denis
District électoral : Saint-Jacques
Demande de permis : 3001668541

Demandeur : 9346-0475 Québec inc. a/s Mohsen Mirzaei
Concepteur : Même
Investissements : S/O

Contexte

Demande de certificat déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Article 472.1.





2019



2019



2019

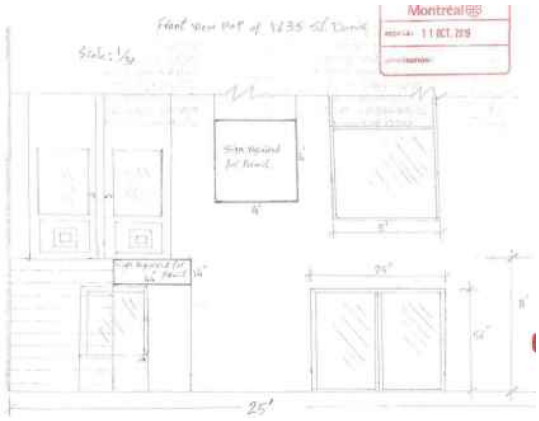
Description

Le bâtiment vernaculaire à l'étude a été érigé vers 1875 pour une vocation résidentielle, comme c'est le cas pour l'ensemble de la rue St-Denis à cette hauteur, ce qui complique, à l'occasion, la tâche des exploitants commerciaux qui aimeraient annoncer leurs activités.

La demande concerne effectivement un immeuble où le commerce le plus facilement accessible se trouve en sous-sol par au moins 4 contremarches, ce qui lui laisse peu d'espace pour installer une enseigne. Le commerçant précédent avait installé, sans permis, une enseigne sur le fascia du balcon du rez-de-chaussée, et le demandeur désire reprendre l'emplacement et installer une enseigne à plat d'une hauteur de 35 cm sur 1,12 m de largeur.

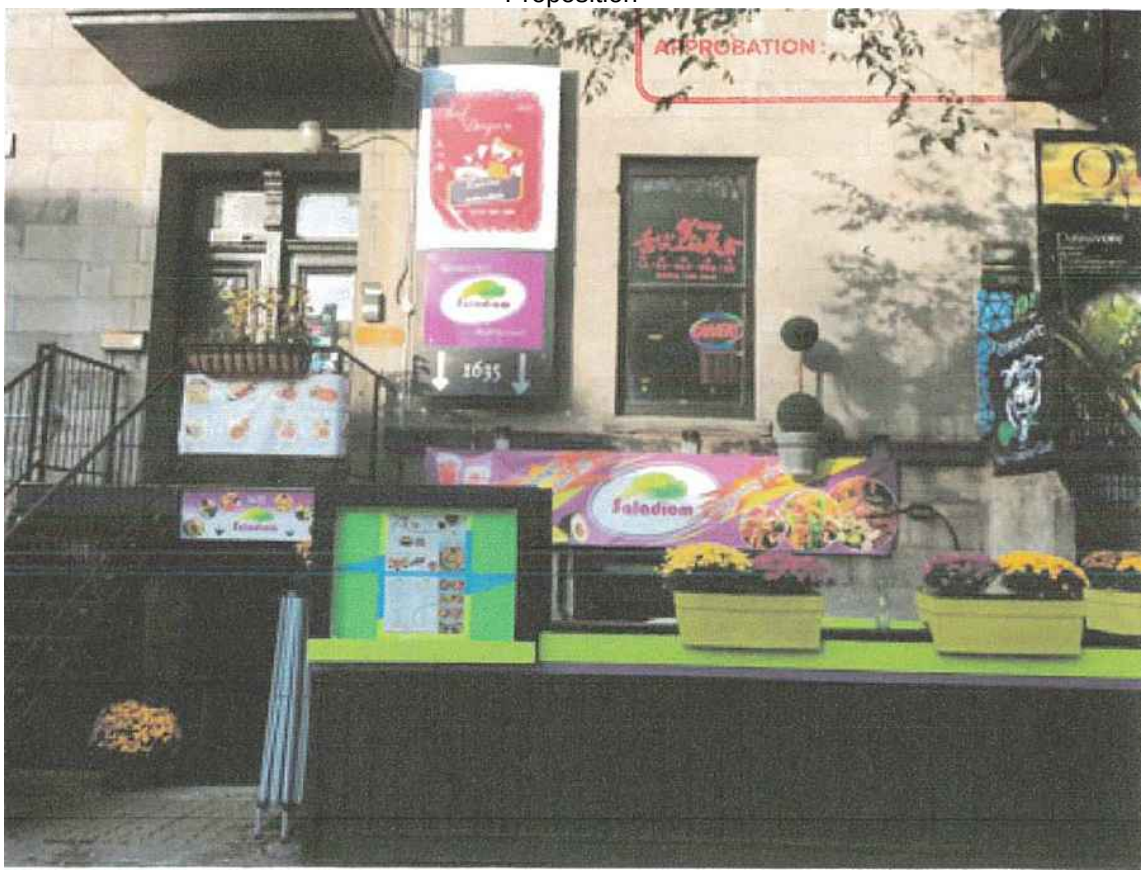
Il s'agit d'un simple panneau imprimé vissé directement au fascia, illustrant 6 assiettes disposées en arc de cercle et remplies de plats au menu, sur un fond rose dégradant vers le blanc. Une

inscription en rose – « Saladiom » - est encadrée de flèches guidant le client éventuel vers l'entrée, et coiffée d'une feuille de laitue romaine semblant agir à titre de parachute. Le panneau semble dépasser du fascia d'environ 15 cm. De façon générale, la Division de l'urbanisme souhaite éviter les enseignes comportant des photos des plats au menu, qui vieillissent plutôt mal.





Proposition



Proposition réalisée

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282* .

Considérant que : Le bâtiment n'est pas propice à l'installation d'enseignes pour le commerce du sous-sol, mais il n'y a pas de raison pour que l'enseigne dépasse du support.

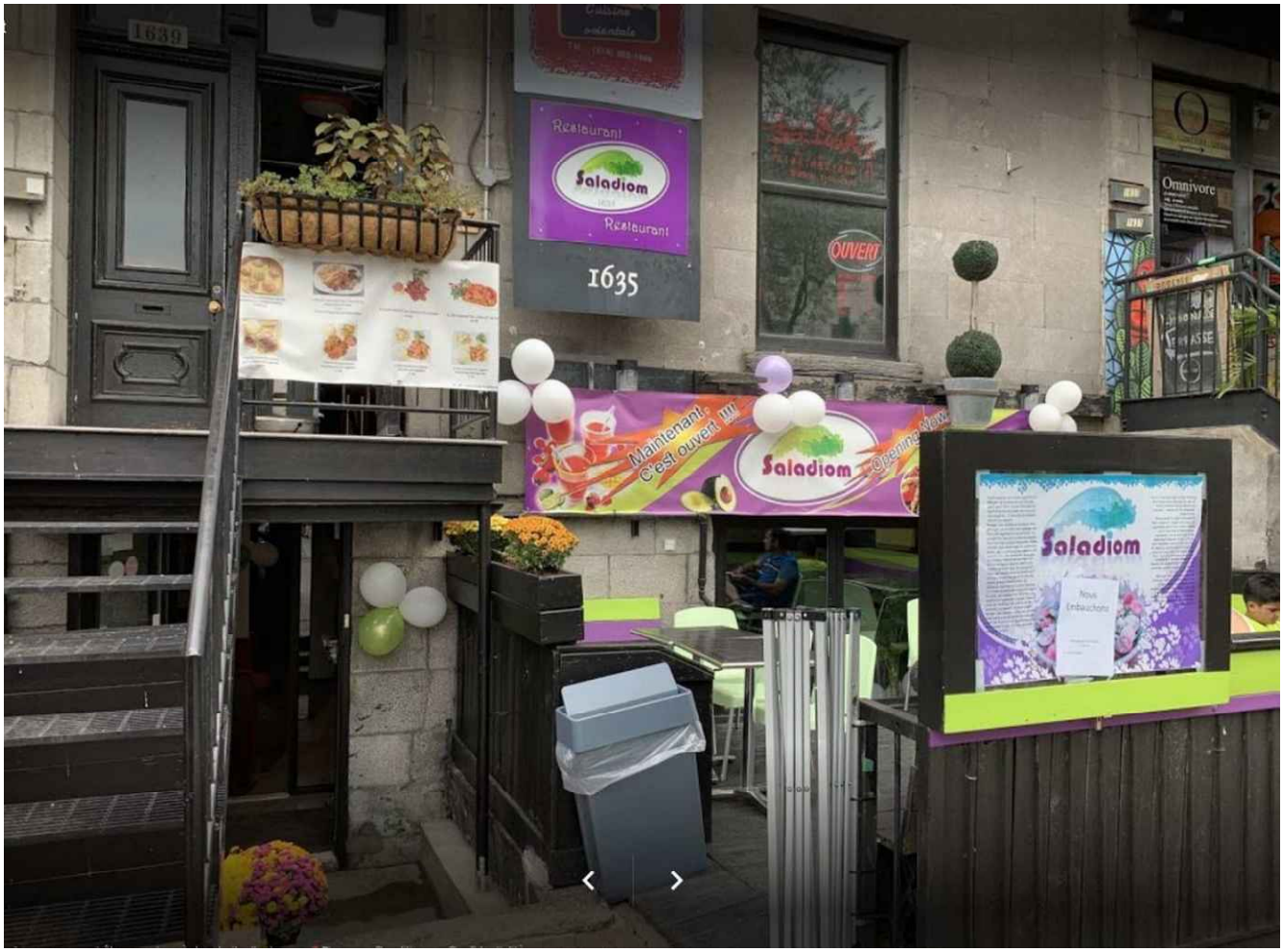
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de la demande, aux conditions suivantes :

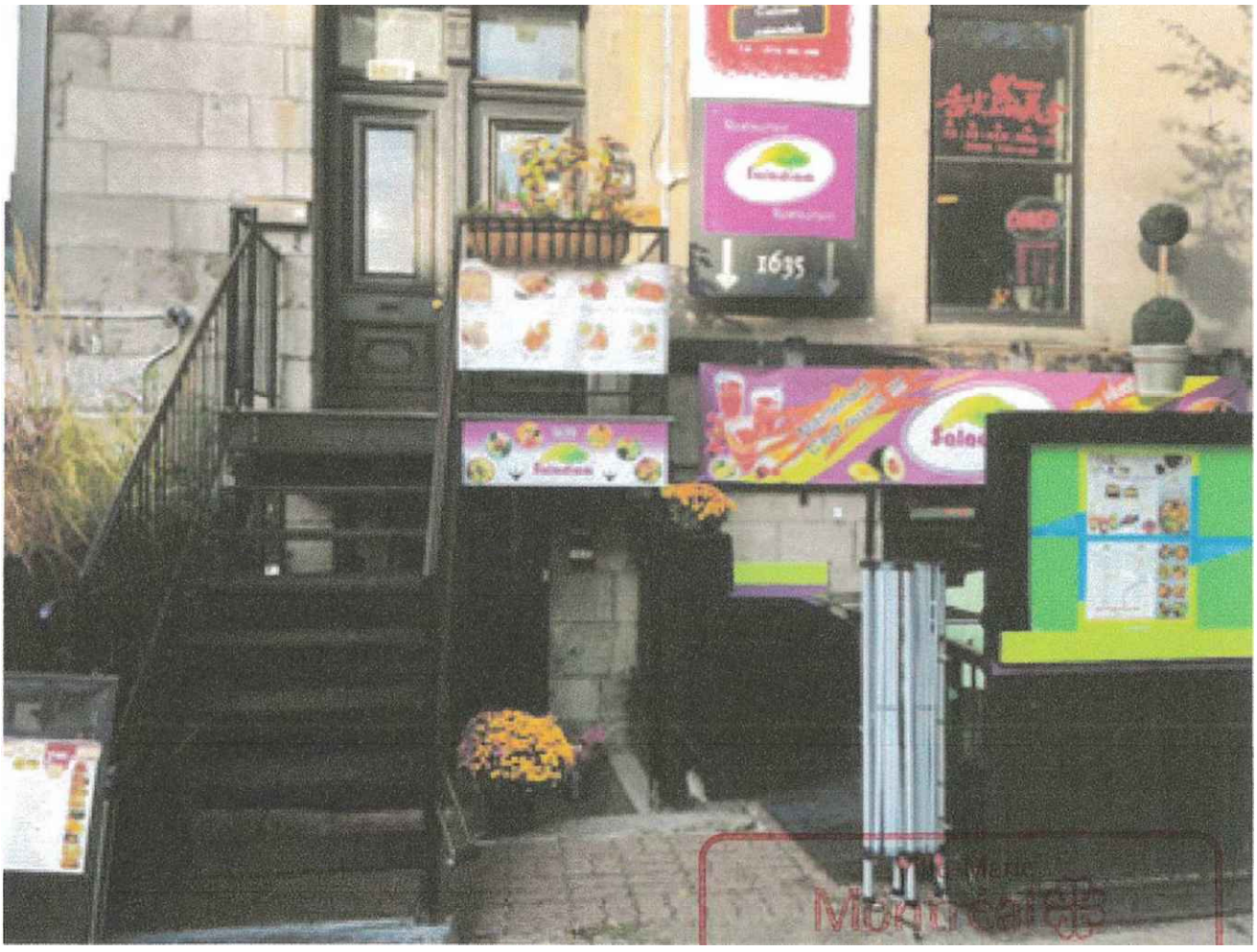
- **Renoncer à l'enseigne existante et en installer une nouvelle, dont la hauteur ne dépasse pas du support, et qui ne contiendrait pas de photos du menu;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

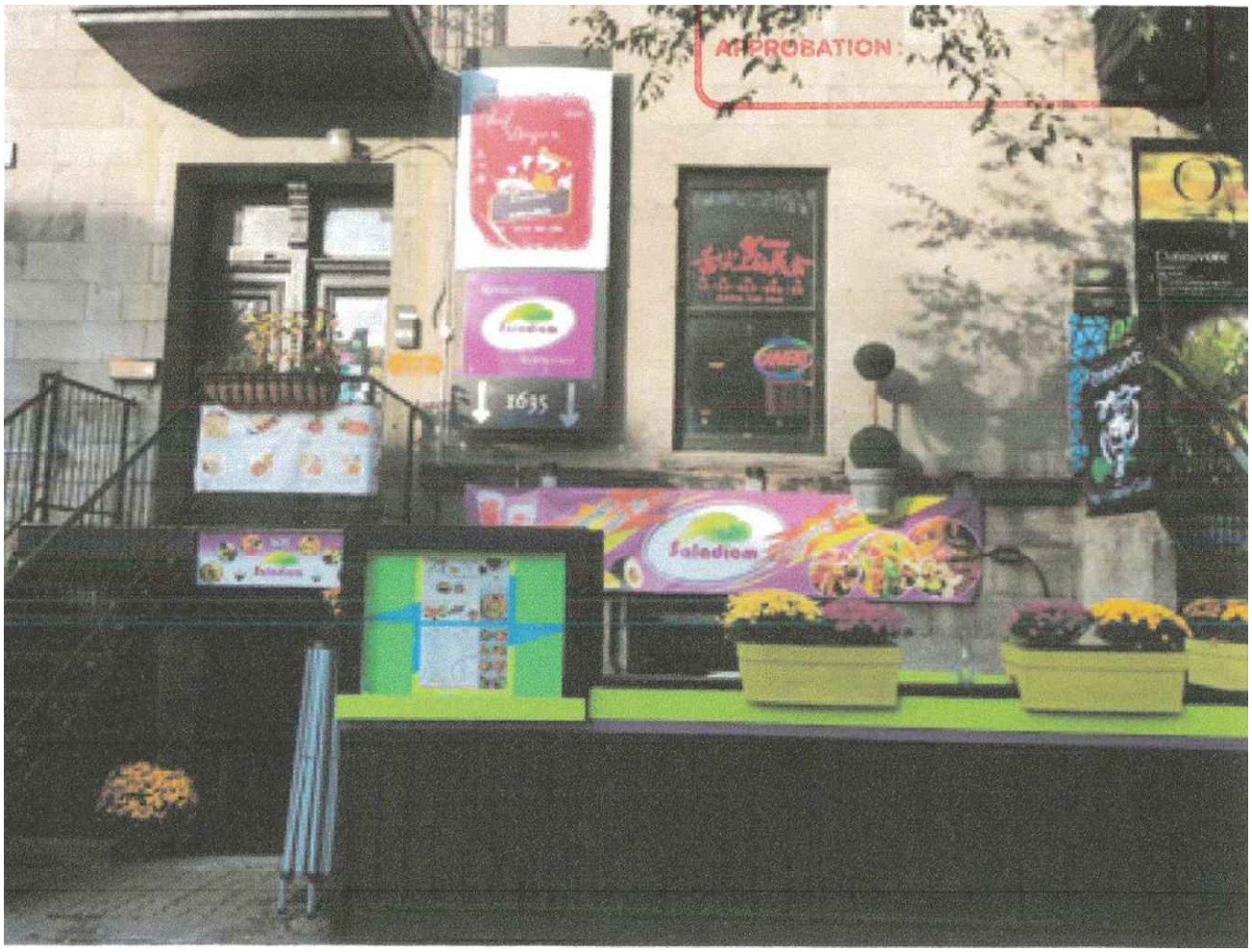
Francis Lefebvre
Architecte


CONFUSION
TAPAS DU MONDE
1630
CONFUSION
RESTAURANT
CONFUSION
1635
CONFUSION
CONFUSION
TAPAS DU MONDE
Copida
CENTRE DE PHOTOC


RESTAURANT
CONFUSION
1635
CONFUSION
TAPAS DU MONDE
1632
Google


1639
Restaurant
Saladiom
Restaurant
1635
OUVERT
Omnivore
Maintenant
C'est ouvert !!!
Saladiom
Saladiom
Nous
Embauchons

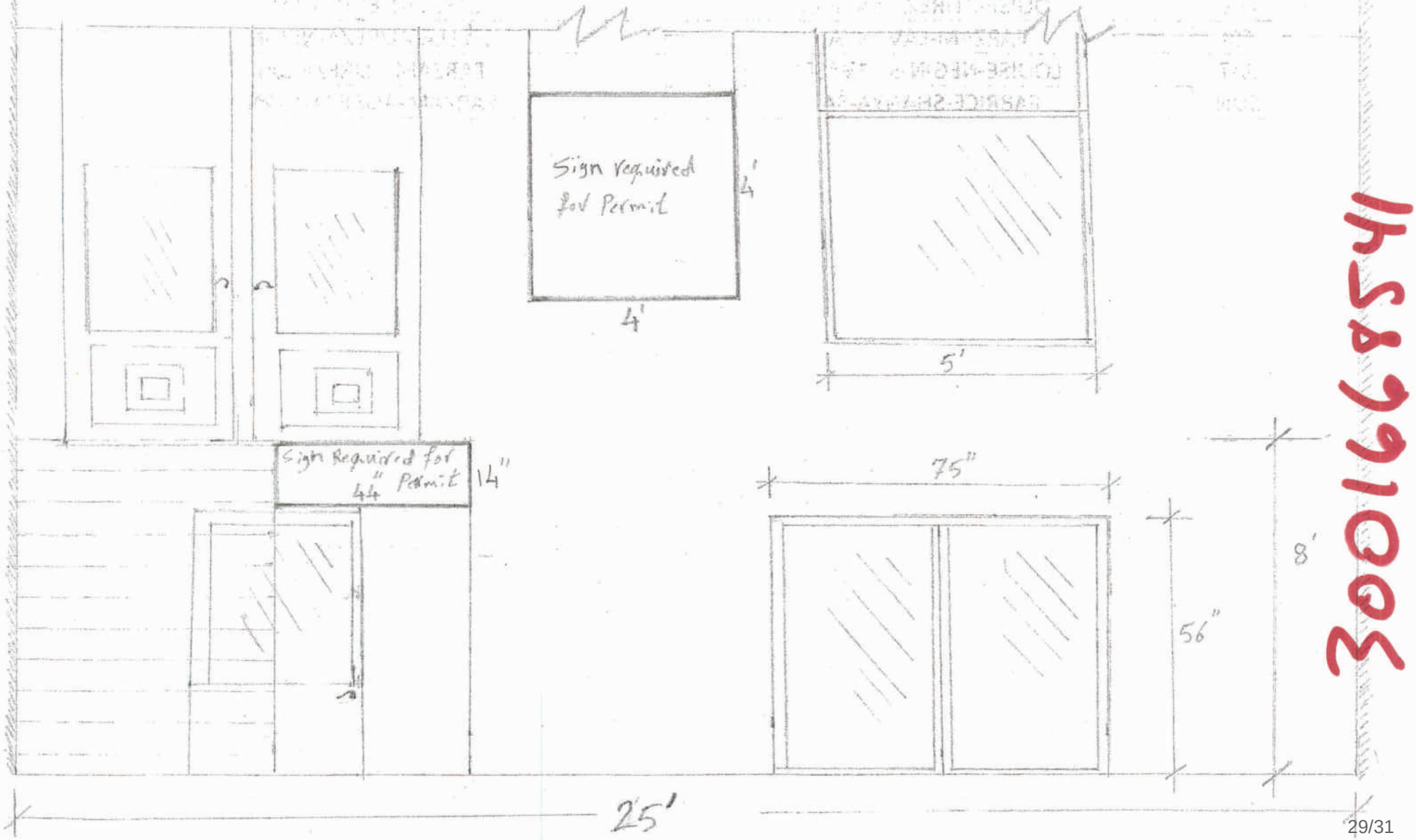

1635


APPROBATION :
1635
Saladiem

Front view MAP of 1635 St. Denis

Scale: 1/30

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE: 11 OCT. 2019
APPROBATION:



3001978511


1635
Saladiom
Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 11 OCT. 2019
APPROBATION :
1635



Ville de Montréal
REÇU LE : 11 OCT. 2019
APPROBATION :



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1215914002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 985 A boul. Saint-Laurent

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 985 A boul. Saint-Laurent.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-23 14:32

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215914002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 985 A boul. Saint-Laurent

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 985, boulevard Saint-Laurent, à l'intersection de l'avenue Viger et et du boulevard Saint-Laurent soit, à l'entrée du quartier chinois, le Hampton & Homewood Suites Montreal Centre-Ville est un complexe hôtelier sis à deux pas du Palais des Congrès, du quartier des spectacles et du Vieux-Montréal. L'ouverture prévue de l'hôtel est le 1er octobre 2021. L'hôtel comprend :

- 273 chambres et suites;
- plus de 4000 pieds carrés d'espace pour les événements et réunions, pouvant accueillir jusqu'à 250 personnes;
- un restaurant - Restaurant Tiramisu - de 150 places, situé au rez-de-chaussé, directement au niveau du boulevard Saint-Laurent;
- un bar-terrasse sur le toit de l'hôtel, au 6e étage, avec 225 places;
- un stationnement intérieur de 230 espaces avec station de recharge pour véhicules électriques.

Pour les divers besoins opérationnels de l'hôtel, une zone de livraison doit être installée sur la rue Saint-Dominique côté ouest, au nord de l'avenue Viger.

Démarches :

- Réception de la demande de service 21-101538 ;
- Analyse et étude de faisabilité;
- Communication téléphonique et par courriels avec le requérant;
- Vérification sur les lieux;
- Conformité des besoins;
- Conception, transmission de l'ordre de travail;
- Coordination de l'implantation après la résolution du conseil.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Installer une zone de débarcadère / temps limité 15 minutes réservé hôtel, d'une longueur approximative de 36 mètres;

- Retrait définitif des espaces tarifés N558 - N559 - N660 - N561 - N562 - N563;
- Installer une zone de stationnement interdit en tout temps, excepté livraison, d'une longueur à être déterminée, sur la rue Saint-Dominique côté ouest, au nord de l'avenue Viger.
- Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

JUSTIFICATION

La zone de temps limité 15 minutes réservé hôtel sera utilisée par les clients lors de leur admission ou de leur départ dudit hôtel. Il s'agit pour l'essentiel de mesures sécuritaires, ces zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. Nous tenons compte également, pour l'installation d'une telle zone, de l'utilisation quotidienne, raisonnable et continue

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Perte de revenus estimée : 9 400 $ / espace pour 2018 et 2019. 74 h /sem. X 52 sem. X 3,50 $ / h = 13468 $ à 69,80 % d'occupation = 9 400 $ / place / année x 6 espaces = 56 400 $ par année pour les 6 espaces.
L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1, et à nos diverses politiques de circulation et d'attribution d'espaces de stationnement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Safia AIT ABDELKOUI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Safia AIT ABDELKOUI, 26 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-609-1125
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Daniel Hieu DOAN
Chef de section - Circulation

Tél : 514-872-2837
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-08-23

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 985 boul. Saint-Laurent.**

Vu le paragraphe 4 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxx, le conseil d'arrondissement décrète :

L'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 985 boul. Saint-Laurent.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215914002*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2021, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1218214012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 2 juillet au 30 novembre

Il est recommandé d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public dans le cadre de la crise de la COVID-19, soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 13:51

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1218214012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 2 juillet au 30 novembre

CONTENU

CONTEXTE

Dans le contexte de la reprise graduelle des événements et des festivals et dans le but de permettre certaines actions, nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour ces initiatives culturelles ayant lieu du 2 juillet au 30 novembre 2021 sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.

Les promoteurs devront s'engager au respect des consignes sanitaires applicables au moment de la réalisation et ce, indépendamment de son approbation antérieure.

Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240289 - 6 juillet 2021 pour les mêmes demandes
CA21 240241 - 8 juin 2021 pour les mêmes demandes
CA21 240198 - 11 mai 2021 pour les mêmes demandes
CA21 240141 - 13 avril 2021 pour les mêmes demandes
CA21 240030 - 9 février 2021 pour les mêmes demandes

DESCRIPTION

Compte tenu des enjeux liés à la pandémie et du fait que le gouvernement du Québec déconfine progressivement les régions dont Montréal, certains organismes souhaitent continuer de faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyen.ne.s l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante, tout en respectant les mesures sanitaires en vigueur.
L'objectif est de permettre l'accueil des visiteur.euse.s au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle adaptée aux enjeux sanitaires actuels. Les propositions de cette année s'articulent autour du déploiement de terrasses, de parcours culturels, de déambulatoires et de performances fixes, toujours selon l'évolution et dans le respect des mesures sanitaires.

Ces activités pourraient être révisées et/ou bonifiées, selon le relâchement progressif des restrictions sanitaires.

Le Centre de coordination des mesures d'urgences (CCMU) et la Direction de la santé publique (DSP) sont consultés pour les différents projets et nous maintenons une étroite collaboration afin d'être avisés de tout changement quant aux mesures sanitaires en vigueur.

L'objectif de ce sommaire décisionnel est d'obtenir les autorisations internes de la ville mais il est à noter que le calendrier pourrait être adapté en fonction des directives gouvernementales liées à la santé publique.

Les aménagements sont réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Événements	Organismes	Dates	Lieux
Projections match finale coupe Stanley	Partenariat du Quartier des spectacles	2, 5 et 7 juillet 2021	Place des festivals, Promenade des Artistes et rue De Maisonnauve entre St-Urbain et Jeanne-Mance.
Relance centre-ville (ajout)	Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS)	2 juillet → 20 octobre	- Trottoir entre Place D'Youville et rue de la Commune
Réalité augmentée	Momenta	15 septembre → 24 octobre	Trottoir Est de Saint-Laurent entre De la Gauchetière et René-Lévesque Trottoir Nord de Juliette Béliveau entre Saint-Laurent et Saint-Dominique Trottoir Nord de Notre-Dame entre Place d'Armes et Saint-Sulpice Trottoir Sud de Ottawa entre Queen et Prince Trottoir Nord de Sherbrooke entre Mansfield et Victoria Trottoir Est de De Maisonneuve entre Saint-Laurent et Saint-Dominique
Saisons 2021 Alouettes de Montréal	Fondation des Alouettes	18 septembre, 11, 22 et 30 octobre, 13 et 19 novembre	Parc du Mont-Royal
Festival de film francophones Cinémania	Festival de film francophones Cinémania	1er octobre → 30 novembre	Parc du Mont-Royal Place des festivals Place Vauquelin Trottoir de Sherbrooke Ouest entre Wood et Atwater

			Trottoir Est de Université au nord de Av. des Pins Trottoir Av du Parc entre Av des Pins et Mont-Royal Trottoir Sud de Sainte-Catherine entre Cathcart et Place Phillips Trottoir Nord de Place d'Youville entre McGill et Saint-Pierre Trottoir Nord de Saint-Paul entre Saint-Jean-Baptiste et Saint-Gabriel Trottoir Sud de Saint-Paul entre du Marché Bonsecours et rue Bonsecours
Sur la corde raide	Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	15 → 18 octobre	Place Royale est et ouest et place d'Youville (entre place Royale est et Saint-François-Xavier)
HIP HOPERA	Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS)	15 → 26 septembre	Place de la Paix
Grâce à la nature	SNAP Québec	10 octobre	Parc du Mont-Royal
Course IRCM	Fondation de l'Institut de recherches cliniques de Montréal (IRCM)	15 → 16 octobre	Parc du Mont-Royal
Défi Chaîne de vie	Chaîne de vie	17 octobre	Parc du Mont-Royal

JUSTIFICATION

Le déploiement d'initiatives culturelles, étant donné les incertitudes liées à la pandémie, a été pensé selon les annonces gouvernementales suivant les restrictions actuellement en vigueur.
Des éléments imaginés pourraient toutefois se retrouver dans une étape ultérieure - le calendrier sera adapté en fonction des directives gouvernementales et des avis reçus du CCMU et de la DSP.

Les initiatives permettront aux citoyen.ne.s de profiter des espaces extérieurs de façon sécuritaire et d'apprécier des oeuvres et du mobilier dynamique mettant de l'avant le talent des artistes d'ici.

Les aménagements seront développés en mode ambiant et contemplatif et pourront évoluer vers un mode plus vivant et interactif au fil du temps, si le contexte de la COVID-19 et des mesures sanitaires en place le permettent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030:
La priorité no. 14: *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité no.15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants:

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyen.ne.s de Montréal, particulièrement dans un contexte de crise sanitaire;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'installation des aménagements et des éléments de programmation se feront seulement à condition de se conformer aux directives des autorités de santé publique.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des initiatives culturelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Naomie TOUSSAINT, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 30 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine COUPAL-SCHMIDT
Agente de développement culturel

Tél : 514-872-7844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-30

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514 809-3070
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique GAZO
directeur(trice) - bibliothèques
Tél : 514.872.9258
Approuvé le : 2021-08-30

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés en pièce jointe.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.
3. À l’exception des événements mentionnés au paragraphe 5, le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC(LAeq 15 minutes) mesuré à 5 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe;

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture :

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées en pièce jointe.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe .

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère la pièce jointe.

Initiatives culturelles dans le contexte de la crise sanitaire COVID-19;
Sommaire # 1218214012 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 14 septembre 2021.

Ordonnances														
				P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21	
Événements	Organismes	Dates	Lieux	Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire	Remarque
Projections match finale coupe Stanley	Partenariat du Quartier des spectacles	2, 5 et 7 juillet 2021	Place des festivals, Promenade des Artistes et rue De Maisonnauve entre St-Urbain et Jeanne-Mance.	N/A	2, 5 et 7 juillet 2021 de 15h à minuit	2, 5 et 7 juillet 2021 de 15h à minuit	2, 5 et 7 juillet 2021 de 15h à minuit	2, 5 et 7 juillet 2021 de 15h à minuit	2, 5 et 7 juillet 2021	2, 5 et 7 juillet 2021	N/A	N/A	2, 5 et 7 juillet 2021	A obtenu l'approbation de la DRSP
Relance centre-ville (ajout)	Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS)	2 juillet → 20 octobre	- Trottoir entre Place D'Youville et rue de la Commune	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	10 juin → 20 octobre	10 juin → 20 octobre	N/A	10 juin → 20 octobre	10 juin → 20 octobre	A obtenu l'approbation de la DRSP
Réalité augmentée	Momenta	15 septembre → 24 octobre	Trottoir Est de Saint-Laurent entre De la Gauchetière et René-Lévesque Trottoir Nord de Juliette Béliveau entre Saint-Laurent et Saint-Dominique	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	15 septembre → 24 octobre	N/A	15 septembre → 24 octobre	N/A	Exposition d'oeuvres d'art, pas d'autorisation à demander
Saisons 2021 Alouettes de Montréal	Fondation des Alouettes	18 septembre, 11, 22 et 30 octobre, 13 et 19 novembre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	Entre 10 h et 22 h	Entre 10 h et 22 h	Entre 10 h et 22 h	Entre 10 h et 22 h	N/A	Entre 10 h et 22 h	En attente de l'approbation de la DRSP
Festival de film francophones Cinémania	Festival de film francophones Cinémania	1er octobre → 30 novembre	Parc du Mont-Royal Place des festivals Place Vauquelin Trottoir de Sherbrooke Ouest entre Wood et Atwater Trottoir Est de Université au	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1er octobre → 30 novembre	N/A	N/A	1er octobre → 30 novembre	Exposition d'oeuvres d'art, pas d'autorisation à demander
Sur la corde raide	Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	15 → 18 octobre	Place Royale est et ouest et place d'Youville (entre place Royale est et Saint-François-Xavier)	N/A	N/A	N/A	N/A	15 → 18 octobre entre 11h30 et 18h	15 → 18 octobre	15 → 18 octobre	N/A	N/A	15 → 18 octobre	En attente de l'approbation de la DRSP
HIP HOPERA	Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS)	15 → 26 septembre	Place de la Paix	N/A	N/A	N/A	N/A	15 → 26 septembre de 12h à 21h30	15 → 26 septembre de 12h à 21h30	15 → 26 septembre de 12h à 21h30	N/A	15 → 26 septembre de 12h à 21h30	15 → 26 septembre de 12h à 21h30	En attente de l'approbation de la DRSP
Grâce à la nature	SNAP Québec	10 octobre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	de 10 h à 20 h	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	En attente de l'approbation de la
Course IRCM	Fondation de l' Institut de recherches cliniques de	15 → 16 octobre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	de 10 h à 20 h	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	En attente de l'approbation de la
Défi Chaîne de vie	Chaîne de vie	17 octobre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	de 10 h à 20 h	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	En attente de l'approbation de la

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218214012*
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction*
Projet : *Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 juillet au 15 novembre*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.

15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Catherine COUPAL-SCHMIDT <catherine.coupal-schmidt@montreal.ca>

Délégation de pouvoirs - Ivan Filion, directeur du Service de la culture - 21 août au 6 septembre

1 message

Ivan FILION <ivan.filion@montreal.ca> 20 août 2021 à 13 h 25
Répondre à : ivan.filion@montreal.ca
Cci : 25_service_de_la_culture@montreal.ca

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Mme Dominique Gazo, directrice de la Direction des bibliothèques, pour me remplacer du 21 août au 6 septembre 2021 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directeur du Service de la culture et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant.

Et j'ai signé,

Ivan Filion

Directeur - Service de la culture

Ville de Montréal

801 rue Brennan, 5e étage,

Pavillon Prince, bureau 5220

Montréal (Québec) H3C 0G4
T. : 514 872-4600

@ : ivan.filion@montreal.ca

W : ville.montreal.qc.ca/culture/

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1216255007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la dimension d'une marge latérale pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent (La Place)

D'accorder, pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent (La Place), une dérogation permettant l'implantation du mur latéral sud à une distance minimale de 1,30 mètre de la ligne de propriété, et ce, en conformité au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) et en dérogation à l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 09:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216255007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la dimension d'une marge latérale pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent (La Place)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure à une marge latérale a été déposée à l'arrondissement, afin de permettre la construction du projet La Place, situé au 2050, boulevard Saint-Laurent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le lot qui a front sur le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, se situe entre les rues Sherbrooke et Ontario, dans l'axe de la rue Saint-Norbert. On y trouve actuellement un bâtiment datant de 1912 de trois étages, dont la façade principale a été altérée à travers les années. Le rez-de-chaussée est occupé depuis 2009 par un commerce de mobilier de bureau et les étages supérieurs sont inoccupés depuis le départ en 2006 de l'ancien locataire, La Place – Dumoulin. La façade sur Clark possède un quai de chargement et toutes les fenêtres sont placardées. Cette partie du bâtiment daterait de 1939-1940, et serait le résultat de la fusion de maisons construites en 1864. Une servitude de passage partagée avec le terrain voisin traverse le lot au sud et un terrain vacant dans la partie nord occupe la moitié de la propriété (600 m²).

Le terrain adjacent au nord est occupé par un bâtiment commercial de 3 étages, également traversant. Sur les lots sud se trouvent un immeuble en pierre calcaire de trois étages sur Saint-Laurent et de deux étages sur Clark. Ce tronçon du boulevard Saint-Laurent rassemble plusieurs édifices emblématiques comme l'ancienne brasserie Ekers, la conciergerie de Joseph-Arthur Godin, l'ancienne banque Molson et l'édifice L-O Grothé. Contrairement au caractère commercial du boulevard Saint-Laurent, la rue Clark revêt un caractère résidentiel où domine la brique comme matériau de revêtement. Le site se trouve dans les aires de protection de la Maison William-Notman et du monastère Bon-Pasteur.

Le projet
La présente demande vise à autorise rune marge latérale au sud du terrain, dont la dimension varie de 1,30 m à 1,50 m, pour le projet de remplacement.

Le projet consiste en la démolition partielle du bâtiment actuel. Une étude patrimoniale et deux rapports sur la structure signalent l'état de délabrement du bâtiment et concluent que pour des enjeux de sécurité, la démolition du volume est nécessaire. La façade principale sera conservée *in situ* et restaurée en fonction des études patrimoniale et de mise en valeur de Susan D. Bronson. Le volume initial de l'immeuble de 1907 sera recréé permettant l'aménagement de logements traversant aux étages. Le nouveau volume comblera le terrain vacant au nord, ainsi que la partie sud sur la rue Clark, de manière à créer une cour intérieure au cœur du projet. Celle-ci sera accessible par la servitude de passage, et par la porte cochère aménagée sur Saint-Laurent entre l'ancien et le nouveau volume. Ce dernier aura une hauteur sur rue de 4 étages, avec un retrait pour le 5^{e} niveau (16 mètres). Sur la rue Clark, le volume de 5 étages (16 m) revêt un caractère entièrement résidentiel, avec des entrées privatives pour les logements au rez-de-chaussée, ainsi que des balcons et loggias aux étages.

La programmation prévoit quatre commerces au rez-de-chaussée sur le boulevard Saint-Laurent, ainsi que 66 logements, dont quatre de trois chambres à coucher (3 exigées par le RMM). Une contribution de 252 773 $ sera également versée pour le logement social.

JUSTIFICATION

Le bâtiment actuel partage avec la propriété voisine une servitude de passage qui occupe une bande d'environ 1,50 mètre entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark. La démolition partielle du bâtiment engendre la perte de son droit acquis quant à la dimension de la marge latérale et la dérogation mineure vise à maintenir l'implantation d'origine de l'immeuble, ainsi que de sa servitude. En ce sens, l'application de la réglementation causerait un préjudice sérieux au requérant. La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains. Enfin, la demande répond de façon satisfaisante aux conditions du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).
À la séance du 5 août 2021, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Période de consultation écrite du 9 au 23 août 2021 : aucun commentaire n'a été reçu.
Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-05

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-08-06

2050, boulevard Saint-Laurent (1216255007)

Demande de dérogation mineure

Description

Accorder une dérogation mineure relativement à la dimension d'une marge latérale pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent (La Place).

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1216255007, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002882314 et 3003042182
4.4.1 et 4.5.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE ET USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2050, boulevard Saint-Laurent
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser par usage conditionnel l'aménagement de logements au rez-de-chaussée de la rue Clark, ainsi que de permettre une dimension de 1,30 m à 1,50 m pour la marge latérale sud, pour le projet de remplacement. Le projet consiste en la démolition partielle du bâtiment actuel. La façade principale sera conservée in situ et restaurée en fonction des études patrimoniales et de mise en valeur de Susan D. Bronson. Le volume initial de l'immeuble de 1907 sera recréé permettant l'aménagement de logements traversant aux étages. Le nouveau volume comblera le terrain vacant au nord, ainsi que la partie sud sur la rue Clark, de manière à créer une cour intérieure au cœur du projet. Celle-ci sera accessible par la servitude de passage, et par la porte cochère aménagée sur Saint-Laurent entre l'ancien et le nouveau volume. Ce dernier aura une hauteur sur rue de 4 étages, avec un retrait pour le 5e niveau (13 à 15 mètres selon le dénivelé du terrain). Sur la rue Clark, le volume de 5 étages (16 m) revêt un caractère entièrement résidentiel, avec des entrées privatives pour les logements au rez-de-chaussée, ainsi que des balcons et loggias aux étages. La programmation prévoit quatre commerces au rez-de-chaussée sur Saint-Laurent, ainsi que 66 logements, dont quatre de trois chambres à coucher (3 exigées par le RMM). Une contribution de 252 773 $ sera également versée pour le logement social. Lors de la demande de certificat de démolition et de permis de construction, le projet sera à nouveau présenté au CCU. La décision quant à la demande de démolition reviendra à la division du patrimoine, compte tenu de la présence des aires de protection.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 10 octobre 2019, le CCU a émis un avis défavorable à une demande de projet particulier, dérogeant notamment à la hauteur maximale de 16 m avec une proposition qui atteignait 25 mètres, soit 8 étages.

Considérant que : Les demandes répondent de façon satisfaisante aux conditions du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), ainsi qu'aux critères sur les usages conditionnels du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La situation actuelle, où la façade sur Clark sert de débarcadère au commerce et que son apparence avec ses fenêtres murées, nuit à l'ambiance résidentielle de la rue.

Considérant que : L'aménagement de logements au rez-de-chaussée sur Clark, s'harmonise au caractère domestique de la rue.

Considérant que : L'apparence extérieure du bâtiment, ses entrées privatives et l'aménagement paysager s'intègrent au milieu environnant.

Considérant que : La rue Clark ne possède pas l'achalandage propice à l'opération d'un commerce et que son rez-de-chaussée ne peut être raisonnablement utilisé à cette fin.

Considérant que : Le bâtiment actuel partage avec la propriété voisine une servitude de passage qui occupe une bande de 1,50 m entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark.

Considérant que : La démolition partielle du bâtiment engendre la perte de son droit acquis quant à la dimension de la marge latérale et que la dérogation mineure vise à maintenir l'implantation d'origine de l'immeuble, ainsi que sa servitude.

Considérant que : L'application de la réglementation causerait un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que : La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande. À cet effet, les membres du comité souhaitent exprimer leur appréciation face à la documentation de présentation du projet, permettant de suivre facilement la logique du concept de l'architecte.

Par ailleurs, les membres du comité désirent également se prononcer sur le volet architectural du projet et souhaitent donner les orientations suivantes au demandeur :

- **Du côté Clark :**
  - **Poursuivre le travail de raffinement sur les 3 volumes de la portion nord de la façade donnant sur la rue Clark, tout en favorisant une certaine originalité de l'expression architecturale.**
- **Du côté Saint-Laurent :**
  - **Considérer une expression forte du couronnement du premier plan de façade sur Saint-Laurent, en continuité de celle des façades adjacentes, et une expression plus discrète du couronnement du 5e étage.**

De plus, le comité demande au demandeur de faire la démonstration de l'intégration des futures enseignes en vue de la prochaine présentation au comité.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1216255006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'usage « résidentiel » au rez-de-chaussée pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent, en vertu de la procédure des usages conditionnels (La Place)

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément au paragraphe 8° de l'article 136 de ce règlement, l'usage « résidentiel » pour le rez-de-chaussée du bâtiment situé au 2050, boulevard Saint-Laurent (La Place);
D'assortir cette autorisation de la condition suivante:

- Les locaux du rez-de-chaussée dont l'entrée donne sur le boulevard Saint-Laurent ne doivent pas être utilisés à des fin résidentielles.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-01 09:11

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216255006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'usage « résidentiel » au rez-de-chaussée pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent, en vertu de la procédure des usages conditionnels (La Place)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel pour l'aménagement de logements au rez-de-chaussée sur la rue Clark a été déposée à l'arrondissement, afin de permettre la construction du projet La Place, situé au 2050, boulevard Saint-Laurent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le lot qui a front sur le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, se situe entre les rues Sherbrooke et Ontario, dans l'axe de la rue Saint-Norbert. On y trouve actuellement un bâtiment datant de 1912 de trois étages, dont la façade principale a été altérée à travers les années. Le rez-de-chaussée est occupé depuis 2009 par un commerce de mobilier de bureau et les étages supérieurs sont inoccupés depuis le départ en 2006 de l'ancien locataire, La Place – Dumoulin. La façade sur Clark possède un quai de chargement et toutes les fenêtres sont placardées. Cette partie du bâtiment daterait de 1939-1940, et serait le résultat de la fusion de maisons construites en 1864. Une servitude de passage partagée avec le terrain voisin traverse le lot au sud et un terrain vacant dans la partie nord occupe la moitié de la propriété (600 m²).

Le terrain adjacent au nord est occupé par un bâtiment commercial de 3 étages, également traversant. Sur les lots sud se trouvent un immeuble en pierre calcaire de trois étages sur Saint-Laurent et de deux étages sur Clark. Ce tronçon du boulevard Saint-Laurent rassemble plusieurs édifices emblématiques comme l'ancienne brasserie Ekers, la conciergerie de Joseph-Arthur Godin, l'ancienne banque Molson et l'édifice L-O Grothé. Contrairement au caractère commercial du boulevard Saint-Laurent, la rue Clark revêt un caractère résidentiel où domine la brique comme matériau de revêtement. Le site se trouve dans les aires de protection de la Maison William-Notman et du monastère Bon-Pasteur.

Le projet
La présente demande vise à autoriser par usage conditionnel l'aménagement de six logements au rez-de-chaussée de la rue Clark pour le projet de remplacement.

La programmation de l'ensemble de l'immeuble prévoit quatre commerces au rez-de-chaussée sur le boulevard Saint-Laurent, ainsi que 66 logements, dont quatre de trois chambres à coucher (3 exigées par le Règlement pour une métropole mixte). Une contribution de 252 773 $ sera également versée pour le logement social

Le projet consiste en la démolition partielle du bâtiment actuel. Une étude patrimoniale et deux rapports sur la structure signalent l'état de délabrement du bâtiment et concluent que pour des enjeux de sécurité, la démolition du volume est nécessaire. La façade principale sera conservée *in situ* et restaurée en fonction des études patrimoniale et de mise en valeur de Susan D. Bronson. Le volume initial de l'immeuble de 1907 sera recréé permettant l'aménagement de logements traversant aux étages. Le nouveau volume comblera le terrain vacant au nord, ainsi que la partie sud sur la rue Clark, de manière à créer une cour intérieure au cœur du projet. Celle-ci sera accessible par la servitude de passage, et par la porte cochère aménagée sur Saint-Laurent entre l'ancien et le nouveau volume. Ce dernier aura une hauteur sur rue de 4 étages, avec un retrait pour le 5^{e} niveau (16 mètres). Sur la rue Clark, le volume de 5 étages (16 m) revêt un caractère entièrement résidentiel, avec des entrées privatives pour les logements au rez-de-chaussée, ainsi que des balcons et loggias aux étages.

JUSTIFICATION

La demande répond de façon satisfaisante aux critères sur les usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). L'aménagement de logements au rez-de-chaussée sur la rue Clark, s'harmonise au caractère domestique de la rue. L'apparence extérieure du bâtiment, ses entrées privatives et l'aménagement paysager s'intègrent au milieu environnant. Considérant que la rue Clark ne possède pas l'achalandage propice à l'opération d'un commerce, son rez-de-chaussée ne peut être raisonnablement utilisé à cette fin.
À la séance du 5 août 2021, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Période de consultation écrite du 9 au 23 août 2021 : aucun commentaire n'a été reçu.
Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-05

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-08-06

2050, boulevard Saint-Laurent (dossier 1216255006)

Demande d'usage conditionnel

Description

Autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent, en vertu de la procédure des usages conditionnels.

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1216255006, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 août 2021
3002882314 et 3003042182
4.4.1 et 4.5.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE ET USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2050, boulevard Saint-Laurent
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser par usage conditionnel l'aménagement de logements au rez-de-chaussée de la rue Clark, ainsi que de permettre une dimension de 1,30 m à 1,50 m pour la marge latérale sud, pour le projet de remplacement. Le projet consiste en la démolition partielle du bâtiment actuel. La façade principale sera conservée in situ et restaurée en fonction des études patrimoniales et de mise en valeur de Susan D. Bronson. Le volume initial de l'immeuble de 1907 sera recréé permettant l'aménagement de logements traversant aux étages. Le nouveau volume comblera le terrain vacant au nord, ainsi que la partie sud sur la rue Clark, de manière à créer une cour intérieure au cœur du projet. Celle-ci sera accessible par la servitude de passage, et par la porte cochère aménagée sur Saint-Laurent entre l'ancien et le nouveau volume. Ce dernier aura une hauteur sur rue de 4 étages, avec un retrait pour le 5e niveau (13 à 15 mètres selon le dénivelé du terrain). Sur la rue Clark, le volume de 5 étages (16 m) revêt un caractère entièrement résidentiel, avec des entrées privatives pour les logements au rez-de-chaussée, ainsi que des balcons et loggias aux étages. La programmation prévoit quatre commerces au rez-de-chaussée sur Saint-Laurent, ainsi que 66 logements, dont quatre de trois chambres à coucher (3 exigées par le RMM). Une contribution de 252 773 $ sera également versée pour le logement social. Lors de la demande de certificat de démolition et de permis de construction, le projet sera à nouveau présenté au CCU. La décision quant à la demande de démolition reviendra à la division du patrimoine, compte tenu de la présence des aires de protection.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 10 octobre 2019, le CCU a émis un avis défavorable à une demande de projet particulier, dérogeant notamment à la hauteur maximale de 16 m avec une proposition qui atteignait 25 mètres, soit 8 étages.

Considérant que : Les demandes répondent de façon satisfaisante aux conditions du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), ainsi qu'aux critères sur les usages conditionnels du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La situation actuelle, où la façade sur Clark sert de débarcadère au commerce et que son apparence avec ses fenêtres murées, nuit à l'ambiance résidentielle de la rue.

Considérant que : L'aménagement de logements au rez-de-chaussée sur Clark, s'harmonise au caractère domestique de la rue.

Considérant que : L'apparence extérieure du bâtiment, ses entrées privatives et l'aménagement paysager s'intègrent au milieu environnant.

Considérant que : La rue Clark ne possède pas l'achalandage propice à l'opération d'un commerce et que son rez-de-chaussée ne peut être raisonnablement utilisé à cette fin.

Considérant que : Le bâtiment actuel partage avec la propriété voisine une servitude de passage qui occupe une bande de 1,50 m entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark.

Considérant que : La démolition partielle du bâtiment engendre la perte de son droit acquis quant à la dimension de la marge latérale et que la dérogation mineure vise à maintenir l'implantation d'origine de l'immeuble, ainsi que sa servitude.

Considérant que : L'application de la réglementation causerait un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que : La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande. À cet effet, les membres du comité souhaitent exprimer leur appréciation face à la documentation de présentation du projet, permettant de suivre facilement la logique du concept de l'architecte.

Par ailleurs, les membres du comité désirent également se prononcer sur le volet architectural du projet et souhaitent donner les orientations suivantes au demandeur :

- **Du côté Clark :**
  - **Poursuivre le travail de raffinement sur les 3 volumes de la portion nord de la façade donnant sur la rue Clark, tout en favorisant une certaine originalité de l'expression architecturale.**
- **Du côté Saint-Laurent :**
  - **Considérer une expression forte du couronnement du premier plan de façade sur Saint-Laurent, en continuité de celle des façades adjacentes, et une expression plus discrète du couronnement du 5e étage.**

De plus, le comité demande au demandeur de faire la démonstration de l'intégration des futures enseignes en vue de la prochaine présentation au comité.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217199006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc d'arrondissement

D'adopter le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc d'arrondissement (CA-24-XXX).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-31 13:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217199006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc d'arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite se prévaloir d'un règlement permettant l'imposition de droits de préemption aux fins de parc d'arrondissement sur son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
Berceau de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie abrite un riche territoire aux réalités urbaines diversifiées, héritées de son évolution depuis sa fondation en 1642 jusqu'à ce jour.

Au fil des époques, de grands gestes structurants ont été faits par les autorités pour pourvoir d'abord la ville fortifiée (Vieux-Montréal) de places de marché et de jardins publics, avant la création dans la seconde moitié du 19e siècle des grands parcs urbains, que demeurent l'île Sainte-Hélène et le mont Royal, ainsi que l'ajout graduel d'une série de places publiques et de parcs structurants à l'échelle respective des divers lieux ainsi desservis sur le territoire.

Encore aujourd'hui, l'arrondissement de Ville-Marie et la Ville de Montréal poursuivent dans cette même lignée historique l'acquisition de terrains privés et le redéveloppement de terrains municipaux ainsi que l'utilisation de certains surplus d'emprises routières publiques, en collaboration avec le ministère des Transports, à des fins de nouveaux parcs.

Cette démarche continue permet d'assurer le maintien ainsi que le développement d'espaces verts et de lieux publics de détente ou d'animation contemporains, augmentant la qualité de vie des citoyens et offrant un éventail varié de lieux accessibles au grand public.

Le projet
La demande vise à adopter un règlement pour ajouter un outil supplémentaire, le droit de préemption, à l'arsenal disponible pour favoriser l'acquisition de terrains aux fins de parc d'arrondissement sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

Il permet à la Ville de Montréal d'acheter, en priorité sur tout autre acheteur, des immeubles aux fins indiquées lors de l'imposition de ce droit sur l'emplacement visé, et ce, aux conditions réelles du marché.

Le conseil d'arrondissement doit ensuite adopter une résolution pour assujettir des immeubles précis à ce droit.

Les droits de préemption peuvent être imposés sur tout lot cadastré, à l'exclusion d'un immeuble qui est la propriété d'un organisme public (les organismes gouvernementaux, municipaux et scolaires ainsi que les établissements de santé ou de services sociaux).

Un avis d'assujettissement d'un immeuble est signifié au propriétaire par huissier et inscrit au Registre foncier du Québec, pour une durée de validité de 10 ans.

À la différence d'un décret d'imposition d'une réserve foncière ou d'acquisition (expropriation), le propriétaire conserve la pleine jouissance de son immeuble, évitant les recours en dommages contre la Ville.

Lorsqu'un propriétaire accepte une offre d'achat pour un immeuble visé, celui-ci doit transmettre un avis d'intention à la Ville afin de permettre une évaluation et une inspection de l'immeuble.

La Ville a un délai maximal de 60 jours pour décider de se substituer à l'acheteur, aux mêmes conditions que ce dernier a proposées (compensation des frais raisonnables de préparation de l'offre d'achat offerte à l'acheteur) et aux seules fins prévues par le règlement (parc local), ce droit s'éteignant pour l'emplacement concerné, si elle renonce à l'acquisition.

Le cadre réglementaire
Le droit de préemption est un droit nouveau inscrit par le Législateur aux articles 151.1 à 151.7 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) en septembre 2017.

Les parcs étant une compétence d'arrondissement en vertu de l'article 141 de la Charte, un règlement doit d'abord être adopté par le conseil d'arrondissement pour encadrer la procédure d'imposition.

JUSTIFICATION

Dans l'ensemble, l'adoption de ce règlement permettra au conseil d'arrondissement de sélectionner et d'assujettir certains emplacements à un droit de préemption à des fins de parc d'arrondissement.
En fonction des transactions s'effectuant sur le marché immobilier, l'arrondissement, de concert avec la Ville de Montréal, pourra évaluer l'opportunité d'acquérir tout emplacement ainsi identifié en fonction de l'intérêt des conditions de vente consenties par son propriétaire actuel.

Considérant que le droit de préemption s'avère une avenue intéressante pour favoriser l'acquisition de terrains à la valeur du marché pour développer de nouveaux parcs locaux à travers le territoire, au bénéfice de l'ensemble de la collectivité.

Considérant que cet outil limite les impacts sur les propriétaires concernés, ce « droit de premier refus » ne s'exerçant qu'au moment de l'acceptation d'une offre d'achat d'un tiers par ces derniers, après évaluation de l'opportunité pour la Ville de se substituer à cet acquéreur potentiel et aux mêmes conditions.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et de la mobilité est d’avis que l’on devrait donner une suite **favorable** à l’égard de cette demande.

Lors de la délivrance de permis, la Ville de Montréal perçoit au nom de l'arrondissement des compensations réglementaires à des fins de parcs dont les fonds doivent notamment être consacrés à l'acquisition de terrain et à l'aménagement de parcs, en plus de ses autres options budgétaires disponibles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Avis de motion et dépôt;
Conseil d'arrondissement - Adoption du règlement;
Avis public annonçant l'entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francine FORTIN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Annie GERBEAU, Service des affaires juridiques

Lecture :

Francine FORTIN, 23 juin 2021
Annie GERBEAU, 23 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 438 823-1783
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-22

Louis ROUTHIER
Chef de division - Urbanisme

Tél : 438 351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-08-06

Ville-Marie
Montréal

CA-24-XXX	**Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc d'arrondissement**

Vu l'article 141 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 151.1 à 151.7 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du _____ 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

SECTION I
APPLICATION

1. Le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par l'arrondissement de Ville-Marie et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc d'arrondissement est celui de l'arrondissement de Ville-Marie tel que décrit à l'annexe B de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4).

2. Le conseil d'arrondissement de Ville-Marie désigne, par résolution, l'assujettissement d'un immeuble situé dans le territoire mentionné à l'article 1 aux fins de parc d'arrondissement.

SECTION II
AVIS D'INTENTION D'ALIÉNER L'IMMEUBLE

3. Le propriétaire d'un immeuble assujetti au droit de préemption doit, avant d'aliéner son immeuble, notifier un avis d'intention d'aliéner l'immeuble à la Ville de Montréal.

Lorsque l'offre d'achat prévoit une contrepartie non monétaire, l'avis d'intention d'aliéner l'immeuble doit contenir une estimation fiable et objective de la valeur de la contrepartie non monétaire.

Le propriétaire doit notifier l'avis d'intention d'aliéner l'immeuble au Greffe de la Ville de Montréal. Il peut aussi le faire par voie électronique en utilisant le formulaire disponible en ligne sur le site Internet de la Ville.

Quel que soit le mode de notification qu'il utilise, le propriétaire doit être en mesure de constituer une preuve de sa notification de l'avis d'intention d'aliéner l'immeuble.

4. Le propriétaire d'un immeuble assujetti au droit de préemption doit, au plus tard 15 jours après la notification de son avis d'intention d'aliéner l'immeuble, faire parvenir l'offre d'achat à la Ville et, dans la mesure où ils existent, les documents suivants :

1° bail ou entente d'occupation de l'immeuble;
2° contrat de courtage immobilier;
3° étude environnementale;
4° rapport d'évaluation de l'immeuble;
5° autres études ou documents utilisés dans le cadre de l'offre d'achat;

PROJET

6° rapport établissant la valeur monétaire de la contrepartie non monétaire prévue à l'offre d'achat.

SECTION III
ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1217199006*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal le _____ 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

PROJET

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1215275004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant la manoeuvre de virage à gauche en tout temps à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables, à l'approche Ouest

Édicter en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant la manoeuvre de virage à gauche en tout temps à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables, à l'approche Ouest.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-03 09:11

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1215275004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant la manoeuvre de virage à gauche en tout temps à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables, à l'approche Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Il a été rapporté et observé des accidents à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables lors de manoeuvres de virage à gauche dans le but d'éviter l'avenue De Lorimier, ou dans la but de transiter pour accéder au pont Jacques-Cartier via la rue Gauthier (Plateau-Mont-Royal). Cette manoeuvre étant dangereuse autant en heure de pointe que hors pointe il est recommandé de l'interdire. L'interdiction, en plus de sécuriser permettra de réduire le transit sur les rues locales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Interdire le virage à gauche à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables, à l'approche Ouest

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du règlement C-4.1, il est possible de déterminer la direction des voies de circulation dans l'arrondissement.
"Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:
...
3 déterminer les direction des voies et les manoeuvres obligatoires ou interdites;
..."

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption de l'ordonnance;
- Conception et transmission des ordres de travail demandant l'installation des panneaux (en collaboration avec l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal);
- Installation des dits panneaux par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.VM., c. C-4.1

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline VIEN, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Caroline VIEN, 30 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle BORDELEAU
ingenieur(e)

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-30

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél :	514-240-8977	**Tél :**	514-872-6530
Télécop. :	514-872-2802	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-09-02

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance interdisant la manoeuvre de virage à gauche en tout temps à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables, à l'approche ouest dans l'arrondissement Ville-Marie.**

Vu le paragraphe 9 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

L'interdiction de la manœuvre de virage à gauche en tout temps à l'intersection des rues Sherbrooke et des Érables, à l'approche ouest

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215275004) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le _____ 2021, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1215907008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2021, 5e partie A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation diverses sur le domaine public (saison 2021, 5e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. xx permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-03 15:46

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215907008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2021, 5e partie A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue de programmations diverses ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le cinquième dossier comportant de divers événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2021 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les programmations identifiées en annexe et de déroger aux règlements suivants :
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);
Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560;
Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée;
Règlement sur le respect, le civisme et la propreté (CA-24-085), articles 29 et 45.

Les articles précédemment énumérés prennent effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec, dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la reprise des événements et activités inscrits en annexe

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1215907007 / CA21 240290 adopté le 6 juillet - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2021, 4e partie A) et édicter les ordonnances
1215907005 / CA21 240242 adopté le 8 juin 2021 - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2021, 3e partie A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreuses programmations se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les programmations concernées sont d'envergure locale.
Le calendrier pourrait être adapté en fonction des directives gouvernementales liées à la santé publique.

Les programmations en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

En remplacement des événements annulés en raison de la crise de la COVID- 19, l'arrondissement et certains organismes souhaitent continuer de créer des milieux de vie dynamiques en créant des espaces qui donneront aux citoyens l'occasion de profiter d'un début de saison montréalais unique et inspirant, tout en respectant les mesures de distanciation physique actuellement en vigueur.
Ces dérogations permettront de poursuivre différemment l'animation du domaine public en répondant aux différentes exigences en vigueur. Elles permettent de s'adapter aux changements quotidiens occasionnés par la COVID-19 tout en suivant les recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.

Les diverses programmations prévues visent, entre autres, à permettre aux gens de briser l'isolement, tout en limitant leurs déplacements. Les emplacements sont choisis selon les besoins identifiés par les équipes et seront ajustés en fonction des recommandations en vigueur émises par les différents paliers décisionnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des activités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030:
La priorité no. 14: *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité no.15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacune des activités faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités diverses sont adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des activités

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-03

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 776-7375
Télécop. : 514 868-3292

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2021-09-03

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2021, 5e partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement							
				Dérogations							
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques			
Pumptrack	DCSLDS	5 septembre au 7 octobre	Patinoire du parc des Vétérans	x	x					x	
Spectacles spontanés	DCSLDS	jeudi au dimanche du 14 septembre au 31 octobre	Espace Parthenais-Larivièere	x						x	
Événement Pumptrack	DCSLDS	18 September	Patinoire du parc des Vétérans	x	x		x			x	x
O2	Berceurs du temps	15,18,19,22,24,25,26 septembre	Parc des Faubourgs	x						x	
BBQ de la rentrée	Action Centre-Ville	15 September	Parc des Faubourgs	x			x			x	
Danse - Circuit-Est	Circuit-Est	16 September	Parc des Faubourgs	x						x	
Prolongation - Œuvre d'art et programmation légère sous l'œuvre	MassivART	17 septembre au 31 octobre	Parc des Faubourgs	x	x					x	x
Concert d'orgue	CIOC Musique	18 September	Médéric-Martin Nord	x						x	
Théâtre	Indiscrétions public	18 September	Médéric-Martin Sud	x						x	
Fête de l'automne	Service à la famille chinoise	18 September	Parc Sun Yat Sen	x						x	x
Parking day	Éco-quartier Peter-MCGill	17 September	Espace de stationnement rue Sainte-Catherine entre St-Marc et Maisonneuve	x	x					x	
Fête de ruelle	Éco-Quartier Sainte-Marie	23 September	Ruelle de la ligne verte	x	x		x			x	
Inauguration de ruelle	Éco-Quartier Sainte-Marie	25-Sep	Ruelle Hogan/Montgomery/Hochelaga/ De Rouen	x	x		x			x	
Inauguration de ruelle	Éco-Quartier Sainte-Marie	27 September	Ruelle Poupart/d'Iberville/la Fontaine/Logan	x	x		x			x	

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2021, 5e partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement							
				Dérogations							
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques			
Entrainements ligne de basketball centre-sud	Centre récréatif Poupart	24 septembre au 26 novembre	Parc Toussaint-Louverture	x						x	
Entraînements de basketball	Centre récréatif Poupart	Samedis du 25 septembre au 27 novembre midi	Parc des Royaux	x						x	
Marché libre cours	Espacemaker	25 et 26 septembre	Ruelle du 2875 Hochelaga	x	x	x	x			x	
Lever du drapeau	Association Chinoise Montréal Journée Nationale Rép. Chine	27 September	Place Sun Yat Sen	x	x					x	x
Danse - Connexion momentannée	Marie-Pier Gilbert	2 October	Déambulatoire dans Sainte-Marie	x	x					x	
Summer jam session	Pierre-Michel Jean-Louis	2 October	Parc Toussaint-Louverture	x						x	
Défi Gendarmes	Fondation des étoiles	2 October	Parc Rutherford	x			x			x	
Pasamusik	Musée McCord	1er octobre	Rue Victoria - Forêt urbaine du musée McCord	x			x	x		x	
Summer jam session	Pierre-Michel Jean-Louis	9 October	Parc des Royaux	x						x	
Fête d'Halloween	Éco-Quartier Sainte-Marie	31 October	Ruelle L'Échappée Belle	x	x		x			x	

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215907008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Légende
R : Récurrent
N : Nouvel événement
A : Amplification
AF : Amplification faible
PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)
MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes
GA : Grande affluence (plus de 500)

CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
X			X	N-A-MA
				R-A-PA
X			X	N-A-MA
			X	N-A-MA
				N-A-PA
				N-A-PA
X			X	N-A-PA
				N-A-PA
				R-AF-PA
				N-A-PA
				R-A-PA
				N-A-PA
				N-A-PA
				N-A-PA

CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
				R-AF-PA
				N-AF-PA
				R-AF-MA
X				R-A-PA
				N-AF-PA
				N-A-PA
				R-A-MA
				N-A-MA
				N-A-PA
				N-A-PA

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2021, 5ième partie, A)**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215907008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx septembre 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2021, 5e partie, A)**

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2021, 5e partie A)

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215907008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx septembre 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2021, 5ième partie, A)**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions, de l'affichage promotionnel ou des bannières destinées à cette fin, sur le domaine public, à l'aide d'ancrage sur des bâtiments, sur des structures d'échafaudage, des monolithes ou des tentes ou en structure autoportante sont permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 dans la semaine précédent le début de l'événement et tout au long de sa durée.

L'ancrage de bannières sur les bâtiments doit faire l'objet d'un croquis et d'un permis d'occupation du domaine public à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité et répondre aux normes en vigueur.

Les bannières ainsi que les fanions doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé.

3. Les organisateurs des événements sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205907008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx septembre 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. XXX **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2021, 5e partie, A)**

Vu aux articles 29 et 45 du *Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);*

À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain.

2. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

Et, si nécessaire :

3. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifié sur le site;

4. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe.

5. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215907008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx septembre 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-12-2, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2021, 5e partie, A)**

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12-2);

À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

3. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215907008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx septembre 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. XXX **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2021, 5e partie, A)**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 14 septembre 2021, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 613 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1215907008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx septembre 2021, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215907008*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2021, 5e partie A) et édicter les ordonnances

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité. 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? 14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir. 15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1219276001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement au pourcentage de superficie d'agrandissement permis pour les bâtiments situés aux 509 à 527, avenue des Pins Ouest (Sylvan Adams Sports Science Institute (SASSI))

D'accorder, pour les bâtiments situés aux 509 à 527, avenue des Pins Ouest), une dérogation permettant un pourcentage d'agrandissement de l'implantation de 1995 supérieure à 10%, et ce, en dérogation à l'article 12 du Règlement sur le développement du campus de l'université McGill (95-039) et en conformité au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) (Sylvan Adams Sports Science Institute (SASSI));
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
- que l'entrée principale, au 527, avenue Des Pins, soit alignée à la façade avant du bâtiment;
- que le volume sur le toit du 527, avenue Des Pins tende à s'inscrire comme une construction hors toit, avec recul, plutôt qu'à un étage complet;
- que les composantes d'origine soient restaurées.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-03 15:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219276001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement au pourcentage de superficie d'agrandissement permis pour les bâtiments situés aux 509 à 527, avenue des Pins Ouest (Sylvan Adams Sports Science Institute (SASSI))

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure (3002910394) a été déposée afin d'autoriser l'agrandissement des maisons situées aux 509 à 527, avenue des Pins et ainsi les transformer en une institution de recherche. La dérogation mineure vise le passage de 10% à 12,7% de la superficie d'agrandissement permise au Règlement sur le développement du campus de l'université McGill (95-039). Le projet entraînera une transformation de l'ensemble qui respecte les paramètres du Règlement d'urbanisme (01-282).
Cette demande pourrait être autorisée par le biais du Règlement sur les dérogations mineures (24-008), moyennant le respect des orientations générales de ce Règlement.

Le site proposé est localisé dans les limites des unités de paysage "Grande Propriété Institutionnelle".

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site représente sept maisons bourgeoises du début du 20^{ième} siècle en rangée. Les bâtiments, d'abord conçus comme maisons unifamiliales, furent convertis en résidences étudiantes et bureaux.

Le projet
Le projet vise la transformation des bâtiments situés du 509 au 527, avenue des Pins, c'est-à-dire leur restauration et leur agrandissement à l'arrière.
Le projet présente une hauteur de 16 m et une densité de 3.

Plus précisément, la proposition prévoit que l'entrée principale du complexe se ferait à travers le bâtiment le plus à l'ouest (527, des Pins Ouest), auquel on accéderait par 2

rampes d'accès universel et un escalier de pierre. Un grand parvis serait aménagé avec bancs, enseigne et aménagement floral sur le côté ouest de l'immeuble, qui déboucherait sur une entrée reculée de 5 m à l'intérieur de l'immeuble. L'entrée de pierre du bâtiment voisin (523, des Pins Ouest), qui est en mauvais état, serait simplement abolie puisque non utile au nouvel aménagement.

L'agrandissement des bâtiments vise l'ajout d'une superficie de 165 m² à l'implantation actuelle du projet (soit 12,7%).

Le cadre réglementaire
Règlement d'urbanisme
La hauteur maximale autorisée est de 16 m et la densité permise est de 3. Le taux d'implantation maximal est de 50 %. À noter que le terrain de référence pour le calcul du taux d'implantation est l'ensemble du terrain incluant le stade Percival-Molson et les résidences étudiantes.

Programme de développement de l'Université du campus de l'Université McGill et sur la construction, la modification et l'occupation de certains bâtiments
Selon le Règlement 95-039, dans ce secteur de maisons en rangée, aucun nouveau bâtiment n'est autorisé, mais un bâtiment existant peut être agrandi de 10 % de son implantation de 1995 (article 12).

Dérogation mineure
Les conditions spécifiques à la dérogation mineure (24-008) sont notamment la présence d'un préjudice sérieux pour le requérant si des dispositions en vigueur étaient appliquées (a. 3 al. 2); l'absence d'atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété (a. 3 al. 4) et l'impossibilité de déroger à l'usage ou la densité d'occupation du sol (a. 3 al. 5). Finalement, la demande doit respecter les objectifs du Plan d'urbanisme (a. 3 al. 7).

Autorisation du Ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Le projet étant situé dans les limites du site patrimonial du Mont-Royal, une autorisation du MCC est requise.

JUSTIFICATION

Le projet pourrait satisfaire adéquatement aux conditions applicables à une demande de dérogation mineure. En effet, le programme de développement de l'Université McGill permet un agrandissement de 10% de son implantation de 1995. Dans ce cas-ci, l'agrandissement des bâtiments est d'une superficie de 165 m², soit un ajout de superficie de 12,7% par rapport à la superficie de 1995. Il s'agit donc d'une dérogation de 2,7% plus élevée que celle prévue. Dans ce cas-ci, l'application des dispositions en vigueur pourrait représenter un préjudice pour le demandeur. De plus, la demande ne vise ni l'usage, ni la densité. Enfin, la superficie ajoutée respecte le Règlement d'urbanisme et les paramètres du Plan.
L'intérêt public du projet, au niveau urbanistique, consiste en la conservation à long terme et la restauration de ces 7 témoins du passé résidentiel de cette portion de l'avenue des Pins. Toutefois, dans la perspective d'une restauration, il serait préférable que l'entrée principale (527, des Pins Ouest) soit alignée à la façade plutôt qu'en retrait, afin d'assurer l'animation sur la rue, et que l'escalier d'accès du 523, des Pins Ouest soit reconstruit.

De plus, afin de mettre en valeur les éléments préservés, le 3e étage du 527, des Pins

Ouest devrait afficher un recul important par rapport à la façade. Le demandeur obtenant un volume plus important que celui prescrit par le programme de développement, il pourrait déplacer le volume ainsi perdu à un emplacement différent dans le projet.

Considérant que le projet dans son ensemble correspond aux conditions d'une demande de dérogation mineure;

Considérant que le retrait des portes de l'entrée principale par rapport aux façades avant et de côté ne favorise pas l'animation du domaine public et ne respecte pas l'intention d'origine;

Considérant que l'alignement du volume sur le toit du 527, avenue des Pins à la façade ne met pas en valeur la façade d'origine préservée et que le demandeur obtient un volume plus important que celui initialement permis;

Considérant que l'ensemble constitue un témoin de l'architecture résidentielle bourgeoise du début du 20^{ième} siècle et que plusieurs de ses caractéristiques d'origine sont toujours présentes mais en état de détérioration.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande à certaines conditions.

À sa séance du 8 juillet 2021, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande à certaines conditions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public annonçant la tenue d'une période de consultation écrite d'une durée de 15 jours avant la séance du conseil d'arrondissement;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
Conseillère en amenagement

Tél : 514-872-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-03

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-09-03

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juillet 2021
3002910394
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	509, 515-517, 523 et 527, avenue des Pins Ouest
Responsables :	Andréanne Maltais-Tremblay, Charlotte Horny et Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'obtention d'une dérogation mineure afin d'autoriser l'agrandissement des maisons situées aux 509 à 527, avenue des Pins et ainsi les transformer en une institution de recherche. Le projet comprend la démolition partielle (généralement, des volumes arrière des 5 bâtiments les plus à l'ouest), à la restauration et l'agrandissement des bâtiments situés du 509 au 527, avenue des Pins. Le projet vise à créer un ensemble conservé de 2 et de 3 étages à l'avant, ainsi qu'une nouvelle aile de 3 étages à l'arrière. Le projet présente une hauteur de 16 m et une densité de 3. Plus précisément, la proposition prévoit que l'entrée principale du complexe se ferait à travers le bâtiment le plus à l'ouest (527, des Pins Ouest, entièrement démoli et reconstruit, sauf pour la façade), auquel on accéderait par 2 rampes d'accès universel et un escalier de pierre. Un grand parvis serait aménagé avec bancs, enseigne et aménagement floral sur le côté ouest de l'immeuble, qui déboucherait sur une entrée reculée de 5 m à l'intérieur de l'immeuble. Cette aile neuve serait dotée d'un 3^{e} étage qui se déploierait jusqu'à peine 60 cm du parapet conservé. L'entrée de pierre du bâtiment voisin (523, des Pins Ouest), qui est en mauvais état, serait simplement abolie puisque non utile au nouvel aménagement. La démolition partielle vise : • la maison à l'extrémité ouest (527, des Pins), à l'exception de la façade conservée, nantie d'un parapet exubérant; • les ailes à l'arrière des autres maisons du 509 au 523, avenue Des Pins. Au total, un volume de 2 924 m³ est démoli, soit 36 % de l'ensemble des 7 maisons en rangées de ce tronçon de rue. Cette démolition partielle n'entraîne pas une démolition au sens du *Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215)*, puisqu'il vise les démolitions de plus de 40% des volumes hors-sol. L'agrandissement des bâtiments vise l'ajout d'une superficie de 165 m² à l'implantation actuelle du projet.

Élément particulier : Le projet est situé dans les limites du site patrimonial déclaré du Mont-Royal et devra être autorisé par le Ministère de la Culture et des Communications.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet dans son ensemble correspond aux conditions d'une demande de dérogation mineure.

Considérant que : Le retrait des portes de l'entrée principale par rapport aux façades avant et de côté ne favorise pas l'animation du domaine public et ne respecte pas l'intention d'origine.

Considérant que : L'alignement du volume sur le toit du 527, avenue des Pins à la façade ne met pas en valeur la façade d'origine préservée et que le demandeur obtient un volume plus important que celui initialement permis.

Considérant que : L'ensemble constitue un témoin de l'architecture résidentielle bourgeoise du début du 20e siècle et que plusieurs de ses caractéristiques d'origine sont toujours présentes mais en état de détérioration.

Considérant que : La fonction institutionnelle est pérennisée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Aligner les portes de l'entrée principale, au 527, avenue des Pins, à la façade du bâtiment.**
- **Inscrire le volume sur le toit du 527, avenue des Pins comme une construction hors-toit, avec recul, telle une mezzanine, plutôt qu'un étage complet.**
- **Restaurer les composantes d'origine.**

Par ailleurs, les membres du comité émettent des réserves quant au volume démoli du bâtiment sis au 527, avenue des Pins Ouest ainsi que de l'état de la structure. Ils souhaitent obtenir plus de précision sur l'état dudit bâtiment. De plus, le comité souhaite voir les maisons préservées en plus grande proportion.

Il est à noter que M. Karl Dorais-Kinkaid, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et ne s'est donc pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

R. Ryan Pour
_____
Sophie Mauzerolle
Présidente

Casgardin
_____
Cascendra Barthelot
Secrétaire

Avis public

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATION MINEURE

Les personnes intéressées sont priées de noter que lors de la séance du conseil d'arrondissement du mardi 14 septembre 2021 à 18 h 30, les membres du conseil d'arrondissement de Ville-Marie statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008), sur les demandes approuvant, pour :

- le bâtiment situé au 509-527 avenue des Pins Ouest, une dérogation mineure permettant de déroger au pourcentage de superficie d'agrandissement permis, et ce, en dérogation à l'article 12 du Règlement sur le développement du campus de l'université McGill (95-039) [dossier 1219276001];

- le bâtiment projeté au 2050, boulevard Saint-Laurent, une dérogation mineure permettant de déroger à la dimension d'une marge latérale, et ce, en dérogation à l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) [dossier 1216255007].

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure, autre que référendaire, qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Ainsi, les demandes ci-haut mentionnées feront l'objet d'**une consultation écrite d'une durée de 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement**. Toute personne intéressée pourra transmettre pendant la période précitée des commentaires écrits, par courriel ou par courrier, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision.

Les commentaires écrits peuvent être soumis :

- par courriel à l'adresse suivante :
  urbanisme_ville-marie@montreal.ca

ou

- par courrier au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, H2L 4L8, à l'attention de la Division de l'urbanisme.

Si la demande est transmise par courrier, elle doit être obligatoirement reçue à l'adresse mentionnée au plus tard le 23 août 2021 avant 16 h 30 pour être considérée, et ce, indépendamment des délais postaux.

Toute personne adressant un commentaire ou une question doit s'identifier avec son nom et son adresse ainsi qu'un numéro de téléphone ou une adresse courriel afin qu'il soit possible de la contacter facilement. L'adresse concernée ou le numéro de dossier doit également être mentionné.

La documentation afférente à ces demandes peut être consultée sur le site Internet de la Ville de Montréal à la page suivante : https://montreal.ca/articles/consultations-en-mode-virtuel-dans-ville-marie-5538. Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes d'autorisation peut également communiquer avec la Division de l'urbanisme de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité au 514 872-9545 et en mentionnant le numéro de dossier visé, indiqué précédemment.

Fait à Montréal, le 7 août 2021

La secrétaire d'arrondissement,
Katerine Rowan, avocate

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

JDM2333898

509-527, avenue Des Pins Ouest (1219276001)

Demande de dérogation mineure

Description

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation mineure relativement au pourcentage de superficie d'agrandissement permis des bâtiments situés au 509 à 527 avenue Des Pins Ouest (Sylvan Adams Sports Science Institute (SASSI)).

Contexte

En conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour le dossier 1219276001, un avis public a été publié à cet effet le samedi 7 août 2021. Ainsi, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 9 août 2021 au 23 août 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le conseil puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 14 septembre 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 9 août au 23 août 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1217135004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier le libellé d'articles relatifs aux bien patrimoniaux cités, frais de parcs et garanties monétaires pour y apporter certaines précisions

D'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier le libellé d'articles relatifs aux bien patrimoniaux cités, frais de parcs et garanties monétaires pour y apporter certaines précisions ».

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-03 09:14

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217135004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier le libellé d'articles relatifs aux bien patrimoniaux cités, frais de parcs et garanties monétaires pour y apporter certaines précisions

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du troisième alinéa de l'article 130 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* le conseil d'arrondissement peut, par règlement, déléguer tout pouvoir qui relève de ses fonctions, autres que le pouvoir de faire des règlements et le pouvoir de tarification et de taxation, à tout fonctionnaire ou employé qui exerce sa prestation de travail dans le cadre des attributions du conseil d'arrondissement et fixer les conditions et modalités d'exercice du pouvoir délégué.
Le présent dossier a pour objet de soumettre pour adoption par le conseil d'arrondissement un règlement modifiant le *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24 -009) pour:

1) modifier le libellé de l'article 21.1.4. du règlement CA-24-009 afin de mieux refléter le développement du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement* (02-002) en lien avec les biens patrimoniaux cités ;

2) modifier le libellé de l'article 21.1.5. relatif aux garanties d'exécution et à leur encaissement afin d'élargir la portée d'application de cet article ; et

3) modifier le libellé de l'article 21.1.6. relatif à la cession d'un terrain et frais de parcs, afin de préciser la portée de l'article en conformité avec l'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 11 septembre 2002, l'arrondissement de Ville-Marie a procédé à l'adoption du *Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)* et celui-ci a par la suite fait l'objet de certaines modifications pour se conformer à la réalité administrative.

DESCRIPTION

Les articles 21.1.4, 21.1.5 et 21.1.6. du *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) seront modifiés afin de se lire comme suit :
« **21.1.4**. Le pouvoir d'approuver, conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et sous réserve du paragraphe 3.1° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002), la délivrance d'une autorisation accompagnée de toute condition à imposer conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), relativement à une intervention projetée dans un site patrimonial cité ou à une intervention projetée à l'égard d'un immeuble patrimonial cité, dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme et le Conseil du patrimoine de Montréal, le cas échéant, ont émis un avis favorable relativement à cette intervention, est délégué au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. »
et
« **21.1.5.** Le pouvoir d'exiger et d'exécuter la garantie monétaire prévue à l'article 712.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et aux articles 20, 22, 28 et 29 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), ainsi qu'à tout autre règlement dont l'application relève du conseil d'arrondissement, est délégué au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. »
et
« 21.1.6. Les pouvoirs suivants sont délégués au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité:
1° choisir, conformément à l'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), entre:

i) la cession d'un terrain;
ii) le paiement d'une somme équivalente;
iii) la combinaison de la cession d'un terrain et du paiement d'une somme équivalente.

2° accepter la cession ou le versement prévu à l'article 3 de ce règlement du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055). »

JUSTIFICATION

Les modifications proposées apportent des clarifications quant à l'application desdits articles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O.

MONTRÉAL 2030

S/O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S/O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement à une séance du CA;
Adoption du règlement à une séance ultérieure du CA;
Avis public d'entrée en vigueur du règlement : dès que possible après l'adoption.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Étienne LONGTIN, Ville-Marie
Maxime BLAIN, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie TURCOTTE, 2 septembre 2021
Maxime BLAIN, 1er septembre 2021
Étienne LONGTIN, 1er septembre 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-27

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-XXX	**Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier le libellé d'articles relatifs aux bien patrimoniaux cités, frais de parcs et garanties monétaires pour y apporter certaines précisions**

Vu l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2021, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 21.1.4. du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est remplacé par le suivant :

« **21.1.4**. Le pouvoir d'approuver, conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et sous réserve du paragraphe 3.1° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002), la délivrance d'une autorisation accompagnée de toute condition à imposer conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), relativement à une intervention projetée dans un site patrimonial cité ou à une intervention projetée à l'égard d'un immeuble patrimonial cité, dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme et le Conseil du patrimoine de Montréal, le cas échéant, ont émis un avis favorable relativement à cette intervention, est délégué au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. »

2. L'article 21.1.5. de ce règlement est modifié par :

- l'ajout des mots « et d'exécuter » après les mots « d'exiger » ;
- l'ajout de l'expression « 20, 22, » après le mot « articles » ;
- l'ajout, après les mots « (CA-24-215) » des mots suivants :
  «, ainsi qu'à tout autre règlement dont l'application relève du conseil d'arrondissement, ».

3. L'article 21.1.6. de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **21.1.6**. Les pouvoirs suivants sont délégués au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité:

1° choisir, conformément à l'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), entre:

i) la cession d'un terrain;

ii) le paiement d'une somme équivalente;

iii) la combinaison de la cession d'un terrain et du paiement d'une somme équivalente.

2° accepter la cession ou le versement prévu à l'article 3 de ce règlement du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055). »

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1217135004*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal le* _____ *2021, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.23

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1216926003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser les certificats d'autorisation de démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian

Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser les certificats d'autorisation de démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian**.**

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-08-30 13:36

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1216926003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser les certificats d'autorisation de démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) a été déposée à l'arrondissement en vertu de l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215). Cette demande d'appel concerne les demandes de démolition no. 3001712994, 3001713036, 3001713055 et 3001713094, déposées le 4 décembre 2019, et visant les bâtiments portant les adresses 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian.
Cette demande d'appel fait suite à la décision favorable aux demandes de démolition des bâtiments rendue par le CEDD de l'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 22 juin 2021.

En vertu de l'article 25 du même règlement, le conseil d'arrondissement peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le projet consiste à la démolition de 4 bâtiments situés sur la rue Florian, entre les rues de Rouen et Hochelaga, et constituant presque la totalité du côté Ouest de l'îlot et à la construction de 13 immeubles résidentiels de 3 étages abritant 8 logements sur les terrains dégagés par la démolition.
Projet de remplacement

- Bâtiment contigu de 3 étages, surmonté d'une construction hors toit, qui serait construit en même temps que 12 autres immeubles similaires, sans être identiques, sur les lots vacants situés au Nord
- 104 logements au total, 8 par immeuble : 26 de 3cc (25%), 78 de 2cc (75%)
- Entrée commune pour 8 logements pour chacun des bâtiments projetés, déclinés en 4 modèles, sauf pour un modèle muni d'accès extérieurs privatifs
- Toits plats avec construction hors toit et terrasses privatives
- Projet conforme au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

La demande de démolition a été présentée au Comité d'étude des demandes de démolition le 3 février 2021; celui-ci a reporté son avis en raison des considérations suivantes :

- Considérant les commentaires exprimés lors de la consultation écrite.
- Considérant les préoccupations en matière de stationnement et de verdissement.
- Considérant que des démarches sont actuellement en cours par le promoteur auprès de la SCHL afin de bonifier l'offre de logements abordables.
- Considérant que le projet demeure à une étape préliminaire et que selon les membres, il doit continuer d'être bonifié.
- Considérant que les membres du comité souhaitent que le demandeur puisse prendre connaissance de l'ensemble des commentaires reçus et organiser une rencontre avec le voisinage et les personnes ayant exprimé des préoccupations.

Le projet a été présenté deux fois au Comité consultatif d'urbanisme, aux séances des mois d'août et décembre 2020. La rencontre souhaitée par le Comité a eu lieu le 18 mars, et les demandeurs avaient préparé des documents additionnels et certains engagements indiquant que l'accès libre à la ruelle serait conservé, que les désagréments liés à la période de chantier seraient minimisés, et que le responsable de ce dernier serait accessible par téléphone, en cas de besoin. Il n'y a pas eu de modification au nombre de stationnements.

Le projet a été présenté au CEDD le 22 juin 2021, et celui-ci a rendu une décision favorable à la démolition :

- Considérant que l'état des immeubles existants est encore passable, quoique la structure de certains montre des signes d'affaiblissement, et n'est pas en état d'être intégrée à toute tentative de densification du terrain.
- Considérant que la proposition résulte en une amélioration notable des conditions existantes; elle propose un changement d'usage bienvenu dans ce quartier à dominante résidentielle, insérant une centaine de nouveaux logements aux typologies généreuses
- Considérant la proximité du projet avec la station de métro Préfontaine.

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian, et ce, aux conditions suivantes :

- Réduire de moitié le nombre de stationnement du projet pour diminuer le trafic véhiculaire dans la ruelle;
- Mettre en place un comité de bon voisinage qui permettrait un canal de communication pour pouvoir mitiger les impacts du chantier et impliquer, dans la mesure du possible, les citoyen.ne.s riverains dans le réaménagement paysager a posteriori.

Le comité d'étude des demandes de démolition propose également que le requérant :

- évalue la possibilité de revoir la disposition des espaces de stationnement dans le projet en réfléchissant à la possibilité de les mettre en tête d'ilot pour concentrer la circulation véhiculaire à un endroit et non sur l'ensemble de la ruelle.
- envisage une entente avec un opérateur d'auto-partage comme Communauto pour répondre aux besoins véhiculaires des citoyen.ne.s sans nécessairement déployer trop de stationnement.

À la suite de cette décision, l'arrondissement a reçu une demande d'appel de cette décision de la part d'un citoyen résident du secteur.

Ce dernier argumente sa demande d'appel en se basant sur les motifs suivants :

- le droit d'accès des espaces de stationnement de certains résidents pourrait être potentiellement bloqué;
- la proximité des bâtiments visés par la demande de démolition avec ceux situés sur la rue Wurtele;
- l'impact sur la qualité de vie du voisinage;
- la présence d'amiante dans les bâtiments;
- la confirmation de l'architecte responsable que la ruelle ne sera pas pertubée par les travaux et que les stationnements existants seront toujours effectifs;
- le fait que le Comité devait prendre en considération les impacts sur la qualité de vie du voisinage et des oppositions reçues avant d'octroyer l'autorisation;
- le pouvoir du Comité d'imposer des conditions;
- la demande d'opposition transmise au Comité assorties de conditions;
- l'autorisation de la demande par le Comité le 22 juin 2021 sans émettre les conditions demandées;
- le Comité n'ayant pas considéré l'ensemble des impacts de la démolition sur la qualité de vie du voisinage (bruit, pollution, amiante, santé des citoyens, etc.);
- la demande d'appel est transmise dans les délais prévus à l'article 24 du Règlement;
- l'article 25 du Règlement prévoit que « le conseil peut confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre ».

Le citoyen demande d'ajouter les conditions suivantes:

- Que le requérant s’engage formellement à ne pas utiliser la ruelle située entre la rue Florian et Wurtele afin de procéder à la démolition et au projet de construction;
- Que le requérant s’engage formellement à ne pas stationner tout véhicule et/ou bloquer l’accès à la ruelle pendant toute la durée des travaux (incluant la période de démolition). Sans limiter la généralité de ce qui précède, le requérant devra notamment s’engager à ce que le chargement de la matière s’effectue à partir de la rue Florian;
- Que le requérant s’engage formellement à ne pas entraver la circulation des citoyens dans la ruelle séparant la rue Florian et la rue Wurtele, et ce, afin que ceux-ci puissent notamment accéder (e.g., voiture) à leurs espaces de stationnement accessibles par ladite ruelle;
- Que le requérant dépose, avant le début des travaux (incluant la démolition), un plan d’action concret détaillant les mesures qui seront prises afin de réduire les inconvénients sur le voisinage résidentiel (notamment en ce qui a trait à aux matériaux contaminants qui devront être évacués dans le processus de démolition, e.g., amiante);
- Que le requérant dépose également une lettre d'engagement garantissant, la fermeture des moteurs des camions, lors de l'attente ou du déchargement des camions de livraison, ainsi qu'une politique ferme de réapprovisionnement de manière à éviter l'attente indue de camions sur les rues du quartier;
- Que les conditions émises par le Comité dans le cadre de sa décision du 22 juin 2021 soient reconduites.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande de rendre une décision **favorable** au projet, suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition compte tenu que le dossier a été soumis au CEDD et qu'un comité de bon voisinage a eu lieu afin de s'assurer que les travaux se déroulent convenablement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

MONTRÉAL 2030

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des permis de démolition

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cascendra BARTHELOT
Agente de recherche

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-26

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 514 868-5006
Télécop. :

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ramy MIKATI
Chef de division
Tél : 514-872-6530
Approuvé le : 2021-08-26

Direction de l'aménagement urbain
et des services aux entreprises
DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION DE DÉMOLITION
2260 – 2280 – 2300 - 2400, rue Florian
District électoral : Sainte-Marie
Demande : 3001700935

Demandeur : 2 Architectures a/s Louis-Paul Lemieux
Concepteur : Même
Investissements : 11 825 000 $

Contexte
Demande analysée en vertu du Règlement sur la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-215) et du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Frontenac.

Le projet consiste à la démolition de 4 bâtiments situés sur la rue Florian, entre les rues de Rouen et Hochelaga, et constituant presque la totalité du côté Ouest de l'îlot et à la construction de 13 immeubles résidentiels de 3 étages abritant 8 logements sur les terrains dégagés par la démolition.

La demande de démolition a été présentée au Comité d'étude des demandes de démolition le 3 février 2021; celui-ci a reporté son avis en raison des considérations suivantes :

- Considérant les commentaires exprimés lors de la consultation écrite.
- Considérant les préoccupations en matière de stationnement et de verdissement.
- Considérant que des démarches sont actuellement en cours par le promoteur auprès de la SCHL afin de bonifier l'offre de logements abordables.
- Considérant que le projet demeure à une étape préliminaire et que selon les membres, il doit continuer d'être bonifié.
- Considérant que les membres du comité souhaitent que le demandeur puisse prendre connaissance de l'ensemble des commentaires reçus et organiser une rencontre avec le voisinage et les personnes ayant exprimé des préoccupations.

Le projet a été présenté deux fois au Comité consultatif d'urbanisme, aux séances des mois d'août et décembre 2020. Plusieurs interventions ont été déposées au cours de la période de consultation citoyenne précédant la séance du 3 février 2021, parmi lesquelles celles-ci :

- Les riverains de la ruelle située à l'arrière du projet s'inquiètent de l'impact de la circulation véhiculaire générée par la présence d'espaces de stationnement situés dans les cours proposées.
- Des citoyens veulent faire savoir qu'ils souhaitent que le Règlement sur la métropole mixte s'applique au projet afin de créer une quantité appréciable de logements abordables ou familiaux.
- Des voisins se préoccupent de ce que les services en matière d'écoles, garderies et autres services publics qui constituent la capacité d'accueil social du milieu soient mis à niveau pour tenir compte de l'accroissement de la population.
- Plusieurs personnes sont préoccupées par l'absence de logements sociaux sur ce site.

Trois oppositions ont été reçues au cours de la période de consultation citoyenne précédant la séance du 22 juin 2021, ciblant principalement l'impact du projet et du chantier sur la ruelle aménagée. La demande de démolition sera présentée au Comité d'étude des demandes de démolition le 22 juin 2021. La rencontre souhaitée par le Comité a eu lieu le 18 mars, et les demandeurs avaient préparé des documents additionnels et certains engagements indiquant que l'accès libre à la ruelle serait conservé, que les désagréments liés à la période de chantier seraient minimisés, et que le responsable de ce dernier serait accessible par téléphone, en cas de besoin. Il n'y a pas eu de modification au nombre de stationnements.

Localisation



2260 Florian





2280 Florian



2300 Florian



2400 Florian



Espace non construit entre le 2280 et le 2300



Vue aérienne 1926



Vue aérienne 2020

Informations générales sur le bâtiment 2260 Florian

Bâtiment jumelé de 1 étage (140 m²), structure de bois avec fondation en moëllon, charpente de toit en bois, parement extérieur de briques d'argile et toit plat.

Nom du lieu :	-
Adresse :	2260, rue Florian
Adresse d'origine :	150, puis 240, rue Brown
Désignation patrimoniale au Plan d'urbanisme :	Aucune
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel :	Aucun
Date de construction :	Apparition de la rue Brown en ±1906 selon Lovell's Le vide sanitaire a été excavé pour créer un sous-sol au cours des années 1950, moment auquel le revêtement de brique a été remplacé
Concepteur :	Vernaculaire
Propriétaire à l'origine :	Napoléon Jean
Propriétaire actuel :	9595988 Canada inc.
Fonction d'origine :	Résidentielle
Fonction actuelle :	Idem

Valeurs patrimoniales pour l'immeuble

Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

Valeur historique

- La valeur historique est nulle, car l'immeuble a été remodelé au courant des années 1950, au cours de la 2e phase d'urbanisation du secteur.
-

Valeur architecturale

- Sa matérialité de brique d'argile avec linteaux décoratifs en pierre artificielle.

Valeur paysagère

- Son implantation typique de l'alignement habituel sur la rue Florian, sauf sur cette portion de la rue.

Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

Synthèse

L'intérêt patrimonial de l'immeuble repose sur :

- La valeur architecturale de sa matérialité de brique d'argile;
- Sa valeur paysagère urbaine, de par son implantation.

Informations générales sur le bâtiment 2280 Florian

Bâtiment jumelé de 2 étages (450 m²), structure de béton avec fondation et charpente de toit en béton coulé partie Nord, structure acier partie Sud, parement extérieur de tôle d'acier recouvrant un rang de brique d'argile et toit plat.

Nom du lieu :	Les industries Gaza inc.
Adresse :	2280, rue Florian
Désignation patrimoniale au Plan d'urbanisme :	Aucune
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel :	Aucun
Date de construction :	1948 construction d'un premier bâtiment sur le site en bloc de béton et crépi , hauteur 1 étage, par D. Riendeau. Démoli. 1957 construction agrandissement 2 étages en brique constituant la partie Nord de l'édifice actuel. 1971 construction agrandissement 2 étages en bloc et stuc, constituant la partie Sud du bâtiment actuel Date ultérieure recouvrement immeuble en tôle acier beige
Concepteur :	Jean B Chicoine, architecte, pour la partie de 1957
Propriétaire à l'origine :	Guy Gazaille
Propriétaire actuel :	9595988 Canada inc.
Fonction d'origine :	Industrielle
Fonction actuelle :	Idem

Valeurs patrimoniales pour l'immeuble

Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

Valeur historique

- La valeur historique est à valider, mais les façades d'origine sont sans doute présentes sous le revêtement d'acier actuel
-

Valeur architecturale

- Presque nulle, même si la matérialité de brique d'argile d'une partie de la façade est encore présente

Valeur paysagère

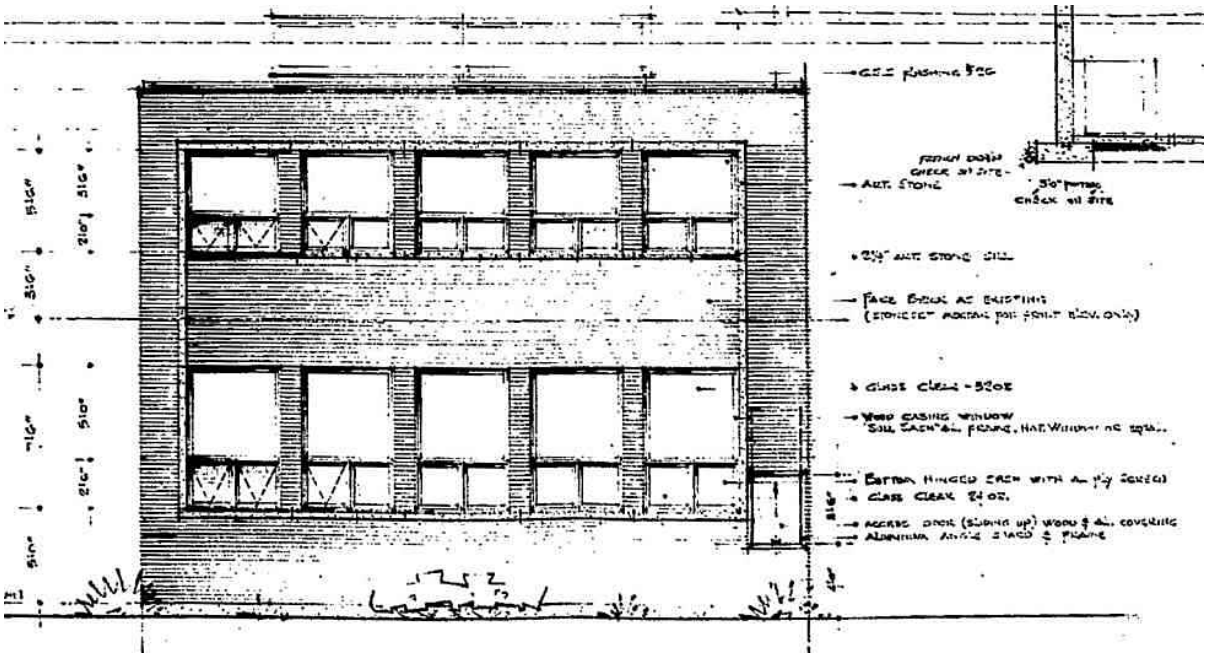
- Nulle

Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

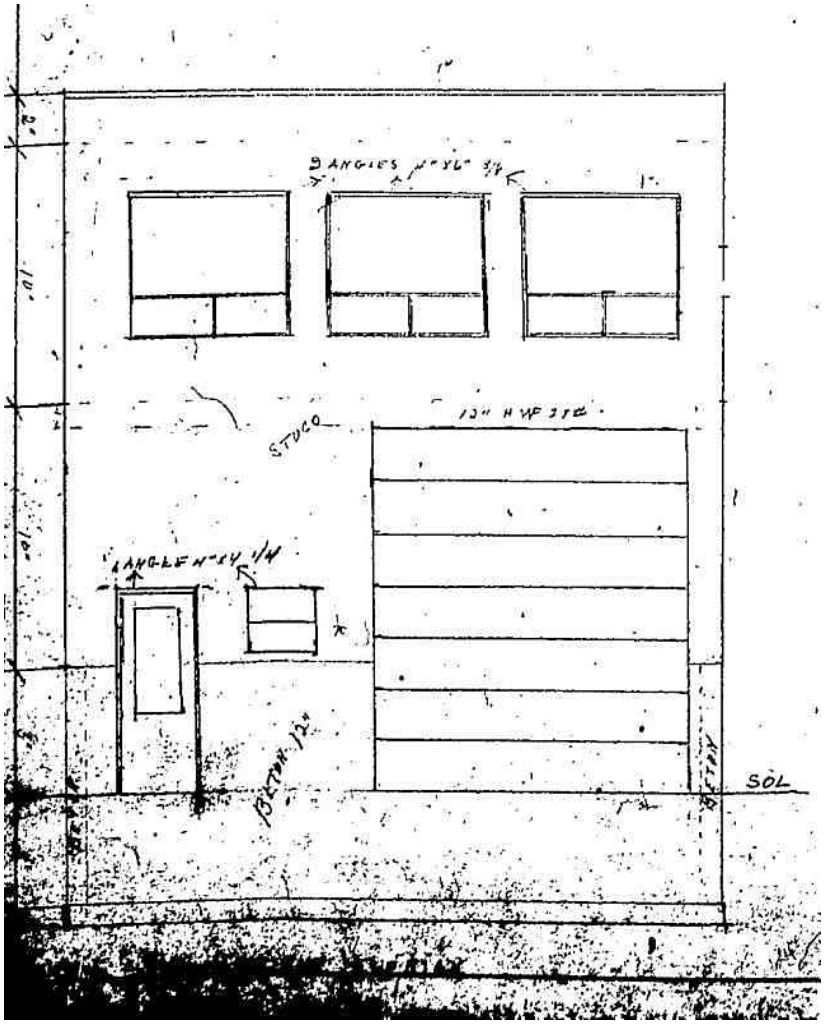
Synthèse

L'intérêt patrimonial de l'immeuble repose sur :

- La valeur architecturale de sa matérialité de brique d'argile;



Permis de 1957 au 2280 Florian



Agrandissement de 1971 au 2280 Florian

Informations générales sur le bâtiment 2300 Florian

Bâtiment isolé de 2 étages (1500 m²), majoritairement structure d'acier avec fondation en béton coulé, parement extérieur de tôle d'acier et toit plat.

Nom du lieu :	Les industries Gaza inc.
Adresse :	2300, rue Florian
Désignation patrimoniale au Plan d'urbanisme :	Aucune
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel :	Aucun
Date de construction :	1948 construction d'un premier bâtiment sur le site en fond de lot, en bloc de béton et crépi, hauteur 2 étages (partiel), par Construction Victoria 1951 construction agrandissement 2 étages en bloc et stuc 1951 permis pour construction d'un abri ouvert en cour avant 1978 construction agrandissement 2 étages en structure d'acier, avec revêtement en tôle d'acier beige, constituant la partie Nord du bâtiment actuel

	1986 Démolition des bâtiments de 1948/51 et agrandissement de la partie Nord sur la partie Sud, en structure d'acier sur fondations en béton, avec un revêtement en tôle d'acier beige
Concepteur :	Fred Lebensold, architecte, pour l'abri dans la cour de 1951; Michel Bazinet, architecte, pour les parties de 1978 et 1986
Propriétaire à l'origine :	Construction Victoria
Propriétaire actuel :	9595988 Canada inc.
Fonction d'origine :	Industrielle
Fonction actuelle :	Idem

Valeurs patrimoniales pour l'immeuble

Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

Valeur historique
- Le bâtiment est dans son état d'origine

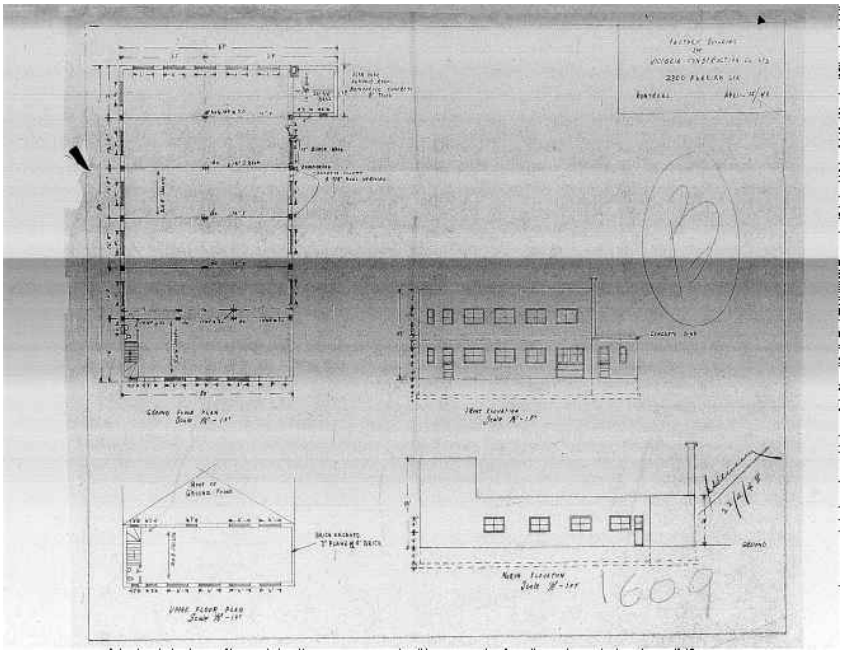
Valeur architecturale
- Nulle, même si un effort a été fait pour marquer l'entrée principale

Valeur paysagère
- Nulle

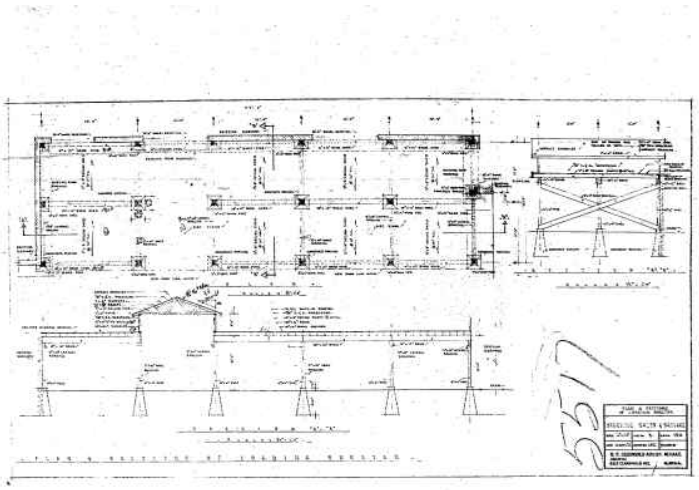
Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

Synthèse

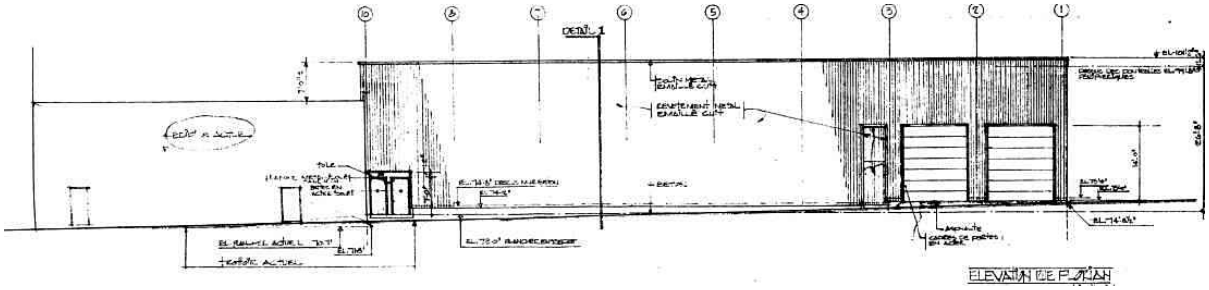
- L'intérêt patrimonial de l'immeuble est nul



Permis de 1948 au 2300 Florian



Permis de 1951 abri ouvert



Permis de 1978 partie Nord

<u>Informations générales sur le bâtiment 2400-2424 Florian</u>

Bâtiment jumelé de 2 étages (553 m²), structure de béton avec fondation et charpente de toit en béton coulé partie Nord, structure acier partie Sud, parement extérieur de brique d'argile et toit plat.

Nom du lieu :	Les industries Gaza inc.
Adresse :	2400-2424, rue Florian
Désignation patrimoniale au Plan d'urbanisme :	Aucune
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel :	Aucun
Date de construction :	1960 construction d'un premier bâtiment sur le site en bloc de béton et brique d'argile, hauteur 1 étage, par Paul Lafrance, constituant la partie Nord de l'édifice actuel. 1974 construction agrandissement 2 étages en brique constituant la partie Sud de l'édifice actuel, pour les produits Gaza inc..

Concepteur :	Inconnu
Propriétaire à l'origine :	Paul Lafrance
Propriétaire actuel :	9595988 Canada inc.
Fonction d'origine :	Industrielle
Fonction actuelle :	Idem

Valeurs patrimoniales pour l'immeuble

Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

Valeur historique
- La valeur historique est entière, car l'immeuble a été conservé dans son aspect original

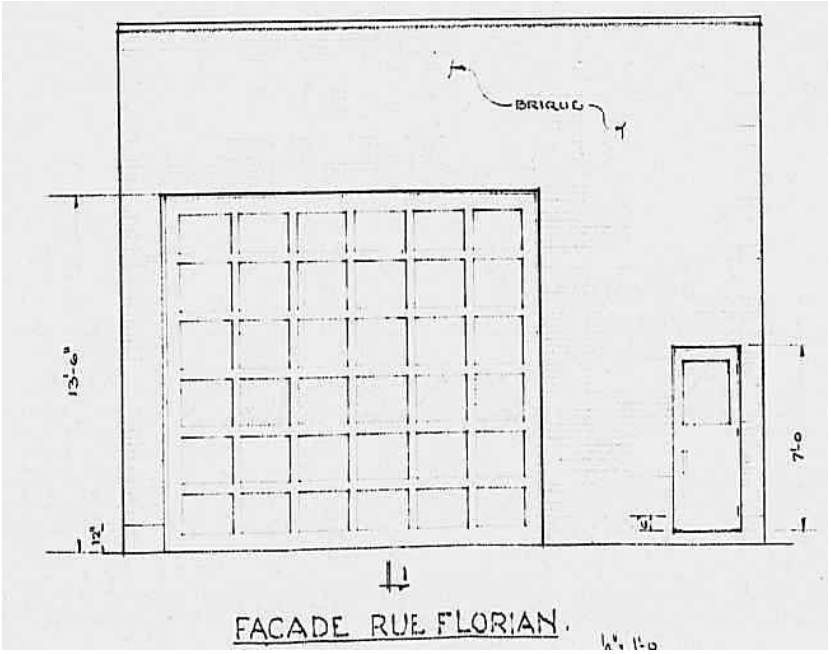
Valeur architecturale
- Presque nulle, même si la matérialité de brique d'argile de la façade est encore présente

Valeur paysagère
- Nulle

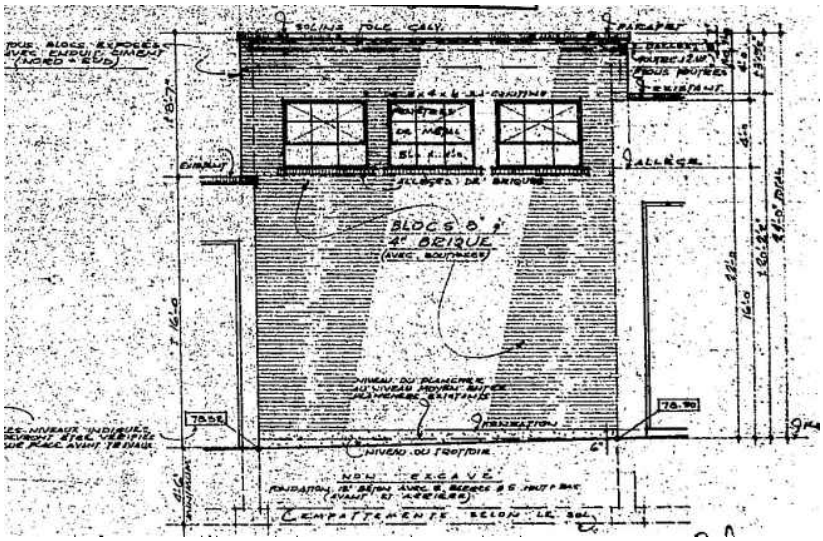
Éléments caractéristiques dans lesquels s'incarnent les valeurs du lieu

Synthèse

L'intérêt patrimonial de l'immeuble repose sur :
- La valeur architecturale de sa matérialité de brique d'argile;



Permis de 1960 au 2400 Florian



Permis de 1974 au 2400 Florian

<u>Projet de remplacement</u>

- Bâtiment contigu de 3 étages, surmonté d'une construction hors toit, qui serait construit en même temps que 12 autres immeubles similaires, sans être identiques, sur les lots vacants situés au Nord
- 104 logements au total, 8 par immeuble : 26 de 3cc (25%), 78 de 2cc (75%)
- Entrée commune pour 8 logements pour chacun des bâtiments projetés, déclinés en 4 modèles, sauf pour un modèle muni d'accès extérieurs privatifs
- Toits plats avec construction hors toit et terrasses privatives
- Projet conforme au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Projet de remplacement



Analyse

1) État de l'immeuble 2260 Florian

Le bâtiment existant apparaît sur la carte de 1907, et l'annuaire Lovell's annonce la rue Brown pour la première fois en 1906. Quoique l'immeuble apparaisse sur les cartes subséquentes de 1911 et 1926, sous l'adresse 240, toujours seul sur son îlot, l'annuaire Lovell's s'embrouille et liste le propriétaire comme étant Napoléon Jean, à l'adresse 150, et on le retrouve lorsque l'adresse change pour le 2260 Florian, occupant l'immeuble jusqu'en 1930. Le bâtiment a toujours eu une occupation résidentielle.

L'apparence actuelle de la façade date d'une transformation des années 1940 ou 1950, dont il n'y a pas trace aux archives. L'état du bâtiment est encore acceptable, mais on peut constater en façade avant qu'il y a eu un affaissement à chaque extrémité du mur de façade.

Appréciation de l'apparence, du caractère esthétique et de la qualité de vie du voisinage

Le bâtiment a conservé une apparence représentative du remodelage des années 1950, qui est loin d'être celle d'origine, mais sa construction est de qualité médiocre, et ne justifie sans doute pas les dépenses nécessaires pour une mise à niveau, dans l'environnement actuel.

2) État de l'immeuble 2280 Florian

Le bâtiment existant a été construit en 1957, pour la partie Nord, et 1971, pour la partie Sud, qui remplace la construction d'origine de 1948. L'immeuble a toujours eu une occupation industrielle, dédiée à la fabrication des sauces Gaza, dont la plus populaire était une sauce brune pour les sandwiches « Hot chicken ». Il appert que la compagnie existe encore, mais qu'elle aurait vendu ses recettes.

L'apparence actuelle de la façade date d'une transformation des années 1980, dont il n'y a pas trace aux archives. On devine que la matérialité d'origine est toujours présente sous la tôle d'acier, qui épouse le contour des ouvertures murées.

Appréciation de l'apparence, du caractère esthétique et de la qualité de vie du voisinage

Le bâtiment a conservé une apparence représentative du remodelage des années 1980, et il semble qu'il serait facile de retrouver celle d'origine, mais sa composition de façade est de qualité médiocre, pour chacune des 2 parties de l'immeuble, qui n'étaient pas harmonisées dès la naissance.

3) État de l'immeuble 2300 Florian

Le bâtiment existant a été construit en 1978, pour la partie Nord, et 1986, pour la partie Sud, qui remplace les constructions d'origine de 1948 et 1951. L'immeuble a toujours eu une occupation

industrielle, dédiée à l'entreposage des produits nécessaires à la fabrication et des biens manufacturés par les Produits Gaza.

L'apparence actuelle de la façade est d'origine. À l'exception de l'entrée principale, peu d'efforts ont été consentis pour établir un dialogue intéressant avec les piétons.nes.

Appréciation de l'apparence, du caractère esthétique et de la qualité de vie du voisinage
Le bâtiment a conservé l'apparence d'origine, mais sa composition de façade est de qualité médiocre, pour chacune des 2 parties de l'immeuble.

4) État de l'immeuble 2400-24 Florian
Le bâtiment existant a été construit en 1960, pour la partie Nord, et 1974. L'immeuble a toujours eu une occupation industrielle; il a été construit comme un garage de stationnement et d'entretien de camions, et agrandi pour le même usage par les Produits Gaza pour veiller à l'entretien des véhicules de la flotte.

L'apparence actuelle de la façade est d'origine. À l'exception de l'entrée principale, peu d'efforts ont été consentis pour établir un dialogue intéressant avec les piétons.nes.

Appréciation de l'apparence, du caractère esthétique et de la qualité de vie du voisinage
Le bâtiment a conservé l'apparence d'origine, mais sa composition de façade est très fonctionnaliste, pour chacune des 2 parties de l'immeuble.



Utilisation projetée du sol dégagé
Le demandeur propose un nouvel édifice de 3 étages sur demi sous-sol destiné à accueillir un usage résidentiel à tous les étages. L'ensemble des nouveaux bâtiments redéfinit presque complètement le côté d'îlot et propose un nouveau paradigme plutôt que de s'aligner sur les bâtiments existants. Les immeubles proposés auraient une largeur inhabituelle de 10,35 m, sauf les 2 situés à l'extrémité Nord, qui s'insèrent dans un espace différent, et qui ont une largeur de 11,25 m; ils seraient déclinés en 3 modèles qui diffèrent légèrement de par la configuration, les accès, et la couleur de la brique.

Les modèles seraient aussi légèrement désalignés en plan, ainsi qu'en hauteur pour respecter la pente naturelle de la rue.

La cour arrière serait paysagée, mais partiellement consacrée au stationnement (2 places par immeuble), et elle descendrait par paliers pour desservir le sous-sol.

Tous les logements sont dotés d'espaces extérieurs en cour arrière, qui est celle baignée par la course du soleil, et ils sont aménagés de façon à ce que les espaces de vie donnent de ce côté.

Autres considérations
Le comité doit considérer qu'un projet de construction qui entraîne la démolition d'un bâtiment devrait présenter des qualités de conception architecturale et d'intégration au contexte au moins égales, sinon supérieures, à celles de l'ouvrage à démolir, et devrait faire la démonstration de sa prise en compte respectueuse des caractéristiques typologiques du bâti environnant, afin d'y apporter une contribution positive.

À cet effet, on peut argumenter que la proposition constitue une amélioration des conditions existantes au niveau de la qualité de la construction et de sa contribution urbaine, et son volume aura peu d'effet sur l'ensoleillement des propriétés voisines. Bien que l'échelle du bâtiment proposé dépasse celle des édifices actuels, elle demeure subordonnée à celle des bâtiments résidentiels voisins construits récemment sur la rue de Rouen.

Quoique le promoteur se soit engagé à conserver ou remettre en état les aménagements paysagers réalisés dans la ruelle verte située à l'arrière du projet, il demeure que la configuration des cours arrière pourrait être revue pour alléger l'impact du projet et des stationnements sur la ruelle verte aménagée en 2013.

Garanties monétaires exigées
En vertu du Règlement sur la démolition d'immeubles, la garantie monétaire pour un projet démolissant le bâtiment à l'étude s'élèverait à 15% de la valeur au rôle d'évaluation de celui-ci (bâtiment + terrain), soit :

Pour le 2260 Florian, une somme de 0,15 x (316 000), pour un sous-total de 47 400 $;
Pour le 2280 Florian, une somme de 0,15 x (398 100), pour un sous-total de 59 715 $;
Pour le 2300 Florian, une somme de 0,15 x (1 288 000), pour un sous-total de 193 200 $;
Pour le 2400 Florian, une somme de 0,15 x (213 500), pour un sous-total de 32 025 $;
Le tout, pour un total de 332 340 $.

Recommandation

Considérant que : L'état de l'immeuble existant est encore passable, quoique la structure montre des signes d'affaissement, et n'est pas en état d'être intégrée à toute tentative de densification du terrain.

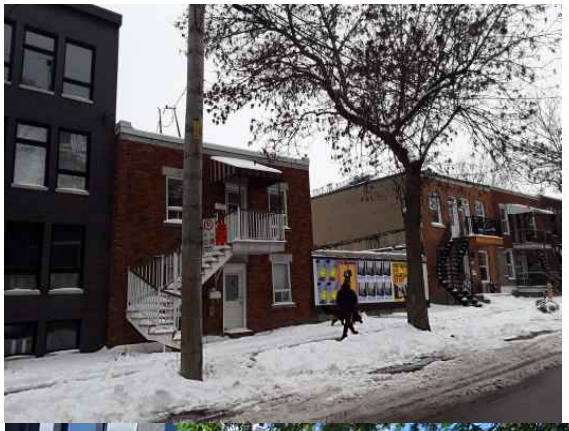
Considérant que : La proposition résulte en une amélioration notable des conditions existantes; elle propose un changement d'usage bienvenu dans ce quartier à dominante résidentielle, insérant une centaine de nouveaux logements aux typologies généreuses.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande au Comité d'étude des demandes de démolition d'évaluer FAVORABLEMENT la demande de certificat d'autorisation de démolition. Le projet sera présenté une autre fois au Comité consultatif d'urbanisme lors de l'étude de la demande de permis de construction.

Annexe

État des bâtiments



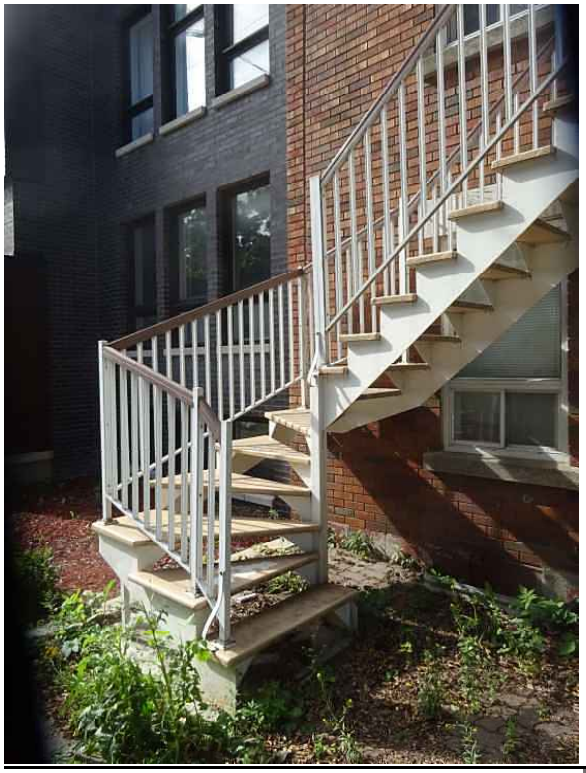






























Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

22 juin 2021
17 h 30

En visioconférence
avec webdiffusion en direct et en différé

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente du comité et conseillère de la ville

M. Richard Ryan, vice-président du comité et conseiller de la ville

Mme Émilie Breault, membre

Mme Maggie Cabana, membre

Mme Maria Karteris, membre

M. Réjean Martineau, membre

M. Louis Routhier, chef de division Urbanisme

M. Francis Lefebvre, architecte

M. Thomas Fontaine, architecte

Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche

M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Séance tenue en visioconférence, avec webdiffusion en direct ou en différé

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 30. Elle présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La présidente fait lecture de l'ordre du jour; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

La présidente précise que chacun des projets inscrits à l'ordre du jour a fait l'objet d'un processus de consultation écrite sur 15 jours annoncée par avis public. Dans ce contexte, des présentations détaillées de chaque projet ont été mises en ligne à compter du 31 mai 2021 et elles sont disponibles pour consultation. En conséquence, une présentation sommaire des demandes sera faite, et par la suite, un résumé des commentaires reçus lors de la consultation écrite tenue du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement sera présenté. Au besoin, des précisions pourront être apportées quant aux projets, puis le comité rendra sa décision motivée pour chacune des demandes.

Elle ajoute que s'il y a lieu, les commentaires et/ou questions écrites reçues après la date du 14 juin 2021 ont été transmis aux responsables de chacun des dossiers.

3. ÉTUDE DES DEMANDES

3.1) 1886-1892, rue Ontario Est

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 1886-1892, rue Ontario Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble de 3 étages comprenant 4 logements et un espace commercial.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- prévoir un traitement architectural d'intérêt pour les garde-corps en façade avant;
- prévoir une imposte au-dessus de l'entrée résidentielle sur la rue Ontario;
- prévoir un revêtement d'une plus grande qualité pour les constructions hors-toit, qui resteront visibles depuis la voie publique;
- détailler l'aménagement de la cour arrière, en favorisant un traitement végétalisé.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *aux types de commerces qui s'installeraient au rez-de-chaussée.*

La présidente fait lecture du projet de décision, après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière;

Considérant que ceux-ci présentent une apparence vétuste qui affecte négativement le paysage de ce tronçon de la rue Ontario;

Considérant que la proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site;

Considérant que la proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 1886-1892, rue Ontario Est, et ce, à la condition suivante :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 24 mars 2021 et conçus par A. Pilon architecte.*

Adoptée à l'unanimité

Le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

La présidente rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

3.2) 2110-2112, rue Bercy

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 2110-2112, rue Bercy, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages comprenant 7 logements.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- considérer un traitement du mur latéral aux balcons en alcôve des 2e et 3e étages, afin d'atténuer la massivité du volume;
- améliorer la représentation du contexte aux documents, en vue des prochaines présentations.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

La présidente fait lecture du projet de décision après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique;

Considérant que les bâtiments présentent des enjeux structuraux majeurs;

Considérant que la portion avant dégarnie a un impact visuel négatif sur le paysage de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement permet une intégration harmonieuse au contexte de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portants les numéros 2110-2112, rue Bercy, et ce, à la condition suivante :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 25 mai 2021 et conçus par Luc Denis architecte.*

Adoptée à l'unanimité.

La présidente rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

3.3) 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction de 13 immeubles résidentiels de 3 étages comprenant 104 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres :

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- aux préoccupations quant à l'accessibilité à la ruelle et espaces de stationnement de certains résidants de la rue Wurtele pendant la démolition;
- à la proximité des immeubles visés par la demande de ceux sur la rue Wurtele;

- aux impacts de la démolition sur la qualité de vie du voisinage, notamment en ce qui concerne le bruit, la pollution, le chargement des matériaux et la santé des citoyens, le tout dans le contexte de la pandémie et du télétravail;
- à l'absence d'échéancier de démolition et construction;
- au souhait qu'advenant une autorisation de le demande, le requérant s'engage formellement dans le cadre de son projet à :
    - ne pas utiliser la ruelle située entre la rue Florian et Wurtele;
    - ne pas stationner tout véhicule et/ou bloquer l'accès à la ruelle;
    - effectuer le chargement à partir de la rue Florian;
    - ne pas entraver la circulation dans la ruelle entre les rue Florian et Wurtele, notamment afin que les espaces de stationnement demeurent accessibles;
    - déposer un plan d'action avant le début des travaux indiquant les mesures de mitigation sur le voisinage;
    - déposer une lettre d'engagement garantissant la fermeture des moteurs des camions, et une politique de réapprovisionnement afin d'éviter l'attente indue de camions sur les rues.
- à la forte mobilisation citoyenne lors de la séance de comité de démolition du 3 février 2021 en opposition au projet, ayant poussé au report de l'étude de la demande;
- au dépôt de documents, dont le dossier explicatif de la ruelle verte réalisé par la Société Écocitoyenne de Montréal, le plan de présentation du projet par l'entreprise immobilière, ainsi qu'un dossier de présentation réalisé par des citoyens;
- aux inquiétudes et préoccupations quant à l'ajout de 26 places de stationnements accessibles uniquement par la ruelle;
- à la destruction et au retrait de fosses creusées, aménagées et verdies par la Société Écocitoyenne de Montréal et certains résidents;
- à la rencontre avec le promoteur et aux contradictions, ainsi qu'irrégularités soulevées dans le discours du propriétaire de la compagnie Mondev, notamment en ce qui concerne les interventions relatives aux fosses creusées et la mixité du projet;
- à l'évolution des arrondissements dans le contexte de projets d'une telle envergure et le changement de la face d'un quartier, malgré une forte mobilisation citoyenne.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à la réalisation du projet par le promoteur comme un tout ou par phase, ainsi que le délai prévu s'il y a lieu;*
- *à des précisions quant aux commentaires émis lors de la consultation écrite tenue du 31 mai au 14 juin 2021;*
- *au fait que le projet avait déjà été soumis au comité d'étude des demandes de démolition et reporté suite aux préoccupations soulevées afin qu'une rencontre ait lieu entre le requérant et les citoyens riverains;*

- *aux potentiels engagements du requérant, comme la mise en place d'un comité de bon voisinage.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que l'état des immeubles existants est encore passable, quoique la structure de certains montre des signes d'affaiblissement, et n'est pas en état d'être intégrée à toute tentative de densification du terrain ;

Considérant que la proposition résulte en une amélioration notable des conditions existantes; elle propose un changement d'usage bienvenu dans ce quartier à dominante résidentielle, insérant une centaine de nouveaux logements aux typologies généreuses ;

Considérant la proximité du projet avec la station de métro Préfontaine ;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian, et ce, aux conditions suivantes :

- *Réduire de moitié le nombre de stationnement du projet pour diminuer le trafic véhiculaire dans la ruelle;*
- *Mettre en place un comité de bon voisinage qui permettrait un canal de communication pour pouvoir mitiger les impacts du chantier et impliquer, dans la mesure du possible, les citoyen.ne.s riverains dans le réaménagement paysager a posteriori.*

Le comité d'étude des demandes de démolition propose également que le requérant :

- *évalue la possibilité de revoir la disposition des espaces de stationnement dans le projet en réfléchissant à la possibilité de les mettre en tête d'ilot pour concentrer la circulation véhiculaire à un endroit et non sur l'ensemble de la ruelle.*
- *envisage une entente avec un opérateur d'auto-partage comme Communauto pour répondre aux besoins véhiculaires des citoyen.ne.s sans nécessairement déployer trop de stationnement.*

Adoptée à l'unanimité.

3.4) 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 5 étages abritant 158 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- réduire à trois les matériaux de la façade Wolfe, par exemple en utilisant le même revêtement pour la section de façade à angle que pour la tête d'ilot;
- maximiser les zones végétalisées au toit du projet de remplacement;
- prévoir la mise en place d'un comité de bon voisinage par le demandeur, permettant de tenir informés les résidents du secteur et d'établir une plateforme de communication.

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres:

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- au fait que l'état actuel des immeubles ne justifie pas leur démolition;
- à la hauteur du projet de remplacement qui dépasse celle des bâtiments voisins et s'intégrera mal au quartier;
- à des demandes d'ajout de commerces au rez-de-chaussée du projet, l'augmentation du nombre de logements de plus de trois chambres pour accueillir des familles, et l'ajout de logements sociaux afin de répondre aux besoins du quartier;
- à l'ajout d'espaces verts autour de l'édifice puisque la conception actuelle n'en prévoit pas, ni ne prévoit de zone d'absorption des eaux;
- à la préservation des arbres sur la façade des rues Viger et Wolfe;
- au plan prévu pour contrer les ilots de chaleur;
- à des préoccupations quant à la perte de la vue du pont Jacques-Cartier, des feux d'artifices, etc. ;
- au fait que les croquis aux pages 24 et 25 du document présenté sont trompeurs et déforment la réalité en proposant une vision idyllique du projet, notamment en ce qui concerne la verdure et la plantation d'arbres;
- à l'impact négatif du projet de 5 étages sur l'ensoleillement et la lumière des bâtiments voisins;
- à l'absence dans le projet d'ilots de verdure accessibles au public malgré l'engagement de la mairesse et des conseillers de l'arrondissement de Ville-Marie de rendre les rues de Montréal plus vertes;

- à des préoccupations quant à la proximité du bâtiment projeté et des bâtiments voisins (notamment l'arrière de l'immeuble du 1021 rue Atateken), de même qu'à l'impact du projet sur l'intimité, la qualité de vie et la valeur des immeubles voisins;
- à la planification et la mise en œuvre d'un plan pour disposer de façon écologique des matériaux dans le cas où la démolition serait autorisée;
- à l'accès aux stationnements;
- à une compensation advenant des dommages aux voitures stationnées ou l'impossibilité pour les voitures de se stationner;
- aux mesures de mitigation suggérées quant au bruit, à la poussière et tous autres inconvénients générés par les travaux de démolition et de construction;
- à la configuration des sorties de ventilation du bâtiment projeté et à un plan pour minimiser le bruit qui sera généré;
- à l'insuffisance du nombre de cases de stationnement pour la quantité de logements prévus;
- à la fourniture d'une ligne d'information pour poser des questions en lien avec le déroulement du chantier, notamment dans le contexte du télétravail;
- au fait que la proposition de matériaux différents est démodée, non esthétique et que l'uniformité de l'extérieur du bâtiment devra être revue pour embellir le quartier.

À la demande de la présidente, M. Fontaine répond aux commentaires reçus et apporte des précisions quant aux hauteurs prévues, à la conformité du projet à la réglementation, aux logements sociaux, aux ilots de chaleurs, à la végétalisation, à la gestion du chantier et déchets, au rapport du bâtiment projeté avec les bâtiments aux 1011 et 1021, rue Atateken.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à l'ajout de commerces au rez-de-chaussée afin de créer une mixité;*
- *à la possibilité de favoriser le prolongement de l'artère commerciale Atateken.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique ;

Considérant que le gabarit et la modénature actuelle du 955, rue Atateken, conviennent peu à l'emplacement du site en bordure de l'avenue Viger ;

Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de l'avenue Viger et de la rue Wolfe. Le projet présente un rythme dans sa composition et une articulation de ses composantes qui permettent une expression architecturale dynamique convenant à un projet d'un tel gabarit. La

proposition permet une transition entre le cadre bâti présent existant, et le secteur de surhauteur qui débute à l'est de la rue Wolfe;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure ;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est, et ce, aux conditions suivantes :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 12 avril 2021 et conçus par Luc Denis architecte;*
- *Mettre en place un comité de bon voisinage;*
- *Maximiser le verdissement sur la toiture et sur l'ensemble du site.*

Le comité d'étude des demandes de démolition propose également que le requérant favorise une occupation commerciale au rez-de-chaussée.

Adoptée à l'unanimité.

3.5) 3477, rue Drummond

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 3477, rue Drummond, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 12 étages abritant 107 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres :

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- à l'augmentation de la demande en stationnement et de la circulation sur la rue Drummond avec la venue du projet, en sus de celle causée par les redirections en raison de rues fermées aux alentours ou au stationnement occupé lors de tournage sur la rue Drummond;

- au fait que le projet obstruera la vue de certains bâtiments sur la montagne, ce qui aura pour effet de réduire la valeur de ceux-ci;
- au fait que la poussière et dégâts générés par les travaux de démolition et de construction seront insupportables;
- à la réception de deux pétitions en opposition à la démolition du bâtiment sis au 3477, rue Drummond, respectivement de 392 signatures et 86 signatures;
- à la sauvegarde de la qualité de vie dans le quartier du « Golden Square Mile »;
- à l'importance de la protection de l'environnement et du style de vie du quartier;
- au fait que la demande de démolition ne répond pas aux critères établis pas la Ville en vertu du règlement CA-24-215 pour autoriser cette dernière;
- aux dimensions du bâtiment projeté et ses impacts sur le voisinage, dont le blocage de vues, la circulation, le bruit et la pollution;
- à l'importance de faire effectuer une étude d'impact sur la circulation par une tierce partie impartiale;
- à l'impact du projet sur les résidents, les familles et la qualité de vie, considérant que la plus grande unité mesurera 83,6 mètres carrés;
- à des considérations architecturales et esthétiques du bâtiment projeté.

À la demande de la présidente, M. Lefebvre répond aux commentaires reçus et apporte des précisions quant aux pertes de vues et de valeur, aux nuisances du chantier, à l'augmentation de la pression sur la circulation automobile et le stationnement, et au zonage permettant la construction en hauteur.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à la possibilité de rehausser le bâtiment existant afin d'y ajouter des étages;*
- *à la conformité réglementaire d'un projet résidentiel plus dense.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que l'état de l'immeuble est acceptable et en bon état;

Considérant que ce projet avait déjà été soumis au comité d'étude des demandes de démolition et reporté afin que le requérant puissent rencontrer les citoyen.ne.s;

Considérant que de nombreuses préoccupations ont été soulevées par les citoyen.ne.s;

Considérant que le requérant n'a pas su faire la démonstration que le projet n'aurait pas d'impact sur la qualité vie des citoyen.ne.s riverain.e.s, ni générer l'acceptabilité sociale;

Il est donc résolu de refuser la démolition du bâtiment portant le numéro 3477, rue Drummond.

Adoptée à l'unanimité.

4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 18 h 34.

_____

2021-06-29	2 juillet 2021
M[e] Katerine Rowan date	Mme Sophie Mauzerolle date
Secrétaire d'arrondissement	Présidente du comité

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.24

2021/09/14
18:30

(1)

Dossier # : 1211044001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé aux 1886 à 1892, rue Ontario Est.

De confirmer la décision du Comité d'étude des demandes de démolition rendue le 22 juin 2021 autorisant la démolition du bâtiment portant les numéros 1886 à 1892, rue Ontario Est et ce, aux conditions suivantes:

- Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 24 mars 2021 et conçus par A. Pilon architecte.
- Que le promoteur mette en place un comité de bon voisinage avec les résidents du secteur immédiat, pour la durée du chantier de démolition et de construction.

D'autoriser, à cette fin, la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-03 15:45

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1211044001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé aux 1886 à 1892, rue Ontario Est.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) a été déposée à l'arrondissement en vertu de l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215). Cette demande d'appel concerne la demande de démolition #3002414434, déposée le 11 novembre 2020, et visant l'immeuble portant les adresses 1886 à 1892, rue Ontario Est.
Cette demande d'appel fait suite à la décision favorable à la demande de démolition du bâtiment rendue par le CEDD de l'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 22 juin 2021.

En vertu de l'article 25 du même règlement, le conseil d'arrondissement peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La demande vise la démolition de deux bâtiments occupant un même lot, sur la rue Ontario à proximité de la rue Dorion. Les structures de un et deux étages, qui dateraient de 1892 selon l'étude historique fournie par le demandeur, ont abrité divers commerces au fil des décennies. Le passage cocher qui séparait les deux structures aurait été comblé dans les années 1960. Les bâtiments à l'étude présentent une valeur architecturale faible, et un degré d'authenticité peu élevé considérant les modifications apportées à leur apparence et le remplacement de leurs finis d'origine. Les bâtiments présentent même une valeur contextuelle plutôt négative par leur faible gabarit et leur apparence vétuste.
Ils rappellent par contre les échoppes commerciales, qui étaient plus courantes dans ce secteur pendant la première moitié du XXe siècle.

Les bâtiments ont fait l'objet d'une expertise structurale par l'ingénieur Khaled Slim datant de juillet 2020. Le rapport relève un affaissement des fondations de moellons et des défauts importants de la structure au-dessus du sol, atteinte par la pourriture. Le rapport note également des traces d'un incendie ancien. Le mur mitoyen entre les unités 1890 et 1892 menace également de se renverser. Les bâtiments sont donc dans un état irrécupérable,

selon l’ingénieur.

Le projet de remplacement est un bâtiment de 3 étages abritant 4 unités résidentielles (2 unités de 2 chambres et 2 unités de 3 chambres) et un espace commercial au rez-de-chaussée, implanté à la limite avant du terrain. Les deux unités résidentielles du 3e étage comportent des mezzanines et des terrasses privatives au toit.

Le rez-de-chaussée commercial, largement vitré, est revêtu de bloc architectural de couleur pâle. Les étages sont revêtus de brique d’argile avec une insertion de bloc architectural soulignant les niveaux. Chaque appartement possède une porte à panneaux coulissants fermés d’un garde-corps vitré. En façade, un passage d’issue grillagé mène à la cour arrière, qui est accessible pour les résidents.

Le projet de démolition a été présenté au CCU le 15 avril 2021, et a alors reçu un avis préliminaire favorable en vue de la présentation au CEDD.

Il a ensuite été présenté au CEDD le 22 juin 2021, et celui-ci a rendu une décision favorable à la démolition:

- Considérant que les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière;
- Considérant que ceux-ci présentent une apparence vétuste qui affectent négativement le paysage de ce tronçon de la rue Ontario;
- Considérant que la proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site;
- Considérant que la proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte.

À la suite de cette décision, l'arrondissement a reçu des demandes d'appel de cette décision de la part de citoyens résidents du secteur. Ces derniers argumentent leur demande d'appel en se basant sur les points suivants:

> *- le projet pourrait avoir un impact négatif sur la sécurité des résidents du secteur, et de leurs biens matériels;*
> *-le projet pourrait avoir un impact négatif sur la qualité de vie des résidents du secteur, particulièrement ceux des bâtiment adjacents.*

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que les réserves présentés par les demandeurs d'appel sont légitimes et dénotent une sensibilité justifiée relativement aux travaux prévus dans leur environnement immédiat. La mise en place d'un comité de bon voisinage mettant en contact le promoteur et les résidents du secteur immédiat pourrait être une façon de faciliter les communications relatives au chantier et de répondre aux inquiétudes soulevées par les citoyens.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande de rendre une décision **favorable** au projet, suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition pour les motifs suivants:

- Considérant que les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière;

- Considérant que ceux-ci présentent une apparence vétuste qui affectent négativement le paysage de ce tronçon de la rue Ontario;
- Considérant que la proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site;
- Considérant que la proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte.

La recommandation favorable est assortie des conditions suivantes:

- Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 24 mars 2021 et conçus par A. Pilon architecte.
- Que le promoteur mette en place un comité de bon voisinage avec les résidents du secteur immédiat, pour la durée du chantier de démolition et de construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas FONTAINE
Architecte

Tél : 514-868-4545
Télécop. : 514-868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-02

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-09-03

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

22 juin 2021
17 h 30

En visioconférence
avec webdiffusion en direct et en différé

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente du comité et conseillère de la ville

M. Richard Ryan, vice-président du comité et conseiller de la ville

Mme Émilie Breault, membre

Mme Maggie Cabana, membre

Mme Maria Karteris, membre

M. Réjean Martineau, membre

M. Louis Routhier, chef de division Urbanisme

M. Francis Lefebvre, architecte

M. Thomas Fontaine, architecte

Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche

M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Séance tenue en visioconférence, avec webdiffusion en direct ou en différé

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 30. Elle présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La présidente fait lecture de l'ordre du jour; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

La présidente précise que chacun des projets inscrits à l'ordre du jour a fait l'objet d'un processus de consultation écrite sur 15 jours annoncée par avis public. Dans ce contexte, des présentations détaillées de chaque projet ont été mises en ligne à compter du 31 mai 2021 et elles sont disponibles pour consultation. En conséquence, une présentation sommaire des demandes sera faite, et par la suite, un résumé des commentaires reçus lors de la consultation écrite tenue du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement sera présenté. Au besoin, des précisions pourront être apportées quant aux projets, puis le comité rendra sa décision motivée pour chacune des demandes.

Elle ajoute que s'il y a lieu, les commentaires et/ou questions écrites reçues après la date du 14 juin 2021 ont été transmis aux responsables de chacun des dossiers.

3. ÉTUDE DES DEMANDES

3.1) 1886-1892, rue Ontario Est

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 1886-1892, rue Ontario Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble de 3 étages comprenant 4 logements et un espace commercial.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- prévoir un traitement architectural d'intérêt pour les garde-corps en façade avant;
- prévoir une imposte au-dessus de l'entrée résidentielle sur la rue Ontario;
- prévoir un revêtement d'une plus grande qualité pour les constructions hors-toit, qui resteront visibles depuis la voie publique;
- détailler l'aménagement de la cour arrière, en favorisant un traitement végétalisé.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *aux types de commerces qui s'installeraient au rez-de-chaussée.*

La présidente fait lecture du projet de décision, après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière;

Considérant que ceux-ci présentent une apparence vétuste qui affecte négativement le paysage de ce tronçon de la rue Ontario;

Considérant que la proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site;

Considérant que la proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 1886-1892, rue Ontario Est, et ce, à la condition suivante :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 24 mars 2021 et conçus par A. Pilon architecte.*

Adoptée à l'unanimité

Le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

La présidente rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

3.2) 2110-2112, rue Bercy

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 2110-2112, rue Bercy, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages comprenant 7 logements.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- considérer un traitement du mur latéral aux balcons en alcôve des 2e et 3e étages, afin d'atténuer la massivité du volume;
- améliorer la représentation du contexte aux documents, en vue des prochaines présentations.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

La présidente fait lecture du projet de décision après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique;

Considérant que les bâtiments présentent des enjeux structuraux majeurs;

Considérant que la portion avant dégarnie a un impact visuel négatif sur le paysage de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement permet une intégration harmonieuse au contexte de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portants les numéros 2110-2112, rue Bercy, et ce, à la condition suivante :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 25 mai 2021 et conçus par Luc Denis architecte.*

Adoptée à l'unanimité.

La présidente rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

3.3) 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction de 13 immeubles résidentiels de 3 étages comprenant 104 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres :

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- aux préoccupations quant à l'accessibilité à la ruelle et espaces de stationnement de certains résidants de la rue Wurtele pendant la démolition;
- à la proximité des immeubles visés par la demande de ceux sur la rue Wurtele;

- aux impacts de la démolition sur la qualité de vie du voisinage, notamment en ce qui concerne le bruit, la pollution, le chargement des matériaux et la santé des citoyens, le tout dans le contexte de la pandémie et du télétravail;
- à l'absence d'échéancier de démolition et construction;
- au souhait qu'advenant une autorisation de le demande, le requérant s'engage formellement dans le cadre de son projet à :
    - ne pas utiliser la ruelle située entre la rue Florian et Wurtele;
    - ne pas stationner tout véhicule et/ou bloquer l'accès à la ruelle;
    - effectuer le chargement à partir de la rue Florian;
    - ne pas entraver la circulation dans la ruelle entre les rue Florian et Wurtele, notamment afin que les espaces de stationnement demeurent accessibles;
    - déposer un plan d'action avant le début des travaux indiquant les mesures de mitigation sur le voisinage;
    - déposer une lettre d'engagement garantissant la fermeture des moteurs des camions, et une politique de réapprovisionnement afin d'éviter l'attente indue de camions sur les rues.
- à la forte mobilisation citoyenne lors de la séance de comité de démolition du 3 février 2021 en opposition au projet, ayant poussé au report de l'étude de la demande;
- au dépôt de documents, dont le dossier explicatif de la ruelle verte réalisé par la Société Écocitoyenne de Montréal, le plan de présentation du projet par l'entreprise immobilière, ainsi qu'un dossier de présentation réalisé par des citoyens;
- aux inquiétudes et préoccupations quant à l'ajout de 26 places de stationnements accessibles uniquement par la ruelle;
- à la destruction et au retrait de fosses creusées, aménagées et verdies par la Société Écocitoyenne de Montréal et certains résidents;
- à la rencontre avec le promoteur et aux contradictions, ainsi qu'irrégularités soulevées dans le discours du propriétaire de la compagnie Mondev, notamment en ce qui concerne les interventions relatives aux fosses creusées et la mixité du projet;
- à l'évolution des arrondissements dans le contexte de projets d'une telle envergure et le changement de la face d'un quartier, malgré une forte mobilisation citoyenne.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à la réalisation du projet par le promoteur comme un tout ou par phase, ainsi que le délai prévu s'il y a lieu;*
- *à des précisions quant aux commentaires émis lors de la consultation écrite tenue du 31 mai au 14 juin 2021;*
- *au fait que le projet avait déjà été soumis au comité d'étude des demandes de démolition et reporté suite aux préoccupations soulevées afin qu'une rencontre ait lieu entre le requérant et les citoyens riverains;*

- *aux potentiels engagements du requérant, comme la mise en place d'un comité de bon voisinage.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que l'état des immeubles existants est encore passable, quoique la structure de certains montre des signes d'affaiblissement, et n'est pas en état d'être intégrée à toute tentative de densification du terrain ;

Considérant que la proposition résulte en une amélioration notable des conditions existantes; elle propose un changement d'usage bienvenu dans ce quartier à dominante résidentielle, insérant une centaine de nouveaux logements aux typologies généreuses ;

Considérant la proximité du projet avec la station de métro Préfontaine ;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian, et ce, aux conditions suivantes :

- *Réduire de moitié le nombre de stationnement du projet pour diminuer le trafic véhiculaire dans la ruelle;*
- *Mettre en place un comité de bon voisinage qui permettrait un canal de communication pour pouvoir mitiger les impacts du chantier et impliquer, dans la mesure du possible, les citoyen.ne.s riverains dans le réaménagement paysager a posteriori.*

Le comité d'étude des demandes de démolition propose également que le requérant :

- *évalue la possibilité de revoir la disposition des espaces de stationnement dans le projet en réfléchissant à la possibilité de les mettre en tête d'ilot pour concentrer la circulation véhiculaire à un endroit et non sur l'ensemble de la ruelle.*
- *envisage une entente avec un opérateur d'auto-partage comme Communauto pour répondre aux besoins véhiculaires des citoyen.ne.s sans nécessairement déployer trop de stationnement.*

Adoptée à l'unanimité.

3.4) 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 5 étages abritant 158 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- réduire à trois les matériaux de la façade Wolfe, par exemple en utilisant le même revêtement pour la section de façade à angle que pour la tête d'ilot;
- maximiser les zones végétalisées au toit du projet de remplacement;
- prévoir la mise en place d'un comité de bon voisinage par le demandeur, permettant de tenir informés les résidents du secteur et d'établir une plateforme de communication.

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres:

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- au fait que l'état actuel des immeubles ne justifie pas leur démolition;
- à la hauteur du projet de remplacement qui dépasse celle des bâtiments voisins et s'intégrera mal au quartier;
- à des demandes d'ajout de commerces au rez-de-chaussée du projet, l'augmentation du nombre de logements de plus de trois chambres pour accueillir des familles, et l'ajout de logements sociaux afin de répondre aux besoins du quartier;
- à l'ajout d'espaces verts autour de l'édifice puisque la conception actuelle n'en prévoit pas, ni ne prévoit de zone d'absorption des eaux;
- à la préservation des arbres sur la façade des rues Viger et Wolfe;
- au plan prévu pour contrer les ilots de chaleur;
- à des préoccupations quant à la perte de la vue du pont Jacques-Cartier, des feux d'artifices, etc. ;
- au fait que les croquis aux pages 24 et 25 du document présenté sont trompeurs et déforment la réalité en proposant une vision idyllique du projet, notamment en ce qui concerne la verdure et la plantation d'arbres;
- à l'impact négatif du projet de 5 étages sur l'ensoleillement et la lumière des bâtiments voisins;
- à l'absence dans le projet d'ilots de verdure accessibles au public malgré l'engagement de la mairesse et des conseillers de l'arrondissement de Ville-Marie de rendre les rues de Montréal plus vertes;

- à des préoccupations quant à la proximité du bâtiment projeté et des bâtiments voisins (notamment l'arrière de l'immeuble du 1021 rue Atateken), de même qu'à l'impact du projet sur l'intimité, la qualité de vie et la valeur des immeubles voisins;
- à la planification et la mise en œuvre d'un plan pour disposer de façon écologique des matériaux dans le cas où la démolition serait autorisée;
- à l'accès aux stationnements;
- à une compensation advenant des dommages aux voitures stationnées ou l'impossibilité pour les voitures de se stationner;
- aux mesures de mitigation suggérées quant au bruit, à la poussière et tous autres inconvénients générés par les travaux de démolition et de construction;
- à la configuration des sorties de ventilation du bâtiment projeté et à un plan pour minimiser le bruit qui sera généré;
- à l'insuffisance du nombre de cases de stationnement pour la quantité de logements prévus;
- à la fourniture d'une ligne d'information pour poser des questions en lien avec le déroulement du chantier, notamment dans le contexte du télétravail;
- au fait que la proposition de matériaux différents est démodée, non esthétique et que l'uniformité de l'extérieur du bâtiment devra être revue pour embellir le quartier.

À la demande de la présidente, M. Fontaine répond aux commentaires reçus et apporte des précisions quant aux hauteurs prévues, à la conformité du projet à la réglementation, aux logements sociaux, aux ilots de chaleurs, à la végétalisation, à la gestion du chantier et déchets, au rapport du bâtiment projeté avec les bâtiments aux 1011 et 1021, rue Atateken.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à l'ajout de commerces au rez-de-chaussée afin de créer une mixité;*
- *à la possibilité de favoriser le prolongement de l'artère commerciale Atateken.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

> *Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique ;*
>
> *Considérant que le gabarit et la modénature actuelle du 955, rue Atateken, conviennent peu à l'emplacement du site en bordure de l'avenue Viger ;*
>
> *Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de l'avenue Viger et de la rue Wolfe. Le projet présente un rythme dans sa composition et une articulation de ses composantes qui permettent une expression architecturale dynamique convenant à un projet d'un tel gabarit. La*

proposition permet une transition entre le cadre bâti présent existant, et le secteur de surhauteur qui débute à l'est de la rue Wolfe;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure ;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est, et ce, aux conditions suivantes :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 12 avril 2021 et conçus par Luc Denis architecte;*
- *Mettre en place un comité de bon voisinage;*
- *Maximiser le verdissement sur la toiture et sur l'ensemble du site.*

Le comité d'étude des demandes de démolition propose également que le requérant favorise une occupation commerciale au rez-de-chaussée.

Adoptée à l'unanimité.

3.5) 3477, rue Drummond

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 3477, rue Drummond, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 12 étages abritant 107 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres :

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- à l'augmentation de la demande en stationnement et de la circulation sur la rue Drummond avec la venue du projet, en sus de celle causée par les redirections en raison de rues fermées aux alentours ou au stationnement occupé lors de tournage sur la rue Drummond;

- au fait que le projet obstruera la vue de certains bâtiments sur la montagne, ce qui aura pour effet de réduire la valeur de ceux-ci;
- au fait que la poussière et dégâts générés par les travaux de démolition et de construction seront insupportables;
- à la réception de deux pétitions en opposition à la démolition du bâtiment sis au 3477, rue Drummond, respectivement de 392 signatures et 86 signatures;
- à la sauvegarde de la qualité de vie dans le quartier du « Golden Square Mile »;
- à l'importance de la protection de l'environnement et du style de vie du quartier;
- au fait que la demande de démolition ne répond pas aux critères établis pas la Ville en vertu du règlement CA-24-215 pour autoriser cette dernière;
- aux dimensions du bâtiment projeté et ses impacts sur le voisinage, dont le blocage de vues, la circulation, le bruit et la pollution;
- à l'importance de faire effectuer une étude d'impact sur la circulation par une tierce partie impartiale;
- à l'impact du projet sur les résidents, les familles et la qualité de vie, considérant que la plus grande unité mesurera 83,6 mètres carrés;
- à des considérations architecturales et esthétiques du bâtiment projeté.

À la demande de la présidente, M. Lefebvre répond aux commentaires reçus et apporte des précisions quant aux pertes de vues et de valeur, aux nuisances du chantier, à l'augmentation de la pression sur la circulation automobile et le stationnement, et au zonage permettant la construction en hauteur.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à la possibilité de rehausser le bâtiment existant afin d'y ajouter des étages;*
- *à la conformité réglementaire d'un projet résidentiel plus dense.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que l'état de l'immeuble est acceptable et en bon état;

Considérant que ce projet avait déjà été soumis au comité d'étude des demandes de démolition et reporté afin que le requérant puissent rencontrer les citoyen.ne.s;

Considérant que de nombreuses préoccupations ont été soulevées par les citoyen.ne.s;

Considérant que le requérant n'a pas su faire la démonstration que le projet n'aurait pas d'impact sur la qualité vie des citoyen.ne.s riverain.e.s, ni générer l'acceptabilité sociale;

Il est donc résolu de refuser la démolition du bâtiment portant le numéro 3477, rue Drummond.

Adoptée à l'unanimité.

4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 18 h 34.

_____

2021-06-29

M[e] Katerine Rowan date
Secrétaire d'arrondissement

2 juillet 2021

Mme Sophie Mauzerolle date
Présidente du comité

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 avril 2021
3002414434
4.8.1

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UN CÉDD**

Endroit : 1886-1892, rue Ontario Est

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise la démolition de deux bâtiments occupant un même lot, sur la rue Ontario à proximité de la rue Dorian. Les structures d'un et deux étages, qui dateraient de la dernière décennie du XIXe siècle selon l'étude historique fournie par le demandeur, ont abrité divers commerces au fil des décennies. Le passage cocher qui séparait les deux structures aurait été comblé dans les années 1960. Elles ont toutes deux perdu leurs caractéristiques architecturales d'origine, et présentent un faible intérêt architectural.

Les bâtiments ont fait l'objet d'une expertise structurale par l'ingénieur Khaled Slim datant de juillet 2020. Le rapport relève un affaissement des fondations de moellons et des défauts importants de la structure au-dessus du sol, atteinte par la pourriture. Le rapport note également des traces d'un incendie ancien. Le mur mitoyen entre les unités 1890 et 1892 menace également de se renverser. Les bâtiments sont donc dans un état irrécupérable, selon l'ingénieur.

Les bâtiments ne comportent pas d'intérêt architectural, et présentent un caractère vétuste qui affecte négativement le paysage de la rue Ontario à cet endroit. Par leur gabarit plus bas que le front bâti dominant du secteur (haut de 2 ou 3 étages), ils affectent négativement l'encadrement de la rue Ontario.

Le projet de remplacement est un bâtiment de 3 étages abritant un espace commercial au rez-de-chaussée et 4 logements aux étages (2 unités de 2 chambres, et 2 unités de 3 chambres).

Les deux unités résidentielles du 3e étage comportent des mezzanines et des terrasses privatives.

Le rez-de-chaussée commercial, largement vitré, est revêtu de bloc architectural. Les étages sont revêtus de brique d'argile avec une insertion de bloc architectural soulignant les niveaux. Chaque appartement possède une porte à panneaux coulissants fermés d'un garde-corps vitré. En façade, un passage d'issue grillagé mène à la cour arrière.

La construction hors-toit est revêtue de panneaux métalliques AD300.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière.

Considérant que : Les bâtiments présentent une apparence vétuste qui affecte négativement le paysage du secteur.

Considérant que : La proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site.

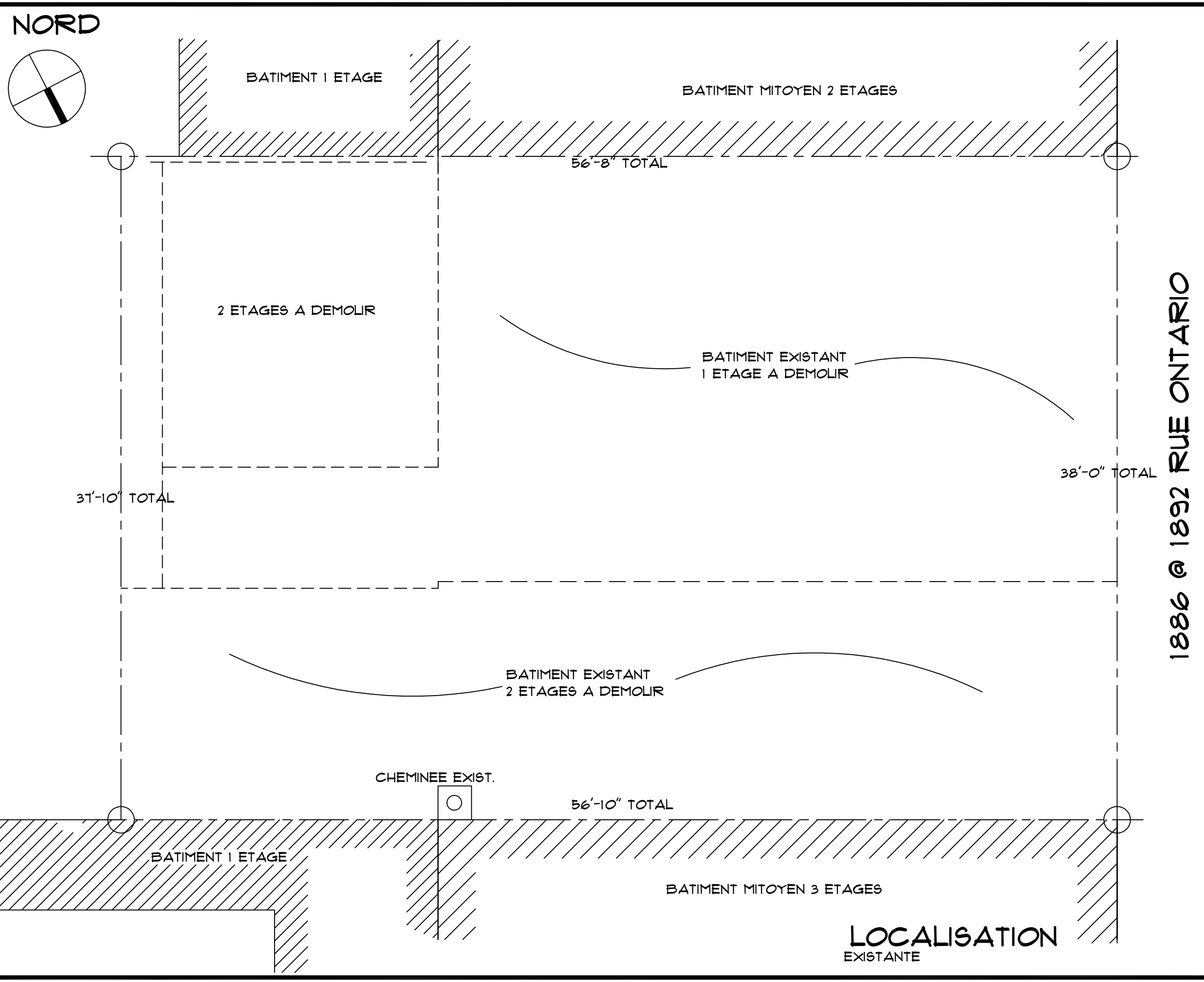
Considérant que : La proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette demande. Cette recommandation est assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :

- **Prévoir un traitement architectural d'intérêt pour les garde-corps en façade avant.**
- **Prévoir une imposte au-dessus de l'entrée résidentielle sur la rue Ontario.**
- **Prévoir un revêtement d'une plus grande qualité pour les constructions hors-toit, qui resteront visibles depuis la voie publique.**
- **Détailler l'aménagement de la cour arrière, en favorisant un traitement végétalisé.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



LOCALISATION
EXISTANTE

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

dessin:
LOCALISATION ET DÉMOLITION

projet:
LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.

Page: A 1/10

BATIMENT 1 ETAGE

PASSAGE D'ISSUE EXISTANT

BATIMENT VOISIN 2 ETAGES

MUR COUPE-FEU MAÇONNERIE EN BLOCS DE BETON

PASSAGE D'ISSUE

3'-8"

1'-1"

32"

PORTE DE 8' HT EN FER FORGE: BARREAUX HORIZONTAUX. @ 6" C/C

SUPPORT A VELOS

7'

48"X42"

HAUTEUR LIBRE 12'-0" PLANCHER / PLAF.

DALLE DE BETON AU SOL AVEC FINI PLANCHER EN TUILES VINYLE OU EN ROULEAU

1'-8"

34"

100'-0"

100'-6"

8'-2"

SONOTUBE 8"Ø BETON @ 5' SOUS NIV. DU SOL: POTEAU HSS METAL SOUTENANT LES GALERIES AU-DESSUS ET ESCALIER

COMMERCE #1

436 PI.CA.

PLANCHER EN TUILES DE VINYLES

34" PORTE AVEC IMPOSTE 24"X34" AU-DESSUS

DALLE DE BETON

PREVOIR LES ENTREES ET SORTIES POUR LES FUTURS SANITAIRES

3'-7"

10"

4'-1"

1'-6"

34"

2'

6"

7'-5"

20 C.-M.

HAUT

7'

16'-6"

2'-10"

HAUT

17 C.-M.

10"

ESCALIER METALLIQUE OU EN ALUMINIUM

POSE SEP. COUPE FEU EN OPTION: 2'X4' (2) GYPSE 5/8" D'UN COTE ET (2) GYPSES DE L'AUTRE SUR BARRE RESILIENTE.

DRAIN DE TOIT

DALLE DE BETON

1'-6"

BALCON AU-DESSUS

PORTE AVEC IMPOSTE 24"X34" AU-DESSUS

34"

ESCALIER METALLIQUE

12'-1"

2'-11"

COMMERCE #2

608 PI.CA.

100'-6"

14'-5"

7'

COMPOSITION DU PLAF./PL.:
-(1) GYPSE 5/8" TYPE X
- MOUSSE IGNIFUGE 1"
- STRUCTURE METALLIQUE
- PONTAGE METALLIQUE
- C.-PL. OU PANNEAU PARTICULES
- CHAPE BETON 1 1/2"
- SOUS COUCHE ANTI CHOC
- FINI PL. FLOTTANT

12'-6"

11'-5"

48"X42"

42'-5"

34"

1'-6"

BATIMENT 1 ETAGE

BATIMENT VOISIN 3 ETAGES

REZ-DE-CH.

SUPERFICIE TOTALE: 1500 PI.CA.

1886 @ 1892 RUE ONTARIO

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

dessin:

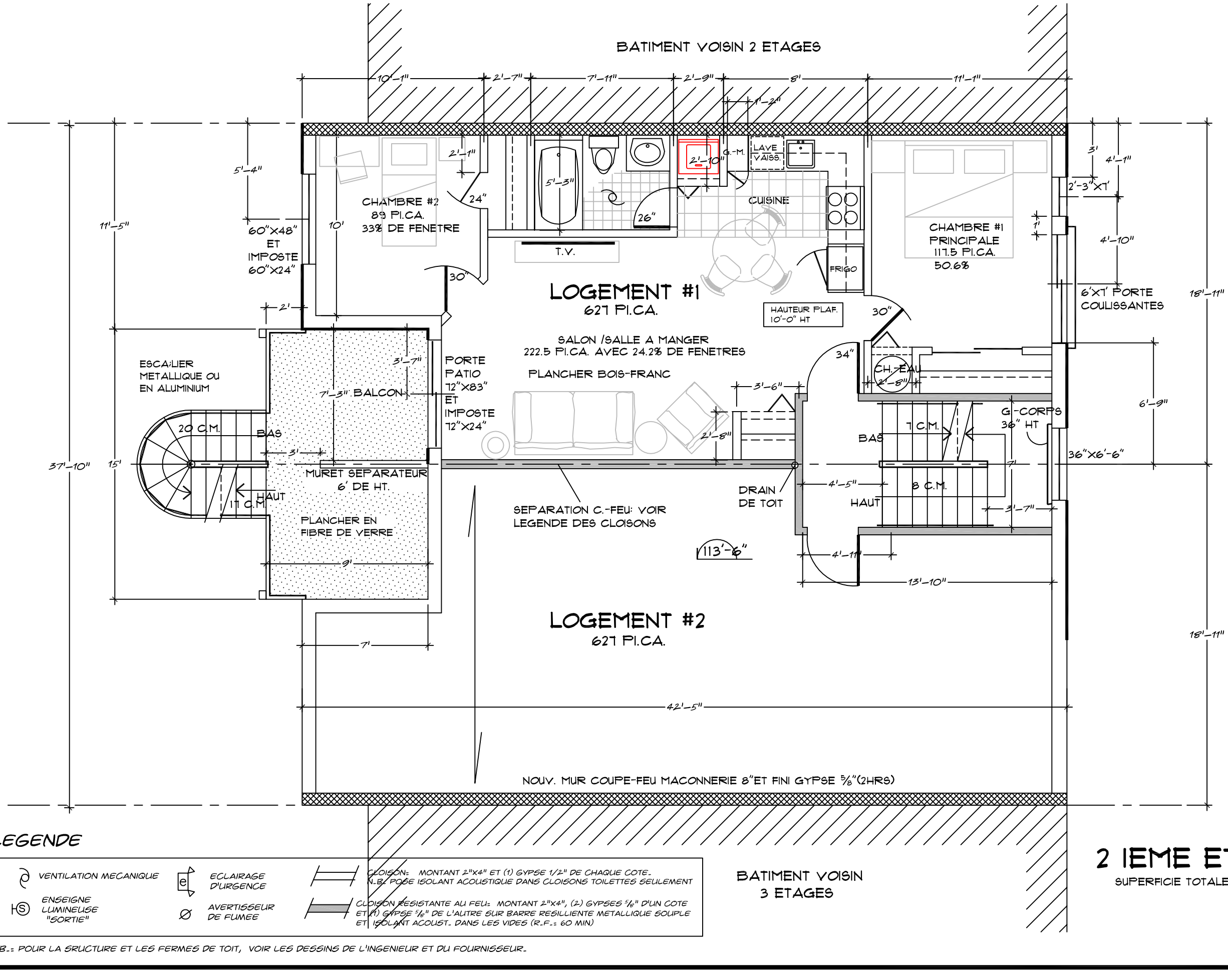
REZ-DE-CH. PROPOSÉ

projet:

LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.

Page: A 2/10



LEGENDE

- VENTILATION MECANIQUE
- ENSEIGNE LUMINEUSE "SORTIE"
- ECLAIRAGE D'URGENCE
- AVERTISSEUR DE FUMEE
- CLOISON= MONTANT 2"X4" ET (1) GYPSE 1/2" DE CHAQUE COTE. N.B./ POSE ISOLANT ACOUSTIQUE DANS CLOISONS TOILETTES SEULEMENT
- CLOISON RESISTANTE AU FEU= MONTANT 2"X4", (2) GYPSES 5/8" D'UN COTE ET (1) GYPSE 5/8" DE L'AUTRE SUR BARRE RESILLIENTE METALLIQUE SOUPLE ET ISOLANT ACOUST. DANS LES VIDES (R.F.= 60 MIN)

N.B.= POUR LA SRUCTURE ET LES FERMES DE TOIT, VOIR LES DESSINS DE L'INGENIEUR ET DU FOURNISSEUR.

BATIMENT VOISIN
3 ETAGES

2 IEME ETAGE

SUPERFICIE TOTALE: 1500 PI.CA.

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

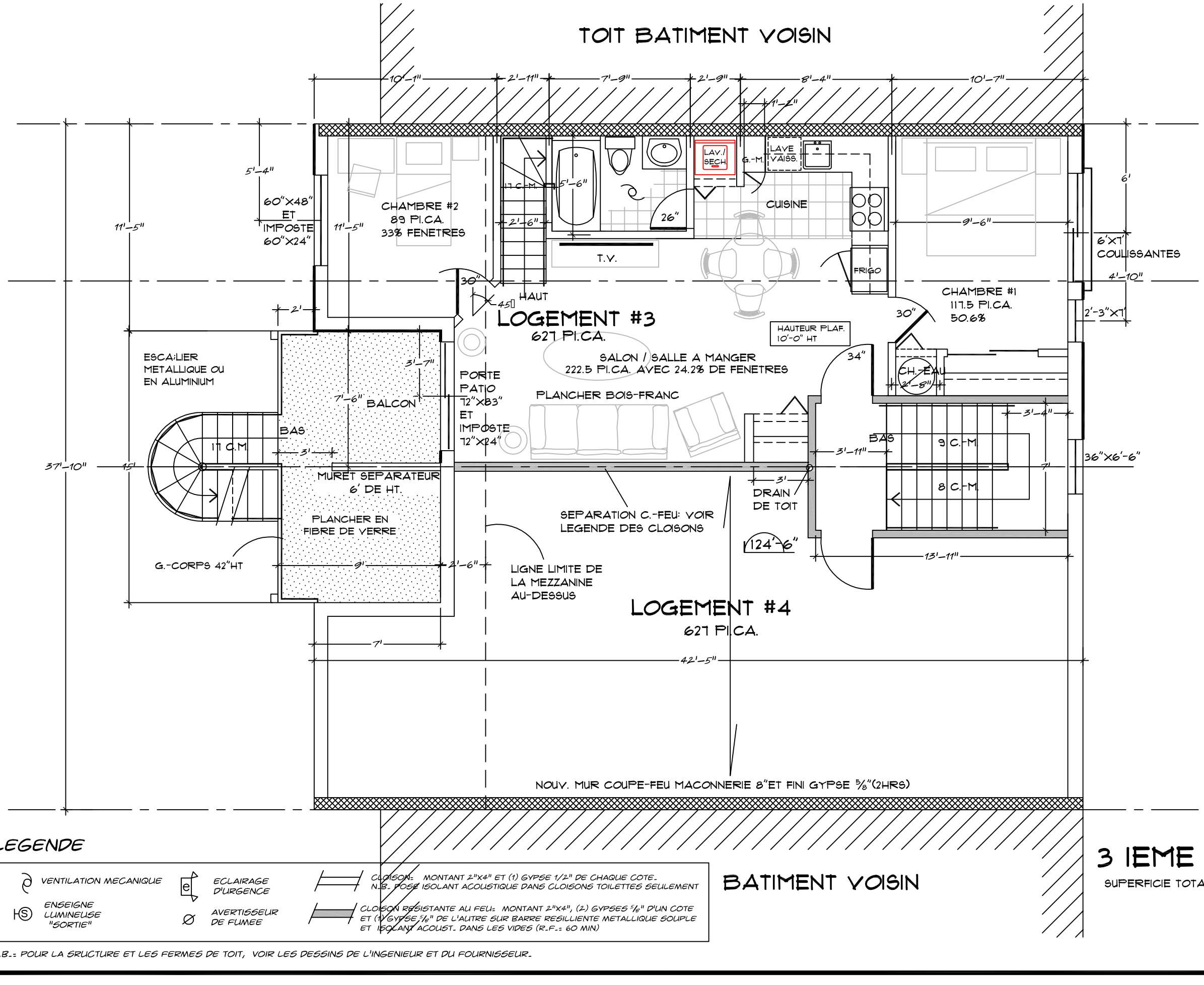
dessin:

2 ième ÉTAGE PROPOSÉ

projet:

LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.



LEGENDE

- VENTILATION MECANIQUE
- ENSEIGNE LUMINEUSE "SORTIE"
- ECLAIRAGE D'URGENCE
- AVERTISSEUR DE FUMEE
- CLOISON= MONTANT 2"X4" ET (1) GYPSE 1/2" DE CHAQUE COTE. N.B. POSE ISOLANT ACOUSTIQUE DANS CLOISONS TOILETTES SEULEMENT
- CLOISON RESISTANTE AU FEU= MONTANT 2"X4", (2) GYPSES 5/8" D'UN COTE ET (1) GYPSE 5/8" DE L'AUTRE SUR BARRE RESILLIENTE METALLIQUE SOUPLE ET ISOLANT ACOUST. DANS LES VIDES (R.F.= 60 MIN)

N.B.= POUR LA SRUCTURE ET LES FERMES DE TOIT, VOIR LES DESSINS DE L'INGENIEUR ET DU FOURNISSEUR.

BATIMENT VOISIN

3 IEME ETAGE

SUPERFICIE TOTALE: 1500 PI.CA.

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

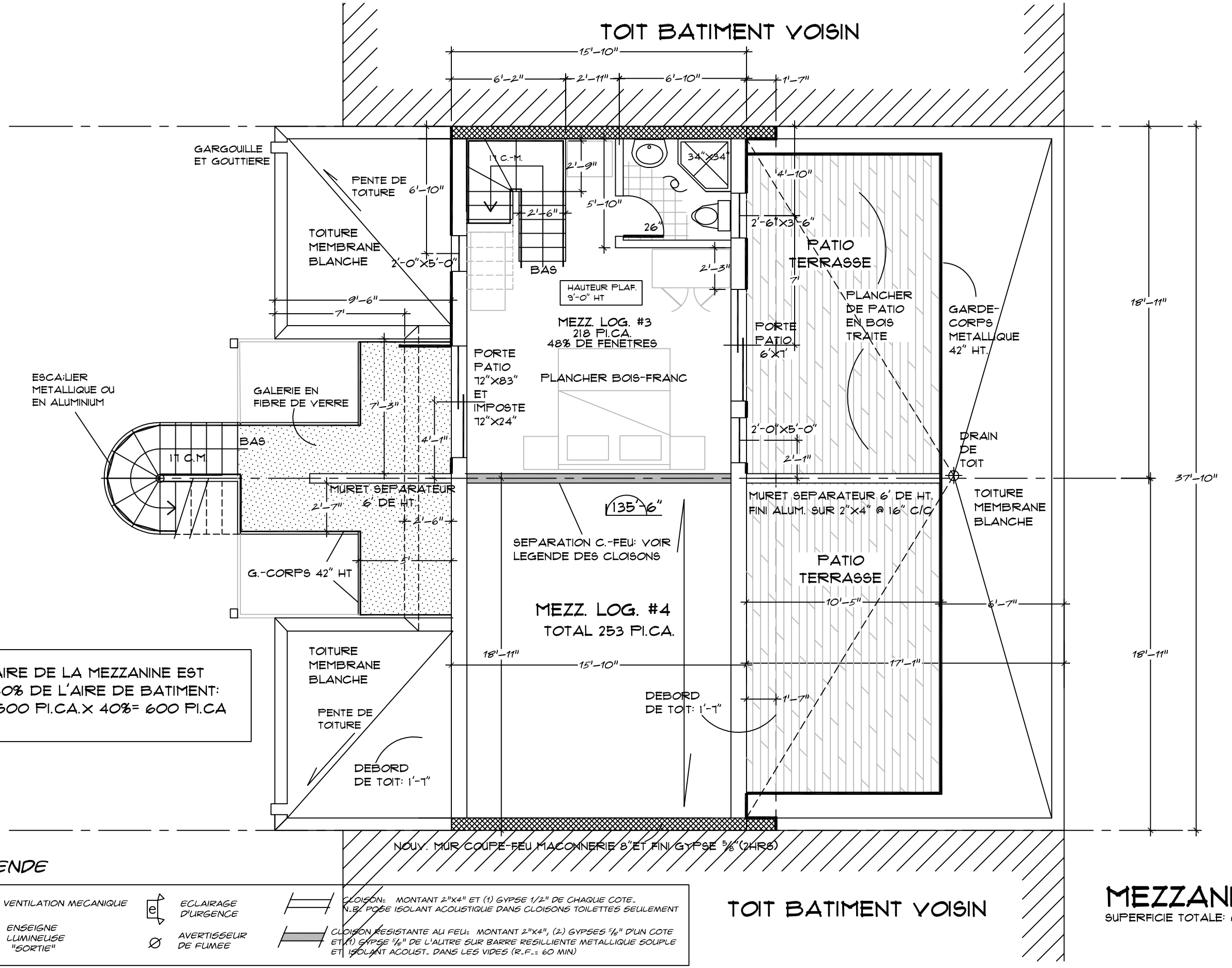
architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

dessin:
3 ième ÉTAGE PROPOSÉ

projet:
LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.

Page: A 4/10



N.B.= POUR LA SRUCTURE ET LES FERMES DE TOIT, VOIR LES DESSINS DE L'INGENIEUR ET DU FOURNISSEUR.

MEZZANINE

SUPERFICIE TOTALE: 600 PI.CA.

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

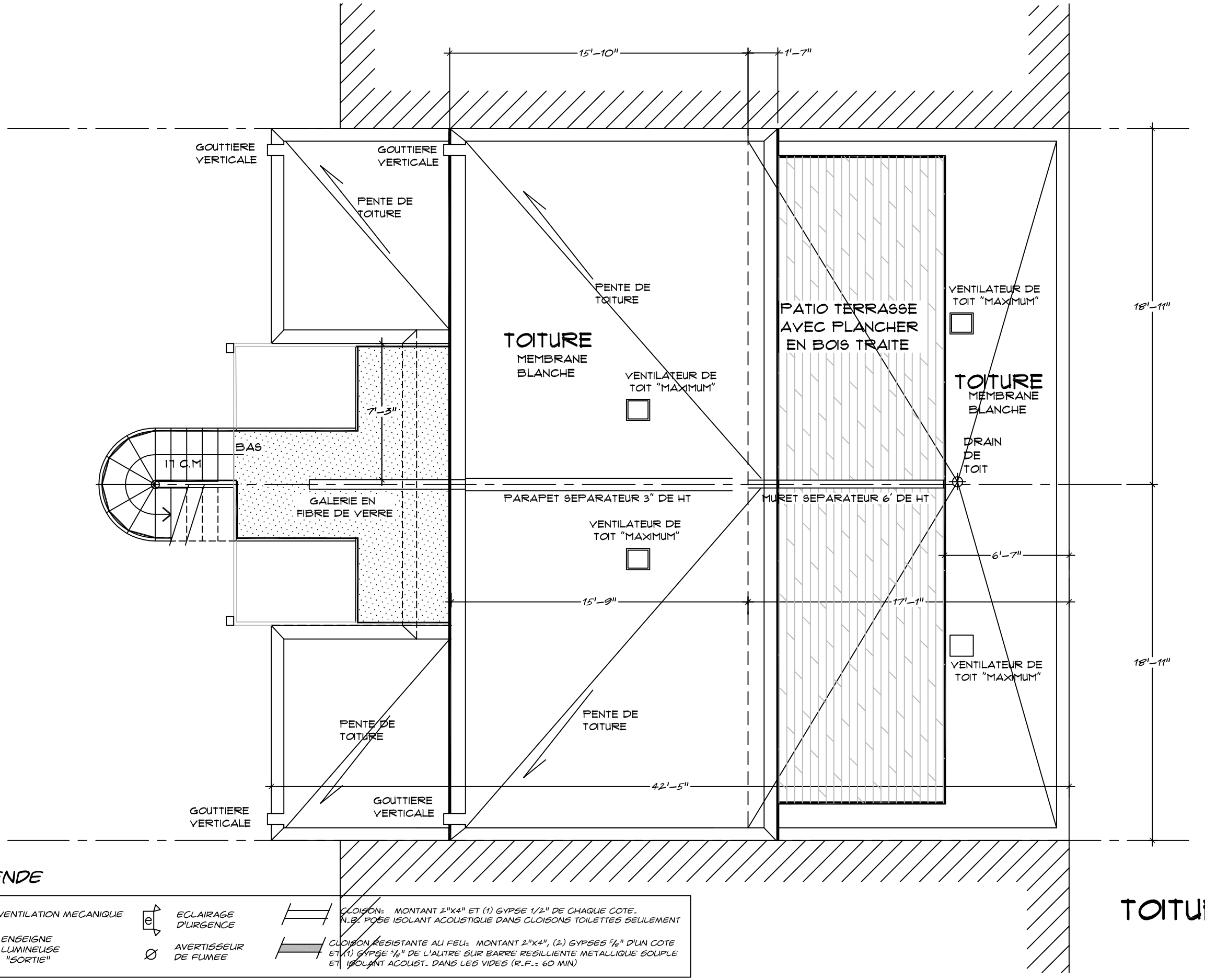
3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

dessin:
MEZZANINES PROPOSÉS

projet:
LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO, MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.



LEGENDE

- VENTILATION MECANIQUE
- ENSEIGNE LUMINEUSE "SORTIE"
- ECLAIRAGE D'URGENCE
- AVERTISSEUR DE FUMEE
- CLOISON= MONTANT 2"X4" ET (1) GYPSE 1/2" DE CHAQUE COTE. N.B.: POSE ISOLANT ACOUSTIQUE DANS CLOISONS TOILETTES SEULEMENT
- CLOISON RESISTANTE AU FEU= MONTANT 2"X4", (2) GYPSES 5/8" D'UN COTE ET (1) GYPSE 5/8" DE L'AUTRE SUR BARRE RESILLIENTE METALLIQUE SOUPLE ET ISOLANT ACOUST. DANS LES VIDES (R.F.= 60 MIN)

N.B.: POUR LA SRUCTURE ET LES FERMES DE TOIT, VOIR LES DESSINS DE L'INGENIEUR ET DU FOURNISSEUR.

TOITURE

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

dessin:

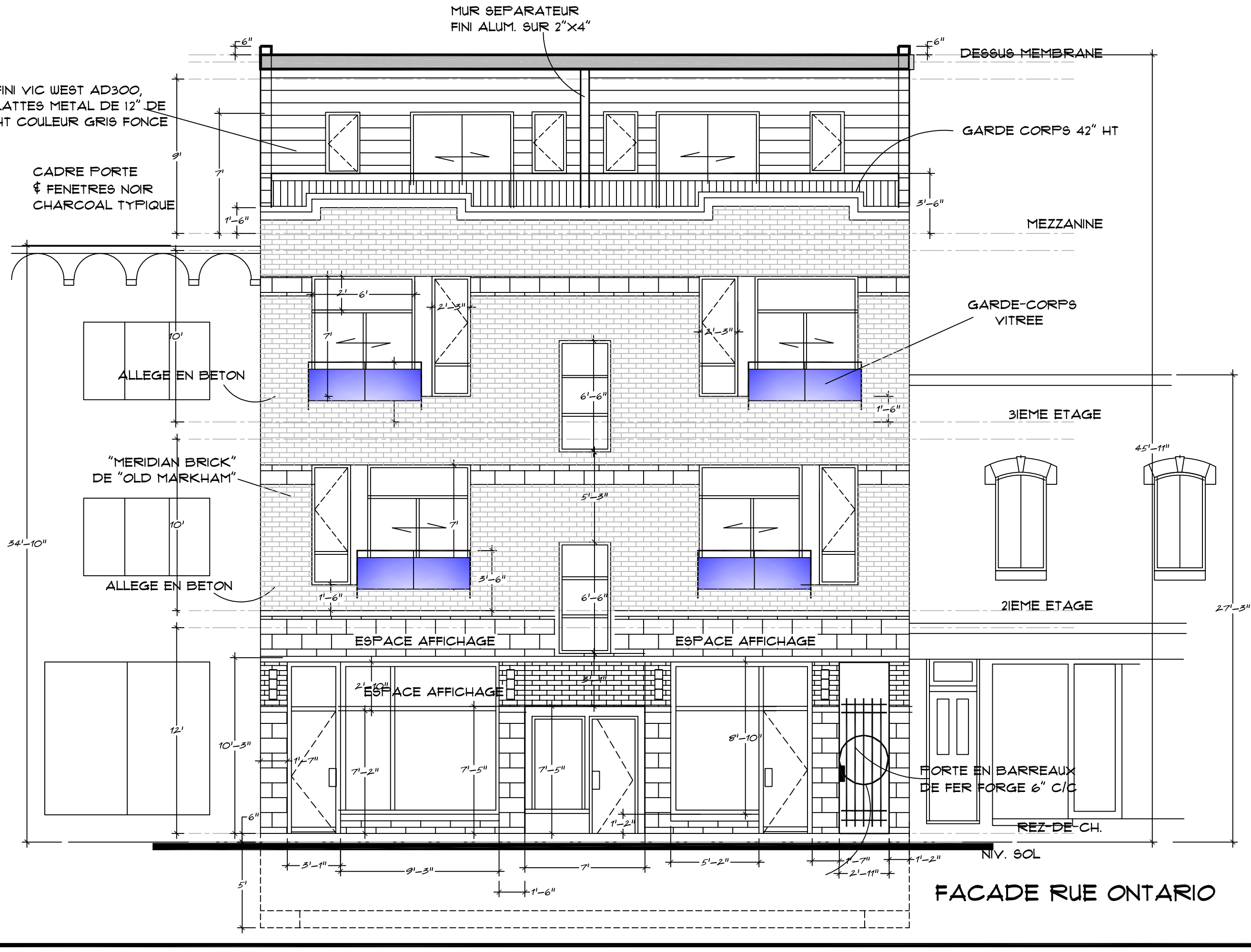
PLAN DES TOITS

projet:

LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.

Page: A 6/10



FACADE RUE ONTARIO

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

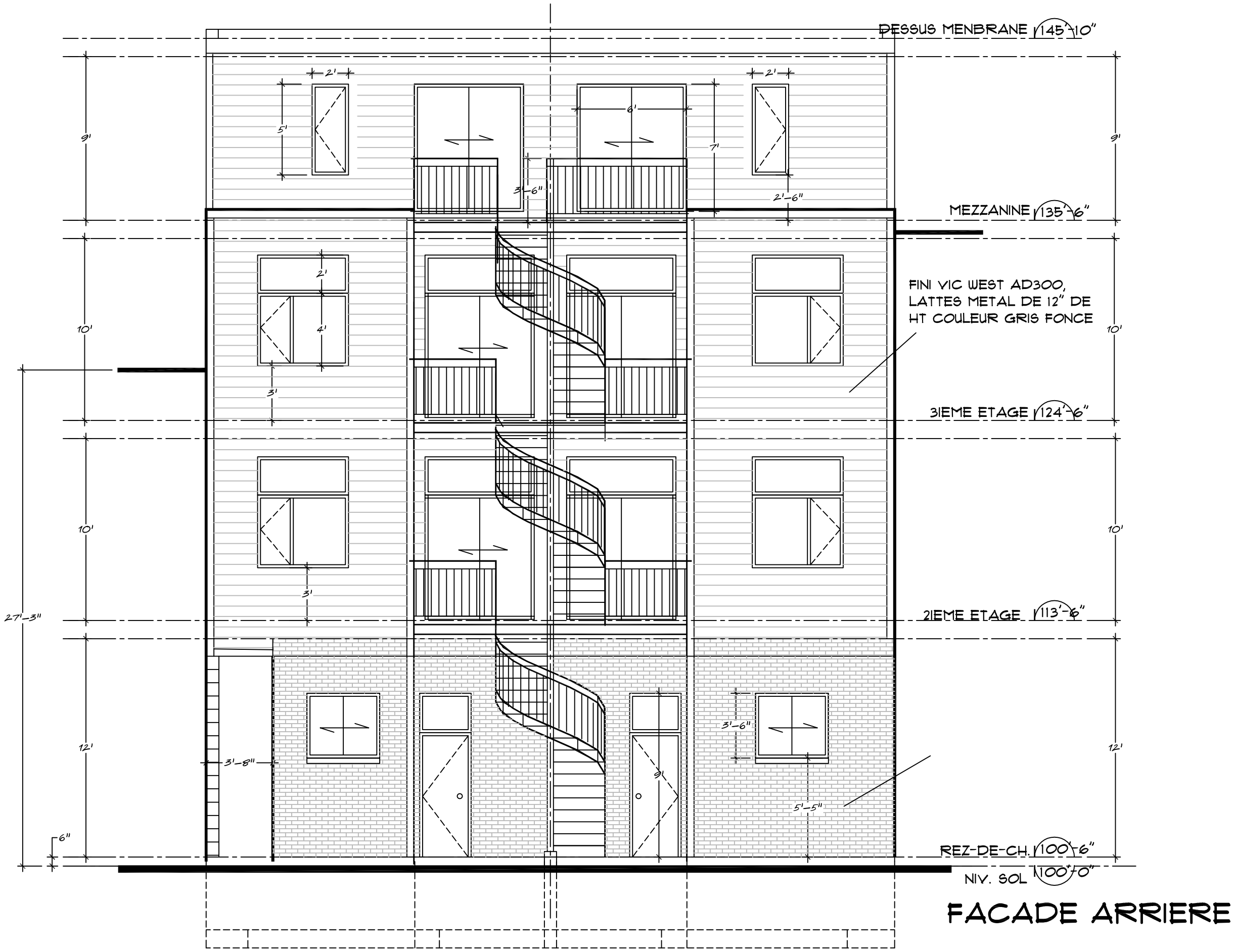
dessin:

FACADE ARRIERE

projet:

LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.



FACADE ARRIERE

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

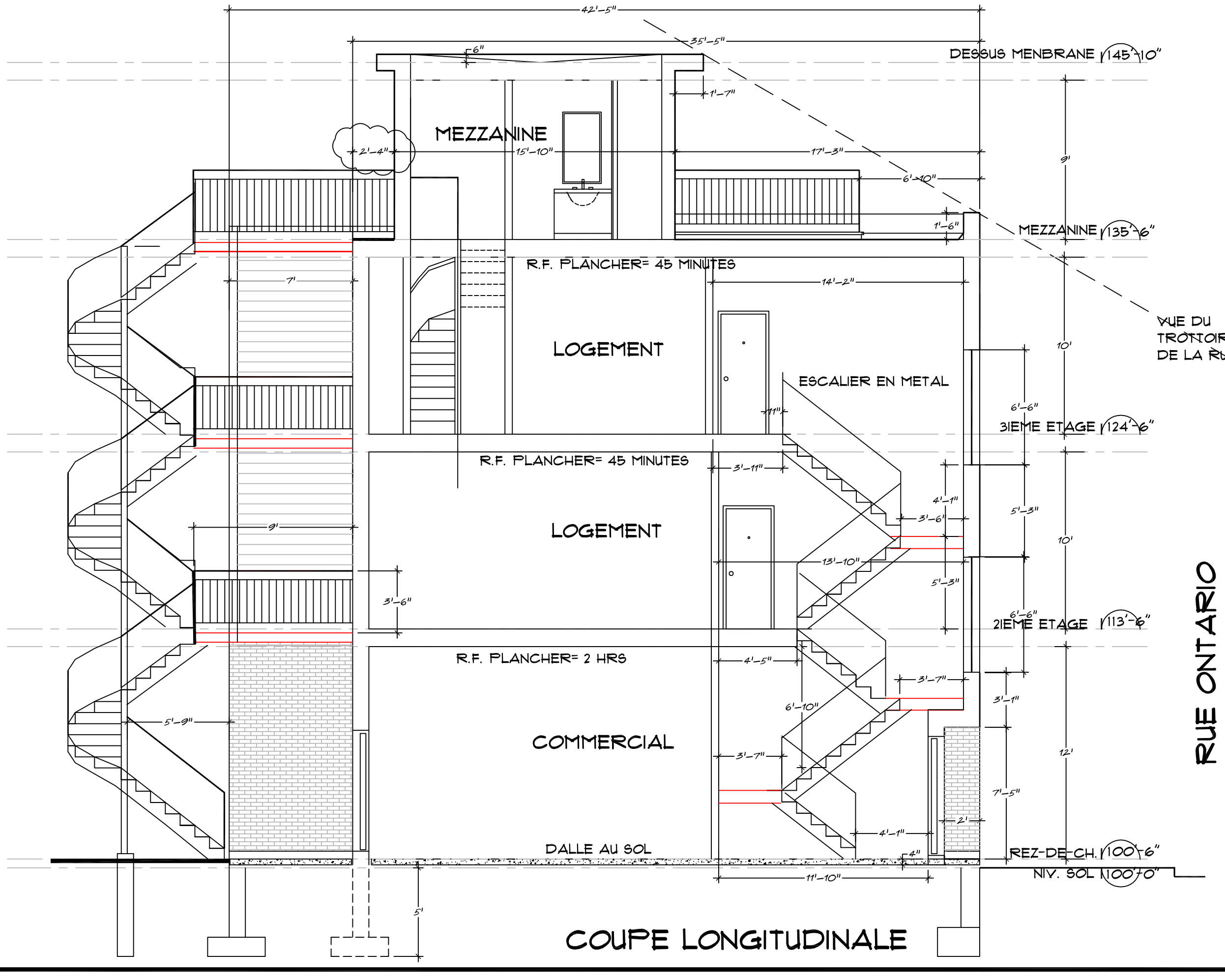
dessin:

FACADE ARRIERE

projet:

LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.



COUPE LONGITUDINALE

notes générales:

- CONSTRUCTION NEUVE: (3) ÉTAGES combustibles AVEC (2) MEZZANINES AU TOIT.
- (2) CONDOS PAR ÉTAGE ET 1 OU 2 COMMERCE(S) AU REZ-DE-CH.
- VENTILATION MÉCANIQUES AUX TOILETTES
- DÉTECTEUR INCENDIE DANS LES UNITÉS.
- AIRE DU TERRAIN: 2149.6 pi.ca. (199.7 m.ca.)
- AIRE IMPLANTATION AU SOL PERMISE: 1504 pi.ca.
- AIRE DE LA MEZZANINE: 600 pi.ca. (55.7 m.ca.)
- AIRE DU BÂTIMENT PROPOSÉ AU SOL: 1500 pi.ca.

N.B.-Toutes les mesures devront être vérifiées sur le site par l'entrepreneur.
Pour la structure et les fermes de toit, voir les dessins de l'ingénieur et du fournisseur.

sceau:

révisions:

3	demande permis démolition et C.C.U. avec modifications: 24 mars 21
2	permis démolition et C.C.U.: 18 déc. 20
1	coordination: 6 octobre 2020

architecture:
A. Pilon
architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

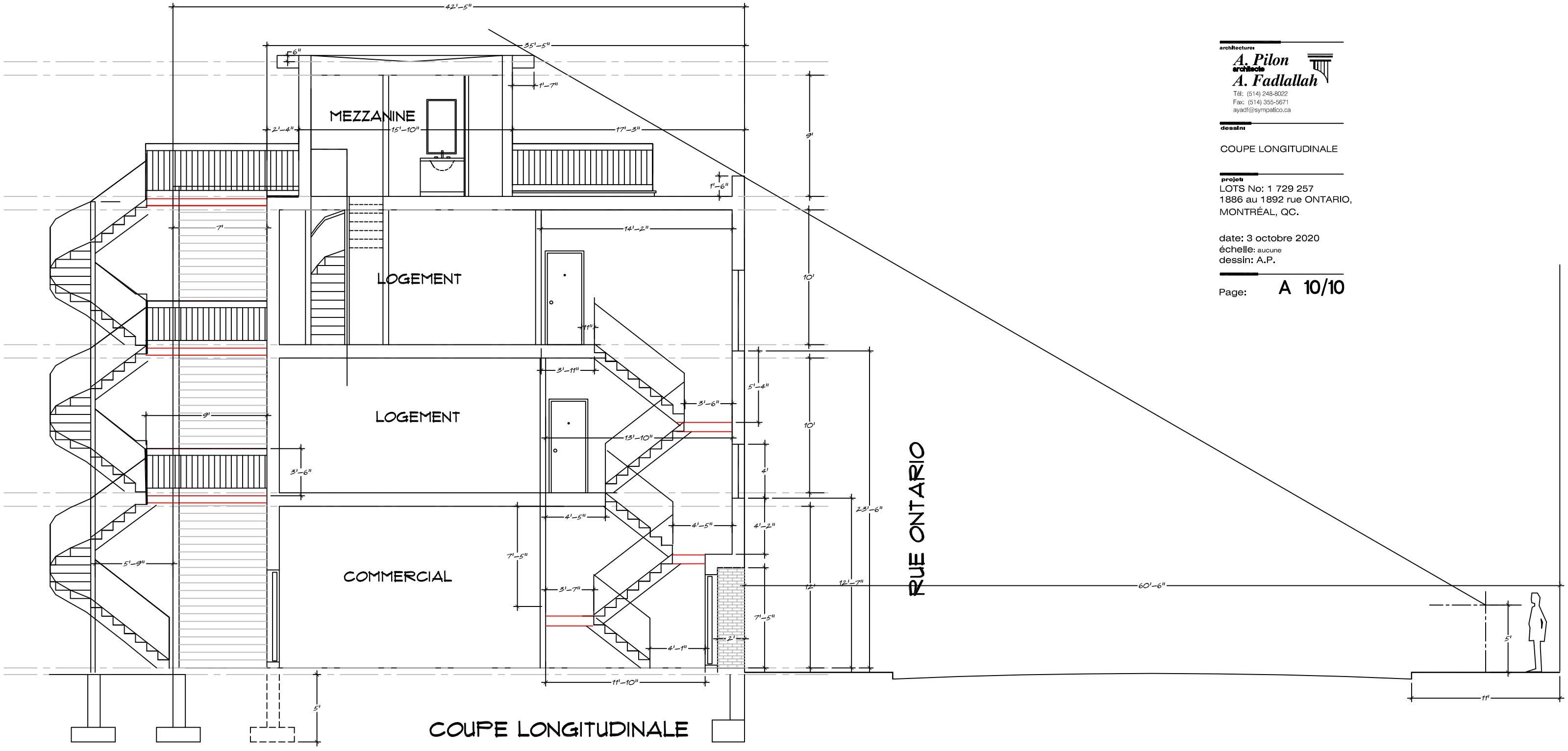
dessin:

COUPE LONGITUDINALE

projet:

LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: 3/16"=1'-0"
dessin: A.P.



COUPE LONGITUDINALE

architecture
A. Pilon
architecte
A. Fadlallah
Tél: (514) 248-8022
Fax: (514) 355-5671
ayadf@sympatico.ca

dessin

COUPE LONGITUDINALE

projet

LOTS No: 1 729 257
1886 au 1892 rue ONTARIO,
MONTRÉAL, QC.

date: 3 octobre 2020
échelle: aucune
dessin: A.P.

Page: A 10/10

Ville-Marie
Montréal

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CCU

AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE DE LA PRÉSENTATION AU CEDD

1886-1892, RUE ONTARIO EST

Informations générales

- Demandeur : 9417-5700 Québec inc.
- Concepteur : A. Pilon, architecte
- Investissement : ± 850,000$
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Thomas Fontaine, architecte
- Numéro de demande : **3002414434**

Contexte

Une demande vise à autoriser la démolition des volumes hors-sol des deux bâtiments sur le site.

La démolition et le projet de remplacement doivent être autorisés par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) lors d'une séance dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles (100 % des volumes démolis sans égard aux fondations)

Unité de paysage « ARTÈRES COMMERCIALES».



Localisation



Situation actuelle

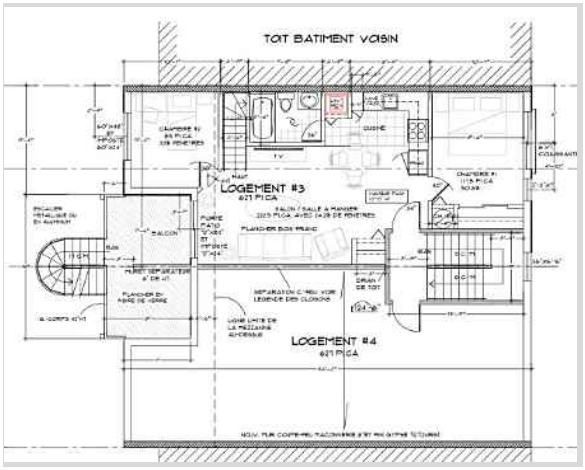
Décisions antérieures

N/A

Recommandations antérieures du CCU
N/A
Description du site
N/A
Description du projet
La demande vise la démolition de deux bâtiments occupant un même lot, sur la rue Ontario à proximité de la rue Dorion. Les structures de un et deux étages, qui dateraient de la dernière décennie du XIXe siècle selon l'étude historique fournie par le demandeur, ont abrité divers commerces au fil des décennies. Le passage cocher qui séparait les deux structures aurait été comblé dans les années 1960. Elles ont toutes deux perdu leurs caractéristiques architecturales d'origine, et présentent un faible intérêt architectural. Le projet de remplacement est un bâtiment de 3 étages abritant un espace commercial au rez-de-chaussée et 4 logements aux étages (2 unités de 2 chambres, et 2 unités de 3 chambres).



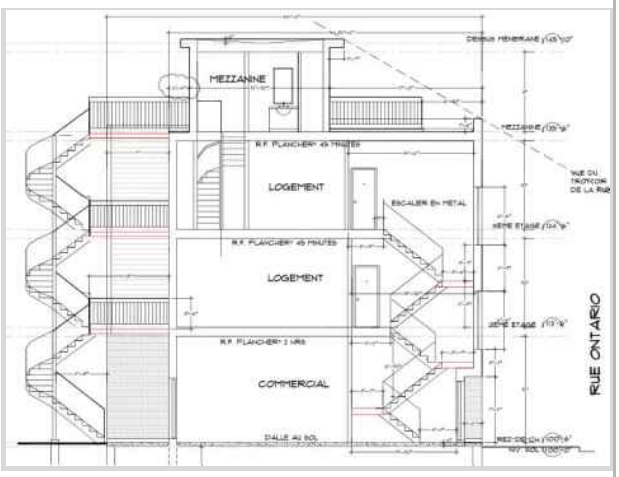
Élévation proposée



Plan d'étage type



Croquis proposé de la façade



Coupe de la proposition

Cadre réglementaire

La proposition de démolition des bâtiments doit être évaluée en vertu des critères prévus à l'article 16 du Règlement sur la démolition d'immeubles CA-24-215.

- *l'état de l'immeuble visé par la demande ;*
- *la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;*
- *le coût de la restauration;*
- *l'utilisation projetée du sol dégagé;*
- *tout autre critère pertinent, notamment, lorsque le bâtiment comprend un ou plusieurs logements, le préjudice causé aux locataires, les besoins de logements dans les environs et la possibilité de relogement des locataires.*

Analyse

État de l'immeuble
Les bâtiments ont fait l'objet d'une expertise structurale par l'ingénieur Khaled Slim datant de juillet 2020. Le rapport relève un affaissement des fondations de moellons et des défauts importants de la structure au-dessus du sol, atteinte par la pourriture. Le rapport note également des traces d'un incendie ancien. Le mur mitoyen entre les unités 1890 et 1892 menace également de se renverser. Les bâtiments sont donc dans un état irrécupérable, selon l'ingénieur.

Appréciation de l'apparence, du caractère esthétique et de la qualité de vie du voisinage
Les bâtiments ne comportent pas d'intérêt architectural, et présentent un caractère vétuste qui affecte négativement le paysage de la rue Ontario à cet endroit. Par leur gabarit plus bas que le front bâti dominant du secteur (haut de 2 ou 3 étages), ils affectent négativement l'encadrement de la rue Ontario.

Coût de la restauration
Le coût de la restauration des bâtiments existants n'a pas été détaillé par le demandeur.

Utilisation projetée du sol dégagé
Le projet de remplacement est un bâtiment de 3 étages abritant 4 unités résidentielles et un espace commercial au rez-de-chaussée, implanté à la limite avant du terrain.
Les deux unités résidentielles du 3e étage comportent des mezzanines et des terrasses privatives.

Le rez-de-chaussée commercial, largement vitré, est revêtu de bloc architectural. Les étages sont revêtus de brique d'argile avec une insertion de bloc architectural soulignant les niveaux. Chaque appartement possède une porte à panneaux coulissants fermés d'un garde-corps vitré. En façade, un passage d'issue grillagé mène à la cour arrière.

La construction hors-toit est revêtue de panneaux métalliques AD300.

Considérations de la Direction

Considérant que les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière;

Considérant que ceux-ci présentent une apparence vétuste qui affectent négativement le paysage du secteur;

Considérant que la proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site;

Considérant que la proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte.

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande sur la base des documents déposés le 16 mars 2021.

Cette recommandation est assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :

- Prévoir un traitement architectural d'intérêt pour les garde-corps en façade avant;
- Prévoir une imposte au-dessus de l'entrée résidentielle sur la rue Ontario;
- Prévoir un revêtement d'une plus grande qualité pour les constructions hors-toit, qui resteront visibles depuis la voie publique.



Croquis de la proposition

Ville-Marie
Montréal

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CEDD

1886-1892, RUE ONTARIO EST

Informations générales

- Demandeur : 9417-5700 Québec inc.
- Concepteur : A. Pilon, architecte
- Investissement : ± 850,000$
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Thomas Fontaine, architecte
- Numéro de demande : **3002414434**

Contexte

Une demande vise à autoriser la démolition des volumes hors-sol des deux bâtiments sur le site.

La démolition doit être autorisée par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) lors de la séance du 22 juin 2021, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles (100 % des volumes démolis sans égard aux fondations)

Unité de paysage « ARTÈRES COMMERCIALES».

Description des immeubles dont la démolition est proposée

La demande vise la démolition de deux bâtiments occupant un même lot, sur la rue Ontario à proximité de la rue Dorion. Les structures de un et deux étages, qui dateraient de 1892 selon l'étude historique fournie par le demandeur, ont abrité divers commerces au fil des décennies. Le passage cocher qui séparait les deux structures aurait été comblé dans les années 1960. Elles ont toutes deux perdu leurs caractéristiques architecturales d'origine, et présentent un faible intérêt architectural.

Dans les deux cas, les bâtiments ne présentent pas de statut en vertu de la Loi sur le Patrimoine Culturel, et ne sont pas désignés au plan d'urbanisme de Montréal, mais sont situés dans un secteur "intéressant".



Localisation



Photo du site (2021)



Photo du 1892, rue Ontario E (2021)



Photo du 1886, rue Ontario E (2021)

Décisions antérieures

N/A

Recommandations antérieures du CCU

Le projet fut présenté au CCU lors de la séance du 15 avril 2021, et reçu un avis préliminaire favorable assorti des commentaires suivants :

- *Prévoir un traitement architectural d'intérêt pour les garde-corps en façade avant.*
- *Prévoir une imposte au-dessus de l'entrée résidentielle sur la rue Ontario.*
- *Prévoir un revêtement d'une plus grande qualité pour les constructions hors-toit, qui resteront visibles depuis la voie publique.*
- *Détailler l'aménagement de la cour arrière, en favorisant un traitement végétalisé.*

Valeurs patrimoniales pour l'immeuble

Les bâtiments à l'étude présentent une valeur architecturale faible, et un degré d'authenticité peu élevé considérant les modifications apportées à leur apparence et le remplacement de leurs finis d'origine. Les bâtiments présentent même une valeur contextuelle plutôt négative par leur faible gabarit et leur apparence vétuste.

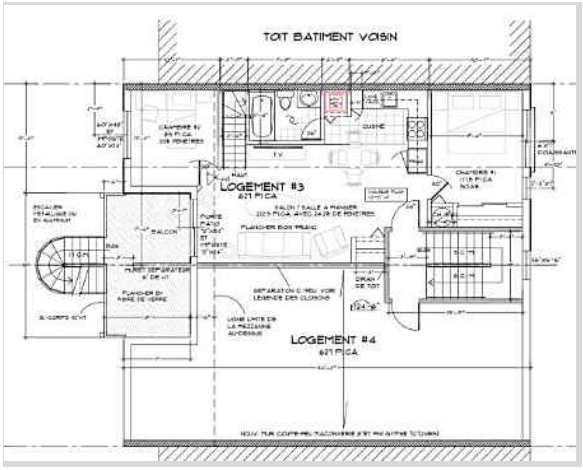
Leurs faibles gabarits rappellent par contre les échoppes commerciales qui étaient plus courantes dans ce secteur pendant la première moitié du XXe siècle.

Projet de remplacement

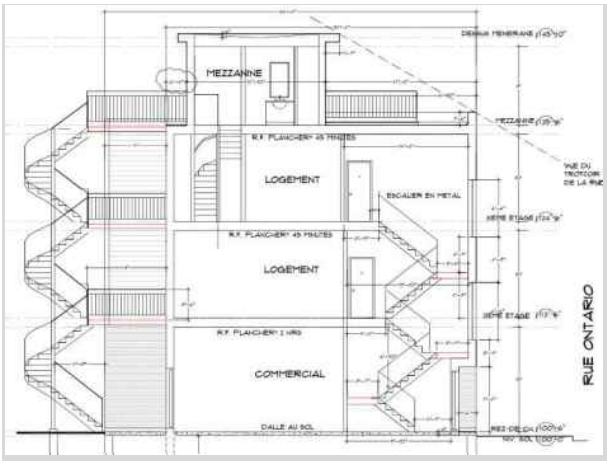
- Bâtiment contigu de 3 étages, surmonté d'une mezzanine au toit;
- 4 logements au total, et espaces commercial au rez-de-chaussée;
- Aucun stationnement n'est prévu, mais des cases pour vélos sont accessibles par un passage cocher depuis la rue Ontario;
- Entrée commune pour les logements en façade de la rue Ontario;
- Toit plat avec terrasses privées;
- Projet conforme au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).



Élévation avant de la proposition



Plan du rez-de-chaussée de la proposition

	
Croquis proposé de la façade	*Coupe de la proposition*

Cadre réglementaire

La proposition de démolition des bâtiments doit être évaluée en vertu des critères prévus à l'article 16 du Règlement sur la démolition d'immeubles CA-24-215.

- *l'état de l'immeuble visé par la demande ;*
- *la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;*
- *le coût de la restauration;*
- *l'utilisation projetée du sol dégagé;*
- *tout autre critère pertinent, notamment, lorsque le bâtiment comprend un ou plusieurs logements, le préjudice causé aux locataires, les besoins de logements dans les environs et la possibilité de relogement des locataires.*

Analyse

État de l'immeuble
Les bâtiments ont fait l'objet d'une expertise structurale par l'ingénieur Khaled Slim datant de juillet 2020. Le rapport relève un affaissement des fondations de moellons et des défauts importants de la structure au-dessus du sol, atteinte par la pourriture. Le rapport note également des traces d'un incendie ancien. Le mur mitoyen entre les unités 1890 et 1892 menace également de se renverser. Les bâtiments sont donc dans un état irrécupérable, selon l'ingénieur.

Appréciation de l'apparence, du caractère esthétique et de la qualité de vie du voisinage
Les bâtiments ne comportent pas d'intérêt architectural et présentent un caractère vétuste qui affecte négativement le paysage de la rue Ontario à cet endroit. Par leur gabarit plus bas que le front bâti dominant du secteur (généralement haut de 2 ou 3 étages), ils affectent négativement l'encadrement de la rue Ontario.

Coût de la restauration

Le coût de la restauration des bâtiments existants n'a pas été détaillé par le demandeur.

Utilisation projetée du sol dégagé
Le projet de remplacement est un bâtiment de 3 étages abritant 4 unités résidentielles (2 unités de 2 chambres et 2 unités de 3 chambres) et un espace commercial au rez-de-chaussée, implanté à la limite avant du terrain.

Les deux unités résidentielles du 3e étage comportent des mezzanines et des terrasses privatives au toit.

Le rez-de-chaussée commercial, largement vitré, est revêtu de bloc architectural de couleur pâle. Les étages sont revêtus de brique d'argile avec une insertion de bloc architectural soulignant les niveaux. Chaque appartement possède une porte à panneaux coulissants fermés d'un garde-corps vitré. En façade, un passage d'issue grillagé mène à la cour arrière, qui est accessible pour les résidents.

La construction hors-toit est revêtue de panneaux métalliques AD300 de couleur gris foncé.

Autres considérations

Le comité doit considérer qu'un projet de construction qui entraîne la démolition d'un bâtiment devrait présenter des qualités de conception architecturale et d'intégration au contexte au moins égales, sinon supérieures, à celles de l'ouvrage à démolir, et devrait faire la démonstration de sa prise en compte respectueuse des caractéristiques typologiques du bâti environnant, afin d'y apporter une contribution positive.

À cet effet, on peut argumenter que la proposition constitue une amélioration des conditions existantes au niveau de la qualité de la construction et de sa contribution urbaine, en consolidant l'encadrement de la rue Ontario dans ce secteur. Le gabarit du bâtiment proposé de trois étages convient bien au cadre bâti du contexte immédiat, alors que les proportions d'ouvertures et la matérialité de maçonnerie permettent une intégration adéquate.

Considérations de la Direction

Considérant que les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière;

Considérant que ceux-ci présentent une apparence vétuste qui affectent négativement le paysage de ce tronçon de la rue Ontario;

Considérant que la proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site;

Considérant que la proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte.

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande.

Cette recommandation est assortie de la condition suivante:

- La décision favorable est conditionnelle à la réalisation d'un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents déposés le 16 mars 2021 et conçus par A. Pilon architecte.

Cette recommandation est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :

- *Prévoir un traitement architectural d'intérêt pour les garde-corps en façade avant;*
- *Prévoir une imposte au-dessus de l'entrée résidentielle sur la rue Ontario;*
- *Prévoir un revêtement d'une plus grande qualité pour les constructions hors-toit, qui resteront visibles depuis la voie publique;*
- *Détailler l'aménagement de la cour arrière, en favorisant un traitement végétalisé.*



Croquis du projet de remplacement- avril 2021

Phase I
Environmental Site Assessment

1886-1892, rue Ontario Est
Montréal (Québec)

Prepared for:

Mr. Stefanos Maris, on behalf of
4364511 CANADA INC.
5193, de Bordeaux
Montréal (Québec) H2H 2A6

File: 0954-19.01

October 30, 2019

APEXIOS INC.
845, boul. Décarie, #202, Montréal (Québec), Canada H4L 3L7
T: 514.807.7350, F: 514.807.7192, www.apexios.com

Environnement & Bâtiment • Environment & Building

TABLE OF CONTENTS

1. INTRODUCTION 1
1.1 Objective 1
1.2 Scope of Work 1
2. SITE DESCRIPTION 2
2.1 Location 2
2.2 Usage 2
2.3 Services 3
3. HISTORICAL RECORDS REVIEW 4
3.1 Aerial Photographs 4
3.2 Land Title Search 4
3.3 Property Use Records 4
3.4 Geological Maps 6
3.5 Previous Pertinent Reports 6
4. REGULATORY RECORDS REVIEW 7
4.1 Access to Environmental Information Requests 7
4.2 Regulatory Databases 7
5. SITE VISIT & INTERVIEW 9
5.1 Hazardous Materials 9
5.2 Residual Hazardous Materials and Solid Wastes 9
5.3 Unidentified Substances 10
5.4 Heating Systems 10
5.5 Storage Tanks and Oil Recipients 10
5.6 Odours 10
5.7 Moulds 11
5.8 Surficial Staining 11
5.9 Special Attention Substances 11
5.10 Miscellaneous Features 14
5.11 Drains and Sumps 15
5.12 Potable Water Supply 15
5.13 Existing and Abandoned Wells 15
5.14 Sewage and Wastewater Disposal 15
5.15 Pits and Lagoons 16
5.16 Stressed Vegetation 16
5.17 Fill Material 16
5.18 Roads, Parking Facilities and Rights of Way 16
5.19 Topographical, Geological and Hydrogeological Conditions 16
5.20 Adjacent and Neighbouring Sites 16
6. CONCLUSIONS 19
7. RECOMMENDATIONS 20

APPENDIX A: Site Plan 1 page
APPENDIX B: Correspondence with Regulatory Agencies 2 pages
APPENDIX C: Site Photographs 1 page

1. INTRODUCTION

APEXIOS was retained by its client, 4364511 Canada Inc., to conduct a Phase I Environmental Site Assessment of the property located at 1886-1892, rue Ontario Est, Montréal (Québec). The client is represented by Mr. Stefanos Maris. This Phase I report is intended to be used as part of the environmental due diligence for the potential sale of the subject property by the client.

1.1 Objective

The objective of the Phase I is to identify the risk of contamination to the subject property, i.e. to identify the type and location of actual and potential site contamination. The work was performed according to the principles of the CSA Standard Z768-01 "Phase I Environmental Site Assessment" and is consistent with the "Guide de caractérisation des terrains" published by the Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).

1.2 Scope of Work

The scope of work consists of:

- Historical records review to assess historic on-site and off-site activities to the extent permitted by the inherent time and financial constraints of this mandate;
- Regulatory records review to determine the presence or absence of environmental documentation related to the subject property and neighbouring properties to the extent permitted by the inherent time and financial constraints of this mandate;
- Site visit and interview with the site representative(s), identified in Section 5, during a visual inspection of the subject property as well as adjacent and neighbouring sites from the subject property and from publicly accessible vantage points;
- Analysis of the findings;
- Preparation of this report.

The Phase I does not include testing, such as direct measurement, environmental sampling and chemical analysis, or intrusive investigation. As such, the Phase I provides only qualitative indications of the risk of contamination. When interpreting the Phase I, the client should recognize that the role of the assessor is to document evidence of actual or potential contamination that is judged by the assessor to be material and not to judge the acceptability of the risks associated with such contamination. The intent of the Phase I is to reduce, but not necessarily eliminate, uncertainty regarding the risk of contamination. When risk of contamination is determined to be material, recommendations are made to reduce or eliminate the uncertainty. These recommendations are based on the tolerance for risk of the assessor at the time of report preparation. Tolerance for risk is subjective in nature and the client should carry out measures consistent with his own tolerance for risk in consultation with the assessor if necessary.

2. SITE DESCRIPTION

2.1 Location

The subject property is located in a mainly commercial, recreational and residential area. The site plan is presented in Appendix A.

2.2 Usage

The subject property has a rectangular shape, with a total land area of ~200.30 m^2 (~2 156 ft^2). The subject property is occupied by a 2-storey semi-commercial building (ground floor, partial 2nd floor) without basement, constructed in ~1928. There is a ~0.5-1 m high crawlspace for services under the site building. According to the fire insurance plan (see Section 3.3.1.), the site building was originally 2 buildings ("Building 1886" and "Building 1892") separated by a passageway. It appears that over the years, the passageway are covered, thus connecting the 2 original buildings. The site building is occupied as follows:

Civic Address	Floor	Use
Building 1886	Ground	Restaurant (currently not in operation) ■ Dining room ■ Bar area ■ Kitchen, with walk-in cold room ■ Washroom ■ Hot water tank closet ■ Stairwell to 2nd floor The site representative indicated that this part of the site building was occupied by restaurants and coffee shops for more than 30 years.
	Ground	Unidentified entrance to historic passageway (unused)
	Ground	Entrance with civic number "1890" to stairwell leading to 2nd floor apartment of Building 1892
	Partial 2nd	Office for ground floor occupant
Building 1892	Ground	Vacant commercial space, undergoing demolition, most recently a massage parlour The site representative indicated that this part of the site building was occupied by massage parlours for more than 30 years.
	2nd	Unoccupied apartment.

The site building covers the entire subject property and is generally rectangular in shape. The exterior façade of the building is mainly brick, metal siding, PVC siding and architectural masonry. There is no land outside the site building. A narrow shelter along the back (south) wall appears to be located actually on the south adjacent property. The site building is attached on the east and west sides to other semi-commercial buildings.

The site representative declared no knowledge of any historic or current usage of the subject property as a mechanical garage, gas station, dry-cleaner or manufacturing plant.

2.3 Services

Utility services are available, including telephone, electricity and natural gas, potable water and municipal sewers.

3. HISTORICAL RECORDS REVIEW

3.1 Aerial Photographs

Aerial photographs assist in establishing the historic development of the subject property and surrounding areas. Interpretation of aerial photographs is limited by their scale, clarity and availability.

Once the aerial photographs are received and analyzed, the client will be contacted to plan further action if the interpretation is judged to materially or potentially affect the conclusions and recommendations of this report.

3.2 Land Title Search

The land title search provides the chronology of ownership and land transfer agreements of the subject property. Interpretation of the land title search results is limited by the availability, accuracy and legibility of the records, which are often hand-written or transferred from original sources.

A land title search was conducted for Lot 1 729 257 of the Québec Province Revised Cadastral Register (formerly Lot 5954, Cadastre de la Cité de Montréal, Quartier Saint-Marie, Circonscription foncière de Montréal).

No aspect of this land title search indicates a risk of contamination to the subject property.

3.3 Property Use Records

3.3.1 Insurance Records and Land Use Maps

Fire insurance plans (FIPs) prepared by the Underwriters' Survey Bureau and land use maps (LUMs) prepared by the municipality indicate the historic use of the subject property over the years. Interpretation of the FIPs and LUMs is limited by their availability, accuracy, scale and clarity.

Source	Use of Subject Property
1954 FIP	The subject property was built-up wth the 2 original site buildings (Building 1886 and Building 1892), separated by a narrow passageway. Both buildings were occupied by stores.
1970 LUM	The passageway appeared to have been covered over. Building 1886 was occupied by "Rest." and Building 1892 was occupied by "Barbier" and a dwelling.
1982 LUM	Building 1886 and Building 1892 were vacant.
1986 LUM	Building 1886 was occupied by "Salle d'amusement". The occupancy of Building 1892 was not identified.
1990 LUM	Idem.

No aspect of the FIP or LUM indicates a risk of contamination to the subject property. Any pertinent information related to adjacent and neighbouring sites is included in Section 5.20.

3.3.2 Property Use Directories

The property use directory search was conducted for the civic address of 1886-1892 Ontario Est, between 1930 and 2010, at maximum intervals of ~10 years. In addition, the east and west adjacent sites were researched. The findings of the property use directory search are presented below.

Year	1894-1900 Ontario Est (east adjacent site)	1890-1892 Ontario Est	1886 Ontario Est	1880-1882 Ontario Est (west adjacent site)
2009-2010	Individuals 1900: Nettoyage à sec Lavoir Ontario	Individuals 1892: Tropical Massage	Individuals	1880: Tatouage du Québec
2005-2006	Individuals 1900: Nettoyage à sec Lavoir Ontario	1892: Massage Aphrodisia	No entry	1880: Tatouage du Québec
2000-2001	Individuals	Individuals 1892: Salon de coiffure Las Juanas	Kebab Express	Individuals 1880: Tatouage du Québec
1990-1991	Individuals 1900: Temps de l'impôt (tax return prep)	Individuals 1892: Salon Bermon (coiffure)	No entry	Individuals 1880: Tatouage du Québec
1980	Individuals 1898: Bijouterie Omega 1900: Caisse populaire Ste Marguerite Marie	Individuals	No entry	1880: Tatouage du Québec
1970-1971	Individuals 1900: Caisse populaire Ste Marguerite Marie	1892: Bessette Barber Shop	Wahin Restaurant	Individuals 1880: Beneficial Finance Co of Canada
1960	Individuals 1894: Marché David 1900: Julia Restaurant	Individuals 1892: Slim Barber Shop	Chung's Garden Chop Suey (rest)	Individuals 1880: Lingerie Paul & Frères
1950	Individuals 1900: Julia Restaurant	Individuals	Individuals	Individuals 1880: Lingerie Paul & Frères
1940	Individuals 1900: Julia Lunch	Individuals	Individuals	Individuals
1930	Individuals	Individuals	Individuals	Individuals

No aspect of the property use directory search done for the subject property itself indicates a risk of contamination to the subject property. Any pertinent information related to adjacent and neighbouring sites is included in Section 5.20.

Section IV.2.1 of the provincial Environment Quality Act (EQA) and the Land Protection and Rehabilitation Regulation (LPRR) set legal obligations to characterize properties, via Phase I & II Environmental Site Assessments, that are currently, or have been historically, used for designated commercial and industrial activities identified in Schedule III of the LPRR ("targetted activities"). This obligation may be triggered under certain conditions, for example, the cessation of a targetted activity or a change in the land use where a targetted activity had taken place. Under these circumstances, the required characterization work, in the case of Phase I mandates,

would be generally more stringent in scope than the CSA Standard Z768-01 and, additionally, would need to undergo attestation by a MELCC-recognized expert prior to submission of the report to the MELCC.

Based on a cursory interpretation of the findings indicated in Sections 3.3.1, Section 3.3.2 and Section 5 of this Phase I report, it appears that no targetted activity has been carried out at the subject property. Regardless of the foregoing, given that APEXIOS does not provide legal advice, users of this Phase I report should seek legal counsel to verify the applicability of Section IV.2.1 of the EQA and of LPRR to the subject property based on past, current and anticipated future uses, to ensure regulatory compliance.

3.4 Geological Maps

The following geological maps may be reviewed to determine the nature of the subsurface at the subject property:

- *Géologie de dépôts meubles - Île de Montréal, Étude 75-27 et Carte 1426A*, Ministère de l'Énergie, des mines et des ressources, Commission géologique du Canada, 1975.
- *Géologie des Basses-Terres du Saint-Laurent, Carte 1999 du Rapport MM 85-02,* Direction générale de l'Exploration géologique et minérale, Ministère de l'Énergie et des ressources, Gouvernement du Québec, 1985.

Regional groundwater flow direction is expected to be southerly towards the Fleuve Saint-Laurent located ~1.25 km from the subject property. However, local shallow groundwater flow may be interrupted by the presence of smaller watercourses, underground utilities (e.g. conduits and structures), variations in the type of natural soil and granular fill.

3.5 Previous Pertinent Reports

No previous environmental, geotechnical and geological report were available for review.

4. REGULATORY RECORDS REVIEW

4.1 Access to Environmental Information Requests

Access to environmental information requests were made to determine the presence or absence of environmental information in the records of the following regulatory agencies:

- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC),
- Ville de Montréal.

The requests are subject to the provincial Access to Information legislation and usually require a delay of 20 days. Replies to the access to environmental information requests have not been received from the regulatory agencies as of the writing of this report. Once the replies are received and analyzed, the client will be contacted to plan further action if the replies are judged to materially or potentially affect the conclusions and recommendations of this report. The correspondence with the regulatory agencies is presented in Appendix B.

4.2 Regulatory Databases

4.2.1 MELCC List of Soil and Waste Disposal Sites

The MELCC List of Soil and Waste Disposal Sites is an inventory of disposal sites known by the MELCC. Consultation of the inventory on October 11, 2019 indicated that the subject property is not included on this list. A more extensive search on surrounding properties within a distance of ~200 m indicates the absence of soil and waste disposal sites.

Name of File (File Number)	Address	Nature of Contaminants	Nature of Wastes
None			

The presence of a soil and waste disposal site within a ~200 m distance would indicate a risk of contamination to the subject property. Refer to Section 5.20.

4.2.2 MELCC List of Contaminated Sites

The MELCC List of Contaminated Sites is an inventory of contaminated sites known by the MELCC. Consultation of the inventory on October 11, 2019 indicated that the subject property is not included on this list. A more extensive search on surrounding properties within a distance of ~200 m indicates the presence of a contaminated site.

Name of File (File Number)	Address	Nature of Contaminants		Rehabilitation (R) and Soil Quality after Rehabilitation (Q)
		Ground water	Soil	
Ville de Montréal (2658)	Quadrilatère Dorion, Ontario, De Lorimier et La Fontaine Montréal (~15 m east of subject property, across rue Dorion)		Arsenic (As), Baryum (Ba), Benzène (pot), Chrome total (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cu), Étain (Sn), Éthylbenzène (pot), Hydrocarbures pétroliers C10 à C50, Manganèse (Mn), Plomb (Pb), Toluène (pot), Xylènes (o,m,p) (pot), Zinc (Zn)	R : Terminée en 2004 Q : Non précisée

*: Contaminant non listé dans la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés.

The presence of a contaminated site within a ~200 m distance would indicate a risk of contamination to the subject property. Refer to Section 5.20.

4.2.3 RBQ List of Permit Holders for the Use of High-Risk Petroleum Equipment

The Régie du bâtiment (RBQ) List of Permit Holders for the Use of High-Risk Petroleum Equipment is a list of holders of a RBQ-issued permit authorizing the use of high-risk petroleum equipment, such as certain storage tanks, as defined by the Code de construction. This category of equipment is authorized by the RBQ under strict inspection, maintenance and reporting conditions. The RBQ states specifically the limitations of its list : *"Si l'information n'apparaît pas dans ce registre, c'est que la Régie ne possède pas de dossier pour ce site. Par contre, si votre demande de renseignements à la Régie vise à établir s'il y a déjà eu des réservoirs de produits pétroliers ou des installations d'équipements pétroliers sur un terrain quelconque, nous ne pouvons vous l'assurer. En effet, dans le cadre de la Règle de conservation de la Loi sur les archives, la durée de conservation des documents inactifs est de 5 ans. Après ce délai, les documents sont détruits."*

Consultation of the inventory on October 11, 2019 indicated that the subject property is not included on this list. A more extensive search on surrounding properties within a distance of ~200 m indicates the presence of high-risk petroleum equipment.

Name of Permit Holder (File Number)	Site Address	Authorized Capacity (L)	Authorized Number of Tanks
Couche-Tard inc. (34462)	Couche-Tard #1165 2010, av. Papineau (~130 m west of subject property)	161 000	4

The presence of high-risk petroleum equipment within a distance of ~200 m distance would indicate a risk of contamination to the subject property. Refer to Section 5.20.

5. SITE VISIT & INTERVIEW

The site visit was conducted by Mr. Gordon Eng of APEXIOS on October 24, 2019 with the site representative, Mr. Stefanos Maris, on behalf of the owner of the subject property and familiar with the subject property since ~2018. All pertinent information collected from the site visit and site interview is incorporated into this report. The site photographs are presented in Appendix C.

The site representative declared no knowledge related to: any confirmed or suspected environmental contamination associated with the subject property; any situation that could have caused environmental contamination at the subject property; nor any environmental characterization or decontamination work associated with the subject property.

The site visit was limited by: (a) lack or absence of lighting in Building 1892 that prevented direct observation of the walls and floor; (b) inacessibility to an area behind a sealed door in Building 1892; and (c) the fact that the site representative is only familiar with the recent history of the site building (~2018 to now), whereas the site building was constructed in ~1928. These limitations are not expected to materially affect the conclusions and recommendations of this report.

5.1 Hazardous Materials

The hazardous materials present at the subject property consist of:

Type	Container	Location
Domestic cleaning products, i.e. cleaner, detergent	4-L or less	Building 1886 2nd floor office washroom.
Building maintenance and renovation products, e.g. paint	4-L or less	Building 1886 stairwell to 2nd floor office

No aspect of hazardous materials indicates a risk of contamination to the subject property.

5.2 Residual Hazardous Materials and Solid Wastes

Residual hazardous materials (formerly called "hazardous wastes") and solid non-hazardous wastes generated at the subject property include:

Type	Container	Management
None		The site building is unoccupied.

The site representative declared no knowledge of any on-site disposal (e.g. landfilling) of residual hazardous materials and solid wastes.

No aspect of the wastes indicates a risk of contamination to the subject property.

5.3 Unidentified Substances

Unidentified substances were not observed or reported.

5.4 Heating Systems

The heating systems observed, reported or presumed at the subject property consist of:

Type	Current	Historic
Heating System for Building	Electricity: The current heating system is electric. The site representative indicated that the current heating system was already installed when he became involved with the subject property. Natural gas is available only for the Building 1886 kitchen equipment.	Unknown.
Heating System for Hot Water	Electricity: The current heating system is electric (hot water tanks). The site representative indicated that the current heating system was already installed when he became involved with the subject property.	Unknown.

Apart from the current heating systems indicated above, the site representative declared no knowledge of any other current or historic heating systems.

No aspect of the heating systems indicates a risk of contamination to the subject property.

5.5 Storage Tanks and Oil Recipients

Underground storage tanks (UST), aboveground storage tanks (AST) or oil recipients observed, reported or presumed at the subject property consist of:

Type and Location	Description	Content	Installation & Status	Comments
None				

No historic UST is indicated on the 1954 FIP. The site representative declared no knowledge of any historic, current or presumed USTs, ASTs or oil recipients at the subject property.

5.6 Odours

Odours indicating a risk of contamination to the subject property were not observed.

5.7 Moulds

Moulds are filamentous fungi that are often visible as colonies on building materials. Mould growth can potentially destroy building materials as well as deteriorate indoor air quality. Chronic exposure to mould can cause deleterious health impacts for some individuals.

No aspect of moulds indicates a risk of contamination to the subject property.

5.8 Surficial Staining

Surficial staining observed at the subject property consists of:

Type	Observed or reported	Details
None		

No surficial staining representing a risk of contamination to the subject property was observed.

5.9 Special Attention Substances

5.9.1 Polychlorinated Biphenyls

Polychlorinated biphenyls (PCB) refer to a class of chlorinated organic compounds used as synthetic insulating fluids in electrical equipment such as fluorescent light ballasts, capacitors and transformers. The use of PCB in electrical equipment was prohibited in 1980 and as a result, properties developed or significantly renovated after 1980 are unlikely to have PCB-containing equipment.

Results related to potential PCB-containing equipment include:

Type	Observed or reported	Details
Fluorescent lights	Yes	Building 1886 ground floor.
Oil-filled transformers	No	No transformer was observed.

Considering the age of the site building, it is possible that the fluorescent lights and electrical equipment in areas not observed or renovated, manufactured before ~1980, contain PCB.

5.9.2 Asbestos

Asbestos refers to naturally occurring fibrous mineral silicates used in a variety of building construction materials due to desirable physical properties such as heat and fire resistance, corrosion and chemical resistance and tensile strength. Peak asbestos usage was the period between the 1920's to about 1973. Asbestos-containing material (ACM) is commonly classified as friable or non-friable. Friable ACM can be crumbled by hand pressure and can release air-

borne respirable asbestos fibres, e.g. boiler and pipe insulation. Non-friable ACM has a low possibility of releasing asbestos fibres due to binding agents, e.g. roofing tars, vinyl floor tiles, acoustic ceiling tiles, pre-cast asbestos cement boards ("transite") and window caulking. Friable ACM as well as asbestos dust caused by renovation or demolition work are considered an environmental and health & safety concern, in contrast to non-friable ACM. The use of ACM was discontinued in Canada by the late 1970's, although friable asbestos can be found in buildings constructed after that time.

Results related to potential ACM include:

Type	Observed or reported	Details
Friable pipe insulation	No	
Friable boiler insulation	No	
Vinyl floor tiles	Yes	Building 1886 ground floor.
Acoustic ceiling tiles	Yes	Building 1886 ground floor.
Plaster walls and ceilings	No	
Other	No	

Considering the age of the site building, it is possible that the vinyl floor tiles, acoustic ceiling tiles and building construction material in areas not observed or renovated, manufactured before ~1980, contain asbestos.

5.9.3 Lead

Lead may be found in a variety of building construction material. The most important lead-containing material (LCM) is oil-based paint (as well as water distribution piping and soft solders, roofing materials, cornices, tank linings and electrical conduits). Lead content in paints varies depending on the date of manufacture and on intended usage. Pre-1950 interior and exterior paint are the most likely to contain high lead content whereas lead content varies in paint manufactured between 1950 and 1976. In 1976, federal regulations limited the lead content in interior paint to 0.5% by weight. The use of lead based paints was discontinued by the late 1970's. Flaking lead based paints as well as air-borne lead dust caused by renovation or demolition work impacting other LCM are considered an environmental and health & safety concern due to exposure through ingestion and inhalation.

Results related to potential LCM include:

Type	Observed or reported	Details
Piping	No	Exposed piping did not appear to be made of lead.
Painted surfaces	Yes	Painted surfaces were observed.

Type	Observed or reported	Details
Other	No	

Considering the age of the site building, it is possible that the paint and other building construction material manufactured before ~1980 contain lead.

5.9.4 Halocarbons

Halocarbons refer to a family of synthetic compounds known as ozone-depleting substances (ODS) and global-warming gases (GWG). The manufacture of halocarbons is banned, planned for phase-out or scrutinized for possible phase-out. The use of halocarbons is permitted, however, the equipment must be serviced by licensed contractors. Halocarbons are used most commonly as refrigerants (e.g. CFC, HCFC and HFC) or fire-fighting agents (e.g. Halon).

Results related to potential halocarbon-containing equipment include:

Type	Observed or reported	Details
Refrigerators and freezers	Yes	Freezer in Building 1886 2nd floor office; walk-in cold room in Building 1886 kitchen.
Air-conditioning units	Yes	Window-mounted air-conditioning unit in storage in Building 1886 2nd floor office; split air-conditioning unit serving Building 1886 ground floor.
Potable water fountains and coolers	No	
Halon fire extinguishing equipment	No	The hand-held fire extinguishers were observed to contain non-halocarbon firefighting agents, namely dry chemical. The fixed fire extinguishing system for the exhaust hood in Building 1886 kitchen was observed to contain non-halocarbon firefighting agents, namely wet chemical.
Other	No	

The quantities of halocarbons in these equipment are considered to be minimal.

5.9.5 Urea Formaldehyde Foam Insulation

Urea formaldehyde foam insulation (UFFI) was used as a retrofitted spray-on insulating material in walls and ceiling spaces in residential buildings and, less commonly, in commercial and industrial buildings. Most installations in Canada occurred between 1977 and 1980, when it was banned in Canada due environmental and health & safety concerns over the off-gassing of formaldehyde. Studies have indicated that the off-gassing of formaldehyde occurs over a 5-10 year period following installation. In the presence of water or moisture, UFFI can break down, leading to further environmental and health & safety concerns.

UFFI was not observed or reported. Given the period of UFFI installation in Canada, the risk of formaldehyde emissions is not material.

5.9.6 Mercury

Mercury may be found in a variety of building material, such as light bulbs, old paints, thermostats and other electrical control switches and old mirrors.

Results related to potential mercury-containing building material include:

Type	Observed or reported	Details
Fluorescent lights and compact fluorescent lights	Yes	
Other	No	

The quantities of mercury in these equipment are considered to be minimal.

5.9.7 Noise

Excessive or unusual noise was not observed or reported.

5.9.8 Radon

Radon is a radioactive, colourless and odourless gas that presents an acute risk for causing lung cancer. The level of risk depends on the radon concentration and duration of exposure. Radon originates from the natural decomposition of uranium in soil and rocks. When radon infiltrates into enclosed spaces (e.g. basements), elevated concentrations may result. The only method to determine whether corrective measures are required for a building is to conduct indoor air quality sampling and laboratory analysis for radon.

Considering the site building has no basement, elevated radon levels are unlikely.

5.10 Miscellaneous Features

Notable miscellaneous features (e.g. buildings, structures, mechanical equipment) that have not been included elsewhere in this report, observed or presumed on the subject property, consist of:

Type and Location	Content	Status	Comments
None			

No aspect of miscellaneous features indicates a risk of contamination to the subject property.

5.11 Drains and Sumps

The drains and sumps observed or reported in the lowest floor of the site building consist of:

Type and Location	Description	Content	Status	Comments
Crawlspace floor trap near front of Building 1886	Square, covered	Soil, debris	In service	No organoleptic evidence of petroleum hydrocarbon was observed in the crawlspace soil and debris.
Crawlspace floor trap near bar area of Building 1886	Rectangular, covered	Soil, debris	In service	No organoleptic evidence of petroleum hydrocarbon was observed in the crawlspace soil and debris.
Crawlspace floor trap in hallway near hot water tank closet of Building 1886	Rectangular, covered	Soil, debris	In service	No organoleptic evidence of petroleum hydrocarbon was observed in the crawlspace soil and debris.
Crawlspace floor trap near front of Building 1892	Square, covered	Soil, debris	In service	No organoleptic evidence of petroleum hydrocarbon was observed in the crawlspace soil and debris.
Crawlspace floor trap near middle of Building 1892	Square, covered	Soil, debris	In service	No organoleptic evidence of petroleum hydrocarbon was observed in the crawlspace soil and debris.

No aspect of the drains and sumps indicates a risk of contamination to the subject property.

5.12 Potable Water Supply

Potable water is supplied to the subject property and surrounding area by the municipality.

5.13 Existing and Abandoned Wells

Existing or abandoned wells for potable water, oil, natural gas and waste disposal were not observed or reported.

5.14 Sewage and Wastewater Disposal

Sewage and wastewater generated at the subject property include:

Type	Management
Sanitary wastewater	Sanitary wastewater is discharged to municipal sewers.

No aspect of sewage and wastewater disposal indicates a risk of contamination to the subject property.

5.15 Pits and Lagoons

Pits and lagoons were not observed.

5.16 Stressed Vegetation

Stressed vegetation indicating a risk of contamination was not observed.

5.17 Fill Material

Fill material representing a risk of contamination was not observed or reported.

5.18 Roads, Parking Facilities and Rights of Way

The subject property is accessible from rue Ontario Est. No parking is available on the subject property. The certificate of location dated May 30, 2018 was available for review. No right of way representing a risk of contamination was observed.

No aspect of roads, parking facilities and rights of way indicates a risk of contamination to the subject property.

5.19 Topographical, Geological and Hydrogeological Conditions

The topography of the subject property is fairly flat with a slope directing surface runoff away from the site building in most areas. Geological and hydrogeological conditions could not be observed since no physical feature of the subject property, e.g. trenches or ditches, allowed examination of subsurface conditions.

5.20 Adjacent and Neighbouring Sites

The subject property is surrounded by the following sites.

Direction	Adjacent Sites	Neighbouring Sites
North	Rue Ontario Est.	A semi-commercial building occupied by a grocery store at street-level and apartments on upper floors is located across rue Ontario Est. No northbound street is located next to the subject property.
South	Asphalt-paved backyard of south adjacent site (1968-1976 Dorion).	No southbound street is located next to the subject property.
East	Semi-commercial building (1894-1900 Ontario Est) occupied by an electronics retailer (1898 Ontario Est) and a kitchen designer (1900 Ontario Est) at street-level and apartments on upper floors. The LUMs indicate that this east	An environmentally significant site is located within ~200 m of the subject property: ■ Parc des Faubourgs (Quadrilateral bordered by rue Dorion, rue Ontario Est, av. de Lorimier et rue La Fontaine): This east neighbouring site, located ~15 m east of the subject property, appears on the

Direction	Adjacent Sites	Neighbouring Sites
	adjacent site, particularly 1900 Ontario Est, was occupied by a drycleaner in the 2000's. The historic use of the east adjacent site (1894-1900 Ontario Est) for dry-cleaning in the 2000's indicates a risk of contamination to the subject property. In 2004, the "State Coalition for Remediation of Drycleaners", which was established with the support of the United States Environmental Protection Agency, published a report called "Conducting Contamination Assessment Work at Drycleaning Sites". According to this study, 75% of sites occupied by drycleaners are contaminated: "...the drycleaning machine is the most common contaminant source area at drycleaning sites...Solvent discharges are related to overfilling the machine, leaking door gaskets, cleaning out the button trap, replacing seals on the solvent pump, changing filters, distillation cleanout, and equipment failures". The discharge of solvent-laden water into municipal sewers may be an additional source of contamination: "...contact water can leak from sewer lines through cracks, joints or breaks...can also leach through sewer piping". Waste management practices and storage areas were identified as additional sources of contamination. The environmental condition of the subsurface material is not known. The environmental impact on the subject property due to migration of contamination from this east adjacent site is not known.	MELCC List of Contaminated Sites as "Ville de Montréal (2658)". The close proximity of the east neighbouring site, Parc des Faubourgs, a MELCC-identified contaminated site, indicates a material risk of contamination to the subject property. The environmental impact on the subject property due to migration of contamination from this east neighbouring site is not known. No other environmentally significant site is located within ~200 m of the subject property along rue Ontario Est.
West	Semi-commercial building (1880-1882 Ontario Est) occupied by a party supply store (1880-1882 Ontario Est) at street-level and apartments on upper floors.	Environmentally significant sites are located within ~200 m of the subject property: ■ 1870-1874 Ontario Est: This west neighbouring site, located ~12 m west of the subject property, was occupied historically by a drycleaner in the 1980's and 1990's, according to LUMs. The historic use of the west neighbouring site (1870-1874 Ontario Est) for dry-cleaning in the 1980's and 1990's indicates a risk of contamination to the subject property. In 2004, the "State Coalition for Remediation of Drycleaners", which was established with the support of the United States Environmental Protection Agency, published a report called "Conducting Contamination Assessment Work at

Direction	Adjacent Sites	Neighbouring Sites
		Drycleaning Sites". According to this study, 75% of sites occupied by drycleaners are contaminated: "...the drycleaning machine is the most common contaminant source area at drycleaning sites...Solvent discharges are related to overfilling the machine, leaking door gaskets, cleaning out the button trap, replacing seals on the solvent pump, changing filters, distillation cleanout, and equipment failures". The discharge of solvent-laden water into municipal sewers may be an additional source of contamination: "...contact water can leak from sewer lines through cracks, joints or breaks...can also leach through sewer piping". Waste management practices and storage areas were identified as additional sources of contamination. The environmental condition of the subsurface material is not known. The environmental impact on the subject property due to migration of contamination from this west neighbouring site is not known. ■ 2010 Papineau: This west neighbouring site, located ~130 m west of the subject property, is occupied by an Esso gas station. This west neighbouring site appears on the RBQ List of Permit Holders for the Use of High Risk Petroleum Equipment as "Couche-Tard inc. (34462)". The risk of contamination to the subject property is not considered material due to: (a) the distance and position of this west neighbouring site relative to the subject property, i.e. distance and presence of intervening preferential pathways such underground infrastructure; and (b) regional groundwater flow direction, which is expected to be southerly. No other environmentally significant site is located within ~200 m of the subject property along rue Ontario Est.

The site representative declared no knowledge related to: any confirmed or suspected environmental contamination associated with the adjacent and neighbouring sites; nor any environmental characterization or decontamination work associated with the adjacent and neighbouring sites.

6. CONCLUSIONS

The findings of this Phase I have revealed material risk of contamination to the subject property:

- The historic use of the east adjacent site (1894-1900 Ontario Est) for dry-cleaning in the 2000's indicates a risk of contamination to the subject property. In 2004, the "State Coalition for Remediation of Drycleaners", which was established with the support of the United States Environmental Protection Agency, published a report called "Conducting Contamination Assessment Work at Drycleaning Sites". According to this study, 75% of sites occupied by drycleaners are contaminated: "...the drycleaning machine is the most common contaminant source area at drycleaning sites...Solvent discharges are related to overfilling the machine, leaking door gaskets, cleaning out the button trap, replacing seals on the solvent pump, changing filters, distillation cleanout, and equipment failures". The discharge of solvent-laden water into municipal sewers may be an additional source of contamination: "...contact water can leak from sewer lines through cracks, joints or breaks...can also leach through sewer piping". Waste management practices and storage areas were identified as additional sources of contamination. The environmental condition of the subsurface material is not known. The environmental impact on the subject property due to migration of contamination from this east adjacent site is not known.
- The historic use of the west neighbouring site (1870-1874 Ontario Est) for dry-cleaning in the 1980's and 1990's indicates a risk of contamination to the subject property.
- The close proximity of the east neighbouring site, Parc des Faubourgs, a MELCC-identified contaminated site, indicates a material risk of contamination to the subject property. The environmental impact on the subject property due to migration of contamination from this east neighbouring site is not known.

The following elements do not indicate a material risk of contamination to the subject property but constitute nevertheless environmental concerns: PCB; asbestos; lead; halocarbons; mercury; and west neighbouring site with environmental significance.

7. RECOMMENDATIONS

The conclusions of this Phase I indicate that a Phase II Environmental Site Assessment at the subject property is required to verify the environmental condition of the subsurface material at the subject property due to :

- the historic use of the east adjacent site (1894-1900 Ontario Est) for dry-cleaning in the 2000's;
- the historic use of the west neighbouring site (1870-1874 Ontario Est) for dry-cleaning in the 1980's and 1990's; and
- The close proximity of the east neighbouring site, Parc des Faubourgs, a MELCC-identified contaminated site.

A prudent owner or purchaser of the subject property should be cognizant of all environmental concerns highlighted in this report, even those that do not indicate a material risk of contamination to the subject property. A prudent owner or purchaser of the subject property should take measures consistent with his subjective tolerance for risk with respect to these environmental concerns. If requested, APEXIOS can assist the prudent owner or purchaser to identify and implement appropriate measures.

Should you have any questions or require additional information, please do not hesitate to contact the undersigned.

APEXIOS INC.



Gordon Eng, ing., M.ing.
EESA, PEA, C-NRPP
Director

AUTHENTICATION OF REPORT
The original report bears the signature in ink of the assessor and the embossed corporate seal.

QUALIFICATIONS OF ASSESSOR
This report was prepared by Mr. Gordon Eng, ing., M.ing. according to the principles of the CSA Standard Z768-01 "Phase I Environmental Site Assessment" and is consistent with the "Guide de caractérisation des terrains" published by the MELCC. Mr. Eng has the academic background, experience and training to carry out this mandate. Mr. Eng is responsible for the planning, budgeting, coordination, and execution of projects related to environmental site assessment and remediation, indoor air quality, environmental compliance auditing and hazardous material

management. Mr. Eng is licensed as a professional engineer (ing.) by *Ordre des ingénieurs du Québec* (OIQ). He is certified as Évaluateur environnemental de site agréé (EESA) by *Association québécoise de vérification environnementale* (AQVE) and as a radon professional under Health Canada's *Canadian National Radon Proficiency Program* (C-NRPP). He is recognized as Provisional Environmental Auditor (PEA) by *Auditing Association of Canada* (AAC). Mr. Eng has all the qualifications required for certification as Air System Cleaning Specialist (ASCS) by *National Air Ducts Cleaners Association* (NADCA) and as a professional engineer (P.Eng.) by *Professional Engineers Ontario* (PEO).

REFERENCES

Certain federal, provincial and municipal laws, regulations and guidelines were consulted in preparation of this report. Other references are identified within the body of the report.

LIMITATIONS

The information presented in this report is based, in part, on visual observations of the subject property. The findings cannot be extended to portions of the subject property that were not reasonably available, in APEXIOS' opinion, for direct observation. When the report explicitly notes the use of testing, such as direct measurement, environmental sampling and chemical analysis, the findings cannot be extended to portions of the subject property that were not tested nor to substances not covered in the project scope of work. The information presented in this report is based, in part, from third party sources deemed reliable. Unless explicitly noted in the report, no attempt has been made to verify the accuracy of any information provided. The findings of the report reflect site conditions and applicable laws, regulations and bylaws only at the time of the investigation. The findings of the report do not preclude the possibility of environmental conditions different from those encountered during this investigation. Due to the inherent nature of the investigative method, it is not feasible to completely eliminate the possibility of partially imprecise or incomplete information. However the investigative method, through professional judgement exercised in gathering and analyzing the findings, can reduce this possibility to an acceptable level. Like all professionals rendering advice, APEXIOS does not act as absolute insurers of the findings and conclusions but commits to care and competence in reaching those findings and conclusions. This report has been prepared for the exclusive use of the Client unless explicitly stated otherwise in the report. This report may not be reproduced in whole or in part and may not be given over to any third party without prior written consent of APEXIOS. Any use of this report by a third party, any reliance on this report or any decision made based on this report is the sole responsibility of such third party. APEXIOS accepts no responsibility for any damages or loss of any nature or kind suffered by such third party as a result of actions taken or not taken based on this report. APEXIOS will issue a reliance letter to third parties identified to APEXIOS by the Client in writing, provided the report is less than 3 months old and still deemed reliable in APEXIOS' opinion, and, payment has been received for such letter. Third parties authorized by APEXIOS to rely on this report are subject to the same conditions as our client. Subject to the foregoing, only the original report, which bears the signature in ink of the assessor and the embossed corporate seal, may be used by the Client or relied upon by third parties.

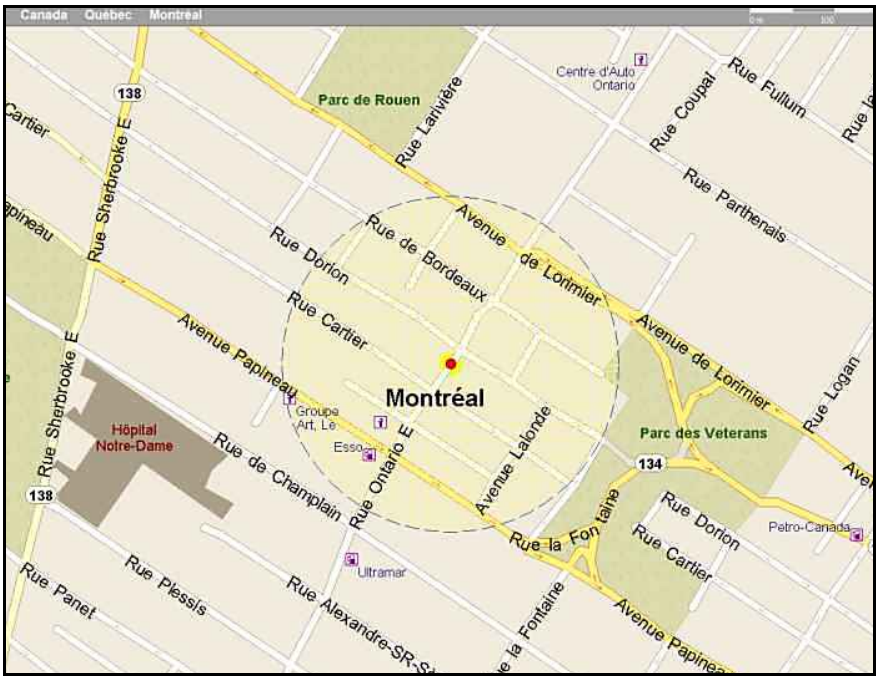
APPENDIX A

SITE PLAN

Figure 1: Site Plan



Project North



APPENDIX B

CORRESPONDENCE WITH REGULATORY AGENCIES

Subject: Accès à la documentation environnementale - MELCC Montréal - Notre dossier 0954-19.01
From: Gordon Eng <gkceng@apexios.com>
Date: 2019-10-08, 4:54 p.m.
To: MELCC Montréal <montreal@environnement.gouv.qc.ca>

DEMANDE D'ACCÈS À LA DOCUMENTATION
1886-1892, rue Ontario Est, Montréal

APEXIOS est mandaté pour réaliser une évaluation environnementale de site Phase I sur le site indiqué ci-dessus. Nous désirons savoir si vous avez de la documentation de nature environnementale concernant ce site, par exemple : des rapports environnementaux Phases I, II et III; des rapports de suivi des eaux souterraines; des avis d'infraction; des rapports d'inspection traitant de déversements, de rejets ou de contamination; des certificats d'autorisation; des documents concernant les matières dangereuses résiduelles, les réservoirs d'entreposage souterrain et hors-terre, les BPC et l'amiante; et toutes autres documentations pertinentes.

Veuillez nous répondre par courriel à gkceng@apexios.com. Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Salutations,

--
Gordon Eng, ing., M.ing.
EESA, PEA, C-NRPP
APEXIOS INC.
845, boul. Décarie, #202
Montréal (Québec) H4L 3L7
T 514.807.7350, F 514.807.7192
gkceng@apexios.com

Environnement & Bâtiment – Environment & Building

www.apexios.com

Subject: Accès à la documentation environnementale - Ville de Montréal - Notre dossier 0954-19.01
From: Gordon Eng <gkceng@apexios.com>
Date: 2019-10-08, 4:54 p.m.
To: Ville de Montréal - Greffe <greffeacces@ville.montreal.qc.ca>

DEMANDE D'ACCÈS À LA DOCUMENTATION
1886-1892, rue Ontario Est, Montréal

APEXIOS est mandaté pour réaliser une évaluation environnementale de site Phase I sur le site indiqué ci-dessus. Nous désirons savoir si vous avez de la documentation de nature environnementale concernant ce site, par exemple : des rapports environnementaux Phases I, II et III; des rapports de suivi des eaux souterraines; des avis d'infraction; des rapports d'inspection traitant de déversements, de rejets ou de contamination; des certificats d'autorisation; des documents concernant les matières dangereuses résiduelles, les réservoirs d'entreposage souterrain et hors-terre, les BPC et l'amiante; et toutes autres documentations pertinentes.

Veuillez nous répondre par courriel à gkceng@apexios.com. Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Salutations,

--
Gordon Eng, ing., M.ing.
EESA, PEA, C-NRPP
APEXIOS INC.
845, boul. Décarie, #202
Montréal (Québec) H4L 3L7
T 514.807.7350, F 514.807.7192
gkceng@apexios.com

Environnement & Bâtiment – Environment & Building

www.apexios.com

APPENDIX C

SITE PHOTOGRAPHS



Photo 1: Front of site building (Building 1886 on right and Building 1892 on left).



Photo 2: Back wall of site building.



Photo 3: Restaurant (not in operation) in Building 1886.



Photo 4: East adjacent site (1894-1900 Ontario Est), historically occupied by drycleaner.



Photo 5: West neighbouring site (1870-1874 Ontario Est), historically occupied by drycleaner.



Photo 6: East neighbouring site (Parc des Faubourgs), a MELCC-identified contaminated site.

19 juillet 2020

MABNA – Conception
282, rue Fenwood,
DDO, (Québec), H9G 2Z5
(514) 814-7993

1886 / 1890 / 1892 rue Ontario Est,
Montréal, Qc., H2K 1T8

RAPPORT D'INSPECTION

Les bâtiments inspectés du numéro civic 1886 et 1890 sont constitués d'un seul étage, alors que le numéro civic 1892 est constitué de deux étages.

La façade avant de ces bâtiments présente plusieurs fissures dans la maçonnerie et dans les fondations (voir photos 01, 02 et 03).

Le vide sanitaire est très humide et sans aération ce qui a endommagé les fondations en moellons existantes et a causé leur faiblesse et leur affaissement (voir photo 04).

La structure du toit montre une faiblesse dans les éléments structuraux, tels que poutres, colonnes et fondations, ce qui a nécessité que le propriétaire ajoute des renforcements pour éviter l'effondrement. Il faut noter que ces renforcements n'ont pas été faits selon un plan d'ingénieur et ne respectent pas le code ou les règles de l'art. Le risque d'effondrement est fort probable si les charges de neige s'appliquent sur le toit.

Les éléments structuraux sont brisés, pourris ou brûlés, de plus, ils sont mal connectés les uns avec les autres. Les colonnes s'appuient sur le plancher du RDC sans connexions et parfois sans fondations.

Voir photos 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12 et 13.

Le mur mitoyen entre le bâtiment du numéro civique 1892 et 1890 est déformé, affaissé et décalé de 3 pouces au sommet et il montre un risque de renversement. Ce mur présente également des signes de pourriture à plusieurs endroits. À cause de

cette pourriture à la base du mur, il ne reste plus d'appuis sur les fondations à quelques endroits (voir photos 14, 15 et 16).

Le passage qui se trouve au-dessus de ce mur est affaissé fortement (photo 17).

La pente du toit vers le milieu du bâtiment et le mauvais état de sa membrane et de son isolant a causé une infiltration d'eau et par conséquent la moisissure et la pourriture du bois et de la finition.

Ce bâtiment montre beaucoup de faiblesses et de risques d'effondrement. Je vous suggère la démolition de ce bâtiment pour permettre la construction d'un nouveau bâtiment qui respecte les codes et les règlements en vigueur.

Khaled Slim ing.



2020-07-19



Photo 1



Photo 2



Photo 3

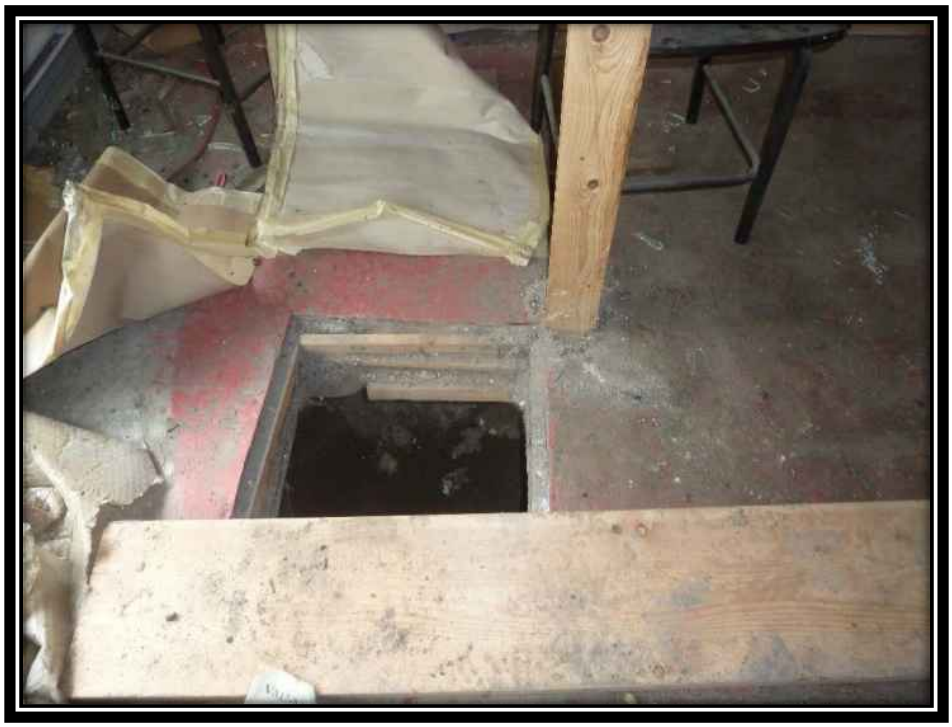


Photo 4



Photo 5



Photo 6



Photo 7



Photo 8



Photo 9



Photo 10



Photo 11



Photo 12



Photo 13



Photo 14



Photo 15



Photo 16



Photo 17

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

Étude historique sommaire d'un bâtiment
1886-1892, rue Ontario Est



Février 2021

Éric Giroux, historien

TABLE DES MATIÈRES

1- Introduction……...3

2- Identification du lieu……4

3- Statuts……5

4- État du lieu……5

5- Évolution du contexte urbain…… 5

6- Évolution du bâtiment…… 7

7- Occupation du bâtiment…….. 15

8- Conclusion……..15

Annexe……16

Sources……18

1. Introduction

1.1. Le mandat et son contexte

L'Écomusée du fier monde a été mandaté par Monsieur Alain Pilon, architecte, pour réaliser une étude historique sommaire visant à documenter le bâtiment portant les numéros civiques 1886-1892 de la rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

1.2. Méthodologie

Afin de réaliser ce mandat, nous avons fait une visite extérieure des lieux et avons exploré certaines sources nous permettant de reconstituer la trajectoire historique du site et de son contexte. Compte tenu du fait que nous avions très peu de temps pour réaliser cette étude, nous avons concentré nos recherches et notre analyse sur certaines sources seulement.

1.3. Principales sources

Nous avons consulté la collection de cartes et plans (en ligne) et les annuaires Lovell (en ligne) de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Nous avons aussi consulté certains rôles d'évaluation (en ligne) des archives de la Ville de Montréal, ainsi que d'autres ressources documentaires et certains dossiers de recherche sur la rue Ontario, conservés à l'Écomusée du fier monde.

2. Identification du lieu

2.1. Nom du lieu

Locaux commerciaux inoccupés

2.2. Adresse

1886-1892, rue Ontario Est

2.3. Arrondissement

Arrondissement de Ville-Marie

2.4. Propriétaire actuel

9417-5700 QUÉBEC INC.

2.5. Date de construction apparaissant au dernier rôle d'évaluation

1928

2.6. Situation actuelle du lieu dans son contexte

Le bâtiment est situé du côté sud de la rue Ontario Est, entre les rue Cartier et Dorion. Il s'agit d'un secteur commercial typique du début du 20^{e} siècle. On y retrouve surtout des bâtiments de deux et trois étages, avec des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et des logements à l'étage.



1886-1892, rue Ontario Est, Montréal
Photo : Éric Giroux



Plan de localisation du bâtiment

3. Statuts

Le bâtiment ne fait l'objet d'aucune désignation en tant que lieu historique national et n'a aucun statut particulier en vertu de la Loi sur les biens culturels. Il n'est pas identifié dans le *Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal* et ne fait l'objet d'aucune désignation patrimoniale dans le Plan d'urbanisme. Il n'est pas non plus mentionné comme lieu d'intérêt dans le *PPU des Faubourgs*.

4. État du lieu

Le bâtiment semble comporter deux parties distinctes. La partie portant le numéro civique 1886 se compose d'un seul étage et se trouve du côté ouest du lot. Il dispose d'une grande vitrine et d'une entrée à la gauche de celle-ci. La section portant le numéro civique 1892, quant à elle, est plus étroite, plus profonde et comporte deux étages. Il y a une petite vitrine et une entrée à la droite de celle-ci. Deux portes en acier, dont l'une affiche le numéro civique 1890 séparent les deux sections du bâtiment. Les façades semblent avoir subi des transformations importantes, tant au niveau du parement extérieur que des ouvertures. Aucune composante ancienne ne semble avoir été conservée.

5. Évolution du contexte urbain

Le quartier Centre-Sud est un espace urbain qui se développe surtout à partir de la seconde moitié du 19^{e} siècle. L'industrialisation de la ville est alors un puissant moteur de développement. De nombreuses usines s'implantent en bordure du fleuve d'abord, puis vers l'intérieur des terres par la suite. Elles partagent alors l'espace avec des habitations ouvrières, des églises, des écoles, des bâtiments publics et des commerces. Des milieux de vie prennent ainsi forme.

Un peu au sud de la rue Sherbrooke, se développe une artère importante pour le quartier : la rue Ontario. Le premier tracé connu de la rue Ontario est daté de 1842. Il s'agit d'un segment situé entre les rues Papineau et Parthenais, sur une terre ayant appartenue à Sir John Johnson (1741-1830), un loyaliste britannique exilé des États-Unis. Une dizaine d'années après sa mort, deux hommes d'affaires et spéculateurs fonciers de Kingston, John Solomon Cartwright et James Belle Forsyth, font l'acquisition de cette terre et la lotissent. Ils déterminent donc un découpage particulier de leur propriété et tracent un certains nombres de rues, parmi lesquelles on retrouve les rues Érié, Huron et Ontario, inspirées par les noms des grands lacs canadiens.

Au milieu du 19^{e} siècle, la rue Ontario est encore peu développée. Son prolongement vers l'est permet de rejoindre le village d'Hochelaga, qui sera annexé à Montréal en 1883. Mais rapidement,

le développement urbain rejoint ce secteur du quartier. En 1870, les autorités municipales assèchent et canalisent un marais qui se trouvait au bas du dénivelé de la rue Sherbrooke, dans l'axe de l'actuelle rue Plessis. Avec cette opération, plusieurs secteurs résidentiels se développent, traversés d'ouest en est par la rue Ontario.

Bien que l'on y retrouve d'anciens bâtiments industriels, des églises et des édifices publics, la rue Ontario était surtout une artère à vocation commerciale. On y retrouvait une multitude de petits commerces de proximité répondant aux besoins d'une population locale. Le segment de la rue Ontario situé entre l'avenue Papineau et a rue Fullum a connu une période faste lors de l'ouverture du stade De Lorimier en 1928 et celle du pont Jacques-Cartier en 1930. Ces deux événements distincts ont eu pour effet de créer une très grande affluence dans ce secteur du quartier.



La rue Ontario E., à l'angle de l'avenue Papineau, en 1937. Cette photo illustre les petits commerces de proximité que l'on retrouvait dans ce secteur à l'époque.
Conrad Poirier, Fonds Conrad Poirier, BAnQ Vieux-Montréal

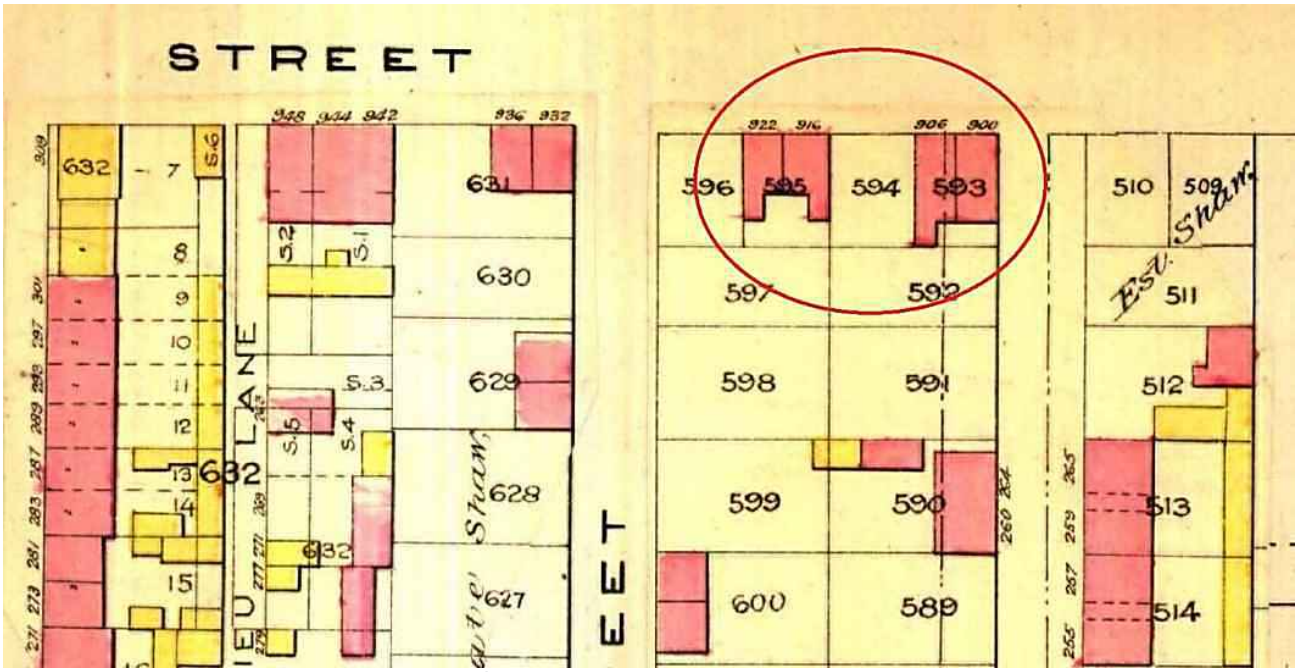
La rue Ontario n'est pas épargnée par la désindustrialisation qui touche le quartier dans la seconde moitié du 20^{e} siècle. Le déclin démographique et l'appauvrissement de la population se traduit par une baisse de sa vitalité commerciale. La reconfiguration de l'accès au pont Jacques-Cartier en 1966, ainsi que la fermeture du stade De Lorimier en 1961, participent aussi à ces bouleversements. Plusieurs commerces fermeront leurs portes et certains locaux commerciaux ont changé de vocation et accueillent maintenant différents organismes communautaires ou de service.

6. Évolution du bâtiment

Nous avons utilisé différentes cartes et plans pour suivre l'évolution physique du lieu. Nous avons également utilisé certaines informations issues des annuaires Lovell et des rôles d'évaluation pour préciser certaines analyses.

Selon le dernier rôle d'évaluation foncière de la Ville de Montréal, l'année de construction du bâtiment occupant le 1886-1892, rue Ontario Est, serait 1928. Toutefois, une observation des différentes cartes et plans accessible en ligne sur le site de Bibliothèque et Archives nationales du Québec révèle une présence plus ancienne d'immeuble sur le site, ce qui soulève peut-être une contradiction relative à l'année de construction mentionnée dans le rôle.

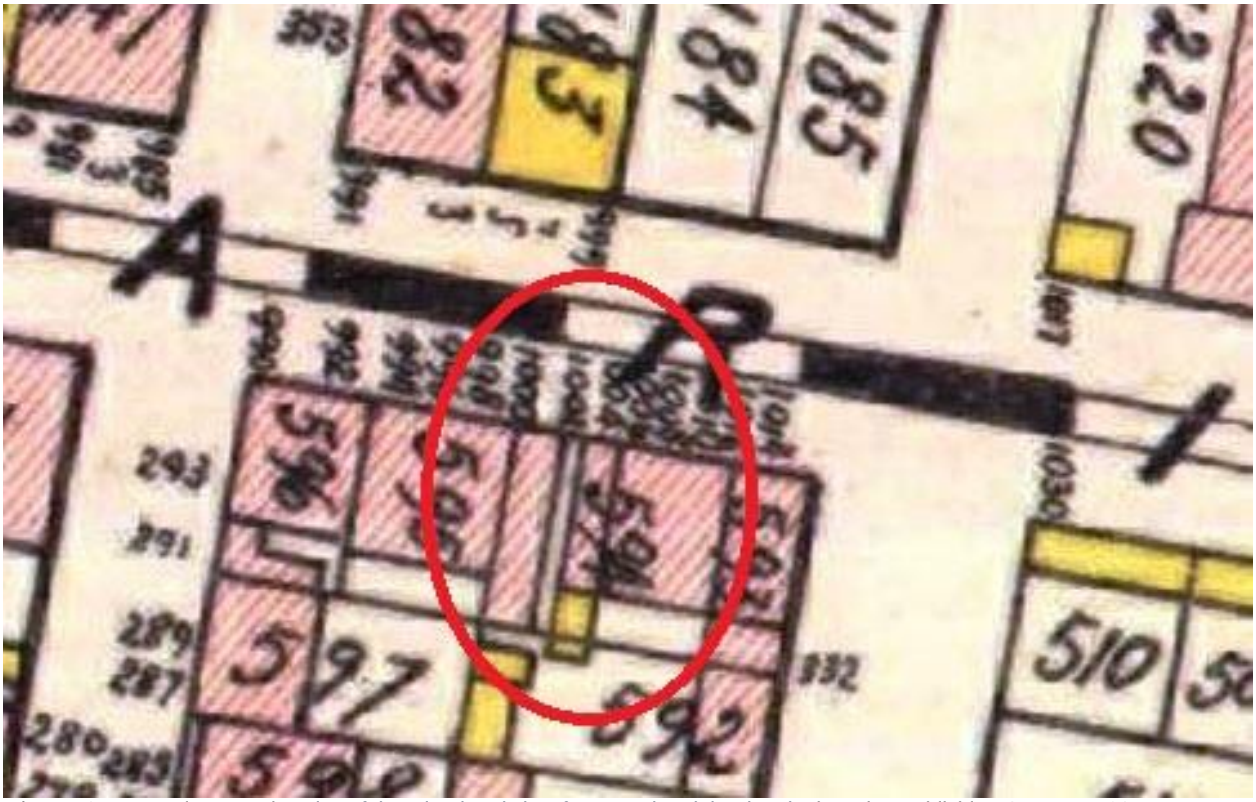
Plan 1 – 1890



Chas. E. Goad, *Atlas of the city of Montreal,* Montréal, 2 vol., 1890

Le premier plan présenté date de 1890 et illustre l'état du développement de la rue Ontario à la fin du 19e siècle. On remarque la présence de deux bâtiments sur les lots cadastraux 593 et 595. Ceux-ci portent les numéros civiques 900-906 et 916-920. Rappelons que les numéros civiques changeront à quelques reprises à Montréal, dans les premières décennies du 20e siècle. Le lot cadastral 594 est celui sur lequel le bâtiment à l'étude sera éventuellement construit. En 1890, ce lot est toujours vacant, comme plusieurs autres dans ce secteur.

Plan 2 – 1907

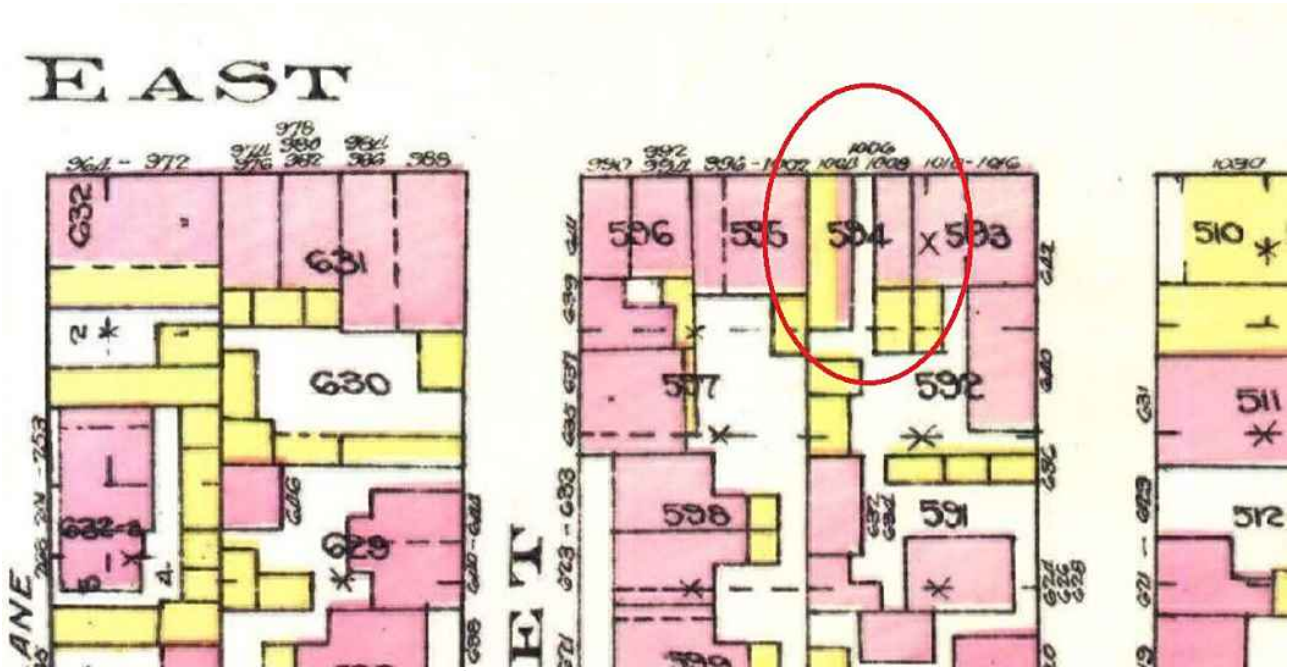


Plan no 2 : A. R. Pinsoneault, *Atlas of the Island and city of Montreal and Ile Bizard*, The Atlas Publishing Co., vers 1907.

Le second plan est daté de 1907, mais semble moins précis que les autres plans auxquels nous avons eu accès. Le lot cadastral no 594 ne correspond pas tout à fait au découpage précédent. Par contre, il indique la présence de nouvelles constructions sur l'ensemble du lot. Trois numéros civiques sont associés à la nouvelle construction se trouvant sur le lot cadastral 594. Il s'agit du numéro civique 1004, occupé par Emmanuel Nantel, un épicier; le numéro 1006, occupé par Antoine Lamarche et le numéro 1008, occupé par Wilfrid Marsolais, un barbier.

En utilisant les annuaires Lovell et en remontant dans le temps, il est possible d'identifier des occupants pour ces bâtiments jusqu'en 1892. Il en est de même si l'on consulte les différents rôles d'évaluation pour l'année 1892. On découvre alors que le lot cadastral no 594 est occupé par des bâtiments portant les numéros civiques 908-914, propriété de Mme Mathilda Norbert, épouse de Maxime Plante. Il est donc possible de poser l'hypothèse que la première construction érigée sur le lot 594 daterait de 1892.

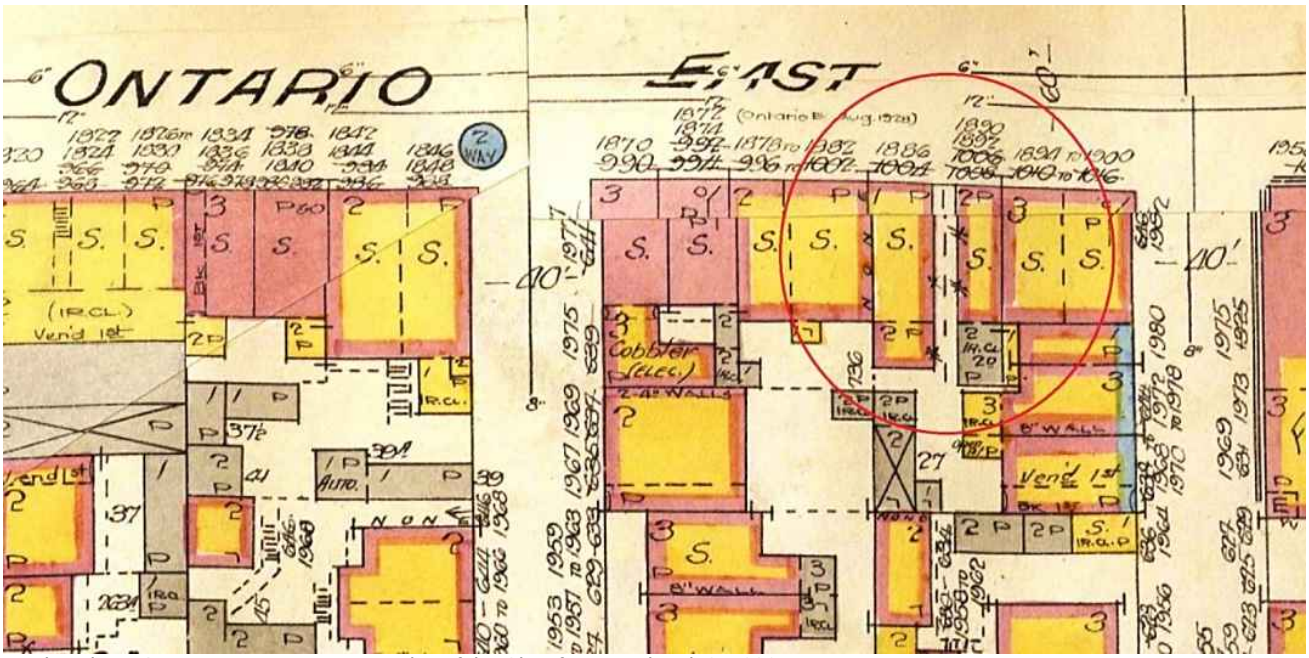
Plan 3 – 1912-14



Atlas of the City of Montreal and vicinity, Montréal [etc.], Chas. E. Goad Co., 4 vol., 1912-1914.

Le plan suivant, réalisé au cours de la période 1912-1914 semble plus précis et plus conforme à la réalité. Il révèle la présence de deux constructions distinctes sur le lot 594. Celles-ci sont également séparées par un passage ouvert, menant à l'arrière des bâtiments. Les numéros civiques sont les mêmes que pour le plan précédent, soit : 1004, 1006 et 1008. L'annuaire Lovell de 1912-1913, indique que Madame M.L. Fournier, veuve, occupe le local du no 1004, et que son mari épicier est décédé. Aucun nom n'apparait pour le numéro 1006, alors que le 1008 est occupé par Labrie et Guay, magasin de chaussures.

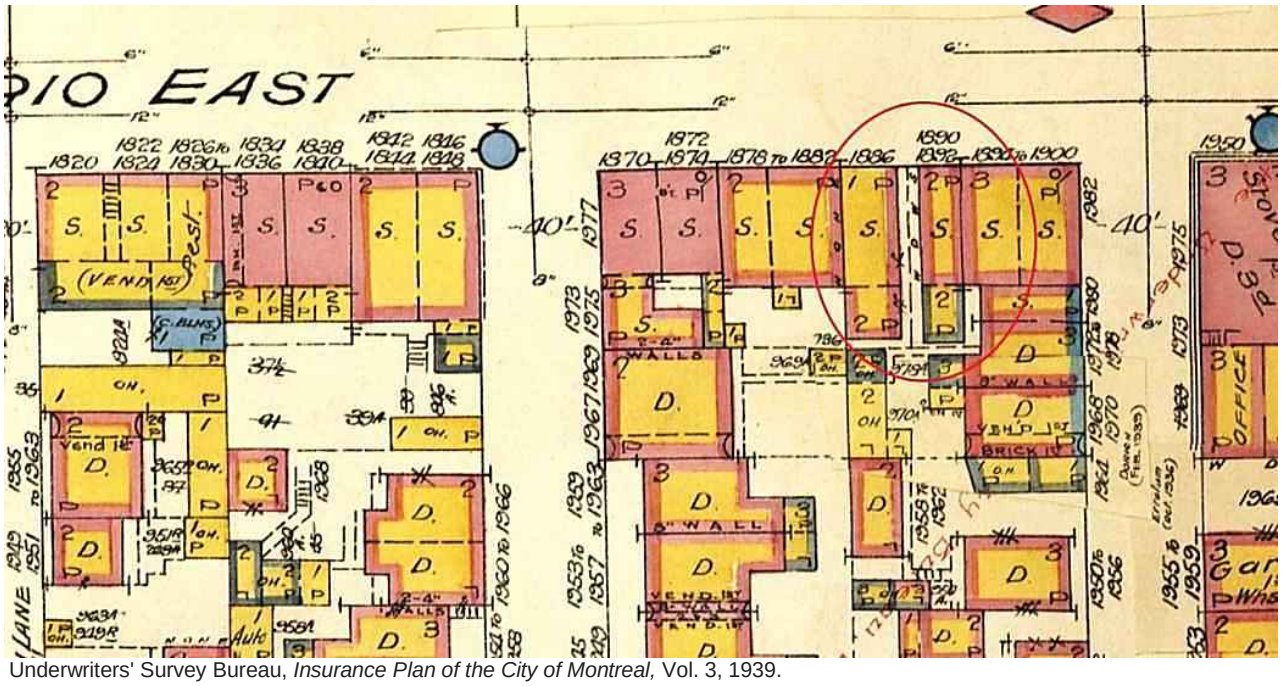
Plan 4 - 1926



Underwriters' Survey Bureau, *Insurance Plan of the City of Montreal,* Vol. 3, 1926.

Cet autre plan, daté de 1926 nous permet de voir l'apparition des nouveaux numéros civiques, soit 1886, 1890 et 1892, qui remplacent les numéros 1004, 1006 et 1008. Une note indique que les corrections ont été apportées en août 1928. On y retrouve toujours les deux constructions qui apparaissaient sur le plan précédent, tout comme le passage ouvert qui les sépare. Une autre information s'ajoute cependant et révèle que le bâtiment portant le numéro 1886 comporte un deuxième étage sur une petite section située à l'arrière complètement.

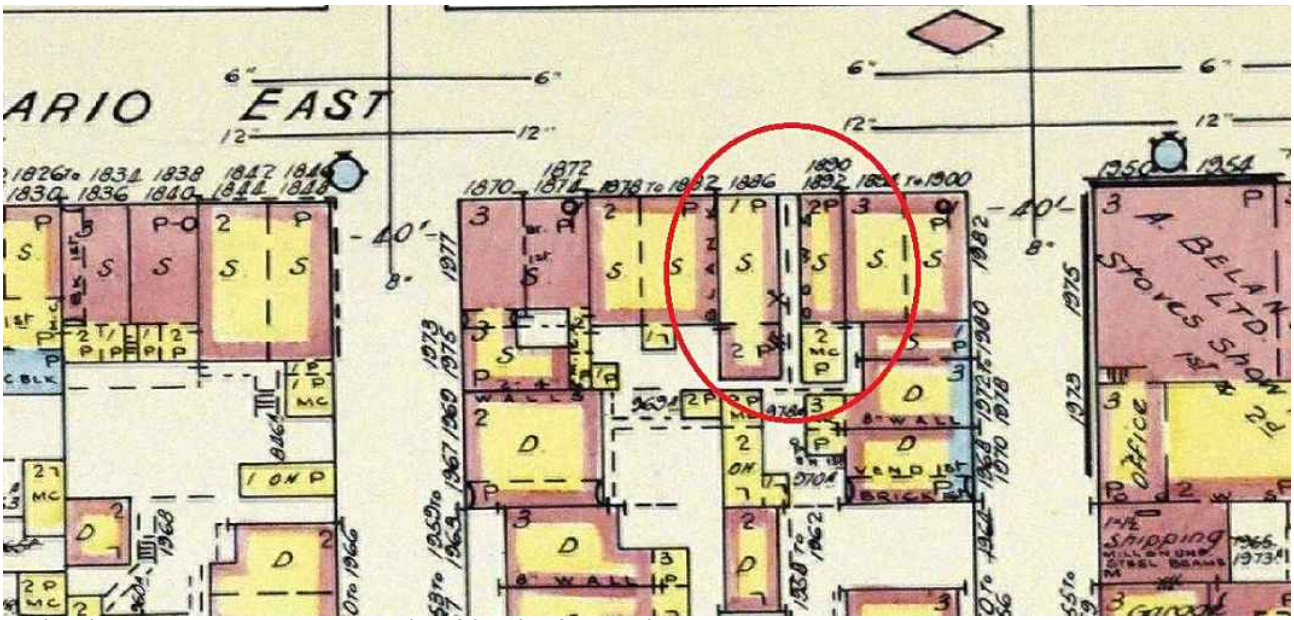
Plan 5 - 1939



Underwriters' Survey Bureau, *Insurance Plan of the City of Montreal,* Vol. 3, 1939.

Le plan de 1939 est pratiquement identique à celui de 1926. On retrouve exactement la même configuration qu'auparavant, avec le même passage séparant les deux bâtiments. Ce constat nous amène cependant à soulever un point particulier. Les plans de 1912, 1926 et 1939, présentent une même configuration des lieux, soit : deux bâtiments différents construits sur le même lot cadastral et séparés par un passage ouvert. Par contre, selon les informations contenues dans le dernier rôle d'évaluation, l'immeuble du 1886-1892 Ontario Est aurait été construit en 1928. Ce qui ne semble pas correspondre aux différents constats que nous pouvons dégager de l'observation des documents cartographiques. Afin de confirmer notre hypothèse, nous avons aussi fait des vérifications dans les rôles d'évaluation de 1925 à 1930. Les informations apparaissant aux rôles nous indiquent que le propriétaire, au cours de cette période, se nomme Camille David et qu'il est boucher. La valeur du bâtiment est de 2250,00 $ en 1925 et passe à 2750,00 $ en 1927. Nous avons cependant remarqué que d'autres bâtiments du voisinage ont aussi connu une hausse de valeur cette même année. Rien ne semble donc indiqué qu'il y aurait eu une démolition du bâtiment et une reconstruction dans les années 1920. Il est donc possible de penser que le bâtiment se trouvant sur le lot 594 est beaucoup plus ancien que ce qu'indique le dernier rôle d'évaluation.

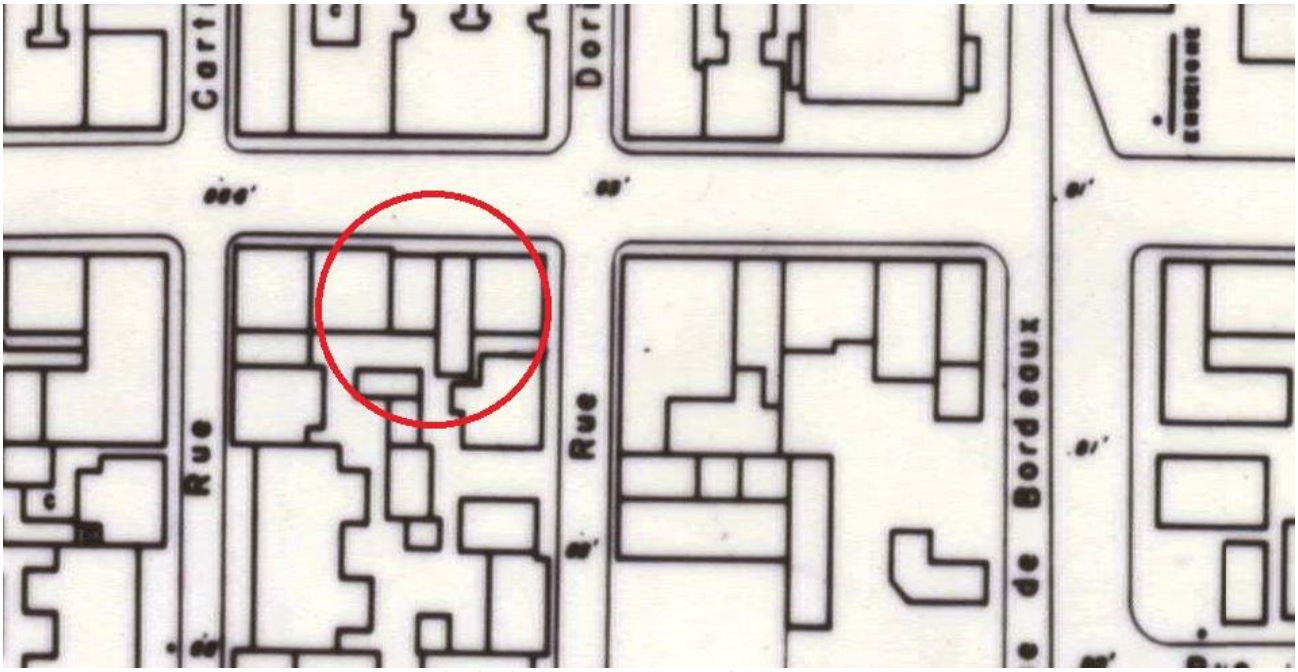
Plan 6 – 1954



Underwriters' Survey Bureau, *Insurance Plan of the City of Montreal,* 1954.

Le plan de 1954 n'ajoute pas d'informations supplémentaires aux plans précédents. La configuration du site demeure identique, avec les deux mêmes bâtiments séparés par un passage ouvert.

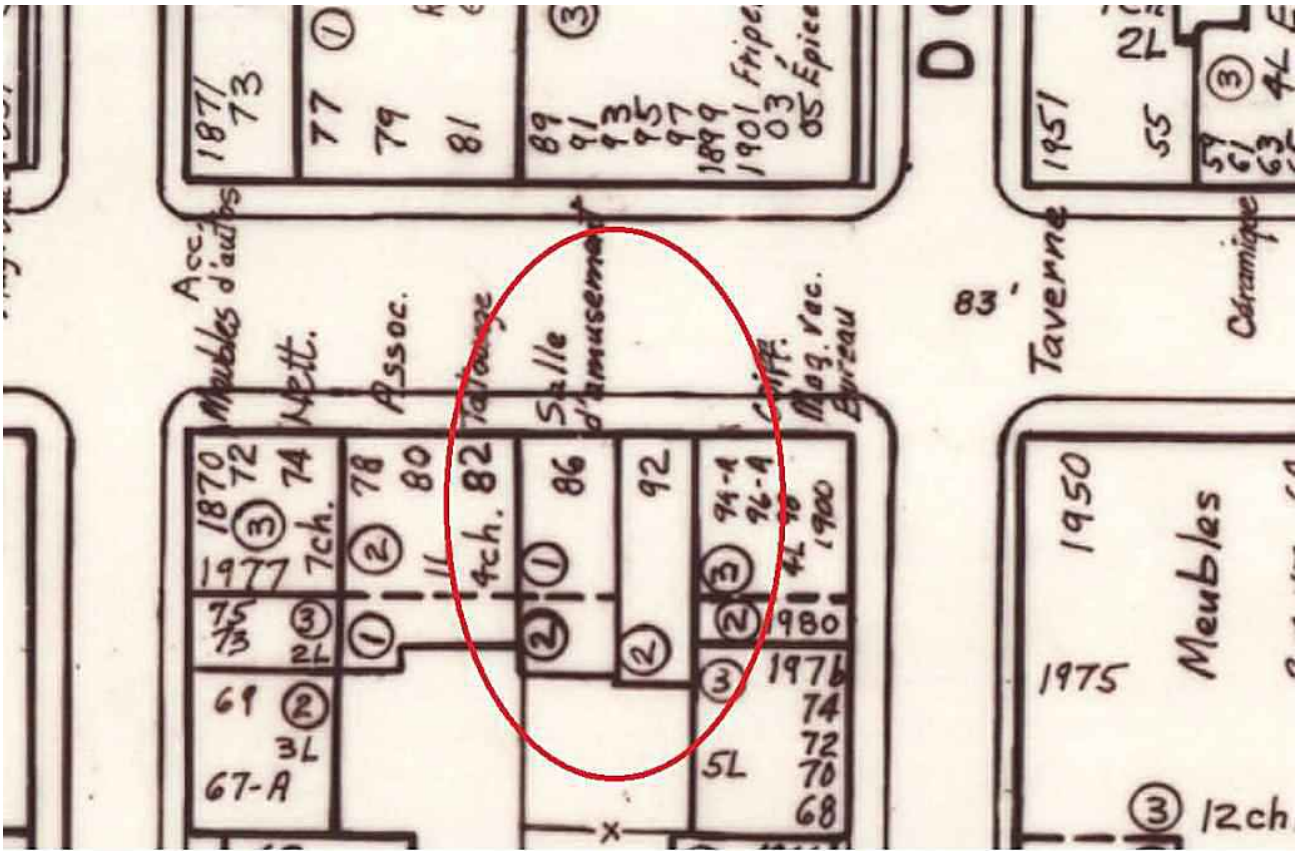
Plan 7 – 1961



Plans d'utilisation du sol de la ville de Montréal à l'échelle 1:2 400, Montréal, Service de l'habitation et de l'urbanisme de la Ville de Montréal, entre 1958 et 1976.

Le plan de 1961 est beaucoup moins détaillé que les documents précédents. Il apporte néanmoins de nouvelles informations puisque le passage ouvert n'apparaît plus sur le lot. Il semble toujours y avoir deux bâtiments distincts, et celui portant le numéro civique 1886 semble avoir subi une modification ayant réduit sa profondeur.

Plan 8 – 1990



Plans d'utilisation du sol de la ville de Montréal à l'échelle 1:1 000, Montréal, Service de l'habitation et de l'urbanisme de la Ville de Montréal, entre 1977 et 1990.

Le dernier plan proposé, daté de 1990, présente une configuration un peu différente du plan de 1961. Le passage ouvert ne semble plus existé, par contre. Le bâtiment no 1886 semble avoir retrouvé la profondeur qu'il avait auparavant. La partie arrière comporte également deux étages, comme sur le plan de 1954 et les précédents. Aucune mention ne fait état du type d'occupation du local situé au numéro 1892, mais il est indiqué qu'une salle d'amusement occupe le local situé au numéro 1886, rue Ontario Est.

7- Occupation du bâtiment

Pour documenter l'occupation des bâtiments situés au 1886-1892 rue Ontario Est, nous avons utilisé les annuaires Lovell, accessibles en ligne sur le site de BAnQ. Le tableau 1 (*voir annexe*) présente la correspondance des adresses, qui ont changées à deux reprises au début du 20e siècle. Le tableau 2 (*voir annexe*) permet, quant à lui, d'identifier les différents occupants qui ont été présents sur le site entre 1892 et 1975.

Les informations provenant du Lovell nous révèle qu'il s'agit essentiellement de petits commerces de proximité qui se sont succédés dans les deux locaux portant les numéros civiques 1886 et 1892 de la rue Ontario E. Parmi ceux-ci, on retrouve des barbiers, épiciers, restaurants, cordonniers, bijoutier, etc. Parmi les commerces identifiés, aucun ne semble avoir une importance historique particulière et aucun n'est associé à un personnage connu ou un événement historique particulier.

8- Conclusion

Cette exploration sommaire de l'histoire du bâtiment situé au 1886-1892 de la rue Ontario E., nous permet d'émettre certains constats préliminaires :

1- Il est fort probable que le bâtiment ait été construit dans la dernière décennie du 19e siècle. Il serait donc plus ancien que ce qu'indique le dernier rôle d'évaluation.
2- Le bâtiment ne fait l'objet d'aucune désignation et ne bénéficie d'aucun statut particulier.
3- Le bâtiment n'est associé à aucun commerce, personnage ou événement qui aurait une envergure historique particulière pour Montréal ou pour le quartier.

Annexe

TABLEAU 1 Correspondance des adresses		
1892-1906	**1907-1928**	**1929-**
908 Ontario	1008 Ontario E.	1892 Ontario E.
910 Ontario	1006 Ontario E.	1890 Ontario E.
914 Ontario	1004 Ontario E.	1886 Ontario E.

TABLEAU 2 Informations tirées des annuaires Lovell		
Années	**Adresses**	**Occupants (section rues)**
1890-91		
1891-92	908 Ontario	Plante Maxime, merchant Allard Hild, laborer
	910 Ontario	Plante Mrs Mathilde
1892-93	908 Ontario	Plante Maxime, shoemaker
1893-94	908 Ontario	Brousseau, Alph. grocer
	914 Ontario	Plante Maxime, general store
1894-95	908 Ontario	Plante Mrs M., merchant
1895-96	908 Ontario	Chevalier Albert, shoemaker
	910 Ontario	Leblanc Jules, beer driver
	914 Ontario	Plante Maxime, shoemaker
1896-97	908 Ontario	Villefranche Art., barber
	910 Ontario	Moreau Odilon, joiner
	914 Ontario	Lapointe Wm, restaurant
1897-98	908 Ontario	Bonnier J.Bte, shoemaker
	910 Ontario	Bonnier Adolphe, plumber
	914 Ontario	Therrien, Edmond, restaurant
1898-99	908 Ontario	Bonnier J.Bte, shoemaker
	910 Ontario	Bonnier Adolphe, plumber
	914 Ontario	Therrien, Edmond, restaurant
1899-1900	908 Ontario	Turcotte & Dandeneau, plumbers
	910 Ontario	-
	914 Ontario	Therrien, Edmond, restaurant
1900-01	908 Ontario	Turcotte & Dandeneau, plumbers
	910 Ontario	-
	914 Ontario	Therrien, Edmond, restaurant
1901-02	908 Ontario	Blanchet Joseph
	910 Ontario	-
	914 Ontario	Therrien, Edmond, restaurant
1902-03	908 Ontario	Marsolais Wilfrid,
	910 Ontario	-
	914 Ontario	Therrien, Edmond, restaurant
1903-04	908 Ontario	Marsolais Wilfrid, barber
	910 Ontario	-
	914 Ontario	Nantel Emmanuel, grocer
1904-05	908 Ontario	Marsolais Wilfrid, barber
	910 Ontario	Antoine Lamarche
	914 Ontario	Nantel Emmanuel, grocer
1905-06	908 Ontario	Marsolais Wilfrid, barber
	910 Ontario	Antoine Lamarche
	914 Ontario	Nantel Emmanuel, grocer
1906-07	1008 Ontario E.	Marsolais Wilfrid, barber
	1006 Ontario E.	Antoine Lamarche
	1004 Ontario E.	Nantel Emmanuel, grocer
1909-10	1008 Ontario E.	Lalumière Wilfrid Barber
	1006 Ontario E.	Poirier Jos Laborer
	1004 Ontario E.	Nantel Emmanuel, grocer
1912-13	1008 Ontario E.	Labrie & Guay shoe store
	1006 Ontario E.	-
	1004 Ontario E.	Fournier Mrs M L wid D Grocer
1919-20	1008 Ontario E.	Descôteau Em, restaurant
	1006 Ontario E.	Bouchard A., pool room
	1004 Ontario E.	Candib Philip, butcher

1925-26	1008 Ontario E.	David Émile, barber
	1006 Ontario E.	Lefebvre Michel, signaler
	1004 Ontario E.	St-Cyr Eugène, tailleur
1928	1008 Ontario E.	David Émile, barber
	1006 Ontario E.	Lefebvre Michel, signaler
	1004 Ontario E.	St-Cyr Eugène, tailleur
1930-31	1886 Ontario E.	St-Cyr Eugène, tailleur
	1890 Ontario E	Lefebvre Michel, signaler
	1892 Ontario E	David Émile, barber
1935-36	1886 Ontario E.	Côté, Albert, jeweller
	1890 Ontario E	Houle Camille, laborer
	1892 Ontario E	Lacombe Roméo barber
1939-40	1886 Ontario E.	Côté, Albert, jeweller
	1890 Ontario E	Houle Camille, laborer
	1892 Ontario E	Faubert Adélard, barber
1954-55	1886 Ontario E.	Côté, Albert, jeweller
	1890 Ontario E	Massé Alf.
	1892 Ontario E	Laplante A., barber
1960	1886 Ontario E.	Chung's Garden Chop Suey rest.
	1890 Ontario E	Chung Chink
	1892 Ontario E	Slim barber shop
1965	1886 Ontario E.	Chung's Garden Café rest.
	1890 Ontario E	-
	1892 Ontario E	Besset A. barber shop
1970	1886 Ontario E.	Wahin restaurant
	1890 Ontario E	-
	1892 Ontario E	Besset A. barber shop
1975	1886 Ontario E.	Entreprise Bergeron réfrigération
	1890 Ontario E	-
	1892 Ontario E	Salon Marcel coiffure

Sources

Collections de cartes et plans de Montréal, Bibiliothèque et Archives nationales du Québec
https://www.banq.qc.ca/collections/cartes_plans/

Collection d'annuaires Lovell de Montréal et sa région, 1842-2010, Bibiliothèque et Archives nationales du Québec
https://numerique.banq.qc.ca/ressources/details/lovell

Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal, Ville de Montréal
http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/

PPU des Faubourgs, Ville de Montréal
PDF

Répertoire du patrimoine culturel du Québec
https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/rechercheProtege.do?methode=afficherResultat

Rôles d'évaluation foncière - 1847-2003, Archives de Montréal
https://archivesdemontreal.ica-atom.org/roles-devaluation-fonciere-1847-2003

Dossiers documentaires, Écomusée du fier monde

Etude urbaine:

demolition et implantation d'un nouveau bâtiment
au 1886 / 1892 rue Ontario est, Montréal, pour fin
d'intégration au présent site



site existant



bâtiment proposé

Plan clé des photos

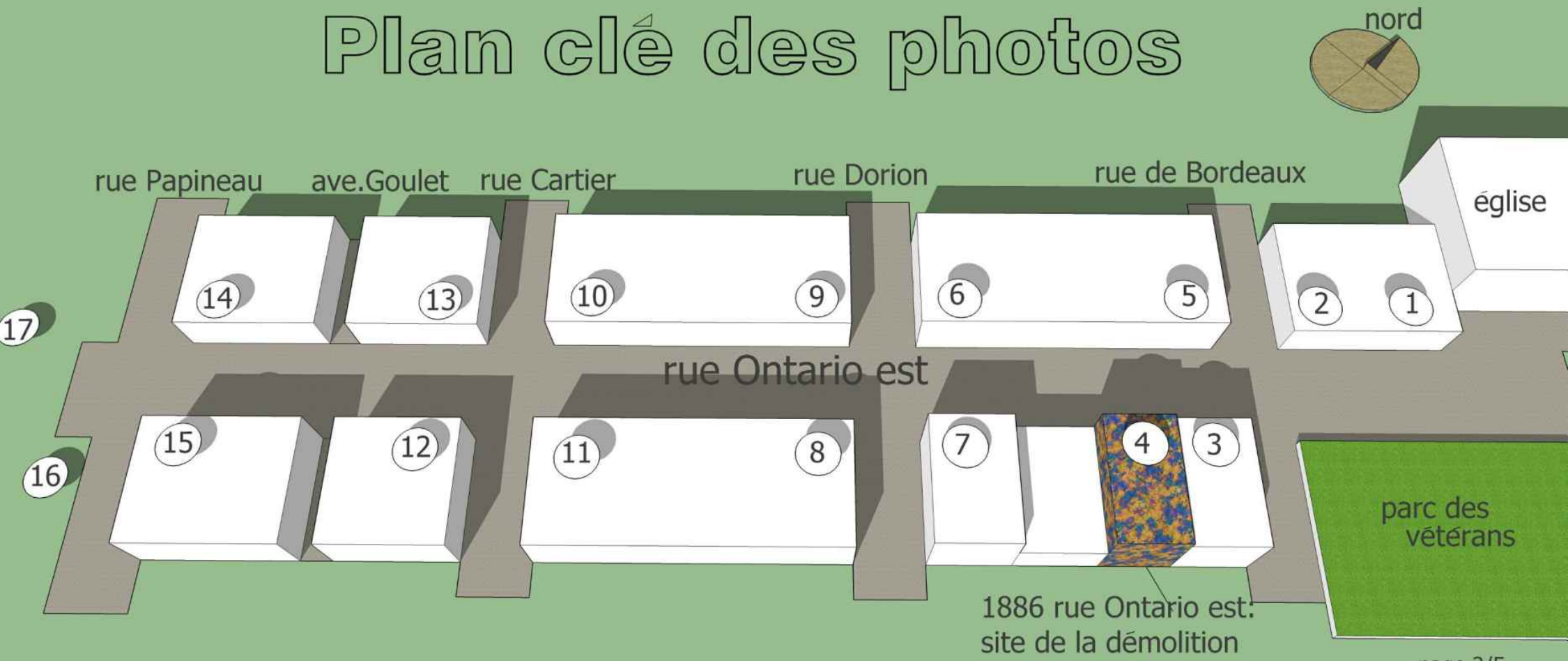




photo 1



photo 2



photo 3



site de la démolition au 1886/1892 photo 4



photo 5



photo 6



photo 7



photo 8



photo 9



photo 10



photo 11



photo 12



photo 13



photo 14



photo 15



photo 16



photo 17



coin sud/ouest de Champlain et Ontario

1886-1892, rue Ontario Est

Demande de démolition 3002414434

Description

Demande de démolition du bâtiment sis au 1886-1892, rue Ontario Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble de 3 étages comprenant 4 logements et un espace commercial.

Contexte

En vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour la présente demande de démolition, un avis public a été publié à cet effet le samedi 29 mai 2021. Ainsi, et conformément au décret ci-haut mentionné, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 31 mai 2021 au 14 juin 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le Comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 22 juin 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier, par courriel ou par la poste, durant la période de consultation écrite de 15 jours du 31 mai au 14 juin 2021, inclusivement.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.25

2021/09/14 18:30

(1)

Dossier # : 1211044002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour les immeubles situés aux 955, rue Atateken et 1130, rue de la Gauchetière Est

De confirmer la décision du Comité d'étude des demandes de démolition rendue le 22 juin 2021 autorisant la démolition des bâtiments portant les numéros 955, rue Atateken et 1130, rue de la Gauchetière Est et ce, aux conditions suivantes:

- Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 12 avril 2021 et conçus par Luc Denis architecte;
- Mettre en place un comité de bon voisinage pour la durée du chantier de démolition et de construction;
- Maximiser le verdissement sur la toiture et sur l'ensemble du site.

D'autoriser, à cette fin, la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2021-09-07 15:05

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1211044002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour les immeubles situés aux 955, rue Atateken et 1130, rue de la Gauchetière Est

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) a été déposée à l'arrondissement en vertu de l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215). Cette demande d'appel concerne les demandes de certificat de démolition #3002389135 et #3002389514, déposées le 15 octobre 2020, et visant les immeubles portant les adresses 955, rue Atateken et 1130, rue de la Gauchetière Est. Cette demande d'appel fait suite à la décision favorable à la demande de démolition du bâtiment rendue par le CEDD de l'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 22 juin 2021.

En vertu de l'article 25 du même règlement, le conseil d'arrondissement peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La demande vise la démolition de deux bâtiments datant respectivement de 1906 (955, rue Atateken, structure de bois et de métal, 3 étages) et de 1936 (1130, rue de la Gauchetière Est, structure de bois et de béton, 2 étages). Fortement modifiés au cours de leurs existences respectives, les deux bâtiments à l'étude présentent une valeur architecturale faible, et un degré d'authenticité peu élevé. Le 955, rue Atateken, présente même une valeur contextuelle plutôt négative suite à l'exposition de son mur latéral dans le cadre des démolitions requises pour la construction de l'autoroute Ville-Marie.
Les bâtiments ont fait l'objet d'une expertise structurale par la firme NCK datant de septembre 2020. L'état général des deux bâtiments est plutôt bon, outre des dégradations ponctuelles. Ils ont dans les deux cas fait l'objet de maintes modifications disparates à leurs structures au fil des décennies. Comme plusieurs bâtiments anciens, ils présentent des déficiences majeures relatives aux normes sismiques.

Le projet de remplacement est un complexe résidentiel de 5 étages (16,8 mètres) abritant 158 unités et présentant une volumétrie en forme de L bordant les rues Atateken, Viger, Wolfe et De La Gauchetière. Il abrite 47 studios, 87 unités d'une chambre, 8 unités de 2

chambres et 16 de 3 chambres. L'entrée principale des résidences se situe à l'intersection de Viger et Wolfe, alors que les unités du rez-de-chaussée comportent des accès directs à la voie publique.

Le projet de démolition a été présenté au CCU en janvier, février et avril 2021, et a alors reçu des avis préliminaires favorables en vue de la présentation au CEDD, accompagnées de conditions visant une intégration plus fine au contexte.

Il a ensuite été présenté au CEDD le 22 juin 2021, et celui-ci a rendu une décision favorable à la démolition:

- Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique ;
- Considérant que le gabarit et la modénature actuelle du 955, rue Atateken, conviennent peu à l'emplacement du site en bordure de l'avenue Viger ;
- Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de l'avenue Viger et de la rue Wolfe. Le projet présente un rythme dans sa composition et une articulation de ses composantes qui permettent une expression architecturale dynamique convenant à un projet d'un tel gabarit. La proposition présente une bonne qualité d'intégration aux cadre bâti du secteur, par ses proportions d'ouvertures et sa matérialité de brique et de blocs architecturaux;
- Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure ;

À la suite de cette décision, l'arrondissement a reçu des demandes d'appel de cette décision de la part de citoyens résidents du secteur. Ces derniers argumentent leur demande d'appel en se basant sur les points suivants:

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- au fait que l'état actuel des immeubles ne justifie pas leur démolition;
- à la hauteur du projet de remplacement qui dépasse celle des bâtiments voisins et s'intégrera mal au quartier;
- à des demandes d'ajout de commerces au rez-de-chaussée du projet, l'augmentation du nombre de logements de plus de trois chambres pour accueillir des familles, et l'ajout de logements sociaux afin de répondre aux besoins du quartier;
- à l'ajout d'espaces verts autour de l'édifice puisque la conception actuelle n'en prévoit pas, ni ne prévoit de zone d'absorption des eaux;
- à la préservation des arbres sur la façade des rues Viger et Wolfe;
- au plan prévu pour contrer les ilots de chaleur;
- à des préoccupations quant à la perte de la vue du pont Jacques-Cartier, des feux d'artifices, etc. ;
- au fait que les croquis aux pages 24 et 25 du document présenté sont trompeurs et déforment la réalité en proposant une vision idyllique du projet, notamment en ce qui concerne la verdure et la plantation d'arbres;
- à l'impact négatif du projet de 5 étages sur l'ensoleillement et la lumière des bâtiments voisins;
- à l'absence dans le projet d'ilots de verdure accessibles au public malgré l'engagement de la mairesse et des conseillers de l'arrondissement de Ville-Marie de rendre les rues de Montréal plus vertes;
- à des préoccupations quant à la proximité du bâtiment projeté et des bâtiments voisins (notamment l'arrière de l'immeuble du 1021 rue Atateken), de même qu'à l'impact du projet sur l'intimité, la qualité de vie et la valeur des immeubles voisins;

- à la planification et la mise en œuvre d'un plan pour disposer de façon écologique des matériaux dans le cas où la démolition serait autorisée;
- à l'accès aux stationnements;
- à une compensation advenant des dommages aux voitures stationnées ou l'impossibilité pour les voitures de se stationner;
- aux mesures de mitigation suggérées quant au bruit, à la poussière et tous autres inconvénients générés par les travaux de démolition et de construction;
- à la configuration des sorties de ventilation du bâtiment projeté et à un plan pour minimiser le bruit qui sera généré;
- à l'insuffisance du nombre de cases de stationnement pour la quantité de logements prévus;
- à la fourniture d'une ligne d'information pour poser des questions en lien avec le déroulement du chantier, notamment dans le contexte du télétravail;
- au fait que la proposition de matériaux différents est démodée, non esthétique et que l'uniformité de l'extérieur du bâtiment devra être revue pour embellir le quartier.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que les réserves présentés par les demandeurs d'appel sont légitimes et dénotent une sensibilité justifiée relativement aux travaux prévus dans leur environnement immédiat. Le service rappelle que le zonage prévu directement à l'est du site sur les anciens terrains de Radio-Canada prévoit des hauteurs de bâtiments pouvant aller jusqu'à 45 mètres (en surhauteur). La hauteur prévue pour le projet de remplacement, à 16,8 mètres, est de plein droit et permettra une transition de volumes entre les Ilots à l'ouest du site et ceux à l'est.
La proximité du bâtiment situé aux 1011 et 1021, rue Atateken s'explique par une dérogation mineure à la réglementation encadrant la taille des lots autorisée en 2007 (CA07 24 0647). Ce lot est effectivement profond de 18 mètres au lieu des 22 mètres prévus au règlement.
La mise en place d'un comité de bon voisinage mettant en contact le promoteur et les résidents du secteur immédiat pourrait être une façon de faciliter les communications relatives au chantier et de répondre aux inquiétudes soulevées par les citoyens.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande de rendre une décision **favorable** au projet, suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition pour les motifs suivants:

- Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique ;
- Considérant que le gabarit et la modénature actuelle du 955, rue Atateken, conviennent peu à l'emplacement du site en bordure de l'avenue Viger ;
- Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de l'avenue Viger et de la rue Wolfe. Le projet présente un rythme dans sa composition et une articulation de ses composantes qui permettent une expression architecturale dynamique convenant à un projet d'un tel gabarit. La proposition présente une bonne qualité d'intégration aux cadre bâti du secteur, par ses proportions d'ouvertures et sa matérialité de brique et de blocs architecturaux;
- Le volume et le gabarit du projet de remplacement feront une transition entre le cadre bâti à l'Ouest du site, et celui de l'ancien site de Radio-Canada à l'Est, un secteur de surhauteur de 45 mètres.
- Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure ;

La recommandation favorable est assortie des suggestions de conditions suivantes:

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 12 avril 2021 et conçus par Luc Denis architecte;*
- *Mettre en place un comité de bon voisinage pour la durée du chantier de démolition et de construction;*
- *Maximiser le verdissement sur la toiture et sur l'ensemble du site.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas FONTAINE
Architecte

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-02

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél :	514-868-4545	**Tél :**	438-351-3263
Télécop. :	514-868-4912	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2021-09-07

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

22 juin 2021
17 h 30

En visioconférence
avec webdiffusion en direct et en différé

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente du comité et conseillère de la ville

M. Richard Ryan, vice-président du comité et conseiller de la ville

Mme Émilie Breault, membre

Mme Maggie Cabana, membre

Mme Maria Karteris, membre

M. Réjean Martineau, membre

M. Louis Routhier, chef de division Urbanisme

M. Francis Lefebvre, architecte

M. Thomas Fontaine, architecte

Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche

M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Séance tenue en visioconférence, avec webdiffusion en direct ou en différé

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 30. Elle présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La présidente fait lecture de l'ordre du jour; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

La présidente précise que chacun des projets inscrits à l'ordre du jour a fait l'objet d'un processus de consultation écrite sur 15 jours annoncée par avis public. Dans ce contexte, des présentations détaillées de chaque projet ont été mises en ligne à compter du 31 mai 2021 et elles sont disponibles pour consultation. En conséquence, une présentation sommaire des demandes sera faite, et par la suite, un résumé des commentaires reçus lors de la consultation écrite tenue du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement sera présenté. Au besoin, des précisions pourront être apportées quant aux projets, puis le comité rendra sa décision motivée pour chacune des demandes.

Elle ajoute que s'il y a lieu, les commentaires et/ou questions écrites reçues après la date du 14 juin 2021 ont été transmis aux responsables de chacun des dossiers.

3. ÉTUDE DES DEMANDES

3.1) 1886-1892, rue Ontario Est

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 1886-1892, rue Ontario Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble de 3 étages comprenant 4 logements et un espace commercial.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- prévoir un traitement architectural d'intérêt pour les garde-corps en façade avant;
- prévoir une imposte au-dessus de l'entrée résidentielle sur la rue Ontario;
- prévoir un revêtement d'une plus grande qualité pour les constructions hors-toit, qui resteront visibles depuis la voie publique;
- détailler l'aménagement de la cour arrière, en favorisant un traitement végétalisé.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *aux types de commerces qui s'installeraient au rez-de-chaussée.*

La présidente fait lecture du projet de décision, après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les bâtiments ne présentent pas de valeur architecturale ou historique particulière;

Considérant que ceux-ci présentent une apparence vétuste qui affecte négativement le paysage de ce tronçon de la rue Ontario;

Considérant que la proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site;

Considérant que la proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 1886-1892, rue Ontario Est, et ce, à la condition suivante :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 24 mars 2021 et conçus par A. Pilon architecte.*

Adoptée à l'unanimité

Le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

La présidente rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

3.2) 2110-2112, rue Bercy

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 2110-2112, rue Bercy, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages comprenant 7 logements.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- considérer un traitement du mur latéral aux balcons en alcôve des 2e et 3e étages, afin d'atténuer la massivité du volume;
- améliorer la représentation du contexte aux documents, en vue des prochaines présentations.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

La présidente fait lecture du projet de décision après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique;

Considérant que les bâtiments présentent des enjeux structuraux majeurs;

Considérant que la portion avant dégarnie a un impact visuel négatif sur le paysage de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement permet une intégration harmonieuse au contexte de la rue Bercy;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portants les numéros 2110-2112, rue Bercy, et ce, à la condition suivante :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 25 mai 2021 et conçus par Luc Denis architecte.*

Adoptée à l'unanimité.

La présidente rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

3.3) 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction de 13 immeubles résidentiels de 3 étages comprenant 104 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres :

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- aux préoccupations quant à l'accessibilité à la ruelle et espaces de stationnement de certains résidants de la rue Wurtele pendant la démolition;
- à la proximité des immeubles visés par la demande de ceux sur la rue Wurtele;

- aux impacts de la démolition sur la qualité de vie du voisinage, notamment en ce qui concerne le bruit, la pollution, le chargement des matériaux et la santé des citoyens, le tout dans le contexte de la pandémie et du télétravail;
- à l'absence d'échéancier de démolition et construction;
- au souhait qu'advenant une autorisation de le demande, le requérant s'engage formellement dans le cadre de son projet à :
    - ne pas utiliser la ruelle située entre la rue Florian et Wurtele;
    - ne pas stationner tout véhicule et/ou bloquer l'accès à la ruelle;
    - effectuer le chargement à partir de la rue Florian;
    - ne pas entraver la circulation dans la ruelle entre les rue Florian et Wurtele, notamment afin que les espaces de stationnement demeurent accessibles;
    - déposer un plan d'action avant le début des travaux indiquant les mesures de mitigation sur le voisinage;
    - déposer une lettre d'engagement garantissant la fermeture des moteurs des camions, et une politique de réapprovisionnement afin d'éviter l'attente indue de camions sur les rues.
- à la forte mobilisation citoyenne lors de la séance de comité de démolition du 3 février 2021 en opposition au projet, ayant poussé au report de l'étude de la demande;
- au dépôt de documents, dont le dossier explicatif de la ruelle verte réalisé par la Société Écocitoyenne de Montréal, le plan de présentation du projet par l'entreprise immobilière, ainsi qu'un dossier de présentation réalisé par des citoyens;
- aux inquiétudes et préoccupations quant à l'ajout de 26 places de stationnements accessibles uniquement par la ruelle;
- à la destruction et au retrait de fosses creusées, aménagées et verdies par la Société Écocitoyenne de Montréal et certains résidents;
- à la rencontre avec le promoteur et aux contradictions, ainsi qu'irrégularités soulevées dans le discours du propriétaire de la compagnie Mondev, notamment en ce qui concerne les interventions relatives aux fosses creusées et la mixité du projet;
- à l'évolution des arrondissements dans le contexte de projets d'une telle envergure et le changement de la face d'un quartier, malgré une forte mobilisation citoyenne.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à la réalisation du projet par le promoteur comme un tout ou par phase, ainsi que le délai prévu s'il y a lieu;*
- *à des précisions quant aux commentaires émis lors de la consultation écrite tenue du 31 mai au 14 juin 2021;*
- *au fait que le projet avait déjà été soumis au comité d'étude des demandes de démolition et reporté suite aux préoccupations soulevées afin qu'une rencontre ait lieu entre le requérant et les citoyens riverains;*

- *aux potentiels engagements du requérant, comme la mise en place d'un comité de bon voisinage.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que l'état des immeubles existants est encore passable, quoique la structure de certains montre des signes d'affaiblissement, et n'est pas en état d'être intégrée à toute tentative de densification du terrain ;

Considérant que la proposition résulte en une amélioration notable des conditions existantes; elle propose un changement d'usage bienvenu dans ce quartier à dominante résidentielle, insérant une centaine de nouveaux logements aux typologies généreuses ;

Considérant la proximité du projet avec la station de métro Préfontaine ;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 2260, 2280, 2300 et 2400, rue Florian, et ce, aux conditions suivantes :

- *Réduire de moitié le nombre de stationnement du projet pour diminuer le trafic véhiculaire dans la ruelle;*
- *Mettre en place un comité de bon voisinage qui permettrait un canal de communication pour pouvoir mitiger les impacts du chantier et impliquer, dans la mesure du possible, les citoyen.ne.s riverains dans le réaménagement paysager a posteriori.*

Le comité d'étude des demandes de démolition propose également que le requérant :

- *évalue la possibilité de revoir la disposition des espaces de stationnement dans le projet en réfléchissant à la possibilité de les mettre en tête d'ilot pour concentrer la circulation véhiculaire à un endroit et non sur l'ensemble de la ruelle.*
- *envisage une entente avec un opérateur d'auto-partage comme Communauto pour répondre aux besoins véhiculaires des citoyen.ne.s sans nécessairement déployer trop de stationnement.*

Adoptée à l'unanimité.

3.4) 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 5 étages abritant 158 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Lors de sa présentation, M. Fontaine précise que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :
- réduire à trois les matériaux de la façade Wolfe, par exemple en utilisant le même revêtement pour la section de façade à angle que pour la tête d'ilot;
- maximiser les zones végétalisées au toit du projet de remplacement;
- prévoir la mise en place d'un comité de bon voisinage par le demandeur, permettant de tenir informés les résidents du secteur et d'établir une plateforme de communication.

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres:

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- au fait que l'état actuel des immeubles ne justifie pas leur démolition;
- à la hauteur du projet de remplacement qui dépasse celle des bâtiments voisins et s'intégrera mal au quartier;
- à des demandes d'ajout de commerces au rez-de-chaussée du projet, l'augmentation du nombre de logements de plus de trois chambres pour accueillir des familles, et l'ajout de logements sociaux afin de répondre aux besoins du quartier;
- à l'ajout d'espaces verts autour de l'édifice puisque la conception actuelle n'en prévoit pas, ni ne prévoit de zone d'absorption des eaux;
- à la préservation des arbres sur la façade des rues Viger et Wolfe;
- au plan prévu pour contrer les ilots de chaleur;
- à des préoccupations quant à la perte de la vue du pont Jacques-Cartier, des feux d'artifices, etc. ;
- au fait que les croquis aux pages 24 et 25 du document présenté sont trompeurs et déforment la réalité en proposant une vision idyllique du projet, notamment en ce qui concerne la verdure et la plantation d'arbres;
- à l'impact négatif du projet de 5 étages sur l'ensoleillement et la lumière des bâtiments voisins;
- à l'absence dans le projet d'ilots de verdure accessibles au public malgré l'engagement de la mairesse et des conseillers de l'arrondissement de Ville-Marie de rendre les rues de Montréal plus vertes;

- à des préoccupations quant à la proximité du bâtiment projeté et des bâtiments voisins (notamment l'arrière de l'immeuble du 1021 rue Atateken), de même qu'à l'impact du projet sur l'intimité, la qualité de vie et la valeur des immeubles voisins;
- à la planification et la mise en œuvre d'un plan pour disposer de façon écologique des matériaux dans le cas où la démolition serait autorisée;
- à l'accès aux stationnements;
- à une compensation advenant des dommages aux voitures stationnées ou l'impossibilité pour les voitures de se stationner;
- aux mesures de mitigation suggérées quant au bruit, à la poussière et tous autres inconvénients générés par les travaux de démolition et de construction;
- à la configuration des sorties de ventilation du bâtiment projeté et à un plan pour minimiser le bruit qui sera généré;
- à l'insuffisance du nombre de cases de stationnement pour la quantité de logements prévus;
- à la fourniture d'une ligne d'information pour poser des questions en lien avec le déroulement du chantier, notamment dans le contexte du télétravail;
- au fait que la proposition de matériaux différents est démodée, non esthétique et que l'uniformité de l'extérieur du bâtiment devra être revue pour embellir le quartier.

À la demande de la présidente, M. Fontaine répond aux commentaires reçus et apporte des précisions quant aux hauteurs prévues, à la conformité du projet à la réglementation, aux logements sociaux, aux ilots de chaleurs, à la végétalisation, à la gestion du chantier et déchets, au rapport du bâtiment projeté avec les bâtiments aux 1011 et 1021, rue Atateken.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à l'ajout de commerces au rez-de-chaussée afin de créer une mixité;*
- *à la possibilité de favoriser le prolongement de l'artère commerciale Atateken.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

> *Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique ;*
>
> *Considérant que le gabarit et la modénature actuelle du 955, rue Atateken, conviennent peu à l'emplacement du site en bordure de l'avenue Viger ;*
>
> *Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de l'avenue Viger et de la rue Wolfe. Le projet présente un rythme dans sa composition et une articulation de ses composantes qui permettent une expression architecturale dynamique convenant à un projet d'un tel gabarit. La*

proposition permet une transition entre le cadre bâti présent existant, et le secteur de surhauteur qui débute à l'est de la rue Wolfe;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure ;

Il est donc résolu d'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est, et ce, aux conditions suivantes :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents datés du 12 avril 2021 et conçus par Luc Denis architecte;*
- *Mettre en place un comité de bon voisinage;*
- *Maximiser le verdissement sur la toiture et sur l'ensemble du site.*

Le comité d'étude des demandes de démolition propose également que le requérant favorise une occupation commerciale au rez-de-chaussée.

Adoptée à l'unanimité.

3.5) 3477, rue Drummond

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Journal de Montréal* du 29 mai 2021, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et que plusieurs commentaires et/ou oppositions ont été reçus pendant la période de consultation écrite sur 15 jours qui s'est déroulée du 31 mai au 14 juin 2021 inclusivement.

La présidente invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, une présentation détaillée du projet étant toujours disponible sur le site Internet de l'arrondissement Ville-Marie, et dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 3477, rue Drummond, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 12 étages abritant 107 logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite maintenant madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, à faire part sommairement des commentaires écrits reçus en opposition à cette demande. Mme Rowan indique que les commentaires écrits reçus ont trait, entre autres :

- à des oppositions quant à la démolition des bâtiments visés par la demande;
- à l'augmentation de la demande en stationnement et de la circulation sur la rue Drummond avec la venue du projet, en sus de celle causée par les redirections en raison de rues fermées aux alentours ou au stationnement occupé lors de tournage sur la rue Drummond;

- au fait que le projet obstruera la vue de certains bâtiments sur la montagne, ce qui aura pour effet de réduire la valeur de ceux-ci;
- au fait que la poussière et dégâts générés par les travaux de démolition et de construction seront insupportables;
- à la réception de deux pétitions en opposition à la démolition du bâtiment sis au 3477, rue Drummond, respectivement de 392 signatures et 86 signatures;
- à la sauvegarde de la qualité de vie dans le quartier du « Golden Square Mile »;
- à l'importance de la protection de l'environnement et du style de vie du quartier;
- au fait que la demande de démolition ne répond pas aux critères établis pas la Ville en vertu du règlement CA-24-215 pour autoriser cette dernière;
- aux dimensions du bâtiment projeté et ses impacts sur le voisinage, dont le blocage de vues, la circulation, le bruit et la pollution;
- à l'importance de faire effectuer une étude d'impact sur la circulation par une tierce partie impartiale;
- à l'impact du projet sur les résidents, les familles et la qualité de vie, considérant que la plus grande unité mesurera 83,6 mètres carrés;
- à des considérations architecturales et esthétiques du bâtiment projeté.

À la demande de la présidente, M. Lefebvre répond aux commentaires reçus et apporte des précisions quant aux pertes de vues et de valeur, aux nuisances du chantier, à l'augmentation de la pression sur la circulation automobile et le stationnement, et au zonage permettant la construction en hauteur.

La présidente invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à la possibilité de rehausser le bâtiment existant afin d'y ajouter des étages;*
- *à la conformité réglementaire d'un projet résidentiel plus dense.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Émilie Breault eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que l'état de l'immeuble est acceptable et en bon état;

Considérant que ce projet avait déjà été soumis au comité d'étude des demandes de démolition et reporté afin que le requérant puissent rencontrer les citoyen.ne.s;

Considérant que de nombreuses préoccupations ont été soulevées par les citoyen.ne.s;

Considérant que le requérant n'a pas su faire la démonstration que le projet n'aurait pas d'impact sur la qualité vie des citoyen.ne.s riverain.e.s, ni générer l'acceptabilité sociale;

Il est donc résolu de refuser la démolition du bâtiment portant le numéro 3477, rue Drummond.

Adoptée à l'unanimité.

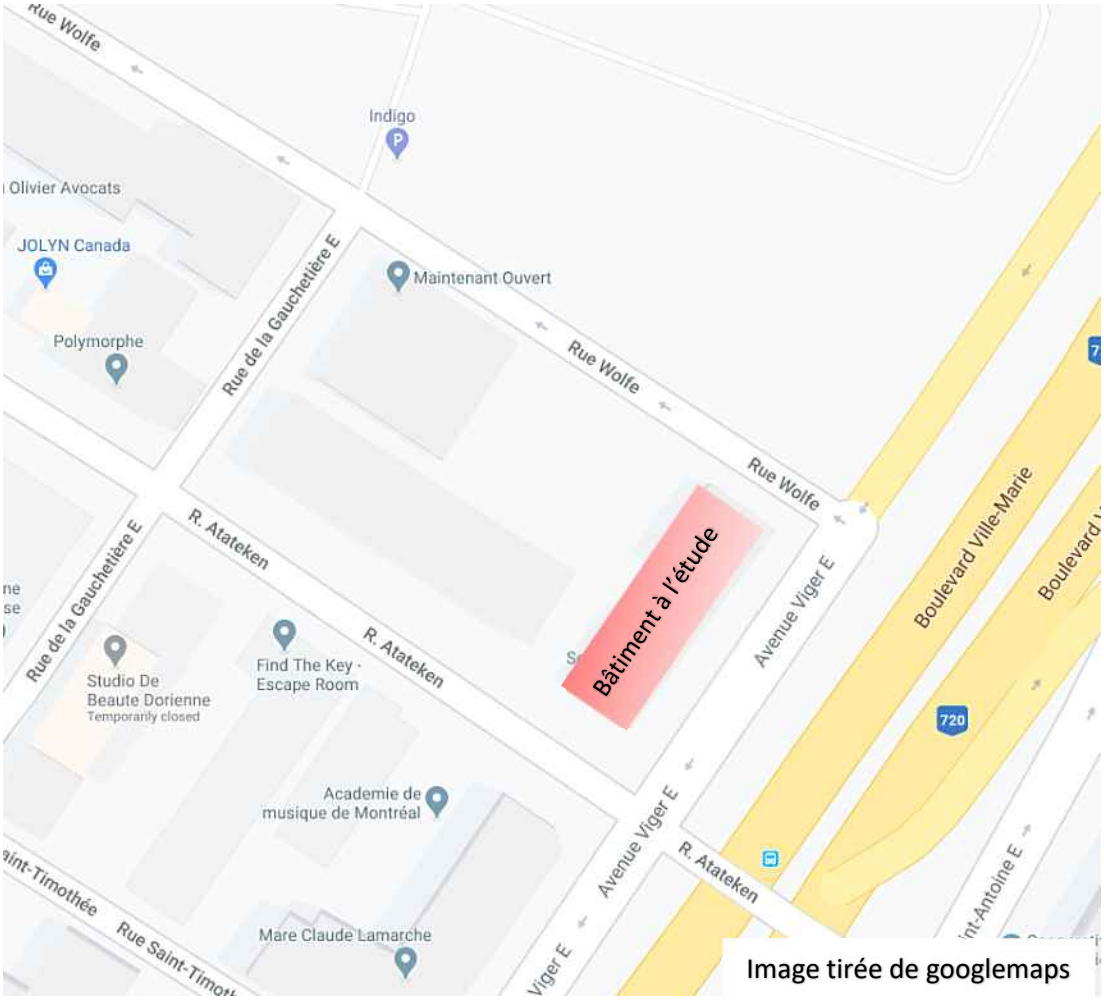
4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 18 h 34.

_____

2021-06-29	2 juillet 2021
M[e] Katerine Rowan date	Mme Sophie Mauzerolle date
Secrétaire d'arrondissement	Présidente du comité

RAPPORT D'EXPERTISE
955 Rue Atateken, Montréal



Présenté à

Groupe DACA
Monsieur Bertrand Leboeuf, Président
1215 Boulevard Robert-Bourassa
Montréal (Québec) H3B 0C31

NCK

Firme d'ingénieurs-conseils
1200, avenue McGill Collège, bureau 900
Montréal, Québec H3B 4G7

TABLES DES MATIÈRES

DESCRIPTION DU BÂTIMENT 3

MÉTHODOLOGIE ET LIMITATIONS 3

1) OBSERVATIONS 4

1.1 Fondations 4

1.2 Structure des murs et planchers 4

1.3 Revêtements extérieurs 5

2) ANALYSE ET RECOMMANDATIONS. 5

2.1 Fondations 5

2.2 Structure des murs et planchers 6

2.3 Revêtements extérieurs 6

3) CONCLUSION 8

3.1 Fondations 8

3.2 Considérations sismiques 8

3.3 Fissures aux colonnes et dalles 9

3.4 Escaliers et ascenseurs 9

ANNEXE Photos du bâtiment 11

DESCRIPTION DU BÂTIMENT

Le bâtiment situé au 955 Rue Atateken se situe au coin de Viger et s'étend jusqu'au coin de la rue Wolfe. Il s'agit d'un établissement à bureau comportant une section de 3 étages, (partie Ouest) et une autre de 2 étages (partie Est). Les deux sections semblent avoir été construits à des moments différents. La section de 2 étages ne comporte pas de sous-sol accessible. Les façades Nord et Ouest sont en briques, alors qu'un revêtement métallique léger est observable sur les façades Est et Sud. Derrière le revêtement métallique, on peut apercevoir de la maçonnerie de pierre. Les observations sur les différents éléments sont décrites plus loin dans le rapport. Le bâtiment est inoccupé en date de l'inspection, le 14 mai 2020.

D'après la carte de dépôt meuble de Montréal par V. PREST, V.K. et H,Keyser J. (1982), le sol à cet endroit est de type argileux avec traces de sable.

MÉTHODOLOGIE ET LIMITATIONS

NCK a réalisé un examen visuel du bâtiment afin d'évaluer les éléments suivants :

- État général des fondations existantes;
- État général de la structure des murs et planchers
- État général des revêtements extérieurs

Les éléments ont été observés directement, ou grâce à des percées exploratoires.

1) OBSERVATIONS

1.1 Fondations

La fondation du côté Est du bâtiment est seulement observable de l'extérieur. Elle a été identifiée en moellons, avec une épaisse couche de crépi. Des fissures, ainsi qu'une ouverture importante, sont observables dans ce crépi, particulièrement sur la face Nord (Voir Photo 1). À travers les ouvertures dans le crépi, il est possible d'observer un treillis métallique corrodé (Voir Photo 2).

Pour ce qui est des fondations du côté ouest du bâtiment, elles sont recouvertes d'un crépi qui est sans fissure apparente. Lors de l'examen visuel à l'intérieur du bâtiment, les murs de fondations ont été identifiés en béton, et ceux-ci présentaient des traces d'efflorescences et de moisissures (Voir Photo 3). La dalle de béton au sous-sol présentait aussi de l'efflorescence et de la moisissure, ainsi que des fissures importantes (Voir Photo 4 et Photo 5).

1.2 Structure des murs et planchers

Les murs intérieurs des deux sections du bâtiment ont été identifiés en colombages métalliques et en colombages de bois. Pour la partie Est du bâtiment, des murs de maçonneries structuraux ont été observés près de la façade Sud. Aucun mur de refend en béton armé n'a été observé lors de l'inspection, ce qui laisse à penser que le bâtiment n'est pas en mesure d'assurer une protection sen cas de séisme de moyenne intensité.

Les planchers des deux parties du bâtiment sont composés d'une dalle de béton armé reposant sur un système de poutres secondaires et principales. Différents appuis ont été observés pour les poutres : colonne de béton, maçonnerie et colonne métallique. La dalle et les poutres en béton armé que l'on

pouvait observer au sous-sol présentaient des fissures à quelques endroits. D'autres fissures aux colonnes et dalles sont probablement présentes aux étages, un dégarnissage est nécessaire pour évaluer l'ampleur de celles-ci. Aussi, des taches noires ont aussi observées sur la peinture recouvrant le béton d'une poutre. Il semble s'agir de suie (voir Photo 6). De plus, des encoches pouvant affaiblir l'ensemble structural ont été pratiqué dans plusieurs poutres en béton (Voir Photo 7). Ces encoches probablement effectuées sans demander l'accord à un ingénieur diminuent la capacité portante des planchers, et des renforts auraient dû être effectués.

1.3 Revêtements extérieurs

Les façades Nord et Ouest sont en briques, et celles-ci ne présentaient pas de ventre de bœuf ou de fissuration alarmante lors de l'inspection. Du côté des façades Est et Sud, un revêtement métallique léger est observable. À l'intérieur du bâtiment, un mur de bloc qui semble être en façade est observable au niveau du 2^{e} étage. Des taches occasionnées par la corrosion d'un métal sont présentes sur le crépi du côté Est du bâtiment. Aux endroits où il est possible de voir derrière le crépi, il y a peu de mortier pour lier les pierres (Voir Photo 8 et Photo 9).

2) ANALYSE ET RECOMMANDATIONS.

2.1 Fondations

Deux types de fondations ont été observés pour le bâtiment situé au 955 Atateken, ce qui indique que les deux sections du bâtiment n'ont pas été construits en même temps. Du côté Ouest, les fondations en béton présentaient de l'efflorescence, de la moisissure et des fissures. Du côté Est, le crépi près du sol présentait d'importantes fissures, ainsi que de la corrosion (treillis, tuyau). La corrosion de l'acier dans le

béton a une grande incidence sur ses qualités structurales. Le niveau de corrosion de l'acier des fondations et leurs capacité structurales reste à investiguer, cependant il est clair qu'elles présentent des troubles d'étanchéité et de drainages, ce qui requiert d'importants travaux de réfection.

2.2 Structure des murs et planchers

Le plancher du bâtiment a été identifié comme étant une dalle béton coulé reposant sur des poutres en béton. Son épaisseur n'a pas pu être déterminée durant l'examen visuel, et peu de fissures ont été observées dans la dalle aux endroits sondés. Pour ce qui est des poutres, des fissures ont été observées, ainsi que des taches de ce qui apparait être de la suie. Il est possible qu'un incendie localisé ait endommagé le béton à cet endroit. L'exposition du béton à de hautes températures a pour effet de diminuer sa résistance, ce qui peut expliquer la présence des fissures.

Aucun mur de refend en béton armé n'a été observé lors de l'inspection. Ce qui peut indiquer que la reprise des efforts latéraux est prévue par des cadres rigides en béton. Il est possible de dater les fondations au début des années 1900. En considérant l'augmentation des charges sismiques du Code National du Bâtiment depuis la fin des années 1990, nous croyons qu'il est fort probable que le bâtiment ne rencontre pas les normes sismiques à jour.

2.3 Revêtements extérieurs

Les façades Nord est Ouest ont été identifiées en brique et celles-ci ne présentaient pas de fissuration alarmante. Pour ce qui est des façades Est et Sud, un revêtement en tôle métallique semble recouvrir un mur de maçonnerie de bloc. L'état général de l'enveloppe derrière le revêtement de tôle n'a pas pu être déterminé. Cependant, cette technique de recouvrement était utilisée dans les années 60 à 80 pour

protéger la maçonnerie en mauvais état sans la changer. Donc il y a de grandes chances que la maçonnerie soit très endommagée en dessous.

3) CONCLUSION

Les travaux nécessaires à la mise aux normes du bâtiment situé au 955 Rue Atateken incluraient :

3.1 Fondations

- La réfection du système de drainage des fondations, la réfection ou le remplacement des fondations en moellons du côté Est du bâtiment, ainsi que le nettoyage et la réparation des fondations en béton coulé du côté Ouest du bâtiment. Ces travaux nécessiteraient de reprendre le bâtiment en sous œuvre afin de refaire les fondations. La reprise en sous œuvre n'est pas recommandée dans le cas de bâtiment ancien qui ne possède pas de système de contreventement clair, car cela peut induire des déformations dans la superstructure et un affaiblissement général de cette dernière.

3.2 Considérations sismiques

- Il sera nécessaire de dégarnir la totalité des cloisons intérieures du bâtiment afin d'identifier les éléments faisant partie du système de reprise des efforts latéraux et valider les provisions sismiques du système
- Compte tenu de l'âge du bâtiment, ainsi que de la présence de fissure dans certains éléments porteurs, nous doutons de la capacité de la structure existante à reprendre les efforts engendrés par un séisme d'occurrence moyenne.
- L'ajout de mur de refends qui sont inexistants dans tout l'immeuble serait nécessaire à la suite de l'étude précédente. L'ajout de ces murs nuit généralement à l'aménagement intérieur.

3.3 Fissures aux colonnes et dalles

- Les fissures aux colonnes et dalles constatés au sous-sol sont probablement présentes aux étages; un dégarnissement complet est nécessaire pour constater l'ampleur.

3.4 Escaliers et ascenseurs

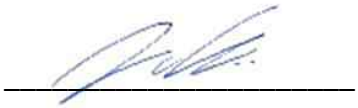
- Si une réutilisation de l'édifice existant était envisagée, il faudrait refaire les 3 escaliers d'issue et l'ascenseur, qui selon l'architecte ne sont pas conformes aux normes actuelles. Ces travaux auront un impact sur tout le système structural de l'édifice qui devra être renforcé.
- Le plancher du sous-sol qui a plusieurs niveaux, devrait être ragréer pour s'assurer de l'accès universel pour les handicapés.
- De plus, un accès universel à l'ascenseur étant nécessaire, la reconfiguration de l'entrée de l'édifice aura un impact majeur sur la structure à l'entrée.

Étant donné que l'examen visuel a été complété à l'aide de sondages ponctuels, il est fort probable qu'en effectuant des travaux, des déficiences additionnelles nécessitant des interventions soient découvertes. Dans le cas éventuel d'agrandissement, il faudrait ajouter à cela le renforcement des éléments porteurs (poutres et colonnes).

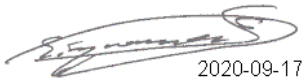
En conclusion, compte tenu des travaux de réparation, renforcement, mise aux normes sismiques, respect des codes et normes en vigueur, d'importants travaux seraient nécessaires. Nous pensons que ces travaux comportent un risque et peuvent menacer la stabilité de la structure (refaire les fondations avec sous œuvre). De plus, étant donné que la structure est âgée, même si elle est remise aux normes durant les

travaux, sa durabilité restera inférieure à celle d'une structure neuve, les entretiens nécessaires y seront plus nombreux, et l'aménagement d'appartements confortables et efficaces y sera plus difficiles.

Ainsi, nous recommandons de démolir cette structure pour en rebâtir une nouvelle, plus efficace, plus durable et plus confortable pour les occupants.



Luka Fugère, ing. M. ing.
NCK Inc.



Guillaume Sieprawski, ing. M. Ing.
NCK Inc.

ANNEXE

Photos du bâtiment



Photo 1 Fissuration et ouverture dans le crépi sur la face Nord



Photo 2 Agrandi de l'ouverture, treillis métallique corrodé et tuyaux corrodé



Photo 3 Mur en béton des fondations du côté Ouest du bâtiment, efflorescence et moisissure



Photo 4 Dalle en béton coulée du sous-sol du côté Ouest du bâtiment, fissurations importantes



Photo 5 Dalle en béton coulé au sous-sol du côté ouest du bâtiment, efflorescence et moisissure



Photo 6 Poutre en béton coulée côté Est du bâtiment, fissures dans les poutres et taches de suie



Figure 7 Dalle de béton et poutre avec encoche du côté Ouest du bâtiment



Photo 8 Crépi et mur de fondation en moellon, côté Est du bâtiment, fissure et tache de corrosion



Photo 9 Agrandi d'une ouverture dans le crépi du côté Est, mortier manquant

LUC DENIS
ARCHITECTE

955 rue Atateken (Amherst)

DOSSIER 21880

OBJET : Étude de l’état actuel

Projet soumis à la Ville de Montréal:

Pour le compte de :
9388-9392 Québec Inc.
1215 Boulevard Robert-Bourassa
Montréal, (Qc)
H3B 0C3

Montréal, le 2 septembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction

1.1 Mandat p. 3

2. Analyse p. 4

2.1 Description générale
2.2 Morphologie du bâtiment
2.3 Aspects extérieurs
2.4 Aspects intérieurs

3. Synthèse p. 8

4. Plans de l'existant p.10

5. Photographies de l'existant p.12

1. INTRODUCTION

1.1 - Le Mandat

Luc Denis Architecte a été mandaté pour étudier l'état général de l'édifice portant l'adresse civique du 955 Atateken, situé sur le lot 1 182 493, dans l'arrondissement Ville-Marie de la ville de Montréal.

Ce document est un avis préliminaire sur les conditions actuelles de l'édifice réalisé à partir d'inspections visuelles au courant de visites du bâtiment effectuées le 19 mars et le 26 août 2020. De plus, les différentes observations sont basées sur des visites répétitives sur le site du bâtiment, entre janvier et août 2020 afin de valider l'état des différentes composantes au fil des saisons.

2. ANALYSE

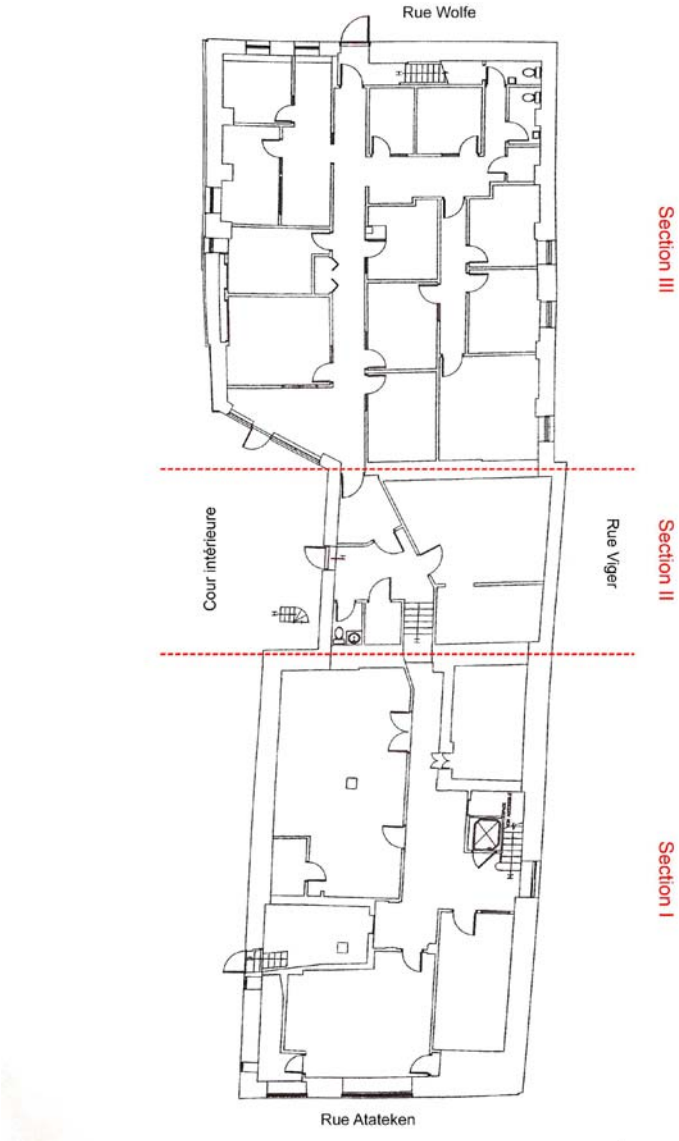
2.1 - Description générale

L'immeuble à l'étude est un édifice commercial de 3 étages, avec un revêtement en brique et en tôle avec un toit plat, construit au début du 20ème siècle, tel que le démontre l'étude patrimoniale du bâtiment, bien qu'il soit inscrit 1963 au rôle foncier de la ville. À ce titre, le bâtiment ayant été conçu pour répondre à des exigences industrielles, son système constructif en béton démontre un niveau de connaissances architecturales et techniques plus élevées que celles utilisés pour les constructions de la même époque. Parmi ces méthodes constructives, on peut observer l'utilisation d'un mur rideau en façade sur rue et à l'utilisation de fenestration surdimensionnée dans plusieurs pièces en plus d'avoir des hauteurs sous plafond importantes.

Bien que la date de 1963 soit celle indiquée officiellement au rôle foncier comme date de construction du bâtiment, possiblement suite à une transformation importante, il est facile de distinguer à l'intérieur et l'extérieur du bâtiment des signes que ce dernier a été transformé à plusieurs reprises pour en arriver à sa forme actuelle. De cette manière la date de construction indiquée au rôle foncier ne devrait être utilisée à titre indicatif seulement.

2.2 – Morphologie du bâtiment

En fonction des conclusions de l'étude patrimoniale du bâtiment et des visites in-situ, on peut constater que l'édifice est constitué de 3 sections conçues et réalisées de manière distinctes. Ainsi on peut voir dans une première section d'édifice entre la rue Atateken et l'issue de secours au centre de l'édifice. Cette section est suivi par une seconde section qui a été construite en au moins deux phases en comportant une structure de béton au niveau du sous-sol et du rez-de-chaussée et une structure en acier pour les étages supérieurs. La troisième section qui était originalement un garage et dont la porte se trouvait sur la rue Wolfe, a été largement transformée afin de permettre la création des bureaux qui s'y trouvent actuellement.



Plan du sous-sol de l'édifice démontrant les différentes sections de l'édifice

2.3 – Aspects extérieurs

Façade avant (Rue Atateken)

- Plusieurs thermos des fenêtres sont en fin de vie utile et devraient être changés afin d'éliminer les problématiques de buée et favoriser une meilleure isolation thermique du bâtiment.
- Le crépi entre le trottoir et les fenêtres du sous-sol montrent des traces d'infiltration d'eau et d'accumulation de calcium. Ce dernier devrait être changé de manière à assurer l'étanchéité de l'enveloppe.
- La maçonnerie au niveau du troisième étage démontre des traces d'infiltration d'eau et d'éclatement du revêtement.

Façade arrière (Rue Wolfe)

- La façade est recouverte d'un revêtement temporaire en tôle. En fonction des conclusions de l'étude patrimoniale, on peut comprendre que l'installation du revêtement a été fait par-dessus d'anciennes ouvertures et possiblement un ancien parement en pierre grise, tel que le démontre certains percements dans la tôle. À ce titre il est à prévoir que les matériaux situés sous la tôle soient en mauvais état suite à une accumulation d'humidité à travers le temps.
- Plusieurs thermos des fenêtres sont en fin de vie utile et devraient être changés afin d'éliminer les problématiques de buée et favoriser une meilleure isolation thermique du bâtiment.
- La fondation de l'édifice devrait être recouverte d'un nouveau crépi afin d'être protégé du calcium et de l'eau provenant du domaine public.

Façade latérale Sud (Viger)

- La façade est recouverte d'un revêtement temporaire en tôle. En fonction des conclusions de l'étude patrimoniale, on peut comprendre que ce mur était anciennement un mur mitoyen et que l'installation du revêtement a été fait par-dessus d'anciennes ouvertures et revêtements. À ce titre il est à prévoir que les matériaux situés sous la tôle soient en mauvais état suite à une accumulation d'humidité à travers le temps. (Voir page 14)
- Ce mur était mitoyen avec un autre immeuble, l'isolation thermique est probablement déficiente.
- Plusieurs thermos des fenêtres sont en fin de vie utile et devraient être changés afin d'éliminer les problématiques de buée et favoriser une meilleure isolation thermique du bâtiment.

Façade latérale Nord (cour intérieure)

- Les fondations de l'ensemble des murs donnant sur ce côté de l'édifice présentent des fissures importantes. (Voir page 15)
- La fondation à proximité de la rue Wolfe présente un affaissement important qui a causé l'éclatement de la couche externe de la fondation, laissant l'armature exposée à l'eau. (Voir page 16)
- Les escaliers d'issue extérieurs du bâtiment sont en mauvais état et devraient être solidifiés sur plusieurs étages.
- La section de mur rideau sur un niveau, au centre de l'élévation est en fin de vie utile et devrait être remplacée.

- L'élévation comporte trop de fenestration en fonction du calcul de façade de rayonnement. Des fenêtres devraient être obstruées dans la partie de l'édifice à proximité de la rue Atateken.
- On peut voir une fissure se répéter à un même endroit à chaque étage au niveau des portes et des fenêtres. L'alignement de ses fissures entre les étages démontre une faiblesse de la structure, possiblement au niveau de la fondation. Cette faiblesse, peut s'expliquer en fonction que le mur était anciennement appuyé sur toute sa longueur et que suite à la destruction de la section voisine du bâtiment et l'ajout de maçonnerie, le mur actuel tend à pencher vers l'extérieur. (voir page 16)

Toiture

- La membrane de toiture est lestée au moyen de gravier. En fonction de du fait que le bâtiment n'est plus utilisé depuis une période importante, il est à prévoir que la membrane de toiture soit fragilisée ou rendue à la fin de sa vie utile autour des percements pour la mécanique de bâtiment.
- Les solins de toit montrent des traces importantes de rouille qui démontrent le faible niveau d'entretien qui a été fait sur le bâtiment au fil des ans. À ce titre il est plus que probable que des infiltrations d'eau aient eu lieu au périmètre du bâtiment et en toiture. (Voir page 17)

2.4 - Aspects intérieurs

Sous-sol
- Le sous-sol était est en grande parti destiné à de la mécanique de bâtiment, à ce titre, plusieurs locaux n'ont pas de revêtement de sol, ce qui permet de voir un certain nombre de fissures autour des éléments porteurs. (voir rapport d'ingénieur)
-L'absence de pare-vapeur sous la dalle fait en sorte que la dalle présente des traces d'efflorescence. Il est à prévoir que la dalle ait éclaté de manière superficielle dans les sections où elle est recouverte par un faux-plancher.
-Les couloirs au sous-sol comportent de nombreux changements de niveaux, rendant cet étage non conforme pour l'accessibilité universelle. Les escaliers permettant de changer de niveau ne sont pas aux normes actuelles et devraient être refaites.

Rez-de-chaussée
-Dans la partie arrière, les aménagements intérieurs ont souffert de la présence de squatteurs. Une partie des murs devraient être refaits.

Deuxième étage et troisième étage
-Les finis intérieurs des murs et planchers et plafonds sont dans un état adéquat, les finis ont besoin d'être rafraichis. Le 2ème étage a un escalier entre dans le corridor commun.

Mezzanine
-L'aménagement de la mezzanine devrait être revu de manière à comporter 2 issues.
-L'ensemble des finis intérieurs sont en fin de vie utile et devraient être changés

Issues et ascenseur
Les escaliers d'issues ont plusieurs lacunes :
- L'escalier avant n'est pas encloisonné de façon conforme sur les 3 étages.
- Les corridors d'accès à l'issue ne sont pas conformes.
- La largeur de certains escaliers, paliers, et portes ne sont pas conformes.

- Les escaliers conçus dans la partie 3 du Code de Construction du Québec doivent sortir au niveau du sol, ce qui n'est pas le cas pour l'escalier avant.
- Les escaliers sont ouverts sur les espaces de travail, ce qui ne respecte pas les normes de prévention incendie.
- Il n'y a qu'une issue à la mezzanine.

Pour utiliser l'immeuble à des fins résidentielles, il serait nécessaire de reconstruire les escaliers d'issues de l'immeuble ainsi que les parcours aux issues. La modification des escaliers et des issues afin d'avoir les dimensions minimales requises ainsi que des configurations sécuritaires forcera à repenser une partie de la structure du bâtiment de manière à reprendre les charges de l'édifice.

L'ascenseur n'est pas conforme aux normes actuelles quant à ses dimensions.
Également, il doit être accessible au niveau d'entrée, ce qui n'est pas le cas dans l'immeuble.
Tous les étages doivent être accessible, et le parcours sans obstacle doit être assuré sur tous les étages; la présence de dénivellation à chaque étage rend cet objectif impossible. La mezzanine n'est pas accessible par l'ascenseur.

Mécanique de bâtiment
Tous les systèmes mécaniques datent de la dernière rénovation intérieure majeure soit il y a approximativement 25 ans. Les systèmes de mécaniques ont donc plus de 25 ans.

- **Chauffage**
  Le système de chauffage à plinthe électrique est installé aléatoirement dans l'édifice.
- **Climatisation**
  La climatisation ajoutée au fil des ans est présente dans une partie de l'édifice seulement.
- **Ventilation**
  Un équipement d'apport d'air frais au toit a été constaté.
- **Plomberie**
  La plomberie et leurs équipements semblent datés de la dernière rénovation.
- **Électricité**
  Les systèmes électriques en place semblent datés de la dernière rénovation
- **Sécurité incendie**
  Le système de sécurité incendie semble adéquat.

3. SYNTHÈSE

Fondations
Les fondations en béton présentent des fissures importantes à plusieurs endroits à l'extérieur et à l'intérieur. Ces fissures devraient être réparées de manière à stopper les infiltrations d'eau dans la fondation. En plus de réparer ces dernières, un diagnostic des fissures doit être fait au moyen d'une étude des capacités portantes du sol afin d'apporter les correctifs nécessaires à la stabilisation de l'édifice. (Voir page 15 et 16)

Structure
En fonction des nombreuses et répétitives infiltrations d'eau, la correction d'une partie de la structure est à prévoir. De plus, la modification de l'escalier afin d'avoir les

dimensions minimales requises forcera à repenser une partie de la structure du bâtiment de manière à reprendre les charges mortes.

Enveloppe et ouvertures

Sur les élévations des rues Wolfe et Viger, il sera nécessaire de retirer le revêtement de tôle de manière à voir l'état des revêtements originaux. En fonction des conclusions de l'étude patrimoniale, le mur donnant sur Viger devra être minimalement isolé et la maçonnerie qui compose ce mur devra être recouverte d'un nouveau matériau afin d'être protégée, la maçonnerie utilisée à l'époque pour ce type de construction n'étant pas conçue pour être exposée. Pour ce qui est du mur donnant sur la rue Wolfe, un nouveau parement devra probablement être prévu car à l'origine le mur comportait de nombreuses ouvertures qui n'ont probablement pas été obturée au moyen de pierre grise.

Au niveau des élévations donnant sur la rue Atateken et la cour intérieure, des sections de maçonnerie devront être reprise au niveau du troisième étage et du parapet où certaines briques ont perdu leur fini suite à un trop haut niveau d'humidité.

Plusieurs fenêtres devront être changées sur tout le périmètre de l'édifice.

Toiture

Il devrait être prévu de faire une étude thermographique de la toiture de manière à valider l'étendue des possibles infiltrations d'eau. Dans tous les cas, il sera nécessaire à court ou moyen terme de penser refaire les membranes et l'étanchéisation sur l'ensemble de la surface du toit.

Aménagement intérieur

Les aménagements intérieurs, principalement au niveau des couloirs et des escaliers devront être complétement revus de manière à être conformes aux normes de protection incendie en vigueur.

Issues et ascenseur

Pour utiliser l'immeuble à des fins résidentielles, il serait nécessaire de reconstruire les escaliers d'issues de l'immeuble ainsi que les parcours aux issues. La modification des escaliers forcera à repenser une partie de la structure du bâtiment de manière à reprendre les charges de l'édifice.

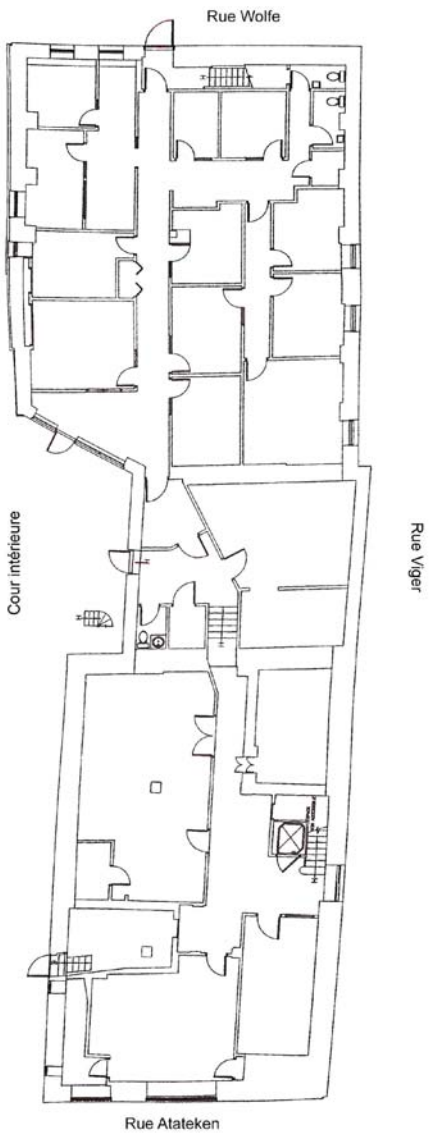
L'ascenseur n'est pas conforme aux normes actuelles quant à ses dimensions et à son positionnement. Également, 3 des 4 étages ne respectent pas l''accessibilité universelle de chaque suite requise.

Conclusion

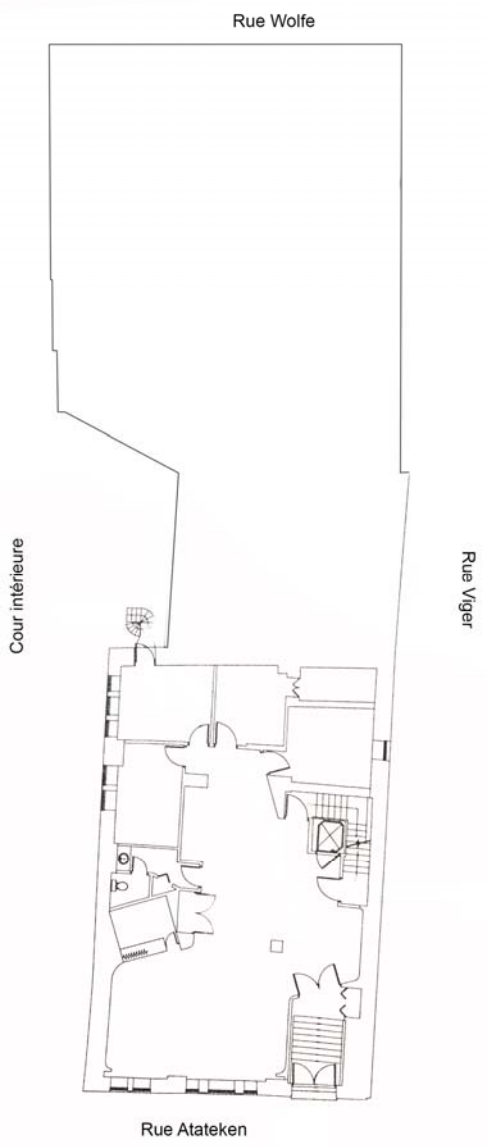
Bien que la bâtisse dans son ensemble puisse paraitre être dans un état acceptable, son système structural en béton fait en sorte de la rendre très peu adaptable. Afin de corriger les différentes problématiques soulevées dans le rapport, des transformations de la structure en elle-même devraient être faites. De plus, de manière à dresser un portrait complet de l'état de cette dernière, il serait nécessaire de retirer l'ensemble des revêtements intérieurs afin de calibrer les affaissements et les défauts de la structure.

En fonction des modifications requises à la transformation de l'édifice et à son adaptation à un usage résidentiel, nous croyons qu'il est préférable d'envisager son remplacement par une nouvelle construction répondant à l'ensemble des normes de sécurité en vigueur.

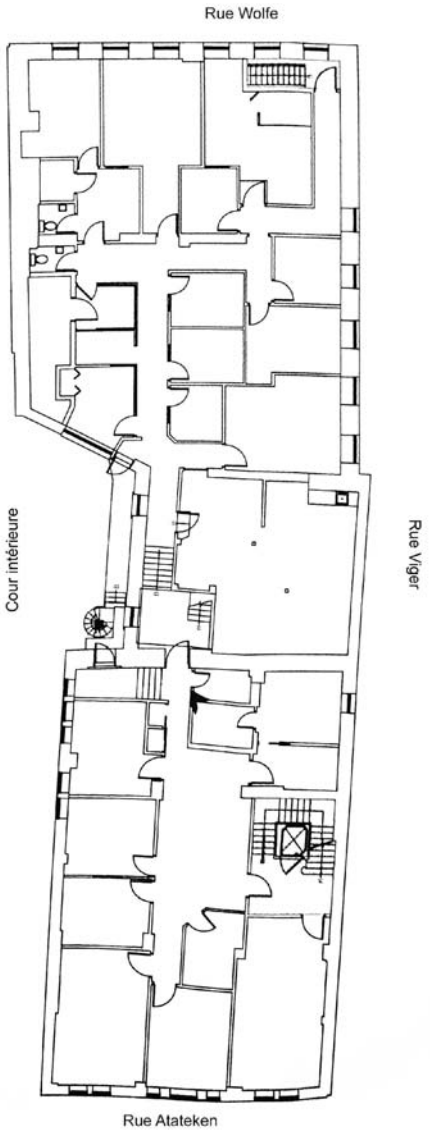
4. PLANS DE L'EXISTANT



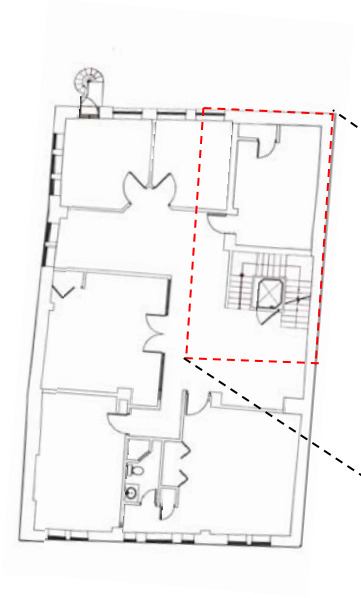
Sous-sol



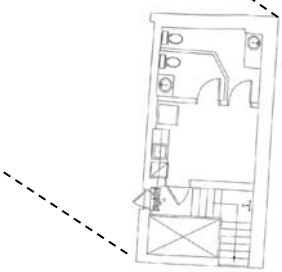
Rez-de-Chaussée



2ème étage



3ème étage



4ème étage

5. PHOTOGRAPHIES DE L'EXISTANT

Extérieur

Élévation Atateken



Élévation de la rue Atateken
Fenêtres devant être changées (Rouge)
Brique devant être reprise (Bleu)

Élévation Viger



Élévation en tôle de la rue Viger

Élévation Wolfe



Façade recouverte de tôle sur la rue Wolfe.



Trace de pierre grise sur la façade de la rue Wolfe, sous le parement actuel en tôle.

Élévation cour intérieure



Emplacement des fissures structurelles présentes sur tous les étages (Rouge)
Fissures importantes au niveau de la fondation (Bleu)



Traces de fissures dans la fondation à proximité de la rue Atateken



Traces de fissures dans la fondation et d'armature exposée, à proximité de la rue Wolfe



Exemple typique d'alignement de fissures structurelles, visibles à tous les étages



Image de la toiture démontrant des traces de rouille sur l’ensemble du pourtour du toit.

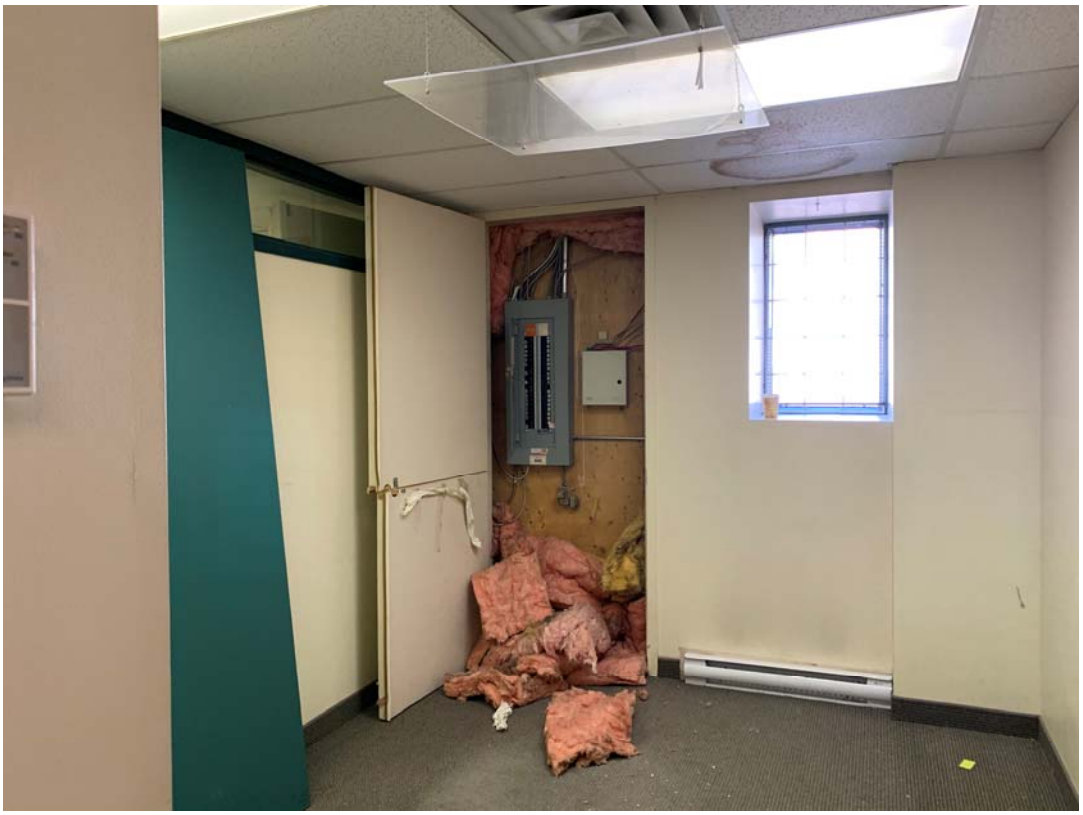
Intérieur

Sous-sol









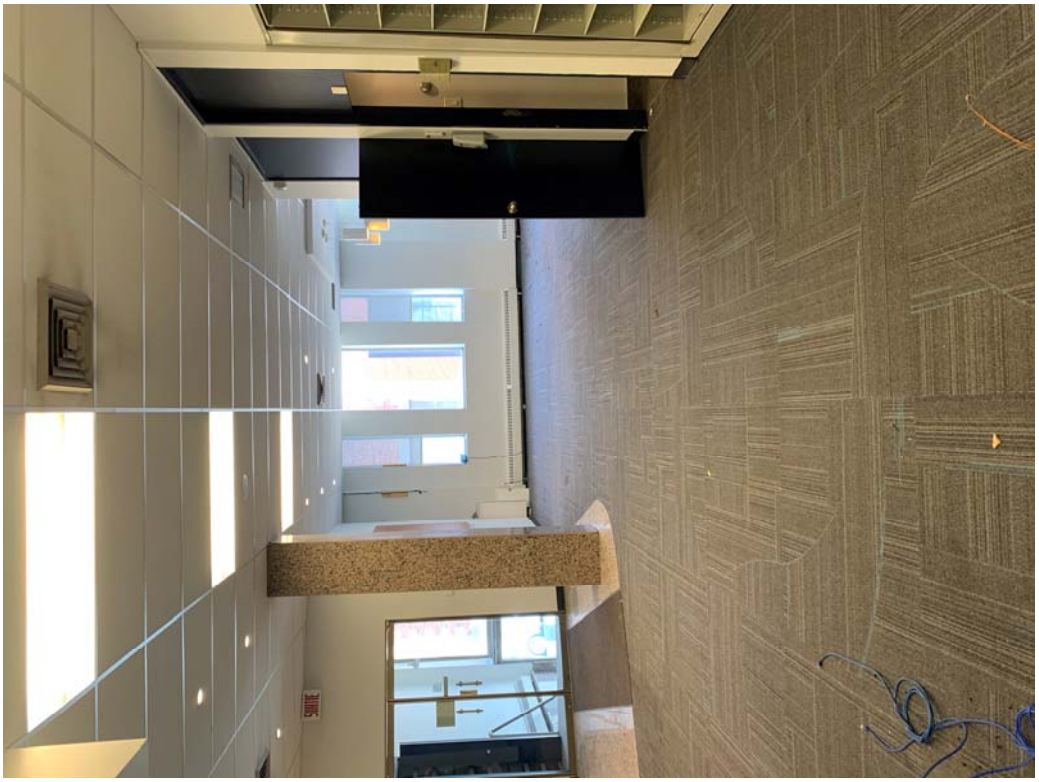
Rez-de-chaussée



Escalier dont la configuration n’est pas conforme



Salle de toilette typique du rez-de-chaussée



Vue du rez-de-chaussée en direction de la rue Atateken



Vue du Rez-de-chaussée en direction de la rue Wolfe

2ème étage



Vue du deuxième étage en direction de la rue Atateken



Salle de toilette typique du 2ème étage



Salle de bureau typique du deuxième étage



Salle de réunion typique du deuxième étage

3ème étage



Vue de l'espace commun au troisième étage en direction de la cour intérieure



Vue du bureau principal du troisième étage en direction de la rue Atateken

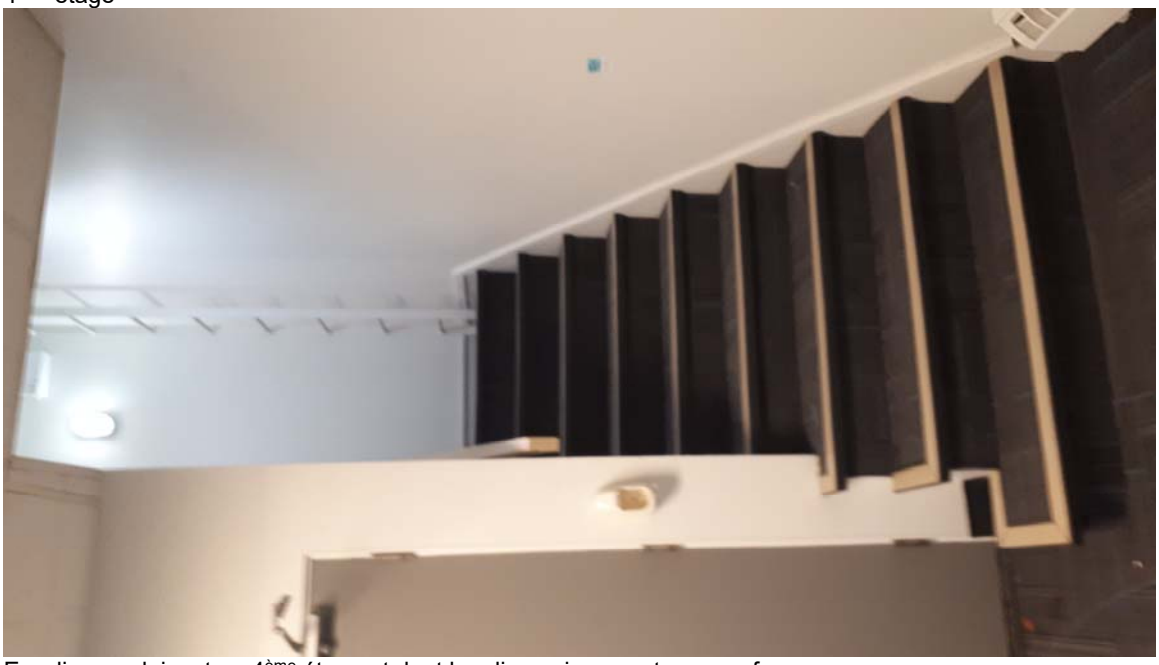


Espace de rangement typique au troisième étage



Vue des espaces de bureau en direction de la rue Wolfe et de la cour intérieure.

4ème étage



Escalier conduisant au 4ème étage et dont les dimensions sont non conformes.



Espace cuisine au 4ème étage.



Vue de l'espace principal du 4ème étage en direction de la rue Wolfe



Salle de toilette typique au 4ème étage

955 Rue Atateken (Amherst)
1 130 Rue de la Gauchetière Est
Dossier 21880

Étude de la valeur patrimoniale

Projet soumis à Ville de Montréal
Émission : Le 17 aout 2020

LUC DENIS
architecte

Note aux lecteurs.

La rue *Amherst* a vu sa toponymie changer en 2019 pour devenir *Atateken,* en l'honneur des communautés autochtones présentes sur l'île de Montréal avant l'arrivée des colons européens. Cette modification étant très récente au point de vue historique, de manière à simplifier la lecture et la compréhension du document l'appellation originale de la rue, soit la rue *Amherst*, sera utilisée dans le présent document.

Table des matières

Introduction
Mandat 4
Méthodologie 5

Mise en contexte
Le territoire 6
Les sites 7

Étude chronologique
16 au 18e siècle
Fondation et système seigneurial 13
19e siècle
La révolution industrielle 17
20e siècle
1910 à 1920 , l'ère industrielle 21
1920 à 1940, Montréal entre deux guerres 25
1950 à 1960, Montréal après la Seconde Guerre Mondiale 27
1960 à 1975, Montréal la moderne et le progrès 29
1975 à 1900, les années Post-Olympiques 33
1990 à aujourd'hui, la renaissance de l'est de Montréal 36

Conclusion
995 Amherst 37
1130 De la Gauchetière 41
Synthèse des valeurs associées et recommandations 44
Sources documentaires 45

1. Introduction

1.1 Mandat

Nous avons été mandatés par le nouveau propriétaire du 955 rue Atateken et du 1130 rue De la Gauchetière à Montréal pour conduire une étude patrimoniale sur les propriétés situées sur les lots 1 182 493 et 1 182 490. Sur chaque site, on retrouve un seul bâtiment, construit autour de 1963 pour l'édifice de la rue Atateken et de 1870 sur la rue De la Gauchetière, selon le rôle foncier. L'édifice de la rue Atateken contrairement aux autres édifices sur la même rue fait front sur trois rues, soit les rues Atateken (Amherst), Viger et Wolfe. Pour sa part, l'édifice de la rue De la Gauchetière donne aussi sur la rue Wolfe en étant un édifice commercial de coin de rue.

Cette étude a pour but d'établir d'une part, l'intérêt patrimonial des sites et des constructions s'y trouvant et d'autre part, de procéder à l'évaluation sommaire de l'état des immeubles existants afin d'en préciser l'authenticité et l'intégrité. Les conclusions de l'analyse permettront de guider les interventions – conservation ou remplacement – envisagées sur le site.

La rédaction du rapport a été effectuée par Éric St-Louis (architecte titulaire d'un diplôme en Conservation de l'Environnement Bâti) qui œuvre chez Luc Denis Architecte depuis 2010. Ce rapport établira les points suivants : l'importance des bâtiments en regard de la protection et de la mise en valeur du patrimoine immobilier du secteur environnant; leur intérêt architectural ou historique et leur impact sur le plan visuel de l'arrondissement Ville-Marie.

1.2 Méthodologie

De manière à pouvoir porter un regard critique sur l'ensemble de l'évolution des bâtiments et des lieux, des recherches cartographiques et iconographiques ont été effectuées. Ont été consultés : les archives de la Bibliothèque et Archives Nationale du Québec, les archives Nationales du Canada, les archives numériques de la ville de Montréal ainsi que les archives du Ministère de l'Environnement en plus des ouvrages publiés sur le développement de la ville de Montréal. Le secteur de la ville à l'étude étant le plus ancien à l'extérieur du périmètre des anciennes fortifications de Ville-Marie, l'étude sera conduite de manière à couvrir l'ensemble de l'histoire du site, mais concentrera son attention sur les deux derniers siècles.

Les recherches conduites ont pour but d'identifier les bases de la morphogenèse du secteur à l'étude et de positionner les bâtiments visés par le présent rapport dans l'évolution de leur contexte bâti et paysager à travers les époques. L'analyse présente la chronologie des sites, puis une étude des valeurs spécifiques aux propriétés.

Un relevé qualitatif et photographique des deux bâtiments a été effectué le 19 mars 2020 et a servi à l'évaluation de l'état général des immeubles actuels : ces inspections visuelles ont permis de décrire sommairement les systèmes et les composantes en place. Aucun curetage n'a été réalisé dans les bâtiments et seul un examen visuel a été effectué.

Bien qu'inhabituel au niveau méthodologique, il a été décidé de conduire l'étude des deux bâtiments à l'intérieur du même document en fonction de l'information découverte au fil des recherches cartographiques. Ces dernières ayant démontré qu'à une certaine époque les deux bâtiments ne formaient qu'une seule entité il nous a paru plus normal d'en faire l'analyse simultanée plutôt que de les séparer dans des documents distincts, privant ainsi le lecteur d'une part importante de l'évolution de l'îlot.

2 Mise en contexte

2.1Le territoire

Actuellement délimité au Nord par les arrondissements Outremont et Plateau-Mont-Royal ainsi qu'à l'Ouest par l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et la ville de Westmount, l'arrondissement Ville-Marie est véritablement le cœur de la métropole en plus d'avoir été son berceau. Aujourd'hui, bien que l'on reconnaisse l'arrondissement de Ville-Marie comme un vaste territoire unifié ayant dépassé les limites des fortifications de la Ville-Marie de 1642 ou de 1744, il est important de mentionner qu'elle est le fruit de nombreuses fusions de territoires, de villes et villages à travers le temps et que de ce fait, ses limites géographiques ont bien évolué à travers les époques.



Carte des différents arrondissements et villes défusionnées en date de janvier 2006 (Source : Ville de Montréal)

Dans cette étude, nous vous proposons de faire un survol de cette histoire en prenant comme témoin les bâtiments portant les adresses actuelles du 995 rue Atateken (Amherst) et 1130 De la Gauchetière et leurs sites qui, à l'image de l'histoire de l'arrondissement, ont vécu plusieurs transformations au fil des décennies. De manière à offrir un panorama large de l'historique des bâtiments et de façon à offrir des orientations pour le futur, nous vous proposons une étude chronologique des sites ainsi qu'une mise en contexte des bâtiments dans leur environnement bâti immédiat en fonction des événements historiques qui ont façonné le secteur. Afin d'offrir une synthèse de l'évolution du bâti et pour définir les différentes valeurs patrimoniales qui concernent les bâtiments, nous finaliserons l'étude par la caractérisation de chacune de ces valeurs.

2.2 Présentation des sites

Les sites

Comme l'étude porte sur deux bâtiments distincts en simultanée et qu'ils sont physiquement séparés dans l'îlot, vous trouverez ci-bas une carte démontrant la position des deux bâtiments.



Carte démontrant la position des édifices dans l'îlot à l'étude
Le 1130 rue De la Gauchetière (en Orange)
Le 995 rue Amherst (En khaki)

995 rue Amherst

La propriété sur laquelle est érigé l'édifice du 995 rue Amherst est un lot irrégulier faisant face à 3 rues. Cette implantation particulière est souvent associée à des édifices de grand gabarit à usage commercial ou institutionnel. Avec une profondeur de 44.62 mètres, soit l'ensemble de la largeur de l'îlot, l'édifice est traversant et occupe tout l'espace disponible, ce qui est aussi une caractéristique récurrente des constructions en tête d'îlot dans le secteur. Au niveau de ses marges latérales, on peut voir que l'édifice n'est plus aujourd'hui une construction de type contigüe ou jumelée, mais bien un édifice isolé, ce qui est relativement rare dans le secteur, les constructions en tête d'îlot étant presque toujours contiguës ou minimalement jumelées à des édifices donnant sur les rues adjacentes.




Façade Amherst (Source :LDA)


Façade sur l'avenue Viger (Source LDA)


Façade rue Wolfe (Source : LDA)
(Voir agrandissements à l'annexe 1)


Façade intérieure (Source LDA)

Par la visite de l'édifice et par une observation depuis l'avenue Viger, il est facile de déduire que l'édifice est une construction résultant de plusieurs phases de construction. En effet, par les nombreuses différences de hauteur d'étage dans l'édifice, les désaxements de circulation et les trames structurales distinctes, en plus des hauteurs de bâtiment extérieures très différentes, on arrive à comprendre que chaque section de l'édifice a été conçue pour répondre à des usages spécifiques distincts ainsi que dans des temporalités distinctes. Cette hypothèse est aussi facile à confirmer avec l'analyse des systèmes structuraux de l'édifice. De cette façon, si les deux extrémités de l'édifice sont réalisées au moyen d'un système poutres et colonnes en béton armé, la partie centrale pour sa part est une construction en brique structurale et structure mixte[1], tel qu'on peut le voir clairement sur la carte d'assurance incendie de la ville de Montréal en date de1939.

Au niveau de ses revêtements extérieurs, l'édifice comporte plusieurs types de revêtements, ce qui vient renforcir une nouvelle fois le fait que l'édifice a subi des transformations importantes au courant de son existence. De ce fait, sur la façade donnant sur la rue Amherst et sur la façade intérieure, on retrouve trois sortes de briques d'argile. Bien que similaires, ces trois maçonneries sont distinctes au niveau de leur coloration. Dans tous les cas, en fonction de leur couleur et leur texture, nous croyons que les briques proviennent très probablement de la *briqueterie Saint-Laurent* de LaPrairie usine aujourd'hui fermée ayant longtemps fourni la province en maçonnerie vue sa proximité.


Détail de la brique sur Amherst (Source LDA)


Détail de la brique sur la façade intérieure avant, côté rue Amherst (Source LDA)


Détail de la brique sur la façade intérieure arrière côté rue Wolfe (Source LDA)


Détail des éléments de remplissage entre les fenêtres

[1] En fonction de la visite intérieure effectuée, il est possible d'affirmer que différents types de structures ont été utilisées pour la section centrale de l'édifice, soit pour sa construction ou sa modification.

Toujours au niveau de la façade de la rue Amherst, pour ce qui est des éléments de remplissage entre les fenêtres, bien que l'on soit en présence d'une matière ayant l'apparence d'un agrégat, en fonction de l'état de conservation des éléments et du fait que la façade soit un mur rideau non porteur, tout porte à croire que nous en présence d'un panneau architectural conçu par la compagnie *Steni*[2], entreprise toujours en affaire aujourd'hui et fabriquant encore le même produit architectural, reconnu pour sa longévité et largement utilisé à Montréal dans les années 60 et 70 sur les édifices commerciaux.

Au niveau des façades donnant sur les rues Wolfe et l'avenue Viger, les deux façades sont recouvertes par des tôles d'acier qui comme nous le verrons plus tard n'ont aucun lien avec la construction d'origine de l'édifice.

Pour ce qui est des ouvertures, les différentes fenêtres de l'édifice situées sur l'avenue Viger, la rue Wolfe et sur la façade intérieure ne sont pas des modèles d'origine ou sont de conception datant d'après 1966. En effet, comme on peut le voir sur la photo aérienne de 1966 tirée du fond Armour Landry, les murs donnants aujourd'hui sur Viger et sur la façade intérieure étaient aveugles . De plus, les fenêtres donnant sur la rue Wolfe étaient des fenêtres à guillotine tandis qu'aujourd'hui on retrouve des fenêtres fixes.

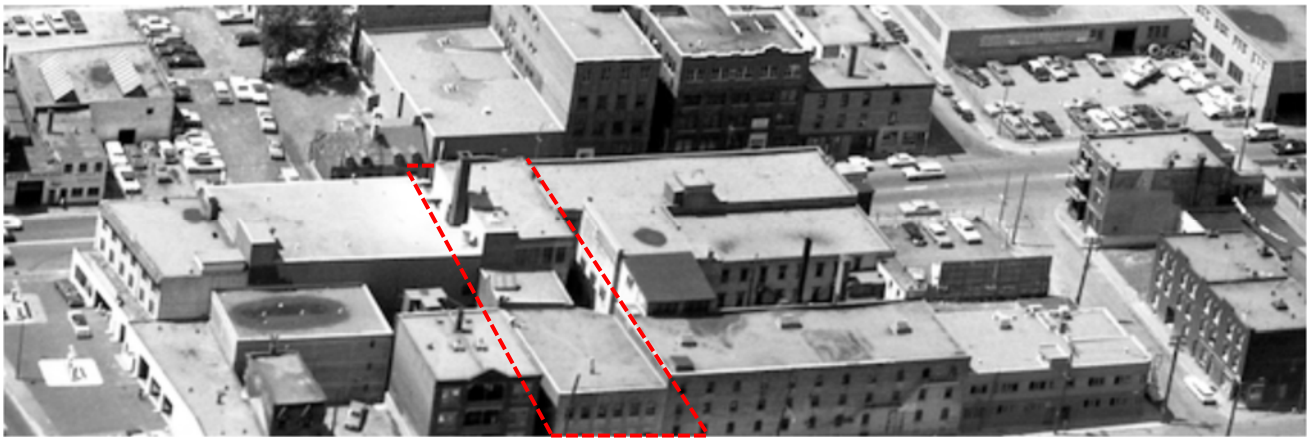


Image de 1966 montrant l'édifice 995 Amherst (rouge) dans son contexte bâti (Source : *Fond Armour Landry*)

[2] https://steni.com/products/fa%C3%A7ade-panels/steni-nature/

1130 rue De la Gauchetière

La propriété sur laquelle est érigé l'édifice du 1130 rue De la Gauchetière est un lot irrégulier faisant face à 2 rues. Ce dernier est visiblement la résultante de la fusion de 2 lots, la géométrie actuelle étant ponctuée de nombreuses irrégularités. Cette implantation en coin de rue est souvent associée à des édifices ayant servi de commerces au début du siècle dernier. Au niveau de ses marges, l'édifice est construit en ligne 0 sur l'ensemble de son périmètre, à l'exception de son élévation latérale droite qui est partiellement en recul.



Image montrant les 2 façades sur rue de l'édifice. À gauche, la façade sur la rue Wolfe et à droite, la façade sur la rue De la Gauchetière. (Source LDA)



Façade latérale sur la rue De la Gauchetière
(Source : LDA)



Façade latérale sur la rue Wolfe
(Source LDA)

Si depuis la rue Wolfe ou De la Gauchetière l'édifice semble aujourd'hui former qu'une seule entité, on peut rapidement voir par une visite en toiture les traces d'une construction en plusieurs phases par des changements de hauteur importants et des changements dans les techniques de construction. Cette conclusion peut être confirmée par une visite de l'intérieur du bâtiment où l'on peut constater que la portion de l'édifice donnant sur Wolfe est réalisée sur une dalle structurale tandis que la partie centrale est construite sur un vide technique de hauteur variable, avec des fondations en moellon et qu'une troisième, plus à l'Ouest, qui est réalisée sur

des fondations en béton d'une profondeur importante, possiblement afin de permettre à des presses d'imprimerie d'entrer dans cet espace.

Au niveau des revêtements extérieurs, l'ensemble des matériaux sont contemporains. Sur les deux façades sur rue, on retrouve une maçonnerie d'argile au niveau du rez-de-chaussée. Cette maçonnerie n'est visiblement pas celle d'origine compte tenu qu'en comparant l'édifice actuel et les images d'archives, la hauteur d'installation de la brique est différente. À l'étage et sur les façades latérales, on retrouve différentes textures de crépis architecturaux de type acrylique dont la couleur a été changée à quelques reprises en fonction des photos que nous avons rencontrées dans nos recherches.



Détail de la brique sur Amherst (Source LDA)

Toujours en fonction de ces mêmes photos, dont celle de 1966 provenant du fond Armour Landry, il est possible de voir que les ouvertures dans les façades sur rue ont été modifiées dans leur nombre, leur position et leur superficie à travers le temps de manière à répondre aux besoins de l'aménagement intérieur. À titre d'exemple, deux fenêtres sur la rue De la Gauchetière ne donnent sur aucun espace intérieur actuellement.



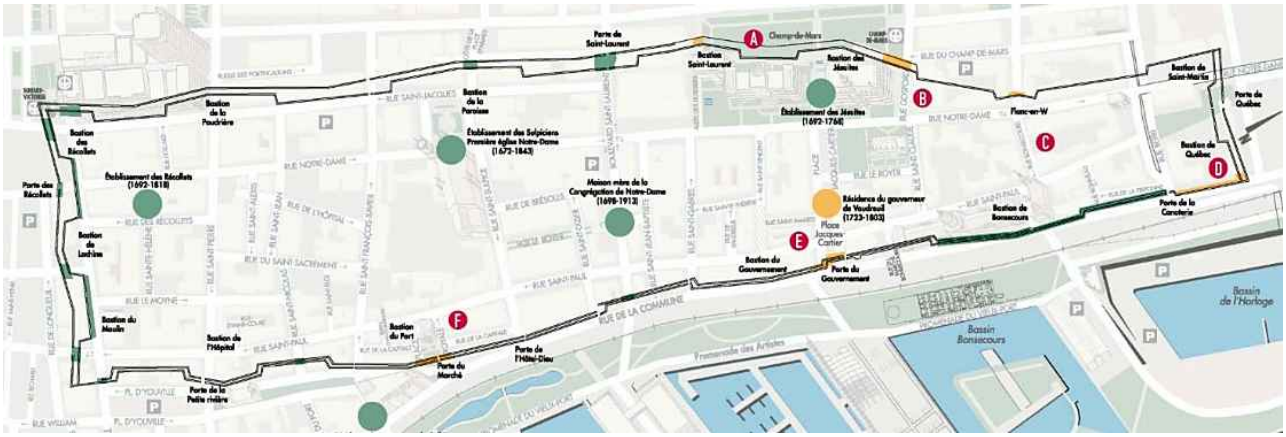
Image de 1966 montrant l'édifice à l'étude dans son contexte bâti (Source : *Fond Armour Landry*)

3 Étude chronologique

16 au 18e siècle : fondation et système seigneurial

Les lots sur lesquels sont construits les deux bâtiments font aujourd'hui partie intégrante de l'arrondissement Ville-Marie. Bien que le nom de Ville-Marie nous renvoi aujourd'hui au vaste territoire de l'arrondissement, comme présenté dans le chapitre précédent de l'étude, il faut remettre ce dernier en contexte en fonction de sa définition première afin de bien comprendre l'importance géographique du terrain à l'étude à l'époque. En effet, bien après le second voyage de Jacques Cartier en 1535 où il a ''découvert'' l'île de Montréal, soit lors de son second voyage en 1642 on peut voir des installations permanentes être érigées sur l'actuel site du musée *Pointe-À-Callière*[3]. Ces premières constructions seront rapidement entourées d'une palissade de pieux en bois afin de permettre aux Européens de se protéger des autochtones déjà présents sur le territoire et avec lesquels ils pratiquaient le commerce, principale raison d'être des installations. À partir de 1663, le Séminaire de Saint-Sulpice qui avait déjà participé à l'envoi de prêtres à Ville-Marie prendra la charge de la colonie, avec comme objectif de convertir les Amérindiens au catholicisme, objectif qui sera mis très rapidement au second plan, la vocation commerciale de la traite des fourrures demeurant prédominante dans les activités journalières de la communauté[4].

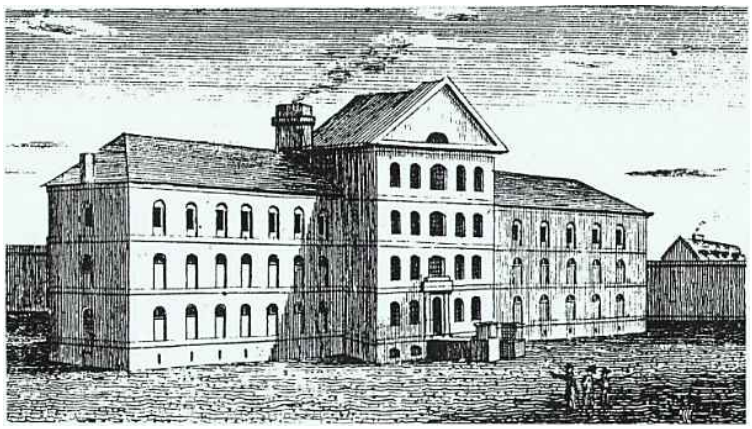
Ce premier ensemble bâti qui caractérisait la présence française sur l'île de Montréal qui se nommait Ville-Marie, en l'honneur de la vierge Marie[5] c'est rapidement agrandi en fonction de l'attrairait économique important que de représentait la traite des fourrures avec les Amérindiens. Face à cet attrait, Ville-Marie prit rapidement de l'expansion à l'extérieur de son premier mur d'enceinte. En 1744, face à la menace d'invasion des Anglais par les États-Unis, un nouveau mur fut réalisé, sous la supervision de Chaussegros de Léry afin de protéger Montréal. Face aux faibles capacités défensives que proposait réellement le mur conjugué au fait que la ville avait déjà pris de l'importance à l'extérieur de ce dernier, en 1801, la décision fut prise d'abattre le mur, démolition qui fut complétée en 1817. À titre d'illustration de la situation démographique, les faubourgs de la ville comptaient déjà en 1805 le double d'habitants que la ville fortifiée[6], rendant du même coup le mur d'enceinte moins pertinent.



[3] Source : Montréal en évolution
[4] Source : L'encyclopédie Canadienne
[5] Source : Répertoire du patrimoine culturel de Montréal
[6]

Plan démontrant la position du second mur d'enceinte de la ville de Montréal en comparaison des rues actuelles de la métropole. (Source ville de Montréal)

C'est à ce point de l'histoire de la ville de Montréal - qui a perdu son appellation de Ville-Marie autour de 1726 - qu'entrent réellement en scène les terrains à l'étude. Le mur de fortification s'arrêtant dans l'Est à l'intersection des rues actuelles de St-Hubert et Du Glacis, soit à 350 mètres des sites à l'étude, les terrains se trouvaient à être dans un axe propice à leur développement. En effet, la ville fortifiée étant au maxium de sa capacité, les terrains étant situés à proximité de sa porte est, soit la porte de Québec, dans l'axe du Chemin du Roy (Rue Notre-Dame) ne pouvaient qu'être prisés par les habitants et agriculteurs à la recherche de terres pour s'établir et des industries à la recherche de grands espaces pour construire leurs usines. À titre d'exemple démontrant ce besoin d'espace pour s'établir, on peut voir la compagnie Molson qui est déjà établie sur son site actuel dans les cartes de 1795, sa fondation remontant à 1763. Dans la même carte, on peut voir aussi l'implantation de la prison Aux-Pieds-du-Courant encore plus à l'est que le site à l'étude, démontrant du même coup le niveau d'occupation du territoire et le besoin de sortir de l'enceinte de la ville fortifiée afin de réaliser de nouvelles constructions.



Gravure représentant la prison Aux-Pieds-du-Courant en 1839 (Source *Musée McCord*)

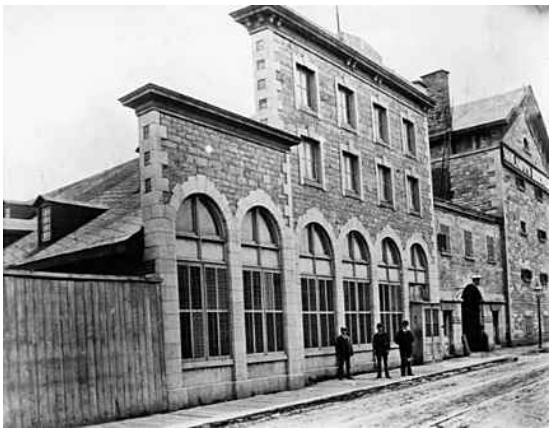
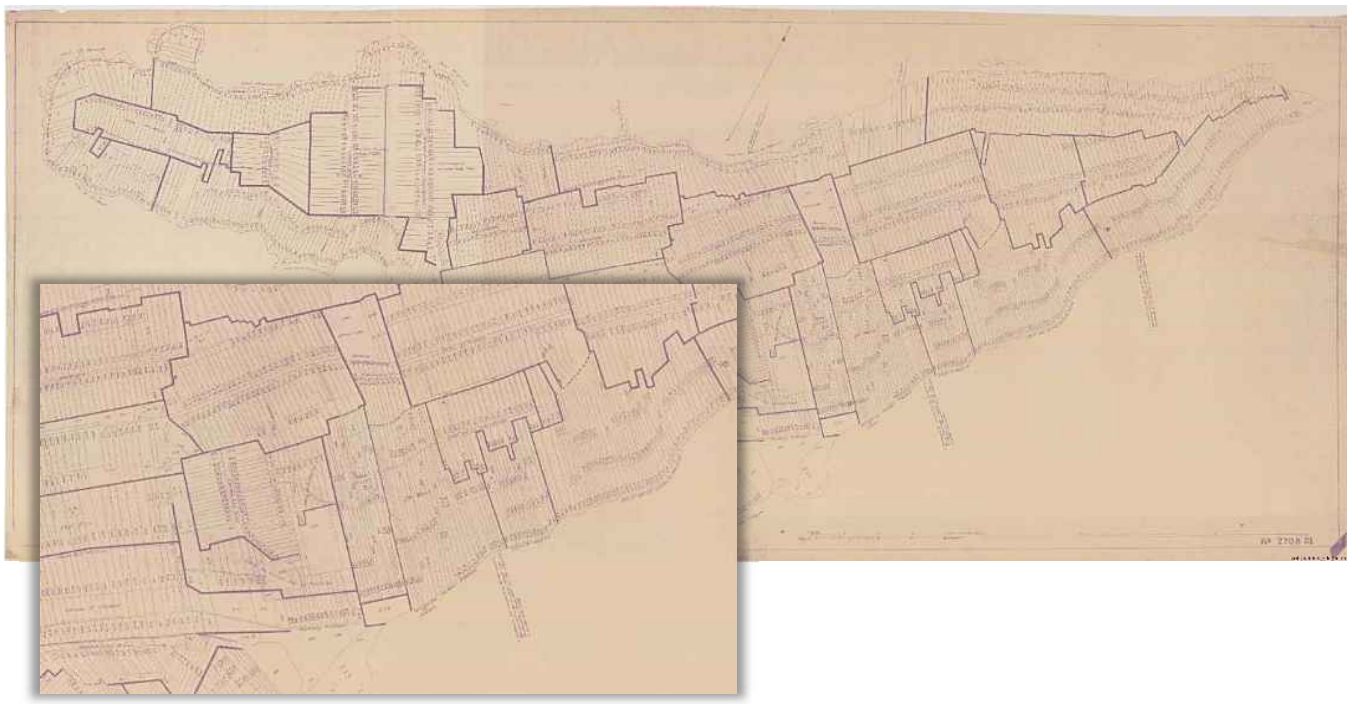


Image de la section originale de la Brasserie Molson (Source : Brookstonbeerbulletin)

Si, comme aujourd'hui, les terrains à l'étude étaient être très prisés à l'époque, il est important de repositionner ces derniers dans l'urbanisme et le développement de la ville afin d'en expliquer la forme, ces derniers ne s'étant pas développés sous l'impulsion de la même logique urbanistique que la Ville-Marie fortifiée. Comme on peut le voir sur les cartes de 1834, si la ville fortifiée s'est développée sous la logique du modèle urbanistique romain et des contraintes naturelles propre au territoire; pour sa part, le terrain à l'étude s'est développé sous la logique du système seigneurial où l'on cherchait à donner accès à un maximum d'agriculteurs un accès à un point d'eau. À cette fin, on peut voir que le territoire à l'extérieur des fortifications est découpé sous la forme de longues terres allongées depuis le fleuve jusqu'au centre de l'île, terres auxquelles on donnait le nom de seigneuries et qui étaient dirigées par des seigneurs qui en louaient des parties à des agriculteurs qui portaient le titre de censitaires.



Carte terrier démontrant la subdivision de l'île de Montréal en Seigneuries.
(Source ville de Montréal)

Dans ce contexte, il est rapporté dans le 18e rapport des commissaires pour le bas Canada en date du 31 janvier au 17 juillet 1837 que dès 1665, les terrains fessaient parti d'une grande seigneurie appartenant à Jean-Baptiste Migeon qui était marchand, commis de la Compagnie des Indes occidentales, procureur fiscal, subdélégué de l'intendant, juge et seigneur et que la terre (Seigneurie) fut léguée à son fils Daniel Migeon de la Gauchetière, né en 1671 qui fut officier des troupes de la Marine, et pour l'honneur duquel on nomma la rue De la Gauchetière due au fait que la rue traversait ses terres.

Comme mentionné plus haut, les seigneuries étant de larges portions de territoire, elles étaient elles-mêmes subdivisées afin d'être cultivées ou habitées par des habitants que l'on nommait des censitaires. Les limites de ces plus petites subdivisions sont pour la plupart toujours visibles dans la trame de rue montréalaise, les rues actuelles empruntant majoritairement le tracé des limites des terres quand elles étaient transformées en lots.

En fonction des différentes cartes nous étant parvenues de cette première époque du développement de Montréal, on peut voir que les terres de la seigneurie situées à proximité de la ville fortifiée, dans l'axe du Chemin du Roy conduisant à Québec, que les terres sont déjà occupées dès 1825 par un réseau de voirie et des constructions. Rapidement, on voit aussi que les terres situées plus au Nord sont occupées principalement par différentes activités agricoles telles des vergers ou qu'elles sont encore à leur état naturel de forêt.



Carte de la ville de Montréal entre 1795 et 1886 démontrant les nombreuses constructions le long du Chemin du Roy et l'occupation des terres au Nord. (Source : *BAnQ*) En rouge le chemin de roy et en bleu le terrain à l'étude

De cette première époque de développement urbanistique, mis à part la trame de rue qui est encore présente aujourd'hui, il ne reste que très peu de choses compte tenu qu'en 1852 le grand incendie de Montréal ravagea complètement tout le secteur environnant aux terrains à l'étude, laissant pendant plusieurs années des ruines aux portes de la ville. Fait intéressant : la rue qui longeait la partie Sud de l'îlot à l'époque ne portait pas le nom d'avenue Viger[7] (qui viendra beaucoup plus tard), mais bien celle de rue Craig, rue qui résulte de la canalisation du ruisseau Saint-Martin en 1805.

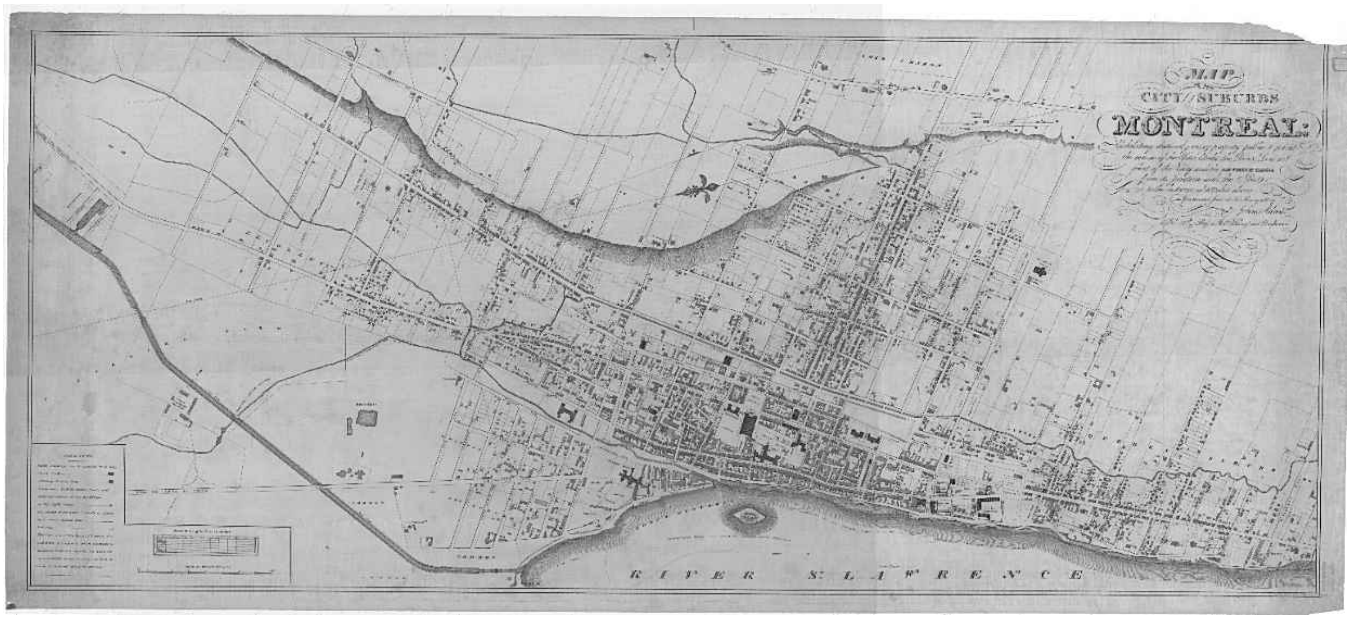
En parallèle au grand incendie de Montréal, on assiste en 1854 à la fin du système seigneurial qui a donné sa forme bâtie à la trame urbaine. Avec l'abolition de ce système, les terres n'étaient plus la propriété des seigneurs, mais bien celle des censitaires qui les avaient défrichées, ouvrant la porte du même coup à la spéculation foncière et une accélération du développement urbain pour l'ensemble de l'île de Montréal.

[7] La mention fait volontairement abstraction du fait que la rue et la limite Sud du lot ont été modifiées suite à l'édification de l'autoroute Ville-Marie de manière à simplifier la compréhension du texte et donner une perspective chronologique à la lecture du document.

19e siècle : La révolution industrielle

Avec l'arrivée du 19e siècle, on voit s'accélérer les changements, tant au niveau démographique qu'urbanistique. À ce titre, l'Est de la ville se développe de manière fulgurante tant sur le point de vue industriel que résidentiel. Comme l'industrialisation de la ville demandait aussi une augmentation importante des capacités en transport pour alimenter les usines en matière première et pour retourner des produits finis en Europe et dans l'Est américain, on agrandit à plusieurs reprises le port de Montréal sur le fleuve en construisant, à partir de 1850 les nombreux quais formant aujourd'hui le Vieux-Port de Montréal afin de permettre l'accueil de bateau de plus fort tonnage.

Les différentes usines nécessitant aussi beaucoup de main d'œuvre pour fonctionner, on peut observer sur les différentes cartes de l'époque que de nombreuses constructions résidentielles se font le long du côté nord du Chemin du Roy (rue Notre-Dame), les terrains à proximité de l'eau étant réservée aux industries. Au niveau du corpus bâti résidentiel, on peut voir que les constructions sont majoritairement de type pavillonnaire, implantées à proximité de la rue. Par ce choix d'implantation, on peut voir qu'une transition s'effectue entre un mode de vie basé sur l'agriculture et un mode de vie urbain. Ainsi, bien qu'une part importante de la population de Montréal travaille en usine, les gens avaient encore besoin de leur cour arrière pour cultiver leurs aliments et pour loger les animaux, car à l'époque, il n'y avait pas encore d'épicerie et encore moins de moyens de transport rapides permettant de se déplacer sur de longues distances autrement qu'à cheval. Dans cette logique, il est important de souligner qu'à l'époque, les rues n'étant encore que rarement pavées et que quand elles l'étaient c'est principalement pour souligner leur importance ou celle des édifices les longeant à l'intérieur de la trame urbaine.



Carte de la ville de Montréal entre 1825 démontrant l'occupation du territoire à l'époque. (Source : *BAnQ*)

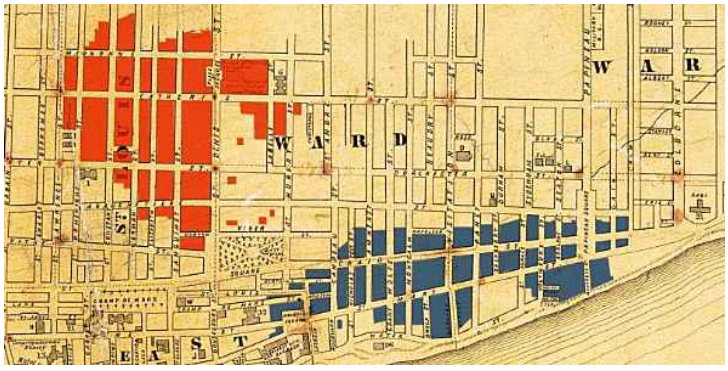
Si on constate une accélération de l'urbanisation le long du fleuve Saint-Laurent et des axes principaux de circulation est-ouest, il en est autrement pour les terres plus au Nord. À ce titre, on peut voir qu'au nord de l'actuelle rue Sainte-Catherine, le territoire demeure majoritairement occupé par des fermes et des vergers. Malgré tout, le territoire de la ville de Montréal prend de l'expansion, se développant au Nord au-delà de la municipalité d'Outremont, au sud de Verdun et à l'est jusqu'à Longue-Pointe en 1890, englobant plusieurs petits villages coincés par leurs dettes créées suite à un

développement trop rapide et des investissements requis par la maintenance de leurs infrastructures. La ville devenant très grande, vers 1825 on peut voir apparaitre les premières mentions de quartiers (wards) pour définir les différents secteurs de la ville.



Extrait de la carte de la ville de Montréal et ses banlieues entre 1825 et 1888 démontrant pour la première fois le nom de *St-James Ward (Quartier St-James)* (Source *BAnQ*)

Au niveau des sites à l'étude, on peut voir qu'ils viennent maintenant s'inscrire dans le quartier St-James, quartier qui vient couvrir pratiquement l'ensemble de l'ancienne seigneurie dont faisaient partie les terrains. On peut observer à l'échelle des lots que ces derniers ont été subdivisés en de plus petites parcelles et que suite à l'abolition du système seigneurial et au grand incendie de 1852, de nouvelles constructions y sont réalisées.



Carte de 1852 indiquant les zones touchées par les grands incendies de Montréal (Source :*SIM*)

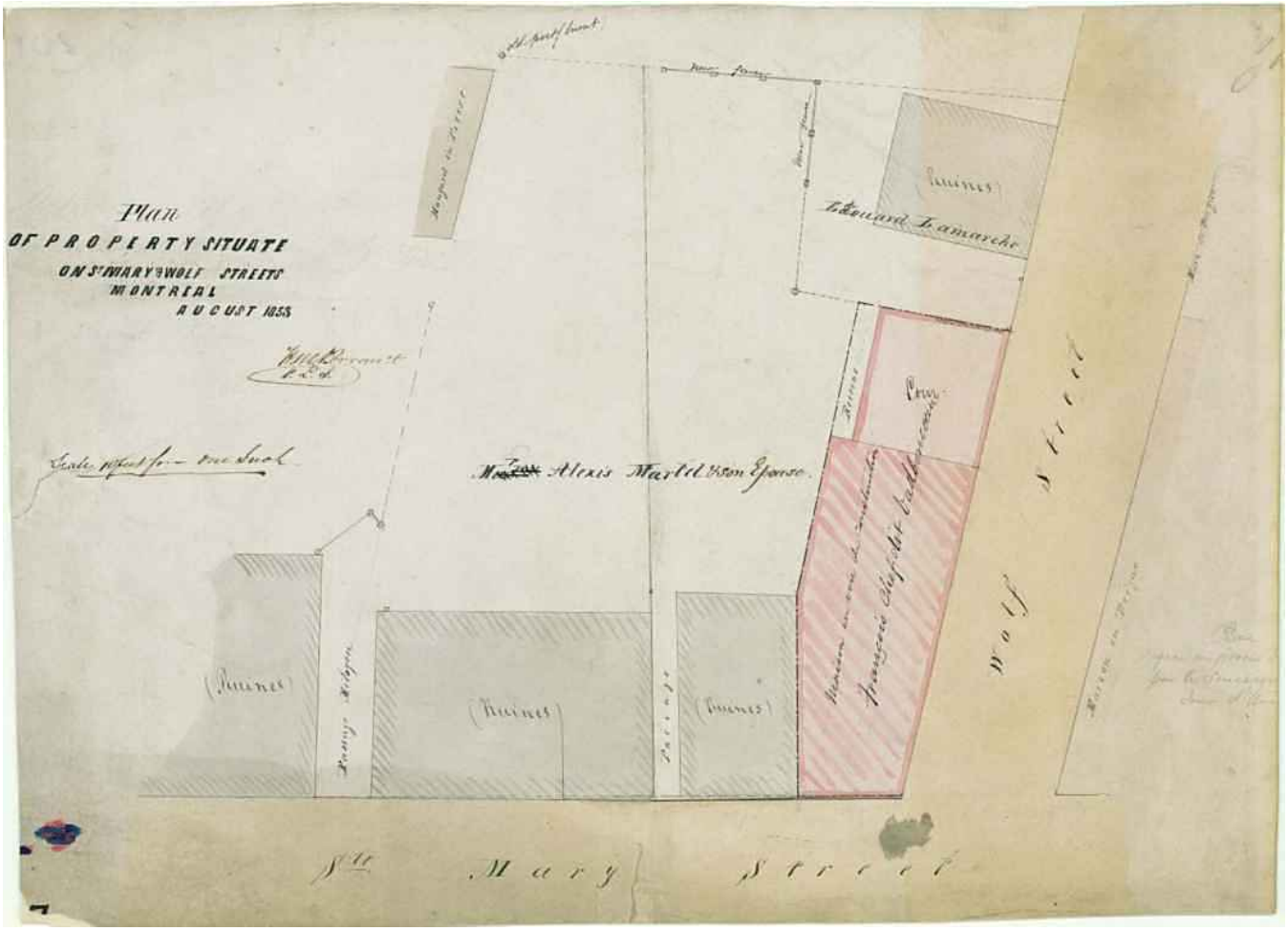


Image démontrant les ravages du grand incendie d' 1852 (Source : *SIM*)

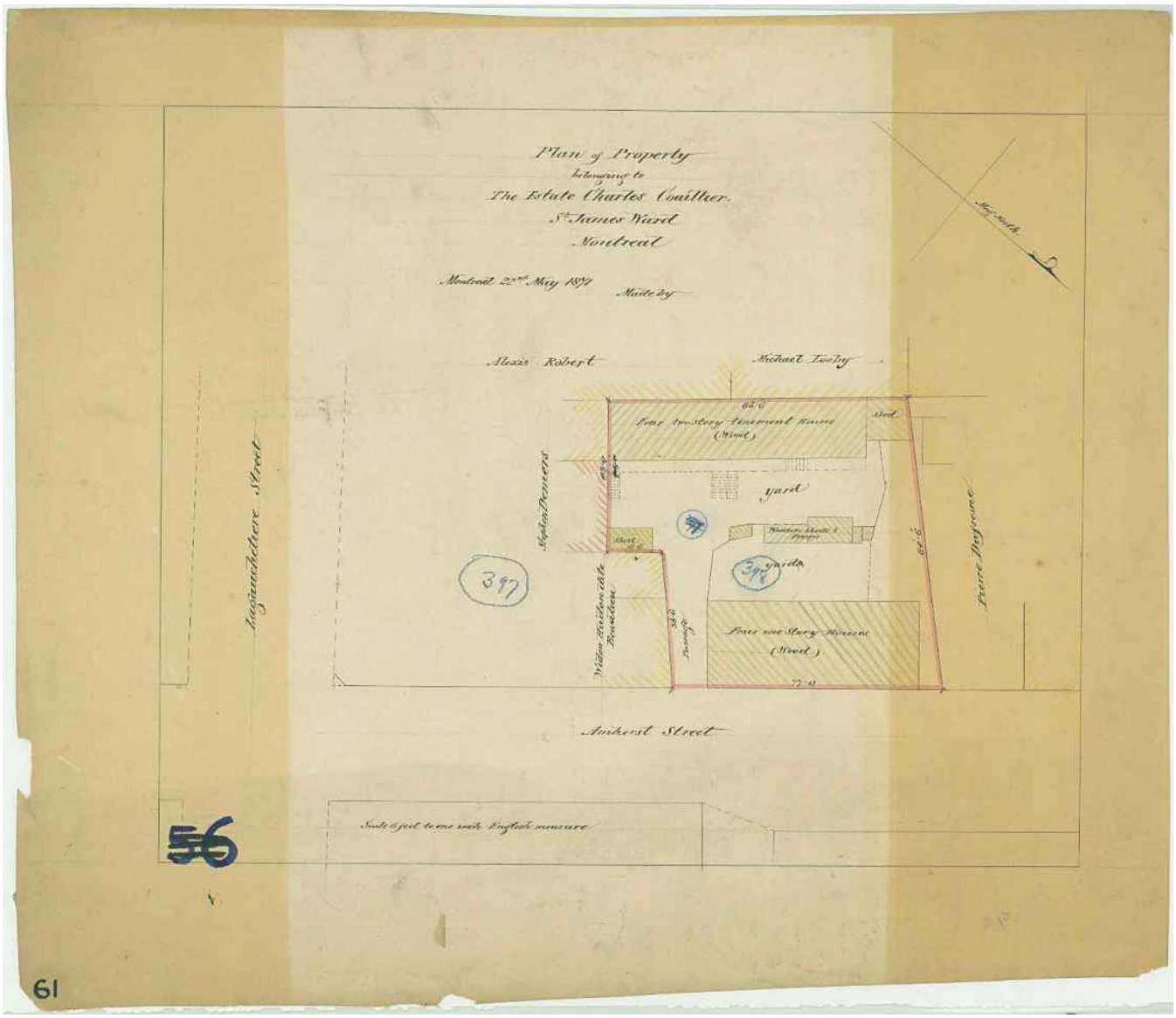
Dans un premier temps on peut voir la construction de la maison de François Chef dit Vadeboncoeur au coin des rues Wolfe et Craig. Dans un second temps, en 1870, une résidence pour Charles Coallier[8], le long de la rue Amherst, près de l'intersection avec la rue De la Gauchetière. Fait

[8] Aucune recherche n'a été effectuée sur les propriétaires des deux résidences compte-tenu que les terrains de ces derniers sont à l'extérieur des terrains pour lesquels l'étude est conduite.

intéressant, dans le premier cas, on peut clairement voir l'implantation des bâtiments datant d'avant 1852, réduits à l'état de ruine et dans le second cas, le choix d'une implantation contiguë avec les bâtiments voisins, avec une organisation spatiale sur le terrain qui rappelle celle des bâtiments de ferme, tout comme ceux des propriétés voisines. Dans les deux cas, tout laisse à penser que les constructions étaient en bois, réalisées de manières traditionnelles avec des toits en pente. Dans les deux cas, on peut voir que les bâtiments avaient un fort taux d'occupation au sol démontrant du même coup l'importance du programme que l'on devait y loger ainsi que la grosseur des familles de l'époque.



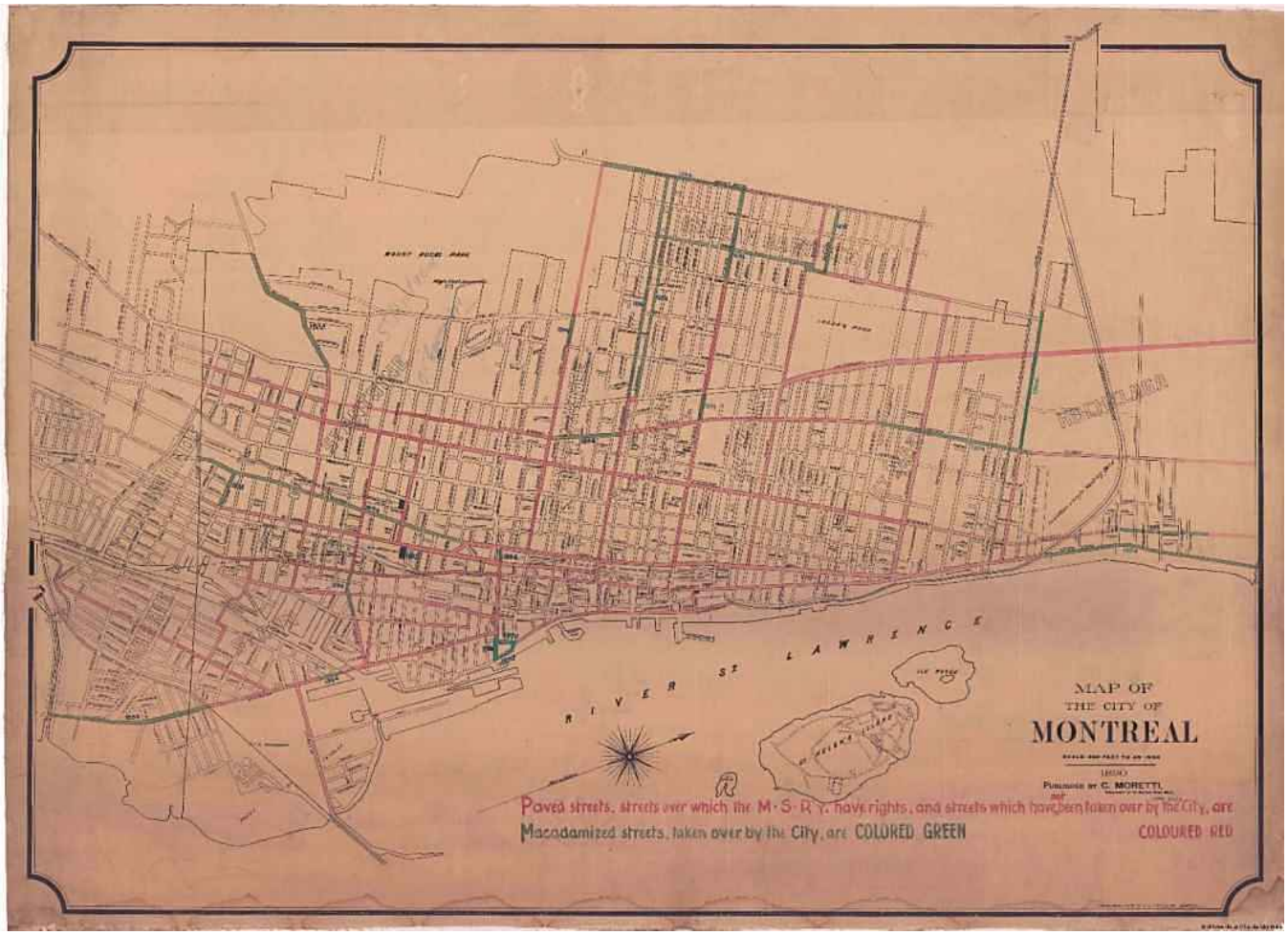
Plan d'arpenteur démontrant la propriété de François Chef dit Vadeboncoeur démontrant encore la présence de ruines (bâtiments verts) en 1853 (Source BAnQ)



Plan d’arpenteur démontrant la propriété de Charles Coallier le 22 mai 1871 (Source BAnQ)

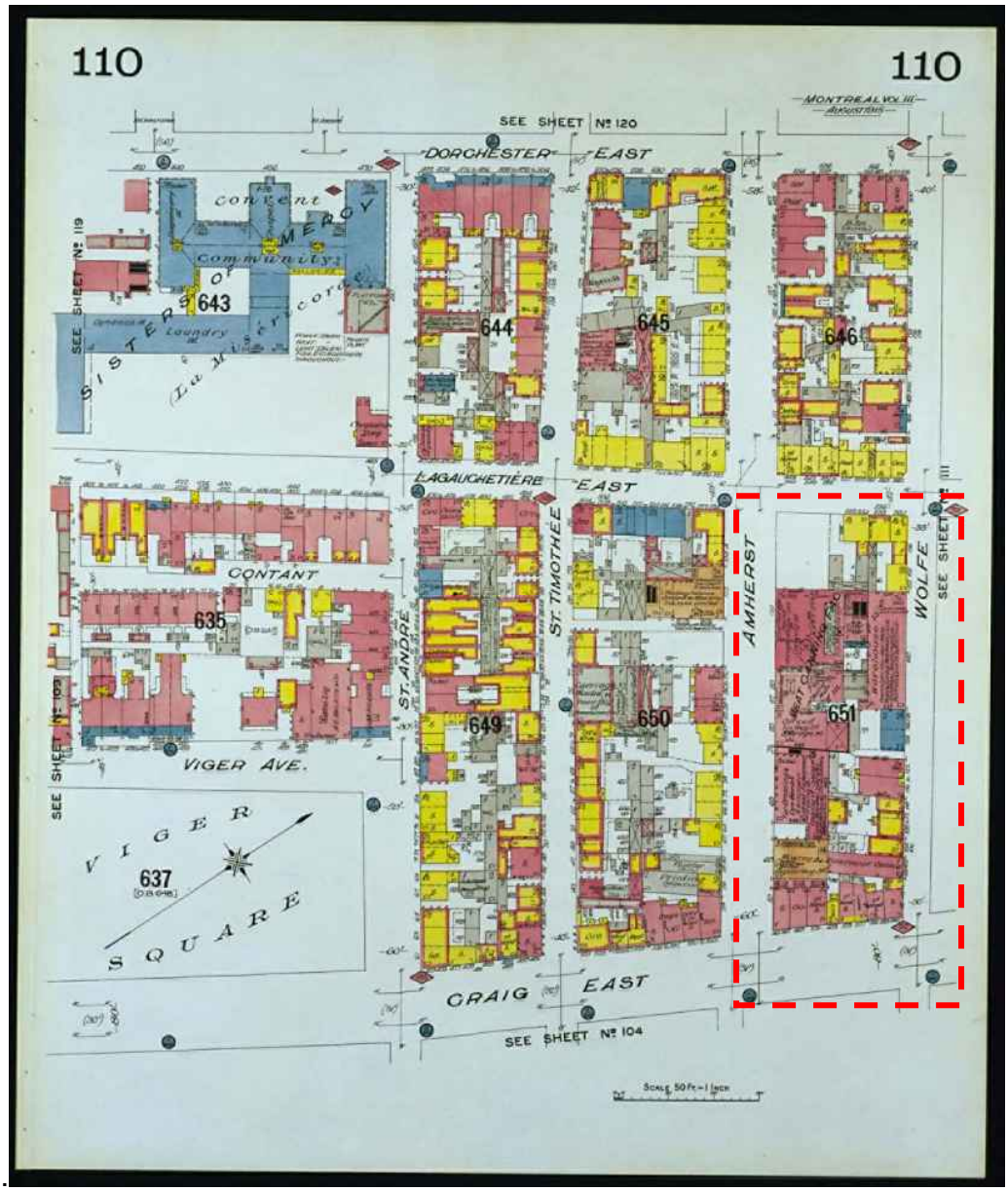
1910 à 1920 : Montréal entre deux guerres

Suite au grand incendie de 1852 et l'arrivée de l'électricité en ville, on peut voir le tissu urbain se reconstituer et se densifier avec l'apparition de premières industries de grande envergure. De la même manière, on peut observer que l'aménagement du domaine public évolue en fonction des nouvelles technologies qui apparaissent. À ce titre on voit qu'en 1910 la rue Amherst et la rue Craig sont pavées afin de recevoir les premiers tramways électriques. Le circuit empruntant la rue Amherst conduisait directement du centre-ville au Parc-Lafontaine qui est une source importante de divertissement à l'époque pour toutes les classes de la société. De ce fait, il faut comprendre que les espaces verts en milieu urbanisé sont rares et que le simple fait de se rendre dans un parc aménagé est une forme de luxe pour bien des familles qui travaillent 6 à 7 jours par semaine. Si le circuit de tramway de la rue Amherst conduit à un parc, celui de la rue Craig, le circuit 12, pour sa part conduit aux Shop Angus, démontrant son importance à titre d'employeur pour les résidents de l'est de la ville.

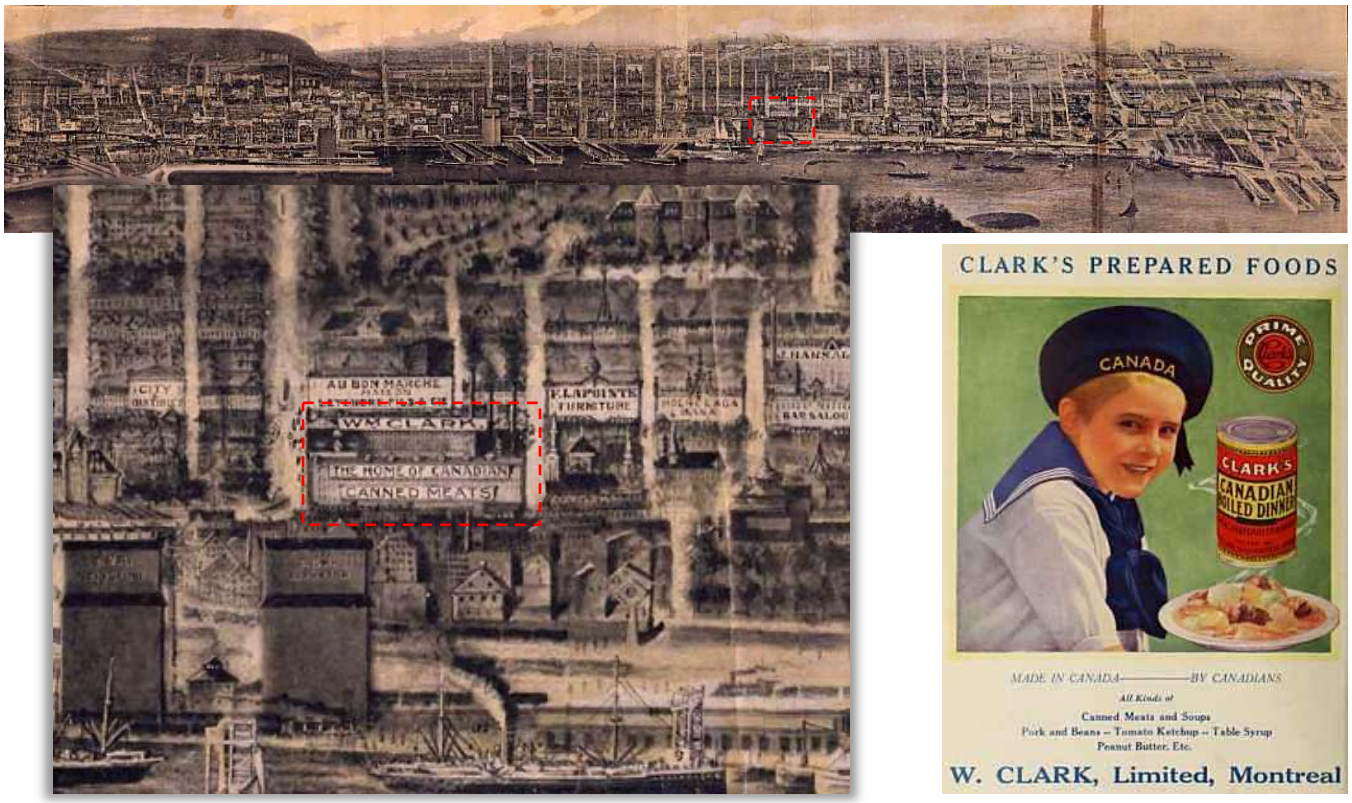


Carte de 1900 démontrant les rues pavées de la ville (Source : *BAnQ*)

Si la ville tend à se reformer suite au grand incendie, ses nouvelles constructions sont réalisées sans une réelle vision urbanistique, laissant place à des îlots très déstructurés au niveau des usages et des gabarits en fonction des critères d'aménagement urbain actuels. À ce titre, on peut voir des usages résidentiels côtoyer un usage industriel ou institutionnel sans aucune distinction. On peut observer cette situation dans le terrain à l'étude avec l'arrivée de la conserverie Clark's, vers 1906 qui vient occuper tout le centre de l'îlot. Cette conserverie qui était un acteur important du paysage économique canadien de l'époque, tel qu'on peut le constater dans la représentation du front bâtie sur le fleuve en date de 1906 (voir page 23). Cette conserverie au plan architectural était constituée de plusieurs bâtiments ayant tous un usage particulier. Dans le cas du 995 Amherst qui était déjà présent à l'époque, ses fonctions étaient principalement celles de bureau et de rangement pour les conserves vides avant leur remplissage.



Carte d'assurance incendie de la ville de Montréal en date de 1915 (Source BAnQ)



Extrait du panorama industriel de 1906 démontrant la présence de la conserverie à titre d'industrie importante sur l'île de Montréal (Source :*BAnQ*)

Publicité de W.Clark Ltd.
publiée en 1921
(Source : www.vieillespubs.com)

Dans la partie nord de l'îlot on voit que 4 bâtiments résidentiels d'un à deux étages sont construits ainsi que les différentes remises requises à leurs occupants, en cour arrière. Ces bâtiments sont des structures en bois et deux des quatre bâtiments bénéficient de façades en pierre. Le bâtiment sur la rue Wolfe semble bénéficier d'une porte cochère afin de permettre le passage vers les dépendances. Point intéressant déjà à l'époque le bâtiment situé au coin des rues Wolfe et De la Gauchetière servait de commerce.

Pour ce qui est du terrain situé au coin des rues Amherst et De la Gauchetière, on peut voir qu'il demeure vide, ce qui peut nous paraître étrange en fonction de sa localisation préférentielle au niveau commercial. Bien que sur la carte d'assurance incendie de 1915 aucune inscription ne détaille l'utilisation qu'on y faisait, l'étude des cartes postérieures vient nous indiquer que cet espace a longtemps servi à la vente de bois de chauffage, ce qui était peut-être le cas déjà à l'époque; car il faut se rappeler que les lots à l'étude faisaient partie de ce qu'on appellera le ''Faubourg à m'lasse'', de manière à désigner tout le secteur habité par les canadiens-français moins fortunés qui consommaient de la mélasse plutôt que du sucre blanc, population qui chauffait et cuisinait au bois ou au charbon.



Image démontrant la réalité du quartier à l'époque à l'intersection De la Gauchetière et Amherst (hors site) (Source BAnQ)



Image démontrant la réalité du quartier à l'intersection De la Gauchetière et Wolfe (hors site) (Source : BAnQ)

Si dans la partie nord de l'îlot, beaucoup d'espace était laissé vacant, c'est tout le contraire pour la partie sud. En effet dans cette troisième partie de l'îlot, aucun lot n'est laissé vide, les constructions et leurs dépendances en venant même qu'à se toucher entre elles. Ainsi, on peut souligner sur Amherst la présence d'une tannerie ainsi qu'un atelier de peinture, tous deux des constructions de trois étages. Sur la rue Wolfe, on remarquera que les bâtiments se rattachent plus au corpus bâti du quartier environnant avec des édifices résidentiels de type multiplex de hauteurs variant de 1 à 3 étages, revêtus de maçonnerie. En fonction des cartes ultérieures, on verra que certains de ces édifices pouvaient contenir jusqu'à 8 logements, nous informant une fois de plus sur les difficiles conditions de vie ouvrière de l'époque.

Sur la rue Craig, contrairement au reste de l'îlot on peut voir que l'usage des édifices est principalement commercial, ce qui dénote une certaine notoriété de la rue en elle-même. Les édifices étant majoritairement des constructions en pierre, on peut supposer que ces dernières devaient aussi bénéficier de détails architecturaux plus raffinés que les autres édifices de l'îlot.

1920 à 1940 : Montréal entre deux guerres

Suite au retour des troupes après la première Guerre-Mondiale, on peut assister à une accélération de l'industrialisation dans le secteur et à l'arrivée de nouveaux usages tournants principalement autour de l'alimentation, cette dernière se commercialisant beaucoup au courant des années 30, le concept du supermarché s'implantant la première fois à Montréal en 1934 avec la compagnie *Steinberg*.

À l'échelle du lot, on peut voir s'opérer plusieurs modifications qui reflètent l'évolution industrielle et plus largement le contexte social montréalais. De cette manière sur la rue Craig, au sud de l'îlot, on peut voir que 6 bâtiments sont détruits afin de faire place à une station-service, illustrant du même coup la place grandissante de l'automobile dans la vie des résidents. L'usine de séchage de peaux d'animaux conserve sa fonction première, mais ajoute celle de nettoyage de vêtement exprimant une certaine évolution de la société.



Carte d'assurance incendie de la ville de Montréal en date de 1939 (Source BAnQ)

À l'échelle des bâtiments on peut voir que la partie arrière de l'édifice du 995 Amherst a été démolie pour construire une nouvelle structure en béton armé. Bien que l'ancienne construction soit démolie, l'usage du garage demeure, s'inscrivant dans la logique que cet espace fasse partie d'une chaîne d'assemblage où chaque partie réalise son étape de production. Au niveau des vides entre les différents bâtiments de la conserverie, on peut observer que des constructions annexes sont soit modifiées ou simplement démolies, la voiture ayant remplacé définitivement les chevaux dans le transport.

Sur le terrain de l'actuelle brasserie, on peut remarquer que les bâtiments qui avaient leur façade sur la rue Wolfe sont démolis. Bien que les deux autres bâtiments résidentiels conservent leur forme bâtie, celui portant l'adresse du 1126 De la Gauchetière est transformé en bureaux. Par ces différentes modifications, on peut comprendre que le milieu de vie environnant à l'usine n'est pas très enviable, cette dernière devant produire beaucoup de bruit et d'odeurs inintéressantes, tout comme les autres usines du secteur.

Au niveau du coin des rues Amherst et De la Gauchetière, on voit apparaitre un bâtiment d'un étage, construit en bois et d'une très faible profondeur. Ce bâtiment était probablement une construction très temporaire reliée à la vente du bois de chauffage, car après 1930, il disparaitra des plans du secteur.

1950 à 1960 : Montréal après la Seconde Guerre Mondiale

Suite à la fin de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et la reprise économique en découlant, on peut observer une multiplication des industries s'installant dans le secteur, confirmant le rôle industriel de ce dernier qui bénéficie de la main d'œuvre que lui procure sa proximité avec le *''Faubourg à m'lasse''*. Parmi les industries qui s'installent dans le secteur, on en voit beaucoup reliées au secteur de l'automobile, tels des fabricants de pneus et des garages de vente ou réparation d'automobiles démontrant du même coup l'influence importante de cette dernière au niveau du contexte bâti. Au niveau de la population on peut constater dans les écrits du *mensuel des Prêtres et Laïcs*[9] de que la population du secteur est moins fortunée et scolarisée que la moyenne de la population de l'île de Montréal, les familles plus fortunées cherchant à s'installer plus en périphérie de grands centres urbains, dans les quartiers inspirés de la banlieue américaine.

En réponse au besoin grandissant de parcourir de longues distances en voiture de manière quotidienne, on peut voir une des premières grandes opérations urbaines montréalaises prendre forme. De 1952 à 1953, des centaines de résidences sont démolies dans le secteur de manière à permettre la réalisation du boulevard René-Lévesque. Cette opération en plus de faciliter l'accès au centre-ville en voiture via une voie rapide aura pour effet d'accélérer la mise en place de nouvelles industries dans le secteur qui n'utilisent plus le train ou le bateau pour transporter leur marchandise, mais bien les voies terrestres.

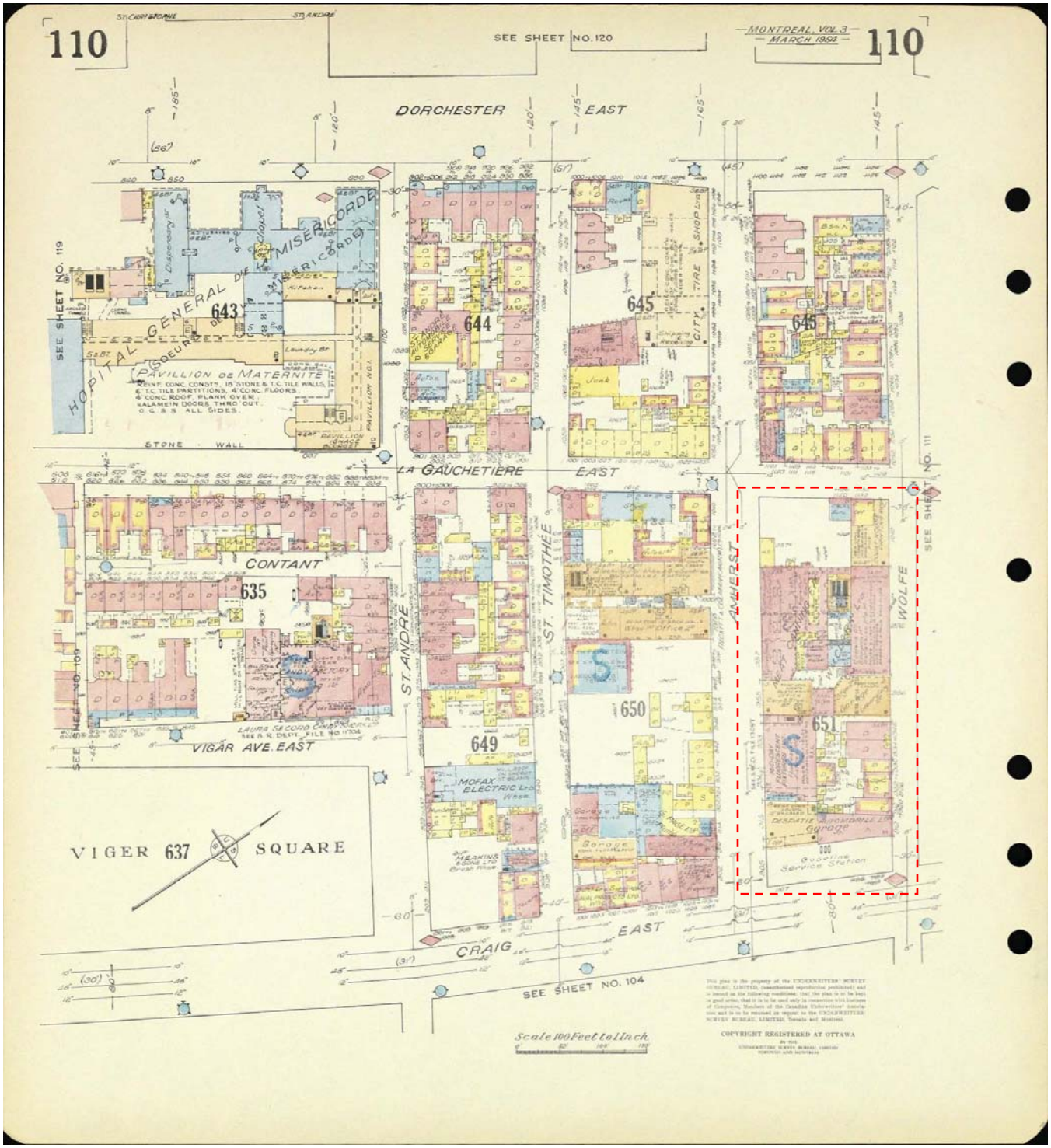
À l'échelle des lots à l'étude on peut voir dans un premier temps des changements au niveau de l'usage des bâtiments. Le nettoyeur situé au sud du 995 Amherst devient une usine d'appareils pour lampes fluorescentes. La station-service et le garage donnant sur la rue Craig s'agrandissent pour devenir l'entreprise *Despatie Automobile*, ce qui est rendu possible suite à la démolition des deux derniers édifices résidentiels au coin des rues Craig et Wolfe.

Plus au Nord, toujours vers 1953 l'édifice au 1120 De la Gauchetière est détruit et un garage y est construit à sa place, le volume construit de ce dernier correspond en partie aujourd'hui à la portion centrale de l'édifice de la Brasserie donnant sur la rue De la Gauchetière. L'édifice voisin quant à lui qui avait un usage de bureau est agrandi de manière à y accueillir une imprimerie. En fonction de l'information recueillie, cette imprimerie aurait été reliée dans la publication de la documentation du palais de justice de Montréal. Avec cet agrandissement sur deux étages, on voit se dessiner toute la portion élevée, donnant sur la rue Wolfe, du bâtiment de la brasserie actuelle.



[9] http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2632241

Image démontrant l'implantation du garage *Despaties Automobile* après la démolition des 2 édifices sur la rue Craig. (Source Fond Armor Landry)



Carte d'assurance incendie de la ville de Montréal en date de 1953 (Source BAnQ)

1960 à 1975 : Montréal la moderne et le progrès

Au début des années 60, tout le Québec est en ébullition, la Révolution tranquille réforme toutes les institutions afin de marquer une distanciation entre la politique et la religion catholique. De son côté, la ville de Montréal se prépare à recevoir l'Exposition Universelle de 1967 ainsi que les Jeux Olympiques d'été de 1976 et du même coup, les représentants du monde entier. À cette fin, la ville souhaite montrer un visage moderne et faire place au progrès, notion fortement publicisée afin de justifier les changements et actions prises pour entreprendre de nombreux grands chantiers. À cette fin, on entreprend des chantiers titanesques afin de réaliser les infrastructures nécessaires à l'inscription de la ville de Montréal comme une grande métropole du monde. Parmi ces chantiers, on note : les premières stations du métro de Montréal, les installations olympiques, le tunnel Louis-H.-Lafontaine, mais surtout à l'échelle du secteur à l'étude, la maison de Radio-Canada qui est la voisine immédiate de l'îlot étudié.

Afin de réaliser les locaux de Radio-Canada, entre 1963-1964[10] , plus de 5000[11] familles sont expropriées de leurs résidences qui sont entièrement démolies. Le quartier que l'on appelait de manière non officielle : le Faubourg à m'lasse disparait, laissant un immense espace vide de plus de 1 500 mètres carrés au centre de la ville, faisant même disparaitre certaines rues, telle la rue Bonaparte.



Vue aérienne de 1966 démontrant l'ampleur de la démolition effectuée pour la construction de la Maison de Radio-Canada. (Source :Ville de Montréal) En rouge l'îlot à l'étude

Si le milieu de vie de l'îlot à l'étude est profondément chamboulé, il en va de même pour les différents usages et bâtiments qui l'occupent. À ce titre on peut voir tous les édifices situés entre le 995 Amherst et la rue Craig être eux aussi expropriés de manière à faire temporairement un stationnement à l'usage de la ville de Montréal et à plus long terme un projet de voirie structurant pour le secteur. Avec cette démolition, on peut comprendre que le bâtiment de la rue Amherst se retrouve à ne plus être contigu

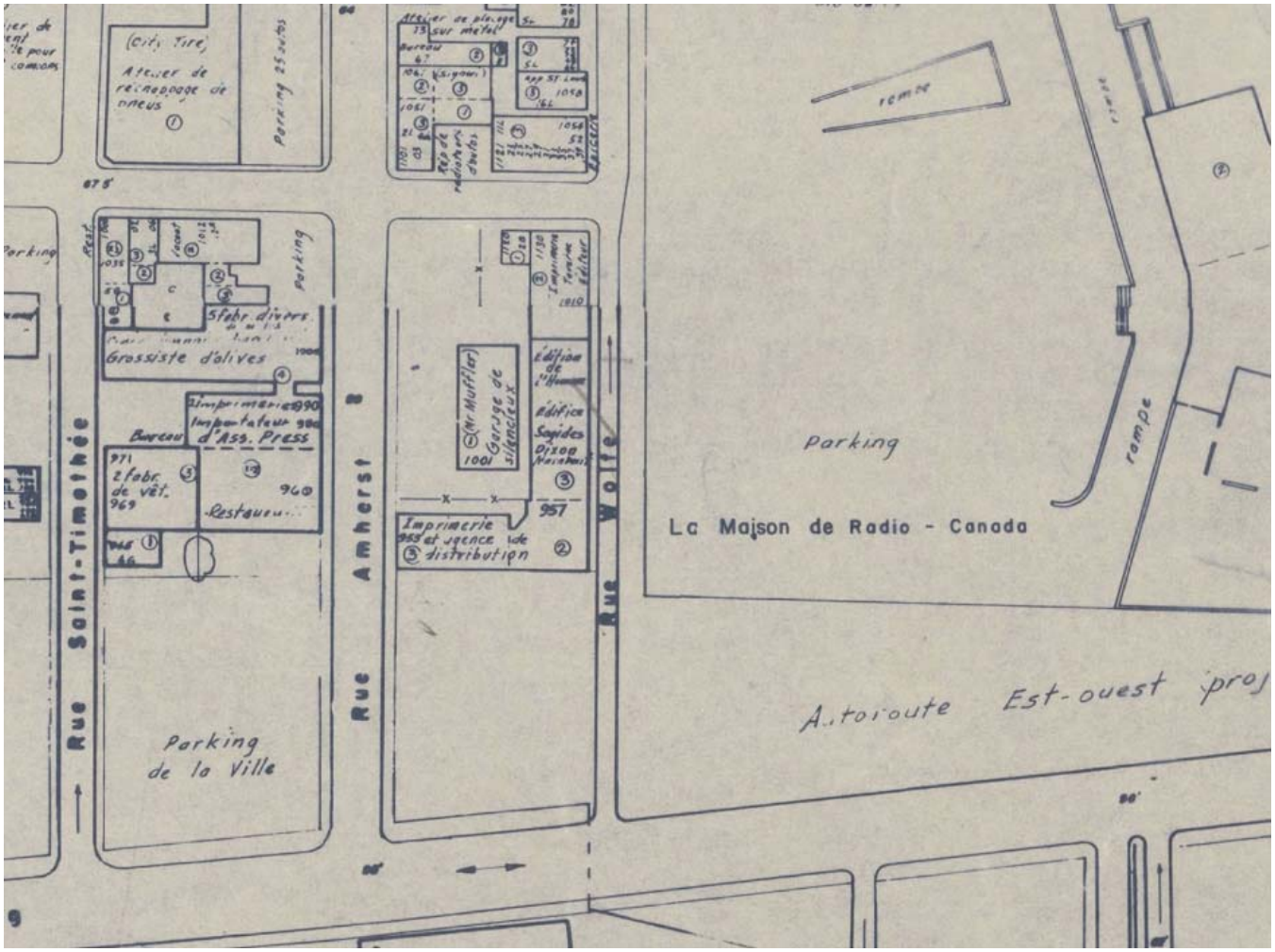
[10] Source : Ville de Montréal
[11] Marc. H, Choko, Centre design : le nouveau Montréal : projets urbains marquants dans le vieux Montréal

dans sa portion de droite, perdant du même coup son importante cheminée et en plus d'être probablement recouvert d'acier à la même période de manière à lui permettre de rester en place.



Image provenant du fonds photographique des bâtiments devant être démolis pour faire place à la Maison de Radio-Canada. Est ici illustré le bâtiment au coin des Wolfe et De la Gauchetière. (Hors site)
(Source : Ville de Montréal)

Si le bâtiment de la rue Amherst est modifié une première fois vers 1963, en devenant un bâtiment uniquement jumelé, il le sera une seconde fois vers 1969 avec le départ de son occupant, la conserverie Clark's. Suite à ce départ, l'ensemble des bâtiments, situés le long de la rue Amherst, servant à la fabrication des conserves et de leur contenu sont démolis pour faire place à un nouveau bâtiment abritant un garage automobile de la franchise de *Mr Muffler*. Ce nouveau bâtiment étant une construction pavillonnaire, c'est donc à cette même époque que la façade latérale gauche du 995 Amherst est réalisée ainsi que les différentes ouvertures s'y trouvant.



Carte d'utilisation du sol de la ville de Montréal en 1975 (Source BAnQ)

Comme l'édifice de la rue Amherst était vacant, on peut voir que l'imprimerie qui occupait les édifices adjacents vient étendre ses activités dans l'édifice à l'étude. Bien que nous ne puissions entièrement valider ce fait, en fonction de l'information disponible, tout porte à croire que le bâtiment de la rue Amherst et celui sur De la Gauchetière aient abrité pendant une certaine période les différentes filiales des *Éditions de l'Homme*[12] et donc que les bâtiments étaient possiblement communicants bien qu'ils aient toujours eu des adresses distinctes.

[12] http://www.editions-homme.com/apropos.aspx

Dans le même ordre d'idée, en recoupant l'information des cartes historiques avec la publicité de la brasserie *''La maison Clavet*[13]*''* on constate que l'imprimerie quitte le rez-de-chaussée de l'édifice sur De la Gauchetière afin de laisser la place à l'établissement en 1969, n'occupant que l'étage avec des bureaux.

En fonction des différentes images aériennes disponibles, on peut voir que la façade de l'édifice du 995 Amherst a été refaite à la même époque, ce qui serait cohérent avec les observations faites in situ au niveau des types de matériaux utilisés. Comme on peut le voir en photo, avant 1963, la façade était beaucoup plus lisse et pâle et les ouvertures semblaient être de plus petites dimensions.



Image démontrant l'ancienne façade du 995 rue Amherst (Source : Ville de Montréal)

[13] Le nom ''la mère Clavet'' est aussi largement utilisé par les résidents ayant fréquenté les lieux et est aussi utilisé sur le bâtiment.

1975 à 1990 : Les années Post-Olympiques

Suite aux grandes années de travaux olympiques, le secteur poursuit sa mutation de manière à s'inscrire dans le modèle urbanistique des grandes villes du monde de l'époque. Au niveau social et urbain, la voiture est depuis longtemps démocratisée, les familles en possédant même souvent plusieurs. À ce titre, la ville ne répondant plus au mode de vie que souhaite la classe moyenne, on peut constater une accélération de l'étalement urbain en fonction de la capacité pour la population de se déplacer rapidement entre deux points sur de grandes distances. Cet attrait du rêve américain pour sortir des limites de la ville pour s'établir dans un milieu où la nature est plus présente implique la réalisation de grands chantiers de construction afin d'agrandir les voies de transport terrestre rendues nécessaires par la multiplication du nombre de déplacements en voiture. Dans la même optique, on peut observer à l'échelle de la ville des destructions massives de milieux de vie aux abords des espaces à bureaux qui se multiplient dans le secteur afin de faire des espaces de stationnement rendus nécessaires pour accueillir les travailleurs.



Image aérienne en date de 1975 démontrant la place que prend la voiture dans l'espace urbain de Montréal
(Source : Ville de Montréal)

Si en 1975 les travaux de la tour de Radio-Canada sont complétés et ceux du Complexe Desjardins en 1976, on peut voir qu'ils se poursuivent au niveau du réseau viaire. Débuté en 1965 par l'expropriation de plus de 850 familles, le chantier de l'autoroute Ville-Marie bat son plein jusqu'en 1985. À l'échelle du terrain à l'étude, le stationnement municipal qui occupait l'espace entre la rue Craig et le bâtiment à l'étude est remplacé par le prolongement de l'avenue Viger Est, nommée en l'honneur Denis-Benjamin Viger, ancien propriétaire des terrains importants dans le secteur[14]. Cette voie est réalisée de manière permettre une circulation locale, l'autoroute Ville-Marie, réalisée en simultanée venant une fois de plus enclaver le secteur, en séparant le territoire de Ville-Marie en deux.

[14] Source : Dictionnaire toponymique de Montréal (Ville de Montréal)

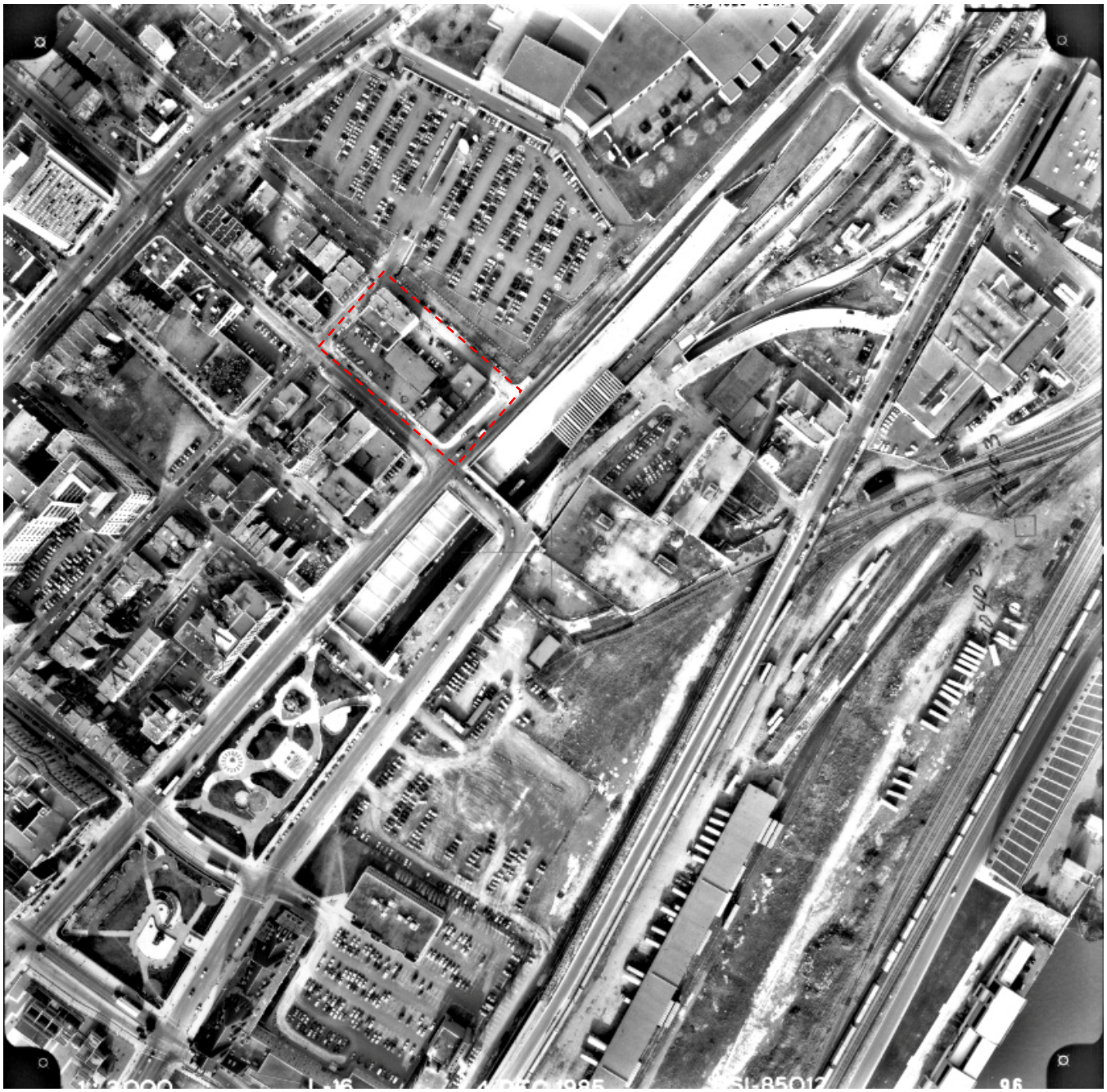


Image aérienne de date de 1985 démontrant la réalisation de l'autoroute Ville-Marie. (Source : Ville de Montréal)

Au niveau du bâti sur l'îlot, on peut voir de grandes transformations. En 1982 la portion de l'imprimerie reliant l'édifice sur Amherst à celui au coin de Wolfe et De La Gauchetière est démolie et remplacée par un espace de stationnement. Dans la même période, la partie basse de la brasserie est agrandie pour venir rejoindre le mur arrière de la partie haute. Si les deux constructions sont de nouveau isolées l'une de l'autre, il en va de même pour leurs usages, la brasserie occupant maintenant les deux étages de l'édifice et l'imprimerie se concentrant dans l'édifice du 995 Amherst que nous pouvons aujourd'hui voir.

Avec cette démolition, on peut comprendre que les activités de l'imprimerie ont soit diminué ou ont été en partie relocalisées. De plus, on peut comprendre que toute la section de mur donnant sur la cour intérieure dans sa portion arrière a été créée suite à la démolition du lien entre les 2 bâtiments. Il en va de même pour le mur de la brasserie donnant sur l'actuel stationnement qui est aujourd'hui recouvert au moyen d'un crépi architectural.



Mur créé sur le 1130 rue De la Gauchetière suite à la démolition du lien entre les 2 bâtiments (Source :LDA)



Mur créé sur le 995 rue Amherst suite à la démolition du lien entre les 2 bâtiments (Source :LDA)

1990 à aujourd'hui : La renaissance de l'est de Montréal

À partir des années 1990, avec le développement du projet *Faubourg Québec* qui souhaite dès 1993 "transformer 77 000 mètres carrés de stationnement en milieu de vie"[15], on voit un nouvel engouement pour la portion est du Vieux-Montréal. Si ce nouvel engouement pour le centre-ville est principalement visible en bordure du fleuve en fonction de l'accès rapide maintenant possible via l'autoroute Ville-Marie, on observe différentes initiatives de plus petite dimension venir redensifier la trame urbaine plus au Nord. Parmi ces initiatives on peut voir que 75% de l'îlot voisin, situé entre le boulevard René-Lévesque Est, St-Timothé et Wolfe est complètement redéveloppé avec des édifices résidentiels de 4 à 9 étages.

À l'échelle de l'îlot, en 2006 on peut assiste à la démolition du garage donnant sur la rue Amherst ainsi que de l'ensemble de ses espaces de stationnement qui l'entouraient au profit d'un projet d'édifices à condominium. Ces édifices, réalisés en 2008[16] sont venus recréer les alignements de construction avec les autres îlots de manière à reformer l'encadrement de rue sur Amherst qui était présent jusqu'en 1975 avec l'usine de la conserverie Clark's. Toujours avec la même série de bâtiments, leur implantation en ligne 0 au coin des rues Amherst et De la Gauchetière est venue habiter le coin de rue, ce qui n'avait pas été fait depuis 1910, en ayant été occupé par des stationnements et un kiosque de vente de bois de chauffage sur une très longue période.

Dans la partie de l'îlot faisant l'objet de l'étude, pour ce qui est de la brasserie au coin des rues Wolfe et De La Gauchetière qui occupe les deux étages de l'édifice depuis 1969, elle cesse complètement ses activités en 2013, laissant le bâtiment entièrement vacant depuis. Pour ce qui est de l'édifice sur la rue Amherst, sans pouvoir donner de date précise, en fonction de l'information trouvée, les *Éditions de l'Homme* auraient quitté l'édifice de la rue Amherst autour de 2010, en simultanée avec sa transition vers le numérique pour une partie importante de sa production ainsi que sa fusion avec le groupe *Quebecor Média.*

En fonction de ces différentes informations, on peut aisément affirmer que les édifices n'ont pas évolué au niveau de leur forme bâtie au courant des deux dernières décennies.



Image satellite de l'îlot à l'étude en date de septembre 2008 (Source : *GoogleEarth*)

[15] Source : Journal Voir, édition du 25 février 1993
[16] Source : Rôle foncier de la ville de Montréal

4 Situation actuelle du bâtiment portant l'adresse du 995 Atateken

4.1 Identification

Nom du bâtiment:	Aucun nom ayant passé à travers le temps n'a été rencontré dans nos recherches ou n'est visible sur le bâtiment.
Numéro civique :	995 Atateken (anciennement Amherst)
Numéros de lots :	1 182 493, tel qu'enregistré au cadastre du Québec
Municipalité :	Montréal, Arrondissement Ville-Marie
Statut patrimonial :	Juridiction fédérale : Aucune Juridiction provinciale : Aucune Juridiction municipale : Aucune

Historique

Date de construction :	1963 selon le registre foncier de la ville de Montréal En fonction de nos recherches, la date de 1963 réfère plus à une date de réfection de façade, la structure en béton armé ayant été réalisée autour de 1906.
Concepteur de la construction:	Inconnu
Propriétaire /constructeur:	Inconnu
Fonction d'origine :	Bâtiment administratif de l'usine de conserve *W.Clark's Ltd.*
Dernière fonction connue :	Imprimerie et bureaux administratifs des *Édifions de l'Homme*
Principales modifications :	La construction actuelle n'est qu'une portion d'un édifice beaucoup plus grand qui a été démolie en plusieurs phases à travers le temps. L'édifice original était composé de plusieurs sections répondant à aux besoins spécifiques de l'imprimerie qui occupait les lieux. La portion actuelle de l'édifice servait originalement aux bureaux administratifs de l'entreprise et à l'entreposage des conserves vides avant leur remplissage.
Propriétaire actuel :	9388-9392 Québec Inc.
Fonction actuelle:	Bureaux/inoccupé

4.2 Analyse des valeurs associées

Valeur urbanistique et paysagère

D'un point de vue urbanistique, l'édifice en soi représente un très faible intérêt patrimonial. La façade donnant sur l'avenue Viger qui était originalement un mur mitoyen et qui aujourd'hui est recouverte de panneaux d'acier en plus d'être aveugle sur une grande partie de sa superficie, ne vient pas participer à l'animation de rue ni à l'occupation du domaine public. De plus, cette absence de présence sur rue de l'édifice fait en sorte de ne pas participer au caractère prestigieux de l'avenue Viger composée d'institutions tels l'*hôtel Viger* et *l'Union Française qui ont leur entrée principale sur cette dernière*.

La façade donnant sur la rue Wolfe est une façade que l'on pourrait qualifier de façade arrière, ne comportant aucun intérêt au point de vue urbanistique, cette dernière n'ayant aucune interaction avec le domaine public, en ayant ni de portes et ni de fenêtres à hauteur d'homme.

La façade de la rue Amherst par ses revêtements et sa hauteur vient répondre à l'édifice en vis-à-vis à l'ouest de la rue, du même coup il marque et occupe le coin de rue, au même titre que tout bâtiment de coin de rue dans la trame orthogonale montréalaise.

Au niveau paysager, seul le gabarit général de la façade représente un certain intérêt, ce dernier venant s'inscrire en continuité, au niveau volumétrique, avec les édifices plus à l'ouest sur Viger pour constituer un front bâti, bien que la façade soit dépourvue de caractéristiques ou de qualités architecturales.

Valeur architecturale

Au point de vue architectural, le bâtiment présente un intérêt faible. Les façades sur les rues Wolfe et Viger étant revêtues uniquement que de tôles d'acier, à l'image d'entrepôts et de percements aléatoires, il est difficile de leur accorder un quelconque intérêt architectural.

La façade sur la rue Amherst pour sa part, bien qu'elle s'inscrive dans un style architectural moderniste propre aux années 60 à 70, ne présente aucun élément architectural hors du commun ou méritant sa sauvegarde. De plus cette dernière, en fonction de notre recherche historique a dû être grandement modifiée au fil des ans, la bâtisse en elle-même étant une construction datant de 1910 et ayant subi plusieurs modifications importantes. La composition architecturale de la façade étant conçue au moyen d'une trame géométrique symétrique, très commune aux immeubles à bureaux de l'époque démontre l'utilisation du béton au niveau structural en étant percée de larges fenêtres, à l'image des édifices du secteur. Les matériaux de revêtement sont constitués majoritairement par des briques d'argile texturées, fort probablement en provenance de la briqueterie Saint-Laurent qui avait jusqu'à récemment son usine sur la Rive-Sud de Montréal. Le matériau de remplissage entre les fenêtres est pour sa part un panneau architectural, fort probablement de la compagnie aujourd'hui connue sous le nom de *Steni*, produit relativement commun dans le corpus bâti commercial montréalais de l'époque.

Valeur d'authenticité

D'un point de vue de l'authenticité, le bâtiment présente un intérêt moyen. Comme démontré au fil de l'étude, le bâtiment que l'on retrouve aujourd'hui sur le site, était autrefois une partie d'un ensemble bâti beaucoup plus grand. À l'époque, il symbolisait l'usage administratif de la compagnie de conserves. Aujourd'hui en étant un bâtiment isolé, dépourvu de ses annexes, bien qu'il reste authentique d'un point de vue de sa structure, les façades ayant été largement modifiées, du point de vue de sa fonction et sa symbolique originale au sein d'un ensemble bâti, il a perdu son authenticité.

Valeur d'usage et communautaire

L'édifice étant un édifice à bureau appartenant à une entreprise privée, il est difficile de lui accorder une valeur communautaire, ce dernier n'ayant jamais été ouvert au public.

Valeur historique

Aucun événement historique n'est relié à l'édifice. Il n'est donc pas possible d'attribuer à l'ensemble une valeur historique.

Valeur artistique et symbolique

L'édifice étant principalement revêtu de tôles d'acier sur les rues Wolfe et Viger, nous ne pouvons attribuer de valeur artistique ou symbolique à ces dernières. Pour ce qui est de la façade sur la rue Amherst et la façade latérale, leur composition moderniste et les matériaux présents ne démontrant pas une sensibilité artistique particulière, ces dernières étant plus attribuables à une philosophie architecturale purement fonctionnaliste propre à l'architecture de l'époque. De ce fait, nous ne pouvons pas attribuer de valeur artistique ou symbolique à l'édifice.

Valeur documentaire

L'édifice par sa façade recouverte de panneaux d'acier sur la rue Viger est l'un des derniers vestiges visibles au niveau architectural de l'impact urbain qu'a eu la réalisation de l'autoroute Ville-Marie et les expropriations rendues nécessaires à la réalisation du chantier.

L'édifice inspiré par une esthétique architecturale moderniste et des matériaux modernes démontre la philosophie de la population québécoise de l'époque la Révolution tranquille, une population qui cherche à s'ouvrir sur le .

Le fait qu'on y ait préparé des produits alimentaires sur une grande période et que la compagnie en elle-même ait occupé une place importante dans l'industrialisation de Montréal n'est plus perceptible aujourd'hui. Le bâtiment à l'étude n'étant qu'une composante d'un vaste complexe qui occupait la majeure partie de l'îlot, il est impossible de rendre perceptible cette histoire des lieux.

Ces trois points nécessitant un niveau d'interprétation important afin de les rendre compréhensibles à la population, nous croyons qu'ils ne peuvent contribuer que faiblement à la valeur documentaire de l'édifice. À ce titre nous croyons que la valeur documentaire de l'édifice devrait être qualifiée comme étant perdue.

Ancienneté

L'édifice étant une structure des années 1910, dont l'enveloppe a été entièrement refaite, visiblement, dans les années 1960, donc de moins que 100 ans, on ne peut lui attribuer de valeur d'ancienneté.

Valeur d'état

L'édifice dans son ensemble est relativement bien conservé bien que des travaux importants soient à prévoir à moyen et long terme afin d'en assurer la pérennité au niveau de ses façades ayant un revêtement architectural original (Amherst et intérieure). Pour les deux façades sur Viger et Wolfe, nous ne pouvons attribuer de valeur d'état à ces dernières, les matériaux les recouvrant étant de l'ordre du revêtement temporaire.



Élévation sur la rue Viger
(Source LDA)



Élévation sur la rue Wolfe
(Source LDA)

5 Situation actuelle du bâtiment portant l'adresse du 1130 De la Gauchetière

4.1 Identification

Nom du bâtiment:	Le nom la Maison Clavet est utilisé sur le bâtiment. Le nom ''la mère Clavet'' est utilisé par les résidents du quartier[17]
Numéro civique :	1 130 rue De la Gauchetière
Numéros de lots :	1 182 490, Tel qu'enregistré au cadastre du Québec
Municipalité :	Montréal, Arrondissement Ville-Marie
Statut patrimonial :	Juridiction fédérale : Aucune Juridiction provinciale : Aucune Juridiction municipale : Aucune

Historique

Date de construction :	1870 selon le registre foncier de la ville de Montréal Après1936 en fonction des recherches effectuées
Concepteur de la construction :	Inconnu
Propriétaire/constructeur :	Inconnu
Fonction d'origine :	Bureaux et imprimerie commerciale
Dernière fonction connue :	Restaurant
Principales modifications :	La construction actuelle est le résultat de nombreux agrandissements faits dans le temps qui ont été unifiés par la réalisation de nouvelles façades en brique et en crépis architectural
Propriétaire actuel :	9388-9392 Québec inc.
Fonction actuelle :	Restaurant/inoccupé

[17] Information reçue au contact de plusieurs citoyens au courant de la visite du bâtiment.

4.3 Analyse des valeurs associées

Valeur urbanistique et paysagère

D'un point de vue urbanistique, l'édifice ne représente pas un grand intérêt patrimonial par son gabarit irrégulier résultant des nombreux agrandissements au fil du temps, sans jamais atteindre la hauteur des édifices voisins, le bâtiment ne joue pas pleinement son rôle d'édifice de coin de rue, bien qu'il soit construit en ligne 0 sur ses deux façades sur rue.

Toujours au point de vue urbanistique, le bâtiment démontre un intérêt uniquement par le positionnement de son entrée sur rue qui rappelle vaguement l'archétype des petits commerces occupant les coins de rue vers 1910.

Au point de vue paysager, il est très difficile d'accorder une valeur patrimoniale au bâtiment, le secteur ayant été totalement chamboulé par l'arrivée de la maison de Radio-Canada dans les années 1970, rendant la notion de paysage pratiquement impossible à définir pour le secteur.

Valeur architecturale

Au point de vue architectural, le bâtiment ne présente aucun intérêt patrimonial, l'ensemble de ses composantes physiques au niveau des revêtements et de ses ouvertures étant très contemporains.

Valeur d'authenticité

D'un point de vue de l'authenticité, le bâtiment ne présente aucun intérêt patrimonial compte tenu que le bâtiment actuel a été lourdement remanié à plusieurs reprises tant au niveau de sa forme bâtie que de ses revêtements.

Valeur d'usage et communautaire

L'édifice a été sur la majeure partie de son existence un restaurant de type brasserie, fréquenté par la population du quartier et plus largement par les employés de Radio-Canada. Le restaurant n'était pas considéré comme une institution significative à l'échelle de l'île de Montréal et n'a jamais été désigné comme un point de rassemblement communautaire. Le restaurant étant fermé depuis 2013 et n'ayant jamais été rouvert démontre que la place qu'il occupait dans la communauté n'en a jamais fait un point de rassemblement naturel d'importance qui lui aurait valu d'être rouvert depuis ce temps.

Avant d'avoir été un restaurant, l'édifice était occupé par une imprimerie, un lieu qui n'est pas ouvert au public.

À ce titre, nous croyons que la valeur patrimoniale pour ce point est faible.

Valeur historique

Aucun événement historique n'est relié à l'édifice. Il n'est donc pas possible d'attribuer à l'ensemble une valeur historique.

Valeur artistique et symbolique

L'édifice étant principalement revêtu de matériaux contemporains qui n'ont aucun lien avec l'évolution de sa forme bâtie ou encore avec son histoire, il n'est pas possible d'attribuer une valeur artistique ou symbolique à l'édifice d'un point de vue patrimonial.

Valeur documentaire

L'édifice dans sa forme actuelle ne permet pas d'accorder de valeur documentaire à l'ensemble au point de vue patrimonial étant donné que l'ensemble du bâtiment a été remanié de manière à faire oublier qu'il est le résultat de plusieurs étapes de transformation. De plus, l'usage de restaurant/brasserie ne nous renseigne nullement sur les habitudes de vie de la population antérieure du quartier.

Ancienneté

L'édifice étant une structure réalisée en plusieurs temps entre 1936 et 1985, il n'est pas possible de lui accorder de valeur d'ancienneté au point de vue patrimonial.

Valeur d'état

L'édifice dans son ensemble est relativement bien conservé bien que des travaux importants soient à prévoir à moyen et long terme afin d'en assurer la pérennité au niveau de ses façades. Les espaces intérieurs ayant été abandonnés sur une longue période dans leur état au moment du dernier quart de travail, plusieurs sections devront être refaites de manière à les rendre salubres.

5 Synthèse des valeurs patrimoniales

Compte tenu de la faible valeur de l'édifice du 995 Atateken et de la très faible valeur patrimoniale de l'édifice du 1 130 De la Gauchetière, nous croyons que le remplacement des édifices existants par une nouvelle construction est acceptable au point de vue patrimonial. Pour que le projet constitue une bonification au cadre bâti tout en s'intégrant aux différentes typologies du secteur, nous émettons les recommandations suivantes en fonction des différentes échelles de perception que pourraient avoir le nouvel édifice.

Recommandations

Au point de vue urbanistique, nous croyons que le nouveau projet devrait reprendre les différentes caractéristiques des rues sur lesquelles il donnera de manière à créer une continuité visuelle avec le corpus bâti et le redéveloppement prévu sur le site actuel de Radio-Canada.

Général

En fonction de la configuration du site et de son développement, nous croyons qu'il serait intéressant que le projet intègre ou réinterprète le milieu d'activité que devait être le centre de l'îlot. Bien qu'il n'y ait jamais eu de véritables ruelles dans l'îlot à l'étude, on peut observer sur les différentes cartes historiques qu'il y avait des espaces extérieurs entre les différents bâtiments et que ces derniers devaient servir à l'activité humaine.

À l'image du secteur, nous croyons que la nouvelle construction devrait tendre à être réalisée à proximité de sa marge avant de manière à venir encadrer le domaine public.

Rue Wolfe

Le site à l'étude occupant l'ensemble du côté de l'îlot donnant sur Wolfe, il nous semble primordial que l'édifice présente un certain nombre de subdivisions au niveau de son enveloppe de manière à rappeler le parcellaire et la trame urbaine propre au secteur. Dans tous les cas, le projet devrait valoriser la création d'une image forte à l'échelle de la rue de manière à éviter la monotonie ou la répétition.

Rue De La Gauchetière

La rue De La Gauchetière étant de gabarit beaucoup plus réduit que les 3 autres rues du projet, la composition d'ensemble de l'édifice devrait tendre à être morcelée de manière à rejoindre le gabarit des édifices voisins. Dans la même optique, il serait intéressant que l'élévation présente un certain nombre de portes d'entrées ou d'accès de manière à favoriser une lecture à l'échelle humaine de la façade.

Rue Amherst (Atateken)

La rue Atateken étant une rue à usage mixte, la façade devrait tendre à venir occuper et animer le domaine public dans le but de créer une continuité visuelle avec le reste de l'élévation de rue. Au point de vue du gabarit de construction, l'édifice devrait tendre à atteindre la hauteur maximale permise de manière à venir marquer l'importance du coin de rue. Bien qu'il soit souhaitable que l'édifice tende à rejoindre la hauteur de construction maximale permise, il serait intéressant que la composition de l'élévation sur rue soit modulée de manière à créer une transition avec les édifices adjacents de plus petit gabarit.

Avenue Viger.

L'édifice devrait tendre à atteindre la hauteur maximale permise pour le secteur de manière à renforcer la continuité visuelle de l'élévation de rue avec les bâtiments existants sur Viger. L'édifice devrait faire l'objet d'une attention particulière au niveau de son entrée afin qu'elle ait une signature distinctive et prestigieuse dans l'ensemble de la composition des nouvelles façades.

6 Documentation

MARSAN, Jean-Claude. Montréal en évolution : Quatre siècles d'architecture et d'aménagement, Presses de l'Université du Québec, 2016

RÉFÉRENCES ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'URBANISME. Mieux comprendre le patrimoine architectural pour mieux le préserver : les styles architecturaux courants au Québec, guide de référence.

RÉFÉRENCES ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'URBANISME. Mieux comprendre le patrimoine architectural pour mieux le préserver : les styles architecturaux courants au Québec, guide de référence.

COLLECTIF : Le mensuel des Prêtres et laïcs, éditeur inconnu, édition Juin-juillet 1970

COLLECTIF : Reports from commissioners: eighteen volumes, Volume XXIV, 1837

Sites web consultés :

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. Collection numérique. En ligne : www.banq.qc.ca

COMMISSION DE LA TOPONYMIE DU QUÉBEC. :
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/Fiche.aspx?no_seq=195510

ENCYCLOPÉDIE DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC. En ligne :
http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/

HISTOIRE DES CHEMINS ANCIENS. En ligne :
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8817,99657734&_dad=portal&_schema=porta

RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC. La Prairie. Culture et Communications, Québec. En ligne : www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca

HERITAGE MONTRÉAL. En ligne : www.héritagemontréal.org

MONTRÉAL EXPLORATIONS. En ligne : https://montrealexplorations.org

VILLE DE MONTRÉAL. En ligne : www.ville.montréal.qc.ca

ARCHIVES PHOTOGRAPHIQUES DE LA STM : www.stcum.qc.ca/en-bref/tramways/index

ARCHIVES DES PRÊTRES DE SAINT-SULPICE DE LA PROVINCE DU CANADA :

http://www.sulpc.org/sulpc_univers_culturel_archives.php

RÔLE FONCIER DE LA VILLE DE MONTRÉAL

https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/sel/evalweb/index

DICTIONNAIRE TOPONYMIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11241558&_dad=portal&_schema=PORTAL

DICTIONNAIRE TONOMYMIQUE DU QUÉBEC

http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/accueil.aspx

SERVICE DE GÉOMATIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

http://donnees.ville.montreal.qc.ca/dataset/photothequ

ARCHIVES PHOTOGRAPHIQUES DU MUSÉE MC CORD

https://www.musee-mccord.qc.ca/fr/?gclid=EAIaIQobChMIv__F5JfU6gIVAuDICh1Zmw_tEAAYASAAEgLqbPD_BwE

Cartographie

Sources des références cartographiques :
BANQ —Bibliothèque et archives nationales du Québec (consulté le 2020/06/14) URL : www.banq.qc.ca

JOHNSTON, John (1872) Map of the island and city of Montreal compiled from the latest surveys; GEO. E. Desbarats; Montréal

HOPKINS, Henry W. (1879) Atlas of the city and island of Montreal, Provincial surveying and Pub. Co. ; Montréal

GOAD, Charles E. (1906) Insurance plan of the city of Montreal, Volume III; Toronto: Chas. E. Goad; Montréal

GOAD, Charles E. (1915) Insurance plan of the city of Montreal, Volume III; Toronto: Chas. E. Goad; Montréal

GOAD, Charles E. (1939) Insurance plan of the city of Montreal, Volume III; Toronto: Chas. E. Goad; Montréal

Underwriters' Survey Bureau (1939) Insurance plan of the city of Montreal, Volume III; Toronto: Chas. E. Goad; Montréal

Underwriters' Survey Bureau (1955) Insurance plan of the city of Montreal, Volume III; Toronto: Chas. E. Goad; Montréal

Service d'urbanisme de la ville de Montréal (1982) Plan d'utilisation du sol de la ville de Montréal ; Montréal

LUC DENIS
ARCHITECTE

1 130 rue De la Gauchetière

DOSSIER 21880

OBJET : Étude de l'état actuel

Projet soumis à la Ville de Montréal:

Pour le compte de :
9388-9392 Québec Inc.
1215 Boulevard Robert-Bourassa
Montréal, (Qc)
H3B 0C3

Montréal, le 25 septembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction

1.1 Mandat p. 3

2. Analyse p. 4

2.1 Description générale
2.2 Morphologie du bâtiment
2.2 Aspect extérieur
2.3 Aspect intérieur

3. Synthèse p. 9

4.Plans de l'existant p.11

5. Photographies de l'existant p.12

1. INTRODUCTION

1.1 - Le Mandat

Luc Denis Architecte a été mandaté pour étudier l'état général de l'édifice portant l'adresse civique du 1 130 rue De la Gauchetière, situé sur le lot 1 182 490, dans l'arrondissement Ville-Marie de la ville de Montréal.

Ce document est un avis préliminaire sur les conditions actuelles de l'édifice réalisé à partir d'inspections visuelles au courant de visites du bâtiment effectuées le 19 mars et le 26 août 2020. De plus, les différentes observations sont basées sur des visites répétitives sur le site du bâtiment afin de valider l'état des différentes composantes au fil des saisons.

2. ANALYSE

2.1 - Description générale

L'immeuble à l'étude est un édifice commercial de 2 étages, avec un revêtement de brique et de crépi avec un toit plat, construit en plusieurs phases à partir du début du 20ème siècle, tel que le démontre l'étude patrimoniale du bâtiment, bien qu'il soit inscrit 1870 au rôle foncier de la ville. À ce titre, le bâtiment ayant été conçu pour répondre à des exigences de différents usages au fil des époques, son système constructif mixte démontre un niveau de connaissances architecturales et techniques plus élevées que celles utilisés pour les constructions de la même époque, souvent réalisées entièrement en bois.

Bien que la date de 1870 soit celle indiquée officiellement au rôle foncier comme date de construction du bâtiment, possiblement suite à l'absence de demandes de permis pour les premières démolitions et transformation importantes, il est facile de distinguer à l'intérieur et l'extérieur du bâtiment des signes que ce dernier a été construit à une date ultérieure. De cette manière la date de construction indiquée au rôle foncier nous semble erronée.

La dernière rénovation intérieure majeure de l'édifice date de 1969, soit la date d'ouverture du restaurant la mère Clavet.

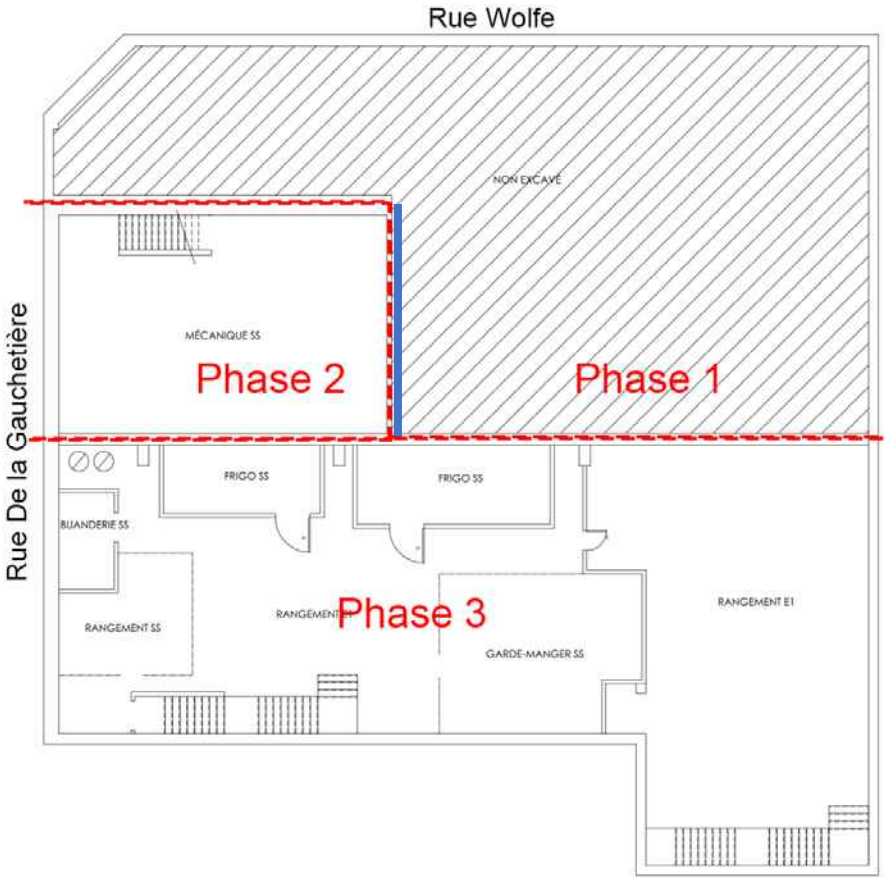
2.2 – Morphologie du bâtiment

En fonction des conclusions de l'étude patrimoniale du bâtiment et des visites in-situ, on peut constater que l'édifice est constitué de 3 sections conçues et réalisées de manière distinctes, à des époques distinctes. Ainsi on peut voir que la première section de l'édifice est constituée de la section du bâtiment d'une largeur de 7.91 mètres à partir de la rue Wolfe jusqu'à la première porte d'issue. Cette première partie de l'édifice est une construction sur dalle qui ne comporte pas de sous-sol.

La seconde partie de l'édifice, la plus ancienne, est mitoyenne à la première et s'étend sur 6.48 mètres soit, jusqu'au point où l'édifice réduit en hauteur d'un étage. Cette seconde section de l'édifice est une construction dont le sous-sol est composé de murs en moellon. Contrairement aux deux autres phases du bâtiment, cette dernière ne fait pas toute la profondeur du terrain. Dans cette optique, il faut comprendre que cette dernière joue un rôle important dans toute la structure de l'édifice, le mur parallèle à la rue De la Gauchetière, au centre de l'édifice reprenant des charges provenant de l'ensemble de la construction.

La troisième section de l'édifice, la plus récente, fait une longueur de 11.59 mètres sur la rue De la Gauchetière. Cette section de bâtiment sur un seul étage a pour sa part un sous-sol en béton d'une hauteur sous plafond d'environ 4.2 mètres.

L'ensemble de la construction hors-sol est une construction mixte en acier et en bois.



Plan démontrant les différentes phases de construction de l'édifice ainsi que le mur reprenant les charges de l'édifice (Bleu)

2.3 – Aspects extérieurs

Façade avant (Rue De la Gauchetière)

-Plusieurs fenêtres sont en fin de vie utile. Ce vieillissement prématuré peut s'expliquer pour certaines fenêtres qu'elles sont utilisées comme fenêtre tympan, se retrouvant à l'intérieur dans des sections de bâtiment non chauffées.
-Les portes secondaires donnant sur la rue sont en fin de vie utile et présentent les signes d'infiltration d'eau.

Façade latérale Ouest (Rue De la Gauchetière)

-Le crépi de l'élévation latérale Ouest nécessite une attention particulière. Par endroits, principalement dans les parties inférieures des murs, on peut observer que le crépis tend à tomber, laissant le revêtement intermédiaire exposé aux intempéries.
-L'escalier d'issue conduisant à la toiture devrait être mieux entretenu de manière être plus sécuritaire. On peut observer plusieurs traces de rouille sur l'ensemble de ce dernier.

Façade avant secondaire (Rue Wolfe)

-L'ensemble du revêtement en crépi devrait être refait à neuf de manière à assurer l'étanchéité du système de revêtement.

Façade latérale Sud (Rue Wolfe)
-L'ensemble du revêtement mural en crépi devrait être refait à neuf de manière à assurer l'étanchéité du système de revêtement.
-Le crépi de la fondation devrait être repris sur l'ensemble de l'élévation de manière à assurer la préservation du béton.

Toiture

-Lors de notre visite, nous avons été à même de constater qu'une famille de raton laveurs avait élu domicile dans un appentis du toit. Il est donc à prévoir qu'une partie de l'isolant de toiture sera contaminé par des déjections animales et qu'une partie du système électrique pourrait être endommagé.
-Certaines parties de la toiture ont été recouvertes par des débris sur une longue période ce qui a causé de l'usure prématurée de certaines sections de la membrane de toit.
-Comme le bâtiment n'est plus occupé depuis une longue période, il est à prévoir que la membrane de toit aura subi un stress anormal résultant de faible chauffage de l'édifice en hiver.

2.3 - Aspects intérieurs

Sous-sol

-La partie centrale du sous-sol, réalisée en moellon présente des déformations importantes sur l'ensemble de ses murs. (Voir page 16)

-La partie centrale du sous-sol présente des traces d'efflorescence et tend à se désagréger. (Voir page 16)

-Les escaliers des deux sections de sous-sol présentent de fortes pentes et leur conception ne répond pas aux normes de sécurité en vigueur. (Voir page 17)

-La section plus récente du sous-sol en béton démontre des traces d'efflorescence sur l'ensemble de sa section donnant sur la rue De la Gauchetière et sur la section mitoyenne avec le voisin. Ces traces d'efflorescence démontrent une mauvaise étanchéisation de la fondation dans sa partie extérieure.

Rez-de-chaussée

-L'ensemble des surfaces du rez-de-chaussée sont revêtue d'éléments de décor empêchant d'observer l'état de la structure. En fonction des observations faites au sous-sol, il est à prévoir que les murs extérieurs donnant sur la rue De la Gauchetière et sur l'élévation latérale de la rue Wolfe présentent des affaissements aux jonctions des différents phases de construction.

-Le rez-de-chaussée comporte plusieurs niveaux de plancher. L'ensemble des escaliers de cet étage sont non conformes et présentent un danger réel pour les utilisateurs. Ces escaliers sont ouverts et non encloisonnés. Le parcours de l'escalier à l'issue n'est pas conforme. Ces escaliers et leurs accès devraient être reconfigurés de manière à assurer minimalement la sécurité des usagers.

-L'ensemble des finis intérieurs sont en fin de vie utile et devraient être changés.

-L'ensemble des appareils sanitaires sont en fin de vie utile.

-La plomberie présente des signes de fin de vie utile. Il a été possible d'observer des traces de fuites d'eau au niveau des salles de bain, de la cuisine et de la salle à manger.

-La largeur des issues des salles de bain sont non conformes au niveau de leur largeur. (Voir page 18)

-La structure du plancher du rez-de-chaussée a été doublée par endroits. Malgré cette opérations certaines sections du plancher manquent de rigidité et devraient être fortifiées à nouveau.

Étage

-L'issue de secours principale de l'aire de plancher est non conforme et présente un risque sérieux pour les utilisateurs :

_Le revêtement de plancher est inégal et en mauvais état;

_L'issue comporte un usage; (Voir page 21)

_La configuration des paliers est non conforme;

-La seconde issue de l'aire de plancher, passant par le toit de l'édifice, est non conforme au niveau de sa configuration et au niveau de la protection des usagers :

_La section extérieure de l'issue ne protège pas les utilisateurs en étant une structure combustible directement exposée à l'étage inférieur.

_La composition du toit du rez-de-chaussée ne comporte pas de composition particulière permettant d'assurer la résistance au feu requise pour protéger l'issue.

_La passerelle permettant de traverser le toit est en mauvais état.

-L'ensemble des finis intérieurs sont en fin de vie utile et devraient être changés

-L'étage comporte plusieurs niveaux de plancher. L'ensemble des escaliers de cet étage sont non conformes et présentent un danger réel pour les utilisateurs.
-Le plancher de l'étage présente différentes pentes conduisant vers le centre de l'édifice démontrant un problème d'affaissement au niveau de la structure.

Issues
Les escaliers d'issues ont plusieurs lacunes :

- Aucun escalier n'est encloisonné sur les 3 étages.
- Aucuns corridors d'accès à l'issue ne sont conformes; plusieurs usages sont en cul de sac ou donne sur le corridor d'issue.
- La largeur de certains escaliers, paliers, et portes ne sont pas conformes.

Pour utiliser l'immeuble à des fins résidentielles, il serait nécessaire de reconstruire les escaliers d'issues de l'immeuble ainsi que les parcours aux issues. La modification des escaliers et des issues afin d'avoir les dimensions minimales requises ainsi que des configurations sécuritaires forcera à repenser une partie de la structure du bâtiment de manière à reprendre les charges de l'édifice.

Enveloppe du bâtiment
La dernière rénovation majeure date de 1969 soit 50 ans.
Le revêtement en Adex en façade est plus récent; cependant celui-ci a été construit sans chambre d'air à l'arrière du panneau de polystyrène. Ce procédé a toujours des répercussions importantes sur la pérennité du mur à long terme.
Le revêtement de crépi à l'arrière est en mauvais état.
Les fenêtres sont en fin de vie utile, et tous les jointements sont à refaire.
Les murs extérieurs semblent d'origine et leur conception est maintenant hors norme tant au niveau de l'isolation thermique que de l'étanchéité.
Les toits ont été refaits, peut-être il y a 15 ans.
Le mur construit sur le coté et à l'arrière de la partie à 1 étage en revêtement de crépi a de nombreuses fissures assez profondes, celles-ci doivent pénétrer le mur coupe-feu privatif.
Mécanique de bâtiment
Tous les systèmes mécaniques datent de la dernière rénovation intérieure majeure soit en 1969 lors de l'ouverture du restaurant la Mère Clavet. Les systèmes de mécaniques ont donc plus de 50 ans, et sont en fin de vie utile.

- **Chauffage**
  Le système de chauffage à plinthe électrique est installé aléatoirement dans l'édifice et certaines pièces ne sont pas chauffés.
- **Climatisation**
  La climatisation ajoutée au fil des ans est présente dans une partie de l'édifice seulement.
- **Ventilation**
  Un équipement d'apport d'air frais au toit a été constaté.
- **Plomberie**
  La plomberie et leurs équipements semblent datés de la dernière rénovation. Les entrées de service présentent un niveau élevé de corrosion et devraient être refaites de manière à minimiser le risque d'inondation. (Voir page 17)
- **Électricité**
  Les systèmes électriques en place semblent datés de la dernière rénovation
- **Sécurité incendie**
  Le système de sécurité incendie semble d'origine.

3. SYNTHÈSE

Fondations

Les fondations de la 2ème et 3èmeparties de l'édifice présentent des dommages importants. Par leur position dans l'édifice et du rôle important qu'elles jouent à l'échelle du bâtiment, ces dernières devraient être refaites complétement de manière à assurer la stabilité de l'ensemble du bâtiment,

Structure

En plus des faiblesses structurales constatées par l'ingénieur de structure, l'utilisation de l'immeuble à des fins résidentielles nécessiterait de reconstruire les escaliers d'issues de l'immeuble ainsi que les parcours aux issues sur les 3 étages. La modification des escaliers et des issues afin d'avoir les dimensions minimales requises ainsi que des configurations sécuritaires forcera à repenser une partie de la structure du bâtiment de manière à reprendre les charges de l'édifice.

Enveloppe et ouvertures

Les revêtements extérieurs de maçonnerie et le toit sont dans un état acceptable. Les revêtements de murs arrière en crépi sont à refaire car des fissures importantes y ont été observés. Le revêtement d'Adex est construit de façon non conforme sans chambre d'air à l'arrière du polystyrène.
Il sera nécessaire de refaire l'étanchéité de toutes les composantes extérieures.
La majorité des fenêtres devront être changées sur tout le périmètre de l'édifice.

Toiture

Il devrait être prévu de faire une étude thermographique de la toiture de manière à valider l'étendue des dégâts faits par les ratons-laveurs. Dans tous les cas, il sera nécessaire à court ou moyen terme de penser refaire les membranes et l'étanchéisation sur l'ensemble de la surface du toit ainsi qu'à retravailler l'isolation du toit.

Mécanique de bâtiment

Tous les systèmes mécaniques sont en fin de vie utile.

Aménagement intérieur

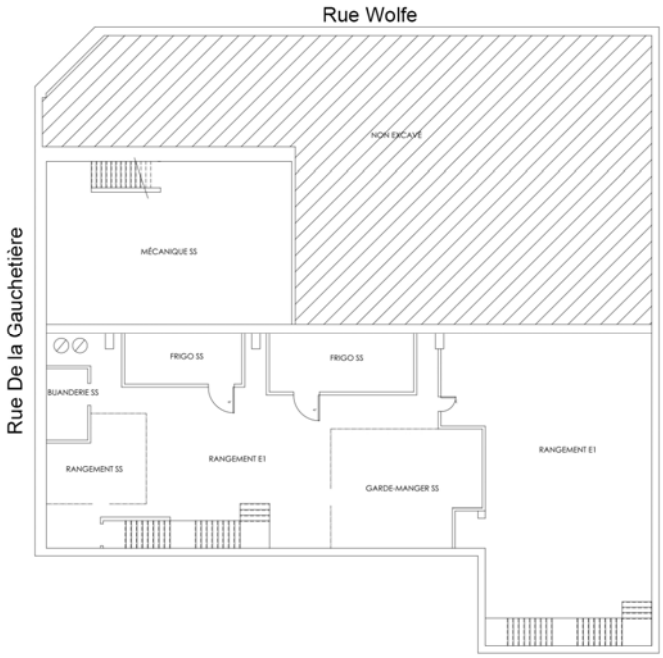
En fonction de l'état des intérieurs de l'édifice, il sera nécessaire de refaire l'ensemble des aménagements intérieurs, incluant l'électricité et la plomberie de manière à répondre aux normes minimales de salubrité et de prévention incendie.

Conclusion

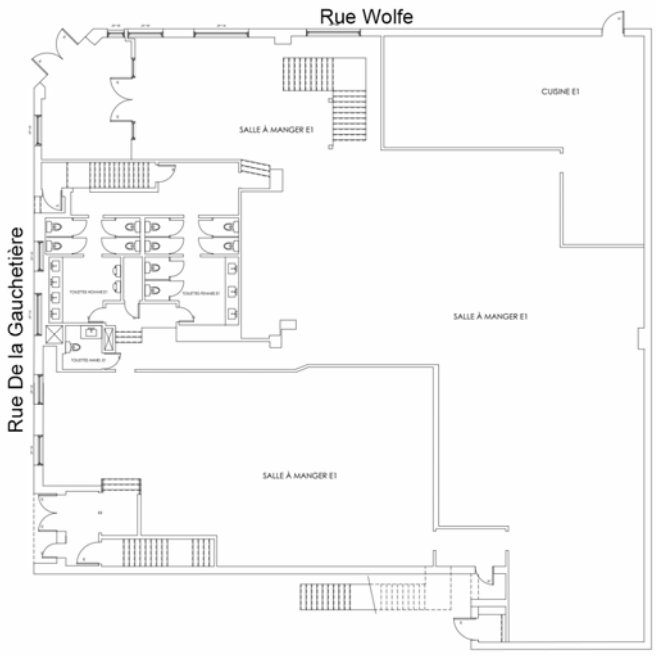
Bien que la bâtisse dans son ensemble puisse paraitre être dans un bon état au niveau extérieur, les faiblesses de sa structure et d'une partie de ses fondations rendent complexe d'envisager la réutilisation et la mise aux normes de ce dernier. Afin de corriger les différentes problématiques soulevées dans le rapport, des transformations importantes de la structure et de l'enveloppe devraient être réalisées. De plus, de manière à brosser un portrait complet de l'état de cette dernière, il serait nécessaire de retirer l'ensemble des revêtements intérieurs qui pour le moment cachent les éléments importants de la structure.

En fonction des modifications requises à la transformation de l'édifice et à son adaptation à un usage résidentiel, nous croyons qu'il est préférable d'envisager son remplacement par une nouvelle construction répondant à l'ensemble des normes de sécurité en vigueur.

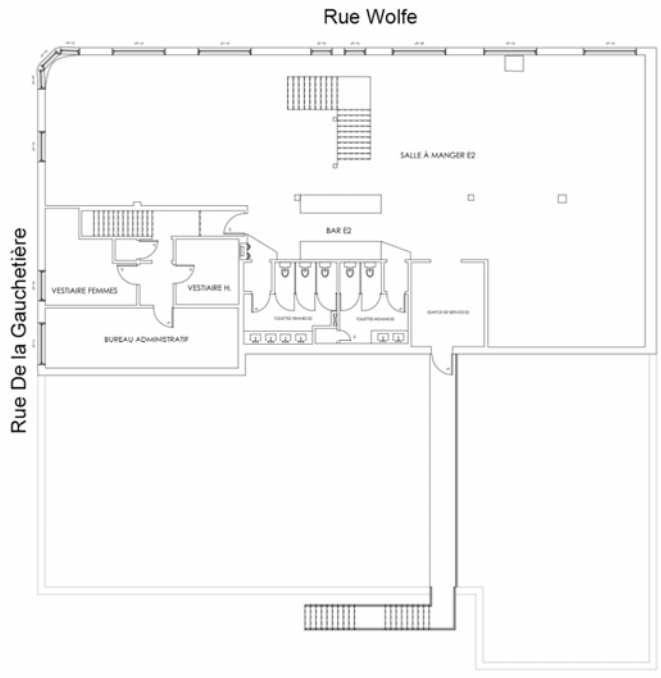
4. PLANS DE L'EXISTANT



Plan du sous-sol



Plan du rez-de-chaussée



Plan de l'étage et de la toiture

5. PHOTOGRAPHIES DE L'EXISTANT

Extérieur

Élévation Wolfe



Élévation De la Gauchetière



Élévation latérale Ouest



État de l’élévation latérale sur la rue De la Gauchetière



Escalier d’issue depuis la toiture, non conforme à la réglementation en vigueur.

Élévation latérale Sud



Vue générale de l’élévation latérale de la rue Wolfe.



Exemple de crépi mural et de crépi de fondation devant être refaits.

Toiture



Vue de la passerelle en toiture présentant un danger pour les utilisateurs.



Exemple d’usure de la membrane en toiture.

Intérieur

Sous-sol



Vue générale du sous-sol



Exemple de fondation présentant des traces importantes d'efflorescence et où plusieurs pierres sont déchaussées.



Escalier dont l'aménagement n'est pas conforme au C.N.B.



Entrées de service présentant des traces de rouille importantes

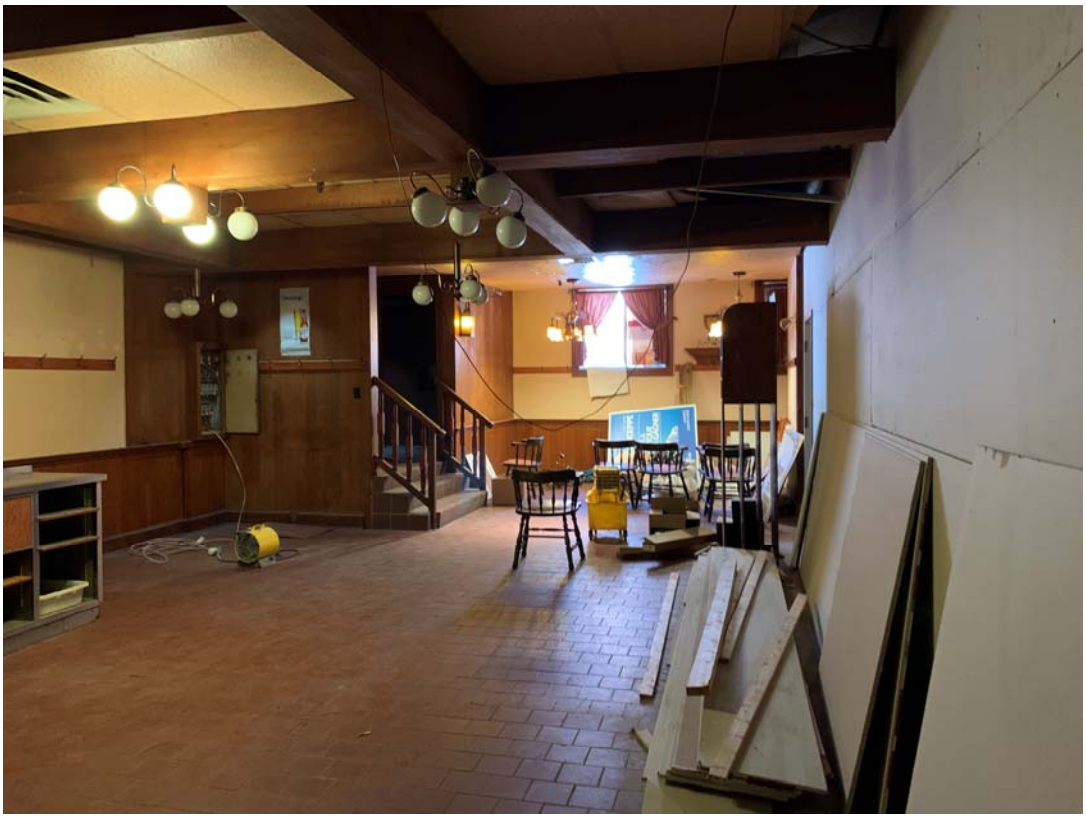
Rez-de-Chaussée¸



Vue générale du RDC montrant les éléments de décor couvrant la structure.



Exemple de parcours présentant un danger pour les utilisateurs et qui devrait être corrigé.



Vue de la salle à manger en direction de la rue De la Gauchetière



Vue de la cuisine en direction de la salle à manger.

Étage



Vue de l’aménagement à l’étage en direction de la cour intérieure



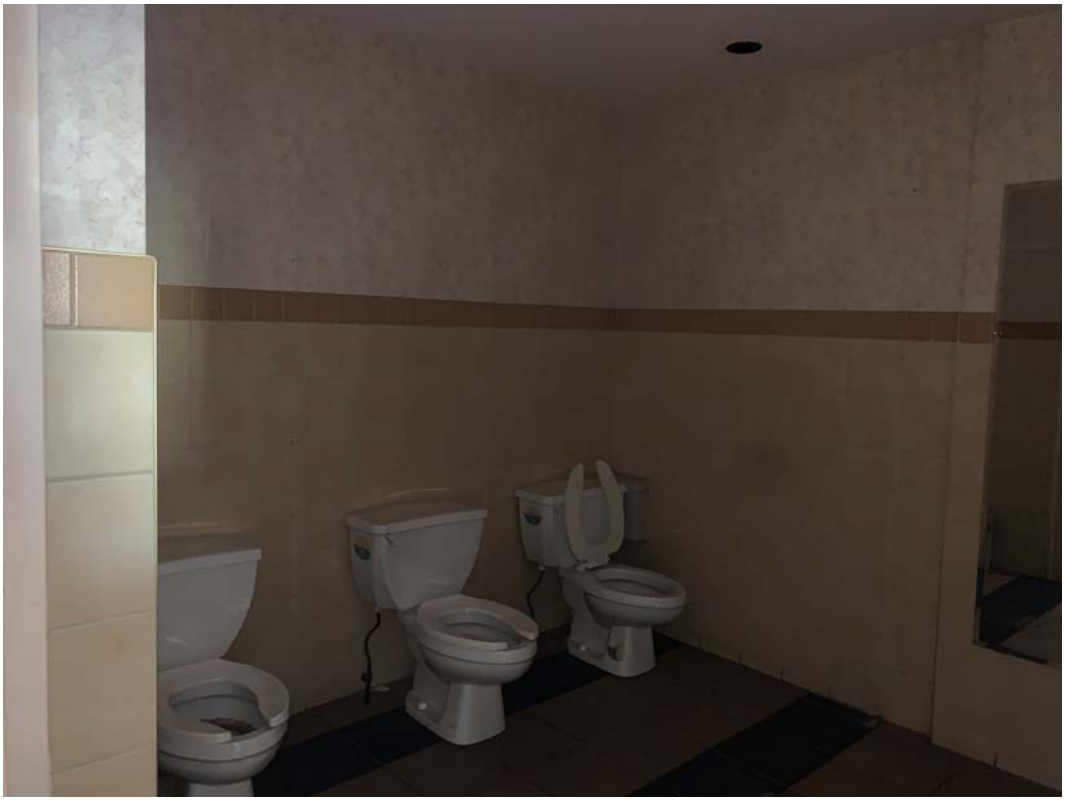
Vue de l’aménagement à l’étage en direction de la rue De la Gauchetière



Vue de l’usage dans l’issue de de secours principal (Bureau)



Vue du bureau à l’étage, en direction de la cour intérieure



Vue de l’aménagement typique des salles de toilette à l’étage

RAPPORT D'EXPERTISE DE STRUCTURE
1130 Rue de la Gauchetière Est., Montréal

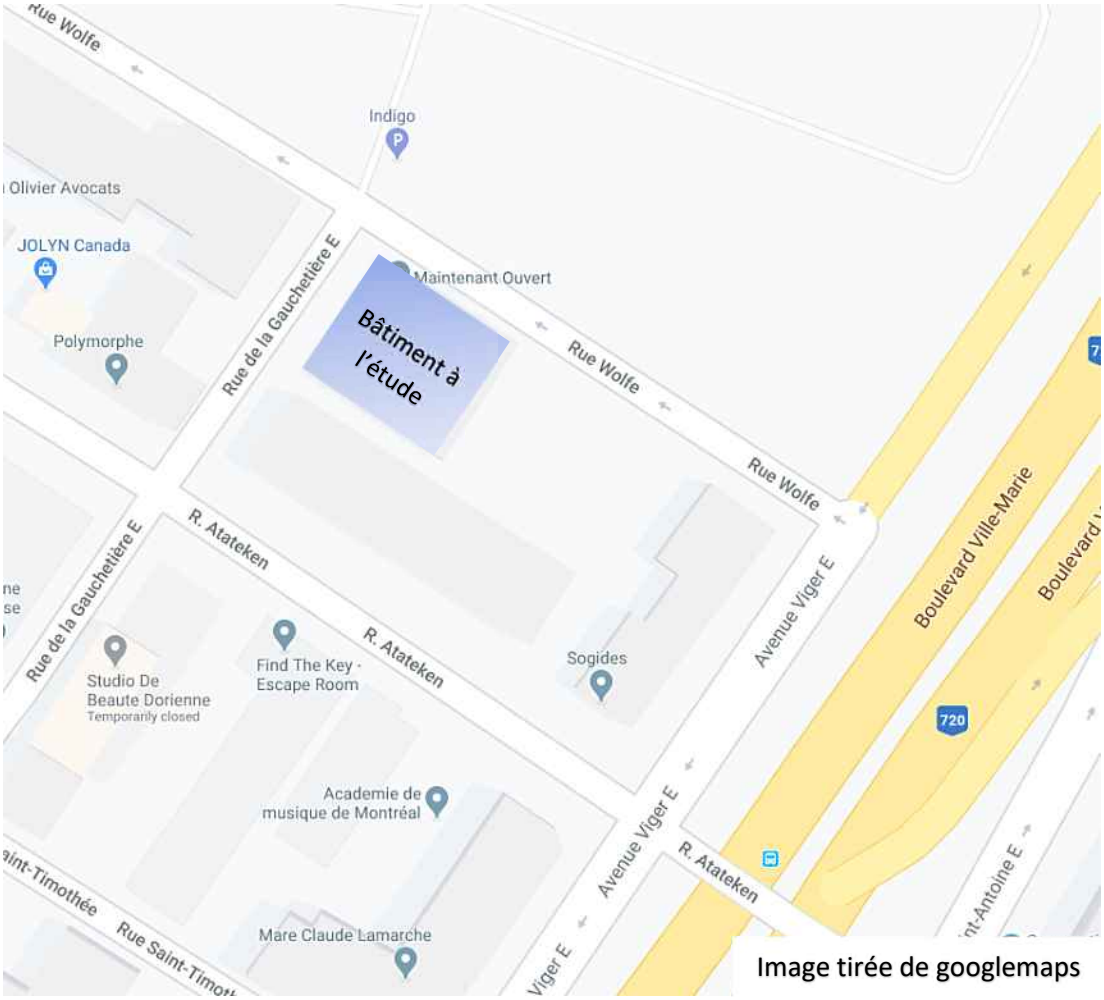


Image tirée de googlemaps

Présenté à

Groupe DACA
Monsieur Bertrand Leboeuf, Président
1215 Boulevard Robert-Bourassa
Montréal (Québec) H3B 0C31

NCK

Firme d'ingénieurs-conseils
1200, avenue McGill Collège, bureau 900
Montréal, Québec H3B 4G7

TABLES DES MATIÈRES

PARTIE 2: Bâtiment situé au 1130 Rue de la Gauchetière Est DESCRIPTION DU BÂTIMENT 3

MÉTHODOLOGIE ET LIMITATIONS 3

1) OBSERVATIONS 4

1.1 Fondations (sous-sol) 4

1.2 Structure des murs et planchers 4

1.3 Revêtements extérieurs 5

2) ANALYSE ET RECOMMANDATIONS. 5

2.1 Fondations 5

2.2 Structure des murs et planchers 6

2.3 Revêtements extérieurs 6

3) CONCLUSION 8

ANNEXE Photos du bâtiment 10

PARTIE 2: Bâtiment situé au 1130 Rue de la Gauchetière Est

DESCRIPTION DU BÂTIMENT

Le bâtiment situé au 1130 rue de la Gauchetière Est a été utilisé comme espace de restauration. Il s'agit d'un bâtiment de deux étages, comportant un sous-sol pour du rangement. Les façades du côté Nord et du côté Est sont en briques, alors qu'un revêtement en crépi est observable sur les façades Ouest et Sud. Les observations sur les différents éléments sont décrites plus loin dans le rapport. Le bâtiment est inoccupé depuis 2016.

D'après la carte de dépôt meuble de Montréal par V. PREST, V.K. et H,Keyser J. (1982), le sol à cet endroit est de type argileux avec traces de sables.

MÉTHODOLOGIE ET LIMITATIONS

NCK a réalisé un examen visuel du bâtiment afin d'évaluer les éléments suivants :

- État général des fondations existantes;
- État général de la structure des murs et planchers
- État général des revêtements extérieurs

Les éléments ont été observés directement, ou grâce à des percées exploratoires.

1) OBSERVATIONS

1.1 Fondations (sous-sol)

Deux sous-sols et deux types de fondations distinctes ont été observés durant l'examen visuel pour ce bâtiment. La fondation au sud-ouest du bâtiment a été identifiée en béton coulé. Les murs de fondation à cet endroit présentaient de l'efflorescence, de la ségrégation ainsi que des fissures. L'efflorescence était présente surtout au pied du mur de fondation. La dalle de béton au sol présentait aussi des traces d'efflorescence et des fissures (Voir Photo 1, 2 et 3). Un mur de bloc a aussi été observé dans ce sous-sol. Ce dernier ne présente pas de fissure apparente.

Le deuxième type de fondation a été observé au nord-est du bâtiment. Il s'agit d'une fondation de type moellons, recouvert de crépi. Il y avait des traces d'infiltration d'eau à travers le crépi et même certains endroits où il n'y avait pas de mortier entre les pierres (voir photo 4).

1.2 Structure des murs et planchers

La structure du plancher pour la partie sud-ouest a été identifiée comme étant en panneaux de dalle en béton préfabriqué reposant sur des poutres en béton. L'épaisseur de la dalle n'a pas pu être déterminée lors de l'inspection. Une ouverture irrégulière a été observée dans un panneau en béton (Voir Photo 5). Aussi, un mur en béton coulé a été identifié entre le rez-de-chaussée et l'étage près de la façade Sud.

Pour ce qui est de la partie nord-est, la structure du plancher a été identifiée en bois, et est composée de solives atypiques (tronc d'arbre, sections irrégulières) (Voir Photo 6). Des poutres et des colonnes métalliques montrant un niveau important de corrosions ont été observées sous le plancher du rez-de-chaussée (Voir Photo 7 et Photo 8).

1.3 Revêtements extérieurs

Les façades Nord et Est sont en briques, avec une bande d'environ 8'' de haut en crépi au niveau du sol. La brique ne présentait pas de ventre de bœuf ou de fissuration alarmante lors de l'inspection. Cependant, de la fissuration a été observée au niveau de la bande de crépi au niveau du sol (voir Photo 9).

Du côté des façades Ouest et Sud, le revêtement est en crépi sur toute la hauteur. Du côté ouest, le revêtement ne montre pas de signe de détérioration. Du côté sud, il y a une ouverture dans le crépi au niveau du sol (Voir Photo 10).

2) ANALYSE ET RECOMMANDATIONS.

2.1 Fondations

Les fondations du côté ouest du bâtiment ont été identifiées en béton coulé avec de la fissuration, de l'efflorescence et de la ségrégation. Ce sont des signes indiquant un problème de drainage et d'étanchéité. Étant donné le passage d'eau, il est fort probable que l'armature présente dans le béton présente des signes de corrosion, ce qui réduirait la capacité structurale du mur et la durabilité de ce dernier. L'efflorescence au pied du mur de fondation indique un problème au niveau du drainage de fondation.

Du côté Nord Est du bâtiment, la fondation en moellons présentait aussi des signes d'infiltrations d'eau. De plus, on pouvait voir que la fondation en moellon commençait à se désolidariser, tout le revêtement montrait qu'il y a eu un mouvement vers l'escalier Ouest. Étant donné ces observations, nous pensons que la capacité structurale des murs en moellons est inadéquate, en plus de présenter des signes d'infiltrations et des problèmes de drainages.

2.2 Structure des murs et planchers

La structure du plancher de l'étage, ainsi que le plancher de la partie Sud-Ouest ont été identifiés en panneau de béton préfabriqué. Une ouverture irrégulière a été observée dans un panneau de dalle, ce qui peut indiquer que des travaux hors-normes ont été faits dans le bâtiment. Outre ces observations, les panneaux en béton préfabriqués ne présentaient pas de fissuration alarmante.

La structure du plancher de bois observé au nord du bâtiment était aussi irrégulière. Étant donné la nature des éléments structuraux (tronc d'arbre, sections irrégulières) nous croyons que ceux-ci n'ont pas fait l'objet de calcul et doivent donc être analysés minutieusement et renforcé avant la remise en service du bâtiment. Les détails d'assemblages de ces différents morceaux de bois laissent à penser à une faible résistance en cas de séisme moyen.

Les poteaux et les poutres métalliques qui supportent les solives du rez-de-chaussée montraient des signes de corrosions importantes. La corrosion a pour effet de diminuer la capacité structurale des éléments métalliques. Étant donné l'ampleur de la corrosion observée, nous croyons que les éléments métalliques doivent être au moins renforcés, sinon remplacés. Lors que les connexions sont corrodées, le plancher peut subir des ruptures de type fragile, c'est à dire sans signes apparents précurseurs. Il est complexe de réparer chaque connexion et il est souvent plus fiable, et plus simple de démolir et reconstruire le plancher au complet.

2.3 Revêtements extérieurs

Les façades de briques ne présentaient pas de fissures importantes. Cependant la bande de crépis présentait des fissures qui peuvent contribuer à l'infiltration d'eau aux sous-sols. Une ouverture dans le

crépi a été observée du côté de la façade Sud. Celle-ci peut aussi contribuer à l'infiltration d'eau dans les sous-sols.

3) CONCLUSION

Les travaux nécessaires à une remise aux normes du bâtiment situé au 1130 rue de la Gauchetière Est incluraient : la réfection du système de drainage des fondations, le remplacement/renforcement des colonnes, poutres et connexions corrodées sous le rez-de-chaussée, la réparation ponctuelle du crépi de l'enveloppe, l'analyse et le renfort des solives de bois du plancher du rez-de-chaussée, et possiblement leur remplacement par une nouvelle structure de plancher. De plus, il faudrait prévoir la réfection des fondations en moellons ou même la construction de nouveaux murs de fondations complets pour l'édifice.

De plus, il serait nécessaire de dégarnir les cloisons intérieures et les décors afin de valider l'état de la structure.

Aussi, aucune provision sismique n'a été observée dans le bâtiment, il faudrait prévoir une remise à niveau sismique dans le cas d'une réutilisation de l'édifice. Cela inclurait la construction de nouveaux murs de béton à l'intérieur du bâtiment. De nouvelles fondations en sous œuvre devraient aussi être coulées pour supporter ces murs, avec le risque de déstabiliser le bâtiment lors des travaux.

Aussi, étant donné que lors des sondages nous avons observé la présence d'éléments structuraux atypiques, la découverte de déficiences additionnelles nécessitants des interventions est à prévoir lors d'éventuels travaux de réfection. Cela amènerait un cout inconnu, ainsi que des difficultés inconnues au moment de commencer les travaux.

L'architecte a indiqué que les 2 escaliers d'issue ne sont pas conformes et qu'il faudrait les reconfigurer et agrandir. Pour cela, des éléments porteurs importants devraient être enlevés et transférés sur des

nouvelles poutres et colonnes. Ces transferts ont souvent pour conséquence d'augmenter les déformations dans le bâtiment.

Étant donné que des travaux d'agrandissement sont nécessaires, nous croyons qu'il serait préférable de procéder à la démolition complète du bâtiment. En effet, étant donné la difficulté d'accès aux éléments structuraux corrodés (poutres, colonnes et connexions) du sous-sol, il sera nécessaire de démolir partiellement l'intérieur du bâtiment afin d'avoir accès à la structure et procéder au renforcement/remplacement.

En combinant cela avec l'ampleur des travaux de réfection mentionnés ci-haut, la démolition totale et la reconstruction d'un nouveau bâtiment permettra d'obtenir une structure de meilleure qualité, répondant aux dernières normes sismiques assurant une meilleure protection des occupants, avec une longue durabilité ainsi qu'un aménagement optimal pour les occupants.

Luka Fugère, ing. M. ing.
NCK Inc.

2020-09-17

Guillaume Sieprawski, ing. M. Ing.
NCK Inc.

ANNEXE
Photos du bâtiment



Photo 1 Mur de fondation côté Ouest du bâtiment, efflorescence et fissurations importantes



Photo 2 Mur de fondation du côté sud, segrégation et efflorescence au pied du mur

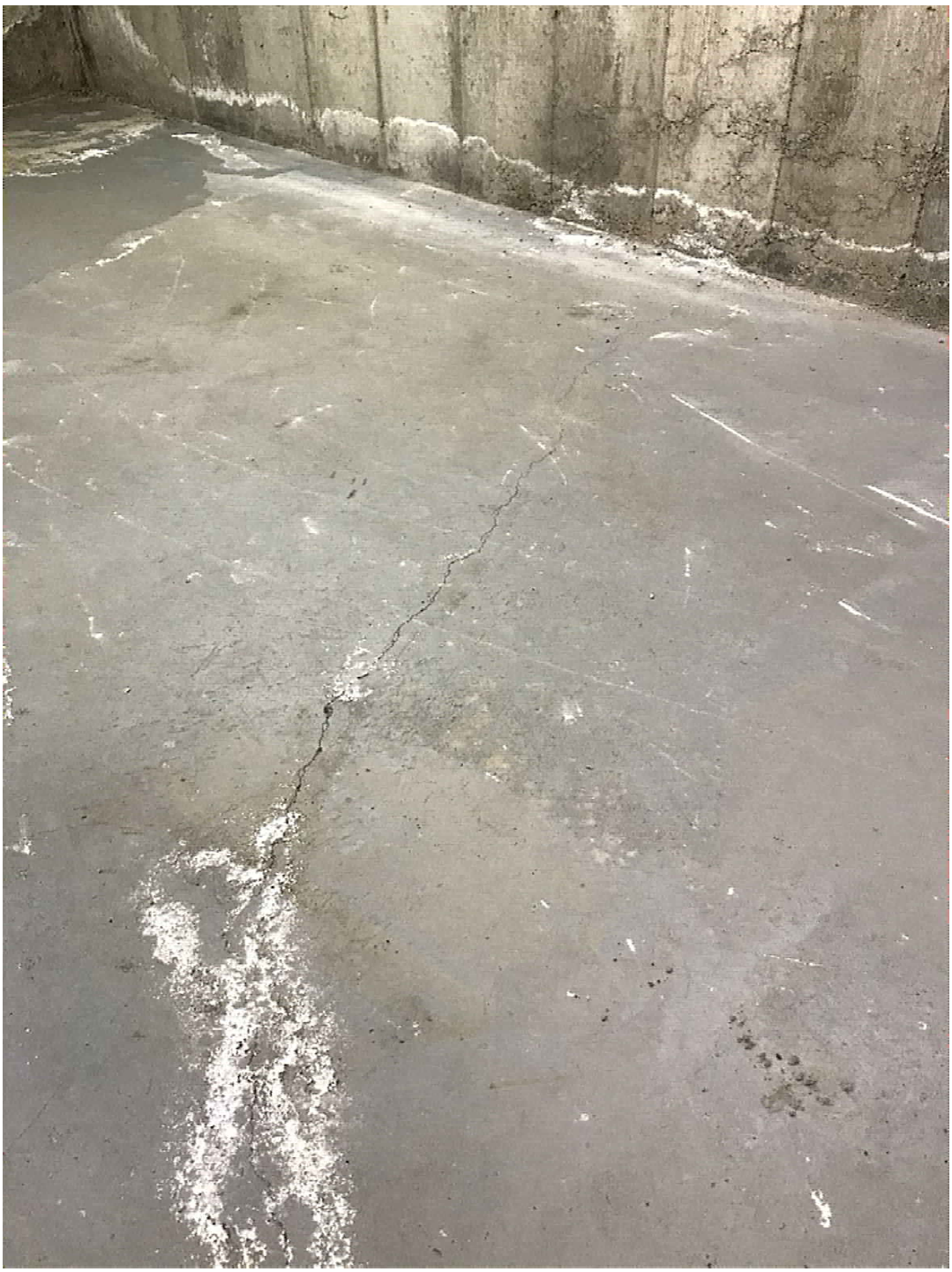


Photo 3 Dalle de fondation et murs, fissuration et effloresence au pied du mur



Photo 4 Mur de fondation en moellon du côté Nord, absence de mortier entre les pierres



Photo 5 Dalle en béton préfabriqué supportant le plancher de l'étage, ouverture irrégulière



Photo 6 Solives de bois supportant le plancher du Rez-De-Chaussée, sections irrégulières

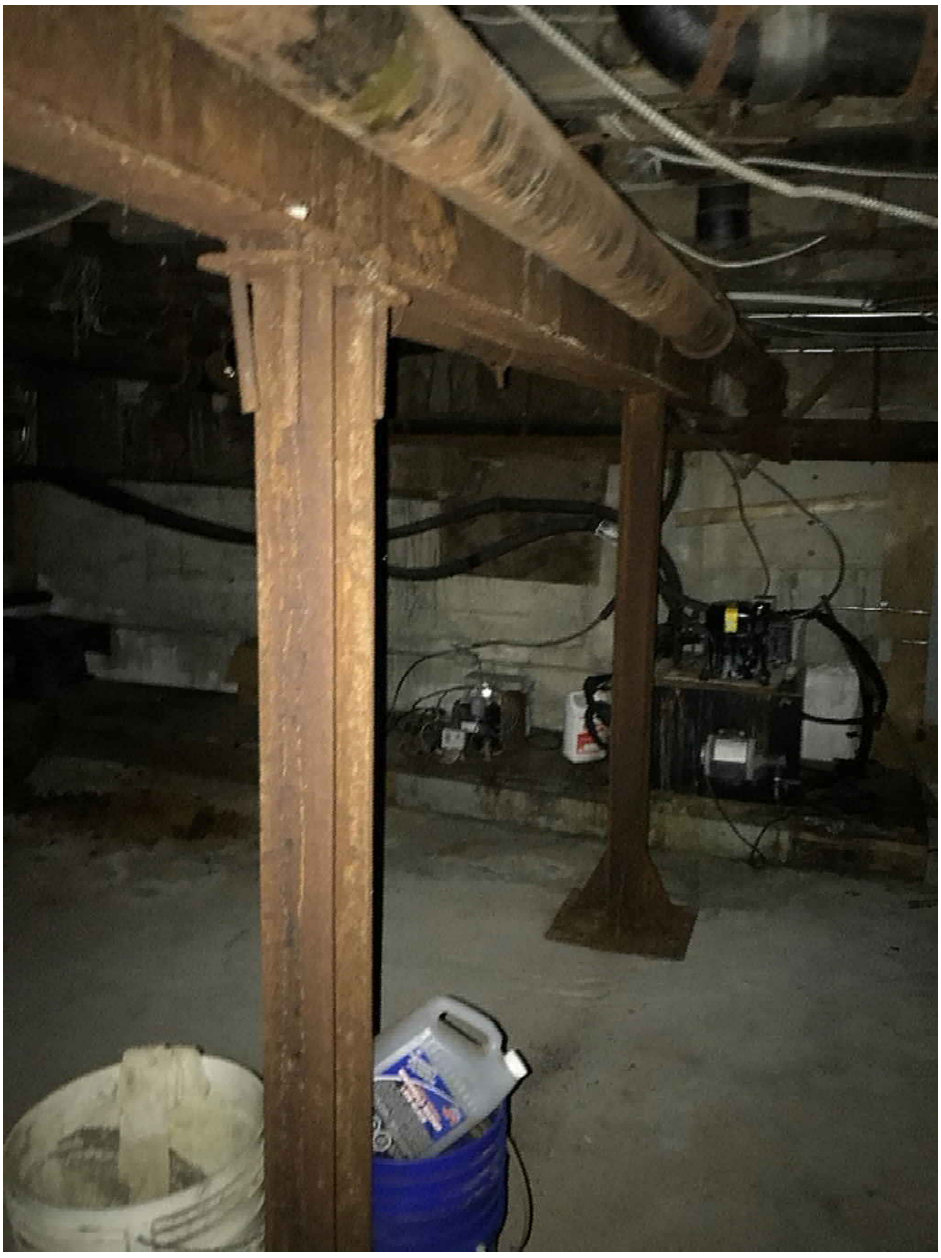


Photo 7 Poutre, connexions et colonnes et supportant le rez-de-chaussée, corrosion importante



Photo 8 Mur de fondation sous le rez-de-chaussée, effloressence et moisissure, colonne et poutre corrodé de l'autre côté

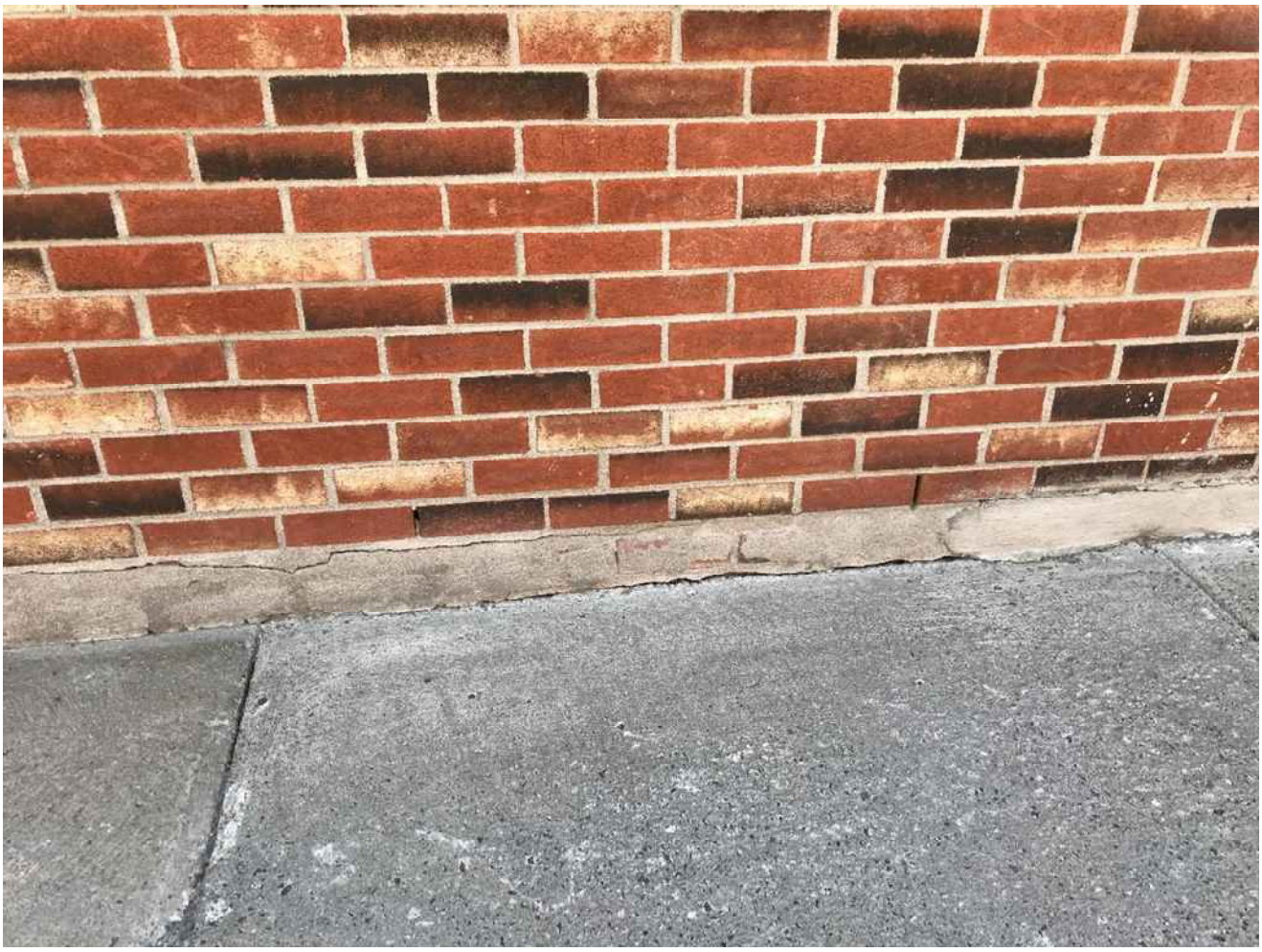


Photo 9 Crépi du côté Nord du bâtiment, fissuration



Photo 10 Façade côté Sud du bâtiment, ouverture dans le revêtement

955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est

Demandes de démolition 3002389135 et 3002389514

Description

Demande de démolition des bâtiments sis aux 955, rue Atateken et 1130, rue De La Gauchetière Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 5 étages abritant 158 logements au total.

Contexte

En vertu du décret 735-2021 du 26 mai 2021, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens peut être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

Pour la présente demande de démolition, un avis public a été publié à cet effet le samedi 29 mai 2021. Ainsi, et conformément au décret ci-haut mentionné, une consultation écrite s'est tenue pendant 15 jours, soit du 31 mai 2021 au 14 juin 2021, inclusivement.

Voici pour ce dossier une compilation des commentaires reçus par courriel et par courrier pendant cette période, afin que le Comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) puisse en apprécier la valeur avant de rendre une décision le 22 juin 2021.

Commentaires reçus

Coordonnées	Commentaires reçus
2021-06-04, Mme Laurence de Montigny Gauthier, laurencedgauthier@gmail.com	*À qui de droit,* *J'aimerais signifier mon opposition au projet de démolition et de construction prévu au 955 Atateken et au 1130 de la Gauchetière. La hauteur prévue dépasse ses voisins immédiats, ce qui l'intègrera très mal au quartier. Aussi, nous avons cruellement besoin de commerces de proximité, de logements sociaux et de logements familiaux dans ce coin de la ville. Je propose que des commerces soient ajoutés au rez-de-chaussée et que l'on envisage d'augmenter les logements de plus de trois chambres et d'ajouter des logements sociaux. Finalement, des espaces verts devraient être prévus, autour de l'édifice, car la conception actuelle ne prévoit aucune zone d'absorption des eaux, ce qui engorge le système d'égouts en plus de créer des îlots de chaleur.* *Je demeure disponible au besoin.* *Merci beaucoup,*
2021-06-05, Mme Marie-Christine Roy, mcroye@hotmail.ca	*Bonjour,* *Je voulais partager mon opposition au projet prévu au 955 rue Atateken et au 1130 de la Gauchetière. Je trouve dommage qu'un nouveau projet dans le quartier ne prend pas en considération d'unités de logements sociaux ou davantage d'unité de 5 et demi pour accueillir des familles. J'aimerais que le projet face plus de place aux familles d'autant plus qu'il y a déjà plusieurs petites unités existant dans le quartier.*

	De plus, le projet devrait prendre en considération des espaces verts car la conception actuelle n'en prévoit pas et supprime ceux qui existent actuellement, ce qui pourrait créer des ilots de chaleurs. *De plus, la hauteur prévue dépasse ses voisins immédiats, ce qui l'intègrera très mal au quartier.* *Merci et bonne journée,*
2021-06-05, Mme Linda Berardinucci, sahara-sand@hotmail.com	*Quand j ai achete ce condo sur atateken c etait pour la vue du pont jacques cartier et les feux d artifices... si vous voulez bien construire svp faire la batisse plus petite que la notre... ca serait vraiment apprecié...merci Linda Berardinucci*
2021-06-06, Mme Pascale de Montigny, pascale.demontigny@gmail.com	*À qui de droit,* *J'aimerais signifier mon opposition au projet de démolition et de construction prévu au 955 Atateken et au 1130 de la Gauchetière. La hauteur prévue dépasse ses voisins immédiats, ce qui l'intègrera très mal au quartier. Nous croyons que ce projet nuira à la qualité de vie des résidents du quartier. Nous sommes aussi d'avis que l'état actuel des bâtiments ne justifie pas leur démolition. Si vous procédez à la démolition, nous proposons d'avoir un plan pour disposer de façon écologique des matériaux.* *Aussi, nous avons cruellement besoin de commerces de proximité, de logements sociaux et de logements familiaux dans ce coin de la ville, et le règlement sur la métropole mixte devrait être appliqué . Je propose que des commerces soient ajoutés au rez-de-chaussée, que l'on envisage d'augmenter les logements familiaux de plus de trois chambres et d'ajouter des logements sociaux.* *De plus, des espaces verts devraient être prévus, autour de l'édifice, car la conception actuelle ne prévoit aucune zone d'absorption des eaux, ce qui engorge le système d'égouts en plus de créer des îlots de chaleur. En terminant, les arbres déjà présents sur la façade de la rue Viger et Wolfe devraient être préservés, considérant leur rare présence dans le quartier et le rôle crucial qu'ils ont pour pour notre écosystème.* *Je demeure disponible au besoin.* *Merci,*
2021-06-06, M. Marc Gauthier, mgauthier1999@yahoo.com	*Bonjour* *J'aimerais signifier mon opposition au projet de démolition et de construction prévu au 955 Atateken et au 1130 de la Gauchetière. La hauteur prévue dépasse ses voisins immédiats, ce qui l'intègrera très mal au quartier. Nous croyons que ce projet nuira à la qualité de vie des résidents du quartier. Nous sommes aussi d'avis que l'état actuel des*

	bâtiments ne justifie pas leur démolition. Aussi, nous avons cruellement besoin de commerces de proximité, de logements sociaux et de logements familiaux dans ce coin de la ville, et le réglement sur la métropole mixte devrait être appliqué . Je propose que des commerces soient ajoutés au rez-de-chaussée et que l'on envisage d'augmenter les logements familiaux de plus de trois chambres et d'ajouter des logements sociaux. De plus, des espaces verts devraient être prévus, autour de l'édifice, car la conception actuelle ne prévoit aucune zone d'absorption des eaux, ce qui engorge le système d'égouts en plus de créer des îlots de chaleur. En terminant, les arbres déjà présents sur la façade de la rue Viger et Wolfe devraient être préservés, considérant leur rare présence dans le quartier et le rôle crucial qu'ils ont pour pour notre écosystème. *Merci*
2021-06-07, M. Michel Germain, mgermain_1@videotron.ca	*Bonjour,* *Le présent courriel est pour signifier mon opposition au projet de construction tel que présenté et lié à la demande d'autorisation de démolition.* *Cette opposition est motivée par les faits suivants:* *Au moins deux croquis, soient ceux présentés aux pages 24 et 25 du document, proposent aux citoyens une vision idyllique du projet. Entre autres, on y voit une rue De la Gauchetière très large bordée de verdure. Ces croquis sont trompeurs et déforment la réalité (ou la vérité). L'aménagement de la rue De la Gauchetière à cette hauteur ne peut être réalisé de cette façon. Par exemple, il est impossible de planter des arbres en face du 1133 De la Gauchetière parce que des fils électriques passent dans le sol. À regarder ces croquis, on dirait qu'il n'y a aucune habitation du côté nord de la rue. Ce qui est faux. Il y a plusieurs payeur de taxes qui y vivent. Bref, il s'agit de croquis vendeurs fait pour berner les citoyens.* *Le building projeté de 5 étages bloquera le peu de lumière que les logements situés aux 1121 et au 1133 De la Gauchetière reçoivent dans une journée. Ces logements appartiennent à une coopérative d'habitation qui existe depuis prêt de 25 ans. Si le promoteur désire obtenir l'acceptabilité sociale pour son projet, il aurait avantage à trouver une solution à cette situation.* *Le secteur est privé de verdure, mis à part une bande de terre d'une trentaine de pieds situé sur un terrain privé, soit celui de Radio-Canada. Le projet ne montre aucun îlot de verdure accessible au public. La mairesse et les conseillers d'arrondissement de Ville-Marie se sont pourtant engagés à rendre les rues de Montréal plus vertes. Récemment, la mairesse indiquait que plus de 60% de Montréalais vivent en logement et n'ont pas un accès direct à une cour.* *Bien à vous,*

2021-06-08, M. Dominic Anctil, dominic.anctil@umontreal.ca	*Bonjour,* *Je suis propriétaire du 1011 Atateken (unité 001) et je possède à l'arrière une terrasse clôturée. Selon les plans de construction projetés pour remplacer les deux immeubles qui seront démolis (consulté ici : https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1622422375/portail/fdcu2kci5u9holbd21zx.pdf), la bâtisse projetée semble être construite très proche des terrasses et le croquis semble suggérer qu'une partie de l'édifice à construire viendra complètement couper toute lumière sur ma terrasse (voir lu mur blanc entre les deux bâtisses sur la photo ci-dessous).* *J'habite un demi sous-sol et ma terrasse est un havre de paix où je travaille souvent l'été. J'aimerais avoir plus de détails sur la proximité des deux immeubles et m'assurer que la nouvelle construction ne viendra pas complètement limiter ma qualité de vie.*
2021-06-10, Mme Francine deMontigny, francine.demontigny@uqo.ca	*À qui de droit,* *J'aimerais signifier mon opposition au projet de démolition et de construction prévu au 955 Atateken et au 1130 de la Gauchetière. La hauteur prévue de la nouvelle construction dépasse ses voisins immédiats, ce qui l'intègrera très mal au quartier. Nous croyons que ce projet nuira à la qualité de vie des résidents du quartier. Nous sommes aussi d'avis que l'état actuel des bâtiments ne justifie pas leur démolition. Si vous procédez à la démolition, nous proposons que vous planifiez et mettez en oeuvre un plan pour disposer de façon écologique des matériaux.* *Aussi, nous avons cruellement besoin de commerces de proximité, de logements sociaux et de logements familiaux dans ce coin de la ville, et le règlement sur la métropole mixte devrait être appliqué . Je propose que des commerces soient ajoutés au rez-de-chaussée, que l'on envisage d'augmenter les logements familiaux de plus de trois chambres et d'ajouter des logements sociaux.* *De plus, des espaces verts devraient être prévus, autour de l'édifice, car la conception actuelle ne prévoit aucune zone d'absorption des eaux, ce qui engorge le système d'égouts en plus de créer des îlots de chaleur. En terminant, les arbres déjà présents sur la façade de la rue Viger et Wolfe devraient être préservés, considérant leur rare présence dans le quartier et le rôle crucial qu'ils ont pour notre écosystème.* *Je demeure disponible au besoin.* *Merci beaucoup,*
2021-06-13, M. Donato Ciampanelli, donato.ciampanelli@gmail.com	*Bonjour,*

	Mon nom est Donato Ciampanelli et je suis propriétaire du 1021 Atateken #301, H2L 3K3 Montréal (Qc). Mon condo est sur le coin de la rue Atateken et rue de la Gauchetière aux 3 étages. *Je m'oppose au projet, et ce sur plusieurs points ;* *Premièrement, l'immeuble que vous voulez construire comporte 5 étages, c'est énorme. Pourquoi aussi haut ? Tous les immeubles à l'entour sont tous de 3 étages. La construction de l'immeuble, vu les photos, c'est une construction énorme juste à côté d'un immeuble de 3 étages, construit il y a 10 ans. Présentement la vue en arrière de mon balcon on peut voir de la lumière, du paysage c'est-à-dire on peut voir le pont Jacques Cartier, l'édifice Radio-Canada, le ciel, etc. C'est ouvert c'est la raison pourquoi j'ai acheté ce condo, 1 an après sa construction. Lorsque l'énorme immeuble construit, nous allons voir un mur avec de la fenestration et en plus d'être 2 étages plus haut. Toute la vue comme elle est présentement n'existerait plus. C'est complément ridicule de construire aussi haut c'est inacceptable. En plus le mur sera même très proche du balcon, vu les photos de l'architecte. Il n'y aura même plus aucune intimité puisqu'il va y avoir plusieurs fenêtres qui vont donner directement vers mon balcon et mes voisins aussi. C'est inacceptable, si la hauteur était de 3 étages je serais en faveur du projet, mais pas à 5 étages, pas du tout.* *Deuxièmement, la poussière résultant de la démolition de l'immeuble sur le stationnement des voitures et à l'arrière des condos appartenant au 1021 Ataketen et aux autres. Est-ce qu'il va y avoir un système de lavage de voiture, lavage de balcon, etc., puisque la poussière résultant de la démolition va continuer de salir les voitures et l'arrière des condos, balcon etc. Est-ce qu'il va y avoir un système de compensation qui sera donnée si les voitures ne peuvent plus y stationner. Est-ce qu'il va y avoir des risques que des débris tombent sur les voitures, qui y seront stationnées ?* *Qu'est-ce qui sera fait pour le bruit, la poussière, et tous autres inconvénients lors d'une construction. Présentement, je loue mon condo et mes locataires louent toujours pour plusieurs années et selon moi, il sera difficile de louer ce condo si le bruit et la poussière sont considérablement élevés tous les jours. Même que mes locataires ne pourront même plus ouvrir leurs fenêtres durant la journée. Qu'est-ce que sera fait pour ceci ?* *Merci et bonne journée*
2021-06-13, Mme Manon Alain, alamanon@hotmail.fr	*Bonjour,* *J'aimerais vous faire part de mon opposition au projet de construction proposé au 955 de La Gauchètiere est.* *Voici mes points et questionnement concernant le projet de remplacement.* ***Hauteur du bâtiment :*** *Je ne suis pas d'accord avec la hauteur du bâtiment proposé. Est-ce que l'îlot entre De la Gauchetière et René-Lévesque, côté Ouest a été pris en*

	considération? Le cadre bâti existant du secteur va se retrouver emmurer par de gros bâtiments. ***Création d'îlot de chaleur :*** *Vous avez autorisé l'abattage de plusieurs gros arbres matures rue Wolfe, entre De La Gauchetiere et René Lesvesque. Après un tel défrichement, il faut exiger des plantations d'arbres aux nouveaux projets qui s'installent dans le secteur. Dans ce cas-ci, les plans du projeté rue De La Gauchetière ne reflètent pas la réalité. On retrouve des espaces verts là où il y a des immeubles. Donc j'aimerais savoir qu'est ce qui a été prévu pour contrer les îlots de chaleur ? Les petites plates bandes et les carrés d'arbres ne suffisent plus!* ***L'accès au stationnement :*** *Il serait préférable de le réaliser du coté Wolfe ou Viger. Pourquoi avoir choisi la rue la moins large et avec des habitations en face? Le déplacement de cet accès nous empêcherait de subir le va-et-vient des automobiles.* ***Bruit à venir :*** *Comment avez-vous prévus configurer les sorties de ventilation du bâtiment ? Serait-il possible de prévoir à l'avance les problèmes de bruit que peut générer ces types d'appareils (sortie d'évacuation du garage sous terrain-Conduits de ventilation au toit). S'il vous plaît, exiger des panneaux acoustiques, ou encore une fois, prévoir les sorties sur les rues où il n'y a pas d'habitation en face, Wolfe et Viger.* ***Stationnement 73 cases pour auto pour 158 logements:*** *À chaque année nous devons acheter une vignette de stationnement. Malgré ce permis, nous avons de la difficulté à trouver une place. Le nombre de cases est insufisant pour la quantité logements prévu.* ***Déroulement du chantier :*** *Pour terminer sachant que plusieurs personnes seront encore en télétravail durant la démolition et construction, est-ce possible de nous fournir une ligne d'information où l'on peut poser certaines questions, comme par exemple nous indiquer les journées des travaux qui vont générer plus de bruit. On pourrait ainsi organiser nos horaires en conséquence.* *Merci de bien vouloir prendre ces points en considération lors de votre révision architecturale.* *Bien à vous*
2021-06-14, M. Maxime Corbin, corbin.maxime@gmail.com	*Bonjour, nous résidons au 991 Atateken et nous sommes passablement inquiets de la hauteur du bâtiment qui vise à être construit derrière :*

	https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1622422375/portail/fdcu2kci5u9holbd21zx.pdf *Nous avons 3 étages et serions complètement cachés par le nouveau bâtiment.* *Nous croyons que cette construction apportera inévitablement une perte de jouissance et de quiétude et affectera négativement notre qualité de vie ainsi que la valeur de nos immeubles.* *Merci*
2021-06-14, Mme Virginie Gagné, gagnevirg@gmail.com	*Bonjour,* *Dans le cadre de la demande de démolition du 995 rue Atateken et 1130 rue de la Gauchetière Est, j'aimerais soumettre quelques demandes de modification au projet.* ***Hauteur de l'immeuble*** *J'aimerais que la hauteur du projet soit réduite afin de ne pas obstruer la lumière des habitants du 1021 rue Atateken. Le projet, tel qu'actuellement proposé, diminuerait fortement la luminosité que ces derniers ont connu (et connaissent) en raison de la hauteur de l'édifice (5 étages vs 3 étages). Ce changement diminuerait donc grandement leur qualité de vie et engendrerait des désagréments considérables. D'ailleurs, même sur la maquette de la situation projetée (p.24 et 30 / 39 du document du projet), il est possible de voir l'ombrage que l'immeuble fait à son voisin du 1021 rue Atateken. De plus, la hauteur proposée n'est pas en harmonie avec les autres immeubles avoisinants. La hauteur gâcherait donc le paysage du quartier. De ce fait, je m'oppose à la hauteur de l'immeuble proposée dans le projet.* ***Proximité de l'immeuble avec le 1021 rue Atateken*** *Un autre élément important à considérer est la proximité entre le projet proposé et l'arrière de l'immeuble du 1021 rue Atateken. En effet, seul l'espace d'un trottoir sépare les deux bâtisses. Cela est déraisonnable autant pour les futurs habitants du projet que ceux du 1021 rue Atateken. Sur les maquettes proposées, les balcons sont pratiquement collés les uns sur les autres (p.24 / 39 du document du projet). Cette situation causera assurément des problèmes de bruit et d'intimité entre les habitants. Afin d'éviter ces futurs problèmes, il serait préférable de penser à agrandir l'espace entre les deux bâtisses. Il serait aussi important de penser à mettre de la verdure entre les deux bâtisses pour assurer l'esthétisme et l'intimité de tous. C'est essentiel avec le nombre de logements qui sont prévus!* ***Matériaux choisis*** *Sur les maquettes présentées, de nombreux matériaux différents sont proposés sur la bâtisse (brique d'argile, 2 types de blocs architecturaux,*

	panneaux d'acier, d'aluminium et revêtement d'acier). Cette proposition est démodée et n'est pas esthétique. Il faut revoir l'uniformité de l'extérieur afin d'embellir le quartier. Actuellement, en regardant les maquettes, on croirait qu'il s'agit de 4 immeubles différents plutôt que d'un grand projet immobilier. *Veuillez noter que si ces demandes ne sont pas prises en compte, je m'oppose à la demande de démolition.* *Merci,*

PROJET V-3_Groupe DACA - VILLE MARIE

DOSSIER POUR CCU



ÉMISSIONS
2020-10-02 - DOSSIER POUR CCU
2021-02-04 - DOSSIER POUR CCU
2021-03-01 - DOSSIER POUR CCU
2021-04-12 - DOSSIER POUR CCU

ADRESSE PROJET
LOT 6 391 503
MONTRÉAL,(QC)
H2L 5E8

CLIENT
GROUPE DACA
1 215 BOULEVARD
ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL, (QC)
H3B 0C3

LUC DENIS
architecte

1124 rue Marie Anne Est # 22
Montréal (Québec) H2J 2B7
T 514.737.6930
F 514.737.1821
E info@lucdenisarchitecte.com

TABLE DES MATIÈRES

Présentation du projet	3
Concept architectural	4
Principes d'aménagement urbain	5
Photos du contexte environnant	6
Photos des bâtiments présents sur le site	10
Statistiques	11
Perspectives	12
Élévations	26
Plans de l'arpenteur	30
Matériaux	33
Étude d'ensoleillement	35
Résumés	36
Crédits	38

Nous vous soumettons aujourd'hui le dossier de présentation du projet de remplacement des édifices portant les adresses du 995 Atateken et du 1 130 rue De la Gauchetière, est dans l'arrondissement Ville-Marie. Le projet consiste en un édifice résidentiel multifamilial de 165 unités de maisons de ville et des logements de type studio, 1 ou 2 chambres.

L'architecture du projet résulte d'une analyse urbaine du quartier et des 4 rues sur lesquelles vient s'implanter le projet de manière à ce que le nouvel édifice s'inscrive en continuité avec la typomorphologie de chacune d'elles.



1) Maison de Radio-Canada
2)Parc Viger
3)CHRUM
4) CHUM
5) Hôtel gare Viger
6) Union française

Avenue Viger

La rue Viger est une artère Est-Ouest importante à l'échelle de la ville où plusieurs institutions et monuments s'y retrouvent. Le nouveau parc des Montréalaises à l'arrière de l'Hôtel de ville de Montréal et le réaménagement du Square Viger contribueront à donner à cette artère un aspect convivial, tout en reliant le Vieux Montréal au quartier central. La façade principale du bâtiment, et son adresse, s'y trouveront. Afin de s'inscrire dans la logique architecturale de la rue, nous avons conçu la façade du bâtiment avec un caractère iconique, au moyen geste architectural s'inscrivant à l'échelle de la rue.

L'avenue Viger étant approximativement à l'emplacement de la Petite Rivière lors de la fondation de Montréal, le nom du projet V-3 veut rappeler l'histoire maritime de Montréal et entre autre de la présence de cette rivière aujourd'hui disparue face à l'édifice.

Rue Atateken

La rue Atateken, elle-aussi très importante au niveau urbain et de la circulation, est composée de nombreuses typologies de bâtiments ayant comme caractéristiques communes d'avoir des rez-de-chaussée d'une hauteur importante, comportant souvent une importante fenestration reliée à un usage commercial. Afin de s'intégrer au corpus bâti, nous avons poursuivi le basilaire en retrait de l'édifice présent sur la rue Viger et avons repris les proportions géométriques des entrées de l'édifice portant les adresses du 960 A et B Atateken, dans la composition du basilaire de manière à accentuer l'encadrement visuel de l'emprise de rue. De plus la façade tend à volumétriquement s'évider au niveau du 4ème et 5ème étage de manière à s'intégrer aux bâtiments voisins au Nord.

Rue De la Gauchetière

La rue De la Gauchetière Est par la largeur réduite de son emprise s'apparente plus à une rue de desserte qu'à une rue principale. Avec ses bâtiments très rapprochés et son architecture aux gabarits très variables au niveau des bâtiments, nous avons choisi d'y positionner les accès secondaires pour les piétons et les vélos ainsi que l'accès véhiculaire du projet afin de maximiser la sécurité de l'ensemble des utilisateurs.

Rue Wolfe

La rue Wolfe, au Sud du boulevard René-Lévesque est déstructurée par l'absence de front bâti sur son côté Est, comparativement à sa portion Nord qui pour sa part démontre une continuité visuelle de part et d'autre de son emprise. De manière à aider à sa restructuration, nous avons réalisé une élévation de rue visuellement rythmée qui reprend l'ancienne trame de rue composée de parcelles d'une largeur de 8 mètres. De plus, nous avons conçu la façade de manière à mettre en valeur la topographie ascendante propre à ce tronçon de rue, depuis la rue Viger.De manière à réinterpréter le vocabulaire architectural vernaculaire de la rue Wolfe, les hauteurs des volumes construits offrent aussi des variations dans leur composition, en fonction de la topographie, tout en conservant une unité d'ensemble.

La forme architecturale du bâtiment est inspirée de deux éléments principaux. Le premier est la cinétique urbaine que créent les nombreux moyens de transport qui entourent le site du projet et qui représentent graphiquement selon les heures des vagues de déplacement de population. La seconde inspiration est l'histoire passée du quartier qui a été fortement mouvementée, avec la réalisation de rénovations urbaines importantes, qui ont causé des distorsions tangibles au niveau de la trame urbaine.

On peut facilement voir sur la façade de la rue Viger l'expression de la vague inspirée des déplacements des citoyens en fonction des heures du jour. Cette vague est particulièrement visible au niveau de la faille qu'elle crée dans la composition de la façade, semblant s'élever depuis le basilaire de l'édifice. En portant une plus grande attention, on peut aussi la percevoir au niveau de la double peau qu'elle vient crée dans la partie droite de la composition en faisant apparaitre une série de balcons en loggia, à l'image d'une vague de fond dont la matérialité lui donnera un aspect changeant en fonction de l'ensoleillement.

L'inspiration historique est particulièrement visible au niveau du rez-de-chaussée de l'édifice et de l'élévation sur Wolfe. De manière à rappeler les anciens milieux de vie du ''Faubourg à m'lasse'' l'ensemble des logements situés au rez-de-chaussée bénéficient de portes d'entrée privées, ce qui contribue à l'animation de la façcade. Dans le même ordre d'idée la composition de l'élévation de la rue Wolfe a été conçue selon une trame de 8.25 mètres qui rappelle les dimensions des anciennes parcelles du quartier. De manière à accentuer la perception de cette trame et de s'approcher de la volumétrie des plex montréalais, la section Nord de l'édifice n'a pas de basilaire et comporte un volume en saillie à partir du deuxième étage qui rappelle le volume des balcons en saillie de la typologie du plex montréalais; typologie présente sur la rue Wolfe.

Conceptuellement, de manière à évoquer de façon artistique la disparition du ''Faubourg à m'lasse'', un objet, sous la forme d'un jardin a été introduit dans la composition d'ensemble, au niveau du rez-de-chaussée et du deuxième étage. Cet objet par son introduction dans la trame du bâtiment créé ''un vide'' sous la forme du hall d'entrée en mur rideau, symbolisant la reconstruction du secteur, en plus d'avoir généré le désaxement qui suit la topographie naturelle du sol (1%) d'une partie de l'élévation sur la rue Wolfe. La présence du jardin dans le bâtiment a aussi pour effet de faire découvrir l'intérieur de l'îlot en complétant un axe visuel en les rues Atateken et Wolfe, soit à l'emplacement typique des ruelles montréalaises en forme de H. Par cette position stratégique dans la trame urbaine, le jardin prendra la forme d'un théâtre urbain pour les passants et celui d'un observatoire pour les résidents.



ÉLÉVATION SUR L'AVENUE VIGER



ÉLÉVATION SUR LA RUE WOLFE

PROJET V-3_Groupe DACA

PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT URBAIN



LÉGENDE

- ENTRÉE PRINCIPALE
- ACCÈS SECONDAIRE
- ACCÈS VÉHICULAIRE
- ACCÈS PRIVÉE
- ISSUE D'URGENCE

ENTRÉES DE L'ÉDIFICE

AFIN DE D'ANIMER LES FAÇADES, DES PORTES D'ACCÈS SONT PRÉVUES SUR L'ENSEMBLE DES ÉLÉVATIONSSUR RUE.



LÉGENDE

- VOLUME PRINCIPAL
- VOLUME SECONDAIRE

VOLUMÉTRIE DU BÂTIMENT

LA VOLUMÉTRIE DU BÂTIMENT EST CONÇUE EN FONCTION DU CARACTÈRE DE CHACUNE DES RUES. LA PORTION DE L'ÉDIFICE SUR L'AVENUE VIGER ET SUR LA RUE WOLFE EST TRAITÉE DE MANIÈRE PLUS MONOLITHIQUE TANDIS QUE LA LES AUTRES ÉLÉVATIONS SONT VISUELLEMENT SUBDIVISÉES AFIN DE FAIRE ÉCHO AU CONTEXTE BÂTI.



LÉGENDE

- AXE VISUEL
- COURS ANGLAISES

AXE VISUEL

LE JARDIN SITUÉ AU REZ-DE-CHAUSSÉE DE L'ÉDIFICE SUR LA RUE WOLFE PERMET DE CRÉER UN AXE VISUEL TRAVERSANT L'ÎLOT. CET AXE VISUEL SE TERMINE AVEC LA PORTE COCHÈRE DONNANT SUR LA RUE ATATEKEN. AU NIVEAU DU 1ER SOUS-SOL, LE PARCOURS DE L'AXE VISUEL EST PONCTUÉ D'ESPACES PRIVÉS PRENANT LA FORME DE COURS ANGLAISES.



LÉGENDE

- SUBDIVISIONS PRINCIPALES

SUDVISIONS VISUELLES DE LA FACADE

LA FAÇADE SUR LA RUE WOLFE REPREND LE RYTHME DES LARGEURS DU PARCELAIRE TYPIQUEMENT MONTRÉALAIS AU NIVEAU DE SA COMPOSITION. LES ÉLÉVATIONS DES RUES DE LA GAUCHETIÈRE ET ATATEKEN POUR LEUR PART SONT CONÇUES EN FONCTION DU GABARIT DES ÉDIFICES EN VIS-À-VIS.



VUE PANORAMIQUE DE LA RUE ATATEKEN



VUE PANORAMIQUE DE L'AVENUE VIGER ET DE L'AUTOROUTE VILLE-MARIE EN CONTRE-BAS



VUE PANORAMIQUE DE L'AVENUE VIGER ET DE LA RUE WOLFE



VUE PANORAMIQUE SUR LA RUE WOLFE AU CENTRE DE L'ÎLOT À L'ÉTUDE

Légende

Bâtiments à l'étude



VUE PANORAMIQUE DE L'INTERSECTION DES RUES WOLFE ET DE LA GAUCHETIÈRE AVEC LE STATIONNEMENT DE RADIO-CANADA À GAUCHE



VUE PANORAMIQUE DE L'INTERSECTION DES RUES ATATEKEN ET DE LA GAUCHETIÈRE, AVEC LA TOUR DE LA MAISON DE RADIO-CANADA EN FIN DE PERSPECTIVE



VUE PANORAMIQUE DE L'INTERSECTION DE LA RUE ATATEKEN ET DE L'AVENIE VIGER



ÉDIFICES VOISINS SUR LA RUE ATATEKEN
981 À 1 021 RUE ATATEKEN



ÉDIFICES VOISINS SUR LA RUE DE LA GAUCHETIÈRE,
VUE DEPUIS LA RUE WOLFE



INTERFACE AVEC LE LOT VOISIN
SUR LA RUE DE LA GAUCHETIÈRE



VUE DU SITE DEVANT LE PROJET SUR LA RUE VIGER
AUTOROUTE VILLE-MARIE



ÉDIFICE VOISIN AU COIN DES RUES ATATEKEN ET VIGER
969 ST-TIMOTHÉE



SITE VOISIN AU COIN DES RUES WOLFE ET VIGER
STATIONNEMENT DE LA MAISON DE RADIO-CANADA ET
FUTUR QUARTIER DES LUMIÈRES



ÉDIFICES DU 960 A ET B SUR LE RUE ATATEKEN



VUE DES BÂTIMENTS VOISINS SUR ATATEKEN
VUE DE LA GAUCHETIERE



EDIFICE DEVANT LA SORTIE VÉHICULAIRE DU PROJET
SITUÉ AU 1 107 LA RUE DE LA GAUCHETIÈRE



VUE DES ÉDIFICES VOISINS SUR DE LA GAUCHETIÈRE
VUE DEPUIS LA RUE ATATEKEN



VUE DU SITE VOISIN SUR LA RUE WOLFE
VUE EN DIRECTION DE L'AVENUE VIGER



AUTRES ÉDIFICES SUR LA RUE WOLFE AU
NORD DE LA GAUCHETIÈRE

PROJET V-3_Groupe DACA

IMAGES DES BÂTIMENTS EXISTANTS SUR LE SITE*

995 RUE ATATEKEN



VUE DEPUIS LA RUE ATATEKEN



VUE DEPUIS L'AVENUE VIGER



VUE DEPUIS LA RUE WOLFE



VUE DEPUIS LE CENTRE DE L'ÎLOT

1 130 RUE DE LA GAUCHETIÈRE



VUE DEPUIS LA RUE WOLFE



VUE DEPUIS LA RUE DE LA GAUCHETIÈRE



VUE DE L'ÉLÉVATION LATÉRALE SUR LA RUE WOLFE



VUE DE L'ÉLÉVATION LATÉRALE SUR LA RUE DE LA GAUCHTIÈRE

*VOIR L'ÉTUDE PATRIMONIALE RÉALISÉE POUR LES 2 BÂTIMENTS ACTUELLEMENT SUR LE SITE

STATISTIQUES

GÉNÉRAL

USAGE
RÉSIDENTIEL

SUPERFICIE LOT
22 556.6 pi²
1905.47 m²

SUPERFICIE DU BÂTIMENT
20 690.63 pi²
1 922.16 m²

COEFFICIENT D'IMPLANTATION (COS)
91.72%

SUPERFICIE DE PLANCHER
97 032.22 pi²
9 014.59 m²

DENSITÉ
4.38

NOMBRE DE LOGEMENT (PROPOSÉ)
158 Logements

STATIONNEMENT

CASES DE STATIONNEMENT
73 CASES AU TOTAL
4 CASES POUR HANDICAPÉS
8 CASES DE PETITE DIMENSION

RATIO DE STATIONNEMENT
0.46 CASES / LOG

CASES DE STATIONNEMENT POUR VÉLO
76

AMÉNAGEMENT

ESPACES LIBRES

Requis:
8 562.0 pi²
795.4 m²

Proposé:
14 981.32 pi²
1 391.74 m²

Ratio espace libre::17.49%

HAUTEUR ÉDIFICE
16.80 mètres *

HAUTEURS ÉDIFICES VOISINS
Droite : 11.44 mètres (1021 Atateken)
Gauche : 11.4 mètres (981 Atateken)

ENVELOPPE DU BÂTIMENT

SUPERFICIE DES FAÇADES

Viger: 585.6 m²
Wolfe: 1 178.4 m²
De la Gauchetière: 368.3 m²
Atateken: 255.9 m²

% FENESTRATION**

Viger: 229.4 m² (39.2%)
Wolfe: 324.3 m² (27.5%)
De la Gauchetière:129.6 m² (35.2%)
Atateken:64.9 m² (25.4%)

% MACONNERIE**

Viger: 350.2 m² (98.3%)
Wolfe: 841.2 m² (98.5%)
De la Gauchetière: 237.5 m² (99.4%)
Atateken:255.9m² (100%)

CONSTRUCTION HORS TOIT

SUP. ÉTAGE SOUS-JACENT: 18 869 pi²

SUP MEZZ: 6 616pi² (35.06%)

Typologies :		
Type	Nombre	%
Studio	47	29,75%
1 chambre	87	55,06%
2 chambres	8	5,06%
3 chambres	16	10,13%
Total	158	100,00%

* Tel qu'autorisé par la grille de zonage et l'article 14 du règlement d'urbanisme
**Calcul disponible sur demande
***Voir détail plans de construction

VUE DE L'AVENUE VIGER

Vue depuis l'avenue Viger montrant l'aspect monumental de la façade ainsi que l'effet de profondeur avec la double peau du bâtiment dans la section droite de la façade sur rue. À l'intérieur des loggias, un revêtement métallique argenté donnera un aspect changeant à l'édifice en fonction de l'ensoleillement.



VUE DU COIN DE RUE VIGER ET WOLFE

Vue montrant l'entrée principale du bâtiment ainsi que les différents reculs dans la façade principale.





VUE DU COIN DE RUE VIGER ET WOLFE

Vue montrant l'intégration du projet dans l'axe de circulation sur Viger

VUE DE L'ENTRÉE DU BÂTIMENT

Vue montrant l'intégration de l'espace jardin à l'intérieur de la composition du hall d'entrée et de l'élévation sur Wolfe et la gradation volumétrique des portions d'édifices en fonction de la topographie du sol.



PERSPECTIVE DEPUIS LA RUE WOLFE



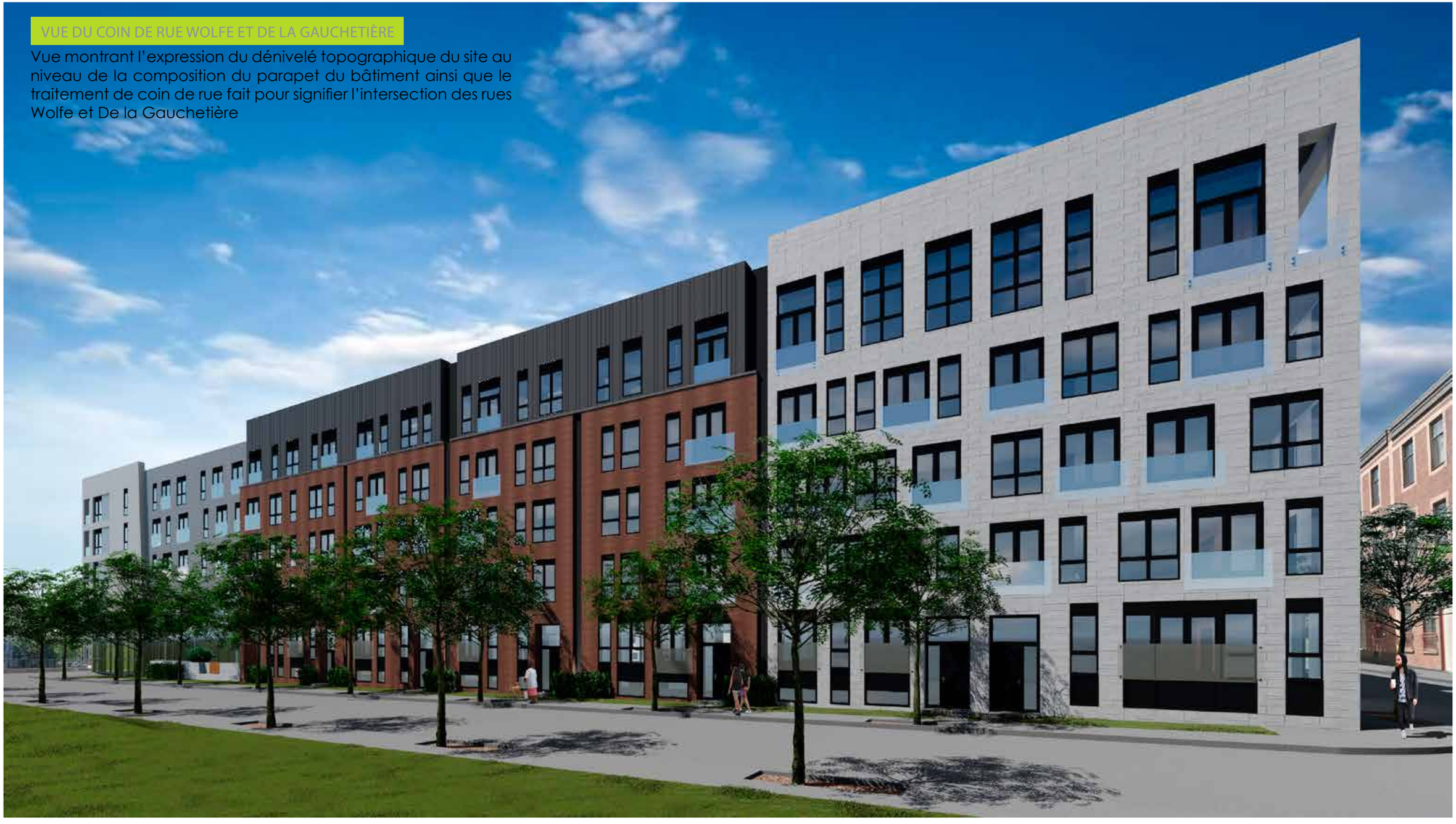
Vue montrant l'espace jardin mitoyen au volume d'entrée ainsi que la subdivision de la façade sur la rue Wolfe, au moyen de retraits architecturaux afin de rappeller le parcellaire typique à la ville de Montréal ainsi que sa topographie.

LÉGENDE

- SUBDIVISIONS PRINCIPALES
- SUBDIVISIONS SECONDAIRES

VUE DU COIN DE RUE WOLFE ET DE LA GAUCHETIÈRE

Vue montrant l'expression du dénivelé topographique du site au niveau de la composition du parapet du bâtiment ainsi que le traitement de coin de rue fait pour signifier l'intersection des rues Wolfe et De la Gauchetière



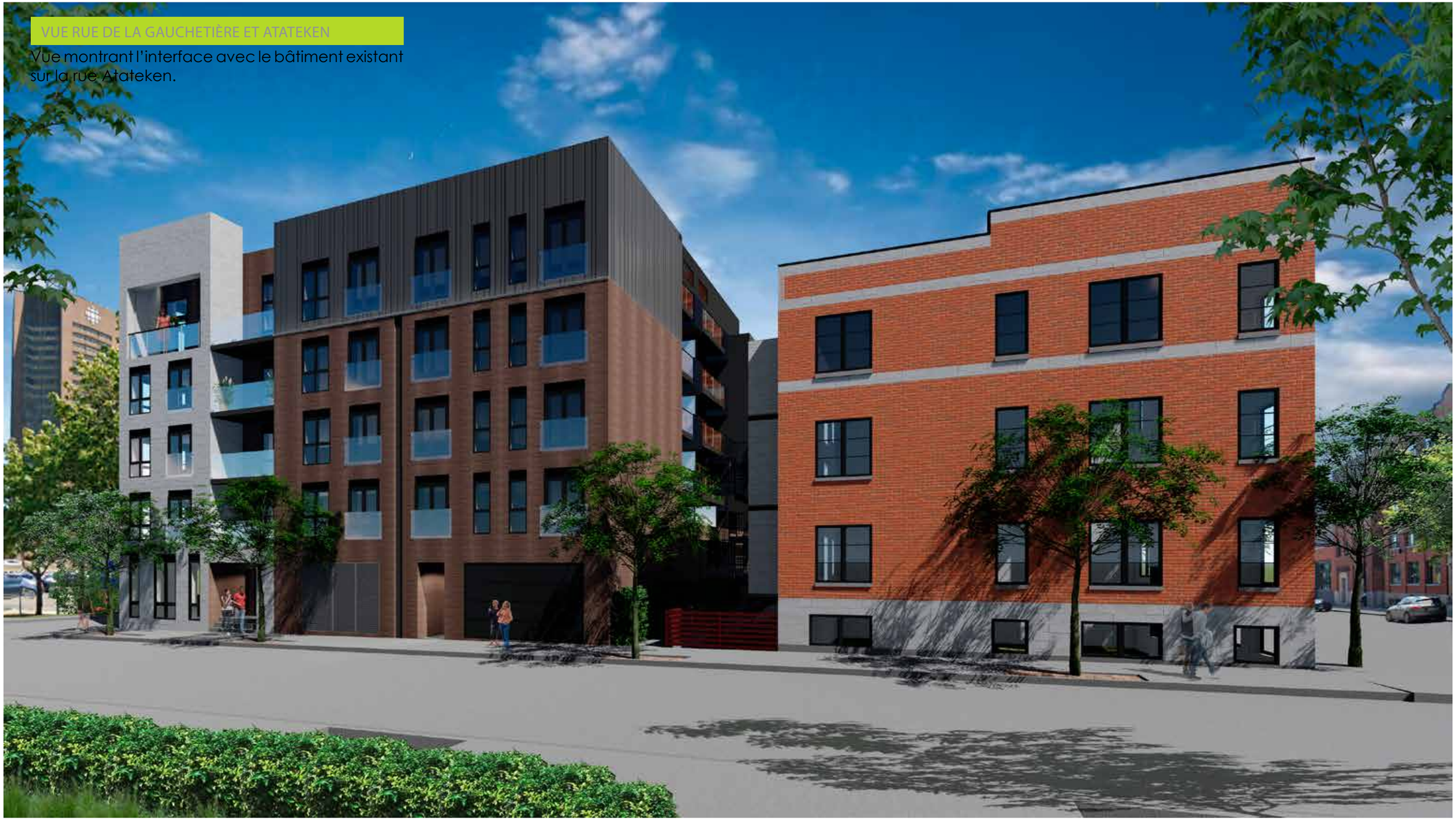


VUE RUE DE LA GAUCHETIÈRE

Vue montrant l'intervention architecturale au moyen d'un changement de matériaux afin d'intégrer l'élévation du nouveau bâtiment avec les hauteurs des bâtiments adjacents ainsi que le traitement de rue au niveau de l'intersection des rues Wolfe et De la Gauchetière.

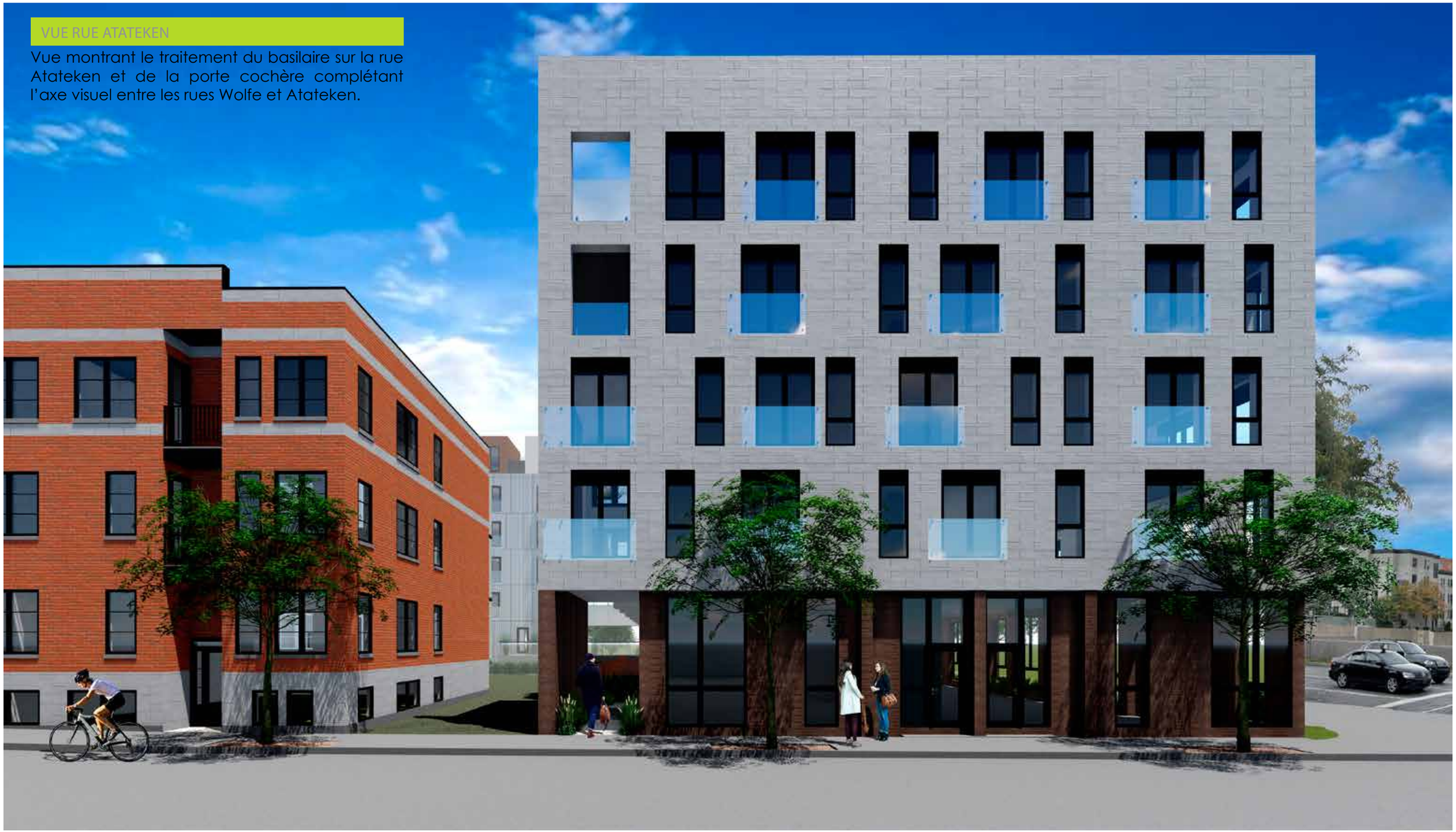
VUE RUE DE LA GAUCHETIÈRE ET ATATEKEN

Vue montrant l'interface avec le bâtiment existant sur la rue Atateken.



VUE RUE ATATEKEN

Vue montrant le traitement du basilaire sur la rue Atateken et de la porte cochère complétant l'axe visuel entre les rues Wolfe et Atateken.



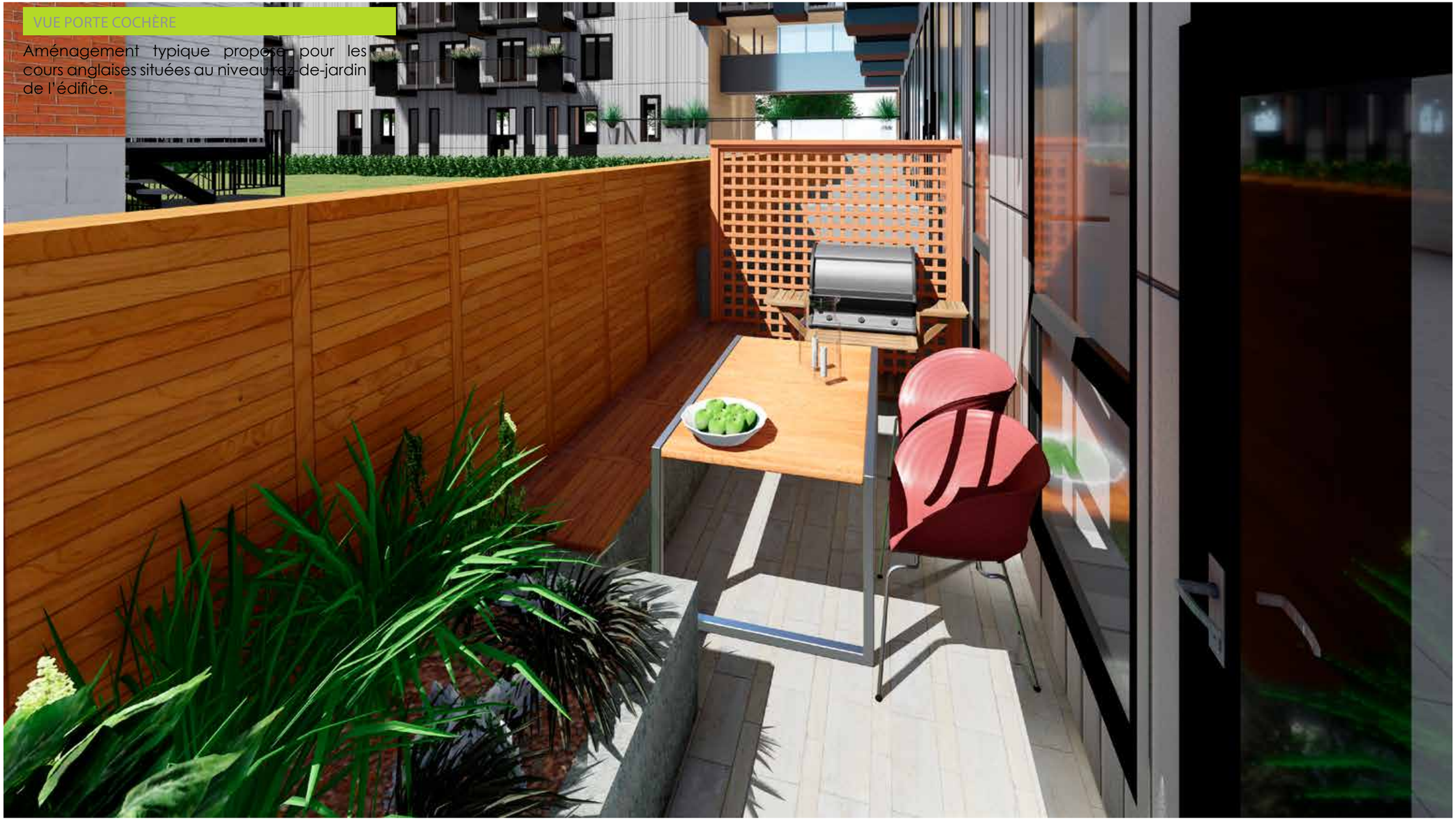


VUE PORTE COCHÈRE

Démonstration de l'axe visuel entre la rue Wolfe et la rue Atateken ainsi que l'interface avec l'édifice voisin.

VUE PORTE COCHÈRE

Aménagement typique proposé pour les cours anglaises situées au niveau rez-de-jardin de l'édifice.



COUR INTÉRIEURE

Vue de la cour intérieure du projet où les sorties mécaniques sont dissimulées dans les parties pleines des garde-corps.



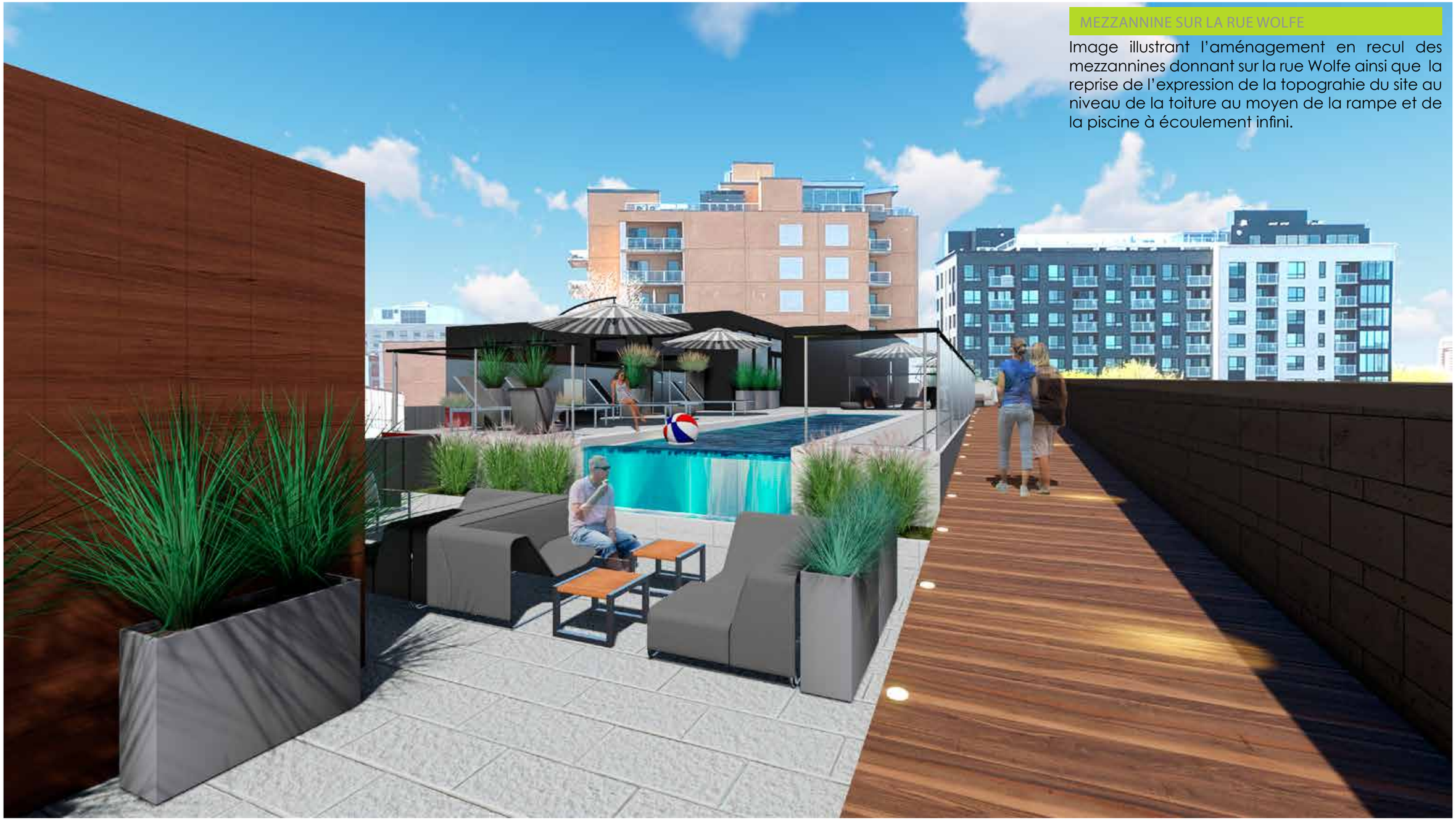


Dans l'idée de la thématique aquatique développée dans le projet, les mezzanine ont été développées à l'image de conteneurs déposés en toiture. Cette inspiration est reprise autant dans la volumétrie que dans la coloration et la matérialité de ces dernières.

MEZZANNINE SUR L'AVENUE VIGER

Image illustrant l'aménagement en recul des mezzannines donnant sur l'avenue Viger.





MEZZANNINE SUR LA RUE WOLFE

Image illustrant l'aménagement en recul des mezzannines donnant sur la rue Wolfe ainsi que la reprise de l'expression de la topograhie du site au niveau de la toiture au moyen de la rampe et de la piscine à écoulement infini.

ÉLÉVATION RUE WOLFE



LÉGENDE*

1 - BRIQUE D'ARGILE

2 - BLOC ARCHITECTURAL

3 - BLOC ARCHITECTURAL

4 - PANNEAUX D'ACIER

5 - PANNEAUX D'ALUMINIUM

6 - REVÊTEMENT D'ACIER

* Les matériaux sont présentés à titre indicatif seulement. Des équivalences peuvent être utilisés en fonction de la disponibilité des matériaux ou des variations de côuts en fonction du contexte économique.

ÉLÉVATION RUE ATATEKEN

Image illustrant l'élévation de la rue Atateken avec les édifices voisins au premier plan.



Rue Atateken

LÉGENDE*

Rue Atateken

- 1 - BRIQUE D'ARGILE
- 2 - BLOC ARCHITECTURAL

Cour intérieure

- 6 - REVÊTEMENT D'ACIER
- 7- REVÊTEMENT D'ACIER
- 8 - REVÊTEMENT D'ACIER (MEZZANINES)

* Les matériaux sont présentés à titre indicatif seulement. Des équivalences peuvent être utilisés en fonction de la disponibilité des matériaux ou des variations de côuts en fonction du contexte économique.

ÉLÉVATIONL'AVENUE VIGER



Avenue Viger

LÉGENDE*

1 - BRIQUE D'ARGILE

2 - BLOC ARCHITECTURAL

4 - PANNEAUX D'ACIER

* Les matériaux sont présentés à titre indicatif seulement. Des équivalences peuvent être utilisés en fonction de la disponibilité des matériaux ou des variations de côuts en fonction du contexte économique.

ÉLÉVATION RUE DE LA GAUCHETIERE

Image illustrant l'élévation de la rue De la Gauchetière
avec les édifices voisins à droite.



Rue De la gauchetière

LÉGENDE*

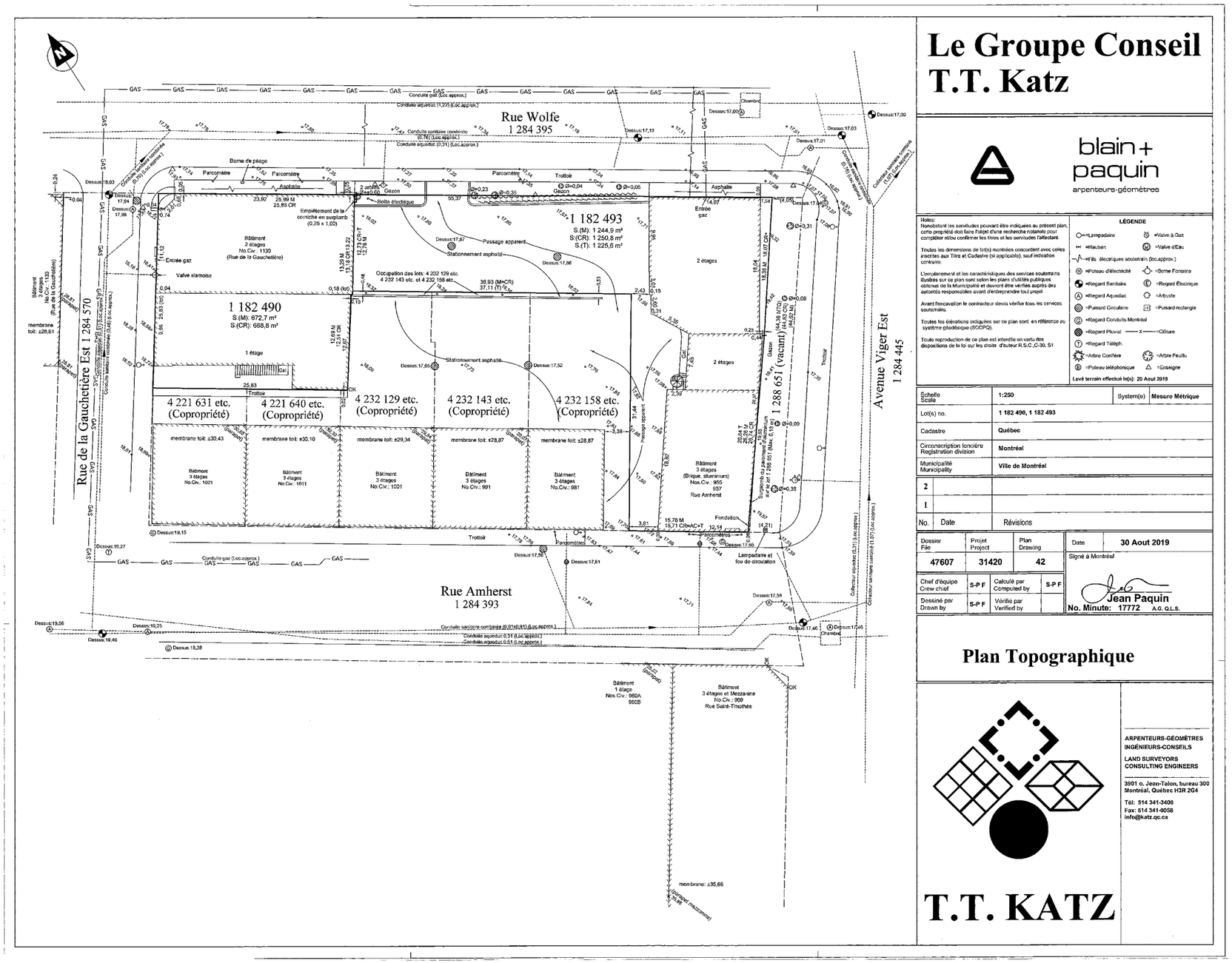
1 - BRIQUE D'ARGILE

2 - BLOC ARCHITECTURAL

6 - REVÊTEMENT D'ACIER

5 - PANNEAUX D'ALUMINIUM

* Les matériaux sont présentés à titre indicatif seulement. Des équivalences peuvent être utilisés en fonction de la disponibilité des matériaux ou des variations de côuts en fonction du contexte économique.



Le Groupe Conseil T.T. Katz

blain + paquin
arpenteurs-géomètres

Notes:
Nonobstant les servitudes pouvant être indiquées au présent plan, cette propriété doit faire l'objet d'une recherche notariale pour compléter et/ou confirmer les titres et les servitudes l'affectant.

Toutes les dimensions de lot(s) montrées concordent avec celles inscrites aux Titre et Cadastre (si applicable), sauf indication contraire.

L'emplacement et les caractéristiques des services souterrains illustrés sur ce plan sont selon les plans d'utilités publiques obtenus de la Municipalité et devront être vérifiés auprès des autorités responsables avant d'entreprendre tout projet.

Avant l'excavation le contracteur devra vérifier tous les services souterrains.

Toutes les élévations indiquées sur ce plan sont en référence au système géodésique (SCOPQ).

Toute reproduction de ce plan est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C.,C-30, S1

LÉGENDE

- =Lampadaire
- =Valve à Gaz
- =Hauban
- =Valve d'Eau
- =Fils électriques souterrain (loc.approx.)
- =Poteau d'électricité
- =Borne Fontaine
- =Regard Sanitaire
- =Regard Électrique
- =Regard Aqueduc
- =Arbuste
- =Puisard Circulaire
- =Puisard rectangle
- =Regard Conduits Montréal
- =Regard Pluvial
- =Clôture
- =Regard Téléph.
- =Arbre Conifère
- =Arbre Feuillu
- =Poteau téléphonique
- =Enseigne

Levé terrain effectué le(s): 20 Aout 2019

Échelle Scale	1:250	System(e)	Mesure Métrique
Lot(s) no.	1 182 490, 1 182 493		
Cadastre	Québec		
Circonscription foncière Registration division	Montréal		
Municipalité Municipality	Ville de Montréal		
2			
1			
No. Date	Révisions		

Dossier File	Projet Project	Plan Drawing
47607	31420	42

Chef d'équipe Crew chief	S-P F	Calculé par Computed by	S-P F
Dessiné par Drawn by	S-P F	Vérifié par Verified by	

Date: 30 Aout 2019

Signé à Montréal

Jean Paquin
No. Minute: 17772 A.G. Q.L.S.

Plan Topographique

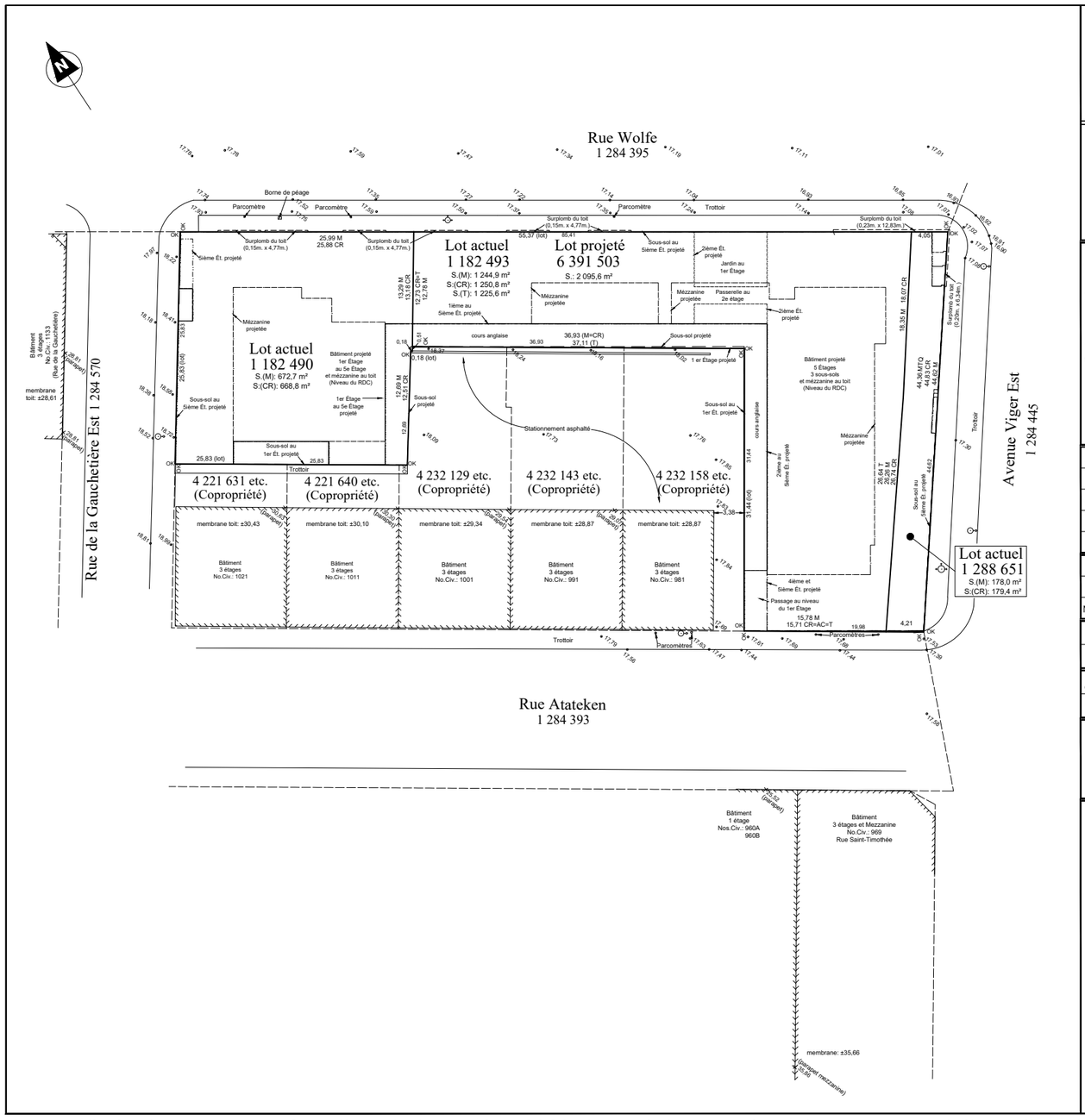
T.T. KATZ

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
INGÉNIEURS-CONSEILS

LAND SURVEYORS
CONSULTING ENGINEERS

3901 o. Jean-Talon, bureau 300
Montréal, Québec H3R 2G4

Tél: 514 341-3408
Fax: 514 341-0058
info@ttkatz.qc.ca



Le Groupe Conseil T.T. Katz

blain + paquin
arpenteurs–géomètres

Notes
Nonobstant les servitudes pouvant être indiquées au présent plan, cette propriété doit faire l'objet d'une recherche notariale pour compléter et/ou confirmer les titres et les servitudes l'affectant.

Avant l'excavation le contracteur devra vérifier tous les services souterrains.

Les marges de recul sont à vérifier avec la municipalité avant d'entreprendre les travaux de construction.

Toute reproduction de ce plan est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C., C-30, S1.

Toutes les élévations indiquées sur ce plan sont en référence au système géodésique (SCOPQ).

N.B.
Le présent plan d'implantation a été préparé à l'aide des plans de: Luc Denis, Architecte
Numéro du plan: A-06
Daté du: 2020-09-01
Avant d'entreprendre tout projet de construction cette implantation doit être approuvée et/ou confirmée par:
• Le Propriétaire • la Municipalité • l'auteur des plans de références

Échelle Scale	1:250	System(e)	Métrique
Lot(s) no.	1 288 651, 1 182 490 et 1 182 493		
Cadastre	Québec		
Circonscription foncière Registration division	Montréal		
Municipalité Municipality	Ville de Montréal (arr. Ville-Marie)		

No.	Date	Révisions
2		
1		

Dossier File	Projet Project	Plan Drawing
49056	31420	48

Date: 15 septembre 2020
Signé à Montréal

Chef d'équipe Crew chief		Calculé par Computed by	S.P.
Dessiné par Drawn by	S.P.	Vérifié par Verified by	

No. Minute: 12373 A.G. Ing. O.L.S. Eng.

Plan d'Implantation

T.T. KATZ

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
INGÉNIEURS-CONSEILS

LAND SURVEYORS
CONSULTING ENGINEERS

3901 o. Jean-Talon, bureau 300
Montréal, Québec H3R 2G4

Tél: 514 341-3408
Fax: 514 341-0058
info@katz.qc.ca

Plan préliminaire conçu en fonction de la version 2020 du projet, une mise à jour sera produite suite à la décision du CCU



Détail d'intégration de la mécanique en marge avant

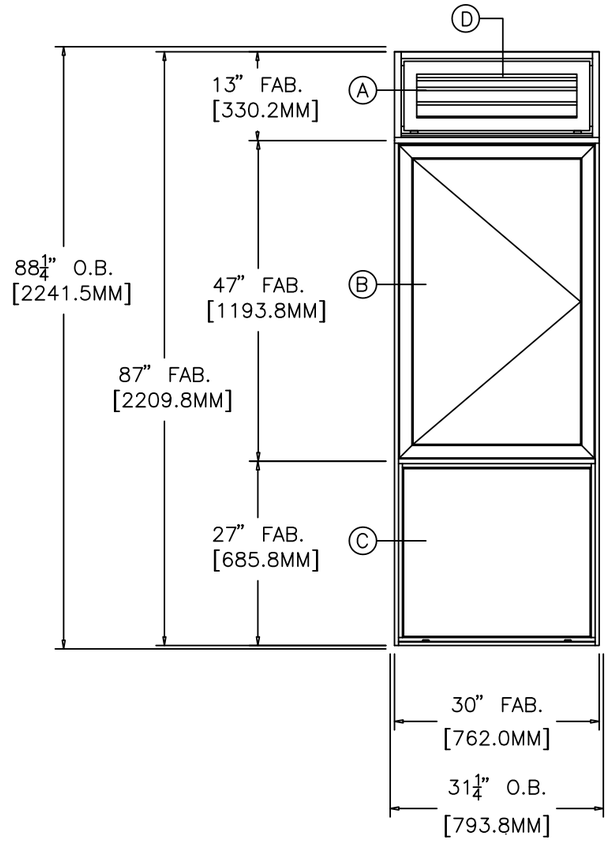


Détail d'intégration de la mécanique en marge latérale (cour intérieure)

Principes d'intégration de la mécanique aux façades

L'intégration des éléments de mécanique sur les rues Atateken, Viger et Wolfe est prévue comme une composante des fenêtres. Conçu comme une imposte linéaire, tous les éléments de mécanique seront intégrés dans des grilles qui seront fournies par le fabricant des fenêtres, garantissant ainsi l'intégration de la grille, la minimisation des joints et la constance des finis architecturaux et de la couleur.

Dans la cour intérieure, les grands balcons linéaires permettront aux résidants d'avoir accès à l'extérieur. Les garde-corps en verre, seront juxtaposés à des insertions opaques en aluminium. Ces éléments se prolongeront sous les balcons en béton en formant des boitiers dans lesquels seront intégrés les grilles de ventilation linéaire en sous-face, pour dissimuler les composantes de mécaniques.



Détail technique typique de l'intégration de la mécanique en marge

MAÇONNERIE



1 - BRIQUE
Com.: Sioux city
Coul.: Mountain Shadow
Fini.: Velour
Format : Modulaire
Installation: Panneresse
Mortier :
Com.: King
No.: GO-009-0-20
Coul.: Charbon



2-BLOC ARCHI. A
Com.: Permacon
Coul.: Héron
Fini.: Na
Format: 6” x 24” et 12” x 24”
Installation:Panneresse
Mortier:
Com.: King
No.: CO-010-0-025
Coul.:Gris acier



3-BLOC ARCHI. B
Com.: Brampton brick
Coul.: Mineral gray
Fini.: Standard
Format: 6” x 24” et 12” x 24”
Installation: Panneresse
Mortier:
Com.: King
No.: Co-010-0-025
Coul.: Gris acier



Intégration de la coloration de l’édifice à l’échelle de la rue Wolfe



4-Panneaux d’acier
Com.: MAC Metal
Produit: Metal bloc
Coul.: Metallic grey
Fini.: Lisse
Trame: Panneresse



5- DÉTAILS ARC.
-MARQUISES
-ENCADREMENTS WOLFE
-JULIETTES
Com.: Alu Composite
Produit: StacBond
Coul.: Black (STB-415)
Fini.: Lisse
Format : N/A



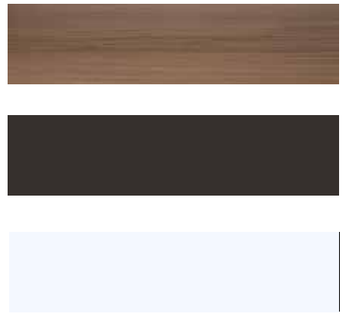
6- REV.ALU 5ème ÉTAGE

Com.: MAC Architectural
Produit:MS1 Modulaire
Coul.: Anthracite Zinc
Fini.: Lisse
Format : Variable
Installation: Verticale



7- REV. COUR INTÉRIEURE

Com.: Ideal Roofing
Produit: Accent urbain
Coul.: Bone White et Stone white
Fini.: Lisse
Joint: Joints aléatoires
Format : 12”
Installation: Verticale



8- REV. MEZZANINE

Com.: Alu Composite
Produit: StacBond
Coul.: -Sunset Teak
-Umbra Grey
-Artic White
Fini.: Lisse
Format : Panneaux
Installation: N/A

9- REV. ESPACE JARDIN
-MURS
-PLAFOND

Com.: Alu Composite
Produit: StacBond
Coul.: White Maple (STB-W04)
Fini.: Lisse
Format : N/A

* Les matériaux sont présentés à titre indicatif seulement. Des équivalences peuvent être utilisés en fonction de la disponibilité des matériaux ou des variations de côuts en fonction du contexte économique.

GARDE-CORPS



11 - VERRE GÉNÉRAL
Com.: Old Castle
Coul.: Blue glass
Fini.: Standard
Format : N/A



12-VERRE ACCENT
Com.: Old Castle
Coul.: Clear glass
Fini.: Standard
Format : N/A



13-ANCRAGES
Com.: Quincaillerie Richelieu
Produit: 706SP0542316170
ou
706SP0552205170
Fini.: Inox

PORTES, FENETRES ET GRILLES DE VENTILATION



14-PORTES, FENÊTRES ET GRILLES DE VENTILATION
Com.: Fabelta
Coul.: Noir
Fini.: Standard
Format : N/A



15-GRILLE CH. ANNEXE
Com.: Sterni
Coul.: Acier Inox
Fini.: Standard
Format : N/A

ÉCRANS ACOUSTIQUES ET GAINES



16- ÉCRANS ACOUSTIQUES

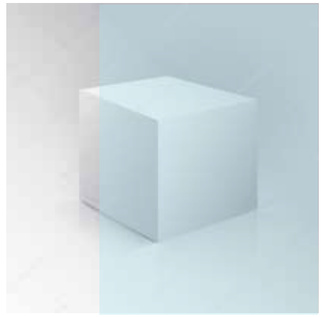
Com.: Alu Composite
Produit: StacBond
Coul.: -Sunset Teak
-Umbra Grey
-Artic White
Fini.: Lisse
Format : Panneaux
Installation: N/A

MUR RIDEAU



17- CADRE

Com.: Solarcom
Produit: N/A
Coul.: Anodisé clair
Fini.: Lisse
Format : N/A



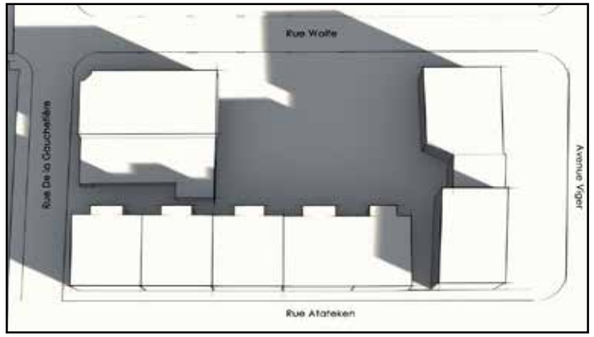
18 - VERRE
Com.: Old Castle
Coul.: Blue glass
Fini.: Standard
Format : N/A

* Les matériaux sont présentés à titre indicatif seulement. Des équivalences peuvent être utilisés en fonction de la disponibilité des matériaux ou des variations de côuts en fonction du contexte économique.

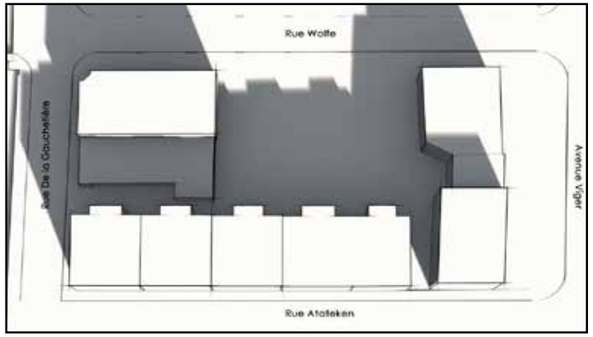
21 DÉCEMBRE

N

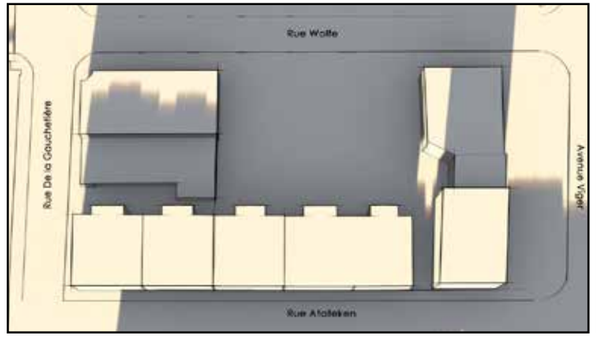
SITUATION ACTUELLE



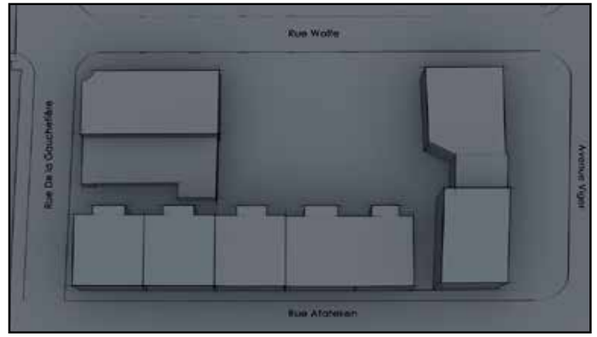
9:00



12:00

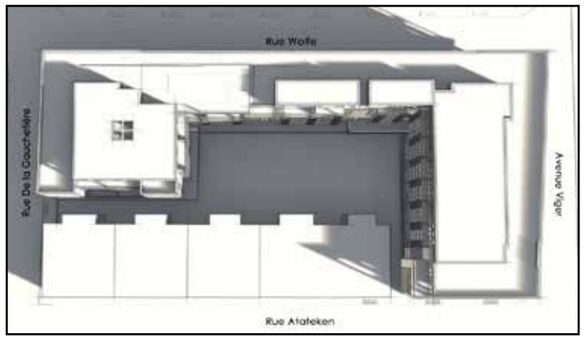


14:00
Début du crépuscule

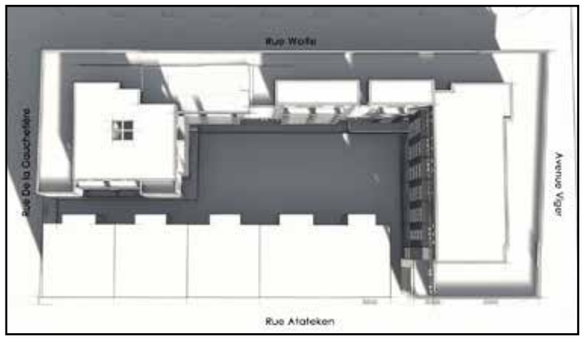


16:00
Aucun soleil

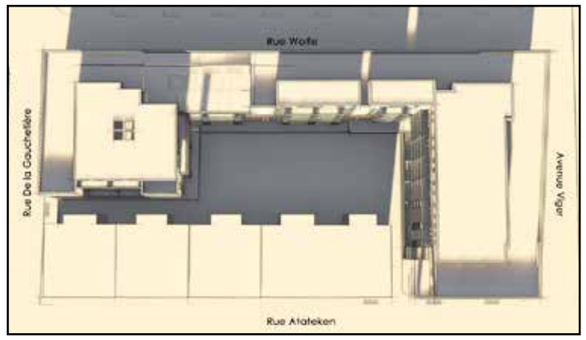
SITUATION PROPOSÉE



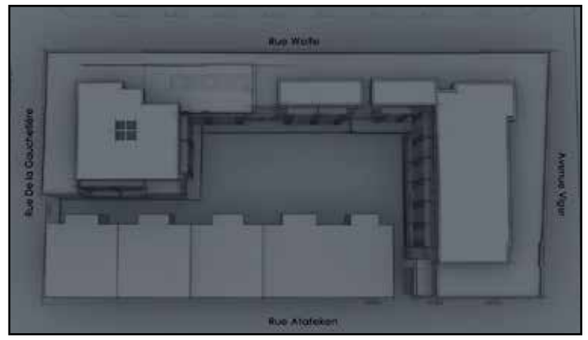
9:00



12:00



14:00
Début du crépuscule

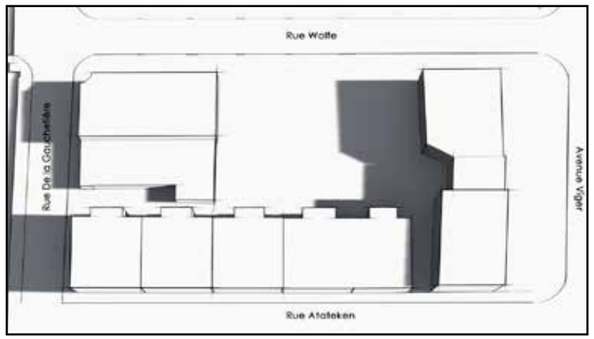


16:00
Aucun soleil

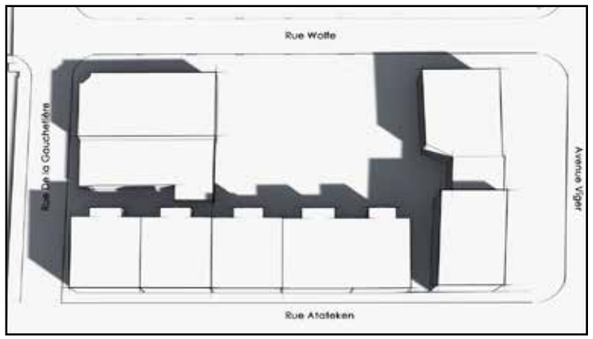
N

21 SEPTEMBRE/MARS

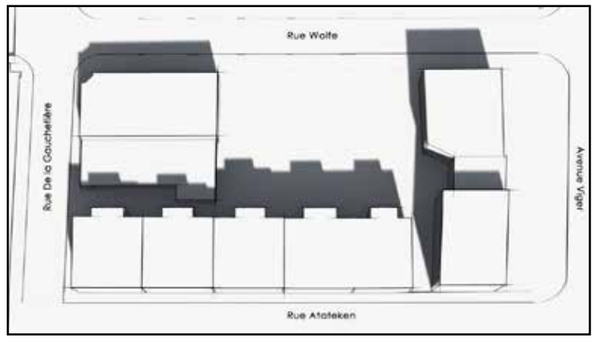
SITUATION ACTUELLE



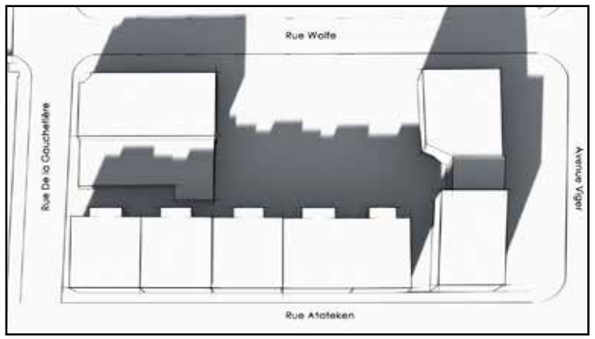
9:00



12:00



14:00

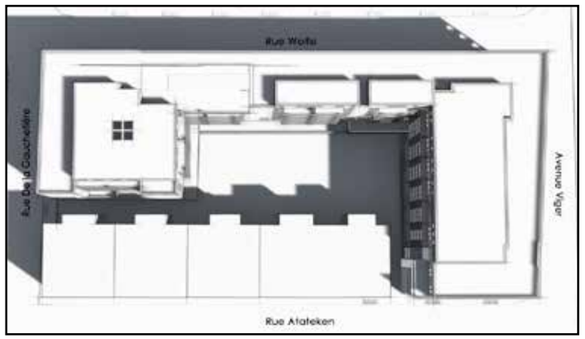


16:00

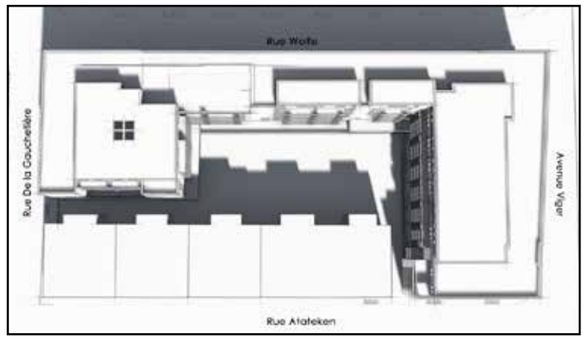
SITUATION PROPOSÉE



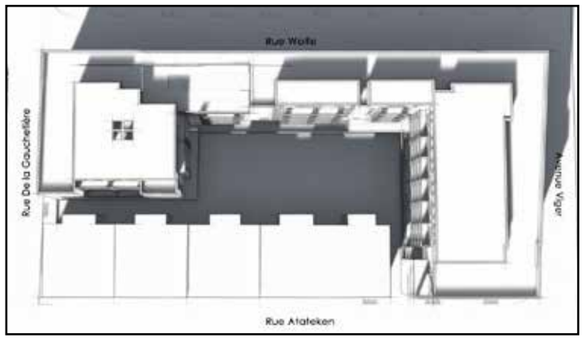
9:00



12:00



14:00

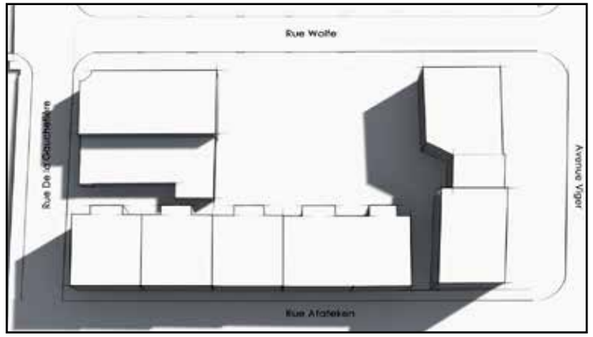


16:00

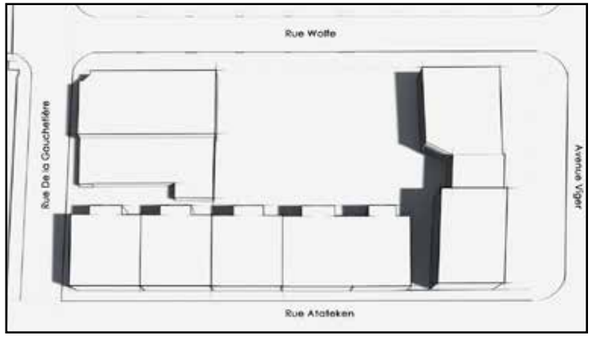
21 JUIN

N

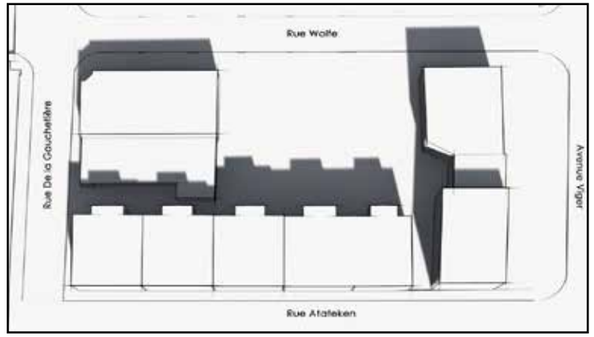
SITUATION ACTUELLE



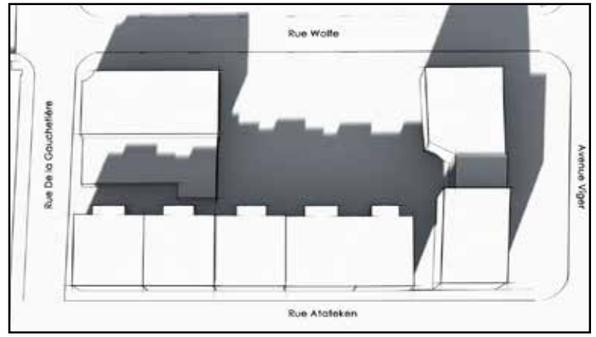
9:00



12:00

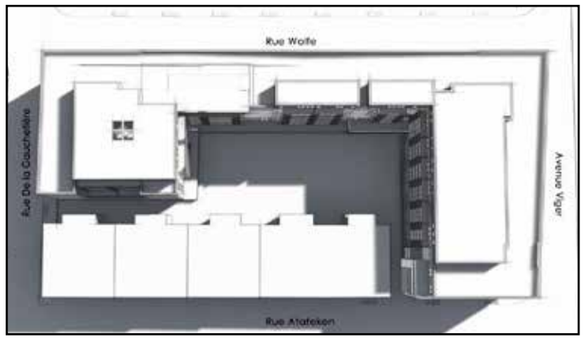


14:00

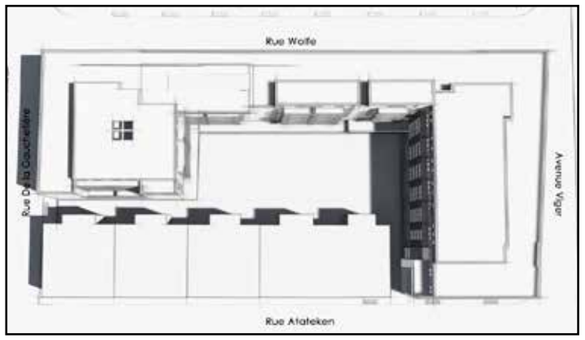


16:00

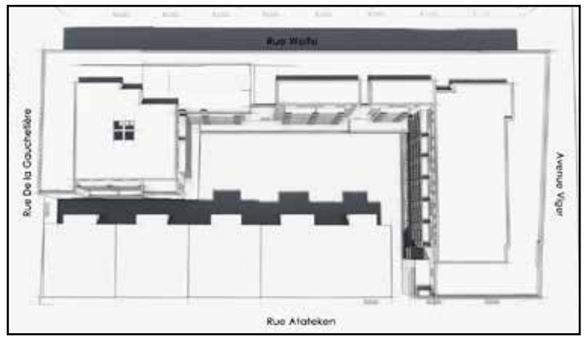
SITUATION PROPOSÉE



9:00



12:00



14:00



16:00

Document réalisé pour le compte de :

GROUPE DACA
1215 Boulevard Robert Bourassa
Montréal, (Qc)
H3B 0C3

Ce document, constitue l'engagement du client à tout mettre en oeuvre de manière à réaliser le projet tel qu'il est représenté dans le présent document

David Gagné
Représentant de Groupe DACA

Luc Denis
Architecte

LUC DENIS
architecte

Ville-Marie
Montréal

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CEDD

955, RUE ATATEKEN & 1130, RUE DE LA GAUCHETIÈRE EST

Informations générales

- Demandeur : Luc Denis Architecte
- Concepteur : Luc Denis Architecte
- Investissement : ±12,7m$
- District électoral : Saint-Jacques
- Responsable du dossier : Thomas Fontaine, architecte
- Numéros de demande : **3002389135** et **3002389514**

Contexte

Une demande vise à autoriser la démolition des volumes hors-sol des deux bâtiments sur le site.

Les démolitions doivent être autorisées par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) lors de la séance du 22 juin 2021, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles (100 % des volumes démolis sans égard aux fondations).

Unité de paysage « SAINTE-MARIE ET SAINT-JACQUES».

Description des immeubles dont la démolition est proposée

La demande vise la démolition de deux bâtiments datant respectivement de 1906 (955, rue Atateken, structure de bois et de métal, 3 étages) et de 1936 (1130, rue de la Gauchetière Est, structure de bois et de béton, 2 étages).

Dans les deux cas, les bâtiments ne présentent pas de statut en vertu de la Loi sur le Patrimoine Culturel, et ne sont pas désignés au plan d'urbanisme de Montréal.



Localisation



Photo du 955, Atateken (2021)



Photo du 1130, de la Gauchetière E (2021)



Façade arrière du 955, Atateken (2021)

Décisions antérieures

N/A

Recommandations antérieures du CCU

Le projet fut présenté au CCU lors de la séance du 14 janvier 2021, et reçu un avis préliminaire favorable assorti des commentaires suivants :

- *L'utilisation du panneau de béton est questionnée, alors que le revêtement de brique est préconisé dans cette unité de paysage, et reste le matériau dominant du secteur. Favoriser un revêtement plus fin dans son module.*

- *Pour la façade Wolfe, prévoir une implantation en escalier permettant de mieux exprimer le dénivelé du site et le parcellaire.*
- *L'articulation des volumes devrait être accentuée, particulièrement sur Wolfe. Raffiner le jeu des saillies et retraits.*
- *La façade Viger exprime une certaine monumentalité, ce qui n'est pas inopportun à cet emplacement. Continuer à explorer le jeu de retrait pour atténuer la massivité, particulièrement dans la portion Est. Considérer davantage exprimer le volume de la tête d'îlot.*
- *Par ailleurs, les membres du comité demandent à ce que la version révisée du projet soit analysée à nouveau lors d'une séance ultérieure du CCU, et ce, avant de soumettre le projet au CEDD.*

Le projet fut présenté au CCU lors de la séance du 11 février 2021, et reçu un avis préliminaire favorable assorti des commentaires suivants :

- *Assurer le respect du Règlement pour une métropole mixte quant à la typologie de logements.*
- *Diminuer la palette de matériaux et opter pour les matériaux offrant une meilleure compatibilité avec le milieu dans lequel le projet s'insère, en atténuant les contrastes chromatiques.*
- *Revoir le projet de remplacement en prenant en compte les éléments suivants :*
    - *simplifier le langage architectural en favorisant l'intégration au contexte;*
    - *éviter l'expression d'un méga-îlot, en fractionnant les volumes ;*
    - *moduler ces volumes selon les emplacement sur le site;*
    - *revoir les proportions des ouvertures de fenêtres, en favorisant les proportions verticales;*
- *En façade Viger, continuer d'amincir les pilastres afin de réduire la massivité du volume.*
- *Améliorer la représentation du contexte aux documents, en vue des prochaines présentations.*
- *Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité préalablement à la présentation au CÉDD.*

Le projet fut présenté au CCU lors de la séance du 15 avril 2021, et reçu un avis préliminaire favorable assorti des commentaires suivants :

- *Réduire à trois les matériaux de la façade Wolfe, par exemple en utilisant le même revêtement pour la section de façade à angle que pour la tête d'îlot.*
- *Bien exprimer les volumes aux sections revêtues de panneaux de béton striés, pour éviter l'effet de parapets surélevés.*
- *Fournir les détails concernant les garde-corps, dans la documentation, en vue de la révision de projet.*

Valeurs patrimoniales pour l'immeuble

Fortement modifiés au cours de leurs existences respectives, les deux bâtiments à l'étude présentent une valeur architecturale faible, et un degré d'authenticité peu élevé.

Le 955, rue Atateken, présente même une valeur contextuelle plutôt négative suite à l'exposition de son mur latéral dans le cadre des démolitions requises pour la construction de l'autoroute Ville-Marie.

Projet de remplacement

- Bâtiment isolé de 5 étages, surmonté d'une terrasse au toit;
- 158 logements au total ;
- Stationnement souterrain de 73 cases véhiculaires et 76 pour des vélos, avec un accès par la rue De La Gauchetière Est;
- Entrée commune pour les logements à l'intersection de Viger et de Wolfe, mais accès extérieur individuel pour les logements situés au niveau rez-de-chaussée;
- Toit plat avec terrasses privées et une terrasse commune;
- Projet conforme au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)



Croquis de la proposition - Wolfe



Croquis de la proposition - Viger



Croquis proposé de la façade De la Gauchetière



Croquis proposé de la façade Atateken

Cadre réglementaire

La proposition de démolition des bâtiments doit être évaluée en vertu des critères prévus à l'article 16 du Règlement sur la démolition d'immeubles CA-24-215.

- *l'état de l'immeuble visé par la demande ;*
- *la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;*
- *le coût de la restauration;*
- *l'utilisation projetée du sol dégagé;*
- *tout autre critère pertinent, notamment, lorsque le bâtiment comprend un ou plusieurs logements, le préjudice causé aux locataires, les besoins de logements dans les environs et la possibilité de relogement des locataires.*

Analyse

État de l'immeuble

Les bâtiments ont fait l'objet d'une expertise structurale par la firme NCK datant de septembre 2020. L'état général des deux bâtiments est plutôt bon, outre des dégradations ponctuelles. Ils ont dans les deux cas fait l'objet de maintes modifications disparates à leurs structures au fil des décennies. Comme plusieurs bâtiments anciens, ils présentent des déficiences majeures relatives aux normes sismiques.

Appréciation de l'apparence, du caractère esthétique et de la qualité de vie du voisinage

La façade du 955, rue Atateken a été complètement transformée en 1963 et présente désormais une apparence moderne en brique pâle et en crépis d'un intérêt architectural plutôt faible. Le 1130, de La Gauchetière a également perdu ses caractéristiques d'origine, outre sa volumétrie générale, et présente une apparence et une matérialité contemporaine ne présentant pas d'intérêt architectural. Malgré le fait qu'ils soient tous deux vacants, ils restent en bon état et n'impactent pas négativement le paysage du secteur. Le terrain de stationnement situé sur la rue Wolfe contribue par contre aux îlots de chaleur urbains par ses surfaces minérales, et une interruption dans l'encadrement de la voie publique.

Coût de la restauration

Le coût de la restauration des bâtiments existants n'a pas été détaillé par le demandeur.

Utilisation projetée du sol dégagé

Le projet de remplacement est un complexe résidentiel de 5 étages (16,8 mètres) abritant 158 unités et présentant une volumétrie en forme de L bordant les rues Atateken, Viger, Wolfe et De La Gauchetière. Il abrite 47 studios, 87 unités d'une chambre, 8 unités de 2 chambres et 16 de 3 chambres. L'entrée principale des résidences se situe à l'intersection de Viger et Wolfe, alors que les unités du rez-de-chaussée comportent des accès directs à la voie publique.

Le volume en tête d'îlot sur Viger est distinct dans son expression architecturale du reste du complexe. Il prend l'apparence d'un volume revêtu de blocs architecturaux pâles percés de loggias surmontant un rez-de-chaussée revêtu de brique d'argile bourgogne "*Mountain Shadow*".

Directement au Nord, un volume vitré surmontant une ouverture laisse entrevoir un aménagement

paysager. Le reste des facades présente une base de 4 niveaux de brique bourgogne, surmontés d'un 5e étage revêtu de panneaux de béton striés de couleur gris foncé. Un volume revêtu de blocs de béton architecturaux de couleur gris pâle marque l'intersection des rues Wolfe et De La Gauchetiere

Les ouvertures de proportions verticales sont ponctuées de balconnets de type "juliette".

Le toit plat supporte des mezzanines et des terrasses privées pour certaines des unités, ainsi que des salles et terrasses communes pour l'ensemble des résidents.

Autres considérations

Le comité doit considérer qu'un projet de construction qui entraîne la démolition d'un bâtiment devrait présenter des qualités de conception architecturale et d'intégration au contexte au moins égales, sinon supérieures, à celles de l'ouvrage à démolir, et devrait faire la démonstration de sa prise en compte respectueuse des caractéristiques typologiques du bâti environnant, afin d'y apporter une contribution positive.

À cet effet, on peut argumenter que la proposition constitue une amélioration des conditions existantes au niveau de la qualité de la construction et de sa contribution urbaine, en consolidant l'encadrement des voies publiques cernant le lot, tout en faisant disparaître un stationnement de surface. Bien que l'échelle du bâtiment proposé dépasse celle des édifices actuels, elle fera office de transition avec le développement autorisé du côté Est de la rue Wolfe sur l'ancien site de Radio-Canada, d'un gabarit plus élevé.

Considérations de la Direction

Considérant que les bâtiments dont la démolition est proposée présentent de faibles valeurs architecturale et historique ;

Considérant que le gabarit et la modénature actuelle du 955, rue Atateken, conviennent peu à l'emplacement du site en bordure de l'avenue Viger ;

Considérant que le projet de remplacement exploite le potentiel de développement du site, tout en permettant de mieux structurer le front bâti de l'avenue Viger et de la rue Wolfe. Le projet présente un rythme dans sa composition et une articulation de ses composantes qui permettent une expression architecturale dynamique convenant à un projet d'un tel gabarit. La proposition présente une bonne qualité d'intégration aux cadre bâti du secteur, par ses proportions d'ouvertures et sa matérialité de brique et de blocs architecturaux;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure ;

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande.

Cette recommandation est assortie de la condition suivante:

- La décision favorable est conditionnelle à la réalisation d'un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents déposés le 12 avril 2021 et conçus par Luc Denis architecte.

Cette recommandation est également assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :

- Réduire à trois les matériaux de la façade Wolfe, par exemple en utilisant le même revêtement pour la section de façade à angle que pour la tête d'îlot;
- Prévoir la mise en place d'un comité de bon voisinage, permettant de tenir informés les résidents du secteur et d'établir une plateforme de communication;



Croquis de la proposition révisée - avril 2021



Croquis de la proposition révisée - avril 2021